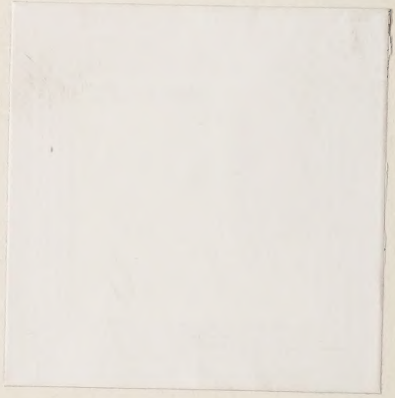
9L
8



Digitized by the Internet Archive
in 2025 with funding from
Getty Research Institute

https://archive.org/details/revuedesdeuxmon1929unse_4

REVUE

DES

DEUX MONDES

XCIX[e] ANNÉE. — SEPTIÈME PÉRIODE

TOME LIV. — 1[er] NOVEMBRE 1929

REVUE

DES

DEUX MONDES

SCOLASTICAT
SOC. DE MARIE

XCIX^e ANNÉE. — SEPTIÈME PÉRIODE

TOME CINQUANTE-QUATRIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1929

THE GETTY CENTER
LIBRARY

MÉMOIRES POUR SERVIR A L'HISTOIRE DE LA SOCIÉTÉ

ÉPILOGUE
DE LA VIE AMOUREUSE

DEUXIÈME PARTIE (1)

V

Lorsque je fus un peu calmé, — le lendemain matin, après une assez médiocre nuit, — je cherchai les raisons de cette colère ridicule et n'arrivai point à les découvrir : ce fut une humiliation de surcroît. Je n'avais d'ailleurs nulle honte de mes bizarreries, et, si je m'étais avisé de m'adresser à moi-même quelque remontrance là-dessus, je n'aurais fait sans doute que provoquer une nouvelle crise : elle aurait du moins eu l'avantage d'être sans témoin et de ne pas me donner en spectacle.

Je prétends me livrer à mon humeur sans contrainte; mes amis, et notamment Mme de Flesquières, n'ont qu'à me prendre comme la nature m'a fait, ou à me laisser. Toutefois, comme j'eusse été bien fâché que Laurence me laissât pour le moment, et comme j'avais besoin d'elle, j'usai de diplomatie.

Il fallait, au plus tôt, effacer la mauvaise impression de la veille. Ne songeant naturellement point à lui faire des excuses, j'agis comme si de rien n'était, et sitôt que l'heure me parut

Copyright by Abel Hermant, 1929.

(1) Voir la *Revue* du 15 octobre.

à peu près convenable, ce fut moi qui l'attaquai au téléphone. Je sonnai : elle vint elle-même. Je lui souhaitai le bonjour d'une voix caressante et gaie.

— Tiens ! fit-elle, vous êtes mieux ?

— Je n'ai jamais été si bien, répondis-je, feignant de ne pas comprendre à quoi elle faisait allusion.

Mais, pour éviter le retour de flamme et pour prévenir une nouvelle tension nerveuse, j'avais lâchement fait le geste, qu'elle ne pouvait voir, de lui lancer un des récepteurs à la tête.

Je repris, du même ton insinuant :

— Bien entendu, vous n'avez pas encore pu téléphoner aux petits ?

— Quels petits ?

— Le petit Nointel et la petite Haubourdin.

— En voilà, des façons de parler ! Vous avez échangé hier quatre mots avec lui et pas une parole avec elle. Je ne vous croyais pas si familier. Je me demande en quels termes vous devez parler de moi que vous connaissez depuis...

— Ne nous vieillissez pas !... Je me garderais de vous dire en quels termes je parle de vous.

— Parce que ?

— Parce que je tiens à votre amitié.

Je sentis que nous allions retomber dans notre marivaudage habituel, qui entre quatre yeux n'est déjà pas trop plaisant, mais que je trouve insupportable au téléphone. Pour ménager encore mes nerfs, je m'empressai de couper court à cet entretien irritant et inutile. Aussi bien en avais-je tiré tout ce que je souhaitais : j'avais fait ma paix avec Laurence. Il fallait cependant lui dire, avant de rompre, pourquoi je l'avais appelée. Je lui fournis cette explication entortillée :

— J'ai voulu justement vous téléphoner de bonne heure... avant que vous ayez pu communiquer...

— Avec les petits ?

— Avec M^me^ Haubourdin et M. Nointel... parce que... je crains de m'être beaucoup avancé hier en vous disant que j'étais libre tous les soirs de cette semaine... Je trouve sur mon carnet un engagement pour demain... Je sais bien qu'il n'est pas vraisemblable que vous nous invitiez à si bref délai...

— Pourquoi ? Vous vous en formaliseriez ?

— Oh ! pas du tout... Et même, toute réflexion faite, je me demande si je ne préférerais pas demain... parce que mon engagement n'est pas... un engagement à proprement parler... il n'est pas... absolu... il est... conditionnel.

— C'est un chantage ?

— Vous êtes folle. Non, mais... je l'ai noté avec un point d'interrogation.

— Enfin, décidez-vous, c'est demain que vous voulez ?

— Comme vous êtes intelligente ! Oui, demain. Le plus tôt sera le mieux.

— Ah ! il n'y a pas moyen ce soir... Eh bien ! je vais leur proposer demain. Je vous rappellerai tout à l'heure. Patientez.

Ce verbe est horrible. Patienter ! Il ment, car il exprime toute l'impatience. Je calculai de tête qu'il fallait à Laurence une vingtaine de minutes au moins pour obtenir les deux réponses, les concilier le cas échéant, et ensuite me les communiquer. J'enjoignis à mon valet de chambre de ne tolérer sur ma ligne aucune obstruction, tant que Mme la comtesse de Flesquières ne m'aurait pas rappelé ; et j'attendis : je n'avais pas autre chose à faire.

J'eus tout le loisir de vérifier ce qu'a dit, je crois, Stendhal, que rien n'est plus désagréable qu'un amour qui s'en va, si ce n'est un amour qui vient. Peut-être ; mais ce sont là de ces désagréments qu'on paierait cher quand on a la soixantaine passée. Je rougirais de vous répéter les injures ignobles que je me mis à vomir contre Laurence après dix minutes d'attente. Pourtant, je lui en avais accordé vingt et elle ne prit que juste un quart d'heure. Elle m'avisa au bout de ce temps, avec un sang-froid qui ne me parut point de circonstance, que la partie carrée était décidée pour le lendemain. Je l'aurais embrassée, mais le téléphone a encore bien des progrès à faire. Je l'aurais embrassée de meilleur cœur quand elle ajouta :

— Seulement, où dînerons-nous ? C'est la question.

— Comment, dis-je, où dînerons-nous ? Eh bien ! chez vous naturellement, vous nous invitez

— Je ne sais pas où j'ai eu la tête, de ne pas vous avertir tout de suite que j'ai renvoyé ma cuisinière et que, selon l'expression d'Henri IV, ma marmite est renversée. Je vous invite, bien entendu, mais au cabaret, où vous voudrez, je vous laisse le choix.

— Vous ne supposez pas que vous allez dîner au cabaret avec deux mâles, et qu'ils vous laisseront payer l'addition ?

— Oh ! si vous craignez le qu'en-dira-t-on, je vous passerai mon porte-monnaie sous la table.

Je fis réflexion que peu m'importait le protocole qui serait adopté à dessein de me sauver l'honneur, mais que, de toute manière, c'est moi qui aurais l'honneur de traiter Élaine et Jacques. Je priai Laurence de ne plus se mêler de rien, et je lui déclarai avec hauteur que je lui ferais connaître en temps utile les dispositions que j'aurais prises. Puis, je la quittai pour y rêver, seul vis-à-vis de moi-même, car elle me cassait la tête, et j'avais besoin de toute ma liberté, de toute ma lucidité d'esprit. Je sentais qu'une seule faute pouvait tout perdre, et une habile manœuvre tout gagner.

Ces expressions sont vagues, mais je n'osais point déterminer mes espérances ni mes craintes. Ma conscience a d'ordinaire plus de hardiesse et de franchise, voire plus de cynisme.

Comme je venais d'entrer en méditation, il me parut soudain hors de doute que je ne devais point emmener les petits dans un cabaret à l'usage des snobs et des gens du monde... Je pris garde que je les avais encore appelés « les petits » et que cela menaçait de tourner à l'habitude. Je ne permets pas à Laurence de me faire de ces observations, mais quand il me semble à propos de me les faire à moi-même, vous savez que je ne me ménage guère.

Je m'engageai donc sans politesse à n'user plus de cette ridicule façon de parler, mais je ne laissai pas de me demander avec ma curiosité coutumière pourquoi elle m'était venue si naturellement. Toutefois, j'imagine afin de me punir, je remis à plus tard l'examen de cette question intéressante. Je ne soumis point davantage à la critique l'étrange caractère d'évidence dont se revêtait à mes yeux mon idée, après tout peut-être baroque, d'emmener Élaine et Jacques à l'Escargot d'or plutôt que chez Larue.

C'est un scandale affreux pour les personnes entichées de raison pure comme vous et comme moi; mais nous sommes bien obligés de nous rendre, d'avouer que l'évidence mathématique, la seule qui mérite son nom d'évidence, n'existe pas pour la pluralité des hommes, et qu'ils ne se gênent pas, à l'occasion, pour nier l'évidence même de fait; au lieu que cette

évidence d'inspiration, ou d'illumination, que rien ne justifie, que rien ne motive, qui n'a quasi jamais le sens commun, s'impose à tous, même à moi, et même à vous.

Il va de soi que je suis persuadé, comme le don Juan de Molière, que « deux et deux sont quatre » : cette certitude n'est rien au prix de la certitude que j'avais, qu'il était écrit que nous ne dînerions pas demain chez Larue, mais à l'Escargot d'or.

J'avais cependant si grand peur de faire une maladresse que je me résignai à consulter Laurence. Je la rappelai au téléphone, cinq minutes après lui avoir fait sentir que nous avions, à mon gré, bavardé assez longtemps, et je lui posai, sur le moral de Mme Haubourdin, des questions dans le goût de l'interrogant bailli. Je fus bien aise d'apprendre, ce dont, au surplus, je ne doutais pas, qu'il ne fallait pas juger Élaine sur l'orthographe de son prénom, qu'elle était la femme la plus simple et la plus facile à contenter, ayant peu vécu, blasée de rien. Mme de Flesquières crut devoir ajouter qu'elle n'était pas à la pose.

Mon parti fut pris sur-le-champ et j'annonçai à Laurence d'un ton sans réplique où j'avais résolu que nous dînerions. Je l'entendis de loin applaudir à grands cris, comme le cercle de famille lorsque l'enfant paraît; et elle me jura que Mme Haubourdin en serait folle. Je hais les expressions forcées : je repartis avec aigreur que je serais au désespoir de lui troubler l'esprit.

— Est-ce bien sûr? dit Laurence d'une voix perfide et avec tout ce que vous imaginez de sous-entendus.

J'allais riposter par quelque impertinence, quand, pour son salut, elle enchaîna.

— Et après? dit-elle.

— Quoi, après?

— Après dîner, que ferons-nous?

— J'y pense très sérieusement, dis-je pour arrêter là un entretien qui commençait à m'embarrasser. Je vous aviserai en temps utile.

Je mentais avec une rare impudence. Je n'avais pas songé une minute à ce que nous pourrions faire quand nous sortirions de table : je me promettais de ce dîner un plaisir si raffiné, — si atroce, que je n'apercevais aucune raison valable pour le limiter dans le temps.

Je me voyais assis en face d'Élaine, car j'avais arrangé ce

protocole : les deux hommes prendraient place d'un même côté de la table et les deux femmes de l'autre côté. Je la regardais manger avec son bel appétit. J'étais incapable d'avaler moi-même une seule bouchée. J'avais une angoisse insupportable, mais le sourire sur les lèvres, et je me serais jugé le dernier des hommes, si j'avais pu souhaiter que ce délicieux martyre ne durât pas éternellement.

Je compris que Mme Haubourdin pourrait n'être pas du même avis. J'en fus piqué; je voulus mal de mort à Laurence, qui d'un mot me ramenait au sentiment pratique des possibilités; mais je profitai du conseil qu'elle me suggérait et dont je ne lui savais aucun gré. Oui, certes, il fallait faire « quelque chose » après dîner.

Paris étant l'une des villes d'Europe où l'on a plus de peine à trouver l'emploi de sa soirée, je n'avais pas l'embarras du choix. Je me persuadai, Dieu sait sur quelles apparences, que Mme Haubourdin avait comme moi le music-hall en horreur. J'aurais mieux aimé renoncer à elle pour jamais que de lui servir de guide parmi les boîtes de Montmartre. Il ne me restait qu'à louer une loge dans un théâtre, mais dans un vrai théâtre, ce que les gens qui ne veulent pas avouer la décadence de l'art dramatique appellent si drôlement « un théâtre d'ordre ».

J'en trouvai un sur la courte liste des spectacles, qui pouvait prétendre à ce nom par possession d'état, mais qui, grâce à des sous-locations et à des intérim, était momentanément un théâtre de second ordre. On y jouait une comédie qui pouvait passer pour une œuvre de littérature et dont l'auteur se flattait de compter parmi les gens de lettres; mais j'étais à cet égard bien tranquille : je savais que si nous prenions fantaisie d'écouter les acteurs, leur texte ne nous fatiguerait pas les méninges, et que, si nous préférions causer entre nous de nos petites affaires, ce n'est point ce qui se débitait sur le plateau qui nous donnerait des distractions.

Tout cela n'était-il pas bien calculé ? Vous sentez qu'après vous avoir ainsi livré le secret de ma combinaison, je ne saurais vous révéler le nom de cet auteur, ni celui du théâtre et le titre de l'œuvre. J'étais bien obligé de communiquer ces détails à Laurence, mais je gardai pour moi les commentaires, dont vous aurez eu l'étrenne.

Elle m'assura que, justement, Élaine mourait d'envie de voir cette méchante pièce, et je murmurai, en guise de réponse, un *Comme ça se trouve !* de la dernière vulgarité.

Il ne nous restait plus qu'à fixer le lieu et l'heure du rendez-vous. Le lieu ne pouvait être que chez Mme de Flesquières, et nous devions aller tous les quatre dans sa voiture, sans être plus serrés qu'il n'est agréable. Mais, à ce moment, une idée folle me traversa l'esprit. Je fis ce raisonnement, d'une logique imbécile, que l'auto de Laurence était nécessairement en panne puisque sa marmite était renversée. J'eus la pudeur de lui dire une telle sottise, mais, à tout hasard, et d'une voix tremblante, je dis :

— Vous savez... si vous n'avez pas votre voiture... j'ai la mienne.

— Pourquoi voulez-vous que je n'aie pas ma voiture ? me répondit-elle innocemment.

Notre amie comptait sans la Providence. On dit qu'il y a une Providence, chaque fois qu'elle se mêle de ce qui ne la regarde pas. Le lendemain matin, à une heure indue, avant onze heures, Laurence me téléphona d'une voix altérée.

— Mon cher, dit-elle, ce qui m'arrive est inouï !

— On vous a volé votre voiture ?

— Non, malheureusement ; car elle n'est plus jeune et l'assurance me la paierait... Comment savez-vous qu'il s'agit de ma voiture ?

— Je ne sais pas, je devine.

— On ne me l'a pas volée, mais mon chauffeur a quarante degrés de fièvre. Le médecin croit que c'est la scarlatine.

Le diagnostic m'importait peu. Il fut convenu que je prêterais ma voiture et mon chauffeur. Laurence eut la naïveté de me remercier avec effusion.

VI

Quelle série de chances heureuses ! Je ne me sentais pas de joie. Je voulais du moins me le persuader ; mais je ne pus bientôt me dissimuler mon effort, ni étouffer une sourde inquiétude qui peu à peu me gagnait.

Ce fut, environ le milieu de la journée, un malaise fort pénible, et, quand approcha le soir, une crise de véritable

épouvante, qui me rappela le temps lointain où j'étais encore capable de timidité. J'ai beau être ou me croire guéri de ce défaut incommode, il est des épreuves dont la bizarrerie déconcerterait l'homme le plus sûr de soi.

Songez que jamais je n'avais adressé la parole à Mme Haubourdin, je ne connaissais pas le son de sa voix, je ne lui avais pas été présenté régulièrement, et j'allais la prendre en courant chez notre amie, la jeter dans ma voiture... C'est là, car, rue Berton, nous n'aurions sans doute pas le temps d'échanger quatre mots, c'est là seulement que Laurence dirait, en riant d'un rire faux (je croyais l'entendre) : « Mais vous ne vous connaissez pas du tout ! » et affecterait de faire une présentation solennelle. Je souffrais d'avance du ridicule de cette cérémonie, de ma gaucherie.

Comme il est facile d'avoir de l'autorité, de l'assurance, ou simplement de la désinvolture, quand on est assis sur un strapontin ! Vous vous attendiez peut-être que j'allais ajouter : « Et pour comble, je l'aimais ! »

C'est donc que vous ne savez rien du mécanisme de l'amour. Vous ignorez le pouvoir d'inhibition, comme parlent les psychiatres, que la timidité exerce sur les sentiments passionnés. Ma conscience était cette fois mal à propos clairvoyante. Ce que je devrais ajouter pour être exact, ce n'est pas : « Et pour comble, je l'aimais ! » c'est : « Et pour comble, en ce moment je ne l'aimais plus ! »

A quoi bon, puisque je ne l'aimais plus, m'infliger ce supplice, pour une partie de plaisir, si désirée ce matin encore, et qui ce soir n'était plus qu'une corvée ?

Je me l'infligeai cependant, vous l'avouerai-je ? par respect humain. Le respect humain ou le snobisme nous dicte la plupart de nos actions. L'ironie de la Providence veut que ces causes absurdes aient souvent des effets raisonnables, et, raisonnables ou non, des conséquences heureuses.

J'allais à cette petite fête, pour employer une expression très vulgaire, comme un chien qu'on fouette, et je savais bien que je jouais une partie décisive, mais je feignais à mes propres yeux qu'elle ne m'intéressait pas. Je changeai d'avis, quand je pus croire que je l'avais gagnée. Jusque-là je ne fis rien pour mettre les atouts dans mon jeu.

Laurence prétend, je vous l'ai dit, que je suis irrésistible

quand il me plaît : il me plaisait de ne l'être pas, c'était mon caprice. J'avais un air boudeur qui doit, je pense, m'aller fort mal, point d'émotion, qui m'eût animé ; et quand une femme de chambre à la mode anglaise m'ouvrit la porte du salon, mon cœur ne battit pas plus vite.

Je notai, hostilement, ce mauvais signe; mais, dès le seuil, une surprise, dont je n'aurais d'abord su dire si elle était heureuse ou le contraire, rattrapa mon attention qui s'échappait. Mme de Flesquières et Mme Haubourdin étaient seules. Je pensai, avec une émotion qui, pour être indéterminée, n'était pas moins vive : « Est-ce que M. Nointel ne viendra pas ? » Laurence me tira de doute dans l'instant même :

— Vous êtes d'une exactitude admirable, dit-elle, mais Jacques se fait attendre.

Je sentis un pincement au cœur qui m'avertit que j'étais désappointé. Mais je recommençais de voir assez clair en moi, et je sentis que je l'aurais été tout de même, si Laurence m'avait dit : « Jacques est navré, il reçoit des parents de province ou le directeur de son usine, il ne peut absolument pas dîner avec nous ce soir. » Je répondis mentalement à cette phrase qu'elle n'avait pas dite : « Eh bien ! nous en prendrons notre parti. »

Cependant, elle continuait, et je ne l'écoutais que d'une oreille :

— Quant à Élaine, n'espérez pas d'arriver jamais avant elle à un rendez-vous : elle est toujours en avance de dix minutes.

— Par taquinerie, dis-je, ou par principe?

— Par manie tout au plus, dit en riant Mme Haubourdin... Mais, aujourd'hui, par impatience... Laurence m'a si souvent parlé de vous qu'il me semblait à peine convenable de ne vous avoir jamais rencontré. J'ai fait ce raisonnement, d'ailleurs stupide, que, si j'arrivais avant l'heure, vous ne voudriez pas trop me faire poser...

Je ne sais si, pour qui lit cette réplique, il y a de la coquetterie dans les mots; mais le ton dont elle fut dite, et la voix, ce chant ingénu, en écartait jusqu'à l'ombre, en aurait rendu le soupçon injurieux.

Je suis si pointilleux qu'il ne me plaisait guère d'entendre Élaine déclarer, au mépris de la vérité de fait, que nous ne nous étions jamais rencontrés, et je faillis la reprendre sur le

ton d'un paysan du Danube : « Pardon, madame, nous nous sommes rencontrés deux fois. »

A ce moment, elle leva sur moi ses beaux yeux francs, clairs et profonds, mais si différents de ceux qui m'avaient donné le vertige, et où j'avais eu l'effroi délicieux de m'abîmer! Je pensai : « Non, c'est une autre, et nous nous rencontrons bien ce soir pour la première fois. »

C'était une autre en effet : c'était elle-même, et non plus la créature de légende que mon cœur, suivant les lois éternelles, avait commencé de former à l'image très vaguement ressemblante d'Élaine, dès que la foudre de l'amour l'avait touché. Il n'avait fait que l'ébaucher, et bientôt il avait abandonné son œuvre, comme l'artiste incomplet ou fatigué qui ne sait pas finir.

Dieu! n'étais-je pas sur le point de trouver le mot de l'énigme, que j'avais cherché si longtemps? Jamais le secret, l'humiliant secret de la vieillesse n'avait paru si près de m'être révélé. N'est-ce point cela, et cela seulement, la vieillesse : non pas la faiblesse des bras, qui peuvent toujours avoir au moins l'illusion d'étreindre, mais l'impuissance de l'esprit, qui n'est plus capable de transfigurer une personne vivante et d'en faire l'Idée à qui seule nous pouvons offrir notre culte et notre amour?

Mais quelques mois plus tard je l'ai su, et à présent je vous l'écris : ce soir-là, je n'ai pas senti le petit souffle de la vieillesse, avant-coureur du vent de la mort, glacer la sueur sur mon front. J'étais tout au plaisir de me trouver enfin à mon aise, détendu, d'avoir vaincu ma timidité, parce qu'au lieu de la demi-divinité dont je n'avais pas su achever la statue, je voyais devant mes yeux une femme. J'étais tout à la joie de découvrir un à un ses charmes qui, sans me causer le moindre effroi religieux, m'enchantaient.

Trop naturelle pour n'avoir pas donné d'abord à l'entretien le tour familier, Élaine me témoignait cependant une sorte de déférence, qui aurait bien pu m'alarmer si je n'avais été aveugle, peut-être volontairement aveugle; mais elle ne faisait que me toucher comme une marque de sollicitude presque maternelle.

Un homme sur l'âge ne s'étonne jamais si une femme, jeune encore, le traite un peu comme un enfant très farouche qu'on essaie de mettre en confiance. Il lui est doux de se laisser

faire, de s'abandonner à cette discrète et respectueuse câlinerie; je ne m'y refusais pas et, déjà, nous étions comme baignés de tendresse.

Ma chère, ne vous récriez pas sur l'invraisemblance de cette intimité brusque; ne prenez pas la peine de me rappeler que c'était notre première entrevue, et pas même tête à tête : il y avait un *terzo incommodo*, — ou une *terza incommoda*. Enfin, faites-moi grâce d'une ironie facile et gardez-vous de demander si Jacques Nointel fut en retard à ce point; car vous n'imagineriez pas que nous eussions pu faire de tels progrès à moins d'une heure ou deux de conversation.

Jacques Nointel fut en retard de dix minutes, mais ce n'est pas les horloges ni les montres qui mesurent le temps, c'est notre sensibilité (elle en abuse parfois), et dix minutes bien employées valent, même en quantité, beaucoup plus que deux heures vides.

Pour la *terza incommoda*, je dois vous avouer qu'elle ne nous incommodait pas autant que la civilité puérile et honnête l'eût exigé. Nous eussions oublié sa présence, si, par dignité, elle n'avait cru devoir de loin en loin jeter une réplique dans le dialogue. Quand elle nous rappelait ainsi qu'elle était là, je me demandais, mais naïvement et sans acrimonie, ce qu'elle y pouvait bien faire, et je songeais qu'il ne faudrait pas l'inviter la prochaine fois. Au demeurant, elle n'empêchait rien, c'est l'essentiel, et quand Jacques parut enfin, il ne dérangea rien non plus.

Il entra dans notre jeu de la façon du monde la moins empruntée. Je pense que l'air du salon où nous l'avions attendu était fort agréable à respirer, car je lus sur son visage un certain épanouissement dont je doute qu'il se soit lui-même aperçu; je ne crois pas non plus que sa conscience (entre nous, peu curieuse) l'ait averti des sentiments d'aise et de sécurité que cet air du visage trahit : l'essentiel est qu'il les ait éprouvés, et j'en suis sûr. Vous allez vous récrier encore que ce dernier trait est le comble de l'invraisemblance.

Ce n'est pas ma faute, et je n'ai pas à m'excuser. Je ne vous conte pas une histoire feinte : je ne suis pas tenu au vraisemblable. Je ne suis pas non plus réduit à inventer le merveilleux qui se mêla, durant toute cette soirée, à la réalité la plus familière.

Pour les grandes personnes, et même pour les vieilles personnes, le signe le plus certain d'un parfait contentement, c'est un retour aux sentiments de l'enfance. Au moment de monter dans ma voiture, qui est à conduite intérieure, je priai Nointel de se caser, s'il pouvait, entre Mme Haubourdin et la comtesse de Flesquières, et je me disposai à prendre place auprès de mon chauffeur. Mais Jacques fit la mine désespérée du gamin pour qui tout le plaisir de la promenade était de s'asseoir à côté du cocher. Je m'empressai de lui céder le siège, il en fut touché aux larmes, et il n'osa, crainte du ridicule, me témoigner une reconnaissance à ce point disproportionnée.

Nous n'étions pas sortis de la rue Berton que, tournant la tête, il me demanda timidement si je ne me trouvais pas trop mal « en lapin ». Je lui répondis, avec toute la pédanterie d'un écolier de quinze ans, que c'est lui qui était en lapin, vu que jadis on appelait lapin le voyageur privilégié qui faisait le trajet coude à coude avec le cocher de la diligence. Élaine et Jacques écoutèrent ma petite leçon comme des enfants sages, mais Laurence crut devoir me dire :

— Ah?... Vous m'étonnez.

C'est une de ses répliques : elle m'exaspère. Je la trouve plus impertinente qu'un franc démenti. Je ripostai, fort sèchement :

— Vous seriez bien embarrassée de dire pourquoi je vous étonne. Vous ne vous doutiez pas de ce que lapin signifie, je vous l'apprends.

— Vous ne supposez pas, fit-elle du ton le plus désagréable, qu'il ne m'était jamais arrivé jusqu'aujourd'hui de m'asseoir avec deux autres personnes sur la banquette du fond? Eh bien! j'ai toujours entendu appeler lapin le garçon qu'on met au milieu.

— Oui, dis-je avec un souverain mépris, c'est le sens de vos petits jeunes gens du monde qui ne savent pas le français.

Jacques, tournant de nouveau la tête, me jeta un regard de prière, et pour m'apaiser, à la dérobée, Élaine posa un instant sa main sur la mienne. Sans s'être donné le mot, ils me suppliaient tous les deux de ne pas gâter par une scène idiote une soirée qui avait commencé si bien.

L'idée que j'étais avec eux d'intelligence, à l'insu de Mme de Flesquières, m'enivra. Naturellement, je leur obéis, je

me tus; mais je regardai Laurence en dessous, et je pensai : « Toi, décidément, on ne t'invitera plus. »

N'est-ce pas Brillat-Savarin qui a dit, ou à peu près, qu'on se charge du bonheur des gens quand on les invite à dîner? Cette remarque, juste en tout état de cause, peut avoir, selon les circonstances, le sens le plus matériel et le plus grossier ou le plus spirituel et le plus délicat. A table, Élaine, placée vis-à-vis de moi, était vraiment rayonnante et je me faisais honneur de sa joie. Tout, d'abord, lui avait plu. Ce fut pour moi un grand soulagement; car je tremblais que le décor un peu marchand de vin ne la rebutât; mais elle m'assura que c'était là précisément ce qu'elle souhaitait.

A peine avions-nous déplié nos serviettes et commencions-nous d'étudier la carte qu'une fille plaça devant nous un panier de crevettes roses et une terrine d'écrevisses à la nage dans leur court-bouillon. Mme Haubourdin ne voulut plus entendre parler de composer un menu, elle m'en laissa le soin, et se jeta, à la lettre, tant sur la terrine que sur le panier, déclarant, avec un enthousiasme naïf, que de sa vie elle n'avait vu des écrevisses ni des crevettes de cette taille.

Je crois entre nous que la chère femme n'avait jamais vu grand chose, et c'était son charme; mais je dois convenir que les crevettes et les écrevisses étaient d'une taille, en effet, sensiblement au-dessus de la moyenne. Elles me devenaient sympathiques pour ce motif, je ne pouvais les regarder sans un véritable attendrissement, et je compris tout ce que peut trahir de passion cette jolie réplique de Maurice Donnay, dans *l'Affranchie* :

— Ces fraises sont excellentes : je n'en ai pas mangé d'aussi bonnes depuis ma première communion.

Je pris un si grand plaisir à voir Élaine manger de bon appétit que je fis comme elle. « Eh bien! direz-vous, qu'y a-t-il de si étonnant? » C'est que vous m'avez toujours vu dévorer, lorsque vous m'avez fait l'honneur de déjeuner ou de dîner avec moi...

Je me suis enferré, et il faut maintenant que, sans vous fâcher (ce n'est pas commode), je vous explique une particularité de mon caractère dont jamais, et pour cause, vous ne vous êtes aperçue.

La nature m'a également doué d'un appétit magnifique,

mais il est préférable que je ne prenne point mes repas en campagnie de gens que j'aime trop, surtout si mes sentiments sont dans leur plus fraîche nouveauté. L'amour ou l'amitié me saisit à la gorge. Je suis oppressé, j'étouffe, j'étrangle, je ne puis plus ni avaler une bouchée ni boire une goutte. Cependant, je regarde mon convive, de l'un ou de l'autre sexe, avec une mine béate, avec un sourire stupide.

Mais Élaine s'acquittait de cette fonction animale de manger avec tant de naturel et à la fois de grâce qu'il y aurait eu de ma part une affectation intolérable, ridicule, à repousser mon assiette et à mettre mes coudes sur la nappe. Non seulement je lui tenais tête, mais j'avais l'air de lui disputer son record. Mme de Flesquières n'en revenait pas. Elle semblait outrée, et ne cessait pas de me dire, d'une voix que la colère faisait trembler :

— Vous en avez, une santé, vous!

Quant à ce brave Jacques, il me considérait avec admiration. Je ne saurais vous dire de quoi notre bonheur était fait; mais nous souhaitions, sinon tous les quatre, du moins Jacques Nointel, Mme Haubourdin et moi, qu'il ne prît jamais fin.

Je consultais ma montre à la dérobée et je songeais : « Pourvu qu'ils oublient que nous allons au théâtre! » Je parierais qu'Élaine et Jacques pensaient la même chose; mais naturellement Mme de Flesquières, qui regardait aussi l'heure à son bracelet, nous dit le plus mal à propos du monde :

— Est-ce qu'il n'est pas temps d'aller à ce théâtre? Vous savez que j'ai horreur d'entrer pendant qu'on joue et de déranger tout le monde.

— Je vous en fais, lui dis-je, mon compliment : vous témoignez ainsi avoir une éducation fort rare par le temps qui court. Mais soyez tranquille, vous ne dérangerez personne, car je pense que nous arriverons tout juste quand le rideau se lèvera sur le deuxième acte.

— Mon Dieu! fit Élaine, moi qui n'ai pas l'esprit bien prompt, je ne vais rien comprendre.

— Rappelez-vous, lui dis-je, le premier acte de la dernière pièce que vous avez vue. C'est le même.

Elle rit beaucoup plus que cette méchante plaisanterie ne le méritait. Et enfin, il fallut nous arracher. Je trouvai mon chauffeur d'une humeur massacrante, parce qu'il n'avait pas

compris mes ordres et n'était pas allé, de son côté, dîner en même temps que nous. Mais il ne grogna point, il se contenta de bouder, et nous y prêtâmes peu d'attention.

Le théâtre était à deux cents mètres. Ce que j'avais prédit au petit bonheur arriva : nous entrâmes dans notre loge au moment que l'on sonnait au foyer, et nous avions tout juste fini de nous installer lorsqu'on frappa les trois coups.

Une surprise nouvelle nous attendait, la plus étrange sans doute de cette belle soirée. J'avais, je vous l'ai dit, je crois, choisi la pièce d'un auteur qui m'offrait toute garantie, je veux dire que je me flattais de l'écouter d'une oreille distraite et dédaigneuse : je me mis, dès les premiers mots, à l'écouter avec un véritable ravissement. L'intrigue, dont je saisis le fil tout aussitôt, bien que l'acte entier des préparations m'eût échappé (et quelle preuve plus décisive de l'inutilité de ces premiers actes?) l'intrigue me parut ingénieuse, neuve, les scènes bien filées, le style presque correct, et les mots me faisaient rire de si bon cœur que ma gaîté devenait contagieuse : j'allumais toute la salle.

J'en fus honteux, car je n'aime pas de me faire remarquer, ni surtout de donner aux gens lieu de croire que j'ai trop bien dîné. Ma confusion eut l'heureux effet de me rendre l'esprit critique, mais ne me le rendit qu'à demi. Je sentis, selon l'expression consacrée, deux hommes en moi, dont l'un, qui voyait clair, trouvait cette pièce bête à pleurer, sans pouvoir empêcher l'autre (qui n'était pas tout à fait aveugle), de s'amuser comme un enfant.

Vous pensez bien qu'il y avait aussi du sentiment dans cet ouvrage : le moi critique en avait le cœur barbouillé, mais l'autre moi en était ému jusqu'au fond de l'âme. Ai-je besoin de vous expliquer les raisons de cette discordance? Elles ne sont pas fort mystérieuses et il me fallut deux minutes à peine de réflexion pour les démêler. Le moi raisonnable jugeait cette méchante pièce d'une façon objective, comme parlent les politiques pour se donner des airs de philosophes, et l'autre la jugeait, ainsi que toutes choses ce soir, selon son état d'âme de ce soir, qui était l'enchantement.

Élaine me regardait comme pour s'excuser de rire et d'être émue, puis elle s'abandonnait naïvement à son émotion et à sa gaîté. Jacques faisait comme Élaine, avec un peu plus d'em-

barras et une sorte de gaucherie virile. Je compris qu'ils avaient tous les deux, ainsi que moi et pour la même cause ineffable, le merveilleux pouvoir de transfigurer les choses les moins dignes d'un tel honneur. Le savaient-ils? Du moins, ils les pressentaient, cela se lisait sur leur visage.

Quant à Laurence, elle y allait, comme on dit, franc jeu, bon argent: Elle s'amusait, elle riait aux éclats, elle avait la larme à l'œil, et ne soupçonnait pas une minute que, « louant des sottises », elle pût avoir sujet de s'en excuser, pour sauver sa réputation d'esprit. Je sentis qu'elle était tout à fait exclue de notre communauté, de notre atmosphère, et sa présence matérielle dès lors ne me gêna plus.

Nous passâmes tout l'entr'acte à nous communiquer nos impressions, si je puis emprunter sans vous faire frémir cette façon de parler, terriblement vulgaire, aux gens qui voient par an deux ou trois pièces de théâtre. Je ne vous cacherai pas non plus que nos commentaires ne différaient pas sensiblement des propos qu'auraient tenus en cette conjoncture Bouvard et Pécuchet; mais cela n'a aucune importance : ce qui compte, c'est l'intimité secrète de l'émotion et de la pensée, si même les pauvres mots ne la trahissent pas. Et qu'est-ce que le mot lui-même? Un son auquel tout le monde attache un sens pareil? Non, mais un accent, qui lui donne un autre sens. Les plus ordinaires peuvent avoir un retentissement indéfini et traduire pour les initiés, pour les initiés seuls, ce qu'ils auraient la pudeur d'exprimer en termes propres.

Il nous était bien indifférent que nos voisins, tendant l'oreille, ne perdissent pas une syllabe de nos discours : ils ne devaient pas leur donner une idée très haute de notre intelligence : ce qui en faisait le prix et la signification profonde n'était perceptible que pour nous, au moins pour trois d'entre nous.

Vous concevez que cet entr'acte passa comme un éclair. Qu'a donc le public parisien à toujours se plaindre de la longueur des entr'actes? Je sais, oui : c'est qu'il n'a pas de conversation. Il aime encore mieux la pièce. Je l'aimais aussi, pour une fois, et je ne vis pas sans plaisir le rideau se lever; mais Élaine, innocemment, murmura :

— C'est le dernier acte?

Et je songeai : « C'est fini. » Toutes les sources de ma joie

se tarirent dans un instant. Trop heureux encore que cet accident ne me fût pas arrivé beaucoup plus tôt : d'habitude, c'est dès le commencement d'une partie que je pense qu'elle finira, et dès lors elle est finie pour moi; je ne jouis plus de rien, je guette la fuite du temps.

Ma détresse fut extrême, et insensée. J'avais déjà fait mon deuil de cette soirée, mais je ne pouvais souffrir l'idée qu'elle n'aurait probablement pas de lendemain. Je me jurai que je ne quitterais pas mes nouveaux amis sans avoir pris avec eux un très prochain rendez-vous. Ce grand serment me rendit un peu de calme, vu que je ne doute pas de ma parole ; puis, je m'avisai que les pourparlers auraient lieu dans ma voiture pendant le trajet du retour ; car je ne pouvais me dispenser de reconduire les trois personnes que j'avais amenées (au surplus, je n'y songeais pas) ; et il ne s'agissait point à cette heure de reconduire Élaine et Jacques chez Laurence, rue Berton, où j'avais passé les prendre pour dîner, mais chacun chez soi. Il me semblait raisonnable d'aller d'abord chez M^me^ de Flesquières qui était, grâce à Dieu, celle des trois qui logeait le plus loin. Mon imagination complaisante me représenta que cette promenade ne serait point le moment le plus désagréable de la soirée. Ma détresse fut soudain changée en impatience, et je dis assez haut que la pièce traînait. Nous demeurâmes tous quatre d'accord que le dénouement ne valait pas grand chose.

Jacques Nointel voulut absolument se charger de courir après la voiture, mais nous la vîmes en station devant la porte même du théâtre. Après avoir demandé par manière d'acquit à Élaine et à Laurence si elles souhaitaient prendre quelque chose et avoir essuyé un refus, je donnai d'autorité l'adresse de M^me^ de Flesquières. Jugeant qu'on lui devait, en effet, le pas, elle garda de protester.

Durant cette première course, nous ne fîmes guère que continuer à nous communiquer nos impressions ; mais dès que nous eûmes jeté M^me^ de Flesquières chez elle, surmontant ma timidité, je dis à M^me^ Haubourdin, d'une voix que l'émotion faisait trembler, qu'il ne me souvenait pas d'avoir eu, de ma vie, plus de plaisir que ce soir, et que je serais inconsolable si après cela elle me laissait tomber.

Elle me répondit en riant qu'elle n'y songeait pas, qu'elle me priait de ne pas me faire de chagrin, et que si vraiment je

ne m'étais pas trop ennuyé en sa compagnie, en leur compagnie, je n'avais qu'à m'entendre avec M. Nointel pour recommencer cette petite fête, qu'il lui ferait connaître nos décisions.

Je la remerciai avec tant d'élan que je craignis un moment d'avoir passé la mesure ; mais elle ne témoigna pas d'en être fâchée. D'ailleurs, elle était chez elle et elle nous quitta.

Quand je fus tête à tête avec Nointel, je ne pus me tenir deux minutes de lui dire :

— Croyez-vous que si nous arrangions quelque chose pour la fin de la semaine, Mme Haubourdin trouverait cela trop rapide? Nous ne sommes encore que mardi...

Il me répondit avec une gentillesse un peu puérile qu'il ne le trouverait pas trop rapide, quant à lui, et qu'il serait bien étonné si Élaine était d'un avis différent du sien.

Je le remerciai avec effusion ; mais c'est lui maintenant qui était arrivé devant son logis. Nous nous quittâmes assez vivement, après nous être bien promis de nous téléphoner dès le matin.

Et je fus seul... Et tout d'un coup je m'aperçus que j'avais perdu le pouvoir de l'être, qui hier encore me rendait si vain. J'étais infidèle à la solitude, passionnément aimée naguère. J'en éprouvais d'étranges remords et comme une humiliation.

VII

Bien que je sois matinal, je ne sais pourquoi j'allai me mettre en tête que Jacques Nointel, homme d'affaires, devait l'être encore plus que moi. Je l'appelai au téléphone dès huit heures et demie.

— Vous êtes déjà levé? me dit-il avec une admiration légèrement ironique.

— Pardonnez-moi, balbutiai-je, mais ne m'aviez-vous pas averti que vous sortez de bon matin?

— Oui, entre dix et onze... Ne vous excusez pas : vous ne m'avez pas réveillé. Vous allez bien depuis... tout à l'heure?

— Très bien, dis-je, confus.. Et vous?... J'ai beaucoup réfléchi... Vous m'assurez que Mme Haubourdin, si nous arrangions quelque chose pour la fin de la semaine, ne s'en formaliserait pas.

— Non!

— Mais elle trouverait peut-être que c'est bien tôt retourner au théâtre. Alors, j'ai pensé... si nous n'y retournions que la semaine prochaine... et si vous veniez tous les deux déjeuner samedi à la maison... avec Mme de Flesquières bien entendu...

— Avec l'indispensable Mme de Flesquières.

J'aimai l'épithète et l'intention, cette fois encore assez visiblement ironique. J'eus sur les lèvres : « Oh ! vous savez, moi, je ne tiens pas particulièrement à Laurence » ; mais je le gardai pour moi et je crois que je fis bien ; c'eût été forcer la note. J'enchaînai :

— Je vous propose samedi, parce que j'imagine que, les jours ouvrables, vous n'avez guère le temps de déjeuner dehors, mais que *les* samedis, si vous faites la semaine anglaise, vous êtes plus libre...

Je m'aperçus en le disant, que j'avais l'air de l'inviter, non plus pour le samedi suivant, mais pour tous les samedis à venir, sans préjudice d'une partie de théâtre, précédée d'un dîner au cabaret, tous les mardis. Je vous rappelle qu'il était huit heures et demie du matin, et que nous nous connaissions depuis sept heures trois quarts du soir, c'est-à-dire depuis un peu moins de treize heures.

J'eus cependant le sentiment, au ton de la réponse encourageante qu'il me fit, que Jacques, ainsi que moi, n'entendait pas samedi prochain, mais les samedis en général, et qu'il ne s'agissait plus d'une seule invitation, mais d'un règlement d'intimité. Il n'en marqua aucun étonnement, aucune velléité de modérer mon train. Le soir même, j'avais, par son entremise, l'assentiment d'Élaine, qui l'avait également chargé de me communiquer la liste des pièces qu'elle souhaitait voir : nous en avions pour plusieurs semaines, Je n'en revenais pas. J'étais étourdi de mon bonheur, je n'y pouvais croire.

Il faut vous dire que ces procédés extraordinaires, et que vous devez juger avec votre sévérité de femme de tête, me sont coutumiers depuis l'enfance, dès que le désir d'un amour ou d'une amitié nouvelle me tient. Je n'ai plus ni prudence ni mesure, je trahis de la façon la plus maladroite mon besoin d'accaparer les gens, je compromets tout par une tyrannie, par des exigences que rien encore ne justifie ou même n'explique. Cette conduite absurde m'a toujours valu ce

que les dresseurs de chevaux appellent des coups de caveçon.

Pour la première fois (mieux vaut tard que jamais), ma sensibilité n'essuyait pas cette mortification. J'en éprouvais, en même temps qu'une joie étonnée, une reconnaissance éperdue, que je partageais d'ailleurs fort équitablement entre Jacques Nointel et Élaine Haubourdin.

La génération à laquelle j'appartiens avait l'esprit scientifique. Je n'ai jamais pu me défaire d'une certaine rigueur de méthode jusque dans les choses du sentiment; d'ailleurs, je n'ai point essayé. Vous n'ignorez pas qu'il suffit d'une expérience négative pour condamner une hypothèse. Ainsi la désolante hypothèse de ma prédestination à toutes les rebuffades en amour ou en amitié se trouva soudain ruinée à mes yeux par cette unique, par cette suprême expérience qui la contredisait, et je retrouvai l'assurance à un âge où il est ordinaire, ou du moins naturel, de la perdre.

J'ai trop de clairvoyance pour que cette bizarrerie ait pu m'échapper, et trop de franchise envers moi-même pour avoir tenté de la dérober à la vue de ma conscience. Vous me ferez aussi la grâce de croire que je ne sentais pas moins vivement que vous l'invraisemblance littéraire et l'inconvenance de tout ceci; mais, pour un positiviste tel que moi, les faits seuls comptent, et le fait est que ni Jacques Nointel ni M^me^ Haubourdin ne me rappelaient à l'ordre. Je m'empressais d'en inférer que le pli était déjà pris et qu'il y avait entre nous promesse tacite de nous réunir, dans les conditions que je vous ai dites, deux fois chaque semaine, — en attendant mieux.

Je continuai d'avoir pour moi le témoignage des faits. Élaine et Jacques eurent désormais leur jour et n'y auraient manqué sous aucun prétexte. Laurence vint deux samedis de suite, elle s'excusa le troisième, et le quatrième ne chercha même point d'excuse. Elle me dit qu'elle m'aimait follement (c'est le seul genre d'affection dont elle soit capable), mais qu'elle avait horreur des chaînes, et qu'il suffisait que je l'invitasse le samedi pour qu'elle eût envie de venir déjeuner avec moi le dimanche. Je lui répondis qu'elle avait tous les jours son couvert mis, d'un ton à lui faire entendre que je ne souhaitais pas qu'elle abusât de la permission.

Vous pensez qu'au bout de quatre semaines, et du train dont nous allions, nous étions, Jacques, Élaine et moi, assez

liés pour n'avoir plus besoin de chaperon, et pour nous avouer sans détour qu'il nous était bien agréable de nous en passer.

Il nous était surtout agréable de nous le dire, car une pudeur presque maladive nous avait toujours empêchés de nous déclarer nos sentiments en termes exprès, et nous recourions à la figure de rhétorique, mais plus encore de sensibilité, que l'on appelle allusion.

Nous étions inséparables, mais plus cérémonieux que les « bonshommes de Port-Royal » qui mettaient ce brave Flaubert hors de lui. En revanche, nos façons auraient donné le change à Renan, qui réprouve les amitiés particulières, pour le dommage qu'elles causent à l'infini. Nous avions bien l'air de ne rien voler à l'infini ; fiez-vous donc aux apparences !

Malheureusement, cette feinte froideur et cette politesse compassée me donnaient le change à moi-même. Je vous ai dit que je ne doutais plus de rien : il est vrai, mais vous m'avez connu, je ne suis pas à une contradiction près. Je n'avais jamais eu commerce avec deux êtres plus sûrs, plus ingénus et d'une honnêteté de cœur plus évidente. Je leur rendais pleine justice, et avec cela, j'étais du matin au soir torturé par d'absurdes inquiétudes, qui me réveillaient encore la nuit.

Je passais toute la semaine à me persuader qu'Élaine ou Jacques, ou bien tous les deux me feraient faux bond le samedi suivant, et quand arrivait ce samedi trop désiré, dont je m'étais d'avance gâté tout le plaisir, je me figurais encore, afin de me tourmenter jusqu'à la dernière minute, qu'ils seraient outrageusement en retard : je savais mieux que personne que leur ponctualité était exemplaire. Ils sonnaient à la porte en même temps que la pendule sonnait une heure ; mais je devais prendre sur moi pour ne pas leur dire d'une voix altérée :

— Enfin, c'est vous ! J'ai cru que vous ne viendriez jamais !

J'essayais de m'épargner ces angoisses en leur posant à l'un ou à l'autre, pendant la semaine, des questions insidieuses au téléphone. « Ils se couperont, me disais-je, et je saurai s'ils méditent oui ou non de me manquer de parole : ce n'est pas au moment de me mettre à table que je recevrai le coup, que je serai averti par un pneumatique ou par un message. » Je n'ai nullement honte de ces excès et de ce perpétuel tremblement : je ne croirais pas à une affection prétendue passionnée où ces symptômes manqueraient.

J'ajoute qu'Élaine ni Jacques ne semblaient s'en étonner; et n'allez pas me dire que peut-être n'y prenaient-ils pas garde: hélas! quand je suis ainsi débridé, les plus aveugles s'en aperçoivent. D'ailleurs, Élaine aussi me témoignait une sollicitude singulière. Souvent elle me téléphonait dès le matin pour me demander si j'avais passé une bonne nuit, et j'avais le sentiment qu'il ne fallait pas prendre cette question au sens littéral, mais comme dans la fable des amis du Monomotapa :

> Vous m'êtes, en dormant, un peu triste apparu.
> J'ai craint qu'il ne fût vrai...

Je suis certain que Jacques aurait fait comme elle, si un homme n'était toujours un peu plus gêné qu'une femme par le respect humain ; à moins qu'il ne s'abstînt de me téléphoner, parce qu'il savait qu'Élaine s'en chargerait et lui donnerait de mes nouvelles.

Ce que j'endurais n'était donc rien moins que nouveau pour moi. Je reconnaissais mes façons d'aimer ; et comme à la première heure, quand j'avais tressailli en entendant le nom d'Élaine aux mêmes lieux où jadis j'entendais celui de Ghislaine, j'étais émerveillé de pouvoir aimer encore sur le seuil de la vieillesse... J'étais cependant sur le point de recevoir l'avertissement sévère que j'aurais bien dû pressentir... si l'on était sage.

Au sens où les médecins le prennent, avoir le cœur fatigué est un accident de peu d'importance ; on en meurt, et voilà tout ; au sens où je le prends, c'est la plus dure pénitence, la plus cruelle fin d'une vie trop amoureuse : on n'en meurt pas, on vit, hélas! et on se survit.

Qu'il est aisé de se résigner aux déchéances physiques! On les sait inévitables et, comme parlent les bonnes gens, on se fait une raison ; mais l'âme a encore la haute idée que lui ont donnée d'elle-même Platon et ses suiveurs. Elle ne se croit pas seulement immortelle, mais à l'abri de la moindre corruption et toujours identique à soi. Elle ne peut admettre, surtout elle ne peut concevoir la fatigue, qui est en effet au moins une menace de corruption et comme un empoisonnement.

Après avoir été si fier de me trouver encore capable de toutes les imbécillités délicieuses que je viens de vous résumer (car

j'en aurais pour jusqu'à demain et j'abrège), je fus épouvanté de voir qu'elles me conduisaient tout droit à la Malmaison. Je fuyais mon médecin, que jamais je ne consulte, mais que je rencontre tous les soirs au cercle. Il a le diagnostic infaillible que je me flatte que j'aurais, si j'avais fait les mêmes études et passé les mêmes examens que lui; je tremblais de sentir sur moi son regard clignotant, et de l'entendre me dire, de cette voix fausse qu'il a quand un de ses malades lui donne des alarmes sérieuses :

— Vous devriez bien vous accorder un mois, six semaines, de repos absolu.

J'aurais préféré la mort au moindre ralentissement de mon commerce avec mes jeunes amis, et surtout à la honte de leur avouer que l'affection trop inquiète que je leur portais me contraignait de prendre, au moins momentanément, mes invalides.

Comme c'est toujours à un enfant qu'il faut comparer un vieillard, vous me permettrez de vous dire que mon stoïcisme était précisément celui du jeune spartiate qui, plutôt que trahir par un cri son honorable larcin, se laisse ronger le foie par le renard qu'il a volé. Si vous préférez, — je vous connais, — une comparaison moins classique et moins romantique, j'étais pareil au malade sans espoir, mais qui seul se sait condamné, et qui fait bonne figure jusqu'au bout.

Cette passion, et cette fois je ne l'entends pas comme les profanes, mais comme les chrétiens, cette passion est certainement la plus cruelle, mais la plus exquise que j'eusse soufferte jamais, et pour rien au monde je n'aurais voulu que l'on endormît ma douleur ou que l'on m'en fît apercevoir la trop évidente vanité.

C'est à ce moment qu'arriva la chose que depuis des semaines chaque semaine j'avais redoutée, et à quoi je ne songeais plus; car j'étais comme les premiers humains qui chaque soir, voyant tomber la nuit, craignaient que le jour ne se levât point, et puis finissaient par ne plus douter de l'aube prochaine, sans autre preuve que l'habitude.

Un samedi, après avoir tergiversé pendant tout le déjeuner (je flairais quelque chose), Jacques, en me prenant des mains sa tasse de café, d'une main que faisait trembler l'émotion, me dit :

— Samedi prochain, je n'aurai pas le plaisir de déjeuner avec vous.

Comme il ne semblait pas avoir la force d'en dire plus, Élaine m'expliqua que, tous les deux mois environ, il allait visiter ses usines, dans le Midi, et qu'il partait le vendredi soir pour revenir le lundi matin. J'étais consterné

— Alors, dis-je, à l'autre samedi.

Élaine se récria :

— Eh bien ! et moi ? Je ne vais pas en voyage, moi. Vous voulez me priver de mon samedi parce qu'il nous lâche?

— Oh ! non, dis-je.

Il fut résolu qu'elle viendrait déjeuner seule avec moi et que, pour punir Jacques de s'en aller courir les champs, nous ne parlerions que de lui. Cette menace parut lui plaire plutôt que l'effrayer, et il fit un sourire que je trouvai passablement énigmatique. Mais quand ils m'eurent quitté tous les deux, je ne songeai plus à lui, je n'étais plus curieux de ses arrière-pensées, je ne m'intéressais qu'au mystère des miennes.

J'essayais de m'exalter à propos de ce tête-à-tête, le premier d'une intimité déjà si longue; je m'en remontrais la joie, mais je n'arrivais à ressentir qu'une véritable terreur.

Je ne crois pas avoir été si effrayé, à l'occasion même de mon premier rendez-vous avec une femme. Je comptais, par manière d'acquit, les jours, les heures, les minutes, mais la fièvre de mon impatience ne me trompait pas; ce que j'aurais voulu, c'est que ce fût déjà fini.

Vous devinez que je donnai tous mes soins à la composition du menu. Avec une touchante niaiserie, je commandai tout ce que Jacques aimait et qui devait, des hors-d'œuvre au dessert, nous rappeler l'absent. Je n'oserais jurer que je ne fusse pas niais de propos délibéré. Je me demande si je ne faisais pas exprès d'évoquer par tous les moyens le souvenir de Jacques Nointel, pour rompre une scène à deux que je désirais de toutes mes forces, mais que je redoutais également.

Durant la matinée entière, j'attendis dans les transes, comme les autres samedis, le coup de téléphone d'Élaine : « Désolée, un contre-temps imprévu », ou bien : « Je suis très souffrante », enfin l'une des mauvaises raisons qu'elles donnent toutes et qu'elle ne m'avait jamais données; mais je ne sais si, épuisé de lassitude imaginaire, je n'eusse pas préféré qu'elle

manquât cette fois-ci à ses habitudes de ponctualité, de loyauté, qu'elle mentît et ne vînt pas. Enfin, j'irritai mes pauvres nerfs si savamment que c'est moi qui aurais dû lui faire dire : « Je suis à bout, laissez-moi dans mon coin et remettons la fête à un autre jour. »

Cependant je ne négligeais rien pour que cette fête fût merveilleusement ordonnée, et elle l'était si bien en effet que je ne pouvais me défendre de me dire : « Quel dommage que je n'aie aucun appétit ce matin ! Ah ! je ne ferai pas honneur à mon déjeuner, et pourtant il en vaut la peine. »

Je le regrettais, mais je ne laissais pas d'être assez fier du point jusqu'où j'étais parvenu à monter et à tendre mes nerfs. Cette sorte de coquetterie est, je crois bien, le pire symptôme; quand le fou commence de se complaire dans sa folie, il n'y a plus guère d'espoir. Cependant, lorsque Élaine, sur ces entrefaites, parut, un bon quart d'heure plus tôt que je ne l'attendais, elle était, à son ordinaire, si naturelle et si simple que j'eus honte de moi-même.

« Pourvu, pensai-je, qu'elle ne s'aperçoive pas de l'état où je suis ! » Mais je n'y étais déjà plus, sa vue seule m'avait apaisé. Je sentais un grand bien-être. Elle m'envisageait avec une sévérité comique, mais elle ne pouvait plus m'effrayer.

— Qu'est-ce qui vous chiffonne ? lui dis-je en riant.

Elle gardait son sérieux.

— C'est inouï ! dit-elle. J'arrive un quart d'heure d'avance, pour les cocktails, et le shaker n'est pas sur la table !

Je lui représentai, de mauvaise foi, qu'ainsi que l'on ne doit pas saluer une femme si elle ne vous a marqué d'abord, par le regard ou par le geste, qu'elle veut bien être saluée, de même on ne lui offre pas les boissons d'homme sans sa permission expresse. Elle leva les épaules.

— Vous datez, mon cher, me dit-elle avec une gentille cruauté. Je ne vous engage pas à faire dans la rue celui qui ne me reconnaît pas. Je n'apprécie nullement cette discrétion vieux-jeu. Quant aux cocktails, c'est si bien une boisson de mâle que Jacques en prend une fois sur six, et moi toujours, du moins ici. Allons ! ne cherchez pas de mauvaises excuses, et réparez... Non, moi... Vous voulez bien que je joue à la maîtresse de maison ?

— Oh ! je vous en supplie.

Elle sonna le valet de chambre et commanda tout ce qu'il faut pour fabriquer deux martinis. Je lui déclarai que j'en prenais un pour ne pas lui faire honte, ou par dévouement, afin qu'elle ne bût pas les deux. Tout ce badinage n'était pas fort spirituel, mais il me permettait de déguiser une émotion trop vive.

D'ailleurs, nous avions perdu beaucoup de temps, ma cuisinière est d'une exactitude tyrannique, et le déjeuner nous fut annoncé quand nos verres étaient encore plus d'à moitié pleins.

Vous ne sauriez imaginer la banalité de notre conversation pendant toute la durée du repas, ni le mensonge de cette banalité. Nous ne parlions que de ce qu'on nous servait, et quelqu'un qui, sans nous connaître, nous eût écoutés aurait pu nous croire aussi bornés que gourmands. Mais je voyais bien, car, hélas ! même dans le désarroi de la passion, j'oublie toujours d'être aveugle, je voyais bien que, si Élaine nous avait mis sur ce chapitre qui ne l'intéressait pas extrêmement, c'était pour apaiser par l'ennui mon agitation qu'elle devinait peut-être la sienne.

Je me laissais docilement soigner, je suis bon malade. Pourtant, elle fit une petite faute : elle observa malicieusement que j'avais commandé tout ce qui aurait plu à Jacques, et me dit que j'étais bien méchant. J'avais le cœur si gros que cette innocente remarque me fit venir les larmes aux yeux. J'espère qu'elle ne s'en aperçut point; mais nous ne sûmes que dire pendant presque une minute, et ce silence nous mit en confusion.

Ce fut encore le service qui nous tira d'embarras. Le déjeuner était fini. Je demandai à Élaine si elle voulait prendre le café à table ou au salon. Elle me répondit en souriant :

— Au salon. Sans reproche, vous me posez la même question tous les samedis.

Je faillis lui répliquer :

— C'était pour dire quelque chose.

Mais elle l'avait trop bien senti.

Elle me força de m'asseoir et m'apporta ma tasse de café qu'elle avait sucré à mon goût sans me questionner, elle ; car elle connaissait mes habitudes, mes manies. Elle me le fit remarquer. J'en fus attendri, et soudain une envie que je crus irrésistible me prit de lui dire l'étrange mal que tous ces der-

niers jours j'avais souffert, que je n'avais pas la force de souffrir; mais cette même lassitude m'arrêta. J'étais découragé, à la pensée des longues explications qu'il me faudrait lui donner; et puis, je ne trouvais pas les mots. Je me tus encore.

Cependant Élaine, après avoir bu quelques gouttes seulement de café, s'était assise, puis levée presque aussitôt. Je craignis qu'elle ne voulût déjà partir, mais je n'osai lui dire : « Ne partez pas. » Elle fut à la bibliothèque et prit un livre, qu'elle feuilleta. Elle est d'une discrétion scrupuleuse, que je lui ai souvent reprochée : si elle en usait, contre sa coutume, avec cette liberté, c'était assurément pour me causer l'immense plaisir de la voir aller et venir chez moi comme chez elle et toucher à tout. Je ne savais comment la remercier. Je m'approchai d'elle, je lui touchai la main, à peine, et je balbutiai en rougissant :

— Élaine, vous avez changé ma vie...

— Et vous, me répondit-elle d'une voix lente et posée, croyez-vous que n'ayez pas changé la nôtre ?

Elle l'avait dit sans lever les yeux du livre qu'elle faisait semblant de lire. Elle laissa retomber la main qui le tenait et enfin me regarda, bien en face, et ce fut ce regard d'une profondeur infinie qui m'avait donné le vertige, mais ne me l'avait donné que deux fois, à nos deux premières rencontres. Je fermai les yeux, mais trop tôt, et il me parut que ce n'était pas instinctivement que je les avais fermés.

Elle ne pouvait plus après cela que partir : elle eut l'art de partir tout de suite, mais sans hâte, de traîner un peu. Cependant, lorsque je la vis s'en aller vers l'antichambre, je sentis une véritable angoisse, je lui dis d'une voix altérée :

— Alors, quand vous reverrai-je ?

Elle me répondit du ton le plus naturel :

— Mais est-ce que nous n'allons pas au théâtre ensemble mardi, comme d'habitude ?

— Ah ! oui... Jacques...

— Jacques sera de retour lundi matin. Je serais bien surprise qu'il ne vous téléphonât pas vers l'heure du déjeuner et qu'il ne vous fît pas une petite visite à la fin de l'après-midi, si vous pouvez le recevoir.

— Avec beaucoup de plaisir.

Elle était déjà sur le palier. Je lui baisai la main. Sa physionomie, toujours un peu grave, s'éclaira d'un sourire d'enfant gâtée, et elle murmura :

— Merci... pour le déjeuner.

VIII

Ce n'est qu'après son départ, ou sa disparition, que je pris conscience d'être bouleversé.

Les émotions les plus vives que l'on éprouvait en sa présence bienfaisante gardaient toujours un caractère de noblesse et de sérénité. Il était impossible de ne pas rester maître de soi quand on la voyait si maîtresse d'elle-même, sans effort et avec tant de simplicité.

Lorsqu'elle posait seulement son regard sur moi, c'était comme si elle eût posé sa douce main sur mon front brûlant : elle apaisait tous mes orages. Mais, pour que son charme opérât, il fallait que sa présence fût réelle, positive : elle n'était pas hors de vue, que déjà, ne subissant plus son influence, livré, abandonné à moi, à moi seul, je sentais une affreuse détresse.

Je l'entendis encore refermer la porte du vestibule, et puis je n'entendis plus rien : l'enchantement était rompu.

Mais sitôt que je demeure seul vis-à-vis de ce haïssable moi, que je ne hais peut-être pas assez, j'ai du moins une compensation : je me connais.

Les Grecs, qui attachaient à cette connaissance de soi un prix que je ne saurais trouver excessif, usaient, pour la définir, d'une locution presque commerciale : ils disaient « rendre compte », qui me semble différer peu de « rendre des comptes ». Ils estimaient qu'on ne connaît tout de bon une chose que si l'on est également capable d'en rendre compte à soi-même et à autrui.

Les anciens sages m'estimeraient : je me suis toujours terriblement rendu compte, mais jamais avec une si cruelle exactitude que ce jour-là et les deux jours qui suivirent. Car je dois encore invoquer la relativité du temps pour persuader la femme d'ordre que vous êtes, réglée comme une pendule, que quarante-huit heures aient suffi, sans rien sacrifier d'essentiel, à l'évolution et au dénouement de la crise.

Il le fallait bien, puisque c'était tout le loisir dont je disposais, sans une minute de grâce, entre samedi et le retour de Jacques, lundi.

Comme si l'instinct m'eût averti que je n'avais pas un moment à perdre, je fis mon examen de conscience avec un peu plus de méthode qu'il n'est naturel.

Je dressai d'abord le bilan de cette matinée : vous voyez qu'autorisé par mes maîtres anciens, je continue d'emprunter le langage de la banque ou de la boutique.

Lorsque j'étudiais, non pas avec préoccupation, mais avec inquiétude (il y a une nuance), mes impressions dont pas une certainement ne m'avait échappé, et que ma mémoire avait toutes retenues, je n'y apercevais rien que je ne dusse porter à l'actif de la joie ; mais c'était une joie si tempérée, si enveloppée, qu'elle finissait par ressembler « aux sombres plaisirs d'un cœur mélancolique ».

C'était, si je puis dire, une joie du soir plutôt que de midi, après une trop belle, et fatigante journée.

Je ne m'en étonnais point ; car déjà depuis longtemps je ne goûtais plus, même à l'aube, que des joies de crépuscule. Pour moi, il n'y aura plus d'heures, comme les bonnes gens disent qu'il n'y a plus de saisons. Je le savais, mais je n'étais pas encore tout à fait résigné.

Parmi cette joie, certes profonde et d'une douceur infinie, mais infinie jusqu'au vague, tout était si bien fondu que ma mémoire bientôt n'en aurait plus détaché aucune note significative, sans la note presque trop appuyée, presque fausse, de ces deux répliques :

— Élaine, avais-je murmuré, vous avez changé ma vie.

Elle m'avait répondu :

— Et vous, croyez-vous que vous n'ayez pas changé la nôtre ?

En prononçant des mots que je n'avais pas voulus, qui n'étaient pas de moi, qui semblaient m'être dictés, et en recevant la réponse qu'ils appelaient, j'avais eu un de ces tressaillements qui ne m'ont jamais trompé. Aucun raisonnement ou aucune moquerie ne m'eût fait douter maintenant que cette double formule ne dût me donner la clef de notre vérité, de notre mystère. Il ne s'agissait que de l'interpréter, et quand j'y serais parvenu, c'est alors que je pourrais me flatter de « rendre compte ».

Une chose d'abord me frappait, dont je ne me dissimulais pas la bizarrerie : en dépit d'une rédaction exactement pareille, nos deux répliques n'avaient point le même sens littéral, ni surtout la même valeur.

Si l'on m'avait demandé sur le moment ce que j'entendais par « changer ma vie », il est probable que je serais resté court ; mais, pour ce motif justement, je n'attribuais à ma phrase qu'une portée assez médiocre. Elle ne passait pas, selon moi, la banalité d'un compliment. Ou bien elle exprimait je ne sais quoi de si évident qu'il n'aurait pas valu la peine de le dire.

N'était-il pas trop clair que tout mon régime était changé depuis que j'avais fait la connaissance de Mme Haubourdin... et de Jacques Nointel ? que je n'étais plus le solitaire, trop entiché de sa solitude ? enfin que j'avais une apparence de foyer, non plus chez les autres, mais chez moi ? Et cela sans doute était appréciable, c'était un bonheur inespéré. Qu'est-ce donc que je demandais de plus ? Pourquoi me disais-je d'un ton boudeur que, si je m'étais mis plus en frais pour tourner mon remerciement, j'aurais peut-être passé la mesure, et la sage Élaine aurait pu s'étonner de l'excès de ma gratitude ?

Mais comment s'en fût-elle étonnée, puisque dans une phrase toute pareille elle avait mis l'instant d'après, je me le figurais du moins, une si tendre et si chaude reconnaissance ? Je ne pouvais plus tarder de savoir par quel bienfait j'avais pu m'en rendre digne, et je tremblais de le savoir. Qu'avais-je donc ajouté à sa vie, moi ?

Veuve, mais non pas abandonnée, fiancée déjà, — à un homme, il est vrai, qu'elle n'aimait point, Laurence me l'avait dit, — qu'elle n'aimait point, mais qu'elle ne laissait pas d'affectionner, — elle pouvait se chauffer encore aux cendres de son foyer d'hier et attendre sans trop d'impatience l'autre foyer que demain lui préparait. Je lui devais tout, elle ne me devait rien. Qu'avait-elle, depuis que j'étais venu, qu'elle n'eût avant de me rencontrer ?

Vous allez me dire avec aigreur que je me répète et que je ne cesse de me poser la même question, dont à peine je varie les termes. Oui, c'est bien ce que je faisais, par pudeur, par pudeur de vieil homme ; parce que le mot de la réponse m'était tout de suite venu à l'esprit et aux lèvres et que je n'osais pas le prononcer, même tout bas, même dans le grand

silence rassurant de mon for intérieur. Qu'avais-je pu apporter à Élaine, à qui rien ne manquait que l'amour avant qu'elle me rencontrât sur son chemin ?

Je sens votre mépris sur moi, et du fond de votre tombe où vous n'avez pas appris l'indulgence, — qu'est-ce donc que vous y avez appris? — je crois vous entendre me traiter de vieux fou. La mort ne vous a pas non plus redressé le jugement et vous confondez deux choses bien différentes.

Quand un vieillard, instruit par trop d'expériences, à la première alerte s'aperçoit qu'il aime, que cet accident, tragique peut-être pour tous, mais pour lui sûrement, le menace, ma chère, soyez certaine qu'il est le premier à se traiter de vieux fou. Mais ce n'est pas de quoi il s'agissait, et c'était pire.

Bien que j'aie la pudeur, — oui, je répète ce mot qui semble ridicule aux jeunes, ah! qu'ils attendent seulement un peu! — bien que j'aie la pudeur de l'écrire, je me croyais aimé. Vous vous récriez de plus belle. Quelle modestie, n'est-ce pas? Je vous jure que je n'en étais pas plus fier, comme on dit vulgairement.

Si l'amour est ce que j'ai toujours pensé qu'il était, ce que je me suis permis de vous enseigner non sans quelque pédanterie, être aimé ne saurait être un sujet d'orgueil pour les jeunes plus que pour les vieux. Puisque pas une créature humaine ne saurait être aimée dans sa réalité imparfaite, qu'importent toutes les imperfections, y compris même celle de l'âge? L'œuvre de légende peut aussi bien que les autres corriger celle-ci, et je ne prétends pas qu'elle s'y emploie souvent, mais enfin ce miracle de pure apparence, ou plutôt ce mirage, n'est pas impossible et l'on en cite des exemples. Sincèrement, je ne souhaite à aucun homme de mon âge de prendre rang parmi ces exceptions.

Voyez Chateaubriand lui-même, s'il est bien aise quand son Occitanienne lui tombe dans les bras. Il s'empresse de la déposer sur l'herbe. Il fera bien, en le racontant plus tard, quelques coquetteries et quelques façons, — c'est son style; — mais il suffit de lire entre les lignes pour entendre qu'il ressentit moins l'honneur que l'incommodité d'inspirer de l'amour à une personne dont il aurait pu être le père.

J'aperçus de si étranges ressemblances entre mon aventure et celle de Chateaubriand que je pris l'habitude d'appeler

Élaine Haubourdin mon Occitanienne. Il n'en fallut pas davantage pour conformer, beaucoup trop rigoureusement sans doute, mon état d'âme à celui de René vieilli, que je présumais d'après sa correspondance avec l'amoureuse. Ces lettres m'avaient naguère amusé, j'en avais retenu des passages. Si même l'application que j'en faisais à mon cas était arbitraire, elle était en un point si évidemment juste qu'elle me força de voir ce que je ne me serais jamais avoué sans le précédent et l'exemple de Chateaubriand.

Qu'était-ce donc? Avouez que vous brûlez de l'apprendre. Eh bien, je ne vous le dirai pas encore, et justement par scrupule d'exactitude. Car, dans l'instant même où j'étais saisi des ressemblances flatteuses que présentait ma sensibilité avec celle du vicomte, j'apercevais aussi une différence, tout à mon honneur, je le dis sans nulle vanité.

Il ne faudrait pas le connaître pour douter que l'amour de cette jeune fille l'eût touché, mais non pas au cœur, et qu'il eût d'ailleurs jamais eu la moindre velléité d'y répondre. Il ne balançait qu'entre la gloire et le ridicule d'être l'objet d'un tel sentiment; et il ne balançait pas longtemps : le soin de son égoïsme et de sa commodité l'emportait du premier coup. Il ne se souciait même pas de chercher pourquoi l'amour de l'Occitanienne n'éveillait dans son cœur engourdi aucune vibration, aucun écho, ni s'il était incapable de plus aimer, ni pourquoi. Et moi, je ne songeais pas à autre chose : j'avais sur le grand homme et sur l'amant romantique la supériorité de cette angoisse.

Je ne voulais pas vous le dire si vite, et je crois bien que je vous l'ai dit. A l'égard de mon Occitanienne amoureuse, ou gratuitement supposée telle, je ressentais l'affection la plus tendre mais non point l'amour : vous savez quel sens rigoureux j'attribue à ce mot. Mais il me suffisait de revenir à cette terminologie pour revenir à ma doctrine; et pouvais-je nier que, par deux fois, comme dit le vieux Malherbe, je me fusse vu perclus d'une pareille foudre, lors de la première apparition d'Élaine aux Champs-Élysées, lors de la seconde rue Berton? Il me suffisait aussi de recourir à ma mémoire, dont la fidélité est inexorable, pour réveiller l'importun, l'alarmant souvenir de ma paresse à mettre en train l'œuvre de création légendaire après la première épreuve.

J'avais pris le départ; je n'avais pas fini la course, je l'avais à peine commencée; et il est vraisemblable que cette passion mort-née n'eût point laissé de trace dans ma pensée ni dans mon cœur, sans le hasard de la seconde rencontre et sans l'aide obligeante de Mme de Flesquières, envers qui, par parenthèse, je me montrais bien ingrat.

Mais au lendemain de cette seconde rencontre, avais-je même entamé seulement l'œuvre magique sans laquelle il n'est pas d'amour? Avais-je mis en jeu tous les pouvoirs de mon instinct créateur et tenté de transfigurer celle qui m'était désignée, afin de la rendre semblable à mon idée éternelle? Non, j'avais suivi d'autres voies qui conduisent aussi à aimer, mais non pas à aimer d'amour.

Je n'avais pas inventé l'Élaine qu'exigeaient les prophéties de mon cœur : j'avais appris à la connaître telle, si je puis dire, qu'elle m'était donnée, et en même temps à la chérir d'une affection que tout ce que j'apprenais d'elle au jour le jour justifiait : le véritable amour ne veut pas être justifié.

Bien que je me sois toujours flatté de lire dans la pensée d'autrui à livre ouvert, je ne suis guère disposé à croire que deux êtres humains puissent directement se communiquer. Un pédant de philosophie vous dirait même que toute communication de l'un à l'autre est inconcevable et qu'il y a l'infini entre deux âmes comme entre deux atomes. Il a raison, de son point de vue; pour nous tenir au nôtre et sur le terrain de la pratique, on ne saurait prétendre sérieusement que les âmes ne puissent prendre contact, parfois se pénétrer furtivement, et ainsi à la longue se connaître; mais à la longue, et la rapidité avec laquelle j'avais saisi dans sa réalité intime Élaine Haubourdin, semblait, même pour moi, surprenante.

Ce qui ne l'était pas moins et qui pouvait bien, je m'en avisai, l'expliquer de façon plausible, c'était l'habitude étroite, presque quotidienne, que nous avions, contrairement à tous les usages de notre monde, formée entre nous du jour au lendemain. Je m'avisai aussi que l'œuvre artificielle de l'amour n'est plus guère possible, quand la réalité, que, somme toute, elle déforme, est toujours là présente, pour contrarier, pour rectifier ses mirages et ses mensonges. Évidemment, il faut choisir entre les deux, si du moins on est libre de choisir.

C'est une des raisons, entre plusieurs, pourquoi aucun

amour ne résiste à l'intimité conjugale. Il pouvait sembler probable que mon amour eût en quelque sorte fait long feu pour une raison pareille, et qu'il fût mort aussitôt que né par la faute d'une amitié inconsidérée, insatiable, qui l'avait d'ailleurs remplacé, peut-être avantageusement.

Je n'aurais pas cherché plus loin et je me serais apparemment contenté de cette excuse, si je n'étais avec moi-même d'une franchise qui ne se paie pas de mauvaises raisons. Cette vertu fâcheuse est hélas! la seule de laquelle on ne se corrige pas avec l'âge. Mon jugement est aussi trop droit pour ne m'avoir pas signalé presque aussitôt une autre difficulté : il restait à expliquer pourquoi l'amour supposé d'Élaine s'était allumé en même temps que le mien s'éteignait.

Vous m'avez trop estimé de votre vivant, même quand vous me haïssiez, pour me soupçonner d'avoir pu lâchement détourner les yeux de la vérité, simple, évidente, qui rendait claires toutes ces obscurités. Je venais de découvrir, en scrutant sans pitié mon vieux cœur, la véritable impuissance de la vieillesse, la seule qui compte pour les gens de notre classe spirituelle. Elle a perdu cette miraculeuse faculté créatrice qui permet aux jeunes de traiter comme une matière première la réalité des choses et des êtres, et de refaire ce qui est pareil à ce qu'ils veulent qui soit.

Cette formule, qui sent l'école, ne pouvait manquer de me remettre en mémoire l'adage d'Épictète : « Sache vouloir que ce qui devient devienne comme il devient, non comme tu préférerais qu'il devînt, et tes jours couleront faciles. » Cette devise du stoïcisme ne vaut pas pour les jeunes, car ils ne seraient point jeunes, s'ils ne s'efforçaient, fût-ce sûrement en vain, de modifier le devenir, au moins de cette façon idéale que je vous ai dite; mais quel arrêt, — non de mort : de vieillesse! « Prends les choses, les êtres comme ils sont, et tes jours, les quelques jours qu'il te reste à vivre, couleront faciles. »

Comment ferait le vieillard pour ne pas prendre les choses et les êtres comme ils sont, puisqu'il est désormais incapable de les transfigurer, et que c'est en cette incapacité que consiste la vieillesse, de même que c'est en cette transfiguration que consiste l'amour?

Je ne songeais pas à demander si cette prise directe de

l'objet, inanimé ou vivant, ne me procurait pas de magnifiques compensations. Si je m'étais posé cette question, j'y aurais sans doute loyalement répondu par l'affirmative ; car, même en cet instant, je n'aurais pu renier la tendresse qu'Élaine, la véritable Élaine m'avait inspirée en se révélant à moi, tendresse différente de l'amour, aussi exaltée que lui.

Mais le champ de ma conscience était rétréci, j'étais en proie à l'idée fixe : je ne pouvais penser qu'à cette impuissance d'aimer désormais dont je venais brutalement de me convaincre moi-même. J'en étais accablé, humilié, j'avais l'égoïsme morne, stupide, de ceux qui se savent condamnés, qui ne pardonnent à rien de ce qui leur survivra, et qui ne veulent penser qu'à soi jusqu'à la fin, qui veulent y penser durant leurs jours de grâce autant ou plus qu'ils auraient pu faire pendant de longues années.

Je ne souffrais de même aucune pensée qui me divertît de moi, ni celle d'Élaine, ni celle de l'absent, et lorsque Jacques m'appela le lundi matin au téléphone, je fus surpris d'abord comme si je n'eusse attendu ni son retour, ni cet appel. Ce qu'on n'attend point, on ne le désire pas. Je dus marquer dans ma réponse une certaine indifférence ; car Jacques me dit aussitôt, d'une voix inquiète :

— Est-ce que vous avez quelque chose contre moi ? Vous avez l'air fâché.

Je ne pus m'empêcher de rire, — je n'avais pas ri depuis l'avant-veille, — et je lui répondis :

— Certainement, je suis fâché ; mais que voulez-vous que j'aie à vous reprocher, sinon de nous avoir quittés pendant deux jours? Enfin, vous êtes pardonné, puisque vous êtes revenu.

Ces puérilités, incroyables étant donné mon âge et même le sien, nous remirent dans le ton habituel de nos entretiens. Je demandai à Jacques, avec une sollicitude de frère aîné, s'il avait fait un bon voyage. Il me repartit :

— Oui, très bon, mais j'ai bien des choses à vous raconter (j'aurais gagé qu'il n'avait rien à me dire), et je ne sais pas causer au téléphone (quel mensonge !). Pourrais-je passer un instant chez vous sans vous importuner ?

Je l'invitai, une fois pour toutes, à bannir de nos conversations ce verbe, — je lui avais déjà fait cette observation plus de

vingt fois, il me désobéissait toujours par taquinerie, — et je lui déclarai qu'il pouvait venir à n'importe quelle heure, vu que je ne bougerais pas de la journée, mais que le plus tôt serait le mieux.

— Si je venais, me dit-il, aussitôt après le déjeuner?

Je lui assurai que cela ne m'importunerait point. Je lui dis : « A tout à l'heure », et je me sentis si réconforté que je ne pus me défendre de faire une remarque assez peu bienveillante sur les caprices de mon système nerveux.

Puis je me rappelai soudain les deux répliques échangées l'avant-veille avec Élaine, qui avaient été depuis deux jours le thème de ma méditation perpétuelle. Ce fut une hallucination plutôt qu'un souvenir. Je crus les entendre :

— Vous avez changé ma vie.

— Croyez-vous que vous n'ayez pas changé la nôtre?

Et c'est alors seulement que je pris garde à ce dernier mot : je ne lui avais attribué jusque-là aucune importance. J'avais dit à Élaine : *ma* vie, elle m'avait répondu : *notre* vie. Que je ne m'en fusse point aperçu d'abord, ni depuis, je sais bien que cela est invraisemblable; mais l'invraisemblance de mon récit vous en garantit la véracité.

En même temps que je remarquais enfin ce qui aurait dû me sauter aux yeux du premier coup, je recouvrais le bon sens élémentaire que je semblais avoir perdu, et il m'apparaissait que ce mot d'Élaine, si peu mystérieux, était le mot même du mystère qui depuis si longtemps me tourmentait. Je brûlais, comme disent les enfants qui jouent. Je n'espérais pourtant pas de l'interpréter à moi tout seul.

J'aurais mieux aimé mourir ou ne savoir jamais, que d'interroger M^me^ Haubourdin; mais je pensai, avec un peu de tendre dédain, qu'il ne me serait pas trop difficile d'arracher à Jacques Nointel notre commun secret. Je n'avais qu'à l'intimider, et, pour l'intimider, je n'ai qu'à lui adresser la parole un peu sérieusement.

Toutefois, je manœuvrai avec autant de prudence et de malice que s'il se fût agi de la plus scabreuse entreprise. Lorsque Jacques arriva, j'étais encore à table. J'avais fait traîner le service tout exprès, pour qu'il eût le sentiment de s'être hâté plus que les convenances et la discrétion ne le permettaient. Il s'excusa, il était confus, mais plus joyeux de me

revoir après cette absence de deux jours qu'un collégien qui retrouve son meilleur camarade après les grandes vacances de deux mois.

Je lui témoignai une joie pareille, aussi naïve, aussi puérile. Nous étions d'une gaucherie qui ne nous faisait pas honte, parce que personne ne nous voyait. Je prolongeai autant que je pus, avec la complicité de Jacques, ces démonstrations ridicules et touchantes ; puis il voulut que je lui fisse un compte rendu circonstancié de ce déjeuner où l'on s'était passé de lui. J'allais justement le lui faire au moment qu'il l'exigea.

Je lui récitai d'un air innocent le menu qui avait été composé de manière à lui donner des regrets, et il me promit que nous serions brouillés si, le samedi suivant, je ne lui faisais pas servir le même déjeuner. Mais je vous fais grâce de ces enfantillages qui n'avaient de charme et d'intérêt que pour nous. Vous ne m'écouteriez plus si je vous faisais languir aussi longtemps que je fis ce modèle de patience.

Je feignais de ne vouloir, par scrupule, omettre aucun détail, ni la moindre réplique de l'entretien que j'avais eu avec Élaine tête à tête ; mais c'était de si pauvres banalités qu'elles n'avaient pu, Jacques lui-même devait bien le comprendre, me laisser un souvenir précis et ineffaçable.

Quand je vis qu'il jetait sur sa montre des regards furtifs, qu'il tremblait de manquer aux règles du savoir-vivre en demeurant davantage, et qu'il mourait d'envie de ne pas partir encore, je lui dis soudain, en posant d'un geste affectueux ma main sur la sienne :

— J'ai remercié notre amie en la quittant d'avoir changé ma vie. Pourquoi m'a-t-elle répondu presque gravement : « Et vous, croyez-vous que vous n'ayez pas changé la nôtre ? »

L'effet de ces paroles sur Jacques fut si violent et si étrange que je regrettai d'abord de les avoir imprudemment répétées, sans savoir au juste ce qu'elles signifiaient, ou quel sens il allait leur donner. Il avait déjà fait mine de se lever, il fut contraint de se rasseoir. Il était tout pâle ; mais quand le sang revint à son visage, son air épanoui me rassura : je vis que le choc qui l'avait fait chanceler, c'était la surprise d'une joie trop longtemps et en vain souhaitée, qu'il n'espérait plus, que je devinais.

— Mon Dieu ! balbutia-t-il. Elle a dit cela ! Elle a dit cela !

Je lui souriais un peu niaisement, comme on sourit à un homme qui, après une syncope, reprend peu à peu connaissance.

— Mais oui, elle a dit cela. Ce n'est pas quelque chose de bien extraordinaire.

— Oh! si... Oh! c'est que vous ne pouvez pas savoir...

— J'en sais peut-être plus long que vous ne croyez. Avant d'être si intime avec vous que, même en le faisant exprès, nous ne pourrions guère avoir de secrets l'un pour l'autre, j'étais bien obligé de m'informer de vous... ailleurs. J'ai beaucoup fait parler Mme de Flesquières. Ce n'est pas difficile. Pardonnez-moi...

— Oui, j'ai fait mes confidences à Mme de Flesquières, et je ne me suis jamais ouvert à vous... Je vais vous dire, c'est qu'avec vous... il me semble que je n'aurais pas trouvé les mots... Avec elle, je m'exprime tant bien que mal, comme ça me vient... Pour ce qu'elle écoute ce qu'on lui dit!... Enfin, si vous avez causé avec elle, vous devez savoir à peu près... ce qui m'a manqué, jusqu'au jour...

— Je le sais. Ne le dites pas, si cela vous fait trop de peine de le dire tout haut.

— Comment voulez-vous que cela me fasse de la peine, puisqu'à présent ce qui me manquait ne me manque plus... puisque tout est changé... c'est elle-même qui l'a dit... et à vous!... Oh! depuis quelque temps... presque depuis le jour où nous vous avons rencontré... je croyais bien m'apercevoir... Tenez, c'est comme au premier acte de la *Walkyrie*... au moment du printemps... *Mais quelqu'un est entré...*

Il se tut, et rougit comme un enfant, confus d'avoir risqué une allusion si poétique. Puis il reprit :

— Je croyais sentir, je... Mais je n'osais pas, c'était trop beau. J'avais trop grand peur de me tromper. Maintenant, je n'ai plus le droit de douter : elle vous l'a dit. Elle n'aurait pas osé me le dire, à moi. Nous ne nous le dirons peut-être jamais. Ce n'est pas la peine. Et puis, vous êtes là...

Il me regardait avec un étonnement profond, avec un effort superstitieux. Il poursuivit :

— Une chose que je n'arrive pas à comprendre, c'est comment nous vous devons, à vous, que nous ne connaissions pas il y a six semaines, ce bienfait, cette grâce : l'amour...

Il rougit encore, d'avoir dit ce mot ; car c'était la première fois. Nous n'avions parlé que de leur amour, depuis que je lui avais posé la dangereuse question ; mais il avait eu la pudeur d'articuler le mot. Je crains même d'avoir rendu ce qui précède obscur, par mon souci de transcrire ses répliques incertaines et entrecoupées sans y ajouter rien. Tant pis : la vérité doit toujours être nue, elle n'est pas tenue d'être toujours claire.

— Car, reprit Jacques, c'est bien vous qui nous l'avez... comment dirai-je?... dispensé... Si j'étais seul à le croire, je pourrais avoir des doutes... Mais vous voyez, Élaine, qui est si intelligente, le pense comme moi... Elle vous a dit : « Vous avez changé notre vie. » Comment est-ce possible? Je ne comprends pas.

— Parce que vous êtes trop jeune... Vous comprendrez quand vous aurez mon âge... Même à mon âge, je ne suis pas bien sûr de comprendre... J'imagine... Oh! ne vous moquez pas...

— Je n'ai pas le cœur à rire.

— J'imagine qu'un vieil homme, jadis embrasé, est comme ces foyers mal éteints qui ne pourraient plus reprendre, mais d'où jaillissent parfois des étincelles qui peuvent allumer d'autres incendies... Ma comparaison est absurde...

— Je ne trouve pas.

— Disons mieux : que celui qui n'est plus capable de sentir l'amour, reste capable de le susciter.

— Quel pouvoir merveilleux!

Je faisais la même réflexion dans le même instant. Si peu d'heures après m'être fait l'aveu de mon impuissance! Mon orgueil, humilié plus bas que terre, se redressait jusqu'aux nues. J'avais besoin, pour m'y complaire, de rester seul. La présence même de Jacques, toujours si chère, me devenait cette fois importune.

Je voulus le renvoyer sans lui causer de chagrin. Je le grondai doucement de n'être pas raisonnable. Il regarda sa montre et jeta un cri. Il dut me confesser qu'il avait manqué deux rendez-vous d'affaires très importants. Je lui fis observer que l'affaire dont nous nous étions occupés ensemble était aussi de quelque importance. Il en convint en souriant.

Je voulus terminer l'entretien sur le même ton d'enjouement que nous l'avions commencé. Je lui rappelai que nous

allions, comme de coutume, au théâtre le lendemain, et je lui dis que j'espérais, sans en être tout à fait certain, que nous pourrions nous passer l'un de l'autre jusque-là.

IX

Je vais bien vous étonner : croyez que, ce jour-là, je me suis étonné moi-même. Vous imaginez sans doute, j'imaginais qu'aussitôt Jacques parti, je procéderais à l'une de ces minutieuses analyses dont j'ai pris l'habitude dès l'enfance, et que je vous en régalerais aujourd'hui. Soyez déçue ou rassurée.

Je me gardai d'approfondir les raisons de mon orgueil comme j'avais approfondi celles de mon humiliation; il me suffit de le ressentir avec une secrète violence, et je retins prudemment ma conscience toujours trop aventureuse à la surface de mon âme, où elle n'avait que des sujets de contentement.

Le temps ne me manquait pourtant point pour me tâter le pouls. Je ne devais pas revoir Élaine et Jacques avant l'heure du dîner le lendemain, ce qui, à raison de soixante-douze pulsations par minute, — c'est mon rythme, — donne un assez beau chiffre; mais je n'avais plus la même mesure du temps, j'étais arrivé à une sorte de sérénité statique.

On n'est point dispensé de se connaître soi-même parce que l'on se trouve dans cette condition, privilège ou de la vieillesse ou de la divinité; mais la connaissance de l'être qui ne changera plus n'est pas ondoyante et diverse comme celle du devenir : c'est une intuition fixe. Je n'ai presque plus rien à vous dire, j'aurai fini en très peu de mots.

Nous ne fîmes, naturellement, Jacques et moi, le lendemain, aucune allusion à notre merveilleux secret ni à nos confidences. Élaine, qui devait tout savoir ou deviner, avait son visage de tous les jours. Nous ne nous faisions pas remarquer. Nous avions l'air de trois bons camarades qui s'entendent bien et qui s'amusent sans trop de bruit.

Ni ce soir-là, ni depuis, jamais il ne fut plus question de rien entre nous. Le mariage de Jacques et d'Élaine, qui avait été déjà trop différé, eut lieu peu de semaines plus tard. Je les suppliai de ne me donner aucun emploi dans cette cérémonie, surtout celui de témoin : j'avais la petitesse de le trouver un peu désobligeant, ce fut mon dernier enfantillage.

Ils ne se crurent point obligés de se cacher, comme des mariés, si je puis dire, de droit commun. Ils ne quittèrent point Paris, et notre douce intimité demeura ce qu'elle était. Elle devint même un peu plus étroite, parce que, maintenant, ils pouvaient aussi me recevoir chez eux. Ce n'est qu'à l'époque des vacances qu'ils firent une absence un peu longue. Ils voulaient que, sans être avec eux, je ne fusse pas trop loin d'eux ; mais je fis acte d'indépendance, je fis un coup de tête. Je voulais surtout faire une expérience, parce que je pressentais qu'elle serait heureuse.

Vous vous rappelez qu'après mon grand deuil, j'étais parti comme un fou, j'avais parcouru les plus chers pays de mon souvenir jusqu'aux portes de l'Orient, et je les avais trouvés désenchantés. Du sommet de la montagne légendaire où le Malin a ravi le Christ pour lui offrir toute la beauté du monde, je n'avais vu qu'un brouillard avant-coureur de la nuit éternelle. Et voici qu'un instinct m'avertissait que ce brouillard s'était levé. Je voulais vérifier le miracle de mes yeux.

Oh ! je ne pensai point à refaire le voyage de Constantinople, ni à gravir, maintenant essoufflé, les pentes du Boulgourlou. Je me contentai d'aller passer quelques jours à Oxford. Est-ce le hasard, la chance d'une belle matinée, d'un jeune soleil ? Dès la gare, et quand je vis toutes ensemble les coupoles et les rotondes, et les tours avec leurs créneaux, et les clochers « montrant du doigt le ciel », ô mon amie, mon amie, je compris que le pressentiment qui m'avait ramené ici une fois de plus n'était pas vain, et que le monde avait pour moi retrouvé son enchantement.

Bien entendu, je me fis conduire à mon vieil hôtel de la Mitre, et je demandai la chambre que j'y avais occupé la première fois. Elle était libre : elle est toujours libre, personne n'en veut ; ma petite chambre, si modeste, si incommode, avec une planche à mi-hauteur pour la malle, et toujours cette Bible écornée sur la table à écrire ; ma chambre, à moi, qui donne sur l'église et sur le cimetière.

Je n'y demeurai que peu d'instants : il était l'heure du lunch ; mais avant de passer dans la salle à manger, je ne sais pourquoi j'entrai dans le salon de lecture, le fumoir, qui est vis-à-vis, et j'aperçus un album qui traînait.

J'ai vraiment l'esprit de contradiction. Quand on me pria

d'écrire sur un album, tous les prétextes me sont bons pour me dérober. On ne me demandait rien, j'écrivis, — sans signer : « Le bonheur, c'est la joie des autres. » Puis je m'enfuis, comme si j'avais fait quelque chose de mal.

A vrai dire, je craignais d'avoir écrit une pensée plus fade que profonde ; et surtout je ne voulais pas essuyer les remerciements de la vieille demoiselle qui, sans doute à dessein, avait oublié là son album.

Je m'enfuis, mais très lentement, comme font tous les criminels éprouvés et adroits. Je trouvai une place, par hasard, à l'abri des courants d'air. Je jetai les yeux sur le menu : il ne me déplut point, j'avais grand appétit. Je commandai un de ces *cider-cups* qui sont la gloire d'Oxford. Je le commandai en tremblant, parce que le dernier que j'avais bu ici m'avait paru sans goût. Il m'avait fait mal à la tête et ne m'avait pas grisé. Quelle tristesse !

Celui-ci me procura la même ivresse légère que l'eau de fruits qu'on me servit, lors de mon dernier voyage à Constantinople, dans la guinguette du Boulgourlou. Ne haussez pas les épaules : c'est à ces futiles détails que l'on connaît que le monde, après l'avoir perdu, a retrouvé son enchantement et l'illusion ses prestiges.

Mais soyez tranquille : si ces preuves du miracle ne vous suffisent pas, s'il ne vous paraît pas de votre dignité de les tenir valables, maintes autres plus sérieuses, plus probantes, maints autres signes me furent donnés, au cours de cette journée d'élection.

Voici pourtant qu'il ne me plaît pas de vous les dire. Arrivé au terme de mon récit, je veux garder pour moi un peu de mon cher secret. Et puis, je vous ennuierais peut-être si une fois de plus je vous décrivais les grâces du Cherwell et de l'Isis, les sentiers couverts de la Mésopotamie. Je ne veux plus m'y promener que seul, avec la pensée de ceux qui me doivent leur amour, à qui je dois l'illumination de mon couchant.

Je me promenai si longtemps qu'à la fin je me sentis très las. J'étais revenu vers Magdalen, je descendis aux « water walks », et dans un fourré, à l'ombre d'un grand arbre, qui me rappela le marronnier rose, premier éducateur de ma pensée puérile, je m'étendis parmi l'herbe.

Comme j'étais ainsi, je vis, au-dessus de mon visage renversé, un insecte d'une couleur vive qui grimpait le long d'un haut brin d'herbe en forme de glaive. L'ascension était difficile, parce que ce brin, au lieu de se tenir rigide, se contournait; et le bel insecte, chaque fois qu'il arrivait au tournant, hésitait. Je le voyais se consulter. Aucun de ses mouvements ne m'échappait. Tout annonçait la délibération, la volonté, l'âme...

Et il me ressouvint d'un enfant, qui était moi-même, qui un jour, jadis, ainsi couché à la renverse par terre, avait appris la vie et la beauté des choses, d'un insecte qu'il voyait s'évertuer pour atteindre le sommet d'un brin d'herbe. Le vieillard rapprenait à la même école ce que l'enfant avait appris, avec moins d'étonnement naïf, mais avec quelle fierté de surcroît, quelle joie de pouvoir encore éprouver une émotion trop forte, et avoir le cœur gros, et frissonner, en sentant tous les êtres et toutes les choses frémir et vibrer alentour de lui!

Abel Hermant.

ÉTUDES DIPLOMATIQUES

L'ENTENTE ET LES BALKANIQUES

AUX PREMIERS MOIS DE LA GUERRE

(Août-Décembre 1914)

Pendant les premiers mois de la guerre mondiale, la péninsule balkanique représentait avec l'Italie, à l'extrémité d'une Europe transformée en un vaste champ de bataille, la région qui restait le plus largement ouverte à l'activité de la diplomatie. Si la Serbie s'était dès le début engagée dans le conflit et si la Turquie n'allait pas tarder à s'y lancer, il y avait, entre elles, trois États chrétiens, Roumanie, Grèce, Bulgarie, dont la neutralité apparaissait chancelante, et dont le concours armé pouvait suffire à changer la balance des forces en présence. Pour obtenir leur appui ou les empêcher de le porter à d'autres, les Alliés se trouvèrent amenés, pendant l'hiver 1914-1915, à soutenir une lutte diplomatique moins éclatante, mais aussi acharnée que la lutte militaire poursuivie en même temps dans les plaines de Flandre et de Pologne. Nulle part en Europe leur diplomatie n'eut l'occasion d'agiter d'aussi importants projets. Nulle part non plus n'apparurent avec plus de netteté les difficultés de leur rôle et la divergence d'intérêts qui devait paralyser leur action. C'est à ces titres divers que l'histoire de ces négociations présente pour l'observateur un intérêt particulier.

LES ÉTATS BALKANIQUES ET LA GUERRE

En 1914, les États balkaniques sortaient à peine d'une période de crise, ouverte par une croisade commune contre la Turquie, et terminée par une lutte intestine livrée pour le partage de ses dépouilles. Le traité de Londres (10 mai 1913) qui déterminait l'étendue des territoires à lui enlever, et celui de Bucarest (10 août) qui en opérait la répartition, avaient ramené dans la Péninsule la paix matérielle, mais sans y rétablir la stabilité morale. Elle vivait dans l'attente d'événements qui permettraient aux vaincus de réparer leurs pertes, aux vainqueurs de consolider ou d'étendre leurs conquêtes : une guerre européenne pouvait en fournir l'occasion. Lorsque la querelle de la Serbie avec l'Autriche parut prendre ces proportions, la question devait donc se poser pour les États balkaniques de savoir s'ils y interviendraient. Elle présentait un degré particulier d'urgence pour la Roumanie, limitrophe à la fois de l'Autriche et de la Russie. On a vu dans une précédente étude (1) comment et dans quel sens elle fut résolue.

La Bulgarie pouvait être regardée comme la puissance balkanique par excellence, puisqu'elle était contiguë à la fois à la Roumanie, à la Turquie, à la Grèce et à la Serbie. L'importance qu'elle devait à cette position centrale, au point où se croisaient tous les fils de leur politique, se trouvait doublée en 1914 par les préoccupations auxquelles pouvait donner lieu l'état d'esprit de ses habitants. Après avoir supporté le principal effort de la première guerre balkanique, ceux-ci en avaient recueilli le moindre bénéfice. A la suite de la seconde, ils avaient vu successivement enlever, sinon à leur territoire, au moins à leurs prétentions : au Sud-Est, Andrinople jusqu'à la ligne Enos-Midia, conquise par leurs armes en 1912 et reprise par les Turcs en 1913; au Sud, le territoire de Cavalla, où ils s'étaient laissé devancer par les Grecs; au Nord, une bande de la Dobroudja arrachée à leurs défaites par les Roumains; à l'Ouest enfin, la Macédoine méridionale, que leur réservait un traité de partage en règle (13 mars 1912), et que la Serbie s'était

(1) Voyez la *Revue* du 1er août 1929, pp. 539-544.

fait attribuer au dernier moment pour n'avoir pu obtenir l'accès à la mer qui lui avait été promis. Ces mutilations de leurs espérances, et par-dessus tout la dernière, avaient laissé dans le cœur des Bulgares une ardeur de revanche que tempérait seule l'appréhension d'une témérité.

A l'effet de leurs ressentiments s'ajoutait enfin l'influence du souverain qui dirigeait en maître absolu leur politique extérieure : personnage un peu énigmatique, que sa puissance de dissimulation, ses raffinements de vengeance et de perfidie, sa violence à venger comme les griefs nationaux de son peuple les blessures particulières de son amour-propre avaient fait parfois comparer à un tyran italien de la Renaissance, à un contemporain des Borgia égaré en plein xx^e^ siècle. Lors de la seconde guerre balkanique, il avait si bien habitué l'Europe aux surprises de son ambition qu'il demeurait pour elle comme un sujet permanent d'inquiétudes et que, même lorsqu'il restait muet sur ses intentions, il paraissait remplir les Balkans de son silence.

Ne profiterait-il pas du conflit européen pour le redressement des injustices dont son peuple se prétendait la victime? On put le craindre en voyant le ministre autrichien à Sofia offrir aux Bulgares la Macédoine, et même les engager à la prendre. Pour conjurer le péril, M. Sazonoff croit nécessaire de leur faire préciser leur attitude. Dès le 3 août, il envoie à M. Savinsky, représentant de la Russie en Bulgarie, le canevas d'une communication officielle à faire au gouvernement. Elle contient en quelques lignes un avertissement sur la gravité des décisions à prendre, une invitation à revenir à l'alliance d'autrefois, une menace de rupture éternelle en cas d'hostilités contre la Serbie, une offre, d'ailleurs indéterminée, d'avantages territoriaux dans le cas contraire. C'est d'après ces instructions que M. Savinsky présente, le jour suivant, au roi Ferdinand le long plaidoyer dont lui-même résume en ces termes le thème principal : « Tout ce que la Bulgarie peut espérer pour elle-même de bon dans l'avenir ne peut lui venir que de la Russie, comme cela a toujours été le cas dans le passé : et nous ne lui demandons pour cela rien d'autre que de garder honnêtement la neutralité jusqu'à la fin de la guerre, de ne pas créer de troubles en Macédoine et de ne rien tramer contre la Serbie. » A ces pressantes considérations le Roi, fuyant comme à son

ordinaire, n'oppose guère que le silence, des boutades évasives, ou des haussements d'épaule. A un moment donné, il affecte de tomber des nues quand son interlocuteur lui dénonce l'existence de bandes destinées à franchir la frontière serbe : or, c'est lui-même qui en a encouragé et subventionné la formation. Le 8 août, M. Savinsky va voir également le président du Conseil, M. Radoslavoff, dont le rôle se borne d'ailleurs à servir d'écho à la pensée royale. Il le trouve plus communicatif, mais pas plus affirmatif que son maître, et emporte au moins de son entretien cette impression que la Bulgarie, ayant reçu des Puissances centrales des offres de territoires écrites et précises, ne les déclinera que si elle trouve ailleurs des avantages équivalents.

Tout en prodiguant ces assurances pacifiques, le souverain comme son ministre s'est gardé de prendre aucun engagement ferme. N'est-ce point pour se ménager la possibilité de laisser le passage libre aux Turcs, au cas où ceux-ci seraient tentés, comme on leur en prête en ce moment l'intention, d'intervenir contre l'Entente dans la guerre européenne? En présence de ce péril, M. Sazonoff croit devoir hausser le ton et envoyer à Sofia (9 août) une mise en demeure catégorique d'avoir à se prononcer sans tarder sur la précédente « proposition de neutralité, avec engagement de s'opposer aux opérations de la Turquie ». L'énergie de ce geste produit cette fois l'effet désiré. Dès le 12, M. Radoslavoff lui a fait connaître que le Conseil des ministres, réuni à cet effet, a décidé de « continuer à observer la plus stricte neutralité et veillerait à la défense de son territoire ». Mais il est impossible pour l'instant d'obtenir de lui des déclarations plus explicites.

Sans avoir des dessous aussi mystérieux que celle de la Bulgarie, la situation de la Grèce présente, au début de la Grande Guerre, des données infiniment plus complexes. Au sommet de l'État, l'autorité légale et la faveur populaire s'y partagent d'abord entre le souverain, Constantin I^er^, et son président du Conseil, M. Venizelos : le premier attaché à l'Allemagne par des liens de famille et peut-être des engagements secrets dont il est aussi difficile de préciser la portée que de contester l'influence; assez disposé par instinct militaire à partir en guerre contre le Turc et le Bulgare, mais invinciblement rebelle à l'idée de tirer

jamais l'épée contre les Puissances centrales; dépourvu de l'étendue d'esprit et de la force de caractère nécessaires pour résoudre cette contradiction, toujours partagé entre les impulsions du soldat et les précautions du politique; répudiant toute pensée d'hostilité envers l'Entente, mais sans pouvoir se soustraire à quelque défiance envers ses sollicitations. Tout au contraire, c'est dans l'Entente que M. Venizelos place tout son espoir pour réaliser, au moins partiellement, la « grande idée » hellénique à laquelle il sacrifie toutes les contingences et tous les calculs de la politique courante. Loin de se laisser dominer par les réactions du moment, il apporte à la poursuite de ses grands desseins un tempérament d'apôtre plutôt que d'homme d'État, et comme un don de seconde vue assez développé pour le faire parfois accuser par ses détracteurs de manquer de la première.

A cette dualité dans les conseils du gouvernement répond celle qu'on relève dans la situation internationale de la Grèce et dans les tendances de son opinion publique. — D'une part, elle est liée à la Serbie par un traité d'alliance (1er juin 1913) comportant pour toutes deux un engagement de secours réciproque contre l'agression d'une tierce Puissance; et de plus, elle se trouve depuis plus d'un an en conflit ouvert avec la Turquie, à propos de la destination des îles de l'Égée, laissée en suspens par le traité de Bucarest : double raison pour elle de pencher vers la cause des Alliés. Mais d'autre part, elle rencontre dans leur camp la sourde défiance des Russes, hostiles à toute initiative qui les devancerait sur la route de Constantinople, et la mauvaise volonté de leur ministre à Athènes, le prince Demidoff, entré assez avant dans la faveur du roi Constantin pour avoir non seulement su gagner ses sympathies, mais aussi épousé ses préventions. — Dans le pays enfin, les entraînements qui poussent les classes éclairées vers une active politique ententophile restent paralysés par l'immense lassitude qu'a laissée aux masses populaires la fatigue de deux guerres consécutives.

La crise européenne surprend le souverain et son président du Conseil au cours d'un voyage dans l'Europe centrale et les fait revenir en hâte à Athènes. Le premier repousse à deux reprises (2-7 août), en invoquant le péril bulgare, une demande de concours militaire présentée par l'Allemagne. Il maintient

sa volonté de neutralité contre les instances de sa femme, revenue de Berlin quelques jours après, et les sollicitations du ministre d'Allemagne, dont l'indiscrète insistance finit même par l'indisposer. D'autre part, M. Venizelos, forcé de compter avec son état d'esprit, répond, sans doute à une première demande de secours venue de Belgrade, que le traité du 1er juin 1913, sur lequel elle se fonde, n'a de raison d'être et ne trouve d'application que pour le cas d'une agression bulgare. Mais en même temps, il donne au chargé d'affaires de France l'assurance confidentielle qu'en aucun cas la Grèce ne se rangera dans le camp opposé à celui de la Triple Entente. « Quant à sa participation active éventuelle, ajoute-t-il spontanément, elle attendra pour en décider d'avoir reçu les conseils de ces trois Puissances. » Déclaration qui paraît ressembler à une invite et qui reçoit, quelques jours après, sa sanction dans un ordre de mobilisation générale (10 août).

Aussitôt après semble s'accélérer l'évolution dont M. Venizelos a donné le signal. Le 12, il demande au ministre de France, M. Deville, si, au cas où la Grèce ferait honneur à ses obligations par son assistance à la Serbie contre la menace bulgare, elle pourrait compter sur l'appui des Puissances de l'Entente. Une réponse affirmative l'encourage à s'élancer d'un bond à l'extrémité de sa politique comme de leurs désirs. Le 18, il déclare à leurs ministres à Athènes qu'à la suite d'un grand conseil tenu l'après-midi même sous la présidence du Roi, le gouvernement vient de se décider « à prendre nettement parti pour l'Entente, et à lui offrir la libre disposition de ses ressources navales et militaires, pour peu que ce concours soit jugé utile ». M. Venizelos demande seulement, pour ne pas compromettre inutilement son pays, que sa proposition ne soit divulguée qu'en cas d'agrément.

Précaution inutile en apparence, car il semble peu vraisemblable que l'Entente hésite à accepter une alliance ainsi offerte sans condition, et qui lui donnerait, avec un surcroît de forces appréciable, un point d'appui immédiat et permanent pour sa politique balkanique. C'est pourtant l'hypothèse prévue par M. Venizelos qui se réalise. Du 20 au 23, arrivent à Athènes les réponses des Cabinets alliés. Elles contiennent des expressions de gratitude officielle, résumées dans un télégramme personnel du roi George au roi Constantin, mais elles ont une significa-

tion nettement dilatoire. M. Sazonoff n'est pas le seul à déclarer, comme on pouvait s'y attendre, que « la Grèce agirait au mieux en conservant la neutralité ». Sir E. Grey, à l'avis duquel se range notre ministre des Affaires étrangères, estime qu'elle doit se réserver jusqu'au jour où la Turquie sera entrée en guerre aux côtés de l'Allemagne et de l'Autriche.

Lorsqu'on examine cette détermination des Alliés avec le recul du temps, lorsqu'on se rappelle, et leurs instances ultérieures auprès du gouvernement grec pour obtenir son concours, et leurs reproches pour se l'être vu âprement marchander, on éprouve quelque peine à comprendre leur attitude. Elle paraît en tout cas assez surprenante pour que sir E. Grey, qui en revendique la responsabilité, ait cru devoir la justifier longuement dans ses Mémoires (1). A l'entendre, les rapports de la Grèce et de la Turquie étaient à ce point tendus, à l'automne de 1914, que si l'une s'était déclarée pour les Alliés, ce simple geste aurait suffi pour jeter l'autre dans le camp adverse, et entraîner la Bulgarie à sa suite. A cet inconvénient s'ajoutait l'intérêt majeur qu'avait l'Angleterre à retarder l'entrée en guerre des Turcs jusqu'au moment où le canal de Suez, particulièrement exposé à leurs attaques, aurait été franchi par ses troupes indiennes appelées en France. Grande puissance musulmane, elle devait enfin attendre, au lieu de paraître la provoquer, une rupture avec le Commandeur des croyants. Ces considérations ont sans doute leur valeur, mais elles semblent de nature à ébranler plutôt qu'à convaincre les sceptiques. Et, s'il n'est rien de plus décevant que le jeu des hypothèses rétrospectives sur les événements passés, il faut reconnaître qu'au moins cet épisode des rapports de la Grèce avec les Alliés enlève à l'observateur impartial le droit de se montrer trop sévère pour les atermoiements d'une Puissance qui a vu accueillir par une rebuffade le premier élan si péniblement imprimé à ses hésitations du début.

BLOC BALKANIQUE ET SYSTÈME BULGARE

Un refus opposé par la Roumanie à une demande d'intervention, une offre de concours inutilement formulée par la

(1) Grey, *Mémoires*. Trad. franç., p. 468.

Grèce, une promesse de neutralité péniblement arrachée à la Bulgarie, telles apparaissaient, au milieu d'août, les premières réactions exercées par la guerre européenne sur la situation de l'Orient. Elles présentaient ce caractère commun d'être isolées, spontanées, sans lien les unes avec les autres. A leur dispersion devaient forcément succéder pour l'Entente la recherche et l'application d'un plan d'ensemble. Les États des Balkans se trouvaient les uns vis-à-vis des autres dans un état de si complète interdépendance, leurs intérêts avaient été si intimement enchevêtrés par l'effet de leurs rivalités mêmes, qu'il était impossible de traiter avec l'un d'eux autrement qu'en fonction de ceux qui l'entouraient, et par l'adoption à l'égard de tous d'une politique commune.

Le sentiment de cette nécessité fut de bonne heure compris dans les capitales alliées, mais il donna aussitôt naissance à deux conceptions dont la divergence, sinon l'opposition, se manifesta dans deux notes que, par une curieuse rencontre, le quai d'Orsay reçut le même jour (11 août) des ambassades d'Angleterre et de Russie à Paris. La première était celle du *bloc* ou de la fédération balkanique. Elle avait pour champion M. Venizelos, pour soutien le Cabinet britannique, converti à ses vues, pour précédent l'heureuse expérience réussie en 1912. A cette date, lorsqu'il s'était agi d'enlever à la Turquie ses dernières possessions européennes, on avait vu les États balkaniques sacrifier leurs vieilles rivalités à l'intérêt commun et remettre au lendemain de la victoire le redressement de leurs griefs mutuels. C'est cette association, étendue cette fois à la Roumanie, qu'il fallait faire revivre sous le patronage et au bénéfice de l'Entente, en la tournant contre les Puissances centrales, dont les dépouilles pourraient récompenser tous les concours. Conception séduisante sans doute, et même grandiose à première vue, mais qui, à la réflexion, apparaît comme un idéal bien plus que comme un programme. La croisade de 1912, invoquée comme un exemple, représentait dans l'histoire balkanique un miracle destiné à rester unique. A la guerre turque avait succédé entre les vainqueurs une lutte qui laissait aux uns l'impatience de prendre une revanche, aux autres la détermination de l'empêcher, à tous l'amertume de profonds ressentiments. Chercher à résoudre leurs rancunes particulières dans une alliance géné-

rale, n'était-ce pas tenter une tâche aussi impossible que d'associer des contraires ? La difficulté n'en avait point échappé au Cabinet anglais, car il était d'avis de laisser les États balkaniques régler entre eux leurs querelles sans y intervenir, en se bornant à favoriser, au besoin par des secours financiers, leurs efforts de conciliation. Au témoignage de l'un de ses membres, son attitude à leur égard devait rester « lointaine et détachée », empreinte d'une « hautaine impartialité » (1).

C'est par là surtout que la conception russe du problème balkanique différait de la thèse anglaise, sur laquelle elle allait d'ailleurs promptement prévaloir : elle attribuait à l'Entente la tâche d'établir elle-même, au besoin de dicter les conditions d'un accord. Et la nécessité de les préciser aboutissait à les faire tourner autour et au bénéfice de la Bulgarie, dans laquelle M. Sazonoff était amené, soit par intelligence des réalités, soit par complaisance envers une vieille cliente de la Russie, à chercher la clef de toutes les difficultés orientales. La situation de ce pays au carrefour de la Péninsule lui permettrait, s'il le voulait, de paralyser toutes les autres interventions. Il fallait à tout prix désarmer ses rancunes par des rétrocessions territoriales demandées à ses voisins, sauf à dédommager ceux-ci aux dépens de la Turquie ou des Puissances centrales. Et les Bulgares, une fois gagnés à l'Entente, entraîneraient à leur suite tous les autres peuples balkaniques.

Tout en paraissant à première vue plus pratique que le précédent, ce système n'était pas sans soulever de sérieuses objections. Il ne tenait pas compte de cette vérité qu'à vouloir satisfaire tout le monde, on court le risque de ne contenter personne. N'y avait-il pas quelque illogisme à demander à des États favorablement disposés pour l'Entente, tels que la Roumanie et la Grèce, des sacrifices au profit d'un autre, dont la malveillance représenterait le seul titre à un cadeau de ce genre? Et le paradoxe ne touchait-il pas à l'injustice quand ces sacrifices étaient réclamés à la Serbie, qui se battait pour la cause de l'Entente avec une vaillance dont la première récompense devait être ainsi une amputation de territoire? N'était-ce pas d'autre part une illusion que d'espérer surmonter les répugnances à prévoir par l'appât d'acquisitions loin-

(1) Winston-Churchill, *la Crise mondiale* (Trad. franç.), t. II, p. 378.

taines, indéterminées et subordonnées à la victoire? Accepter ce marché, ne serait-ce pas, aux yeux de populations naturellement portées à la défiance, faire le jeu de dupes qui consiste à lâcher la proie pour l'ombre ou à échanger des réalités contre des espérances? La seule manière de faire accepter les combinaisons envisagées par les gouvernements intéressés, aurait été en réalité de les leur imposer, afin de leur permettre de les justifier aux yeux de leur opinion publique par un cas de force majeure. Mais, sur ce point, M. Sazonoff ne devait, ni amener ses alliés, ni parvenir lui-même à l'extrémité de son système. Ils se contentèrent de suivre dans les capitales balkaniques la voie des conseils, sans y parler un langage suffisamment impératif.

A cette cause d'insuccès s'ajoutait pour eux l'habitude de faire connaître leurs désirs par des notes identiques, dont l'uniformité de texte était destinée à accuser leur unité d'intervention et d'action. Méthode imposée peut-être par les circonstances, mais dont l'application n'était pas sans présenter de graves inconvénients. Les projets de notes établis par l'une des Puissances de l'Entente sortaient trop souvent de l'examen des deux autres avec des corrections et des atténuations propres à leur enlever toute portée, et à les vider pour ainsi dire de leur contenu. Il arrivait plus souvent encore que, si l'accord se faisait sur un texte, c'était au prix de si longs échanges de vues, que, lorsqu'il se trouvait au point, il était depuis longtemps dépassé par le cours rapide des événements.

Cette faute de conception initiale et ces erreurs de tactique ne devaient apparaître dans leur pleine clarté que plus tard, à la lumière des enseignements apportés par l'attitude du roi Ferdinand à l'automne de 1915. Jusqu'à cette date, le « préjugé bulgare » était destiné à peser lourdement sur la politique de l'Entente. Il inspira des tentatives toujours renouvelées et toujours infructueuses pour trouver une formule susceptible de satisfaire la Bulgarie sans trop mécontenter ses voisins. Entre le début de la guerre et la fin de l'année 1914, on peut en compter trois principales, qui suffisent, avec un intermède roumain, à absorber toute l'activité diplomatique des Alliés en Orient.

FRONTIÈRES DES ÉTATS BALKANIQUES D'APRÈS LE TRAITÉ DE BUCAREST

LE PREMIER ESSAI DE NÉGOCIATION BULGARE

La première eut lieu dès les derniers jours d'août, sous l'active impulsion de M. Sazonoff. Elle répondait chez lui à une préoccupation dominante et le fit apparaître sous les mêmes traits qu'au cours des premiers pourparlers de la guerre : un peu aventureux dans ses propositions et changeant dans ses méthodes, plus susceptible d'enthousiasme pour un projet que de patience pour le poursuivre, revenant trop souvent de ses initiatives par ses revirements, parfois embarrassant pour ses alliés par le double caractère d'instabilité et de parti pris que la précipitation de ses démarches et la persistance de ses idées fixes imprimaient à leur politique.

Son premier geste, au début des complications balkaniques, laissait deviner ses vues sur leur solution. Ayant reçu de Sofia (9 août) la nouvelle que l'Autriche faisait miroiter aux yeux des Bulgares, pour les entraîner dans son camp, l'acquisition de toute la Macédoine, il croyait nécessaire de les prémunir contre la tentation par une offre du même genre ; et pour la rendre possible demandait à Nisch (15 août) le sacrifice en leur faveur des districts d'Ichtip et de Kotchani à l'est du Vardar (1). Mais ce n'est encore là, de sa part, qu'une initiative personnelle, à laquelle il va s'efforcer de donner l'autorité d'une intervention collective.

L'occasion lui en est offerte au milieu d'août par l'initiative

(1) Il est nécessaire, pour comprendre cette négociation comme les suivantes, de bien préciser le sens des expressions géographiques qui reviennent constamment dans les pourparlers. Un coup d'œil jeté sur une carte politique des Balkans à la veille de la Grande Guerre, montre que la région macédonienne annexée par la Serbie en 1913, avait la forme d'un quadrilatère régulier, dont le côté sud touchait à la Grèce et le côté est à la Bulgarie. Une diagonale tirée en ligne droite de l'angle nord-est vers Egri-Palanka à l'angle sud-ouest, vers Ochrida, découpe dans ce rectangle un triangle qui représentait la région promise à la Bulgarie par le traité d'alliance de 1912 et retenue finalement par la Serbie. Désignée dans les documents échangés à son sujet sous le nom de *Macédoine de 1912* ou de *zone non contestée*, elle était divisée elle-même par le cours du Vardar en deux régions naturelles, celle de la rive gauche du côté de la frontière bulgare, celle de la rive droite avec Monastir, du côté de la frontière grecque. En arrière de la diagonale indiquée plus haut, une bande de territoire d'une trentaine de kilomètres de large, avec Uskub, était appelée la zone *contestée*, parce qu'aux termes du traité de 1912, l'attribution définitive devait en être laissée à l'arbitrage de l'empereur de Russie. (Voir la carte ci-jointe.)

du Cabinet de Londres, qui, sous l'inspiration de M. Venizelos, recommande pour la première fois à ceux de Paris (20 août) et de Pétersbourg (21 août) son projet de reconstitution du bloc balkanique. Tandis que notre ministre des Affaires étrangères répond aussitôt par une « approbation entière » et une promesse de concours inconditionnelle, M. Sazonoff en profite pour exposer à ce sujet ses idées favorites. Il proteste attacher autant de prix que l'Angleterre à la nécessité de « rétablir des relations normales » entre les divers États balkaniques , mais au moyen de « sacrifices réciproques » et « par des concessions capables de détruire l'idée de revanche de la part de la Bulgarie ». Pour mesurer les chances de succès d'une combinaison de ce genre, il propose donc de tâter le terrain, non seulement à Nisch où il s'y est déjà essayé, mais surtout à Athènes, où rien encore n'a été tenté, sans oublier Sofia. Cette suggestion ayant été agréée, les ministres de l'Entente dans ces trois capitales, sont invités à sonder les dispositions des gouvernements auprès desquels ils sont accrédités.

Leurs démarches dans ce sens n'ouvrent pas de perspectives bien rassurantes, même à Athènes, d'où est partie pourtant l'idée de l'union balkanique. Quels sacrifices se propose-t-on de demander aux Grecs, déclare aussitôt (25 août) le ministre des Affaires étrangères, M. Streit, sinon celui de Cavalla? Or, la possession de ce port a pris pour eux l'importance d'une question nationale, sur laquelle aucune transaction n'est possible. Comment d'ailleurs songer à l'aliéner, quand beaucoup de leurs compatriotes de Macédoine y sont venus précisément chercher un asile contre la domination bulgare? Et, d'autre part, ils n'ont pas oublié l'avoir dû, en 1913, aux bons offices de l'empereur Guillaume. Est-ce encourager leurs sympathies pour l'Entente, que de venir leur enlever un cadeau de son ennemi? Conclusion : les grandes concessions sont interdites à la Grèce, celles qu'elle peut faire paraîtront toujours insignifiantes à Sofia; c'est du côté des Serbes qu'il faut se tourner pour en obtenir de plus substantielles.

Ces derniers se montreront-ils plus accommodants? Ils viennent précisément de demander à l'Entente son appui contre une agression possible de la part de la Bulgarie. M. Sazonoff en profite aussitôt pour leur représenter qu'il ne suffit pas de la menacer, qu'il faut lui promettre des avantages réels, dont

l'étendue ne saurait être inférieure à celle de la zone non contestée de 1912. Aux premières instances reçues à ce sujet (17 août), M. Pachitch a déjà répondu par l'affirmation de son dévouement, mais aussi par cette considération que jamais l'armée serbe ne permettrait l'abandon de parcelles de territoire payées du sang de ses soldats. « Depuis quarante ans, a-t-il déclaré encore (26 août), sous l'empire d'une visible émotion, j'ai donné des preuves de mon attachement à la Russie et à sa politique : je suis arrivé à faire de la Serbie le plus solide rempart contre l'Autriche et l'Allemagne en Orient ; je tiens à ne pas mécontenter la Russie ; mais il est des sacrifices qu'aucun Serbe ne pourrait faire. » Cette profession de foi spontanée laisse deviner sa réponse définitive (28 août). Il se déclare dans l'impossibilité de rien céder en dehors des deux districts d'Ichtip et de Kotchani, dont il a été question précédemment ; et son entourage commence à laisser percer quelque amertume de l'attitude de la Russie à l'égard d'une nation amie.

A Sofia même, les ouvertures de l'Entente ne semblent pas avoir de meilleur succès, malgré de discrètes allusions à la possibilité d'un appui financier. M. Radoslavoff multiplie, au sujet de son amour de la neutralité, des protestations qui semblent peu lui coûter, se laisse même arracher un engagement de ne jamais marcher contre la Russie, mais paraît se mettre en boule dès qu'on lui parle d'alliance ou d'intervention active. Il semble attendre pour y consentir des certitudes et des prévisions dont il n'est pas encore question. Avec lui la conversation prend les allures d'un dialogue aux propos interrompus, entre deux interlocuteurs dont l'un écoute sans s'engager, et l'autre offre sans promettre.

Les résultats de ces premiers sondages diplomatiques ne semblent pas de nature à leur faire donner suite ; et peut-être seraient-ils abandonnés sans une série de nouvelles alarmantes venues de Constantinople, dans les tout derniers jours d'août. Il ressort de sources « dignes de foi » que les Turcs, malgré la garantie territoriale obtenue à deux reprises de l'Entente (17-30 août), sont maintenant décidés à prendre les armes contre la Russie et probablement la Grèce. Leurs intentions belliqueuses prêtent à l'attitude de la Bulgarie une importance particulière, puisqu'ils ne peuvent les réaliser qu'en passant

par son territoire. Menace nouvelle à laquelle il faut s'efforcer de parer. Tandis que M. Delcassé y voit surtout la possibilité d'offrir aux Bulgares l'appât d'Andrinople (30 août), M. Sazonoff en conclut le même jour à la nécessité d'une nouvelle démarche « urgente et énergique » inspirée par la nécessité de ne point « adopter une attitude comminatoire à l'égard de la Bulgarie sans avoir épuisé tous les moyens de la gagner à la cause de l'Entente ». Les Alliés emploieront donc un ton plus catégorique que précédemment, et affirmeront leur communauté de vues par la remise simultanée aux gouvernements intéressés de notes identiques, contenant des propositions précises. Par ce moyen, M. Sazonoff espère que, « malgré le manque de bonne foi dont fait preuve le gouvernement bulgare actuel, il lui serait difficile de justifier devant l'opinion publique du pays un refus d'entamer des pourparlers sur la base d'avantages importants; s'il adoptait une attitude ambiguë, les trois Puissances pourraient le mettre dans une situation difficile, en rendant publiques les propositions qui lui ont été faites ».

Ainsi définie et préparée, cette nouvelle offensive diplomatique sera-t-elle plus heureuse que la précédente? Il lui manque d'abord le concours actif de l'un des exécutants, car le Cabinet anglais, sans refuser de s'y associer, en conteste l'opportunité en présence des dispositions manifestées à Athènes et à Nisch, et revient à son idée favorite de laisser les États balkaniques régler entre eux l'étendue de leurs sacrifices. Malgré cette demi-défection, la négociation projetée parait néanmoins s'engager à Nisch, par où elle commence, sous d'assez favorables auspices. Dès le 31 août, les ministres de l'Entente remettent à M. Pachitch une déclaration aux termes de laquelle, « si la Bulgarie s'engage à s'opposer de toutes ses forces à une agression de la Turquie ou de la Roumanie contre la Serbie, cette dernière devra, pour sa part, en cas de guerre victorieuse, consentir à céder à la Bulgarie une zone de territoire. Elle en recevrait naturellement de nouveaux d'autre part ». A cette sorte de mise en demeure, M. Pachitch oppose d'abord, dans une vive discussion, toutes les ressources de sa logique et toutes les indignations de son patriotisme. A quoi revient, déclare-t-il, la combinaison proposée, sinon à favoriser un ennemi présumé au détriment d'un allié? A demander ainsi des concessions à la fidélité qui se dévoue, pour accorder des récompenses à

l'égoïsme qui se réserve ? à réaliser enfin ce paradoxe que la Bulgarie recevrait, pour prix de sa malveillance persistante, des avantages qu'on n'aurait jamais songé à lui offrir, si dès le début elle s'était déclarée pour l'Entente ? Arguments impressionnants sans doute, et destinés à revenir souvent dans les controverses ultérieures, mais auxquels on pouvait répondre que si la Serbie servait la cause des Alliés, ceux-ci avaient sauvé son existence et étaient en droit de lui demander en retour quelques sacrifices; et que, si en 1913 elle avait reçu la Macédoine en échange d'un accès à la mer, elle avait moins de raisons de la garder après les annexions qui lui étaient promises sur l'Adriatique.

Après avoir soulagé sa conscience par un premier mouvement de révolte, M. Pachitch finit pourtant par se laisser arracher un acquiescement dont il demande seulement à peser les termes avec son souverain. Le 1er septembre, il apporte aux ministres de l'Entente une note à la fin de laquelle la Serbie se déclare « disposée à céder une partie de son territoire, après une guerre victorieuse où les Puissances de l'Entente dicteraient la paix et lui feraient obtenir à elle-même des territoires serbo-croates sur le littoral adjacent ».

Par là, M. Pachitch entre enfin dans les vues de l'Entente, mais sans les remplir entièrement. Il s'abstient de toute précision sur les territoires à céder, afin de ne pas provoquer des protestations bulgares contre leur insuffisance, et recommande de ne pas divulguer pour l'instant sa communication, de peur qu'elle ne produise, en Serbie même, une explosion d'indignation populaire ou un effet de découragement. Malgré ses réserves, sa réponse n'en présente pas moins une première adhésion de principe à la thèse des compensations; et à ce titre, elle sera souvent invoquée comme un précédent, au cours des pourparlers qui, pendant une année encore, se prolongeront sans résultat entre Nisch et Sofia.

La Grèce n'a pas, à première vue, de raison de se montrer plus intraitable que la Serbie. De ce côté, la négociation entreprise va pourtant tourner court, par suite d'une initiative inattendue de M. Venizelos, subitement revenu des idées de conciliation à l'emploi de la manière forte. Par une coïncidence qui n'est peut-être pas fortuite, le 1er septembre, au moment où il va recevoir les nouvelles instances de l'Entente,

M. Athos Romanos apporte de sa part au quai d'Orsay une proposition, d'après laquelle « le gouvernement grec demanderait au gouvernement serbe de porter sans retard la moitié de ses troupes sur la frontière bulgare, de manière à pouvoir envahir le territoire de la Bulgarie, si la Bulgarie décrétait sa mobilisation, et à paralyser ainsi cette dernière. Cette entrée en scène de la Serbie permettrait à la Grèce de procéder à sa mobilisation en toute sécurité, et assurerait à l'action concertée serbo-grecque toute son efficacité. »

Avec le recul du temps et à la lumière des événements de 1915, cette proposition de M. Venizelos peut apparaître comme la manifestation d'une clairvoyance supérieure ; dans le premier moment, elle fut attribuée à un excès de nervosité que les événements expliquaient sans le justifier. A Paris, on la juge sans doute favorable aux intérêts particuliers de la Grèce, mais « pleine de périls » pour la cause de l'Entente, car elle aurait pour effet de jeter les Bulgares dans les bras de la Turquie, et de précipiter l'éventualité qu'on cherche précisément à retarder. A Pétersbourg, elle est l'objet de critiques encore plus sévères. A Londres, elle n'a pas plus de succès. — C'est alors que, sans se laisser arrêter par ce contre-temps, M. Sazonoff vient proposer à ses alliés, sur lesquels il est toujours en avance d'une initiative, une démarche décisive. Leurs ministres à Sofia porteront leur demande au Roi en personne. Au cours d'une audience collective, ils lui expliqueront que leurs gouvernements sont seuls en mesure d'apporter à la Bulgarie les satisfactions territoriales désirées ; et comme chez lui les sentiments de l'homme ont une influence particulière sur les résolutions du souverain, ils termineront par une promesse qui sera en même temps un avertissement : ils lui expliqueront discrètement qu'aux avantages promis à son pays, s'ajoutera, le cas échéant, une garantie collective pour la possession de sa couronne et la continuation de sa dynastie.

A Paris et même à Londres, cette nouvelle proposition russe est acceptée comme la suite naturelle des précédentes, avec cette précision toutefois que les avantages promis à la Bulgarie doivent être le prix de son alliance, et non pas seulement de sa simple neutralité. Pour bien marquer cette condition, les ministres de l'Entente à Sofia, chargés de rédiger une note identique, doivent procéder à des remaniements de texte, qui en

retardent jusqu'au 9 septembre la mise au point définitive. A cette date, et comme pour fournir une première démonstration des inconvénients de la méthode employée, le tour pris par les événements vient enlever à leur démarche son caractère d'opportunité. La nouvelle des victoires russes en Galicie, l'effet qu'elles produisent à Constantinople, les protestations mêmes de l'opposition parlementaire bulgare contre toute aventure guerrière semblent écarter pour un temps des Balkans le péril de la guerre. Sir Ed. Grey qui, dans toute cette affaire, semble n'avoir suivi que de loin et à contre-cœur son collègue russe, esquisse le premier un geste de retraite, en invitant son ministre à Sofia à surseoir à la remise de la note. Puis, c'est au tour de M. Sazonoff de laisser tomber le projet auquel il semblait attacher tant d'importance. La première tentative de médiation projetée entre les convoitises bulgares et les répugnances grecques et serbes, est donc restée à l'état de simple velléité et n'a permis à ses auteurs que de manifester leur unité d'inaction. Les travaux d'approche auxquels elle a donné lieu ont servi au moins à mesurer quels obstacles en rencontrerait la poursuite dans l'antagonisme des États balkaniques, comme dans les dissidences des Puissances de l'Entente.

Au cours de ces pourparlers sans conclusion, la Bulgarie avait profité des hésitations des Alliés pour s'engager plus avant dans la voie où son souverain se disposait à l'entraîner. Les facilités de transit qu'elle accordait à un convoi de marins et de techniciens allemands dirigés sur les Dardanelles (25-27 août) motivaient une protestation (28 août), à laquelle M. Radoslavoff (1er septembre) répondait par des faux fuyants et de nouvelles assurances de neutralité. Chose plus grave, le gouvernement signait le 6 septembre avec l'Autriche un traité secret de « politique amicale » et d' « appui mutuel » en cas d'agression. Sans doute, le texte en présentait un caractère encore défensif et la pointe en semblait surtout dirigée contre la Roumanie; mais le seul fait de l'avoir conclu constituait un premier engagement envers les Empires centraux, et par suite une première marque d'hostilité envers l'Entente.

LA NÉGOCIATION ROUMAINE

Cette négociation manquée avec la Bulgarie n'était que le prélude de pourparlers destinés à se poursuivre, ou plutôt à se

traîner pendant une année encore. Entre leur interruption en septembre et leur première reprise en novembre se place un intermède roumain, dont l'histoire relève en partie du domaine de la diplomatie secrète, mais dont l'influence devait être capitale pour le développement de la politique balkanique de l'Entente.

On se rappelle comment le gouvernement de Bucarest, présidé par M. Bratiano, s'était, pendant la première quinzaine de la guerre, également soustrait aux instances de son Roi pour le faire marcher avec l'Autriche et à celles de M. Sazonoff pour commencer contre elle une action immédiate. Réservant ses décisions, il adoptait une attitude d'expectative armée lui permettant également d'embrasser la cause de l'Entente ou de continuer à se tenir à l'écart de la lutte. L'ardeur de vieilles revendications nationales sur la Transylvanie et la Bukovine, les entraînements de l'opinion publique et même du sentiment populaire, la traditionnelle sympathie des classes éclairées pour la France et l'Angleterre, semblaient le pousser à prendre le premier parti; il en était détourné par la répugnance du roi Carol à tirer l'épée contre ses alliés de la veille, par une invincible défiance envers la Russie, toujours suspectée depuis 1878 de cacher des pièges derrière ses avances, enfin par l'instinctive appréhension qu'inspirent toujours aux masses les risques d'une grande aventure à courir.

Entre ces deux ordres d'influences et de sentiments l'équilibre paraissait, dans une période de crise, difficile à conserver longtemps. En dehors des raisons générales, les questions personnelles ne furent pas étrangères à sa prolongation. La Russie était alors représentée à Bucarest par un ministre, M. Poklewsky-Kozell, dont le rôle a soulevé chez ses compatriotes les plus vives critiques, résumées dans un violent réquisitoire adressé à l'Empereur par un de ses anciens collaborateurs (1). Son origine polonaise l'a même fait accuser d'avoir trahi, ou au moins méconnu les intérêts dont il avait la garde. A le juger simplement d'après sa correspondance et celle de ses collègues, il apparaît surtout comme livré aux inspirations d'un caractère alarmiste à l'excès. Il semblait appartenir à la race de ces généraux malheureux qui se montrent plus sensibles aux

(1) Publié dans les *Archives secrètes de l'empereur Nicolas II* (traduction française, p. 102-132).

faiblesses qu'attentifs aux ressources de leur position, et plus soucieux de découvrir chez leurs adversaires que de chercher en eux-mêmes ces chances heureuses d'où dépend souvent le sort d'une négociation comme d'une bataille. Dans la circonstance actuelle, il semblait dominé par la crainte de voir la Roumanie faire cause commune avec l'Autriche : calamité assez menaçante pour que le souci de la prévenir dût suffire à absorber l'activité diplomatique de l'Entente. C'était un état d'esprit dont un partenaire aussi habile que M. Bratiano n'était pas homme à ne pas savoir tirer parti.

Le 31 août, il a avec le ministre de Russie un premier entretien. Il le trouve un peu déprimé par la nouvelle du désastre russe de Tannenberg, parvenue à Bucarest dans la journée, et songe aussitôt à s'en prévaloir. Après un développement sur toutes les incertitudes qui caractérisent la situation de son pays, il aboutit, au cours d'un « échange de vues tout à fait amical et sincère », à cette conclusion, ou plutôt à cette insinuation, présentée comme une suggestion personnelle, presque comme une audace de sa part, que, pour les faire cesser, les Puissances de l'Entente devraient s'engager par écrit, si la Roumanie reste neutre jusqu'au bout et qu'elles soient elles-mêmes victorieuses, à lui « garantir l'inviolabilité de ses possessions actuelles, *et des compensations sous la forme de territoires autrichiens où la population roumaine est actuellement prédominante* ».

L'inégalité d'un marché qui réserve à l'abstention la même récompense qu'à l'intervention, semble échapper à M. Poklewsky. Obsédé par son idée fixe, il écrit à Pétrograd pour en célébrer les mérites (1er septembre). Huit jours après (8 septembre), il reviendra encore à la charge, et, pour prévenir une inévitable objection, ajoutera cette remarque, soufflée par M. Bratiano, que la combinaison envisagée n'empêchera nullement, bien au contraire, une entrée en guerre, lorsque le moment favorable en sera venu.

Les jours suivants, la marche des événements militaires semble devoir faire ajourner cette suggestion. Le 12 septembre se termine autour de Lemberg, par une défaite des Autrichiens jugée irrémédiable, une série de combats qui a pour premier résultat la conquête par les Russes d'une partie de la Galicie et par contre-coup de la Bukovine, c'est-à-dire de

l'une au moins des provinces convoitées par les Roumains. Comment resteraient-ils insensibles aux perspectives que paraît leur ouvrir cette libération? Ils semblent à ce moment secoués par une sorte de tressaillement patriotique. Un redoublement d'activité de la part des interventionnistes, dirigés par MM. Take Jonesco et Philippesco, des appels aux armes dans la presse indépendante, de grandioses manifestations patriotiques et militaires dans les murs de la capitale (13-26 septembre) aux cris de « Vive la France! Vive la Roumanie! », l'envoi d'une mission officieuse de reconnaissance en Italie et dans les capitales de l'Entente, tels sont les signes extérieurs d'un mouvement d'opinion assez prononcé pour impressionner le roi Carol lui-même; il dépend maintenant de la Russie de rendre cet élan irrésistible par un geste de générosité.

M. Sazonoff le comprend aussitôt et, le 16 septembre, adresse à M. Poklewsky, pour le gouvernement roumain, la note suivante, remise à son adresse deux jours après :

Ayant occupé une partie de la Bukovine, la Russie a fait le premier pas vers la libération de cette province du joug austro-hongrois, libération qui joint dans un même vœu les peuples russe et roumain. Le gouvernement impérial s'adresse donc de nouveau au gouvernement royal en l'invitant à se joindre à lui pour accélérer l'accomplissement de cette tâche commune et l'engage à occuper de son côté et sans retard la Bukovine méridionale et la Transylvanie. La dislocation des troupes roumaines en Bukovine pourrait être réglée d'un commun accord par les commandants en chef des deux armées, s'inspirant uniquement de considérations d'ordre purement militaire, sans aucun préjudice pour la délimitation ultérieure territoriale, à laquelle les deux gouvernements procéderont en son temps sur la base de la répartition ethnographique de la population.

Pour donner à cette déclaration tout son effet, M. Sazonoff était d'avis d'y intéresser l'opinion par la « publicité la plus large », et d'amener ainsi les Roumains à exercer une pression sur leur gouvernement pour qu'il ne laissât point passer une occasion unique d'occuper « presque sans effort » les régions convoitées par leur patriotisme. Soit timidité, soit esprit de routine, M. Poklewsky tient pour négligeable cette partie de

ses instructions, et préfère continuer à traiter l'affaire dans le secret des chancelleries : c'était la laisser sur un terrain où M. Bratiano conservait sur lui tous ses avantages. Il ne manque pas de les faire valoir au cours de deux entrevues. Sous l'empire de ses vieilles défiances envers la Russie, il exprime d'abord discrètement le vœu que les promesses territoriales de M. Sazonoff soient avalisées par l'Entente tout entière. Il met ensuite le doigt sur l'équivoque contenue dans la proposition russe, en faisant remarquer que si la Bukovine peut être en effet occupée sans effort, la Transylvanie est encore à conquérir sur les Autrichiens. C'est donc une entrée en guerre que l'on propose à la Roumanie. Comment s'y lancerait-elle, — et ces appréhensions devaient être justifiées par les événements ultérieurs, — avant d'avoir toute sécurité du côté de la Bulgarie, qui en ce moment exerce sur elle une vive pression pour la détourner d'intervenir? Et pour conclure, M. Bratiano revient à sa première proposition du 31 août.

Lorsque M. Sazonoff prend connaissance de ces objections, son premier soin est de réfuter la dernière, d'accord avec le Foreign Office et le quai d'Orsay, par la déclaration suivante :

Si le gouvernement roumain, conformément à l'offre que lui ont faite la France, l'Angleterre et la Russie, procède à l'occupation de la Transylvanie et de la partie roumaine de la Bukovine, lesdites trois Puissances emploieront toute leur autorité pour empêcher la Bulgarie d'attaquer la Roumanie, tant que celle-ci fera cause commune avec les trois Puissances dans la guerre actuelle contre l'Autriche-Hongrie.

Il semble cette fois que M. Bratiano reçoive tous les apaisements désirables aux inquiétudes derrière lesquelles il abrite sa résistance. Les partisans de l'intervention s'en autorisent pour espérer un fléchissement ou même une abdication de la part du souverain. Ils se croient parvenus, et avec eux les dirigeants de l'Entente, au terme de leurs efforts. Trompeuse confiance et passagère lueur d'espoir! Lorsque, le 24 septembre, les représentants de la France et de l'Angleterre viennent chez le ministre des Affaires étrangères associer leurs gouvernements à la remise de la dernière note russe, ils trouvent dans son cabinet l'accueil le plus encourageant, mais, à la sortie, apprennent de M. Pok-

lewsky que des instructions télégraphiques, arrivées de Pétrograd quelques minutes avant, vont donner à l'affaire traitée un tour tout nouveau. Par une de ces surprises auxquelles il commence à habituer ses alliés, M. Sazonoff s'écarte brusquement de la voie jusqu'alors suivie en leur compagnie. Ce n'est pas à vrai dire, au moins dans sa pensée, une volte-face qu'il prononce, mais un glissement, assez rapide pour y ressembler, vers une solution qui, sous couleur de compléter ou de corriger la sienne, aboutit en réalité à la contredire.

Quand la thèse de M. Bratiano, — compensations pour prix d'une simple neutralité, — lui a été soumise, son premier mouvement a été de souligner ce qu'il y trouvait d'excessif. Quand elle lui est présentée à nouveau par l'infatigable entremise de M. Poklewsky, cette insistance fait germer dans son cerveau l'idée de l'adapter à sa politique. Par de subtiles distinctions entre les diverses formes de coopération pacifique ou armée, il se flatte de trouver un moyen terme par lequel il entrera dans les vues de son partenaire sans abandonner les siennes. Et comme, sur un point au moins, elles sont difficilement conciliables, c'est aux premières qu'il finira par se rallier. Cette évolution est assez rapide pour que, dès le 26 septembre, sans consulter ses alliés, ni prendre même le temps de la réflexion, il télégraphie à Bucarest être disposé à reconnaître aux Roumains le droit d'annexer à la paix, — et, en attendant, d'occuper quand ils le voudront, — les provinces de la monarchie austro-hongroise habitées par leurs frères de race; il ne leur demande en échange qu'une neutralité *bienveillante*.

A part l'adjonction de cette dernière épithète, c'est la teneur exacte et presque le texte des propositions Bratiano. En les voyant revenir de Pétrograd revêtues d'une signature russe, on comprend aisément que ce dernier ait eu peine à dissimuler sa joie. On discerne plus malaisément à distance les raisons qui ont porté M. Sazonoff à les adopter. S'est-il laissé impressionner par les bruits en circulation d'une offensive diplomatique de l'Autriche pour gagner la Roumanie à sa cause, en lui offrant l'autonomie pour la Transylvanie, pour elle-même une rectification de frontière en Bukovine, et pour plus tard l'annexion de la Bessarabie ? Mais en transmettant ces nouvelles à Pétrograd, M. Poklewsky lui-même les signale comme méritant peu de créance. Tout en constatant les dispositions

favorables des Roumains, M. Sazonoff a-t-il cru prudent de prendre une garantie contre un revirement toujours possible de leur part? C'est la précaution que ne cessait de lui recommander son représentant à Bucarest. Ne s'est-il pas laissé influencer enfin par des raisons militaires et par l'état d'esprit qui prédominait au Quartier général russe? Le concours armé de la Roumanie y avait toujours paru comme comportant autant d'obligations que d'avantages, et devait paraître surtout un embarras au moment où la résistance de l'armée autrichienne paraissait définitivement brisée.

Ce sont là des questions sur lesquelles on ne peut guère, à l'heure actuelle, répondre que par des hypothèses. On se hasarde moins en déplorant la précipitation apportée par le ministre russe à prendre un parti, et le mystère dont il a cru devoir l'entourer. En envoyant le 26 septembre ses ouvertures à Bucarest, il annonce l'intention, pour gagner du temps, de traiter directement l'affaire à Pétrograd avec le ministre de Roumanie dans cette ville, M. Diamandy. Le 27, le Conseil des ministres roumain décide d'accepter ses propositions, mais remet le soin de prendre une décision définitive à un Conseil de la couronne convoqué pour le 30. Cette réunion devient inutile, tellement les choses ont marché vite dans la capitale russe. Les pourparlers n'ont même pas été retardés par une demande présentée à la dernière minute par M. Bratiano, qui désire ajouter à tous les avantages déjà obtenus, une garantie d'intégrité territoriale contre la Bulgarie. Dès le 1er octobre, l'accord se conclut sous la forme d'un échange de lettres entre les deux négociateurs; celle de M. Diamandy est à reproduire comme le résumé le plus complet de ses conditions.

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de sa déclaration en date du 1er octobre, à savoir que :

La Russie s'engage à s'opposer à toute atteinte au *statu quo* territorial de la Roumanie dans l'étendue de ses frontières actuelles.

Elle s'engage également à reconnaître à la Roumanie le droit d'annexer les régions de la monarchie austro-hongroise habitées par des Roumains.

En échange de cette déclaration, je suis autorisé par M. Bratiano, président du Conseil de la Roumanie, à déclarer à Votre Excellence, que la Roumanie, de son côté, s'engage à observer, jusqu'au jour où

elle occupera les régions de la monarchie austro-hongroise habitées par les Roumains, une neutralité bienveillante à l'égard de la Russie.

Il est entendu que les déclarations échangées seront tenues secrètes jusqu'au moment de l'annexion par la Roumanie des territoires dont il est question.

Dans les conditions où il avait été établi, ce texte pouvait prêter à diverses interprétations. Il était facile de prévoir celle qu'il recevrait dans un milieu naturellement porté vers les solutions du moindre effort. Il suffirait aux Roumains d'assister en spectateurs passifs à la conquête probable de l'Autriche orientale par les Russes : quand elle serait terminée, ils n'auraient qu'à se présenter pour recevoir de leurs mains les territoires qui leur revenaient par droit de nationalité. Pourquoi dès lors courir les risques d'une guerre, quand une simple promenade militaire leur procurerait les mêmes avantages, et payer bien cher ce que suffirait à leur faire obtenir, à une date choisie par eux-mêmes, la simple présentation de la lettre de change accordée à leurs instances? Pour le moment, la sagesse ne leur commandait-elle pas de laisser se développer, sans y prendre part, des événements militaires dont ils seraient également assurés d'éviter les périls et de recueillir les bénéfices?

Dès que l'issue des pourparlers avec Pétrograd est ébruitée par des indiscrétions peut-être intéressées, ce raisonnement simpliste s'impose aux esprits avec une telle autorité, qu'il suffit à briser leur élan vers une politique active ; le ministre de France, M. Blondel, n'avait pas manqué d'ailleurs d'en avertir son collègue russe. Dès le 26 septembre, M. Filipesco estime inutile de mettre aux voix, dans une réunion du parti conservateur, le texte d'une motion à présenter au gouvernement en faveur de l'intervention. Le 2 octobre, aussitôt après la signature de l'accord, M. Bratiano ne peut s'empêcher de lui donner une publicité favorable à sa réputation d'heureux négociateur. Il réunit les leaders des principaux partis et les amène à convenir que les concessions obtenues par son habileté rendent inutile désormais un changement dans l'attitude observée jusqu'alors par le gouvernement. Cette décision fait aussitôt l'objet d'un communiqué officiel d'où il semble ressortir que la Roumanie se conforme aux intentions des Puissances de l'Entente en ajournant le moment d'entrer en lice à leurs côtés.

Cette impression du premier moment répondait trop bien aux désirs du gouvernement et des masses pour ne pas conserver un empire durable sur les esprits; elle fournit la clef de tous les atermoiements qui, pendant deux ans, caractérisent l'attitude de la Roumanie et l'explication de ses exigences, toutes les fois qu'elle se vit sollicitée de passer de la neutralité à l'intervention. En ce sens, la conclusion de l'accord du 1er octobre avait une portée qui ne saurait être exagérée, et qui n'a peut-être pas été assez soulignée jusqu'ici.

L'INTERVENTION DE LA TURQUIE ET LA SECONDE NÉGOCIATION BULGARE

Ouvert par la conclusion de l'accord russo-romain, le mois d'octobre devait se fermer par un autre événement défavorable pour l'Entente : l'entrée en guerre de la Turquie aux côtés des Puissances centrales. Aboutissement logique d'une politique qui avait eu pour mobiles une incurable défiance envers les intentions de la Russie et une foi superstitieuse en la supériorité des armes germaniques, pour principaux protagonistes les ministres de l'Intérieur et de la Guerre, Talaat Bey et Enver Bey, pour consécration un traité d'alliance offensive et défensive conclu avec l'Allemagne dès le 2 août. La rupture avec l'Entente aurait dû s'ensuivre immédiatement, mais fut retardée des deux côtés par d'impérieuses raisons d'opportunité. D'une part, les Turcs désiraient ne participer à la lutte que lorsqu'elle aurait tourné en faveur des Allemands, de manière à n'en partager que les avantages; et à cet effet Talaat Bey avait obtenu de Berlin de ne point l'engager avant un délai de deux mois, nécessaire d'après lui à l'achèvement de ses préparatifs militaires. D'autre part, les Puissances de l'Entente, gardant peu d'illusions sur le maintien de la neutralité turque, bornaient leur ambition à la retarder, pour courir la chance d'un retournement de la situation militaire qui ferait tomber les desseins belliqueux du gouvernement turc. La concordance de ces deux motifs de temporisation fixe le point de départ et explique le prolongement d'une petite guerre diplomatique poursuivie à Constantinople en septembre et octobre, mais livrée seulement par acquit de conscience, et pour amuser le tapis en attendant la grande partie finale.

Elle commence, au début de septembre, par une offensive brusquée des Turcs. Le 9 septembre, ils abolissent d'un trait de plume et à l'improviste les Capitulations, c'est-à-dire l'ensemble des privilèges politiques, fiscaux, judiciaires et religieux que la Porte a accordés par traités aux ressortissants étrangers, et qui représentent pour ceux-ci une garantie nécessaire, pour elle-même une limitation de sa souveraineté. Cette suppression par décret de stipulations internationales représente une atteinte si flagrante au droit public qu'elle ne soulève nulle part une réprobation plus vive qu'à l'ambassade d'Allemagne. Le premier mouvement des représentants de l'Entente est d'en relever l'illégalité, ou pour mieux dire l'énormité, et de confier à l'ambassadeur de France, M. Bompard (10 septembre), le soin de rédiger pour eux une note de protestation. Leurs droits étant ainsi réservés, ils cherchent en même temps, pour obéir à la tactique dilatoire que leur paraissent exiger les circonstances, à éviter une rupture par quelques concessions. M. Sazonoff, toujours porté vers les partis extrêmes, serait d'avis d'abandonner le maintien de tout le régime capitulaire en échange d'une nouvelle et solennelle déclaration de neutralité. M. Bompard n'a pas de peine à démontrer que ce serait donner, pour un avantage illusoire, une fâcheuse marque de faiblesse. Il préfère mettre sur pied (15 septembre) un arrangement qui conserve des Capitulations les immunités relatives aux biens et aux personnes, les plus précieuses pour les ressortissants étrangers, mais en fait disparaître les dispositions économiques et fiscales, les plus gênantes pour le gouvernement local. Cet effort de conciliation détermine dans les sphères officielles des réactions successives et diverses : tout d'abord un redoublement d'intransigeance, puis un acquiescement au principe (25 septembre), mais presque aussitôt après un retour à la manière forte, attesté par la fermeture des bureaux de poste étrangers (1er octobre), la transformation du Conseil de santé international en un organisme turc (10 octobre), et enfin l'abrogation en bloc des immunités religieuses accordées aux chrétiens, même aux catholiques que couvrait le protectorat français.

Ces mesures ne permettaient plus de conserver grande illusion sur l'orientation définitive du gouvernement turc. Les instances de Berlin pour l'entraîner à la guerre devenaient plus pressantes à mesure qu'approchait le terme de deux mois

concédé à son inertie. Il leur donna une première satisfaction en ordonnant ou plutôt en approuvant la fermeture des détroits par le commandant allemand des Dardanelles (26 septembre). C'était là une manifestation d'hostilité ouverte, déjà aussi préjudiciable aux Alliés qu'une déclaration de guerre, puisqu'elle rendait inutilisable la principale des grandes routes maritimes par lesquelles ils pouvaient ravitailler la Russie.

Leur absence de riposte à cette provocation permit à Talaat Bey de prolonger près d'un mois la fiction de la neutralité, malgré l'impatience de son collègue, Enver Bey, et des membres de la mission militaire allemande. Il ne put toujours persister dans cette attitude après que l'arrivée à Constantinople d'un convoi de cinquante millions d'or (21 octobre), première tranche d'un emprunt contracté à Berlin, eut fourni à l'Allemagne un nouveau moyen de pression sur le gouvernement turc. On sait comment, pour parvenir à ses fins, elle dut brusquer les choses, en envoyant le *Gœben* et le *Breslau*, assistés d'un bâtiment ottoman, bombarder sans motif quatre ports russes de la Mer Noire (29 octobre). Il ne restait à l'Entente qu'à répondre à cet acte de piraterie par le rappel de ses ambassadeurs. Au dernier moment, certains membres du gouvernement, qui n'en avaient pas été avertis et le désapprouvaient, tentèrent de prévenir une rupture par une suprême offre d'accommodement (30-31 octobre). Comme ils n'avaient pu s'engager à renvoyer la mission militaire allemande, cause première de tout le mal, les ambassadeurs refusèrent de se prêter plus longuement à cette manœuvre et quittèrent Constantinople (1er novembre). A la suite de ce geste, la Turquie se trouvait en état de guerre avec l'Entente, qui comptait ainsi un adversaire de plus.

Cet événement, gros de conséquences pour l'avenir, devait avoir pour premier résultat de réveiller toutes les inquiétudes auxquelles donnait lieu le rôle de la Bulgarie. Dans le premier moment, on parut craindre à Nisch et à Pétrograd qu'elle ne profitât du conflit russo-turc pour assaillir la Serbie avec plus de facilité ; mais sur ce point, M. Radoslavoff donna aussitôt, sans retard ni difficulté, les apaisements qui lui étaient demandés (1er novembre). Cette appréhension une fois dissipée, il restait à reprendre dans son ensemble, et en tenant compte de ses nouvelles données, l'étude d'ensemble de la question balkanique. Elle inspirait à M. Delcassé des réflexions qui

avaient le sens et la portée d'une véritable profession de foi. « L'entrée en guerre de la Turquie, écrivait-il à Pétrograd dès le 30 octobre, m'enfonce plus profondément dans la conviction plusieurs fois exprimée qu'il faut arracher à la Serbie et à la Grèce la promesse formelle, dont la Triple Entente garantirait à Sofia l'exécution, qu'en cas de victoire, la Serbie et la Grèce, ayant réalisé les acquisitions auxquelles elles prétendent, feront à la Bulgarie de sérieuses concessions en Macédoine. Armée de cette promesse, la Triple Entente déclarerait à la Bulgarie que, pour prix de son concours, elle recevrait tout ce que la Turquie lui a repris après la seconde guerre balkanique. »

M. Delcassé n'a pas plutôt formulé ce programme d'action, qu'il aperçoit la difficulté de le réaliser. Tout d'abord, sir Ed. Grey et M. Sazonoff diffèrent d'avis au sujet des rôles à réserver à la Bulgarie, l'un ne poursuivant que sa neutralité, l'autre persistant à vouloir acheter son concours actif, non seulement contre la Turquie, mais même contre l'Autriche. — C'est ensuite un antagonisme beaucoup plus grave, et presque insurmontable, entre les revendications nationales bulgares et serbes. Les premières, autrefois un peu incertaines entre quatre directions, se concentrent maintenant sur la Macédoine, s'étendent à la totalité des territoires visés par le traité de partage de 1912, et se compliquent du désir d'en obtenir, non seulement la promesse conditionnelle, mais encore l'occupation, au moins partielle, à titre de gage. Et par là, elles s'opposent plus violemment que jamais à l'intransigeance qu'a développée, dans les milieux serbes, l'indignation produite par les attentats répétés des *comitadjis* contre la ligne de Salonique, seule voie de ravitaillement du pays. Dans l'armée et dans l'opposition parlementaire commence à prévaloir cette conviction que la Serbie ne doit pas céder un pouce du territoire macédonien, et que, si elle le voit attaqué, elle fera mieux de se retourner contre l'envahisseur que de s'obstiner dans une lutte inégale contre l'Autriche. En recevant ces premiers renseignements des capitales balkaniques, M. Delcassé ne peut s'empêcher de constater avec quelque mélancolie, mais d'accord avec M. Sazonoff, qu'une intervention de l'Entente à Sofia et à Nisch « n'aurait présentement aucune chance de succès » (9 novembre).

Cette intervention va pourtant être tentée, et par suite de la malechance qui semble poursuivre la politique balkanique

de l'Entente, commencer par la fausse manœuvre d'un agent d'exécution. Le ministre d'Angleterre à Sofia, M. Bax-Ironside, y jouera un peu le même rôle que M. Poklewsky à Bucarest : avec les meilleures intentions du monde, il sera amené à compromettre les intérêts dont il a la garde, faute de connaissance du milieu et du sentiment de la solidarité nécessaire avec les autres représentants alliés. Désireux de se distinguer et d'obtenir un succès pour son pays, il s'imagine trop facilement que les Bulgares se laisseront entraîner à prendre les armes contre la Turquie, si on leur promet la ligne Enos-Midia et la rive gauche du Vardar. Il se fait fort de les y amener et, sans consulter ses collègues russe et français, adresse à ce sujet ses offres de services à sir E. Grey, qui à son tour les transmet à Pétrograd : ce qui est plus surprenant, c'est que M. Sazonoff les agrée également, malgré la traditionnelle défiance de la chancellerie russe envers toute initiative anglaise dans les Balkans, et sans doute dans la persuasion qu'il ne s'agit en l'espèce que d'une simple tentative de sondage.

C'est pourtant une demande officielle que M. Bax-Ironside présente le 13 novembre à M. Radoslavoff. Le résultat lui en a été prédit par son collègue de France, M. de Panafieu, tardivement mis au courant de sa démarche. Comment supposer, en effet, que les Bulgares se laisseraient entraîner à l'action par l'appât d'Andrinople, qui ne peut revenir qu'à eux, et par une moitié de la Macédoine, alors qu'ils la convoitent tout entière? M. Radoslavoff décline donc l'offre reçue en invoquant l'impossibilité de commencer contre les Turcs une campagne que la fatigue de la précédente et l'approche de l'hiver rendraient aussi pénible qu'impopulaire dans les masses, et même dans l'armée. Comme pour adoucir ce refus, il ne fait d'ailleurs nulle difficulté de promettre, avec plus de netteté que de sincérité, que les Bulgares continueront à garder « une stricte et loyale neutralité », et surtout qu'en aucun cas ils ne prendront les armes contre les Puissances de l'Entente. Il ajoute même, pour répondre à une question de son interlocuteur, que si la Roumanie songeait à marcher contre l'Autriche comme il en était alors question, elle ne devrait avoir nulle crainte d'être assaillie ou même inquiétée par ses voisins du Sud.

Ces assurances, surtout les dernières, représentaient, dans l'état actuel des choses, tout ce que les Alliés pouvaient raison-

nablement obtenir de la Bulgarie. S'ils ne s'en contentèrent pas, ce fut pour donner la sanction d'une manifestation collective aux ouvertures de M. Bax-Ironside, et aussi parce que sir Ed. Grey parut se rallier tardivement à la cause de l'intervention bulgare largement payée. Il accepte donc l'idée, mise en avant par MM. Sazonoff et Delcassé (14 novembre), d'une déclaration commune à présenter le plus tôt possible à Sofia. Mais l'élaboration va en prendre plus de huit jours, et exiger des tractations bien propres à faire toucher du doigt, par un exemple précis, les inconvénients de cette méthode des « notes identiques » par laquelle l'action des Alliés perdait en rapidité tout ce qu'elle paraissait gagner en unité. Il faut d'abord des explications et des échanges de vues pour insérer dans le texte à rédiger, ainsi que M. Sazonoff en exprime le désir, une mention expresse de la Roumanie.

Sur l'objet même de la demande présentée, une plus sérieuse dissidence se manifeste entre Alliés. Sera-ce la neutralité ou sera-ce l'intervention? Par un curieux renversement des rôles, au moment même où sir E. Grey semble abandonner la première solution pour la seconde, il se produit dans l'esprit de M. Sazonoff une évolution en sens inverse, soit qu'il juge désormais chimérique d'espérer des Bulgares un concours armé, soit qu'il se montre peu soucieux, comme certaines de ses déclarations permettent de lui en attribuer l'arrière-pensée, de les voir devancer de trop loin les Russes sur le chemin de Constantinople. Pour se tirer d'affaire, on décide de leur présenter à la fois les deux solutions. Comme conséquence, le chapitre des compensations soulève de plus graves désaccords. Tandis que sir E. Grey, suivant la logique de sa conversion, serait d'avis d'offrir à la Bulgarie la totalité de la zone non contestée de la Macédoine, M. Sazonoff se sent pris de scrupules tardifs envers la Serbie, à laquelle il serait cruel de signifier ainsi son amputation à la veille d'une lutte décisive contre l'adversaire commun. Il propose donc de s'en tenir sur ce point à des promesses d'accroissements non spécifiés. A plus forte raison, ne veut-il pas l'entendre parler d'une prise de gage immédiate en Macédoine, malgré les avertissements des ministres alliés à Sofia.

Après tout ce travail de retranchements, d'amendements, d'atténuations et de mises au point, la note à remettre au gouvernement bulgare se présente comme suit :

Les gouvernements des trois Puissances alliées ont pris connaissance avec satisfaction des déclarations faites par le président du Conseil bulgare au ministre de S. M. britannique à Sofia. Si, conformément à ces déclarations, la Bulgarie s'engage à observer envers la Roumanie, la Grèce et la Serbie une stricte neutralité, les trois Puissances alliées lui garantissent que, lors du règlement final qui suivra la guerre, elles lui tiendront compte de son attitude en lui procurant d'importants avantages territoriaux. Les avantages seront accrus si la Bulgarie se décide à attaquer la Turquie et l'Autriche-Hongrie.

Un simple coup d'œil jeté sur ce document fait ressortir combien il était loin de répondre aux exigences de la situation. Au lieu d'une mise en demeure appuyée sur des précisions, il ne contient que des offres formulées en des termes de la plus désolante généralité. Quand M. Savinsky en prend connaissance, il adjure par deux télégrammes pressants (21-22 novembre) son ministre de le compléter par une phrase laissant entendre que les Alliés n'ont pas dit leur dernier mot et s'expliqueront ultérieurement avec plus de détails. Il reçoit comme réponse (23 novembre), et sous une forme assez sèche, l'ordre d'exécuter ses instructions sans y rien changer. Il ne lui reste donc plus qu'à exécuter.

Le 24 novembre, les trois ministres alliés à Sofia défilèrent à tour de rôle dans le cabinet de M. Radoslavoff selon le rite obligé en pareil cas, pour lui donner lecture des déclarations identiques dont ils étaient porteurs. Il remercia selon son habitude, et leur parut secrètement heureux d'une démarche qu'il avait redoutée plus impérative, et qui lui permettait de continuer une politique d'équivoques. Avec M. Savinsky, qui passa le dernier, il se donna même le luxe de s'écrier en l'abordant : « Quel dommage que la Bulgarie ne soit pas prête! Sans cela elle aurait pu marcher aux côtés de la Russie, soit contre l'Autriche, soit contre la Turquie! » Quant à la réponse officielle, ajournée par lui jusqu'à son entrevue avec le Roi, elle ne pouvait avoir le caractère que d'un simple accusé de réception. Elle devait être donnée le 9 décembre seulement, à la suite de nouveaux événements propres à faire rebondir encore une fois, au moment où elle aboutissait à un point mort, l'éternelle négociation dont la Bulgarie restait l'objet.

L'INVASION DE LA SERBIE ET LA TROISIÈME NÉGOCIATION BULGARE

L'entrée en guerre de la Turquie devait forcément inspirer aux Puissances centrales le désir d'établir une liaison durable avec leur nouvelle alliée. Ce fut l'objet d'une offensive de grand style, montée par les Autrichiens contre la Serbie dans la seconde quinzaine de novembre, avec une supériorité de moyens qui semblait la rendre irrésistible. On se rappelle comment elle fut arrêtée et brisée au cours d'une bataille acharnée de quatorze jours, ouverte par l'évacuation (2 décembre) et terminée par la reprise (16 décembre) de Belgrade. Au point de vue militaire, l'héroïsme surhumain des Serbes suffit à ramener aux proportions d'une alerte la menace d'une catastrophe. Au point de vue diplomatique, la nécessité de les secourir donna lieu à une série de pourparlers dont le principal intérêt est de présenter comme le type de ces négociations qui semblent particulières à l'échiquier diplomatique des Balkans, et qu'on pourrait appeler « giratoires » parce que le nœud s'en déplaçait successivement dans les diverses capitales, pour revenir ensuite à son point de départ.

Lorsqu'à la fin de novembre, la Serbie, accablée par le nombre de ses envahisseurs, paraît dans une situation désespérée, la préoccupation dominante de ses grands alliés devait être de chercher à l'en tirer, en lui assurant l'assistance armée de l'un de ses voisins. Après un appel inutile auprès de M. Bratiano, c'est à la Grèce qu'ils songent d'abord à la réclamer, avec d'autant plus de confiance que, sans aller jusqu'à admettre leur interprétation du traité de 1913, M. Venizelos a déjà eu l'occasion de leur renouveler l'expression d'une bonne volonté que tempèrent seules la résolution de n'abandonner aucun territoire aux Bulgares et la crainte de se prêter à la réalisation de leurs desseins d'hégémonie sur les Balkans. Animé de ces sentiments, comment ferait-il mauvais accueil à une demande de secours en faveur des Serbes? Lorsqu'elle lui est présentée par leur ministre, et après lui par ceux de l'Entente qui voudraient lui faire envoyer 90 000 Grecs sur le front du Danube ou simplement en Macédoine, il leur répond (1-3-5 décembre) que, personnellement favorable à cette mesure, il ne peut espérer y convertir le Roi que s'il peut lui donner l'assurance que les

Bulgares n'en prendront pas prétexte pour tomber sur la Grèce ; et, pour les en empêcher, le seul moyen efficace, c'est, selon lui, de pouvoir les menacer d'une intervention roumaine au cas où ils s'y hasarderaient.

C'est donc à Bucarest qu'il faut s'adresser pour être en mesure de donner cette assurance. Les Alliés s'y décident aussitôt, conformément à un plan d'ensemble enfanté par la féconde imagination de M. Sazonoff (2 décembre). Le 6, leurs représentants à Bucarest demandent solennellement à M. Bratiano si la Roumanie serait disposée à garantir les Grecs contre une attaque bulgare pendant qu'ils se porteraient au secours de la Serbie. Tout en protestant de ses sympathies pour l'Entente, M. Bratiano déclare que prendre l'engagement demandé, ce serait adopter à l'égard de la Bulgarie une attitude d'hostilité qui conduirait à une rupture, et que l'état d'impréparation de l'armée roumaine ne lui permettrait pas de soutenir : l'exemple de la Serbie lui est à cet égard un terrible avertissement. Mais, tout en se dérobant, il indique que la solution de la question n'est pas à Bucarest, mais à Nisch et à Sofia, dans cet accord serbo-bulgare dont la conclusion est désirée de tous, et pour le succès duquel il se montre prodigue de vœux platoniques.

C'est dans cette nouvelle direction que l'Entente est amenée par sa réponse à porter son principal effort. A Sofia, les trois ministres alliés remettent le 7 décembre à M. Radoslavoff, comme suite à leur précédente communication du 24 novembre, une note aux termes de laquelle leurs gouvernements assurent la Bulgarie que, si elle observe une stricte et loyale neutralité, elle obtiendra après la guerre d' « équitables améliorations territoriales en Macédoine, et une extension de son territoire en Thrace jusqu'à la ligne Enos-Midia ».

Bien que M. Radoslavoff ne doive pas trouver bien tentante l'offre de la ligne Enos-Midia, et que l'expression d' « équitables améliorations » appliquée à la Macédoine lui paraisse sans doute singulièrement élastique, il accueille cette communication avec le même sourire stéréotypé et les mêmes expressions de gratitude que les précédentes. Peut-être, d'ailleurs, la satisfaction qu'il affecte provient de cette constatation, facile à faire après lui, qu'il se voit offrir pour rester inactif les mêmes avantages par lesquels M. Bax-Ironside avait, un mois aupara-

vant, prétendu acheter son entrée en guerre. La simple comparaison de ces demandes n'est-elle pas pour lui un encouragement implicite à persévérer dans une attitude dont la passivité suffit à provoquer des surenchères de la part de l'Entente?

Il ne reste plus à celle-ci, pour compléter le tour des États balkaniques, qu'à terminer à Belgrade la négociation successivement portée à Athènes, à Bucarest et à Sofia. Il ne suffit pas, en effet, de trouver des territoires pour la Bulgarie, il faut en amener les détenteurs actuels à s'en défaire à son profit. C'est l'objet d'une note (7 décembre), préparée par M. Sazonoff pour la Serbie ; elle sera sollicitée de s'en remettre aux Alliés pour qu'ils déterminent et promettent en son nom les concessions que le souci bien entendu de ses intérêts lui commande de sacrifier à la cause commune.

La démarche à accorder à ce sujet à Belgrade apparaît cette fois comme particulièrement délicate ; les événements se chargent d'en épargner l'embarras à l'Entente. Les 7 et 8 décembre, des combats acharnés soutenus par les Serbes signalent leur victoire sur l'offensive autrichienne, et la possibilité pour eux de se passer de l'assistance étrangère pour se tirer d'affaire. Dès le 10, M. Sazonoff en profite pour retirer une proposition qui perdait en effet sa nécessité, mais non pas son opportunité. L'occasion eût été favorable de vider pour l'avenir une question fatalement appelée à se représenter plus tard, et dont l'urgence d'un grand péril avait permis de déblayer les abords. Le principe du moindre effort et l'habitude de vivre au jour le jour prévalurent une fois encore sur ces considérations dans les conseils des Alliés.

C'est par cet ajournement que se terminait, en décembre, la longue série des négociations, plutôt amorcées que poursuivies, et toujours essayées sans être poussées à fond, qui signalent le développement de la politique balkanique de l'Entente pendant les premiers mois de guerre. Le bilan en était facile à dresser et se résumait dans trois fâcheuses constatations. La Grèce avait vu opposer à une offre spontanée d'alliance un ajournement qui ne l'incitait pas à en présenter de nouvelles; la Roumanie avait été détournée de l'intervention par la promesse d'avantages assurés à sa simple neutralité ; la Bulgarie, enfin, avait été encouragée dans l'attitude de réserve énigmatique qu'elle avait adoptée, par des sollicitations assez

pressantes pour éveiller ses convoitises, et pas assez précises pour les satisfaire.

L'Entente n'avait donc pas réussi à obtenir dans les Balkans aucun des concours armés auxquels elle aurait pu prétendre. Parmi les fautes à inscrire à son passif, l'erreur grecque remontait surtout à l'Angleterre, l'erreur roumaine était exclusivement le fait de la Russie, et l'erreur bulgare semblait commune à tous les Alliés. Les unes et les autres semblaient prendre leur source dans un double sentiment : et d'abord au début, l'appréhension un peu superstitieuse de déranger, par une initiative inconsidérée, l'espèce d'équilibre instable qui s'était établi entre les rivalités des divers États balkaniques, et la crainte d'amener, si l'on y portait atteinte, des complications qui ne tourneraient peut-être pas au bénéfice des Puissances de l'Entente. De là chez celles-ci, dans la conduite de leurs affaires, une sorte d'irrésolution habituelle qui prit parfois les allures de la timidité et ne contribua point à rehausser leur prestige. Il s'y ajouta ensuite l'illusion de pouvoir enrôler dans le même camp des États dont les intérêts étaient contradictoires, et l'oubli de ce principe, essentiel en diplomatie comme en stratégie, que le secret du succès est renfermé dans l'art de choisir, qu'à poursuivre plusieurs objectifs à la fois, on risque de n'en atteindre aucun. Pour avoir méconnu cette vérité, pour s'être ensuite laissé entraîner à jouer sur la carte bulgare toutes leurs chances d'alliances en Orient, les Alliés s'étaient engagés dans une voie au bout de laquelle ils n'avaient trouvé aucune solution pendant la première année de la guerre et qui, dans la seconde, devait les conduire à une impasse.

ALBERT PINGAUD.

DUPETIT-THOUARS

ET L'EXPÉDITION D'ALGER

DOCUMENTS INÉDITS

LA MISSION DU CAPITAINE DE VAISSEAU COLLET A ALGER

L'Algérie est aujourd'hui le plus précieux joyau de notre empire colonial, et pourtant à quelles résistances ne s'est-on pas heurté, combien d'obstacles n'a-t-il pas fallu surmonter, avant que fût finalement décidée l'expédition qui, en quelques semaines, aboutissait à ce que tant d'années de démarches lentes, pénibles et blessantes pour notre dignité nationale, n'avaient pu nous faire obtenir !

Méconnaissance du véritable caractère des Barbaresques d'une part; incompétence, incurie de l'autre; hésitation, tergiversations, atermoiements, ignorance presque totale de la nature du pays; brochant enfin sur le tout, en France, les attaques incessantes d'une presse hostile au gouvernement et les luttes intestines qui se livraient autour du pouvoir, dans une monarchie qu'on sentait déjà vacillante.

Rien n'a manqué pour que, trois ans durant, le gouvernement tolérât une situation où l'honneur de la France était engagé et qui menaçait de s'éterniser, en dépit de rares avis qu'on n'osait écouter, en leur reprochant leur aventureuse hardiesse.

On sait les événements qui ont amené le blocus de la Régence

d'Alger. L'insulte gratuite faite en 1827 par Hussein-Dey à la France, dans la personne de notre consul général Deval, est un fait qui relève de l'histoire; il est trop connu pour qu'il soit nécessaire d'y revenir. La France était en droit d'exiger des réparations. Le prestige de son pavillon dans les eaux méditerranéennes en dépendait et elle se devait à elle-même de ne point faillir à sa tâche. Au surplus, ce dernier et suprême outrage infligé à son représentant ne faisait que couronner toute une série d'insultes dont la France avait été l'objet et qu'on ne pouvait considérer comme irréfléchies.

Suivant une marche ascendante, elles avaient pour origine l'arrogante suffisance des Barbaresques, née elle-même de la confiance illimitée qu'ils avaient dans la supériorité de leurs forces.

Le consul Deval avait adressé au baron de Damas, ministre des Affaires étrangères, le récit détaillé de l'outrage qui venait de lui être infligé à l'audience du dey. Il terminait en priant le ministre, au cas où il ne déciderait pas de donner à cette affaire la suite sévère et tout l'éclat qu'elle méritait, de vouloir bien lui accorder la permission de se retirer par congé.

Le comte de Villèle, alors président du Conseil, se souciait fort peu d'aggraver encore les embarras que lui suscitaient les affaires intérieures. Il envisageait, en outre, des difficultés possibles du fait de la Grande-Bretagne et de la Russie. Aussi résolut-il d'épuiser toutes les voies de conciliation, avant de se résoudre à recourir aux grands moyens. Après délibération du Conseil et avec l'approbation du Roi qui se rendait compte de la gravité de la situation, il fut décidé qu'une démonstration sur mer était le seul moyen propre à amener le Dey à composition.

A cet effet, une division navale se porterait dans les eaux algériennes et viendrait appuyer la demande d'excuses formulée par la France. Suivant les usages protocolaires et le consul Deval ne pouvant, après l'affront qu'il avait essuyé, se présenter à nouveau devant le Dey, cette demande serait remise à ce dernier par l'entremise du consul de Sardaigne, M. d'Attili. La division navale comportait un vaisseau, la *Provence*, et deux frégates, l'*Aurore* et la *Cybèle*. Son commandement était confié au capitaine de vaisseau Collet, un des meilleurs officiers de notre marine de guerre. Il prenait la mer à Toulon, dans les premiers jours de juin 1827.

Les instructions données au consul de France étaient nettement établies. Celles du commandant étaient moins bien définies. Elles prévoyaient trois manières distinctes de formuler la réparation exigée du Dey d'Alger, trois projets différents dont le choix était entièrement laissé à la discrétion du commandant.

Le premier consistait à contraindre Hussein-Dey à venir lui-même présenter ses excuses au consul de France, à bord de la *Provence*, tandis qu'au cours de cette cérémonie expiatoire, toutes les batteries de la Régence salueraient de cent coups de canon le pavillon français hissé sur tous les forts. Le second projet ne se montrait point aussi formel sur la présence du Dey en personne. Mais il était bien stipulé néanmoins que les personnages les plus élevés de la Régence viendraient alors, en son lieu et place et en son nom, présenter ses excuses au consul. La condition toutefois du pavillon français arboré sur les forts d'Alger était maintenue, ainsi que celle relative aux salves des batteries.

On se montrait enfin d'une intransigeance tout aussi rigoureuse à l'endroit de ces deux conditions, dans le dernier projet de réparation, certes le moins humiliant de tous, et où l'on considérait l'outrage comme effacé, l'honneur comme satisfait, si les excuses du Dey étaient officiellement présentées par un interprète.

En dehors de la question du cérémonial à adopter, question que le commandant Collet aurait à trancher de son propre chef et comme il le jugerait bon, toute liberté lui était également laissée de fixer le lieu où se déroulerait l'acte réparateur : la Casbah d'Alger, le consulat de France ou la *Provence*.

Collet n'avait pris connaissance de ces instructions qu'en cours de route, suivant les ordres reçus de Paris. Cette latitude qu'on lui laissait en lui donnant carte blanche, ne pouvait manquer de le rendre assez perplexe. D'autant qu'on lui enjoignait d'user de rigueur, si pleine et entière satisfaction n'était pas accordée par le Dey, dans les vingt-quatre heures qui suivraient l'ultimatum de la France. En cas de non-réussite de la démonstration navale, c'était le blocus des ports de la Régence, et d'Alger plus spécialement.

Le baron de Damas avisait enfin le capitaine de vaisseau Collet que le texte des résolutions prises par le gouvernement français avait été dûment notifié au consul Deval, ainsi qu'à

tous les agents du Roi à l'extérieur du royaume, et aux représentants à Paris de toutes les Puissances étrangères.

Le hasard, mais un hasard que le commandant Collet considérait comme providentiel, lui avait fait adjoindre comme second à bord de la *Provence* le capitaine de frégate Abel Aubert Dupetit-Thouars, qui était loin d'être un inconnu pour lui.

Un nom célèbre dans la marine française, et un homme qui faisait honneur à ceux qui l'avaient porté avant lui. A trente-quatre ans, commandant en second d'un vaisseau de haut-bord, n'allait-il point être de grande utilité au commandant de la division navale, avec sa connaissance parfaite des mœurs, des us et coutumes des Barbaresques, qu'il avait pu étudier à fond au cours de dix-sept croisières déjà faites par lui sur leurs côtes? Collet n'ignorait pas non plus que, durant ses divers voyages dans les eaux méditerranéennes, Dupetit-Thouars, poursuivant ses travaux hydrographiques, s'était livré à de savantes recherches aussi bien sur les profondeurs de la mer que sur la nature et la topographie du littoral.

Aussi le commandant estimait-il avec juste raison que le concours de son second pourrait lui être des plus précieux dans un délai peut-être très rapproché. Ses états de service, d'ailleurs, l'avaient nettement mis en relief.

Né le 3 août 1793, Dupetit-Thouars entre au service à peine âgé de onze ans. Il se rend à Boulogne en mai 1804 et embarque sur le cotre de douze canons, la *Flèche*, commandé par son oncle, le lieutenant de vaisseau Georges Dupetit-Thouars. Ce bâtiment, qui fait partie de la flottille sous le commandement du vice-amiral Bruix, est destiné à servir de paquebot au général Soult, major général de l'armée expéditionnaire. Il assiste au combat livré par l'escadre du blocus à la ligne d'embossage commandée ce jour-là par le Premier Consul.

Après l'échec de la tentative de descente en Angleterre, il va compléter ses études au lycée d'Orléans et revient au service quatre ans plus tard. De 1808 à 1812, il navigue successivement avec les escadres de l'Escaut, d'Helvoët-Huys et du Texel; de 1812 à 1814, il est en Méditerranée, croisant sur les côtes de Barbarie, d'Espagne et de France. En 1815, il fait sur la *Diane* la campagne de l'Escaut.

En 1816, à vingt-trois ans, Dupetit-Thouars a son premier

commandement, la goélette de dix canons le *Goéland*, avec laquelle il fait des campagnes à Saint-Domingue, à Cuba et enfin à Terre-Neuve où il procède à la création de nouvelles pêcheries à la suite de reconnaissances dues à son initiative. En 1818, il revient à Terre-Neuve comme commandant de la *Miquelonnaise*. Il surveille la pêche et se livre à des travaux hydrographiques qui appellent sur lui l'attention du Dépôt des cartes et plans. En 1819, à la demande de Beautemps-Beaupré, Dupetit-Thouars prend le commandement de la goélette le *Joubert* et participe au lever des cartes et plans des côtes de France, sous la direction du célèbre ingénieur hydrographe. Il se spécialise dans les sondes et mérite, pour ses travaux de 1819 et de 1820, les éloges les plus flatteurs du grand savant qui l'avait distingué.

En 1821, il retourne à Saint-Domingue pour traiter cette fois des bases de l'émancipation de la colonie qui nous avait jadis appartenu. Vers la fin de cette même année, Dupetit-Thouars quitte les Antilles pour venir surveiller sur les côtes barbaresques, avec la *Torche*, entre Tabarca et Bône, les pêcheries de corail concédées par la Régence à des sujets français. Elles formaient, depuis le XVI^e^ siècle, avec quelques établissements de commerce, les *concessions d'Afrique*, qui payaient d'onéreuses redevances aussi bien au Dey d'Alger qu'au Bey de Constantine et constituaient une cause incessante de conflits, du fait des actes de piraterie auxquels se livraient les Barbaresques.

Pendant la même campagne, Dupetit-Thouars avait visité une fois de plus Alger et ses environs. Le baie de Sidi-Ferruch et la presqu'île du même nom avaient spécialement appelé son attention. Il avait reconnu que cette partie de la côte formait un camp retranché naturel, à condition d'être maître de la mer et, sans donner encore libre cours à son heureuse inspiration, il avait considéré que ce point serait d'une importance capitale si l'on se décidait à faire, un jour, contre Alger, une opération combinée des armées de terre et de mer.

Sa brillante carrière lui avait valu d'être fait capitaine de frégate à trente et un ans.

Heureux d'avoir un officier d'une telle maturité sous ses ordres, Collet lui communique les instructions reçues de Paris, en le consultant sur le choix, laissé à son jugement, de l'un

ou l'autre des trois projets. Le second n'eut pas un instant d'hésitation :

— A mon avis, dit-il, seul le dernier projet a quelque chance de réussite. Non seulement il est impossible de faire accepter les conditions contenues dans les deux premiers, mais il est impossible même de les proposer. Si le Dey consentait à se soumettre à pareille humiliation, il y aurait aussitôt une révolution à Alger. Sans doute le troisième projet ne sera-t-il point accepté, mais il a toutefois pour lui d'être moins inacceptable que les deux autres.

« Ici, il faut toujours commencer par où l'on veut finir. Avec les Barbaresques, comme avec tous les Turcs en général, sous peine de ne rien obtenir, on ne doit jamais s'écarter d'une exigence exprimée. »

Dupetit-Thouars ne se borna pas à donner très nettement ce conseil. Puisque son commandant, chargé d'une mission importante dans un cadre qu'il connaissait mal, lui faisait l'honneur de le consulter, il lui devait toute sa pensée.

A son avis, le blocus envisagé par le gouvernement serait inefficace : fort de l'expérience acquise au cours de ses croisières sur les côtes de la Régence, le jeune capitaine de frégate déclarait qu'à moins d'employer au blocus des forces très importantes et des navires spécialement choisis à cet effet, on n'empêcherait pas les Barbaresques de percer le cordon de surveillance. « Au surplus, ajoutait-il, le commerce des Algériens est parfaitement inutile à la vie de la Régence; nous nous épuiserons en pure perte. »

Déjà, la conviction du commandant Dupetit-Thouars était que seule une opération de troupes de terre appuyées par une escadre, pourrait amener le résultat souhaité.

Le commandant Collet avait trop de bon sens pour ne pas se laisser facilement convaincre; mais ses instructions étaient formelles : le 13 juin 1827, il fit la démarche ordonnée en se fondant sur le troisième point et, n'obtenant aucun résultat, au bout de vingt-quatre heures, il déclara officiellement le blocus des côtes de la Régence.

Les mois qui suivirent furent profondément ingrats pour la petite division du commandant Collet. Toujours sous voiles, nuit et jour en alerte, les bâtiments tentaient vainement d'amener quelque engagement avec les pirates barbaresques. Et

pendant ce temps, à Paris, l'opposition au gouvernement prenait une ampleur inusitée; dans la presse libérale toute occasion était bonne pour attaquer le cabinet; jamais on n'entendait parler de prises sur le commerce d'Alger ni de destruction de navires de guerre de la Régence.

Irrités par ces attaques continuelles, la plupart des ministres, ignorants des choses de la mer, se retournaient vers leur collègue de la marine et celui-ci, irrité à son tour, adressait au commandant Collet des lettres de blâme non déguisé.

Au bout de peu de temps, celui-ci jugea la situation intenable et estima que son devoir était d'éclairer le gouvernement sur l'impossibilité de mener à bien la tâche qu'on lui avait confiée. Pour démontrer au chef de son département qu'un blocus exécuté dans ces conditions était fatalement inopérant, il prit sur lui d'envoyer en mission à Paris celui qui, le premier, lui avait prédit, avec une singulière clairvoyance, ce qui était en train de se réaliser. Le commandant Dupetit-Thouars avait d'ailleurs acquis depuis d'autres titres à ce choix.

Soucieux de ne pas critiquer un ordre impossible à exécuter sans présenter une autre solution de la question, il avait mûri, au cours du fastidieux blocus, son idée d'un débarquement en baie de Sidi-Ferruch et examiné le problème sous tous ses aspects. Le commandant Collet lui avait donné toutes facilités pour explorer à nouveau et de très près la côte à l'ouest du cap Caxime. Ce projet avait pris une telle place dans ses pensées que la correspondance privée de Dupetit-Thouars à cette époque revient sans cesse sur la question.

Dès le lendemain de la déclaration du blocus, le 16 juin 1827, n'avait-il pas adressé à son père, alors sous-préfet de Saint-Malo, une lettre résumant la situation, précisant l'inefficacité des opérations en cours et concluant à la nécessité d'une grande expédition contre Alger avec des troupes?

M. Dupetit-Thouars jugea cette lettre si intéressante qu'il crut devoir la faire mettre sous les yeux de M. de Villèle; le chef du gouvernement l'en remercia dès le 6 juillet; déjà l'idée était lancée dans le sein du gouvernement.

Le commandant Dupetit-Thouars, toujours plein de son sujet, avait d'autre part longuement causé de la question avec notre ex-consul à Alger, M. Deval; il avait obtenu de celui-ci

communication des archives du consulat et fait une étude approfondie des diverses interventions européennes contre les Barbaresques depuis le XVIIe siècle. Les leçons de l'histoire concordaient avec ses déductions techniques ; rien de sérieux et de durable ne pouvait être obtenu sans une expédition combinée des armées de terre et de mer.

M. Deval, facilement gagné à la cause et sachant que le commandant Collet envoyait au ministre de la Marine le second de la *Provence*, estima qu'il serait bon de saisir son propre département en même temps que la Marine, de l'opinion qui prenait corps parmi les acteurs du blocus algérien.

Le 27 juillet 1827, il adressa au ministre des Affaires étrangères un long rapport, résumant les précédentes tentatives contre Alger, concluant à la nécessité d'un débarquement de troupes et proposant au chef de son département l'envoi à Paris d'un de ses collaborateurs, M. Thierry, pour le renseigner sur les questions que pourrait soulever la mission du commandant Dupetit-Thouars.

Diverses circonstances de service retardèrent le départ de celui-ci. Ce fut seulement le 20 septembre 1827 que le second de la *Provence* put joindre le ministre de la Marine et des Colonies, le comte Chabrol de Crouzol, pair de France.

MISSION A PARIS. — LE RAPPORT DE 1827

Une lettre des plus élogieuses du commandant Collet servait d'introduction au commandant Dupetit-Thouars auprès du ministre de la Marine. Le second de la *Provence* eut vite fait de justifier son chef direct des griefs qu'avait pu lui valoir l'inefficacité du blocus. Possédant admirablement son sujet, il n'eut pas de peine à prouver au comte de Chabrol que ce genre d'opération était fatalement inefficace avec les Algériens et, lancé sur son sujet de prédilection, il entreprit de démontrer, avec une rare puissance de persuasion, que seule une expédition combinée sur mer et sur terre parviendrait à avoir raison de ce qu'on était convenu de n'appeler qu'un repaire de pirates.

Dupetit-Thouars avait des arguments à opposer à toutes les objections d'un ministre qui se savait à la veille d'une délibération du cabinet sur les affaires d'Alger. Ce jeune officier avait un plan tout prêt et, alors qu'à Paris l'idée d'une expédition

était à peine envisagée, il apportait des chiffres, des cartes, des précisions de toute sorte sur l'opération à exécuter.

Fortement ébranlé, mais voulant posséder une pièce écrite qui résumerait tous les points dont il avait été question, le comte de Chabrol pria le commandant Dupetit-Thouars de lui remettre le plus tôt possible une note qui pût lui servir de mémento lors du prochain Conseil des ministres.

Dès le lendemain, le 21 septembre 1827, Dupetit-Thouars remettait au chef de son département un rapport qui devint, par la suite, le point de départ de ses études de détail concernant le plan de l'expédition d'Alger adopté en 1830. Ce rapport de 1827, — inédit comme les lettres et documents cités plus loin, — est essentiel pour l'histoire de la conquête de l'Algérie. Nous en donnons ici les passages principaux.

Dupetit-Thouars recherche comment on pourrait amener la Régence à faire à la France des réparations auxquelles celle-ci avait droit? Pouvait-on recourir à l'intervention de la Porte? Un tel procédé serait lent et inefficace; d'autre part, il ne convenait pas à la dignité de la France, qui semblerait renoncer, par ce fait, à un de ses privilèges stipulés dans les capitulations avec la Porte, à savoir de châtier la Régence d'Alger, toutes les fois qu'elle croira devoir le faire.

Un blocus, si rigoureux fût-il, n'amènerait pas les Algériens à des concessions. « Ils n'ont aucun commerce maritime par bâtiments nationaux, écrivait le commandant, fort peu ou point par navires étrangers; leurs grands bâtiments de guerre ne sortiront pas, mais, en tout cas, ils ne sont guère à craindre; rencontrés par nos vaisseaux, ils seraient bientôt pris; il n'en est pas de même des bateaux qu'ils peuvent armer; ces petits bâtiments sont les plus dangereux pour le commerce : inaperçus, n'ayant ni œuvres mortes ni gréement, ils peuvent facilement tromper la vigilance des croiseurs en se glissant le long de la côte pendant la nuit, pour tomber ensuite à l'improviste sur les bâtiments qu'ils reconnaissent n'être point armés; quand ils sont chassés et dans le mauvais temps, ils se réfugient partout, même dans les roches; et, en calme, avec leurs avirons, ils trouvent encore moyen de se soustraire aux chasses qui peuvent leur être données. »

Une attaque de vive force du genre de celle que lord Exmouth exécuta en 1816 n'obtiendrait pas non plus le succès.

« Lors de cette expédition, quoique tous les vaisseaux eussent eu la facilité de se placer sans être inquiétés, après une canonnade de dix heures consécutives faite par 6 vaisseaux et 17 frégates ou corvettes, le seul vaisseau qui a fait éprouver aux Algériens une perte notable fut celui de l'amiral, qui s'était placé à l'embouchure du port, d'où il foudroyait les quais qui étaient couverts de monde ainsi que les batteries de la marine qu'il prenait à revers.

« Plusieurs des bâtiments de l'armée combinée furent très maltraités et, quoiqu'ils eussent fait un feu aussi bien nourri que dirigé, à peine endommagèrent-ils les forts et les batteries.

« On sait que le Dey ne céda alors qu'à une émeute qui eut lieu dans la soirée.

« De nouvelles fortifications formidables ont été construites depuis dans les positions reconnues les plus faibles, et des fours à boulets rouges ont été établis sur plusieurs points.

« Une expédition combinée de terre et de mer paraît être le seul moyen infaillible d'obtenir une réparation aussi éclatante qu'honorable pour le gouvernement. Le résultat en serait immense, il détruirait ce dernier repaire de la piraterie, affranchirait toute la chrétienté de tributs humiliants que les petites puissances n'acquittent, en quelque sorte, qu'à la honte de l'Europe entière; enfin un long et glorieux souvenir historique récompenserait la France de ce bienfait.

« Cette expédition, qui, au premier aperçu, effraie l'imagination, perd beaucoup de ses difficultés à l'examen. »

Le commandant Dupetit-Thouars estime que la Régence peut disposer de 18000 hommes de troupes régulières, dont 4000 Turcs formant l'infanterie, 8000 Arabes enrégimentés composant la cavalerie et 8000 Kouloglou constituant l'artillerie. A ces forces connues se joindraient sans doute un certain nombre d'Arabes des tribus.

« On ne peut se dissimuler qu'à ces troupes pourraient se joindre encore les camps des Beys de Constantine et d'Oran, tous composés d'Arabes, mais il serait facile de les tenir éloignés en opérant une diversion.

« Si nous nous emparions trois semaines à l'avance de Bône, les Algériens supposeraient naturellement que ce coup est le seul que nous aurions l'intention de porter pour nous rétablir dans les concessions de pêche; peut-être même dégarniraient-

ils Alger? Mais, dans tous les cas, et à coup sûr, tous les efforts du Bey de Constantine seraient dirigés de ce côté.

« On pourrait également faire diversion de deux côtés à la fois, sur Bône et Oran; cependant une seule, sur Bône, aurait peut-être plus d'effet.

« En admettant toutes les chances défavorables réunies contre nous, le maximum des forces que l'on pourrait rencontrer serait de 35 000 à 40 000 hommes, et, en calculant sur un débarquement de 25 000 hommes de troupes régulières, dont 1 200 à 1 500 chevaux de cavalerie légère, avec un parc d'artillerie de campagne et tout ce qui est nécessaire pour une opération semblable, on serait assuré du succès le plus complet.

« Ce n'est point ici le lieu d'établir les facilités qu'offre la côte pour un débarquement, ni l'excellence des points d'appui pour la retraite, pour les dépôts de vivres et de munitions, pour les communications, etc...

« L'armée navale n'étant destinée qu'à canonner la place et à bombarder pour occuper les batteries et y retenir les canonniers, il n'est pas nécessaire qu'elle soit nombreuse : elle devra aussi être employée à transporter une partie des troupes de débarquement, qu'elle versera sur les bâtiments de la division de débarquement, avant l'action générale, car, dans l'intérêt de l'expédition, pour assurer la réunion de tous les bâtiments à un point nommé, les maintenir ralliés pendant le mauvais temps (si on en éprouve), et éviter cette espèce de confusion qui résulte inévitablement d'une trop grande affluence de bâtiments de commerce souvent assez mal armés et mauvais marcheurs, il serait très important que le transport de l'armée pût être fait par des bâtiments de guerre armés en flûtes (les frais d'expédition ne seraient pas du moins en pure perte pour la marine).

« Dans la supposition du transport des troupes par bâtiments du Roi, l'escadre pourrait être divisée en trois : une division d'attaque et deux divisions de débarquement; l'une destinée pour l'ouest à la pointe de Sidi-Ferruch, et l'autre pour la baie d'Alger, où elle opérerait son débarquement sur la rive droite de l'Aratets. Ces deux divisions, en protégeant le débarquement par leurs batteries, ne s'occuperaient qu'à l'effectuer avec tout l'ordre et la célérité possibles. Chacune d'elles serait composée de bâtiments destinés spécialement et munis d'avance

de tous les moyens de guerre nécessaires à chacune des colonnes de l'armée qu'elle porterait.

« Je pense qu'il serait utile que la colonne destinée pour l'ouest fût la plus nombreuse, par la raison que le débarquement dans cette partie est plus facile et que la route pour gagner les hauteurs d'Alger est meilleure et beaucoup plus courte. Elle pourrait être, par exemple, de 15000 hommes, tandis que l'autre ne serait que de 10000.

« A un signal convenu les trois divisions de l'escadre pourraient être disposées à l'avance, agir simultanément; les brûlots lancés depuis le commencement de l'action auraient vraisemblablement pour résultat de jeter la consternation dans la place et parmi les Arabes, s'ils n'avaient même une grande efficacité; mais il est en tout cas douteux qu'ils puissent ébranler par la commotion des batteries assises sur le roc vif et construites avec des murs de 20 à 30 pieds d'épaisseur et en pierre de granit.

« Les vaisseaux, frégates, flûtes et autres bâtiments de l'expédition seraient nécessairement approvisionnés d'un plus grand nombre d'embarcations que d'usage; les bateaux à vapeur seraient de la plus grande utilité pour accélérer le battelage. »

Certes ce rapport est loin de posséder toutes les qualités de précision et de netteté du mémoire que le jeune commandant présentera aux conseils du Roi en 1830; mais il constitue le premier document établi sur une question dont l'idée avait à peine germé encore dans quelques esprits et, dès 1827, il pose trois principes fondamentaux. La France ne peut venger les humiliations qui lui ont été infligées que par une expédition combinée de terre et de mer, et cette expédition est beaucoup plus facile qu'on ne le croit; le transport des troupes doit avoir lieu sur des bâtiments de guerre : le principal point de débarquement (plus tard le commandant Dupetit-Thouars dira le seul) doit être à Sidi-Ferruch.

La question d'une diversion sur Bône, qui devait, par la suite, donner lieu à bien des controverses, est déjà amorcée.

Avant de quitter Paris, Dupetit-Thouars eut au ministère diverses conférences au sujet de certains détails d'exécution, et notamment à propos de la question si importante des cartes

d'Algérie qui, toutes, étaient défectueuses et ne pouvaient, dans l'état actuel de nos publications, offrir la moindre utilité pour une opération contre la Régence. Si extraordinaire que cela paraisse, les bâtiments concourant au blocus n'avaient aucun moyen de situer exactement leur position par rapport à la terre.

Dupetit-Thouars crut devoir adresser au ministre une lettre officielle à ce sujet (24 septembre 1827). Il offrait de remettre au Dépôt des cartes et plans les études auxquelles on venait de se livrer, sous sa direction, à bord de la *Provence*, études qui seraient très opportunément complétées par un plan levé par lui-même en 1814 (1), par un travail du capitaine Slater, de la marine anglaise, en 1826, et enfin, pour plusieurs détails, par les levés du colonel Boutin (1808) : « On formerait ainsi une carte qui, étant lithographiée, pourrait être délivrée à tous les bâtiments du blocus d'Alger, auxquels elle serait fort utile. »

La démarche du commandant Dupetit-Thouars et son rapport si net firent l'objet de nombreux commentaires parmi ceux qui en eurent connaissance. Ce n'était pas la première fois que cette question était agitée, mais la théorie du capitaine de frégate, excellente peut-être en principe, devait être écartée en 1827 comme impraticable quant à la longue préparation qu'elle exigerait et inopportune en raison des complications qu'une pareille entreprise pourrait amener avec d'autres Puissances.

Néanmoins, le projet du second de la *Provence* ne fut pas repoussé à l'unanimité. Le marquis de Clermont-Tonnerre, ministre de la Guerre, y prêta toute son attention; il en fit une étude approfondie; il s'appuya même sur ses données pour reprendre le plan à son compte. Il y apportait seulement une modification sur le contingent des troupes, qu'il portait à 33 000 hommes, et assurait que le débarquement pourrait avoir lieu entre avril et juin de l'année suivante, car il jugeait l'expédition nécessaire pour relever le prestige de la France, mis en échec par l'impudente résistance du Dey.

Toutefois, l'opinon favorable du ministre de la Guerre, exprimée devant le Conseil le 14 octobre 1827, ne pouvait prévaloir devant l'opposition de ses collègues du cabinet. Seul M. de Frayssinous, ministre des Cultes et de l'Instruction

(1) Alors qu'il servait à bord de la *Junon*, sous les ordres du contre-amiral Meynard de la Farge.

publique, se rallia au marquis de Clermont-Tonnerre. Et bien que le projet de Dupetit-Thouars fût hautement apprécié à sa juste valeur, il n'y fut pas donné suite, le Roi lui-même ayant jugé bon « d'ajourner ».

Nous verrons plus loin qu'il devait être repris pour servir de base à l'expédition d'Alger, quand celle-ci fut enfin décidée près de trois ans plus tard!... On ne fit que suivre, à la lettre, pour ainsi dire, le projet de 1827.

***

Si les avis, très partagés sur la question d'une expédition coercitive, étaient plutôt défavorables à cette entreprise de grande envergure, on doit reconnaître pourtant que les idées se faisaient plus nettes, plus précises en ce qui concernait la Régence et surtout la situation relativement humiliante de la division navale. Ces idées suivaient leur chemin dans les esprits et il est hors de doute que la mise au point résultant des éclaircissements apportés par Dupetit-Thouars n'y avait pas médiocrement contribué.

Le ministère de Villèle, dont les membres, à l'exception du marquis de Clermont-Tonnerre et de M. de Frayssinous, s'étaient montrés hostiles à l'entreprise, tombait peu après. Il était remplacé le 4 janvier 1828 par le ministère Martignac dont on augurait qu'il n'aurait pas la notoire impopularité du précédent. Chabrol de Crouzel, à qui le commandant Collet avait envoyé son second, conservait le portefeuille de la Marine, bien peu de temps, il est vrai, car il allait avoir, dès le 8 mars, Hyde de Neuville pour successeur.

Durant toute cette année 1828, le gouvernement, continuant les errements passés au sujet de la question algérienne, multipliait ses missions conciliatrices auprès du Dey.

Le ministère Martignac parut se rendre compte que l'inefficacité du blocus, dès le début prédite, menaçait de nous mettre en piètre posture, et la question de l'expédition fut de nouveau agitée. Une commission mixte Guerre-Marine fut même chargée en juillet 1828 de l'étudier à fond. Elle était présidée par le lieutenant général de Loverdo. Le baron Tupinier, directeur des ports, ainsi que le contre-amiral baron de Mackau, membre du conseil de l'Amirauté, en faisaient partie. Le comte de Loverdo remit, dans les premiers jours d'octobre, un mémoire

relatif aux travaux de la commission, où toutes les conditions du problème étaient dûment discutées : il concluait à la nécessité de l'expédition.

Le cabinet Martignac n'était pas encore convaincu. Cependant, Hyde de Neuville, gagné à la cause comme l'avait été le marquis de Clermont-Tonnerre avant lui, prit une décision intéressante. Par une dépêche ministérielle en date du 20 novembre 1828, il avisa le vice-amiral Jacob, préfet maritime de Toulon, d'avoir à étudier les préparatifs d'une expédition qui serait dirigée contre Alger au printemps de l'année suivante. « Il ne faisait, ajoutait-il, que se conformer en cela aux intentions du Roi. »

Hyde de Neuville agissait-il ainsi de son propre mouvement et pour plaire au souverain? On l'ignore. Toujours est-il que, presque aussitôt après, il faisait parvenir un contre-ordre au préfet maritime. Ces deux dépêches contradictoires laissent le champ libre à toutes les conjectures.

Il est à présumer, néanmoins, que la Grande-Bretagne, ayant eu vent de ce qui se projetait à Paris, en avait pris ombrage. Elle voyait les choses de loin et pouvait redouter une expédition qui aurait sans doute comme résultat la conquête définitive de l'Algérie.

Une fois encore, le projet d'opérations était donc abandonné et l'on se bornait à continuer le blocus des côtes de la Régence.

NOUVELLES HUMILIATIONS INFLIGÉES A LA FRANCE

Sa mission à Paris avait accru le relief du commandant Dupetit-Thouars. Nommé peu après au commandement du brick de vingt canons le *Voltigeur*, il arme ce bâtiment à Rochefort et se rend à Cadix pour y prendre la direction d'un convoi de soixante voiles à destination de Marseille. En 1828, il sert sous les ordres du vice-amiral Jacob, préfet maritime à Toulon; le *Voltigeur* fait les escortes de nos bâtiments, de Marseille à Alexandrie.

En 1829, envoyé une fois de plus sur les côtes d'Algérie pour participer aux opérations du blocus, il se trouve placé sous les ordres du capitaine de vaisseau comte de la Bretonnière, qui a succédé au commandant Collet, promu contre-amiral et mort très peu après. Plus spécialement affecté à la

région de Bône et de Bougie, le *Voltigeur* s'empare d'un bâtiment suédois chargé de contrebande de guerre. Un autre jour, le commandant Dupetit-Thouars est assez heureux pour détruire un corsaire.

« Placé en station devant Bône pour le blocus, écrit-il, j'avais appris qu'il se trouvait à notre arrivée un corsaire de quatre canons que l'on se proposait de faire sortir contre notre commerce.

« Notre présence avait fait changer ces dispositions et il n'était plus question de le mettre en mer. Cependant j'avais toujours l'inquiétude que quelque jour il ne vînt à tomber sur les corailleurs qui pêchent avec notre patente et sous notre protection ; ayant appris que ce corsaire était amarré dans la rivière du Seybou et sachant, par la connaissance exacte que j'ai des localités, combien cette position nous assurait de chances de succès, je me décidai à l'envoyer enlever par les canots du brick. En conséquence, le 18 juin à la nuit, j'expédiai deux canots sous les ordres de M. Carpentin, enseigne de vaisseau, auquel je donnai les instructions nécessaires.

« Les choses se passèrent comme je l'avais prévu : nos hommes arrivèrent à bord du corsaire sans avoir été découverts par d'autres que par la sentinelle qui les héla. Ils sautèrent à bord aussitôt, mais l'équipage algérien leur épargna par une fuite plus que précipitée l'effusion du sang. Comme l'a dit un de nos grands rois, « l'affaire était d'autant plus belle qu'on n'avait personne à regretter.

« Pendant que M. Carpentin, enseigne de vaisseau, et James, élève de première classe, s'emparaient de ce corsaire, Bouet, enseigne de vaisseau, secondé par Dedeuville, élève de deuxième classe, se rendait maître d'un cotre qui avait été armé l'année dernière. S'étant alors aperçus que ces bâtiments étaient trop fortement échoués pour être retirés sans de grands travaux, ils mirent le feu au corsaire au moyen d'une chemise soufrée et coupèrent ses agrès et bragues ; l'alarme étant devenue générale sur la côte et dans la ville de Bône, il songèrent à la retraite : les forts de Bône tirèrent sur nos embarcations, mais sans succès. »

Comme on le voit, bien que certain du peu d'efficacité d'un blocus opéré dans les conditions imposées par le gouverne-

ment, le commandant Dupetit-Thouars multiplie ses efforts pour agir dans le sens de ses instructions officielles.

Mais il ne néglige, en même temps, aucune occasion d'éclairer ses chefs sur la situation sans issue où se trouve engagée la France. Il lie partie également avec notre consulat général à Tunis, où son correspondant se trouve être Ferdinand de Lesseps, le futur promoteur du canal de Suez (1). Il trouve là des échos analogues à ceux qu'il a rencontrés jadis au consulat d'Alger et cherche à les exploiter pour créer, par des rapports aux conclusions identiques, au sein des divers ministères, un courant d'opinion en faveur de l'expédition qui lui paraît de plus en plus nécessaire.

Il ne se borne pas à cette action officielle ; tous les Français employés à un titre quelconque dans le voisinage de la Régence ne sont-ils pas gagnés à cette idée ? Il estime de son devoir d'agir plus loin et de renseigner officiellement quelques-unes des hautes personnalités avec lesquelles il s'est trouvé en relations lors de sa mission à Paris et qui lui ont témoigné tout l'intérêt qu'elles prenaient à sa patriotique campagne,

Juin 1829, devant Bône.

« Appelé par le hasard à faire une seconde fois partie de la station d'Alger, cette affaire devient de nouveau un sujet d'observation et de méditation pour moi. Ce qui me frappe le plus, c'est que rien n'est changé depuis la première déclaration de la France le 13 juin 1827.

« Le gouvernement de Sa Majesté compte toujours sur des négociations impossibles, à moins d'abaissement ou d'humiliation de sa part, tandis que le Dey est plus persuadé que jamais que la France est dans l'impossibilité d'obtenir par la force ce qu'il ne voudra pas lui accorder de plein gré. L'Angleterre, dans son opinion plus puissante que la France, a échoué en 1824 dans des négociations beaucoup moins importantes conduites par l'amiral Neale. Ce qui, aujourd'hui, le fortifie dans son opinion erronée, c'est le peu d'énergie des mesures prises par notre gouvernement depuis deux ans, faiblesse qu'il attribue à notre impuissance, tandis qu'il ignore, l'Infidèle,

(1) Ferdinand de Lesseps était le fils du consul général de France à Tunis ; celui-ci, âgé et parfois fatigué, se déchargeait souvent sur son fils du soin de la correspondance officielle.

que c'est philanthropie de notre part. Quoi qu'il en soit, il souffre peu de l'état actuel et le commerce très peu considérable qu'il faisait avant la rupture se fait maintenant par Tunis; le commerce de Bône qu'il enviait à la Compagnie française d'Afrique a doublé d'activité et se fait pour son compte.

« Il trouve d'ailleurs de la gloire à tenir tête si longtemps à l'une des premières Puissances de l'Europe, et il est fortement soutenu dans ce système par le consul général de Naples et par celui de la Grande-Bretagne.

« Si quelque chose pouvait encore éloigner le Dey de traiter, c'est l'empressement que la France a paru mettre dans différentes circonstances à chercher les moyens de se rapprocher et la manière peu digne dont ses affaires ont été conduites à Alger, non par le consul de Sardaigne, M. d'Attili, comme on le croit à Paris, mais par sa femme, qui en parlait à une autre femme, qui peut-être elle-même s'adressait encore à un tiers pour arriver au Pacha.

« Soyons justes pour M. d'Attili : ses intérêts nationaux ne sont-ils point évidemment en opposition avec les nôtres?... Les choses en sont venues au point que, dans différentes circonstances, des consuls étrangers adressant au Pacha des vœux pour la fin de son différend avec la France, il leur a répondu : « Parlons de choses plus sérieuses. »

« Tout ce que je vous dis n'est point dit par supposition, mais en connaissance de cause, d'où vous jugerez qu'il reste peu d'espoir d'un arrangement: à mes yeux, il n'y en a plus... »

Peu de jours après cette lettre prophétique, adressée à l'une des plus hautes autorités de l'armée, se déroulait le plus sanglant épisode d'un blocus qui durait depuis deux ans. On connaît les faits : deux frégates de la division navale, l'*Iphigénie* et la *Duchesse de Berry*, prennent en chasse, le 17 juin 1829, une felouque qui s'était aventurée à sortir d'Alger, courant les chances d'une mer houleuse. Au bout de peu de temps, la felouque est obligée de renoncer à sa tentative et s'échoue. Des embarcations armées en guerre sont envoyées par nos bâtiments; leurs armements s'efforcent de balayer le rivage en ouvrant un feu nourri sur la foule d'indigènes armés qui étaient accourus de toutes parts. Ils réussissent à incendier la

felouque. L'opération allait se terminer brillamment lorsque l'une des embarcations, appartenant à l'*Iphigénie*, est enlevée par une lame et jetée à la côte.

Les trois autres canots se portent à son secours. Mais les Algériens ne laissent pas échapper cette occasion d'engager un combat dans des conditions défavorables pour nous. Leur feu fait des ravages dans les armements et la force des lames est telle que deux embarcations s'échouent à leur tour. Une seule reste à flot : elle ne peut contenir tout le monde ; plutôt que de compromettre le salut de tous, vingt-cinq officiers et marins, avec un bel héroïsme, se sacrifient pour leurs camarades. Après avoir lutté désespérément, ils succombent sous le nombre et, le lendemain, leurs têtes, portées en triomphe au Dey et payées par lui cent piastres chacune, ornent les murs de la Casbah.

Cette affaire eut en France un grand retentissement. Elle réclamait une vengeance et l'opinion publique blâmait le gouvernement de sa coupable faiblesse en matière de représailles. Mais la situation intérieure était telle que l'organisation d'une vaste expédition parut encore trop aléatoire : le ministère Martignac se sentait à la veille de tomber, incapable de remonter le courant qui l'entraînait vers sa chute.

Une fois de plus, après de longues hésitations, on crut pouvoir tenter une négociation avec le Dey, et ce fut le commandant de la Bretonnière qui en fut chargé : comme il était facile de le prévoir, elle échoua complètement et se termina le 3 août 1829 par une nouvelle insulte à notre drapeau.

Une lettre du commandant Dupetit-Thouars commente ainsi l'événement :

« C'en est fait, le Rubicon est passé ! Nous venons de tenter une dernière négociation avec Alger ; elle n'a abouti qu'à nous faire faire une nouvelle insulte par le Dey qui, en recevant un parlementaire, s'attendait probablement, de notre part, à une soumission entière et peut-être à ce que nous nous reconnaissions tributaires. Ceci peut paraître exagéré à tout homme d'État qui ne le connaît pas. Je crois néanmoins que ce n'est qu'à peine l'expression de la pensée algérienne ; leur impudence et leur orgueil sont au-dessus de tout ce qu'on peut imaginer.

« Voici comment les choses se sont passées : M. le comte de la Bretonnière revient de Paris avec de pleins pouvoirs pour traiter : son opinion était que rien n'était plus facile. Il écrit au Dey pour savoir comment il sera reçu. Le Dey répond : « Comme l'ont été Lord Exmouth et Sir Harry Neale » ; rien de plus convenable. Sur cette assurance, il se rend le 30 juillet dans la baie d'Alger avec son vaisseau la *Provence* et le brick l'*Alerte*. Le commandant est d'abord reçu par le Pacha, puis il entre en conférence. Tout était réglé lorsqu'il fut question de la clause d'envoyer un ambassadeur à Paris faire des excuses au Roi. Le Dey déclara alors que jamais il ne consentirait à cette condition, et qu'Alger serait détruit avant qu'on ne pût obtenir son consentement.

« De ce moment, il changea de ton avec le commandant ; celui-ci lui ayant fait observer qu'il devait réfléchir sur les conséquences de son refus et les malheurs qu'il pouvait s'attirer, le Dey lui imposa silence, puis il lui dit : « On croit en France que ce n'est qu'avec les branches de mon chasse-mouches que j'ai frappé M. Deval ; on s'est trompé, c'est avec le manche. Et, faisant le geste, il ajouta : « Je lui en ai donné comme ci comme ça, dans tous les sens ; il n'a tenu à rien que je ne le fasse lapider. Quant à vous, je vous ai donné un sauf-conduit ; je veux bien permettre que vous vous en retourniez. Sortez de ma présence. »

« Tout ceci est l'exact exposé des faits. Vous voyez que rien n'est plus grave, et qu'il est difficile de pousser l'insulte plus loin. Lorsque le vaisseau mit à la voile le 3 août, bien qu'il fût venu, sur la foi d'une promesse du Dey et couvert de la sauvegarde du pavillon parlementaire, tous les forts de la baie tirèrent sur lui. Heureusement, il ne fut point désemparé dans sa mâture et n'eut personne de blessé.

« On suppose dans cette affaire que le Dey a été poussé par les Anglais et que le comte d'Attili, qui est consul général de Sardaigne et sous l'influence des Anglais, nous a trompés ; quoi qu'il en soit, cette tentative de négociation est loin d'avoir amélioré notre situation. On ne peut plus penser maintenant qu'à une expédition combinée de terre et de mer, basée sur la connaissance exacte des localités. Pourtant, quand on a vu le camp de Navarin et la démoralisation qui existait dans les corps qui en faisaient partie, on ne peut s'empêcher de trembler à

l'idée qu'un tel découragement pourrait se rencontrer dans l'armée qui serait employée dans cette occasion.

« Le Dey, à la vérité, a fait désavouer les coups de canon tirés sur le vaisseau la *Provence*; mais ce n'est point directement, c'est par l'entremise du capitaine Quin, commandant la corvette anglaise le *Pelorus*, auquel il a fait écrire par son interprète que c'était sans ses ordres et malgré lui qu'on avait tiré et qu'il allait faire un exemple terrible sur les chefs qui avaient agi sans être autorisés; qu'il l'engageait à faire de cette déclaration l'usage qu'il croirait convenable.

« Tout ceci prouve que jusqu'à présent je n'ai été que trop bon prophète; je ne m'en fais pas un mérite, tout autre à ma place eût jugé de même. Maintenant je dirai comme avant : il n'y a qu'une expédition de terre et de mer qui puisse nous tirer de cette situation avec honneur. Je ne me dissimule pas que les difficultés sont bien augmentées et que ce qui eût été exécuté facilement la première année avec les 18 à 20000 hommes le serait difficilement aujourd'hui avec 30 000, car les points de la côte convenables au débarquement, qui n'étaient point fortifiés, le sont aujourd'hui, depuis qu'on les a fait connaître aux Algériens par des expéditions au moins inutiles.

« C'est cependant le seul parti à prendre aujourd'hui que de tenter une descente; toute tentative de bombardement ou d'attaque par mer n'aurait d'autre résultat que de rendre notre position plus fâcheuse et peut-être ridicule.

« J'espère que vous ne désapprouverez pas ma franchise; je vous parle en toute conviction; je puis me tromper, mais je ne suis mû que par le désir de voir faire quelque chose de grand et d'utile pour l'honneur de notre pavillon.

« Je suis constamment sous voiles depuis quinze mois et en voilà sept que je n'ai mis les pieds à terre. Je ne sais si cet hiver je serai remplacé dans mon commandement, je ne le crains, ni le désire »...

L'EXPÉDITION DÉCIDÉE

La dernière offense faite par le Dey à la France dans la personne de la Bretonnière constituait le *casus belli* bien caractérisé et il semblait de toute évidence que l'expédition, tant de fois discutée, toujours remise, allait enfin être décidée par le

ministère Polignac appelé au pouvoir quelques jours seulement après l'affaire d'Alger.

Il n'en fut rien. Tout au contraire, le prince de Polignac, sans s'occuper des projets pendants depuis plus de deux ans, portait toute son attention sur une extraordinaire suggestion qui lui venait d'une source inattendue. Méhemet-Ali, le réformateur de l'Égypte, dévoré d'ambition, n'offrait-il pas de prendre, par délégation pour ainsi dire, l'expédition à son propre compte? Il se chargeait de s'emparer d'Alger et de châtier Hussein-dey, moyennant une somme globale de vingt millions et la remise de quatre vaisseaux de ligne.

La combinaison égyptienne ne visait à rien moins pour lui qu'à fonder un grand empire arabe rival de l'empire ottoman et capable même de le surpasser. La Grande-Bretagne s'y montra hostile. Elle redoutait de le voir dominer une partie des côtes méditerranéennes. En France, l'offre de Méhemet-Ali et les conceptions du prince de Polignac furent accueillies, dans la presse surtout, avec une cinglante ironie.

Le général de Bourmont à la Guerre et le baron d'Haussez à la Marine ne s'étaient point laissé leurrer par ce projet. Ils reprenaient l'idée première de l'expédition, telle qu'aux premiers jours du blocus, Dupetit-Thouars l'avait conçue. Ce dernier, qu'un deuil de famille (1) avait appelé à Paris, y rencontra M. de Mackau, directeur du Personnel, qui fit part au commandant des dispositions dans lesquelles se trouvaient le général de Bourmont et principalement M. d'Haussez. Il alla plus loin et lui demanda de refaire ce rapport de 1827 qu'on ne retrouvait nulle part, — en l'adaptant aux circonstances du moment.

Le commandant Dupetit-Thouars a noté dans ses archives personnelles quelques détails de cette seconde mission :

« Amené à Paris à la suite d'une perte cruelle que je venais de faire, je m'occupais du soin de recueillir pour ma famille les tristes débris d'une belle fortune, perdue dans le grand naufrage de Saint-Domingue, lorsque le 25 décembre 1829 je fus appelé au ministère de la Marine par l'amiral de Mackau. Cet officier général m'annonça sous le sceau du secret qu'une

(1) La mort subite de son père.

armée de 32 000 hommes devait être transportée à Alger pour obtenir la juste vengeance à laquelle avait droit de prétendre l'orgueil national grièvement offensé ; il me prévint en même temps que je serais appelé le lendemain à un Conseil tenu par le ministre pour être interrogé sur les détails de la côte d'Alger et m'engagea à jeter sur le papier mes idées relativement au projet d'embarquement et à ses moyens d'exécution.

« Le peu de temps que j'avais devant moi ne me permettait aucun délai; je m'occupai de suite de ce travail.

« Mes nombreux voyages à Alger, le séjour prolongé que j'avais fait sur cette côte à différentes reprises comme commandant de la station de la pêche du corail, mes relations intimes avec différents personnages à Alger en 1817 après l'expédition de Lord Exmouth, me mettaient à même de traiter cette question.

« Je l'avais déjà fait, en 1827, lorsque, second du vaisseau la *Provence*, j'avais été envoyé d'Alger par le capitaine Collet, commandant de ce vaisseau, pour exposer au ministère de la Marine la position du blocus, et le peu d'espoir qu'il y avait qu'une hostilité de cette nature pût amener un résultat favorable avec une nation sans aucun commerce par bâtiments nationaux.

« J'appris également à cette époque que le ministère de la Marine, consulté, non sur l'opportunité de l'expédition, ni sur la possibilité de l'exécution, l'avait été sur le temps nécessaire pour être prêt à passer une armée de 32 000 hommes.

« La réponse, après plusieurs conseils tenus au ministère, avait été rendue au Roi ; on demandait quatre mois et le Conseil avait à peu près arrêté que le voyage de l'armée aurait lieu sur des bâtiments marchands que l'on affréterait pour cet objet, et que l'on ferait escorter par une division de bâtiments de guerre. Les différentes raisons que l'on apportait pour faire adopter ces idées étaient trop loin de ma manière de penser sur la marine, non seulement pour que je les adoptasse, mais pour que je ne les repoussasse pas du fond de mon âme. Quoi qu'il en fût, les raisons mises en avant n'étaient que spécieuses, il y avait de la part de leur auteur un motif secret bien plus puissant, mais qui n'a été que peu ou point remarqué, bien qu'une faute impardonnable eût été mise dans tout son jour; l'importance de l'expédition absorbait les idées; on était trop préoccupé.

« Lorsque je me rendis au premier Conseil (1) où je fus appelé, j'ignorais l'opposition de MM. les Amiraux ou autres personnes du Conseil à l'expédition, ou, si je l'appris, je ne l'attribuai qu'aux idées générales et fausses que l'on se formait de la puissance d'Alger et au défaut de connaissance des localités. Je ne voyais dans cette affaire, comme en 1827, qu'une affaire d'honneur national et même européen, qu'un beau fait d'armes, qu'un trophée facile à remporter et qui répandrait sur la France un rayon de gloire, acheté par peu de larmes. Le dirai-je enfin, la vérité me poussait. Interrogé, rien ne pouvait me la faire trahir ! Des personnes que j'ai froissées sans le vouloir me l'ont laissé apercevoir; je voudrais croire que là s'est bornée leur vengeance.

« J'arrivai au premier Conseil avec le mémoire n° 2 que j'avais préparé la veille; j'attendais qu'on me le demandât puisqu'on m'avait engagé à le faire; il n'en fut rien. Les membres du Conseil se bornèrent à me faire quelques questions sans suite.

« Un officier, M. de Taradel, qui, comme moi, avait été appelé, avait aussi préparé une note qu'il lut sans attendre qu'elle lui fût demandée : je résolus alors de lire mon mémoire si j'étais convoqué de nouveau.

« Dans un second Conseil auquel je fus appelé, je proposai de lire le mémoire que m'avait demandé M. le général de Mackau; le ministre m'y autorisa. Je combattais dans cet écrit l'embarquement de l'armée sur un trop grand nombre de bâtiments et surtout sur des bâtiments marchands (le plus mauvais mode de passage, surtout pour une expédition militaire qui doit débarquer en pleine côte).

« Je ne sais si je dois croire à quelque succès, mais j'espère que les raisons que j'ai apportées ont pu contribuer à amener une modification dans le projet d'embarquement, et à faire employer des bâtiments de guerre pour le passage de l'armée. Je suis loin de croire que tout ait été compris : il eût fallu, selon moi, n'employer qu'un bien plus petit nombre de bâtiments et des bâtiments plus grands.

« Enfin, un Conseil composé de tous les conseils particuliers

(1) Le conseil, présidé par le baron d'Haussez, ministre de la Marine, était composé d'amiraux et d'officiers supérieurs ainsi que du baron Tupinier, directeur de la 2e division au ministère.

tenus dans les ministères de la Guerre, des Affaires étrangères et de la Marine fut convoqué à l'hôtel du président du Conseil qui présida celui-ci. J'y fus convoqué, tous les ministres y assistaient. On débattit, d'abord, un projet particulier : l'opération sur Bône ou Oran ; on se décida pour l'expédition sur Alger même, et, dans le cas où elle aurait lieu, le point du débarquement fut fixé à Sidi-Ferruch.

« Si on devait attacher quelque importance à de petits événements, un incident qui arriva avant la séance était de bien mauvais augure.

« Le froid était très rigoureux, tous les membres du Conseil en arrivant s'empressaient de se dégeler auprès d'un feu très confortable. Le prince de Polignac, alors, pour faciliter l'accès de la cheminée, voulut pousser vers l'intérieur de l'appartement une table immense qui était préparée pour la séance ; les tréteaux chavirèrent et la table tomba à plat sur le parquet... »

Le rapport du commandant Dupetit-Thouars auquel il est fait allusion donne les grandes lignes de l'opération combinée : composition de la flotte, répartition des troupes, rôle de chaque groupe de bâtiments, disposition du débarquement, raisons qui font choisir Sidi-Ferruch, etc., etc..

Tout serait à citer dans ce rapport, dont les principes en matière de débarquement n'ont point vieilli. Bornons-nous à citer l'argumentation de Dupetit-Thouars relative au mode de transport à employer pour les troupes, parce qu'elle était à ce moment en flagrante opposition avec les idées de l'amirauté :

« Le débarquement devant avoir lieu dans la baie comprise entre la pointe Sidi el Ferruch et le cap Cercelli et cette baie étant ouverte à tous les vents depuis l'est-nord-est jusqu'à l'ouest en passant par le nord, ce ne sera que par temps convenable et lorsque la mer ne brisera pas sur la côte, que la division qui portera l'armée d'expédition pourra s'approcher, mouiller et opérer son débarquement. La conséquence naturelle qui dérive de ce fait, c'est qu'à l'arrivée sur la côte d'Alger, si le temps n'est pas convenable pour effectuer le débarquement, la division chargée du transport des troupes devra croiser sur la côte en se tenant ralliée le plus possible,

pour être toujours en mesure d'exécuter son mouvement dès que le temps deviendra favorable. On conçoit, dès lors, combien il importe, pour la conservation de l'ordre et pour éviter les malheurs incalculables qui résulteraient de son absence, de réduire autant qu'on le pourra le nombre des bâtiments affectés au transport des troupes. Cette réduction ne pouvant s'opérer qu'en raison inverse des capacités des bâtiments, ceci nous conduit à penser que les vaisseaux sont les meilleurs bâtiments que l'on puisse employer dans cette circonstance; eux seuls offrent toutes les garanties nécessaires, soit par leurs qualités, pour se maintenir contre les courants, ou le mauvais temps, soit pour l'ordre et le ralliement, si essentiels, afin de laisser à l'amiral la facilité de disposer du premier moment opportun.

« Si l'on considère qu'en débarquant il sera indispensable que les troupes puissent se former promptement pour se soutenir contre les Arabes qui se porteront à leur rencontre, on reconnaîtra combien il est urgent que l'ordre le plus parfait soit établi et maintenu, et que toutes les facilités soient données pour favoriser la prompte réunion des corps.

« Il me semble qu'un des moyens les plus certains d'y concourir est de les diviser le moins possible pour le passage. Les plus grands bâtiments sont donc encore, comme je l'ai dit, ceux que l'on doit préférer sous ce rapport.

« L'expérience du passé vient au reste à l'appui de cette opinion. Les deux expéditions des Espagnols, celle de Charles V et plus tard celle du comte O'Reilly, ne durent leurs désastres qu'à la confusion qui fut la suite de la trop grande quantité de bâtiments réunis sur le même point. Les bâtiments de commerce, après avoir cassé leurs câbles, tombaient les uns sur les autres, se coulaient en s'abordant, ou s'entraînaient mutuellement à la côte, où ils étaient promptement roulés et brisés.

« Si des résultats si funestes ont été dus à un peu de mauvais temps éprouvé dans la baie d'Alger, où la tenue est assez généralement bonne, que n'aurait-on pas à craindre sous voiles en pleine mer, par des nuits obscures au milieu d'une multitude de navires encombrés par le transport et ordinairement mal armés pour tenir la mer par un mauvais temps; les conséquences qui se présentent à l'imagination de tous les hommes

de mer sont si graves qu'il est difficile de s'arrêter plus longtemps à la possibilité d'un transport fait par quatre à cinq cents bâtiments, qui auraient à croiser sur la côte, avec l'obligation de jeter à terre, sur une plage d'une étendue d'une lieue environ, bien convenable au débarquement, une masse d'hommes aussi considérable.

« Ne serait-il point à craindre que les bâtiments portant les hommes d'un même régiment fussent disséminés de manière que les compagnies fussent jetées sur la côte à des distances plus ou moins grandes les unes des autres, ce qui augmenterait pour elles la difficulté de se réunir, et causerait peut-être un désordre dont il serait difficile de se préserver, en présence et sous le feu de l'ennemi... »

La lecture de ce rapport où tout était prévu fit une impression profonde sur le Conseil. Une seule objection fut présentée : « Est-il possible, demanda l'un des membres, de débarquer 12000 hommes en un seul jour? » Le commandant Dupetit-Thouars répondit : « J'ai vu Lord Cochrane, qui n'avait pas l'honneur de commander à des marins français, faire avec la marine brésilienne un débarquement de 18000 hommes en cinq heures. » L'objection tomba devant cette réponse et personne ne dit plus mot.

Un autre mémoire, rédigé quelques jours après, entrait dans tous les détails de l'exécution et précisait la tâche à remplir par les divers rouages de l'opération : l'embarquement des troupes sur les bâtiments armés en flûte donnait lieu, en particulier, à une étude minutieuse où rien n'était oublié. Il en est de même de la question du débarquement, des embarcations, des signaux, etc...

Un troisième rapport envisageait enfin une diversion sur Bône ou sur Oran et donnait le plan de cette opération.

La tâche de l'état-major du commandant en chef allait être singulièrement facilitée.

On peut s'étonner, après avoir parcouru ces documents qui témoignent d'une remarquable maturité et d'une connaissance profonde de la question, que Dupetit-Thouars n'ait pas été désigné pour servir dans l'état-major de l'amiral Duperré. Mais, d'une part, cette place ne lui fut pas offerte par le chef de l'expédition; de l'autre, il semble que la confiante ardeur du

jeune commandant avait été fortement déçue par la froideur avec laquelle l'amiral avait accueilli son projet et accepté de diriger l'opération.

Dans la même note dont nous citions plus haut quelques extraits, Dupetit-Thouars expose d'ailleurs lui-même ce qui se passa par la suite :

« Attaché d'abord à l'état-major général, je réclamai près du ministre contre cette espèce de faveur. Il me semblait qu'il était préférable, puisqu'on me laissait le choix, de commander ne fût-ce qu'une chaloupe.

« J'eus alors le commandement du brick le *Griffon* en armement au port de Brest. Je me rendis aussitôt là-bas. Je trouvai tout le port dans la plus grande activité; tous mes camarades rivalisaient d'ardeur et de zèle pour armer le plus promptement. C'était à qui ferait partie de cette grande expédition; l'espoir était dans tous les cœurs, la confiance dans le succès animait tous ceux qui connaissaient la côte et les moyens de la Régence, et cette confiance gagnait sensiblement tous les esprits. Après une contrariété de vents d'une quinzaine de jours, la première division appareilla de Brest par une brise d'abord faible et incertaine, mais qui bientôt seconda tous nos vœux.

« Les bâtiments armés à Lorient et à Brest arrivèrent à Toulon presque en même temps. La rade était couverte de bâtiments de toute espèce. L'activité qui régnait en ville et dans l'arsenal me rappelait l'époque de Boulogne en 1804, lorsque l'armée française et la flottille, rassemblées dans ce port, se disposaient, sous les yeux d'un illustre conquérant, à passer sur les rives d'Albion... »

Le *Griffon* quitta Toulon avec l'escadre, transportant une compagnie d'infanterie qu'il débarqua le 14 juin 1830 à Sidi-Ferruch. Le lendemain, il fut envoyé par l'amiral Duperré dans la baie de l'est avec le brick le *Du Couëdic* commandé par le capitaine de frégate de Taradel pour surveiller l'ennemi et protéger au besoin la gauche de l'armée à mesure qu'elle avancerait.

Dans la journée du 16, Dupetit-Thouars et Taradel canonnèrent un ravin par lequel une multitude d'Arabes péné-

traient pour tourner la gauche de notre armée; le même jour, un trompette du 28e régiment vint à la plage et sonna pour demander à communiquer; il annonça que le 28e avait épuisé ses munitions et demandait des cartouches : les deux bricks ravitaillèrent le régiment...

Après la prise d'Alger, un heureux hasard fit désigner le *Griffon* pour porter à Toulon des dépêches annonçant le succès définitif de l'opération, opération qui, en fait, avait été conçue par le commandant actuel du brick et réalisée en grande partie grâce à sa ténacité. Le rôle de Dupetit-Thouars était terminé.

Après une nouvelle apparition à Alger, il reprenait le large et, perdant de vue les côtes qui, par son heureuse inspiration et par son admirable don de persuasion, étaient en train de devenir françaises, il cinglait vers l'Océan Pacifique où, pendant près de cinq ans, il allait montrer notre glorieux pavillon et rendre au pays de nouveaux et importants services.

Amiral Bergasse du Petit Thouars.

NOS GRANDES ÉCOLES

XXI[1]

L'ÉCOLE SUPÉRIEURE D'ÉLECTRICITÉ

LA SOCIÉTÉ DES ÉLECTRICIENS

Les hommes de ma génération n'ont certes pas oublié l'admirable exposition internationale d'électricité qui se tint à Paris, dans l'ancien palais de l'Industrie, en 1881. Ce fut une véritable révélation, et l'enthousiasme que les jeunes garçons et les jeunes hommes d'alors manifestèrent pour cette puissance naissante qui apparaissait presque brusquement et d'une manière si éclatante, ne peut se comparer qu'au mouvement qui se produit actuellement autour de l'aviation ou de la télégraphie sans fil. Pour la première fois, grande nouveauté, on voyait une exposition ouverte le soir et brillamment éclairée par de nombreuses lampes électriques (2) : les transports électriques d'énergie mécanique, qui avaient apparu quelques années auparavant, et auxquels doit s'attacher le nom de Marcel Deprez, se trouvaient représentés dans toutes les parties de l'exposition : un tramway électrique en miniature, avec prise de courant par olives circulant dans des conducteurs creux, transportait les voyageurs, quelque peu émus de cette audace,

(1) Voyez la *Revue*, 1er février 1926 — 15 juin 1929.

(2) Un premier essai d'éclairage par lampes à arc avait cependant été fait au salon de 1879.

de la place de la Concorde jusque dans l'intérieur de l'exposition; enfin le téléphone, cette *merveille des merveilles*, comme l'a appelé lord Kelvin, faisait son apparition sous l'une de ses formes les plus frappantes, le théatrophone : chaque soir, un public plein d'ardeur, que ne lassait pas une attente de plusieurs heures, pénétrait par petits groupes dans une salle soigneusement capitonnée et à l'abri des bruits extérieurs; une paire d'écouteurs était confiée à chacun, et pendant une ou deux minutes, on recueillait quelques bribes d'une représentation de l'Opéra, quelques privilégiés même, de l'Opéra-Comique ou des Français, puis le circuit était coupé, et il fallait se retirer pour laisser la place à d'autres : combien de fois ne m'est-il pas arrivé, après une première audition, de me remettre à l'extrémité de l'interminable file, pour avoir la grande joie d'en saisir une seconde au vol?

Mais la satisfaction, si légitime fût-elle, de cette curiosité du public, ne devait pas être le seul fruit de l'exposition; un autre résultat, beaucoup plus profond et plus durable, fut atteint par la réunion à Paris, à cette occasion, du premier congrès international des électriciens ; ainsi, dix ans après notre défaite, la France se montrait, une fois encore, la grande initiatrice des nouveautés fécondes. Ce fut à ce congrès, où se trouvèrent réunis les plus grands savants du monde entier, que furent jetées les bases du système actuel des unités électriques auquel rien n'a été changé depuis; l'ampère, l'ohm, le volt, le watt, le farad, dont l'usage est aujourd'hui familier à tant de personnes, ont pris naissance à ce moment après de longues et minutieuses discussions dominées par l'esprit de clarté du pays où elles s'engageaient. L'âme du congrès fut notre compatriote Mascart, alors professeur au collège de France, et dont le nom reste attaché à la fondation de notre École. De si grands résultats nous imposaient des devoirs nouveaux; l'œuvre de l'exposition et du congrès devait être continuée : voici dans quelles conditions elle le fut.

L'exposition avait été organisée sur l'initiative du ministre d'alors des Postes et Télégraphes, Cochery ; aucun crédit n'avait été voté par le Parlement. Il fallait donc, avant tout, se mettre à l'abri contre un déficit toujours possible dans une telle entreprise; un syndicat de garantie fut alors formé parmi les personnalités les plus éminentes de la science, de l'industrie, du

commerce, de la politique, voire de la littérature (1). Les parts étaient de 10 000 francs; le syndicat s'engageait, dans le cas, qui paraissait alors peu probable, où l'exposition laisserait un bénéfice, à abandonner ce bénéfice à l'État pour la création d'une œuvre utile à l'électricité. L'exposition, où plus de 800 000 visiteurs s'étaient succédé, se ferma dans les premiers jours de novembre, laissant un excédent de recettes de 325 000 francs environ. Conformément aux engagements pris, cette somme, importante pour l'époque, fut abandonnée à l'État et déposée, en attendant son emploi, à la Caisse des dépôts et consignations. Le 24 février 1882, le décret suivant était signé par Jules Grévy, président de la République :

ART. 1er. — *Il est institué à Paris, sous la haute direction du ministre des Postes et des Télégraphes, un laboratoire central d'électricité.*

ART. 2. — *La somme de 325 000 francs, dès à présent disponible, sur les bénéfices de l'Exposition internationale d'électricité, est consacrée à l'organisation de ce laboratoire.*

Pour des raisons difficiles à apprécier au bout d'un si long intervalle de temps, le capital ainsi recueilli resta plusieurs années inemployé, et les commissions se succédèrent sans aboutir à aucun résultat positif. Ce fut alors (1883) que les savants et les industriels qui avaient participé à l'Exposition et au congrès de 1881, résolurent de se grouper pour apporter à l'État le concours de l'initiative privée et contribuer ainsi à la création d'un établissement dont le besoin se faisait chaque jour plus pressant; c'est à ce mouvement tout spontané qu'est due la constitution de la *Société française des électriciens* à laquelle fut attribué d'abord le nom de *Société internationale des électriciens* : les ambitions étaient grandes alors, et il est de fait que, à son début, la Société nouvelle compta des correspondants à peu près dans tous les pays du monde : mais bientôt, dans chacun de ces pays, des sociétés analogues se fondèrent, et il fallut bien reconnaître que la Société, soi-disant internationale, était en réalité une Société française : un tel état de choses fut consacré par un changement de nom survenu il y a une dizaine d'années seulement.

(1) Nous y relevons, entre beaucoup d'autres, les noms de Teisserenc de Bort, Bischoffsheim, Émile de Girardin, Antonin Proust, Antoine Bréguet, Edmond About, Georges Berger, Georges Masson, etc.

La Société des électriciens, reconnue d'utilité publique dès le 7 décembre 1886, n'avait pas attendu ce moment pour se mettre à l'œuvre sous la présidence de Maurice Lœwy, alors directeur de l'Observatoire de Paris. A la suite de négociations longues et laborieuses avec l'État, le Laboratoire central d'électricité sortit enfin des limbes et prit une existence effective, plus modeste il est vrai que si, dès le début, comme l'avait ardemment désiré le grand chimiste J.-B. Dumas, on eût fait immédiatement appel aux nombreuses bonnes volontés qui étaient prêtes à se grouper autour de lui, mais capable néanmoins de rendre des services immédiats et de porter les germes d'utiles développements futurs. MM. Menier prêtèrent gracieusement, pour plusieurs années, un local leur appartenant place Saint-Charles, et l'éminent sénateur, M. Gaston Menier, qui déjà avait figuré parmi les promoteurs de l'Exposition de 1881, ne m'en voudra pas si je rappelle ici la part importante qu'il prit à cette généreuse décision et au développement de la nouvelle institution.

Le Laboratoire central d'électricité s'ouvrit en 1888 sous l'habile direction de M. G. de Nerville, ingénieur des Télégraphes; en 1892, une convention régulière entre l'État et la Société des électriciens confiait à celle-ci, sous son entière responsabilité, la gérance et l'entretien du Laboratoire : grâce aux démarches actives et dévouées de Mascart qui, par un choix unanime, avait été appelé à la présidence de la Commission administrative du nouvel établissement, un terrain situé rue de Staël dans le XV^{e} arrondissement était concédé pour soixante ans par la Ville de Paris; un prélèvement de 100 000 francs sur le capital primitif, une attribution de 100 000 francs sur le legs Giffard, enfin une souscription de 100 000 francs ouverte parmi les industriels permettaient de construire les bâtiments nécessaires et d'acquérir le minimum de matériel indispensable, et le nouvel établissement commençait à fonctionner régulièrement, n'ayant guère comme ressources annuelles, en dehors de la rente, insignifiante aujourd'hui, du capital primitif, que le produit des essais, expériences et étalonnements demandés par le public ou par l'État.

FONDATION DE L'ÉCOLE

Jusque-là aucun effort n'avait été dirigé du côté de l'enseignement : le Laboratoire recevait bien quelques élèves libres, mais ces élèves se bornaient à en suivre les opérations courantes, sans qu'aucun but didactique fût assigné à leur travail.

Aussi, dès 1893, dans le discours qu'il prononea à l'occasion de l'inauguration des bâtiments de la rue de Staël, Mascart ne manqua pas de faire prévoir que de nouveaux et considérables efforts seraient nécessaires pour fonder, à côté du Laboratoire central d'électricité, une grande École supérieure où nos jeunes ingénieurs pourraient acquérir les connaissances théoriques et pratiques indispensables dans une science dont les applications se développaient rapidement. Certes, un certain nombre d'établissements d'enseignement technique supérieur avaient déjà, depuis quelques années, introduit dans leurs programmes des cours d'électricité industrielle ; mais ces cours, venant s'ajouter purement et simplement à un enseignement de caractère encyclopédique, ne pouvaient donner les mêmes résultats qu'une année complète d'études consacrée entièrement et exclusivement à approfondir des notions aussi complexes et aussi délicates que celles qui sont à la base de l'électricité moderne.

Déjà certains pays étrangers étaient résolument entrés dans cette voie ; pour n'en citer que deux exemples, l'Université de Liége, dès 1883, avait pu, grâce à une donation considérable du sénateur Montefiore, fonder un Institut électro-technique qui, sous la direction du regretté Eric Gérard, avait rapidement acquis une excellente réputation, et l'École polytechnique de Zürich avait également développé un enseignement de ce genre et lui avait consacré un bâtiment spécial et d'importantes ressources expérimentales. Nos industriels exprimaient unanimement le vœu que nos jeunes compatriotes ne fussent pas obligés de passer nos frontières pour s'initier à la technique nouvelle et pussent trouver sur place, organisés et coordonnés dans un temps suffisamment court, les enseignements électrotechniques dont ils avaient besoin

Dès la rentrée de 1894, l'École fondée par la Société des électriciens à côté du Laboratoire central d'électricité, s'ouvrit

avec douze élèves sous le nom d'*École d'application de l'électricité*, qui devait peu d'années plus tard être remplacé par celui d'*École supérieure d'électricité*. Ces noms seuls constituent tout un programme : l'École est une école d'application, c'est-à-dire qu'elle ne prétend pas à la formation générale de l'ingénieur, mais qu'elle a pour but de grouper des jeunes gens ayant déjà une forte instruction scientifique et technique et de leur donner l'occasion de consacrer une année complète de réflexions, de travail et d'exercices pratiques, à un domaine très vaste, il est vrai, mais bien délimité, l'électricité et ses applications industrielles. D'autre part, l'École est une école supérieure, c'est-à-dire qu'elle ne se contente pas de donner un enseignement plus ou moins terre à terre, sans portée générale, mais qu'elle a l'ambition plus élevée de former les cadres supérieurs de l'industrie électrique et de donner à ses élèves la possibilité et le goût de dépasser, dans la carrière qu'ils suivront, l'enseignement qu'ils auront reçu et de contribuer aux progrès d'une technique qui, s'appuyant sur les données les plus récentes de la science, évolue avec une rapidité telle que tout ingénieur n'ayant pas une base de connaissances suffisamment solide serait rapidement débordé.

UN RECRUTEMENT TRÈS LARGE

Pour remplir ce programme, la première condition était d'assurer à l'École, par une sélection judicieuse, un recrutement lui permettant de donner à ses élèves en un temps très limité une formation à la fois théorique et pratique, bien adaptée à leurs besoins futurs. Il nous a semblé que la meilleure méthode à suivre était d'envisager ce recrutement de la manière la plus large et la plus libérale, et nous nous avons pris la résolution, qui nous a pleinement réussi, d'aller chercher les jeunes intelligences dans tous les milieux où elles pouvaient se rencontrer. Nous devions avant tout songer aux grandes Écoles de l'État, qui, chacune avec son caractère propre, pouvaient nous fournir des jeunes gens bien préparés, par leur instruction générale, à notre enseignement approfondi et spécialisé : nous recevons donc, sans aucun examen, les anciens élèves des Écoles Polytechnique, Centrale, des Mines, des Mines de Saint-Étienne, des Ponts et Chaussées, du Génie maritime, etc.

Nous accueillons aussi sans aucun examen, mais sur le vu de leurs notes et de leur rang de sortie, les élèves de certaines écoles comme l'École Centrale lyonnaise, l'Institut industriel du Nord, les Instituts électro-techniques de diverses universités, etc.

A côté de ces écoles, d'autres institutions forment des jeunes gens à tournure d'esprit plus particulièrement théorique ou plus particulièrement pratique : c'est ainsi que les licenciés ès sciences, formés dans les Universités de Paris ou des départements, et nous apportant des certificats de mathématiques, de physique et de mécanique, possèdent des connaissances scientifiques générales qui leur permettent de suivre avec fruit notre enseignement; mais les connaissances pratiques leur font défaut; nous leur imposons donc un examen d'entrée portant sur la mécanique appliquée, la résistance des matériaux, la technologie, le dessin industriel, etc. Pour la préparation de ces épreuves, ces jeunes gens s'organisent entre eux dans chaque Université, et cette obligation de ne compter que sur leur propre initiative donne les meilleurs résultats. D'autre part, les Écoles nationales d'arts et métiers, dont on connaît l'admirable organisation pratique, nous présentent des jeunes gens dont les connaissances ont besoin d'être complétées au point de vue théorique et surtout mathématique : nous exigeons donc d'eux, à l'entrée, un examen destiné à nous faire connaître s'ils possèdent les notions de calcul différentiel et intégral nécessaires pour suivre notre enseignement.

En dehors de ces catégories, nous n'avons pas voulu fermer la porte à ceux qui, par des voies diverses et variées, ont pu acquérir les connaissances indispensables en mathématiques, mécanique, physique, chimie, dessin, etc. Un concours difficile, où l'électricité générale et même l'électrotechnique élémentaire tiennent déjà une place importante, est ouvert à tous, sans limite d'âge : il nous assure une bonne sélection, le nombre d'élèves admis par là variant de 25 à 30 pour 100 du nombre total des candidats. Enfin une dernière catégorie d'élèves nous est donnée par les étrangers, en nombre toujours restreint, dont certains sont reçus sans concours après examen approfondi des équivalences possibles entre les titres présentés et les titres des élèves français. Le concours reste bien entendu ouvert à ceux dont les titres paraissent insuffisants.

En dehors de ces diverses sources de recrutement, nous devons une mention toute particulière à l'une des plus importantes, celle des délégués officiels de l'État : de plus en plus, qu'il s'agisse des officiers des armées de terre ou de mer, ou des ingénieurs des différents corps, les connaissances électriques deviennent partout indispensables; c'est ainsi que nous accueillons chaque année des officiers de l'artillerie, du génie, de l'aviation, des chars d'assaut, etc.; des officiers et des officiers-mécaniciens de la marine; des ingénieurs d'artillerie navale et du génie maritime, des ingénieurs des ponts et chaussées; pour certaines catégories, l'État va même plus loin et considère l'année d'études faite à l'École supérieure d'électricité comme une année régulière d'une de ses propres Écoles d'application : c'est ce qui se passe pour les élèves ingénieurs des Télégraphes dont notre enseignement constitue la première année d'études et pour les élèves ingénieurs du Génie rural dont il constitue la seconde année.

Voici, à titre d'exemple, la composition de l'une des dernières promotions (1927-1928).

Officiers et Ingénieurs délégués par le Gouvernement . . .	30
Élèves sortant des grandes Écoles.	13
Élèves sortant des Instituts électrotechniques	34
Élèves sortant d'Écoles diverses.	10
Étrangers diplômés d'Écoles techniques supérieures	16
Ingénieurs des Écoles nationales d'arts et métiers	40
Licenciés ès sciences.	18
Concours d'entrée	64
	225

Voilà donc un groupe important de jeunes gens d'origines, comme on le voit, très variées, qui, vers le commencement de novembre, vient se constituer à l'École supérieure d'électricité. Quels enseignements vont-ils y recevoir pendant la période très limitée de neuf mois qu'ils peuvent y consacrer ?

CONFÉRENCES ET ENSEIGNEMENT PRATIQUE

Cet enseignement comprend deux grandes subdivisions : l'enseignement oral auquel sont réservées toutes les matinées et l'enseignement pratique qui occupe tous les après-midi : examinons-les successivement.

L'enseignement oral comporte tout d'abord deux cours principaux, de caractère général et scientifique, l'un portant sur l'Électrotechnique générale, l'autre sur les Mesures électriques. Par suite d'une convention spéciale avec l'Université de Paris, le premier, que j'ai l'honneur de professer, correspond à une chaire de la Faculté des sciences et par suite est suivi non seulement par les élèves de l'École, mais encore par un certain nombre d'étudiants de la Faculté.

En dehors de ces deux cours, l'étude, extrêmement vaste, de l'Électrotechnique appliquée se partage entre un certain nombre de conférenciers. Dès la fondation de l'École, un principe, toujours respecté depuis, a été adopté : il consiste à choisir, pour ces conférenciers, non des professeurs de métier, mais des ingénieurs en pleine activité, chargés d'enseigner uniquement les points sur lesquels ils possèdent une compétence particulière : nous évitons ainsi le plus grave écueil auquel pourrait se heurter une École technique, l'enseignement de seconde main, interposant le livre comme un intermédiaire et une ombre entre la chose enseignée et la réalité. Certaines de ces conférences, par leur nombre et leur importance, constituent de véritables cours : nous tenons cependant à leur conserver leur nom pour bien marquer la tendance que nous venons d'indiquer : citons par exemple celles qui sont relatives aux applications mécaniques de l'Électricité et à la traction électrique, au calcul et à la construction des machines, aux grands transports d'énergie, etc. Faut-il ajouter qu'un certain nombre de nos conférenciers, dont les noms doivent à juste titre figurer parmi ceux des fondateurs de l'École, refusèrent, pendant plusieurs années, toute rétribution pour permettre une organisation financière particulièrement laborieuse ?

Quant à l'enseignement pratique, il comporte trois subdivisions qui fonctionnent simultanément et permettent ainsi à la promotion de se diviser en trois groupes et d'effectuer successivement tous les exercices par permutation circulaire.

Ces trois subdivisions sont : les mesures de laboratoire, les essais de machines et les exercices d'atelier.

Les deux premières correspondent à la distinction généralement adoptée aujourd'hui entre la technique des courants faibles et la technique des courants forts : à la première appar-

tiennent toutes les méthodes de mesures précises fondées sur l'emploi d'appareils à miroirs, dont l'usage ne peut guère être admis qu'au Laboratoire; à la seconde toutes les méthodes fondées sur l'emploi d'appareils de mesure à lecture directe pouvant être utilisés aux plates-formes d'essais des ateliers industriels. Quant aux exercices d'atelier, ils ont pour but non seulement de mettre nos élèves en contact avec la matière, mais encore de leur faire exécuter des travaux d'un caractère plus particulièrement électrique, comme les enroulements de machines électriques dont l'exécution concrète est indispensable pour bien comprendre et appliquer les théories géométriques sur lesquelles ils sont fondés.

Tous ces exercices sont complétés et illustrés par les stages que nos élèves effectuent dans les grandes usines de distribution électrique de la région parisienne où ils reçoivent toujours le meilleur accueil et dont ils tirent le plus grand profit.

Quatre projets portant sur l'appareillage électrique, la construction des machines à courant continu et à courants alternatifs et le transport de l'énergie sont donnés aux élèves dans le courant de l'année; enfin des examens de fin d'année sur les principaux cours et conférences complètent la tâche, assez lourde comme on le voit, que nous leur imposons.

La sanction de ces études fondée sur l'ensemble des notes obtenues est un diplôme d'ingénieur électricien de l'École supérieure d'électricité portant les signatures du directeur et du président du Conseil de perfectionnement.

RADIOTÉLÉGRAPHIE ET ÉCLAIRAGE

Les branches latérales d'une science aussi vivante que l'Électricité se développent si rapidement que bientôt elles exigent une étude particulière et approfondie : l'organisation extrêmement souple de l'École permet de satisfaire à ces besoins, dès qu'ils se manifestent. L'exemple le plus frappant nous en est donné par la radiotélégraphie : dès 1912 les progrès de cette application nouvelle étaient tels que nous nous résolûmes à lui attribuer une section spéciale; grâce à la collaboration et à l'actif dévouement de mon confrère, M. le général Ferrié, dont on connaît la haute compétence en ces

matières, cette section fut rapidement organisée. Elle ne comprit au début que trois mois d'études et une vingtaine d'élèves. Là encore, tout en respectant l'esprit général de l'École, nous reçûmes le plus précieux appui du Gouvernement qui, encouragé par les succès obtenus dans la section normale de l'École, nous délégua, comme élèves pour la section spéciale de Radiotélégraphie, un certain nombre d'officiers des armées de terre et de mer : ce sont eux qui devaient former le noyau de cet admirable corps de la radiotélégraphie militaire dont les services furent de premier ordre pendant la guerre.

La section nouvelle s'ouvrit le 5 février 1912; comme leçon d'ouverture et d'accueil, je ne crus pouvoir mieux faire que de donner lecture à nos nouveaux élèves, d'un rapport inédit, du plus haut intérêt, du physicien Ch. d'Almeïda, sur les tentatives faites par lui en 1870-71 pour communiquer électriquement et sans fil entre la province et Paris assiégé (1). Bien entendu, il n'était pas question à cette époque des procédés modernes de communications par ondes; les essais entrepris par d'Almeïda et interrompus par l'armistice tentaient d'utiliser le cours de la Seine et se rapprochaient plus ou moins de ce qu'on a appelé pendant la dernière guerre Télégraphie par le sol (T. P. S.).

La section fut organisée sur le modèle de la section normale : le général Ferrié et le très regretté commandant Tissot, de la Marine, voulurent bien se charger des deux cours principaux et une série de conférences sur des sujets spéciaux vinrent se grouper autour de ces enseignements fondamentaux. Des travaux pratiques variés, portant sur les différentes mesures relatives aux ondes, sur l'émission et la réception, complétèrent un programme d'un caractère à la fois élevé et pratique. La troisième promotion de cette section venait de terminer ses études lorsque la guerre éclata : il ne pouvait être question de la rouvrir dans les graves circonstances que l'on traversait (2).

(1) Nous avons publié ce rapport dans le bulletin de la Société amicale des Ingénieurs de l'École supérieure d'électricité (mars 1912, n° 26).

(2) A l'inverse de la section de Radiotélégraphie, la section normale ne cessa jamais de fonctionner, d'une façon très réduite il est vrai, mais sans rien sacrifier du niveau de ses études.

Mais dès que l'armistice fut signé, des besoins nouveaux se présentèrent en foule : nos alliés américains, en France encore pour plusieurs mois, exprimèrent le désir d'utiliser ces loisirs pour étendre leurs connaissances scientifiques et pratiques : on se souvient que des cours spéciaux furent organisés à leur intention dans nos Universités, et qu'eux-mêmes créèrent de toutes pièces, à Beaune, une véritable Université américaine. Nous nous devions de collaborer à cet effort si intéressant; le général Ferrié avait su pendant la guerre non seulement rassembler un matériel scientifique et technique de premier ordre, mais encore grouper autour de lui un grand nombre de jeunes savants et de jeunes ingénieurs qui s'étaient voués avec la plus grande ardeur à la science nouvelle et, dans le silence et le recueillement de la Défense nationale, lui avaient fait faire des progrès inouïs dont on jugera par ce simple fait que la lampe à trois électrodes, aujourd'hui entre les mains du moindre amateur de radiotéléphonie, presque inconnue en 1914, s'était répandue par milliers dans les postes de radiotélégraphie militaire à la fin de la guerre.

Dans le même esprit de collaboration que nous avons si souvent rencontré au cours de cette étude, nous résolûmes de mettre toutes ces ressources d'un caractère exceptionnel au service de nos amis américains; une session spéciale s'ouvrit pour eux en 1919 et une cinquantaine d'étudiants, tous mobilisés dans l'armée américaine, s'inscrivirent pour y prendre part : nous ne pouvions espérer plus brillante réouverture de notre section de Radiotélégraphie. Le succès en fut tel que, dès cette même année 1919, il fallut organiser, pour nos compatriotes, une nouvelle session. Depuis, cette branche de notre activité s'est singulièrement développée : la durée des cours qui était de trois mois au début est maintenant équivalente à celle de la section normale, et les promotions successives comprennent de 50 à 70 élèves. D'ailleurs, la réputation de ce centre d'études ne tarda pas à s'étendre au loin : chaque année, à nos élèves français se joignent un certain nombre d'élèves étrangers, en général officiers ou ingénieurs, délégués par leurs gouvernements respectifs pour suivre notre enseignement : la composition de l'une des dernières promotions en indiquera bien le caractère :

Officiers désignés par le ministère de la Guerre :	
Génie	1
Infanterie	1
Infanterie coloniale	2
Aéronautique	4
Officiers et ingénieurs désignés par le ministère de la Marine	4
Ingénieur désigné par le ministère du Commerce et de l'Industrie (section de l'aéronautique)	1
Ingénieur délégué par l'École supérieure des Postes et des Télégraphes	1
Officiers et ingénieurs délégués par les Gouvernements étrangers	16
Élèves civils (français et étrangers)	35
Auditeurs libres	5
	70

Nous n'avons pas besoin d'insister sur le haut intérêt que présente ce rapprochement, dans une École supérieure de Paris, de ces jeunes gens qui représentent une élite intellectuelle de leurs différents pays, avec leurs camarades français; il s'établit là, en dehors du profit scientifique, des relations qui ne peuvent que contribuer au rayonnement de la pensée française à l'étranger.

La création de la section de Radiotélégraphie nous indiquait la voie à suivre pour d'autres sections analogues. Depuis quelques années, un mouvement considérable s'est produit dans le monde industriel pour favoriser les études relatives à l'éclairage et en particulier à l'éclairage électrique, qui aujourd'hui est le plus important de tous. On s'est avisé que pendant de longues années on avait laissé l'empirisme régner à peu près en maître dans cette branche de la technique, et que le moment était venu de coordonner les efforts faits de différents côtés pour donner une base scientifique à l'utilisation de la lumière artificielle. C'est dans cet esprit que, en 1926, nous résolûmes de créer une section spéciale destinée à l'étude de l'éclairage; le programme, mi-partie scientifique, mi-partie technique, en est des plus attrayants; il comporte tout d'abord l'étude, tant au point de vue physique qu'au point de vue physiologique, des propriétés générales de la lumière indépendamment de son utilisation; puis vient la question si importante et si délicate de la mesure de la lumière ou photométrie; et enfin les applications de toutes ces notions aux différents cas qui peuvent se

présenter dans la pratique; examen des différentes sources lumineuses usuelles, éclairage des espaces clos et des espaces découverts, éclairage des trains, phares et projecteurs, etc. Le tout, bien entendu, est complété par des travaux pratiques développés qui se font en partie à l'École, en partie à l'Institut d'optique, dont le directeur, mon éminent confrère M. Ch. Fabry, nous apporte le concours le plus éclairé et le plus dévoué.

La section de Radiotélégraphie et la section d'Éclairage sont les deux seules qui, jusqu'ici, fonctionnent à côté de la section normale. D'autres sont en préparation, il serait prématuré d'en parler ici.

LA NOUVELLE ÉCOLE

Au point de vue légal, l'École supérieure d'électricité est un établissement d'enseignement supérieur libre déclaré conformément à la loi de 1875 à peu près comme l'École libre des sciences politiques; elle appartient, comme nous l'avons dit, à la Société française des électriciens qui l'a fondée et qui l'administre. Ses seules ressources, sauf les souscriptions annuelles de quelques membres fondateurs, sont les frais d'études payés par les élèves qui s'élèvent actuellement à 5000 francs. Cette somme, si elle est acceptable pour un certain nombre d'entre eux, grève lourdement le budget de jeunes gens fort méritants, surtout de ceux dont la famille habite la province. Nous disposons de quelques bourses, en nombre beaucoup trop restreint malheureusement, dues à de généreuses donations; d'autre part, la Société amicale de nos anciens élèves a fondé dès 1913 une caisse de crédits d'études qui, dans la limite de ses modestes ressources, vient en aide à quelques jeunes camarades; enfin les prêts d'honneur de l'État et les secours d'études d'un certain nombre de départements rendent aussi les plus grands services à certains de nos élèves peu fortunés. Mais il y a beaucoup à faire de ce côté et nous y portons tous nos efforts.

Ces ressources annuelles ont toujours suffi, sans aucune subvention étrangère, à équilibrer le budget de l'École qui est administré d'une manière industrielle sans formalités inutiles et dans l'esprit de la plus stricte prudence; les résultats financiers de l'exercice sont publiés chaque année dans le *Bulletin*

de la Société française des électriciens, et comme un grand nombre de nos élèves s'inscrivent comme membres de cette Société, on peut dire que tous peuvent contrôler la manière dont sont employés les fonds qu'ils nous apportent.

Si une telle gestion a pu, pendant de longues années, assurer la vie journalière de l'École, il ne pouvait être question de prélever sur un budget alimenté uniquement par les redevances des élèves, les réserves qui eussent été nécessaires pour assurer, le moment venu, soit en constructions, soit en matériel, les développements indispensables de l'École ; par de véritables prodiges d'ingéniosité et grâce au dévouement de tous, des locaux qui au début avaient été prévus à peine pour une soixantaine d'élèves avaient dû en recevoir plus de deux cents. Une telle situation ne pouvait se prolonger : des hommes de cœur et de dévouement, à la tête desquels je dois nommer M. Eugène Geoffroy et M. Jean Rey, se trouvèrent parmi les industriels électriciens pour rassembler les capitaux qui étaient devenus nécessaires et assurer la reconstruction de l'École dans des conditions dignes de sa réputation et des services qu'elle rend à l'industrie électrique. La Société française des électriciens, bien que reconnue d'utilité publique, n'avait pas de statuts assez souples pour lui permettre d'engager les opérations financières indispensables à la réalisation du programme que nous nous étions tracé. A la suite d'études longues et minutieuses, il fut décidé de créer, à côté de la Société des électriciens et pour lui venir en aide, une Société anonyme, au capital provisoirement fixé à cinq millions (1), qui reçut le nom de *Société pour favoriser le développement du Haut Enseignement de l'Électrotechnique en France*. Cette manière de faire était particulièrement favorable à la réussite de notre entreprise : les grandes sociétés électriques, soit de construction, soit d'exploitation, et les particuliers eux-mêmes devaient être plus encouragés à nous apporter leur concours sous la forme d'actions qui, sans qu'on pût se faire aucune illusion sur les dividendes à venir, leur permettraient cependant de conserver un droit de propriété et de contrôle dans les développements matériels de l'École.

Pour l'emploi du capital ainsi rassemblé, plusieurs combi-

(1) Ce capital vient d'être porté à sept millions et demi, entièrement souscrit à l'heure actuelle.

naisons pouvaient être envisagées ; on s'arrêta à la suivante qui est particulièrement simple et ingénieuse : la Société nouvelle *prête* à la Société française des électriciens, moyennant un intérêt minime de un et demi pour 100 et un remboursement en quatre-vingt-dix-neuf ans, les capitaux qui lui sont nécessaires ; de son côté, la Société des électriciens, qui conserve tous ses droits sur la propriété et sur la direction technique de l'École, se charge de l'acquisition du terrain et des constructions qui sont surveillées par une Commission mixte comprenant des représentants des deux sociétés.

Les capitaux ainsi recueillis étaient encore insuffisants pour la réalisation de nos projets : nous dûmes rechercher d'autres ressources : dès 1923, une commission interministérielle était formée sous la présidence de M. Gaston Vidal, alors sous-secrétaire d'État de l'enseignement technique, pour examiner nos besoins, et concluait à l'attribution par l'État d'une subvention de quatre millions, subvention qui fut votée en 1925. Simultanément, d'actives démarches étaient faites auprès du Conseil municipal de Paris et du Conseil général de la Seine qui voulurent bien nous attribuer des subventions respectives de 1 500 000 francs et de 500 000 francs, sommes portées récemment à 1 950 000 francs et 650 000 francs. C'était donc, en totalisant toutes ces ressources, une somme totale d'environ 14 000 000 de francs que la Société des électriciens pouvait consacrer à la reconstruction de l'École.

La question se posa alors de savoir si nous devions porter notre choix sur un terrain de dimensions modestes dans Paris ou sur un terrain plus vaste dans sa banlieue immédiate : l'hésitation ne fut pas longue, et en prévision des développements considérables que l'Électricité avait pris et devait prendre d'année en année, c'est la seconde solution qui prévalut : nous fûmes assez heureux pour trouver à Malakoff un terrain de 16 000 mètres, à 500 mètres environ de la porte de Vanves et de la porte Brancion, à quelques mètres de la nouvelle enceinte de Paris. Une année complète fut consacrée à l'élaboration des plans dans la collaboration la plus intime avec nos architectes MM. Raimbert et Papet et M. Georges Appia. La première pierre des nouveaux bâtiments fut posée le 9 novembre 1925 en présence de M. le Président de la République ; deux ans après presque jour pour jour, le 10 novembre

LA MÉDAILLE DU CENTENAIRE, GRAVÉE PAR LUCIEN BAZOR

1927, M. Doumergue assisté de M. Herriot pouvait inaugurer les nouveaux bâtiments dans une belle et simple cérémonie où M. Painlevé, ministre de la Guerre, donna lecture de la citation suivante accordée à l'École :

Par arrêté du 6 août 1927, le ministre de la Guerre cite à l'ordre de l'armée l'École supérieure d'électricité : a instruit des promotions d'élèves qui au cours de la grande guerre se sont signalés à la reconnaissance du pays, tant dans les unités combattantes, qu'en fournissant grâce à leurs connaissances spéciales l'encadrement de la radiotélégraphie militaire qui a été un des facteurs de la victoire.

Dès la rentrée de 1927, nos élèves reprenaient leurs travaux dans les vastes locaux de la nouvelle École, avec un matériel abondant et moderne et dans des conditions de commodité et de confort que n'avaient jamais connues leurs aînés.

Notre tâche est-elle ainsi terminée ? Il s'en faut de beaucoup. Une partie importante de notre programme primitif, soit comme acquisition de matériel, soit comme aménagement de terrain, soit comme œuvre d'assistance et d'aide à nos élèves, n'a pu être réalisée, faute de fonds suffisants ; de nouvelles sections doivent être organisées, de nouveaux enseignements créés. Mais c'est surtout du côté des laboratoires de recherches que doivent maintenant porter nos plus grands efforts. On a beaucoup parlé, et avec raison, dans ces dernières années de la grande misère des laboratoires : nous sera-t-il permis de dire qu'aujourd'hui cette misère se manifeste surtout par la pénurie du personnel plutôt que par le manque de matériel ? Mais c'est là un sujet nouveau qui à lui seul exigerait de longs développements.

Nous avons seulement voulu, dans cette monographie, montrer par un exemple concret ce qu'a pu réaliser un groupe d'hommes actifs et dévoués, animés seulement de l'ardent désir de créer une œuvre utile, et se transmettant des uns aux autres, avec une fidélité inébranlable à l'idée primitive, la tradition des principes qui ont fait la force et la vitalité de notre entreprise : je veux dire l'absolu désintéressement, l'esprit d'union et de concorde et l'absence totale de toute ambition personnelle.

PAUL JANET.

MÉMOIRES

II[1]

MINISTÈRE FOURTOU

16 mai — 1er juillet 1874

CRISE MINISTÉRIELLE

Je rentrai chez moi, après cette journée décisive, dans un très singulier mélange de sentiments. L'impression qui dominait était celle d'un immense soulagement. Les divisions intérieures du Conseil et du parti conservateur, les reproches constants de mes meilleurs et de mes plus anciens amis, la perspective de débats orageux et toujours renaissants à traverser avaient rendu les dernières semaines de mon ministère si pénibles que cette liquidation complète de tous mes embarras me déchargeait d'un poids insupportable.

Bien que je fusse moi-même établi à Versailles dans un très chétif appartement du palais réservé au ministère de l'Intérieur, mon fils Emmanuel, à qui le séjour de cette ville déserte dans son état d'infirmité paraissait trop pénible, demeurait à Paris, et j'allai dîner avec lui. En traversant la place Louis XV, vers cinq heures du soir, par une belle soirée du mois de mai, je respirais l'air à pleins poumons, et il me semblait que je frappais la rue d'un pied léger, comme si j'eusse été délivré d'une semelle de plomb. Je savais d'ailleurs que mon attitude dans la dernière crise avait été bonne, assez

Copyright by duc de Broglie, 1929.

(1) Voyez la *Revue* du 15 octobre.

fière, et que tous les conservateurs de France allaient me regretter. Je sortais intact et grandi d'une année de lutte éclatante et périlleuse, et je pouvais me flatter, si un avenir quelconque était réservé à ma patrie, d'y trouver une place.

Mais ce plaisir égoïste était bien troublé par la pensée que la chute du cabinet et la division du parti conservateur étaient un désastre irréparable dont les conséquences ne pouvaient être calculées. Je ne voyais aucun moyen de ressouder la majorité dissoute, et en dehors de cette majorité, aucune autre perspective que le pays livré aux mains des révolutionnaires. Par une disposition de mon esprit qui a ses avantages et ses inconvénients, et qui consiste à apercevoir tout de suite les dernières conséquences d'un événement, en franchissant d'un bond tous les intermédiaires, je croyais même ce triste avenir beaucoup plus prochain qu'il n'a été. Je ne prévoyais pas la lente agonie dans laquelle devaient se débattre le parti conservateur et l'Assemblée. Je ne me rendais pas bien compte de la sagesse relative que les nécessités de la lutte, les conseils de M. Thiers et l'esprit politique de M. Gambetta ont su imposer au parti républicain et qui, sans prévenir ses funestes tendances, en ont ralenti les effets. Je voyais dans un délai assez court, de quelques mois, de quelques semaines peut-être, l'Assemblée obligée de se dissoudre par impuissance d'être et d'agir, et remplacée par une Convention nationale triomphante. Cet échec complet de toutes mes espérances me pénétrait par moments d'une douleur aiguë, qui pourtant ne triomphait pas de la joie de l'heure présente.

Mais une autre considération encore me troublait. Si j'étais délivré, une autre personne aussi et plus engagée que moi dans les événements de la dernière année ne l'était pas. C'était le Maréchal. Je ne pouvais oublier que nous avions été le chercher pour le service de notre cause dans le poste élevé, mais secondaire, qui convenait à ses goûts et suffisait à son ambition. Nous lui avions fait, le 24 mai, une sorte de violence pour lui faire accepter le rang suprême. Au 20 novembre nous l'y avions cloué en quelque sorte pour sept années. J'avais joué le rôle important dans ces deux circonstances et bien qu'après tout un homme de soixante ans soit seul responsable de ses actes (même de ceux auxquels il ne s'est décidé qu'à regret), et n'ait pas le droit de les imputer à ceux qui les lui ont conseillés, la

simplicité naturelle du Maréchal, son inexpérience des affaires politiques, la confiance qu'il m'avait témoignée m'imposaient (je le croyais du moins) le devoir de ne pas le laisser seul et sans conseil dans l'embarras où j'avais contribué à le jeter.

Cet embarras était grand, je le sentais, et s'accroissait de ce qu'il y avait de compliqué et même de faux dans la situation où nous l'avions placé. Quand un roi constitutionnel est contraint par un vote parlementaire à se séparer d'un ministère qu'il affectionne, son rôle peut être pénible, mais il est simple. Après tout, quelques services que le ministère lui ait rendus, il ne lui doit rien que son estime. Il n'a pas reçu de lui, ni du parti que ce ministère représente, le pouvoir : il ne le doit qu'à sa naissance. Il n'a pas figuré lui-même dans ce parti, et ne lui a pas promis de le défendre. Mais tout autre était la situation du maréchal de Mac Mahon, et tout autre sera toujours, quoi qu'on fasse, et quoi que disent toutes les fictions constitutionnelles du monde, la situation d'un chef d'État qui tient son pouvoir de l'élection. C'est un parti qui l'a élevé et qui a placé en lui sa confiance pour la défense de la cause qui leur est commune. Peut-il, du soir au lendemain, pour se conformer au vote d'une assemblée, oublier et même trahir les amis dont les suffrages l'ont fait ce qu'il est, et se servir contre eux de la puissance même qu'ils lui ont conférée ?

Il y a là quelque chose qui répugne instinctivement à la délicatesse et aucune fiction légale ne fera jamais taire chez une âme douée de sentiments élevés la protestation de l'honneur qui condamne une telle conduite. Je savais que le Maréchal était très sensible à ces considérations et je croyais peut-être qu'il l'était plus encore qu'à l'épreuve il ne s'est montré.

Ce n'était donc pas pour lui une petite affaire que de faire un nouveau ministère, surtout s'il devait l'aller chercher parmi ses adversaires de la veille. Là, en effet, se rencontreraient les amis personnels de M. Thiers, vivant chez lui, soumis chaque soir à l'influence de sa conversation vive et passionnée, et ne respirant, comme lui, que la vengeance de l'affront du 24 mai. L'idée de mettre dans le ministère des amis de M. Thiers qui iraient, après chaque réunion du Conseil, rendre compte de la séance, et prendre langue avec l'ennemi de leur chef pour arriver plus vite à le renverser, m'était insupportable, et je me sentais obligé de faire tous mes efforts pour détourner ce calice.

Que faire cependant? L'union de la droite était rompue : comment reconquérir une majorité sans faire un pas vers la gauche dont les amis de M. Thiers formaient la nuance la moins avancée? Évidemment il fallait tenter un effort pour opérer ce rapprochement aux meilleures conditions possibles pour la dignité du Maréchal, et pour le maintien des principes conservateurs. Une seule personne me parut de nature à pouvoir ménager cette transition. Je prononçai le nom de M. de Goulard. C'était un ancien ami de M. Thiers; mais il s'était séparé de lui le 24 mai, et sa sortie du ministère avait même été la cause directe de ce grand attentat. De ce côté, il n'y avait donc pas à craindre de rencontrer des intimités fâcheuses. Mais M. de Goulard avait refusé de rentrer au ministère, quand les cendres du pouvoir de M. Thiers étaient encore chaudes : après le 2) novembre, la sotte répugnance de mes amis m'avait empêché de l'y rappeler. Sans en rien dire, il en était resté un peu piqué; son attitude dans les derniers temps avait été un peu boudeuse, sinon contre moi, au moins contre mes alliés de la droite. C'était chez lui que se réunissaient par habitude ceux qui se plaignaient de la chaîne à laquelle les liait l'union conservatrice. Il était tout désigné pour hériter de la situation indécise qui naissait du vote confus dont j'étais victime. D'un caractère doux, d'ailleurs, de relations aimables, si quelqu'un pouvait ménager une réconciliation, c'était bien lui.

M. de Goulard accepta la tâche : je crois même qu'il s'attendait un peu à être appelé. Mais le difficile était de trouver un terrain de conciliation, entre ceux qui ne voulaient entendre parler de rien, avant que le principe républicain fût proclamé, et ceux qui ne voulaient à aucun prix d'une adhésion quelconque à ce principe. Je n'étais, comme je l'ai dit, ni des uns ni des autres : je ne pouvais attacher une telle importance à une pure question de forme et des gens de sang-froid se seraient vite élevés au-dessus de cette querelle nominale. Mais en devenant des questions d'amour propre, qui divisent les partis, les questions de forme deviennent des questions de fond, et les plus graves de toutes, parce que leur solution décide à qui restera le pouvoir, et quelles mains doivent l'exercer. C'est ce que des spectateurs indifférents, des étrangers et plus tard la postérité ont peine à comprendre. Le contraste entre le sujet du différend, et l'importance que chacun y attache est le sujet de leur

étonnement et de leurs railleries. Mais les hommes engagés dans la lutte, et qui ont affaire aux passions et, si l'on veut, aux préjugés de leurs compagnons d'armes, sont obligés, tout en souriant ou en s'impatientant, de s'y conformer et d'en tenir compte.

Comment M. de Goulard pouvait-il faire pour se tirer de cette difficulté? Il imagina ou on imagina pour lui un expédient assez ingénieux. J'ai dit qu'un des reproches les plus fondés qu'on pût faire à l'organisation politique du 20 novembre, c'était l'incertitude qu'elle laissait planer sur l'avenir même le plus rapproché : car non seulement elle ne donnait pas de successeur au Maréchal, au bout du terme de sept années assigné à son pouvoir, mais s'il venait à mourir par un accident que sa santé, à la vérité, ne faisait pas prévoir, mais qui n'est que trop souvent imprévu, tout était par le fait même remis en question. La désignation que nous avions faite était toute personnelle, et le lambeau de Constitution qui l'accompagnait finissait avec la personne. J'avais bien essayé, dans la loi organique que j'avais rédigée, de prendre quelques précautions pour un cas si naturel à l'humanité que tous les testaments ont pour but d'y pourvoir. Mais j'avais été arrêté sur-le-champ par la résistance de mes collègues de droite qui avaient bien assez à faire d'imposer à leurs amis une patience de sept années et n'osaient les priver par avance de la chance que pourrait leur fournir l'ouverture d'une succession imprévue.

Ce fut cette idée, mise en avant dans mon cabinet et repoussée sur-le-champ, dont M. de Goulard s'empara. La concession qu'il crut pouvoir offrir au centre gauche fut de s'engager à proposer une disposition qui, tout en limitant toujours à un terme de sept années la durée de l'organisation provisoire que nous établissions, stipulerait que, si pendant ce délai et avant qu'il fût entièrement écoulé, le Maréchal venait à mourir, il y aurait lieu de pourvoir, par voie d'élection, un remplaçant qui achèverait le temps restant à courir. Ce fut ce qu'on appela dans un jargon bizarre, aujourd'hui inintelligible, *le septennat impersonnel*. Le Maréchal, à qui on expliqua cette subtilité, eut quelque peine à la comprendre. Ce n'est pas que l'idée de sa mort, sur laquelle reposait cette étrange conception politique, lui causât aucune répugnance, loin de là. Tandis qu'on n'osait devant M. Thiers faire aucune allusion à cette

échéance inévitable de toute vie humaine, on en causait devant le Maréchal, sans que cela lui causât plus d'émotion que le son du canon ne lui en avait fait éprouver sur le champ de bataille. Seulement, l'expression métaphysique dont on se servait ne pouvait rester dans sa mémoire. « Ils espèrent tout arranger, disait-il, avec le septennat *individuel... vous savez enfin... ce qui arriverait si je venais à mourir.* »

Tel fut donc le pas que M. de Goulard se décida à faire vers le centre gauche. Effectivement, c'en était un, bien que très léger et assez peu sensible en apparence, vers une organisation républicaine. On n'assurait, il est vrai, que le lendemain, et encore un lendemain très éventuel. Mais l'arrangement pouvait être indéfiniment renouvelé : une loi de deux lignes en 1880, ou même le silence suffisait pour prolonger un état de choses qui était, au fond, réellement républicain. Le provisoire pouvait se changer ainsi insensiblement en définitif, et le bail se convertir en propriété (suivant l'expression du droit civil) *par tacite reconduction.*

Avec les sentiments que j'ai exprimés à plus d'une reprise, je n'avais aucune objection à faire à ce petit artifice. J'aurais accepté de grand cœur bien davantage en fait de profession républicaine; si, moyennant ce léger sacrifice, on pouvait faire rentrer dans les rangs du parti conservateur les éléments de notre armée que M. Thiers avait débauchés, et constituer une majorité affranchie du caprice de l'extrême droite et du concours perfide des bonapartistes, mais résolue à faire tête au flot montant du radicalisme, je me serais estimé trop heureux. Je saisis donc, avec un intérêt mêlé de crainte et de doute, mais très sincère, la tentative de M. de Goulard.

Il frappa successivement à la porte de tous les partis qu'il pouvait croire accessibles à des idées de conciliation : à commencer par le centre droit et le duc Pasquier qui, avec moi, en était le représentant naturel. Là, il fut reçu avec enthousiasme. On ne rêvait depuis le 20 novembre qu'une réconciliation avec le centre gauche. Le *septennat* impersonnel parut la réalisation du rêve, et devint rapidement un article de foi. Le duc Decazes ne ménagea pas davantage son approbation. Mais, au premier moment, se croyant obligé à me suivre dans ma retraite, parce qu'il m'avait poussé dans la voie où nous avions succombé, il déclara qu'il ne voulait faire partie d'au-

cune nouvelle combinaison. Il est vrai qu'il laissait entendre que cette résolution était vivement combattue par les diplomates étrangers, qui regardaient sa présence comme la garantie d'une politique pacifique, principalement par le ministre d'Italie, M. Nigra, qui n'avait confiance qu'en lui, pour résister aux empiètements du parti clérical. Je consentis sans peine, sur la demande de M. de Goulard, à le relever de toute obligation à mon égard. Il devint alors, avec son autorité habituelle et son adresse à manier les hommes, un agent très actif du rapprochement médité.

On eut, sans plus de difficulté, dans le centre droit, le concours d'un homme très intelligent et jouissant d'une grande autorité dans l'Assemblée, M. Léonce de Lavergne, auteur d'écrits économiques très distingués. C'était l'ennemi le plus acharné de M. Thiers, l'hôte chez lequel nous avions passé la soirée du 23 au 24 mai à préparer mes batteries pour le lendemain. Comme il était perclus de goutte, ne se traînait qu'avec des béquilles, et passait une bonne moitié de l'année dans son lit, sans pouvoir remuer ni pieds ni mains, je n'avais pas même soupçonné que, dans un pareil état de santé, il fût possible de lui proposer un ministère. J'avais tort : à l'empressement avec lequel il accepta l'ouverture, dès qu'elle lui fut faite, je vis que j'avais passé sans le savoir à côté d'une prétention ardente, et par conséquent mécontente.

Du centre droit qui courait de lui-même au-devant de la proposition, il fallait passer au centre gauche où l'on s'attendait à plus de difficultés. Au premier moment pourtant, l'accueil parut meilleur qu'on ne pouvait s'en flatter. Deux noms très honorables furent prononcés : ceux de M. Bérenger, ancien avocat général de l'Empire, persécuté par le Comité de salut public de Lyon, et qui nous avait déjà prêté main forte pour détruire la mairie centrale de cette cité révolutionnaire, et de M. Waddington, un des nôtres, jusqu'à l'année précédente, et qui ne s'était séparé de nous que parce que son éducation anglaise, ses théories de libéralisme américain, et sa religion protestante l'éloignaient des convictions étroites de la droite et des pratiques autoritaires des bonapartistes. C'étaient l'un et l'autre des convertis ou plutôt des pervertis de M. Thiers, qui se trouvaient mal à l'aise avec leurs nouveaux amis. Depuis lors, M. Waddington a singulièrement pris sur lui et s'est

montré de bonne composition pour les excès mêmes de la gauche : il doit en ce moment à cette tolérance une fortune inattendue. Mais alors il passait pour celui qui, placé sur la rive opposée à la nôtre, était le plus disposé à construire un pont pour franchir le fleuve. L'un et l'autre furent sondés et se montrèrent disposés au moins à entrer en pourparlers avec M. de Goulard. Avaient-ils les pouvoirs de traiter au nom de leurs amis? Combien en auraient-ils amenés à leur suite au nouveau ministère? C'est ce qu'on n'eut pas le temps d'éprouver, car, avant de conclure, il fallait les mettre en relation avec la droite, et là était le véritable obstacle.

Là, en effet, se rencontraient contre le nom même de république et tout ce qui en rappelait seulement l'image d'invincibles répugnances : là aussi chez les plus modérés, on rencontrait leur timidité prompte à s'effaroucher, une crainte du *qu'en dira-t-on* des sacristies et des châteaux qui les empêchait de faire un pas vers un rapprochement quelconque avec les hérétiques ou suspects d'hérésie en fait de monarchie. Et cependant essayer de se passer de la droite, c'eût été se casser, dès le premier jour, la tête contre une muraille. M. de Goulard s'y prit avec douceur et adresse et crut avoir ville gagnée, quand il eut rallié à ses projets les deux premiers auxquels il s'adressa, MM. de Cumont et Tailhaud. Mais l'un, bien que journaliste éminent, ami intime et confident de M. de Falloux, très influent, très bien disant dans nos réunions privées, n'avait jamais paru à la tribune : l'autre, magistrat estimé, n'y avait fait que des apparitions malheureuses. Il fallait des mains plus expérimentées et de meilleurs pilotes pour faire l'opération délicate de changer de direction, et même de virer de bord sur une mer si orageuse. Mon collègue, M. Depeyre, qui, comme garde des sceaux, avait plus d'une fois parlé avec éclat, et s'était attiré le respect de la magistrature, mon sous-secrétaire d'État, M. Baragnon, improvisateur hardi, orateur primesautier, aimable collègue, redouté de la gauche pour ses vives saillies, parurent des recrues indispensables. On se décida à les aborder.

Je les connaissais à fond l'un et l'autre; et je crois encore que, livrés à eux-mêmes, ils auraient tenté l'aventure. Malgré une apparence raide et un caractère irascible et pointilleux, M. Depeyre, je l'ai déjà dit, est, au fond, un esprit droit et un cœur généreux. Sa personnalité un peu âpre peut lui faire

oublier un instant, mais ne l'entraîne jamais à méconnaître les conseils d'un patriotisme désintéressé. Quand on fait appel à sa loyauté, à son amour du bien public, on ne le trouve jamais sourd. Quant à Baragnon, c'est un légitimiste d'occasion qui ne l'aurait point été en dehors du milieu ardent de la ville de Nîmes où il était né. Il est loin d'avoir aucun préjugé; et tout plan raisonnable qui se serait trouvé d'accord avec sa légitime ambition était assuré de son adhésion.

L'affection qui nous liait leur faisait presque un devoir de me consulter. Je les engageai fortement à se prêter à la situation nouvelle, et leur promis tout le concours dont je disposais. Mais ce n'était pas de mon approbation qu'en réalité ils avaient besoin. Ils avaient dans leurs amis de la droite des maîtres plus exigeants que moi et je doutais fort qu'ils obtinssent la permission d'agir s'ils croyaient devoir la demander au lieu de la prendre. Aussi, quand j'appris qu'une réunion de la droite était convoquée pour résoudre ce cas de conscience, je n'augurai rien de bon. Mais je n'avais aucun moyen d'exercer d'influence dans cette réunion, où siégeaient beaucoup de ceux-là mêmes qui venaient de me renverser. Demeurant à Paris, je n'avais aucune raison pour rester à Versailles, ce soir-là. D'ailleurs, j'étais un peu fatigué du rôle de mouche du coche que je jouais depuis près d'une semaine et je m'apercevais que mes futurs successeurs me regardaient avec un peu d'ombrage, comme si je m'étais préparé à les mettre en tutelle. Je partis donc à la fin de la séance de l'Assemblée pour Paris, d'une manière très ostensible, afin que, quel que fût le résultat, on ne pût me l'imputer. En revenant pour la séance du lendemain, j'appris que tout était rompu, que MM. Depeyre et Baragnon s'étaient refusés à tout compromis avec le centre gauche et que M. de Goulard résignait ses pouvoirs.

Le trouble était grand dans les cercles parlementaires et surtout à la Présidence où le pauvre Maréchal, éprouvant pour la première fois les douleurs de l'enfantement ministériel, jetait les hauts cris de désespoir. Il déclara avec une brusquerie assez aimable qui était le fond de son caractère, qu'il lui fallait un ministère bon ou mauvais, dans les vingt-quatre heures. La nécessité pesant sur tout le monde, l'habileté de Decazes, peut-être l'ambition de Fourtou aidant, on trouva moyen de le satisfaire. Fourtou accepta le ministère de l'Inté-

rieur, et fut remplacé à l'Instruction publique par M. de Cumont. M. Tailhaud prit les sceaux à la place de M. Depeyre. Desciligny qui, pendant la crise, s'était ménagé avec tout le monde, d'une manière si apparente que tout le monde se méfiait de lui, fut remplacé au Commerce par l'honnête et excellent Grivart, qui lui était bien supérieur, comme capacité et comme éloquence. Un ingénieur très distingué qui a fait preuve depuis lors de véritables qualités de gouvernement, M. Caillaux, succéda à M. de Larcy aux Travaux publics. On donna au général de Cissey, fait ministre de la Guerre, la présidence nominale du Conseil, à laquelle personne n'ayant de droit incontestable, chacun aurait pu prétendre.

C'était une solution telle quelle et le Maréchal respira. Mais, sauf lui, personne n'était satisfait. J'ai toujours regardé l'issue peut-être inévitable de ce premier remaniement ministériel, comme l'effet le plus fâcheux de notre chute, et l'une des causes de tous les embarras et de tous les malheurs qui ont suivi. On avait tendu la main au centre gauche : il ne l'avait pas refusée : c'étaient les conservateurs qui la retiraient. Il retournait à l'opposition, exaspéré par le désappointement qui suivait un éclair d'espérance et pouvant se vanter d'avoir fait preuve d'un esprit de conciliation, auquel on avait répondu avec une raideur exclusive. Mes amis du centre droit, qui avaient vu le ciel ouvert dans ce qu'on appelait la fusion des centres, et le voyaient de nouveau couvert de nuages, étaient pleins de dépit et leur mauvaise humeur s'exprimait tout haut avec acrimonie contre la droite. Pasquier ne tarissait pas en invectives contre Depeyre, et je ne suis pas sûr qu'au moment où j'écris, quelque ressentiment ne soit pas encore vivant dans son cœur. La droite n'avait plus dans ce cabinet incolore que deux représentants, les moins colorés de tous, Tailhaud et Cumont. En un mot, c'était le ministère précédent décapité, et ayant la prétention de marcher sans tête.

DÉCHAINEMENT DES PARTIS

Aussi ne fit-il pas beaucoup de pas sans broncher. Il n'avait pas duré huit jours que les difficultés éclataient de toutes parts. C'étaient les mêmes que j'avais rencontrées : mais, toute fausse modestie à part, il avait moins de force que nous pour y faire

face. On tirait sur lui de droite et de gauche, comme sur nous, mais la place n'avait plus de boulets du même calibre pour répondre, ou, pour mieux dire, ce qu'il y avait de plus pénible pour les nouveaux ministres, c'est que les divers partis commençaient à se faire la guerre, sans tenir compte d'eux, et que les balles passaient par-dessus leurs têtes sans les atteindre.

Ce fut des bonapartistes que partit la première décharge, et contre eux qu'eut lieu la première riposte. La crise n'était pas finie depuis trois jours qu'une élection du département de la Nièvre envoyait à l'Assemblée un écuyer de l'Empereur, M. de Bourgoing, qui dans sa profession de foi n'avait pas ménagé ses termes ni dissimulé ses espérances. Quand j'appris cette nouvelle, je retrouvai toute la satisfaction des premiers moments de ma chute. Je prévoyais en effet que mes amis en perdraient littéralement l'esprit : si j'eusse été encore ministre de l'Intérieur, ils m'eussent imputé ce triomphe d'une cause qui leur était odieuse, et au lieu de tomber comme j'avais fait dans leurs bras, j'aurais peut-être péri sous leurs coups. L'émoi fut grand en effet dans le Parlement, très bruyant et un peu affecté sur les bancs de la gauche, plus profond peut-être et plus sincère dans le groupe orléaniste. Une prétendue découverte, dont on n'a jamais su l'origine, permit d'en porter tout de suite l'expression à la tribune. Un journaliste de la Nièvre (le département qui venait d'élire M. de Bourgoing) raconta qu'un de ses amis avait trouvé dans un wagon une circulaire autographiée portant l'en-tête d'un comité central bonapartiste, qui donnait des instructions à ses affidés, au nombre desquels étaient désignés un grand nombre de fonctionnaires du département. Ce comité occulte leur promettait de l'avancement en les menaçant de disgrâce suivant la mesure du concours qui lui serait prêté. Là-dessus grand scandale : un député, alors inconnu, aujourd'hui presque ministre, M. Girerd, vint, tout en feu, sommer le ministère de dire ce qu'il savait sur l'existence et l'organisation de ce tribunal occulte. Le pauvre ministère qui ne savait rien, ne put rien dire, mais promit de s'enquérir. M. Rouher qui sut tout de suite à quoi s'en tenir sur la valeur de ce document apocryphe, et n'était pas fâché d'égarer ses adversaires sur cette fausse piste, vint lui-même avec le ton d'arrogance qui lui était naturel réclamer une enquête, et M. Gambetta qui ne voulait

être en reste de grossièreté avec personne, prit acte des promesses du gouvernement, en appelant la lumière sur les menées de ces *misérables*. Ce qui prouve à quel degré les passions étaient montées, c'est que le président, M. Buffet, n'ayant pas voulu permettre que, dans une assemblée française, on se traitât ainsi entre collègues, c'est à peine si des rumeurs parties de divers camps ne lui fermèrent pas la bouche, et à partir de ce moment, je ne cessai plus d'entendre déplorer ce qu'on appelait ses faiblesses pour les bonapartistes.

Ceux-ci relevèrent la balle, ce qui leur était aussi facile qu'agréable, car la violence est leur élément naturel. Le lendemain parut un article du jeune Granier de Cassagnac dans *le Pays*, annonçant qu'ils seraient en nombre à la gare Saint-Lazare au départ du train parlementaire, et que ceux qui voudraient leur parler les trouveraient prêts à répondre. Effectivement, à l'heure fixée, des figures de spadassins stationnaient sur le passage des députés, et les membres de la gauche purent entendre siffler à leurs oreilles des épithètes qui n'avaient rien de flatteur, et des menaces qui n'avaient rien de rassurant. Des paroles, en vint-on aux faits? Et en ce cas qui commença? C'est ce qu'il est toujours difficile de déterminer en pareille occurrence. Le fait est qu'il y eut des coups de poing et des coups de bâton échangés, et que les sergents de ville durent intervenir. Ils mirent la main à droite et à gauche sur les combattants, et emmenèrent leurs captures au poste. Vérification faite, au nombre des gens arrêtés il se trouva un député, et un député de la gauche. On juge du tapage qui s'ensuivit. On eut beau relâcher le prisonnier immédiatement, en lui faisant des excuses, dès que sa qualité eut été reconnue, le ministère interpellé de nouveau, dès le début de la séance, eut beau promettre toutes les réparations imaginables, il n'en fut pas moins tenu pour certain que tous les sergents de ville et tous les gardiens de la paix étaient des conspirateurs bonapartistes, qui avaient saisi avec empressement l'occasion de prendre au collet les républicains. Et, au vrai, il est bien possible que ces braves gens, presque tous nommés par le gouvernement impérial, vexés et honnis après le 4 septembre, et trouvant toujours des républicains parmi les braillards d'estaminet qu'ils devaient mettre à la raison, eussent gardé un bon souvenir d'un temps où ils vivaient en paix, et n'eussent qu'un goût médiocre pour

un gouvernement qui se recommandait de tels partisans. Je me rappelle que j'en fis convenir le républicain Picard, que je rencontrai tout ému dans la gare même où le fait venait de se passer. « Tous vos gens sont d'infâmes bonapartistes, me dit-il de ce ton goguenard qu'il ne quittait jamais, même quand il était en colère. — Que voulez-vous, lui dis-je? Peuvent-ils avoir beaucoup de tendresse pour les gens qui les jettent à la rivière? — Eh! me dit-il, je conviens que c'est difficile. » Il n'en prit pas moins une part vive et même indignée à l'interpellation.

Ce qu'il y avait de plus grave et pour moi personnellement de plus affligeant dans ces tristes scènes, c'est la part, visible bien que muette, qu'y prenait la partie de la majorité, à laquelle par tous les liens de l'habitude et de l'amitié, j'étais le plus attaché. Les orléanistes de mon intimité, presque de ma famille, possédés de cette haine de l'Empire qui ne les quittait pas, applaudissaient de leurs bancs aux violences de la gauche, auxquelles la délicatesse de leurs sentiments et de leurs manières ne leur aurait pas permis de s'associer personnellement. La gauche qui s'apercevait de cette sympathie, sentit le parti qu'elle en pouvait tirer, et à partir de ce moment, il n'y eut pas de coquetterie qu'elle ne fît à ce petit groupe. Une commission d'enquête fut nommée pour prendre connaissance des faits étranges allégués au sujet de l'élection de la Nièvre. Une part fut faite aux orléanistes sur la liste de gauche et, moyennant cette concession, cette liste obtint la majorité. Les deux conservateurs élus par cette coalition nouvelle furent le cousin du duc Decazes et l'un des secrétaires du centre droit, accusé, comme mon neveu, d'avoir trahi la fusion, le jeune Savary. Ces choix étaient assez adroits.

Ce germe d'une alliance, qui devait changer tout l'équilibre des partis, ne tarda pas à se développer. Trois jours étaient à peine écoulés depuis les violentes séances que je viens de rapporter, qu'une proposition était faite par M. Casimir-Périer pour hâter les délibérations de la Commission constitutionnelle. On lui demandait de prendre pour base de son œuvre législative le projet de loi déposé par M. Dufaure à la veille du 24 mai, et qui avait sombré dans la défaite de M. Thiers. C'était la presser de proclamer la République. M. Périer demandait l'urgence et le renvoi immédiat de sa proposition

à la Commission. Une discussion assez vive s'engagea. Les bonapartistes, par l'organe de M. Raoul Duval, contestèrent les pouvoirs constituants de l'Assemblée, et demandèrent l'appel direct au peuple par la voie plébiscitaire. A l'attitude de la Chambre pendant ce débat, il était visible que si la République, dans la personne de M. Casimir-Périer, n'avait que peu de faveur, l'idée d'en finir le plus tôt possible avec les questions constitutionnelles, le sentiment de l'impossibilité où nous étions de rester plus longtemps dans un état vague et provisoire gagnaient du terrain. Effectivement, quant le vote eut lieu, l'urgence fut déclarée par quatre voix de majorité. Une quinzaine de défections avaient déterminé le résultat inattendu. Beaucoup de mes amis personnels, en particulier Lambert Sainte-Croix et d'Haussonville, s'étaient abstenus.

Tout s'était passé, jusque-là, entre républicains, orléanistes et bonapartistes. Les légitimistes crurent le moment venu d'entrer en scène. Le résultat du scrutin n'était pas encore proclamé, et l'agitation était au comble dans l'Assemblée, qu'une nouvelle proposition circulait déjà sur les bancs de la droite et se couvrait de cinquante signatures! Ce n'était rien moins que l'invitation faite à la Commission constitutionnelle de proclamer, non plus cette fois la République, mais la monarchie, sauf à débattre avec l'aîné de la maison de France les institutions du pays. Au milieu du trouble qui s'éleva, à peine eut-on le temps de remarquer que celui qui portait la proposition à la tribune n'était autre que l'ambassadeur du Maréchal à Londres, le duc de Bisaccia.

Le renvoi de la proposition à la Commission, mis aux voix, ne fut rejeté qu'après deux épreuves. La droite, qui avait voté les sept ans de pouvoir du Maréchal, n'osa pas repousser une proposition qui annulait ce pouvoir sans même en parler.

Rejetée ainsi par l'Assemblée, ou du moins renvoyée aux calendes grecques, la proposition monarchique fut reprise en dehors du Parlement par quelqu'un de plus important encore que le duc de Bisaccia. Ce fut le Comte de Chambord lui-même qui, sortant du silence où il s'était renfermé depuis cinq mois, jugea que le moment était venu de parler au pays. Une proclamation de sa main adressée aux Français parut dans les journaux dans les derniers jours de juin. On y trouvait bien encore une phrase de politesse à l'endroit

de l'illustre épée qui protégeait la France. Mais la loi du 20 novembre elle-même et la prolongation de pouvoirs qu'elle avait établie y étaient traitées dédaigneusement de solution temporaire et impuissante; le Prince se plaignait d'ailleurs du malentendu qui avait permis aux partis de calomnier sa pensée. Mais aucune phrase, aucun mot, aucune syllabe de la proclamation ne permettait de supposer que ce fût sur la question même du drapeau qu'une ombre de malentendu se fût élevée entre lui et la France.

MESSAGE PRÉSIDENTIEL

Tous les partis étaient ainsi déchaînés, et leur flot venait battre contre la pauvre digue, déjà bien ébranlée, que nous avions élevée le 20 novembre. Que faisait, au milieu de cette confusion, le ministère incolore né de cette incertitude même? Son attitude ne manquait ni de netteté ni d'énergie. Sans se prêter aux violences des bonapartistes, il avait refusé de s'associer aux fureurs ridicules qui les poursuivaient. Il avait défendu les sergents de ville comme le méritaient ces braves serviteurs de l'ordre et de la loi. Enfin, en face de l'incartade des légitimistes, il exagérait peut-être la fermeté. Bisaccia fut révoqué le soir même du jour où il avait porté à la tribune sa proposition intempestive, et comme il s'étonnait un peu de ce châtiment auquel il s'était gratuitement exposé : « Mais, lui dit le Maréchal en lui offrant un cigare, je ne fais que vous rendre la pareille : il faut bien que ce soit vous ou moi maintenant qui quittions la place. » Enfin, le journal *l'Union* qui avait publié la proclamation du Comte de Chambord fut suspendu pour un mois en vertu de l'état de siège.

Un homme passait pour l'inspirateur de cette conduite plus résolue qu'on ne l'attendait. C'était le nouveau ministre de l'Intérieur, M. de Fourtou, qui déployait, dans le poste où il avait été appelé un peu par hasard et faute de mieux, des qualités qu'on n'avait pas soupçonnées. Déjà, au ministère de l'Instruction publique, j'avais remarqué avec quelle habileté il avait dirigé une administration de nature très délicate où l'on a affaire à des esprits indépendants dans une position subalterne, et où il faut user avec ménagement des ressorts du pouvoir, si on veut lui conserver son autorité morale. Je fus donc

moins surpris que d'autres de le voir, dès qu'il fut à la tête d'un ministère tout à fait politique, prendre les allures d'un véritable chef de gouvernement. Son langage à la tribune avait quelque chose de ferme dans la pensée et de net dans l'expression qui avait manqué au pauvre Beulé. C'est le propre de l'éloquence parlementaire de donner, à certains moments, la mesure non seulement de la portée de l'esprit ou du talent, mais de la valeur du caractère ; quelques mots suffisent pour faire sentir à une assemblée qu'elle est en présence d'un homme. M. de Fourtou trouva quelques-uns de ces traits révélateurs.

Aussi, dès que l'opposition comprit qu'elle avait affaire à un successeur qui pouvait me remplacer, ce fut contre lui qu'elle dirigea sur-le-champ toutes ses batteries. Jamais on ne vit changement de front plus complet, ni qui ait mieux fait mesurer la mauvaise foi de l'esprit de parti. Pendant toute la durée de notre ministère commun, et jusqu'à la veille de sa chute, M. de Fourtou, un instant ministre de M. Thiers, avait gardé les meilleures relations avec ses anciens amis. Il formait le trait d'union sur lequel j'avais compté pour me rapprocher du centre gauche, et dans la semaine même qui avait précédé ma sortie, il m'avait fait voir une lettre de M. Bérenger qui l'assurait de son concours, pourvu qu'il trouvât un moyen de nous tirer du chaos inconstitutionnel où nous languissions. Pendant toute la durée de la crise ministérielle, aucune objection n'était venue de ce côté contre son maintien à l'Instruction publique ou même sa promotion à un poste plus important. Mais dès que le centre gauche eut perdu l'espoir d'arriver au pouvoir, et dès que M. de Fourtou fut devenu la cheville ouvrière du nouveau ministère, il se trouva tout d'un coup, je ne sais comment, qu'il avait toujours été bonapartiste.

On se souvint que sous l'Empire, il avait été dans la Dordogne l'ami d'un candidat officiel. On remarqua qu'il avait auprès de lui un chef de cabinet qui appartenait à une famille bonapartiste, et l'on oublia que ce subordonné qu'il ne connaissait pas personnellement lui avait été légué par M. Batbie à qui on ne l'avait jamais reproché. Bref, il prit ma place et devint le point de mire de tous les ressentiments qui ne pouvaient plus tomber sur moi.

L'auteur principal de ce revirement inattendu se trouva, je dois le dire, parmi les subordonnés de M. de Fourtou, au sein

même du ministère de l'Intérieur. Ce fut le Préfet de police, M. Léon Renault, esprit délicat et distingué, mais nature ardente et mobile, en qui j'avais eu le tort de placer trop de confiance. Léon Renault, brillant élève du cabinet du vieil Hébert, jeune avocat plein d'espérance, avait appartenu pendant l'Empire au petit groupe des orléanistes dont l'alliance avec les républicains, contractée sous le nom d'*Union libérale*, était devenue le plus intime. M. Thiers l'avait enlevé au barreau, pour le faire entrer dans l'administration. De la préfecture d'Orléans, où il avait bien réussi, il l'avait fait passer d'emblée à la Préfecture de police où, le 24 mai, nous l'avions trouvé. Comme il était resté dans les meilleurs termes avec ceux de ses anciens amis qui boudaient M. Thiers, nous cherchâmes tous à le garder et nous y réussîmes sans trop de peine. Il devint bientôt l'un de nos meilleurs soutiens. M. Léon Renault a de la grâce dans les manières, le savoir vivre que donne l'usage du monde, et une séduction dont on se défend difficilement. Quand je dis : *il a*, je devrais dire : *il avait* ; car, depuis que son ambition l'a entraîné dans la cause du radicalisme, son extérieur a changé, sa figure s'est assombrie, et il paraît avoir perdu en partie cette distinction acquise plutôt que naturelle. Quoi qu'il en soit, le charme qu'il avait encore à cette époque, il l'exerça avec succès sur le maréchal de Mac-Mahon. Ses fonctions lui permettaient d'entrer à la Présidence à toute heure : il se mit sur le pied d'y faire chaque matin une longue visite, et d'amuser le Maréchal par des récits de toute sorte que la police lui faisait connaître, et qu'il amplifiait et égayait à son gré. Le Maréchal ne put bientôt plus se passer de cette heure de récréation. En sortant, Léon Renault venait chez moi : il me captivait par d'autres moyens. J'avais pris, dans les derniers temps de mon ministère, l'habitude de lui confier mes peines : il y entrait avec sympathie, et je croyais, dans ma naïveté, lui avoir inspiré quelque affection.

J'avais même poussé la confiance jusqu'à accroître imprudemment ses attributions, en joignant à la Préfecture de police, dont la juridiction est limitée à Paris, la direction de la Sûreté générale qui s'étend sur la France entière. Il avait habilement profité pour obtenir de moi cette extension de pouvoirs, de l'incertitude pénible où nous étions restés plusieurs jours avant le 20 novembre, sur les allées et venues de M. le

Comte de Chambord. Comme je lui reprochais de n'avoir pas su m'avertir que le Prince était à Versailles, pendant que plus d'un membre de l'Assemblée en avait été informé, il m'avait toujours répondu que ses droits de police expirant à la porte de Paris, il n'aurait pu s'enquérir de ce qui se passait à Versailles, sans empiéter sur le domaine d'un collègue. Il y avait du vrai dans cette excuse, et il est certain que cette question de la police a toujours fait et fera toujours le désespoir des gouvernements. Les meilleurs agents sont et doivent être à Paris où tous les malfaiteurs de France et même d'Europe se donnent rendez-vous et où se nouent les fils de toutes les trames criminelles. Mais si le Préfet de police n'a que Paris sous sa main, et si les agents de police de Paris ne peuvent en sortir, le reste de la France reste sans surveillance véritable, et le ministre ne sait rien de ce qui s'y passe. D'autre part, si on donne au Préfet une autorité sur toute la France (ce que je fis pour Léon Renault), on en fait un gros personnage politique, qui se moque du ministre et lui monte sur les épaules. C'est ce dont m'avertit avec une fermeté respectueuse, au nom de sa vieille expérience, le secrétaire général du ministère. Il ajouta poliment que tout irait bien, tant que je serais là, mais que, dès qu'un ministre moins considérable que moi serait à ma place, le maître souverain de la Police deviendrait un grand vassal rebelle qu'on ne pourrait plus faire obéir.

La prédiction se vérifia. Je n'étais pas parti depuis huit jours que le conflit éclatait entre M. de Fourtou et Léon Renault, et comme toutes les attaches de Renault étaient avec les orléanistes, avec Decazes, avec Pasquier, avec Lambert Sainte-Croix, avec d'Haussonville, cette rivalité prit le caractère d'une lutte de parti; et ce fut aux révélations adroitement fournies par son principal agent que M. de Fourtou dut la qualification de bonapartiste avéré dont il se vit inopinément gratifié.

Bien que cette opinion soit encore aujourd'hui très accréditée, je la crois parfaitement fausse. Nul doute que M. de Fourtou, qui est avant tout un homme de gouvernement, qui, par tempérament, a le goût de l'autorité, et peu de penchant pour les institutions libérales, n'eût servi l'Empire sans scrupule, s'il l'eût trouvé encore debout; nul doute que si l'Empire renaissait, il ne lui refuserait pas son concours. Mais

aucun lien n'existait et ne s'est formé depuis lors entre lui et le bonapartisme actif et militant dont le centre était à Chislehurst. Plein d'une ambition légitime, il était prêt à mettre ses talents au service de qui aurait voulu les employer pour l'aider à rétablir l'ordre et l'autorité légale, comme il l'entendait. Je suis certain qu'il s'offrit souvent aux Princes d'Orléans et qu'il aurait été heureux d'être agréé. La seule chose qu'il ne pouvait leur promettre, c'était de partager leurs ressentiments un peu aveugles et un peu étroits (je persiste à le croire) contre les bonapartistes. Il s'est expliqué plus d'une fois avec moi à cet égard, et quand il me disait que le parti conservateur se perdait par sa division, par les vues égoïstes et personnelles de chacune de ses fractions, — que l'union de toutes était nécessaire et à peine suffisante pour les préserver de l'invasion du radicalisme, — quand il ajoutait que cette union profiterait à celui qui saurait le mieux la pratiquer et commander à ces forces coalisées, et que personne n'était mieux placé pour prendre ce rôle, que des princes pleins de jeunesse et de talent, ayant l'épée au côté, j'étais trop de son avis pour le contredire.

Quoi qu'il en soit, en trois semaines M. de Fourtou en était déjà venu à avoir excité contre lui les violences de la gauche et les soupçons amers des orléanistes, lorsque survint l'incident que j'ai raconté de la lettre du Comte de Chambord, suivi de la suspension de *l'Union* qui l'avait reproduite. Ce fut encore à lui qu'échut la tâche de défendre cet acte d'une énergie peut-être un peu imprudente, et il se trouva cette fois face à face avec l'extrême droite irritée, et tous les royalistes très émus. Il se tira très adroitement de cette passe difficile. Il sut maintenir la dignité du gouvernement qu'il représentait, sans froisser par aucune expression le sentiment délicat des royalistes, sans exciter un murmure, sans motiver une réclamation de leur part. Il leur représenta, sans qu'ils pussent protester, que c'était leur œuvre propre qu'il défendait dans la loi du 20 novembre, puisqu'il n'y en avait pas un d'eux qui ne l'eût votée. Ils baissèrent la tête sans répliquer. Il n'essaya pas de contester que la lettre du Comte de Chambord était la vraie, la seule cause de la suspension de *l'Union*, mais il trouva moyen de parler de l'idole sans blesser ses adorateurs. Jamais tour de force oratoire, — et moi qui avais passé plus d'une fois sur

cette corde raide, j'étais bon juge, — ne fut mieux accompli.

La séance, très honorable pour le talent et le caractère de Fourtou, n'en finit pas moins mal pour le ministère. L'extrême droite avait proposé un ordre du jour de blâme qui fut rejeté, parce que la gauche ne pouvait adhérer à des termes qui semblaient approuver le Comte de Chambord, mais quand, à son tour, le ministère demanda un ordre du jour approbatif, la coalition de gauche et d'extrême droite qui m'avait renversé se retrouva, et il dut se contenter d'un ordre du jour pur et simple qui, ne le blâmant ni ne l'approuvant, le laissait en quelque sorte suspendu en l'air.

Je voyais arriver ce résultat depuis plusieurs jours; le ministère nouveau ayant repris exactement la même situation que le mien devait être atteint d'un coup pareil porté par les mêmes personnes; c'était inévitable. Aussi j'avais songé d'avance à une riposte, sinon à une parade, que je croyais possible et dont, dans la soirée même, je développai le plan à Fourtou et à Decazes. « L'Assemblée leur représentai-je, se discréditait tous les jours par ces aveux répétés d'impuissance. Le public arrivait à cette disposition d'esprit, dans laquelle une forte et courageuse initiative du pouvoir exécutif peut décider en sa faveur un irrésistible mouvement d'opinion. Un chef hardi a aisément, en France, l'avantage de la popularité sur des bavards d'assemblée. Que le Maréchal, au lieu de se laisser prendre le pied dans les lacets dont les partis extrêmes essayaient de l'envelopper, fît résolument un pas en avant, qu'il s'adressât à l'Assemblée par un message, et lui tînt à peu près ce langage : « Vous m'avez donné le pouvoir pour sept années : je dois le garder intact pendant cette durée, pour le remettre intact au pays, quand ce terme sera écoulé. Que ferez-vous alors? Resterez-vous en république? Renouvellerez-vous l'essai de restauration monarchique? Voulez-vous, dès à présent, prendre un engagement dans un sens ou dans l'autre? C'est votre affaire, et cette décision ne me regarde pas, puisqu'elle ne peut avoir d'effet qu'après moi. Vous êtes libre de vous décider, à cet égard, quand et comme vous voudrez. La seule chose qui me touche et que j'aie le droit d'exiger, c'est que le pouvoir dont vous m'avez chargé, pendant le temps que j'en dispose puisse être exercé dans les conditions que je crois nécessaires au bien du pays. » Il indiquerait alors ces conditions et dans

le nombre, au premier rang, la constitution d'une Chambre haute à peu près telle que je l'avais indiquée dans mon projet de loi organique.

Je voyais à ce plan plusieurs avantages : d'une part, le public français, comme je l'ai dit, aime toujours celui qui dans une situation embarrassée, tient un langage ferme et net, surtout quand il voit à celui-là un sabre au côté, et le croit capable de l'en tirer. Ensuite, c'était pour le Maréchal une manière de dire au centre gauche : « Cette forme républicaine à laquelle vous attachez tant de prix, je n'ai rien d'arrêté contre elle. Donnez-moi seulement les garanties que je crois indispensables pour le maintien de l'ordre social, et je vous laisserai faire de la forme du gouvernement ce que vous voudrez. » On verrait alors si quelques-uns se détacheraient pour offrir ces garanties. C'était un effort désespéré pour opérer une scission dans la gauche, et en détacher un bataillon.

Fourtou et Decazes entrèrent l'un et l'autre avec ardeur dans l'idée que je leur développai, et nous nous donnâmes rendez-vous le lendemain, avant le Conseil, pour rédiger un projet de message qu'ils soumettraient au Maréchal. Je rentrai tard à Paris, et dus repartir de très bonne heure. En route, me trouvant seul dans le wagon, je pris un crayon, et je griffonnai le projet tel que je le concevais. A mon arrivée à Versailles, je trouvai que les deux ministres en avaient déjà rédigé un plus net encore et d'un ton plus militaire que le mien. Nous combinâmes les deux rédactions, et nos gens partirent pour le Conseil. Je restai seul avec le sous-secrétaire d'État de l'Instruction publique, l'aimable et excellent M. Desjardins, qui était dans la confidence. Nous passâmes deux heures dans le parc, par une belle matinée de juin, assis devant le bassin de Neptune, et raisonnant de l'effet du coup de théâtre que nous attendions.

Vers midi, nous vîmes nos amis revenir l'oreille basse et l'air tout déconfit. La séance du Conseil avait tourné d'une façon déplorable. L'idée d'un message du Maréchal avait été facilement acceptée : mais quand on en vint à la rédaction, le manifeste cavalier et un peu provocant que nous avions préparé parut un pétard que personne n'osa tirer. A la place, M. Grivart, charmant esprit, mais dont la hardiesse n'était pas le caractère dominant, proposa un morceau de sa façon, fade,

édulcoré, sans couleur, et qui n'était au fond qu'une supplication adressée à l'Assemblée pour qu'elle se hâtât de trancher les questions constitutionnelles.

Du reste, de la manière dont ces questions seraient résolues, de cette espèce de marché que j'avais eu l'idée de proposer au centre gauche, en lui offrant de laisser passer la forme républicaine, s'il consentait à stipuler d'avance des garanties conservatrices, pas trace n'était restée. Dans ces termes, aucun effort sérieux n'était possible. Le centre gauche pouvait seulement s'appuyer de l'autorité du Maréchal, pour accuser la majorité de tenir le pays en suspens dans le provisoire! Voilà justement, dis-je, l'exposé des motifs de la proposition Casimir-Périer.

Je ne me trompais pas : quand il fallut lire ce triste message à la tribune, ce fut un échec complet. Jamais coup d'épée ne frappa dans l'eau avec plus de bruit et moins d'effet. On attendit en silence jusqu'à la dernière ligne : quand on vit qu'il n'y avait au bout ni promesse, ni menace, ni injonction, ni concession d'aucune sorte, un murmure ironique se fit entendre de tous les coins de la salle. M. Casimir-Périer se leva exactement comme je l'avais prédit pour prendre acte que le Maréchal parlait exactement comme lui sur la nécessité de trancher les questions constitutionnelles, et que sa proposition n'avait d'autre but que de répondre à ce désir. M. Batbie, au nom de la Commission, déclara qu'on irait aussi vite qu'on pourrait. Puis tout fut dit, et cette grande arme de l'intervention personnelle du Maréchal se trouva usée sans avoir servi.

Une conséquence plus grave encore que je ne supposais suivit cette pauvre séance. Ce fut le découragement profond qui s'empara des deux ministres, Decazes et Fourtou, entre les mains de qui la manœuvre avait si malheureusement tourné. Decazes ne songea plus qu'à se consacrer tout entier à la fortune des Princes d'Orléans. Quant à Fourtou, il perdit absolument courage. Par une singularité que j'ai vu reparaître depuis lors, dans une circonstance plus grave, cet homme si énergique à la tribune, doué d'une grande autorité morale dans le commandement, est sujet à d'étranges accès d'abattement, pendant lesquels il s'affaisse, comme un cheval qui manque des quatre pieds. Je ne puis expliquer que de la sorte la résolution inattendue qu'il allait prendre.

Peu de jours, en effet, après la séance du message, le débat et la proposition Casimir-Périer étant déjà fixés pour une séance assez prochaine, on mit en discussion un des chapitres du budget. M. Magne, déjà affaibli par l'âge et les infirmités et songeant à la retraite, tenait à honheur d'avoir rétabli, avant de mourir politiquement, l'équilibre des finances que M. Thiers avait laissé encore imparfait. Au nombre des impôts nouveaux qu'il proposait, pour combler les vides ou plutôt le gouffre encore béant du Trésor, se trouvait un supplément d'un décime sur l'impôt du sel. C'était un impôt peu populaire dans nos campagnes, très sujet à contestation, et que M. Magne lui-même avait combattu dans des jours plus heureux. Mais la nécessité parlait et pressait. M. Bocher n'en prit pas moins la parole pour s'opposer au projet. Doué, comme il l'est, d'un merveilleux talent pour éclaircir les questions d'affaires et les animer d'un souffle d'éloquence, il n'eut pas de peine à montrer les inconvénients d'une contribution qui, au fond, déplaisait à tout le monde, ce qui, du reste, est le fait de tous les impôts. M. Magne lutta vainement d'une voix très affaiblie, mais en honnête homme qui veut faire son devoir jusqu'au bout. M. Bocher fut impitoyable, assez aigre même dans ses attaques, et, l'intérêt électoral aidant, il l'emporta à une grande majorité. Le lendemain, M. Magne donnait sa démission.

L'ardeur éloquente de M. Bocher avait paru à tout le monde bien vive pour puiser uniquement sa source dans des scrupules financiers. L'ami personnel des Princes d'Orléans avait bien l'air de vouloir faire sortir du cabinet le seul représentant, bien effacé pourtant et bien modéré, du parti bonapartiste. Fondé ou non, le soupçon donnait au départ de M. Magne une grande importance. Déjà séparé de la droite par la mesure qui avait frappé *l'Union*, le ministère allait-il perdre tout lien avec une autre fraction de la majorité et restreindre encore ainsi la base chancelante sur laquelle il reposait ? M. de Fourtou proposa donc très sagement de remplacer M. Magne par un choix pris dans les mêmes rangs que lui. Decazes, au contraire, découvrant brusquement son jeu, déclara avec une certaine aigreur qu'il s'y opposait formellement et qu'il ne voulait plus de bonapartistes mitigés ou non dans le cabinet. Ce veto était si imprévu, et, en soi, si peu motivé, si peu d'ailleurs du goût du Maréchal que Decazes, j'en suis per-

suadé, eût été obligé de le retirer si Fourtou eût insisté sérieusement. Mais le dégoût s'était emparé de lui : il se voyait brouillé avec tout le monde, mal soutenu par le président : il déclara qu'à son tour il voulait quitter le pouvoir, et la nouvelle de sa démission circula subitement en pleine séance de l'Assemblée. Je courus chez lui, et le trouvai muet, affaissé, mais inébranlable. La preuve que l'exigence de Decazes était le prétexte et non le motif de sa retraite, c'est qu'il ne m'en parla seulement pas et ne me demanda nullement, ce qui sûrement m'aurait été facile, de m'employer à écarter cet obstacle.

La circonstance devenait très critique, car quatre jours seulement après arrivait la proposition Périer, et le ministère pour l'aborder se trouvait privé de son meilleur orateur, comme un bâtiment désemparé au moment de prendre la mer. Le Maréchal me fit appeler dans la soirée, et le désespoir qu'il me laissa voir me pénétra d'un tel chagrin que je me laissai presque arracher la promesse de me mettre à l'œuvre pour recomposer son Cabinet. Mais à peine rentré chez moi, il ne me fallut qu'un instant de réflexion pour me convaincre que j'allais me retrouver le lendemain aux prises avec toutes les difficultés devant lesquelles j'avais succombé : hostilité des bonapartistes et de l'extrême droite, décidés à amener à tout prix le tirage de la grande loterie où chacun espérait gagner le gros lot; humeur de mes amis du centre droit qui se trouveraient replacés dans l'impasse dont ils voulaient se dégager; fureur de toutes les nuances de la gauche, à me voir sortir du tombeau dont ils croyaient avoir scellé sur moi la pierre. Je n'aurais pas survécu deux jours à ma résurrection.

Je retournai chez le Maréchal le lendemain, décidé à me dégager de mon acceptation, et pour lui montrer que je ne l'abandonnais pas sans motif, mais par impuissance de lui rendre service, je le priai de faire venir les chefs de l'extrême droite et de se faire dire par eux devant nous, s'ils étaient plus disposés que par le passé à accepter une constitution de ma main. L'épreuve ne fut pas longue : à la première question que je leur posai, Lucien Brun et Carayon La Tour (les deux représentants de la droite extrême que j'avais indiqués) répondirent par une négation si fortement accentuée que le Maréchal n'insista pas davantage. En sortant de son cabinet, je me rendis

à l'Assemblée et je me convainquis que je n'avais pas eu tort de rester dans la réserve, car Pasquier jetait déjà feu et flamme dans les couloirs contre mon insatiable passion de prendre et de garder le pouvoir.

Mais il fallait pourtant compléter le ministère et trouver un orateur pour le défendre contre l'orage qui pouvait être affronté dès le lendemain. Il y en avait bien un tout désigné, et à qui, je dois le dire, un devoir d'honneur impérieux commandait de prendre le pouvoir. C'était M. Bocher, l'auteur véritable de la crise que son incomparable, mais impitoyable éloquence avait ouverte. Quand ce nom fut prononcé devant le Maréchal, j'aperçus bien chez lui un léger froncement de sourcils. Légitimiste de naissance, devant à l'Empire tout l'éclat de sa carrière, il n'avait avec la maison d'Orléans aucun lien de sympathie ou de reconnaissance. C'était d'ailleurs un acte considérable que d'appeler au pouvoir un homme, quelque éminent qu'il fût, qui tenait à une des dynasties déchues par des rapports qui étaient plus que de l'amitié et presque de la dépendance, — l'intendant de ses affaires privées. On ne peut nier que c'était grandement dévier de la ligne de neutralité qui avait été le point de départ du 24 mai. Mais la nécessité était si pressante que la résistance ne dura qu'un instant : le Maréchal fit venir M. Bocher.

Le groupe orléaniste arrivait ainsi complètement à ses fins. Les bonapartistes d'une part, l'extrême droite de l'autre, étaient éliminés, et le ministère politique par excellence, l'Intérieur, était offert à un de ses chefs avoués. Il n'avait vraiment pas de quoi se plaindre, et s'il eût été dirigé par de véritables *leaders* politiques, s'il eût poursuivi un but défini, c'était le cas de mettre fermement la main sur le pouvoir et de prendre la tête du mouvement. Mais, à l'exception de Decazes, qui n'avait pas agi, je crois, à l'aveugle, les autres, en ébranlant le ministère que je présidais, et en rendant la vie difficile à mes successeurs, avaient plutôt cédé à un mouvement d'impatience que tendu à la domination. En tout cas, c'était bien le fait de M. Bocher, qui mis en demeure de faire ce que tout homme politique doit à lui-même et à ses amis, — de terminer la crise qu'il avait ouverte, — s'y refusa absolument. Rien ne put vaincre la résistance qu'il opposa aux instances du Maréchal, de Decazes, et aux miennes ; car, sur la demande du Maréchal,

je me rendis chez lui avec son ami personnel, Lambert Sainte-Croix, et nous passâmes deux heures à épuiser toutes les raisons qui pouvaient agir sur son esprit. L'urgence du péril, le devoir d'honneur de ne pas laisser l'Assemblée et le Maréchal dans l'embarras où il les avait placés lui-même, l'avantage de faire un cabinet qui peut tendre la main au centre gauche, tout fut inutile. Le seul motif qu'il donna de son abstention fut l'état de sa santé qui paraissait, en effet, en ce moment assez délabré, mais qui s'est remise depuis lors, comme par enchantement. Je n'ai jamais pu pénétrer quelle était la véritable cause d'une répugnance que nous devions retrouver plus tard dans une circonstance plus grave encore. Était-ce simplement crainte de la responsabilité et irrésolution de caractère? Avait-il reçu du Prince l'instruction secrète de ne pas risquer leur dernière carte dans le jeu du Maréchal? Je l'ignore, et probablement je ne le saurai jamais.

Quoi qu'il en soit, le samedi 17 juillet, à six heures du soir, le Maréchal n'avait plus de ministres, et le débat sur la proposition Périer était fixé au jeudi suivant 22. J'étais attendu le dimanche à Bernay pour une fête agricole : je partis très inquiet et passai la journée dans l'angoisse...

Quel ne fut pas l'agrément de ma surprise, en retrouvant le lundi, à mon retour, toutes choses arrangées et la situation subitement éclaircie! L'habileté du duc Decazes avait tiré tout le monde de peine. Il avait été déterrer sur les bancs de l'Assemblée un vieux, excellent et brave militaire, le général Chabaud-Latour, qui portait sur son visage l'expression de la loyauté et de la franchise. Il n'était pas dépourvu de facilité de parole, et tout récemment encore, il avait répondu avec force et habileté à M. Thiers, reparaissant à la tribune pour combattre un plan de fortification de Paris dont il était lui-même l'auteur. De là à devenir un ministre politique, un véritable chef de cabinet, il y avait encore loin. Decazes cependant, par je ne sais quelle inspiration, jeta les yeux sur lui. Je crois que ce qui le lui commanda principalement, c'est que le général Chabaud tenait au parti orléaniste par toutes sortes d'attaches. Il avait été dans sa jeunesse aide de camp du Comte de Paris, encore enfant : resté au service sous l'Empire, et fidèle à tous ses devoirs d'état, il n'en avait pas moins gardé au fond du cœur ses premières affections. Je

l'avais connu moi-même dans l'intimité de la famille Guizot, où il avait été pour ainsi dire élevé sur les genoux du grand ministre.

Aussi, quand le Maréchal, heureux de retrouver en lui un ancien compagnon d'armes de ses campagnes d'Afrique, fit appel à son dévouement, il ne consentit à accepter la lourde charge du ministère de l'Intérieur qu'à la condition de prendre pour son secrétaire d'État, Cornélis de Witt, le gendre de son ancien maître politique. Ce n'était pas une condition bien difficile à faire admettre par Decazes, puisque le choix n'en était que mieux caractérisé dans le sens qu'il désirait. Les deux nominations parurent donc ensemble à *l'Officiel*, et le Maréchal encore une fois respira.

SUR LA FORME DE GOUVERNEMENT

On avait bien un ministre, mais on n'avait pas un orateur pour le débat du lendemain. Or, plus ce débat approchait, plus la difficulté de le soutenir avec avantage apparaissait à tous les esprits. On allait avoir à répondre à cet argument si fort et si spécieux dans sa simplicité : Puisque vous n'avez pu constituer la monarchie, pourquoi ne voulez-vous pas constituer la république? A quoi il n'y avait au fond d'autre réponse à faire que celle-ci : « Nous ne voulons pas constituer la république, d'abord parce qu'il faudrait travailler à cette opération avec les républicains que nous n'aimons pas, ensuite, parce que la plupart des royalistes ne le veulent pas et qu'il serait imprudent de se séparer d'eux, et enfin parce que, si la monarchie est impossible aujourd'hui, elle peut devenir possible demain, et nous ne voulons rien faire qui engage l'avenir. » Mais rien de tout cela n'était facile à porter à la tribune sous une forme oratoire et compréhensible. Il y a des choses que tout le monde sent, que tout le monde comprend et que cependant, je ne sais pourquoi, on ne peut dire tout haut, et qu'on ne peut en quelque sorte présenter au public sans une sorte de toilette qui les pare sans les déguiser. Ni l'auteur de la combinaison ministérielle, le duc Decazes, ni le nouvel acteur le général Chabaud La Tour n'étaient d'humeur à se charger de cette tâche difficile. J'appris non sans surprise qu'on avait compté sur moi pour la remplir. Ce fut Grivart qui fut chargé de me

faire savoir qu'on avait disposé de moi sans me prévenir.

J'hésitai un instant : j'ai dit ce que je pensais du scrupule, au fond un peu puéril, qui empêchait la majorité conservatrice d'adhérer à la forme républicaine. Je sentais la difficulté croissante de rester dans un état constitutionnel provisoire et indéfini. Décidé à respecter les préjugés de mes amis, il m'en coûtait de m'y associer publiquement à la tribune et de faire croire ainsi que je les partageais. Je cédai cependant aux instances du ministère, et au désir de ne pas accroître les douloureux embarras du Maréchal. Cette considération, qui avait à mes yeux le caractère d'un devoir, m'a fait faire durant les cinq années qu'a duré le pouvoir du Maréchal, plus d'un acte que je regrettais, en l'accomplissant.

Après quelques heures de préparation dans la journée du mercredi, j'étais prêt le jeudi à monter à la tribune. A peine Casimir-Périer eut-il fini un court exposé qui n'était pas mal tourné, je demandai la parole, et je commençai au milieu d'une curiosité universelle. Mon discours fut divisé en deux parties. Dans la première, je m'étais proposé d'établir que la proposition était inutile, dans la seconde qu'elle était nuisible. Elle ne remédiait pas au mal qu'elle voulait prévenir, elle ne rendait au pays ni stabilité ni repos : elle causait, au contraire, un péril immédiat, et un ébranlement général dont tous les intérêts se ressentiraient. Il y avait dans la première partie beaucoup de vérité et un peu de sophisme. J'établis que, la forme républicaine étant par elle-même naturellement instable et toujours sujette à revision, il ne suffisait pas de la proclamer solennellement pour rendre au pays la confiance qui ne résulte que de la stabilité des institutions. De quelle république d'ailleurs nous parlait-on ? Car il y en avait de beaucoup d'espèces, depuis la république jacobine de 1793 jusqu'à la république dictatoriale de 1800 ; depuis la république aux deux Assemblées que M. Dufaure nous proposait, jusqu'à la Convention nationale gouvernant par un chef élu et révocable à tout moment, que M. Grévy avait autrefois prônée à la Constituante de 1848. La proposition ne terminait donc aucune incertitude.

J'eus beaucoup de succès dans cette énumération des diverses républiques ; je fis rire l'Assemblée aux dépens des divers docteurs républicains qui s'irritaient et trépignaient

sur leurs bancs. J'en eus plus encore et de meilleur aloi, quand je demandai si le seul fait du nom de république inséré dans une loi ferait disparaître les espérances et les prétentions des partisans de la monarchie, et arracherait des entrailles d'une partie de la France la foi monarchique que tant de siècles et tant de souvenirs avaient consacrée. Mais ce que je ne dis pas, et ce qui était le côté faible de mon discours, c'est que ce que j'affirmais de la république, on aurait pu le dire, dans un pays travaillé par les révolutions et divisé en partis hostiles, à peu près de toutes les formes de gouvernement, et que mon argument, en prouvant trop, ne prouvait rien. Au fond, en y regardant de près, mon discours revenait à ceci : la proclamation républicaine ne vous fera pas grand bien, mais elle ne vous ferait pas non plus grand mal. Et c'était bien là, en réalité, le fond de ma pensée. Je ne concevais pas l'importance que les uns mettaient à demander, les autres à refuser cette étiquette.

La seconde partie du discours, bien plus délicate et difficile à exposer, était bien plus profondément vraie, et je crois que j'atteignis en l'exposant un certain degré d'éloquence et surtout un genre d'éloquence auquel l'Assemblée n'était pas habituée et qui fit par là même sur elle un assez grand effet. Rien n'était plus commun dans cette Assemblée que l'art de bien dire matériellement, et surtout de parler sans effort, avec une abondance heureuse et simple sur des questions d'affaires ; j'ai connu peu de réunions d'hommes qui fussent sous ce rapport égales à la nôtre, et je comptais beaucoup de collègues qui sur ce point m'étaient très supérieurs. Mais l'art de manier la langue politique, de faire comprendre, sans manquer à aucune convenance, sans user de personnalité blessante, la situation respective des partis, et leur action réciproque, de traiter les questions au point de vue, non de leur importance particulière, mais de leur relation avec la politique générale, cet art qui est le caractère propre de l'éloquence parlementaire et la distingue de tout autre, y était presque inconnu. Dans le cas présent, le problème était de faire comprendre à l'Assemblée que la question de la forme de gouvernement, la plus grave de toutes en apparence, n'était en réalité que secondaire. Il s'agissait surtout de savoir entre quelles mains resterait l'exercice du pouvoir. La proposition Périer ne pouvait passer qu'à l'aide d'une

majorité formée de toute la gauche et d'une petite défection de conservateurs. Le lendemain d'un tel vote, le pouvoir devait se déplacer avec la majorité : le Maréchal devait appeler à la direction de la politique des conseillers pris dans cette nouvelle combinaison de partis. L'élu des conservateurs devenait le prisonnier et bientôt le jouet de ses anciens adversaires. Le pouvoir changeait d'assiette d'abord à Versailles, et bientôt dans toute la France. Sous une apparence inoffensive, c'était une vraie révolution politique.

C'est là ce qu'il fallait rendre sensible, et je crois que j'y réussis et le grand succès que j'obtins n'eut pas d'autre cause. Le portrait que je fis du Maréchal réduit en captivité entre les mains de ses ennemis était si saisissant que ce qui n'était auparavant qu'un pressentiment confus dans les esprits, prit le caractère de l'évidence même. Ma péroraison fut assez habile. Je savais que le motif principal qui entraînait vers la république une fraction de la majorité conservatrice, c'était la crainte que l'état de trouble et d'incertitude se prolongeant, la fatigue et le désir de repos ne précipitassent les populations vers le bonapartisme, et qu'un coup de main militaire auquel pouvait se prêter plus d'un des chefs connus de l'armée, ne ramenât l'Empire. J'allai droit à cette inquiétude : je rappelai que deux fois, en 1800 et en 1848, le despotisme était sorti du sein même de la république, et qu'il n'y avait donc aucune garantie sérieuse contre son retour, à la proclamer une troisième fois. Mais je convins que la fatigue des agitations politiques était, en effet, le vrai danger qui menaçait la liberté, et pouvait faire craindre la renaissance de la dictature militaire. « Serrez-vous donc, dis-je alors à ceux dont cette crainte agitait l'esprit, autour du soldat qui nous gouverne aujourd'hui : n'affaiblissez pas sa puissance, ne diminuez pas sa considération, car de ce soldat-là vous n'avez rien à craindre : c'est un soldat, non seulement loyal (tous les soldats français le sont), mais un soldat *légal :* il a le culte et la superstition de la légalité. Si vous le dégoûtez du pouvoir, vous pourrez tomber entre les mains d'un autre qui ne serait pas si scrupuleux. »

Ce mot de soldat *légal*, qui, littérairement, était, je le reconnais, un peu aventureux, fit un grand effet, peut-être trop grand : car je l'ai retrouvé sur mon chemin, quand j'ai

essayé plus tard d'engager le Maréchal à faire pencher en sa faveur la balance d'une légalité douteuse. La crainte de dissiper ce parfum exquis de légalité se présenta à son esprit et fut une des causes de sa regrettable faiblesse.

Quoi qu'il en soit, le discours eut un très grand succès. Quand je descendis de la tribune, toute la majorité se précipita littéralement sur moi, les membres de l'extrême droite les premiers; il y en avait à qui je n'avais pas parlé depuis qu'ils m'avaient renversé, et qui me prenaient la main avec effusion. C'est bien, leur dis-je, et merci : je puis faire cela une fois et non pas deux. Si l'an prochain nous n'avons rien fait, on fera sans nous.

Le vote était enlevé. La réponse de M. Dufaure fut très faible, comme en général toutes les répliques qu'il a eu occasion de m'opposer. Nos tournures d'esprit étant très différentes, les idées générales auxquelles je suis naturellement porté lui étant étrangères, je le surprends par ma manière d'argumenter, et sa puissante dialectique glisse en quelque sorte sur la surface des considérations plus larges que je lui présente. Le gouvernement intervint ensuite par l'organe du président du Conseil, le général de Cissey, qui prononça un petit discours qu'on lui avait très bien fait. Il demanda au nom du Maréchal, non une vague déclaration de principes, mais une sérieuse organisation de pouvoir, la constitution d'une seconde Chambre, le droit de dissoudre la Chambre émanée du suffrage universel, en un mot ce qui donnait à l'autorité, non une vaine apparence, mais une garantie réelle de stabilité et de force. Le vote qui suivit écarta la proposition Casimir-Périer à quarante voix de majorité.

Avant la clôture de la séance, il y eut encore lieu de procéder à un autre vote qui passa à peu près inaperçu. Un membre de la majorité, M. Wallon, littérateur distingué, doyen de la Faculté des lettres de Paris, avait déposé une proposition assez singulière d'une rédaction équivoque, et qui avait attiré peu d'attention. Elle consistait à poser les bases d'une organisation des pouvoirs publics, constitution d'une Chambre haute, mode d'élection du Président, etc., sans dire d'une façon expresse si le gouvernement ainsi constitué était, oui ou non, un gouvernement républicain. C'était, comme il le dit lui-même, en développant sa

pensée au milieu du bruit et de l'inattention générale, faire la république sans la proclamer, presque sans la nommer. Ce moyen terme, ou plutôt cet artifice, n'étant du goût ni de la droite ni de la gauche, ne réunit au scrutin que trente et une voix. C'était peu ; mais, en examinant les noms qui formaient ce petit contingent, on pouvait remarquer qu'ils appartenaient tous à la majorité conservatrice. Mon neveu d'Haussonville et d'autres de nos amis en faisaient partie. C'était un symptôme et un avertissement. Il y avait là un petit groupe tout constitué qui n'avait pas voulu, ce jour-là, faire défection complète et aller grossir les rangs de la gauche, mais qui voulait exprimer tout haut sa résolution de sortir au plus tôt de l'indécision et du provisoire. Effectivement, ces trente voix, que personne ne prit la peine de compter au milieu des succès de la journée, étaient précisément celles qui, six mois plus tard, devaient déplacer définitivement la majorité et livrer la France à la république ; et l'on va voir que la proposition Wallon, que personne ne daigna écouter ce jour-là, est devenue et demeure encore aujourd'hui la grande loi constitutionnelle de la France.

L'émotion de ce grand combat avait épuisé la force et le courage de l'Assemblée : la chaleur du reste devenait accablante, et le besoin de repos dominait désormais tout autre sentiment. On se sépara peu de jours après, renvoyant à six mois, terme qui, pour les vieillards, les malades et les ministères dans l'embarras, paraît une éternité, la reprise et la solution de nos débats.

BROGLIE.

(A suivre.)

L'ILE DES REVENANTS[1]

I

SAINT-PIERRE ET LE MONT PELÉ

ESCALE A LA GUADELOUPE

Janvier 1929.

Le bateau a jeté l'ancre. Quelques lumières indiquent la terre toute proche. Deux heures plus tard, dans la clarté naissante, nous entrons dans la baie de Pointe-à-Pitre. Des touffes de palétuviers forment de maigres bouquets flottants; de petites îles sont couchées sur les eaux ; les Ilets. Le cyclone de l'an dernier les a affreusement ravagés. Les troncs des cocotiers gisent sur le sol ; mais, déjà, dans la Guadeloupe, la « Grande Terre », la verdure triomphe : vert épinard des arbustes ; blondeur des champs de cannes, blondeur semblable à celle des rizières.

A côté de moi, un Antillais explique :

— Quand le cyclone a eu lieu, les cannes avaient encore peu de hauteur. Couchées par la violence du vent, elles se sont redressées. Ce sont des roseaux. Les « petites cultures », cacaoyers, vanilliers, caféiers, ont beaucoup plus souffert. Ne soyons pas trop pessimistes. Après un cyclone, c'est un fait constamment vérifié, la végétation repart avec une vigueur, une fougue stupéfiantes.

(1) « La façon de vivre du pays est si agréable et l'on y vit d'une liberté si honneste que je n'ay pas veu un seul homme, ny une seule femme qui en soient revenus, en qui je n'aye remarqué une grande passion d'y retourner. » De cette phrase du Père Du Tertre, dans son *Histoire des Ante-Isles*, est née l'expression d'*Ile des revenants*, pour désigner La Martinique.

Sous le soleil montant, la petite ville de Pointe-à-Pitre apparaît très nette. Miroitement de ses toitures toutes neuves en tôle ondulée ; tonalité gris-argent ; bleu pâle des flots ; aquarelle légère. Des canots nous entourent. La plupart des passagers débarquent. Depuis douze jours, c'est l'escale attendue. Ils veulent en voiture gagner la Basse-Terre où le bateau s'arrêtera ce soir.

Des Guadeloupéens s'embarquent. En deuil, tous. Chacun d'eux a son histoire à raconter et chaque histoire est tragique :

— Ici, il y avait le quai. En une minute, il a filé, emporté on ne sait où. Les dragues ? filées également. Volant à une vitesse folle, les tôles des toits blessaient et décapitaient ceux qui fuyaient. La mer coulait dans les rues comme un fleuve. Trois mètres d'eau au-dessus des îlets. C'étaient des nids de verdure et de fleurs : les plus charmants des Antilles. Beaucoup de maisons de plaisance s'y trouvaient. Elles ont été rasées. Une dépêche avait annoncé le cyclone. On n'y a pas cru...

Une vieille dame aux yeux étonnamment noirs et brillants sous ses cheveux blancs vient s'asseoir près de moi. Une bande de crêpe ourle sa robe de laine :

— La dernière fois que j'ai vu mon gendre, c'était dans l'après-midi du 11 septembre. Il m'a dit : « Dormez tranquille. C'est justement parce qu'on prédit un coup de vent qu'il n'y aura rien... » Il riait, le malheureux! Il avait sa maison aux Ilets; il y est retourné comme chaque soir. Il a péri. Avec lui, ma fille; leurs six enfants... Dans l'îlet des Cochons, ainsi appelé à cause de l'élevage auquel on se livrait, il n'y a eu qu'un survivant, un petit garçon. Il s'était réfugié sur un matelas placé sur une table. L'ouragan l'a emporté, en vol plané d'abord, puis sur les flots. On l'a retrouvé à des kilomètres de là, au village de la Goyave... Un de nos amis a vu la mer enlever trois de ses enfants. Il a passé la nuit à fabriquer un radeau à l'aide des portes de sa maison. Il s'est sauvé ainsi avec sa femme, les deux enfants qui lui restaient.

Tout le jour, à petite distance, passent sous nos yeux, dressées en remparts, découpées en douces baies, les côtes de la Guadeloupe. Une verdure intense les habille. Comment croire qu'il y a trois mois, le cyclone avait laissé le sol de l'île roussi et dénudé !

L'ARRIVÉE A LA MARTINIQUE

Branle-bas, bien avant l'aube, aujourd'hui dans les cabines. La plupart des passagers descendent à Fort-de-France. Les femmes des fonctionnaires qui retournent en Guyane bouclent leurs malles à regret.

Dans une heure, l'on sera à quai. Découpées sur l'horizon, des hauteurs montent doucement : les mornes ; d'autres, en forme de pain de sucre et puissamment architecturées, dessinent un trait net : les pitons du Carbet. Des maisons blanches, des toits rouges sont disséminés dans la verdure. Ai-je une hallucination ? Ces clochers bulbeux, cette église qui domine la ville, la protège : c'est le Sacré-Cœur... Un Martiniquais murmure près de moi : « Montmartre ». Ce Montmartre est bâti sur le Mont Balata, mais, à cause de la ressemblance, la première appellation a prévalu. Au pied des mornes, sur leurs flancs, des champs de cannes. Tous les tons de vert ! Je songe avec mépris aux arbres de chez nous qui, en cette saison, exhibent de tristes squelettes anguleux. Au bord de la mer, une prairie. Pardon, une savane. Des manguiers, des tamarins l'ombragent. Au milieu, dans un espace découvert, une petite tache blanche. A la lorgnette, je la reconnais, c'est la statue de l'impératrice Joséphine. Elle sourit dans la lumière. Bonjour, madame.

Des nuages accourent, glissent en bandes. Maintenant, les mornes semblent flotter au-dessus de la terre, rejoindre les nues. Ah ! la belle surprise ! L'île où j'aborde est dans les cieux !

Les charbonnières. — « Montez sur le pont, m'a dit le docteur du bord, allez voir les charbonnières ; ne manquez pas cela. »

Devant le hangar à charbon, elles grouillent comme des fourmis. Processionnellement, elles montent les plans inclinés qui conduisent aux soutes ; elles les descendent ; leurs files se croisent sans jamais se mêler. Elles ne sont couvertes que d'une souquenille qui s'arrête aux genoux. Un carré de cotonnade aux vives couleurs plié en fichu les serre à la taille. Le mollet bien accroché, les reins cambrés, les pieds nus et larges, elles sont belles et sculpturales, les rudes porteuses, les charbon-

nières. Quand elles passent, leur corbeille ronde sur la tête, leurs bras sombres hautement levés, elles semblent les sœurs ténébreuses des choéphores de l'Acropole.

Rien ne les arrête. Elles vont sous le soleil violent, sous les bourrasques cinglantes. Qu'un travail si dur soit fait par des femmes, est-ce possible? Il y a quelques années, la Compagnie Transatlantique parla de remplir les soutes de ses bateaux mécaniquement. Ce fut presque une révolution à Fort-de-France. Les charbonnières clamèrent qu'on leur enlevait leur gagne-pain.

Chaque corbeille pèse 40 kilos et leur est payée six sous. Rarement travaillent-elles une journée entière. Dès qu'elles ont gagné de quoi pourvoir aux besoins du ménage, elles vont se baigner, mettent des vêtements propres. La plupart habitent dans la montagne. Avant de commencer la corvée du charbon, elles ont fait 15 kilomètres à pied et davantage. Elles en feront autant pour le retour. Toutes sont jeunes. Une seule est vieille avec une bouffarde au coin de sa bouche édentée. Plusieurs sont enceintes. Il y a quelques jours, l'une des charbonnières se sent prise des douleurs de l'enfantement. Elle avait fini son travail. Elle entre dans une « graisserie », c'est-à-dire une épicerie, y accouche de deux jumeaux. Un quart d'heure plus tard, elle les avait placés, avec un peu de morue et de manioc, dans ce grand plateau à rebord qu'on appelle un « tray » et dont le nom est un souvenir de la domination anglaise dans l'île. Elle mettait le tray sur sa tête et regagnait sa case au pied d'un morne.

FORT-DE-FRANCE

Une ville que, d'abord, on ne prend pas au sérieux, c'est Fort-de-France. Pourquoi? Ses rues sont régulièrement tracées, mais la plupart de ses maisons sont en bois, toutes petites, peintes de vives couleurs : bleues, roses, jaunes. Point de vitres, des jalousies. Du trottoir, le passant pénètre dans l'intimité des intérieurs. Un avocat martiniquais me dit :

— C'est bien désagréable. On entre dans mon cabinet comme dans un moulin.

L'aube est douce dans les îles. On y est matineux. Passé dix heures, il fait trop chaud. Dans la lumière radieuse, tous les hommes sont en blanc, abrités par le casque. Toutes les

femmes portent des toilettes claires, des mousselines. Leurs bras, leur cou sont nus. Elles ont l'air d'aller à une fête.

Le nombre des créoles (1) blondes surprend; leurs prunelles sont pâles, étonnamment. Mais, s'il vous plaît, ne descendent-elles pas de Normands, de Bretons, de Poitevins?

Brunes ou dorées, les jeunes capresses (2), les métisses, les mulâtresses ont abandonné l'ample jupe de percale à fleurs, le corsage plat, ajusté, serré haut à la taille, le fichu noué entre les seins qui fut le costume de leur mère. Question d'économie? « Ma ché, il fallait huit à dix mètres pour une robe douillette ; le blanchissage des jupons blancs à haute broderie sur lequel la jupe se relève coûte, maintenant, très cher... » Ici, comme en tous pays, les modes parisiennes sévissent. Les jeunes Martiniquaises sont « élevées en chapeau ». Vous dites : « Quel dommage! Le madras seyait à leur teint, à leurs yeux de velours. » Vous aurez beau dire. Il n'est plus que les filles du peuple et de la campagne pour « ne point quitter tête ».

A moins de se coiffer, comme les vieilles, « à la tout bonnement », savez-vous ce que c'est qu' « attacher une tête »? Il y faut des doigts experts, et du temps, et du goût. Les artistes en ce genre sont rares. Les veilles de fête, on fait queue chez elles. Autour du front de la cliente, elles serrent une bande de toile raide sur laquelle elles drapent le madras aux cassures éclatantes. Deux heures sont nécessaires pour achever le chef-d'œuvre. Corne unique dressée, victorieusement, comme une lance; ailes mutines, en diagonale, comme celles d'un moulin qui tourne à tout vent; coques tristement rabattues comme les oreilles d'un lièvre qui fuit, que désire la belle? Les coques des madras parlent; les coques des madras sont éloquentes. Leur langage est compris des initiés : « Passez votre chemin... » « Je suis seule et m'ennuie d'être seule... » « Pa au soué a... » Pas ce soir...

Mon air de flâner, de m'intéresser à un tas de choses que personne d'autre ne regarde attire l'attention d'une bande d'enfants de couleur qui, leurs livres, leurs cahiers sous le bras, se

(1) Rappelons que le créole est le blanc né aux îles, de parents blancs. Par extension, toutefois, les gens de couleur nés, eux aussi, aux îles, s'appellent maintenant les créoles. Pour éviter une confusion, maintenons au mot son sens originel.

(2) Enfant d'une mulâtresse et d'un noir.

rendent à l'école. Ils se retournent sur mon passage. En moi, ils ont reconnu une nouvelle débarquée : une « Béket-France ». « Béket-France » je suis et resterai jusqu'à mon départ.

Attention en descendant les trottoirs de ne pas tomber dans les caniveaux qui les bordent! L'odeur qui en monte affecte l'odorat. Que de détritus ils charrient! Ce parfum « vieille France » qu'avec une surprise ravie, j'ai retrouvé dans la politesse affable de l'accueil, dans certaines tournures de langage, dans certains usages, on le respire aussi, dans toute la ville, aux heures matinales. A l'imitation du grand siècle, la Martinique reste mal pourvue de ce que nous désignons par deux mots anglais et le vase martiniquais haut comme un trône, peint d'un jaune éclatant, le « canari », enfin, ne le cède, en rien, aux sièges célèbrement indiscrets du Roi-Soleil. Attention aux autos! Ils encombrent les chaussées devenues trop étroites. Un Béket-créole qui rentre à Fort-de-France, après une absence de deux ans, soupire : « Je ne reconnais plus la ville. Jamais je n'aurais imaginé qu'il y eût tant de voitures. — Hé, monsieur, d'après ce que l'on vient de me dire, depuis trois mois, il en entre deux par jour. »

Le contingentement. — La Martinique connaît une ère de prospérité inouïe. Où que j'aille, les mêmes phrases me bourdonnent aux oreilles :

— Le Pactole coule dans l'île! L'île regorge d'or. Elle a un budget digne d'une grande colonie. Un budget qui se respecte : 70 millions! Nous avons un hôtel des Postes que n'importe quelle capitale pourrait nous envier ; nous venons de faire édifier un palais pour le gouverneur. Vous l'avez vu ?

— Je l'ai admiré...

— Naguère, un capital de 250 000 francs semblait ici une fortune. Y avait-il un seul millionnaire dans l'île ? Aujourd'hui, on cite des usiniers qui possèdent six et sept cents millions.

— Mais pourquoi? Mais comment? Quel miracle s'est produit?

— Le contingentement, madame, le contingentement.

Le contingentement : mot mystérieux pour un Béket-France, mot cabalistique. On vous le lance à la tête comme une balle. Il rebondit dans toutes les conversations : les plus sérieuses, les plus frivoles. Acquisition d'une usine; achat

d'une robe, d'un chapeau; vaticination sur les élections; salaire des ouvriers; grèves probables... contingentement!

Qu'est-ce au juste? Personne ne peut m'en donner une exacte définition. Ce que l'un m'explique, son voisin le contredit. Me faudra-t-il quitter l'île sans savoir? Je confie ma ma crainte à M. Gerbinis, le gouverneur, qui me répond :

— Allez trouver M. S..., chef du service des douanes...

Onze heures du matin. De la chaussée brûlante monte une poussière âcre que soulèvent les « poids lourds ». L'air chaud est humide. Mes cheveux collent sur mon front.

A l'une des extrémités du hall des douanes, par l'une des baies, apparaît la mer étincelante. Un étage à monter. M. S... est à son bureau. Juché sur un cartonnier, le ventilateur tourne à toute vitesse comme une roue d'argent.

Délices d'avoir fui le soleil aveuglant.

M. S... se recueille quelques instants. Puis, avec une parfaite bonne grâce :

— Le contingentement, c'est la barrière légale imposée à la surproduction du rhum, l'une des plus importantes denrées des Antilles. C'est, par voie de conséquence, le maintien de la sécurité du marché métropolitain qui en constitue pour ainsi dire l'unique débouché et la suppression des crises redoutables que traversaient périodiquement les colonies rhumières. C'est l'aisance et la prospérité largement dispensées à notre population.

— En somme, c'est l'attribution d'un privilège.

— Vous l'avez dit et vous pouvez ajouter d'un privilège excessif. Les industriels, les agriculteurs qui en bénéficient trouvent cela parfait. Les autres, ceux qui n'ont encore rien obtenu, clament : « Nous sommes les sacrifiés. Comment exploiter nos terres? Comment produire une denrée qui est handicapée sur les marchés disponibles? »

— N'ont-ils pas raison?

— Disons qu'ils n'ont pas tort. Il faut savoir comment le privilège du contingentement est né. A la suite des bonnes récoltes qui ont suivi la guerre, la métropole s'est trouvée avoir abondance d'alcool de vin et de cidre. Les viticulteurs, les cidriculteurs se sont émus et ont réclamé une protection.

— Celle du Parlement?

— Évidemment. Dans leurs prétentions, ils ne demandaient

rien moins que de comprendre le rhum dans la catégorie des alcools étrangers surtaxés à l'importation ou d'en introduire la rectification en France aussi bien qu'aux colonies. Leurs plaintes furent entendues et la loi sur le contingentement des rhums coloniaux à l'importation fut votée le 31 décembre 1922. La quantité de rhum dont l'importation fut permise en France fut d'abord fixée à 160000 hectolitres d'alcool pur, puis à 185000, puis à 200000.

« La répartition de ce contingent se fit entre les établissements qui avaient fonctionné de 1913 à 1922 : pour les usines de sucre, au prorata de leur production annuelle; pour les distilleries agricoles, proportionnellement à leur plus forte production de 1913 à 1919, avec, comme plafond, la moyenne de la fabrication de 1919 à 1922; pour les distilleries industrielles, au prorata de leur moyenne de fabrication de 1919 à 1922.

« Les établissements existant au 31 décembre 1922 devaient seuls participer au contingent. Ceux qui s'installèrent dans la suite devaient rester en dehors des répartitions annuelles; mais vous devinez ce qui s'est produit. Leurs propriétaires ont protesté.

« Ils ont bien fait, puisqu'en 1925, ils obtenaient du Parlement qu'une part leur fût accordée dans le contingent supplémentaire qu'on nous attribua. Aussitôt, encouragés par l'exemple, alléchés par les bénéfices, — songez qu'un litre de rhum contingenté acquitte à l'entrée en France une taxe de 8 francs et qu'un litre non contingenté paye une surtaxe de 5 francs, — d'autres Martiniquais ouvrirent des distilleries. Comme ils n'ont pas encore obtenu de contingentement, ce sont eux qui crient, qui se proclament les « sacrifiés ». Ajoutez que des abus se sont glissés. Tel distillateur qui ne fabrique plus un litre de rhum n'en gagne pas moins une centaine de mille francs par an. Qu'a-t-il fait? Il a vendu tout simplement sa part de contingent à un autre usinier.

— D'après ce que je crois comprendre, le contingentement m'apparaît comme un traité de paix. Un traité conclu entre les producteurs d'alcool de la métropole et les rhumiers coloniaux.

— Exactement.

— Mais un traité est chose fragile; il peut être dénoncé.

— Il a la garantie de la loi.

— Oh! oh! une loi se rapporte. Que deviendraient les contingentés en ce cas? L'équilibre que le contingentement avait pour objet d'établir sera rompu.

— Oui, et voilà la perspective inquiétante. Voyez-vous, madame, les lois économiques peuvent être momentanément suspendues par la volonté humaine, mais elles reprennent toute leur force dès que les moyens qui leur ont servi de barrage ne sont plus suffisants. Une crise se produira fatalement et ne seront à l'abri de ses conséquences, dans une certaine mesure, que les sages producteurs qui ne se seront pas laissé entraîner par la folie de la spéculation.

En attendant, le Martiniquais, qui s'estimait heureux, avant la guerre, de gagner 10 centimes par litre de rhum, gagne 5 et 6 francs. Le pays a retrouvé la prospérité dont il jouit jadis et dont le souvenir, après des siècles, éblouit comme une féerie : « Ce qui est nécessaire pour l'entretien des habitations ne peut jamais être apporté en trop grande quantité, trop bien choisi, trop à la mode, ou trop riche et trop cher, écrit le Père Labat, dans ses *Nouveaux voyages aux isles d'Amérique*. Les toiles les plus fines, les plus belles mousselines et les mieux travaillées, les perruques les plus à la mode, les chapeaux de castor, les bas de soye et de laine, les souliers, les *botines*, les draps de toute espèce, les étoffes de soye, d'or et d'argent, les galons d'or, les cannes, les tabatières et autres semblables bijoux; les dentelles les plus fines, les coiffures de femme de quelque prix qu'elles puissent être, la vaisselle d'argent, les montres, les pierreries, en un mot tout ce qui peut servir à l'habillement des hommes, à l'ameublement, à l'ornement des maisons et surtout aux parures des femmes, tout est bien vendu chèrement et promptement, car le sexe est le même par tout le monde, c'est-à-dire vain, superbe et ambitieux. »

Aujourd'hui, les Martiniquais possèdent leur auto, envoient leurs fils et leurs filles faire leur éducation en France, se font construire, au-dessus de Fort-de-France, au plateau Didier, sur les hauteurs de Bellevue, de confortables villas. Il y a quinze ans, le plateau Didier n'était que broussailles, une seule maison s'y élevait. L'endroit est devenu délicieux. C'est celui que recherche la société élégante. Qui se respecte habite le plateau. En ville, on étouffe, on est comme dans une étuve. A Didier, l'air est léger. De douces pelouses s'étendent, les

allées dessinent leurs courbes, les fleurs s'épanouissent violemment, les massifs, les haies forment des blocs vert et or, vert et pourpre. Sous l'ombre des vérandas, dans les berceuses, les yeux n'ont pas à chercher où se poser. La mer les attire qui s'étend à l'horizon comme une soie aux reflets changeants. Il y a, dans le ciel, de fastueux nuages qui glissent lentement. En est-il ailleurs d'aussi beaux? Durant le jour, ils s'alourdissent des vapeurs qui montent du sol. Quand vient le soir, ils atteignent à la splendeur suprême. Leurs formes majestueuses, leurs tons d'argent pâle et de soufre composent avec l'azur du ciel, où la lumière défaille, la plus subtile des harmonies.

Madame la pluie. — Crépitement de la pluie sur la toiture en tôle ondulée de l'hôtel. La mulâtresse qui fait office de chambrière et qui a un bien beau madras jaune et vert rit de mon air vexé :

— Un tit grain, « Madanme », il faut prendre votre parapluie, il faut toujours le prendre...

Le temps de le tirer de son fourreau, la pluie a cessé, les trottoirs sont secs. Un arc-en-ciel de taille à nouer son ruban autour de la terre entière dessine sa courbe merveilleuse. Il n'y aura plus de déluge! Fallacieuse promesse! Une heure ne s'est pas écoulée que la pluie tombe de nouveau. L'arc-en-ciel reparaît étincelant et trompeur : « Allant et venant, dit le Père Hallay qui vécut aux Antilles en 1657, on est trempé de temps en temps et séché incontinent. »

Nous entrons dans le « carême » : la « saison sèche »; mais le terrible cyclone du 12 septembre dernier a détraqué le temps. Le « carême » menace d'être « gras », c'est-à-dire humide. Naguère, où toutes choses étaient mieux réglées, la date exacte de « l'hivernage » (1) se trouvait sur le calendrier.

A la Guadeloupe, le 15 juillet, on tirait le canon :

« Commencez, Madame la Pluie... »

La pluie tombait.

Le 15 octobre, nouveau coup de canon :

« Cessez, Madame la Pluie... »

Elle obéissait, docilement.

A présent, dans les églises des îles, on se contente de

(1) La saison des pluies.

chanter un *Te Deum* quand « l'hivernage » est terminé. De quel cœur fervent ne lance-t-on pas les strophes sacrées vers le ciel lorsqu'on a évité les « coups de vent », leurs désastres...

— A dire le vrai, convient un Martiniquais, nous ne sommes jamais longtemps sans pluies. Pendant la saison sèche elle-même, il ne se passe pas de semaine que nous n'ayons deux ou trois grains.

Au marché. — Puisque le ciel est redevenu bleu, vite allons au marché. En voyage, rien n'est plus amusant. Les rues qui se coupent en équerre donnent l'impression de cheminer sur un prodigieux damier.

Larges prunelles chaudes sous de grands chapeaux à larges bords posés sur leur madras, les « bonnes », les femmes de petite condition rapportent leurs provisions dans une passoire ou un plat de fer-blanc : « Un tit brin morue, un tit brin bœuf, des « figues » (1) longues comme la moitié du bras, une « chopine farine manioc », des sapotilles, des pommes Cythère... »

Elles s'arrêtent pour bavarder ou vont sans hâte. Marcher vite ne serait pas seulement dangereux, — songez au soleil, à la chaleur, — mais proprement ridicule. Faisons comme les autres. Prenons le « pas colonial ».

Casque et costume de toile blanche, « gendarme petit-bâton » (2) se tient dans une cage vitrée à l'entrée d'un des halls ou circule « coco-macaque » en main.

Des faces sombres sourient, grimacent derrière les étals où s'amoncellent les cocos débonnaires et roux, les oranges d'un blond pâle presque vert, les brunes patates. Des voix interpellent les passantes.

— Ma jojolle, un z'avocat..., des sapotes... du corossol . c'est doux, doux comme l'amour...

Des rires fusent, des cris. C'est un brouhaha, une confusion, une presse. Madras et chapeaux, tout se coudoie, se heurte. Entre les jupes et les jambes du « grand moun » (3) le « timoun » (4) joue des coudes, passe un museau rond et luisant, se glisse, se fait place. La chaleur qui monte des corps, qui

(1) Les bananes.
(2) Sergent de ville.
(3) Les grandes personnes.
(4) Le petit monde : les enfants.

tombe de la toiture, qui entre par les baies tient suspendue, dans l'air, une écœurante odeur de fruits trop mûrs sur laquelle flotte une senteur suave, divine : celle de la vanille dont les longues gousses s'entassent sur les comptoirs, souples et lustrées comme la peau sombre des belles filles de l'île.

Près des portes fument les friteries. Un jeune ami, béket-créole, me croise :

— Tiens! par exemple!... Voulez-vous des « titiris »? Hier, vous n'avez pas remarqué? on a vu courir, dans le ciel, des éclairs sans tonnerre, les « éclairs-titiris », les pêcheurs ont fait bonne pêche...

Et il me montre des montagnes de poissons dont chacun est gros à peine comme une épingle.

Nous voici à la poissonnerie. Prodigalité folle! Tous les joyaux de la mer y sont réunis ; les « lunes » en argent, les « soleils » tout en or, les « souris » qu'on pêche dans l'eau transparente et violette des récifs et qui sont constellées de rubis, les « couronnés » couleur d'émeraude dont le dos est bizarrement semé de confettis écarlate, et tous les autres dont je ne sais pas le nom : ceux qui sont en émail blanc, ceux qui sont en acier bleu et porteurs d'un long bec d'oiseau, ceux qui ont la couleur des plumes de paon avec des reflets saumonés, ceux enfin qui, tout ronds, gros comme un chat, couverts d'épines comme une bogue, vraies « barriques à vin », sont gonflés et hideux.

Leur chair à tous est exquise. Plus ferme, plus savoureuse que celle des poissons de France.

— Ce sont de gros papas de poissons, remarque mon compagnon, des lutteurs. Continuellement, ils nagent dans les hautes vagues, ils sont battus par la violence des flots qui se brisent contre les récifs de nos îles...

On ne s'écrase pas ici comme au marché aux fruits, aux légumes. Clients et clientes passent dans les allées. Beaucoup sont pieds nus. Une poissonnière plonge ses rudes mains couleur d'ébène dans un grand coquillage aux lèvres d'un rose de fleur. D'un coup de coutelas, elle tranche la chair glissante et molle, elle la palpe :

— Attendons, dit mon ami béket, elle va peut-être trouver une perle... »

Déjà, je rêve de l'acheter, d'en faire un pendentif dont je

dirai, rentrée en France : C'est une perle de lambi... on jurerait du corail... »

Nous avons beau attendre. Les perles de lambi sont rares et c'est pourquoi elles sont précieuses.

LE NORD DE L'ILE

La célèbre route de la Trace. — Voix rauque et bourrue d'une corne d'auto sous ma fenêtre. Voix qui insiste comme un signal. Loulou le mécanicien fait savoir qu'il m'attend. Je m'assieds près de lui. C'est la meilleure place pour jouir du paysage. Loulou est un noir. Sa large face est salie de boutons qu'il écorche, puis tamponne avec un mouchoir à carreaux. Ses mains puissantes et souples qui tiennent le volant donnent une impression de sécurité. Tant mieux. La route de la Trace qui conduit à Saint-Pierre est continuellement difficile et, parfois, périlleuse. Elle date de 1850 et a 37 kilomètres. Ce n'est rien. Attendez! 37 kilomètres à travers la montagne la plus abrupte. Dix jours ont suffi à un détachement d'infanterie de marine pour l'ouvrir.

— Dans ce temps-là, remarque Loulou, on savait travailler.

Avant que la route existât, comment allait-on de Fort de France à Saint-Pierre, de la capitale commerçante à la capitale administrative? On enfourchait sa mule, son bidet. On s'enfonçait dans la montagne. Comme les « traces » y étaient « très incommodes, qu'il fallait continuellement monter et descendre », dit le Père Labat, un nègre libre, Louis Galère, organisa, au XVIII^e^ siècle, un transport par mer. L'aller et le retour ne coûtaient « qu'un écu pour chaque personne ou six écus pour tout le canot ». Galère avait mis ses soins à rendre celui-ci confortable. L'endroit où se tenaient les passagers était couvert d'une grosse toile goudronnée. « On partait du Fort Saint-Pierre trois ou quatre heures avant le jour, pour arriver au Fort-Royal (1) sur les sept heures du matin. L'on repartait sur les quatre heures du soir pour arriver au Fort Saint-Pierre sur les sept heures, ou un peu plus tard quand le vent était contraire. » Cette « voiture » sembla si commode que Galère se trouva, au bout de deux ans, posséder 20 esclaves, trois ou quatre

(1) Ancien nom de Fort-de-France.

canots de voyage et une seine pour la pêche, « ce qui n'est pas une petite fortune », constate l'historien des îles, le Père Labat.

Pourquoi les peintres s'obstinent-ils à représenter le ciel des tropiques d'un bleu dur de cobalt? Quels tons légers, au contraire! La lumière d'or qui couronne les crêtes des pitons du Carbet accentue les plissements de leur peau d'hippopotame. Singulières montagnes qu'on dirait habillées d'un manteau trop large. Leur masse énorme domine le paysage. Elles font partie de la physionomie de l'île; elles sont inoubliables comme les traits d'un visage. Entrailles du sol lui-même, entrailles jaillies lors des grands bouleversements cosmiques, puis solidifiées, elles conservent, dans leurs formes bizarrement pointues, un air qui inquiète.

La ville quittée, l'enchantement commence. Les maisons, les treillages, disparaissent sous les draperies pourpres des bougainvilliers. Le chant des hibiscus éclate comme une fanfare. Sur la pente des talus ou formant des haies, les feuillages sont aussi beaux que des fleurs. Souples et mous comme des oreilles, résistants comme du cuir, poilus ainsi que le ventre de certaines bêtes frileuses, ou lisses, nets, lustrés, brillants, vernis, dirait-on, ils offrent toute la gamme des couleurs : les plus ardentes, les plus chaudes. Ils sont violets comme des aubergines, comme des prunes de Monsieur, comme la Montagne Pelée quand elle est si belle, éclairée, à l'arrière, par un rouge couchant; ils ont la couleur de l'écarlate; ils sont brun clair comme le grave et maigre visage des Arabes, ils sont ambrés comme des raisins ou miraculeusement argentés comme une poussière d'étoiles. Certains présentent une double face diversement colorée : citrins par-dessus et roses, délicatement roses, par-dessous; il en est qu'on a découpés dans une pourpre délicieusement fanée, d'autres qu'on a ciselés dans le bronze avec de fines dentelures et tous éclatent de force, tous sont gorgés d'une sève vigoureuse.

Les porteuses. — Des femmes nous croisent : les porteuses. Elles vont par groupes, pieds nus; elles se rendent à « Fort-Yal », comme quelques-unes continuent d'appeler Fort-de-France. Elles viennent de la montagne. Elles vont d'un pas souple et rythmé. Cet acte si simple, la marche, il semble que personne avant elles ne l'avait réalisé avec une telle per-

fection. Sur leur front, dans le « tray », elles portent des fruits, des « racines » : patates, ignames. Trente-cinq à quarante kilos ! De temps à autre, pour se soulager, elles soulèvent le tray, le déplacent un peu. Malgré leur charge, elles conservent dans tous leurs mouvements une aisance parfaite, un sens merveilleux de l'équilibre. Au passage de l'auto, elles se rejettent sur les côtés de la route et rient parce qu'elles ont eu un moment d'émoi.

Les Caraïbes. — A mesure que nous nous enfonçons, la sauvage beauté du pays s'exalte. Des bambous géants, des peuplements de bambous ayant trente mètres de haut jaillissent du sol, découpent leurs dentelles frissonnantes d'arbres-fées. Les fougères arborescentes retombent en longues plumes souples comme pour un cortège royal. Dans les ravins, l'eau bondit en torrents, ruisselle sur les rochers, retombe en cascades pleines de prismes, s'arrondit en bassins où elle est plaisante et claire. Les blondes bananes mûrissent, les oranges achèvent de se sucrer, de devenir délicieuses. L'arbre à pain dresse son fût argenté qui rappelle celui d'un bouleau. Ah ! pourquoi, pourquoi les heureux habitants des îles prendraient-ils la peine de semer des légumes, de les faire pousser ? La nature les leur offre tout prêts.

L'auto longe des précipices, s'enfonce dans des gorges, remonte au flanc des coteaux. Chaque morne est un cantique de verdure. Le pays est plongé dans une extase verte. C'est une ruée folle, une poussée sans trêve, un entassement de plantes prestigieuses au-dessus desquelles règne le peuple des grands arbres : les manguiers, les cocotiers, les fromagers puissants, glorieusement épanouis et buvant le soleil.

Tout est comme au lendemain de la création ; tout a la pure beauté, la fraîcheur, la paix parfumée qu'ont connues les anciens habitants de l'île : les Caraïbes.

Leur race a disparu, mais ils avaient tant de dignité qu'elle en imposa aux souverains espagnols quand ils les virent ramenés par Colomb : « Ils corrigent leur teint olivâtre, dit le Père Hallay, par une peinture rouge de roccou à l'huile... Cette huile ne sent point mal et tient le corps souple, douillet et ferme contre les évaporations de la chaleur... Assis ou couchés le long du jour dans leurs lits de coton suspendus par les

deux bouts (1) et pétunant, gaussant, dormant, ils passent le temps en fainéantise, car c'est là leur félicité comme aussy de n'avoir aucun à qui obéir n'y être sujets. »

Si les hommes ne faisaient rien que chasser ou pêcher, « les femmes travaillaient sans arrêt ». C'étaient elles qui, la nuit, se relevaient toutes les trois heures, « pour entretenir un feu clair », sous le lit de leur mari; elles qui, au réveil, le peignaient, le huilaient, le débarrassaient de sa vermine »; elles qui travaillaient ou au jardin, ou à amasser du bois, ou à faire le pain, ou à filer... »

De ces lointains Caraïbes, de cette race éteinte, quelque chose survit dans notre civilisation. Quoi donc? Des mots de leur langue: ceux de *carbet*, de *canot*, de *colibri*. Celui de *manitou*. Le sens que nous donnons à ce dernier, il est vrai, s'est altéré. Les Caraïbes reconnaissaient deux principes tout-puissants : l'un bon ; l'autre mauvais : le « manitou ». A lui seul allaient leurs prières. « Par un raisonnement sauvage, écrit le Père Labat, ils disaient : « Puisque le principe du Bien est bienfaisant de soi-même, il est inutile de l'invoquer ou de le remercier ; il donne sans cesse tout ce dont on a besoin. Au contraire, le « manitou », il faut empêcher qu'il ne nous fasse mal et, pour cela, l'implorer, le supplier régulièrement et avec ferveur. »

Dans la forêt. — Des deux côtés de la route, la forêt nous enveloppe de ses prestiges. Nous fuyons à travers une verdure dense, noire, épaisse, éternelle. Des femmes réparent la chaussée; elles transportent du sable, des pierres dans leur « tray ». Cantonnières, mais cuisinières aussi. Un « tit brin morue », une « soupe z'herbages » mijotent dans un canari sur quelques braises. Des « nèg z'habitants (2) » nous croisent. Sous les larges bords du chapeau « bacoué » qui les abrite, une pénombre lumineuse baigne leur face luisante.

Un peu avant le prodigieux ravin qu'est le Fond Saint-Denis, une falaise lisse, noircie, tombe à pic, sans une aspérité, dans une gorge : la Porte de l'Enfer. A onze heures du soir, quand la lune est dans son plein, la bourrique de Mme Rémy monte la falaise à reculons. Mme Rémy a le visage tourné vers la queue.

(1) De là est venue, pour nous, l'idée des hamacs.
(2) Noir de la campagne.

Qui est Mme Rémy ? Personne n'a pu me le dire... C'est mieux ainsi ; plus mystérieux.

Par instants, les gorges s'élargissent, les hauteurs s'abaissent, le ciel reparaît librement, puis tout se resserre. Les pitons dressent leurs cimes inviolées. Hallucinant décor vert où il semble qu'on soit enfermé en un cercle magique. Il faut venir dans les îles pour comprendre à quelle violence de coloration peut atteindre la verdure. Du vert n'est pas seulement du vert. C'est une splendeur formidable, absolue : quelque chose de fou, de frénétique qui jaillit du sol, qui devient un être animé, réel. Lequel ? Ah ! je n'en sais rien, mais je l'ai entendu qui disait : « Ma fraîcheur repose les yeux brûlants » ; je l'ai vu avec ses tentacules géants, je l'ai senti qui me serrait la gorge, qui m'étouffait, extasiée.

Aux gens sages qui sont au coin de leur feu, ce que j'écris là paraîtra absurde, tout à fait absurde... et pourtant !

La Montagne Pelée. — Dressée, comme fond de tableau, celle qu'en mon esprit, je nomme : la cruelle, l'inexorable ! Les gens de l'île l'appellent simplement « la Montagne ». Parfois, aussi, ils disent « la Pelée ». Des nuages l'encapuchonnent. Le vent les déplace. L'espace d'une seconde, apparaît un sommet de forteresse qui s'abaisse en glacis vers la mer : par là ont coulé les flots de boue brûlante lors de la catastrophe de mai 1902.

A distance, comme je suis, elle semble tragiquement dénudée, la montagne. Elle justifie le nom que lui donnèrent ceux des nôtres qui la virent pour la première fois, au lendemain d'une éruption : mais, déjà, des plantes commencent d'apparaître, des broussailles se forment par touffes. Dans un demi-siècle, elle sera, de nouveau, semblable aux autres mornes de l'île, couverte de bambous, de fougères, de grands arbres : verte de la tête au pied.

Selon les jeux de la lumière et de l'ombre, son aspect varie. Il arrive que, durant des jours, elle soit comme enveloppée dans des vapeurs d'encens. Je l'ai vue, un matin, dans le soleil levant : la plus délicate des colorations était sur elle.

Les Martiniquais devraient la haïr. Il n'est pas un d'entre eux qu'elle n'ait mis en deuil. Sentiment pour nous inexplicable : ils en parlent avec l'adoration, la ferveur d'un mystique. Elle est l'amie auguste.

Un de mes plus vifs souvenirs est celui d'une promenade que j'ai faite avec un Pierrotin. Sa famille entière avait péri : il ne lui restait qu'un cousin éloigné. Nous revenions de la baie du Carbet où débarqua Colomb et dont le sable est si noir qu'on n'imagine pas autrement celui de l'entrée des Enfers. Mon compagnon me parlait de la montagne. Étant petit garçon, il en avait fait l'ascension avec son père :

— Le sommet qui avait alors l'aspect d'un cône tronqué formait un lac. Ses eaux divinement pures avaient le goût des herbes sauvages... Sous une poussée formidable, venue du fond, elles sont tombées en avalanche, à la fin d'avril 1902. Détruisant tout sur leur passage, plantations, habitations, êtres humains, animaux, elles franchirent, en trois minutes, l'espace de cinq milles qui sépare le cratère du rivage et engloutirent l'usine Guérin qui est encore sous quatorze mètres de boue...

Des arbres, les talus de la « trace » encaissée où roulait la voiture, nous cachaient la « montagne ».

— Attendez, me dit M. X..., elle va paraître...

Brusquement, il freina. Nous étions au sommet du col.

La Pelée se découpait nettement sur l'azur. On pouvait compter les aspérités de sa cime et voir, sur le glacis, ce renflement qui y est arrêté, depuis la dernière éruption, comme un animal prêt à bondir et qu'on appelle : le chat. Nous la regardions en silence. D'une voix basse, un peu contenue, M. X... dit :

— Est-elle belle ! Est-elle assez belle ! Comme elle monte doucement ! Comme ses lignes plaisent aux yeux ! Elles ont la perfection d'un jeune corps humain.

Je murmurai :

— Vous l'aimez, votre montagne !

Et il me répondit :

— Je l'ai dans le cœur.

SAINT-PIERRE

Soudain, à l'horizon, une nappe d'un bleu si frais que la comparaison de Lafcadio Hearn me revient à l'esprit : « azuré comme la joue du ciel ».

La baie de Saint-Pierre dessine sa longue courbe aussi harmonieuse que le bord d'une coupe dont elle a la forme. Rapi-

dement, l'auto descend vers la ville. Ce haut calvaire dressé sur un massif soubassement : c'est l'ossuaire. Pieusement, on y a réuni ce qu'on a pu retrouver des restes des quarante mille victimes qui périrent, en une minute, dévorées par un fleuve de feu, asphyxiées par les gaz vomis de la montagne.

Quelques maisons couvertes en tôle ondulée, quelques cases apparaissent dans la verdure. La masse puissante de la cathédrale que les fidèles ont rebâtie se lève au-dessus d'elles.

J'ai eu, entre les mains, le dernier numéro du journal *les Colonies* qui fut imprimé dans la ville. Il parut la veille même de l'éruption. Le temps l'a jauni et il faut le manier avec d'infinies précautions pour ne pas achever de le déchirer dans ses plis.

La catastrophe de l'usine Guérin, la destruction du village voisin, le Prêcheur, avaient jeté l'épouvante parmi les Pierrotins. On entendait des roulements sourds, des détonations venues des entrailles de la montagne. Une pluie de cendres tombait sans répit. Les toits en étaient couverts ; le matin, il fallait déblayer les seuils. Pour se préserver les yeux, les poumons, on se masquait la figure. Dans l'atmosphère grise et qui, déjà, enveloppait la ville comme un suaire, les passants semblaient des spectres au visage invisible.

Pas un chant d'oiseaux. Ils avaient fui ou étaient morts.

Dans les faubourgs, dans la campagne, les rivières débordées roulaient des blocs noirâtres, monstrueux, charriaient des bambous, des cocotiers, des arbres à pain. Leurs eaux grises tenaient en suspension des cendres amassées sur leur parcours et des poissons flottaient, le ventre en l'air.

En ville, pour raffermir leur courage, les habitants répétaient :

— Saint-Pierre est bâti sur le roc et en bons matériaux ; il résistera. Le danger est pour Fort-de-France dont le sol est mouvant.

Et l'on préparait les élections, la cérémonie de la première communion ; l'on attendait le chargement des bateaux américains.

Cependant, les églises ne désemplissaient pas, les curés ne cessaient de baptiser, les prêtres passaient les nuits au confessionnal. Nombre de Pierrotins fuyaient : « Du matin au soir, et toute la nuit, ce ne sont que gens pressés portant des paquets,

des malles, des enfants et se dirigeant vers le Fond Saint-Denis... Les vapeurs de la Compagnie Girard ne désemplissent pas... Le mouvement des voyageurs sur la ligne de Fort-de-France, qui est de 80 par jour, s'est élevé depuis trois jours à 300... » Pour rassurer la population, le rédacteur en chef concluait son article : « Nous avouons ne rien comprendre à cette panique. Où peut-on être mieux qu'à Saint-Pierre? »

Le lendemain, à sept heures cinquante, exactement, la ville était engloutie.

Ceux qui y ont vécu, ceux qui l'ont aimée en parlent avec une ferveur attendrie :

— Ah ! disent-ils, ce n'était pas seulement le grand port marchand, c'était la ville lettrée. La fortune de l'île y était concentrée. Chacune de ses maisons en pierre de taille possédait des trésors : salons aux meubles anciens, bibliothèques remplies des livres hérités des aïeux. Aux jours de fête, la table se couvrait de nappes damassées, on sortait la vaisselle plate, les couverts lourds et brillants, les cristaux... Dans les coffrets, s'entassaient les bijoux ciselés ou ornés de pierreries...

— C'était la ville du bon ton, remarque une vieille dame. Écoutez ce détail : on disait « les demoiselles de Saint-Pierre » et, par opposition, « les jeunes filles de Fort-de-France ». On ajoutait : « les demoiselles de Saint-Pierre sont tout en soie ; les jeunes filles de Fort-de-France ne sont qu'en mousseline ou en toile ! » Et quelle vie aimable ! Saint-Pierre était notre ville, à nous, les Blancs. Les plus anciennes familles de l'île y résidaient. Toutes se connaissaient. Vous ne pouviez sortir sans rencontrer un ami. Pendant le carnaval, ce n'étaient que bals et fêtes. Le reste de l'année, on voisinait de porte à porte. Dans les rues un peu étroites et où l'on était entre soi, il arrivait que, le soir, on tirait les berceuses sur les seuils. Les grandes personnes bavardaient, les enfants jouaient. De ces jeux, sont sortis bien des mariages... Pour dire tout : l'air qu'on respirait à Saint-Pierre n'était pas le même que celui du reste de l'île. Aujourd'hui encore, quand il m'arrive d'y retourner, je retrouve son odeur, à une demi-lieue.

Lentement, la ville sort de ses ruines, le commerce reprend. Dans le quartier qui fut le « mouillage », le long du

port, de gaies maisons de bois aux façades peintes se dressent, quelques-unes sont en ciment.

Comment ne pas admirer l'énergie, la ténacité de cette population créole que, bien à tort, nous nous représentons, parfois, comme indolente ? Après chaque désastre, — et Dieu sait, s'il y en a, aux Antilles : on en compte un tous les quinze ans : cyclone, tremblement de terre, incendie, — les créoles se redressent, ils recommencent, ils repartent, n'ayant, pour tout bien, souvent, que leur volonté, leur ténacité, leur audace, leur promptitude à saisir l'occasion fuyante. Combien de Pierrotins dont la fortune fut engloutie en 1902, qui se trouvèrent alors, selon leur expression « gueux comme Job » et qui ont, maintenant, leur villa au Plateau Didier, leur automobile, leur maison bien montée et dotent leurs filles de quelques millions !

Ils n'ont pas dégénéré de leurs aïeux. Écoutez une belle histoire. Quand d'Enambuc, qui venait de l'île voisine, Saint-Christophe, débarqua, au XVII^e^ siècle, à La Martinique, il n'amenait avec lui que quelques compagnons, une centaine. Ayant jeté les fondations d'un port qu'il plaça sous le vocable de saint Pierre, car il avait mis pied à terre le jour de l'octave de saint Pierre et saint Paul, il fit bâtir, sur la « Montagne », une grande habitation et retourna à Saint-Christophe. Pour continuer son œuvre, il laissait un gouverneur, mais celui-ci fut pris sur mer par les Espagnols : « M. d'Enambuc, qui se sentait cassé de maladie et proche de sa fin et qui voulait maintenir l'établissement de la Martinique qu'il regardait comme son ouvrage, jeta les yeux sur M. du Parquet, son neveu. » L'île était alors si décriée à cause des serpents dont elle était infestée que les capitaines de navire qui la doublaient ne voulaient même pas que leurs matelots missent pied à terre. Du Parquet se jura de faire de l'île une des plus florissantes de l'Amérique. Dix ans plus tard, dix ans seulement, une partie du sol était défrichée, plantée de « vivres ». « M. de Thoisy, général des Antilles, venant à la Martinique, M. du Parquet alla au-devant de lui à la tête d'une compagnie sous les armes, le conduisit à sa maison où il dîna le mieux du monde avec des viandes du pays qui sont cochons, volailles d'Inde, ramiers, ortolans, tortues, grenouilles et lézards; le dessert était de patates, de figues, melons, bananes et ananas... »

Quand M. de Thoisy se retira vers minuit, ce fut avec de grands remerciements et des félicitations. Avouons que du Parquet les avait mérités.

La ville détruite retrouvera-t-elle jamais son importance ? Elle comptait 28 000 habitants; elle en a, aujourd'hui, 5 000. Dans ce qui fut la rue principale, la rue Victor Hugo, des pans de murs calcinés bordent le trottoir. Les broussailles, les lianes recouvrent les soubassements en pierre de taille, les seuils de marbre des maisons, ou croissent entre des blocs rongés qui furent des corniches, parmi des débris de balustrades.

M. Louis Ernoult s'est fait mon guide. L'un de ses frères, ainsi que je l'entends dire, fut le dernier et le premier maire de Saint-Pierre. Il présidait le conseil municipal quand la ville fut détruite et reprit ses fonctions dès qu'elle commença à revivre. Nous gravissons des pentes. Sur un terre-plein, nous nous arrêtons. Le plus noble des paysages se découvre. A l'horizon, la mer déploie son impérissable et sublime beauté. Là, s'élevait le théâtre. Les Pierrotins en étaient fiers. Il contenait 1 500 spectateurs. Deux cents marches par paliers successifs y conduisaient.

A l'angle d'une rue, M. Ernoult se penche. Il a trouvé ce qu'il voulait me montrer : un canon. Sa gueule est fichée en terre et il sert de borne. En frottant le bronze de la main, nous faisons apparaître une date entre des palmettes : 1636...

— Savez-vous quand fut fondé Saint-Pierre? me demande M. Ernoult.

Et comme j'avoue mon ignorance, il reprend :

— L'année même du *Cid*. Nous sommes Français depuis plus longtemps que bien des Français de la métropole.

Dites-le, répétez-le et qu'on ne parle plus de nous céder à l'Amérique.

HENRIETTE CELARIÉ.

(*A suivre.*)

LE SAVOIR DE CIRCÉ

Ulysse s'est enfui du port des Lestrygons, qui ont fracassé sous leurs blocs de pierres cinq navires de son escadre et en ont dévoré les « compagnons ». Il n'a plus que son propre navire et les cinquante et un hommes de son équipage :

« Nous reprenons la mer, l'âme navrée, contents d'échapper à la mort, mais pleurant les amis. Nous gagnons Aiaié, une île qu'a choisie pour demeure Circé, la terrible déesse douée de voix humaine... Nous arrivons au cap et, sans bruit, nous poussons jusqu'au fond du mouillage : un dieu nous pilotait ; sans tarder, on débarque et, deux jours et deux nuits, nous restons étendus, accablés de fatigue et rongés de chagrin. »

L'île de Circé s'appelle donc Aiaié et possède un port avec des grèves. Au-dessus du port, une vigie, *periopé*, sur une guette élevée, *skopié*, permet de découvrir la mer et le pays d'alentour. Entre le port et la haute guette, une forêt et un fleuve servent de remise et d'abreuvoir au gibier :

« Quand du troisième jour l'Aurore aux belles boucles annonce la venue, je prends à bord ma pique et mon estoc à pointe et, quittant le vaisseau, je grimpe à la vigie : je pensais voir de là quelque œuvre des humains, entendre quelque voix.

« Me voici sur le roc de la guette, au sommet : il monte une fumée du sol aux larges routes. Mon esprit et mon cœur ne savent que résoudre : irai-je m'informer, maintenant que j'ai vu ce feu, cette fumée?... Tout compté, le parti le meilleur me

sembla de regagner d'abord le navire et la plage, de donner le repas, puis d'envoyer mes gens reconnaître les lieux.

« Je rentrais au croiseur, et j'allais arriver sous le double gaillard, lorsque, prenant pitié de mon isolement, un dieu met sur ma route un énorme dix-cors, qui, du pâtis des bois, descendait boire au fleuve... Je le frappe en plein dos du bronze de ma pique. »

Ulysse rapporte au vaisseau cette lourde proie. Il réveille les compagnons. On dépouille et l'on rôtit la bête. On passe la journée au festin. Mais le lendemain, dès l'aube, Ulysse partage ses gens en deux bandes. L'une reste avec lui au bord de la mer, près du vaisseau; l'autre, sous le commandement d'Euryloque, monte à l'intérieur, à travers la plaine forestière, jusqu'au pied des monts :

« Ils trouvent dans un val, en un lieu découvert, la maison de Circé aux murs de pierres lisses et, tout autour, changés en lions et en loups de montagne, les hommes qu'en leur donnant sa drogue, la perfide déesse avait ensorcelés. A la vue de mes gens, loin de les assaillir, ces animaux se lèvent et, de leurs longues queues en orbes, les caressent... Mes gens sont là, debout, sous le porche de la déesse aux belles boucles. Ils entendent Circé chanter à belle voix... »

Le chef du détachement, Euryloque, conseille de ne pas entrer. Les autres, au contraire, appellent à grands cris cette déesse aux Fauves :

« Elle accourt, elle sort, ouvre sa porte reluisante et les invite ; et voilà tous mes fous ensemble qui la suivent!... Flairant le piège, seul Euryloque est resté... Elle les fait entrer ; elle les fait asseoir aux sièges et fauteuils ; puis, leur ayant battu dans son vin de Pramnos du fromage, de la farine et du miel vert, elle ajoute au mélange une drogue funeste, pour leur ôter tout souvenir de la patrie. Elle apporte la coupe : ils boivent d'un seul trait. De sa baguette, alors, la déesse les frappe et va les enfermer sous les toits de ses porcs. Ils en avaient la tête et la voix et les soies ; ils en avaient l'allure ; mais, en eux, persistait leur esprit d'autrefois... »

Euryloque revient au vaisseau et fait son rapport. Ulysse décide d'aller rechercher ses gens : il quitte le navire et la mer pour monter vers la « belle demeure » de Circé. Il venait de passer par le « vallon sacré », quand Hermès se présente à lui

et lui donne la plante salutaire, le *molu*, qui le préservera des maléfices de Circé. Grâce au *molu*, Ulysse résiste à la drogue et à la baguette magique ; il dompte la déesse et, devenu son amant, il obtient d'elle la délivrance de ses compagnons :

« Circé, baguette en main, traverse la grand salle et va ouvrir les tects. Elle en tire mes gens : sous leur graisse, on eût dit des porcs de neuf printemps... Ils se dressent debout, lui présentent la face ; elle passe en leurs rangs et les frotte, chacun, d'une drogue nouvelle : je vois se détacher, de leurs membres, les soies qui les avaient couverts... La déesse me dit : « Fils de Laerte, écoute ! ô rejeton des dieux, Ulysse aux mille ruses ! retourne maintenant au croiseur, à la plage ; commencez par tirer à sec votre vaisseau ; cachez tous vos agrès et vos biens dans les grottes ; puis tu me reviendras et me ramèneras tout ton brave équipage. »

Ulysse ramène tous ses gens au manoir de Circé, et l'on demeure le reste de l'année chez cette bonne hôtesse.

LE PAYS DE CIRCÉ

Au devant de la côte italienne, entre Rome et Naples, le Monte Circeo dresse toujours sur la mer sa double cime dégagée : « Située à l'extrémité sud des marais Pontins, cette montagne a l'apparence d'une île quand on la voit à distance », disent les *Instructions nautiques* (1). La mer libre en baigne les faces du sud et de l'ouest; les faces est et nord trempent dans les lagunes de la côte et dans les forêts et maquis des marais Pontins : « Cette montagne de Circé est vraiment insulaire entre la mer et les marais », disait déjà Strabon.

Les marins d'autrefois, qui tiraient leurs navires sur les sables, allaient les échouer sur la façade ouest de l'île : une cale s'y offre d'elle-même aux bateaux, qui arrivent de la haute mer; sous la tour Paola, s'ouvre un étroit chenal vers la lagune intérieure. Les Romains fondèrent leur port de Circéi en cette lagune. Des ruines subsistent au bord du mouillage, qui s'appelle aujourd'hui *Cala dei Pescatori*, le Port des Pêcheurs. Enclos de tous côtés par la dune et la forêt, ce port offre un excellent refuge aux barques qui savent y pénétrer. Mais il faut

(1) Voyez les croquis pages 194 et suivantes.

bien manœuvrer; la passe est étroite : c'est un dieu qui pilote le vaisseau d'Ulysse jusqu'aux grèves du fond, où tout se tait, où le flot vient mourir en silence.

Autour de la lagune, subsiste encore l'antique forêt de grands chênes, de pins, d'oléastres, d'ormes, d'arbousiers, de cornouillers et de pommiers sauvages. Au milieu du siècle dernier, Mercey la décrivait ainsi : « Cette belle forêt n'est que la continuation de celle de *Fossa Nuova*, où croissent des chênes, des chênes verts ou lièges et des ormes de toute beauté. Par endroits, de grandes lianes courent d'un arbre à un autre : on pourrait se croire dans quelque forêt de l'Amérique... De temps à autre, nous rencontrions un buffle égaré, que notre guide chassait à grands coups de gaule vers l'apparence de sentier que nous suivions. Dans les endroits les moins fourrés, nous entendions des grognements et nous avons vu passer, à plusieurs reprises, des bandes de sangliers qui vivent dans ces marécages comme dans une terre promise. Des aigles et des pyrargues volaient dans les clairières et donnaient la chasse aux palombes et aux canards qui s'envolaient par bandes nombreuses au milieu des roseaux. »

Circé porte un nom grec, *kirké*, qui signifie « épervière » : l'île de Kirké, *Nèsos Kirkès*, est l'île de l'Épervière. Sur un promontoire voisin, les Anciens eurent leur ville de l' « autour », *Astura*, qui subsiste aujourd'hui; un autre promontoire voisin porte encore son ancien nom de *Vulturno*; c'est le cap du « vautour ». Cette côte a toujours été peuplée d'oiseaux de proie : la forêt giboyeuse, les lagunes et la mer poissonneuses et le Marais peuplé de toutes les bêtes et bestioles de terre et d'eau offrent aux rapaces une abondante nourriture.

Le mouillage de la lagune avait une bonne aiguade : la *Fonte della Bagnaja* sourd parmi les premiers arbres de la forêt. Cette Fontaine de la Baignade était jadis toute proche de la rive, au fond d'une corne, que la lagune poussait dans les bois, sous le talus d'une plate-forme sans hauteur, qui porte encore quelques ruines de l'ancienne Circéi : le vaisseau et les gens d'Ulysse y pouvaient avoir le meilleur des lits.

Autre commodité pour les marins d'autrefois : le pied de la montagne, qui regarde la mer, est troué de grottes nombreuses, les unes au ras même du flot qui y pénètre, les autres derrière de petites grèves ou des éboulis de rochers, *Grotta*

delle Capre, Grotta del Precipizio, Grotta della Maga. C'est en cette grotte de la Magicienne que la tradition populaire cherche à tort la demeure de Circé. Or, la grotte aux Chèvres, par contre, convient de tous points à certains détails du texte odysséen.

Cette immense grotte, — 36 mètres de long, 25 mètres de large, 10 ou 12 mètres de haut, — surplombe les roches aiguës de la côte méridionale : « Redescends à la plage, dit Circé à Ulysse, tire à sec ton navire; cachez tous vos agrès et vos biens dans les grottes; puis tu me reviendras et me ramèneras tout ton brave équipage. » Circé parle en connaissance de cause : la grotte aux Chèvres serait assez vaste pour servir de remise à plusieurs vaisseaux du temps; mais comment haler ici un navire, sans l'éventrer sur les écueils du bord ou les roches coupantes et les énormes blocs éboulés de la rive? Ce n'est pas à cette côte sauvage, c'est aux grèves du port tranquille, au fond de la lagune, à l'autre bout de l'île, qu'Ulysse doit tirer et remiser son vaisseau sur les sables.

Mais la caverne est une cache sans rivale pour les marchandises, trésors et provisions de terre et de mer. Elle domine la mer et pourtant dissimule dans les éboulis sa large ouverture : une clôture de blocs faciles à entasser peut la masquer tout entière. Dans son sol de terre rougeâtre, on peut creuser des fosses de recel. Surtout, au plus profond de la grande salle, s'enfonce une sorte de cabinet voûté, qui n'a guère que trois mètres de haut : ce coffre-fort naturel, dont il est facile de murer et de camouler la bouche, pénètre à dix ou douze mètres dans le rocher.

Du côté de la terre, le Monte Circeo est longé par le Rio Torto, le petit fleuve sur les bords duquel Ulysse tua le cerf : non loin de là, nos marins signalent la Torre Cervia. Ce Rio n'est qu'un fossé marécageux, encombré de nénuphars, peuplé de moustiques et de libellules, sans largeur, sans profondeur, sans courant; mais il suit tout le pied du Mont : c'est le dernier reste du détroit qui jadis séparait de l'île le continent fangeux. Le Mont se dresse au-dessus, chargé de taillis et de brousse, couronné d'une margelle de roches et sommé de sa Guette altière à cinq cent quarante mètres d'altitude. La Guette est inaccessible par les autres côtés de l'île; elle ne peut être atteinte que sur cette façade terrestre, par le même sentier de bûcherons que prenait Ulysse.

L'horizon de la Guette est immense de toutes parts. A l'ouest et au sud, se déploie jusqu'à la Sicile la mer du grand large, la « mer infinie », ce *pontos apeiritos* d'Ulysse, sur lequel flottent encore aujourd'hui les petites « îles du Large », *Pontiæ*, diraient les Anciens; *Ponza*, disent les Modernes. Vers l'est et vers le nord, s'étend la plaine Pontine, basse, incertaine, brumeuse, couverte par les eaux, les sombres verdures et les buées des Marais, entre le double rivage de la mer d'Ostie et du golfe de Terracine.

Tout le long des rivages, depuis Ostie jusqu'à Terracine et au delà, pendant près de cent kilomètres, une chaîne de dunes borde le flot, une suite de lagunes et de marais borde la dune et une succession de forêts et de fourrés impénétrables s'étend derrière les lagunes, jusqu'au pied des monts. Sables, forêts et marais, c'est une autre mer de sables et de feuillages, une grande étendue monotone et déserte : *Selva de Terracina, Bosco de San Felice, Macchia di Bassiano, Macchia di Caserta, Macchia del Quarto, Macchia del Piano*, les façades nord et est du Circeo sont entourées de cette *selva* et de ces *macchie*, que le poème odysséen décrit fort exactement par les deux mots *druma pukna* (fourrés) et *hulé* (forêt).

LA DEMEURE DE CIRCÉ

La lisière maritime de la forêt est gardée, sur la dune, par des tours de pierre, où, jusqu'en 1859, des invalides guettaient les incursions des pirates : en 1843, les Barbaresques enlevaient encore des femmes sur cette côte pontificale. Le pourtour continental du maquis est bordé de maisons de pierre, fermes et étables, telle cette ferme de Campo-Morto, que Mengin-Fondragon décrivait en 1830, avec ses centaines de buffles et de chevaux, qui vivaient à l'état sauvage, lâchés dans le maquis, et ses deux mille porcs qui erraient par la forêt, en compagnie des sangliers, ou que des pâtres, sonnaille au cou et chiens hargneux dans les jambes, conduisaient à la glandée pour les défendre contre les pirates et les fauves.

A l'intérieur de la forêt et du maquis, on chercherait vainement encore une bâtisse en pierre. Les bûcherons, les pâtres et les troupeaux, descendus de l'Apennin, peuplent cette plaine pontine en hiver et au printemps, mais l'abandonnent l'été

aux moustiques, à la fièvre, à toutes les mauvaises bêtes et bestioles, fauves, rapaces, reptiles et microbes : « Au mois d'octobre, dit l'historien de Terracine, R. Moulin de la Blanchère, on sent dans l'Apennin que la neige approche; dans la plaine pontine, les pluies de novembre vont réveiller la nature desséchée et abattre les fièvres; à cette époque, la *macchia* se remplit. » De l'Apennin, des Abruzzes, de toutes les montagnes, une foule de gens viennent s'y établir. Déserte en septembre, la *macchia* en décembre a la population d'une ville : 20 000 âmes environ y habitent; dans l'immense forêt pontine, chacun va retrouver sa *lestra*, un essart fait par lui ou par un devancier, souvent par un ancêtre ; une *staccionata*, lice grossière garnie de broussailles, enferme les bêtes; des cabanes de branchages, en forme de ruche, enferment les gens. Le montagnard vit six ou sept mois dans ce *gourbi*. Juin arrive. Les marais sèchent. Les mares ont tari. Les enfants tremblent la fièvre. Les nouvelles du « pays » sont bonnes. En quatre jours, les chemins se couvrent de gens qui regagnent les montagnes.

Ulysse et ses compagnons, quand ils « montent » pour la première fois chez Circé, ne rencontrent personne dans la forêt et le maquis. Le récit odysséen se passe en été, au milieu ou vers la fin de la saison navigante, qui commence en avril et finit en octobre : Ulysse et ses compagnons, depuis le départ de Troie, ont déjà dépensé plusieurs mois chez les Lotophages, les Cyclopes, Éole et les Lestrygons. La saison est avancée; ils vont hiverner chez Circé. Nous sommes donc en été : la forêt est déserte. On n'entend que le chant des oiseaux dans les arbres, le cri des aigles et des éperviers dans les airs et les fuites des sangliers ou des cochons dans le taillis... Mais la brousse s'éclaircit. On approche des monts. Voici une maison de pierre.

A 15 ou 20 kilomètres environ du Monte Circeo, les montagnes continentales des anciens Volsques dressent leur muraille abrupte qui, du sud au nord, s'allonge parallèlement à la côte sur près de 100 kilomètres. Cette muraille est appelée monts Lepini par les Italiens d'aujourd'hui : couronnée de faîtes qui dépassent 1 500 mètres, elle présente à la plaine pontine une falaise continue, qui darde dans la direction du Circeo la Punta di Leano, vers laquelle s'en vient toute droite

la route des Pêcheurs, *Strada dei Pescatori :* nos cartes marines portent encore ce vieux chemin. La Punta, du haut de ses 676 mètres, surveille tout le Marais : à ses pieds, dans l'étroit vallon de *San Benedetto*, la déesse latine des Fauves, *Feronia*, avait jadis un sanctuaire.

« Féronia, dit R. Moulin de la Blanchère, avait son sanctuaire à l'entrée de la *Valle*, au pied de la Punta di Leano, à trois milles au nord-ouest de Terracine. Là, étaient son bois sacré, sa fontaine, son temple, dont le soubassement en gros blocs a subsisté jusqu'à nos jours. C'est l'une des plus vieilles religions rustiques de l'Italie. On lui rendait un culte barbare dans des bois généralement redoutés. Elle présidait aux affranchissements : on faisait asseoir l'esclave sur une pierre, dans le temple ; on lui couvrait la tête d'un bonnet, *pileus*, et l'on prononçait la formule : « Assis, esclaves aux bons services !... Debout, hommes libres ! *Bene meriti servi sedeant, surgant liberi.* »

C'est chez cette déesse, vers ce « vallon bénit » de San Benedetto, que sont montés les compagnons d'Ulysse, puis le héros lui-même. De Circé à Féronia, du texte odysséen aux rites de ce sanctuaire italiote, les ressemblances sont nombreuses. Féronia, déesse des forêts, est, comme Circé, une déesse aux Fauves : comme la guerre, *bellum*, a pour déesse Bell-ona, comme la pomme a pour déesse Pom-ona, les faunes, *feri*, appartiennent à Fér-onia... Circé, après avoir mis en un bestial esclavage les compagnons d'Ulysse changés en pourceaux domestiques, les libère avec les mêmes cérémonies et les mêmes formules dont use Féronia, libératrice des êtres humains qui vivaient dans la domesticité d'un maître : pour être délivrés de leur servitude animale, les compagnons d'Ulysse « se dressent » debout, eux aussi, devant la déesse.

Chez Féronia, la résurrection de l'esclavage vers la liberté est précédée de la perte des cheveux : le futur affranchi doit se présenter à la déesse, la tête tondue, chauve, *ut ego hodie raso capite calvus capiam pileum*, dit Plaute. Les compagnons d'Ulysse, quand ils se dressent devant Circé, perdent, eux aussi, leurs poils, avant de redevenir des hommes plus jeunes, plus beaux et plus grands.

Au-dessus de Féronia, pointe aujourd'hui le Mont des Magiciennes, la Montagne des Fées, *Monte delle Fate*. Durant

l'antiquité, un peuple du voisinage, les Marses, étaient des charmeurs de serpents, des devins, des magiciens, des sorciers : descendants d'un fils de Circé, ils se transmettaient l'art de la déesse ; les auteurs et poètes romains parlent des secrets merveilleux de ce peuple charmeur ; le nom de *marsus* devint même synonyme de devin et de sorcier ; au début du siècle dernier, leurs arrière-neveux gardaient la même réputation : ils ne l'ont pas entièrement perdue aujourd'hui.

Des sources abondantes et pures, sur le pied extrême de la Punta, donnèrent naissance à ce sanctuaire : elles portent encore le nom d'*Aqua Feronia*. Plus haut, se dressait une forteresse du moyen âge, dont le donjon et les tours en ruines couronnent encore le rocher du sommet : de ce lieu découvert, qui domine le Marais de ses hautes verdures, on surveille au loin la plaine et les routes qui montent de la côte. D'ici, la longue et haute échine du Circeo se détache en plein ciel, au-dessus du maquis et de la forêt, avec ses deux pitons de la Guette (541 mètres) et du Sémaphore (448 mètres) au bout de la *Strada dei Pescatori* qui, toute droite, coupe les terres et les eaux. Une comparaison s'impose à première vue entre ce Circeo et Gibraltar.

L'Ile de Circé, au flanc de la côte italienne, est aussi abrupte, mais un peu moins allongée (5 kilomètres) que l'île espagnole (7 ou 8 kilomètres), au voisinage de Calypso (1), et elle est emmanchée tout différemment à la terre. Mais deux photographies de ces promontoires pourraient, semble-t-il, se superposer presque exactement. Si l'on veut mesurer la renommée que le Roc de l'Épervière put avoir dans la bouche des marins aux IX^e^ et X^e^ siècles avant notre ère, il suffit de songer à la popularité du Rock et du « vieux Gib » dans les discours et les écrits de la gent britannique. Gibraltar est le refuge et la relâche des étrangers, leur entrepôt et leur forteresse, leur guette surtout et leur observatoire, *Signal Rock :* les deux mots « guette », *skopié*, et « observatoire », *periopé*, dominent la description odysséenne, comme, d'ici, les deux pitons du Circeo dominent l'horizon sur l'autre rivage des Marais Pontins. Car, entre le Mont et la terre ferme, les Marais forment vraiment un golfe de terres coulantes et d'eaux croupies qui, pour le

(1) Voyez la *Revue* des 15 mai et 1^er^ juin : *le Retour chez Calypso.*

commerce et les relations d'autrefois, tenait le même rôle qu'aujourd'hui le golfe d'Algésiras entre le *Rock* des étrangers et la côte des indigènes.

Autour des sources et du sanctuaire de Féronia, les vieux Italiotes avaient les mêmes fêtes et foires, la même affluence de dévots et de marchands, les mêmes rencontres d'indigènes et d'étrangers qu'auprès d'un autre sanctuaire de la même déesse, aux frontières continentales de l'Étrurie, au pied du mont Soracte. « Les habitants des cités voisines accouraient en foule aux fêtes de la déesse, les uns par motif de piété, les autres par motif d'intérêt ; commerçants, artisans, agriculteurs y tenaient les marchés les plus animés de toute l'Italie », raconte Denys d'Halicarnasse, et Tite-Live nous montre les marchands de la côte et du bas pays enlevés et rançonnés un jour par les sauvages montagnards.

Ici, les indigènes et les marins se rencontraient de même, à l'abri de la trêve sacrée. Les montagnards descendaient sur leurs ânes, par la grande trouée des monts que gardait dans l'antiquité la ville de Privernum, que garde toujours la Piperno moderne : ils n'entraient pas dans le Marais, où les coups de main des brigands et la dent des fauves étaient à redouter ; ils restaient aussi à bonne distance de la plage, où les rafles et razzias des gens de mer avaient tôt fait de changer un homme libre en esclave. Les marins étrangers, montés de leur campement insulaire, restaient de même à la porte des monts, en ce lieu découvert où l'on n'avait à craindre aucune traîtrise des indigènes. Terracine, à une petite lieue d'ici, sur la falaise marine, n'était alors qu'une roche déserte, dangereuse tout à la fois aux terriens, qui pouvaient y tomber dans une embuscade des gens de mer, et aux marins, qui n'y auraient séjourné que sous la menace perpétuelle des montagnards.

Aujourd'hui, les églises et les boutiques de Terracine ont dépeuplé le sanctuaire de Féronia : seuls, quelques cochons noirs et quelques buffles, avec la famille du meunier voisin, sont encore fidèles à la source sacrée ; mais ils ont perdu tout souvenir et tout respect de la déesse.

DU MONTE CIRCEO À LA SICILE

LES DEUX ROUTES

Ulysse et ses compagnons passent l'hiver chez Circé : aux XVII^e^ et XVIII^e^ siècles, nos marins de Marseille, de Martigues et de Gonfaron hivernaient ainsi dans l'Archipel, chez les dames de Milo, Nio ou Mycono, depuis la saint Michel (30 septembre) jusqu'à la saint Georges (23 avril) : « Jusqu'au bout de l'année, dit Ulysse, chez Circé nous restons, vivant dans les festins; on avait du bon vin, des viandes à foison. Mais, au bout de l'année, quand revient le printemps, mes braves compagnons m'appellent pour me dire : « Malheureux! il est temps de songer au pays... » Circé consent à leur départ, mais leur impose d'abord un voyage à la Porte des Enfers, pour consulter l'aveugle devin de Thèbes, Tirésias, dont l'ombre a conservé la connaissance du passé, du présent et de l'avenir. C'est un court voyage : en une ou deux journées, nos gens l'accomplissent et, revenu à la plage de Circé, Ulysse reçoit les derniers conseils de la déesse sur les routes du retour. La savante Circé le renseigne de point en point : « Il vous faudra d'abord passer près des Sirènes. Elles charment tous les mortels qui les approchent. Mais bien fou qui relâche pour entendre leurs chants!... Passe sans t'arrêter! »

Les trois petites îles des Sirènes sont dans le sud du Monte Circeo, au delà du golfe de Naples et du détroit de Capri, dont elles surveillent les bouches : elles s'appelaient durant l'antiquité les Sirénuses; elles s'appellent aujourd'hui les Coqs, *Galli*. Ulysse passe devant; les Sirènes l'appellent en vain.

Jusqu'aux Sirènes, il n'est qu'une route de mer par les détroits d'Ischia et de Capri, pour regagner les mers du Sud et du Levant, qui mènent vers Ithaque Au delà des Sirènes, Circé connaît et décrit deux routes :

« On trouve, d'un côté, les Pierres du Pinacle, où rugit le grand flot azuré d'Amphitrite; chez les dieux fortunés, on les appelle Planktes. La première ne s'est jamais laissé frôler des oiseaux, même pas des timides colombes, qui vont à Zeus le père apporter l'ambroisie; mais le chauve rocher, chaque fois, en prend une que Zeus doit remplacer pour rétablir le nombre. La seconde ne s'est jamais laissé doubler par un vaisseau des hommes; mais, planches du navire et corps des matelots, tout

Pta Castagna
LIPARI
603
Mte Rosa
Lipari
Pa Sn Francesco
Pietra Lunga
Pietra Menalda
Pta Capparo
Vulcanello
Pa Monaco
Pta del Fuoco
Solfatare
VULCANO
488
Mte Saraceno
Capo Secco
ILES LIPARI
REVUE DES DEUX MONDES

est pris par la vague et par des tourbillons du feu dévastateur. »

L'autre route, — dit Circé, — mène entre les Deux Écueils de Charybde et de Skylla. C'est elle que prend Ulysse et tous les mots de la description et de l'aventure odysséennes conviennent à ce détroit de Messine, qui, depuis trois mille ans, conserve, sur sa rive gauche, le rocher de Skylla et, sur sa rive droite, le gouffre de Charybde... Mais où sont les Deux Pierres que les dieux, non pas les hommes, appellent Planktes et que Circé déclare grandes et « pointues » ou « voûtées », car tel est le double sens possible de l'épithète homérique *épèréphées*? J'ai traduit par « pinacle », en souvenir d'un rocher marin de Jersey, qui porte ce nom et le mérite. L'une doit être proche d'un torrent de feu. L'autre est évitée par les oiseaux. Si leur nom de *Planktes* était humain, grec, elles seraient les Pierres Errantes ou Entrechoquées, — semblables à ces tenailles de roches que les contes des navigateurs ont connues de tous temps, dans toutes les mers, et qui s'ouvrent et se ferment pour tendre un piège aux navires imprudents et les écraser en leur pince : dans les mers grecques, une couple de ces Pierres *Symplégades* se choquaient jadis à la sortie du Bosphore vers le Pont-Euxin et n'étaient devenues fixes qu'après le passage miraculeux du navire Argo. Mais *Planktes* appartient à la langue des dieux, comme un autre mot du même épisode de Circé : la plante salutaire qu'Ulysse reçoit d'Hermès s'appelle *molu* dans la même langue des dieux, nous a dit le poète. Que pouvait être cette langue?

Les lecteurs de la *Revue* se souviennent peut-être que, dans la recherche de Calypso, il m'a fallu recourir, pour certains noms de lieux, à la langue des navigateurs qui détenaient alors le monopole de la mer du Couchant et ne parlaient pas grec, à ces Phéniciens, qui, depuis la fin du XII^e^ siècle, avaient fondé Utique, sur la côte de Tunisie, et Gadès, sur la côte d'Espagne, et qui parlaient une langue cousine de l'hébreu.

La Méditerranée tout entière a gardé de leur *thalassocratie* (comme disaient les Grecs), de leur « maîtrise de la mer », de nombreux souvenirs dans les noms de lieux que les Hellènes, leurs successeurs, adoptèrent souvent, traduisirent parfois et, quelquefois, conservèrent en double exemplaire, l'un original, l'autre traduit, en un « doublet », disent nos géographes. Or,

le plus beau et le plus certain de ces doublets nous est fourni par le poète odysséen, en cet épisode même de Circé. « L'Ile de Kirké », *Nèsos Kirkès*, qui signifie en grec l' « Ile de l'Épervière », est dénommée par le poète *Aiaié* : en hébreu, *ai-aia* aurait le même sens, *ai* = île, *aia* = épervière.

Les deux mots *molu* et *planktes* sont empruntés au même idiome. L'Écriture donne le nom de *m. l. ou. h* à une plante des sables, dont les pauvres gens font parfois un mets, une *salade*, dirions-nous : la racine sémitique *m. l. h*, en effet, signifie *sel*; en grec, l'équivalent exact de ce nom de plante est *halimos*, et la plante ainsi désignée est notre *atriplex halimus*. *Planktes* nous serait expliqué par une étymologie de même source : tous les Sémites possèdent la racine *p. l. k* avec le sens *être ovale* ou plutôt *conique, pointer à la façon du bouton des mamelles :* de cette racine, les Hébreux et les Arabes ont tiré leurs mots, qui désignent *le bout du fuseau* et les *tells coniques de la plaine*.

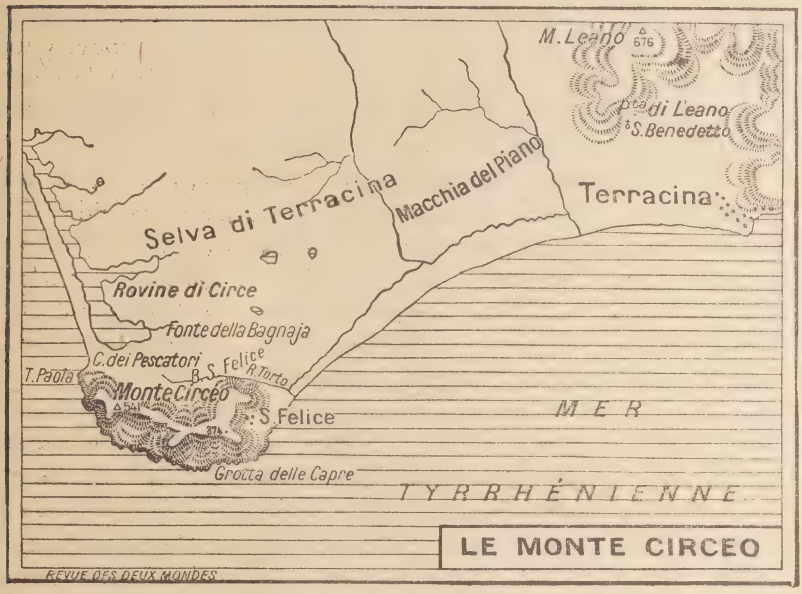
Les Phéniciens eurent donc, au sud des Sirènes, leurs Deux Pierres coniques, leurs « Fuseaux », semblables aux Faraglioni que les touristes vont aujourd'hui visiter sur la côte de Capri. Les Grecs et les Romains ne nous en parlent plus. Je les avais cherchées, pendant près de vingt ans, dans les eaux italiennes et siciliennes, dans tous les auteurs anciens et modernes, dans les livres et cartes des géographes et hydrographes, dans les récits et journaux de bord d'une cinquantaine de voyageurs, sans parler des *Guides Joanne* et *Bædeker*. Personne ne semblait les avoir jamais vues.

DEVANT LES PIERRES

Mercredi 6 novembre 1912. — De Milazzo, le courrier des îles, un tout petit *vaporetto*, va droit à Lipari. Il souffle un lourd sirocco; le ciel embrumé est une chape de chaleur moite, où le soleil n'apparaît que dépoli. A peine contournée l'admirable presqu'île de Milazzo, sa romantique forteresse et ses vieilles olivettes, le *vaporetto*, chassé par le vent, a grand peine à marcher droit. Nous avons le cap sur Vulcano; une trentaine de kilomètres nous en séparent; mais, vent en poupe, nous en longeons bientôt les côtes dénudées et fumantes, les

laves refroidies ou encore chaudes, — les Anciens disaient *Thermessa*, l'île de la Chaleur, — et les fumeroles qui, par endroits, descendent jusqu'à la mer.

Nous tournons le Cap du Feu, *Punta del Fuoco*, et l'étrange appendice qui a surgi sur la côte nord de Vulcano, ce double volcan de Vulcanello, qu'un détroit sans largeur sépare de Lipari : « L'île de Vulcanello, — disent les *Instructions nauti-*



LE MONTE CIRCEO

ques, — est séparée de Lipari par le détroit appelé Bocche di Vulcano, large de trois encablures... »

Les *Instructions* ajoutent... Dire que j'en ai lu et relu tant de fois les huit lignes qui vont suivre, sans y prendre garde !... Les *Instructions* ajoutent, en décrivant la côte de Lipari : « Dans le sud de la pointe del Perciato, sont deux rochers remarquables : le plus nord et plus ouest, la *Pietra Lunga*, haut de 47 mètres, paraît à petite distance comme un navire sous voiles; c'est un amas volcanique de couches très nitrifiées, présentant à sa base une ouverture qui permet aux embarcations de passer à travers; l'autre rocher, *la Pietra*

Menalta, de beaucoup plus bas, est généralement couvert de mouettes d'une grande espèce estimée par les habitants. »

En travers de la passe, dont nous coupons l'entrée, apparaissent les Deux Pierres que nous laissons à un kilomètre environ sur notre gauche : elles se dressent, massives, polies et toutes noires, entre l'écume de la mer et la blancheur du ciel. La Pierre Longue, la plus haute, la plus à pic et la plus chauve, n'offre sur sa pointe aucune place pour la moindre couvée ; mais sous son porche, les barques, sinon les grands navires, peuvent passer. La moins haute est plus ronde, plus large du sommet ; elle offre un perchoir commode à la gent ailée ; mais elle est toute proche de Vulcano et de Vulcanello, l'île et l'îlot aux tourbillons de feu dévastateur.

Nous avons demandé au capitaine d'approcher un peu son « solide navire » pour mettre en meilleure pose nos objectifs. Il nous a répondu, en sacrant par tous les saints et saintes du paradis, qu'un vapeur n'était pas fait pour se risquer en ce détroit terrible, où même les petits bateaux à voile n'entrent que par un calme absolu, et il a continué sa route tout droit vers le port de Lipari où nous l'avons quitté.

A Lipari, un long marchandage, entrecoupé des prédictions sinistres de l'assistance, a décidé deux pêcheurs à remettre en mer leur barque, déjà halée et couverte pour l'hivernage, et à prendre les rames : il ne saurait être question de voile par ce vent mal établi, au long de cette île hérissée de pierres coupantes, frangée d'écueils et de brisants, où le sombre azur d'Amphitrite vient en rugissant jeter sa charge d'écume et d'embruns.

Nous longeons d'un peu loin cette côte féroce. Nous en contournons les petits caps multicolores, que bariolent étrangement les couches verticales de terrains volcaniques. Nous revenons à l'entrée de la passe. Nous gouvernons sur les Deux Pierres. Nous en faisons le tour. La houle, qui tour à tour les étreint à mi-corps et creuse un gouffre à leurs pieds, rend tout abordage impossible : nos rameurs n'y viennent chasser ou plutôt dénicher les mouettes que par les journées les plus calmes de l'été le plus chaud, en s'élevant sur le flanc de la Menalta, de pointe en pointe, à la force des poignets : les Faraglioni de Capri, dont les alpinistes de marque réussissent parfois l'ascension, ne sont ni plus abrupts, ni plus luisants.

Nous ne pouvons pas davantage décider nos rameurs à passer sous la voûte de la Pietra Lunga.

Nous allons chercher pour nos appareils le meilleur emplacement sur l'un ou l'autre bord de la passe. Les tourbillons de feu ne coulaient pas jusqu'à la rive de Vulcanello; mais les fumeroles et émanations pouvaient voiler nos plaques. La rive de Lipari est d'accès plus difficile et ses bords en dents de scie, ses cailloux en lames ébréchées n'invitent pas à la promenade. Nous avons pu néanmoins y prendre pied et, tout à notre aise, photographier les Deux Pierres et la passe, puis nous en rassasier le cœur, en admirant une fois encore la protection des dieux qui, des Quatre Sources de Calypso, nous ont conduits à ces Deux Pierres de Circé, pour la plus grande gloire de l'aède homérique.

Étrange savoir de Circé ! qui donc l'avait avertie, voilà quelque trois mille ans, des particularités que nos *Instructions* notent aujourd'hui dans ce détroit?... Il est certain que nos hydrographes n'ont pas copié le texte odysséen : à leur ordinaire, ils ont fait un emprunt, je pense, à quelque devancier, lequel avait reçu ces données de quelque portulan du Moyen âge, héritier peut-être d'un *stadiasme* gréco-romain, qui répétait les leçons d'un périple grec, dont les textes de la littérature classique n'ont pas gardé le moindre souvenir, mais qui n'était encore que la copie des premières *Instructions* phéniciennes. Nos hydrographes ignorent assurément, — nous-mêmes, ce matin, nous ignorions encore, — que leurs *Bocche di Vulcano* sont le chemin homérique des Deux Pierres, comme leurs *Bocche di Faro*, celui des Deux Écueils. Une fois de plus apparaît cette puissance de conservation avec laquelle la Méditerranée garde ses vues de côtes, ses noms de lieux, ses routes, ses habitudes et recettes de navigation, ses habitats et ses relâches.

Les seules Bouches de Messine attirent aujourd'hui presque tous les vapeurs qui, des ports italiens et même provençaux, veulent gagner la grande mer du Sud ou du Levant et ses ports d'Afrique, d'Asie ou d'Europe entre la Tripolitaine, la Syrie et la Morée ; seules, les compagnies génoises et marseillaises peuvent encore, à certains jours, préférer le tour occidental de la Corse, de la Sardaigne et de la Sicile. Durant l'antiquité gréco-romaine, les Bouches de Messine eurent la même primauté. Aux temps de la Grande-Grèce surtout, elles seules

étaient familières aux marins helléniques et gardaient, seules, la renommée terrible de leurs Deux Écueils, Charybde et Skylla. Il fallut aux temps odysséens d'autres nécessités et d'autres habitudes de navigation pour donner la même importance et le même renom à la passe des Deux Pierres.

La première vue de carte montre que, parties de la côte italienne, les deux routes, entre lesquelles Circé laisse le choix au héros, convergent au delà du triangle sicilien, non pas vers Ithaque et les eaux grecques, que veut atteindre Ulysse, mais vers cette pointe de l'Afrique du Nord où s'éleva, au IXe siècle avant notre ère, la Ville Neuve des Sémites de Phénicie, Carthage : les mêmes Sémites y avaient fondé dès le XIIe siècle leur vieille ville d'Utique. Circé était la correspondante et l'élève des pilotes d'Utique : c'est d'eux qu'elle a reçu le savoir, dont nous constatons, après trois mille ans, l'exacte précision dans la bouche d'Ulysse, son disciple.

Je serais resté tout le jour devant ces Pierres, témoins irréfutables de la science homérique, preuves tangibles de tous les calculs et assertions que, depuis vingt ans, j'ai apportés, touchant les origines de la civilisation grecque : vingt années de recherches, de discussions et de disputes aboutissant à cette heure de certitude, de béatitude intellectuelle !

Que n'ai-je auprès de moi celle qui m'a soutenu de tout son courage et de qui m'est venu le seul appui constant dans cette lutte ! Tant d'autorités infaillibles ont, durant ces vingt années, souri de mes « audaces » ! tant de leurs acolytes ont essayé de tourner mes « paradoxes » en ridicule ou affecté de les passer sous silence, — san parler des « marmites de Dodone », qui, ne vivant que de résonnances, se sont fait l'écho d'opinions étrangères, en particulier germaniques, mais passent dans la France de notre XXe siècle, comme jadis dans la plus barbare des Épires, pour des voix de l'oracle, ἐν Δωδώνῃ πολλῶν παρ' ἀλλήλων κειμένων λεβήτων, εἴ τις ἕνος ἅψεται, φασὶν ἐκ διαδοχῆς πάντας ἠχεῖν (Eustath. *Odyss.* 1760 55) (1).

Il me semble désormais indiscutable que le poète odysséen fut un disciple des Phéniciens, dont il connut et traduisit les livres et contes de navigation ; il faut revenir encore et tou-

(1) A Dodone des marmites en grand nombre sont rangées les unes à côté des autres : vient-on à toucher l'une d'elles, il paraît que toutes résonnent l'une après l'autre.

jours au dire de Strabon : « Je dis qu'Homère reçut les leçons des navigateurs sidoniens, qui exploitaient alors la mer du Couchant, la Libye, l'Hespérie et les côtes espagnoles. » En veut-on une dernière preuve, la plus certaine peut-être ?

A travers toute l'antiquité classique, tous les poètes, historiens et géographes de la Grèce et de Rome, appelèrent la Sicile, dont leurs marins fréquentaient les eaux et dont leurs colons occupaient les rivages, du nom fort juste de *Trinakrie*, « l'Ile aux Trois Pointes » ou, pour mieux dire, « l'Ile aux Trois Angles », l'Ile du Triangle. Depuis l'antiquité jusqu'à nous, tous les géographes dans leurs livres, tous les navigateurs dans leurs *Instructions* et jusqu'à nos plus petits élèves des écoles primaires dans leurs jeux se sont transmis cette comparaison, qui correspond exactement à la forme de cette terre triangulaire et à ses trois côtés presque égaux.

Or, la Sicile, pour le poète odysséen, n'est pas l'Ile du Triangle, *Trinakrie* ; c'est *Thrinakie* « l'Ile du Trident ». Ce nom ne saurait être appliqué à la Sicile par quiconque aurait une connaissance directe de cette île. Il implique une vision toute différente de la réalité, la vision d'un Péloponnèse ou d'une Chalcidique, l'une de ces îles ou presqu'îles déchiquetées que trois longs bras de roche prolongent sur la mer grecque et qui offrent aux navigateurs la triple fourche de trois chaînes parallèles, terminées par trois caps assez proches. Il faut en conclure qu'aux temps de l'*épos*, ni les aèdes ni leurs auditoires n'étaient familiers des rivages siciliens. Le poète n'a pas plus imaginé ce nom propre que tous les autres auxquels il a lié les aventures d'Ulysse : tous, sans exception, correspondent à des pays réels ; mais les marines grecques de son temps ne fréquentaient que les uns ; elles ne connaissaient les autres que par les récits oraux ou les écrits des étrangers. Il avait trouvé dans son modèle un nom qui, sans doute, correspondait à Trinakrie : entre la réalité, qui justifiait ce nom, et la vision qu'il s'en fit, les souvenirs personnels ou les connaissances de son peuple interposèrent une vue de côtes familières aux Achéens déjà : au lieu du triangle, il vit un trident... Il a fait un contresens : il faisait donc une version.

Victor Bérard.

ANGLAIS, FRANÇAIS, ESPAGNOLS

D'APRÈS UNE PUBLICATION RÉCENTE[1]

Anglais, Français, Espagnols; Essais de psychologie comparée : c'est un beau titre. J'ouvre le livre avec curiosité ; peut-être aussi avec une pointe de méfiance. M. Salvador de Madariaga, son auteur, avant d'enseigner l'espagnol à Oxford, a essayé de désarmer les hommes à la Société des nations. Les définir est une entreprise moins compliquée, mais toujours difficile. Que va-t-il nous apprendre sur le compte des autres ? Et sur nous ?

Chaque nation est un fait psychologique, une attitude particulière, une tendance à se comporter d'une façon constante devant les événements qui surgissent au gré des heures et des jours. L'Anglais est né pour agir, voilà la faculté maîtresse ; de même que l'Espagnol est d'un caractère passionné ; toujours. Cherchez un de ces mots spécifiques qui d'un coup révèlent la qualité d'une âme : vous trouverez pour l'un le *fair play*, pour l'autre *el honor*. Le *fair play*, dont la notion confuse et certaine est présente à la mentalité de tout Anglais, est un code d'action ; *el honor* est un sentiment altier, qui s'exalte jusqu'à devenir spirituel. En vain vous chercheriez à traduire *fair play* dans une autre langue, en vain vous voudriez rendre *honor* par « honneur » : ces mots-là possèdent un goût de terroir non seulement distinct, mais irréductible. L'Anglais ne peut pas s'empêcher de considérer la vie comme un sport : action pure ; adaptation parfaite du corps et de l'esprit aux commandements de la volonté ; effacement de l'indi-

(1) *Englishmen, Frenchmen, Spaniards; an Essay in comparative psychology, by Salvador de Madariaga. Oxford University Press ; First impression, April 1928 ; Second impression, February 1929.*

vidu devant les intérêts du groupe; sacrifice du moi pour assurer le triomphe de la communauté; obéissance à la règle; sens de son droit, mais aussi des devoirs et des convenances qu'il faut observer devant son adversaire, afin de rendre plus facile et plus plaisante l'action elle-même : tout cela, c'est le *fair play*. Loi subjective, qui se place au-dessus de toutes les lois politiques ou sociales; impératif catégorique, qui se révèle à tout homme bien né, et lui inspire ce qu'il doit faire dans chaque cas particulier; patrimoine ineffable de l'âme; sentiment du divin guidant l'humain; intuition, passion : tout cela, c'est l'*honor*.

La faculté maîtresse, M. de Madariaga sait bien qu'elle ne nous contente plus tout à fait, depuis Taine; et il s'explique aussitôt. Je ne prétends point, nous dit-il, que toute une âme nationale se réduise à un seul trait; l'intelligence et la sensibilité s'exercent chez l'Anglais, en même temps que la volonté; et si l'Espagnol voit se dérouler l'existence sous la forme d'un grand drame pathétique, ni la pensée ni l'action ne sont abolies chez lui, il s'en faut du tout. Mais j'affirme qu'à considérer les forces actives de l'âme, le souci de l'action colore, pour ainsi dire, l'intelligence et la sensibilité anglaises; tandis que l'Espagnol agit et pense en fonction du sentiment.

Voyez en effet de quelle manière les Anglais agissent, pensent, et sentent. Leur supériorité dans le domaine de l'action est un fait évident, passons vite : tenaces, toujours maîtres d'eux-mêmes (*self control* est encore un mot intraduisible), prêts à recevoir les leçons de l'expérience et à s'y conformer, utilitaires, ce qui ne veut pas dire nécessairement égoïstes, ils donnent l'impression d'une ruche admirable; ou mieux encore, comme le voulait Vigny, l'impression d'un vaisseau de haut bord, où chacun est à sa place et fait son devoir : « L'Angleterre est un vaisseau; notre île en a la forme; la proue tourne au nord, elle est comme l'ancre au milieu des mers, surveillant le continent. Sans cesse elle tire de ses flancs d'autres vaisseaux faits à son image, et qui vont la représenter sur toutes les côtes du monde. Mais c'est à bord du grand navire qu'est notre ouvrage à tous. Le Roi, les lords, les communes, sont au pavillon, au gouvernail et à la boussole; nous autres, nous devons tous avoir les mains aux cordages, monter aux mâts, tendre les voiles et charger les canons; nous sommes tous de

l'équipage, et nul n'est inutile dans la manœuvre de notre glorieux navire... » Les Anglais possèdent à la fois le sens de la liberté, sans laquelle aucune action n'est possible, et l'esprit de groupe, qui recueille, concentre, intensifie toutes les forces d'action.

Transportons-les maintenant dans le plan de la pensée : aiment-ils l'abstraction? Que non pas! Raisonnent-ils en théoriciens? Moins encore. Sont-ils les victimes, ou seulement les serviteurs, de l'impérieuse divinité qu'on appelle la logique ? De moins en moins. Ils ne sont pas illogiques, si vous voulez ; ils sont alogiques ; leur intelligence suit les faits pour les interpréter et les utiliser; elle ne s'occupe guère de les devancer, pour établir d'abord les lois idéales auxquelles la réalité devrait obéir, et n'obéit pas. Métaphysiciens médiocres, ils ont ramené la philosophie à l'empirisme; et dans l'empirisme, ils excellent. La plus grande révolution intellectuelle du XVIII^e^ siècle est peut-être due à l'influence de Locke, se substituant à celle de Descartes. La pensée anglaise est avant tout pratique; et pratique, l'éducation qui la prépare et la façonne. Les sciences exactes, les sciences immédiatement utiles, sont les plus dignes d'intérêt. Quel sûr instinct de défense protège ce peuple contre certaines actions corrosives de la raison raisonnante, contre l'excès de la critique, contre l'examen impitoyable des habitudes et des rites, contre l'irrespect, contre le plaisir de la destruction ! Adoptant une fois pour toutes des idées favorables à la durée du groupe, et sans trop s'inquiéter de savoir s'il s'agit là de préjugés traditionnels, obstinée dans ses croyances et comme inquiète à la seule idée d'ébranler ses autels, dédaigneuse des subtilités, plus vigoureuse que nuancée, l'intelligence anglaise est admirablement adaptée au dessein qu'elle poursuit : l'action.

Quant à la passion, elle est surveillée de près, comme une importune qui, si on la laissait faire, brouillerait vite le jeu. Il n'est pas convenable qu'elle éclate, ni même qu'elle se manifeste au dehors : qu'on la réfrène ! qu'on ne laisse point paraître, sur le visage, l'éclat subit de la colère ; qu'on arrête ces sanglots ou ces larmes. La ruche serait vite détruite, si chacun abandonnait sa besogne, emporté par son désir. Ce n'est pas que l'Anglais soit froid ; il suffit de le connaître un peu pour savoir quelle sensibilité frémissante alimente la vie

secrète de son cœur. Mais il est calme, parce qu'il veut l'être... Qu'il ne s'agisse plus de passions individuelles, mais de passions collectives, dirigées vers le plus grand bien de la nation, passion religieuse, passion patriotique : alors vous le verrez se livrer à des transports qui égalent, qui dépassent quelquefois ceux des peuples du Midi. Qu'est-ce que le puritanisme, sinon la réaction la plus vigoureuse qu'on ait jamais exercée contre les passions qui ne procurent que du plaisir ?

C'est ainsi qu'observe, c'est ainsi que raisonne M. de Madariaga. A mesure qu'on tourne les pages, la méfiance cesse et la curiosité s'accroit. Il ne sera pas, nous le voyons bien, de ces prophètes irrités qui vont lançant l'anathème, et qui proclament au sujet de leurs voisins des vérités dont on est sûr qu'elles sont désagréables, mais dont on n'est pas sûr qu'elles soient des vérités. Il analyse, sans prétendre moraliser ; il ne parle pas de qualités et de défauts, mais d'attributs qu'il s'efforce de déterminer. Parler des différents peuples sans les blesser, c'est une gageure : les nations, même celles qui sont habituées à s'entendre critiquer de longue date comme l'Angleterre, l'Espagne ou la France, sont encore plus susceptibles que les individus. Or M. de Madariaga se tire de la difficulté avec une aisance parfaite, qui provient non seulement de son tact, mais d'une largeur d'esprit peu commune ; je me demande par quel miracle il arrive à unir la clairvoyance avec la sympathie : ces qualités-là, d'ordinaire, voyagent mal de compagnie.

Continuons à le suivre ; et laissant, à regret, ses développements relatifs à la passion espagnole, hâtons-nous d'arriver aux Français.

* * *

L'intelligence est leur qualité maîtresse ; et leur mot de passe est celui-ci : le droit. Le droit, solution mathématique proposée au problème des rapports entre l'individu et la société ; ligne géométrique qui, sur la carte de l'intelligence, marque la frontière des libertés individuelles ; le droit, concept abstrait.

Aussi sommes-nous particulièrement à l'aise, nous, Français, dans l'exercice de la pensée. Nous sommes si désireux de connaître, et de connaître avec précision, avec exactitude, que devant un sujet mal exposé, obscur, confus, nous ressentons

une véritable souffrance, et que notre esprit éprouve le besoin constant d'être baigné dans une sorte de lumière intellectuelle. Le mode de notre connaissance n'est ni empirique, ni intuitif, mais analytique; il est vision : la vision sépare le sujet de l'objet, et décompose l'objet en ses parties, jusqu'à ce qu'aucun détail ne lui échappe. Amie des simplifications idéales et des valeurs schématiques, notre pensée s'attache moins à la couleur des choses qu'à leur plan et leur élévation; elle dresse une carte du monde où, avec le soin le plus minutieux, les accidents du terrain sont remplacés par des signes conventionnels. Ces nuances, filles de la vision, nous sont particulièrement chères. Nous apprécions les belles besognes intellectuelles, les approches, les préparations, les hiérarchies logiquement marquées; et le mot de Chateaubriand est toujours vrai, à savoir que de tous les peuples, nous sommes le plus apte à composer soit un bon livre, soit un bon dîner. Personne ne peut nous en remontrer, en fait de méthode, et nous donnons des leçons de méthode au monde entier. La route une fois délimitée et tracée, nous la suivons avec un esprit de suite qui correspond à l'exercice de la volonté dans le domaine de l'action.

Il en résulte que nos créations intellectuelles portent la marque d'une élégance qui n'est pas une parure extérieure, mais qui s'explique par le sens profond des harmonies nécessaires; et que nos livres, comme nos tableaux, nos statues ou nos modes, se signalent par cette qualité spontanée de mise en œuvre qu'on appelle le talent. Il en résulte aussi que devant les éléments irrationnels de la vie, devant les profondeurs de l'âme qui demeurent rebelles aux rayons de la lumière, devant les valeurs obscures que l'analyse ne parvient pas à saisir, nous comprenons moins bien, nous ne comprenons plus. L'étendue et la limite de notre pouvoir intellectuel sont justement celles de la raison : nous n'appréhendons, nous ne pressentons rien de ce qui est en deçà ou au delà de notre claire vision; et nous risquons ainsi de « dévitaliser » les choses, d'ignorer l'essentiel en niant le mystère. Un papillon, pour nous, est un objet qu'on épingle et qu'on classifie : non pas une âme ailée.

Ah! c'est un beau spectacle à ravir la pensée

que l'organisation de la vie intellectuelle en France. Elle suppose, dans la République, une autre république, qui a sa hiérarchie, ses cadres, ses statuts, ses lois. L'Académie française. Les grandes revues, chacune à leur place. Les critiques : les critiques constituent une manière d'ordre social, désigné sous un nom abstrait : la Critique. L'Université, le Collège de France et la Sorbonne. Les grandes Écoles, comme nous disons avec fierté. L'Académie des Beaux-Arts, l'École des Beaux-Arts, le Conservatoire, le Salon ; et dans toute la province, les Écoles des Beaux-Arts, les Conservatoires, les Salons. Institutions sacrées, que le Français raille volontiers, mais qu'il respecte en son cœur. Une question de langage, une dispute sur l'emploi d'un mot, émeuvent tout le pays ; une querelle grammaticale devient une affaire d'opinion publique; les journaux discutent sur le bon usage, comme sur le paiement des réparations. Une élection, un prix littéraire, une première, un vernissage font événement. Oui, toute la nation collabore à la vie intellectuelle, et les faits littéraires prennent chez nous l'aspect des phénomènes sociaux. Ainsi, notre tendance à créer des formules, à aimer des lignes arrêtées, nous mène à des partis pris et à des modes; nous, fabriquons en série des articles qui se ressemblent; la production originale fait place au mécanisme; nous nous répétons nous ne créons plus. Tout d'un coup, un grand dégel arrive; la glace se brise et se fond; de nouveaux courants se manifestent : dans tous les domaines, nous nous libérons; non pas sur tel ou tel esprit individuel, mais sur l'ensemble de l'esprit français, règne un nouveau printemps.

Les intellectuels sont difficilement passionnés : aussi le caractère français comporte-t-il une forte dose de froideur. Raisonnables dans l'amour, raisonnables dans le chagrin, et raisonnables encore dans le désespoir, nous gardons trop le sens de la mesure pour nous abandonner tout à fait aux impulsions obscures de l'être humain. Un des paradoxes de la vie européenne d'aujourd'hui est d'entendre les Anglais reprocher calmement aux Français leur ardeur excessive : en fait, ce sont les Anglais qui sont passionnés, sous leur flegme ; et les Français qui sont froids, malgré l'abondance de leurs gestes et la vivacité de leur débit. Les Français sont si peu les esclaves de leurs passions, qu'ils ne craignent pas de les montrer au

grand jour en toute liberté : ils n'ont pas peur d'elles, et ne se sentent pas obligés de leur imposer une sévère contrainte. Ils savent qu'ils les réprimeront à leur gré : pourquoi les traiteraient-ils comme de mystérieuses ennemies ? L'opinion publique qui voit quelquefois juste, mais toujours grossièrement, se trompe lorsqu'elle parle du cynisme français : bien plutôt faut-il dire que, du haut de son observatoire, le Français voit sans trouble s'agiter les passions, et dès lors ne craint pas de les appeler par leur nom. Franches et libres, ces passions ne sont cependant pas tout à fait spontanées, puisqu'elles se sentent toujours surveillées par l'introspection ; cela diminue leurs forces et leur qualité foncière, qui est justement d'ordre irrationnel. D'où notre sobriété dans le plaisir : malgré une tendance hédoniste de notre tempérament, nous regardons avec mépris les réjouissances brutales auxquelles se livrent à côté de nous des individus d'autres races, certains soirs ou certaines nuits. Fi donc ! Nous sommes raffinés, non pas excessifs ; nous nous soucions moins de la quantité de vin contenue dans notre verre que du soin que nous avons mis à choisir notre crû.

Les intellectuels ne sont pas très doués pour l'action : au lieu de se laisser emporter par le mouvement de la vie, et de se régler suivant les circonstances, ils veulent prévoir, définir, limiter : à la fois présomptueux, timides, et embarrassés par leur logique formelle, qui souvent n'a rien à voir avec les faits, « il faut procéder par étapes », disent-ils ; « il faut sérier les questions » ; tandis que le proverbe anglais déclare : « Il ne faut pas traverser le pont avant d'y être arrivé. » La nature est pour eux un être étrange, une puissance illogique et capricieuse, qui se refuse à entrer dans les catégories prescrites par la raison. Ils s'approchent d'elle, essaient de l'envelopper dans les mailles d'un filet bien construit : la nature brise les mailles, s'échappe : tout est à recommencer. Ils recommencent, et c'est là ce qu'ils appellent agir. La méfiance d'esprits trop souvent trompés dans leurs calculs se mêle à toutes leurs tentatives : à eux les précautions, les lois, les règlements qui, paragraphe par paragraphe, s'efforcent de prévoir et de déjouer tous les caprices de la vie. Si vous n'êtes pas convaincu qu'en France nous sommes au royaume des règlements, inspirés par la méfiance, affrontez un bureaucrate. Tandis qu'en Angleterre le citoyen anonyme est supposé innocent jusqu'à preuve du

contraire, en France le citoyen est un coupable qui doit se justifier. Toujours rempli des intentions les plus noires, il est à surveiller de près. L'air soupçonneux dont l'employé le considère, dès qu'il veut téléphoner ou acheter un timbre poste, lui fait sentir sa triste condition. S'il essaie de toucher un mandat ou une pension, la méfiance ne connaît plus de bornes. Où sont ses papiers ? Et d'abord, est-il bien sûr qu'il soit vivant ? Où est son certificat de vie ? Les fonctionnaires solidement retranchés derrière leurs guichets, préparent assidûment des plans de bataille contre le public, capable de tous les crimes, et qui, s'il ne les a pas commis, les commettra. C'est leur devoir ; en tout cas, c'est leur droit.

Le droit. La conviction que tout au monde peut et doit se régler suivant des principes rationnels. La primauté de l'intelligence : telle est la marque dominante du caractère français.

***

Sans doute. Et pourtant... Attendez ! s'écrie alors M. de Madariaga, dont la verve est inépuisable ; attendez, je n'ai pas fini ; je n'en suis encore qu'à la moitié de la démonstration ; j'ai esquissé la théorie des caractères nationaux, il me faut maintenant la mettre à l'épreuve des faits. Et sans nous laisser le loisir de reprendre haleine, vite il appelle à son aide toute une réserve d'arguments nouveaux, qui arrivent en rangs serrés pour achever de nous conquérir.

En fait, la structure de la nation anglaise révèle la présence d'un génie pratique, et montre jusqu'à l'évidence les qualités d'une race qui tend spontanément à l'organisation. Car enfin, quelle est sa clef de voûte ? L'idée d'égalité, catégorie idéale de l'esprit ? Pas le moins du monde ; un fait empirique, au contraire : la continuité de la tradition. Voyant dans l'aristocrate l'homme qui, à la fois, détient le pouvoir d'agir et représente cette tradition ancestrale, les Anglais s'accommodent fort bien d'une sorte de hiérarchie aristocratique. Point de pays, assurément, où l'aristocratie soit plus respectée et plus aimée, où ses faits et gestes soient plus minutieusement suivis, où elle soit représentée par plus de variétés intermédiaires, s'étageant entre la foule et les plus hautes classes, chacune tendant vers le modèle immédiatement placé au-dessus d'elle : de sorte que la constitution politique de l'Angleterre

ressemble à une pyramide, installée sur une large base solide et débonnaire, et s'élevant par degrés jusqu'au sommet, qui est le Roi. Est-il besoin, pour qu'on vénère le Roi, de règlements et de décrets ? On professe pour lui une manière de culte : qu'il soit malade, tout le peuple s'émeut ; qu'il guérisse, vers le ciel s'élèvent des cantiques d'actions de grâces. *God save the king*.

Quelle différence avec le peuple français ! D'abord des principes généraux, universels, que l'on remet en question de temps à autre, pour voir s'ils sont vraiment les plus justes, dans l'idéal. Et puis le postulat d'égalité, qui transforme les Français en autant de valeurs abstraites, semblables les unes aux autres : l'homme devient le citoyen. Et puis l'État, non pas organisme, mais mécanisme ; horloge savamment réglée, qui a besoin d'un horloger en chef, et d'une foule d'autres horlogers sous ses ordres. Tout est hiérarchisé, centralisé ; on obéit, non pas à une impulsion interne qui impose spontanément la discipline, mais à des lois écrites, qui commandent de l'extérieur. L'État s'occupe de tout, — même de la bienfaisance, qui en Angleterre est admirablement organisée et soutenue par les particuliers ; — même des universités, qui sont en Angleterre de libres institutions ; même des musées ; même de certains théâtres, auxquels il confère une dignité officielle : la Comédie-Française ne vit-elle pas sous le régime du décret de Moscou ? et les querelles entre acteurs ne sont-elles pas réglées par le ministre ? Le faux pas d'un danseur peut amener la chute du cabinet. Le Français est égalitaire : la tentative faite par Napoléon pour rétablir l'aristocratie a abouti en fin de compte à une distribution de rubans rouges. Quand le duc de Devonshire marie sa fille, toute l'Angleterre se sent heureuse ; le Français n'aime pas s'essuyer les lèvres quand il n'a pas bu :

Mon verre n'est pas grand, mais je bois dans mon verre.

A chacun une part de biens, médiocre si l'on veut, mais non pas inférieure à celle du voisin : tel est son rêve ; idéal de petit bourgeois, de petit rentier, qui demande à l'État de sauvegarder, avant toutes choses, cette égalité chère à son cœur, cette égalité parfaite, si manifestement contraire aux intérêts du groupe, qu'elle aurait depuis longtemps ruiné tout autre peuple moins doué de bon sens et d'instinctive sagesse.

Des faits, toujours des faits : assistez à une séance de la

Chambre, dans l'un et dans l'autre pays. Là-bas, la conviction qu'une certaine besogne est nécessaire, et doit être accomplie, quel que soit d'ailleurs le parti au pouvoir. Ici, la conviction que les idées représentées par un parti doivent triompher : la besogne attendra, même si elle est urgente. Là-bas, le gouvernement libéral qui succède au gouvernement conservateur continue la politique du premier, malgré l'opposition des principes. Ici, le nouveau ministère détruit la besogne de l'ancien, afin de tout recommencer sur d'autres bases, logiquement. A la Chambre anglaise, atmosphère de sport; on lutte comme dans un match de rugby, allègrement ; on apprécie et on applaudit les bonnes ouvertures et les passes de l'adversaire : s'il marque l'essai, c'est qu'il a bien joué. A la Chambre française, atmosphère de bataille. On lance arguments contre arguments, on se mitraille à coups d'idées, on se canonne à coups de principes. L'essentiel est de faire valoir la supériorité théorique d'un programme, — non pas tout à fait de le réaliser...

Voilà le plan nouveau dans lequel l'auteur nous transporte, quand il arrive à la seconde et dernière partie de son livre ; et il nous tient maintenant d'une prise si sûre, qu'il est difficile de ne pas le suivre jusqu'au bout, je vous le dis. Agile, bien qu'il entraîne après lui trois peuples à la fois, il parcourt le champ de la vie,

L'histoire, la famille, les *leaders*, les élites, et *las minorias*. Le développement national, le langage, les lettres, les arts, l'amour, le patriotisme, la religion, de vastes perspectives s'ouvrent devant nous : l'Espagne passionnée, refoulant les Maures qui ne sont pas arrivés à modifier son être, reprend Grenade; elle s'élance à la conquête du Nouveau Monde, réalisant ce prodigieux type humain, le conquistador, et écrivant dans l'histoire la plus vaste épopée des temps modernes; ensuite elle perd son empire, par la force centrifuge de l'individu. Nous voyons la France du XVII^e^ siècle qui tend à considérer le monde civilisé comme un système astronomique ayant Paris pour centre; servie par son génie politique et par son génie militaire, attirée par la gloire qui est comme la forme la plus lumineuse du succès, elle ne prétend organiser sa domination ni sur la valeur aristocratique de la race ni sur les réalités du commerce, comme l'Angleterre, ni sur une théocratie, comme l'Espagne : elle veut en faire une création intellectuelle; elle

soumet l'Europe à l'hégémonie de sa langue, de sa littérature, de son esprit. Elle n'a pas cessé de croire à la suprématie de son intelligence; elle ne cesse pas de parler de son rayonnement. Aujourd'hui, le monde est trop vaste, et décourage les conquêtes : mais s'il subsiste une forme de l'impérialisme français, elle se manifeste dans le désir qu'éprouve la France de briller toujours dans le ciel des idées, moins pour elle-même que pour éclairer l'univers; sa vocation, sa mission est d'établir un bel ordre intellectuel parmi les hommes. Cependant l'impérialisme anglais est le résultat d'une croissance vitale; il ne suppose ni passion mystique, ni vision intellectuelle, mais une force qui va de l'avant, sans connaître autre chose que les autres forces rencontrées sur sa route. Plus vigoureuse, elle les détruit; si non, elle les tourne. Ainsi la plante gagne de proche en proche, jusqu'aux confins du monde.

Ou bien nous nous promenons dans les bibliothèques et dans les musées, pour y retrouver, inscrits aux titres des livres, inscrits sous les tableaux et les statues, les mêmes caractères dominateurs. Si le premier moment de la création esthétique est passion pure, comme l'Espagne doit être riche en matériaux! et comme l'Europe admire, en effet, les dons multiples que son peuple a reçus du ciel! Chants populaires, poésies imprégnées de saveur locale, danses proches encore de l'élan vital, drames où s'expriment librement les violences et les ferveurs de la nature primitive, tableaux si puissamment colorés, qu'on comprend le Greco disant de Michel Ange qu'il ne savait pas peindre : que de productions spontanées, défiant les règles même quand elles prétendent les suivre, non point torturées et anémiées par l'esprit critique mais arrivant presque sans le savoir aux perfections suprêmes! L'art espagnol n'est pas de surface : on dirait qu'il procède par coupes à travers la nature humaine, et qu'il nous la révèle dans ses profondeurs; car il dépend, comme la pensée espagnole, de l'intuition; connaissance totale et décisive, éclair qui illumine nos ténèbres, et que seuls quelques élus sont capables de fixer. Mais on peut concevoir aussi un art plus savant, moins sublime, plus habile à exploiter l'émotion première, à trouver des formes plaisantes et mesurées : alors c'est en France qu'il faut revenir, en France, pays de l'équilibre intellectuel, pays du raffinement. Au nord des Pyrénées, l'idéal change de nature :

Là, tout n'est qu'ordre et beauté,
Luxe, calme et volupté.

Rationnels, les artistes français le sont quelquefois trop, c'est la rançon de leurs mérites. Ils aiment les écoles en « isme », romantisme, réalisme, symbolisme; ils font précéder les œuvres de manifestes qui ressemblent à la Déclaration des droits de l'homme : relisez la *Préface de Cromwell*. Ils courent le danger de transformer le jardin des Muses en jardin botanique, toutes plantes étiquetées. Même en art, le plus grand plaisir du Français est de connaître; et nous savons pourquoi.

* * *

Français que je suis, j'avoue qu'il n'est guère de plus grand plaisir au monde que celui de démonter les rouages de l'esprit humain, pour voir comment ils fonctionnent bien et de les remonter ensuite, pour voir s'il fonctionnent. M. de Madariaga a démonté, puis remonté les Anglais, les Espagnols et les Français de telle manière, qu'arrivé au bout du livre, j'ai envie de dire : Encore! et de lui indiquer plusieurs autres nations à entreprendre, comme l'Italie, l'Allemagne ou les États-Unis. Quelle manière toujours vive et alerte! Quelle aisance! Quelle habileté! Ce philosophe a l'esprit géométrique : il dispose et transpose les signes et les figures pour arriver toujours à un « ce qu'il fallait démontrer » triomphal. Mais il a, qui mieux est, l'esprit de finesse, et son regard va loin dans les âmes. J'admire ses facultés d'observateur, et sa pénétration; qu'au passage il définisse l'humanisme, ou la Révolution française, ou le romantisme, et chaque fois il fait preuve d'une originalité non point paradoxale (le paradoxe n'est pas difficile, et demande seulement un peu d'habitude), mais qui vient de la découverte de rapports encore inaperçus, à la fois neufs et vrais. Encore s'agit-il là de richesses accessoires qui viennent parer l'essentiel : je veux dire l'enquête psychologique qu'il mène avec une ingéniosité passionnée. Il trouve des formules pittoresques : « Le ciel abstrait de l'Ile-de-France »; des formules inoubliables : « Plante et non pas cristaux, la pensée anglaise se développe à l'intérieur et non point par prolongation successive de plans dialectiques, comme la pensée française. » Il a de l'esprit, qu'il laisse voir de temps à autre : on

sent bien qu'il ne tiendrait qu'à lui d'en montrer beaucoup plus, si le sujet le comportait, mais il veut distraire, et non dissiper : « Par opposition aux États-Unis, que la race anglaise a créés, dans le nord de l'Amérique, la race espagnole a créé les États Désunis, dans le Sud... »

Les livres qu'on est obligé d'approuver à toutes les pages sont ennuyeux, et comme désespérants. Mais les livres qui nous provoquent, qui de temps à autre nous obligent à nous récrier et à contredire, à la bonne heure : ceux-là savent vivre. Or, l'ouvrage de M. de Madariaga est un stimulant pour la pensée. On réfléchit; on se pose des questions. Par exemple : les caractères nationaux n'évoluent-ils pas avec la rapidité qui accélère à présent le rythme de nos jours? et les observations qu'on peut faire sur eux n'ont-elles pas l'air de dater, dans le moment même où on les arrête, comme si elles étaient plus vraies d'hier que d'aujourd'hui? Je me demande si la politique anglaise traduit encore le sentiment marqué d'une hiérarchie aristocratique? si l'idéal du Français est encore l'*aurea mediocritas* du petit rentier? si la pensée française est toujours aussi avide d'ordre et de clarté, considérées comme qualités suprêmes; et si elle n'a pas subi, depuis Rimbaud, une modification en profondeur qui l'a rendue plus complexe et plus riche? — Et la notion de classes, que devient-elle ici? Il ne me semble pas qu'un gros commerçant, qu'un gros industriel français, soient si différents des Anglais ou des Espagnols de leur profession. Nous allons peut-être vers les États-Unis d'Europe; nos nationalités subissent des influences massives et générales, qui diminuent la force des caractères particuliers; le rapprochement des classes, qui mettent sur l'individu une marque si profonde, va moins vite que celui des peuples.

Ainsi je vais rêvant, sur bien des points : à demi convaincu, à demi rebelle, estimant toujours très haut un livre qui me force à revenir sur mes jugements, et à critiquer des données que je croyais certaines. Je ne me révolte tout à fait que lorsque l'auteur veut trop prouver : cela lui arrive quelquefois. Il aura beau dire, il ne me fera pas croire que, si la pensée religieuse anglaise se dissémine en une foule de sectes minuscules, c'est que l'Angleterre, malgré tout, tend à l'association et au groupement; et je ne lui concéderai pas non plus qu'un Shelley s'explique en définitive par le fait que l'Anglais est

essentiellement homme d'action. Qu'il admette, bien plutôt, d'éclatantes exceptions à ses règles; qu'il fasse une plus large place à l'inexplicable et au contradictoire; qu'il accepte les démentis infligés par la vie, puissance ironique, à nos affirmations. Le caractère national est une réalité indiscutable; mais si prononcé qu'on le suppose, il l'est moins sans doute que le caractère individuel.

Chaque nation recevra volontiers les compliments, trouvera que les deux autres sont parfaitement décrites, et demandera pour son compte des retouches flatteuses : l'auteur l'aurait parié. Je ferai à M. de Madariaga une foule de concessions. Je lui accorderai, puisqu'il l'affirme, que les Français sont « singulièrement exempts de jalousie » : tant mieux, ma foi! Je lui accorderai que quand ils aiment, les Français ne connaissent pas la passion véritable; Stendhal l'avait déjà dit; après quoi il s'était aperçu que, de tous les pays, la France était celui qui comptait le plus de suicides par amour. Je le laisserai parler du mariage de raison, bien qu'à vrai dire il y ait en France assez de mariages déraisonnables pour satisfaire qui que ce soit; et qu'ayant longtemps couru le monde, je n'aie pas vu les jeunes gens des autres pays rechercher de préférence les jeunes filles pauvres; ni réciproquement. J'accorderai tout, même la partie du livre qui traite de la psychologie du langage. Mais il est trois points sur lequel je demande la permission de persévérer dans mon erreur.

Le premier : l'universalité de notre culture s'explique par notre caractère rationnel, les valeurs rationnelles perdant moins que les autres à changer de pays, de climat, et par le fait que nous représentons une honnête moyenne facilement accessible : en France, beaucoup de talents; mais pas de génies... J'aurai tort : mais il me semble que cette universalité s'explique aussi par des raisons moins négatives, et pour ainsi dire moins froides; et que sans trop chercher, on peut trouver dans l'histoire de la pensée française quelques génies; Rabelais, Balzac et Hugo, qui sont appelés à comparaître, et discutés, n'en épuisent point la liste. Le second : on me dit que les Français sont des sceptiques, et que dans ce sens, Voltaire n'est pas seulement un Français, mais le Français par excellence. Je dis, au contraire, que les Français affectent volontiers d'être sceptiques, et ne le sont pas. Ils se passionnent pour une

idée, pour une cause; ils peuvent se tromper sur le sens de la vérité et de la justice, mais ils défendent ardemment, violemment leur foi. En France, les guerres de religion et les croisades recommencent tous les jours. Enfin, excellents pour prévoir et pour préparer l'action, excellents à tirer de l'action ses conséquences, les Français sont médiocres dans l'action même. Car ils sont déroutés par ce qu'elle comporte d'illogique, et leur *furia* souvent célébrée n'est qu'un phénomène d'irritabilité et de trouble semblable à celui qui précipite l'apprenti cycliste contre l'arbre qu'il a trop longtemps observé. — Ah! qu'une telle affirmation parait ironique, à qui se souvient de la façon dont les Français sont partis pour la grande guerre, sans avoir rien préparé, rien prévu! En fait de prévision et de préparation, nous étions tous convaincus, — vous vous rappelez, mes camarades, — que la guerre était impossible et qu'elle n'aurait pas lieu. Quant à ce qui a suivi l'action, n'en parlons pas; n'y pensons même pas, si nous pouvons. C'est l'action elle-même qui nous inspire, le moment précis de l'action; alors nous savons nous débrouiller, comme nous disons. Et nous pensions, ingénument sans doute, l'avoir prouvé.

Livre de talent, livre assez nourri de pensée pour exciter chez chaque lecteur les réactions les plus vives; ce n'est pas tout encore, car il s'agit ici d'un livre bienfaisant. Comme les nations, après tant de siècles de bon ou de mauvais voisinage, après tant d'échanges, après tant de leçons, se connaissent mal! La première condition d'une concorde qu'elles n'ont jamais plus ardemment souhaitée est qu'elles se connaissent mieux. La psychologie comparée, telle qu'on l'entend ici, devient une nécessité d'ordre pratique. Elle enseigne les traits spécifiques qui distinguent chaque peuple, et du même coup elle apprend à les respecter. Point de domination universelle, point de conquête opérée sous l'hypocrite prétexte de la supériorité d'une nation élue: mais des nations diverses, chacune ayant sa place, sa fonction, son être irréductible. Le sens de la variété des âmes conduit à la tolérance et la tolérance à la paix.

PAUL HAZARD.

LES
EAUX-FORTES DE REMBRANDT [1]

Le nom de M. Charles Coppier est bien connu à la *Revue*. Ce graveur applique les procédés de son métier à la critique d'art. Il pense que ce genre n'est pas, comme on le croit, une affaire de rhétorique à la portée des romanciers qui n'ont pas réussi, mais que les gens de l'art ont aussi à y dire leur mot. C'est un homme qui ne craint pas de se singulariser. Il lui arrive, chemin faisant, de faire des découvertes fort extraordinaires, comme le jour où il montrait naguère que deux des compositions les plus illustres de Raphaël, le *Parnasse* et l'*École d'Athènes*, sont en réalité de Sodoma et que deux groupes seulement de cette dernière fresque ont été ajoutés de la main de l'Urbinate.

Comme il est naturel, c'est à Rembrandt, le maître des maîtres du cuivre et du burin, que M. Charles Coppier a voué, avec son culte, ses études particulières. Nos lecteurs n'ont pas oublié l'étude où il donnait une explication aussi neuve qu'ingénieuse de la faillite du maître d'Amsterdam. Je me permets de ne pas partager son opinion sur le *Saül* du musée de la Haye et sur les rapports que Rembrandt aurait entretenus avec Spinoza. Que les deux plus beaux génies de la Hollande se soient connus, ou aient seulement soupçonné mutuellement leur existence, c'est tentant, mais c'est ce qu'il serait téméraire d'affirmer. Mais M. Coppier n'en a pas moins rendu le grand service d'attirer l'attention sur des textes nouvellement décou-

(1) *Les Eaux-fortes authentiques de Rembrandt*, par M. André-Charles Coppier, 1 vol. in-4 raisin chez Firmin-Didot.

verts en Sicile, et qui détruisent entièrement la légende des dernières années du maître et de sa fin misérable.

Parmi les problèmes que soulèvent la vie et l'œuvre du maître, l'un des plus captivants est celui de ses eaux-fortes. Pour les vrais amis de Rembrandt, quelle que soit la beauté de la *Ronde de nuit*, c'est encore le graveur qui l'emporte sur le peintre. C'est dans les pièces de son œuvre gravé, ou encore dans ses dessins, que l'on peut suivre le mieux l'histoire de ses idées; c'est là qu'il a émis ses sentiments les plus intimes et ses pensées les plus secrètes. Personne ne s'est exprimé plus volontiers en blanc et noir. C'est la pointe à la main, installé devant son châssis, près de la fenêtre de son grenier de la Juden-Breestraat, que le grand artiste se sentait le maître du monde et de lui-même : c'est là que le magicien a réalisé ses plus profonds enchantements. Il pouvait alors, devant son cuivre, entre sa presse, ses vernis, ses encres, ses papiers, se livrer tout entier au démon intérieur, à cette implacable entreprise de retouches, de grattages, de repentirs et de reprises qui nous livrent les confidences de son cœur et par où il parvient à rendre les impondérables, à exprimer ces nuances impalpables du jour et de l'ombre, ces tressaillements de l'atmosphère qui composent la sorcellerie de son langage.

Ces méthodes si originales ont fait rechercher de bonne heure les estampes de Rembrandt. Dès le temps de Marolles (le *Démocède* de La Bruyère), elles étaient l'ornement d'un cabinet de curieux. Bientôt ces pièces précieuses ont été cataloguées à l'usage des marchands et des amateurs. Je confesse que j'ai un faible pour les plus anciens de ces catalogues, comme celui de Gersaint et son supplément par le bon Yver, qui sont les fondements du fameux catalogue de Bartsch, lequel à son tour a servi aux travaux successifs de Charles Blanc, de Seymour Haden, de Hofstede de Groot et de Seydlitz. Cette suite d'ouvrages indique assez la popularité du sujet et sa difficulté. Comme toutes les œuvres célèbres, les gravures de Rembrandt ont été fort imitées. On ne s'est pas fait faute d'en tirer une foule d'éditions apocryphes et remaniées au goût du jour par des commerçants peu scrupuleux. Ajoutez à cela que Rembrandt, de son vivant même, a été le centre d'un groupe de camarades et d'admirateurs qui vivaient dans son rayonnement et dont les ouvrages ne se laissent pas tou-

jours aisément distinguer des siens. Entre l'œuvre d'atelier, produite dans l'entourage du maître, les différents truquages qu'on peut faire subir à un cuivre authentique, les « états » plus ou moins « tripotés » au XVIII^e siècle, les copies, les attributions plus ou moins erronées, enfin les « faux » proprement dits, fabriqués avec une intention de fraude, il y a toute une gamme délicate d'intermédiaires, une sorte de zone douteuse, un halo de clair-obscur d'où il n'est pas commode de dégager la figure de Rembrandt.

Cette expertise, c'est le mot, est la tâche que M. Charles Coppier s'est proposé de mener à bien avec un soin pieux. Ses principales conclusions étaient déjà connues. Son livre en est déjà à sa troisième édition : la première a paru en 1922, la deuxième il y a deux ans. Ce qui distingue la nouvelle, qui vient d'être publiée par M. Firmin-Didot, c'est le luxe de l'exécution et le soin apporté aux reproductions. La partie la plus précieuse est constituée par des images où certains fragments des gravures sont reproduits à une échelle agrandie, qui permet d'étudier ces morceaux comme à la loupe et d'admirer la prodigieuse richesse et la minutie du burin de l'artiste, la profondeur dont sont chargées ses tailles et nourries ses moindres expressions ; jamais on n'avait approché Rembrandt de si près et dans un tel détail. Désormais le livre de M. Coppier sera le guide indispensable pour comprendre l'auteur de la *Pièce aux cent florins*.

Je ne puis discuter en passant toutes les idées de M. Coppier. Il y en a quelques-unes qui me semblent très hasardées. Son interprétation du monogramme R. L., qu'il traduit par Rembrandt-Lievens, au lieu de Rembrandt-*Leidensis*, n'est pas incontestable. M. Coppier me semble réduire beaucoup trop le rôle de Pieter Lastman comme maître de Rembrandt ; ce peintre me paraît loin d'être, comme il l'assure, « sans talent ». Je ne sais sur quelles preuves M. Coppier se fonde pour remplacer son influence par celle de Joris van Schooten.

Pour ce qui est des gravures elles-mêmes, la critique de M. Coppier part d'un principe appliqué autrefois aux peintures italiennes par le sénateur Morelli : c'est-à-dire sur l'observation de ce qu'on appelle des *graphismes*, de certaines habitudes nerveuses, de certains *tics* de l'œil et de la main, qui permettent d'identifier un artiste par des particularités invo-

lontaires de son écriture. Il distingue certains griffonnages, il isole certains linéaments, des traits en dents de scie, des espèces de vrilles, de zigzags, de légers copeaux qui ressemblent aux microbes, aux bâtonnets, aux streptocoques que révèle une goutte de sang étudiée au microscope. Il se flatte d'arriver ainsi, par une analyse technique, à un degré de certitude et de précision inconnu de ses devanciers. Le résultat de ce travail est qu'il réduit de moitié l'œuvre authentique de Rembrandt. Il n'élimine pas moins de 140 planches du catalogue de Bartsch (sans parler des différents « états » des planches acceptées, qu'il rejette), et n'admet plus comme sûr qu'un noyau de 129 numéros.

Je n'oserais dire que j'accorde raison à M. Coppier dans toutes ses déductions. La frénésie d'épuration, comme on la voit poussée ici, ou par M. de Rintelen dans son livre sur *Giotto*, me paraît un peu excessive. Ce sont des mouvements de contraction, des crampes de la critique, qui suivent un mouvement inverse, un excès de dilatation. Je ne crois pas en ces matières aux résultats définitifs. Ce qui me paraît au contraire tout à fait excellent dans l'ouvrage de M. Coppier, c'est la partie où le graveur parle et où, avec sa science de l'art et des procédés de l'eau-forte, il dissèque le « métier » de Rembrandt. Son analyse de la *Pièce aux cent florins*, du *Jan Six*, des *Trois Croix*, demeure un modèle du genre. La manière dont M. Coppier sait « lire » une gravure, sa façon de dépister les tâtonnements du maître, de soulever, comme autant d'épidermes superposés, les différentes couches qui composent l'ouvrage, de suivre enfin les étapes successives du travail, fait pénétrer profondément dans les dessous et dans l'alchimie du génie de Rembrandt. On n'imagine pas par quelle série d'essais, d'hésitations, de repentirs le maître arrive à placer les mains de son *Jésus guérissant les malades* avant de les fixer dans ce geste ineffable de tendresse et d'autorité qui a l'air d'une trouvaille et d'une inspiration.

On demeure stupéfait devant ce tissu mystérieux, devant cette incroyable ténuité de la pointe, ce réseau de hachures *au douzième de millimètre*, devant ce travail obstiné qui devrait, en d'autres mains moins habiles, produire une confusion sans remède... Ou, au contraire, voici des planches comme les *Trois arbres* ou les *Trois Croix*, balafrées d'immenses rayures et de

sanglots livides, maltraitées, bousculées d'orages et d'éclairs, comme brutalisées et pantelantes sous une cataracte de nuit et de rayons, comme dans une espèce de cataclysme de la lumière : il semble véritablement qu'on assiste au prodige ; le voile des ténèbres se déchire. On ne dira pas mieux que n'a fait M. Coppier la poésie de ce météore.

Une légende tenace représente Rembrandt comme un avare qui multipliait par cupidité les états de ses planches afin d'en tirer plus d'argent par une exploitation savante de la manie des collectionneurs. Il semble que M. Coppier ait parfaitement justifié son maître de ce reproche. A en juger par les reprises, il est facile de voir qu'il ne tenait qu'à l'artiste de tirer, s'il l'avait voulu, sept ou huit moutures, au moins d'une seule planche comme les *Cent florins*. Quand on mesure qu'une telle œuvre a pu coûter un an de travail, on voit que l'auteur, dans sa passion de ne livrer qu'un ouvrage parfait, a fait au contraire preuve d'un singulier désintéressement.

On a dit aussi que Rembrandt a cessé de graver à partir de 1655, à cause de l'usure de ses yeux. Je crois que M. Coppier a raison d'attribuer à ses dernières années quelques-unes de ses plus belles planches, comme l'admirable *Négresse couchée*. Jusqu'à son dernier jour, le burin est resté le confident du grand artiste et l'instrument de ses songes suprêmes. Enfin, je ne saurais dire de combien de notations nouvelles l'étude de Rembrandt est redevable à M. Coppier. Vous rappelez-vous la tête du Christ des *Pèlerins d'Emmaüs*, la construction de ce masque inouï, pâle, son inclinaison sur l'épaule, ses immenses yeux levés qui lui mangent le visage ? Tous les peintres, jusqu'à Rembrandt, avaient représenté en cet instant Jésus *les yeux baissés*. Depuis longtemps j'étais frappé par cette tête inoubliable ; je lui trouvais un air de famille avec un modèle que je ne parvenais pas à désigner. Ce modèle, M. Coppier l'a reconnu : c'est le Christ de *la Transfiguration* de Raphaël Cela saute aux yeux si l'on confronte les deux images. Rembrandt est le premier qui ait illuminé l'instant de la consécration par l'extase du Thabor. Un tel rapprochement indique assez le mérite de l'ouvrage de M. Charles Coppier.

Louis Gillet.

REVUE MUSICALE

Édouard Risler. — Théatre de l'Opéra-Comique : reprise de *la Basoche*, opéra-comique de M. Albert Carré et d'André Messager.

Il y a déjà trois mois passés qu'Édouard Risler est mort, ou plutôt qu'après un long et douloureux déclin il a fini de mourir. Depuis deux ans, si ce n'est davantage, il était entré dans le sombre royaume du silence. Au sens étymologique du mot, qui vient de *virtus*, force, ce grand pianiste fut un grand « virtuose ». La force, un des plus beaux dons et l'un de ceux, hélas ! qui nous manquent le plus aujourd'hui, Risler la possédait, ou, pour mieux dire, dans l'ordre musical, il était lui-même une force. Et par une rare fortune, pendant quelques années, trop brèves, en la personne de sa délicieuse compagne, il eut auprès de lui la douceur. Quand elle lui fut ravie, sa force même parut l'abandonner. En lui tout défaillit. Tout manqua d'un seul coup à son art comme comme à son âme, à sa vie tout entière. Musicienne elle aussi, la jeune Mme Risler chantait d'une façon délicieuse. « *Mi chiamano Mimi.* » C'est ainsi qu'on l'appelait, et ce peu de mots et de notes charmantes (1) disaient bien la grâce de son nom, de sa voix et de son chant.

Dans un récit intitulé *le Musicien pauvre*, Grillparzer écrit de certains artistes de son temps : « Ils jouent Wolfgang-Amédée Mozart; ils jouent Sébastien Bach; mais le Bon Dieu, lui, personne ne le joue. » Et ce que le poète-musicien appelait « le Bon Dieu, » ce qu'il leur reprochait de ne pas comprendre et de ne pas exprimer, c'était la musique en soi, l'essence de la musique. Un Risler n'encourut jamais pareil reproche. Quelque musicien qu'il jouât, par ses fortes mains toute la musique nous était donnée. Il voyait loin dans

(1) *La Bohême*, de Puccini.

la musique et même au delà d'elle. Interprète des chefs-d'œuvre, il en découvrait, éclairait l'ensemble et le détail, l'ordonnance, la hiérarchie et les lois; l'être, c'est à-dire le thème ou l'idée principale, et les thèmes dérivés, ces accidents ou ces modes de l'être.

On a prétendu parfois qu'il manquait de lyrisme. A vrai dire, et fort heureusement, il dédaignait ce lyrisme tout extérieur, factice et charlatanesque, qui se traduit en soupirs, contorsions et grimaces. Mais l'autre, le véritable, qui règne au dedans, et dont l'âme seule est émue, possédait l'artiste et l'inspirait sans l'égarer. Inséparable de la sagesse, il est la liberté, mais la liberté sous la loi. C'est le lyrisme des grands maîtres et de leurs véritables serviteurs. Fromentin a défini quelque part le génie de Rubens, — un lyrique, n'est-ce pas? — « le bon sens exalté ». De l'œuvre d'un Beethoven et de l'interprétation d'un Risler, cela pourrait se dire aussi.

Classique avant tout, Risler n'en a pas moins traduit, avec un éclat fulgurant, le magnifique romantisme de Liszt. On connaissait mal, et plusieurs ignoraient même, avant de les entendre jouer ainsi, la sonate unique et colossale, les variations sur un thème de Bach, et l'héroïque Polonaise du grand maître hongrois.

Mais c'est en jouant Bach et Beethoven, le *Clavecin bien tempéré* tout entier, les trente-deux sonates et les trente-trois variations sur un thème de Diabelli, c'est alors surtout que Risler « jouait le Bon Dieu ». Pour nous sans précédents, ces concerts inoubliables sont pour nous aussi demeurés sans pareils. On y put contempler en pleine lumière les deux moitiés du monde sonore et goûter dans leur plénitude la beauté de la raison pure et celle de la passion, mais d'une passion que règle encore la raison.

Comme Taine à son ami Wilhelm, on n'avait qu'à dire à Risler : « Toujours du Beethoven! Mais longuement! Et tout ce qui te viendra! » Et ce qui lui venait, c'était Beethoven tout entier. Les dernières sonates, l'*opus* 106 avec l'immense *adagio* et la fugue gigantesque, l'*arietta* finale de l'*opus* 111, autant de chefs-d'œuvre, lointains autrefois, qui nous devenaient proches. Il n'est pas jusqu'aux trente-trois variations sur un thème de Diabelli, réputées longtemps inaccessibles, où le grand pianiste ne se soit élevé, et nous avec lui, d'un seul élan et comme de plein vol. Elles durent près d'une heure et dans cette heure on dirait que toute la musique de Beethoven et même toute musique est contenue. Pas un élément sonore qui n'y figure, sous toutes les formes et dans un ton unique : *ut* majeur et

mineur, ce dernier seulement en quatre variations. Gounod aurait aimé, disait-il, à se bâtir une cellule dans le ton d'*ut* majeur. Beethoven y a construit des temples, des palais et des tombeaux.

A travers ces architectures splendides et mouvantes, quel guide était Risler! Par lui Beethoven éclatait aux esprits et aux âmes. Entre l'interprétation intellectuelle et l'autre, pour ainsi dire morale, du génie beethovenien, les hommes de notre âge ne virent jamais plus parfaite équation. Mais que parlons-nous d'interprète! Risler l'était à peine et semblait ne pas l'être. Il n'avait souci que de s'effacer et de se soumettre. Ce n'est pas lui qui vivait, mais Beethoven qui vivait en son apôtre et dont la vie passait directement en nous. Dans les plus grandes choses comme dans les moindres il lui demeurait fidèle et la plénitude de l'intelligence et celle de l'amour était la récompense de sa fidélité. Alors on se rappelait la belle parole de David : *Vir obediens loquetur victorias.* C'est en obéissant que le serviteur chantait les victoires du maître et qu'il était lui-même victorieux.

La Basoche, opéra-comique de M. Albert Carré et du très regretté Messager, demeure, à quarante ans, une œuvre pleine de jeunesse et de fraîcheur, d'esprit et de sensibilité. Peu de musique sérieuse, ou soi-disant telle, et de cet âge-là, pourrait être reprise et nous reprendre ainsi. Nous éprouvions en l'écoutant une fois de plus le sentiment que Sainte-Beuve avoue quelque part : une certaine faiblesse pour ce qui est agréable.

Que les maîtres de l'heure, ou du moins bon nombre d'entre eux, y prennent garde. Il est temps. Des « airs », ce que jadis on appelait des « airs », voilà ce que l'on commence, et de toute part, à leur demander. Et chacun sait comme nous, et les premiers ils n'ignorent pas ce qu'on entend par là, ce que de plus en plus on aimerait à réentendre. Un « air », c'est quelque chose qui chante, et que chante une voix. C'est une période mélodique, tantôt une seule et longue phrase, tantôt plusieurs, procédant de la première, s'y rapportant, et que des rapports aussi lient entre elles. Un « air », c'est le développement d'une idée musicale sous une forme définie et précise. C'est encore, au cours de l'action théâtrale, sérieuse ou plaisante, une halte lyrique, une effusion plus ou moins abondante et durable de l'esprit ou du cœur. En des jours comme les nôtres où la musique se brise et se hache menu, se hâte et fuit d'une fuite éternelle, nous souhaitons avec Faust que le moment s'arrête, ne fût-il que charmant.

Le premier agrément de *la Basoche* et de toute œuvre de Messager est fait de ces moments là. Parmi les airs qui l'égaient ou doucement l'attendrissent, il en est qui se partagent en couplets. D'autres filent d'un seul trait, sans reprise ni retour, mais d'un trait sinueux et souple, docile à la moindre inflexion de la pensée et de la parole. Messager avait le sens et le don de la mélodie, légère le plus souvent, mais toujours musicale, expressive toujours. Rien en son œuvre ne sent l'artifice et le convenu, rien n'y est contraire au naturel, à la vérité, à la vie. Oh! je sais bien, à la vie familière et pour ainsi dire moyenne, humble même. Ses personnages favoris sont de petites gens, non des héros. Pas plus qu'un Grétry, Messager ne prétendait rien connaître « aux passions exaspérées ». Mais les autres, exemptes de violence, légers mouvements de l'âme, qui l'animent, l'émeuvent doucement et ne la troublent pas, le musicien de *la Basoche*, de *Fortunio*, de *Mme Chrysanthème*, n'en a presque rien ignoré. Dans cet ordre des sentiments tempérés, Clément Marot et la gentille Colette forment un couple non moins aimable qu'amoureux. Certaine rencontre de l'un et de l'autre, au premier acte, offre un modèle accompli de ce genre délicat où Messager, après Delibes, excella. Dans un concours de poésie institué par les clercs de la Basoche, Marot a remporté le prix. Il est proclamé roi. Mais, de par les statuts de la joyeuse compagnie, son roi doit être célibataire. Or Clément, en secret, est marié, et voici que sa femme, une innocente villageoise, arrive de la campagne à Paris. Elle y retrouve son mari et le reconnaît, ou plutôt devant tous elle va le reconnaître. Mais sur un regard de lui, devinant un danger, elle répond aux étudiants qui l'interrogent par un pieux et triste mensonge. « Je suis veuve, messieurs, et mon mari n'est plus. » Réduit et comme en miniature, transposé de l'ordre maternel dans l'ordre conjugal, c'est un peu le reniement de Fidès en une scène fameuse du *Prophète*. La réduction a bien de la grâce. Avec beaucoup de goût et de finesse, la musique a su garder la distance qu'il y a du grand décor au tableau de genre et du drame à la comédie non pas larmoyante, mais touchante avec discrétion.

Une œuvre de Messager ne contient pas ce que le Président de Brosses appelait « des endroits forts ». Mais entre les airs ou les morceaux, les « passages », pour être faciles toujours, ne sont jamais insignifiants. Partout présente et vivante, l'alerte musique nulle part ne s'interrompt ou ne se relâche. Soucieuse des détails, ou, comme disait Gounod, des « coins », elle y met de l'agrément : ici de l'es-

prit, ailleurs de la grâce, même de la poésie. Par exemple, ce n'est rien, au premier acte, qu'un petit chœur de servantes qui viennent, la cruche sur l'épaule et midi sonnant, puiser de l'eau à la fontaine. Ou plutôt, ce pourrait n'être rien avec tout autre que Messager. Avec lui, c'est une chose exquise. La démarche, l'attitude féminine, la sonnerie de l'heure et jusqu'à l'humide fraîcheur de l'eau, tout cela, par le courant de la mélodie, par le rythme balancé, par la tonalité, par les timbres, par la cadence finale, est sensible sans que rien soit appuyé. Comme l'héroïne de la fable, et pour être elle aussi plus agile, l'aimable et simple musique a mis « cotillon court et souliers plats ». Mais parce qu'elle n'a pas les prétentions de Perrette, le même malheur ne saurait l'atteindre et de l'épaule des mélodieuses filles la cruche ne tombe pas.

Ainsi les alentours, les dessous, tout est soigné. Pour révéler un musicien de race et de style, c'est assez de quelques mesures, d'un prélude ou d'une ritournelle, d'une suite d'harmonies, du quatuor à cordes accompagnant le premier air de Marot. Il peut même suffire de quelques notes, du timbre d'un seul instrument évoqué à propos et, par exemple, d'un contre-chant de cor ajoutant une douceur mystérieuse à la douceur d'une voix qui chante. « Les délicats sont malheureux », a dit La Fontaine. Non, pas toujours, même en musique. Ils doivent à celle de Messager plus d'un jour de bonheur.

Continuons de citer, — à peu près, — le fabuliste. « Un octogénaire *chantait*. » Il chante encore aujourd'hui *la Basoche* et c'est encore « merveille de le voir, merveille de l'ouïr ». Quelqu'un a dit, — est-ce Brunetière ou M. Paul Bourget? — qu' « en art la sympathie est la grande méthode ». Le grand artiste qu'est M. Fugère partage apparemment cette opinion. Je ne connais pas un talent plus « sympathique », j'entends par où s'établisse entre un interprète et le public union, communion plus parfaite. A le voir, à l'entendre, il semble que rien, ni l'artifice théâtral, ni la rampe même, ne nous sépare de lui. Par son chant et son jeu, par sa physionomie, par toute sa joviale et cordiale personne, il se fait nôtre et fait sien chacun de nous. M. André Baugé, quelque temps infidèle à la musique digne de ce nom et dont il est digne lui-même, y revient enfin. Il n'a pas démérité d'elle. Le comédien et le chanteur ont repris leur place, une des premières. Enfin dans le rôle de Colette, M^me^ Yvonne Brothier a tout l'esprit et l'émotion contenue qu'il faut.

CAMILLE BELLAIGUE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Le pire défaut du système parlementaire, c'est que les « représentants » du peuple ne représentent pas toujours, représentent même rarement, l'opinion ou le vœu du peuple dans sa masse ou dans ses élites. L'atmosphère de la Chambre, où les passions sont plus vives, moins tamisées, qu'au Sénat, fait subir aux idées et aux faits eux-mêmes une déformation spéciale qui les défigure et les rapetisse au niveau des ambitions et des idéologies qui fermentent dans ce microcosme. Le vote de la Chambre qui, le 23 octobre, a renversé le ministère Briand par 288 voix contre 277 nous en apporte un nouveau et déplorable exemple. Si jamais hommes politiques purent se flatter d'avoir la confiance du pays, dans sa très grande majorité, c'est M. Briand, succédant à M. Poincaré et le continuant, et ce sont ses collaborateurs. Voilà pourtant le Président de la République obligé de leur chercher des successeurs dans la nuit d'un chaos parlementaire qui ne reflète nullement l'image d'un pays sérieux, sage et qui ne demande qu'à travailler et à prospérer dans la tranquillité et la paix. M. Léon Blum se plaignait récemment de « l'atonie » de la vie politique; la voilà réveillée à son gré, mais au pire détriment de la vie nationale. Le fossé se creuse chaque jour davantage entre la nation et le Parlement; nous ne croyons pas qu'il y ait lieu de s'en féliciter.

La continuité est la première condition du succès, qu'il s'agisse de politique extérieure ou de politique financière : c'est une vérité d'expérience que les parlementaires ne devraient pas oublier, comme ils devraient, avant d'émettre un vote, regarder au dehors et se demander quelles en seront, à l'étranger, les répercussions. M. Poincaré et M. Briand, chacun avec son tempérament, avaient entrepris parallèlement et en plein accord le règlement définitif

des problèmes financiers et politiques nés de la guerre. On sait le succès merveilleux du redressement financier, si solide que même l'éloignement momentané de son auteur ne l'a pas ébranlé. L'œuvre poursuivie par M. Briand est plus discutée ; nous en avons, pour notre part, approuvé le principe et l'objet, tout en critiquant certaines modalités d'exécution, certaines faiblesses, particulièrement regrettables en face d'une Allemagne dont il n'est pas encore possible de discerner où elle va et quels courants l'emporteront. Mais on ne change pas de chevaux au milieu du gué. En politique, c'est l'instant de l'aiguillage qui est décisif. Qu'on le déplore ou qu'on s'en réjouisse, la politique de M. Briand est depuis longtemps lancée sur les rails; on ne l'arrêtera plus. La politique est, a-t-on dit, un choix perpétuel entre des inconvénients contraires. Nous connaissons les périls de la politique de M. Briand; mais ne fallait-il pas lui laisser le temps de produire les résultats favorables qu'on est en droit d'en attendre? Va-t-on remettre en question le plan Young, avec la certitude de n'en pas obtenir, quoi qu'il arrive, un meilleur, tant s'en faut? Va-t-on revenir sur les concessions, en vérité bien minimes, consenties à La Haye au désir de ne pas aboutir à une scission avec l'Angleterre? S'agit-il de l'évacuation de la Rhénanie? Nous comprenons les inquiétudes patriotiques que certains mouvements de troupes prématurés ont soulevées; nous sommes d'avis que l'évacuation de la troisième zone aurait du être la contre-partie de garanties plus précises et notamment d'un premier emprunt de commercialisation des annuités de réparations. Mais il serait naïf de s'imaginer que la chute de M. Briand puisse, sur ce point, amender, dans le sens que souhaite le petit groupe de modérés dont l'appoint a déterminé la chute du Cabinet, la politique que suivra le gouvernement de demain. Il n'est, pour s'en convaincre, que d'analyser le scrutin du 23 octobre.

De quoi s'agissait-il? De rien et de tout. De la fixation d'une date pour les interpellations sur la politique extérieure. M. Briand ne refusait pas de s'expliquer, mais il demandait que l'on amorçât d'abord la discussion du budget qui doit être voté avant la fin de l'année sous peine de remettre en question le rétablissement financier. Quant aux interpellations sur la conférence de La Haye et l'évacuation de la Rhénanie, il priait que l'on attendît, pour les aborder, que les pourparlers actuellement en cours fussent terminés. Mais, derrière les dates, le fond du débat apparut et tout d'un coup passionna l'assemblée. M. Briand, ne se croyant pas

menacé, ne déploya pas tous ses moyens; il insista même sur sa résolution, déjà formulée dans la déclaration ministérielle lors de la constitution du Cabinet, de se retirer lorsqu'il aurait accompli son œuvre extérieure. On ne voit pas très bien, d'ailleurs, pourquoi M. Briand n'aurait pas pu, le 15 novembre, date proposée par M. Montigny au nom des radicaux-socialistes, s'expliquer, sauf à réserver les points encore en débat, sur la conférence de La Haye et ses suites. Sans doute comptait-il sur la fidélité d'une majorité dont il n'a pas assez pris soin de ménager les susceptibilités et les préférences.

Ce qui, dans le scrutin du 23, apparaît paradoxal et significatif, c'est que les socialistes et les radicaux-socialistes, qui votèrent comme un seul homme contre le Cabinet, avec les communistes et quelques autres petites fractions de gauche, approuvent la politique extérieure de M. Briand à laquelle ils ne reprochent que sa mesure et sa prudence. M. Léon Blum a pris soin de préciser à la tribune que lui et ses amis voteraient contre le ministère, mais qu'ils ne désapprouvaient pas sa politique extérieure. Quant à M. Montigny, au nom des radicaux-socialistes, il déclara qu'il ferait volontiers confiance à M. Briand, mais non à sa majorité. On sait, en effet, que, depuis que les radicaux ne font plus partie du gouvernement qu'ils ont renversé il y a un an à la suite du Congrès d'Angers, ils dénoncent comme entachés de réaction tous les actes des ministères Poincaré et Briand; ils suppriment la moitié de la France et ne reconnaissent le droit d'avoir part à la direction des affaires qu'aux partis dont le sectarisme politique leur donne toute garantie. Ils viennent d'affirmer de nouveau au Congrès qui s'est ouvert à Reims le 24, qu'ils n'accepteront pas d'entrer dans un ministère de concentration et qu'ils veulent une majorité homogène de gauche avec les socialistes qui, du leur côté, refusent de participer au gouvernement. Le second ministère Poincaré et le cabinet Briand qui lui succéda lorsque la santé de l'illustre homme d'État le contraignit à se retirer, étaient habitués à trouver contre eux l'opposition de ces groupes cartellistes; ils ne s'en portaient pas plus mal, au contraire, et ils purent achever l'assainissement financier. Mais une majorité fidèle, allant du groupe radical à la droite, les soutenait, prouvant ainsi chaque jour que les élections de 1928, en dépit des affirmations de l'extrême-gauche, étaient poincaristes, c'est-à-dire républicaines, mais modérées et patriotes. Dans le scrutin du 23, cette majorité s'est effritée. douze membres de la « gauche radicale », cinq de la

« gauche sociale et radicale » avec M. Franklin-Bouillon, quinze de « l'union républicaine démocratique » (sur cent un) avec M. Louis Marin, trois de « l'action démocratique et sociale » avec M. Reibel, treize « indépendants » parmi lesquels M. Mandel, ont voté contre le ministère qui a succombé, en minorité de onze voix.

Les mobiles qui ont dicté à ces dissidents leur attitude sont, personne n'en doute, hautement honorables ; il est moins certain que leur résolution soit habile et opportune. La constitution du futur ministère en sera le critérium. Leur vote contre la politique de M. Briand serait logique, s'il n'était évident que la crise sera dénouée à l'encontre de leurs préférences. Malgré l'appoint de voix de droite et du centre dans la majorité qui l'a renversé, le ministère, comme on dit en jargon parlementaire, tombe à gauche. Si le successeur de M. Briand était M. Briand lui-même, ce serait un Briand diminué aux yeux de l'Europe et surtout un Briand plus à gauche, à la tête d'un cabinet de concentration à gauche où les radicaux-socialistes exerceraient une influence très forte. S'il s'agit, comme il est probable, d'un ministère de concentration à gauche fortement teinté de radicalisme, d'un cabinet Daladier par exemple, il fera à l'extérieur la politique de M. Briand sans M. Briand, sans son expérience, sans sa prudence, sans cette autorité européenne et mondiale qui s'exerçait si utilement à l'Assemblée et au Conseil de Genève et dont, en définitive, la France recueillait le bénéfice. Est-ce un tel résultat qu'ont cherché M. Louis Marin avec une poignée de ses amis? C'est pourtant cela que leur fausse manœuvre nous prépare. On s'apercevra bientôt que M. Briand, quelque légitimes que puissent être certaines critiques adressées à sa politique, était une digue au débordement d'un pacifisme sans mesure et sans nuances.

A l'intérieur nous vivions, depuis le redressement financier opéré en 1926 par M. Poincaré, sur une combinaison d'union nationale qui avait survécu même depuis que les radicaux-socialistes s'en étaient retirés. Nous craignons que cette formule, qui répond si exactement au vœu profond du peuple, ne soit désormais abandonnée jusqu'à ce que la politique de parti, après beaucoup de fautes et au grand dommage du pays, fasse de nouveau sentir la nécessité d'y revenir. Les élections pour le renouvellement d'un tiers au Sénat, la série A, de l'Ain aux Hautes-Alpes, qui ont eu lieu le 20 octobre, ont affirmé une fois de plus le désir de stabilité et de travail sérieux qui anime la nation. L'effectif des partis n'a pas sensiblement varié :

les groupes modérés ont perdu un très petit nombre de sièges tout en déplorant l'échec, à trois voix, de l'un de leurs chefs les plus écoutés et les plus courageux, M. François-Marsal. Après comme avant cette consultation partielle du suffrage restreint, le pays souhaite évidemment la collaboration de tous les partis d'ordre pour une politique de stabilité financière, de paix extérieure et de progrès social. Le cabinet Briand succombe en définitive sous les coups des extrémistes de gauche et de droite : c'est donc une concentration au centre que le scrutin du 23 indique au chef de l'État. Les socialistes ne paraissent pas décidés à rompre avec leurs errements révolutionnaires et le principe de non-participation au pouvoir; les radicaux-socialistes ne pourront donc se passer des groupes du centre s'ils prennent la direction des affaires. Leur congrès annuel qui est réuni à Reims gêne et fausse le jeu normal des institutions parlementaires en cherchant à influencer le choix du Président de la République qui, au moment où nous mettons sous presse, vient de faire appeler M. Daladier pour lui offrir la mission de constituer un Cabinet. L'acceptation du président du parti radical ne fait pas de doute et son ministère est prêt dans la coulisse. Ainsi, le vote du 23 octobre aura pour résultat de faire rentrer les radicaux-socialistes au gouvernement et dans la majorité.

La néfaste expérience de 1924 va-t-elle recommencer? On peut le craindre, car il semble, à entendre leurs propos, que les radicaux, depuis lors, n'aient rien oublié et rien appris. C'est ainsi qu'à Lyon, le 20 octobre, M. Herriot, prononçant un discours à la Fédération radicale-socialiste, revendiquait pour lui « la mise en application du plan Dawes », oubliant d'ajouter que le plan Dawes fut le résultat de l'occupation de la Ruhr; il félicitait de sa politique et de son initiative de fédération européenne M. Briand contre lequel il votait deux jours après; et il ajoutait : « Lorsque tant d'hommes sont partis pour se battre pendant quatre ans, le gouvernement leur a dit : « Nous ferons tout ce qui dépendra de nous pour que votre sacrifice soit le dernier. » Ce serment de la République, beaucoup l'ont oublié. Nous, nous ne l'oublierons pas. » Qui donc l'a oublié? M. Herriot n'ose pas le dire. Il est scandaleux qu'un homme qui a porté les responsabilités du gouvernement s'oublie jusqu'à insinuer que ses adversaires politiques sont des ennemis de la paix. Quels sont donc les plus dangereux ennemis de la paix, sinon ceux qui, comme M. Blum, réclament une réduction massive des crédits militaires?

La chute du cabinet Briand place le Président de la République

en face d'une situation particulièrement difficile au bout de laquelle, dans les pays où le système parlementaire fonctionne dans sa vérité, il devrait survenir une dissolution de la Chambre. Il n'est pas vraisemblable que M. Doumergue se laisse acculer à cette extrémité. Le double problème qui se présente à lui : formation d'un gouvernement avec un chef qui ait l'expérience et l'autorité requises pour achever les négociations en cours, constitution d'une majorité parlementaire durable, ne comporte pas de solution qu'impose l'examen de ses éléments, si ce n'est la nécessité d'une concentration. Nous entrons dans une période d'agitation politique dont la France, encore convalescente, n'avait pas besoin et qui risque de compromettre les grands résultats acquis depuis trois ans tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Aussi le pays, troublé, inquiet, suit-il avec un vif intérêt les progrès de la convalescence de M. Poincaré qui vient de subir, dans les meilleures conditions, la seconde partie de l'opération indispensabe à sa guérison. Il n'y a pas, dit-on, d'homme nécessaire; mais il en est de singulièrement utiles.

A l'étranger, la démission de M. Briand, considéré, chez nos amis aussi bien que chez les autres, comme l'organisateur de la paix, a produit un étonnement voisin de la consternation. On ne mesure pas assez, dans certains milieux français, la force irrésistible du courant qui entraîne les masses aussi bien que les élites, et en particulier les anciens combattants de la guerre, vers une politique de paix et d'organisation européenne. M. Briand incarne cette tendance et la canalise. Contentons-nous de citer, sur la crise ministérielle, l'opinion du *Times* : « La chute du ministère Briand est un accident malheureux et des plus graves, non seulement pour la France, mais pour l'Europe. M. Briand a rendu, aux Affaires étrangères, des services immenses et reconnus universellement, à la cause de la paix. S'il était obligé maintenant de quitter le gouvernail, au moment où l'œuvre de pacification et de liquidation européenne qui a fait de si notables progrès cette année est sur le point d'être achevée, ce serait là un malheur d'un retentissement incalculable. » Il se forme et grandit de plus en plus une opinion européenne qu'il faut s'efforcer d'éclairer, mais qu'il serait imprudent de heurter.

La démission de M. Briand se produit précisément à une heure climatérique de l'histoire allemande. Le chef intempérant du conservatisme nationaliste, M. Hugenberg, s'est cru de force, avec l'appui de sa presse, à soulever l'opinion allemande contre le plan Young

et la politique de M. Stresemann; il propose que la ratification du plan Young soit soumise à un referendum populaire qui, espère-t-il, le rejetterait, et il mène, depuis quelques semaines, une campagne d'une violence inouïe dans le pays, afin de recueillir le nombre de signatures exigées par la constitution pour que le referendum soit de droit. L'objectif de M. Hugenberg est-il réellement le rejet du plan Young? Nous ne le croyons pas. Le plan Young n'est que l'occasion de manifester la puissance du parti nationaliste et les dangers que la politique républicaine et démocratique fait courir au Reich. La presse de droite, à grand tapage, invite les électeurs à inscrire leurs noms sur les listes. Mais l'épreuve qui est arrivée, en ce moment, à son point critique, semble tourner à l'encontre des espérances du nationalisme intransigeant. Les partis d'ordre ont senti le péril et ont réagi avec vigueur; le gouvernement du Reich aussi bien que celui de la Prusse sont intervenus avec décision.

La mort de M. Stresemann paraissait favoriser les desseins de l'extrême droite; elle a été au contraire, pour la coalition gouvernementale, l'occasion d'affirmer que la politique du défunt ministre n'était pas celle d'un homme, mais celle du ministère tout entier et qu'elle était conforme aux volontés du pays. Le Centre, dont le président, Mgr Kaas, avait parfois critiqué assez vivement la tactique de M. Stresemann, a publié, dans la *Germania* du 6 octobre, un article très catégorique. « A l'étranger et surtout en France, on se demande, avec une inquiétude assez singulière, ce qui adviendra après la mort de Stresemann. Nous avons sans doute le droit de répondre que la ligne de la politique allemande qui tend au rapprochement n'était pas le fait d'un seul homme, — sinon, comment Stresemann aurait-il pu la suivre? — mais l'expression de la volonté du peuple allemand dans sa majorité, et que des divergences peuvent tout au plus exister quant aux méthodes et aux détails. La politique de rapprochement, inaugurée il y a dix ans par d'autres hommes, poursuivie sincèrement et systématiquement par Stresemann, ne sera pas abandonnée, quel que soit celui qui recueillera l'héritage du défunt... L'orientation suivie par Stresemann consistait dans les dispositions pacifiques de l'Allemagne et dans la collaboration avec l'Europe occidentale. Cette orientation ne saurait être abandonnée avec l'assentiment du Centre catholique. »

En même temps, le ministère du Reich entamait la bataille contre l'agitation nationaliste par un discours de l'énergique ministre de l'Intérieur social-démocrate, M. Severing, le 9 octobre; il y déclarait

que le gouvernement était résolu à défendre sa politique contre les menées du nationalisme agressif et il invitait le peuple allemand à ne pas se laisser entraîner à la suite des nationalistes et à ne pas signer la pétition en faveur du referendum. Passant aux actes, le ministre de l'Intérieur de Prusse, M. Grzesinki, ordonnait la dissolution de la grande association nationaliste « Casque d'acier » en Rhénanie et en Westphalie et faisait saisir ses archives. L'occasion de cette intervention vigoureuse fut une manœuvre militaire de nuit organisée par le *Stahlhelm* et à laquelle vint participer le prince Auguste-Guillaume, l'un des fils de Guillaume II. Il semble qu'il y ait eu, ce jour-là, une sorte de préparation ou de répétition générale d'un coup d'État monarchiste sous la direction des nationalistes et que l'énergie du gouvernement y ait coupé court. A une conférence qui a réuni à Berlin tous les présidents de provinces et les préfets, sous la présidence de M. Grzesinski, des dispositions sérieuses ont été arrêtées pour combattre l'agitation nationaliste. Une réunion analogue, réunissant les ministres de l'Intérieur des États fédérés sous la présidence de M. Severing, a généralisé ces dispositions de combat, malgré les protestations des nationalistes.

C'est au milieu de cette agitation que les listes de signatures ont été mises en circulation. Manifestes et proclamations se succèdent pour et contre le plébiscite, pour et contre l'acceptation du plan Young, pour et contre la continuation de la politique de M. Stresemann. « Le peuple allemand, dit une proclamation signée par 70 personnalités politiques, va avoir à choisir entre la sagesse et la folie. » Par un mandement spécial, le cardinal Bertram, évêque de Breslau, a invité ses diocésains à s'abstenir de participer aux pétitions pour le referendum. Le président du Centre, le prélat Kaas, et le président du parti populiste bavarois, qui est une fraction séparée du Centre, ont engagé avec instance les membres de leurs partis à éviter de signer les listes. Les grandes fédérations de fonctionnaires ont notifié à leurs nombreux adhérents de se tenir à l'écart de l'agitation nationaliste. Enfin, le président Hindenburg lui-même, deux jours après avoir déclaré qu'il refusait de laisser mêler sa personne à la lutte des partis, est sorti de sa réserve pour désavouer la presse de droite qui le présentait comme favorable au plébiscite et, au cours d'un entretien avec le chancelier Muller, il a nettement condamné le paragraphe 4 du projet de referendum qui attaque le chancelier et les ministres. Le président du Centre, Mgr Kaas, parlant le 17 octobre à Dortmund, a vertement critiqué les agissements de M. Hugenberg,

cette « tête chaude », dont le projet de plébiscite est « un obstacle à une politique de relèvement national » et conduit à « un saut dans l'inconnu ou dans le chaos ». Jusque dans les milieux du vieux nationalisme conservateur prussien, autour du comte Westarp, on semble trouver, sans oser le dire tout haut, que la politique de M. Hugenberg est aussi maladroite que dangereuse.

Dans l'autre camp, M. Hugenberg et ses partisans multiplient les manifestes et les meetings; une grande réunion tenue à Hanovre a provoqué des troubles graves et des violences. Toute l'Allemagne suit avec passion ce dramatique débat où viennent retentir les vieilles passions historiques et les actuelles rivalités politiques. Mais il semble que les nationalistes, en dépassant la mesure, aient manqué leur but et compromis peut-être irrémédiablement leur avenir. Tout ce que l'Allemagne compte d'hommes conscients des nécessités de la vie et du travail national se serrent autour du gouvernement et le soutiennent. Même des personnages tels que M. Jarres, qui fut un moment le candidat nationaliste à la présidence du Reich, déclarent que le succès du plébiscite serait la ruine définitive « des efforts qui tendent à améliorer la situation de l'Allemagne ». Les citoyens qui viennent s'inscrire sur les listes sont beaucoup plus rares que ne l'escomptaient M. Hugenberg et ses amis et il est probable que le *quorum* nécessaire pour qu'il soit procédé à un referendum ne sera pas atteint. Durant la première semaine, à Berlin, 121 000 signatures ont été recueillies. Le nombre des pétitionnaires est bien loin d'égaler celui des électeurs inscrits au parti nationaliste. Dans les campagnes, les régions de l'Est, où dominent les hobereaux, donnent une forte proportion d'adhésions, mais les pays de petite propriété n'en apportent qu'un très petit nombre. Le peuple allemand ne croit pas que le plan Young organise « son esclavage ». Ainsi la fameuse machine de guerre du nationalisme allemand paraît faire long feu, et son offensive aura eu pour résultat de grouper plus fortement, autour du gouvernement et de la constitution républicaine et démocratique, la masse principale de la nation. Mais la lutte est encore très chaude et les nationalistes exaspérés soufflent une résistance qui ressemblerait fort à une rébellion. La grande bataille d'où dépend l'avenir de l'Allemagne et le sort de la paix en Europe est plus acharnée que jamais et si, en ce moment, les fausses manœuvres de M. Hugenberg semblent avoir servi l'idée républicaine et dressé la nation allemande contre ceux qui l'ont menée à sa perte, la partie n'est pas décidée et le peuple allemand n'est pas encore entièrement dégagé du prussianisme bis-

marckien. C'est au milieu de l'une des phases les plus critiques de ce conflit historique que la nouvelle de la chute de M. Briand est venue alimenter les polémiques et fournir des arguments aux nationalistes en désarroi. La presse de M. Hugenberg en a fait l'usage qu'il était à prévoir. Peut-être jugera-t-on que, de ce point de vue encore, le vote de la Chambre était inopportun et allait directement à l'encontre des vœux de ceux qui l'ont émis sans prendre garde aux répercussions qu'il pourrait produire au delà de nos frontières.

Le 10 octobre, le Président de la République, accompagné de M. Briand, s'est rendu à Bruxelles où il a été l'hôte du roi et de la reine des Belges. Cette visite officielle, par l'éclat et la touchante cordialité de la réception royale, par l'enthousiasme spontané et vibrant de la population, par l'accent vraiment amical et fraternel des discours échangés, a pris les proportions d'un événement historique et la valeur d'un fait politique d'importance. « Cet accueil et ces paroles, a dit M. Doumergue en réponse au bourgmestre de Bruxelles, M. Adolphe Max, dont personne n'a oublié l'héroïque attitude durant l'occupation allemande, sont la preuve éclatante de l'ardente et indestructible amitié qui unit le peuple belge et le peuple français et qui, prenant ses racines dans leur cœur et dans leur raison, trouve une garantie certaine de durée, tant dans la communauté de leurs intérêts vitaux que dans des souvenirs inoubliables. » L'amour de la paix n'exclut pas, loin de là, le culte des nobles et douloureux souvenirs de l'époque héroïque. Ceux-là servent mal la cause de la paix qui prétendent reléguer dans le silence de l'oubli des hauts faits qui sont « un titre d'éternel orgueil pour l'humanité, puisqu'ils ont été accomplis au service du plus noble idéalisme et parce que, sauvant le sort de la civilisation, ils ont largement ouvert les voies de l'avenir. La France et la Belgique, en travaillant maintenant à l'organisation de la paix, ont le droit de rester fières de leur passé et de ne pas vouloir qu'on l'oublie. » L'acte du Roi et du gouvernement belge choisissant, le 4 août 1914, les souffrances et l'épreuve de l'invasion, plutôt que de renoncer à leur honneur et à leurs engagements, enrichit le patrimoine moral de l'humanité d'un magnifique exemple d'héroïsme civique qui sera admiré dans les siècles des siècles. En commémorer le souvenir, c'est préparer les esprits à fonder la paix de l'avenir sur le respect de la foi jurée et des engagements internationaux. Alliées, la Belgique et la France, a dit le roi Albert, « mettent l'une et l'autre

leur espoir dans le développement de l'esprit de coopération et d'entente entre les nations ».

Il était bon qu'en une circonstance solennelle, ces grandes vérités fussent rappelées. Les bonnes relations avec tous les peuples n'excluent pas, au contraire, une particulière dilection pour quelques-uns. La France n'aperçoit rien, dans le présent ni dans l'avenir, qui puisse entamer ses sentiments de fraternelle amitié à l'égard de la Belgique restaurée dans son indépendance et son intégrité. Le mot le plus touchant, c'est le bourgmestre de Mons, où M. Doumergue a fait une courte halte, qui l'a dit : « Il existe entre la France et nous tant d'affinités que nous sommes accoutumés de la considérer comme une grande sœur bien aimée. » Que ce soit là une vérité de toujours ! L'amitié et l'alliance franco-belge sont l'une des plus solides garanties de la paix européenne. Aussi les Français se réjouissent-ils cordialement des récentes fiançailles de la princesse Marie-José de Belgique avec le prince de Piémont, héritier de la couronne d'Italie, qui vont unir plus étroitement deux dynasties que tant de liens d'amitié rapprochent de la France. Les fêtes des fiançailles, à Bruxelles, ont été à peine troublées, le 25 octobre, par l'attentat, heureusement manqué, d'un étudiant italien antifasciste nommé di Rosa qui a été arrêté.

M. Georges Bonnefous, ministre du Commerce, a visité, au mois de septembre, l'exposition de Poznan ; au nom du gouvernement français il a apporté, à ce magnifique effort de l'économie et de l'art polonais, l'hommage de notre admiration amicale. Le peuple polonais n'a jamais cessé de vivre et d'espérer ; mais, il y a dix ans, la Pologne n'existait pas. Ses ennemis disaient que le peuple polonais, qui avait si bien su ne pas mourir, ne saurait pas vivre. Aujourd'hui il montre, dans l'ancienne capitale de la province prussienne de Posen, l'étonnant résultat de dix années d'efforts. Le ministre du Commerce a été, comme nous l'avions été nous-même quelques semaines plus tôt, profondément frappé d'un tel effort et d'un tel succès, et il n'a pas caché son admiration, nous allions dire son étonnement. D'élégants pavillons, des palais harmonieux, des jardins, constituent un ensemble d'un goût parfait ; mais surtout l'exposition nationale est un enseignement. La Pologne s'est donné à elle-même le spectacle de sa résurrection et de sa prospérité grandissante; elle l'a offert aux enfants de ses écoles qui sont venus, guidés par leurs maîtres, des plus lointaines provinces, pour con-

templer ce prodige et graver dans leurs jeunes mémoires ce symbole éclatant de l'unité et de la cohésion de la patrie polonaise. Sur les murs, des graphiques, des figures qui parlent aux yeux et à l'imagination, traduisent en langage clair les progrès surprenants de l'agronomie, de l'industrie, du commerce, de l'instruction publique, de la législation sociale et hygiénique, et toute la sollicitude de l'État pour le développement matériel et moral d'un peuple laborieux et particulièrement bien doué. Vivre, pour un grand peuple, c'est s'organiser, créer un État. Pourrait-on former un peuple avec trois fragments de peuple séparés depuis plus d'un siècle et végétant sous des régimes aussi différents que ceux de Prusse, d'Autriche et de Russie? Le problème est résolu, ou en voie d'heureuse solution; tout n'est pas fait, mais tout se fait. L'Europe a cessé d'être « en état de péché mortel ».

D'autres étonnements étaient réservés à M. Bonnefous lorsqu'il a visité, à quelques kilomètres au nord-ouest de Dantzig, ville libre et indépendante sous la tutelle de la Société des nations, le nouveau port polonais de Gdynia. Ce n'est pas seulement en Amérique que poussent des cités-champignons: Gdynia en est une. Là où l'on ne voyait, il y a cinq ans, qu'un pauvre village de pêcheurs, un port a été creusé, doté de tout l'outillage le plus perfectionné, une ville, des magasins, des docks s'élèvent, les bateaux viennent charger les charbons de la Silésie polonaise qu'ils transportent dans tous les ports de la Baltique. Un grand port est né; il complète heureusement l'organisation économique de la Pologne. Son développement très rapide a produit un double miracle : d'abord, les Allemands de Dantzig sont devenus plus traitables, ils vivent en paix avec leurs voisins polonais et organisent avec eux de fructueuses collaborations économiques qui valent mieux que les chicanes qui venaient se déverser dans les cartons de la Société des nations; ensuite, depuis qu'elle a un port, les Anglais ont découvert la Pologne : résultat important qui consolide plus qu'on ne saurait croire le statut territorial et politique de l'Europe orientale. M. Bonnefous a exprimé en termes très heureux la profonde satisfaction qu'éprouvent les Français à constater les résultats du labeur intense de la Pologne ressuscitée.

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : René Doumic.

LA NUIT DU CŒUR FLAMBANT

Il arriva, un soir, assez tard; nous avions déjà commencé le dessert. La faim apaisée, nos conversations étaient plus animées, et la salle entière bruissait comme une tôle froissée. De table à table, nous échangions des réflexions et des quolibets ; le solennel M. Marsier, chef de rayon aux *Magasins du Sud-Est*, racontait avec force détails son excursion dominicale, pleine de périls vaincus et de prouesses acrobatiques; à notre table, Jean-Pierre et Damien discutaient de politique avec plus d'ardeur que de foi. Les convictions s'amollissaient dans l'atmosphère doucement familiale du petit restaurant où nous prenions pension.

C'était un soir de printemps précoce; l'air nouveau coulait dans la rue étroite, si tendre que nous avions laissé la porte ouverte, et que nous sentions par instants les bouffées odorantes qui venaient du château proche, où les premiers bourgeons du parc avaient éclaté depuis peu. Nous étions si occupés que nous ne remarquâmes point tout de suite que l'étranger était installé dans un coin de la salle, à l'angle du mur et de la baie vitrée. Il avait dû franchir le seuil sans bruit, à la faveur de quelque brouhaha; mais encore fallait-il que la mère Verchy fût de connivence, pour qu'il eût aussitôt trouvé là, évidemment préparés, son couvert, sa serviette et son demi-litre de vin rouge. La bonne posait les plats sur sa table, en silence; il mangeait, appuyé sur un coude, tout son grand corps maigre penché vers le journal qu'il avait posé contre le mur. Son visage, ainsi éclairé par la lumière de la grosse lampe électrique du plafond, apparaissait avec des contrastes d'ombre et de clarté, hâve et tragique comme un portrait du Greco. Autant qu'il me

sembla, il ne regarda personne, ce soir-là; notre ami Claudinet, placé en face de lui, affirma qu'il n'avait pas cessé de lire son journal ligne à ligne. Cependant, dès le lendemain, on eût dit qu'il connaissait chacun.

L'un après l'autre, dans la salle, nous nous aperçûmes de sa présence. Ce n'était pas que la venue d'un étranger parmi notre groupe d'habitués fût un incident tout à fait surprenant; il y en avait de temps en temps, et même en assez grand nombre le samedi, jour de marché, car le renom de la mère Verchy s'étendait loin dans toute la province. D'ordinaire, au bout d'un quart d'heure à peine, le nouveau commensal était noyé dans l'ensemble des pensionnaires, et l'on ne pouvait plus l'en distinguer. Mais celui-là était différent : une invisible barrière séparait sa table des tables voisines, et rien ne semblait devoir la briser. Finette, la serveuse, si bavarde à l'accoutumée, n'osait pas lui adresser la parole, et ne lui répondait qu'à voix basse.

Intrigués par cette présence, nous regardions, tout en parlant, vers le coin gauche de la salle. Mais comme nul d'entre nous n'aurait voulu avouer qu'il était piqué d'une vive curiosité, nous jetions un bref coup d'œil vers l'homme, nous apercevions son visage anguleux penché sur le journal, puis, tournant rapidement la tête, nous revenions à parler du match de foot-ball de la veille, ou des élections législatives qui étaient proches.

Claudinet, dont nous avions coutume de penser qu'il n'était pas très malin, avait hoché deux ou trois fois du menton, ce qu'il faisait dans ses moments d'émoi. Il se penchait vers la gauche, puis nous examinait; nous semblions, à cet instant précis, préoccupés seulement de manger notre poire Bourdaloue, spécialité de la maison.

— Tu as vu ce type? me glissa-t-il en me heurtant le coude.

— Tais-toi, répondis-je tout bas.

Mais j'étais aussi attiré que lui, et fort dépité de ne pouvoir examiner l'inconnu qu'en me tordant douloureusement le cou. La conversation languissait. Cela commençait à être gênant, quand je sentis qu'il était parti.

Il avait dû se lever sans bruit, poser près de son assiette le montant du repas et le pourboire, puis se glisser dehors aussi discrètement qu'il était entré. Aucun des quatre de notre table

n'avait assisté à ce départ. Claudinet lui-même n'avait rien vu, appliqué qu'il était à plier soigneusement sa serviette. Autour de nous le bruit recommença, plus vif. Dans chaque groupe, on s'interrogeait sur le nouveau venu. La mère Verchy, qui, sans doute, n'attendait que ce moment-là pour venir nous renseigner, poussa la double porte de la cuisine et apparut, forte et rouge, dans son grand tablier bleu dont elle roulait un pan entre les doigts.

M. Marsier se leva, et alla fermer la porte d'entrée, en prétextant qu'il faisait froid. Nous comprîmes bien, cependant, que, par hasard, il ne craignait point pour sa calvitie, mais qu'il voulait aider à la reconstitution de notre atmosphère habituelle.

De la mère Verchy, nous ne tirâmes pas grand chose. Il était venu dans l'après-midi prier qu'on lui gardât un couvert. — Il allait manger ici régulièrement, désormais? — Sans doute, puisqu'il avait demandé le prix des pensionnaires. Et cependant, il avait déclaré qu'il paierait chaque repas à part et non d'un bloc, à la fin du mois, comme c'était l'habitude. — Et qui était-ce? — Mais il n'avait pas dit son nom.

D'apprendre que nous allions revoir souvent l'énigmatique personnage, nous éprouvâmes des sentiments mêlés. La curiosité s'alliait, en chacun de nous, à une joie quelque peu inquiète; mais, somme toute, ce qui dominait, c'était une sorte d'impatience, particulièrement vive à notre table, la table des jeunes, où notre âge nous prédisposait à distinguer plus vite le visage de l'aventure. Nous ne pouvions nous empêcher d'en parler, au lieu de jouer aux cartes, aux dames ou aux échecs, comme nous avions coutume. L'un avait noté un détail, l'autre proposait une suggestion; et comme nous étions tous occupés de lui, la porte s'ouvrit, et l'étranger reparut. Le silence s'abattit sur la salle. Il ne s'en émut pas. Il toucha le bord cabossé de son chapeau.

— J'ai oublié mon journal, dit-il.

Son flegme contredisait un accent qui n'était peut-être que méridional, mais qui me parut admirablement exotique. Il salua derechef, ouvrit la porte, puis disparut en la refermant avec une lenteur muette.

Il n'aurait pas fallu juger du restaurant Verchy sur l'apparence. La rue Basse-du-Château, qui prend sur la place Saint-

Léger, n'est qu'une ruelle à figure de coupe-gorge. De durs pavés boiteux la hérissent : les maisons y sont de guingois; deux d'entre elles se donnent la main, au deuxième étage, par-dessus la chaussée, avec un petit pont couvert d'un pittoresque florentin. La nuit, une lampe électrique luit jaune à l'entrée de la rue, sur la place, trop faible pour dissiper des ombres qu'on croit volontiers diaboliques; et tout le reste demeure sombre, sauf quand le boulanger ouvre son four et que, sur les murs d'en face, danse sa silhouette de fantôme. Au demeurant, un des coins les plus calmes de la ville. Et si des personnages se glissent au long des murs humides, affublés de costumes surprenants, coiffés de chapeaux plus étonnants encore, ce ne sont point les acteurs d'on ne sait quel sabbat, mais des membres de l'église antoiniste, qui s'assemblent honnêtement pour réformer le monde.

Le restaurant Verchy est sis au numéro 12 de la ruelle : sa devanture ne paie point de mine et ressemble à celle de n'importe quel débit de vins dans n'importe quelle banlieue. Les voyageurs et les touristes le dédaignent, s'ils n'ont point consulté le « Guide de la gourmandise en France », où il figure à juste titre, car on y mange encore, pour dix francs, une cuisine succulente qui a gardé les traditions de jadis. On entre dans la salle commune, voûtée et lambrissée de noyer sombre; la porte du fond bat au courant d'air, et l'huis entrebâillé laisse apercevoir, sous la grande hotte de la cheminée, maintes casseroles de cuivre rouge, maints fait-tout de fonte luisante, au-dessus desquels M^me^ Verchy penche son attention et sa personne solennelle.

Nous y prenions pension, Damien, Jean-Pierre, Claudinet et moi. Nous nous retrouvions autour de la table bien cirée qui n'avait pas besoin de nappe, autour du potage au fromage et du riz à la Savoyarde, et nous y mettions en commun nos petites joies quotidiennes, nos soucis provinciaux, comme quatre bons camarades qui ont de la sympathie l'un pour l'autre, et peut-être de l'amitié.

Depuis quelques mois j'étais installé dans cette ville alpine, sous l'autorité de mon parrain, vieillard généreux et bourru, qui possédait aux environs une gentilhommière pittoresque, couverte d'ardoises et couronnée de roses. Cet honnête homme y passait ses jours à soigner ses abeilles, ses lapins et ses fleurs,

en même temps qu'à relire Jean-Jacques, dont il ne se lassait guère. Il payait les frais de mes études, ce qui justifiait que je fusse installé à plus de huit cents kilomètres de ma province natale, et du foyer familial. La ville près de laquelle était fixé mon parrain possédait une école qui préparait au diplôme d'ingénieur électricien, et j'en suivais les cours. L'excellent homme n'avait pas voulu m'imposer sa compagnie (ni s'imposer la mienne), et, en me louant une chambre en ville, il avait donné au bachelier imberbe que j'étais alors, la plus grande joie qu'il soit possible d'inventer, celle de la première liberté.

C'était lui qui m'avait conseillé de prendre table chez la mère Verchy. Il avait réputation de bonne bouche, et ne dédaignait point de m'inviter de temps à autre pour déguster chez lui une bécasse à l'étuvée ou quelqu'un de ces pâtés d'écrevisses dont sa vieille domestique avait appris le mystère à Belley, son pays.

Au restaurant Verchy, c'est l'âge qui me rapprocha de mes trois camarades. Encore que nous fussions assez différents les uns des autres, nous avions sympathisé vite, et, un samedi, où les pensionnaires se serraient un peu pour faire place aux passants, la salle étant petite, nous nous trouvâmes réunis et en fûmes contents. Ce jour-là, tout à la joie de nous découvrir l'un l'autre, nous ne prîmes point garde aux plats qu'on nous servit, et bavardâmes de bon cœur comme quatre enfants que nous étions. Et c'est Damien qui, à la fin du repas, proposa de ne plus nous séparer, ce que chacun de nous souhaitait secrètement.

C'était un curieux garçon que Damien, violent, frémissant, une nature impérieuse et sensible. Des sautes de caractère inattendues, qui n'entamaient pas pourtant son enthousiasme. Malicieux souvent, mais de cœur généreux. Bien qu'il fût d'un milieu fort supérieur à celui de ses trois commensaux, nulle fausse note ne se produisit jamais entre nous, et quand il nous emmenait promener en automobile, il s'appliquait à nous donner la sensation que la voiture appartenait aussi bien à chacun de nous qu'à sa famille. Il vivait seul dans la ville, pendant que ses parents faisaient un voyage d'affaires en Amérique. Il était riche, et quelque peu désœuvré.

Damien avait une sympathie particulière pour Jean-Pierre, lequel était employé de banque, d'allures modestes, mais de

tempérament décidé. Ils abordaient tous les sujets, et en disputaient avec tant de passion que je croyais parfois devoir intervenir, ce qui les réconciliait gaîment contre moi. Puis ils reprenaient une autre discussion, et Jean-Pierre recommençait à aligner ses arguments comme les chiffres d'un compte-courant. Parfois encore, ils se mettaient à deux pour taquiner notre quatrième, Claude, que nous appelions Claudinet, par tendresse, car il était affligé d'une légère boiterie et chacun de nous se sentait individuellement chargé de le chérir et de le protéger. Il était clerc de notaire, effacé, humble, mais son visage de vieillard précoce était tout transfiguré quand la joie luisait dans ses yeux bleus de faïence. Nous raillions sa barbe naissante et ses favoris de lin, ses pantalons toujours trop courts et cette grande pochette blanche dont il s'obstinait à orner son veston. Mais il savait que nos taquineries étaient sans malice, et que, le dimanche, quand nous allions nous promener tous quatre, nous n'eussions pas fait un pas plus vite que lui, fût-ce pour prendre le dernier tramway.

Tel était notre petit groupe, si cohérent, si parfaitement lié que, dès le lendemain de sa formation, nous avions eu l'impression que nous étions unis les uns aux autres depuis plusieurs mois. Autour de nous, la salle à manger ordonnait la table et les groupes. Là, le digne et chauve M. Marsier, avec son employé Vétraz; plus loin, dans un retrait, un couple de marchands qui tenaient magasin de draps à l'enseigne du *Bon Coin*; dans l'angle du fond, la table ronde où l'excellent M. Devriaes, forgeron d'art, présidait un concile d'amis qui respectaient sa prestance et sa forte parole; d'autres encore. Mais c'était notre quatuor qui formait le centre de la salle, et qui lui donnait le ton.

L'étranger vint huit jours de suite, matin et soir; quand nous arrivions, il était déjà installé dans son coin, la tête penchée, les yeux fixés sur un journal. Il semblait n'accorder aucune attention au reste de la salle, à peine aux aliments. Mais ce silence même et cet isolement dans lesquels il se complaisait le signalaient à notre curiosité, et il y avait bien déjà quinze fois que nous l'avions vu manger auprès de nous, que nous n'étions point encore habitués à sa présence. Nous ne pouvions empêcher une force secrète de nous tirer vers lui, de nous obliger à tourner la tête dans sa direction.

A tant l'examiner à la dérobée, j'avais appris tous les traits de son visage, et je les revois encore, tels que je les observais à chaque coup d'œil, tels que je les reconstituais patiemment en moi : ce grand menton à la Bourbon, cette forte mâchoire accrochée aux pommettes saillantes, ce front si haut qu'on eût dit une calvitie prématurée, et jusqu'à cette espèce de marque étrange, ovale et brune, qu'il portait entre les yeux, un peu au-dessus de l'attache du nez. Mais ces détails, si précis que je les eusse notés, ne formaient encore que l'apparence tout extérieure de son être, celle que chacun pouvait connaître et qui ne révélait presque rien de son caractère : pour le comprendre, il fallait avoir vu ses yeux, et il fallait avoir observé ses mains.

Je découvris ses yeux par hasard, un soir que le brave M. Devriaes, embarrassé dans une phrase compliquée, croyait en sortir plus aisément en haussant le ton jusqu'au cri, et n'aboutissait qu'à réjouir à ses dépens la salle entière. Nous riions tous de bon cœur des incertitudes phonétiques du bon Belge, quand, machinalement, je jetai un coup d'œil vers l'inconnu. Il avait abandonné son journal, levait les yeux, et riait, lui aussi, comme nous tous. C'est alors que je croisai ses regards ; j'éprouvai un étonnement, mêlé d'autant d'attrait que de répulsion. Était-ce effet de lumière? Ses prunelles me parurent jaunes ; non pas d'un marron clair, mais du jaune éclatant que prennent les cailloux d'un ruisseau quand le soleil luit sur l'eau mince. C'était inattendu et désorientant ; je détournai presque aussitôt mes yeux. Je constatai plus tard que si ses prunelles étaient bien d'une nuance brune très pâle, elles ne prenaient ce reflet que sous certains éclairages, et qu'alors elles ardaient d'une étonnante flamme. Et, sans doute, cette lumière contribua-t-elle à me suggérer la notion, que je me formai de lui, sans me l'avouer du reste, d'un de ces êtres extraordinaires qui traversent la vie comme sur la pointe des pieds, et ne frôlent le monde des hommes que par un consentement tout spécial de leur âme. Mais je ne me dissimule pas ce qu'il y avait de puérilement romantique dans cette conception secrète, et qu'à dix-huit ans, — la suite de cette histoire le dira, — le mystère possède à nos yeux d'impérieux prestiges.

Ce n'est qu'un peu plus tard que j'observai ses mains, leur

forme étrange, et les jeux auxquels il les pliait; d'avoir vu ses yeux, ce jour-là, avait suffi pour me troubler profondément. J'achevai mon repas dans un silence songeur, plein de l'envie, que je m'avouais pour la première fois, mais qui devait être en moi depuis longtemps déjà, d'approcher ce personnage étrange, d'entendre le son de sa voix, et de mêler sa vie à la mienne.

Ce désir, je n'étais certes pas seul à le ressentir, et je m'en aperçus vite. Un soir, j'arrivai en retard au restaurant, très en retard; j'avais dû porter un devoir à un de mes professeurs qui habitait la campagne et qui m'avait retenu. Mes camarades, en désespoir de cause, avaient commencé à dîner, et mangeaient déjà la salade. Un peu essoufflé, je m'assis à table en serrant hâtivement des mains, et en appelant la serveuse, pour qu'elle me donnât au plus vite le potage. Mais je n'en avais pas avalé dix cuillerées que j'éprouvai, pour ainsi dire physiquement, qu'une modification s'était produite dans l'atmosphère de la salle; les conversations avaient quelque chose d'incertain et de forcé. Comme Claudinet, silencieux, regardait obstinément dans le coin gauche de la salle, je me retournai d'un geste brusque, et regardai, moi aussi. L'étranger n'y était pas; son couvert était en place, et l'attendait.

Je compris alors quel singulier prestige avait conquis cet homme et combien sa présence muette était devenue indispensable à l'équilibre moral de notre petite société. Chacun de nous devait, en lui-même, bâtir sur cette disparition un roman plein de mystère; pour moi, je l'imaginai, voyageur condamné à parcourir la terre, ayant repris sa route à la poursuite de je ne savais quel impossible idéal, et je ne pouvais faire qu'une amertume étrange ne me vînt aux lèvres, de n'avoir pu le suivre dans sa marche errante et merveilleuse.

Je suis sûr que chacun de nous éprouvait un trouble tout semblable au mien, mais nous ne nous l'avouâmes point. Le dîner s'acheva, assez morne, dans une conversation qui sentait l'artifice. Puis, comme d'habitude, Damien et Jean-Pierre déroulèrent le petit tapis de feutre qui représentait une dame de Pique plus réjouie que fatale, et s'installèrent à jouer à l'écarté, cependant que Claudinet et moi alignions devant nous les pions blancs et noirs du jeu de dames.

Il était près de neuf heures et demie, et, dans la salle, il ne

restait plus que notre petit groupe, quand la porte s'ouvrit. Le courant d'air jeta à terre une des cartes de Damien, qui se retourna, peu content; nous l'imitâmes sans y penser L'étranger était là : il posait dans le coin, près de lui, un lourd objet que je ne distinguai point, s'asseyait à table, et claquait des doigts pour appeler Finette, qui arriva aussitôt, portant la lourde soupière fumante. Nous reprîmes nos jeux, avec une application un peu factice.

L'étranger acheva vite de dîner, mais, au lieu de quitter le restaurant, aussitôt sa serviette roulée, comme il avait accoutumé de faire, il enfonça sa chaise dans le coin, alluma une cigarette, et logea sur ses genoux le lourd objet qu'il avait posé à terre en arrivant. Et soudain chacun de nous suspendit ses gestes ; je n'osai plus faire claquer les pions secs contre le buis du damier ; Damien n'osa plus dire : « J'en demande. »

L'inconnu jouait de l'accordéon. J'avais toujours pensé que cet instrument était vulgaire et que de ses laborieux soufflets ne pouvaient guère sortir que des rengaines banales; je le mettais presque sur le même niveau que l'orgue de Barbarie. Jamais je n'eusse imaginé qu'on en pût tirer cette mélodie étonnante, modulée avec tant de science, ces contre-chants en sourdine semblables à ceux de la flûte, et ces basses majestueuses qui évoquaient la plénitude de l'orgue.

Ce qu'il jouait m'était inconnu : c'était une mélodie patiente, comme la traversée d'une steppe, tout animée des sourdes pulsations d'un vent venu de loin. Par moments, une note plus haute rompait le charme monotone, semblable au chant de l'alouette qui saute en l'air et retombe. Puis, peu à peu, la mélodie accélérait sa course, devenait une danse allègre et sauvage comme les czardas de Hongrie. L'étranger s'était mis à chanter, à mi-voix, dans une langue que nous ne reconnaissions pas, musicale, mais avec d'étranges gutturales, et des fins de phrases qui retombaient d'elles-mêmes, comme entraînées par leur propre poids.

Nous avions complètement abandonné nos jeux ; Jean-Pierre, la tête appuyée dans ses mains, fixait l'inconnu de ses yeux passionnés ; Claudinet s'était retourné complètement sur sa chaise et souriait en secouant la tête, afin de suivre le rythme; Damien et moi n'étions pas moins émus. Un long temps

s'écoula sans que l'instrument cessât de chanter sous les doigts magiques; les mélodies se rattachaient les unes aux autres, ne formaient plus qu'une incantation lente.

Il était bien près de minuit, quand il s'arrêta de jouer. Il se leva, alluma une nouvelle cigarette, puis sortit sans parler. Nous aurions voulu lui dire quelque chose : quoi? nous ne savions. Peut-être simplement : « encore! » Mais déjà il était parti avant que nous eussions écarté notre rêve.

« Comme c'était beau! » dit Claudinet, qui semblait en extase. Nous ne lui répondîmes pas, mais quand nous nous trouvâmes dehors, dans la solitude fraîche de la rue, aucun de nous ne laissa de sentir que la nuit avait une densité et comme une odeur particulières.

J'AIME les journées de grand vent, où la tempête courbe les arbres, chasse la pluie, et semble jeter sur toute la nature l'emprise de ses mains froides. C'était un samedi soir. Nul cours ne me retenait en ville : les nuages bas galopaient, des bourrasques glacées plaquaient aux murs des rues étroites les citadins frileux; j'étais parti, à deux heures, seul, et j'avais, quatre heures durant, marché dans la campagne. J'avais suivi les routes de plaine, si bien lavées par la pluie que les graviers apparaissaient; j'avais regardé longuement les grands peupliers décharnés dont le vent secouait avec furie les fils raides. Nu-tête, les cheveux glacés par la brume, j'avais retrouvé cette exaltation qui accompagne mes souvenirs d'enfance les plus vivants, ceux des longues randonnées solitaires au bord de l'océan. Nul souci d'attitude dans ce goût, nul désir de jouer à la Chateaubriand, nulle pose romantique : j'aimais, physiquement, ce froid qui pénétrait à travers mon manteau et ces brûlantes piqûres des gouttes d'eau chassées par la bourrasque.

J'étais revenu par les gorges sauvages de Saint-Saturnin, puis le long des monts abrupts qui dominent la ville, et dont les maigres calcaires ne portent guère que buis, genièvres et genêts. Des paquets de brouillard, mêlés à la neige fondue de cette giboulée tardive, s'agrippaient aux rochers qui les effilochaient; la cité grise apparaissait soudain entre deux nuages bas, pour disparaître ensuite dans leur masse humide. Une odeur d'eau, qui venait du lac proche, se mêlait aux senteurs plus fortes du printemps. Je marchais, plein d'une joie

si animale, que je n'en pouvais discerner la cause, et que je ne m'étonnais point de la trouver si intense.

La route que je suivais dominait la ville d'une cinquantaine de mètres, accrochée au flanc de la colline comme un sentier de chèvres. La nuit tombait. A mes pieds, les maisons allumaient une à une leurs fenêtres secrètes. La gare avait déjà tous ses feux : les alignements géométriques des lampes au long des quais, les fanaux multicolores des signaux, et les doubles lumières énormes des locomotives. Le vent n'avait point faibli : il brassait les nuages dans la vallée, les chassait vers le sud, les déchirait sans cesse, leur donnant de seconde en seconde de nouvelles formes. L'horizon du nord, dégagé, luisait, tout nappé d'une éclatante couleur verte ; le vent chantait à mes oreilles et brusquement criait avec le sifflet aigre des locomotives. Tout cela composait un spectacle d'une magie telle que je demeurai longtemps à le contempler, le cerveau vide de toute pensée consciente.

Quand je me retournai pour reprendre mon chemin, je vis que, non loin de moi, un homme était appuyé à un arbre, et semblait poursuivre un rêve semblable au mien. Je reconnus, avec une gêne quelque peu inquiète, l'inconnu du restaurant. Il était immobile, tête nue, les cheveux en désordre; il me reconnut aussi et me fit un geste de la main. J'allai vers lui, toute hésitation vaincue. Il me parla, et je vis ses lèvres remuer, mais je n'entendis point ses paroles. Il me saisit par le bras et m'entraîna.

Il était plus grand que moi, mais il se penchait vers mon oreille, et le bas de son pardessus me frottait la joue de sa grosse étoffe bourrue. Il me poussa vers le mur qui bordait la route :

— Regardez! me cria-t-il avec son étonnant accent.

Le Rome-Express entrait en gare, tous feux allumés, comme une longue chenille éclatante ; derrière les vitres des baies on distinguait des silhouettes confuses : « Ils partent », dis-je, comme malgré moi. Mais mon compagnon avait repris sa route, sans lâcher mon bras et nous marchions à grands pas vers la ville.

Sur cette chaussée déserte où l'on n'entendait que le bruit de la pluie contre les arbres, avec le grand vent froid qui nous poussait aux épaules, cette descente avait quelque chose d'infernal.

Avant d'arriver en ville, il faut traverser un quartier de banlieue, qui ne ressemble en rien à ces lamentables zones suburbaines qui déshonorent les capitales : elle est formée par un groupe dense de couvents. Cinq communautés demeurent là, abritées derrière de hauts murs qui encadrent la route et l'isolent du monde. Ces grandes murailles sans yeux ont, par elles-mêmes, et dans les plus beaux jours, une beauté tragique que cette atmosphère de vent et de crépuscule soulignait encore. Des cloches sonnaient un *Angelus* éparpillé : nous entendîmes des chants d'église.

— Connaissez-vous?... me dit mon compagnon. Et sans me donner d'autres explications, il traversa la route, s'engagea dans un escalier rapide entre deux murs, et, m'entraînant toujours, le gravit à grands pas. Nous arrivâmes à une petite plate-forme, exposée en plein vent, et où le froid était si vif que je ne pus me retenir de frissonner. L'étranger ne pouvait point parler : il m'indiqua, du geste, une direction devant nous. Ce qu'il me montrait, c'était l'angle d'un mur de couvent, un mur revêche, tout hérissé de pointes à son sommet, et derrière lequel on voyait frémir la cîme d'un cyprès noir. Vingt fois et plus, j'étais passé à cet endroit, vingt fois j'avais remarqué ce mur de carmel et cet arbre triste ; jamais pourtant, comme dans cette nuit tombante, dans cette tempête, je n'avais éprouvé le tragique de ce coin de paysage. Mais lui, l'inconnu, en avait pénétré la leçon ; le symbole s'en était fixé en lui comme une hantise. Je comprenais soudain qu'il existe, entre les choses et notre âme, d'autres rapports que ceux auxquels nous sommes accoutumés, et que nous pourrions peut-être les saisir, en quelques instants très rares, si nous savions abandonner nos *a priori*, nos conventions, et cette pesante masse d'habitudes qui nous rend aveugles à tout

Nous restâmes un long temps silencieux, dans une contemplation muette. Car il n'expliqua rien, il ne chercha nullement à m'imposer son propre symbole. Puis je sentis sa main serrer mon bras, — c'est alors que, pour la première fois, j'éprouvai la longueur presque excessive de ses doigts, — et de nouveau il m'entraîna vers la ville.

Nous arrivâmes ainsi au restaurant Verchy, lui et moi, marchant du même pas, mais toujours silencieux. En un autre moment, peut-être aurais-je souhaité de connaître les détails

matériels de sa vie, et sa profession, et sa patrie, et les raisons qui l'avaient amené dans notre ville. Mais, dans cette nuit, dans cette tempête, tout cela me semblait totalement dénué de sens, et il m'eût presque paru stupéfiant qu'il pût avoir, dans le monde, une autre tâche que celle d'être, comme il l'avait été ce soir, le sourcier du surnaturel.

Il s'installa à notre table, ce soir-là, et dès lors ne la quitta plus. La vie de notre petit groupe prit un sens nouveau. Il était sans doute plus âgé que nous, et de beaucoup : on ne lisait guère sur son visage le nombre de ses années, car il était glabre, mat et tout sillonné de rides qu'on devinait précoces. Mais, à y bien réfléchir, il devait avoir trente ans environ, ce qui était beaucoup, pour nous qui n'en avions pas vingt. Nous ignorions, en outre, tout de lui : jamais il ne nous donna la moindre indication sur les raisons qui l'avaient amené à se fixer dans la ville, sur la tâche qu'il y accomplissait, ni même sur sa nationalité. « Dans mon pays... » lui arrivait-il de dire quelquefois, et, dans sa bouche, cette simple expression évoquait nous ne savions trop quelle terre exotique, pleine de féeries et de pièges, dont ces trois mots, et son intonation, suffisaient à nous faire éprouver la saveur.

Peu nous importait d'ailleurs de savoir avec exactitude qui était l'homme que nous fréquentions si assidûment, et si, parfois, nous en conversions et formions des hypothèses, c'était bien plus pour satisfaire l'obscur désir d'une passion intellectuelle que pour deviner réellement à qui nous avions affaire. Nous n'étions pas encore à l'âge où il semble qu'on ne puisse pas vivre avec les hommes, s'ils ne sont point parfaitement définis et limités. Nous l'acceptions tel qu'il était, avec ses mystères, ses réticences, et cet anonymat total dans lequel il demeurait enveloppé ; sans doute l'eussions-nous moins bien accueilli explicite, tout prêt à livrer sa vie à nos curiosités. Mais d'un jour à l'autre il semblait renouveler sa provision de mystère et l'enrichir de conquêtes neuves.

A table, il était placé entre Damien et Claudinet, en face de moi. Il arrivait toujours avant nous et lisait des journaux en nous attendant, des journaux en toutes les langues ; un matin il pliait *La Nación* de Buenos-Ayres en nous voyant entrer, et le soir, quand nous arrivions, nous apercevions, sur le journal

qui sortait de sa poche, les caractères dansants de l'alphabet russe. Nous éprouvions pour lui un respect instinctif; nous l'écoutions avec une sorte de religieuse ferveur. Il parlait à mi-voix, en chantant légèrement les finales ; il s'adressait à nous, certes, mais nous sentions bien qu'en réalité il ne se parlait qu'à lui-même et qu'il poursuivait tout haut un rêve intérieur. Il parlait, mais ce qui était plus étonnant encore que ses paroles, c'était les gestes de ses mains.

Je n'ai jamais éprouvé autant qu'en le voyant, la vérité de cette assertion du philosophe antique, que l'homme est intelligent parce qu'il a des mains. Les siennes étaient étroites, plus étroites qu'il n'eût convenu à son corps, et d'une longueur que leur minceur faisait paraître presque excessive. La dernière phalange en était fuselée, prolongée par l'ongle taillé en pointe, et légèrement aplatie du bout. Il n'était pas possible de ne point regarder ses mains et de ne pas en éprouver une gêne : posées à côté de lui, sur la table, elles suffisaient à susciter le mystère, à provoquer une sensation d'attrait et de répulsion. Mais, quand il faisait des gestes, leur beauté devevait magie. Il ponctuait ainsi ses phrases, ou mieux, les achevait, car très souvent elles demeuraient incomplètes, comme si les mots lui manquaient pour exprimer le détail de sa pensée. Alors ses mains semblaient saisir dans le vide l'idée qu'il voulait faire vivre, la modeler dans une matière invisible et nous la rendre sensible. J'ai encore présent dans la mémoire le geste dont il accompagnait le mot de : « Là-bas... » — une sorte d'ondulement rythmé des phalanges, dont le frémissement s'achevait dans la paume immobile, comme une vague qui vient amortir sa course dans une eau calme. C'était un monde entier de rêveries et de voyages, des forêts obscures, pleines d'une humidité mortelle, des îles océaniques rondes et trouées d'une lagune, et d'immenses steppes blanches, monotones et toujours nouvelles, — c'était tout cela qui naissait sous ses doigts étranges : et il suffisait qu'il prononçât quelques mots pour que ce rêve prît soudain la lourdeur exacte du réel.

Il parlait, à table, mais peu ; il parlait surtout après le repas du soir, quand les habitués du restaurant Verchy étaient partis et qu'il ne restait plus que notre petit groupe. Ou encore dans sa chambre où il nous emmenait quelquefois, au sommet

d'une vieille maison de la place Saint-Léger, près de la chapelle de la tour Trésorerie qui découpait sur le ciel, on eût dit à portée de la main, les arceaux gothiques de ses contreforts et les clochetons de ses pinacles.

Les soirées dans cette chambre ! Il n'y avait, pour s'asseoir, qu'un fauteuil, une chaise et le lit. Lui s'installait toujours sur le pied du lit, une jambe repliée sous son grand corps, l'autre, pendante, et remuant sans cesse. Une seule lampe électrique, au-dessus de l'oreiller, trop faible, contenait mal l'ombre dans les coins. Nous étions assis tous les quatre, n'importe où, deux au moins par terre. Parfois Damien apportait une bouteille de Jérez, parce que l'inconnu, un jour, avait fait allusion à ce vin ; et nous le buvions dans des verres dépareillés et trop épais.

Il n'y avait pas besoin de lui demander de parler : il suffisait d'attendre. Il prenait son accordéon sur ses genoux, essayait quelques accords, jouait un de ces airs qu'il savait, longuement, avec une fièvre d'instant en instant plus intense. Peut-être ce qu'il jouait n'était-il fait que de quelques thèmes populaires vulgaires dans son pays, mais il leur donnait vie et noblesse. Ou encore l'accordéon ne servait qu'à rythmer ses phrases, à emplir le vide de ses silences, à prolonger dans nos esprits l'évocation que venaient de suggérer ses mots. Et ainsi les récits s'enchaînaient les uns aux autres, sans lien logique, mais dans une continuité qui nous semblait si évidente que nous n'eussions pas songé à demander une cohésion plus parfaite.

Où était-il allé ? D'où venait-il ? Des terres qu'il avait vues connaîtrions-nous jamais l'existence réelle ? Avait-il visité Java, les Indes, et ce centre rugueux de l'Asie, dont il évoquait en parlant les longues caravanes ? Était-ce simplement la Méditerranée, telle que nous pouvions nous-mêmes la découvrir : la chute croûlante des figuiers de Barbarie dans les gorges africaines, les petits volcans des solfatares qui sonnent creux sous le pied qui les foule, et, au bord d'une mer éclatante de vagues, un aloès tendant son bras flexible ?

Mais qu'importaient les paysages, la réalité précise de son récit ? La moindre chose, une haute vallée alpine, recrue de froid l'hiver, couverte de neige épaisse, tout lui était bon, tout lui suffisait pour faire naître en nous ce sentiment de

miracle et de trouble dont il devait rester, à nos yeux, le sourcier.

Vers minuit, nous nous levions, la tête lourde de rêves. Dans la journée, Jean-Pierre devant ses chiffres, Damien sur ses livres de droit et d'histoire, Claudinet sur ses minutes d'actes, et moi-même en écoutant le cours d'électro-chimie, nous ne pouvions nous empêcher de penser à ce que nous avions entendu dans la soirée de la veille.

Et pourtant, nous n'étions pas crédules : Jean-Pierre se piquait d'être bien enraciné dans la raison ; Damien et moi ne manquions point d'ironie. Mais que peut l'esprit critique contre cet attachement du cœur humain aux tentations des départs et des chimères, contre ce trouble sourd et vivant que l'étranger insinuait en nous? Nous sentions chaque jour un peu plus l'inanité de nos vies mesquines, et notre totale incapacité à le suivre dans son domaine du rêve ; nous sentions aussi que notre véritable vie était peut-être ailleurs, dans un monde inconnu de nous sans doute, mais dont notre nouvel ami possédait assurément la clef.

Il parlait, ce soir-là, d'un petit temple bouddhique qu'il avait vu, dans les forêts birmanes, à trois journées de marche de Rangoon, alors qu'il les traversait, seul blanc, avec deux guides indigènes. Il décrivait l'enveloppement de la pierre par la sylve, cette sorte de lent assaut des lianes contre les formes, cet enroulement des tentacules végétales qui évoque on ne sait quel règne fantastique, intermédiaire entre la plante et la bête, et qui fait frissonner d'horreur. Le tableau se construisait sous nos yeux, pendant qu'il racontait ; nous voyions le toit du temple, semblable à une coupole étirée, lézardé par un faisceau de lianes qui en avaient percé l'épaisseur, une aile toute recouverte par les branches tombantes des arbres, la façade, assiégée par cette lèpre verte, et où, seul intact, un bouddah au visage long et fin, assis sur le lotus de pierre aux pétales écartés, continuait un songe d'autre monde. Et ce paysage, d'où l'homme était exclu, prenait, à nos yeux, une valeur de tragique que n'aurait pu atteindre le récit du drame le mieux ordonné et le plus émouvant.

Quand il se tut :

— Comme vous savez voir les choses mystérieuses! s'écria

Damien. Nous le pensions tous : nous sentions que maints voyageurs auraient pu passer auprès de ce temple en ruines enseveli sous les plantes sans en mesurer le tragique et la grandeur.

— Il faut *savoir* regarder et comprendre, répondit-il.

Il fit une pause, puis reprit :

— Chacun de vous juge en secret sa vie banale et monotone. Mais avez-vous fait l'effort qu'il fallait...?

Il se tut de nouveau, sans développer sa pensée davantage.

Chacun de nous comprit bien, en gros, ce qu'il voulait dire, ou du moins crut le comprendre. Au demeurant, depuis qu'il était avec nous, combien de fois n'avions-nous point éprouvé cette angoisse de laisser perdre, par notre faute, la part la meilleure de notre vie, la plus secrète, la plus inexprimable? Déjà il nous avait laissé entendre sa leçon, déjà notre existence quotidienne avait pris des résonnances nouvelles. Mais cette nuit-là allait achever de nous faire pénétrer le secret des choses immobiles.

Il se leva, sans nous donner aucune explication; nous étions habitués à ses manières.

— Venez, nous dit-il en ouvrant la porte.

La nuit était légère, d'une fraîcheur doucement acide, comme sont les nuits de la fin de mai. Il y a moins de parfums qu'au début du printemps, mais une sorte de mollesse grisante qui enveloppe l'être et excite la sensibilité. La lune, au premier quartier, luisait, faible, mais son reflet suffisait à teinter de bleu le sommet des vieilles maisons humides.

Il fit quelques pas dans la ruelle, s'arrêta devant une allée obscure, puis, se retournant :

— Suivez-moi; dit-il, vous comprendrez.

Je croyais connaître la ville; mon parrain et Damien me l'avaient fait visiter, et l'un et l'autre y avaient toujours vécu. Mais ce que j'en découvris ce soir-là était une face si secrète que maints citadins doivent y vivre leur existence entière sans la soupçonner seulement. J'avais parcouru quelques-unes de ces allées qu'on appelait jadis des *trajes*, et qui, communiquant entre elles, permettent de traverser de part en part des pâtés de maisons. Mais je n'avais pas suivi l'étranger depuis cinq minutes que je me trouvai totalement désorienté, et Jean-Pierre, Claudinet, voire Damien lui-même, ne l'étaient pas

moins que moi. Notre guide, cependant, marchait d'un pas assuré, s'engageait sous des voûtes, glissait au long de corridors d'encre où une odeur âcre nous prenait à la gorge. Nous suivions des murs, traversions des cours si étroites qu'en levant les yeux vers le ciel on croyait regarder au fond d'un puits, et qu'il paraissait impossible que des êtres humains pussent prendre leur lumière dans ces abîmes d'ombre. Nous descendions des marches, remontions sur de lentes pentes humides; et tout ce décor prodigieux dont notre inconnu emmêlait soigneusement les replis, s'animait peu à peu d'une vie secrète, comme un bourgeon de marronnier qui s'ouvre sous nos yeux, s'épanouit, étend ses feuilles ainsi que des mains. C'était une lucarne grillagée, derrière laquelle un rideau rouge était éclairé faiblement; c'était un escalier en spirale accroché au flanc d'une maison et qui, sous la lueur de la lune, semblait s'enfoncer en vis dans le ciel; c'était des portes anciennes encadrées d'un arc en anse de panier, surmontées d'un fleuron de pierre, et dont le lourd vantail était hérissé de clous...

Je ne sais pas combien de temps dura cette course silencieuse. Nous marchions sans faire de bruit, l'un derrière l'autre, en file. La jambe lourde de Claudinet sonnait seule, de temps en temps, sur quelque dalle descellée. Nous nous confiâmes plus tard que nous étions aussi gênés qu'exaltés, et qu'une sorte de crainte à fleur de peau nous pénétrait. Mais, malgré tout, nous étions joyeux, nous goûtions l'inattendu de cette course nocturne, et notre jeunesse y gagnait des fortunes nouvelles.

Nous arrivâmes au pied d'un mur incurvé, énorme, maçonné en blocs de la taille d'un homme. Nous étions sans doute au pied du château, mais quand je levai les yeux pour tenter de distinguer une des gargouilles ou la file des créneaux, je ne vis qu'un reflet de lune sur un pan de muraille, si haut que j'en éprouvai un vertige; il me sembla que le sol me manquait sous les pieds, que l'inconnu nous avait conduits dans je ne sais quelle profondeur mystérieuse, hors du monde logique des vivants. Il s'arrêta, nous groupa autour de lui.

— Écoutez, dit-il.

Nous percevions vaguement dans l'ombre sa grande silhouette penchée vers la muraille.

— Écoutez.

Dans le silence de la nuit, on entendait un gémissement, non pas un gémissement d'homme ou d'animal, un gémissement plus inhumain, qui semblait sortir de la pierre elle-même, avec un écho faible, mais clair, qui le répercutait. J'écoutai plus attentivement : c'était une source qui coulait goutte à goutte, prisonnière, à l'intérieur de la tour. Peut-être avais-je longé souvent le pied de cette muraille, si, comme je le croyais, elle faisait partie du château, mais je n'avais jamais entendu cette eau secrète. Peut-être les rumeurs de la journée empêchaient-elles d'en percevoir le faible bruit. Peut-être, simplement, n'étais-je pas assez attentif à l'existence invisible des choses?

Nous repartîmes encore. Nous arrivâmes, par un corridor en pente, devant une fenêtre, d'où nous apparut un pan de la ville, grise et bleue, abstraite et geométrique, comme sortie d'un songe d'histoire; puis, à une grande grille de fer forgé, dont les volutes s'enroulaient sur elles-mêmes avec la délicatesse d'une dentelle, et derrière laquelle on apercevait quelques arbres, une pelouse d'argent, et, plus loin, les contreforts robustes de la cathédrale. Tout naissait devant nous, inattendu, surnaturel; les mystères immobiles de la pierre s'accrochaient les uns aux autres avec la logique des rêves. « Venez! » dit encore l'inconnu. Nous nous trouvâmes dans une cour exiguë, pavée de pierres rondes; nous nous assemblâmes autour de lui. Et soudain, une lueur jaillit. Il avait roulé en torche un journal, y avait mis le feu et en projetait la clarté jaune autour de lui. Nous aperçûmes un petit cloître gothique, avec des arceaux étroits et de curieuses clefs de voûte où grimaçaient des monstres. « Ici, nous jeta-t-il. Regardez! » Nous nous approchâmes tous les quatre du point qu'il nous indiquait. De la muraille grise sortait une tête crispée, avec un grand rire de pierre et des yeux qui nous regardaient, et, au-dessus de ce mascaron ridicule, la main de l'inconnu touchait, comme un symbole, un cœur de pierre d'où sortait une flamme.

C'est peu de temps après cette nuit-là qu'il commença à nous parler du grand projet. Peu à peu, et avec des précautions minutieuses. Mais d'avance, n'étions-nous pas con-

vaincus et prêts à le suivre, comme nous l'avions suivi dans le labyrinthe des allées sombres?

Jean-Pierre et moi, qui, malgré notre enthousiasme, nous piquions d'esprit critique, avions voulu, quelques jours après notre promenade nocturne, en retrouver les cours et les couloirs. « Ce ne sont que des allées sales, en somme... », disait Jean-Pierre, partagé entre le désir de céder à son rêve et la crainte d'être dupe. Nous retrouvâmes quelques-uns des lieux où l'étranger nous avait conduits, mais si dépouillés de leur prestige, si nus dans la pâleur d'un jour avare, que nous hésitâmes à les reconnaître; je demeure encore mal convaincu que nous les ayons réellement retrouvés, et qu'il n'en existe point d'autres, — les vrais, — dont l'étranger seul ait jamais connu le chemin. Mais peut-être... Car il nous manquait, pour donner aux choses immobiles la vie qui nous avait émus, cette faculté de transfigurer le réel, — ce cœur flambant, image de la foi.

Et le soir, à côté de l'inconnu, au restaurant, ni Jean-Pierre ni moi ne pouvions nous empêcher d'éprouver une satisfaction obscure, mais pleine, comme celle du dormeur qui, après un rêve admirable, s'éveille dans une réalité fade, mais qui constate, avec joie, en refermant doucement les yeux, que les bienfaisants fantômes ne l'ont point abandonné. Et comme lui, nous nous replongions dans notre rêve avec de plus vives délices.

L'été approchait : les orages qui l'accompagnent dans toute la région, chaque année, avaient déjà commencé. La rue Basse du Château, quand nous arrivions dans son ombre, hors du grand soleil de la place Saint-Léger, nous semblait une oasis. Le soir, dans la chambre de l'inconnu, où nous nous réunissions presque chaque jour, un air frais pénétrait, venu du parc du château, avec l'odeur des marronniers. Était-ce l'effet de la chaleur, de cette insidieuse mollesse que l'été glisse dans nos muscles, nous avions, tous les quatre, moins d'entrain au travail. Claudinet lui-même, c'est tout dire, scrupuleux jusqu'à la manie, se plaignait pourtant de sa tâche et la jugeait monotone. « Quoi ! le taquinions-nous, les contrats de mariage, cela ne t'intéresse plus? » Mais Jean-Pierre lui aussi n'avait pas de courage, et ne lisait plus *le Capital*, ni *le Pour et le Contre*; je ne me souciais plus guère des installations électriques, et Damien,

le fougueux Damien, ne lisait plus André Gide et négligeait ses amies. Était-ce l'été? Ou n'était-ce pas plutôt le résultat de cette influence quotidienne qui nous arrachait à notre vie habituelle, et jetait en nous le ferment de je ne sais quels désirs irréalisables et merveilleux?

Le projet prit corps devant nous, mais nul de nous ne le vit naître ; un jour vint où il fut formé, examiné, accepté, sans que jamais notre mystérieux ami l'eût exposé en détail. Il s'agissait de partir, tous ensemble, sous sa direction. Où? Peu importait. Partir était la seule chose essentielle. Il nous arrivait d'en parler entre nous, et chacun interprétait ce projet d'après un thème personnel. S'agissait-il de voyager à travers le monde, jusqu'aux frontières du désert ou dans les forêts les plus secrètes? Ou de créer en marge du rêve et de la vie, une sorte de petit phalanstère où nous eussions été heureux?

A l'envisager sous un angle plus matériel, ce projet n'était peut-être point aussi insensé qu'il pouvait paraître, et je crois, maintenant, avec le recul de dix années, qu'il s'agissait, somme toute, d'une proposition assez simple. Les vacances approchaient : quinze jours encore, et je serais tout à fait libre ; Jean-Pierre et Claudinet avaient droit chacun à six semaines de congé, et rien ne retenait Damien dans la ville. Nous pouvions partir. L'inconnu avait même trouvé une tâche pour nous tous, mieux qu'une tâche, un prétexte.

Dans une haute vallée des Alpes, une entreprise construisait un gigantesque barrage : elle cherchait, pour payer chaque semaine les ouvriers qu'elle employait et pour vérifier leurs heures de présence, des jeunes hommes qui offrissent quelques garanties. Tel était l'aspect immédiat de ce projet.

Mais pouvions-nous nous en tenir à la lettre quand tant de prestiges plus subtils venaient en modifier le sens? Nous savions bien que ce départ n'était qu'un premier pas, que nous irions plus loin, que l'étranger nous entraînerait encore. Et comment résister à de telles suggestions, quand elles nous venaient de cet homme étonnant, sous les doigts duquel la dure réalité changeait si vite de visage?

Pour partir vraiment vers le monde inconnu, sans doute nous aurait-il fallu quelque *Orient-Express*, quelque *Étoile du Nord*, quelque *Harmonika-Zug*. . Le train que nous devions

prendre était un express toutes classes qui venait de l'autre bout de la France, mais n'avait pas la majesté géométrique des grands rapides. Il traversait la cité endormie, à l'aller comme au retour, dans ces heures de très petit matin qui précèdent l'aube, et où les villes les plus animées ressemblent à l'image antérieure de leur prochaine destruction.

Nous nous étions donné rendez-vous à la gare. J'y arrivai le premier, jetai un coup d'œil dans la salle des billets et, n'y voyant point mes amis, ressortis sur la place. Le pas inégal de Claudinet sonnait sur le trottoir de l'avenue municipale ; il portait une lourde valise, trop lourde pour lui, dans laquelle il devait avoir entassé sa maison entière. Damien et Jean-Pierre nous rejoignirent quelques minutes plus tard. Allons, nous ne risquions pas de manquer le train : près d'une demi-heure d'avance. Plus calme, notre guide n'était pas encore là.

Il tombait une petite pluie fine qui semblait immobile, mais nous pénétrait lentement; depuis trois jours, d'ailleurs, il pleuvait sans discontinuer. Cela avait commencé par un violent orage, aux gouttes énormes; le ciel s'était obscurci et l'atmosphère, depuis lors, était moite et lourde. Ni l'eau ni l'ombre n'empêchaient la chaleur de nous accabler; nous nous sentions cette peau humide, un peu grasse, que donne une nuit sans sommeil.

Nous n'avions, — en tout cas, je n'avais, — pas dormi du tout. Nous avions passé la soirée, les valises faites au cours de l'après-midi, dans la chambre de notre ami, après avoir averti la brave mère Verchy de notre absence illimitée. Pour la forme, Jean-Pierre et Claudinet avaient bien annoncé qu'ils reviendraient dans six semaines, mais nous savions tous que c'étaient là parole en l'air, et que fixer des bornes à notre évasion était attacher une chimère. Nous avions bu du vin de Jérez, l'étranger avait rejoué les czardas qui, la première fois, nous avaient bouleversés. Je ne dirai point ce qu'était notre exaltation, celle de Damien, exubérante, celle de Jean-Pierre, plus contenue, intellectuelle, celle de Claudinet qui s'alliait en lui à une sorte de vénération à l'égard de notre mystérieux ami, et la mienne... Vers dix heures, nous nous séparâmes pour reposer quelques instants, mais la joie tumultueuse et le souci d'être prêt à l'heure m'avaient empêché de dormir, et, à en juger à leurs visages, mes amis avaient passé la nuit comme moi.

Nous nous assîmes sur un banc, à côté de la porte, dans la grande salle déserte où flottait une odeur de colle forte, de goudron et d'humidité. Les objets, comme les hommes, somnolaient doucement. Nous-mêmes étions mal réveillés, et si notre enthousiasme, au fond de nous, demeurait intact, c'est qu'il était solidement chevillé.

Le temps passa, et il ne resta plus que dix minutes avant l'arrivée de l'express. Nous échangions des remarques inquiètes. Pourquoi notre ami n'était-il pas là? Je sortis, regardai ; les lampes électriques, en réfléchissant leur lumière dans l'eau qui engluait les pavés, étiraient démesurément la place. Un voyageur arriva en courant, cahoté dans son trot par deux lourdes valises qu'il portait à bout de bras. Mais c'était un gros homme court à figure rouge.

Je revins près de mes camarades.

— On n'a plus le temps d'aller jusqu'à sa chambre, dit Damien.

Nous avions, tous les quatre, les yeux fixés sur l'œil énorme de l'horloge, où la grande aiguille avançait par saccade, à chaque minute. Il ne restait plus que six minutes.

— Il faut prendre les billets, dis-je. Il peut arriver juste à l'heure; il ne faut pas, à ce moment-là, encombrer le guichet.

Les billets pris pour la gare frontière, nous décidâmes de passer sur le quai.

— Et s'il y était déjà ? suggéra Claudinet.

Nous étions tous, plus ou moins, accrochés à ce nouvel espoir. Claudinet resta près de la porte, avec Jean-Pierre, afin de surveiller les valises. Damien partit en courant dans une direction, moi dans l'autre. Les quais étaient presque déserts; un employé, assis sur des caisses, fumait une cigarette ; un voyageur lisait un livre sous un bec de gaz qui tremblait. J'inspectai les salles d'attente : celle des premières classes était vide ; dans celle des secondes, mon gros voyageur de tout à l'heure reprenait lourdement haleine. Sur les banquettes de bois de la salle réservée aux troisièmes classes une masse grouillante d'émigrants italiens était serrée sur elle-même dans un enchevêtrement inextricable. Non, notre guide ne pouvait pas être là : je refermai la porte, un peu écœuré par l'odeur humaine. Je rejoignis mes amis ; Damien revenait à nous en courant.

— Le train a une heure de retard, nous cria-t-il d'un ton joyeux.

Il nous sembla soudain que ce retard du train, c'était l'incident que chacun de nous attendait, qui nous prouvait de façon péremptoire que la Providence nous était propice, que nous avions bon vent. Peut-être notre inconnu avait-il eu connaissance de ce retard, peut-être allait-il arriver au dernier moment, juste à la minute qu'il faudrait, pour conduire notre petite troupe désorientée.

Un de nous proposa d'aller voir dans sa chambre. Un autre fit observer qu'ainsi on risquait de le manquer, s'il passait par une autre rue. Un sous-chef de gare, manchon blanc à la casquette, sortit d'un bureau. Nous le questionnâmes : un de nous pouvait-il retourner en ville ?

— Oh ! vous savez, répondit-t-il, il y a déjà longtemps qu'on nous a annoncé cette heure. Il a bien pu en rattraper les trois quarts.

Allons, il fallait rester là, attendre... D'ailleurs, nous étions moins tourmentés, maintenant que nous avions lu, sur l'ardoise, l'indication du retard. Cela rendait si explicable l'absence de notre compagnon ! Damien énonça ce que nous pensions tous : il avait oublié quelque chose, s'en était aperçu à la gare, et était retourné le chercher. Cela ne nous rassurait pas tout à fait, puisque, de la gare chez lui, il ne fallait guère plus de dix minutes, et que nous étions tous là une demi-heure avant l'instant prévu. Mais nous aimions autant ne point faire trop d'objections à notre espoir. Et tant que, de la ville d'eaux voisine, dernière station où l'express s'arrêtât avant la nôtre, il n'aurait pas été signalé, nous n'avions pas à être trop inquiets.

Assis tous les quatre près de la grosse horloge dont nous ne pouvions nous empêcher de regarder sans cesse le cadran, nous essayions de prêter attention aux bruits de la gare. L'intérieur était plus animé que l'extérieur. Un train de marchandises passa devant nous sur la voie montante ; nous vîmes défiler lentement de lourds chargements de charbon, des wagons à bestiaux, et de grandes caisses dont chacune contenait une automobile. Puis, sur les voies de triage, un coucou tout soufflant vint chasser des wagons en les jetant sur les aiguillages avec un grand coup de ses tampons. Nous ne parlions pas ; la fatigue et la crainte nous rendaient peu loquaces.

Je n'étais pas sans éprouver une sorte de joie obscure à regarder cette activité nocturne de la gare, et le temps passa sans que j'y prisse garde.

Soudain, près de nous, une sonnette retentit. Était-ce pour annoncer notre train, ou était-ce sur une autre ligne? Je m'approchai du sous-chef à casquette blanche, qui faisait tourner sur son cadran la manette du télégraphe. Il me reconnut :

— Vous voyez, me dit-il, il a rattrapé vingt minutes.

Un lourd désespoir nous saisit. De la dernière station il ne fallait pas plus de trois ou quatre minutes. Notre guide n'était pas là : il nous avait abandonnés.

— Il ne viendra pas, dit Claudinet, si bas qu'on entendit à peine ses paroles.

— Qu'en sais-tu? répliqua Jean-Pierre. Mais sa voix était dure et rauque.

Instinctivement, nous regardions vers le portillon d'entrée, où somnolait l'employé qui poinçonnait les billets, puis vers l'horloge où l'aiguille continuait à avancer par bonds. Et enfin, d'un seul coup, nous fûmes contraints de nous détourner. Loin encore, on entendait le roulement sourd du train qui fonçait vers nous. Nous attendions, d'un instant à l'autre, de voir surgir, entre la Rotonde des machines et le bâtiment des Messageries, ses trois phares jaunes.

Le sous-chef siffla un trémolo bref. Un employé cria (par habitude sans doute, car nous étions au fond du quai contre le mur) :

— Attention au train!

La locomotive passa devant nous, énorme, et nous jeta une bouffée de chaleur; les wagons grincèrent sur les rails et s'immobilisèrent.

— En voiture!... cria-t-on.

Mais aucun de nous quatre n'avait fait un mouvement vers le train. Quel sens avaient désormais cet express, ces rails, ces wagons, puisque celui qui devait nous conduire n'était pas là? Damien s'était placé près du portillon d'entrée, et regardait dans la salle des billets. Il se retourna vers nous et haussa les épaules. Son fin visage, que la fatigue et la tristesse amenuisaient encore, exprimait une détresse infinie.

— Eh bien? dis-je.

Le train sifflait. Jean-Pierre et Damien reprirent leurs

bagages, rentrèrent dans la salle. Je les suivis. Mais, au moment de franchir la porte, je me retournai encore. L'express s'ébranlait, glissait lentement.

— Eh! Claudinet, criai-je.

Il était resté immobile, comme frappé de stupeur : ces wagons qui s'éloignaient emportaient son espoir et son amitié. Il ne se détourna et ne vint vers nous que lorsque le fourgon de queue eut passé devant lui, et qu'il eut vu le feu rouge d'arrière s'enfoncer lentement dans la nuit.

Quand nous ressortîmes de la gare, le petit jour blanchissait faiblement le ciel; et sous la pluie qui continuait de tomber, inlassable, on voyait déjà rôder dans les rues ces êtres inattendus qui sortent des murs des villes, dans la pénombre propice.

Nous traversâmes la cité blême sans prononcer une parole. Nous étions si préoccupés que nous oubliions de ralentir le pas pour ne point fatiguer Claudinet; mais sa jambe et sa lourde valise le retardèrent tant qu'il se trouva de plusieurs mètres en arrière. Je m'arrêtai, lui pris son fardeau, et repartis. Nous arrivâmes ainsi sur la place Saint-Léger, où nous aurions dû nous quitter pour rentrer chacun chez soi. Mais, malgré tout, il nous restait au cœur un faible, un dernier espoir. Peut-être était-il tombé malade, cette nuit, — peut-être allions-nous le trouver au lit, secoué par la fièvre. Damien, sans rien expliquer, proposa de monter jusqu'à la chambre de notre ami. Nous gravîmes les quatre étages de l'escalier de bois qui craquait et gémissait sous nos pas, avec une vive émotion. Nous jouions le dernier atout du jeu, de notre grand jeu d'aventures.

Nous nous trouvâmes déçus avant d'avoir franchi le seuil. La clef était sur la porte, et l'huis entrebâillé. Nous entrâmes cependant. La chambre était demeurée ce qu'elle était quand nous l'avions quittée, quelques heures auparavant. Le lit était intact, les rideaux baissés; et l'odeur de nos cigarettes y flottait encore, mais froide et rance. Sur la table de toilette, les cinq verres disparates étaient restés, auprès de la bouteille de Jérez vide. Mais tout ce qui manifestait la présence vivante de notre ami inconnu, avait maintenant disparu. On avait l'impression, en constatant un certain désordre, qu'il avait fait hâtivement

ses paquets et qu'il avait fui. Où? Quand? Qui nous le dirait jamais?

Instinctivement, nous nous assîmes comme d'habitude, en réservant la place, au pied du lit, où il avait coutume de s'installer pour jouer de l'accordéon. Nous nous jetions les uns aux autres de pauvres phrases fatiguées qui masquaient mal notre peine. Quelque chose en nous s'était fané, une instinctive croyance en je ne sais quelle vie merveilleuse, fleur tardive des jardins secrets de l'enfance, que nous avions cru saisir et qui venait de nous échapper. Nous méditions, chacun pour soi, pleins d'une secrète détresse, et de nos pensées sortait lentement un sentiment de trouble qui nous alourdissait, nous donnait une densité nouvelle. Et, cependant, c'est bien plus tard que j'ai compris la silencieuse leçon de l'inconnu de mes dix-huit ans.

Nous étions là depuis une heure peut-être, quand Damien dit :

— Et maintenant?

— Je rentre à l'étude, dit Claudinet, d'un ton de courage contraint.

— Moi à la banque, ajouta Jean-Pierre.

— Allons, dit Damien, en haussant les épaules, du geste qu'on a pour remettre sac au dos.

— Allons! conclus-je en me levant.

Au moment où nous allions sortir, Damien poussa un cri d'étonnement et tendit le bras vers un coin de la pièce. C'était, abandonné entre le lit et le mur, jeté là comme une masse informe, un vieil accordéon fatigué qui poussa un gémissement quand notre ami le saisit entre ses mains malhabiles.

DANIEL-ROPS.

L'EXPANSION CIVILISATRICE DE LA FRANCE

La Gaule romaine était à peine constituée en royaume des Francs, qu'elle sentait sourdre en elle la mission de civiliser sur ses frontières les peuples attardés; — et ce fut l'origine de l'Europe moderne.

Pour arrêter les invasions des peuplades germaniques, elle les « contre-civilise »; cela veut dire que, par une sorte d'abcès de fixation, elle bloque les éruptions catastrophiques, qui s'appellent, en histoire, invasions barbares, invasions normandes, invasions sarrazines et qui, toutes, menaçaient de destruction définitive ce qui restait de la civilisation méditerranéenne.

Les mérovingiens, les carolingiens, les capétiens envoient des évêques et des moines évangéliser les régions immenses, inconnues, qui s'étendent du Rhin au Danube et aux mers septentrionales et leur imposent des sentiments nouveaux. Guillaume le Bâtard installe un bastion de défense et de civilisation en Angleterre. Des dynasties de résistance sont établies en Espagne, en Portugal, en Sicile, en Hongrie; et progressivement à Jérusalem, à Constantinople, en Grèce, dans l'Archipel. Le Danemark, la Suède, la Norvège sont christianisés, c'est-à-dire civilisés par les missions françaises. L'Université de Paris achève ce que l'évangélisation, les contacts et le commerce ont entrepris. On « fait » les esprits et les âmes. La chevalerie sème, de par le monde, la morale française. L'*opus francigenum*, importé par les architectes et les décorateurs des bords de la Seine, de la Loire, de la Garonne, s'installe dans les capitales

et dans les moindres bourgades : ses monuments subsistent comme le témoignage séculaire de cette entreprise de propagande par la beauté pour la sécurité qui fut, par excellence, *l'œuvre française*.

Cependant, les siècles ont tourné. Le moyen-âge touche à sa fin. La grande unité chrétienne est compromise ; la robe sans couture est déchirée. Que va-t-il advenir de cette entreprise qui, après avoir sauvé la Méditerranée, christianisé et fondé l'Europe continentale, voit s'ouvrir devant elle les mers infinies, l'océan au lointain rivage que le Génois vient de parcourir, les terres où repose l'or et un inimaginable espoir ?

LA FRANCE ET L'OCÉAN ATLANTIQUE

La France est à peine sortie du péril vital de la guerre de Cent ans. Déjà Charles VIII chevauche vers l'Italie. Mais, dans l'entre-temps, autour du pays qui se relève, avec tant de peine, de sa grande ruine, une Europe nouvelle s'est formée : des puissances concurrentes ont surgi : Portugal, Espagne, Autriche, Angleterre. La Méditerranée s'est comme voilée soudain. Les hautes aventures sont ailleurs. L'Afrique contournée, l'Amérique découverte, la France, à peine rendue à elle-même, s'aperçoit qu'elle est, elle aussi, une puissance atlantique ; elle s'aligne pour cette nouvelle course aux expansions inconnues.

François Ier, sur l'initiative de l'amiral Guillon le Roy, grand père du cardinal de Richelieu, fonde le Havre à l'embouchure de la Seine, et les lettres patentes qui ordonnent la création du port s'expriment avec une autorité frappante sur les raisons qui déterminent le souverain. Il s'agit, d'abord, « d'avoir un port sur la mer Océane », en raison des nouvelles découvertes qui ont eu lieu dans les eaux occidentales et, en second lieu, « d'offrir un abri sûr aux vaisseaux marchands qui naviguent sur cette mer ». Le prince qui a signé ces actes et qui, par une volonté persistante et une prédilection remarquable, ne s'est pas relâché un instant du dessein qu'il avait conçu, s'inscrit, ne serait-ce que par ce seul fait, au rang des plus grands hommes d'État. Il devinait le grand balancement qui allait se produire sur la planète, l'Orient le cédant à l'Occident. Or, pour ces nouvelles entreprises, la

France est prête. On pourrait même dire qu'elle était en avance sur les autres peuples navigateurs.

Il n'est pas douteux que, dès le XIVe siècle, les marins dieppois fondaient, sur la Côte d'Or et sur la Côte d'Ivoire, des établissements, « Grand » et « Petit Popo », humbles prémices de notre colonisation de l'Afrique occidentale et dont j'ai pu faire reconnaître encore le droit préexistant dans nos négociations avec l'Angleterre. Il semble établi que les pêcheurs de nos côtes avaient entrevu et peut-être occupé la terre américaine avant que Christophe Colomb et ses Espagnols se fussent élancés à sa recherche. Lescarbot, qui écrit à la fin du XVIe siècle, nous transmet cette tradition, recueillie dans les ports français, et la traduit en son langage coloré à propos de la « découverte », soi-disant récente, de *Terre-Neuve*, *Bacalos*, et *Canada* :

« Il est bon avant tout, écrit-il, d'éclaircir le lecteur de ces trois mots, desquels tous les géographes ne conviennent point entre eux. Quant au premier (Terre-Neuve), il est certain que tout ce païs se peut appeler Terre-Neuve et le mot n'en est pas nouveau : car, *de toute mémoire et dès plusieurs siècles*, nos Diépois, Malouins, Rochelois, et autres mariniers du Havre-de-Grâce, de Honfleur et autres lieux, ont fait les voyages ordinaires en ce pays-là pour la pêcherie des morues dont ils nourrissent presque toute l'Europe et pourvoyent tous vaisseaux de mer... Et, par un mot plus général, on peut appeler « Terre-Neuve » tout ce qui environne le golfe de Canada où les Terre-Neuviers indifféremment font tous les ans leur pêcherie et ce que j'ay dit estre depuis plusieurs siècles, et *partant ne faut qu'aucune autre nation se glorifie d'en avoir fait la découverte.* Outre ce que cela est très certain entre nos mariniers normans, bretons et basques, lesquels avoient imposé nom à plusieurs ports de ces terres avant que le capitaine Jacques Quartier y allast, je mettrai encore icy le témoignage de Postel que j'ay extraict de sa charte géographie (voilà bien l'école de nos géographes se reliant aux découvertes de nos navigateurs) en ces mots : *Terra haec ob lucrosissimam piscationis utilitatem a Gallis adire solita, et ante mille sexcentos annos frequentari solita est, sed hoc, quod sit urbibus inculta et vasta, spreta est.* De manière que notre Terre-Neuve estant du continent de l'Amérique, c'est aux Français qu'appartient l'honneur de la

première découverte des Indes occidentales et non aux Hespagnols (1). »

Il paraît certain, en tout cas, que le capitaine Cousin, et l'un de ses compagnons, Vincent Pinçon (peut-être le même qui commandait l'une des caravelles de Christophe Colomb, la *Pinta*, dans le voyage de la découverte), avaient touché la terre occidentale quelques années avant ce voyage. Christophe Colomb dut s'abriter aux Açores contre des corsaires français qui gardaient ces voies de la mer. Il est avéré que Pinot Paulmier de Gonneville toucha, après d'autres, une terre occidentale par delà l'Atlantique, sans doute le Brésil, en 1503 ; qu'en 1506, il y avait des indigènes brésiliens à Rouen ; qu'en cette même année, 1506, Jean Denis de Honfleur et son pilote Gamart de Rouen atterrissaient à Terre-Neuve, qu'en 1508, le capitaine Aubert, envoyé par le frère du célèbre Ango, y fonde un établissement. En 1529, Jean Parmentier atterrit, après d'autres Normands, à Sumatra, et les faits de découvertes, d'atterrissements, de créations de comptoirs, de développements coloniaux proprement dits, se multiplient de telle sorte qu'il est impossible d'en dresser la liste dominée historiquement par l'expédition de Jean Verazzano, que François Ier dépêche en 1523. Ainsi se manifeste le « grand plan colonial officiel » signalé par M. de La Roncière, plan qui met aux champs le conseil espagnol et qui motive la spirituelle boutade de notre François Ier, quand Charles-Quint fait mine de protester : « Est-ce déclarer la guerre et contrevenir à mon amitié avec Sa Majesté que d'envoyer là-bas mes navires ? Le soleil luit pour moi comme pour les autres. Je voudrais bien voir la clause du testament d'Adam qui m'exclut du partage du monde (2). »

Ces origines établissent les droits anciens de l'expansion française sur les terres nouvelles. La politique, la marine, le commerce, la colonisation s'emparent de ces premières semences éparses. Il en naîtra la grande création coloniale de la France non seulement en Amérique, Canada, Terre-Neuve, Mississipi, Louisiane, Antilles, Guyane, mais aussi dans le reste du monde :

(1) *Histoire de la Nouvelle France, contenant les navigations*, etc., par Marc Lescarbot. — Cf. de La Roncière, *Histoire de la marine française*, t. III, et Gravier, *Vie de Samuel Champlain*.

(2) Le cardinal de Tolède à Charles-Quint, 13 novembre 1540.

Côte occidentale d'Afrique, les Indes, le Cap, la Réunion, Maurice, Madagascar, l'Océanie.

Seeley fait l'observation suivante : « Un prophète politique comparant les chances des deux puissances colonisatrices, la France et l'Angleterre, au moment de la Révolution de 1688 et même beaucoup plus tard, et tenant compte de l'avantage que la position de son territoire colonial en Amérique, appuyé sur les deux grands fleuves, le Saint-Laurent et le Mississipi, donnait à la France aurait été certainement induit à prédire que, dans l'avenir, l'Amérique du Nord appartiendrait à cette puissance plutôt qu'à l'Angleterre » ; et il applique cette même observation aux établissements des deux puissances en Asie et en particulier aux Indes, où, dit-il, elles s'avançaient *pari passu*.

Cependant, dès le XVI^e^ siècle, l'œuvre de François I^er^, à peine ébauchée, est en péril. Il n'est que trop facile d'en discerner la raison. Les guerres dites de religion sont, pour la France, comme une seconde guerre de Cent ans. Elle se replie sur sa querelle intérieure et se détourne des grandes œuvres mondiales. Cette défaillance était escomptée par les puissances rivales. On attribue en effet aux Hollandais ce propos : « Les Français s'entendent si mal entre eux que leur ruine est à prévoir. »

Il n'est pas douteux que les passions religieuses furent un obstacle quasi insurmontable à l'œuvre de l'expansion de la France, alors qu'elle s'était jetée, des premières, vers les mondes nouveaux, et qu'elle les avait abordés d'un si magnifique élan. Il faut donc envisager, sous l'angle de l'expansion et de la civilisation, ce débat religieux si grave et de telle conséquence pour la France elle-même, précisément à l'époque où des horizons nouveaux s'ouvraient devant elle.

L'EXPANSION ET LA RELIGION

La véritable question est de savoir si l'expansion sur les terres lointaines peut se justifier, si elle n'offre pas un idéal de civilisation supérieure et si cet idéal lui-même ne doit pas être soutenu par une croyance religieuse.

Logiquement, toute action prolongée d'un peuple sur l'autre suppose un bienfait offert dans les mœurs, dans la direction

sociale, non moins que dans la prospérité matérielle. Il n'y a de conquête excusable que si elle conserve, protège, élève les peuples qu'elle soumet.

Pour toute puissance civilisée, fille de la civilisation méditerranéenne, l'expansion aboutit donc, logiquement, à une extension de la morale chrétienne, puisque celle-ci est à la base de toute la civilisation moderne. Et il se trouve, en fait, que toutes les puissances qui ont exercé ou exercent une influence extérieure ont eu et ont des missionnaires. En fait également, il s'est trouvé que les populations occupées, colonisées, ou seulement entraînées dans un courant civilisateur, n'ont pu s'adapter au bienfait qui leur était présenté que par un mouvement plus ou moins marqué de leur part vers la pensée supérieure qui animait les peuples expansionnistes. Si, par suite d'un esprit farouche de résistance, ou, au contraire, par suite d'une trop cruelle exigence des maîtres, cette amélioration ne se produit pas, ou bien les populations conquises retournent à la barbarie, ou bien elles périssent faute d'adaptation.

L'Amérique présente, à ce point de vue, un exemple frappant livré à la méditation de l'histoire : dans l'Amérique du Sud, malgré les excès dénoncés par Las Cazes, la race autochtone christianisée a survécu en grande partie et s'est jointe au grand cortège de la civilisation, tandis que, dans l'Amérique du Nord, la race indigène a, pour ainsi dire, disparu. Il faut conclure qu'il y avait quelque chose de logique dans le procédé d'expansion qui faisait appel aux missionnaires, puisqu'il a sauvé la race dans les pays latins, tandis que le système contraire l'a à peu près anéantie sur les terres septentrionales.

Plus ardents, plus désintéressés, emportant avec eux, non seulement les vertus chrétiennes, mais les sentiments chrétiens, les éléments religieux avaient, pour pénétrer jusqu'au cœur des populations indigènes, une aptitude qu'assurément le commerçant, le militaire, le politique ne pouvaient leur disputer.

L'erreur commise par certains colonisateurs fut de se laisser entraîner jusqu'à recourir à la contrainte, et cela au rebours de la véritable pensée chrétienne qui attend tout de l'adhésion volontaire et de la conversion spontanée, selon le sens exact des expressions *croyance* et *foi*. Si la douceur et la mansuétude religieuses furent d'excellentes méthodes coloniales, l'intolé-

rance et la tyrannie furent, de toutes, les plus abominables et les plus funestes.

Il convient d'ajouter que, pour la France en particulier, les dissensions religieuses, qui firent tant de mal à la métropole, eurent le funeste effet de détruire dans la racine de précieux établissements. Ces maux ne se corrigèrent pas aux colonies, même quand l'Édit de Nantes eut inauguré en France le principe de la tolérance religieuse.

Les guerres de religion contribuèrent donc grandement à frapper d'impuissance l'expansion française au XVI^e^ siècle.

Cependant le désir de ne pas se désintéresser des découvertes lointaines subsistait et le règne de Henri IV marqua une reprise qui devait aller se développant sous Richelieu, sous Mazarin, sous Colbert et jusqu'à la période des revers de la fin du règne de Louis XIV. Ce fut l'époque du grand effort colonisateur et civilisateur sous l'ancien régime.

Comment exprimer ce qu'il a fallu de courage, d'énergie, d'endurance, de persévérance acharnée à cette France de Henri IV, de Champlain, du Père Joseph, d'Isaac de Razilly, de nos grands ministres, pour s'obstiner contre vents et marées à réaliser l'œuvre d'expansion mondiale, que ce fût aux Indes, en Amérique, au Cap, au Pôle Nord, aux Açores, au Brésil, en Guyane, à Java? Et cela, tandis qu'elle trouvait partout les voies de la mer barrées par les Espagnols, les Portugais, les Anglais, les Hollandais, par des bandits atroces comme ce Féarne, par des fourbes doucereux comme cet ambassadeur Edmonds, alors qu'elle se heurtait à l'inertie de l'opinion, à l'insuffisance des ressources, à l'incohérence des lois, aux vents contraires, aux distances infinies et à tous les périls de la mer? Quand on relève les pièges perpétuellement tendus, les contrats frauduleux, les guerres improvistes, les trahisons, les désertions, les corruptions, les morts par famine, par abandon, par ignorance, les disparitions innombrables dans l'Océan muet, quand on repasse tant d'heurs et de malheurs contradictoires, on ne peut que s'étonner d'un tel élan et de tant d'espérance contre toute espérance.

L'œuvre se réalisa cependant, s'éleva par soi-même et jeta de par le monde des bases si robustes que, trop souvent abandonnées, elles furent sans cesse reprises et restent en somme indestructibles.

L'histoire blâme les fautes commises ; mais il faudrait dire aussi que les erreurs ne sont pas toutes imputables à la volonté humaine, et qu'elles venaient aussi de fatalités essentielles auxquelles rien ne pouvait parer.

L'EXPANSION COLONISATRICE VICTIME DES ERREURS MÉTROPOLITAINES ET DES GRANDES GUERRES EUROPÉENNES

Le XVII^e^ et le XVIII^e^ siècle souffrirent d'un autre mal bien souvent reproché aux plus grands de nos ministres colonisateurs, Richelieu et Colbert. Il s'agit de cette étroite conception économique qui réservait à la mère patrie ou aux Compagnies privilégiées le monopole du commerce, système connu sous l'appellation technique de « pacte colonial », avec ses suites fatales, la stagnation économique, la disparition de la main-d'œuvre, la traite des noirs, etc.

Le mal ne fut pas spécial à la France. La première idée poussant à l'expansion sur les terres nouvelles fut, on le sait, un rêve de fructueuses et lointaines exploitations, selon le dicton trop répété, même de nos jours : « une colonie doit payer », — alors qu'une colonie ne doit pas être considérée ni traitée comme une ferme.

Les recherches de M. de La Roncière nous ont appris que si Christophe Colomb s'embarqua, ce fut pour trouver et recueillir, sur un autre revers du monde, le « fabuleux métal ». Cette conception initiale surplombe la fondation de la plupart des établissements européens sur le continent américain, de même que l'espoir d'un commerce plus direct avec les Indes et avec la Chine inspire les circumnavigations portugaises.

Incontestablement, ce sont nos Français : J. Cartier, Champlain, Lescarbot qui, les premiers, eurent le sentiment que le sol et la population indigènes étaient les véritables richesses coloniales, et qu'un établissement de pêcheries, de pelleteries, de production agricole, en un mot la « mise en valeur » d'un pays neuf, était d'un tout autre avenir que les trésors miniers captés par une impitoyable fiscalité.

Ceci dit, il faut reconnaître que c'est la recherche de ces trésors qui entraîna les esprits d'abord, et la première entreprise colonisatrice périt ou faillit périr par ses tares inhumaines, la destruction de la population indigène, la tyrannie

exercée sur la colonisation et sur l'entreprise particulière, la rigidité du monopole suscitant la flibuste et, pour couronner le tout, la traite des noirs, abominable reprise de l'esclavage antique.

L'empire colonial français s'écroula l'un des premiers. D'autres raisons, et des plus graves, contribuent à expliquer ce rapide avortement. Au moyen-âge, la France s'était constituée dans les cadres de la féodalité dont la vaste et souple hiérarchie lui avait assuré une remarquable unité. Quand la royauté, de concert avec la bourgeoisie des villes, eut entrepris de ruiner le système seigneurial, la France, comme une glace jetée par terre, se brisa, et la constitution d'une nouvelle unité fut la tâche que dut s'imposer le pays ; il eut à évoluer de l'unité féodale à l'unité royale.

A cette tâche, l'énergie dynastique et l'énergie nationale se consacrèrent pendant de longs siècles, et on ne peut dire même qu'elle soit entièrement achevée. Car une double difficulté, à la fois intérieure et extérieure, s'opposait à une entière et prompte réalisation : c'était, au dedans, la résistance désespérée de la noblesse apanagère et, au dehors, l'opposition des puissances voisines, convoiteuses des provinces limitrophes et effrayées par la puissance grandissante du nouvel Empire. Lutte pour la vie à laquelle il fallait tout sacrifier. L'histoire de la France européenne devient ainsi une longue et douloureuse marche à la centralisation et aux limites naturelles, seuls gages futurs d'une formation complète et d'une absolue sécurité.

La centralisation fut assurée par un processus sans recul ; quant aux limites naturelles, l'ambition de les obtenir fut l'objet de guerres sans cesse renouvelées où la France jouait chaque fois son va-tout.

A la tête des puissances qui s'opposaient à la croissance française, il s'en trouva deux, toutes deux ses rivales, à la fois en Europe et dans les mers lointaines, la Maison d'Autriche-Espagne et l'Angleterre. Ainsi le problème national ne faisait qu'un avec le problème colonial. Et, par un surcroît de complications, il se trouvait que la plus importante, la plus convoitée des limites naturelles, celle qui couvrait Paris, c'est-à-dire la frontière du Rhin, était, en même temps, sous la dépendance de l'Autriche et sous la jalouse surveillance de l'Angleterre.

Les grands hommes d'État français, depuis Henri IV jusqu'à Louis XIV, se battirent pour le Rhin contre la Maison d'Autriche. Ils la vainquirent sans obtenir tout le Rhin, et cela parce que, dès que cet adversaire de la France qui occupait les Pays-Bas commença à fléchir, l'Angleterre entra en lice. Cette puissance se lia d'abord, puis se substitua à l'Autriche et à la Hollande pour prononcer le *veto* de la Barrière.

Ainsi les quatre grandes guerres du XVII^e^ et du XVIII^e^ siècle (quatre guerres qui n'en font qu'une et qui pourraient s'appeler la guerre de deux cents ans) se poursuivirent de 1610 à 1814. Engagées par Henri IV, conduites avec des succès divers par Louis XIII, Louis XIV, Louis XV, la Révolution et Napoléon, ces infinies hostilités eurent pour résultat de constituer l'unité française, exception faite pour la limite du Rhin. Et l'Angleterre pensa couronner la victoire finale des grandes coalitions européennes sur la France par un coup de maître, quand, au traité de Vienne, avec la tortueuse complicité de Talleyrand, elle établit, sur la rive gauche du Rhin, la Prusse et l'Allemagne nordique. Il lui semblait que toutes précautions étaient prises contre l'extension dangereuse de l'Empire français sur les terres formant pour lui une puissante garantie militaire, par l'habile manœuvre qui dressait l'une contre l'autre les deux puissances continentales, France et Allemagne. Elle ne s'apercevait pas, comme M. Thiers le prédit en 1870, qu'elle serait la prochaine victime d'une Allemagne ambitieuse et surgonflée reprenant, dans le monde économique, la position prépondérante qu'avait jadis occupée la finance des Fugger et le commerce de la Ligue hanséatique.

La victoire conjuguée des grandes puissances continentales et de la plus grande puissance maritime, l'Angleterre, eut un autre résultat plus directement encore profitable à celle-ci : la France, obligée de consacrer toutes ses forces à la cause de son unité continentale, manqua des ressources nécessaires pour défendre son empire colonial et elle l'abandonna, en quelque sorte, sans marine, sans soldats, sans vigueur, sans espérance, jusqu'au jour où Napoléon, jetant à l'eau le reste de la cargaison, céda, pour quelques écus, la Louisiane aux États-Unis. L'œuvre coloniale de l'ancien régime était pour ainsi dire anéantie. L'Angleterre en avait saisi la partie la mieux située et la plus fructueuse.

AU XVII^e^ ET AU XVIII^e^ SIÈCLE

Le tableau de l'histoire de la première expansion française sous l'ancien régime serait d'une philosophie par trop décourageante, si l'on n'en considérait que l'une de ses faces et si l'on n'envisageait, du même coup d'œil, un autre aspect des choses infiniment plus réconfortant et plus glorieux.

Par la guerre de deux cents ans, non seulement l'unité française était constituée, mais, si la colonisation française avait subi un grave échec, l'expansion civilisatrice de la France en Europe et dans le monde entier avait pris, durant ces siècles héroïques, un incomparable développement. La France, obligée de concentrer ses forces sur le continent, faisant de l'Europe le champ principal de son activité militaire, politique, économique, mise dans la nécessité d'y recruter des alliés, des appuis, des clients, recourut, comme d'instinct, à la méthode d'expansion par influence et par *contre-civilisation* qui avait été la sienne dans les premiers siècles de son histoire.

A ses portes, la Belgique, l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie, un peu plus loin, les pays du Nord, et l'Angleterre elle-même sous les Jacques et les Charles, se trouvèrent ainsi entraînés dans son orbite, moins peut-être encore par ses victoires et par ses subsides, que par ses exemples, son éloquence, sa raison, ses mœurs. *Gallia capta ferum victorem cepit.*

De même que la France féodale avait su conquérir une véritable hégémonie intellectuelle et morale, de même la France de Louis XIV et, plus tard, la France de la Révolution et de Napoléon, par une conquête de persuasion et de prestige, sut franchir les limites, soit conventionnelles, soit naturelles que la politique et la guerre lui assignaient, et une « plus grande France » se propagea au delà du Rhin, des Alpes, des Pyrénées. Ainsi, à la fin de la guerre de deux siècles, — de même que Louis XIV, par l'application du traité de Westphalie et par le succès quoique si disputé de la guerre de succession d'Espagne, avait étendu son hégémonie sur la plus grande partie de l'Allemagne, de l'Italie, de l'Espagne, etc., de même que le règne de Napoléon devait réaliser « la France des cent trente départements », — il était résulté, de cette double expansion par endosmose, une Europe nouvelle soumise à l'influence

française, à l'éducation française, à la langue française, j'oserai dire à la fascination des mœurs françaises.

Est-il nécessaire de retracer ici les grandes lignes de cette invasion, acceptée, recherchée, acclamée non seulement par les alliés, mais par les adversaires même et par les rivaux. Dans ces conquêtes par ascendant, en est-il de plus extraordinaire que celle de la Prusse, dont on a dit que « la France du XVIII^e siècle l'avait traitée, non seulement comme une rivale de sa vieille ennemie l'Autriche, mais comme une véritable fille adoptive empressée à s'assimiler toute sa civilisation, gouvernée par un monarque selon son cœur, qui ne cessait de lui prodiguer les marques les plus sincères de déférence à sa littérature et à sa langue » (1)? Est-il possible de surévaluer cet extraordinaire paradoxe d'un roi comme Frédéric II, très grand prince, très grand esprit, très maître de soi, conscient de sa tâche souveraine, traitant si mal son propre peuple, tandis qu'il se proclame poète français, philosophe français, amateur français, s'entourant de Français, comme s'il n'y avait de grandeur dans le monde, même contre la France, que si elle était célèbre et célébrée à la française ?

A parti du XVII^e siècle, l'Europe se range d'elle-même dans le cadre français, elle s'installe dans la vie française, elle repense la pensée française, elle s'imprègne de la philosophie française. La notion de l'État centralisé et fonctionnarisé gagne du royaume de Louis XIV aux extrémités du monde oriental. Ne parlons pas de ces satellites à grandes perruques que sont les petits princes allemands. Au delà de l'Allemagne, la Pologne, la Russie, la Suède se parent du décor français, des arts français, des modes françaises, non seulement dans les apparences extérieures, mais dans le for intérieur. Catherine II fait comme Frédéric II. C'est la main d'un Français qui fait galoper la statue de Pierre le Grand sur les rives de la Néva alignées, ornées, civilisées. Comment ne pas rappeler que, dès le XV^e siècle, les marchands français entrent en lutte avec les Hanséates et font des efforts admirables à la recherche du fameux « passage du Nord » ? A partir du XVI^e siècle, le diplomate Danzay, trop peu connu, ouvre les relations commerciales entre la Russie des tsars et les marchands parisiens.

(1) Reynaud, *Histoire générale de l'influence française en Allemagne*, p. 216.

Bientôt, la puissante alliance de la France et de la Suède sous Richelieu et Gustave-Adolphe règle les destinées de l'Europe. La France et la Suède n'oublieront jamais que Descartes mourut à Stockholm, appelé par la reine Christine.

Aux portes de la France, la Suisse, que des traités anciens ont unie au sort militaire de la France, lui rend, en un don magnifique, l'apport qui avait été celui de Calvin. A son tour, elle devient l'instrument de l'Universel par les œuvres de Jean-Jacques Rousseau, de Benjamin Constant, de Mme de Staël et de tant d'autres maîtres de la littérature, de la philosophie et de la science.

Allons au fond des choses. Le XVIIIe siècle français répand dans le monde la bonne parole des nouvelles croyances et les maximes (on dit les « principes ») qui traceront aux peuples la ligne de leur prochaine évolution et révolution. On entend sonner, jusque dans les États les plus attardés, ces paroles d'imprévu retentissement : liberté, justice, nationalité. Le pas est franchi et la leçon tombe des théoriciens aux foules. Celles-ci l'ont à peine entendue qu'elles se lèvent.

On parle de propagande littéraire et philosophique : la littérature ne touche que quelques-uns. Ce sont les grandes expériences politiques et sociales qui ébranlent les peuples. Des spectacles inoubliables, la grandeur et la fin de Louis XIV, l'effondrement de la catholique Espagne, l'apparition de l'empire russe, qui refoule dans le passé le vieux problème des croisades et déplace l'équilibre méditerranéen; d'autre part, des fautes inexpiables comme la révocation de l'Édit de Nantes, le partage de la Pologne, l'oppression du mercantilisme colonial, en un mot un immense remous de l'histoire causant d'immenses remous de la pensée, préparent une victoire soudaine aux puissances de libération contre le vieux machiavélisme impuissant, désuet, condamné! Il ne s'agit plus de vaines paroles, on passe aux actes. Et c'est encore la France qui donne le signal et prend le commandement.

LA CROISADE FRANÇAISE DE LIBÉRATION

L'esprit qui souffle, c'est l'esprit de la Révolution. Par les grandes épopées qui s'enchaînent, guerre de l'Indépendance américaine, 14 juillet, Valmy, puis par l'expansion révolution-

naire et napoléonienne, par la série des guerres d'affranchissement et des guerres de nationalité qui se déchaînent pendant un siècle et qu'enclosent les deux traités de Versailles, le traité de 1783 et le traité de 1919, la face de l'Europe, la face du monde se trouvera transformée.

L'esprit de la France, l'aide de la France, l'enthousiasme de la France ont accompli ces grandes œuvres de libération : ce sont les croisades du XIX^e^ siècle. Au cours de cette Iliade, les grands revers ne lui ont pas manqué, mais ils l'ont avertie. Les défaites de 1814, 1870, lui ont appris le poids des réalités, la mesure des difficultés, l'imprudence des faux départs. Elle a refoulé son romantisme d'un jour, contenu l'ambition de ses chefs magnifiques et elle s'est remise à la tâche interrompue dans cet esprit de vigueur et de mesure qui la caractérise.

Une fois de plus, elle a « contre-civilisé » les peuples hostiles et les a amenés à ses vues comme le meilleur préservatif contre leur hostilité, pour se garder elle-même et se prémunir. Mais elle agit, maintenant, à la moderne, par la paix et la persuasion, ayant rejeté à la ferraille les vieilles armes du moyen-âge.

L'expansion ainsi atténuée assure des succès solides, fondés sur la nouvelle morale internationale avec l'*ambitus* de la paix et l'élan de la fraternité. La croisade de la libération sera l'aboutissement normal et splendide de toute la propagande du XVIII^e^ siècle, commencée par la guerre de l'Indépendance américaine.

Car le point de départ est là. Autant le geste fut hardi, autant les effets furent imprévus et magnifiques. Au cours de la guerre de deux cents ans, l'Angleterre avait arraché à la France le continent américain. Mais le souvenir des premières amitiés françaises ne s'était pas effacé. Un beau livre de M. Finlay montre « la France vivante au cœur de l'Amérique » et l'auteur conclut en ces termes : « Grâce à des héroïsmes ignorés, la France a conquis la vallée du Mississipi sur un passé d'un million de siècles ; elle l'a faite sienne et l'a gardée pendant un siècle sous sa domination, et bien que, nominalement, elle n'ait plus aucun droit de propriété sur son territoire, elle conserve du moins le droit de toucher une sorte d'arriéré de fermage, de partager les fruits des vertus humaines qu'elle y a semées jadis. Ce droit-là, jamais le temps ne pourra

ni le lui enlever ni l'obscurcir : il ne saurait que l'augmenter. »

Ce « fermage », et ce « loyer » dû par l'Amérique, la France le multiplia à l'infini en se dévouant une fois de plus. A peine ses troupes et ses autorités avaient-elles quitté le continent américain que les hommes qui avaient lutté contre elles les rappelèrent pour conquérir leur indépendance. Et la France inaugura sur cette terre, où elle n'avait semé que des bienfaits, la grande guerre de la libération des peuples à laquelle elle se consacrait pour un siècle et plus. A l'heure du départ de La Fayette, l'histoire a tourné sur ses gonds. Une vocation instinctive appelle la France « chevaleresque » à des œuvres que l'ancienne chevalerie n'eût pas désavouées.

Sur le continent américain, ces mêmes volontés héroïques se développent sous le souffle chaleureux du génie français. Au Canada, 60 000 Français sont restés; ils se refusent à l'asservissement des mœurs; rien ne les fera fléchir; une lutte séculaire consacre leur indépendance, et, à l'heure actuelle, trois millions de Canadiens continuent à parler français, à vivre selon la tradition française, à développer, en tout loyalisme britannique, ce haut esprit politique qui a fait, du Dominion américain, le régulateur de la politique internationale de l'Empire.

Ne quittons pas le continent américain. Le succès de la guerre de l'Indépendance et le concours de la France apporté aux Insurgents fut comme un coup de foudre qui réveilla les colonies espagnoles et portugaises de l'Amérique du Centre et du Sud. La propagande philosophique française avait préparé les esprits dans ces pays de culture latine où le mélange des races n'avait donné que plus de vivacité et d'impétuosité à des esprits créés, pour ainsi dire, de la main de la civilisation moderne. Paris était, pour ces nouveaux venus, un astre resplendissant vers lequel les regards convergeaient de partout.

« Beaucoup de jeunes gens du Mexique, de la Nouvelle Grenade, de la Plata étaient allés en Europe, en France surtout, s'imprégner de l'atmosphère intellectuelle; les créoles qui restaient en Amérique apprenaient le français. Nulle part, *l'Esprit des lois* ne fut plus commenté, et Montesquieu, l'inspirateur de la constitution des États-Unis, plus admiré que dans les centres intellectuels des colonies espagnoles. C'est dans l'*Histoire philosophique* de Raynal que les jeunes Américains apprenaient

leur histoire. Rousseau suscitait de fougueux disciples. Dans les « sociétés littéraires » qui se fondaient par toutes les villes coloniales on lisait, on récitait avec passion les tragédies classiques françaises. On s'enflammait aux répliques des personnages de Corneille, aux allusions de Tancrède :

L'Injustice à la fin produit l'Indépendance,

à la frénésie des héroïnes de Racine qui s'apprêtait à revivre dans les admirables amazones de la révolution américaine. Le monde était ainsi plus « français » encore que ne l'imaginait Rivarol » (1). Toute l'élite sud-américaine, les *proceres*, était imprégnée de la littérature française, de l'éthique française, de la morale française,

Cette histoire si passionnante ne peut être que rappelée ici. Comment ne pas indiquer, du moins, les attaches parisiennes de Bolivar, la carrière révolutionnaire de Miranda, le rôle de Linières qui sauva Buenos-Ayres de la conquête anglaise, celui du général Boyer, habile second de San Martin à cette bataille de Maypu qui marque l'affranchissement définitif du Chili, celui du général Labatut à Carthagène, la retraite et la mort de San Martin lui-même en territoire français?

Seeley, si foncièrement britannique, ne résume-t-il pas toute cette histoire en ces quelques lignes d'une si haute portée historique et philosophique? « La constitution des États indépendants de l'Amérique du Sud et de l'Amérique centrale dans les vingt premières années du XIX^e^ siècle est la suite du choc imprimé à l'Espagne et au Portugal par l'invasion de Napoléon, si bien, qu'en réalité, l'un des principaux résultats, sinon le principal, de la carrière de Napoléon a été la chute de la « plus grande Espagne », du « plus grand Portugal » et l'indépendance de l'Amérique latine » (2).

Cette volonté de libération, cette énergie révolutionnaire animant des générations qui grandissaient, les yeux tournés vers la France, cette propagande d'une humanité nouvelle et plus *juste* se limite-t-elle au continent américain? Non, le monde entier reçoit sa part du bienfait.

(1) Jules Mancini, *Bolivar et l'Émancipation des colonies espagnoles*, t. I, p. 76.

(2) Seeley, trad. française, p. 68. — Cf. les documents officiels publiés dans Robert Levillier, *les Origines argentines, La formation d'un grand peuple*, 1912, p. 178.

Est-il, au cours de l'histoire, un plus beau dévouement à une cause en apparence perdue, que celui de la France à la cause de la Pologne anéantie ? La France est aussi irréductible dans sa foi que la Pologne elle-même. En combien de circonstances critiques et, notamment, lors des négociations du traité de Vienne, pour rester fidèle à ce dévouement plein d'abnégation et de prescience, n'a-t-elle pas exposé sa propre existence ? Tout lui fut offert pour qu'elle détournât seulement les yeux de l'affreux attentat et qu'elle oubliât. On lui eût tout donné, le Rhin, la Méditerranée, l'hégémonie : elle refusa tout (1). Même envers l'alliance russe, qui lui était pourtant indispenpensable, elle garda, sur ce point, la réserve du silence et de la pitié et elle sut donner, toujours à temps, les utiles conseils. La Pologne reconstituée, vivante, relevée en chair et en os, voilà le résultat d'une infatigable persévérance dans le *juste* qui a survolé deux siècles.

A peine le traité de Vienne avait-il fait, de l'Europe entière, le charnier des ambitions impériales que la France se mettait à l'œuvre pour réparer ce retour offensif du vieux machiavélisme affublé d'un surplis par la Sainte-Alliance. Toutes ses révolutions ont pour cri de ralliement : l'indépendance des peuples. Elle crie et elle agit : c'est la cause de la Grèce, c'est la cause de l'Égypte où la prévoyante politique de Thiers eût sans doute réglé le conflit méditerranéen, s'il n'eût trouvé chez Palmerston la même opposition absurde que Lesseps, plus tard, pour la construction du canal de Suez. Les vieilles croisades sont reprises dans un esprit tout différent et, cette fois, aboutissent : ce sont les Lieux Saints, c'est la Syrie, c'est la Roumanie, et bientôt ce sera la Bulgarie, la Serbie. En Europe plus proche, l'indépendance de la Belgique, l'affaire des duchés témoignent d'une suite dans les principes et les exécutions que rien ne décourage et qui brise tous les fers, fallût-il attaquer de front les grands empires oppresseurs : cette politique, Napoléon l'avait proclamée, à Sainte-Hélène, comme le programme prestigieux de la future activité française. Le principe en est repris par le neveu, Napoléon III, qui lance, dans *les Idées napoléoniennes*, l'idée d'une société des peuples libérés :

(1) V. Dans *Histoire de la Nation française*, *Histoire politique*, t. III, par G. Hanotaux, p. 230 et suiv., les propositions d'Alexandre de Russie à Talleyrand, et le rôle de celui-ci.

« La politique de l'Empereur consistait à fonder une association européenne solide en faisant reposer son système sur des *nationalités complètes* et sur des intérêts généraux satisfaits. »

Rien n'arrachera cette formule libératrice et organisatrice au cœur obstiné de la France. Tantôt comprise, tantôt contrariée par ses chefs, c'est ce mouvement qui la porte à Magenta et à Solférino, malgré l'inquiétude d'un patriotisme vigilant et malgré l'honorable résistance du catholicisme français et universel. Ce même mouvement arrachera la Vénétie à l'Autriche au moment même où le gigantisme politique de Bismarck abuse de la fidélité française à la cause des nationalités pour fabriquer l'empire colossal dont les pieds sont d'argile, puisqu'il ne tient nul compte du principe politique moderne, le respect des formations nationales constituées. Et, aujourd'hui même, par une suite singulière de ce prosélytisme français qui pénètre même ceux qui le combattent, ne voyons-nous pas s'élever en Allemagne, sur les ruines de l'empire militaire et conquérant, une république à la française, une république parlementaire que la nécessité et le manque absolu d'imagination créatrice ont imposée aux constituants de Weimar ?

L'expansion de libération voit couronner ses efforts par ces indépendances et ces restaurations nationales que cimente le récent traité de Versailles : Pologne, Tchécoslovaquie, Roumanie, Yougoslavie, Italie irrédentiste, Finlande, Sleswig, États baltes. Partout la victoire a pour sanction la liberté.

La France a reçu l'Alsace-Lorraine dans son sein sans que le rêve séculaire de sa sécurité sur le Rhin ait pris corps. Qu'importe ! Une nouvelle Europe est moulée de sa main.

L'EMPIRE COLONIAL RECONSTITUÉ

Comme à toutes les grandes époques, l'expansion continentale de la France a eu pour suite et pour corollaire l'expansion coloniale. Là encore, son génie prompt et réalisateur avait pris l'avance. La dynastie légitime avait réparé ses abandons en affranchissant la Méditerranée et l'Afrique du Nord de la « plaie barbaresque ». On dut recourir à la force et à une conquête militaire, mais le succès, chèrement acquis, fut, cette fois,

décisif. L'Afrique, qui s'était fermée à saint Louis et à Charles-Quint, s'ouvrit pour l'œuvre de la « contre-civilisation » à une journée de Marseille.

L'Angleterre se mit d'abord en travers; on devait la trouver encore barrant la route en Tunisie, à Madagascar, au Tchad, au Congo, sur le Nil, en Indochine, en Océanie. Mais une méthode nouvelle s'était introduite dans la politique française, à savoir la fermeté dans le dessein avec une souplesse conciliante dans la négociation. On ne se laissait intimider ni par la menace, ni par le chantage de la presse, ni par les mouvements tournants de l'opposition. Le magnifique Empire africain fut conquis, pour ainsi dire, sans coup férir et sans bourse délier, par l'audace aventureuse de ces quelques chevaliers errants, les explorateurs, dont la chanson de geste reste à écrire. La revendication concurrente se heurtait partout, dès qu'elle se dressait pour intervenir, à des traités signés et à des faits accomplis : le coq gaulois grattait le sable du désert, mais pour y trouver une perle, cette convention de 1898 qui réunissait l'Afrique du Nord à l'Afrique du Tchad et du Congo, et qui confirmait à la France tous les hinterlands et les vastes espaces protégeant l'Algérie, la Tunisie, le Maroc. De même, en Abyssinie, le Négus avait signé avant que l'Europe fût avertie; de même à Madagascar, une habile formule d'apparence anodine écartait d'avance toutes les compétitions; de même en Tunisie où une négociation circulaire entravait les unes par les autres des résistances désemparées; de même en Indochine où la négociation secrète de Simonosaki (révélée, seulement trente ans après, par les *Mémoires* d'Auguste Gérard) fondait la plus belle des colonies modernes, déterminait sa frontière de 1 500 kilomètres de la mer jusqu'au Mékong, établissait, d'un seul coup, la prépondérance française aux confins de la Chine méridionale. Au Maroc seulement, une fausse manœuvre diplomatique prêta le flanc à une réclamation jalouse, fournissant ainsi à l'Allemagne une arme ramassée de parti pris pour l'imminent conflit.

De ces deux grands résultats, la création d'une Europe libérée, la reconstitution de son empire colonial, la France peut se déclarer satisfaite. Selon la parole de M. Raymond Poincaré, elle n'a rien à convoiter dans le monde, elle est affranchie

de tout impérialisme en politique coloniale comme en politique européenne. La guerre a laissé l'Europe épuisée et la France, malgré ses habitudes de travail et d'épargne, sera longtemps à se remettre de son effort; elle est, de nouveau, la « grande blessée ». Cependant, son rôle, sa mission, loin de se trouver amoindris, sont accrus, élargis. Dans le trouble universel, elle se tient, plus que jamais, à son poste de vigie surveillant les grandes affaires du monde. Le moindre choc l'éveille. Ce qui se passe dans une gare de Mandchourie, l'agitation d'un groupe quelconque sur la planète touchant à l'équilibre de justice, principal objet de son devoir national et international, l'émeut.

Si, comme tout le fait présumer, en ce temps d'aviation et de T. S. F., le monde est en marche vers une unité aux formes encore imprévisibles, il convient que des équipes bien entraînées soient toujours prêtes à créer, à perfectionner, c'est-à-dire à simplifier les organes matériels et humains d'intercommunication. Pour ce genre de travail, la France à la langue si claire, au cœur si ardent, à l'action si prompte et si désintéressée, est, plus qu'aucune autre personne morale, qualifiée. Il n'y a pas, dans l'univers civilisé, de grandes unités qui n'aient été jusqu'ici, dans une certaine mesure, façonnées par elle. Sa tolérance, son indulgence, sa sociabilité sont les meilleurs des agents simplificateurs et ajusteurs. Par elle les fluides communiqueront et les forces contraires se combineront.

Qu'elle poursuive donc sa tâche dans la double voie où l'ont engagée son instinct et sa raison : propagande de justice parmi les peuples civilisés, expansion de civilisation chez les peuples attardés. Ses moyens d'action sont toujours les mêmes : le charme, la bonne grâce, la douceur des mœurs, l'hospitalité accueillante, l'accroissement du bien-être pour tous, la modération dans la fortune, la souplesse dans les mouvements, le goût du beau, du vrai, du juste, que sais-je? les arts, la mode, le sourire, enfin tout, — tout ce qu'elle est et qui fait qu'elle est France : « franchise de France », comme dit Ruskin.

Au point de vue moral, surtout, une ère nouvelle s'ouvre pour l'humanité : l'application de la loi chrétienne de charité par l'adoucissement des querelles de dogme, par le respect des croyances, par les égards envers les faibles et les misérables, la

place plus large faite à la femme, je ne sais quelle horreur du mensonge, de la brutalité, de l'abus des richesses, la mesure en un mot, apparaissent comme l'objet même de la civilisation ; et la paix en sera le premier résultat. Le pacte Briand-Kellogg a été salué par le monde entier comme une aurore.

Admirable promesse de repos, mais promesse seulement.

Les textes, par eux-mêmes, ne sont rien : les mœurs sont tout, telle est la leçon suprême de l'histoire. Et c'est ici que la propagande française doit agir, sur elle-même d'abord et sur les autres auprès, au loin et toujours : civiliser et contre-civiliser, telle a été, telle sera son action et le résultat de son expansion dans le monde, sous peine qu'elle manque à sa mission. En poussant toujours dans le même sens, toujours avec la même foi, la fille aînée de l'Église, de la latinité, de la civilisation chrétienne et méditerranéenne ne fera que rester fidèle au rôle que la Providence lui a assigné depuis que Jules César a mis le pied sur la terre de Gaule, il y a deux mille ans.

G. Hanotaux.

NOUVEAUX POÈMES EN PROSE D'IVAN TOURGUENEF

Les lecteurs français ne connaissent pas les *Poèmes en prose* d'Ivan Tourguenef : la traduction dont ils disposent ne leur en offre qu'un choix, arbitraire comme tous les choix. Mais les lecteurs russes ne sont guère plus favorisés, car le recueil établi par Stasioulévitch, avec l'aveu de l'auteur, — trop docile aux avis d'un ami excellent, souvent conseiller médiocre, — est un recueil incomplet, où l'œuvre du maître se trouve réduite de plus d'un grand tiers. C'est dire avec quelle émotion joyeuse, il y a quelques années, j'ai retrouvé la série entière des brouillons des *Poèmes en prose* dans le trésor des manuscrits que la piété des petites-filles de Pauline Viardot nous a conservés à Paris.

La tâche qui s'impose, et qui sera menée sous peu à bonne fin, est de donner la première édition intégrale des *Poèmes en prose* dans leur original russe. Il m'a paru, cependant, que, dès à présent et sans plus tarder, ceux de ces poèmes qui, faute d'avoir jamais été publiés, sont encore inconnus aux lecteurs russes comme aux lecteurs français devaient être mis à la portée des uns et des autres dans la belle traduction française qu'a bien voulu en faire, à ma requête, mon ami M. Charles Salomon. Ce sont, en effet, pour la majeure partie, les pièces auxquelles Tourguenef tenait le plus, les plus proches de lui et les plus intimes, qu'il avait gardées par devers soi, tout en permettant au directeur du *Messager d'Europe* d'en annoncer la publication ultérieure. Et ces pièces nous révèlent ce que nous ne pouvions qu'entrevoir. Il faut les avoir lues pour toucher

l'unité profonde de ces visions en raccourci, de ces paraboles dispersées où l'écrivain a noté, au jour le jour, les sentiments et les pensées qui ont douloureusement bercé les dernières années de sa vie.

Vanité des choses humaines jugées à la mesure de l'univers, pitié, vieillesse, mort, oubli : ces motifs reviennent sans cesse, et nous n'en percevons guère d'autres dans le glas où ils se confondent. *Senilia*, disait Tourguenef lui-même de cette suite de miniatures, et tel était aussi le titre qu'il lui eût donné, si son éditeur ne le lui avait déconseillé. Titre vrai, pourtant, et qui exprime mieux que tout autre le sens tragique de l'œuvre. Ces poèmes sont ceux de la vieillesse qui vient.

L'écrivain possède encore toutes les forces de sa vie profonde : il voit, il sent, il pense avec la puissance et l'ardeur grave de l'homme qui a vécu ; mais sa vigueur physique défaille, son corps le trahit, et l'approche de la déchéance l'obsède. Il reprend, après Leopardi et Alfred de Vigny et tous les grands romantiques, le thème de la nature impassible, ignorante du destin des hommes, ou celui de la folie des conquérants, pareils à des moineaux piaillant sous la menace de l'épervier. Il saisit dans les yeux d'un chien fixés sur les siens, et dans la patte velue d'un singe blotti contre lui au cours d'une traversée, cet instinct de deux êtres ayant vie, la même vie fragile, qui se serrent l'un contre l'autre. Il aperçoit partout sa destinée qui décline, vieille édentée et grimaçante. Il sépare du vieillard qu'il est le jeune homme qu'il a été, et celui-ci devient « le double » qui, dans sa décadence, l'accompagne comme un frère. Il découvre, dans les lumières d'une salle de spectacle, les milliers de squelettes qui se pressent sous des parures éclatantes ; il décèle à chaque instant *sa* présence, vautour, balle du chasseur, ou mouche à la piqûre fatale, — la mort, qui est toujours là, prête à fondre au hasard sur sa proie. Dans le silence de la nuit, il ne cesse d'entendre « le bruissement léger et continu de la vie qui s'écoule » et, sous la pression imaginée de la main d'un fantôme, son cœur « s'agite et bat dans sa poitrine, comme s'il avait hâte de parvenir à ses derniers battements ».

Il n'est guère de lueurs qui viennent éclairer ces ténèbres angoissantes : une fois, le passage d'un Christ, rappelant celui que le peintre Gay a dressé devant Pilate, un homme semblable

à tous les autres, et qui paraît incarner notre commune misère ; une autre fois, le son d'une voix enfantine dans une solitude des Alpes; plus souvent, des souvenirs de jeunesse et l'amour de la vie. Mais le pessimiste, qui n'a d'autre espoir que celui du néant, se console plus volontiers en évoquant l'aurore de la journée « sans peuples » sur le monde submergé par les eaux de l'Océan, ou par les glaces de la Jungfrau et du Finsteraarhorn.

L'importance, dans cet ensemble, des pièces qui sont publiées ici est saisissante. Telles d'entre elles, comme *le Merle (I)*, ou *la Vérité et la justice*, ou *Sous la roue*, vont rejoindre le fameux dialogue avec la *Nature*, et elles le dépassent par leur vigueur d'expression. Telles autres, *J'ai pitié* et *le Merle (II)*, prennent naturellement place, et au même rang, à côté de ces deux chefs-d'œuvre devenus classiques, *le Chien* et *la Traversée*. L'adieu à la vie prend une force toute nouvelle dans ces pièces que nous ignorions encore: *Rencontre, la Faute, O ma jeunesse, ô fraîcheur d'autrefois ! Je me suis levé, Quand je suis seul.* Le dernier appel à l'amie des trente dernières années, *Quand je ne serai plus*, est émouvant comme une lettre destinée à être lue après la mort de celui qui l'a écrite, et, parmi les poèmes inspirés par l'attente de la fin, *Sans nid, le Sablier* et *les Perdrix*, il apparaîtra sans doute comme le plus beau, parce qu'il est le plus simple, le moins littéraire.

Nous touchons un point délicat. Le genre du poème en prose est un peu factice. Mais la sincérité de l'écrivain ne fait pas question, et cela d'autant moins qu'elle réussit à éclater à travers tout l'art, et parfois l'artifice, dont elle s'enveloppe :

... Ma douleur n'est pas feinte ; la vie m'est lourde, en vérité. Mes sentiments ne sont qu'amertume et tristesse, et pourtant je m'efforce de leur donner éclat et beauté. Je cherche des images, des comparaisons. J'arrondis mes phrases ; je me complais à la sonorité, à l'harmonie des mots.

Tel un sculpteur, tel un orfèvre, je modèle, je cisèle l'or de ma coupe, et je la pare de mon mieux, cette coupe que je porte à mes lèvres, moi-même, avec son poison.

Il faudrait faire ici la part des influences et de la tradition littéraire. Leopardi, Byron, Heine, Schopenhauer, Hoffmann, le lecteur averti, dans cette œuvre de Tourguenef, distinguera

sans peine les échos les plus divers. Il la rattachera aussi, sans établir d'autre parenté que celle du genre, à toute une série dont les représentants français les plus connus sont le *Gaspard de la nuit* d'Aloysius Bertrand et les *Petits poèmes en prose* de Charles Baudelaire. Et, s'il cherche à démêler comment ce genre a évolué dans la littérature russe, il ne manquera pas, à tout le moins, de point de repère. C'est Gogol qui semble en avoir donné le prototype dans quelques-uns de ses « couplets » poétiques des *Ames mortes*, dont le plus célèbre est celui de la *Troïka* russe, sur lequel s'achève la première partie du livre. Tourguenef, de même, a ménagé, dans ses romans et ses nouvelles, de ces échappées symboliques en quelques lignes, comme la rêverie sur l'équilibre vital que lui suggère, pendant son *Voyage en Polésié*, la libellule posée sur la pointe d'une branche, — ou comme l'allégorie sur la vie au début d'*Eaux printanières*, — ou comme l'hymne à la jeunesse qui termine *Premier amour*, — ou comme encore cet admirable finale de *A la veille* (*Un Bulgare*) : « Comment la vie a-t-elle passé si vite? Comment la mort se trouve-t-elle si près? La mort est semblable au pêcheur qui a pris un poisson dans un filet, et qui le laisse encore pour un moment dans l'eau : le poisson continue à nager, mais le filet l'entoure, et le pêcheur s'en saisira, — quand il voudra. » Tolstoï, enfin, enchâssant dans les *Quatre livres de lecture* ces perles du plus pur orient, *la Rosée sur l'herbe*, *Un lièvre*, *le Saule*, *le Cerisier à grappes*, *le Corbeau et ses petits*, a apporté, dès 1872, la démonstration de la formule du « poème en prose » indépendant, telle que Tourguenef l'illustrera quelques années plus tard. Voilà le terrain, étroitement limité, où les deux plus grands écrivains de la langue russe en cette fin des années soixante-dix, si différents par ailleurs de race et de manière, se trouveront pour la première fois tout près l'un de l'autre.

Sans doute pareil rapprochement nous atteste-t-il seulement que cette formule littéraire était dans l'air : il ne diminue en rien, cela va de soi, l'originalité ni la maîtrise de Tourguenef dans les *Poèmes en prose*. Mais on ne saurait s'abstenir, puisque Tolstoï est ainsi mis en cause, de relever dans la comparaison de deux des poèmes qui suivent la trace presque évidente d'une visite de Tourguenef à Iasnaïa-Poliana. *Le Merle* (*I*) n'est qu'une lamentation sur la cruauté d'un amour tardif et

l'humaine fragilité devant la nature éternelle. *Le merle (II)*, au contraire, nous montre l'écrivain arraché à son attendrissement sur lui-même, comme en un sursaut de conscience, par la vision des champs de bataille des Balkans, où des milliers d'hommes viennent de tomber. La première pièce est datée du 8 juillet 1877, la seconde d'août 1878 (sans indication du quantième). Or, les 8 et 9 août 1878, à Iasnaïa-Poliana, Tourguenef avait eu avec Tolstoï un entretien prolongé, « une longue discussion », nous rapporte la comtesse Sophie Andréevna, — et c'est la voix même de Tolstoï que nous croyons reconnaître à l'accent d'indignation et d'humanité outragée qui est celui de la seconde pièce. La guerre, à peine terminée, n'avait pu manquer de faire, pour la meilleure part, les frais de cette discussion; et nous savons du moins que Tourguenef, invitant à lever la main celles des personnes présentes qui avaient peur de la mort (les enfants étaient là), avait lui-même donné du geste l'exemple de la sincérité, cependant que Tolstoï faisait à son tour le même geste (« par politesse », au dire de sa femme...).

Le premier des poèmes datés est de l'été de 1877; le plus grand nombre a été composé durant les années 1878 à 1882, alors que Tourguenef présentait les signes avant-coureurs, puis les atteintes, sans cesse plus rudes, du mal qui devait l'emporter. En novembre 1882, par un miracle d'énergie, il écrivait encore ses deux derniers poèmes. Nous le voyons couché à partir du début de décembre 1882, tenant lui-même à jour une sorte de feuille d'observation où il enregistrait le progrès continu de ses souffrances et l'impuissance des remèdes prescrits par les médecins. Il ne devait plus se relever. La mort vint le délivrer le 22 août 1883. En vérité, il l'avait vécu, durant cinq années, ce livre de la pitié, de la vieillesse et de la mort que sont ses *Poèmes en prose*.

André Mazon.

NOUVEAUX POÈMES EN PROSE

I. — RENCONTRE (RÊVE) (1)

Je rêvais : sous un ciel noir et bas, je traversais une plaine vaste et nue, jonchée de grandes pierres taillées à angles droits.

Entre elles serpentait une sente... Je la suivais, sans savoir où j'allais, ni pourquoi...

Tout à coup devant moi, sur la trace étroite, quelque chose apparut; on eût dit un léger nuage... Je l'observai: le nuage devint une femme grande, élancée, vêtue de blanc, une mince ceinture lumineuse passée autour de la taille... A pas rapides, elle s'éloignait de moi.

Je ne voyais pas son visage, je ne voyais pas même ses cheveux, un tissu léger les recouvrait. Mais mon cœur tout entier m'emportait sur ses pas. Elle me semblait belle, chère et charmante... La rejoindre, contempler son visage, rencontrer ses yeux, je le voulais, il le fallait... Je voulais voir ses yeux, il fallait que je les visse.

Mais j'avais beau me hâter; plus agile que moi, elle avançait plus vite, et je ne pouvais l'atteindre.

Or voici, au travers de la sente, une pierre plate, une large pierre... Elle barrait son chemin, la femme s'arrêta..., et, frémissant de joie, d'attente et aussi de crainte, je la rejoignis en courant.

Je gardai le silence... Mais elle se retourna doucement vers moi...

Et, pourtant, je ne vis pas ses yeux. Ses yeux étaient fermés.

Son visage était blanc, aussi blanc que ses vêtements; ses bras nus pendaient immobiles. Elle semblait pétrifiée; son corps tout entier, chaque trait de son visage, étaient d'une statue de marbre.

D'un mouvement lent, qui ne fit pas plier un seul de ses membres, elle renversa son corps et s'étendit sur la large pierre. Et me voici bientôt couché à côté d'elle, étendu sur le dos, comme un gisant sur la dalle d'une tombe, les mains en prière croisées sur la poitrine, et je me sens pétrifié.

(1) Tourguenef a écrit en tête de ce morceau : « A utiliser dans un roman. » Il l'avait d'abord intitulé : *Femme*.

Courts instants... La femme se dressa soudain et s'éloigna.

Je voulus me lancer à sa poursuite, mais je ne pouvais faire un mouvement; je ne parvenais pas à séparer mes mains jointes; je ne pouvais que la suivre des yeux, dans une angoisse indicible.

Alors, subitement, elle se retourna, et je vis des yeux clairs, lumineux, un visage vivant et mobile. Elle fixa ces yeux sur moi et elle rit, elle rit des lèvres seulement..., sans bruit: « Lève-toi, dit-elle, et viens à moi. » Mais, pas plus qu'auparavant, je ne pouvais bouger.

Alors elle rit une fois encore; puis s'en alla rapidement, secouant gaiement sa tête qui s'éclaira soudain de la rougeur éclatante d'une couronne de roses.

Et je gisais toujours immobile et muet, sur la pierre de ma tombe.

II. — J'AI PITIÉ

J'ai pitié de moi-même, des autres, de tous les hommes, des bêtes sauvages, des oiseaux..., de tout ce qui a vie.

J'ai pitié des enfants et des vieux, des malheureux et des heureux de ce monde..., des heureux plus que des malheureux.

J'ai pitié des chefs de guerre victorieux, triomphants, des grands artistes, des penseurs, des poètes.

Je plains l'assassin et sa victime, la laideur et la beauté me font pitié, l'opprimé et l'oppresseur.

Que ferai-je pour me délivrer de cette pitié? C'est par elle que vivre me devient impossible. Par elle, et puis par mon ennui.

O mon ennui! ennui tout macéré dans la pitié. Est-il possible à l'homme d'aller plus bas?

Je préférerais être jaloux, oui, certes! Être jaloux, mais je le suis... : j'envie... les pierres.

III. — MALÉDICTION

Je lisais le *Manfred* de Byron. Arrivé à l'endroit où l'âme de la femme perdue par Manfred prononce sa mystérieuse malédiction, j'eus un frisson.

Vous vous souvenez : « Puissent tes nuits être sans som-

meil, puisse ton âme mauvaise sentir éternellement ma présence invisible, inéluctable, et qu'elle devienne l'enfer qui t'est réservé (1)... »

A cet endroit, un souvenir me vint... Un jour, en Russie, j'assistai à une querelle farouche entre deux paysans, entre un père et un fils.

Pour en finir, le fils fit à son père une intolérable injure.

— Maudis-le, Vassilitch, maudis ce misérable ! s'écria la vieille mère.

— Je t'en prie, Pétrovna, répondit le vieux d'une voix basse, et il se signa d'un grand geste. Que le jour vienne où il ait, lui aussi, un fils qui, sous les yeux de sa mère, crache à sa barbe blanche !

Le fils ouvrit la bouche pour répondre, mais il chancela, blêmit et s'en alla.

IV. — LES JUMEAUX

Je vis un jour deux jumeaux se quereller. Ils se ressemblaient comme deux gouttes d'eau : traits, expression, couleur des cheveux, la taille, la carrure, et ils se haïssaient mortellement.

Quand ils grimaçaient de fureur, c'étaient les mêmes grimaces. Mêmes visages étrangement semblables, portés l'un vers l'autre, brûlant du même feu, mêmes yeux s'allumant des mêmes éclairs menaçants et mêmes injures proférées de la même voix par des lèvres déformées de la même façon.

Je ne pus souffrir ce spectacle. Je saisis l'un d'eux par le bras, je le menai devant un miroir, et je lui dis : Allons, déverse là tes injures, devant ce miroir... Tu n'y perdras rien..., et ce sera moins affreux.

Février 1878.

V. — LE MERLE (1)

J'étais couché, et je ne dormais pas. Un souci me rongeait. De lourdes pensées, lassantes et toujours les mêmes, traver-

(1) Cf. *Manfred*, acte I, scène 1, Incantation, seconde strophe :

Though thy slumber may be deep,
Yet thy spirit shall not sleep; etc.

saient lentement mon esprit, telle la chaîne épaisse des nuées qui, sans jamais s'arrêter, se traîne sur les sommets gris des collines, un jour de mauvais temps. Hélas ! c'est que j'aimais d'un amour sans espoir, d'un amour amer, de cet amour dont on aime seulement sous la neige et les glaçons de l'âge, quand le cœur, que la vie n'a pas usé, n'est plus jeune, certes... mais, — l'inutile et vaine tromperie ! — se sent jeune encore.

Devant moi, une tache blanchâtre, un fantôme de fenêtre se dressait. Les objets de la chambre se dessinaient vaguement ; ils semblaient plus figés, plus muets, dans un vague demi-jour, à l'aube de cette matinée d'été. Je regardai ma montre : il était trois heures moins un quart. On devinait derrière les murs la même immobilité... Et quelle rosée ! une mer de rosée !

Or, juste sous ma fenêtre, dans la rosée du jardin, un merle chantait déjà : il sifflait et trillait sans arrêt, d'une voix forte, sûr de lui-même. Ses appels pénétraient en roulades dans ma chambre silencieuse, l'envahissaient tout entière et m'emplissaient les oreilles et la tête, ma tête alourdie et desséchée par l'insomnie, troublée par mes pensées malsaines.

Ils étaient chargés d'éternité, ces sons, de toute la pureté de l'éternité et de toute son impassibilité, de toute sa force irrésistible. J'y percevais la voix même de la nature : voix admirable, inconsciente, qui toujours a chanté et qui chantera toujours.

Il chantait, il chantait éperdument, plein d'assurance, ce merle. Il savait que bientôt le soleil, à son heure, le soleil fidèle lancerait ses rayons. Et son chant n'avait rien qui fût de lui, ni rien qui fût à lui. Le même merle, il y a mille ans, a salué le même soleil. Et c'est encore lui qui, dans mille ans, le saluera, alors que ma cendre, soulevée par des souffles qui emporteront et briseront son chant, peut-être viendra tourbillonner en parcelles invisibles autour d'un corps toujours sonore, toujours vivant.

Et moi, l'homme misérable, ridicule, l'amoureux, l'homme personnel, je te dis : merci, petit chanteur. Merci, pour ton chant libre et fort qui est venu si inopinément sonner sous ma fenêtre, à cette heure de tristesse.

Ton chant ne m'a pas consolé ; je ne cherchais pas non plus de consolation... Mais mes yeux se sont remplis de larmes,

quelque chose a remué dans ma poitrine pour un instant soulagée d'un fardeau mortel. Hélas! chanteur qui précèdes l'aurore, l'objet de mon amour n'est-il pas, comme tes chants triomphants, fraîcheur et jeunesse?

A quoi bon se lamenter et languir et ne penser qu'à soi, lorsque s'étalent déjà de tous côtés ces vagues glaciales qui vont aujourd'hui, demain, m'entraîner dans l'océan sans rives?

Mes larmes coulaient et, comme si elles ne coulaient pas, le merle continuait son chant impassible, le chant heureux, éternel.

Oh! quelles larmes le soleil enfin levé a fait scintiller sur mes joues brûlantes!

Mais, le jour venu, je souriais comme auparavant.

8 juillet 1877.

VI. — LE MERLE (II)

Je suis encore couché, et je ne dors pas... Me voici de nouveau entouré par la splendeur d'une aube d'été. Et de nouveau, sous ma fenêtre, un merle chante, et dans mon cœur brûle la même blessure.

Mais le chant de l'oiseau ne m'apporte pas l'apaisement, et pourtant je ne pense pas à ma blessure. D'autres blessures me torturent, blessures innombrables et béantes. Un sang qui est mien, un sang qui m'est cher, coule en ruisseaux de pourpre, sans cesse, sans raison, telles les eaux de pluie, du haut des toits, sur la boue et les ordures de la route.

Mes frères, mes frères d'armes, par milliers, périssent à cette heure; au loin, sous les murs inaccessibles des forteresses, un millier de mes frères sont jetés en pâture à la mort par des chefs incapables.

Ils périssent sans murmure. On les fait périr sans remords. Ils se sacrifient d'eux-mêmes. Et les imbéciles qui les mènent les sacrifient sans pitié.

En tout cela, ni justes ni coupables. La batteuse happe les gerbes : épis vides ou lourds de grains? le temps le fera voir. Que sont mes blessures? mes souffrances? Je n'ose pas même pleurer. J'ai la tête en feu, et mon cœur défaille, — et, comme si j'étais l'assassin, je cache avec répugnance ma tête dans cet oreiller honteux.

Des gouttes brûlantes et lourdes jaillissent de mes yeux et coulent le long de mes joues. Elles coulent jusques à mes lèvres. Des larmes?... ou du sang?

Août 1878.

VII. — SANS NID

Où me réfugier? Qu'entreprendre? Je suis comme l'oiseau solitaire qui n'a pas de nid. Le voilà perché, tout hérissé, sur une branche nue et sèche. Rester là... Quel dégoût! Prendre son vol? Pour aller où? Mais il ouvre les ailes et s'élance au loin comme une flèche, droit devant lui, telle, en son effroi, la colombe qui a vu l'épervier. Ne découvrira-t-il pas quelque part un asile sous la verdure, cet oiseau solitaire, n'arrivera-t-il pas à se faire n'importe où un bon nid, ne fût-ce que pour quelques jours?

L'oiseau vole, il vole et, attentif, regarde au-dessous de lui.

Il voit un désert jaune, silencieux, immobile, mort...

L'oiseau se hâte. Il traverse les sables, et il regarde toujours avec angoisse.

Voici, sous lui, la mer, livide, morte, elle aussi. Elle a beau mugir et s'agiter : avec son grondement ininterrompu, le mouvement continu de ses vagues, elle n'est pas plus vivante que le désert; pas plus que lui, elle n'offre un refuge.

Le malheureux oiseau est épuisé, le battement de ses ailes faiblit, son vol s'abaisse. S'élever vers le ciel?... Mais où se bâtir un nid dans ce vide sans fond?...

L'oiseau, enfin, a replié ses ailes... Il tombe dans la mer, avec une longue plainte.

Une vague l'engloutit... et poursuit sa marche avec le même stupide fracas.

Où trouver un abri, et n'est-ce pas l'heure pour moi de tomber à la mer?

Janvier 1878.

VIII. — LA COUPE

C'est risible..., et je me surprends moi-même. . . . .

Ma douleur n'est pas feinte; la vie m'est lourde en vérité;

mes sentiments ne sont qu'amertume et tristesse. Et pourtant, je m'efforce de leur donner éclat et beauté. Je cherche des images, des comparaisons. J'arrondis mes phrases; je me complais à la sonorité, à l'harmonie des mots.

Tel un sculpteur, tel un orfèvre, je modèle, je cisèle l'or de ma coupe, et je la pare de mon mieux, cette coupe que je porte à mes lèvres, moi-même, avec son poison.

IX. — LA FAUTE

Elle m'a tendu sa main droite, sa main pâle, et je l'ai repoussée avec une rudesse farouche. J'ai vu de l'incertitude sur son jeune et cher visage. Ses yeux, ses yeux jeunes et bons, me regardent avec reproche. Elle ne me comprend pas, cette âme jeune et pure.

— Quelle est ma faute? murmurent ses lèvres.

— Ta faute? Le plus pur des anges au plus profond de l'azur céleste, plus que toi, pourrait être soupçonné.

Et cependant ta faute est grande envers moi. Tu veux la savoir, cette faute si lourde que tu ne peux comprendre et que je ne trouve pas la force de t'expliquer...

— Tu es la jeunesse; je suis un vieillard.

X. — RÈGLE DE VIE

Veux-tu vivre tranquille? Apprends à connaître les hommes; mais vis seul, n'entreprends rien et ne regrette rien.

Veux-tu vivre heureux? Apprends d'abord à souffrir.

Avril 1878.

XI. — UN REPTILE

J'ai vu un reptile coupé en deux. Tout couvert de la sanie et des glaires de ses propres excréments, il se tordait encore, et, dans ses spasmes, relevant la tête, il sortait son dard..., il menaçait encore, menace vaine.

J'ai lu le feuilleton d'un écrivailleur taré.

Étouffant de sa propre bave, roulant dans le pus de ses propres infamies, lui aussi se tordait et grimaçait.

L'idée lui vint d'une « rencontre » sur le terrain, il proposa de laver son honneur... son honneur!!! par un duel.

Et j'ai pensé au reptile mutilé et à son dard méprisable.

Mai 1878.

XII. — L'AUTEUR ET LE CRITIQUE

Un auteur était assis à son bureau. Tout à coup, entre le critique.

— Comment ! s'écrie-t-il, comment pouvez-vous continuer encore et toujours, malgré tout ce que j'ai écrit contre vous, d'aligner des lignes, de composer? après tous ces articles importants, ces feuilletons, ces notules, ces lettres à la presse, dans lesquels j'ai prouvé, comme deux et deux font quatre, que vous n'avez et n'avez jamais eu aucun talent, que vous ne savez plus même votre langue maternelle, que vous vous êtes toujours fait remarquer par votre manque de culture, et qu'à cette heure vous êtes archi-fini, passé de mode, réduit à zéro?

L'auteur, avec calme, s'adressant au critique, lui répondit :

— Vous avez écrit contre moi quantité d'articles et de feuilletons, cela n'est pas douteux. Mais connaissez-vous la fable de la renarde et de la chatte? La renarde avait beaucoup de tours dans son sac, — elle n'en fut pas moins prise; la chatte n'en avait qu'un : grimper sur un arbre, — et les chiens ne l'attrapèrent pas. C'est mon cas. A tous vos articles je n'ai qu'une réponse : ce seul livre où je vous ai tout entier démasqué. J'ai mis sur votre tête d'homme grave le bonnet de la folie, et c'est sous ce bonnet de fou que vous ferez le faraud devant la postérité.

Le critique éclata de rire :

— Devant la postérité! Vos livres parviendraient à la postérité!... Dans quarante, mettons cinquante ans, personne ne songera à les lire.

— D'accord, répondit l'auteur. Homère a créé pour l'éternité son Thersite. Un demi-siècle, cela suffit amplement pour les gens de votre acabit. Vous ne méritez même pas l'immortalité du bouffon !

« Je vous salue, monsieur..., vous plaît-il que je vous nomme? C'est à peine nécessaire ; tous, sans moi, prononceront votre nom.

XIII. — « O MA JEUNESSE! O MA FRAÎCHEUR D'AUTREFOIS! » (1)

O ma jeunesse! O ma fraîcheur d'autrefois! Moi aussi, je l'ai poussé ce cri. Mais lorsque je m'exclamais ainsi, j'étais encore jeune, j'étais encore en ma fraîcheur.

Je n'avais alors d'autre fantaisie que le plaisir de ma tristesse : me lamenter devant les hommes, mais me réjouir dans le secret.

Aujourd'hui, je me tais, et je ne pleure plus à voix haute sur ce que j'ai perdu. Je n'ai pas besoin de paroles pour que le souvenir m'en ronge, d'un rongement sourd et continu.

Ah! Mieux vaut ne plus penser. C'est la sagesse du paysan.

Juin 1878.

XIV.

Ce n'est pas l'hirondelle babillarde, ni l'oiselet hardi qui de son bec affilé s'est creusé un nid dans la roche dure. C'est toi, ma toute intelligente et persévérante amie, qui, patiemment, t'es faite à une famille hostile et étrangère.

Juillet 1878.

XV. — JE MARCHAIS ENTOURÉ...

Je marchais, entouré de montagnes hautes,
Le long de rivières claires, en suivant les vallées...
Et tout ce qui arrêtait mon regard
Ne me parlait que d'une chose :
J'ai été aimé. Aimé, je l'ai été.
Tout le reste est oubli.

Le ciel brillait au-dessus de moi,
Les feuilles murmuraient, les oiseaux chantaient,
Et les nuées se succédaient rapides
Dans un envol joyeux vers l'inconnu.
Tout, alentour, respirait le bonheur,
Mais mon cœur n'en avait que faire.

(1) Gogol, *Ames mortes*, I, 6.

J'étais porté, porté par une vague,
Vague large comme les vagues de la mer.
Mon âme était remplie d'une paix souveraine,
Dominant joies et peines...
Je ne savais plus ma mesure :
Le monde entier était à moi !

Pourquoi n'être pas mort à cet instant ?
Et pourquoi, tous les deux, avons-nous survécu ?
Les années sont venues, les années ont passé,
Et ne nous ont donné rien
De plus doux ni de plus clair
Que ces journées absurdes et béates.

Novembre 1878.

XVI. — QUAND JE NE SERAI PLUS...

Quand je ne serai plus, lorsque tout ce qui était moi sera dispersé en poussière, ô toi, mon unique amie, aimée d'un amour si profond et si tendre, toi qui, j'en suis sûr, me survivras, ne viens pas sur ma tombe, sur ma tombe, où tu n'as rien à faire.

Ne m'oublie pas, mais aussi bien ne cherche pas mon souvenir parmi tes tâches quotidiennes, tes plaisirs, tes soucis... Je ne veux pas gêner ta vie, entraver son paisible cours. Pourtant, aux heures de solitude, lorsque viendra sur toi, inattendue et craignant d'être importune, cette tristesse si connue des cœurs tendres, prends un de nos livres préférés, et cherches-y les pages, les lignes, les mots, qui, — tu t'en souviens, — faisaient au même instant monter à nos yeux des larmes douces et muettes.

Lis-les, ferme les yeux, et tends-moi la main... A l'ami absent tends cette main.

Je ne pourrai la presser dans la mienne : ma main, inerte, sera sous la terre. Mais aujourd'hui, il m'est doux de penser qu'alors tu sentiras, peut-être, une caresse légère effleurer ta main.

Et tu me verras, et des larmes couleront de tes paupières closes, comme celles qu'autrefois, tous deux émus par la Beauté, nous avons versées ensemble, ô toi, mon unique amie, toi que j'aimais d'un amour si tendre et si profond.

XVII. — LE SABLIER

Les jours suivent les jours, sans laisser de traces, monotones et rapides.

La vie passe, emportée d'un élan formidable, mais sans bruit, ainsi qu'une rivière arrivant à la chute.

Elle s'écoule aussi grain à grain, égale et sans heurt, comme le sable d'un sablier qu'une Mort tient dans sa main de squelette.

Lorsque je suis couché, et que m'assaillent les ténèbres, je ne cesse d'être hanté par ce bruissement léger et continu de la vie qui s'écoule.

Je ne regrette pas la vie, je ne regrette pas ce qu'encore j'aurais pu faire... Mais je sens une angoisse.

Il me semble voir, debout, près de mon lit, une figure immobile... Dans une main, un sablier; l'autre, elle l'a portée sur mon cœur...

Et mon cœur s'agite et bat dans ma poitrine, comme s'il avait hâte de parvenir à ses derniers battements.

Décembre 1878.

XVIII. — JE ME SUIS LEVÉ

Je me suis levé cette nuit... Quelqu'un, me semblait-il, m'avait appelé par mon nom..., là-bas, derrière la fenêtre sombre.

Collé à la vitre, je prêtais l'oreille, je regardais fixement, et j'attendais.

Mais là, derrière la fenêtre, rien d'autre que le bruit des arbres, — monotone, indistinct, — rien d'autre que des nuées compactes et sans forme, mobiles et se succédant sans cesse, et cependant toujours les mêmes et les mêmes. Pas une étoile au ciel, pas un feu sur la terre. Tout n'est là-bas qu'ennui et que dégoût... comme ici, dans mon cœur.

Soudain, de quelque part, au loin, une plainte s'élève; elle grandit, s'approche; elle résonne comme une voix humaine, passe devant moi, s'atténue et défaille.

« Adieu! Adieu! Adieu! » Je crois entendre ces mots dans ce bruit qui meurt.

Ah! c'est tout mon passé, c'est tout mon bonheur, tout ce que j'ai aimé, c'est tout cela qui, pour jamais, sans l'espoir d'un retour, a pris congé de moi.

J'ai salué ma vie qui s'en allait, puis je me suis couché... comme dans la tombe.

Oh! que n'est-ce une tombe!

Juin 1879.

XIX. — QUAND JE SUIS SEUL... (LE DOUBLE)

Quand je suis seul, tout seul, et longtemps seul, il me semble soudain voir quelqu'un dans la chambre, assis auprès de moi, ou debout derrière moi.

Lorsque je me retourne ou bien jette un regard rapide vers l'endroit où j'imagine l'homme, je n'aperçois personne. La sensation même d'une présence disparaît... pour renaître après quelques instants.

Parfois, je prends ma tête dans mes mains, et voilà que je pense à lui...

Qui est-il? Qu'est-il? Ce n'est pas un étranger... Il me connaît, je le connais... Il est pour moi comme un frère..., et pourtant un abîme nous sépare.

Je n'attends de lui ni signe, ni parole. Il reste immobile, aussi bien que muet. Cependant, il me parle; il me dit des choses confuses, incompréhensibles, et que pourtant je sais. Il connaît tous mes secrets.

Il ne me fait pas peur. Mais il me gêne, et j'aimerais mieux ne pas avoir pareil témoin de ma vie profonde... Et, malgré tout, je ne le sens pas comme un être distinct et qui m'est étranger. N'es-tu pas mon *double*? mon *moi* d'autrefois qui me survit? Et, à le bien prendre, entre l'homme que j'ai été, tel que je m'en souviens, et celui que je suis aujourd'hui, — n'y a-t-il pas tout un abîme?

Il ne vient pas à moi sur un geste d'appel; on dirait qu'il a sa propre volonté.

Il n'est pourtant pas bien gai, pour nous deux, ô mon frère, ni pour toi, ni pour moi, ce silence rebutant de l'isolement où nous sommes.

Mais patiente, patiente un peu. Que je meure, et nous serons tous deux confondus; mon *moi* passé, mon *moi* pré-

sent ne seront qu'un, et nous serons ravis pour toujours au pays des Ombres qui ne reviennent jamais.

Novembre 1879.

XX. — LES CHEMINS QUI MÈNENT A L'AMOUR...

Tous les sentiments peuvent mener à l'amour, à la passion, tous : haine, pitié, indifférence, vénération, amitié, crainte, et même le mépris. Oui, tous les sentiments... sauf un : la reconnaissance.

La reconnaissance, c'est une dette; tout honnête homme s'en acquitte..., mais amour n'est pas argent.

XXI.

Je crains, je fuis les phrases; mais les craindre est aussi prétention.

Ainsi notre vie, en sa complexité, roule et oscille entre deux mots étrangers : *prétensia* et *frasa*.

XXII. — LA SIMPLICITÉ

Simplicité! Simplicité! On te qualifie Sainte. Mais la sainteté n'est pas chose humaine.

L'humilité, soit. L'humilité foule au pied l'orgueil, elle en est victorieuse. Mais ne l'oublie pas : le sentiment même de la victoire ne va pas sans orgueil.

XXIII. — LE BRAHMANE

Le Brahmane répète le mot : *omtché*, en contemplant son nombril et, ce faisant, il se rapproche de la divinité.

Est-il pourtant partie du corps de l'homme qui soit moins divine que ce nombril même, et qui s'associe plus naturellement à l'idée de l'humaine fragilité?

XXIV. — TU AS PLEURÉ...

Tu as pleuré sur mon malheur, et, saisi par ta pitié pour moi, j'ai pleuré, moi aussi.

Mais, à vrai dire, tu pleurais, toi aussi, sur ton malheur; malheur que tu voyais en moi.

XXV. — L'AMOUR

On va disant : l'amour est le plus noble, le plus sublime des sentiments. Mon *moi*, cet étranger, a pénétré ton *moi*.

Ton domaine agrandi est aussi bien violé. Mais que te voilà loin ! Ton ancien *moi* est tué... (1).

Juin 1881.

XXVI. — LA VÉRITÉ ET LA JUSTICE

— Pourquoi tenez-vous tant à l'immortalité de l'âme? demandai-je.

— Pourquoi ? Parce qu'alors je posséderai l'éternelle, l'incontestable Vérité... Et c'est en quoi consiste le bonheur suprême.

— Dans la possession de la Vérité?

— Assurément.

— Permettez. Pouvez-vous concevoir la scène suivante ? Quelques jeunes gens se sont réunis, ils disputent entre eux... Et, tout à coup, un de leurs camarades accourt : ses yeux brillent d'un éclat inaccoutumé, il étouffe d'excitation et d'enthousiasme, c'est à peine s'il peut parler. Que se passe-t-il ? Que se passe-t-il ? « Mes amis ! écoutez ce que je viens d'apprendre : quelle vérité ! L'angle de chute est égal à l'angle d'incidence. Et encore ceci : c'est la ligne droite qui est le chemin le plus court d'un point à un autre. C'est à ne pas y croire ! » O bonheur suprême ! de s'écrier en chœur les jeunes gens, et ils s'embrassent l'un l'autre avec attendrissement.

— Je suis, tout comme vous, incapable de concevoir pareille scène.

— Naturellement, vous riez... Votre rire me donne raison. La Vérité ne peut donner le bonheur suprême... Pour la Justice, c'est proprement notre affaire, l'affaire des hommes sur cette terre... Mourir pour la Justice, j'y consens. Sur la Justice repose toute la Vie. Quant à la « posséder... » ? Mieux encore : quant à trouver dans cette possession le bonheur suprême ?...

7 juin 1882.

(1) Le texte est inachevé : les quelques mots qui, dans le manuscrit, suivent cette dernière phrase sont inintelligibles.

XXVII. — LES PERDRIX

Étendu sur mon lit, épuisé par un mal qui va traînant et ne pardonne pas, je me suis dit : en quoi l'ai-je mérité? Pourquoi donc est-ce moi qui suis puni, moi, et pas un autre? Injustice! Injustice!

Un vol de perdrix, une vingtaine, se pressaient dans un chaume épais.

Elles se serrent l'une contre l'autre, elles picorent dans la terre molle, heureuses. Soudain, un chien les effraye. Elles s'envolent toutes ensemble : un coup part, et l'une d'elles, l'aile cassée, sanglante, tombe et péniblement, traînant la patte, se cache dans les armoises.

Cependant que le chien la cherche, la malheureuse se dit, peut-être, elle aussi : nous étions vingt toutes pareilles. Pourquoi donc est-ce moi, et pas une autre, qu'a touchée le plomb et qui dois mourir? En quoi l'ai-je mérité entre toutes mes compagnes? Injustice. Reste là étendu, pauvre être qui souffres, attends que la mort qui te cherche t'ait trouvé.

Juillet 1882.

XXVIII. — STOSSSEUFZER. MAGGIOR DOLORE (1)

Ce ciel bleu, ces nuages, légers flocons, le parfum de ces fleurs, le doux bruit d'une jeune voix, la rayonnante beauté des grands chefs-d'œuvre de l'art, un sourire de bonheur sur un charmant visage de femme, et ces yeux enchanteurs... à quoi bon, à quoi bon tout cela ?

Une cuillerée d'un médicament répugnant et inutile, toutes les deux heures, voilà, voilà ce qu'il me faut.

XXIX. — SOUS LA ROUE

— Pourquoi ces gémissements?

— Je souffre, je souffre beaucoup.

(1) Tourguenef, pour le titre de cette poésie russe, hésite entre un mot allemand et une allusion à Dante (*Enfer*, V, 121):

... Nessun maggior dolore
Che ricordarsi del tempo felice
Nella miseria;...

— As-tu jamais entendu le clapotis d'un ruisseau qui passe sur des pierres ?

— Oui... mais pourquoi cette question?

— Pourquoi ? Voici : ce clapotis, tes gémissements, du bruit tout cela, pas davantage. Entre ces bruits, pas de différence, sauf peut-être celle-ci : quelque passant pourra se réjouir au clapotis du ruisseau ; tes plaintes, elles, n'émeuvent personne. Ne les retiens pas pourtant, — mais rappelle-toi qu'elles ne sont que des bruits, des bruits, comme les grincements d'un arbre qui se casse, — et rien de plus.

Juin 1882.

XXX. — АШ ! АШ !

J'habitais alors la Suisse. J'étais tout jeune, plein d'amour-propre et très seul. Péniblement, sans joie, je vivais pourtant. Je n'avais goûté de rien, et déjà je m'ennuyais, je dépérissais, j'étais amer. Tout sur la terre me semblait médiocre, banal ; et, comme il arrive chez les très jeunes gens, je trouvais un secret et mauvais plaisir dans une idée que je chérissais : le suicide. « Je leur ferai bien voir... je me vengerai... » Tels étaient les mots qui me venaient à l'esprit. Ce que « je ferais bien voir », de quoi « je me vengerais... », je n'en savais rien. Tel le vin nouveau en vase clos, mon sang bouillonnait, voilà tout. Mais il me semblait qu'il fallait laisser ce vin sortir et se répandre, que le moment était venu de briser le vase qui le retenait... Byron était mon dieu, Manfred mon héros.

Un soir, tel Manfred, je décidai d'aller... là-bas, là-bas, sur la crête des montagnes, au-dessus des glaciers, loin des hommes, là où, toute végétation disparue, des rochers morts sont entassés, là où tout bruit s'éteint et où même le grondement des cascades ne s'entend plus.

Ce que je voulais faire là-bas... je ne le savais pas... Peut-être voulais-je en finir.

Je partis...

Je marchais, je marchais encore, suivant d'abord une route, puis un sentier, grimpant toujours plus haut... plus haut toujours. J'avais depuis longtemps dépassé les derniers chalets, les derniers arbres. Des rochers, rien que des rochers tout autour ; des neiges toutes proches, bien qu'on ne les voie pas, viennent

sur moi des souffles pénétrants et glacés ; de tous les côtés, en volutes noires, s'avancent les ombres de la nuit.

Je m'arrêtai enfin.

Quel étrange silence !

C'est l'Empire de la Mort.

Et m'y voilà seul, seul être vivant, moi, avec ma hautaine souffrance, mon désespoir, mon mépris. Vivant, conscient, quittant la vie, sans désir de vivre. J'étais glacé d'une horreur secrète, mais je croyais être grand.

Manfred lui-même, et c'est assez !

Seul. Je suis seul ! me répétais-je ; me voilà seul en face de la mort. L'heure n'est-elle pas venue ?... Oui..., elle est venue. Adieu ! Terre ! médiocre globe. Je te repousse du pied.

Or, voici que, tout à coup, à cet instant même, parvint jusqu'à moi un son étrange que je ne compris pas tout de suite, le cri d'un être humain, un cri de vivant... Je tremblai, je tendis l'oreille..., de nouveau ce cri... Mais c'est... le cri d'un enfant, d'un tout petit enfant... Sur ces hauteurs désertes et sauvages, d'où, semblait-il, depuis longtemps et pour toujours, toute vie avait disparu, un cri et celui d'un enfant !...

A la surprise succéda tout à coup un sentiment de joie, d'une joie qui m'étouffait... Et je me précipitai, insoucieux du chemin, tout droit, répondant à cet appel, si faible, si pitoyable, mais sauveur.

J'aperçus bientôt, scintillant devant moi, une lumière. Je courus plus vite encore et, peu après, je vis un chalet à ras de terre. Ces chalets de pierres, surmontés de toits plats, servent de refuge, pendant des semaines, aux bergers des Alpes.

Je heurtai à une porte entr'ouverte et, sans attendre, je me précipitai dans le chalet comme si j'avais la mort à mes trousses.

Je vis devant moi, sur un banc, une jeune femme allaitant un enfant ; un berger, son mari sans doute, était assis à côté d'elle. Tous deux me regardèrent, étonnés.

Mais je ne pouvais dire un seul mot... je me bornais à sourire et, de la tête, à leur faire signe...

O Byron, ô Manfred, ô mes projets de suicide, mon orgueil, ma grandeur ! Où étiez-vous passés ? L'enfant continuait à crier, — et je bénissais l'enfant, sa mère et son père...

Appel d'une voix humaine, chaleur de cette voix à peine née, tu m'as sauvé, tu m'as guéri.

XXXI. — CES ARBRES SONT *A MOI*

J'avais reçu une lettre d'un ancien camarade d'université, riche propriétaire, un aristocrate. Il m'invitait dans son domaine.

Je le savais depuis longtemps malade, aveugle, frappé de paralysie, marchant à peine... Je partis pour le voir.

Je le trouvai dans une des allées de son vaste parc. Il était enveloppé d'une fourrure, — et nous étions en été, — maigri, ratatiné, il était là sous un parasol vert qui protégeait ses yeux, assis dans une petite voiture que poussaient deux domestiques en somptueuse livrée...

« Soyez le bienvenu, dit-il d'une voix sépulcrale, sur ma terre, mon héritage, à l'ombre de *mes* arbres séculaires... »

Lui protégeant la tête comme une tente, un chêne millénaire déployait sa puissante ramure.

Et je pensai : « O géant millénaire, tu l'entends! Ce ver de terre, qui, demi-mort, rampe encore sur tes racines, dit de toi, arbre : il est mien! »

Mais voici qu'un souffle léger accourut, pénétra la masse feuillue du géant, l'agita d'un léger bruissement... Et je crus entendre le vieux chêne répondre à ma pensée et aux paroles glorieuses du malade par un rire contenu et indulgent.

Novembre 1882.

(Traduit par M. Charles Salomon).

IVAN TOURGUENEF.

JOURNAL
DE L'EXPÉDITION RIVIÈRE

(1882-1883)

Dans ses articles si remarqués sur *la France des cinq parties du monde*, M. Octave Homberg rend justice au commandant Rivière : « Neuf ans après la mort de Garnier, écrit-il, la France trouva encore sur les faibles bâtiments qu'elle entretenait dans ces mers lointaines l'officier qui pouvait le mieux la servir. » Et un peu plus loin : « Rivière avait gardé, avec quelques ambitions plus littéraires que militaires, une indulgence souriante assez détachée, un peu trompeuse, car elle dissimulait une âme exceptionnellement maîtresse d'elle-même. Dilettantisme tout de surface et de bon ton, au demeurant très maritime (1). »

Les péripéties de cette expédition qui dura quatorze mois jusqu'à la mort du commandant, sont restées à peu près inconnues. Elles se déroulèrent pendant une période où, à l'intérieur, nos luttes politiques avaient atteint une grande violence, en même temps qu'à l'extérieur l'attention était absorbée par la main-mise de l'Angleterre sur l'Égypte.

Qui pouvait alors s'intéresser à ce qui se passait dans la lointaine Indochine, en dehors des rares personnes y ayant quelque ami ? Plus tard, la guerre avec la Chine jeta un voile d'oubli sur ces débuts, et, parmi les rares survivants qui en

(1) Voir la *Revue* du 1er août 1927.

furent témoins, je dois rester, au bout de presque un demi-siècle, le seul à pouvoir en préciser les détails, grâce à ma position personnelle près du commandant, et aux notes que je n'ai cessé de prendre à peu près journellement pendant cette période.

Le hasard m'avait mis, à la Nouvelle-Calédonie, sous les ordres du commandant Rivière pour ramener en France un convoi de déportés de la Commune amnistiés, et quand il reçut, en 1881, le commandement de la division navale de Cochinchine (1), il voulut m'emmener, malgré mon jeune âge, comme son adjudant de division (chef d'état-major de la marine). Nous partîmes pour Saïgon le 16 octobre 1881, et quand, quelques mois après, les circonstances firent de lui un chef encore plus politique et militaire que maritime, sa confiance me maintint à ses côtés sans que je m'en séparasse plus de quelques jours, et me tint toujours au courant des événements, ainsi que de ses correspondances dont j'avais la garde.

ORDRES ET CONTRE-ORDRES

A Paris, au moment du départ, le ministre de la Marine et des Colonies n'avait que vaguement parlé au commandant des perspectives qui pouvaient s'ouvrir au Tonkin, en lui disant qu'en cas de besoin ce serait le gouverneur de la Cochinchine, représentant politique de la France et commandant supérieur des forces de terre et de mer, qui lui donnerait les directives nécessaires. Ce gouverneur était alors M. Le Myre de Vilers, qui pendant vingt ans a tenu un rôle si considérable dans nos affaires coloniales.

C'est le 14 janvier 1882, à Saïgon, que le gouverneur parla pour la première fois, à mots couverts, au commandant, de l'imminence d'une tentative au Tonkin, à bord du paquebot l'*Ilissus*, en partance pour inaugurer le premier service régulier de navigation entre la Cochinchine et le Tonkin : départ une fois par mois, arrivée à Haïphong huit ou dix jours plus tard après plusieurs escales sur la côte d'Annam. Jusque-là il n'y

(1) La division de Cochinchine comprenait : le vaisseau ponton le *Tilsitt*, à Saïgon ; 2 croiseurs, *Hamelin*, *Parseval*, un transport aviso, *Drac* ; un aviso à roues, l'*Antilope*, remplacé par le *Pluvier* ; 3 canonnières de mer, *Fanfare*, *Léopard*, *Surprise*, et 9 chaloupes canonnières, ne pouvant naviguer qu'en rivière.

avait guère de communications que par les rares voyages des navires de guerre, et par de petits vapeurs trafiquant irrégulièrement entre Haïphong et Hong-Kong, place qui monopolisait le commerce du pays.

Notre situation en Indochine était alors régie par le traité de 1874, conclu à la suite de la merveilleuse épopée de Francis Garnier, qui, avec une centaine d'hommes, avait en un mois conquis le Delta du Tonkin. Avec l'appui spontané de la population tonkinoise, qui haïssait le joug annamite, il organisait une administration indigène qui commençait à fonctionner quand il fut tué, le 21 décembre 1873, par les Drapeaux Noirs, bandits chinois appelés en hâte par les mandarins affolés. La France, encore toute meurtrie de la guerre de 1870, ne voulait à aucun prix de complications coloniales. Elle se hâta de signer un traité qui abandonnait à la cruelle vengeance des mandarins ceux qui s'étaient compromis pour nous, promettait la libre navigation du Fleuve Rouge, nous autorisait à établir deux consuls à Hanoï et Haïphong, chacun avec une garde de 100 soldats, et nous octroyait, croyions-nous, un protectorat politique sur l'Annam, sans que le mot fût prononcé.

De ce protectorat, l'Annam ne voulait pas, et pour s'en dégager renoua avec la Chine les liens de vassalité qu'il avait entièrement relâchés. Il envoya périodiquement une mission pour les confirmer. Nous laissâmes faire. Bien plus, lorsqu'en 1878, du côté de Lang Son, une révolte de bandits, appuyés par des partisans de l'ancienne dynastie tonkinoise des Le, mit en danger la souveraineté annamite, c'est le secours de la Chine qu'implora le roi Tu Duc, et ce furent les troupes chinoises qui vinrent écraser la révolte. Nous feignîmes de ne pas nous en apercevoir.

Notre politique était donc celle d'un effacement volontaire quand, en 1881, le gouvernement, comprenant que cette abstention prolongée finirait par détruire nos droits sur la colonisation de ce riche pays, résolut de rompre avec cette passivité. En avril, le ministre, amiral Cloué, informait M. Le Myre de Vilers de l'intention du gouvernement de raffermir notre situation par l'établissement d'un protectorat nettement défini, et le 21 juillet, les Chambres votaient un crédit de 2 millions et demi pour renforcer nos forces navales au Tonkin. A cela le marquis Tseng, ministre de Chine à Paris, opposait, le 21 sep-

tembre 1881, une note officielle, déclarant que la Chine ne reconnaissait pas le traité de 1874, attentatoire à sa suzeraineté sur l'Annam. Le ministère Gambetta ripostait, le 1er janvier 1882, qu'il ne pouvait admettre pareille protestation si longtemps après que le traité avait été communiqué à la Chine sans qu'elle eût fait d'observations.

En réalité, la liberté du commerce sur le fleuve Rouge n'avait jamais existé. Elle était entravée par des douanes intérieures et, surtout, par la présence des Pavillons Noirs à Laokaÿ, le point où le fleuve pénètre du Yunnan au Tonkin. Ces bandes, restes d'une rébellion du Kouang Si, expulsées de Chine, s'étaient réfugiées à Laokaÿ, d'où les Annamites se déclaraient impuissants à les chasser. Braves et commandés par un chef énergique, Luu Vinh Phuoc, ils vivaient sur le pays où ils s'étaient installés solidement, et aucune marchandise ne pouvait passer sans leur payer un tribut onéreux. Les Chinois, non seulement les laissaient tranquilles maintenant, mais les encourageaient et leur permettaient de se recruter chez eux. Ils comptaient, comme la cour de Hué, trouver là à un moment donné une force redoutable à nous opposer. C'étaient les Pavillons Noirs qui, en octobre dernier, avaient arrêté et maltraité deux commerçants français, Courtin et Villeroy, venus explorer le fleuve, et pour lesquels M. Le Myre de Vilers adressait à Hué des réclamations que l'on éludait.

C'est cette petite affaire qui déclencha l'action du gouverneur.

La bombe éclate le 17 janvier à la grande surprise de la colonie. Ordre est donné au *Drac* de partir le 19, pour porter au Tonkin deux compagnies d'infanterie et un détachement d'artillerie avec le colonel Reybaud. Le gouverneur donne le commandement supérieur au commandant Rivière, en lui disant qu'il doit prendre des sûretés, puisque Hué refuse satisfaction pour l'affaire Courtin, en déclarant même qu'elle est liée par la reconnaissance aux Pavillons Noirs. La désignation du commandant n'est pas sans étonner, puisque c'est une opération militaire, et qu'il y a en Cochinchine, outre le général commandant des troupes, trois colonels et au moins autant de lieutenants-colonels, dont chacun a un plan tout fait pour la conquête du Tonkin. Peut-être est-ce cela qui a déterminé le choix du gouverneur.

Celui-ci remet au commandant les instructions suivantes datées du 17 (1).

« A la suite de l'attaque dont ont été victimes MM. Courtin et Villeroy, voyageurs français munis de passeports réguliers, j'ai dû faire des représentations au gouvernement annamite et l'engager à expulser les mercenaires chinois à sa solde, connus sous le nom de Pavillons Noirs. Sans repousser ma demande, la cour de Hué, sous prétexte que ces irréguliers lui avaient rendu des services, mais en réalité par impuissance, n'a pu me donner satisfaction; elle s'est contentée de répondre qu'elle éloignerait ces bandes.

« D'un autre côté, j'apprends que Luu Vinh Phuoc vient de se rendre en Chine, salué sur son passage comme un chef d'armée, et emportant des sommes considérables destinées sans aucun doute à recruter de nouveaux soldats. En même temps, des saisies opérées par les douanes ont prouvé qu'il se faisait un approvisionnement considérable d'armes à tir rapide et de munitions.

« Dans ces conditions, il me paraît nécessaire de mettre nos troupes à l'abri d'une surprise et j'ai décidé que la garnison d'Hanoï serait doublée... Je désire que vous présidiez à cette opération. Vous connaissez les vues du gouvernement. Il ne veut à aucun prix faire, à 4 000 lieues de France, une guerre de conquête qui entraînerait le pays dans de graves complications.

« C'est politiquement, pacifiquement, administrativement que nous devons étendre notre influence; aussi la mesure que nous prenons aujourd'hui est-elle essentiellement préventive. Vous devez donc n'avoir recours à la force qu'en cas d'absolue nécessité, et je compte sur votre prudence pour éviter cette éventualité...

« Comme vous le savez, des douanes intérieures ont été placées par les Pavillons Noirs sur le cours du Song-Koï (2) et de ses affluents, contrairement aux traités. Vous aurez à surveiller le fleuve, et je considère très utile d'établir un poste fortifié à l'embouchure de la Rivière Claire... Incontestable-

(1) *Livre jaune*, p. 202. — Cordier, *Histoire des relations de la Chine avec les Puissances occidentales*, Paris, Alcan, 1902. Ce livre, le plus complet sur la matière, fournit tous les documents officiels intéressants.

(2) Fleuve Rouge.

ment les autorités annamites auxquelles nous nous adresserons pour obtenir la cession du terrain feront des observations, demanderont à en référer à Hué et chercheront à gagner du temps; vous passerez outre lorsque le moment vous paraîtra venu... Vous ne devez avoir aucun rapport direct ou indirect avec les Pavillons Noirs ; pour nous, ce sont des pirates et vous les traiterez comme tels s'ils se mettent sur votre route...

« Dans le cas peu probable où vous rencontreriez des troupes impériales chinoises, vous éviteriez soigneusement un conflit.

« Je ne crois pas devoir vous donner d'instructions plus détaillées, elles ne feraient que vous entraver, car probablement il se produira des incidents et des nécessités que je ne puis prévoir, mais je compte sur votre patriotisme et votre sagesse pour ne pas engager le gouvernement dans une voie qu'il ne veut pas suivre. Toute ma pensée peut se résumer en cette phrase : éviter les coups de fusil, ils ne serviraient à rien qu'à nous créer des embarras. »

Telles étaient les instructions que le commandant me montra. Au premier moment, la bousculade d'un départ aussi précipité ne lui permit pas de les commenter. Moi-même je n'avais pas le temps de réfléchir et j'étais, comme tous les jeunes officiers désignés pour partir, dans l'enthousiasme et l'emballement de cette aventure.

Mais, dès le 18, une douche d'eau froide abat cette agitation. Une circulaire du gouverneur annonce que le départ du *Drac* est ajourné.

Le soir, M. Le Myre de Vilers apprend au commandant que le ministre de la Marine Gougeard, du nouveau ministère Gambetta, lui a télégraphié de ne prendre aucune mesure avant la venue de l'amiral Pierre, nommé commandant des forces de terre et de mer et qui arrivera dans quinze jours. C'est donc une restriction des attributions du gouverneur et un prochain rappel en France du commandant. M. Le Myre déclare qu'il n'accepte pas une pareille diminution de sa situation, et, en effet, il envoie deux fois sa démission, refusée deux fois par le ministre du Commerce, Rouvier, auquel les Colonies étaient aussi attribuées dans la nouvelle combinaison.

Nous attendons l'amiral qui ne vient pas à la date signalée et le commandant ne reçoit aucune indication sur son propre sort jusqu'au 1er février.

Ce jour-là, un télégramme de l'amiral Jauréguiberry apprend au gouverneur la chute du grand ministère et l'abrogation de ses décrets. Il se termine par : « Je reprends dès aujourd'hui la direction du ministère de la Marine et des Colonies. »

Tout étant donc replacé dans la situation antérieure, le commandant reçoit de M. Le Myre de Vilers deux missions au Cambodge et à Bangkok qui l'occupent jusqu'au 1er mars.

Dans le premier de ces voyages le commandant est accompagné par M. Fuchs, éminent professeur à l'École des mines, qui vient d'accomplir une mission d'exploration sur le littoral du Tonkin. Il a constaté dans la baie de Hongaÿ l'existence de gisements considérables de bon charbon, sur le bord de la mer, et très facilement exploitables. Ce sera une richesse merveilleuse pour la nation qui mettra ces mines en valeur. Il a pu travailler sans difficulté à Hongaÿ avec l'aide de nos marins, mais quand ils ont voulu en faire autant à Van Ninh, plus loin sur la côte, ils en ont été empêchés par les Pavillons Noirs qui les ont menacés de leurs armes et ils ont dû renoncer à débarquer.

Depuis le 19 janvier j'avais eu souvent l'occasion de causer avec le commandant de son envoi avorté au Tonkin et de ses impressions sur le rôle qu'il y eût eu à y jouer. Très flatté au fond de recevoir une mission de cette importance, il se demanda tout de suite s'il était possible de la remplir pacifiquement et administrativement. Quels que fussent nos innombrables griefs, nous violions nous-mêmes le traité que nous prétendions faire respecter en doublant brusquement nos garnisons sans aucune entente préalable. Comment la cour de Hué, convaincue que nous n'avions pas abandonné l'idée de conquérir le Tonkin, allait-elle prendre ce procédé? Et quelle répercussion aurait-il sur une population encore frémissante des excès qui avaient suivi les événements de 1874? Il était bien certain que Hué ne ferait rien contre les Pavillons Noirs. Comment alors supprimer leurs douanes à moins d'aller nous-mêmes à Laokaÿ, grosse expédition à laquelle ne correspondaient nullement les faibles forces que nous amenions? Et ce poste à établir à la Rivière Claire malgré les mandarins, dont aucun n'avait le pouvoir de permettre pareil empiètement! Comment passer outre à leur opposition obligatoire sans l'emploi de la force?

N'était-ce pas bien dangereux de nous partager en trois, alors que nous étions si peu nombreux et que nous avions à côté de nous cette forte citadelle d'Hanoï, assez grande pour renfermer une armée entière? C'était avant tout cette citadelle qui préoccupait le commandant.

Le 15 mars, je suis envoyé à Hué avec le commandement provisoire de l'*Antilope*. Le but principal de ce voyage est de rapporter au roi d'Annam les cadeaux qu'il venait d'envoyer au roi de Siam, violation recherchée par Tu Duc du traité de 1874 qui lui interdisait d'avoir des relations directes avec les gouvernements étrangers. Le roi de Siam, craignant de nous mécontenter, n'avait pas voulu accepter ces cadeaux et les avait fait mettre sur l'*Antilope* à Bangkok. Le gouverneur, très pressé de faire un affront à Tu Duc, tenait à les renvoyer immédiatement. J'avais aussi à communiquer avec notre chargé d'affaires, M. Rheinart, ancien officier d'infanterie de marine.

Le 20, j'arrive dans la lagune de Tuan An à l'embouchure de la rivière de Hué, défendue par une barre difficile, praticable seulement par des navires de faible tirant d'eau. Puis, après 5 heures de vavigation en sampan sur la rivière encombrée de barrages défensifs, je débarque à la légation.

Quelle joie d'avoir un visiteur pour les trois personnes qui la composent : M. Rheinart, le médecin de marine Philipp et le secrétaire Idate! Elles sont isolées en pays hostile, n'ayant avec Saïgon que des relations irrégulières et peu sûres, et savent qu'elles sont à la merci des Annamites en cas d'une fantaisie toujours possible du cruel Tu Duc. M. Rheinart en parle avec un calme sang-froid, et conserve avec les mandarins qui le craignent et l'exècrent une attitude hautaine de protestation contre les violations continuelles de l'esprit des traités. Il a été le premier consul nommé à Hanoï après notre évacuation en 1874, et en est parti au bout de peu de temps, écœuré et en protestant contre les massacres dont il était le témoin impuissant. Il n'a que du mépris pour la mauvaise foi et la duplicité annamites et est convaincu qu'on ne peut agir sur ces gens-là que par la frayeur et la force. Il n'a jamais été admis à voir le Roi, malgré les demandes réitérées du gouverneur. Quelle force de caractère il lui faut déployer!

DÉPART DE L'EXPÉDITION

Le 28, l'*Antilope* est de retour au Cap Saint-Jacques. Les premiers mots du pilote en montant à bord m'apprennent, à ma grande surprise, que le *Drac* et le *Parseval* sont partis l'avant-veille avec le commandant Rivière et l'expédition du Tonkin. Le soir, à Saïgon, je trouve un mot du commandant, me disant que les conditions de sa mission sont identiques à celles prévues le 17 janvier et me prescrivant de le rejoindre le plus tôt possible.

Le ministre de la Marine avait télégraphié le 23 au gouverneur qu'il approuvait l'envoi de renforts au Tonkin, ainsi que les instructions précédemment données au commandant. Le patriotisme averti de M. Le Myre de Vilers avait senti qu'il était grand temps de ne plus laisser péricliter cette question, et, dès le 26, il expédie le commandant sans attendre la dépêche annoncée. Avec lui partaient le capitaine du génie Dupommier, deux compagnies d'infanterie de marine, 15 artilleurs avec deux canons de montagne, 15 tirailleurs annamites et 15 marins du *Tilsitt* avec le lieutenant de vaisseau Thesmar. Le chef de bataillon Chanu est commandant des troupes, et le commandant Rivière, commandant supérieur avec autorité sur tous les services du Tonkin.

J'apprends aussi que le commandant est toujours souffrant de la maladie de Cochinchine. Depuis le début de mars, il perd un kilo par semaine. Aussi a-t-il déclaré que si le climat du Tonkin ne le remettait pas, il demanderait dans deux mois à rentrer en France.

Je ne puis partir que par le paquebot mensuel, et j'arrive à Haïphong le 12 dans la nuit. Le commandant du *Drac*, le capitaine de frégate de la Mure, me met au courant de la situation.

Le commandant Rivière, arrivé à Haïphong le 1er avril au matin, en est parti le jour même avec toutes ses troupes, sur quatre chaloupes de commerce, portant chacune le pavillon de leur possesseur : français, allemand, anglais et chinois. Le 2, à 16 heures, ils débarquaient dans la concession d'Hanoï, et la première préoccupation était de loger tout le monde en édifiant des baraquements provisoires.

Cette arrivée inopinée a jeté l'épouvante parmi les Annamites. Le gouverneur général (Tong Doc) (1) Huyn Dieu, passait pour un homme énergique. Dès le lendemain, il envoya le Tuan Phu, gouverneur civil d'Hanoï, demander ce que signifiait cette augmentation de troupes contraire aux traités. Le commandant expliqua que la garnison était doublée, parce que l'Annam ne réprimait pas les nombreuses insultes faites par les Pavillons Noirs, et avait même répondu qu'il ne pouvait rien contre eux, que par suite, la France avait le devoir de protéger elle-même ses nationaux. Le commandant consentit à mettre cette réponse par écrit et déclara qu'il rendrait la visite du Tuan Phu et en ferait une au Tong Doc.

Cette visite au Tong Doc, le 4, dans son yamen de la citadelle donna lieu à de longs pourparlers. L'escorte du commandant fut réduite au consul, deux officiers et 10 soldats, ce qui, d'après les rites, était à peine compatible avec sa dignité. La visite eut lieu sans incidents au milieu de la méfiance générale. Le Tong Doc était entouré d'une troupe nombreuse, et l'on sut plus tard que des hommes robustes avaient été désignés pour se jeter sur le commandant et le consul et les étrangler, si l'on faisait mine de violenter le grand mandarin, comme cela s'était produit jadis dans certaines citadelles au temps de Garnier. De son côté, le commandant avait donné l'ordre de venir le délivrer de force, s'il n'était pas rentré à la concession à dix-neuf heures.

Le Tong Doc a déclaré qu'il ne rendrait pas la visite du commandant, parce que, dans des circonstances aussi critiques, son devoir était de ne pas quitter un instant son poste dans la citadelle.

Depuis cette visite, la méfiance ne fait qu'augmenter. De grandes levées de troupes se font précipitamment, et la citadelle s'en remplit. Bref, la situation est très tendue.

A partir de mon débarquement au Tonkin, je ferai le récit des événements en reproduisant brièvement des extraits du journal que j'y ai tenu sans interruption.

14 avril. — Je pars rejoindre mon chef en prenant passage sur la chaloupe le *Hanoï*, appartenant à Constantin, le seul

(1) Tong Doc, gouverneur général de plusieurs provinces ; Tuan Phu, gouverneur particulier d'une province ; Quan An, mandarin chef de la justice ; Dé Doc, général commandant les troupes.

négociant français établi alors à Haïphong qui ait un peu de surface.

Le capitaine du *Hanoï* est un curieux type d'aventurier, épave de l'expédition Dupuis, restée dans le pays après la débâcle de cette expédition. Cyriaque Gouma, quarante-sept ans, est Grec de naissance. Marin d'instinct, il passe pour le meilleur pilote des fleuves du Delta, ce qui l'a tiré de la misère en lui valant sa place actuelle. Il parle un charabia extraordinaire, souvent difficile à comprendre et bravant les règles les plus élémentaires de la syntaxe. Ainsi, il ne parle de lui-même qu'à la troisième personne : « il a fait ceci, ou lou (le) Cyriaque a fait cela. » Peu après, le commandant Rivière l'a pris à notre service comme pilote major. Il nous a été précieux en pilotant nos bâtiments dans des chenaux toujours changeants qu'il sondait et balisait sans cesse, ne se rebutant pas des corvées les plus pénibles sous un ciel de plomb ou par des nuits pluvieuses. Resté plus de vingt ans au service de la marine, puis de la colonie, il se fit naturaliser français en 1887. Je le retrouvai en 1906, habitant Haïphong, avec une petite retraite et presque aveugle. Couvert de toutes les décorations de la colonie, son rêve était d'obtenir la Légion d'honneur. Il finit par le réaliser après de longues démarches.

Il n'y a aucune route entre Haïphong et Hanoï et toutes les communications se font par eau. A Haïphong même on prend le Song Tam Bac, arroyo tellement sinueux et étroit que nos chaloupes canonnières sont les plus grands bâtiments qui peuvent y passer, et encore au risque de fréquents échouages. Puis, par un dédale de canaux, on débouche dans le Fleuve Rouge dont il faut refouler le courant souvent très fort. Il n'est pas rare, aux mauvaises époques de l'année, de voir les chaloupes mettre plusieurs jours à faire les 140 kilomètres du trajet.

Et tout de suite, on pense avec quelle facilité un ennemi, même peu habile, peut intercepter ces communications.

15 avril. — A quatorze heures, la chaloupe mouille devant notre concession d'Hanoï, établie le long du fleuve, en aval et en dehors de la grande ville. Elle se compose de deux rangées de bâtiments : consulat, chancellerie, deux maisons pour officiers, caserne, hôpital, cases des fonctionnaires de l'intendance et des douanes, et c'est tout. Chaque habitation, à vérandas et à un étage, est isolée dans un jardin entouré d'un clayonnage en

bambou, mais il n'y a pas d'enclos général, et la concession est complètement ouverte à un coup de main qui pourrait être exécuté bien facilement la nuit.

On me loge à l'étage du consulat, entre la chambre du commandant et celle du consul. Celui-ci est le lieutenant de vaisseau hors cadres de Kergaradec, administrateur des affaires indigènes, gentilhomme aux manières distinguées. Sa situation et son expérience du pays lui donnent naturellement un rôle de premier plan dans les événements actuels. Voilà deux ans qu'il a été chargé confidentiellement d'étudier les moyens d'enlever la citadelle par surprise. Je vois tout de suite qu'il n'est pas pour les atermoiements et que ses conseils tendent à précipiter une solution.

L'hostilité des mandarins n'est plus douteuse. La citadelle se remplit de troupes. Une foule de travailleurs y est employée à élever en hâte des murs pour la compartimenter à l'intérieur, de façon que si l'un des compartiments est forcé, la défense puisse se prolonger dans les autres.

Comment s'étonner que les mandarins, hantés depuis huit ans par le spectre de l'expédition Garnier ne soient convaincus que cette fois c'est bien elle qui recommence? Comment ne pas craindre que cette peur ne suscite chez eux un sursaut d'énergie capable de balayer jusqu'à la mer notre insolente petite troupe ? On affirme que le prince Hoang, commandant en chef des troupes annamites, concentre ces troupes à Sontaÿ, et demande aux Pavillons Noirs de se joindre à lui. Faut-il attendre que leur énorme supériorité numérique les décide à nous attaquer dans notre concession ouverte?

Le commandant penche pour ne pas laisser s'aggraver une situation qui devient chaque jour plus menaçante. Il envoie l'ordre à la *Fanfare* de venir d'Haïphong à Hanoï. En cas d'attaque de la citadelle, les deux grosses pièces de la canonnière seraient d'une importance capitale. Mais pourra-t-elle passer ? L'expérience n'a encore jamais été tentée par un bâtiment de cette taille. Il lui faut sortir en mer, pénétrer dans le Delta par le Cua Daÿ, la bouche la plus occidentale et la plus profonde du Song Koï, mais qui est peu connue, et remonter ce fleuve, dont le lit variable est plein d'embûches. Le succès est douteux.

Et le commandant se demande anxieusement ce que vont

devenir M. Rheinart et ses deux compagnons. Il songe à envoyer de suite la *Surprise* à Tuan An pour les recueillir au besoin.

16 avril. — Dans la soirée arrive le commandant de la Mure, du *Drac*, camarade et ami du commandant Rivière. Il reste jusqu'au 20, et c'est dans ces trois journées que la décision qui allait engager le sort du Tonkin est discutée et arrêtée entre le commandant Rivière, le consul de Kergaradec et le commandant de la Mure. Ces deux derniers ont certainement poussé à une solution par la force. Le commandant Rivière a longuement hésité devant la lettre de ses instructions, et il savait bien qu'il était seul à avoir toutes les responsabilités. Certes le commandant était flatté de jouer un rôle en vue et il était ambitieux de la grandeur de la France, mais je ne crois pas que cette décision qui lui a coûté ait été prise par ambition personnelle, mais bien parce qu'elle lui a paru l'aboutissement logique et nécessaire des événements. Placé dans la même situation que Garnier, il a fait comme Garnier.

20 avril. — Les missionnaires nous préviennent que la *Fanfare* est entrée dans le Day et arrivée à Késo hier. Dès lors les événements se précipitent. Le commandant de la Mure emporte l'ordre d'expédier de suite à Hanoï la moitié de la garnison d'Haïphong, 50 hommes, et une compagnie de débarquement de 100 marins fournis par l'*Hamelin*, le *Drac* et le *Parseval*. Et la *Surprise* doit remonter à Hanoï par le Day le plus tôt possible.

Le commandant a renoncé à envoyer cette canonnière à Tuan An. M. Rheinart a pu être tenu au courant par des *trams*, courriers par terre, porteurs de dépêches chiffrées, envoyés par le consul de Kergaradec, et prévenu que la citadelle allait sans doute être mise de force hors d'état de nous nuire. Il a répondu que nous ne pouvions lui être d'aucun secours matériel, et qu'il ne pouvait avoir d'espoir que dans notre prestige et dans le désir probable de Tu Duc vieilli d'éviter une guerre déclarée. La *Surprise* à Tuan An ne lui servirait à rien et se trouverait compromise au milieu des forts qu'elle serait impuissante à réduire. Les mandarins pouvaient toujours facilement empêcher le personnel de quitter la légation. S'ils ne s'opposaient pas au départ, M. Rheinart pouvait aller en jonque à Choumay, à l'extrémité de la lagune, où un navire pouvait le

prendre par l'extérieur. C'est la meilleure combinaison, elle est adoptée et un tram est expédié à M. Rheinart pour le prévenir que le *Parseval* ira l'attendre à Choumay.

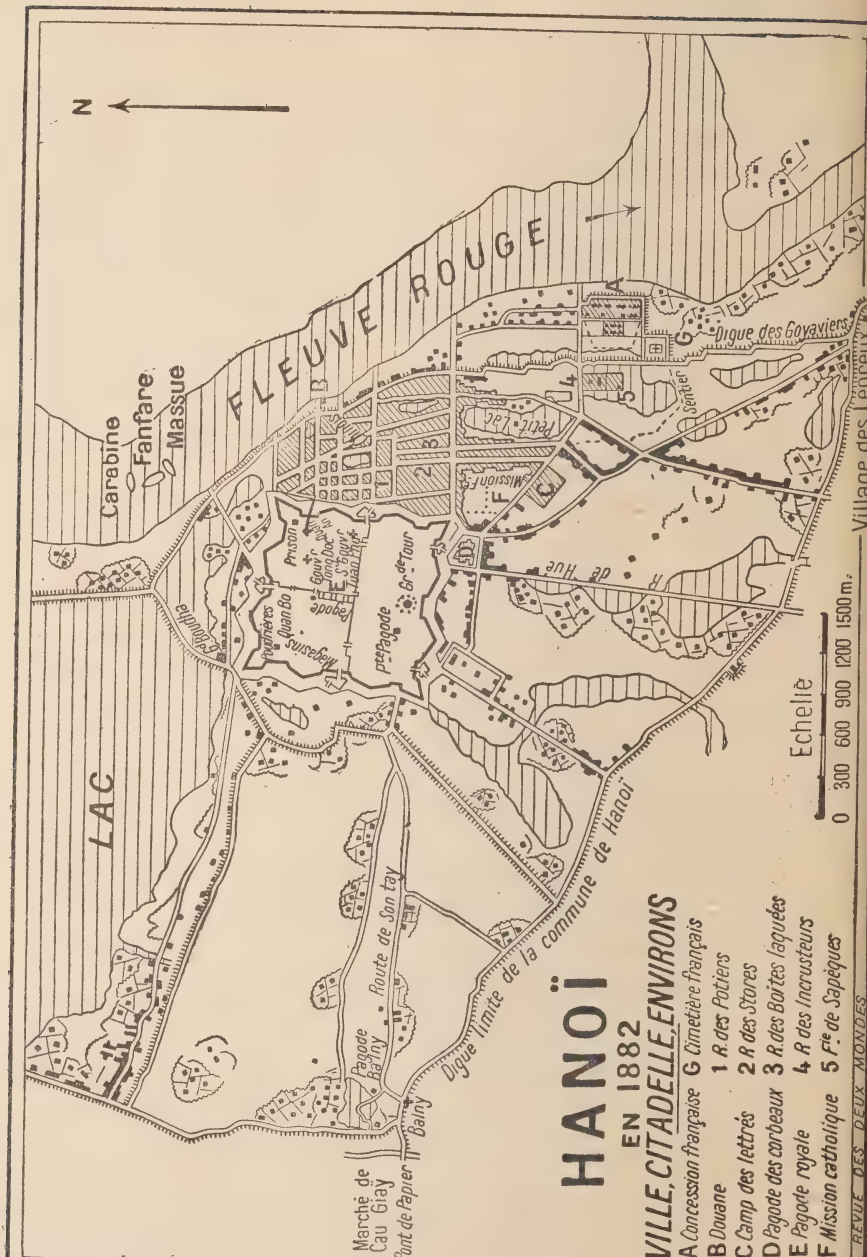
21 avril. — L'habileté du commandant Gadaud de la *Fanfare* a triomphé de toutes les difficultés, et il mouille devant la concession. La nouvelle s'en répand en ville comme une traînée de poudre. Une foule bruyante, mais nullement hostile, s'entasse sur la berge du fleuve et commente l'arrivée du plus grand navire qu'on ait jamais vu ici. Chacun sent le dénouement proche ; le commandant décide qu'il aura lieu dès l'arrivée des troupes d'Haïphong. Les mandarins le comprennent aussi et redoublent d'activité dans la citadelle. Nous ne savons ce qui s'y passe que par les missionnaires informés par leurs chrétiens, et pendant tout mon séjour à Hanoï nous n'avons eu que peu de renseignements d'autre source.

La mission d'Hanoï, dirigée par le Père Landais assisté d'un autre Père, comptait alors plus d'un millier de chrétiens, tous de basse classe. Elle faisait partie du vicariat apostolique du Tonkin occidental, dont l'évêque était Mgr Puginier, résidant à Késo, homme remarquable, ayant de l'influence même près des mandarins qui avaient pour lui une considération sournoisement malveillante. Dès son arrivée, le commandant avait prévenu le P. Landais que nous ne pouvions protéger efficacement les chrétiens, et ceux-ci, restés sous l'impression des massacres de 1874, se tinrent toujours sur la réserve sans nous donner d'appui direct.

23 avril. — Panique en ville sur le bruit que les Pavillons Noirs, répondant à l'appel du prince Hoang, arrivent à Sontay. De là ils peuvent être à Hanoï en deux marches forcées. Néanmoins le commandant peut aller à cheval avec deux officiers et deux marins seulement jusqu'à la porte nord, en traversant toute la ville par ses rues sinueuses bordées de paillotes. La foule nous regarde passer sans rien manifester. Dans cette ville de cent mille âmes, il n'y a que le quartier chinois, solidement barricadé, où il serait imprudent de s'aventurer.

L'ATTAQUE DE LA CITADELLE

24 avril. — Les renforts demandés arrivent à seize heures Les ordres sont tout de suite lancés pour demain.


HANOÏ
EN 1882
VILLE, CITADELLE, ENVIRONS
A Concession française
B Douane
C Camp des lettrés
D Pagode des corbeaux
E Pagode royale
F Mission catholique
G Cimetière français
1 R. des Potiers
2 R des Stores
3 R. des Boîtes laquées
4 R des Incrusteurs
5 Fie de Sapèques
Echelle
0 300 600 900 1200 1500 m.
N
FLEUVE ROUGE
LAC
Carabine
Fanfare
Massue
Petit Lac
Mission Fse
Digue des Goyaviers
Sentier
Village des Lépreux
R. de Hue
Digue limite de la commune de Hanoï
Route de Son tay
Pagode Balny
Balny
Marché de Cau Giay
Pont de Papier
Prison
Poudrières
Quan Bo
Magasins
Pagode
pte Pagode
Gr. de Tour

La citadelle d'Hanoï, séparée de notre concession par un kilomètre et demi de rues bâties, est une bonne fortification à la Vauban construite sur les plans du colonel Ollivier, l'un des officiers jadis envoyés par Louis XVI à Gia Long. C'est un carré bastionné d'un kilomètre de côté, en bon état, armé de nombreux canons de bronze ne tirant qu'à boulet plein ou à mitraille. Elle renferme une armée qui peut se monter à quatre ou cinq mille hommes, mais qui ne possède aucune arme à tir rapide.

Toute l'administration de la province y est concentrée, ainsi que les résidences des hauts mandarins. C'est le cœur du pays.

Pour l'attaquer le commandant dispose de 4 compagnies d'infanterie à 100 hommes, 130 marins, 25 artilleurs et 20 tirailleurs annamites, au total 575 hommes; et de 3 navires, la *Fanfare* portant 2 bons canons modernes, et les 2 chaloupes *Massue* et *Carabine* armées d'un canon bouche de 30 du plus ancien modèle de canon rayé datant de la guerre de Crimée. La moitié des équipages de ces chaloupes est composée d'Annamites.

25 avril. — A cinq heures l'interprète annamite du consulat, Loc, part seul à cheval remettre l'ultimatum du commandant à la porte est de la citadelle. Dans cet ultimatum le commandant, après avoir énuméré toutes les mesures hostiles prises depuis son arrivée, déclare que la citadelle est devenue pour nous un danger qui doit disparaître. Il somme donc le Tong Doc de la lui livrer pendant trois jours qui seront employés à la rendre inoffensive. Comme gage il exige que les hauts mandarins soient rendus en personne au Consulat avant huit heures. Si ces conditions sont acceptées, la citadelle sera restituée dans trois jours et rien autre n'aura été changé dans le pays ; sinon l'attaque commencera à huit heures.

A la porte est on accepte la lettre au milieu d'une foule vite amassée, et Loc s'esquive au galop. Cet homme risquait là sa vie. Je le retrouvai en 1907, phu (préfet annamite) de Bien-Hoa, et fus heureux de lui faire obtenir une médaille d'or en souvenir de son dévouement.

A cinq heures et demie, les canonnières vont prendre leurs postes de combat à 2 300 mètres de la porte nord dont elles voient bien le mirador. A sept heures les troupes se mettent

en mouvement. A huit heures aucun mandarin n'a paru et le commandant part à cheval rejoindre les troupes déployées devant la porte nord. A huit heures vingt, la *Fanfare* tire le premier coup de canon et le bombardement de la muraille nord continue avec précision.

Le plan des commandants Chanu et Berthe de Villers comportait une fausse attaque par une compagnie sur la porte est et l'attaque principale sur la porte nord par le reste de l'effectif. L'insouciance des mandarins avait laissé les maisons de la ville se développer sur les glacis de la forteresse jusqu'au chemin bordant les fossés. Nos hommes purent ainsi arriver à couvert jusqu'à ce chemin. Au premier coup de canon les Annamites lancèrent une grêle de fusées incendiaires qui mirent le feu aux paillotes légères et nous forcèrent à reculer temporairement. Mais dès qu'ils purent revenir nos hommes écartèrent, par un feu ajusté, toute tête qui dépassait le rempart, et les assiégés ne se défendirent plus guère que par des coups de canon tirés au hasard et qui n'atteignaient personne. Au contraire, un coup heureux d'un de nos petits canons du lieutenant Deviterne fait sauter avec fracas la poudrière principale annamite.

A l'heure fixée pour la cessation du feu des canonnières, le capitaine Dupommier fait sauter avec un pétard l'entrée de la demi-lune qui couvre la porte nord. En même temps deux détachements d'assaut, l'un de 50 marins, lieutenant de vaisseau Thesmar, l'autre de 50 soldats, capitaine Martin, traversent le fossé avec de l'eau bourbeuse jusqu'à la ceinture, et, comme au moyen âge, montent à l'escalade du mur de la courtine nord-ouest en y appliquant des échelles de bambou que le commandant a eu la prévoyance de faire confectionner sur le *Drac* pendant la traversée. Thesmar, arrivé le premier en haut, essuie un coup de feu qui ne l'atteint pas et riposte de son revolver. C'est le signal d'une fuite éperdue des défenseurs restés terrés derrière le rempart. Tout ce qui porte l'uniforme court à la muraille sud et disparaît dans la campagne.

Il faut encore faire sauter la porte nord obstruée par d'énormes madriers et à onze heures la citadelle est entièrement à nous. Nous n'avons que quatre blessés, dont le chef de bataillon de Villers.

On ne trouve qu'un seul mandarin, le Tuan Phu, entouré

de quelques serviteurs, dans la pagode royale réservée pour le Roi quand il vient à Hanoï et centre moral de la ville. Le commandant va l'y voir, et veut le persuader qu'il ne fait que mettre la citadelle hors d'état de nous nuire, qu'à part cela il n'y a rien de changé, et que par conséquent il doit garder le gouvernement de sa province pour empêcher les désordres que notre coup de force va évidemment produire.

Mais le Tuan Phu reste prostré par terre, pleure, crie qu'il ne demande qu'à être fusillé. Il n'y a rien à en tirer.

Il faut prendre un parti pour cette vaste citadelle. Notre effectif ne nous permet pas de garder son enceinte, mais nous devons au moins protéger le trésor et les magasins à riz. Le commandant décide que la compagnie Retrouvey avec 20 marins restera dans la Pagode royale entourée d'un bon mur. Elle s'y installe et s'y met en état de défense avec consigne de n'en pas sortir la nuit.

Puis nous faisons le tour d'une partie des remparts, où l'on jette les canons par dessus le mur et nous allons voir les deux gros éléphants de guerre qui n'ont pas été utilisés. Leurs cornacs se mettent à notre disposition en les faisant agenouiller devant nous.

A dix-huit heures et demie nous rentrons à la concession à travers la ville silencieuse, toutes portes fermées. Environ un cinquième de sa superficie a été incendié par les fusées. La concession n'a pas été inquiétée, mais près d'elle la fabrique de sapèques a été pillée par la populace et détruite.

APRÈS LA PRISE D'HANOI

26 avril. — A huit heures nous apprenons la mort du Tong Doc par des gens venant demander à l'enterrer. Huyn Dieu s'était tenu près de la porte nord pendant le bombardement. Quand il vit le rempart forcé, reconnaissant son impuissance, il congédia les mandarins qui l'entouraient, leur conseillant de gagner la campagne. Resté avec un seul serviteur, il se rendit à une petite pagode écartée dans les terrains du sud de la citadelle, où il n'y avait personne. Il dit à cet homme : « Je ne puis rien te donner puisque je n'ai plus rien, mais va trouver ma mère. Quand elle saura que tu es resté avec moi jusqu'à la fin, elle te donnera quelque chose. » Puis, aidé de ce fidèle, il

se pendit avec son turban vert à un grand banyan dans l'enclos de la pagode. Son satellite resta près de lui toute la nuit et au jour trouva des gens pour nous prévenir. On laissa enterrer hors de la citadelle cet homme qui fut un loyal serviteur de son roi et qui méritait le respect. Quelques mois plus tard son corps fut exhumé en cachette et transporté en Annam où on le reçut avec honneur.

Le commandant envoie ses ordres à Haiphong pour le départ du *Parseval* et du *Drac*. Le *Parseval* va prévenir des événements, M. Rheinart par Tuan An, et se tenir à sa disposition à Choumay. Le *Drac* va à Saïgon rendre compte au gouverneur et au ministre. Le commandant semble allégé d'un grand poids. « J'ai fait ce que mon devoir me commandait, disait-il : si je suis désavoué et renvoyé en France, je ne regretterai rien, et ce sera un bien pour ma santé. » M. Le Myre a pu l'accuser d'avoir désobéi à la lettre formelle de ses instructions. Néanmoins il l'a laissé jusqu'à la fin au poste où lui seul l'avait placé, et d'où il pouvait le rappeler par chaque courrier. Jusqu'à la fin aussi sa correspondance personnelle avec le commandant s'est exprimée en termes amicaux.

A Hanoï notre position est désagréable. Nous ne pouvons administrer nous-mêmes, et si une administration indigène ne se forme pas, les désordres et les pillages qui se produisent chaque nuit dans la citadelle vont se propager partout. On y avait bien pensé, et avant notre arrivée déjà le consul avait réussi à s'entendre avec le chef de la justice, le Quan An, auquel sa parenté royale donnait de l'influence. Cet homme, jeune, intelligent, convaincu que ses compatriotes ne pouvaient lutter contre nous, s'était laissé aller à écouter Kergaradec lui dire qu'en cas d'occupation de la citadelle il devait prendre le gouvernement sans ordre de Hué, pour sauvegarder la souveraineté de l'Annam que nous abolirions sans cela, et il avait promis son concours. C'est le seul haut mandarin que nous n'ayons pas trouvé entièrement loyal à son souverain. Mais le Quan An s'était enfui et ne reparaissait pas, nous laissant dans l'embarras.

27 avril. — Les missionnaires, attaqués cette nuit, ont repoussé leurs agresseurs en faisant des prisonniers que nous fusillons au milieu de la ville.

Détente quand on annonce que le Quan An vient voir le

commandant. Il arrive à quinze heures avec ses seuls porteurs de parasols et accepte de prendre provisoirement le gouvernement sous les conditions de l'ultimatum au Tong Doc, pourvu que le pavillon annamite flotte sur la tour de la citadelle. Il joue évidemment gros jeu vis-à-vis de sa cour. Le Thuan Phu, qu'il va voir, le lui reproche amèrement et finit par ne plus lui parler.

30 avril. — Le commandant fait afficher une proclamation déclarant que nous défendrons la ville contre toute attaque. Elle n'empêche pas la moitié de la population de s'enfuir sur le bruit que les Pavillons Noirs arrivent.

On nous signale des rassemblements hostiles et des préparatifs de barrages dans le canal des Bambous, notre seule voie de communication avec l'extérieur dans la saison actuelle. Les deux chaloupes canonnières y sont expédiées immédiatement avec ordre de maintenir les communications par tous moyens et en rendant les villages voisins responsables de toute obstruction.

4 mai. — Le commandant Thomazi de la *Massue* rend compte qu'il a dû faire un exemple et brûler un village, malgré l'intervention de missionnaires espagnols. Ceux-ci qui détiennent deux des trois vicariats du Tonkin nous ont toujours été défavorables et ont souvent mis des bâtons dans les roues.

7 mai. — Les jours se passent dans le malaise. Enfin le 7 une bonne nouvelle ! Le *Parseval* est de retour à Haïphong, ayant pu communiquer à travers la barre de Tuan An avec M. Rheinart qui nous rassure sur son sort. Prévenu de la prise de la citadelle par le *Parseval* avant que la cour pût l'apprendre par voie de terre, il est allé l'annoncer au Comat (conseil des ministres). Comme en même temps il déclarait que nous allions rendre la citadelle après l'avoir désarmée, l'événement n'a pas produit l'effet que nous craignions. Acceptant nos assurances pacifiques, le Comat envoie à Hanoï une mission extraordinaire présidée par un vieillard conciliant, Tran Dinh Duc, et pour arriver plus vite cette mission a pris passage sur le *Parseval.*

10 mai. — Arrivée de Tran, qui vient de suite voir le commandant. C'est fort opportun, car les désordres s'aggravent. Les Pavillons Noirs sont bien à Sontaÿ où le prince Hoang a publiquement mis nos têtes à prix.

12 mai. — Quand le commandant rend visite à Tran, celui-

ci réclame l'évacuation de la Pagode royale, feignant de croire que Rheinart l'a promise, ce qui est inexact. Le commandant tient à la garder tant que la situation ne sera pas plus claire.

13 mai. — Arrivée du courrier tant attendu. Longue lettre du commandant de la Mure rendant compte de l'impression produite sur le gouverneur quand il lui a annoncé la prise de la citadelle. Il a d'abord paru surpris et a dit : « Tant pis, tant pis. » Puis après réflexion : « Tant mieux, j'en suis enchanté. » Il a rédigé avec le commandant un télégramme au ministre : « *1er mai. — Citadelle d'Hanoï devenue menaçante pour notre sécurité a été prise d'assaut, va être demantelée. Nous conservons relations avec Annam.* » Mais que pense le gouverneur au fond? Officiellement il est tout à la paix. Officieusement il dit au commandant de la Mure qu'il ne lâchera rien de ce qui est pris et qu'il prendra davantage. Au départ du courrier, Paris n'avait encore rien télégraphié.

15 mai. — Arrivée de Mgr Puginier venant de Késo. Il vient s'informer des intentions de la France et nous affirmer que nous ne sommes pas assez nombreux pour recommencer une expédition Garnier, car la population, après l'expérience de 1874, ne marchera pas avec nous. Le commandant lui répète que nous n'avons pas cette intention et qu'il s'en tient à ses déclarations au Tong Doc, que par conséquent il doit éviter soigneusement de compromettre ses chrétiens. « Mais, riposte l'évêque, nous sommes compromis par votre présence et votre action, et ne pouvons l'être davantage. Nous ne ferons aucune démonstration et ne compterons pas que vous puissiez nous protéger en dehors de votre voisinage immédiat. Mais si nous sommes attaqués, nous nous défendrons partout où nous serons en nombre suffisant. Et comme nous n'oublions pas que nous sommes Français, nous vous tiendrons au courant des nouvelles dont nous aurons connaissance. » Les deux interlocuteurs se séparèrent médiocrement satisfaits l'un de l'autre.

Monseigneur resta cette fois plus d'un mois à Hanoï et je servis souvent d'intermédiaire entre le commandant et lui. Après son départ, je continuai ce rôle avec le Père Landais. Celui-ci, excellent homme, très dévoué, était resté un peu paysan. Les paradoxes originaux avec lequel le commandant aimait souvent à éblouir ses interlocuteurs le démontaient, et il aimait mieux avoir affaire à moi qu'à lui.

20 mai. — La chaleur est torride depuis le 25 avril, et le commandant l'a mal supportée au point que sa santé nous a donné des inquiétudes. Vers le 20 mai il se remet à peu près Sa vie est très réglée (1). Il se lève tard et reste toute la journée au premier étage du consulat dans sa chambre ou sous la vérandah où il jouit de la vue du majestueux fleuve et profite du moindre souffle d'air. C'est là qu'il reçoit les personnes qui viennent pour le service et qu'il fait sa nombreuse correspondance, entrecoupée de lectures et de longues méditations. A dix-sept heures et demie, il monte à cheval, sauf quand il est trop malade. Je l'accompagne avec le consul, le chancelier ou un officier, et nos deux ordonnances armés.

A cette époque, le but de la promenade était invariablement la citadelle. Le commandant entrait dans la Pagode royale et y allait aux nouvelles en causant avec les officiers. Nous rentrions par des chemins différents, nous arrêtant parfois à un brin de causette avec la mère de Beire qui tenait un petit cabaret près de la mission.

C'était ensuite le dîner. Le commandant, qui tenait à connaître tout le personnel, avait toujours deux invités à tour de rôle. Puis après le dîner, il y avait tous les soirs sa petite roulette installée au salon et tous les officiers et fonctionnaires y étaient conviés. On n'y jouait que petit jeu, réglementé pour qu'il n'y eût pas de fortes différences, et il y offrait de la bière et des cigares.

Le commandant aimait sa roulette, c'était son péché mignon, mais avant tout il désirait faire de son salon une sorte de cercle militaire, pour procurer quelque distraction aux officiers et resserrer leur camaraderie. Sans cela, disait-il, on ne viendra pas me voir ou on m'ennuiera si je n'ai aucun divertissement à offrir. Personne ne se croyait tenu de venir; la bonhomie souriante du commandant mettait tout le monde à l'aise, et, parmi ceux qui ont participé à ces réunions, alors qu'il n'y avait d'autre ressource en dehors d'elles qu'un misérable petit café, je crois que bien peu n'en ont pas gardé un souvenir reconnaissant.

Les fonctionnaires de l'administration et des douanes ne sont que cinq ou six; parmi eux, deux jeunes gens de bonne

(1) Sur ce sujet, voir le livre si attachant de M. Baude de Maurceley, *le Commandant Rivière*, Ollendorf, 1884.

famille : de Montaignac, neveu de l'ancien ministre, et de Larosière.

En dehors d'eux, des missionnaires et des militaires, il n'y a alors que trois Européens à Hanoï : un Allemand de bonne tenue, von der Heyde, représentant une maison allemande de Hong Kong qui possède une bonne chaloupe, et deux pauvres diables de Français vivotant chichement : Perrin, qui tient un petit café, et Perretti.

La seule Européenne est Mme de Beire. Curieuse figure d'aventurière, et probablement de déclassée, elle est, comme Cyriaque, une épave de l'expédition Dupuis, dans laquelle elle a rempli un rôle d'infirmière-médecin. Il est difficile de mettre un âge sur sa figure usée et ravagée, peut-être cinquante ans, mais elle est encore active. Elle se dit Belge, et laisse volontiers supposer qu'elle a débuté dans un autre milieu social; ses manières dénotent d'ailleurs quelque éducation. Restée échouée à Hanoï après la débâcle de Dupuis, elle vivote dans une paillote à un kilomètre de la concession en vendant à boire aux militaires qui prennent son cabaret comme but de promenade. Violemment anticléricale, son Dieu est Garibaldi, dont elle dit avoir suivi une des expéditions. Mais ses meilleurs amis sont les missionnaires, ses voisins, chez qui elle se réfugie aux jours de danger. Quand elle les invite à déjeuner, elle les fait asseoir sous le grand portrait de Garibaldi qui semble les présider. Elle dit qu'elle les verra toujours avec joie, sauf le jour de sa mort, où elle les mettra à la porte, et, de leur côté, ils citent d'elle des actes de bienfaisance et d'appui méritoires dans sa situation.

23 mai. — Le vieux Tran, constatant qu'il ne peut se faire obéir ni à Sontaÿ ni à Bac Ninh, donne sa démission d'envoyé royal, mais reste Tong Doc d'Hanoï.

Le commandant fait entourer la concession d'une fortification de palanques en bois. Le travail avance rapidement, exécuté par un peuple de coolies que Dupommier recrute facilement. Il est payé sur les fonds saisis à la douane.

DANS L'ATTENTE

29 mai. — Courrier de Saïgon par le Drac qui nous amène aussi la chaloupe canonnière, le *Yatagan*, commandant Ter-

lier. Toujours rien de Paris. Mais le gouverneur semble dans le désarroi et plutôt disposé à reculer sans que ce soit clair. Il écrit de rendre la Pagode royale et qu'il négocie à Hué. Il reproche durement les dépenses de fortification aux subordonnés du commandant, qui cependant n'ont agi que sur l'ordre de celui-ci. Au commandant il dit qu'il est temps d'arrêter ses subordonnés dans cette voie, parce que leur réputation à tous deux y sombrerait. Par ailleurs, il s'informe en termes très gracieux de la santé du commandant et lui accorde une dizaine de croix du Cambodge pour les officiers qui se sont distingués à la prise de la citadelle.

6 juin. — Les crues du Fleuve Rouge sont formidables et il vient de monter brusquement. Le commandant part en reconnaissance dans le haut fleuve avec la *Fanfare* et la *Carabine*. Trois chaloupes précèdent en sondant et balisant les passes. Le soir nous nous arrêtons à trois milles au-dessous de Sontaÿ.

7 juin. — A sept heures, défilé lentement devant Sontaÿ. La ville, à plus d'un kilomètre du fleuve, est cachée dans la verdure, on n'en voit que la tour de la citadelle. Mais toutes les digues et les routes sont hérissées de défenses. On a beaucoup travaillé et on nous attend. Nous passons à deux cents mètres des digues couvertes de soldats annamites. En arrière, les lignes de défense sont jalonnées de drapeaux noirs à grandes lettres blanches et on distingue bien les Chinois avec leurs larges chapeaux. Il suffirait d'une provocation pour déclencher le feu. Mais de chaque côté on reste dans une attitude défensive, et nous nous éloignons tranquillement pour mouiller à midi dans la Rivière Claire près de son embouchure.

Examiné l'emplacement proposé par Dupommier pour l'établissement d'un poste sur la berge élevée de la rive droite. C'est une belle pagode, de défense facile, dans un site magnifique. Mais pendant la moitié de l'année, les eaux seront trop basses pour que les chaloupes canonnières puissent remonter jusque là. Ce n'est donc pas pratique. Sur la rive gauche, les habitants du gros bourg de Bac Hat nous accueillent avec sympathie.

8 juin. — Continué à remonter le fleuve avec deux chaloupes seulement. Dépassé l'embouchure de la Rivière Noire. Mouillé à onze heures devant l'allée de beaux arbres qui cache la citadelle d'Hung Hoa. Nous déjeunons tranquillement sous

les yeux d'une population nombreuse, qui s'entasse sur la berge à cinquante mètres de nous, et nous regarde curieusement sans manifester aucune frayeur. Puis revenu à la Rivière Claire.

9 juin. — Rentré à Hanoï. Le Tuan Phu part porter, d'abord à Sontaÿ, les ordres formels du Comat pour la pacification du pays.

13 juin. — A son retour, il rapporte que le prince Hoang a été atterré des ordres de Huć. Il les exécutera et se retirera de sa personne dans la nouvelle forteresse qu'il a fait bâtir au delà d'Hung Hoa, loin des rivières et de nos canonnières. Mais il est chargé aussi de licencier les Pavillons Noirs et se déclare impuissant à le faire. Tout au plus pourra-t-il, en les payant grassement, les faire retourner dans leurs postes du haut fleuve. Il n'y a pas à espérer une aide de notre part. Nous ne sommes pas assez forts pour opérer hors d'Hanoï, et d'ailleurs la saison s'y opposerait absolument,

Car la chaleur est écrasante, 33° la nuit. Nous perdons quatre hommes dans la même semaine et le commandant est réellement malade.

26 juin. — Arrivée du courrier. Rien de Paris. D'une part, le gouverneur annonce au commandant qu'il a demandé pour lui la croix de commandeur de la Légion d'honneur, de l'autre, il traite notre affaire de « malheureux incident d'Hanoï ». Il recommande la plus grande circonspection en raison de la révolte d'Arabi Pacha et des événements qui vont sans doute amener une intervention anglaise en Égypte, événements qui, bien plus importants pour la France que ceux d'Indochine, sont de nature à paralyser notre action ici.

29 juin. — Courrier exceptionnel par navire de commerce. Le gouverneur annonce qu'il apprend que sept canonnières chinoises avec un amiral partent de Canton pour porter des troupes dans le golfe du Tonkin. Très ému de cette intervention, il a télégraphié à Paris en demandant que l'amiral Meyer qui commande notre division de Chine envoie deux de ses navires à Haïphong. Le *Kersaint* et le *Lutin* doivent être déjà en route.

3 juillet. — Le commandant Chanu, promu lieutenant-colonel, rentre d'une tournée dans le bas Delta, et annonce que tout y est calme.

4 juillet. — Autre courrier. Il paraît que l'épouvantail chinois n'est plus si effrayant, puisque le gouverneur prie le

commandant de renvoyer le *Kersaint* et le *Lutin*, mais nous n'en savons pas plus long.

9 juillet. — Le commandant de Beaumont du *Kersaint* vient à Hanoï. Il apporte une lettre de l'amiral Meyer annonçant que les Chinois sont irrités de la prise de la citadelle. Notre ministre à Pékin, M. Bourée, se plaint de n'être pas plus au courant que l'amiral de cet incident. Le Tsong Li Yamen a réclamé des éclaircissements à M. Bourée en l'invitant à rappeler au gouvernement français que l'Annam est placé sous la suzeraineté de la Chine.

Je trouve en effet dans l'ouvrage de Cordier (1), une dépêche du 26 juin 1882 de M. Bourée à M. de Freycinet dans laquelle il écrit : « Je continue à être sans nouvelle aucune de ce qui se passe au Tonkin. J'ai écrit à M. Le Myre de Vilers pour faire ressortir à ses yeux les évidents inconvénients qu'il y a à laisser ainsi la légation démunie de toute information sur les événements qui l'intéressent à un si haut degré, et au sujet desquels je puis, d'un instant à l'autre, avoir à répondre à des interpellations qui ne devraient jamais me prendre au dépourvu. Je serais reconnaissant à V. E... de vouloir bien insister près de son collègue, l'amiral Jauréguiberry, pour que le gouverneur reçoive des instructions dans ce sens. » M. Bourée continuait en disant qu'il avait demandé au Tsong Li Yamen s'il était vrai qu'une escadre chinoise eût été envoyée au Tonkin. Les ministres ont affirmé que cette nouvelle était inexacte, mais que des troupes impériales avaient été échelonnées le long de la frontière *en territoire annamite* pour empêcher l'arrivée des bandes insurgées que nous poursuivions nous-mêmes.

Le gouverneur répondit à M. Bourée : « Saïgon, 8 juillet. Notre situation au Tonkin est aussi bonne que possible, et nos relations avec Hué sont devenues plus cordiales qu'elles ne l'ont jamais été. La prise de la citadelle d'Hanoï n'a été qu'un incident fâcheux causé par la maladresse et le zèle intempestif du Tong Doc. Le gouvernement annamite l'a reconnu lui-même, et a, depuis, par ses judicieuses instructions, prévenu le retour de pareilles nécessités. Mes instructions sont tellement catégoriques que je ne crois pas avoir à me préoccuper

(1) Voir Cordier, 2e vol., p. 254.

des observations de la cour de Pékin. Le ministre des Affaires étrangères a d'ailleurs prévenu le marquis Tseng que les réclamations de son gouvernement ne pouvaient être accueillies. »

Une pareille correspondance, dont je n'ai eu connaissance que trente ans plus tard, montre bien l'incohérence dont a souffert cette affaire du Tonkin. Les diverses administrations ne se concertaient, ni en France, ni en Extrême-Orient, et le commandant Rivière était laissé dans l'ignorance. Cette fois, il apprenait seulement par des lettres particulières, que M. Le Myre le désavouait à Hué, et était décidé à ne rien faire au Tonkin, ce qui détermina le colonel Chanu et le consul Kergaradec à demander leur retour en France, auquel ils ont droit.

Le 9 au soir, pendant que j'accompagne le commandant de Beaumont pour lui montrer la citadelle, nos chevaux se trouvent subitement nez à nez avec un éléphant. Ils nous jettent à terre, et j'ai le bras gauche cassé. La chaleur est telle que je ne puis supporter de rester au lit un seul jour, et je continue à faire mon service de bureau.

10 juillet. — Le Tong Doc met le commandant en demeure de lui rendre la Pagode royale en s'appuyant sur la lettre du 29 avril au Quan An. Il ajoute : « La Pagode est un endroit sacré où on adore le Ciel et honore le Souverain. Elle n'est pas un lieu pour loger la troupe. »

12 juillet. — Le commandant refuse nettement, en déclarant que le moment n'est pas encore venu, mais il écrit au gouverneur pour lui demander si, dans l'intérêt de ses négociations, il convient ou non de rendre la Pagode.

18 juillet. — Lettre de M. Rheinart, disant au commandant qu'à Hué rien ne va de ce que voudrait M. Le Myre et ajoutant : « Je demande au gouverneur le maintien de l'occupation de la Pagode royale. »

22 juillet. — Le Tong Doc nous prévient que, par ordre du Comat, le Quan An est arrêté comme coupable d'avoir accepté la citadelle sans la Pagode, et envoyé à Hué.

24 juillet. — Courrier de Saïgon. Le gouverneur, très mécontent du rejet de ses projets de traité, prescrit de garder la Pagode royale. Une de ses dépêches semble enlever au commandant ses pouvoirs politiques en les rendant aux consuls. Cependant deux autres dépêches de date postérieure adressent au commandant et non aux consuls deux affaires politiques.

Le commandant très mécontent commence par ne rien répondre. Il est d'ailleurs très souffrant et à bout de forces.

1er août. — Le colonel Chanu partant pour la France est remplacé comme commandant des troupes par le commandant Berthe de Villers.

2 août. — Courrier qui nous apprend enfin après plus de trois mois comment la prise de la citadelle a été envisagée en France.

C'est d'abord l'approbation complète du ministre notifiée par dépêche du 20 juin 1882, applaudissant à la vigueur avec laquelle cette affaire a été menée. M. Le Myre la transmet sans commentaire.

Dans la presse, c'est un concert unanime d'éloges, vantant l'énergie et la décision du commandant. Cela renforce sa situation; aussi expédie-t-il au gouverneur une lettre ferme préparée depuis huit jours . « Ou je resterai ce que je suis, ou je resterai simplement dans mes attributions, mes droits et mes devoirs de commandant de la division navale. »

Les journaux de Paris mentionnent aussi les démarches et les protestations de Tseng qui a même demandé le 6 mai notre rappel du Tonkin.

M. de Freycinet a répondu le 31 mai que le gouvernement, soucieux de faire respecter l'acte qu'il avait signé, donnait aux autorités de Cochinchine l'ordre d'assurer l'exécution du traité de 1874.

Nous ne savons rien officiellement à Hanoï de ces interventions diplomatiques, et les journaux, tout aux affaires d'Égypte, n'en parlant qu'incidemment, nous n'y avons pas porté attention.

VICE-AMIRAL DE MAROLLES.

(A suivre.)

AUX FÊTES

DE

NOTRE-DAME DEL PILAR

Saragosse, 11-19 octobre 1929.

Midi. La place del Pilar est toute jaune de soleil, toute scintillante des chaînes, des médailles, des statuettes auréolées qui remplissent les petits kiosques épars sous de maigres acacias. L'horloge sonne. Au dernier des douze coups, une bombe éclate. Alors, des dix coupoles revêtues d'azulejos jaunes et verts, des quatre tours pareilles à des minarets, de toute l'orientale cité qu'est le toit tumultueux de l'énorme église, un vol de pigeons s'échappe, éperdu. Ils tournent, étincellent, reviennent à leur nid. Mais de minute en minute les bombes se succèdent. Et les pigeons repartent, puis se posent, pour repartir encore. Cela semble préparé, réglé, rythmé d'avance, cette palpitation blanche autour des murs rougeâtres, cette palpitation bleue de tant de petites ombres sur le sol de la place. — Le mouchoir noué sur l'oreille, la haute ceinture violette serrant le torse étroitement, veste sans manches, culotte courte fendue sur le côté et laissant voir le linge blanc, un grand Aragonais lève la tête et regarde. Les fêtes de Notre-Dame del Pilar viennent de commencer.

... Plus exactement, elles ne commenceront que demain, samedi 12 octobre, à quatre heures du matin, avec la messe des Infants et la procession du Rosaire de l'aurore. Mais la foule dès à présent envahit l'église. Sa porte ronde bourdonne comme le trou de vol d'une formidable ruche. Debout sur son pilier d'albâtre, isolée des fidèles par une grille d'argent que

surmonte comme une autre grille une rangée de cierges ardents, la *Morenita* reçoit ses premiers visiteurs (1).

Elle occupe dans l'église, derrière le maître-autel, une sorte d'autre église dont la coupole est supportée par d'obscures colonnes de marbre. Cela est assez lourd, ennuyeux, comme d'ailleurs toute cette cathédrale datant de ce XVIII^e^ siècle qui ne sut que froidement construire ses églises. Mais qui s'occupe ici des voûtes et des murs ? Noire sous un dais d'argent, détachée sur un fond éblouissant d'étoiles, la toute petite image attire seule les regards qui ne s'en détachent plus. De la même main qui soutient l'Enfant, elle presse un oiseau. Sur sa tête est posée une couronne de diamants. Au centre de ses auréoles, la première de diamants aussi, l'autre d'or incrustée de rubis et d'émeraudes, elle est comme un petit paon au centre de sa roue.

Ce qui peut-être est vrai au sujet de cette Vierge entre toutes vénérée, nous le verrons tout à l'heure. Mais d'abord il faut s'approcher avec un cœur naïf et plein de la légende. Celle-ci raconte que l'apôtre saint Jacques, quand il évangélisa l'Espagne, se trouvait une nuit en prière au bord du fleuve Ébre, dans la ville de Saragosse, quand la Vierge lui apparut, *en carne mortal*, c'est-à-dire, ceci se passant quand elle vivait encore, revêtue de sa chair mortelle. Des milliers d'anges l'environnaient. Et elle était assise sur un pilier de marbre.

Le pilier est celui qu'on vénère aujourd'hui. Pour certains, l'origine de la statue n'est pas moins miraculeuse : elle serait la forme même que prit l'apparition. La légende, il est vrai, dit que les anges ensuite remportèrent la vierge dans sa maison de Nazareth. (C'est même en souvenir de ce voyage aérien que Notre Dame del Pilar est aujourd'hui en Espagne la patronne des aviateurs.) Encore une fois, ne nous inquiétons maintenant d'aucune précision. Et que nos yeux soient un instant les humbles yeux éblouis de cette femme qui arrive du fond des montagnes, en larges *refajos* (2) de percale brune et portant sur l'épaule un petit enfant à la tête rase, aux joues rondes, aux grands yeux résignés. Plus effaré encore, la bouche entr'ouverte, le mari presse à deux mains un gros cierge contre

(1) *Morena :* brune; *Morenita*, brunette; nom familier donné à la Vierge del Pilar à cause de sa couleur sombre.

(2) *Refajos :* jupon.

sa poitrine. Ils n'osent pas l'offrir ni s'approcher tout de suite. De loin, par-dessus la multitude agenouillée à même les dalles de marbre, ils admirent, écrasés.

Il n'est pas rare, si ces humbles gens des campagne sont interrogés sur les personnes divines, de leur entendre répondre qu'elles sont au nombre de quatre : « le Père, le Fils, le Saint-Esprit, — et Notre Dame del Pilar ». Pour eux, elle est toute mêlée de Dieu, puissante autant que lui, et son Fils, bien souvent, est oublié pour elle. En même temps, il n'est peut-être pas, dans toute cette Espagne où le peuple toujours humanise et si simplement rapproche de soi les choses du ciel, il n'est pas de culte qui soit plus mélangé de matérielle tendresse que le culte rendu à la Vierge del Pilar. Je viens de dire qu'elle est Dieu, et elle est aussi quelqu'un dont on admire la taille, le visage, la fragilité, la gentillesse, les vêtements, les bijoux, — une femme enfin, une vraie femme à laquelle on compare les autres pour les complimenter et qui peut quelquefois leur porter ombrage. Les *jotas* anciennes ou modernes qui lui sont consacrées, sont toutes pleines de cette adoration et de cette familière tendresse.

« Quand tu vas à Saragosse, — dit une jeune fille à son fiancé, — je ne suis pas jalouse des autres filles, — mais de la Morenita — qui est au bord de l'Èbre. »

Et, dans une autre jota, c'est l'amoureux qui déclare :

« Va et prie la Vierge, — et dis-lui que je n'entre pas la voir, — parce que j'ai honte de lui dire... — que je t'aime plus qu'Elle... » « Je voudrais te peindre — dans un reliquaire — et te porter sur la poitrine, — comme la Vierge del Pilar », dit encore une chanson.

Et une autre :

« Quoiqu'on t'appelle petite, — Niña, n'en sois pas offensée, — car la Vierge del Pilar — est petite et nous l'adorons. »

Combien faudrait-il en citer ? Chacune a sa saveur. Et la Vierge del Pilar n'est pas humaine seulement dans ces quatrains faits par le peuple ou composés pour lui par ses poètes. Dans un livre écrit au XVII^e^ siècle, sur les bonnes manières en usage à Saragosse, un certain Lamberto Vidal expose gravement le cérémonial qui sans doute est observé quand la Vierge del Pilar va rendre visite aux autres Vierges tellement au-

dessous d'elle!... « C'est la Vierge del Pilar, explique-t-il, qui tend la main la première, comme le fait toute personne de qualité à ceux qui lui sont inférieurs. »

Pour l'Aragon tout entier, cette mince statue, sombre sous ses joyaux de féerie, représente donc la Foi et l'Amour. Elle est aussi la Patrie et, — ce qui peut-être est plus encore que la Patrie, — le pays. Le pays d'Aragon avec sa ténacité, son orgueil, son puissant besoin d'être libre. Toutes les vertus de la race sont dues à la Vierge, et toutes les victoires. Pour se coucher à ses pieds accourent du fond des siècles les souvenirs glorieux de la vieille terre des *Fueros*. Au château de l'Aljaferia, où vécurent les rois, les azulejos incrustés dans le carrelage des grandes salles s'illustrent de l'écusson des Rois Catholiques. Aux Tours, aux Lions, aux Barres, s'est ajouté enfin la Grenade vaincue. Qu'est-ce que tout cela comparé au Pilar et à sa Morenita ?

Ah ! l'étonnant, le passionné cours d'histoire qu'est le sermon prononcé le samedi matin pendant la grand messe solennelle! Les saints, les rois, la conquête et l'éclatante période qui suivit, toute l'histoire d'Aragon repose sur ce pilier, enroule autour de lui ses banderoles d'or, de feu et de sang. A l'énumération des triomphes se mêle celle des joyaux offerts à la Vierge. Et tout cela est évoqué minutieusement, longuement, un peu trop longuement peut-être. Après une demi-heure, nous n'en sommes encore qu'en 1640. « Ay... Ay... Ay... Ay... Jésus! » soupire près de moi une femme qui s'évente.

Ce samedi 12 octobre est, entre tant de jours de fête, le plus grand, le plus beau, c'est le vrai jour del Pilar. Les trains toute la nuit et les grosses diligences jaunes qui font le service des villages et des bourgs les moins éloignés n'ont cessé d'amener cette foule qui, depuis l'aube, circule sous les voûtes et se coagule lentement devant le maître-autel, — foule étrangement mêlée, comme l'est toujours, dans ces grandes manifestations religieuses, la foule espagnole : des chapeaux, des mantilles, des fichus à fleurs et, sur les plus misérables têtes, le mouchoir simplement qu'on tire de sa poche avant d'entrer dans l'église et qu'on noue aux quatre coins.

On se pousse, on se presse pour apercevoir, dans le chœur, l'évêque avec sa mitre et sa crosse, et tout le clergé blanc et or. D'énormes bustes d'argent qui sont de précieux reliquaires

encombrent l'autel. Des *maceros* sont debout près d'un pilier : habits rouges, culotte noire, cols de guipure blanche. De leur groupe, le sermon fini, s'élève quelquefois, coupant les chants religieux, une sonnerie de trompettes. Et certes tout attire et mérite la curiosité ; mais qu'elle se lasse vite et qu'il faut promptement revenir devant la Morenita !

On l'a faite belle aujourd'hui. Le *manto* de moire blanche tout brodé de perles qui enveloppe le pilier lui monte jusqu'aux genoux et la réduit encore. Des colliers de pierreries y sont accrochés, des colliers faits à la taille d'une femme et qui, si la petite Vierge les avait autour du cou, pendraient plus bas que sa robe. Cinq gros diamants, posés au sommet du *manto*, l'encerclent de feu. Devant elle, sur la longue grille d'argent qui supporte les cierges, l'abondance de ceux-ci est telle qu'ils se consument l'un l'autre. Ils fléchissent, se tordent, meurent en lourdes stalactites de cire qui se détachent et tombent sur les têtes inclinées. La place manque pour faire brûler ceux qui ne cessent d'être offerts. Alors les femmes allument celui qu'elles apportent, le tiennent à la main le temps d'une prière, et le couchent au bout de la grille sur la gerbe blanche qui grossit trop vite et que, toutes les dix minutes, viennent enlever les enfants de chœur.

Ils ont fort à faire ce matin, et ils auront fort à faire tous les matins de la semaine, les *monaguillos* de la Vierge brune. D'abord il leur faut ramasser les monnaies de bronze et d'argent que les fidèles ne cessent de jeter au pied du Pilar. Ils courent à quatre pattes sur le tapis rouge, le balayent de la main, précipitent leur récolte dans un petit cabas de corde, tout pareil à celui qu'emploient les nettoyeurs de la rue. Et puis, il y a la présentation à la Vierge des petits enfants. Il faut avoir moins de sept ans, ou bien être le Roi, pour toucher le manto sacré.

Alors, une longue file de mères se forme près de l'autel. Des mères élégantes, portant des gamines tout en guipure, bien frisées, un nœud rose dans les cheveux ; des mères campagnardes, dont le bébé est roulé dans un gros châle ou nu sous sa robe. L'enfant de chœur saisit ces dociles paquets, du mieux qu'il peut, car lui-même, je le crois, n'a pas plus de sept ans. Chargé, ployant, résolu, il monte les trois marches qui mènent au Pilier. Au sommet, il doit, pour arriver jusqu'au *manto*,

se mettre à genoux. Quelques enfants, les plus grands, les mieux mis, hurlent et se débattent. Patient autant que la plus experte nourrice, le minuscule *monaguillo* les embrasse, les persuade, — qu'est-ce qu'il leur dit tout bas ? Peut-être leur assure-t-ils qu'ils ne seront pas mangés, — et arrive enfin à presser contre le pilier, à défaut d'une main récalcitrante, une tête ou une épaule. Le retour ne va pas sans difficultés. Il ne faut en effet pas tourner le dos à la Vierge, — et reculer sur les genoux, puis descendre trois marches à reculons en portant dans ses bras un enfant quelquefois aussi gros que soi-même... Mais le *monaguillo* s'en tire triomphalement, reçoit deux sous pour sa peine et repart aussitôt pour une autre présentation.

Près du cortège des mères un autre défilé processionne lentement. Des vieilles qui portent la capuche en velours noir du Haut-Aragon, des messieurs élégants, des moines ceinturés de corde, des jeunes femmes dont les chapeaux sont ceux que lança la mode il y a quinze jours à Paris, vont baiser le Pilar. De face il disparaît sous les broderies précieuses dont il est toujours enveloppé. Il faut, pour l'atteindre, contourner l'autel, suivre un étroit passage. Dans un épais cadre d'argent, à la mesure d'une face humaine, une place apparaît où le marbre est nu. Et l'un après l'autre les pèlerins s'agenouillent, enfouissent leur visage. Si nombreux, depuis tant de siècles, ont été les baisers reçus que le marbre est creusé, déchiqueté, pareil à une éponge. Cependant, devant l'autel, le tintement des monnaies qu'on jette retentit toujours. Les cierges s'amoncellent. A genoux sur des prie-Dieu, deux hommes de la garde d'honneur de la Vierge, un ruban violet et blanc autour du cou, roides, les mains unies à plat, la face illuminée, ressemblent aux donateurs dans les anciens tableaux.

Et des enfants, épuisés d'avoir voyagé toute la nuit, s'affaissent, endormis. Accroupies sur la marche des confessionnaux, un panier à leurs pieds, des femmes laissent leur front s'abattre sur leurs genoux. Avec quel entrain, cette première fatigue passée, ils se réveilleront tout à l'heure ! Sans doute, les fêtes du Pilar sont pour la bourgeoisie riche de Saragosse l'occasion de dîners et de *verbenas* (1). Les jeunes gens et les jeunes filles de la plus haute société se divertissent, habillés comme les gens des

(1) *Verbenas :* soirée.

campagnes, à des repas *baturros* (1). Mais c'est pour les vrais *baturros* que la fête est la plus belle : pour ces petits, ces vieilles, pour tous ces humbles couples pareils à celui dont je parlais tout à l'heure, l'homme tout en velours brun, la femme en robe brune, qui s'avancent doucement, la face pleine d'extase, le poupon sur l'épaule.

LE PEUPLE ET LA RUE

Ils sont venus de toutes les campagnes : des vallées fertiles, arrosées, où poussent la betterave, source de richesse, le maïs et le blé, mais ils sont venus aussi des villages accrochés au mont aride dont ils ont la jaune et sèche couleur. En traversant ces déserts, on aperçoit au loin un homme à cheval, ou d'apocalyptiques animaux qui sont de pauvres ânes, écrasés de fardeaux qui dépassent leur taille. Une tartane les a conduits jusqu'à la gare la plus proche. Et le train à son arrivée a été pris d'assaut. Les troisièmes étant combles, ils ont envahi les premières, et, n'osant tout de même pas s'asseoir sur les banquettes, ont campé dans le couloir. Leurs bagages d'oreillers roulés dans de grands châles, de valises crevées, de paniers ronds fermés par des cretonnes à fleurs soigneusement cousues tout autour, ont rendu la circulation impossible aux voyageurs. Dans tous les compartiments ont retenti les piaillements des volailles dont ils feront cadeau aux parents de la ville qui doivent les héberger. Pendus par les pattes, des lapins se convulsent, s'échappent (j'en ai reçu un sur les genoux, superbe, cravaté d'un ruban jaune et rouge). Des sacs de papier, crevés, ont répandu leurs olives. N'importe. Personne ne s'est faché. Une telle joie était en eux !

Et maintenant, après avoir été saluer la Pilarica, ils se répandent dans les rues, aussi graves qu'ils l'étaient devant l'autel, presque aussi éblouis. Les fenêtres sont tendues de draps blancs bordés de rouge ou de bandes aux couleurs du drapeau espagnol. Les confiseries regorgent de gâteaux au jaune d'œuf, au coco, aux amandes pilées. Un homme promène deux belles mules harnachées d'un flot de pompons rouges; pour une très petite somme, chacun peut courir la chance de les posséder :

(1) *Baturro* est le nom typique donné au paysan aragonais.

elles sont mises en loterie. Au coin de toutes les rues il y a des camelots. Comment ne pas s'ébahir devant le roi de ceux-ci, le fameux Léon Salvador, qui parcourt l'Espagne dans son automobile, offre avec les montres qu'il vend de beaux douros d'argent et d'authentiques billets, et proclame : « Il n'y a plus en Europe que quatre grands hommes : à Rome, le Pape; à Madrid, le Roi et le général Primo de Rivera; et ici, à Saragosse, moi, Léon Salvador! »

La foire aux chevaux et aux mules se tient sur un boulevard planté de grands arbres. Au bout de la promenade est la foire des manèges et des petites baraques. On y savoure de gros cornichons proprement enfilés sur une tige de bois, des *piñones* roulés dans le sucre, de beaux *churros* bien frits. Pour deux sous, en faisant tourner une roue, on peut gagner une petite bonne femme de plâtre pas très habillée, ou, si l'on préfère, façonnée du même plâtre, peinte des mêmes couleurs, une statue du Sacré-Cœur ou de la Vierge Marie. On peut voir l'extraordinaire amphibie mexicain qui est âgé de 150 ans et pèse 600 kilos. Chez le photographe, une découpure de carton peint, grandeur nature, représente près d'un toréador un taureau furieux dont les narines fument. Le toreador n'a pas de tête. Sur l'encolure vide, le plus pacifique *baturro* peut poser son visage et sa photographie sera celle d'un vaillant entre les vaillants.

Les places, les avenues neuves sont plantées de fleurs. Mais les rues étroites du vieux quartier où les *aleros* (1) magnifiquement sculptés des vieux toits se rejoignent presque et laissent à peine voir le ciel, ces rues-là aussi sont fleuries de tous les géraniums qui pendent aux balcons et de toutes les belles filles qui appuient leur visage aux barreaux des *rejas* (2). Plus nombreuses soudain, se pressant à chaque étage, les voilà qui se mettent à rire et les gamins sur le pavé courent et poussent de grands cris. Au fond de la rue sonne une musiquette de fifres dont l'air naïf et dansant rappelle un peu celui des très vieux Noëls, et parmi la foule qui les acclame et chante, d'étranges personnages s'avancent solennellement. Sur deux alertes jambes, bien vivantes, chaussées de bas blancs et d'espadrilles noires, ils portent des corps difformes et d'énormes têtes impassibles : ce

(1) *Aleros :* avant-toit.
(2) *Rejas :* grilles.

sont les *cabezudos* (1) ; le juge sous sa barrette, Polichinelle en tricorne, le villageois tout en noir, coiffé du haut chapeau qu'on portait autrefois, la *baturra* aux joues éclatantes, au chignon tressé, le châle brun et fleuri lui drapant les épaules. Au fond des grosses bouches entr'ouvertes on voit briller les yeux des hommes qui supportent ces machines. Leur poids ne les empêche pas de poursuivre les gamins piailleurs qui les assaillent de quolibets ou de se mettre soudain à danser avec eux une ronde fantastique.

Les *cabezudos* forment l'escorte et l'avant-garde des géants, qui sont d'énormes mannequins d'osier superbement habillés et dont la tête dépasse la premier étage des maisons. Ceux-ci représentent le Roi et la Reine, un prince Maure, un Chinois et Don Quichotte en long manteau de velours rouge, suivi de la Dulcinée. Moins alerte naturellement que les *cabezudos*, ils savent cependant, quand le cortège fait halte, esquisser un petit pas au son de fifres, et le comique sautillement de ces énormes figures provoque dans la foule qui se presse des rires sans fin.

Pendant toute la durée des fêtes, à toutes les heures, *gigantes* et *cabezudos* se promènent ainsi. Vraiment la joie est partout. L'église rayonne, la rue danse. A l'heure des repas, tout ce peuple affamé envahit les *posadas*. Dans le patio intérieur, blanchi à la chaux, s'égoutte doucement le linge qui sèche sur le balcon. Une grosse vieille rampe de bois borde l'escalier carrelé. Dans la salle à manger, sur la longue table un seul *porron* de vin est posé pour tout le monde, il faut savoir y boire sans approcher les lèvres. La *paella* circule dans d'énormes plats : montagne de riz jaune tachée de piments rouges, de coquillages bruns.

Il y a bien des chambres dans ces posadas. Mais tant de monde évidemment n'y peut trouver place. Alors la nuit beaucoup d'hommes, quelques femmes aussi, couchent tout simplement dans l'écurie, sur un sac. De gros piliers carrés, blanchis à la chaux, supportent les vieilles voûtes. Sous l'électricité qui ne s'éteindra pas, vingt ou trente belles mules luisent, frémissent. La paille bruit. Son odeur et l'odeur, la chaleur des bêtes enveloppent mieux encore que les mantas

(1) Littéralement, porteurs de grosses têtes.

rayées tous ces corps immobiles. Des tartanes dételées sont pleines d'oignons roses.

LA PROCESSION DU ROSAIRE

Les processions naturellement sont nombreuses pendant les fêtes del Pilar. Il y en a dans l'église ; il y en a dans la rue. La plus curieuse est celle du Rosaire qui se déroule à travers la ville le dimanche soir à sept heures après la nuit tombée.

C'est une procession dont Saragosse est très fière, et qui, dans l'Espagne entière, n'a pas sa pareille. « Même à Séville, disent-ils ici avec mépris, il n'y a rien de semblable. » On y voit représenté le Rosaire tout entier, avec les Mystères, — Joyeux, Douloureux, Glorieux, — les *Ave*, les *Pater*, les *Gloria*, et les Litanies.

Dès six heures, la foule au bord des trottoirs se presse sur une épaisseur de trois et quatre rangs. Du balcon de la Cour d'appel, qui est l'ancien et magnifique palais des ducs de Luna, on entend bruire, grouiller, on voit briller de toutes ses boutiques, la belle rue del Coso. Les cafés sont envahis. Chaque fenêtre porte, au-dessus d'une draperie jaune et rouge, une humaine grappe noire. Dans un ciel dont la nuit ne peut éteindre le bleu, le veloute seulement et le fait plus profond, la lune étincelle, comme autour du Pilar les diamants de la Vierge.

Et voici que, brusquement, cesse l'immense tapage. Des soldats à cheval débouchent d'une petite rue. Quelques bannières les suivent, entre deux files de cierges qui semblent coudre la foule noire au pavé jaune, à tout petits points lumineux. Presque aussitôt voici la statue de saint Dominique, qui fut le créateur du Rosaire, et le premier *Mystère Joyeux* s'avance derrière lui.

C'est, montée sur un char roulant que six hommes poussent à grand peine, une prodigieuse lanterne intérieurement éclairée par un nombre incalculable de bougies et dont les quatre faces sont violemment coloriées ; sur celle qui d'abord se présente, on peut admirer Jésus dans sa crèche ; les autres sont décorées d'armes, d'écus, de devises. Oserai-je dire que la crudité des tons, la naïveté des images me fait malgré moi penser à la lanterne magique dont s'enchantaient, et s'enchantent encore,

les petits enfants? — Le *Mystère* est suivi du *Pater* et du *Gloria*, qui sont deux autres lanternes moins grosses, taillées à facettes, et simplement portées au bout d'un bâton. Et, tout pareils au *Pater* et au *Gloria*, mais plus petits, et s'égrenant sur deux files, cinq par cinq suivent les *Ave* de la dizaine.

Le spectacle se reproduira quinze fois, les Mystères, comme l'on sait, étant au nombre de quinze. Seules, varieront les couleurs du *Pater*, du *Gloria* et des petits *Ave* dont les facettes de cristal blanc sont mélangées de rouge pour les Mystères Joyeux, de jaune pour les Douloureux, de violet pour les Glorieux. — Quel éclat aurait ce cheminement lumineux et qu'il paraîtrait fantastique si tout autre éclairage était à ce moment supprimé dans la ville! Mais les lampadaires, les cafés, les boutiques de bijoux, de gâteaux, de chaussures, rivalisent avec les Mystères, les *Gloria* et les *Ave*, écrasent de la violence de leurs ampoules électriques la douceur des bougies. N'importe! L'effet est curieux, et ne cherchons pas plus de recueillement qu'on ne veut en mettre dans une procession qui est avant tout populaire et joyeuse.

Elle dure plus d'une heure, car aux mystères succèdent les interminables litanies : « O Rosa mystica », « O turris eburnea... » Chaque lanterne porte son invocation. Voici maintenant les séminaristes noirs décorés de larges rubans rouges dont les deux pans retombent par derrière jusqu'à leurs talons. Et voici, précédé, accompagné, suivi d'un tonnerre de bravos, le char sur lequel la Vierge, grandeur nature, apporte à saint Jacques le pilier sacré. Deux lanternes, ensuite, m'étonnent par leur forme. On m'explique qu'elles représentent des boîtes aux lettres et précèdent la délégation des employés des Postes et Télégraphes... Mais le plus joli de cette féerie lumineuse, ce sont les vieilles lanternes, les premières qui figurèrent à la procession du Rosaire, — pas si vieilles après tout, datant seulement de soixante ou soixante-dix ans. Toutes blanches celles-là, faites de petits cristaux enchâssés de plomb, elles sont en forme de lions héraldiques, gros comme de gros chiens, — de colombes, dont la taille est celle d'un grand cygne, — et de merveilleux petits châteaux, à colonnettes, à terrasses, au balcon desquels pourrait bien apparaître la plus adorable, parce que la plus irréelle, des Princesses Lointaines. Nulle enluminure ne vient ici gâter l'opaque transparence d'un cristal

intérieurement embrasé par les douces flammes de la cire. Ce qui passe, c'est vraiment de la lumière pétrie, modelée, et c'est aussi de la lumière travaillée par le plus merveilleux architecte de cette cathédrale qui arrive à son tour, sur un char aussi grand que celui des Mystères, toute de cristal, toute blanche elle aussi et nourrie de feux pâles, la cathédrale del Pilar elle-même avec ses gros murs, ses dix dômes, ses quatre tours, et ses cloches que doucement, tout doucement, on entend tinter.

QUATRE OREILLES ET DEUX QUEUES

Dimanche, à l'heure de la *paella*, dans une posada par miracle un peu moins envahie que les autres, la patronne, une belle fille qui m'avait obligeamment, orgueilleusement aussi, fait visiter sa cuisine, d'une parfaite propreté, m'a dit :

— Demain, nous aurons plus de monde, parce que la corrida sera plus belle que celle d'aujourd'hui. Ce sont les taureaux qui attirent les gens. La Vierge aussi, évidemment. Mais enfin, elle, on peut la voir toute l'année, tandis que les taureaux...

Les corridas de cette sainte semaine passent en effet pour être parmi les meilleures de l'Espagne. Comme a lieu tous les jours, aux pieds de la Vierge, la fête des prières, a lieu tous les jours la fête du sang. Les heures ne sont pas les mêmes. On va de l'une à l'autre. Cela commence dès le samedi. Il y a le matin la grand messe solennelle ; il y aura le soir une première procession. Entre les deux, il faut aller voir le *desencajonamiento* des taureaux.

Une foule sans élégance, mais qui se passionne, occupe les gradins. Nous ne verrons aujourd'hui ni picadors de cuir et de fer, ni toreros d'argent et d'or. Seuls les « pasteurs » des taureaux sont derrière la barrière. En costume andalou, grand chapeau, pantalon serré, veste courte, ils s'appuient des deux bras sur planches rougeâtres, anxieux de la façon dont se présentera leur bétail, curieux de ce que révéleront les ganaderias rivales.

Dans l'arène, six par six, sont rangées vingt-quatre grandes caisses. Étroites, hautes, montées sur de petites roues, elles font penser un peu à la maison du Berger, mais une maison

dont la porte est maintenue par de solides barres de fer, hermétique, mystérieuse... Le *desencajonamiento* est annoncé pour trois heures. A trois heures une minute, le public hurle d'impatience; et il hurle de joie à trois heures quatre minutes, parce qu'on vient d'ouvrir aux *mansos* la porte du torril.

Ce sont quatre grands bœufs couleur de maïs qui portent une cloche au cou. En tête marche le plus vieux, le chef. Une plaie récente, rouge encore, un coup de corne, reçue d'un de ses frères sauvages, lui déchire le dos. Déjà, armés de marteaux, des hommes font sauter les barres qui maintiennent la première porte, puis se hâtent de fuir. Un autre homme, juché sur la caisse, soulève cette porte comme une trappe. La foule est haletante... Mais rien ne bouge, rien ne sort. Dans l'ombre de la boîte on distingue une croupe sale, une longue queue. Nonchalant, le vieux *manso* regarde par-dessus son épaule. Et je n'ose écrire que ce bœuf a le regard narquois, mais il comprend certainement ce qui se passe et sait mieux que personne ce qui va se passer.

L'homme qui est sur la caisse glisse par un interstice un bâton; il l'agite. La croupe frémit, les jambes ploient. Rien de plus. On attend. Et soudain, le taureau est au milieu de l'arène. Il s'est dépêtré de sa prison, en a jailli à reculons, avec une promptitude telle qu'on n'a plus eu le temps de rien distinguer. Il est là, tout en mufle, en poitrail, si puissant, si vivant, que l'on se demande comment l'étroite boîte immobile a pu contenir tant de force et de frémissements. Il court, bondit, tourne sur lui-même ; dans sa fureur sans mesure, il glisse, tombe sur les genoux. Mais aussitôt relevé, il assaille les barrières, revient au caisson dont il sort, s'acharne à le démolir. La boîte tremble sur ses quatre roues; la corne éclate, fendue par le bout et devra être limée, refaite pour la course de demain.

Le public applaudit. Fameux taureau! Qu'est-ce qu'il va faire maintenant? Vraiment tout démolir? Sauter les barrières? Mais voici qu'il aperçoit les quatre *mansos* blonds et court vers eux sans aménité. Le vieux chef reçoit le choc. Un coup de corne de plus ou de moins n'est pas pour l'émouvoir. Et puis, encore une fois, il sait très bien comment tout ça va finir. Et ça finit, en effet, le plus gentiment du monde. Au petit trot, les quatre bœufs se mettent à faire le tour de l'arène: le taureau qu'ils encadrent, tranquille désormais, trottine avec

eux... Et cela est presque décevant qu'à tant d'ardeur, tant de folie magnifique, succède si facilement tant de stupide sagesse.

Cependant la deuxième caisse a été ouverte. Un autre démon noir, après s'être lui aussi fait prier pour sortir, moins longtemps toutefois, dégage sa croupe, ses cornes, se retourne, bondit et délire de fureur jusqu'au moment où il aperçoit le petit troupeau. A son tour il s'éteint comme un brasier sous la pluie. Cela recommence six fois, — et quatre fois six fois Quand tout le lot d'une ganaderia est sorti de ses caissons, les *mansos* emmènent au corral cette demi-douzaine de fauves apaisés, reviennent chercher les autres. Et cela n'a pas la monotonie que l'on pourrait croire. Toutes sortes de petits détails aussi nets pour les connaisseurs que les détails par quoi se différencient la structure et la robe, distinguent chaque animal, montrent sa ruse, sa prudence, ou sa férocité, font augurer de l'excellence ou de la médiocrité de la course qu'il fournira. Quand, dans un lot, trois ou quatre sujets au moins se sont révélés pleins de furieuse promesse, c'est le pasteur qu'on applaudit et qui salue en agitant son grand chapeau *cordobés*.

Les journaux, le lendemain, sont pleins de comptes rendus minutieux et de savoureuses descriptions. « De vrais « seigneurs » taureaux. Fins, gras, le mufle large comme un lit conjugal... »

Non, cela n'est pas monotone, de les voir vingt-quatre fois l'un après l'autre, jaillir de leur boîte, et cela n'est pas monotone non plus, d'assister à la corrida tous les jours de toute la semaine, comme font, en ce temps de fête, la plupart des Saragossains. Si l'on ne hait ce jeu, il faut l'aimer passionnément, et, quoi que l'on en puisse dire, bien peu nombreux ici sont ceux qui le haïssent. Un Français devant moi plaisantait à ce sujet un jeune Espagnol.

— Allons donc!... les taureaux!... avouez tout de même que vous avez maintenant d'autres goûts, d'autres sports; le foot-ball par exemple.

Et l'Espagnol secouait la tête.

— Non... non, le foot-ball, c'est bon pour le collège. Et ça s'oublie tout de suite. Tandis que les taureaux... On a ça dans le sang. Ça ne s'oublie jamais.

Comme sous une tapisserie un mur de cathédrale, toute la

pierre des arènes disparaît sous le tissu humain noir, blanc, rouge, violet, moucheté de rose pâle par les faces innombrables. Là haut, seulement, s'aperçoit un peu de l'édifice : l'étroit auvent de tuiles qui abrite tout juste les loges, mais d'un or si pâli, si mangé de soleil qu'il semble fondre, s'évaporer dans la vibration d'un ciel décoloré lui-même à force de lumière. Quelques femmes très fardées, précieusement coiffées portent la mantille : mantille de *borlas* noires à la Goya, mantilles de dentelle blanche serrée sur l'immense peigne d'écaille. Des loges et des balcons pendent de grands châles noirs, blancs, jaunes, aux longues franges, dont les fleurs sont comme du sang déjà, qui brille au soleil. Le spectacle est joli. L'intérêt, l'émotion de ces journées ne sont pas là cependant, non plus dans le massacre qui aura lieu tout à l'heure; mais dans l'étonnante façon dont toute cette masse humaine vibrera en même temps, à la même seconde, d'indignation ou d'enthousiasme. En France, on a vite fait de juger les courses de taureaux et de se détourner avec dégoût. Étripement... boucherie... Il y a bien autre chose : des règles précises, savantes, qu'il faut évidemment connaître, et que tout le monde connaît ici, des élégantes places « d'ombre » aux *tendidos* populaires que grille le soleil.

Si le picador défend mal son cheval, ou s'il « châtie » au contraire trop durement le taureau, ne le pique pas exactement à la place et dans la mesure qu'il faut, que de protestations, que d'injures! — « Brute!... ce taureau est mort... Il n'est plus bon à rien!... » Les banderilles, même solidement accrochées, mais qui retombent ensemble du même côté de l'animal, provoquent un rire dédaigneux. Les jeux de cape séduisent : encore faut-il que les hommes de la cuadrilla ne préparent pas trop bien son taureau au matador. La *faena de muleta* la plus serrée, la plus dangereuse aussi et qui peut paraître la plus savante, laisse le public impassible si le taureau ne « passe pas », se borne à donner de la tête et des cornes dans le chiffon rouge. Et je ne dirai pas ce que s'entend crier le matador dont le coup d'épée maladroit atteint le poumon de l'animal et lui fait vomir des flots de sang.

Le petit, Bienvenida, — dix-sept ans, bleu de roi, dentelles noires, leste, souple, mais encore sans expérience bien grande, — s'entend renvoyer « à l'école!... à l'école!... » sur l'air des lampions. Mais que Rodriguez, les deux bras étendus, fasse la *mari-*

posa (1) et les mains battent, les mouchoirs volent. Toutes les colombes du Pilar, palpitant plus violemment qu'elles ne le firent jamais, semblent s'être abattues sur le *tendido* en délire. Il faut avoir vu cela, et vu quatorze mille personnes se lever en même temps pour saluer un coup réussi. Il faut avoir entendu quatorze mille voix pousser dans la même seconde des « ollé » qui n'étaient qu'un seul cri formidable rythmant les passes de cape de Martial Lalanda.

Ce mince garçon fiévreux, qui doit à tous moments se rafraîchir la bouche d'une gorgée d'eau qu'il recrache, est le triomphateur de la semaine. Il a paru cette année dans plus de quatre-vingts courses et chacune a grandi son nom. Écartant ses hommes d'un regard, d'un geste de la main, c'est presque à lui tout seul qu'il travaille son taureau. Lui-même pose les banderilles. Il affole l'animal du jeu savant de sa cape et soudain, la laissant traîner derrière lui, s'en va dédaigneusement sans même se retourner.

L'épée plate à poignée rouge, brille aussi bien fourbie qu'un instrument de chirurgie, antiseptisée, dirait-on. Le premier coup est bon. L'animal cependant ne s'abattra qu'au troisième. Mais tant de bravoure, de grâce et d'adresse ont été déployées que les cris, les applaudissements ne peuvent se calmer. Le président fait un geste. Un des hommes de la cuadrilla se précipite, tranche l'oreille chaude, la queue qui frémit encore et remet ces trophées à Martial Lalanda.

Alors, prince charmant précieusement habillé d'un mauve délicat, brodé d'or, et brandissant cette espèce de chevelure sanglante qu'est la queue tranchée du taureau, Martial Lalanda fait le tour de l'arène. Il relance les chapeaux qui volent autour de lui, ramasse en souriant et presse contre sa poitrine le bijou qu'une femme lui a jeté. Le soleil baisse, n'est plus sur le *tendido* populaire qu'un mince croissant réduit. A la sortie des arènes, toutes les faces sont épanouies, une allégresse est dans l'air. Les beaux *mantones* sont étalés à l'arrière des voitures et leurs longues franges pendent jusque sur les roues.

La moitié de la ville était à la corrida et l'autre moitié, rangée au bord des trottoirs, regarde le défilé du retour. « Eh ! bien, la course, bonne? » C'est la question que tout le monde

(1) *Mariposa* : papillon.

pose et à laquelle tout le monde est heureux de répondre.

Le soir, à l'hôtel, la petite femme de chambre me demande elle aussi :

— *Que tal la corrida? Buena?*

— Excellente.

— On a donné l'oreille?

— Oui, l'oreille et la queue, à Martial Lalanda.

Alors elle s'enthousiasme. « Quel homme, ce Lalanda, quel torrero! » Tant de ferveur m'amuse. Mais le mercredi soir, la course était prévue à tort, comme devant être inférieure aux précédentes, je n'y assistai pas, c'est moi qui demande : « *Que tal, la corrida?* » Je regrettais déjà... Que devient ce regret quand j'apprends que la course a été « *estupenda!* » (1). Lalanda s'est surpassé. Ce n'est pas une oreille qu'il a méritée, mais deux oreilles, les deux oreilles de chacun de ses taureaux, et les queues... Ah! n'avoir pas été là, n'avoir pas entendu, du haut en bas des gradins, rouler ce tonnerre! Quatre oreilles! Quatre oreilles et deux queues! Je ne m'en consolerai pas.

JOTAS

La Vierge le matin, les taureaux l'après-midi, la foire toute la journée. Reste le soir. Le soir, des *rondas* de *joteros* parcourent les rues.

Ils se réunissent d'abord devant l'église du Pilar. Elle est fermée ; à cette heure, la Morenita se repose. Mais décorée, encerclée de guirlandes électriques, la voûte du haut portail illumine toute la place. Une foule dense la comble jusqu'aux murs des maisons, une foule serrée, noire, trouée de rouge là-bas par le cercle des *joteros*, installés sur les marches et dont on aperçoit seulement les têtes enveloppées de mouchoirs éclatants. Quand les guitares préludent, le « chut » qui se propage a la force du vent, quand il assaille un arbre. Et dans un recueillement où personne ne respire plus, monte vers le ciel une voix d'homme modulant une note longue qui se soutient, ondule, s'adoucit, s'enfle de nouveau. Le chanteur n'a pas encore repris son souffle que les bravos éclatent. Ils roulent en tonnerre à la fin de la *copla*.

(1) Stupéfiante.

A las orillas del Ebro
Cantaba un Aragones :
No hay Virjen como la nuestra,
Las demas son de papel (1).

C'est une femme qui chante maintenant, et la voix plus faible crie pour se soutenir ; elle nasille un peu. Mais ce nasillement même, et cet éperdu coup de gorge accentuent le caractère et la saveur du chant. « *Ollé! viva tu madré!* » — Les coplas se succèdent, — de quatre vers chacune, mais dont le premier et le troisième sont répétés deux fois. Soudain le trop moderne tapage d'une trompe d'auto vient troubler la fête : une voiture essaye de traverser la place. Trente hommes bondissent vers elle ; les cannes se lèvent, les vitres vont voler... Injurié, immobilisé, le chauffeur n'ose insister et l'auto reste là, enlizée, engloutie dans ce sable mouvant.

La nuit s'avance. Vers onze heures, chanteurs et chanteuses montent dans de grandes et rustiques charrettes toutes décorées de verdure et de lampions allumés qui vont se disperser à travers la ville. Chacune est précédée de deux gardes à cheval, et chacune est suivie d'une partie de la foule qui l'accompagnera jusqu'à ce que les guitares soient muettes et les joteros sans voix. Il faut se joindre à ces hommes et à ces femmes tout vibrants, tout dansants, du profond plaisir que leur donnent le rythme simple et les simples paroles de ce chant de chez eux. Après les belles rues neuves dont les boutiques à peine commencent à se fermer, les charrettes s'engagent entre les hautes maisons de briques, jaunies, décolorées, qui sont les anciens palais du vieux Saragosse. Des voûtes enjambent la rue ; des grilles en saillie devant les hautes fenêtres la font encore plus étroite. Aux balcons pendent des brocarts rouges, et des bougies y brûlent dans de très anciennes lanternes de fer forgé. Tous les deux cents mètres à peu près, les chevaux s'arrêtent. Un des chanteurs se lève, et la Copla monte jusqu'aux plus hauts étages, où l'on devine des femmes qui se pressent et se penchent.

Que tiene la jota, madre,
Madre, que tiene la jota

(1) Aux bords de l'Èbre, — un Aragonais chantait : — il n'y a pas de Vierge comme la nôtre, — les autres sont en papier.

Que hace llorar á los viejos
Y allegra la gente moza (1)?

Et la charrette repart, cahotée sur les durs petits pavés pointus, et tous les lampions autour d'elle semblent danser comme dansent les pendantes guirlandes vertes, les manches dressés des guitares et les longues franges des châles sur les épaules des *joteras*.

Professionnels? Amateurs? Ces donneurs de sérénades, sont un peu l'un et l'autre : gens des faubourgs, des villages à qui quelques principes ont été enseignés, mais par un maître de chez eux, soucieux uniquement de la tradition. Les uns, souvent demandés dans les théâtres et aussi dans les *verbenas* mondaines, vivent de leur art. Les autres sont restés de simples paysans et retourneront demain à leurs volailles et à leur charrue. De grands concours entre eux sont organisés à l'occasion des fêtes, le lundi et le jeudi, au Théâtre Principal. Sans autre indication d'heure, le programme annonce simplement « à la sortie des taureaux ».

Comme tout à l'heure les arènes, le théâtre est comble, et comme tout à l'heure le public du « soleil », c'est le public, là-haut, des places bon marché qui manifestera avec le moins de réserve des sentiments d'ailleurs partagés par l'assistance entière. Cette même connaissance du jeu dont je parlais tout à l'heure, cette même exacte façon de vibrer à la seconde précise où se manifestent la moindre faute, la plus subtile réussite, nous les retrouverons ici comme là-bas; car une fois encore il s'agit d'une chose que ce peuple a dans le sang, qui lui est familière comme l'air et le pain. Assemblés sur la scène dans une loge tendue de rouge, les membres du jury ont beau s'appliquer à prendre des notes sur de grandes feuilles de papier blanc, ce sont les cris, les vivats, ou les rires sans pitié de toute l'assistance qui lui imposeront la décision à prendre.

Qu'il faut de courage pour paraître devant un aussi frémissant public et qu'ils sont curieux à observer les visages, les gestes, l'assurance ou la gaucherie de ces acteurs-paysans et de ces paysans pour un moment acteurs! Tous portent le costume du pays. La culotte noire des hommes, fendue sur le caleçon

(1) Qu'a donc la jota, mère — mère, qu'a donc la jota, — pour faire pleurer les vieux, — et réjouir les jeunes gens?

blanc, est quelquefois ornée de jais ou de broderies. Les femmes portent l'ample jupe de percale brune à fleurs roses, le grand châle, dont l'encolure est soulignée par un foulard dont tranche crûment la couleur. Ceux qui déjà, les années précédentes, obtinrent un premier prix, sourient, se dandinent un peu, n'ont pas peur de regarder ce qui gronde et grouille là-haut, — là-haut d'où partira la victoire ou l'écrasement. Que ces triomphes passés cependant aident médiocrement au triomphe d'aujourd'hui! En peu d'années, la voix, le souffle qu'il faut pour bien chanter la Jota faiblissent et s'usent. Et le moindre fléchissement dans cette note qu'il faut soutenir et moduler si longtemps, la moindre fêlure, sont accueillis par un tonnerre de rires et de quolibets. Mais que Pilar Gascon Pueyo vienne, tout près de la rampe, secouer ses longues boucles d'oreilles le long de ses joues pleines, qu'elle lance de sa voix puissante : « Elle sent la poudre et l'encens, la Jota qui est bien chantée », toute la salle éclate comme la poudre elle-même, et je ne sais ce qui arriverait si le jury ne décernait pas son premier prix à Pilar Gascon Pueyo, de Saragosse.

Cette jeune femme a d'ailleurs obtenu trois fois le premier prix; et d'autres femmes comme elle, et d'autres hommes connus déjà, chéris du public, sont applaudis quand ils paraissent, acclamés dès que de leur bouche grande ouverte s'exhale ce long cri qui prend à l'âme tous ceux qui sont là. — Il y a aussi les débutants... Un gamin de pas tout à fait quatorze ans, la voix déjà faite, charmant d'enfance et d'aplomb sous son mouchoir rouge et noir, remporte un tel succès qu'après cinq minutes de clameurs, le jury doit dépêcher quelqu'un pour supplier l'assistance de vouloir bien se taire. Mais quelle pitié ensuite devrait inspirer cette pauvre petite *baturra* qui, empêtrée dans son long châle, terrifiée par les rires et les quolibets, n'ose plus relever ses yeux pleins de larmes! Et ce frêle garçon qui lui succède, comment lui est-il possible, tremblant, la mâchoire secouée, de chanter les trois *coplas* imposées à tous les concurrents et les trois autres choisies par lui-même?

— Qu'il a peur! remarque tout haut le public.

— Qu'il est maigre!

— Si seulement il pouvait *pillar* (1) un peu de la viande

(1) Voler, littéralement : chiper.

que tu as en trop, dit derrière moi un jeune homme à son énorme voisine.

Aux chants succèdent les danses. La *Jota*, qui est maintenant l'un et l'autre, fut la danse d'abord avant d'être le chant et sur ses origines le docteur Garcia Arrista a publié une étude que je regrette de ne pouvoir citer longuement. Danse joyeuse, bondissante, où l'homme, mince et serré dans ses étroits vêtements noirs, sa haute ceinture, est mis plus en valeur que la femme alourdie par ses jupes et ses châles Danse chaste, sans appels du regard et du corps, où les faces restent graves, où l'allègre claquement des castagnettes ne sait pas se mourir, comme dans les danses du Sud, en languissantes sourdines. Danse de paysans qui est l'unique joie des villages montagnards pendant les longs hivers.

NOTRE-DAME DEL PILAR — NE VEUT PAS ÊTRE FRANÇAISE...
(*Vieille Jota*)

Que de bonds, que de chants, et que de sang aussi à vos pieds, Morenita! Cette ville délirante, ces nuits de sérénades, ces grotesques joyeux dansant dans les rues, ce quotidien massacre d'une demi-douzaine de taureaux, tout cela est en votre honneur. Vous planez au-dessus de ce bienheureux tumulte, toute petite et si brune dans votre immense auréole. Nul n'est arrivé à Saragosse sans venir d'abord vous présenter ses hommages. Et nul n'oserait en repartir sans aller vous faire ses adieux. Vous avez, dit encore une de vos chansons, plus d'autels qu'aucune autre Vierge, parce que vous avez un autel dans le cœur de chaque Aragonais. Et c'est cent mille fois pendant ces frénétiques journées que résonne votre nom.

... Pardonnez-moi maintenant ce qu'il me faut bien dire : ces quelques lignes de votre histoire, on n'oserait, m'assure-t-on, les écrire en Espagne. Et le savant, grand fouilleur de bibliothèques, qui a bien voulu me communiquer ce résultat de ses recherches, m'a recommandé de ne pas dire son nom...

Que le récit merveilleux de l'apparition à saint Jacques date seulement du XIV^e^ siècle, et que le parchemin où il est consigné, affiché à cette époque sur le mur de l'église, ait été par la suite, et quand il y eut intérêt à le faire remonter aux premiers siècle du christianisme, clandestinement glissé dans l'un des

deux tomes manuscrits des *Moralia* de Grégoire le Grand, cela évidemment quelques-uns le savent. Mais certains détails des luttes entre les chanoines de la Seo et ceux de Sainte-Marie sont à peu près inconnus. C'est là-dessous cependant que pointe, secrète épine d'un buisson touffu, un peu de vérité.

Deux églises existaient déjà à Saragosse, quand en 714 les Arabes s'emparèrent de la ville. La cathédrale, la Seo, devint la grande mosquée, et l'église plus petite de Sainte-Marie la majeure fut laissée pour leur culte aux chrétiens mozarabes. Ces églises étaient toujours debout quand en 1118 la ville fut reconquise par Alfonso el Batallador, fils de Sanche d'Aragon et de Félicité de Roucy. Il avait fait appel, pour l'aider dans sa croisade, à ses cousins français de la vieille famille champenoise des Roucy. Ceux-ci étaient nombreux, si nombreux qu'aux regards d'un Aragonais contemporain, dont les Espagnols n'aiment pas beaucoup rappeler le témoignage, l'auteur de la *Translatio S. Valerii*, l'expédition fut même toute française... Et c'est aux Français d'abord, laïques ou ecclésiastiques, que furent en récompense distribuées les seigneuries de la ville et de la région. On les trouva, d'ailleurs, assez vite encombrants. Mais avant que le Pape ne l'obligeât à donner sa démission, l'un des compagnons de Gaston de Béarn, l'évêque Bernard, avait commencé à faire restaurer la vieille église mozarabe de Sainte-Marie et y avait, en 1138, établi un chapitre de chanoines réguliers. La lutte entre ceux-ci et les chanoines de la Seo, occupera Tarragone, puis Rome, jusqu'aux débuts du XVIII^e^ siècle.

La Seo en effet était redevenue cathédrale. Mais les chanoines nouveaux prétendaient qu'à ce titre de cathédrale, Sainte-Marie la Mozarabe, où ne cessa jamais d'être célébré le culte chrétien, avait plus de droits que la Seo, mosquée, donc profanée pendant quatre siècles. Que d'adresses alors, que de subtilités, que de ruses pour assurer cette *preheminencia*. On a beau trouver au treizième siècle, à la suite d'une « révélation » faite à un évêque impossible à identifier, le corps de San Braulio enterré à l'entrée de l'église Sainte-Marie. Mais les chanoines ont fini de construire leur couvent. Le cloître communique directement avec le sanctuaire de l'église. A l'entrée du chœur, selon la coutume, ils ont placé une petite Vierge; selon une coutume également répandue alors, elle est debout sur un pilier... Et voilà que cette Vierge commence à faire des miracles...

Or, cette statue de bois porte l'Enfant sur le bras gauche à la façon des Françaises, et c'est sur le bras droit que portent leur enfant les mères espagnoles. Elle presse un oiseau. Et vers 1250 les évangiles apocryphes contenant l'épisode charmant des petits oiseaux de boue que Jésus tout enfant s'amuse à modeler et à qui, de son souffle, il donne la vie, ces évangiles commencent à être connus dans les ateliers des sculpteurs parisiens. Leur influence s'y fait sentir. Et beaucoup de statues, très semblables sinon toutes pareilles à la petite Vierge placée sur un pilier par les chanoines de Sainte-Marie, arrivent à Barcelone et remontent le cours de l'Ebre.

...C'est ainsi, Morenita, que vous seriez française et même parisienne... Toujours à des détails petits, mais significatifs, se reconnaît ce qui vient de Paris : l'enfant sur le bras gauche, l'oiseau. Française, la Morenita, Notre Dame del Pilar!... Ah! qu'il faut le dire bas, mais que cela, au fond, est de petite importance! — Que votre gloire soit née d'une cléricale chicane, cela empêche-t-il tous ces regards suppliants de s'éblouir de vous! Même si l'avait vraiment reçu des mains des anges l'apôtre aux coquilles, votre pilier pourrait-il être usé mieux, et de baisers plus fervents? Tant d'amour montant vers vous depuis tant de siècles vous cuirasse d'une robe plus lourde et mieux brodée que vos *mantos* les plus riches. Il n'est pas de vérité qui ne s'émousse contre elle. Et qu'est-ce que c'est après tout que la vérité? Une souvent assez laide et misérable chose. Bien avant que les pauvres hommes ne vinssent pleurer à vos pieds, Morenita, ils savaient que de la vérité, un grand amour, pour vivre, doit tout ignorer...

Et puis, comme il serait charmant de penser que c'est peut-être un peu parce que vous êtes française qu'on commence aujourd'hui, dans votre ville de Saragosse, à mieux aimer la France. D'un voyage que je fis en Aragon, — il est vrai que c'était au cœur le plus perdu des montagnes, — il y a quelques années, j'avais gardé l'impression d'un pays où 1808 ne pouvait être oublié. Que d'hostiles curiosités je sentais autour de moi! Certes les douloureux souvenirs se retrouvent à chaque pas. Au milieu d'une belle avenue neuve, la porte del Carmen, par où entrèrent les Français, se dresse toujours, trouée, déchiquetée par les obus. Il y a, sur une grande place, un monument émouvant du sculpteur Cayrol, où des femmes

hagardes tirent elles-mêmes le canon. A leurs pieds gisent des hommes, dont le costume aragonais est celui qu'on peut voir encore, dans toutes les rues. Et l'on ne peut monter sur les hauteurs de Torrero, d'où Saragosse est si belle, sans savoir que, de cette place, les batteries de Napoléon bombardèrent la ville.

Tout cela, pour beaucoup, est, après plus d'un siècle, encore trop récent. Mais d'autres, nombreux, de toute leur intelligence ouverte aux idées neuves que représente la France et même de tout leur cœur, se rapprochent de nous.

Nombre d'usines sont dirigées brillamment par nos ingénieurs. Au couvent des Bénédictins de Cogullada, l'érudition, l'aménité d'hommes comme le révérend Dom Lambert, illustrent la France d'une façon qui est tout particulièrement sensible à l'Espagne. Notre consul, M. Thomas Hournet, qui vit à Saragosse depuis une trentaine d'années et aime trop ce pays pour ne pas l'obliger à aimer le sien, a créé en 1919 un petit Institut français, où plus de cent cinquante adultes, appartenant à toutes les catégories sociales, ingénieurs, officiers, prêtres, ouvriers, viennent se perfectionner dans notre langue. Une cinquantaine d'enfants y reçoivent une instruction entièrement française. Grâce à l'intelligence, au dévouement des directeurs de cet Institut, M. et M^me^ Jal, les résultats obtenus sont tels que plusieurs de ces enfants vont être à même de subir cette année les épreuves du certificat d'études, et que l'Allemagne, jalouse, vient d'ouvrir, elle aussi, à Saragosse un Institut qui est à l'exacte imitation du nôtre...

A cet effort de la France l'Espagne répond. Pendant ces fêtes du Pilar, des délégations d'avocats Pallois étaient reçues par le barreau de Saragosse. A la tête des montagnards aragonais, l'abbé don Pascual Galindo, professeur à l'Université, ami, combien actif et dévoué, de la France, recevait et fêtait les montagnards Tarbais. Tout un mouvement francophile se dessine et s'accentue, dont il est assez rare de trouver l'équivalent en Espagne, excepté, bien entendu, dans les grandes villes comme Madrid et Barcelone.

... Oui, qu'il serait charmant de penser, Morenita, que là dedans vous êtes, vous aussi, un peu pour quelque chose, — cela, parce que la Seine, avant l'Èbre, vous a servi de miroir!

André Corthis.

MÉMOIRES

II [1]

L'AVÈNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE

VACANCES PARLEMENTAIRES

Je quittai Paris aussitôt que la session fut terminée, heureux de jouir de ma liberté, heureux de retrouver le repos et quelques occupations littéraires à la campagne, heureux aussi, j'en conviens, du grand succès que je venais d'obtenir. Mais tous ces motifs de satisfaction personnelle ne me faisaient pas illusion sur le vice et le danger de la situation. Nous étions de plus en plus acculés à une véritable impasse. Le parti conservateur était maintenant engagé d'honneur, plus que jamais, et cette fois un peu par mon fait, à ne pas se prêter à la reconnaissance légale de la République. Mais, comme le veto de l'extrême droite et des bonapartistes l'empêchait de donner au pays une organisation même provisoire, nous n'avions guère devant les yeux pour la rentrée prochaine de l'Assemblée que deux alternatives également tristes : ou un déplacement de majorité qui amenait la reconnaissance de la République, malgré les conservateurs et qui livrerait par là même le pouvoir à leurs ennemis, ou un état de paralysie et d'impuissance, aboutissant nécessairement à une dissolution dans des conditions désastreuses. De ces deux hypothèses, je ne sais laquelle me paraissait le plus à redouter.

(1) Voyez la *Revue* des 15 octobre et 1er novembre.

Le public ne se rendait pas aussi clairement compte que moi de cet embarras, mais il l'apercevait confusément, et en ressentait un malaise dont il ignorait la cause. C'était un étrange état. En lui-même, le gouvernement du maréchal de Mac Mahon réunissait tous les éléments d'une popularité de bon aloi. Son chef était considéré, agréable même à l'opinion publique. La marche générale de l'administration était bonne : les finances prospéraient, un certain mouvement était imprimé aux affaires industrielles, les relations avec les puissances étrangères étaient régulières et dignes; nous avions, en un mot, tout ce qu'il fallait pour donner au pays un régime qui l'eût satisfait. Une seule chose manquait, très importante assurément, la sécurité de l'avenir; encore le pays n'eût-il pas été difficile à cet égard, et si nous avions pu lui garantir quelques années de cette paix, il nous eût tenus quittes *d'un plus long espoir et de plus vastes pensées*. Mais cette sécurité modeste et limitée, c'était là ce qu'une faible fraction du parti conservateur empêchait l'autre, beaucoup plus nombreuse, de lui assurer. En un mot, malgré les incitations violentes de l'opposition, le pays ne faisait nul effort pour nous arracher le pouvoir. Au contraire, il nous pressait de le garder le plus longtemps possible. C'était nous qui ne voulions ou ne pouvions pas serrer la main pour le retenir.

Ce sentiment public, qui ne doutait de nous que parce que nous doutions de nous-mêmes, se manifesta sur tous les points d'une assez longue excursion, que le ministère décida le Maréchal à faire pendant l'automne. Il parcourut presque toutes les provinces de l'Ouest, et traversa toute la Bretagne jusqu'au port de Brest. Partout il fut bien accueilli : les gens au pouvoir, princes ou autres, le sont, à vrai dire, presque toujours, parce que la vie de province est si monotone et si ennuyeuse, que le passage d'une autorité quelconque, qui fait mettre des drapeaux aux fenêtres, des troupes sous les armes, et donne un jour de congé aux écoles, est toujours le bienvenu. Mais de plus la personne du Maréchal, son grand air de soldat, la légende d'honneur et de souffrance qui s'attachait à sa personne, l'art réel qu'il possède de se rendre populaire en parlant aux vieux soldats de leurs campagnes, et aux paysans de leurs travaux qu'il connaît, tous ces avantages lui valaient partout de véritables témoignages de sympathie. Je ne sais quoi pour-

tant l'avertissait lui-même qu'on attendait encore de lui quelque chose de plus. « J'ai été bien reçu, me dit-il, quelques jours après, mais on voudrait bien savoir ce qui arrivera. »

Quand il me tenait ce langage, nous étions en mesure l'un et l'autre d'en vérifier sur le lieu même l'exactitude. Nous étions à Broglie, en effet, où il voulut bien me faire une visite de quelques heures au mois d'octobre pour me donner un témoignage de sa bienveillance auquel je fus très sensible. J'avais réuni à déjeuner, pour le recevoir, tous les fonctionnaires principaux du département, et après le repas, tous les maires du canton vinrent le saluer et le parc fut ouvert à tous les paysans. Tous ces honnêtes visages étaient radieux, et la vraie, la bonne popularité, celle qui vient d'une sincère affection était attestée par les acclamations spontanées qui éclataient partout sur notre passage. Vers la fin de la matinée, le Maréchal regagna le chemin de fer en traversant la petite ville de Bernay, chef-lieu de notre arrondissement. Toutes les rues étaient pavoisées et pleines de monde; là aussi les cris de : vive le Maréchal ! furent très chaleureux et à peine interrompus par quelques cris épars de : vive la République ! Assis sur le devant de la voiture (le Maréchal occupait le fond avec le président du Conseil général, M. Pouyer Quertier), je pus me convaincre que ces protestations isolées partaient d'un petit groupe de mauvaises figures qui, profitant de ce que nous marchions au pas, avaient l'art de se dérober, dès qu'elles avaient produit leur effet, pour gagner les devants par des rues latérales, et revenir un peu plus loin nous attendre encore au passage. Leurs voix avinées attestaient que pour ne pas trop se fatiguer par ce petit manège, nos gens avaient fait provision de force aux cabarets. Nul écho ne leur répondait. Mais il n'en fallait pourtant pas davantage pour troubler visiblement ceux mêmes qui ne s'associaient pas à la manifestation républicaine et faire passer un nuage sur tous les fronts. La foule bienveillante semblait nous dire : « Nous vous aimons bien, mais combien de temps pourrons-nous vous garder ? »

Le ministère s'était promis d'employer les vacances à repêcher individuellement quelques voix soit à droite, soit à gauche, pour refaire une majorité à mon projet d'organisation modifié par la commission, et trouver de la sorte, si je puis ainsi parler, un goulet pour sortir du détroit bordé d'écueils où nous étions

engagés. Je ne sais s'il y travailla bien activement ou bien adroitement, mais ce qu'il y a de certain, c'est qu'il n'y réussit pas : ni à droite, ni à gauche, il ne put détacher un seul opposant. Mais je le soupçonnai, en réalité, d'avoir pensé à tout autre chose. Il ne songeait, au vrai, ni à la droite, ni à la gauche, ni au vote final qui nous attendait. La préoccupation (au moins pour les plus influents des ministres) était toute concentrée sur les bonapartistes. J'ai dit que la dernière modification ministérielle avait eu pour résultat de donner dans le cabinet une prépondérance décidée à l'élément orléaniste. Le ministère de l'Intérieur lui appartenait tout entier. Et ce n'étaient ni l'honnête général Chabaud la Tour ni le prudent de Witt qui y faisaient la loi : le vrai ministre, c'était l'ardent et ambitieux Léon Renault, qui, dès le premier jour, avait mis, si j'ose ainsi parler, le *grappin* sur ses supérieurs. A l'ascendant naturel que lui assuraient son talent et son caractère, se joignait l'autorité qu'il tenait de l'amitié du duc Decazes, de beaucoup l'homme le plus distingué du cabinet, dévoué à la même cause que lui, et enflammé des mêmes inimitiés. A eux quatre, ministres, sous-secrétaire d'État et préfet, ils entraînèrent l'administration dans ce que j'appellerai une véritable chasse au bonapartisme. Tous les préfets furent excités à leur courir sus, de sorte que, lorsque nous nous réunîmes de nouveau au mois de novembre 1874, le ministère n'avait rallié personne, mais au contraire animé et presque exaspéré contre lui un des groupes réfractaires de la majorité et justifié de sa part à peu près toutes les représailles.

L'OUVERTURE DE LA SESSION

La session fut ouverte par un message du Maréchal assez adroit, où l'on reconnaissait la main exercée du duc Decazes. Le Maréchal, après avoir rappelé, suivant l'usage, tout ce qui pouvait rassurer le pays (et ce n'était que la vérité) sur l'état général des affaires et le développement de la prospérité nationale, abordait la question qui était au fond de tous les esprits. Il faisait appel, en termes assez heureux, à la conciliation de tous les partis, mais en ayant soin de circonscrire le terrain où il les conviait à se réunir. « Le pays vous demande, disait-il, d'assurer la marche du gouvernement et de garantir, par des

mesures de sage prévoyance, pendant la période de stabilité que vous avez promise à la France, le fonctionnement régulier des pouvoirs publics. » C'était dire qu'il ne s'agissait pas d'une constitution républicaine définitive. Il pouvait ensuite, sans crainte de paraître aller trop loin dans ses avances au centre gauche, convoquer pour l'aider à accomplir cette tâche « sans aucun esprit d'exclusion, tous les hommes de bonnes volonté, *tous ceux dont les préférences personnelles s'inclinent devant les nécessités du présent et l'intérêt de la patrie*, et exprimer l'espoir qu'*aucun d'eux ne lui ferait défaut* ».

Le passage qui terminait était significatif : « Dans tous les cas, disait le Maréchal, rien ne me découragera dans l'accomplissement de ma tâche. Le 20 novembre 1873, dans l'intérêt de la paix, de l'ordre et de la sécurité publique, vous m'avez confié pour sept ans le pouvoir exécutif : le même intérêt me fait un devoir de ne point déserter le poste où vous m'avez placé, et de l'occuper jusqu'au dernier jour avec une fermeté inébranlable et un respect scrupuleux des lois. »

En français, cela voulait dire : « Je ne quitterai pas le pouvoir, quoi que vous fassiez et quoi qu'il arrive. » C'était, en langage officiel, le mot qu'on lui avait prêté en entrant dans le fort Malakoff, devant Sébastopol, quand un commandement supérieur vint lui ordonner de l'évacuer : « J'y suis, j'y reste. » Cette résolution de ne pas quitter son poste quoi qu'il arrivât, tout le monde, je dois le dire, la demandait au Maréchal. Le public voyait, dans la présence d'un soldat au pouvoir, une garantie d'ordre matériel à laquelle il craignait de renoncer. Le ton résolu de cette affirmation avait je ne sais quel air de bravade, et même de crânerie, qui semblait un défi jeté aux factions. Les paroles du Maréchal furent donc accueillies sur nos bancs par un applaudissement unanime. Je fus seul, je l'avoue, à ne pas partager cette satisfaction. J'avais désespéré de faire céder nos dissidents de la droite, mais je n'étais nullement certain que l'impatience causée par leur obstination à l'autre aile de la majorité n'amenât pas, de guerre lasse, la reconnaissance légale de la forme républicaine, et je me demandais quelle serait, dans cette occurrence, la situation du Maréchal? Élu pour combattre la République, devrait-il se résigner à la présider? Et si sa dignité devait lui commander la retraite (dans ce cas devenu assez probable pour le prévoir),

pourquoi ne pas le dire d'avance, pourquoi surtout dire le contraire? Pourquoi aussi se priver, dans la dernière lutte qu'on avait à livrer, de la crainte que pouvait inspirer aux intérêts la menace de cette retraite? Quel parti M. Thiers n'avait-il pas tiré longtemps, pour se faire obéir, de la seule menace de sa démission? En allant au-devant de toute inquiétude, le Maréchal ne rassurait pas seulement ses amis : il tranquillisait aussi ses adversaires de droite et de gauche et les avertissait qu'ils pouvaient se donner le plaisir de le contrarier sans craindre de prendre sur eux la responsabilité d'une grosse crise. Je faisais ces réflexions, en entendant la péroraison du message, et j'avais déjà eu plusieurs fois la même impression en causant avec les ministres. Mais le sentiment contraire était si général que je n'osais pas exprimer le mien tout haut. Le peu que j'en avais laissé voir, soit au quai d'Orsay, chez Decazes, soit à l'Élysée dans l'entourage du Maréchal, m'avait montré que la prévision d'une retraite possible y était, même sous forme d'hypothèse, assez peu goûtée, et il ne m'appartenait pas de me montrer plus difficile que les principaux intéressés.

Le débat qui excitait une si grande attente ne s'engagea pourtant pas tout de suite. On convint de laisser écouler le mois de décembre, pour ne pas troubler par le bruit de nos débats la reprise d'affaires commerciales, le petit trafic de ventes et d'achats qui, à Paris et dans les grandes villes, précède toujours le jour de l'an. On ne comprendrait guère cette précaution, si on ne se rappelait que la ville de Paris, après toutes les épreuves qu'elle avait souffertes, était comme un convalescent dont les nerfs encore agacés craignent le moindre son. Depuis lors, Paris ne s'est que trop rassuré, et, au moment où j'écris, les communards, rappelés en triomphe par l'amnistie, tiennent leurs séances publiques et font retentir l'air de paroles menaçantes sans qu'aucun père de famille donne une étrenne de moins à ses enfants. Alors même on rit un peu de cet armistice (tout en le reconnaissant pour nécessaire). Les mauvais plaisants l'appelèrent *la trève des confiseurs*.

Mais si la discussion publique était ajournée, l'ardeur n'en était pas moins grande dans les couloirs, et de tous les côtés des conférences particulières s'établirent entre le groupe orléaniste de l'assemblée, dont M. Rocher se fit l'organe, et

l'extrême droite, dont MM. de la Rochette, Lucien Brun et Carayon La Tour étaient les porte-paroles. Je n'y assistai pas, mais j'en sus le détail par Bocher. Il descendit, m'a-t-il assuré, à de véritables supplications pour obtenir que sur le terrain provisoire qui réservait tout l'avenir, les royalistes consentissent à laisser dresser une tente, où l'on pût s'abriter quelques jours. Le point capital à enlever était toujours la constitution d'une Chambre haute donnant un abri contre les terribles hasards du suffrage universel. Tout fut inutile : on se heurtait contre un ordre positif : la seule idée de l'utilité d'un Sénat était traitée avec un extrême dédain par des chevaliers français qui déclaraient que personne d'entre eux ne voudrait faire partie d'une Chambre haute, dès qu'elle ne serait pas nommée par le Roi. Depuis lors, pourtant, M. de la Rochette a bien consenti à y entrer avec le concours de la gauche, et MM. Lucien Brun et Carayon La Tour ont été heureux de trouver, pour s'y faire admettre, le suffrage de M. Bocher. Mais ce jour-là, ils furent intraitables. Les instances mêmes des hommes de l'opinion connue de M. Bocher semblaient redoubler leur répugnance. « On nous soupçonnait évidemment, me dit M. Bocher, de vouloir par les expédients provisoires retarder toute solution monarchique, tant qu'elle ne pouvait tourner qu'au profit de l'héritier légitime. La visite du 5 août ne nous avait pas même rendu le service de nous préserver de ces méfiances ! » Je ne fus pas plus heureux que M. Bocher dans une tentative que je risquai de mon côté, pour amener la droite modérée à faire quelques pas au-devant du centre gauche. Chacun ainsi se tenait cramponné à sa place, et personne n'en voulait démarrer. Nous étions réellement ensorcelés, et il me semblait par moments être en proie à un de ces mauvais rêves, où l'on se voit poursuivi par des brigands : on veut fuir, et on ne peut bouger.

CONFÉRENCE A L'ÉLYSÉE

Les jours s'écoulant, et la situation pesant sur tout le monde, on vint de toutes parts dire au Maréchal, que dans une question où il était lui-même si intéressé, il ne pouvait garder plus longtemps une attitude d'indifférence absolue. Ce fut, je crois, Emmanuel d'Harcourt qui lui suggéra la pensée, à laquelle j'adhérai de grand cœur, de réunir lui-même à l'Élysée

tous les chefs des groupes conservateurs, en y comprenant le centre gauche, et de leur adresser, de sa propre bouche, un appel pathétique, pour trouver en commun un moyen de sortir la France de peine. On espérait un peu, à dire vrai, que les chefs du centre gauche, assez friands du pouvoir, une fois rentrés dans cette demeure de la Présidence où ils avaient connu de meilleurs jours et dont la porte s'était fermée sur eux le 24 mai, se laisseraient fléchir et feraient quelque concession pour n'en plus sortir. Les appeler à délibérer autour d'un tapis vert, c'était presque les mettre en conseil des ministres, habitude qu'ils avaient eu beaucoup de regret à perdre, et qu'ils seraient peut-être tentés de reprendre.

La réunion eut lieu dans les derniers jours de l'année 1874 : les appelés furent pour la droite, Chesnelong et Depeyre, pour le centre droit, Pasquier, Bocher et moi, pour le centre gauche, Casimir-Périer, Dufaure et Léon Say. Hors cadre, et en dehors de tous les groupes, figurait le président de l'Assemblée, Buffet. Parmi les ministres, plusieurs sans doute durent être présents : je ne me rappelle pourtant que le nom de Decazes, ce qui me fait penser que les autres ne prirent pas une part bien active à la discussion.

L'exposé du triste état des choses fut fait par le Maréchal, avec plus de bonne volonté que de clarté ou d'adresse : ce ne sont pas là, en effet, ses qualités principales. Les interlocuteurs, étant tout surpris de se rencontrer, et en défiance réciproque, l'abord fut très froid, et le débat eut peine à s'engager : puis, quand une fois le fer fut croisé, on se trouva, comme on s'y attendait, loin de s'entendre. Ni M. Dufaure ne voulait à aucun prix abandonner, ni M. Chesnelong, ne voulait concéder en aucune mesure le principe républicain : sans le principe, pour M. Dufaure, point de base pour appuyer un gouvernement : le principe admis, suivant M. Chesnelong, point de limite à opposer aux conséquences désastreuses que la logique des partis en saurait tirer. Chacun développait tour à tour son thème favori, avec les qualités propres à son éloquence, et nous autres, pauvres gens inconséquents du centre droit, nous courions de l'un à l'autre, sans pouvoir arrêter, par quelques raisons moins élevées, mais peut-être plus pratiques, le choc de ces flots de logique, courant en sens opposé.

De guerre lasse enfin, après plusieurs heures de contro-

verse, et pour en finir autrement qu'en se séparant à couteaux tirés, on crut apercevoir qu'une lueur d'entente était possible, sinon sur le fond même des questions, au moins sur l'ordre dans lequel elles seraient posées à l'Assemblée. La Commission constitutionnelle, en adoptant à peu près les bases de mon projet d'organisation, l'avait pourtant divisé en deux parties bien distinctes. La première contenait tous les principes généraux concernant les attributions des pouvoirs et leurs rapports mutuels ; la seconde était simplement la loi constitutive du Sénat, réglant le nombre des membres de la Chambre haute, sa composition et ses divers modes de recrutement et d'élection : le tout en grande partie emprunté aux idées de mon projet ; la Commission avait conservé, notamment, les cent cinquante membres qui devaient être à la nomination du pouvoir exécutif. Dans le cours de la conversation, il fut visible que les traits généraux de cette organisation sénatoriale ne rencontraient aucune objection de la part du centre gauche. M. Dufaure, en particulier, fut amené à donner son adhésion complète et même assez chaleureuse à la pensée de réserver une grande part au choix du pouvoir exécutif dans la composition d'une Chambre haute. Il y voyait, nous dit-il, un moyen d'assurer l'accès du pouvoir législatif à de grandes notabilités sociales, militaires, diplomatiques, littéraires, qu'aucun suffrage électoral n'irait peut-être chercher. En un mot, il était disposé à faire son Sénat républicain assez semblable à celui dont j'avais voulu doter mon organisation provisoire.

Il nous parut (et peut-être fut-ce à moi que vint cette idée) qu'il y avait, dans cet accord sur une question de détail, un point commun à toute l'assistance, et dont nous pouvions tirer parti pour faire au moins un pas hors du bourbier où nous piétinions. Si on commençait la discussion par cette loi constitutive du Sénat, en laissant de côté, dans ce premier débat, la loi générale qui engageait la question de principe, on marcherait ainsi de concert au moins quelques jours, et on formerait une majorité qui, mise en confiance par ce premier essai de ses forces, prendrait peut-être goût à se maintenir. Sûre d'avoir un Sénat réellement conservateur, la droite répugnerait peut-être moins à lui donner l'étiquette républicaine, et la gauche tiendrait peut-être moins à l'étiquette, quand elle aurait en main le germe d'une organisation qui, après tout, serait

républicaine sans le dire. Rien n'était moins logique assurément que cette manière de procéder : mais qu'importait l'offense faite à la logique, si l'intérêt public y trouvait son compte? Il n'avait pas été bien logique non plus de donner sept ans de pouvoir au Maréchal, sans spécifier en quelle qualité il les exercerait, et on ne s'en trouvait pas plus mal. Devant cette proposition inattendue, les représentants du centre gauche demandèrent à se concerter un instant, et deux au moins (je crois en être sûr), MM. Dufaure et Léon Say, y adhérèrent. Je dis je crois, car ils ont contesté depuis lors cette adhésion, et soutenu que nous nous étions mépris. Quant à Casimir-Périer, je crois reconnaître qu'il se refusa très nettement à prendre aucun engagement, et se réserva toute sa liberté.

La séance fut levée sur cet arrangement équivoque, et chacun se retira médiocrement satisfait du résultat. Mais deux choses m'avaient particulièrement frappé dans le cours de la conférence et devaient, en effet, exercer sur l'issue finale une influence décisive : c'étaient l'attitude de notre président, M. Buffet, d'une part, et de l'autre le langage de Pasquier. Il était évident que l'un et l'autre, par des motifs et surtout sous l'empire de sentiments différents, dérivaient par une pente insensible vers la solution républicaine. Chez Buffet, ce n'était qu'une impatience naturelle à un cœur et à un esprit droit contre les calculs d'abstention intéressés et passablement machiavéliques des bonapartistes et de l'extrême droite. Il ne pouvait comprendre, dans sa candeur d'homme de bien, que tenant en main un moyen de préserver le pays d'un cataclysme, on se refusât à en user dans l'espoir de profiter et d'hériter de son désespoir. A la pensée de voir l'Assemblée, qui lui avait confié sa direction et son honneur, s'effondrer dans l'abîme d'une élection générale, d'où elle ne pouvait sortir que transformée dans l'affreuse image d'une nouvelle Convention, il éprouvait un effroi patriotique qui le disposait à tout accepter pour échapper à cette extrémité. Plutôt une organisation républicaine que pas d'organisation du tout, c'était là évidemment le cri de sa conscience : comme la mère du jugement de Salomon, il aimait mieux céder l'enfant à sa rivale que de le voir périr. Cette disposition qui était, au fond, assez semblable à la mienne ne m'étonnait pas de sa part. Mais où nous différions, c'est qu'il ne voyait pas aussi clairement que moi les

conséquences d'un déplacement dans l'axe de la politique.

J'eus une preuve de cette imprévoyance dans un entretien que j'eus avec lui en sortant, et où, abordant à sa suite, sans la repousser, l'hypothèse de la reconnaissance de la République : « Mais enfin, lui dis-je, si nous la reconnaissons, qui est-ce qui va pouvoir la gouverner? — Mais pourquoi pas vous? reprit-il; on peut être conservateur en république aussi bien qu'en monarchie. » Je restai confondu de cette logique dont la rectitude touchait à la naïveté. L'idée qu'après avoir organisé la république de concert avec la gauche et contre la droite, le Maréchal pourrait tourner sur ses talons, tirer la révérence à ses nouveaux alliés et rendre le pouvoir à leur ennemi, indiquait une imperfection du sens politique, et une ignorance des passions humaines qui sont, en effet, les seuls défauts de ce grand homme de bien et de cet orateur éminent. Appelé lui-même, comme je vais le raconter, à faire l'opération qu'il me proposait, il dut se convaincre qu'elle n'était pas si facile et que les hommes ne se manient pas sur l'arène parlementaire comme les idées manœuvrent dans un cerveau bien fait.

Quant à Pasquier, c'était un autre état d'esprit, beaucoup plus simple à définir. Tout simplement désespérant de la droite, il tournait ses regards vers la gauche : il songeait à s'unir avec elle, aux moindres concessions possibles, mais résigné d'avance à faire la part assez large. Je remarquai que tout le temps de la conférence, il ne parlait qu'à Dufaure et à Léon Say, ne se servait que d'arguments à leur adresse, et, par un mouvement instinctif, ne regardait jamais que de leur côté. J'en conclus que si leur accord n'était pas fait, il ne tarderait pas à se conclure.

LE MARÉCHAL ME FAIT APPELER

La connaissance que j'obtins ainsi de la disposition de nos deux amis fut le profit très réel, mais le seul que je tirai de cette séance dont le public s'occupa beaucoup, et qui en définitive n'aboutit qu'au néant. Sur la confiance qu'avaient inspirée, ou plutôt sur l'espérance qu'avaient laissé entrevoir MM. Dufaure et Léon Say, le ministère se décida à faire parler encore une fois le Maréchal, et à demander, par un message, la mise à

l'ordre du jour de la loi du Sénat avant toute autre. Le message était bien fait, j'ai quelque raison de le croire, car j'y avais travaillé : il ménageait assez adroitement tous les partis ; mais ces habiletés de langage furent en pure perte. Dès la première séance qui suivit le nouvel an, l'expédient fut rejeté dédaigneusement à la fois par la droite et par l'extrême gauche qui furent assez bien venues à prétendre que nous mettions la charrue avant les bœufs, et qu'avant de faire un Sénat, il fallait savoir si ce rouage constitutionnel était destiné à faire vivre la république ou à préparer la monarchie. M. Laboulaye, que la nature de son esprit raide et systématique rendait peu accessible aux tempéraments politiques, et que de plus on avait eu le tort de ne pas convoquer à la conférence de l'Élysée, nous poussa cette botte avec une grande force. Le général Chabaud-La-Tour lui répliqua avec un embarras visible. MM. Dufaure et Say, sur lesquels nous comptions, voyant que leur concession ne plaisait pas à leurs amis, et que le vent soufflait contre nous, restèrent muets sur leurs bancs. Bref, l'ordre du jour proposé fut rejeté sans contestation à l'assis et levé; le faible jour qui s'était ouvert devant nous se referma et nous nous retrouvâmes de nouveau, si j'ose ainsi m'exprimer, le nez sur l'obstacle.

Le ministère, tout déconfit de ce premier échec, voulut se retirer, dès le soir même : il déposa même officiellement sa démission entre les mains du Maréchal qui, suivant son invariable habitude, me fit appeler, sans désemparer non plus, par Emmanuel d'Harcourt. J'étais, je l'ai dit, son accoucheur désigné toutes les fois qu'il entrait en travail ministériel. Cette fois, comme les autres, il m'offrit de reprendre le pouvoir, et cette fois encore, je demandai le temps de la réflexion, moins pour me consulter, que pour me convaincre et le convaincre ensuite lui-même que je ne pouvais faire ce qu'il désirait. Que serais-je venu faire à l'Assemblée, en qualité de premier ministre? J'avais désespéré de faire accepter mon projet d'organisation, et le vote qui venait d'avoir lieu, et qui n'était que le renouvellement de celui qui m'avait renversé, me laissait moins d'illusion que jamais. Le débat se resserrait de plus en plus dans l'alternative redoutable ou de l'impuissance constatée de l'Assemblée aboutissant à des élections nouvelles, ou de l'établissement définitif de la République avec le concours ou le triomphe de la gauche. De ces deux issues, je ne sais

laquelle me paraissait, je ne dirai pas la préférable, mais la moins à craindre; mais il en était une à laquelle je ne pouvais prêter le cas échéant aucun concours utile. S'il était possible (ce dont je doutais fort) de faire de compte à demi avec la gauche une république tolérable, ce n'était pas moi qui pouvais diriger cette entreprise, et mon ami Buffet seul pouvait dans son affection concevoir une telle chimère.

L'autre hypothèse, au contraire, quelque formidable qu'elle fût, m'offrait encore une tâche à remplir. Le jour où des élections nouvelles deviendraient nécessaires, peut-être le parti conservateur effrayé et honteux de ses sottes divisions en reviendrait-il à l'idée simple de faire tête ensemble à l'ennemi commun. Peut-être les diverses fractions de ce grand parti, au lieu de continuer à tirer les unes sur les autres, chercheraient-elles quelque terrain électoral où elles pussent unir leurs efforts. En tout cas, on devrait, dans une crise suprême, faire un appel désespéré à cette union conservatrice dont le ministère du 24 mai avait été le drapeau, et ma place était marquée dans cette dernière tentative. J'avais été le chef de cette union : quand il s'agissait de lutter pour elle, dût-elle périr, c'était encore avec elle et à sa tête que l'heure du combat devait me trouver.

Mais, pour remplir avec quelque profit ce rôle ingrat, il ne fallait pas que j'eusse été me compromettre à la veille des élections dans une lutte corps à corps et personnelle avec aucune des fractions du parti conservateur. Or, c'est ce qui devait fatalement avoir lieu, si je rentrais prématurément dans la lice, surtout pour prendre part au débat des lois constitutionnelles. Je ne pouvais manquer, si j'avais à parler au nom du gouvernement, de dire à l'extrême droite et aux bonapartistes ce que je pensais du rôle cruellement égoïste qu'ils jouaient aux dépens du repos de la France et peut-être de son existence nationale. Ils ne se laisseraient pas attaquer sans récriminations, et le peu d'autorité que me donnait sur eux ma patience devant leur injure et mon impartialité à laquelle ils rendaient justice, eût été ainsi dépensée en pure perte. Je résolus donc de m'abstenir non seulement de la responsabilité du pouvoir, mais même de la conduite de la discussion, et de ne pas me mêler à celle qui allait s'ouvrir. Je me réservais pour la dernière et terrible épreuve qu'il serait peut-être de mon devoir d'affronter.

LE DÉBAT SUR LA CONSTITUTION

Sur mon refus de le décharger du pouvoir, le ministère se décida à le reprendre, et le débat sur les lois constitutionnelles s'ouvrit le 18 janvier 1875, au milieu d'une angoisse et d'une confusion dont on se ferait difficilement l'idée. On sentait qu'on marchait au hasard vers un but inconnu sous la conduite de guides qui ne tenaient plus les rênes entre leurs mains. Dès le premier jour, il fut visible, à travers cette obscurité, que le résultat final dépendrait du petit groupe de trente à quarante députés particulièrement attachés à la personne des Princes d'Orléans. La majorité était entre leurs mains. S'ils persévéraient dans l'attitude antirépublicaine qu'ils avaient prise au mois de juillet précédent, et que gardaient leurs amis du ministère, le vote qui avait repoussé la proposition Casimir-Périer se reproduirait : l'immobilité absolue prévaudrait, et l'Assemblée ayant échoué dans sa tâche constituante n'aurait plus qu'à résigner ses pouvoirs. S'ils se ralliaient au contraire au principe républicain, leurs poids feraient pencher la balance, et nous entrions dans une phase et dans des régions nouvelles. Tous les regards étaient donc fixés sur eux.

Eux-mêmes et leurs augustes patrons étaient, je crois, livrés aux plus cruelles incertitudes. D'une part, leur honnêteté, leur loyauté conservatrice, leur haine sincère de l'esprit de désordre et de révolution leur rendait la familiarité avec la gauche radicale et républicaine aussi pénible qu'à l'extrême droite elle-même. On n'est pas d'ailleurs prince et ami des princes impunément : et si la maison d'Orléans avait dans son passé quelques traditions républicaines, ce n'était pas de celles qu'on aimait à rappeler ou à raviver. Mais, d'autre part, leur impatience était extrême contre l'inertie entêtée de l'extrême droite, derrière laquelle ils apercevaient une injurieuse méfiance contre eux-mêmes. Avec le centre gauche, qui formait l'avant-garde du parti républicain, et qui en servait les intérêts sans en partager les passions, ils avaient de vieilles relations de société et d'enfance et des sympathies libérales et parlementaires. Enfin, et surtout, ils sentaient que si la question constitutionnelle n'était pas rejetée par l'Assemblée, elle irait se poser devant les collèges électoraux, et que le suffrage

universel aurait à la résoudre dans ces termes simples : Monarchie ou République. Or, en fait de monarchie, le suffrage populaire, et particulièrement celui des campagnes, le seul qui obéit à des instincts conservateurs, n'en connaissait qu'une, c'était la monarchie napoléonienne. Il était donc à craindre que ce qui sortirait de l'urne électorale fût cette fois encore, comme en 1852 et en 1870, un plébiscite impérial. Cette prévision était une des causes qui me faisaient, à moi-même, le plus redouter des élections générales et m'inspiraient le plus de répugnance à y présider. Mais ce qui n'était que crainte et répugnance chez moi était une véritable horreur chez mes amis. Il suffisait de causer avec un des membres de ce groupe, où mes relations étaient familières, pour assister à ce partage de leurs sentiments. Ils étaient ballottés, pour ainsi dire, entre deux aversions contraires. La question était de savoir sur quel point du cadran s'arrêterait le dernier mouvement de pendule.

Les premiers jours du débat et même la première délibération tout entière parurent complètement défavorables à la solution républicaine. Cette première discussion ne présenta que deux incidents remarquables qui tournèrent l'un et l'autre à l'avantage des conservateurs. Lucien Brun vint à la tribune opposer aux lois constitutionnelles, et en particulier à l'établissement d'un Sénat, le véto formel de l'extrême droite, et il s'exprima dans des termes qui auraient pu faire croire que nous abusions de son vote du 20 novembre, pour l'entraîner, lui et ses amis, dans des voies qu'ils n'avaient pas prévues. Je me crus obligé de rétablir en quelques mots, contre ce souvenir dénaturé, la vérité des faits. Je me rappelle encore le silence de mort qui s'établit, lorsque je pris la parole. Chacun, amis et ennemis, se demandait si j'allais enfin rompre la glace et consommer publiquement, avec la fraction intolérante du parti royaliste, une rupture qui aurait rendu toute réconciliation impossible. Je me tirai du défilé avec quelque habileté, ne disant que juste ce qu'il fallait pour attester la loyauté de notre conduite, mais sans un mot qui pût causer une blessure, sans un accent même qui trahît ni irritation, ni humeur. Un journal conservateur, en rapportant ce court incident, disait : « M. de Broglie a parlé comme le ministre de demain. » C'était l'impression générale, et elle ne me flattait guère.

Un violent discours de Jules Favre parut encore plus que ma réserve faire les affaires des conservateurs. Je ne sais qui avait donné aux républicains le conseil de se choisir cet interprète. L'idée, en tout cas, ne pouvait être plus malheureuse. Dans ses meilleurs temps, dans ses veines même les plus heureuses, M. Jules Favre a toujours été très mordant, très incisif, mais jamais habile. Or, c'était l'habileté avant tout qui était nécessaire, pour faire faire aux incertains le pas vers lequel ils glissaient insensiblement, mais qui leur coûtait encore à franchir. De plus, depuis ses dernières mésaventures, depuis ses missions malheureuses auprès de M. de Bismarck, la première d'une forfanterie si déplacée, la seconde d'une si déplorable étourderie, il était devenu véritablement la bête noire de l'Assemblée. On ne pouvait lui confier que les causes qu'on voulait perdre. Sa seule présence à la tribune causa sur les bancs du centre, même avoisinant la gauche, une impression qui ne fit que s'accroître à mesure qu'il parlait. Il n'imagina rien de mieux que de se livrer, devant des auditeurs presque tous monarchiques de conviction, de naissance ou de regret, à la plus violente invective contre la royauté. Empire, Restauration, gouvernement de Juillet, chacun y passa et eut son compte dans un langage emprunté au vocabulaire le plus injurieux des partis, le tout couronné par une satire assez bien tournée, mais très amère, des négociations avortées de la fusion. L'Assemblée frémissait à chacune de ces paroles, qui tombaient sur elle comme une goutte de vitriol froide et corrosive. Ce qui ajoutait à l'effet de cet incroyable discours, c'était la date même du jour où il était prononcé. La discussion durait déjà depuis plusieurs séances, et nous étions à l'anniversaire du 21 janvier. C'est ce jour-là que Jules Favre choisissait pour accuser Louis XVI d'avoir péri victime de ses intrigues avec l'étranger.

A peine était-il descendu de la tribune, qu'à la surprise générale, une voix demanda la parole et on reconnut que c'était celle de Bocher, le représentant officiel et attitré de la maison d'Orléans. C'est, je crois, la seule fois de sa vie, que Bocher, orateur excellent, mais très difficile pour lui-même et aimant à se préparer avec soin, ait pris la parole à l'improviste. L'indignation le soutenait, et, en quelque sorte, le soulevait. Mais il était aisé de voir que sa colère était secondée et partagée par

le petit groupe d'amis qui l'entouraient. Lambert Sainte-Croix et d'Haussonville, en particulier, étaient hors d'eux-mêmes, et ce fut presque sur leurs bras qu'il fut porté à la tribune. Rarement improvisation fut plus heureuse. En quelques minutes, à l'odieux portrait de la royauté que M. Jules Favre avait tracé, il eut opposé la peinture la plus véridique, la moins chargée, mais la plus sanglante du passé de la République. « Trois fois s'écria-t-il, elle est née de la sédition, et trois fois elle a péri dans le despotisme. » Les acclamations enthousiastes et charmées de la droite, les furieuses protestations de la gauche qui répondaient à chacune de ses paroles firent de cette fin de séance un des plus saisissants spectacles auxquels j'aie assisté. Mais ce grand succès lui-même constituait un engagement, et il sembla impossible que le lendemain d'une protestation pareille le groupe orléaniste votât l'adoption légale et définitive de la forme républicaine.

C'eût été impossible, en effet, si le vote eût été à émettre ce jour-là, ou seulement le lendemain. Mais nous n'étions qu'à la première étape d'une délibération qui comportait trois lectures, et dans cette procédure complexe que les assemblées souveraines ont inventée pour se préserver de leurs entraînements et qui les en défend si mal, la première lecture, on le sait, n'est guère qu'une formalité : aucun amendement n'y est admis ; le principe seul de la loi fait l'objet du vote. Or, sur le principe de donner une Constitution à la France (républicaine ou autre, provisoire ou définitive), tout le monde était à peu près d'accord. Le passage à une seconde délibération fut donc voté le lendemain sans difficulté, avec la seule protestation de quelques radicaux extrêmes ou de quelques bonapartistes qui contestaient notre pouvoir constituant. La solution véritable fut renvoyée à la semaine suivante, un intervalle de cinq jours étant exigé par le règlement entre les deux épreuves.

Que se passa-t-il, pendant ces cinq jours ? C'est ce que je n'ai pu bien tirer au clair. Y eut-il dès lors entre quelques-uns des orléanistes et le centre gauche quelques pourparlers à voix basse, où l'on se rapprocha et s'expliqua ? Je l'ai beaucoup entendu dire, et n'oserais le nier. J'en doute cependant, car mon neveu en aurait eu vent et m'en aurait fait part. Mais, à défaut de conférences *ad hoc*, il y avait un lieu de réunion où se rencontraient naturellement chaque jour, sous l'empire d'un

sentiment commun et pour travailler à une même tâche, quelques orléanistes très décidés et quelques républicains adroits. C'était la commission d'enquête, nommée, comme je l'ai dit, pour examiner l'élection de la Nièvre, et dont j'ai fait connaître la composition mélangée. Cette commission avait rapidement étendu son rôle, et l'élection de M. de Bourgoing n'était plus qu'un prétexte pour dresser un réquisitoire contre l'ensemble des menées du parti bonapartiste. Le document étrange porté à la tribune par M. Girerd avait été bien vite reconnu apocryphe, et le prétendu gouvernement occulte dont il était censé émaner s'était rapidement évanoui en fumée. Mais à la place du comité central et souverain qui n'avait jamais existé, il y en avait d'autres et en grand nombre très réellement constitués, pour préparer et conduire les élections dans l'intérêt bonapartiste. Ces comités, parfaitement légitimes et légaux en temps électoral, gardaient, même en temps ordinaire, un cadre d'organisation et une comptabilité financière. C'est le fait de tous les partis organisés ; le parti légitimiste, entre autres, n'a pas cessé un instant d'être constitué ainsi, depuis cinquante ans, au su et au vu de tout le monde, et l'est encore aujourd'hui à ma connaissance. Il n'y avait donc rien là de mystérieux, et pour mettre la main sur les papiers qui attestaient ces relations parfaitement connues, l'enquête n'eut qu'à aller tout droit aux adresses que le premier venu lui eût indiquées et qu'elle pouvait trouver inscrites sur les registres de la police. Il ne fallut cependant qu'une prétendue découverte de ce genre, et la révélation d'un véritable secret de comédie, pour que la Commission, dans le zèle antibonapartiste qui l'animait, déclarât, en se signant d'horreur, qu'elle tenait le fil d'un vaste réseau de conspiration qui enveloppait tout le sol de la France. Orléanistes et républicains rivalisèrent à cet égard d'indignation : et je me rappelle qu'un jour en quittant Versailles, me trouvant dans un wagon, avec le baron Decazes, cousin du ministre, qui faisait partie de la Commission, et l'entendant causer avec quelques-uns de ses collègues républicains, je fus frappé de l'intimité qui régnait entre eux, et de l'identité de leur langage.

Or, en feuilletant aujourd'hui, après coup, les *Annales parlementaires*, je remarque que ce fut précisément le 25 janvier, dans l'intervalle qui sépara les deux délibérations constitution-

nelles, qu'eut lieu le fait le plus important et le plus caractéristique auquel donna lieu cette bruyante enquête. Ce fut la déposition que fit, dans le sein de la Commission, le préfet de police, M. Léon Renault. Comment le ministre de l'Intérieur, l'excellent général Chabaud La Tour, comment son prudent sous-secrétaire M. de Witt, permirent à leur subordonné de venir à leur place, et en quelque sorte par-dessus leur tête, communiquer avec une Commission parlementaire; comment ils souffrirent qu'une telle Commission interrogeât un préfet de police, c'est-à-dire l'agent confidentiel par excellence, le dépositaire de secrets dans lesquels la justice elle-même hésite à pénétrer, c'est une faiblesse que je ne comprendrai jamais et que je leur ai souvent reprochée. Léon Renault, qui connaissait mon faible pour lui, et en avait plus d'une fois abusé, n'aurait jamais osé me proposer rien de pareil. Mis en liberté par cette défaillance de ses chefs, il en profita habilement. Sa déposition fut un morceau oratoire de haut goût, où des faits qu'il connaissait depuis six ans, dont il m'avait entretenu cent fois, et que d'un commun accord, nous avions regardés comme trop insignifiants pour en faire du bruit, furent groupés avec art dans la pensée de faire ressortir à la fois et le péril qu'avait couru la société, et le mérite de l'administrateur vigilant qui l'avait découvert. Il sortit comblé des compliments de la Commission, avec un renom d'orateur et une attitude de ministre en expectative. Quand je connus le lendemain par les journaux ce beau fait d'armes, j'en fus profondément blessé; car les faits qu'il venait de dénoncer étant déjà anciens remontaient à la date de mon administration. J'avais donc ou mal fait mon métier ou connivé au complot. Je témoignai assez vivement à M. Renault mon mécontentement, et il se confondit en justifications qui ne me satisfirent nullement.

Le ministre de l'Intérieur s'était montré de si bonne composition que la Commission espéra obtenir la même faveur du ministre de la Justice. Une enquête judiciaire avait été ouverte sur les faits énoncés par M. Girerd et avait marché côte à côte avec l'enquête parlementaire. La Commission sans se gêner fit demander communication du dossier du parquet. C'était une prétention inouïe et une confusion de tous les pouvoirs. M. Tailhand, magistrat de profession, se refusa absolument à une telle violation du secret judiciaire. Là-dessus, grande

colère de la Commission qui déclara qu'elle en allait référer à l'Assemblée, et le rapporteur désigné, M. Savary (le même qui avait été secrétaire du centre droit lors de la fusion), fut chargé de rédiger un rapport sur cet incident ; et c'est ainsi qu'orléanistes et républicains se retrouvaient le 28 janvier, lors de la reprise de la discussion constitutionnelle, la main dans la main, et presque en ligne contre le gouvernement du Maréchal.

LA PROPOSITION WALLON

La nouvelle délibération s'ouvrit par un amendement de M. Laboulaye qui n'était que la reproduction de la proposition de Casimir-Périer, rejetée six mois auparavant. La leçon avait profité. M. Laboulaye ne ressemblait pas à Jules Favre, et les deux discours furent aussi différents que la personne des deux orateurs. A la place d'un tribun décrié, tout couvert de la boue sanglante de deux révolutions, on vit paraître à la tribune un moraliste aimable dont la figure éclairée par une gaieté douce présentait un mélange de bonhomie et de finesse ; à la place d'une parole amère et ampoulée, on entendit un petit filet de voix et une faconde discrète n'ayant d'autre affectation que celle de la simplicité. M. Jules Favre avait insulté toutes les formes et toutes les phases de la monarchie ; M. Laboulaye, au contraire, n'eut que des douceurs pour chacune d'elles : elles n'avaient toutes, à ses yeux, qu'un seul tort, celui d'être impossibles. Mais la monarchie constitutionnelle surtout fut de sa part l'objet d'hommages et de regrets qu'il semblait ne pouvoir assez multiplier. Après tout, que demandait-il ? Une république qui ressemblât comme deux gouttes d'eau à la monarchie parlementaire, une république à laquelle il ne manquerait qu'un roi. L'avait-on sous la main, ce roi ? Si on ne l'avait pas, pourquoi s'obstiner à l'attendre et en attendant laisser vide la place qu'on ne pouvait remplir ? C'était dire : « entre vous, orléanistes parlementaires, et nous républicains de circonstance, il n'y a que l'épaisseur d'un cheveu. Soyez républicains comme nous aujourd'hui ; qui vous dit que nous ne serons pas royalistes nous aussi demain, quand vous oserez ou pourrez l'être autrement qu'en espérance ? » Il termina par un pressant appel au patriotisme de l'Assemblée. « Ayez pitié, dit-il d'une voix réellement émue, ayez pitié de votre malheureux pays. » Un

silence significatif accueillit ces paroles : la gauche eut l'habileté de ne pas applaudir; la droite éprouvait un malaise que trahissaient de confuses rumeurs. Et, de fait, que répondre? La république de M. Laboulaye se montrait aussi bénigne et aussi concilante que la monarchie de M. Lucien Brun était maussade. Acculés comme nous étions sur le bord d'un abîme, la tentation était grande de saisir la main qu'on nous tendait.

La majorité pourtant tint bon encore contre cette épreuve et l'amendement de M. Laboulaye fut rejeté par vingt-six voix. Quarante-quatre avaient fait écarter la proposition Casimir-Périer : nous avions déjà laissé plus d'un trainard sur la route, ce qui est, dans toutes les armées du monde, le commencement de la déroute. On respirait pourtant à droite et on croyait le défilé passé. L'illusion ne dura pas longtemps.

A peine le résultat du scrutin était-il proclamé, que, par une manœuvre exactement pareille à celle de la première fois, fut appelée, dans l'ordre de la discussion, la proposition hybride, qu'avait rédigée l'honnête M. Wallon et dont j'ai parlé en son temps. J'ai dit que l'artifice très innocemment imaginé par ce galant homme était de faire tout un plan d'organisation de la République sans en prononcer le nom nulle part. Ainsi il n'y avait en tête du nouveau projet aucun principe général. On disait seulement dans le premier article : *Le pouvoir législatif est divisé en deux assemblées, le Sénat et la Chambre des députés;* et après cette brusque entrée en matière, on continuait : *Le président de la République est élu pour sept ans.* On était ainsi jeté, de plein saut, non pas *in medias res*, mais *in mediam rempublicam.* C'était le procédé des romanciers qui débutent sans aucune exposition, par une conversation ou par une lettre. Ou, si l'on veut une comparaison plus sérieuse, c'était la république démontrant son existence, comme la marche prouve le mouvement.

Cette étrange manière de légiférer, qui n'était faite pour plaire ni aux monarchistes auxquels on semblait tendre un piège, ni aux républicains dont on avait l'air de rougir, avait passé inaperçue six mois auparavant. Cette fois, dans l'extrémité où on se voyait réduit, elle apparut à certains esprits comme une planche de salut. A l'accueil qui fut fait au premier article, celui qui ne parlait que de la division du pouvoir législatif en deux assemblées, il fut évident qu'on avait affaire à une tenta-

tive sérieuse et l'on se sépara avec l'idée que la lutte qu'on croyait terminée recommencerait le lendemain.

Je n'en doutai plus lorsque, rentré à Paris dans la soirée, je pus me convaincre, en causant avec mon neveu, qu'il était décidé à voter lui-même le nouveau projet, et qu'il me laissa entendre que tout le groupe dont il faisait partie, Pasquier en tête, était disposé à en faire autant. Cette adhésion inattendue assurait le succès du projet, à moins, ce qui était encore possible, qu'elle ne fût compensée par des résistances équivalentes du côté de l'extrême gauche.

Par la même raison, en effet, que l'amendement plaisait au groupe flottant et intermédiaire du centre droit, il soulevait à l'extrême gauche d'assez vives répugnances. Là on trouvait que cette manière d'entrer en scène par une porte bâtarde, sans oser articuler son nom à bouche ouverte, n'était pas digne de la République. Des puritains nourris de déclamation, et élevés dans le respect de la *Déclaration des droits de l'homme*, regardaient avec mépris ce projet de constitution sans principes, et de gouvernement sans étiquette. En flattant un peu adroitement ce sentiment, en traitant ce projet comme une équivoque sans dignité, qui ne devait convenir à la loyauté d'aucun parti, en évitant surtout d'en avoir l'air trop alarmé, la droite pouvait encore trouver dans ces rangs extrêmes trente ou quarante voix pour l'aider à le faire écarter.

Avec son habileté ordinaire, elle fit précisément le contraire. Dès le début de la séance suivante, M. Chesnelong demanda la parole et sonna le tocsin d'alarme. Il avait préparé un discours contre la proposition Laboulaye, qu'il n'avait pas trouvé occasion de placer : il en gratifia la proposition Wallon. Tout son effort fut de prouver que cette proposition, malgré son ambiguïté, était bien la République elle-même, la République en chair et en os; que le principe républicain, bien qu'enveloppé de nuage, n'y était pas moins implicitement renfermé, et ne tarderait pas à porter toutes ses conséquences. C'était justement ce qu'il fallait dire pour lui concilier l'extrême gauche. Aussi, pendant qu'il parlait, je pus suivre, sur la figure des républicains farouches, le travail qui se passait dans leur esprit. Plus M. Chesnelong tonnait, plus leurs physionomies, d'abord indifférentes et même dédaigneuses, devenaient attentives et émues. Ils sem-

blaient dire : puisque cette proposition lui déplaît tant, elle est donc meilleure que nous ne pensions. Je crois, sans mentir, que jamais l'éloquence de M. Chesnelong, que personne cependant n'apprécie plus que moi, ne produisit plus d'effet que ce jour-là ! Il rallia certainement plus de vingt réfractaires à la proposition qu'il combattait, et il est ainsi, en fait, — sans s'en être jamais douté, — un des auteurs directs de la République. Quand vint le vote, on vit s'élever sur les bancs républicains une agitation qui attestait le trouble du parti. Les habiles, Gambetta en tête, pressaient violemment sur les puritains pour les faire voter. Jusqu'à la dernière minute, beaucoup résistèrent. Deux ou trois ne cédèrent qu'à une contrainte matérielle et se laissèrent traîner en quelque sorte au bureau, au moment même où le scrutin allait être fermé. Au dépouillement, les bulletins bleus et blancs se suivaient de si près qu'il fallut que les secrétaires se retirassent dans une chambre voisine pour pointer les noms des votants, afin d'éviter les erreurs et les doubles emplois. Cette opération dura une demi-heure, après laquelle le Président dut prononcer, d'une voix très émue, que la proposition était adoptée par 353 voix contre 352.

Une voix de majorité ! On conçoit les exclamations mêlées de rires avec lesquelles ce résultat fut accueilli dans la Chambre et dans les tribunes. Un gouvernement, — et quel gouvernement! le plus étranger aux habitudes, le plus odieux aux sentiments d'une partie de la France, — proclamé à une voix de majorité ! Après quatre années de luttes, après tant d'éloquence dépensée, tant de tapage fait de part et d'autre, aboutir à ce burlesque dénouement ! Il fut presque impossible, au premier moment, de prendre l'événement au sérieux.

Je ne sais ce qui serait arrivé, si, comme je l'avais cru un instant, la majorité républicaine ou prétendue telle, eût été de vingt-cinq ou trente voix. Probablement le Maréchal aurait menacé ou du moins parlé tout haut de sa démission. Ce qu'aurait fait cette menace, si elle eût décidé l'Assemblée à revenir sur son vote, ou bien à prononcer un autre nom que le sien ; si, dans la crainte sincère où on était alors du bonapartisme, quelques-uns, même parmi les républicains, n'eussent pas jeté les yeux sur le Duc d'Aumale, c'est ce que je ne puis dire. Car si le Maréchal éprouvait quelque velléité de cette sorte, ceux qui l'entouraient, et qui ne désiraient nulle-

ment qu'elle se confirmât, n'eurent pas de peine à lui représenter qu'il ne pouvait quitter ainsi la partie pour une voix de majorité. Il se décida donc assez facilement à attendre avant de prendre un parti définitif.

Je ne combattis pas cette résolution, bien que je ne me fisse plus guère d'illusion sur le résultat final. Je comprenais bien qu'une fois ce grand pas franchi, l'Assemblée ne reculerait plus. La pente qui la portait vers la république était devenue trop forte dans ces derniers mois : on pouvait encore se retenir et ne pas la descendre : une fois descendu, on ne remonterait pas. Mais je conservais un dernier espoir. Entre la seconde et la troisième délibération de la loi constitutionnelle, une autre qui me tenait fort au cœur, devait enfin arriver à discussion, c'était celle du Sénat. Celle-ci n'était encore ni votée, ni même débattue. En suspendant sa résolution dernière, le Maréchal pouvait exercer, sur la constitution de cette Chambre haute, une puissante influence.

J'avais toujours pensé, on le sait, que le vrai moyen de sortir de nos embarras, était de vendre en quelque sorte au centre gauche, la reconnaissance de la République au prix de la constitution d'un Sénat vraiment conservateur. A plusieurs reprises, j'avais essayé, bien que sans succès, d'entamer cette négociation. Le vote si incertain de l'Assemblée me paraissait offrir une occasion de la reprendre. J'engageai donc le Maréchal à laisser passer la loi constitutionnelle avec sa solution quasi républicaine et sa majorité de hasard, en déclarant qu'il réservait sa décision finale, jusqu'au moment où il saurait si le Sénat qu'on lui donnerait, serait de nature à lui permettre d'exercer le pouvoir dans des conditions tolérables. Je conseillai à mes amis d'en faire autant, et de mettre la même condition à notre adhésion à la République. C'était un moyen d'ajourner toute résolution et l'ajournement est toujours goûté par une assemblée dans l'embarras. On suivit donc assez généralement mon conseil. La seconde délibération s'acheva sans nouvel incident, et chacun attendit, pour savoir que faire et que penser, le tour que prendrait la discussion du Sénat.

BROGLIE.

(A suivre.)

OÙ SERA LE SIÈGE

DE LA

BANQUE INTERNATIONALE ?

L'organisation de la Banque des règlements internationaux, et en particulier le choix de la ville où elle sera installée, a une importance extrême, et aura des conséquences considérables.

La Banque ne se bornera sans doute pas à être un organisme de répartition des réparations; elle sera aussi, selon le plan des experts, un établissement de crédit international, d'une puissance sans seconde. Or, il ne faut pas que la Banque devienne, ou même puisse être suspectée d'être l'instrument de l'hégémonie financière du pays où elle aura son siège, et cette considération essentielle écarte d'abord Paris, Londres et Berlin.

M. Snowden, au cours des négociations de La Haye, a demandé que le siège soit à Londres. La France, et certainement d'autres pays s'y opposeront; sans doute les experts de Baden Baden proposeront une ville belge ou suisse. Mais, même s'il en est ainsi, on ne peut oublier que M. Snowden a montré à La Haye qu'il ne se considère aucunement comme lié par l'avis des experts anglais; et l'on doit craindre que, lorsque les travaux des experts de Baden Baden seront soumis à l'approbation des gouvernements, le chancelier de l'Échiquier ne revienne à la charge, de la manière forte qui lui est propre.

Il faut espérer que les autres puissances sauront résister. La menace que constituerait pour elles l'établissement de la Banque à Londres, ou dans toute autre ville anglaise, apparaît singulièrement grave quand on se rappelle la politique que,

pendant la guerre, a suivie le gouvernement britannique, toutes les fois que l'intérêt purement anglais s'est écarté de l'intérêt des autres pays alliés, et en particulier son attitude à l'égard des organismes interalliés qui ont fonctionné en Angleterre.

Un des points sur lesquels le particularisme du gouvernement anglais s'est le mieux manifesté a été sa politique de l'or.

L'Angleterre a toujours voulu, avant toutes choses, sauvegarder l'intégrité de la livre sterling, dont le rôle de monnaie internationale lui a de tout temps valu de grands profits. Le principe fondamental, qui l'a décidée à maintenir la livre au pair après la paix malgré la crise terrible qu'elle a ainsi déchaînée sur son industrie, l'a conduite, pendant la guerre, à exiger de l'or de ses alliés en contre-partie des crédits qu'elle leur ouvrait. Mais elle-même s'est toujours refusée à ramasser l'or qui circulait librement sur son territoire; elle ne voulait rien faire qui parût l'engager sur la pente du cours forcé. La France, qui avait établi ce régime d'exception dès le commencement des hostilités, dont les nationaux versaient à pleines mains leur or à la Banque de France, avait bien pressé l'Angleterre de faire sur ce point les mêmes sacrifices; elle n'avait rien obtenu. Elle l'avait demandé plus instamment dans un moment tragique, en 1916, alors que se jouaient sur la Somme et à Verdun le sort de la guerre et l'existence des pays de la coalition, alors que les Alliés avaient épuisé leurs ressources aux États-Unis où ils achetaient en majeure partie l'acier et les explosifs dont se faisait sur le champ de bataille une effrayante consommation. Comme le gouvernement de Washington était encore neutre, ils ne pouvaient obtenir d'avances que des banques, lesquelles exigeaient des gages, en particulier de l'or.

Au point de vue du crédit des Alliés, il eût d'ailleurs été bon que tout l'or britannique figurât au bilan de la Banque d'Angleterre, qui est publié dans le monde entier. Or les banques anglaises avaient versé au plus moitié de leur or, et il en circulait encore beaucoup dans le pays. Chez nous, le public avait versé deux milliards de francs d'or à la Banque de France, et nous en avions déjà envoyé un milliard et demi à Londres (nous en avons envoyé en tout plus de 2 800 millions).

Nous montrâmes à Londres l'inégalité des sacrifices des deux pays, l'injustice d'une pareille différence de traitement, et les dangers, dans les moments critiques que l'on traversait,

de la résistance du gouvernement anglais à faire pour la cause commune le même effort que nous faisions. Mais nos représentations restèrent vaines : l'Angleterre ne voulut rien faire qui, en restreignant chez elle la libre circulation de l'or, risquât de porter atteinte au prestige de la livre sterling.

Plus même que dans sa politique de l'or, et d'une manière qui marque mieux encore la précaution dont il est nécessaire d'entourer l'organisation de la Banque internationale, le particularisme du gouvernement britannique s'est manifesté dans la prédominance qu'il usurpa, et dont il joua à son profit, dans les organismes interalliés qui fonctionnèrent à Londres.

Pendant les premiers mois des hostilités, les Alliés, qui furent longs à s'organiser, se firent concurrence sur les marchés neutres, et provoquèrent une hausse désastreuse des prix. On se rendit compte qu'il fallait centraliser les achats. Des organismes interalliés se créèrent et s'installèrent à Londres, car alors l'Angleterre était le banquier de la coalition contre l'Allemagne, comme elle l'avait été des coalitions contre la France pendant les guerres du premier Empire : l'intervention de la cavalerie de Saint-Georges a souvent pesé d'un poids décisif sur le sort des batailles.

Mais le gouvernement britannique, grâce à sa présence et à son action continuelles, grâce à l'influence que lui donnait son rôle de banquier, grâce aux agents anglais qui peuplèrent les bureaux, prit dans ces organismes une autorité prépondérante, dont il usa, dont il abusa au mieux des intérêts des finances anglaises, sans s'inquiéter des conséquences de sa politique pour les autres pays alliés. Dans cette autorité sur les organismes internationaux de Londres, il trouva un moyen de se procurer les devises étrangères dont il avait besoin pour sauvegarder son hégémonie monétaire dans le monde.

On ne peut ici que rappeler quelques incidents, particulièrement frappants, de cette politique.

Un des principaux organismes d'achat en commun était le *Wheat Executive*, la Commission des blés. Les blés que la Commission achetait dans le monde entier pour le compte des Alliés furent d'abord répartis avec eux, logiquement, d'après des considérations de situation géographique et de tonnage. Pendant un temps la France reçut ainsi les blés de l'Inde, et les paya en livres, sur les crédits anglais. Mais un jour le gou-

vernement britannique pressa la Commission de décider que les blés indiens continueraient, en effet, à nous être livrés, mais que, quant au paiement, ils seraient désormais regardés fictivement comme fournis en substitution de blés américains, et qu'il nous faudrait les payer en dollars. Nous eûmes beau protester contre cette modification unilatérale des arrangements constitutifs du *Wheat Executive*; l'Angleterre était maîtresse de la situation; nous dûmes nous incliner.

Et, autant qu'il le put, dans les autres *Executives*, le gouvernement britannique s'efforça d'appliquer les mêmes méthodes, et nous obligea à payer en certaines monnaies notre part des achats faits en commun. Dans son intérêt propre, il prenait ainsi, en dehors de nous et à notre insu, une hypothèque sur les crédits qui nous étaient ouverts au dehors; il engageait la politique financière de la France dans tous les pays du monde ; il bouleversait constamment les plans de notre ministre des Finances, dont la tâche devenait presque impossible.

Dès qu'il s'agissait de préserver la livre de la moindre atteinte, le gouvernement britannique ne reculait devant aucun moyen. Entre les services d'aviation français et anglais un accord avait été conclu pour la fourniture de graines et d'huile de lin. Nous en recevions de l'Inde. Un jour, le gouvernement britannique voulut appliquer à ces produits la théorie qu'il avait édifiée pour les blés, puis pour les viandes : il déclara que désormais nous devrions les payer en pesos, puisqu'il en achetait en Argentine. Comme nous n'avions pas de pesos disponibles à ce moment, il fit cesser les livraisons, entravant ainsi délibérement l'action de notre aviation. Or cela se passait en février-mars 1918, au moment où se préparait, puis se déclenchait l'attaque allemande en Picardie.

Ainsi le gouvernement anglais, par tous les moyens, sans consulter les pays alliés, sans s'inquiéter des protestations de leurs délégués, — particulièrement de M. Avenol pour la France, — et des critiques incessantes de M. Crosby au nom des États-Unis, imposait, par l'entremise des commissions d'achat en commun, des décisions financières uniquement favorables à l'Angleterre, et méconnaissait délibérément les principes qui régissent les organismes internationaux, la notion fondamentale d'association et d'égalité sur quoi ils reposent.

Cette politique, ces méthodes sont de tradition dans le gou-

vernement britannique. Elles y sont appliquées quel que soit le Chancelier de l'Échiquier, à quelque parti qu'il appartienne. Les Anglais ont une suite dans les idées et une ténacité que nous devons leur envier, et cette grande qualité leur a fait, en particulier, organiser la Trésorerie, notamment, par l'institution d'un secrétariat permanent, d'une manière qui y assure une continuité de vues et de politique inconnue chez nous. C'est le caractère particulariste de cette politique qui explique en partie l'attitude de M. Snowden à la conférence de La Haye, attitude qui a surpris l'opinion plus qu'elle ne devait, et qui au fond n'est pas différente de la manière forte dont a usé la Trésorerie pendant la guerre, dont elle a toujours usé sans ménagements, quand elle estimait que l'intérêt de l'Angleterre l'exigeait. Ce qui, à La Haye, fut propre à M. Snowden, ce fut la rudesse, l'incivilité dans la forme. Mais le fond était bien dans la ligne de la politique ordinaire de la Trésorerie. M. Snowden, est, à cause sans doute de sa santé précaire, d'un caractère irritable et sans mesure. De là, la forme cassante, blessante, de ses manières. Mais la thèse qu'il a soutenue, notamment en réclamant pour Londres le siège de la Banque internationale, est celle de la Grande-Bretagne tout entière, et ce n'est pas sans raison que M. MacDonald a pu dire que le Chancelier de l'Échiquier avait tout le pays derrière lui.

Il ne faut pas nous indigner outre mesure de ce particularisme de la politique financière anglaise : nous devons tenir compte de la différence de tempérament des deux peuples. L'esprit latin a le don et l'amour inné des idées générales; l'Anglo-saxon préfère les solutions d'espèce. C'est cette opposition qui, en matière juridique, se traduit par la préférence ici pour le droit écrit, et là pour le droit coutumier. C'est à cause d'elle que, en matière internationale, dans un groupement de puissances, la notion de l'intérêt commun ne sera pas la même ici et là. De très bonne foi, l'Anglais aura tendance à considérer toute question à résoudre, non suivant des principes généraux et permanents qui répugnent à sa nature, mais comme des cas d'espèce à trancher au jour le jour, en tenant essentiellement compte de l'intérêt anglais, avec lequel inconsciemment il est porté à confondre l'intérêt général. En résistant obstinément, au printemps de 1918, dans l'affaire de l'huile de lin, qui pouvait conduire la coalition au désastre,

M. Bonar Law, qui certes n'était pas hostile à la France, ne voyait que l'intérêt immédiat et étroit de sa Trésorerie.

Mais c'est justement cette bonne foi de l'Angleterre dans la confusion presque inconsciente qu'elle fait de l'intérêt général avec l'intérêt britannique qui en rend la politique et les méthodes particulièrement dangereuses au point de vue international; c'est à ce sentiment immuable qu'il faut prendre garde en constituant la nouvelle Banque prévue par le plan Young. Si, en particulier, la Banque internationale avait son siège à Londres, la Trésorerie serait trop naturellement portée à juger que c'est pour assurer l'hégémonie de la livre qu'on a mis auprès d'elle l'instrument financier le plus puissant qui ait encore existé.

Certes, les experts s'efforcent de soustraire la Banque à l'influence des gouvernements et de n'y laisser s'exercer que l'action des banques d'émission. Mais l'expérience de la guerre nous montre que les banques d'émission ne peuvent avoir une politique différente de celle de leurs gouvernements, et, nécessairement, deviennent leurs collaboratrices actives lorsque le gouvernement estime que les intérêts du pays sont en jeu. Dans les *Executives* non plus, théoriquement, le gouvernement anglais n'avait pas une position privilégiée : il a su se la créer, puisqu'il les avait auprès de lui, et qu'il pouvait, mieux que les autres gouvernements, agir sur eux d'une façon continue. Il en serait de même, et ce serait bien plus grave, pour la Banque internationale. Inévitablement, quelles que soient les précautions prises, la Trésorerie, comme Agrippine au Sénat romain, « Invisible et présente, serait de ce grand corps l'âme toute puissante ». Si par impossible elle ne l'était pas, on croirait qu'elle l'est, et le mécanisme délicat du crédit n'en serait pas moins pour toujours faussé. Les intérêts financiers des nations se trouveraient subordonnés à ceux de l'Angleterre; la sujétion économique suivrait bientôt, avec tous ses risques d'emprise politique. A aucun prix il ne faut que le siège de la Banque soit dans une ville anglaise : plutôt transiger sur tous les points que sur celui-là.

Lucien Petit.

VISITES A LA PRESSE DE PROVINCE

VI[1]

GRENOBLE ET MONTPELLIER

GRENOBLE

Il suffit de se pencher sur la carte du Dauphiné et de la Savoie pour se rendre compte des difficultés qu'eurent à vaincre les journaux de Grenoble.

En premier lieu, l'orographie contrarie nettement les transports, car pour passer en chemin de fer d'une ville à l'autre, nombreux sont les massifs allongés qu'il faut contourner, les pentes raides à éviter. La difficulté ethnique ne fut pas moindre : on est très régionaliste dans les Alpes, et le Dauphiné a dû déployer beaucoup de patience et de finesse pour faire la conquête de la Savoie. Enfin, les journaux de Lyon s'impriment à la porte même de ces provinces, et les quotidiens de Marseille remontent assez facilement le Rhône.

Un avantage, cependant : la presse de Paris arrive tard dans la montagne.

Le remède fut trouvé aux difficultés de transport avec le développement de l'automobile et de la camionnette qui franchissent les cols et passent ainsi directement, d'un bond, d'une vallée à l'autre.

(1) Voyez la *Revue* des 15 décembre 1928, 1er février, 15 mars, 15 juin et 15 octobre 1929.

Je ne cacherai point que ces visites dans l'Alpe m'ont procuré un agrément particulier. C'est là, en effet, qu'a pris le pas sur la houille noire cette force blanche descendue de la montagne, faite de vie, non de décomposition, et qui, par les loisirs qu'elle donnera un jour au travail, permettra à une humanité bien éduquée d'élever son esprit et son âme.

LE PETIT DAUPHINOIS

Le Petit Dauphinois est à la fois le plus ancien et le plus important des journaux de Grenoble. Je dois ajouter, — j'en ai eu la surprise, — qu'il est parmi les plus importants de la presse de province. M. Georges Biessy, son jeune secrétaire général, m'en a conté l'histoire, à l'abri de cette coupole que l'on appelle ici la « Coupole dauphinoise », marque extérieure de la puissance du journal et qui domine les deux cent cinquante mètres de façade en bordure de trois avenues centrales.

— *Le Petit Dauphinois*, me dit-il, a été fondé il y a quarante-sept ans. Acquis en 1885 par M. Pierre Baragnon, ancien président du Conseil général des Bouches-du-Rhône, il fut, à cette date, complètement réorganisé. Transformé en quotidien du matin et en organe de grande information, premier journal de Grenoble édité à six colonnes, il devint immédiatement un journal populaire de la région.

« C'est en 1890 que l'entrée au *Petit Dauphinois* de M. Joseph Besson allait définitivement orienter le journal dans la voie du succès. En qualité de secrétaire général de la rédaction, puis de directeur, M. Joseph Besson donna à tous les services du *Petit Dauphinois* une impulsion et une extension considérables, et se montra, dans toute l'acception du terme, un animateur. Les services d'information, de rédaction, d'administration, de composition, de tirage et d'expédition furent dotés, à mesure qu'ils étaient signalés, de tous les perfectionnements techniques auxquels la grande presse doit son développement

« Aux heures tragiques de la Grande Guerre, quand les grands services publics étaient paralysés par les besoins de la Défense nationale, le journal, sous l'impulsion de M. Joseph Besson, fut en mesure, grâce à des services de transports appropriés, de porter chaque jour, le premier, jusque dans les campagnes les plus reculées des Alpes, les dernières nouvelles.

« Je dois également vous rappeler la belle initiative de 1915-1916. *Le Petit Dauphinois*, à la suite de sa campagne de la Mitraille d'or, versa dans les caisses du Trésor *1.832 000 frs en or*, recueillis auprès de ses lecteurs. Il ne limita point là aux heures difficiles son concours au Trésor public. Il prit également l'initiative de mettre sa force de propagande à la disposition de l'État français en participant directement aux divers emprunts émis pendant et après la guerre. Il ouvrit à cet effet ses guichets à ses lecteurs. Le montant des souscriptions reçues par *le Petit Dauphinois* fut de 110 millions de francs. Je ne pourrais vous fournir de meilleur exemple de son action efficace.

« Lorsqu'une mort soudaine frappa M. Joseph Besson en 1919, ses deux fils MM. Marcel et Robert Besson prirent en main la succession lourde et glorieuse que laissait leur père. Courageusement, ils continuèrent l'œuvre entreprise.

« Aujourd'hui, notre tirage atteint près de 200 000 exemplaires et, fait remarquable, ne compte pas moins de 56 000 abonnés directs. A ce point de vue, il est certainement le journal quotidien possédant le plus d'abonnés. »

L'influence du *Petit Dauphinois* s'étend sur huit départements : l'Isère, la Savoie, la Haute-Savoie, l'Ain, les Basses-Alpes, la Drôme et l'Ardèche, couvrant ainsi le Dauphiné et les Savoies. Les cinq éditions sont établies par 100 ouvriers et 15 rédacteurs fixes, aidés de 100 employés et de 40 rédacteurs libres. Quant à l'imprimerie commerciale, elle occupe 300 ouvriers. Dix-huit cents dépôts sont dispersés dans la région et quinze cents correspondants écrivent, téléphonent ou font marcher le télégraphe.

Depuis la guerre, *le Petit Dauphinois* ne fait, pour ainsi dire, plus de politique. Il préfère s'intituler « le plus grand journal d'information des Alpes ». La combativité du journal d'opinion s'est muée en un sens commercial aigu. Primes à l'abonnement et au numéro, concours, compétitions, rien n'est négligé. La rédaction se tient à la hauteur de son public; les articles sont à la portée de tous et intruisent chacun des lecteurs. Mais on n'oublie pas que Grenoble est un centre scolaire et universitaire qui groupe des étudiants de tous les pays du monde, que Grenoble est un centre touristique, et que la région est une vaste école pour les ingénieurs. Art, musique

et littérature sont traités avec le même soin que les faits de la vie nationale ; et le montagnard, l'agriculteur des vallées, l'industriel, sont aussi bien renseignés sur les foires locales et l'octroi d'une concession d'eau, que sur les événements mondiaux.

En revenant de dîner à Sassenage, en face du Casque de Néron, je trouve, rangées devant la sortie des rotatives, deux des dix camionnettes qui suppléent aux méandres des voies ferrées.

— Ce sont celles, me dit-on, qui assurent la communication avec les départs des trains de Chambéry et d'Annemasse vers la Haute-Savoie et le lac de Genève. Cet hiver, elles n'ont pas cessé un jour de franchir les cols de la Maurienne, malgré un froid de vingt degrés et davantage.

LA RÉPUBLIQUE DE L'ISÈRE

La *République de l'Isère* est un des onze quotidiens qui se sont groupés pour avoir le même bureau d'information à Paris, 43, rue de Trévise. De ces bureaux de *la Presse régionale*, nettement catholique, partent des comptes rendus politiques qui assurent l'unité dans les directions de ces journaux. J'ai parlé de cette organisation à propos du *Télégramme* de Toulouse.

Pour arriver près de M. Léon Poncet, qui cumule les fonctions difficiles de directeur et de rédacteur en chef, il ne m'a fallu que suivre trois rues claires et propres et deux avenues qu'on dirait lavées à l'eau de roche.

Après m'avoir fait visiter les ateliers, où je découvre une rotative très moderne installée en avril 1928, M. Léon Poncet m'instruit sur la marche du journal. On ne peut parler de l'organe que l'on dirige sans se référer au passé.

— J'ai connu le temps, me dit-il, de 1888 à 1900, où tous les journaux de Grenoble étaient composés à la main. Vous seriez surpris en comparant les journaux de cette époque avec ceux d'aujourd'hui. C'étaient alors de modestes feuilles avec quatre pages au maximum et quatre ou cinq colonnes à la page. Ils étaient aussi plus nombreux qu'aujourd'hui. Le Grenoble de 1929 qui, avec ses faubourgs, représente une agglomération de plus de 100 000 habitants, n'a pas un journal du soir. Le Gre-

noble de 1890, avec ses 40 000 habitants, en avait deux : *l'Avenir de l'Isère* et *le Grenoblois*, puis *le Clairon des Alpes*. Je fus de celui-ci le très jeune secrétaire de rédaction. Parmi les journaux du matin, dont quelques-uns vécurent peu de temps, deux se partageaient la clientèle grenobloise : *le Réveil du Dauphiné*, fondé en 1870 par les vieux républicains de la nuance Gambetta-Ferry, qu'on appelait les « opportunistes », et *le Petit Dauphinois*, devenu quotidien en 1885 avec Naquet. A cette époque, chaque journal était un drapeau, il défendait un parti, un programme. Le journal dit neutre était un phénomène inconnu. Il n'eût pas été toléré. Chaque citoyen se faisait un honneur d'avoir une opinion, bonne ou mauvaise. Les polémiques de presse étaient fréquentes, suivies parfois de duels regrettables. Le public se passionnait à ces jeux. Aujourd'hui, l'information prime tout.

« C'est en 1901 que la machine à composer a été introduite dans les imprimeries de journaux de Grenoble. Dès ce moment, l'aspect des feuilles quotidiennes se modifiait. Le texte était de plus en plus serré. Le nombre des pages se développait.

On vint nous interrompre. Le chef de la composition entrait et prenait des feuillets venus de la rédaction.

— C'est le fils de notre gérant qui fut le metteur en pages du premier numéro de *la République*, le 15 avril 1901. On est ici en famille, et si notre journal n'entre que dans sa vingt-neuvième année, il succède au *Réveil du Dauphiné* qui date, je vous l'ai dit, de 1870. Cela commence à être une vieille famille.

Je ne saurais mieux terminer cette visite qu'en citant un passage d'une conférence de M. Léon Poncet qui illustre le labeur des chefs d'informations régionales dans un journal comme le sien.

« Le chef du service des informations régionales se débrouille parmi les papiers innombrables de nos correspondants de l'Isère, de la Savoie, de la Haute-Savoie, des Hautes-Alpes, de la Drôme. A chaque train de la soirée, un employé va retirer directement à la gare les plis dits « hors-sac », enveloppes rouges spéciales qui nous apportent les nouvelles de toute la région. Ces « hors-sac » sont complétés par des télégrammes et par des communications téléphoniques. Il s'agit de revoir tous ces papiers, de les corriger, de les compléter, de les annoter

par département et par édition, de mettre en valeur, avec des titres spéciaux, les faits saillants. Véritable travail de bénédictin, exigeant une attention soutenue au milieu des appels téléphoniques, des allées et venues du personnel et des amis venus aux nouvelles. Ceux qui en apportent sont les bienvenus. Ceux qui viennent en chercher peuvent s'attendre, dans le coup de feu perpétuel qu'est l'élaboration d'un journal, à trouver les lèvres closes. Quant au chef des informations sportives, très aimable à l'ordinaire, il devient dangereux dans la nuit du dimanche au lundi. Il exige sans cesse une place plus grande pour ses « poulains » du Rugby ou de l'Association, et se trouve régulièrement aux prises, entre une heure et deux heures, avec le directeur qui montre la pendule, et avec le metteur en pages qui lève les bras vers le ciel en proclamant que les pages du journal ne sont pas élastiques. Drame hebdomadaire! »

LA DÉPÊCHE DAUPHINOISE

La Dépêche dauphinoise s'intitule *Organe de la démocratie du Sud-Est*. Sa zone d'influence couvre également l'Isère et les Savoies, la Drôme et les Hautes-Alpes. Deux éditions suffisent à son effort. Son papier est finement apprêté, ses caractères déliés; mais ici, un journal où l'opinion domine restreint un peu le chiffre de ses lecteurs. Outre ses pages spéciales, *la Dépêche dauphinoise* publie des enquêtes économiques régionales. Je lis aujourd'hui cet article : *Vers l'aménagement intégral du Drac et de la Romanche*. A Grenoble, la houille blanche est reine. Elle a ses expositions, ses écoles, ses ingénieurs, ses ouvriers. Nul n'échappe à sa bienfaisante emprise. L'Alpe donne le grand exemple, équipe ses chutes, aménage ses rivières, impose une discipline à ses torrents.

A l'encontre du charbon et de sa crasse nocive qui ont retardé l'évolution de l'humanité blanche, les forces colossales mesurées sur l'arbre des turbines hydrauliques signifient : propreté. L'esclavage souterrain est ici remplacé par la vie dans cette atmosphère pure et légère que viennent chercher des hommes et des femmes de tout âge, de toute nationalité, dont je surveille, du balcon de l'hôtel, les allées et venues, les préparatifs matinaux pour les excursions en montagne.

MONTPELLIER

La route des Moyennes-Alpes, à travers une série de décors changeants, neiges, rocailles et prairies de narcisses, mène en quelques heures de Grenoble à Avignon. Du Château des Papes jusqu'à Montpellier, tous les monticules parlent encore du passé. Mais, aujourd'hui, les vestiges de Rome qui ont survécu aux guerres et aux injures du temps sont envahis par les ceps de vigne, armée pacifique et régulière qui, depuis vingt ans, enrichit la contrée.

A Montpellier, centre universitaire, les idées ont gardé l'animation du siècle de la Renaissance et les sentiments de foi qui agitaient le sang des catholiques et des protestants ont subsisté à travers l'indifférence de notre époque. L'influence de Montpellier sur la région est assez forte pour que la ville ait conservé deux grands quotidiens capables de lutter contre les journaux de Toulouse et de Marseille, cependant bien desservis par la grande ligne du Midi. Ce sont *l'Éclair* et *le Petit Méridional*. L'opposition est aussi nette que possible entre ces deux régionaux : le premier est royaliste, le second est le journal de tous les républicains, à l'exclusion des extrémistes révolutionnaires ; mais cette opposition est courtoise.

L'ÉCLAIR

Si *l'Éclair* n'est pas le plus ancien du titre, — il est âgé de quarante-huit ans, — il est toutefois dû à la transformation de journaux royalistes dont le dernier date du 1er septembre 1868. J'ai eu la bonne fortune de rencontrer à son bureau le fondateur de *l'Éclair*, M. de Vichet. Soixante-dix-neuf ans ne lui ont pas fait quitter son fauteuil d'où il a dirigé, depuis le début, l'organisation professionnelle et les améliorations de toute sorte.

J'ai pu lui rendre visite dans l'hôtel de *l'Éclair*, rue d'Alger, qui a remplacé celui où le journal était primitivement installé et qui brûla en 1908. Une porte monumentale s'ouvre sur un jardin au milieu duquel un palmier vient d'échapper aux rigueurs du dernier hiver. Autour du parterre de fleurs sont disposés les bureaux et les ateliers.

M. de Vichet me retrace les annales de la presse montpelliéraine depuis le premier journal dont on ait souvenir dans la région et qui, publié par la dame Pagès de Marinier, sous le nom de *Annonces, Affiches et Avis divers*, date de 1770. « Et maintenant, me dit-il, je vais vous confier à mon adjoint M. Abel de Durant qui, plus jeune, vous guidera à travers notre maison. C'est une vraie maison de verre... »

Dans ce grand journal d'une cité méridionale, on parle peu, on ne s'agite pas. L'organisation est entièrement moderne. L'administration est installée dans une aile, les magasins et les grosses machines sont au centre, les services d'expédition dans l'aile opposée. Quatre grandes rotatives débitent de huit à dix tonnes de papier par jour, menées par un personnel dont le chef tira le premier numéro du journal.

— Les « plus de trente ans de service » sont nombreux, me dit M. de Durant.

Une plaque de marbre, dans le vestibule, m'annonce d'ailleurs que vingt-quatre personnes appartenant au journal sont mortes pour la France au cours de la dernière guerre.

Tous ces rouages perfectionnés, qui ne décèlent aucun effort et qui font croire à un travail aisé, ne sont pas l'œuvre exclusive d'un seul homme. *L'Éclair* est administré par un conseil d'administration composé de quatorze membres et présidé par le baron d'Albenas. Ce conseil n'est pas une assemblée qui se réunit une fois par an pour entériner le bilan. Au cours de ses séances hebdomadaires, il étudie, suit, conseille la marche du journal, tant au point de vue technique qu'au point de vue politique.

C'est chez lui que le Président m'a reçu.

— Vous devez avoir un très grand nombre d'abonnés, lui dis-je, pensant à cette particularité des journaux d'opinion.

— Pas le moins du monde, me répond M. d'Albenas. Ce sont nos vendeurs de toute catégorie, en ville et à l'extérieur, qui ont leurs propres clients. Ils nous épargnent ainsi les risques de la vente ordinaire au numéro. Nous n'avons pas de « bouillon ». Chose curieuse, ces vendeurs suivent les déplacements de leur clientèle et leur adressent le journal en villégiature ou en voyage.

« Vous constaterez de plus en plus, soit en lisant le journal, soit par vos informations, que *l'Éclair* jouit d'une grosse

autorité dans toute la région viticole par la sûreté de ses renseignements et l'excellence de ses articles sur tout ce qui touche à la vigne et au vin. Cependant, bien que devenu un grand organe d'information, *l'Éclair* est resté nettement et ouvertement royaliste. Notre polémique est d'une courtoisie reconnue, certes, mais nous ne cessons d'agir sur le terrain des idées. Fidèle à sa doctrine et à ses principes, le journal n'en pratique pas moins une politique de très large union nationale. Loin de nous arrêter aux résultats obtenus, — et nous en sommes fiers, — nous ne cessons de perfectionner sans cesse la forme et la haute tenue du journal. Aussi bien, c'est *l'Éclair* que nos adversaires politiques lisent très souvent, et ce sont nos feuilletons que les socialistes font lire à leurs filles...

La lecture et la comparaison de onze éditions quotidiennes durant une quinzaine de jours devient un travail sérieux; mais cette étude m'a permis de comprendre pourquoi le succès d'un journal royaliste et catholique est si grand dans une région à opinions partagées, où la Réforme a gardé de nombreux adeptes, où les idées républicaines, modérées ou avancées, ont conquis une place importante et non discutée.

C'est que *l'Éclair* ne se contente pas de flatter le goût des provinciaux pour leur petite patrie par des moyens plus ou moins artificiels : il est résolument régionaliste. Il l'est avec la même foi qu'il professe pour sa croyance et sa religion. Ses collaborateurs sont tous du pays et savent faire ressortir passionnément l'intérêt d'une *corrida*, tout comme d'un nouveau remède contre les maladies de la vigne.

La *Page agricole* est avant tout consacrée à la vigne. Vins, vignobles, viticulture, ces mots reviennent sans cesse, traînent sur tous les marbres, garnissent tous les châssis. Mais *l'Éclair* ne s'en tient pas à la vigne. La rotogravure, qui n'occupe que le front de la première page, laissant de larges espaces pour le résumé des nouvelles et pour les articles de fond, illustre en troisième ou en cinquième page les résultats des sports. Et ce sont ces belles photogravures qui ornent le foyer familial des vainqueurs, plus décoratives et plus fidèles qu'un cliché ordinaire. Une nouvelle page *Lettres, arts et théâtre* vient d'être créée, dans laquelle *l'Éclair* réunit les plus brillantes signatures de la littérature actuelle.

LE PETIT MÉRIDIONAL

Si les opinions politiques diffèrent au *Petit Méridional*, c'est toujours le même langage d'une précision passionnée que l'on y retrouve quand il s'agit de la vigne. Les comptes rendus de la Chambre sont reproduits *in extenso* quand il s'agit des vins grecs, algériens, tunisiens, de la loi sur le sucrage, de la répression des fraudes et des vins *anormaux*. Les réservistes viticulteurs sont spécialement choyés, les maladies de la vigne sont pourchassées avec une particulière ténacité, et avant de discuter une opinion politique il est tout d'abord nécessaire d'être fixé sur les récoltes exotiques, sur le mouvement des vins à travers le monde.

Je savais déjà tout cela quand je pénétrai dans l'hôtel particulier du *Petit Méridional*, rue Henry-Guinier, où devaient me recevoir M. Adolphe Christini, son directeur, et M. Robert Audéma son secrétaire général. Je n'ignorais pas non plus que ce quotidien, qui dépasse largement les cent mille exemplaires, est le journal de la démocratie, puisque cette déclaration lui sert de sous-titre. Sous la voûte d'entrée, une plaque de marbre porte les noms des quarante membres du personnel morts à la guerre, qui avaient quitté, pour prendre l'épée, la plume, l'encre grasse et le caractère de plomb.

Une autre plaque me renseigne sur les premiers pas du journal.

Fondé en 1876. — Ruiné au 16 mai 1877
Relevé par une souscription populaire

Les souscripteurs ont été récompensés; le journal s'est relevé et vit toujours fortement.

MM. Cristini et Audéma m'ont tour à tour conté l'histoire de la maison, avec cette cordialité qui est ici de règle.

— *Le Petit Méridional* a été fondé le dimanche 19 mars 1876 par M. Sereno. En tête de son programme, notre journal plaçait la ferme déclaration suivante : « *Le Petit Méridional* est un journal républicain, il n'est que cela, mais il l'est entièrement, complètement, dans le sens le plus large et le plus absolu. »

« Ce sont les principes de cette première déclaration que *le*

Petit Méridional a suivis en se plaçant toujours en tête du mouvement démocratique. Vivant avec son temps, *le Petit Méridional* n'en a pas moins conservé son étiquette de journal de tous les républicains.

« S'il a été, durant les quarante premières années de son existence, un journal de combat, il aspire, tout en maintenant sa doctrine, à devenir un grand journal d'information. Très répandu dans le Midi, *le Petit Méridional* rayonne sur treize départements. Ses débuts furent pénibles. Au 16 mai 1877, âgé d'un an, il essuya vingt-trois procès qui se terminèrent tous par des condamnations et le forcèrent de suspendre sa publication. Relevé au bout de huit jours par une souscription populaire, il se transforma le 1er janvier 1882 en société anonyme au capital de 3 millions.

« Actuellement, *le Petit Méridional* publie tous les jours onze éditions destinées aux onze départements compris entre le Rhône, le Massif Central, Toulouse, les Pyrénées et la Méditerranée. Cette confection est très ardue en raison de la proximité des heures de départ des trains desservant ces diverses régions. Pour en donner une idée, on remarque que les premières éditions prennent la direction de Toulouse à 22 h. 06 et à 24 h. 12; les éditions de la vallée du Rhône suivent immédiatement par les lignes opposées. Nos éditions les plus éloignées partent par ces mêmes lignes, à 1 h. 02 et 1 h. 27 vers Toulouse ou vers Nîmes, à 3 h. 41 ou 3 h. 47, à 5 h. du matin ou 5 h. 09, respectivement dans les mêmes directions. Ces envois rencontrent sur leur trajet une foule de lignes secondaires qui répandent les journaux dans les coins les plus reculés des départements de la plaine et des régions méridionales.

De même que son confrère, *l'Éclair*, qui exploite les mêmes moyens de transport et connaît les mêmes fatigues nocturnes, *le Petit Méridional* ne s'en tient pas à la politique et à la viticulture. Chroniques littéraires auxquelles le lecteur prend goût chaque jour davantage ; chroniques scientifiques et médicales qui meublent l'esprit, inquiètent ou rassurent tour à tour ceux qui n'ont pas la pleine joie de vivre; concours populaires et sportifs : tous les moyens sont employés et développés pour répandre le journal. Je signalerai particulièrement la *Page du Travail* qui permet aux lecteurs les plus écartés de connaître

par le détail les récents travaux entrepris dans les départements voisins, et qui éveille ainsi le génie créateur de chaque district. Ces exemples sont des facteurs du progrès : l'exploitation d'une chute d'eau ou d'une ressource minière dans le Gard stimule aussitôt les communes et les cantons qui s'éclairent encore au pétrole et qui n'ont d'autre revenu que leur terre.

En quittant *le Petit Méridional*, je ne pouvais manquer d'être frappé par le central téléphonique : il est installé avec dictaphone et parlographe. C'est que l'homme qui en assure le service est un aveugle, M. Aussel, président de l'Association des Aveugles de France.

Solidité dans le fond, bonhomie dans une forme correcte, telle est la marque des journaux de Montpellier. Ils instruisent d'une manière plaisante les gens de leur contrée. On a la sensation, à lire certaines pages sur la vigne, de retrouver ces revues émanées des laboratoires syndicaux que la Hollande a créés un peu partout dans son empire et qui traitent aussi bien des progrès du cacao et du caoutchouc que de la culture des tulipes. Cela n'a rien d'étonnant dans une ville dont la réputation intellectuelle n'est plus à faire.

André Demaison.

(A suivre.)

L'ASSASSINAT
DE M. DE LAMARTINE

(Juillet 1820)

Accompagné de sa jeune femme, de sa belle-mère Mrs. Birch, et flanqué du majordome de cette dernière, le « solennel écuyer » Monkey, M. Alphonse de Lamartine, « second attaché à l'ambassade de Sa Majesté le Roy de France auprès de Sa Majesté le Roy de Naples et des Deux-Siciles », quitta Chambéry le 15 juin 1820, avec une dignité toute diplomatique, dans un « solide reste de calèche ». Une seconde voiture transportait les bagages et une femme de chambre.

En cet équipage et par petites étapes, l'auteur, soudain célèbre, des *Méditations* s'en allait occuper le poste pour lequel il était venu multiplier ses démarches à Paris, au cours de l'hiver précédent. Sa santé était chancelante et, vers la fin du mois de janvier, la fièvre et la fatigue dont il se plaignait à cette époque à ses correspondants s'étaient résolues « en un grand mal de poitrine » qui, pendant six semaines, l'avait tenu entre la vie et la mort.

Dans la petite chambre meublée qu'il occupait au numéro 28 de la rue Joubert, des amies dévouées lui prodiguèrent leurs soins. « L'une surtout, une Italienne de grande origine, de beauté rayonnante, de grâce ineffable... ne craignait pas de se montrer et de passer des matinées entières, comme une sœur hospitalière, auprès de son alcove, bravant les fausses inter-

prétations pour obéir à une amitié qui défie tout, parce qu'elle est sûre d'elle-même (1). »

Tout comme le récit de *Raphaël*, cette confidence n'est vraie « qu'à moitié », — ou au tiers. Les visiteurs du beau malade auraient probablement eu beau jeu à « interpréter » les sentiments de cette gracieuse et noble Italienne (2).

Lamartine l'avait rencontrée à Mâcon, au début de l'année précédente, et revue quelque temps après à Paris (février 1819). C'était deux ans après la mort de Julie Charles. Il était passionné et triste. Il s'en fut voir chez elle son amie Florentine. « Elle me reçut au lit, belle comme la beauté même...; elle me pressa de revenir. J'y retournai tous les jours... Elle s'insinuait peu à peu dans mon cœur et surtout dans mes sens. » « Je ne sais quel feu courait dans ses veines, avoua-t-il à son confident J.-M. Dargaud. C'était une Circé : elle aurait épuisé un Dieu. » Faute d'argent, — c'est douleur non pareille! — Lamartine dut quitter Paris vers la fin d'avril 1819. Aussi sa Circé ne l'épuisa-t-elle point. L'hiver suivant, elle le soigna, comme nous l'avons vu plus haut, lui lisant les œuvres de Walter Scott (3) « d'une voix timbrée d'argent, à laquelle l'accent étranger donnait une tendresse de plus ».

On imagine aisément l'émotion qu'elle dut éprouver et la réaction qui suivit (4), quand elle apprit que son Ulysse avait trouvé une Pénélope! « Les cheveux épars, les bras élevés au-dessus de sa tête, elle fit en se retournant du côté des montagnes d'Italie une imprécation entrecoupée de sanglots... »

* * *

Ces prémisses étant posées, on n'est pas autrement surpris de lire ce qui suit dans les *Mémoires politiques* :

Une circonstance bizarre fit courir dans les journaux italiens et français le bruit de ma mort, de nature à inquiéter ma famille à Mâcon. Ces journaux, à une époque où l'on avait déjà les yeux sur

(1) *Mémoires politiques* (1863), Livre III, § 2.

(2) Son identité nous est connue et nous comptons lui consacrer prochainement une étude.

(3) La traduction de *l'Officier de Fortune* avait paru le 21 août 1819; celle de *la Fiancée de Lammermoor*, le 25 septembre; *Ivanhoé* paraîtra le 8 avril 1820.

(4) Lamartine l'a décrite, enjolivée sans doute, dans l'épisode Régina-Saluce des *Nouvelles confidences* (Livre II, chap. III).

moi comme poète et comme diplomate, répandirent le bruit que j'avais été assassiné, en quittant Florence, sur la route de Rome.

Je cherchai en vain ce qui avait pu donner naissance à ce faux bruit. Je ne trouvai rien qu'une conversation moitié badine, moitié sérieuse que j'avais eue à Florence, quelques jours avant mon départ pour Rome, dans les circonstances que voici. J'avais été attendu à mon insu par la dame toscane dont j'ai parlé plus haut, et qui m'avait témoigné un intérêt si tendre pendant ma maladie. Je ne pus me dispenser d'aller lui rendre visite... et de lui avouer mon mariage. A cet aveu, son secret lui échappa dans un accès d'étonnement et de douleur : « Vous n'êtes plus libre? me dit-elle en pâlissant; vous êtes marié? Vous allez à Rome avec votre femme? Eh bien! partez. Vous n'y arriverez pas. Vous n'avez pas su ou pas voulu me comprendre. Vous saurez bientôt la vengeance d'une femme trompée dans l'espérance de sa vie... » Je la laissai dans ses larmes. Elle n'était pas libre elle-même, et je ne l'étais plus.

Quand je lus, en arrivant à Rome, mon prétendu assassinat dans les montagnes de l'Ombrie, je ne doutai pas que ce ne fût la suite d'une indiscrétion de la belle comtesse qui, ayant raconté mon mariage à quelqu'une de ses amies de Florence, avait ajouté en badinant que je ne méritais plus de vivre et qu'elle se vengerait de moi par la main de quelque sbire avant mon arrivée à Rome.

Celle-ci aurait légèrement écrit à Paris, comme déjà accompli, le meurtre prémédité du jeune poète français. De là, la rumeur de ce crime qui porta la douleur et l'effroi dans l'âme de ma mère. Heureusement, une lettre de moi, datée de Rome, était arrivée le même jour à Mâcon et avait été lue avant le journal. La charmante personne à laquelle on en imputait l'idée était bien loin de la pensée sérieuse d'un crime.

Ce récit offre, à la vérité, quelques circonstances malaisées à comprendre. Comment la dame toscane avait-elle pu savoir que son ami allait venir à Florence, sans apprendre en même temps qu'il arrivait marié? Pourquoi, d'autre part, aurait-elle commis l'indiscrétion et proféré le badinage comminatoire dont Lamartine l'accuse? Comment surtout cette menace, à une époque où n'existaient ni téléphone ni trains express, aurait-elle eu le temps matériel d'arriver à Paris, de s'y répandre, d'y être imprimée, de retourner à Mâcon et à Rome dans les quelques jours qui s'écoulèrent entre la conversation censé-

ment tenue à Florence et l'arrivée de Lamartine dans la Ville éternelle? Le délai est vraiment trop court.

L'auteur des *Mémoires politiques*, les rédigeant vers 1860, brodait à coup sûr tant soit peu. Pourtant le fond de l'épisode n'est pas, à première lecture, dépourvu de toute vraisemblance. Et la conviction s'établit à le lire confirmé par le *Manuscrit de ma mère*. Quel meilleur garant souhaiter que la pieuse et véridique personne qui aurait écrit ce qui suit :

Dimanche, 16 juillet 1820.

Des femmes du village, qui avaient entendu dire qu'on parlait dans les papiers publics de l'assassinat d'Alphonse, sur la route de Rome à Florence, par des brigands, ont eu la cruauté de venir me répéter en pleurant cette fausse nouvelle. On m'avait caché les journaux qui contenaient, à ce qu'il paraît, cette tragique aventure dont je ne conçois pas l'origine. Heureusement, j'ai reçu ce matin une lettre de lui, d'une date postérieure à celle que l'on donnait à mon malheur : j'étais rassurée avant d'être inquiète, néanmoins très émue à cette seule idée. Que serais-je devenue, si je n'avais pas eu cette lettre? Et combien de semblables bruits, imprimés par des journalistes, ne pourraient-ils pas tuer de mères? J'attends avec anxiété une autre lettre, car je crains toujours qu'il n'y ait eu un fondement quelconque à cette rumeur, et qu'Alphonse ne veuille me cacher quelque péril qu'il aurait couru ! Je sais, par son ami M. de Virieu, qu'il redoutait de revoir en Italie une personne qui ne lui pardonne pas son mariage. Serait-ce cela? ou autre chose? ou rien? Que Dieu le bénisse et le protège comme je le bénis, mais lui seul peut le protéger!

On peut à bon droit s'étonner du manque de délicatesse, en l'occurrence, de Virieu; car Lamartine était très réservé sur le chapitre des affaires de cœur, avec sa mère plus qu'avec quiconque. Et de Virieu eût été maladroit, en même temps qu'indiscret, s'il avait inquiété la mère de son ami. D'autre part, l'assertion que « la personne » redoutée ne pardonnait pas son mariage à Alphonse, implique qu'elle en était informée dès avant sa présence en Italie. Or ce détail, qui est tout naturel, est en contradiction avec le récit de l'entrevue orageuse à Florence. Mais nous avons mauvaise grâce, sans doute, à nous formaliser de ces menues divergences. Lamartine écri-

vait quarante ans après l'événement. Qui de nous, à pareille distance, ne commettrait de ces erreurs vénielles ?

Il est une autre divergence, notablement plus grave et qu'il faut souligner. La version suivante, si elle est authentique, impliquerait la réalité de la tentative que les deux autres textes réduisent à la publicité d'une fausse nouvelle. La comtesse italienne, aurait expliqué le poète un jour à son ami Dargaud (1), « m'*écrivit* qu'elle me ferait assassiner. Et, *en effet*, *je fus attaqué*, entre Rome et Naples, par des bandits qu'elle avait payés. Mon étoile me sauva... »

Le témoignage de Dargaud n'est certes pas irrécusable. Peut-être a-t-il lui-même concrétisé l'histoire, pour la rendre plus dramatique. Peut-être aussi qu'avec les ans l'imagination du conteur faisait de moins en moins aisément le départ entre les faits réels et les éventualités suggérées par ses souvenirs (2) ?

Gardons-nous donc de lui tenir rigueur, et recherchons plutôt dans les journaux du temps l'écho de la rumeur sinistre qui couchait dans la tombe M. de Lamartine.

*
* *

Le bruit de cet assassinat étant parvenu à Mâcon le 16 juillet 1820, la presse parisienne avait dû le répandre quelques jours auparavant.

Le *Drapeau blanc* du samedi 8 juillet publie, en effet, l'information suivante :

Une nouvelle douloureuse est venue répandre tout à coup la consternation parmi les amateurs de la belle poésie. M. Delamartine, attaché à la légation française près du roi des Deux-Siciles et auteur des *Méditations poétiques* qui ont produit une si vive impression, est mort à Naples d'une maladie de poitrine, peu de jours après son mariage avec une riche Anglaise qui s'était passionnément éprise de

(1) Journal inédit, cité par M. Jean des Cognets, *op. cit.*, p. 124.

(2) Peut-être encore, le jour où Lamartine confia ce récit à Dargaud, se remémorait-il un peu trop vivement l'attaque du courrier entre Velletri et Terracine dont il avait constaté les résultats en 1811, mais sans en être le témoin direct. (Cf. *Graziella*, Chapitre premier, § VII, et les *Mémoires inédits*, Livre III, § 1.) Lamartine vit la voiture qui flambait et deux ou trois cadavres. Au reste, il attribue cet exploit aux hommes de Fra Diavolo « qui combattait à la tête de ses bandes », — prouesse à nulle autre seconde, car, en 1811, il y avait cinq ans déjà que le bourreau avait cravaté de chanvre le terrible brigand calabrais.

son talent. Ce brillant météore n'aurait donc fait qu'apparaître sur notre horizon littéraire.

D'où vient cette « nouvelle douloureuse »? Le *Drapeau blanc* néglige de nous en informer. Pourquoi « est mort » à Naples, et plus loin le dubitatif « *n'aurait* fait qu'apparaître »? Négligence sans doute de journaliste pressé. Mais ce qui ne peut manquer de frapper, c'est que la fin du brillant météore est attribuée à une « maladie de poitrine ». Sur ce point-là, aucune hésitation possible.

La funeste nouvelle se répand aussitôt. *La Quotidienne* du dimanche 9 juillet l'annonce en ces termes :

... Si l'on en croit une nouvelle répandue hier, nous avons... à déplorer la perte de... M. de Lamartine,... mort, dit-on, peu de jours après son arrivée [à Naples], d'une maladie de poitrine. On avait annoncé, il y a peu de temps, son mariage avec une héritière anglaise qui, charmée d'un si beau talent, était venue à Chambéry, lui offrir sa fortune et sa main.

Non ! Miss Birch n'était pas *venue* à Chambéry tout exprès pour cela; Lamartine l'y avait rencontrée, et c'est lui qui demanda la main de la jeune héritière anglaise (1). N'est-on pas quelque peu surpris de l'importance attachée aux circonstances du mariage? Qui renseignait si bien les journalistes?

Le *Journal des Débats* de la même date (9 juillet) reproduit la nouvelle à son tour, en formulant l'espoir qu'elle sera bientôt démentie. « Ce qui peut faire révoquer en doute la vérité de ce funeste événement, c'est que M. Delamartine ne devait se rendre à Naples qu'au commencement du mois de juillet (2). Telle était du moins son intention quand il a quitté Paris. »

Une restriction de même nature sera présentée dans *le Défenseur*, journal de Lamennais, avec lequel notre poète était depuis plusieurs mois en relations personnelles :

Quelques journaux, note *le Défenseur*, ont répandu le bruit de la mort subite et prématurée de ce jeune poète, au moment de son

(1) Sur cet épisode, consulter : René Doumic, *le Mariage de Lamartine*, dans la *Revue*, septembre-octobre 1905, et G. Roth, *Lamartine et la Savoie*, Dardel (Chambéry), 1927.

(2) La *Correspondance* nous apprend qu'il était encore à Rome le 13 juillet. La première lettre datée de Naples est du 19 de ce même mois.

arrivée à Naples. Nous pouvons assurer que le 28 juin, il était encore à Turin d'où il a écrit que son projet était de se rendre à Rome à petites journées et d'y faire quelque séjour (1). Tout nous porte donc à croire que lui-même ne tardera pas à démentir une nouvelle qui, du reste, prouvera, par l'impression générale qu'elle a produite, tout ce qu'on lui porte d'estime et d'intérêt.

Cependant, la rumeur grandit. Le lundi 10 juillet, la *Gazette de France* se fait à son tour l'écho du lamentable bruit, que des commentaires romantiques rendent encore plus lugubre :

M. de Lamartine, ce jeune poète dont les élégies produisirent, il y a peu de mois, une sensation si vive au milieu de nos débats politiques, vient de succomber à une affection de poitrine. Sa jeunesse s'écoula dans d'obscures infortunes que son génie devait immortaliser. Mais le souffle de l'adversité, loin de flétrir son âme, l'éleva jusqu'aux régions de l'enthousiasme et de la religion. Enfin, le destin semblait s'adoucir pour le poète : l'admiration de ses contemporains lui avait donné des couronnes. Les dépositaires du pouvoir s'étaient plu à élever jusqu'à lui les encouragements qu'ils dispensent. Nommé secré aire d'ambassade à Naples, il allait sous ce beau ciel chercher des inspirations et des souvenirs Une jeune Anglaise venait de lui donner sa main et ses richesses : la gloire, l'amour et la fortune lui souriaient... Et la mort l'a frappé ! Il a eu la destinée du Tasse : les hommes n'ont couronné que son cercueil !

Voilà une élégie lyriquement idoine ! Séchons toutefois nos larmes, car, dès le lendemain 11 juillet, *le Drapeau blanc* (qui est décidément le premier informé des journaux de l'époque) publie la note catégorique suivante :

AU RÉDACTEUR

Paris, le 10 juillet 1820.

En attendant que M. Alphonse de Lamartine démente lui-même la nouvelle de sa mort par quelque pièce digne de son beau talent, je vous prie de rassurer les amis des bons vers et de ce jeune auteur, en annonçant que depuis deux jours seulement on a reçu des lettres de lui, et que, d'après ce qu'il écrit, il ne doit pas encore,

(1) Cette lettre, en date du 28 juin 1820 et vraisemblablement adressée à Lamennais lui-même, ne figure pas dans la *Correspondance* et ne nous est pas autrement connue

dans ce moment, être arrivé à Naples. Vous serez aussi satisfait d'être induit en erreur que vous aviez été affligé en apprenant ce malheureux événement, qui devait doublement vous attrister, et comme royaliste, et comme attaché à notre gloire littéraire. Le poète que ses amis et ceux qui cultivent les lettres suivent de leurs vœux au tombeau de Virgile et du Tasse, sera dans tous ses ouvrages, ainsi qu'il a été dans sa conduite, le zélé défenseur de la Religion et du Roi.

Un de vos abonnés.

Rédigé le 10, ce démenti est donc à peu près immédiat, puisque la nouvelle est du 8. De qui pouvait-il émaner? D'un ami qui, résidant à Paris, avait reçu deux ou trois jours plus tôt une lettre de Lamartine? Il n'en est pas, figurant dans la *Correspondance* publiée, qui remplisse les conditions nécessaires. Peut-être faut-il songer à Lamennais et à la lettre du 28 juin à laquelle *le Défenseur* fait allusion, ou encore, — si ce n'est la même, — à une lettre qu'avait en mains, ainsi que nous allons le voir, le duc de Montmorency, abonné du *Drapeau blanc*. Notons aussi, avec quelque étonnement, la langue un peu étrange dans laquelle écrit le correspondant anonyme. « Depuis deux jours » veut dire « il y a deux jours »; et « Vous serez satisfait d'être induit en erreur... » signifie évidemment « satisfait d'apprendre que vous aviez été induit... » Seraient-ce des « italianismes », et le démenti viendrait-il de celle-là même que nous soupçonnions d'avoir lancé la funeste rumeur? Voilà qui ne manquerait pas de piquant; mais il ne convient guère, croyons-nous, de s'arrêter à cette supposition.

Chose assez singulière, l'entrefilet, — pourtant très net, — du *Drapeau blanc* semble être passé inaperçu des confrères de la presse, à l'exception du seul *Journal de Paris* qui, le lundi 17 juillet (soit près d'une semaine plus tard), rappelle le démenti en opinant pour la confirmation :

On aimait à douter de la nouvelle répandue depuis quelque temps du décès prématuré de M. de Lamartine... Elle avait même été démentie; mais le *Journal de Lyon* renouvelle les alarmes de tous les amis des lettres en annonçant que cette fâcheuse nouvelle paraît se confirmer (1).

(1) Le distingué Conservateur en chef des Bibliothèques et Archives de Lyon, M. Aug. Joly, que nous tenons à assurer de notre reconnaissance, a bien voulu

Quoi qu'il en soit, les deux communiqués du *Drapeau blanc*, après l'avoir d'abord retardée de trois jours, permirent enfin de quitter Paris à une missive adressée « à M. Alphonse de Lamartine, secrétaire de la Légation française près de la Cour de Naples », par son ami et confident, le docteur Alin (1).

La première partie, étrangère à notre sujet, concerne les santés de l'expéditeur et du destinataire, le départ précipité de Paris et le récent mariage de ce dernier, diverses démarches auprès d'amis communs. Commencée le 6 juillet, la lettre demeura en souffrance sur le bureau du docteur qui ne la termina que cinq jours plus tard. Voici pourquoi :

Monsieur et noble ami,

... Le départ de ma lettre est suspendu par une excursion à la campagne... Jugez, monsieur, de mon étonnement et de ma douleur en lisant dans *le Drapeau blanc* du 8 la nouvelle de votre mort à Naples!!! Je ne fus frappé dans ce moment que de la fatale nouvelle, sans penser alors qu'il était impossible que vous fussiez arrivé dans cette capitale. L'effroi fit place à la réflexion; je recourus à votre lettre, qui m'était si précieuse surtout à ce moment. Elle était datée du 22 juin. [*Donc, elle avait été expédiée de Turin, où Lamartine était déjà arrivé le 20.*] Vous partiez le lendemain pour Naples avec votre aimable et intéressante compagne. [*Le départ, s'il avait été réellement fixé pour cette date, fut différé, car Lamartine sera encore à Turin le 28. Nos voyageurs s'arrêtèrent ensuite à Florence, puis à Rome, où ils se trouvaient toujours le 13 juillet.*] On ne pouvait donc pas avoir de nouvelles de votre arrivée à votre destination, le 6 ou le 7 juillet; mais quelle pouvait être la source d'un bruit si funeste pour la tranquillité de vos parents et de vos amis? Je courus chez un de mes

nous informer qu'il n'avait rien trouvé dans les numéros de juillet 1820 du *Journal de Lyon* qui concernât la mort de Lamartine. En revanche, *la Gazette universelle de Lyon* publia, précisément le mardi 11, une note qui n'est que la reproduction littérale du communiqué paru le 8, dans *le Drapeau blanc*.

(1) C'est le docteur Alin, on s'en souvient, qui avait soigné Mme Julie Charles, « Elvire », dans les derniers mois de sa maladie. Lamartine l'avait connu à Paris dans l'hiver de 1817, et s'était lié avec lui. — La lettre citée ci-dessus et appartenant à Mme la comtesse de Noblet, petite-nièce de Lamartine, vient d'être publiée intégralement, avec de judicieux commentaires, par le docteur L. Babonneix, *Une lettre inédite du Dr Alin*, Bulletin de l'U.M.F.I.A. (Union Médicale Franco-Ibéro-Américaine). Nous devons à la parfaite obligeance et à l'empressement cordial de notre érudit co-lamartinien, auquel nous sommes heureux d'exprimer ici notre vive gratitude, la communication anticipée de ce précieux document.

amis, employé aux Relations extérieures. On ne savait rien à la chancellerie. On envoya au *Drapeau blanc;* mais le rédacteur principal ne devait y être que le lendemain à trois heures. [*Combien nous regrettons aujourd'hui ce contretemps !*] Les autres journaux, en se rendant l'écho du premier, ne jetèrent pas plus de lumière sur le malheur supposé. Mon doute s'accrut, mais il ne suffisait pas pour calmer l'inquiétude, suite d'une première impression. Dimanche soir [le 9 juillet], M. de Bonald prit la peine de passer chez moi. Il me montra beaucoup de sécurité, d'après une lettre communiquée par M. de Montmorency. [*Lettre qui ne figure pas dans la* Correspondance *de Lamartine... Serait-ce celle du 28 juin dont parle le* Défenseur *de Lamennais* ?] Je lui montrai la vôtre datée du 22 juin. Il m'a chargé de vous faire ses affectueux compliments et de vous exprimer ses vœux pour votre bonheur...

11 juillet, neuf heures du matin. — Une lettre insérée dans le *Drapeau blanc* de ce jour dément enfin la funeste nouvelle de votre mort prématurée. Ce mot va faire cesser bien des inquiétudes et des alarmes. Puissiez-vous du moins tirer de cette circonstance extraordinaire le salutaire conseil de veiller avec soin à votre santé, etc...

Ces lignes sont pour nous des plus intéressantes. Émanant d'un ami personnel de Lamartine, elles nous font mesurer l'émoi que causa dans Paris le faux bruit de sa mort parmi la haute société royaliste où il s'était créé des relations. Pourtant, en raison surtout de l'absence inopportune du « rédacteur principal » du *Drapeau blanc*, elles ne nous apprennent pas ce qu'il nous importerait le plus de savoir : « quelle pouvait être la source d'un bruit si funeste. » Il reste fort à craindre que nous ne le sachions jamais, puisque le bon docteur Alin n'a pas été à même de nous le dire.

Sa lettre, toutefois, nous permettra de faire une observation capitale. Bien que son « noble ami » fût, à la date du 6 juillet, marié depuis plus d'un mois, le docteur n'avait été informé de cet événement qu'ultérieurement et par un tiers. Il mande dans la partie que nous n'avons pas transcrite plus haut :

J'ai su depuis [*votre départ*], par M. de Parseval (1), la nouvelle de l'heureux événement qui semble devoir fixer vos destinées.

(1) Amédée de Parseval fut l'ami qui rapporta à Lamartine ses lettres à « Elvire » et le crucifix qu'elle lui destina sur son lit de mort.

Veuillez croire, monsieur, qu'il est peu de personnes, même parmi vos amis, qui y prennent un intérêt plus vif et plus sincère que moi. Depuis que vous avez bien voulu me donner quelque part à votre confiance et à votre estime, vos longs chagrins, votre état presque habituel de souffrance, les qualités éminentes de votre esprit et de votre cœur ont puissamment ému mon âme et excité toute ma sollicitude. Je faisais des vœux ardents pour votre bonheur, sans pouvoir m'arrêter à aucun moyen qui me parût en harmonie avec votre situation, vos goûts, vos habitudes, vos souvenirs, la délicatesse de votre santé, la profondeur de vos idées et la noblesse de vos sentiments...

Ainsi donc, Lamartine, pendant un long séjour de trois mois et demi à Paris (20 décembre 1819 à la fin de mars 1820), alors qu'il se considérait comme le fiancé de miss Birch et lui écrivait en cette qualité, la tenant au fait de ses démarches, de ses projets d'avenir, des progrès de leur réalisation, — Lamartine n'avait pas cru devoir informer de ses intentions matrimoniales des personnes sûres et auxquelles « il donnait quelque part à sa confiance et à son estime ». Si des amis discrets comme devait l'être le Dr Alin, et qui connaissaient « les qualités éminentes de son cœur et la noblesse de ses sentiments » n'ont appris son mariage que quelque temps après sa célébration, subsiste-t-il quelque probabilité que le poète ait inconsidérément livré son secret à la sirène enchanteresse qui venait lire « auprès de son alcôve » et qu'il devait suffisamment bien connaître pour pouvoir redouter de la voir se porter à quelque éclat de jalousie? Oh! sans doute, rien n'est théoriquement impossible, en psychologie. Il se peut que Lamartine ait eu scrupule à dévoiler ses projets aux amis, tels le Dr Alin et M. de Bonald, qui avaient connu Julie Charles et les protestations du poète jurant de lui vouer un culte éternel en son cœur. Il se peut aussi, au contraire, que le même Lamartine ait eu ses raisons, que le cœur connaît, pour annoncer son prochain mariage à une femme, et qui était une « sœur » très hospitalière! Tout cela, néanmoins, demeure assez piètrement vraisemblable.

* * *

Partie de Paris cependant, démentie, confirmée, la « funeste nouvelle » avait eu le temps de gagner la province et même

l'Italie où des amis alarmés du poète avaient sans doute écrit pour obtenir de plus amples détails. De Naples, où Lamartine est enfin arrivé, il remercie le chevalier de Fontenay, notre chargé d'affaires en Toscane, « de l'attention pleine de bienveillance qu'il a eue d'écrire à Paris que je n'étais pas mort, afin de rassurer plus vite ma famille que cette sotte nouvelle pouvait un moment troubler » (1).

Notons que le chevalier avait dû être averti et agir fort vite, pour que Lamartine eût connaissance, dès le 19, à Naples, d'une démarche évidemment antérieure de plusieurs jours.

Dans une lettre à Eugène de Genoude, Lamartine revient sur le même sujet :

Je suis toujours mal portant;... ce n'est même pas la peine de réclamer dans les journaux contre ma mort, car je m'y attends (2).

La remarque sur son mauvais état de santé prouve que telle était bien la cause prétendue de sa fin, et qui ne laissait point de paraître probable à l'intéressé en personne.

Dans l'intervalle, le 21 juillet, le *Journal des Débats* publiait la lettre suivante adressée à son « Rédacteur » :

Mâcon, le 16 juillet 1820.

Monsieur,

Vous avez sagement exprimé vos doutes sur la mort de M. A. de Lamartine, annoncée par plusieurs journaux (3). Vous apprendrez, je pense avec plaisir, que cette nouvelle était sans fondement et que le jeune auteur des *Méditations* a pleinement rassuré sa famille par une lettre datée de Florence, les premiers jours de ce mois. Il se rendait alors à Rome, et de là à Naples sa destination.

Qu'il me soit permis, à cette occasion, de faire observer à MM. les journalistes les inconvénients graves qui peuvent résulter de l'insertion de faits aussi légèrement admis et aussi peu constatés, quand ils sont de nature à plonger dans la douleur des familles entières. Comment n'a-t-on pas senti ce qu'il y avait de cruel à annoncer à une

(1) Lettre du 19 juillet 1820.

(2) Lettre du 29 juillet 1820.

(3) Le *Journal de Saône-et-Loire*, qu'il eût été intéressant de consulter, n'existe pas à la Bibliothèque nationale. L'obligeant bibliothécaire de la ville de Mâcon M. Morgand, nous informe d'autre part que la collection du *Journal* conservé dans cette ville présente une importante lacune, s'étendant de 1813 à 1829, précisément pour l'époque qui nous importe.

mère tendre la mort d'un fils chéri dont elle attend avec anxiété des nouvelles qu'une simple négligence a pu retarder? Et quand le fatal journal lui a plongé le poignard dans le cœur, croit-on s'acquitter envers elle par une froide et tardive rétractation?

Que dirai-je de l'inconvenance de ces détails controuvés, et de ces romans complets de la vie d'hommes qu'on n'a jamais connus? Si, par exemple, l'auteur de l'article que je lis dans un journal du 10 de ce mois [*Il s'agit évidemment de la* Gazette de France *que nous avons citée in extenso plus haut*] avait un peu connu M. de Lamartine, il aurait senti qu'avec une naissance et un rang honorables dans la société, les agréments extérieurs de la figure, les qualités du cœur et de l'esprit, une éducation soignée, des talents auxquels les suffrages de toute la France ont donné une assez grande célébrité, et de plus la perspective assurée d'une fortune regardée comme considérable, un homme ne pouvait pas être fort malheureux. Il se serait vraisemblablement abstenu de le représenter comme une sorte de Colletet, se débattant avec la misère, et jouet enfin d' « obscures infortunes ». M. de Lamartine a monté sa lyre sur un mode mélancolique parce que le malheur lui a paru plus poétique, plus fertile en images; parce qu'il a mieux connu que bien d'autres auteurs et le cœur humain et les moyens de l'émouvoir. Mais il y aurait, je crois, un peu de bonhomie et de simplicité, à prendre au sérieux et au pied de la lettre les fictions d'un poète et les élans d'une vive et riche imagination.

Je suis, etc.

F. L. L.

Les Parisiens surent donc, le 21 juillet, que Lamartine vivait encore. L'un après l'autre, sur des tons et avec des commentaires variés, les journaux reproduisirent ce démenti et informèrent les amis ou les détracteurs du poète (1).

De qui venait la vigoureuse protestation qu'on a lue ci-dessus? Observons qu'elle était expédiée de Mâcon, en date du jour même où Mme de Lamartine note avoir appris la nouvelle concernant son fils; que celui qui l'a rédigée, partage l'indignation de la mère contre les journalistes si cruellement « légers »; que, s'il raille discrètement le poète d'avoir « monté sa lyre sur un mode mélancolique », il paraît s'attacher surtout à proclamer « la naissance et le rang honorables dans la

(1) Cf. *la Gazette de France* et *le Moniteur universel*, du 22 juillet; *le Constitutionnel* du 24; *les Lettres normandes* du 5 août.

société » de l'auteur des *Méditations*, dont il connaît même par surcroît « la perspective assurée d'une fortune considérable ». L'auteur de la missive est indéniablement quelque membre de la famille. Ses initiales nous le désignent : c'est à coup sûr François-Louis de Lamartine, seigneur de Montceau et de Montculot, l'oncle à héritage en personne dont Alphonse sera l'héritier, et qui cette année-là passait effectivement l'été près de sa belle-sœur, à Milly.

***

Tout le monde est donc rassuré : parents, amis et grand public. Jamais notre jeune diplomate n'a couru un danger de mort. De plus, dans ces faux bruits, on l'aura remarqué, il n'est question uniquement que de « maladie de poitrine ». Rien d'un assassinat ou d'une tentative. Qu'est-ce à dire, et d'où vient que Lamartine ait voulu « monter » l'incident sur le mode mélodramatique ?

A la rigueur on pourrait concevoir la possibilité d'une inexactitude dans le récit des *Mémoires politiques*. Pas plus que *les Confidences* ni les autres écrits autobiographiques de Lamartine, ils ne peuvent être acceptés sans réserves et sans vérifications aussi fréquentes que minutieuses. Comment alors ce texte s'accorde-t-il, tout au moins dans le fond, avec celui qui nous est présenté sous le titre, si rassurant pour sa sincérité, *le Manuscrit de ma mère* ?

La mise au point des extraits du journal intime de Mme de Lamartine fut effectuée en 1858, en vue de leur publication. C'est l'époque approximative où Lamartine se prépare à rédiger ses propres *Mémoires politiques*. N'aurait-il pas été tenté de mettre d'accord les deux textes en infligeant aux lignes écrites par sa mère la déformation nécessaire pour qu'elles paraissent confirmer l'histoire de l'Italienne jalouse, de ses menaces, de leur publicité ?

Nous ne pouvions plus ignorer, après les ouvrages de Léon Séché, et de MM. Louis Barthou, René Doumic, etc., que *le Manuscrit de ma mère* n'offre qu'un texte altéré, souvent tronqué, parfois fautif. Hélas ! force nous est d'admettre que Lamartine ne s'est pas contenté d'être un éditeur infidèle. Il a « arrangé » son texte au point de lui faire dire, — dans un cas, tout au moins, — autre chose que ce qu'avait écrit sa mère.

Transcrivons donc le passage authentique touchant l'incident en question (1) :

Dimanche, 16 juillet 1820.

Sans une permission toute particulière de la Providence, j'aurais eu la plus cruelle des alarmes. Il a plu à l'éditeur du *Drapeau blanc* de mettre dans son journal qu'on disait que M. de Lamartine était mort en arrivant à Naples, des suites d'une maladie de poitrine. Les autres gazettes avaient répété cela ; mais mes amis avaient eu la prudence de me supprimer les gazettes où cette affreuse nouvelle était ; et heureusement j'avais reçu par le même courrier une lettre de mon fils, de Florence, du 1er juillet, où il me disait que sa santé était assez bonne et qu'il n'irait à Naples que dans quelque temps. Malgré cela, la bêtise de quelques femmes du village m'ayant appris ce qui se débitait à Mâcon, d'après les papiers publics, j'ai eu encore une très grande révolution. J'avais beau calculer l'impossibilité de cela, j'en frémissais toujours. M. et Mme de La Hante (2) sont venus hier; nous avons parlé de cela. C'est eux qui ont empêché que je voie les gazettes et qui avaient écrit à mon mari tout de suite pour le rassurer, sachant que j'avais eu une lettre ; et à Cécile (3). Ma pauvre Eugénie (4) aura été bien tourmentée. Les journalistes qui annoncent des choses si affreuses aussi légèrement sont bien coupables. Ils ne calculent pas le mal qu'ils peuvent faire. J'ai bien remercié Dieu de m'avoir avec tant de bonté préservée de l'état cruel dans lequel j'aurais été sans ma lettre de Florence.

* * *

Il ne reste plus qu'à conclure.

Jamais Lamartine n'a été, en juillet 1820, victime d'un attentat quelconque sur les grandes routes d'Italie. Il a lancé cette légende dans ses *Mémoires politiques*, et l'a corroborée en modifiant le texte du journal intime de sa mère (5). A la réflexion,

(1) Le document original est entre les mains de M. le comte du Chastellier, à Nîmes. Nous en devons copie à l'extrême obligeance de M. Testot-Ferry, de l'Académie de Mâcon, allié de la famille de Lamartine. Que tous deux veuillent bien agréer l'hommage de notre gratitude pour leur bienveillante assistance.

(2) Amis personnels de Mme de Lamartine, qui habitaient Mâcon.

(3) Cécile de Lamartine avait épousé M. des Glands de Cessiat en février 1813, et habitait à Saint-Amour.

(4) Eugénie était mariée depuis avril 1816 à M. de Coppens, d'Hondschoote.

(5) Cette légende a vivement impressionné des lamartiniens aussi avertis que M. Louis Barthou qui affirmait encore en 1925, sur la foi du texte imprimé du

il semble probable que la lecture de ce journal aura rappelé au poète les bruits funestes qui, à l'époque dite, avaient couru un moment sur son compte. La tentation l'aura séduit d'en corser la saveur et d'en romancer les origines. C'est alors que l'altération du Manuscrit devint nécessaire pour mettre d'accord les versions, en étayant la plus romanesque (1).

Quant à la source de l'information qui représenta le poète succombant dès son arrivée à Naples à une maladie de poitrine, il est à peu près impossible de la localiser aujourd'hui. Où les fausses nouvelles prennent-elles naissance? Dans le cerveau d'un gazetier en mal de copie ? dans l'imagination d'un chroniqueur soucieux d'être « mieux » renseigné? Un journaliste de renom, et qui connaissait son métier, le sieur Caron de Beaumarchais, nous a révélé le secret: « Croyez qu'il n'y a pas de plate méchanceté, pas d'horreur, pas de conte absurde qu'on ne fasse « adopter aux oisifs d'une grande ville en s'y prenant bien...

Mais cette nouvelle controuvée, quel en pouvait être l'objet? Était-ce simplement une information sensationnelle? Lamartine n'était célèbre que depuis peu et dans un cercle littéraire relativement restreint. Était-ce une interprétation hâtive et erronée? Il faudrait savoir, pour l'affirmer, d'où le *Drapeau blanc* tenait le renseignement qu'il publia si inconsidérément (semble-t-il). Était-ce un tour malin qu'on jouait au poète? Qui, dans ce cas, en eût été le bénéficiaire ou l'auteur? On ne voit guère à quel confrère en Apollon la malice eût pu profiter. Bien au contraire, elle incitait les âmes sensibles à se procurer l'unique recueil qu'avait publié le pseudo-défunt.

Si l'on veut bien se souvenir des allusions assez précises (et même tant soit peu appuyées) au mariage de Lamartine avec la jeune Anglaise qui lui aurait « offert » sa fortune et sa main, l'hypothèse du tour malin n'est pas à écarter d'emblée. Il n'est

Manuscrit de ma mère : « Lamartine avait bien été attaqué... L'instinct de la mère ne l'avait pas trompée... Il est absolument certain que Lamartine eut affaire en la circonstance à sa princesse italienne... » (*Autour de Lamartine*, pp. 171-172).

(1) C'est exactement le processus suivi pour authentiquer la mort de Graziella par le récit des circonstances où furent composées les strophes du *Premier regret*, récit dont il existe une double version: celle des Confidences (*Graziella*, chap. IV, § XXXVII), et celle du *Cours familier de littérature* (Entretien CLXV, 1869, t. XXVIII, p. 161).

pas absolument impossible que la nouvelle ait été lancée par une admiratrice dépitée et jalouse, et peut-être après tout par la radieuse « princesse florentine » dont Lamartine se serait rappelé les menaces en construisant plus tard le récit de leur exécution.

De toute manière, l'attentat aurait consisté, si nous mettons les choses au pis, à faire courir le bruit de la mort du poète. Le crime est certes moins pendable que celui d'aposter des bandits sur la route pour le tuer effectivement. La hâte qu'aurait eue la « sœur hospitalière » à jouir de sa petite vengeance expliquerait alors la date anticipée à laquelle la rumeur circula dans Paris.

L'oncle François n'en a pas moins raison : « Il y a un peu de bonhomie et de simplicité à prendre au sérieux et au pied de la lettre les fictions d'un poète et les élans d'une vive et riche imagination. »

GEORGES ROTH.

L'ILE DES REVENANTS

II [1]

PAYSAGES CARAÏBES

AU NORD DE L'ÎLE

Les cannes à sucre. — Le nord de l'île est la partie fertile et riche.

La région forestière y fait place à celle des cultures. A perte de vue, les cannes se déroulent comme la parure d'une terre promise. La magnificence divine est sur elles. Leur houle pâle remplit les coulées, habille les croupes, déferle jusqu'à la mer. Elles ont leur remous comme les flots. Elles sont couronnées de lumière. Elles sont chatoyantes comme du velours. Leur monotonie glauque engourdit l'esprit. Les cannes!... Les cannes argentées quand la lune sourit du sourire mystérieux de la béatitude... Les cannes bruissantes sous le vent... Les cannes !... Les hautes cannes!...

Elles sont reines dans l'île. Les autres cultures leur ont été sacrifiées. Vanilliers, caféiers, cacaoyers, on a tout arraché ou presque. Une folie collective : la folie du rhum s'est emparée des habitants.

Il est toujours dangereux d'être fou.

— Allez donc le dire à mes compatriotes, s'exclame un Martiniquais qui, lui, n'est pas rhumier. Ils vous répondront : La canne nous rapporte six fois plus que les autres cultures; ils vous diront : Si un cyclone a lieu, les vanilliers, les caféiers,

(1) Voyez la *Revue* du 1er novembre..

les cacaoyers périssent. La canne résiste. C'est un roseau. Elle plie et ne rompt pas. Ils ajouteront : les propriétaires de caféiers, de cacaoyers subissent de gros dommages à cause du chapardage. Le maraudeur ne se gêne pas pour cueillir au passage une cabosse. Il est sûr de l'échanger, dans une « graisserie », contre un peu de sucre, de sel ; ou, dans un débit, contre un petit verre de tafia.

« Mais la culture exclusive de la canne épuise le sol. Remarquez que l'île est volcanique. La couche d'humus y est mince. Après trois ou quatre coupes, il faut laisser la terre se reposer. On la laboure ensuite ; on la fortifie par des engrais chimiques : nitrate de soude, nitrate de potasse, sulfate d'ammoniaque, superphosphate de chaux en parties égales. C'est insuffisant. Nos rendements en sucre n'atteignent que 7 pour 100. Dans l'île anglaise voisine de Trinidad, on obtient du 10 ; à Cuba, du 12. Ici, l'on récolte de 80 à 100 000 kilos de cannes à l'hectare ; Java en produit 120 à 130 000 : le tiers en plus !

« Il faudrait à nos terres une fumure de matières organiques : on la leur donne, mais en quantité insuffisante. Le fumier est rare. Nous n'avons de bœufs que ceux qui servent pour le charroi des cannes et ils sont parqués en plein air. Qu'arriverait-il, si une maladie s'abattait sur les cannes ? On frémit d'y penser...

— Cher, a rétorqué un autre Martiniquais, — un « Habitant », planteur de cannes celui-ci, — le fait s'est déjà produit et il n'y a pas longtemps : au début de ce siècle. Nos cannes étaient, alors, originaires de Tahiti. Un cryptogame les a envahies. On les a vues sécher, s'étioler.

« L'Habitant qui parcourait ses terres ne comptait pas, dans un hectare, vingt pieds qui fussent indemnes. Il pensait : « Je suis ruiné. » L'un de nous s'est adressé à nos voisins, les Anglais. La Barbade nous a fourni de nouveaux pieds. La maladie a été enrayée.

« Les Anglais, comme les Américains et les Hollandais, ont, dans leurs colonies, des jardins botaniques admirablement organisés. On y travaille à améliorer la canne à sucre. Que de sélections pour augmenter son rendement ! Au début du siècle, on est parti de zéro. Savez-vous à quel chiffre Java vient d'arriver ?

— Je n'en ai aucune idée.

— A l'espèce : n° 11 569... Mais voici qui est plus effarant,

plus admirable : Washington nous a envoyé récemment la P. O. S : n° 28 780. Elle contient 20 pour 100 de sucre et donne 35 000 kilos de sucre à l'hectare. C'est le maximum de rendement obtenu jusqu'ici, dans le monde entier.

Les Mangoustes. — En route, maintenant, pour l'extrême pointe septentrionale de l'île : Grand-Rivière où je suis attendue chez M. de Lucy Fossarieu.

Des papillons passent sous le nez de la voiture. Beaucoup sont jaunes. Ils ressemblent à ceux de France : je les dédaigne. D'autres sont miraculeusement beaux : en velours noir, ocellés de rubis. Ne verrai-je pas de colibris ?

Loulou me répond judicieusement :

— Ils ne sont pas là à vous attendre ; et puis, il est trop bonne heure.

Un aimable créole, M. West, qui m'accompagne, ajoute :

— Les derniers cyclones ont effrayé les oiseaux : ils ont fui.

L'auto file et voilà que, soudain, M. West me fait remarquer une petite chose plumeuse et terne, une petite chose de la dimension d'un pouce et qui vole d'un arbre à l'autre :

— Un colibri, dit-il.

— Ça !...

— Un colibri-femelle. Elle n'a pas les brillantes couleurs du mâle, naturellement.

— Hélas ! c'est bien ma chance...

En revanche, les mangoustes sont nombreuses. Elles sont grosses comme un rat, allongées comme une belette. On les a introduites dans l'île pour détruire les serpents, les dangereux trigonocéphales fer-de-lance, — les « trigonos ».

— D'abord, tout alla bien, me dit M. West. Les mangoustes se conduisaient en honnêtes mangoustes, respectueuses des conventions. Elles livraient bataille aux serpents et, quand elles triomphaient, leur mangeaient la cervelle. Qu'ont fait les serpents ? Avec une simplicité à laquelle personne n'avait songé, ils ont fui dans les fourrés les plus épais ; ils ont grimpé dans les arbres. Avec une simplicité non moins grande, les honnêtes mangoustes se sont avisées d'une découverte : c'est que s'il y a des trigonos à la Martinique, il y a des poulets, de tendres poulets sans défense...

— Résultat : le pays a deux fléaux au lieu d'un.

— Le pays, deux fléaux ! Vous voulez dire trois...

— Lequel encore ?

— La politique.

— Chut ! Celui-là, je me suis juré qu'on ne m'en parlerait pas. Regardons plutôt vos calvaires...

Ils sont aussi nombreux qu'en Bretagne. Au passage, Loulou ne manque point de se découvrir dévotement. Il salue « not'Seigneur ka baillé son sang pour nous... »

La religion. — Dans toute l'île, la religion catholique est répandue, respectée. Symptôme bien particulier ; il n'y a pas un protestant, pas un juif, à la Martinique. Les missions évangéliques y ont toutes échoué.

Les prêtres sont environnés de l'universelle déférence. Quand l'un d'eux porte le viatique, il le porte ostensiblement. L'enfant de chœur le précède avec sa clochette. Les passants s'inclinent ou s'agenouillent. Le « libertin », comme on dit encore ici, qui se permettrait une parole déplacée se ferait faire un mauvais parti. Dans les villages, il arrive que le maire consulte le curé avant le gouverneur. Tel chef de la municipalité qui a peint sa mairie en rouge, fait dire des messes avec pompe pour sa réélection. Tel « vénérable » des loges maçonniques est trésorier du conseil de fabrique.

Nulle en politique, — la question religieuse ne se pose pas plus dans un programme que celle de l'air qu'on respire, — l'influence du clergé est considérable dans la famille et au point de vue social :

— Un bon prêtre, répète-t-on, vaut mieux que dix gendarmes. Il exerce une police et une censure de tous les instants. Dans sa paroisse, il n'y a pas de délit.

Cette dévotion, évidemment, sent un peu la mode espagnole. Pas de salon qui ne s'orne d'une statue, d'une image du Sacré-Cœur ; point de chambre qui n'ait sa « chapelle » : étagère aux tablettes garnies de dentelles et où sont disposées des statuettes en porcelaine ou en plâtre bariolé : la Vierge, saint Joseph, saint Jean-Baptiste. Le mauvais goût de l'ensemble est indiscutable, mais l'intention est excellente.

Dans nombre de maisons de commerce, j'ai vu des crucifix apposés aux murs. Sur le bord des routes, on ne compte plus les reposoirs où, dans une guérite, est enfermée une statue

qu'éclaire une veilleuse. Dimanches et fêtes, les églises regorgent de fidèles. Des femmes qui habitent dans la montagne font allègrement vingt kilomètres à pied, autant au retour, afin d'entendre la messe.

Dans les villes, dans les villages, pour Matines, pour l'*Angélus*, les cérémonies religieuses : mariages, baptêmes, enterrements, les cloches tintent à toute heure du jour et bien avant le jour. Tant pis pour ceux qui dorment! tant pis pour ceux qui veulent se rendormir! La Martinique est l'île sonnante!

Vers Grand-Rivière. — En quittant Saint-Pierre, je me suis arrêtée à la Rhummerie Saint-James. De toutes les distilleries, celle-ci est la plus ancienne. Une inscription gravée dans la pierre, au-dessus du fronton de l'usine, rappelle qu'elle fut édifiée, en 1765, par le R. P. Lefébure, supérieur des Frères de la Charité. Le rhum qui y est fabriqué tire ses qualités de la terre volcanique où mûrissent les cannes. Le « vieillissement » ajoute à son arome. Par un double phénomène d'oxydation et d'évaporation, la liqueur se concentre, gagne en chaleur, semble vraiment renfermer toute l'ardeur du soleil.

Travail mystérieux et lent, où la chaleur torride des jours (70° sous la tôle des magasins) et la fraîcheur des nuits (18°) jouent leur rôle. Les Anglais, les Allemands ont essayé d'y substituer un procédé mécanique. A la Jamaïque, le rhum coule en couches minces, sur les marches d'un large escalier. A Hambourg, on fait arriver de l'ozone dans les fûts contenant le rhum acheté sous les tropiques.

Ce « vieillissement » artificiel ne trompe pas l'amateur.

Traversée maintenant de gros bourgs : Morne-Rouge, l'Ajoupa-Bouillon, Basse-Pointe. La catastrophe de 1902 les avait détruits. Ils donnent, à présent, une impression de prospérité.

Les cases y sont nombreuses, tout en bois, habillées de feuilles sèches comme un sorcier de l'Oubanghi qui a mis son jupon pour faire ses tours. Le bruit de l'auto attire les curieux. Dans l'ouverture étroite d'une fenêtre, s'encadre un noir visage. Je reçois l'éclair d'un œil étincelant. La façade des boutiques est peinte de larges raies multicolores. Elles offrent en devanture, elles renferment tout ce que la « mamzelle » la plus insatiable peut désirer : des faux Chine et des harengs-saurs; des pendules Louis XV dorées, s'il vous plaît, et de la cotonnade;

des « canaris » et des parfums dont une « tite goutte » suffit « pour baumer toute la vie ».

Des cheminées d'usines se profilent, des mornes bossus et verts, des champs de cannes... Tout passe vite, trop vite, comme au cinéma... Au Macouba, qui fut la paroisse du Père Labat et où existe encore l'église qu'il édifia, je trouve M. de Lucy Fossarieu chez qui je dois déjeuner, à Grand-Rivière :

— Montez dans ma voiture, dit-il, vous retrouverez la vôtre demain. Le chemin est difficile. Il faut y être habitué...

Des falaises hautes de plusieurs centaines de mètres plongent dans la mer. La sombre nudité du roc est vêtue de draperies mouvantes. Des précipices, des gouffres verts se creusent que la route borde de près. La beauté sauvage du pays devient une splendeur.

Jusqu'au fond des abîmes, c'est l'armée touffue des fougères, des bambous, des grands arbres. Les rameaux, les branches, les larges feuilles mêlent leurs cascades. Je suis dans le fond du fond d'une « coulée ». Il n'y a plus de paysage. Il n'y a plus que de la couleur. La même éternellement : je roule dans du vert, je vois vert, je respire vert... et c'est admirable !

Une habitation. — Une créole aux yeux noirs, aux cheveux noirs, enfin ! Une jeune et charmante créole : M^me^ de Lucy.

Elle est vêtue de blanc. Sur la terrasse, devant la maison, sous d'énormes manguiers, elle se balance dans une berceuse, un bel enfant est debout à sa droite.

Ce tableau est si exactement celui que j'avais toujours imaginé quand je pensais aux Antilles, à la vie des femmes dans les habitations, que j'ai envie de dire à M^me^ de Lucy :

— Je vous en prie, ne bougez pas !

Pourquoi faut-il qu'elle se lève? Elle n'a plus rien d'indolent, elle est vive, elle est prime-sautière, elle repousse le petit garçon qui l'empêche de venir à moi aussi vite qu'elle voudrait.

— Tu es toujours dans mes jambes...

Elle me souhaite la bienvenue. Nous nous asseyons dans les fauteuils, face à la mer triomphalement bleue. L'horizon est clair. On voit jusqu'à la Dominique.

Une mulâtresse apporte un plateau chargé de verres remplis d'un punch, qui n'est point du tout ce que nous avons accoutumé de nommer ainsi en France. D'abord, le punch

martiniquais se boit avant le repas; ensuite, il ne flambe pas, au contraire, il est glacé : une partie de rhum, deux parties de sirop de sucre, l'acidité d'une rondelle de citron vert, par là-dessus, le soleil des Antilles, son ardeur... Celui qui inventa le punch martiniquais est un grand homme...

Mme de Lucy se lève. Nous passons à table. Ne croyez pas que la table soit dressée en plein air. J'aurais dû commencer par le dire, par décrire l'habitation. Deux bâtisses la composent, deux bâtisses avec une longue véranda. Point d'étage, à cause des tremblements de terre, des cyclones. La cuisine est par derrière, dans une construction à part, sous le vent. Il faut éviter la chaleur des fourneaux.

Dans les anciennes habitations, il n'est pas rare de trouver, à côté de la maison, un abri casematé que ferme une porte blindée. La ventilation se fait par d'étroites prises d'air, il y a une arrivée d'eau. C'est la case aux vents : le refuge en cas de cyclone et où l'on vit entassés : parents, enfants, serviteurs.

La salle à manger est toujours la pièce principale. Elle est vaste : 15, 18 et 20 mètres de long. Les familles sont nombreuses. L'abbé Souby, qui dirige le principal journal de l'île, *la Paix*, m'a dit lui-même : « Je n'ai jamais à faire d'articles sur la repopulation... »

— Nous sommes des familles Gigogne, des familles patriarcales, reconnaît Mme de Lucy, en riant. Ma mère a 10 enfants. Mes tantes, mes cousines en ont 18 et 20.

Une invitée, une créole, — blonde celle-ci et avec de magnifiques yeux d'azur, — révèle qu'elle a 52 cousins germains et son mari, 28.

Le cas d'une certaine Mlle de Pompignan est mémorable. On la marie. A trente-six ans, elle se trouve avoir 33 enfants. 16 fois, elle a eu des jumeaux : « Ça, vrai, ma ché. »

De leurs maternités répétées, les femmes sont justement fières. Je réentends l'accent avec lequel l'une d'elles m'a dit :

— J'ai eu mon bébé exactement neuf mois après mon mariage, en vraie créole.

Occupées de leurs enfants qu'elles élèvent tendrement, gardées par leurs sentiments religieux, les femmes de la société martiniquaise sont d'une moralité irréprochable. Il faut le dire. Joséphine, par ses aventures historiques, leur a fait tort.

Aussi bien, comment une intrigue serait-elle possible dans ce petit pays où tout le monde se connaît, où chaque maison est comme une cage de verre? La coupable serait immédiatement honnie.

Cependant, dans la salle à manger, « pitit vent douce » se glisse entre les lames des jalousies et rafraîchit l'air. Des mulâtresses présentent les plats.

« Quel était le menu, demandez-vous et ne vous a-t-on pas servi de ces terribles zakras à la morue qu'on trempe dans du chocolat? » Le déjeuner n'eut d'exotique qu'une salade de chou-palmiste au goût de noisette et pour laquelle il faut sacrifier l'arbre.

Parurent ensuite tous les fruits que le soleil des Tropiques mûrit, en cette saison : d'énormes pamplemousses; « le fruit défendu » par lequel Ève la curieuse se laissa tenter; des sapotilles qui rappellent une poire blette, des pommes cythère. Je dois goûter à chacun d'eux, dire si je les aime. Mon assiette est pleine d'un jus rouge qui ressemble à du sang et forme un surprenant mélange avec la crème blanche, onctueuse de ces pommes cannelle dont le Père Labat disait, beaucoup mieux que je ne le ferais : « Ces fruits qui sont de la grosseur d'un bel œuf d'oye ressemblent tout à fait (extérieurement) à une pomme de pin... »

— Allons-nous au salon ou sous la véranda? demande Mme de Lucy, en quittant la salle à manger.

— Ma chère, laissons le salon pour ce qu'il est, un dépôt de meubles. On est si bien sous la véranda.

Mon hôtesse, ses invitées s'installent dans les berceuses, se bercent.

Un cousin de M. de Lucy, un vieux monsieur, de souche normande, évoque des souvenirs de jadis :

— L'Habitant qui possédait une sucrerie et qui était riche, n'allait, au bourg ou à la ville, que le dimanche pour la messe. Un « géreur » s'occupait de la direction de l'usine; un commandeur menait les esclaves. L'Habitant flânait, se promenait, se baignait, visitait ses voisins. Ceux-ci étaient tous de bonne compagnie. On faisait grande chère à peu de frais. On jouait : gros jeu, même; on dansait; parfois, on organisait

ce que vous appelez un pique-nique et que nos pères nommaient un « boucan ». On faisait rôtir un cochon de lait ou un marcassin en plein air, devant un feu vif. On le mangeait à la « sauce-chien ».

« Un roman ou une broderie aux doigts, les femmes vivaient étendues dans leur berceuse. Les *das* (1) les déchargeaient du soin de l'intérieur, de celui des enfants. Ma grand-mère m'a souvent dit qu'elle ne voyait les siens, — elle en avait eu vingt et un, — que pour jouer avec eux, les caresser. Un précepteur venu de France, instruisait la « rafale des *yches* (2)... »

Les jeunes femmes, qui écoutent, rient en chœur. Ce passé si proche, comme il leur semble loin !

— Tout a changé, assurent-elles, depuis la guerre.

— Vous êtes toujours sur les routes, remarque M. de Lucy; pour un oui, pour un non, vous allez à Fort-de-France.

— Naturellement, avec l'auto.

— Vous avez moins d'enfants que n'en avaient vos mères.

— Hé ! cher, les conditions ne sont plus les mêmes. Non seulement, tout coûte tellement, mais on commence à ne plus trouver de bonnes...

C'est vrai. Les *das*, les vieilles *das* qui élevaient trois générations, qui se considéraient si bien comme faisant partie de la famille qu'elles disaient : « Je m'appelle Berthe de Lucy, » par exemple; les *das* fidèles à qui l'on confiait les clés et l'argent; les *das* qui étaient pleurées, enterrées à côté des maîtres qu'elles avaient servis, les *das* au dévouement obscur, ne se rencontrent plus qu'exceptionnellement.

LE CENTRE DE L'ILE

Une usine d'ananas. — Depuis quelques jours, j'habite avec mon mari une maison dans la montagne, au cœur de l'île. Une ligne de filaos, plantés au bord de la terrasse, l'ombragent.

Son propriétaire, M. Vauzanges, me l'a fait visiter au cours d'une promenade.

A 150 mètres, dans un vallon, l'usine d'ananas de l'ancienne Société antillaise dresse sa haute charpente.

Cette usine est unique en son genre dans toutes nos colo-

(1) Nourrices noires.

(2) *Yche* : garçon ; mot créole venu de l'espagnol : « hijo ».

nies. Les débouchés qui lui sont ouverts semblent inépuisables. La France ne consomme pas moins de dix millions de boîtes d'ananas de conserve par an. L'usine de l'ancienne Société antillaise en fournit environ un million. Le surplus vient des îles Hawaï et de Singapour.

Sur les flancs des mornes qui entourent l'usine s'étendent des champs d'ananas. Dès qu'on les aperçoit, ils retiennent le regard par la douceur de leurs tons vert de gris. Le vent passe sur eux comme sans les toucher. Ils demeurent rigides, silencieux.

Les pieds se succèdent, méthodiquement alignés. Exposés sur les pentes, ils captent les rayons du soleil; ils boivent l'eau des nuages. Sans eau, le fruit ne grossirait pas. La nature y a pourvu : « Elle est toujours sage dans sa conduite », dit naïvement un vieil auteur. Les longs glaives des feuilles sont creusés en un canal où la pluie est conduite jusqu'au cœur de la plante, au point où se forme le fruit. Quand celui-ci est mûr, il pèse en moyenne deux kilos et demi. Coiffé d'un panache comme un chef sauvage, il est beau à voir, curieux à examiner. Les écailles qui le forment, soigneusement imbriquées, sont d'une admirable couleur rousse bordée d'un liseré bleu pâle. Les femmes viennent pour la cueillette. De loin, leur accoutrement surprend par sa bizarrerie. C'est seulement quand elles sont près qu'on distingue qu'elles portent un tablier et des gants de caoutchouc. Le jus de l'ananas est si acide qu'il brûle la peau. L'ouvrière qui négligerait d'enfiler ses gants, au bout de dix jours, devrait cesser tout travail.

L'ananas se sépare de la tige avec les doigts. Ce n'est pas un labeur fatigant. Exceptionnel, peut-être, parmi les travaux de la terre, il n'exige pas qu'on se courbe. Un pied d'ananas a la hauteur d'un pied d'artichaut, et les Martiniquais s'égayent souvent entre eux, de ce romancier qui, n'ayant jamais quitté son cabinet de travail, représentait ses amoureux couchés à l'ombre des ananas en fleurs !

Les fruits arrivent à l'usine dans des *trays* portés sur la tête ou en camions automobiles, selon la distance. Que de précautions sont prises dans ce dernier cas ! Le camion est matelassé. La moindre meurtrissure contre les parois, et le fruit serait inutilisable.

Sur le sol cimenté de l'usine, durant trois mois, — du

début de mai à la fin de juillet, — les ananas s'amoncellent. Quinze mille sont préparés par jour au moment où le travail bat son plein. Une ouvrière se penche, prend un fruit, le présente à une machine qui, dans un mouvement rotatif, le dépouille de son écorce, de son cœur ligneux, l'arrondit en un cylindre qui glisse sur une tablette où un couteau le divise en tranches. Celles-ci sont poussées sur une claie. Là, elles sont arrosées d'un sirop préparé avec le jus extrait des déchets des fruits et du sucre de canne.

Reste à mettre l'ananas en boîte, à sertir le couvercle. Quarante secondes exactement ont suffi pour ces multiples opérations. Les boîtes passent à l'autoclave pour la stérilisation. Durant quelques semaines, on les conserve à l'usine afin de s'assurer qu'il ne s'y produit pas de fermentation, puis elles sont chargées sur camion, emportées à Fort-de-France, où il n'y a plus qu'à les étiqueter, les mettre en caisse, les embarquer pour la métropole.

Dans l'habitation qui m'a été offerte, deux « bonnes » font le service. Elles viennent du bourg voisin : le Gros Morne.

Ma cuisinière, comme il est naturel, fait la cuisine à son goût, non au mien. Pour la femme de chambre, quand je lui ai demandé son nom, elle a répondu :

— Comme tu voudras : Carmélite, Rosalie, Léo, Délice...

Léo est sonore; mais Délice!... Quelle suavité!

Délice a ri :

— Ici, y avoir de drôles de noms.

Des noms dont l'origine, parfois, nous échappe et qui est si simple! Dans un bourg voisin, une petite fille s'appelle Chimène.

— Elle est née sur le « chimin », explique la mère, une porteuse. N'est-ce pas charmant?

Délice peut avoir vingt ans. Sa peau, sans une tache, est brune comme une sapotille. Elle a de larges yeux noirs très brillants mais un peu gros. Son nez est à peine épaté. Ce qui la désole, c'est sa tignasse crépue :

— Ah! déplore-t-elle, j'ai les « mauvais cheveux »!

Il y a à Fort-de-France, un coiffeur très adroit : il repasse les cheveux des femmes de couleur; pour quelques jours, il les rend lisses comme ceux des Békets. Délice le sait; mais Fort-de-France est loin, le coiffeur coûte cher.

— Chacun ka gardé les cheveux que le bon Dié lui a donnés.

J'aime la façon dont elle est habillée. Toujours, des robes claires, couleur du temps, couleur des fleurs. Autour de la tête, son madras rouge et jaune fait des cassures lumineuses. A cause de ses pieds nus, jamais je ne l'entends venir et il faut, qu'à travers les jalousies, elle m'interpelle gentiment :

— Madanme, je pis entrer. Tu veux bien?

Sur son madras, elle porte un grand chapeau de paille : le jour, pour se garantir du soleil; le soir, à cause de la lune. Sur les « coups de lune », Délice cite des exemples impressionnants. Pour être sortie au clair de lune, une femme a été frappée de paralysie. Elle en a gardé la bouche de travers.

— Si elle était jolie, Délice, c'est fâcheux.

— Il ne faut pas rire, madanme, ça vrai comme paole de missié le curé.

Le matin, à travers les chambres, Délice promène un balai indolent fait de feuilles de latanier. Le bruissement s'en prolonge. On dirait qu'elle n'en finit plus de déchirer une étoffe de soie... Elle n'imagine pas qu'on puisse porter quelque chose à la main. L'autre jour, on lui remet un billet pour moi. Elle le pose sur sa tête et une pierre par-dessus... Solidement campée sur ses pieds, elle me regarde, parfois, lire ou écrire et puis, sans raisons, — du moins pour moi, — elle éclate d'un rire bruyant en zig-zags, comme un éclair...

Dans son enfance, elle a fréquenté l'école et en est fière : « Moi y sais bien parler français... » Quand je fais allusion devant elle aux *zombis* (1), aux *moun-mô* (2), aux *quimboiseurs* : les jeteux de sort, elle commence par crâner :

— Le bon Dié a mis moi sur la terre; le bon Dié, il fait avec moi ce qu'il veut. Le quimboiseur, y ne peut pas changer ce que veut le bon Dié...

Si j'insiste, elle hausse les épaules; puis, quand elle a compris que je ne me moquerai pas, elle se livre.

Une jeune fille s'est mariée, dernièrement. Son mari avait une maîtresse qui s'est vengée par un quimbois. Pendant quinze jours, le mari a été frappé d'impuissance. Quand il s'approchait de sa femme, celle-ci était poussée par une force mystérieuse, précipitée au bas du lit.

Nombre de quimbois sont faits avec les ossements des morts.

(1) Les esprits.
(2) Le monde mort : les revenants.

Il arrive que des tombes soient profanées. A circuler dans un cimetière, au crépuscule, on est vite suspect.

Plus encore qu'aux mauvais sorts, Délice croit aux « bêtes gagées ». C'est une des formes de la métempsychose :

Le curé d'un bourg voit entrer chez lui un de ses paroissiens, un noir. Celui-ci lui dit, en substance :

— Mon père, je suis ensorcelé. Est-ce que vous voulez me rendre le service de me tirer le diable du corps? Dans un moment, vous allez voir un taureau sur la route, vous tirerez sur lui, sans le tuer.

Le prêtre hausse les épaules; mais, quelques instants plus tard, dans la nuit, il voit venir un taureau. Pour guérir le noir de l'idée fixe dont il est hanté, le prêtre vise la bête à la cuisse. Le lendemain, le noir se présente au presbytère. A la jambe droite, il porte la trace d'une blessure faite par une arme à feu.

— Merci, mon père : vous avez fait sortir le diable de mon corps.

La récolte des cannes. — Le signe qu'on attendait est apparu. On se l'annonce entre « habitants », entre « noirs », dans les bourgs. Les cannes commencent de « flécher ». Un panache léger, duveteux, poudré d'argent fin, couronne les hauts roseaux gorgés de sucre. Les cannes sont mûres. Déjà, sur les routes passent les « cabrouets » lourdement chargés. Quatre grands bœufs croisés de zébus, quatre bœufs puissants et hautement encornés y sont attelés. Le « cabrouettier » les guide de la voix ou avec l'aiguillon.

Durant les mois qui viennent de s'écouler, les ouvriers, des noirs, ont continuellement procédé au sarclage. Travail minutieux, fatigant. Il faut se glisser entre les pieds des cannes. Au bout de la journée, on a l'échine rompue.

La canne est comme le riz : fille du soleil et de l'eau. Encore faut-il que celle-ci vienne en temps opportun. Si elle tombe trop tôt ou en trop grande abondance, elle produit des « coups d'herbes », qui envahissent le sol et empêchent les plantes de pousser.

Un peu partout, dans l'île, on a commencé d'attaquer les champs de cannes. Les travailleurs vont par couple : le coupeur et l'attacheuse. Presque toujours, le mari et la femme. Leur journée, dans les champs, ne commence qu'à huit heures, mais

ils sont levés depuis l'aube. Ils ont soigné les bêtes : poules, cochons, parfois bourriquots, que tous, ils élèvent autour de leur case. Ils ont déjeuné : « un tit brin » morue; quelques racines. Point de viande, sauf le dimanche. Alors, sur le canari, on met bouillir une demi-livre de bœuf. Elle suffit pour toute la famille quel que soit le nombre des enfants. Comme boisson, de l'eau. Jamais de vin, hormis aux baptêmes, aux mariages Les noirs sont sobres? Non pas. Une chopine de rhum ne leur fait pas peur. C'est leur ration quotidienne pendant la campagne sucrière. L'île de la Martinique n'absorbe pas moins de 6 millions de litres par an pour une population de 225000 habitants. Aucune colonie n'en boit autant.

Vers midi, les travailleurs prennent un court repos. Ils n'ont pas emporté de « quimbé-cœur » (1). Les cannes sont à portée de leur main. Point n'est besoin de couteau pour les écorcer. Ils ont leurs dents saines et solides. Ils croquent, ils mâchonnent une dizaine de cannes. Le régime est excellent. Ceux qui étaient maigres et débiles sont, à la fin de la récolte, gras, luisants, pleins de force.

Avec un courage renouvelé, les travailleurs reprennent leur tâche. Ils ne la quittent que vers trois heures. Alors, ils regagnent leur case, éloignée souvent de plusieurs kilomètres. L'homme s'occupe des bêtes, la femme cuit le repas.

Pour son travail dans les champs, le coupeur est armé. La lame de son couteau de sacrificateur mesure 70 centimètres et est courbée à l'extrémité. Faite d'un acier résistant, elle est tranchante, rivée à un manche court, bien en main.

A travers la masse mouvante des cannes, le travailleur noir avance le dos ployé. Le soleil monte dans le ciel où cheminent quelques lourds nuages, la nature est accablée. La chaleur devient atroce. L'homme se dévêt, ne gardant que son pantalon. Son torse d'ébène est luisant comme si on l'avait huilé. Il tranche la canne au ras du sol, la débarrasse de ses feuilles, la partage en tronçons qui tous doivent avoir la même longueur : un mètre. Chaque canne, comme on voit, requiert quatre efforts, quatre coups de coutelas. Le dernier fait sauter le « bout blanc ». Trop pauvre en sucre pour l'usine, trop dur pour les bestiaux, le « bout blanc » est cependant précieux : c'est lui qui fournit le nouveau plant.

(1) « Ce qui soutient le cœur », c'est-à-dire : le casse-croûte.

Derrière le coupeur, le suivant pas à pas, l'attacheuse. Foing (1) d'un vêtement coquet ! Elle est couverte d'un sarrau fait d'une serpillière. Ses bras dorés, fermes, et qui, jusqu'à l'attache, sont d'un modèle si pur, elle les cache sous de vieux bas, elle les entortille de bandes de toile. Ses jambes sont protégées de même. Chacune des longues feuilles souples des cannes est en effet découpée en fines dents de scie tranchantes :

— Ça piquer, ça piquer, disent les attacheuses ; ça sauter de la feuille ; ça s'envoler, ça tomber dans le cou, sur la figure...

— Dans les yeux ?

— Non ; pace que le grand soleil, y fait cligner les paupières...

Mais leurs mains, leurs pieds, comment les garantir ? Quand les attacheuses les montrent, on les voit griffés, écorchés jusqu'au sang.

Dès que l'attacheuse a ramassé vingt bouts, elle les assemble. La partie haute de la canne fournit les deux amarres avec lesquelles on lie le « paquet ». Dix paquets forment une « pile ».

Le coupeur et l'attacheuse vont vite. Rien ne les distrait de leur besogne. Point de chants. Quelques mots brefs, seulement à de rares intervalles. Le salaire est proportionné à la tâche. Un coupeur ordinaire coupe 20 piles et touche 20 francs qu'il partage avec l'attacheuse. On cite exceptionnellement des coupeurs qui fauchent 30 piles, voire 40.

Lentement, implacablement, les grandes cannes s'abattent avec un bruit sourd de feuilles froissées. Souples, vivantes et d'un vert si frais, si lustré, il y a un instant, elles gisent comme des choses mortes, tout de suite desséchées et jaunies. De maigres petits mulets, mais solides, résistants, les transportent jusqu'aux cabrouets.

Quand la route est proche, le transport est fait par les femmes, sur la tête, en piles de 70 à 80 kilos...

Cependant, dans les cannes fauchées, la terrible ardeur du soleil développe une active fermentation. L'odeur la décèle. On la sent au passage des lents cabrouets ou des « poids lourds » qui, dans les grandes exploitations, font la navette entre les champs et la voie Decauville ou l'usine.

Puissante et douçâtre, elle flotte sur l'île entière. Le vent la porte au loin ; elle emplit les narines, elle affadit le cœur ;

(1) C'est notre vieille exclamation : Foin!

tenace, obsédante, elle est comme le parfum même de la terre.

Fatigant, à cause de l'excessive chaleur, le travail des coupeurs et des attacheuses n'est pas sans danger. Il arrive que les « trigonos » cherchent un refuge dans l'épaisseur glauque des cannes. Leur nombre qui avait décru semble être, depuis quelques années, en augmentation (1).

La semaine dernière, à Basse-Pointe, il s'est passé un fait atroce. Un noir montait dans un manguier. Arrivé au point où les branches se détachent et développent leur musculature, il se sentit happé au nez. Un serpent était lové dans l'arbre.

Hier, 22 janvier, au bourg du « Marin », en l'espace d'une matinée, on a, dans une seule pièce de cannes, tué huit grands « *trigonos* ». Les travailleurs qui ont été mordus vont rarement trouver le médecin pour qu'il leur fasse une piqûre. Ils ont plus de confiance dans le « panseur » du bourg. Celui-ci les soigne : ventouses scarifiées, avant tout, sur la morsure ; puis, absorption d'un « loch » fait de simples pilés dans l'huile et dont le panseur a éprouvé les vertus. Après une semaine de traitement, le blessé est en état de travailler. Au bout de quarante jours, il est hors de danger. Il n'y a pas d'exemple, assure-t-on, qu'un blessé soigné ainsi ait succombé.

Aussi bien, les serpents ne mordent-ils que lorsqu'ils se croient menacés. Les coupeurs le savent. Ils attaquent toujours un champ de cannes par la périphérie. Les « trigonos » fuient devant eux. Les travailleurs poursuivent leur mouvement de rabat. Quand il ne reste plus, au milieu du champ, qu'un bouquet de cannes, ils l'encerclent, ils y boutent le feu. Une fumée âcre, épaisse, s'élève lentement. On entend le jus qui siffle dans les hautes tiges creuses. Elles éclatent. De tous côtés, les serpents tentent d'échapper à l'haleine ardente des flammes. On voit ramper leurs longs corps souples et se dresser leur petite tête plate triangulaire. Avec des matraques, les noirs les repoussent dans le brasier ou les tronçonnent avec leur coutelas. Pas un « trigono » n'en réchappe.

Éclairée par les jets de flamme, à demi enveloppée par les tourbillons de fumée qui montent en volutes, la scène sauvage continue de se dérouler. On dirait une fête dédiée au soleil

(1) Le service de l'agriculture a payé, l'hiver dernier, 48 000 fr. de primes à 15 fr. la tête de serpent. Ajoutons, pour les pusillamines, que les « trigonos » ne se promènent pas sur les routes. On peut vivre des années, dans l'île, sans en voir.

qui décline, un sacrifice en l'honneur d'un dieu barbare.

Leur aspect de dévastation, les champs ne le gardent pas longtemps. Une semaine ne s'est pas écoulée que de jeunes pousses sortent des pieds fauchés. Les pentes des mornes verdoient de nouveau. Si le sol a été laissé en jachère, on procède aux plantations. Elles se font en scions avec le « bout blanc ». Le terrain est drainé tous les deux mètres pour que la plante ne pourrisse pas.

Sous les flammes du soleil qui le couvent et nourri par les sucs de la terre, le scion grandit vite. A trois mois, il a soixante centimètres. Alors, autour de chaque plant, on rabat les feuilles; on « chausse le pied ». Dans dix-huit mois, il « fléchera » ; son panicule ondulera sous la lumière. Il sera bon à couper.

Une sucrerie. — Après le calme de la campagne, la rumeur de l'usine. Quarante kilomètres de voie ferrée qui lui appartiennent relient la sucrerie de Sainte-Marie aux champs de cannes et au port de la Trinité. Durant la campagne sucrière, les files de wagons se succèdent tout le jour, apportant chacun leurs 5 000 kilos de chargement.

Quand le général Mangin visita la Martinique, il manifesta son étonnement de trouver, dans une colonie aussi petite, des usines d'une telle importance.

A peine déchargées, les cannes sont happées, englouties, broyées par les machines, au milieu des ronflements, des chuintements, des cris stridents de la vapeur, du va-et-vient des ouvriers. Un jus gris, de couleur sale, coule dans les canalisations, gagne les cuves où il se purifiera. La bagasse tombe en minces copeaux qui poissent quand on les touche et forment des monceaux. Pas un morceau de charbon n'entre dans les sucreries. La bagasse fournit le combustible. Elle est si abondante qu'elle encombre. A Trinidad, on en fait de la pâte à papier. Ne pourrions-nous imiter nos voisins ? A la Martinique, il y a des usines où l'on allume les générateurs, le dimanche, pour brûler l'excès de bagasse et ne pas avoir à l'enfouir.

Les usiniers martiniquais sont de rudes travailleurs. Ils ne plaignent pas leur peine. Levés avant le jour, ils sont souvent encore au milieu de leurs ouvriers sur le coup de minuit. De même que les marins font le quart, le chef d'une sucrerie et ses fils se relayent continuellement Quand j'arrive à

Sainte-Marie, le jeune Despointes qui sort de l'usine me dit :

— Ma journée est finie ; je l'ai commencée, ce matin, à six heures. A partir de lundi, je serai de nuit : douze heures d'affilée

— Pour ma santé, constate un moment plus tard M. Despointes, j'aurais besoin d'aller en France tous les deux ans ; je ne suis plus jeune ; je ne puis m'y rendre que tous les cinq ans Durant les trois mois que dure la campagne sucrière, on n'a pas de répit ; après, ce n'est pas le repos. Il faut vérifier le matériel, le mettre en état pour la campagne suivante.

Voilà ce qu'on appelle l'indolence créole ! Ceux qui trouvent que les usiniers réalisent de gros bénéfices ne pensent pas à l'effort que font ceux-ci. Ils ne se disent pas que ces bénéfices sont récents.

— Depuis l'année 1888 jusqu'à la guerre, remarque M. Despointes, il nous a fallu travailler, non seulement, sans rien gagner, mais en voyant notre avoir diminuer continuellement. La Russie, l'Allemagne jetaient sur le marché des quantités énormes de sucre.

De 500 francs qui était leur cours d'émission, les actions des sucreries martiniquaises étaient tombées à 100 francs, à 50 francs, à 25 francs. Point de dividende. Les veuves vendaient leurs titres pour vivre. Heureuses encore quand elles trouvaient preneur. Actuellement, la Martinique produit 40 000 tonnes de sucre. L'île en consomme 2 000. Le surplus est expédié en France, aux ports atlantiques : Nantes, Bordeaux et au port méditerranéen : Marseille.

Les ouvriers sont tous des noirs :

— Nous avons, parmi eux, des mécaniciens aussi adroits que ceux qu'on trouve en France, reconnaît M. Despointes.

L'esprit est bon, dans l'île. Le mot communisme n'y a point de sens. Nos ouvriers sont dociles, faciles à mener.

L'habitude, l'accoutumance ont tissé des liens entre eux et nous. Voici bientôt cent ans que l'esclavage a été supprimé. Néanmoins, le noir continue de considérer le blanc comme son protecteur naturel.

A la Martinique, les usines, les habitations restent dans la même famille. Héritier de son père, l'usinier, l'Habitant, a connu depuis leur naissance ceux qui travaillent sous ses ordres. Ajoutez que tous les Békés étant en relations d'amitié ou de parenté, l'ouvrier sait parfaitement que s'il se fait ren-

voyer pour une raison grave, il lui sera impossible de trouver de l'emploi dans une autre exploitation.

— En somme, votre tâche est plus facile que celle des usiniers de France.

M. Despointes a un geste de protestation :

— Dites, plutôt, que nous n'avons pas à faire face aux mêmes difficultés. Nos ouvriers noirs ont leurs défauts. Ils sont lents, d'une lenteur qui parfois exaspère et leur fait vous répondre : « Trop pressé, ka cassé cou » (qui se presse trop, se casse le cou). Ils remettent volontiers au lendemain, même ce qui est urgent : « Pa au soué » (Pas ce soir) est la phrase qui endort ici toute énergie. Enfin, et cela surtout est, pour nous, la principale difficulté, ils ne travaillent pas régulièrement. Ils chôment trois jours par semaine. On ne les voit jamais le lundi, ni le samedi. En fait, ils ne travaillent que pressés par le besoin. Dès qu'ils ont gagné l'argent nécessaire aux dépenses de la semaine, ils cessent de venir à l'usine. Le géreur, le propriétaire doivent se débrouiller, chercher de la main-d'œuvre au pied levé. S'ils n'en trouvent pas, il faut interrompre le travail ou marcher au ralenti.

— Pendant ce temps, les frais généraux courent.

— Évidemment. Ajoutez encore que la qualité qui manque complètement à nos noirs, c'est la prévoyance. Dans toute l'île, on ne compte que 15 000 déposants à la caisse d'épargne. Encore, la plupart sont-ils des blancs. Les ouvriers noirs aiment l'ostentation. Le dimanche, l'homme se pavane en souliers vernis; la femme se pare d'un madras éblouissant. Pas un noir qui, par vanité, ne rêve d'avoir un bel enterrement. Lui, si dépensier, trouve moyen d'économiser 4 ou 500 francs pour une messe carillonnée et chantée. Mais, une fois la somme nécessaire mise de côté, adieu l'économie : « Puisque mon enterrement est assuré, pas besoin d'argent à la maison... » Il existe, à la Martinique, quelque chose qui est unique, je crois : des tontines qui garantissent à leurs membres la cérémonie à l'église et la sonnerie des cloches. Elles ont tant de faveur qu'elles ont recruté plus de 20 000 adhérents.

Quand je quitte Sainte-Marie, la nuit est venue. La lune monte derrière les cocotiers. Leur colonne grêle, leur panache se découpent sur le ciel. Les bambous, les fougères semblent

couverts d'une neige brillante et qui serait sans poids. Au bord de la grève, à la fenêtre carrée des cases bâties sur pilotis, brille la lueur d'une lampe. Sa jaune clarté se reflète dans les eaux, en une longue colonne lumineuse.

L'air chargé d'humidité a le goût du sel. Les « cabris des bois » font entendre leur tac-tac monotone. Les mornes aux lignes molles, les promontoires, les presqu'îles aux contours précieusement découpés dorment mystérieusement dans une lueur bleuâtre. Immobile sur la mer immobile, un brick à la sombre carène semble pris dans les glaces.

LE SUD DE L'ÎLE

Huit heures du matin. J'ai repris ma place habituelle auprès du chauffeur Loulou.

Derrière moi, Mme G. et une de ses cousines. Mme G. m'a dit :

— Nous déjeunerons au François, chez Mlle de L..., c'est ma cousine ; nous verrons ensuite le sud de l'île ; nous reviendrons par les Trois Ilets.

— La Patrie de Joséphine ?

— Oui ; nous y dînerons chez le maire, M. Gabriel Hayot ; c'est mon cousin.

L'auto file. Descentes rapides, tournants innombrables.

— Attention, mon fi, crie Mme G... Doucement, mon fi... Arrête, mon fi...

Si Mme G... voulait qu'un accident arrivât, elle ne s'y prendrait pas autrement. De nouveau, des exclamations.

— Il n'y a pas à dire, c'est charmant ! chaque fois que je passe par ici, je m'extasie.

— Cette plaine du Lamentin ; nos « platitudes ! » Ah ! madame, madame, que c'est beau !

J'écarquille les yeux. En fait de plaine, je n'aperçois que des monticules et des creux. J'ai l'impertinence de le dire. Aussitôt, dans mon dos, ce sont des protestations.

— Mais, madame, comparé aux mornes, aux pitons, c'est plat ! Vous ne pouvez pas dire que ce n'est pas plat. Regardez, à votre droite.

Une apparence de plaine, en effet, s'étend Grande comme un mouchoir de poche, conviennent eux-mêmes les Martiniquais, elle est l'unique plaine de l'île.

Volontiers, la singularité provoque l'admiration.

— Le Lamentin est fertile, reprend Mme G... Il a toujours fait la fortune de ceux qui y ont travaillé... Mais, mon fi, doucement dans le bourg.

Docilement, Loulou ralentit :

— Regardez, me commande-t-il soudain, voici l'église. Voici le Jardin des Plantes.

— Ce petit square?

— Qu'est-ce que vous voulez dire avec votre square? fait sévèrement Loulou : c'est le Jardin des Plantes. L'école est à côté. Elle est belle. Toute neuve. On a de l'argent, au Lamentin.

De petites négresses s'y rendent. Elles trottinent pieds nus. Elles sont gentilles et drôles au possible, dans leurs robes de toile blanche. Quelques-unes portent un parapluie aussi grand qu'elles. Celui de leur maman. Une averse tombe :

— Ti fifine la pluie, remarque Loulou.

L'arc-en-ciel brille. Les « platitudes du Lamentin » ont disparu. Mme G. et sa cousine soupirent :

— Quel dommage!

Le pays se creuse en conques remplies de cacaoyers, d'orangers chargés de fruits. Des calvaires. Des chapelles.

Sur la crête d'un morne, dans le creux d'un vallon, au bout d'une allée de cocotiers, des habitations surgissent. Mme G... a un cousin dans chacune d'elles. Mlle F... aussi. Les chemins qui y conduisent sont pleins de cahots. Nous bondissons sur les coussins.

Dans la vaste salle que des arcades légères séparent en deux parties : le salon, la salle à manger, j'assiste à des effusions :

— Bonjour, chère.

— Comment va, chère?...

— Sais-tu, chère?

— Écoute, chère...

Des enfants nombreux, presque toujours beaux et toujours bien portants, tendent leur joue fraîche.

Une mulâtresse apporte des rafraîchissements : vin doux, punch et, parfois, l'eau un peu acide d'une noix de coco.

Nous repartons dans de grands cris :

— Adieu, chère... Bon retour, chère.

La montagne du Vauclin profile sa longue rampe. Dans mon dos, la voix de Mme G... explique :

— C'est un volcan. Nous en avons six encore dans l'île. Regardez : le Vauclin fume aujourd'hui.

Le soleil qui a triomphé de « ti fifine la pluie » tape sur la capote de la voiture. Quelle chaleur tout dé suite!

— Vite, vite, mon fi, dit Mme G... ; nous sommes en retard.

L'auto exécute des virages scabreux et fait entendre sa grosse voix. Nous manquons d'écraser des poules et des cochons efflanqués. Des enfants négrillons courent après nous dans l'absurde espoir de nous rattraper. Leurs mères mettent le nez à la fenêtre de leurs cases. En voici dix, en tas, devant le « Bon Marché » de l'endroit. Elles nous rient de toutes leurs dents. Trois cent vingt dents!

Mme G... n'a plus peur de capoter :

— Vite, mon fi.

Les arbres à pain, les bambous, les grands manguiers filent, sur le bord du chemin, à une vitesse hallucinante ; les hibiscus, au long des haies, tendent leurs corolles rouges comme les lèvres d'une jeune fille.

— Vite, mon fi... Il est plus d'une heure.

Je suis ahurie; je suis rompue de fatigue; j'ai les yeux brûlés de soleil et j'aurais voulu que cela durât toujours. Quelle promenade!

Le déjeuner fini, il ferait bon rester dans les berceuses auprès de l'aimable Mlle de L..., mais nous avons bien des kilomètres à faire encore et, sûrement, sur notre passage, se trouveront des habitations où mes compagnes auront quelques cousines à embrasser. Deux grands paniers remplis d'oranges et de bananes ont été placés dans l'auto :

— Vous n'allez pas partir les mains vides, déclare Mlle de L... Quand on vient à la campagne, il faut en rapporter quelque chose.

Générosité de l'accueil créole! Toutes les fois que j'ai été reçue dans l'île, je suis rentrée avec les plus belles fleurs, les plus beaux fruits!

Ne cherchons pas, dans le sud de la Martinique, les eaux bondissantes et nombreuses qui font la richesse du nord et lui donnent des aspects gras, plantureux. Elle les posséda, jadis. Alors, l'habitant qui avait deux habitations léguait celle du sud à l'aîné de ses fils; celle du nord, au cadet. Des déboise-

ments imprévoyants ont produit la sécheresse. Calcinée par l'ardeur du soleil, la terre a cessé d'être souple.

Les pentes des mornes, les « coulées » sont remplies de broussailles parmi lesquelles croissent quelques goyaves, des campêches, des sisals aux longs glaives. Comme les aloès, les sisals donnent une fleur unique au bout d'une asperge pour Gargantua. Épuisée par la floraison, la plante meurt.

Il y a quelques années, l'exploitation des sisals tenta les habitants du sud. Ils savaient que de leurs fibres, on tire les plus solides cordages. Depuis que La Martinique vit sous le signe du contingentement, toutes les cultures ont cédé devant celle de la canne : « Même la culture maraîchère, gémissent mes compagnes; autrefois, nos maraîchers cultivaient les légumes de France; aujourd'hui, il faut nous contenter des « racines ». Pas un lopin où l'on ne plante de la canne. Pas une habitation qui ne veuille avoir sa distillerie. On abat les grands arbres. Les cheminées d'usine poussent à leur place.

LES TROIS ÎLETS

Une sauvage route qui grimpe à perdre haleine entre de hauts basaltes noircis et habillés de verdure. Une gorge qui se creuse :

— Attention, mon fi !... Tiens bien la gauche, cher...

Des masses sourcilleuses qui projettent des ombres bleues, le soleil qui me brûle les genoux, des vols de papillons noir et or qui éveillent l'idée d'un ciel nuageux sillonné de feu, l'auto qui fait ronron et renâcle quand la route exagère son jeu de montagnes russes et puis, brusquement, quelque chose d'immense, de radieux, de scintillant et d'un bleu si léger, si frais : la baie de Fort-de-France ! Toute la baie !

Une ligne rosée l'ourle, dessine des courbes souples, des presqu'îles compliquées qui ne tiennent à la terre ferme que miraculeusement. Une, deux, trois parcelles de terre émergent au ras des flots. La plus grande se donne des airs de porter les ruines d'un château-fort et, quand on approche, on découvre que ces ruines ne sont que les restes d'un four à chaux.

Mes compagnes m'avertissent : « les Trois Ilets ». Ils ont donné leur nom au bourg où naquit la tendre Joséphine. Jadis, il s'appelait le « cul de sac à vaches ». Dans sa rudesse

paysanne, ce nom n'est pas pour déplaire. Les habitants en jugèrent autrement : « Fi ! dirent-ils, cela est grossier et dégoûtant. » Ils voulaient du distingué. Ils l'obtinrent.

Le maire du bourg, M. Gabriel Hayot, nous accueille dans son habitation de la Poterie. Ses ancêtres, qui venaient de la baie de Saint-Malo, débarquèrent dans l'île vers 1635. L'un d'eux, dit Jolicœur, y fut enterré en 1680. « Lui et ses descendants, remarque M. Hayot, ont défriché, combattu, risqué continuellement leur vie : les maladies, le climat, la morsure des serpents, sans compter les balles. »

L'âge n'a pas courbé la haute taille de mon hôte. Sa lignée ne s'éteindra pas avec lui. L'une de ses filles, jeune encore, a 14 enfants. Dans l'immense salle à manger où nous entrons, M. Hayot voit 23 de ses petits-enfants venus s'asseoir aux jours de fête.

Tout, dans la demeure, est resté comme à l'origine, comme au temps où, dans les îles, l'on menait la vie provinciale qui était alors celle de la France. A l'un des murs de la salle à manger s'appuie la fontaine de faïence blanche où se laver les mains avant le repas. Les buffets ne sont si larges que pour supporter la file des plats qu'on y dispose, à la fois, avant de les présenter aux convives. Dans l'une des chambres, une méridienne a appartenu à la famille Tascher de la Pagerie. Fait de ce beau bois de courbaril dont le poli égale celui du marbre et dont la chaude couleur est celle de la châtaigne, un petit lit est celui où dormit Joséphine quand, pour tous, elle était Yeyette, « tite Yeyette ».

De sa fortune, M. Hayot fait le plus noble emploi. Non seulement, il a édifié, aux Trois-Ilets, un hospice et des halles, mais il vient de faire construire un musée où, bientôt, seront exposés tous les souvenirs qu'il a réunis sur l'Impératrice et sa famille.

Allons à l'église. Rien ne la distingue, dans son aspect modeste, des autres églises que j'ai vues, dans mon passage à travers les bourgs; mais dans ce pays, où, à cause des cyclones, des tremblements de terre, des éruptions volcaniques, il n'y a pas un seul monument ancien, on éprouve un intérêt tout spécial à trouver un édifice où s'attache un peu d'histoire.

Dans ces murs, la petite Yeyette fut baptisée et fit sa première communion. Son père et sa mère s'y rendaient le dimanche. Lui, portant beau dans son uniforme rouge et or de

capitaine de dragons. Elle, vêtue d'une robe à falbalas avec un shall jeté autour de la taille. Quand elle mourut, on l'enterra au cimetière; mais, lorsque, par la plus inouïe des aventures, sa fille, déjà mûrissante et épouse d'un jeune conquérant, monta sur le trône, on s'avisa qu'une mère d'impératrice devait avoir une sépulture fastueuse. On transporta ses cendres dans l'église du bourg et l'on apposa une plaque de marbre sur laquelle nous pouvons lire : « Ci-gît l'Auguste Madame Rose-Claire Duverger de Sanois — Veuve de Messire J.-G. Tascher — de la Pagerie — Mère de Sa Majesté — L'Impératrice des Français — décédée le 2 juin 1807 — à l'âge de soixante et onze ans — munie des sacrements de l'Église ».

L'habitation Tascher de la Pagerie est à une petite distance du bourg. Je tiens à y aller. Loulou proteste.

— Il est tard, madanme. Il n'y a rien à voir là-bas... Le chemin est mauvais... L'auto ne pourra pas aller jusqu'au bout... Il faudra continuer à pied; vous vous salirez...

— Allons...

D'un bond, il s'assied au volant, peste contre la « mamaille » qui encombre la place, pousse de terribles beuglements avec sa corne, me lance, de ses yeux obscurs et luisants, un regard sans aménité; puis, sa mauvaise humeur vite envolée, retrouve sa volubilité, son large sourire.

D'un stylo diligent, je dois noter que, passée la distillerie de l'Espérance, on quitte la route, on roule dans une « trace » bordée de champs de cannes; on débouche dans un vallon. Les pentes des mornes qui l'enferment descendent en une heureuse paresse. La pure, la glorieuse lumière qui anime la verdure, la fait vibrer, est la même que celle qui ravit les jeunes yeux de Joséphine. Où est l'habitation? Quelques pans de murs ruinés s'accotent aux flans d'un morne; des plantes, des lianes les recouvrent.

— Est-ce là, Loulou?

Et lui, d'un ton triomphant, la lippe dédaigneuse :

— C'est là. Je vous avais prévenue.

Je descends de voiture. Je vais vers les ruines. Oh! que Loulou jugerait ma curiosité plus absurde encore, s'il savait ce que je sais, — que Joséphine n'est pas née ici même! Quelques jours avant qu'elle vînt au monde, un « coup de vent » avait

abattu la maison des Tascher. Ils se réfugièrent dans la purgerie de la sucrerie, la « case à bagasse ». C'est dans ce gîte de fortune et, sans doute, assez misérable, que Mme Tascher de la Pagerie accoucha. Un sentier glissant aboutit aux ruines de l'usine. Des plantes épineuses, des touffes de bananiers ont crevé les murs. Une cheminée carrée faite de petites briques rouges est en bon état, mais elle n'est pas de l'époque; elle est postérieure. Quelques cases achèvent de pourrir. Le sentier se resserre, continue de descendre. Sous le dôme des arbres à pain et des calebassiers aux fruits lourds et ronds, un ruisselet bouillonne sur des rocs gris. Certainement, la petite Yeyette est venue ici plus d'une fois. Ses pieds nus ont joué dans cette eau pure; elle a déniché des écrevisses entre les pierres. Sous l'un des cocotiers, quelque vieille *da* lui a fait entendre de belles histoires : « Comme dit conte-là, y avait un'fois... »

Pour moi, ce que ce vallon raconte surtout, c'est l'enfance de la petite fille; ce qu'il livre, c'est un peu de l'âme de celle qui fut une douce et frivole souveraine. Les murs au milieu desquels elle vécut, sont tombés; ce qui n'a pas changé, c'est le paysage aux formes souples; ce qui subsiste, c'est l'harmonieuse entente des plantes et des fleurs avec l'azur du ciel; c'est l'infléchissement des terrains; le chant des oiseaux.

La poésie flottante autour de la mémoire de l'Impératrice, on la retrouve tout entière ici, on en goûte la douceur. Le secret recueillement du lieu pénètre le cœur d'une paix suave, et quand je remonte vers l'auto et que Loulou me dit :

— Eh! bien! Vous n'avez rien vu!...

Je réponds :

— J'ai vu ce que je voulais. Je suis contente.

Henriette Celarié.

A CHANTILLY [1]

Messieurs et chers Confrères,

Je viens, comme d'habitude, vous rendre compte, au nom des conservateurs du Musée Condé, de sa vie durant cette année 1929. Je dis : sa vie; car un Musée qui ne serait qu'un cimetière d'objets anciens et de documents périmés ne mériterait pas ce nom qui rappelle les déesses filles de Jupiter et de Mnémosyne, dont les païens faisaient les protectrices des arts libéraux.

Notre Musée Condé, lui, est vivant, très vivant. Il réalise, avec un succès qui grandit à chaque saison, l'intention réfléchie de son fondateur. D'un bout à l'autre de son existence, le Duc d'Aumale a voulu « servir », par l'épée d'abord, quand jeune homme il était soldat en Algérie, et le prochain centenaire de notre conquête africaine fournira aux fidèles de sa mémoire l'occasion d'associer son nom à cette glorieuse célébration. Lorsqu'il a dû, par suite des événements politiques, prendre le chemin de l'exil d'abord, puis, revenu en France, et après un nouveau passage dans l'armée aussitôt interrompu, vieillir sans emploi, il s'en est donné un, celui de laisser à la France un trésor d'art et d'histoire, de quoi charmer un large public, de quoi fournir aux érudits une mine à exploiter pour leurs travaux. L'une et l'autre ambition expliquent la double activité dont vos conservateurs sont les témoins.

Jamais les visiteurs de qui le Prince souhaitait l'affluence dans ces salles pleines de reliques nationales et de chefs-d'œuvre de la peinture n'ont été plus nombreux que durant cet été. De véritables foules ont envahi le château tous les dimanches, au point qu'elles avaient peine à circuler dans nos plus vastes galeries. Les visiteurs du samedi ont également été

(1) Rapport lu à la séance trimestrielle de l'Institut du 23 octobre.

si nombreux que nous comptâmes, pour ce jour payant, quatre mille sept cent une entrées, soit une recette d'environ vingt-cinq mille francs. Je vous cite ces chiffres, parce qu'ils ont leur éloquence, si vous pensez que le droit d'entrée a été porté à cinq francs et que le Musée, par l'itinéraire le plus court est à trente-cinq kilomètres de Paris en automobile.

Rien d'émouvant à constater comme la parfaite attitude, disons mieux, respectueuse, de ces visiteurs de toutes classes On devine dans leur physionomie une impression d'une qualité très particulière. Ils sont ici, non pas chez un collectionneur d'un goût exquis, mais chez l'héritier d'une tradition séculaire, chez un fils de France qui a voulu qu'à nôtre époque, où l'on se plaint trop justement de l'oubli du passé, une grande leçon traditionnelle se dégageât de cet endroit, le domaine jadis du connétable de Montmorency, puis du grand Condé, avec ses parterres dessinés par Le Nôtre et ses allées où les hôtes de jadis sont toujours là en effigie : un Bossuet, un La Bruyère, un Molière. Le Duc d'Aumale aimait profondément, passionnément, sa patrie et il pensait, comme notre admirable confrère Fustel de Coulanges, que la patrie n'est pas uniquement le sol natal. Notre patrie, ce sont nos « pères », *patria, terra patrum*. Aider à mieux connaître, à respecter ses pères, ennoblir aujourd'hui par l'évocation du meilleur d'autrefois, c'est faire œuvre de patriote, et c'est une des poésies du Musée Condé.

Il en a une autre, celle des trésors d'art qui ont continué cette année d'attirer par centaines les amateurs, tant Français qu'étrangers, et de provoquer des recherches intéressantes Parmi ces trésors, il convient de citer en tête l'incomparable manuscrit des *Très riches heures* du duc de Berry, si important pour l'étude de l'art au début du xv^e^ siècle. Vous vous souvenez, messieurs et chers confrères, que vous avez, dans votre séance plénière de l'an dernier, émis le vœu que les principales illustrations de ce précieux livre fussent reproduites en couleur. Ce vœu, M. Gustave Macon s'est efforcé de le réaliser. Malheureusement, les essais de reproduction sur papier n'ont pas donné un résultat satisfaisant. Ils ont dû être abandonnés. L'entreprise nécessiterait d'ailleurs une mise de fonds considérable, et devant laquelle tout éditeur hésiterait. M. Macon a réussi, en revanche, à obtenir, sans bourse délier, une série de clichés

Lumière en couleurs qui ne peuvent servir, il est vrai, qu'à une présentation par projection, mais ces clichés donnent des peintures l'image exacte et inaltérable que vous souhaitiez.

Ce travail d'un ordre tout scientifique s'est exécuté tandis que nos collections fournissaient matière à d'autres travaux d'ordre historique ou critique. Jamais M. Fourreau n'aurait pu écrire son livre sur les Clouet sans le secours de notre merveilleuse série de crayons du XVI^e^ siècle : quatre cents pièces de la plus haute signification rapportées d'Angleterre en 1890 par le Duc d'Aumale. M. Louis Godefroy a complété son catalogue des *Dessins et gravures d'Adrien Van Ostade*, en y insérant les œuvres de cet artiste conservées à Chantilly. M. Henri Boucher vient de publier dans la *Gazette des Beaux-Arts* une très curieuse étude sur un dessinateur et décorateur du XVIII^e^ siècle, célèbre alors, mais oublié aujourd'hui : Marolles. Deux vues de Chantilly, exécutées par cet artiste en 1738, sont conservées au Musée Condé.

D'autres décorateurs de cette époque y figurent aussi, et l'un d'entre eux dans des circonstances bien particulières. Je veux parler de Claude Gillot. M. Émile Dacier vient de lui consacrer un ouvrage où il décrit les dessins originaux de cet artiste qui se trouvent chez nous, dans un exemplaire des *Fables* de la Motte. C'est un volume in-quarto dans lequel un amateur du temps a fait soigneusement monter, sur des feuillets intercalés en regard de chaque fable, le dessin, la contre-épreuve de ce dessin, et l'eau-forte, exécutés par Gillot pour une édition in-douze de l'ouvrage. Il y a lieu de mentionner encore, parmi les publications de cet ordre, suscitées par Chantilly, l'album qu'un éditeur, M. Albert Garcet, va mettre en vente et qui reproduira les panneaux de la *Grande* et *Petite Singerie* exécutés, les premiers en 1722, les seconds vers 1735. Aucun indice ne décèle l'auteur de ces deux chefs-d'œuvre communément attribués à Christophe Huet. Il est possible qu'ils soient de lui, bien que ces peintures se distinguent d'une autre série de toiles décoratives qui ornent le Grand Salon du Petit Château et qui montrent des paysages et des animaux d'Extrême-Orient, celles-là signées et datées : C. Huet, 1734. On en voit de pareilles chez le comte de Ségur-Lamoignon, au château de Méry-sur-Oise, signées pareillement et datées de 1728. Il y a là un petit problème d'identification d'autant plus

délicat que ce même album préparé par M. Garcet enferme des dessins de Desportes et Oudry dont certains seraient assurément attribués à l'un d'entre eux, tant cette école a d'unité dans sa manière, s'ils n'étaient pas accompagnés de la signature de Christophe Huet.

Le Musée Condé n'est pas seulement une galerie d'art. Il contient une bibliothèque et des archives où les chercheurs ont trouvé de nouveau, en 1929, d'abondantes ressources. M. Avenir Tchemerzyne les a exploitées pour avancer sa bibliographie d'éditions originales et rares d'auteurs français du XV^e^ au XVIII^e^ siècle. M. Villey va nous donner une nouvelle édition de Clément Marot, d'après un exemplaire des œuvres de ce poète daté de 1544 et qui ne se trouve pas à la Nationale. Nous en possédons deux à Chantilly. Pour sa thèse sur Amadis Jamyn, M^me^ Graur s'est servie de notre exemplaire de l'*Iliade*, en vers français, imprimée en 1580, tout chargé de corrections et de variantes que le poète avait écrites de sa main, en vue d'une édition postérieure. Dans son ouvrage sur *Claude Chappuy, poète de la Cour de François I^er^*, M. Louis Roche a rapporté des documents tirés des papiers du connétable de Montmorency, et M. Pascal Pia ne peut préparer une édition critique des *Historiettes*, de Tallemant des Réaux, sans revoir le manuscrit original conservé au Musée Condé. Cette énumération ne serait pas complète si je ne mentionnais un autre manuscrit du XV^e^ siècle, appelé communément *la Salade*, le plus ancien que l'on ait d'une œuvre d'Antoine de la Salle, écrit en 1437 ou 1438. Un Américain, M. Kudson, en a tiré une amusante anecdote publiée dans la *Romania* sous le titre : *Une aventure de la Salle aux îles Lipari*. Un érudit belge, M. Fernand Desonay, professeur à l'Université de Liége, après avoir consacré une importante étude aux ouvrages d'Antoine de la Salle, et en particulier au *Petit Jehan de Saintré*, a repris notre manuscrit de *la Salade*, en tête duquel figurent deux cartes en couleurs représentant *le Paradis de la reine Sibylle* et le *Mont de Pilate*. Il a fait le voyage d'Italie pour examiner les lieux décrits par l'auteur. Il les a parfaitement identifiés, et nous exposera sous peu les résultats de cette pittoresque excursion.

Les historiens proprement dits n'ont pas été moins nombreux à continuer dans nos archives des travaux singulièrement facilités par les catalogues que publie M. Gustave Macon,

le grand animateur de Chantilly, dont le nom revient toujours quand il s'agit de ce *Musée Condé* où il « sert » lui aussi depuis quarante-six ans. Il nous a donné, en 1929, les tomes III et IV de l'inventaire des chartes et papiers du cabinet des Titres. Il lui reste à préparer l'inventaire du cabinet des Lettres, c'est-à-dire des centaines de volumes de la correspondance des Montmorency et des Condé. Son obligeance bien connue le fait devancer les demandes des érudits. Apprend-il que MM. Maurice Foulon et Léon Demode préparent un livre sur *le Vieil Aubervilliers avant 1789*, il appelle leur attention sur l'épisode d'Isaac de La Peyrère, littérateur attaché au Grand Condé comme précepteur de son fils. L'épisode est connu, mais il n'est pas inutile de le remémorer. La Peyrère s'était convaincu, d'après un texte de saint Paul par lui mal interprété, que des hommes avaient vécu avant Adam. Il écrivit un livre où il parlait des *Préadamites*, livre considéré comme hérétique et condamné au feu. Condé eut pitié de cet égaré et le garda comme bibliothécaire. En 1666, La Peyrère se retira chez les oratoriens d'Aubervilliers. Là, pendant dix ans, il poursuivit son dada des *Préadamites* et composa d'autres mémoires : *les Juifs élus*, *les Juifs rejetés*, *les Juifs qui devront être rappelés*, qu'il envoyait au Grand Condé et dont les manuscrits originaux demeurent à Chantilly dans ce dépôt où ils voisinent avec tant d'autres liasses de pièces encore inconnues. M. Macon qui les connaît, lui, par le détail, a pu aider ainsi dans leurs recherches, M. Jean Marchand, bibliothécaire de la Chambre des députés, que la publication des souvenirs de François de La Rochefoucauld conduisait à étudier la formation de la petite armée du duc de Bourbon en 1792 ; M. l'abbé Coolen, de Saint-Omer, qui prépare un ouvrage sur un des principaux personnages de l'émigration, l'évêque d'Arras Conzié ; M. l'abbé Jolivet, de Lyon, dont la thèse portera sur les chouans du Vivarais à l'époque du Directoire.

Je pourrais vous citer d'autres noms et d'autres ouvrages ; ceux-là suffisent pour montrer à quel laboratoire intellectuel préside notre conservateur-adjoint, fervent exécuteur de la pensée qu'avait le Duc d'Aumale en léguant à l'Institut les merveilles de Chantilly ; et puisque j'ai de nouveau prononcé le nom de notre royal confrère, laissez-moi finir en vous signalant un document sur lui, publié cette année par le fidèle

M. Macon lui-même. C'est une brochure de quarante pages consacrée aux relations du Prince avec Émile Augier. Elle fait également honneur à l'un et à l'autre. M. Macon s'est servi pour la composer des lettres conservées dans les volumes que l'auteur dramatique envoyait régulièrement à son condisciple durant l'exil de celui-ci, car ils avaient suivi les mêmes cours au lycée Henri IV, et le grand humaniste qu'était le Prince aimait à rappeler ce souvenir. « Je vous traite, écrivait-il à l'auteur du *Gendre de M. Poirier*, en vieux camarade, comme si nous étions encore sur les bancs, lorsque le père Maugeret nous menaçait de l'échafaud parce que nous causions en classe. Rien n'est changé, croyez-le bien. » Une de ses premières actions avait été, en 1846, après la représentation de *la Ciguë*, de nommer Augier son bibliothécaire, et le poète remerciait son bienfaiteur en ces termes : « J'ai reçu la récompense sans l'avoir gagnée, et s'il m'est réservé de tenir un jour une petite place dans les Lettres, c'est à vous que je la devrai, car vous m'aurez donné la sécurité et le repos d'esprit sans lesquels il n'est pas d'études possibles. » Vingt ans après, l'académicien célèbre signait encore ses lettres au Prince exilé « Votre Bibliothécaire ».

De ces lettres échangées de 1848 à 1870, et qui durent être nombreuses, nous ne possédons que quelques-unes. Elles suffisent à mettre dans une belle lumière les figures des deux correspondants, celle du Prince avec le charme d'une bonhomie si cordiale à la fois et si digne, celle de l'homme de théâtre avec une gratitude émue qui n'empêche pas les fières sincérités de son indépendance. Le Duc d'Aumale estime-t-il qu'un personnage d'une pièce est mal venu, avec quel tact il le dit à l'auteur! Ainsi, à l'occasion de *Diane*: « Je vous avouerai qu'il y a dans votre cardinal de Richelieu plus d'un trait qui pourrait bien ne pas appartenir à l'histoire »; et à propos du *Fils du Giboyer* : « Peut-être suis-je le jouet d'une de ces illusions auxquelles les exilés se cramponnent, mais je ne puis croire que la France de 89 et de 1830 soit tombée si bas qu'il faille reconnaître dans de pareils êtres les types d'une espèce. Je ne veux y voir que des exceptions qui ne méritent peut-être pas l'honneur que vous leur avez fait. » Le ton sur lequel sont rappelées ces dates prouve que le fils du roi Louis-Philippe demeure fidèle aux doctrines du régime de Juillet. Émile

Augier, lui, ne cache pas à son bienfaiteur qu'il s'est politiquement rangé sous un autre drapeau. Sans qu'il devienne un homme de parti, ses relations avec Fortoul, Maupas, Chevreau, Morny, le classent parmi les bonapartistes. Il le dit nettement à l'exilé de Twickenham et « qu'il considère le coup d'État de décembre comme le salut de la société ». Il ajoute : « Le moyen pour un homme aussi attaché que moi personnellement au Duc d'Aumale, de mettre de pareilles opinions à l'abri du soupçon d'infidélité? Je n'en avais qu'un, c'était de ne retirer aucun avantage de ces opinions. Aussi me suis-je imposé la règle de garder une indépendance complète, et de ne rien devoir au nouveau gouvernement, afin de conserver le droit de dire à nos amis que je ne suis pas hostile à l'Empire, plus haut encore aux amis de l'Empereur que je suis le serviteur très dévoué et très reconnaissant de Votre Altesse. »

Et que répond le proscrit qui aurait, lui, tant de raisons de se plaindre de l'Empire? « Je n'ai pas besoin de vous dire sans doute que je ne partage pas votre opinion sur le coup d'État du 2 décembre, et sur le régime qu'il a établi en France. Mais si j'ai des idées très arrêtées sur les choses, je n'ai pas de parti pris sur les personnes... Deux hommes peuvent avoir une affection réciproque l'un pour l'autre sans avoir toutes les mêmes opinions, toutes les mêmes sympathies. Je ne vois rien dans votre conduite qui doive vous faire perdre mon amitié, si vous y tenez comme je le crois, et je suis heureux de vous rappeler que je demeure toujours Votre bien affectionné et ancien camarade, Henri d'Orléans. » Quel son de magnanimité rendent de telles paroles prononcées dans la haineuse atmosphère des luttes politiques, si attristantes toujours et trop souvent si dégradantes!

Cette brochure de M. Macon, je le répète, sur Augier et le Duc d'Aumale, n'a pas quarante pages. Elle nous fait deviner ce que serait une Vie du Prince ou tout au moins des souvenirs composés par celui auquel il a laissé, nominativement, la garde de son Chantilly, et qui, l'ayant intimement et longuement connu, nous donnerait de lui un si vivant portrait. Je crois, messieurs et chers confrères, me faire l'interprète de vos sentiments à tous en l'invitant au nom de l'Institut à écrire ce livre.

PAUL BOURGET.

QUESTIONS SCIENTIFIQUES

LE SOMMEIL

La vie est courte. Il semble que quelques instants à peine séparent les dernières vibrations du carillon qui annonçait une heure commençante, des premiers tintements venant marquer sa fin. On regarde mélancoliquement la page commencée. On songe aux tâches qu'on espérait accomplir, qu'il faudra se résoudre à laisser inachevées aujourd'hui... Il faut aller dormir. On se révolte à la pensée que presque la moitié du temps qu'on a à vivre est sacrifiée au sommeil..., à ce dieu auquel l'antiquité n'a pas cherché de légende, n'a pas construit de temples. Malgré notre savoir, nous lui sommes soumis. Nous ne pouvons l'écarter de notre demeure; il passe indifférent à nos désirs; il plane d'un vol silencieux et léger, il touche nos fronts d'un rameau trempé dans l'eau du Léthé; il nous assoupit du bruissement de ses ailes...; la plume glisse de nos doigts; l'outil échappe à nos mains comme la quenouille, dit-on, aux doigts tremblants des vieilles fileuses...

Les poètes, jadis, le disaient frère de la mort... Nous savons instinctivement tout ce que la vie lui doit... Il nous apparaît d'ailleurs comme une forme toute particulière de la vie; et les caractères qu'il laisse aisément observer, posent toute une série de problèmes auxquels la physiologie, par une analyse minutieuse, tente de répondre. Le plus troublant n'est-il pas celui que constitue le sommeil lui-même? Après avoir vu ce que révèle l'étude de l'homme endormi, serons-nous trop audacieux de nous demander pourquoi nous dormons?

SENSIBILITÉ ET VOLONTÉ

Voici devant nous un dormeur que notre présence ne trouble pas. Ses sens sont comme abolis par le bon sommeil sans rêve. Et pourtant nous avons dû, pour nous approcher de lui, tout à l'heure, marcher sur la pointe du pied. Nous craignions en avançant qu'un craquement du plancher ne vînt rompre le charme... Un bruit léger l'eût sans doute éveillé; l'ouïe constitue le lien le plus fort qui rattache au monde l'homme endormi; elle est le sens le plus rebelle au sommeil. Pendant la veille, elle cède le pas à la vue, qui fournit le plus de sensations à notre conscience ; les yeux clos, elle reprend l'avantage. C'est donc avec raison que le réveille-matin s'adresse à elle. Sa vigilance peut être une gêne; parfois, hors de chez nous, le tic-tac inhabituel d'une pendule a suffi à empêcher l'approche du sommeil qu'on attendait...

Les yeux de notre dormeur sont fermés et sa sensibilité visuelle est engourdie. Les rayons du soleil filtrent à travers les paupières abaissées; chez l'homme éveillé, ils laissent voir une lueur rose ; l'homme endormi ne perçoit rien. D'ailleurs, au contraire de l'ouïe, pour laquelle aucun dispositif ne vient protéger le sommeil, — on dort tout au plus sur une oreille, — la vision se trouve bien exclue du domaine de la sensibilité; quand on dort, sous les paupières abaissées, les yeux ne sont point dirigés devant eux comme pendant la veille; le globe oculaire a pivoté en haut et en dehors; ainsi les rayons visuels, qui convergent sur un point quand on regarde, se sont écartés l'un de l'autre, maintenant qu'on ne regarde rien et on serait tenté de dire, si l'on ne craignait d'être accusé d'un finalisme impardonnable, qu'ils sont allés chercher, pour empêcher tout accès aux radiations lumineuses, la protection du bord le plus saillant de la voûte orbitaire. Ce n'est pas tout encore : la pupille s'élargit, le soir, quand baisse la lumière; elle se resserre au grand soleil; elle joue le même rôle, par rapport à notre rétine, que le diaphragme de l'appareil photographique par rapport à la plaque sensible; on doit s'attendre à ce que la nuit du sommeil l'ouvre toute grande; point ; elle se rétracte et d'autant plus même que le sommeil est plus profond. Quoi d'étonnant après tout cela à ce que le dormeur ne voie rien ?

On ne saurait penser aux diverses formes de la sensibilité abolies par le sommeil sans se rappeler que les organes des sens sont seulement des récepteurs. Dans la veille, l'excitation qu'ils reçoivent est transmise par les voies sensitives aux centres nerveux ; elle déclenche les phénomènes psychiques que sont les sensations. Dans le sommeil, des excitations viennent frapper les organes sensoriels ; elles ne sont pas suivies de sensation ; pourquoi? Voilà l'un des problèmes que pose le sommeil. Nous venons de voir que la réception peut être atténuée, presque abolie par des mécanismes secondaires dans le cas de la vision. Pour l'ouïe, la sensibilité baisse, d'abord parce que l'organe sensible lui-même est moins excitable, devient un récepteur moins fin ; et puis, les voies conductrices sont plus lentes à transmettre ; enfin la transmission ne se fait pas jusqu'au cerveau, ou y demeure inefficace. Tous les physiologistes sont d'accord : l'homme endormi est comparable à un animal dépourvu d'hémisphères cérébraux. Dans le sommeil vrai, sans rêves, la perte de connaissance est totale.

La carence des hémisphères cérébraux chez l'homme endormi se reconnaît encore à d'autres signes : l'homme se couche pour dormir; il s'abandonne ; il laisse se détendre et ses muscles et sa volonté. Dans la vie courante, la plupart de nos actes, de nos gestes sont automatiques; lorsque le sommeil nous gagne, l'automatisme se trouve bientôt pris en défaut ; il est prêt à quitter le jeu ; tous les actes deviennent nécessairement volontaires ; puis la volonté cède ; le tonus musculaire se relâche ; l'homme cesse de lutter, s'affaisse et s'endort.

L'immobilité, l'inertie qui se retrouvent chez l'animal décérébré trahissent l'inactivité qui règne dans les zones de l'écorce cérébrale où s'élaborent les mouvements volontaires. En même temps que perte de connaissance, il y a dans le sommeil perte de la volonté.

LES DEUX FORMES DE LA VIE RÉFLEXE

La vie continue pourtant, avec le même rythme semble-t-il d'abord, tout comme si l'activité consciente et volontaire était venue se surajouter, d'une façon encore imparfaite, encore incomplète, puisqu'elle n'est pas continue, à l'activité fondamentale de l'être vivant. Les grandes fonctions de l'organisme

ne sont point suspendues ; respiration, circulation, digestion suivent leurs cours.

Nous n'avons pas besoin de nous pencher sur notre dormeur pour constater qu'il respire. Qu'il dorme la bouche ouverte ou fermée, nous entendons un souffle égal, à peu près régulier dans son rythme, tantôt plus fort, tantôt plus faible. C'est un des traits extérieurs les plus frappants de l'état de sommeil. Dans une étude où composent des élèves qui ne sont pas trop turbulents, qui ne râclent pas leurs pieds sur le plancher, on peut entendre gratter les plumes sur le papier ; on ne parvient pas à percevoir le bruit des respirations. Dans le dortoir, la même classe souffle bruyamment, tout comme si, les yeux clos, elle haletait sous un effort musculaire soutenu. La respiration du sommeil ne ressemble point d'ailleurs à celle de l'état de veille : un mouvement lent et prolongé contracte davantage les muscles inspirateurs ; le thorax s'élargit ; brusquement, l'effort cesse et le thorax s'affaisse, chassant du poumon un jet d'air qui, dans les voies respiratoires, sifile ou résonne. C'est la brutalité de cette expiration qui caractérise la respiration du dormeur.

La circulation sanguine indique elle aussi un effet du sommeil. Galien disait déjà, au second siècle : « *Pulsus in somno parvi, languidi, rari* ». L'exploration des fonctions cardiaques, nécessairement plus fine aujourd'hui, confirme l'observation du célèbre médecin de Pergame. Le ralentissement des battements du cœur est d'un cinquième ; l'ondée sanguine se propage plus lentement avec une pression moindre ; et le sang se répartit différemment dans le corps : la face se colore ; des vaisseaux cutanés deviennent visibles. Hyalis, le petit faune de Mycalèse, peut contempler avec attendrissement le lacis bleuâtre des veines sur la tempe de Nyza endormie.

Les phénomènes digestifs sont moins aisés à explorer pendant qu'on dort. Il semble, s'ils sont un peu ralentis, que la position couchée soit tout autant responsable de cette action que ne l'est le sommeil lui-même.

On sait que tout ce fonctionnement mécanique de notre organisme est réglé d'une manière réflexe, c'est-à-dire sans intervention de la conscience et de la volonté. Ce ne sont pas les hémisphères cérébraux qui maintiennent l'activité du cœur ou de l'appareil respiratoire, et nous devons nous en louer, car la fantaisie dont ils se montrent capables chez l'homme éveillé,

se traduirait dans notre vie organique par de singuliers à-coups. On se souvient qu'il y a un système nerveux réflexe. Voici le schéma de son fonctionnement : un influx nerveux, causé par une excitation, se propage le long des nerfs sensibles jusqu'à un centre; un influx nerveux se réfléchit du centre vers un organe, un appareil dont il détermine l'activité; tout cela est involontaire, le plus souvent inconscient.

Mais les schémas sont toujours trop simples quand il s'agit du système nerveux qui, chez l'homme, réalise la plus admirable complication anatomique et physiologique qu'il y ait dans tout le monde vivant. Le système nerveux réflexe est composé de plusieurs groupes de centres dont certains sont hiérarchisés. C'est ainsi que les fonctions de la vie végétative sont parfois placées sous la double action de centres médullaires, situés dans la moelle épinière, et de centres bulbaires, localisés dans le bulbe rachidien qui établit le raccord entre la moelle et le cerveau. L'esquisse demeurerait par trop incomplète si on déniait ici aux hémisphères cérébraux tout droit de regard : ils s'enquièrent parfois du bon état des fonctions, qui leur assure une liberté dont ils sentent le prix : il disposent d'un veto qui est loin d'être inutile : un chatouillement de la gorge excite le centre bulbaire de la toux; ce serait la quinte déclenchée, si un effort volontaire, parti des hémisphères alertés, ne suspendait ou limitait la réaction; mais parfois, l'action des hémisphères est désastreuse : ravagés de passion, éperdus d'un délire insensé, ils donnent la bride à leur humeur et manifestent un pouvoir dont ils n'étaient pas conscients; ils sabotent les fonctions végétatives et jettent la maladie dans un organisme sain : ils ont manifesté ainsi l'influence du moral sur le physique.

Sommes-nous à même d'établir une comparaison entre les activités réflexes de notre système nerveux durant la veille et le sommeil? Nous avons vu que chez l'homme endormi, les hémisphères cérébraux sont assoupis, neutralisés. Aucun mal à cela, si les centres réflexes continuent leur œuvre : ils le font, puisque nous venons de voir que la mécanique humaine ne subit pas de changement sensible pendant qu'on dort. Ici nous touchons du doigt l'un des motifs de notre gratitude envers le sommeil; si l'inquiétude, la passion, qui sont de nature cérébrale, viennent jeter le trouble dans nos fonctions, causant la maladie, l'engourdissement des hémisphères par le sommeil

tend à rétablir la santé, puisqu'il libère d'une influence alors néfaste l'automatisme de nos fonctions. Mais chaque médaille a son revers : la suppression du veto exercée par l'écorce cérébrale sur les actions réflexes se marque parfois à notre préjudice : une quinte de toux déclenchée pendant le sommeil s'arrête avec beaucoup de peine : le centre bulbaire de la toux, échappé au contrôle de l'écorce cérébrale, s'en est donné à cœur joie.

La neurologie dispose d'une méthode indirecte pour étudier l'état du système nerveux à ses différents plans ; l'exploration des réflexes cutanés et tendineux permet de voir quelles zones du système nerveux participent au sommeil, quelles zones conservent leur activité normale et, de notre naissance à notre mort, ne connaîtront jamais le repos. Les résultats semblent nets : dans le sommeil, de même que l'écorce cérébrale, la moelle voit son activité plus ou moins suspendue ; aussi nous comprenons pourquoi cessent les réflexes qui permettent l'automatisme ; la moelle peut d'aventure veiller plus longtemps que le cerveau : Galien endormi marcha presque la distance d'un stade et ne se réveilla qu'en heurtant une pierre ; de tels faits sont des anomalies. Au contraire, le bulbe ne se laisse pas influencer et continue à battre sans se lasser les rythmes réflexes de notre vie.

Il va de soi que l'étude est d'une complexité extrême. On ne sera pas étonné d'apprendre qu'on retrouve dans le sommeil chez l'homme normal certains signes qui avaient pu sembler caractéristiques de lésions nerveuses, chez des malades étudiés à l'état de veille.

LE MÉTABOLISME DU DORMEUR

Les trois plans que nous avons déjà parcourus n'épuisent pas tous les aspects essentiels que présente l'activité vitale de l'organisme. Il reste encore un plan inférieur : au-dessous de la vie consciente et volontaire qui définit nos buts et nous guide vers eux, de la vie automatique qui supplée la précédente, de la vie organique réflexe qui règle la marche de nos fonctions, se trouve la vie des cellules et des tissus qui constituent le corps humain. C'est la seule peut-être qui soit commune à la matière vivante, de la bactérie ou de l'amibe jusqu'à l'homme. Tous les êtres transforment, utilisent, dégradent de l'énergie, et c'est

sans doute ce flux d'énergie traversant la matière vivante, d'une manière inéluctable, ce métabolisme, qui donne la meilleure définition de la vie. Nous devons donc nous demander s'il est modifié par le sommeil.

On serait tenté de penser que le sommeil permet une énorme économie d'énergie. Évidemment, l'alpiniste dépense plus pendant les douze heures où il élève de 2 000 mètres les 60 kilogs que pèse son corps, que pendant douze heures de sommeil. Mais ce n'est pas cela qui est en question : il faut comparer des états comparables, au sommeil près : dépense-t-on plus en douze heures de repos parfait, passées à méditer ou à rêvasser sur la plus douce des chaises-longues, ou en douze heures de sommeil dans un bon lit? Il faudrait même, pour être rigoureux, demander un repos où l'on ne pense à rien, ainsi qu'un sommeil sans rêve. Mais nous devrons nous contenter d'expériences imparfaites et, tenant pour égales les dépenses énergétiques occasionnées par la pensée ou par le rêve, comparer avec quelque à peu-près le repos et le sommeil.

On sait que l'énergie dépensée par un organisme se mesure en calories : elle correspond sensiblement pour vingt-quatre heures à 2 500 calories pour un adulte qui alterne repos et sommeil, à 4 500, pour un adulte qui fournit un travail musculaire ; sous l'influence des états physiologiques la variation est donc appréciable. Or il n'y a pour ainsi dire pas de différence entre la dépense énergétique de l'homme endormi et celle de l'homme étendu sans mouvement. La valeur est la même, disent les uns ; elle est de 10 à 15 pour cent plus faible, disent les autres. Ainsi, qu'on dorme ou se repose, on se brûle avec la même vitesse à peu de chose près et seulement moitié moins vite que dans les conditions où l'on dépense le plus ; le sommeil, qui subjectivement nous apparaît bien supérieur au repos éveillé, n'agit pas sur notre organisme parce qu'il nous permettrait une épargne d'énergie. Le métabolisme profond ne connaît pas de répit.

LES CAUSES DU SOMMEIL : THÉORIES ET EXPÉRIENCES

Nous pouvions espérer trouver des indications utiles quand nous recherchions les caractères du sommeil. Nous n'avons guère rencontré que celle-ci : le sommeil agit sur la vie ner-

veuse de l'organisme et n'a pas d'expression nette dans la vie des autres tissus. C'est donc surtout en étudiant le système nerveux qu'on en cherche la cause.

Bien des hypothèses ont été formulées, dont quelques-unes sont importantes et s'étayent sur des faits expérimentaux.

La plupart des théories ont pour point de départ la nécessité du sommeil : on ne connaît pas avec certitude de cas de veille prolongée au delà de cent quatorze heures ; et pour beaucoup de sujets, bien avant ce temps, le sommeil s'impose. C'est donc souvent la fatigue qu'on invoque pour expliquer le besoin de dormir. Mais fatigue, ce n'est qu'un mot qui, au total, n'explique rien. Qu'est-ce qui est fatigué ? et quels changements survenus du fait de la veille déterminent cette fatigue ?

Le sommeil apparaît à beaucoup d'auteurs comme la traduction physiologique d'une modification de la substance cérébrale. L'observation du cerveau mis à nu par blessure ou trépanation a montré la pâleur que présente l'écorce cérébrale durant le sommeil. Cette anémie, qui longtemps a été regardée comme une cause, semble bien plutôt être un effet et n'explique pas le sommeil.

C'est une hypothèse dont la base est plus fragile encore qui a été appelée théorie histologique du sommeil. Elle repose sur une interprétation des aspects révélés par l'étude microscopique, histologique du cerveau, c'est-à-dire par l'étude des éléments cellulaires du tissu cérébral ; les neurones ou cellules nerveuses qui constituent l'écorce des hémisphères cérébraux sont formés d'un corps central présentant de nombreuses ramifications excessivement fines, plus ou moins étendues. Ces ramifications épanouies dans toutes les directions comme les rameaux d'un arbre touffu, s'intriquent, s'enchevêtrent ; venant les unes au contact des autres, elles établissent une continuité entre les neurones voisins. Il n'y a plus d'arbres isolés, mais l'indescriptible fouillis de la forêt tropicale où tout fait corps. On imagine donc qu'un influx nerveux peut se répandre partout, circuler dans toute la matière cérébrale qui ne forme qu'une seule unité. Mais beaucoup de cellules vivantes sont déformables : un amibe dont l'organisme entier est fait d'une seule cellule, un globule blanc comme il y en a des millions dans notre sang, modifient sans cesse leur forme ; leurs pseudopodes, qui sont des ramifications plus ou moins fines allongées

à partir du corps cellulaire, semblant explorer le milieu, se rétractent en présence de chloroforme ou simplement d'acide carbonique ; d'autres se reforment, l'anesthésique balayé. Il n'y a qu'un pas à faire pour imaginer que les cellules de l'écorce cérébrale, anesthésiées par la fatigue, s'isolent par rétraction de leurs ramifications. Tous les circuits sont rompus. Les excitations reçues par les organes sensoriels ne sauraient passer jusqu'à l'écorce cérébrale et s'épanouir en sensations. La pulvérisation momentanée du cerveau en éléments cellulaires qui s'isolent, voilà le mécanisme explicatif du sommeil dans cette théorie histologique dont on peut regretter qu'elle ne se prête guère au contrôle de l'expérience.

Ces deux premières théories participent de la même tendance : elles veulent expliquer le sommeil par une altération matérielle de la substance cérébrale, assez profonde pour que nos sens la perçoivent. Une autre attitude d'esprit envisage que cette altération puisse ne pas être perceptible à nos yeux, mais se révèle par l'analyse physiologique du sommeil. C'est surtout sur l'animal que vont porter nos recherches, vraiment expérimentales, cette fois.

L'étude pharmacologique des substances extraites des organismes ou préparées par le chimiste a montré qu'un petit nombre de corps chimiques employés à des doses faibles déterminent une forme particulière de sommeil, le sommeil anesthésique, et à fortes doses sont toxiques. On sait d'autre part que, par le jeu même de son fonctionnement, un organisme maintenu éveillé éprouve bientôt le besoin de dormir et que si une cause pathologique ou expérimentale parvient à empêcher le sommeil, l'homme, ou l'animal, épuisé, finit par mourir. Un schéma simple se présente à l'esprit : l'organisme produit pendant la veille un corps qui, à faibles doses, détermine le sommeil, à fortes doses, cause la mort. Ce corps est détruit ou éliminé de l'organisme tandis qu'on dort. Voilà une théorie toxique du sommeil. Elle a reçu confirmation dans des expériences frappantes de MM. Legendre et Piéron ; on empêche des chiens de dormir, bien qu'ils soient prêts à tomber de sommeil ; c'est dans leurs humeurs qu'on va montrer la présence d'une substance causant le sommeil ; on leur prélève donc soit du sang, soit du liquide céphalorachidien, et on les ramène à leur cage où ils s'endorment. On choisit dans une cage voisine d'autres chiens

qui ont dormi tout à leur aise, et qui sont bien éveillés, joueurs ou attentifs aux gestes de ceux qui s'occupent de leur pâtée ; on leur injecte, dans le liquide céphalo-rachidien, les humeurs prélevées aux chiens insomniques ; vingt minutes après, ils somnolent, s'assoupissent ou s'endorment. Rien de tel si les liquides injectés proviennent de chiens normaux ayant dormi. Il y a donc bien une substance hypnotoxique qui apparaît durant la veille prolongée dans le sang et dans le liquide céphalo-rachidien où baigne le système nerveux central à l'intérieur de son étui osseux.

Le schéma qui s'esquisse ainsi nous apporte une sécurité ; il fait appel à des mécanismes comme nous en connaissons beaucoup dans l'organisme humain : la régulation d'une partie de nos fonctions se fait par nos humeurs : une glande telle que la thyroïde charge le sang qui la traverse de substances que celui-ci porte dans tout l'organisme ; elles agiront ici et là sur l'activité des organes et des tissus. Le sommeil ne constitue donc, s'il s'explique totalement par cette théorie, qu'un cas particulier de régulation humorale.

Il semble toutefois que cette hypothèse, établie sur des expériences s'adressant au sommeil irrésistible de l'être surmené, ne soit peut-être pas rigoureusement applicable au sommeil normal que ramène régulièrement le rythme des jours et des nuits. De plus, elle laisse dans l'ombre un des caractères du sommeil ; elle le présente comme un phénomène purement passif, l'assoupissement d'un organe intoxiqué. Or le sommeil montre des caractères actifs : des muscles se contractent quand il s'installe et demeurent contractés, tant qu'on dort ; c'est activement et non sous le poids des paupières, qui souvent nous garderait les yeux ouverts, que nous maintenons les yeux clos. On ne s'étonnera donc point qu'on ait cherché encore dans d'autres voies une explication du sommeil et qu'on puisse l'envisager autrement que comme résultant d'une modification matérielle de la substance cérébrale.

Y A-T-IL UN CENTRE NERVEUX DU SOMMEIL?

Nous avons vu qu'une grande part de notre activité est inconsciente, involontaire, réflexe. Un centre nerveux ayant reçu une excitation, y donne une réponse active que le plus

souvent rien ne peut empêcher. Il y a des centres nerveux à localisation précise correspondant à chacune des actions réflexes; n'y aurait-il pas un centre nerveux dont l'excitation déterminerait le sommeil?

On a des raisons de le croire. Rien n'aide autant à la connaissance de l'homme normal que l'étude du malade. Un certain nombre de maladies, dont l'encéphalite léthargique qui a tant fait parler d'elle, plongent le patient dans un sommeil incoercible. Elles s'accompagnent d'ordinaire de lésions nerveuses visibles à l'autopsie, affectant la base du cerveau, dans la région médiane qu'on appelle mésencéphale. Or là se trouve précisément de cette substance grise dont sont formés les centres nerveux. Il est donc bien possible qu'il y ait en cette région un centre du sommeil que des causes pathologiques détruiraient ou altéreraient dans les cas dont nous parlons. Il faudrait d'ailleurs que son activité principale contribuât à régler et maintenir l'état de veille, puisque ses lésions se manifestent surtout par la somnolence et la léthargie. Les excitants déterminant l'apparition du sommeil pourraient être de nature très diverse : c'est sur ce centre sans doute qu'agissent les substances hypnotoxiques que la fatigue et l'insomnie font produire à l'organisme. Des expériences récentes ont établi que l'injection de solution de chlorure de calcium, en ce point du cerveau et en ce point seulement, est capable de produire un « sommeil calcique » très analogue dans ses manifestations au sommeil naturel. Nous sommes donc fondés à croire à l'existence d'un centre nerveux de la veille et du sommeil.

L'INHIBITION

Les captivantes recherches d'un physiologiste russe, Pavlov, et celles de son école, laissent entrevoir, à côté de ces réactifs artificiels ou anormaux, susceptibles d'agir sur le centre nerveux de la veille et du sommeil, un autre agent, de nature proprement physiologique. La douceur de l'action dont il est capable, la souplesse qu'il peut présenter, laissant place aux états de demi-conscience qui envahissent le sommeil, faisant entrevoir comment les avertissements des sens mèneront aisément au réveil, rendent bien vraisemblablement le schéma du sommeil qu'on peut esquisser.

C'est au cours de son étude sur les réflexes conditionnés que

Pavlov a rencontré la question du sommeil. Les réflexes conditionnés constituent une forme particulière de l'activité réflexe. Un exemple : la sécrétion de la glande salivaire peut être produite par voie réflexe, en réponse au contact des aliments avec la muqueuse buccale : c'est là le réflexe organique pur. Si on fait chaque jour entendre à l'animal le bruit d'un gong, pendant qu'il mange, le fait de frapper sur le gong sans offrir à l'animal aucune nourriture, suffit bientôt à déterminer la salivation : nous avons créé chez l'animal un réflexe conditionné ; l'excitant conditionnel, qui est le son, eût pu être tout autre : lumière, parfum...

Un tel réflexe étant établi, on obtient aisément qu'une « inhibition » vienne en annuler l'effet : l'inhibition peut être causée par une excitation qu'on produit en même temps que l'excitant conditionnel ; si on allume une lumière au moment où retentit le gong, il n'y a pas salivation. L'inhibition peut aussi avoir pour cause un processus interne : plusieurs jours de suite, on bat le gong sans donner de nourriture : le bruit du gong ne fait plus sécréter de salive. Le réflexe conditionné n'est pas aboli, mais empêché par une inhibition active : que dans une nouvelle expérience, on allume une lumière en même temps qu'on bat le gong, l'excitation lumineuse annihile l'inhibition et le réflexe conditionnel, qui se trouve libéré, reparaît dans toute sa force : la salive coule. Il semble que nous soyons bien loin du sommeil. Non ; car Pavlov a trouvé en lui un agent inhibiteur qu'il ne pouvait manquer de rapprocher des autres ; il le rencontrait sans cesse, venant gêner énormément la marche des expériences : il étouffait, sous l'inhibition générale qu'il réalise, les inhibitions fines, délicatement localisées que Pavlov pouvait obtenir par les deux méthodes indiquées. Le rapport qui les relie peut se définir ainsi : l'inhibition est un sommeil partiel, fractionné ; le sommeil est au contraire une inhibition largement étendue.

On constate d'autre part que les réflexes conditionnés ont pour siège le cerveau lui-même comme la vie consciente. Nous pouvons dès lors imaginer ceci : dans le sommeil, l'inhibition qui tire son origine des hémisphères cérébraux, en gagne toute la masse, mais elle n'anéantit pas totalement leurs fonctions : nous sommes prêts à sortir du sommeil au moindre

signe ; bien qu'inconscients, nous faisons la discrimination des bruits : celui d'un meuble qui joue ne nous réveille pas ; un craquement du plancher nous alerterait...

Et l'inhibition se propage des hémisphères vers la base du cerveau ; pourquoi ne serait-ce pas elle qui normalement agirait sur le centre nerveux de la veille et du sommeil, capable aussi, bien entendu, d'être excité par d'autres excitants plus violents ?...

Mais voici que nous entrons à nouveau dans l'hypothèse. Ainsi va la science. Chaque théorie part de quelques faits qui l'ont imposée à son promoteur. Mais pour la présenter au monde, le savant groupe ces faits sur la scène, comme des vedettes, sous les feux de ses projecteurs ; d'après leurs costumes, leurs visages, il explique de son mieux ce que doivent être les autres acteurs demeurés hors du cercle lumineux et sans lesquels on ne saurait comprendre le drame. C'est sur eux maintenant qu'il faut diriger la lumière.

Deux points surtout attirent l'attention des physiologistes qui s'occupent du sommeil. Le remarquable rapport des docteurs Lhermitte et Tournay à la réunion neurologique internationale de 1927 en soulignait l'importance. L'un, est l'étude de ce centre nerveux qui doit régler en nous l'alternance du sommeil et de la veille ; l'autre, c'est l'analyse intime de l'inhibition. N'allons-nous pas avec l'un et l'autre de ces problèmes nous trouver ramenés à prendre en considération l'attitude de ceux qui cherchaient dans une modification matérielle de la substance cérébrale l'explication du sommeil ? Ne nous en plaignons pas : nous trouvons là au contraire une sécurité : un schéma trop simple est nécessairement faux ; une théorie unilatérale peut donner une explication complète au physicien ou au chimiste, jamais au biologiste qui, lui, s'occupe d'êtres vivants ; dans ce domaine surtout, la vérité a de nombreux aspects : les hommes les éparpillent d'abord en de multiples théories ; la science, plus générale que les esprits qui l'ont créée, construit la vérité en synthétisant ce que nous devons à l'effort de chacun.

Lucien Plantefol.

REVUE DRAMATIQUE

Comédie-Française. — *La Belle Marinière*, pièce en trois actes de M. Marcel Achard.

La Comédie-Française entr'ouvre sa porte aux jeunes. L'autre quinzaine, elle inscrivait à son répertoire la délicate comédie de M. J.-J. Bernard, *le Feu qui reprend mal*, célèbre dans les milieux de la jeune littérature dramatique. Cette fois, elle monte une pièce nouvelle de l'auteur de *Voulez-vous jouer avec moâ?* Elle y a quelque mérite. Les mêmes personnes qui de coutume lui reprochent de s'enliser dans la routine, la plaisantent doucement. « Eh ! Eh ! Voyez la vieille dame qui veut faire la jeune ! » J'estime qu'elle est dans son rôle en appelant à elle les mieux doués parmi les nouveaux auteurs dramatiques. Elle leur rend service, quand ce ne serait qu'en les aidant à mettre au point les succès obtenus sur de moindres scènes et leur permettant d'apprécier la distance qu'il peut y avoir entre d'agréables piécettes et de véritables comédies.

M. Marcel Achard a beaucoup de talent; il a de l'esprit, de la drôlerie, un rien de fantaisie poétique. Il a de la jeunesse. Et n'oublions pas l'ironie, dont s'accompagne volontiers la gaîté chez ces jeunes auteurs. Ils raillent en sourdine leurs personnages ; ils s'en amusent : voulez-vous jouer avec moâ? Toutes ces qualités se retrouvent dans la pièce nouvelle de M. Achard, et probablement lui eussent valu dans un autre cadre un joli succès. Elles n'ont pas suffi à la Comédie. Là est l'intérêt de l'épreuve.

Un déjeuner de noces sur une péniche. Nous sommes chez les mariniers. Pourquoi des mariniers? Ni dans leur langage, ni dans leurs sentiments, il n'y aura rien qui les distingue de n'importe quels petits bourgeois. Mais ne nous mettons pas l'esprit à la torture : l'auteur a choisi des mariniers, parce que tel a été son bon

plaisir. Un maître de péniche, — qu'on appelle Captain, s'il vous plaît, — épouse Marinette, la belle Marinière. Ils ont la plaisanterie un peu lourde, et ces repas sont toujours un peu longs. Un seul trait à retenir : l'insistance que met le marié à vanter son ami Silvestre. Nous comprenons l'énervement de la jeune épousée. Ce mari qui s'occupe plus de son ami que de sa femme! La voilà jalouse de Silvestre.

Au second acte, Mique, la sœur du Captain, lui jette à la figure que l'incomparable Silvestre est amoureux d'elle. Ah ça ! est-ce qu'ils se seraient donné le mot? Et le mari, à quoi pense-t-il? Sur les péniches, tout le monde a lu *Tartufe* : aussi l'idée vient-elle tout naturellement à Marinette de cacher ce nouvel Orgon dans un réduit d'où il pourra tout entendre; et elle se livre, auprès de Silvestre, qui n'y comprend goutte, à un naïf et inutile manège de séduction. Le Captain rit de tout son cœur. Seulement, une querelle étant survenue entre les deux hommes à propos d'un cheval malade, ils retroussent leurs manches et s'empoignent. Voilà une amitié brisée. Silvestre s'en va et ne reviendra plus.

Il revient. Pendant les six mois de leur séparation, Silvestre et Marinette ont « cristallisé ». C'est la grande passion. Ils partiront ensemble. Silvestre annoncera ce beau dénouement à l'ami, qu'il trahit la mort dans l'âme. Il le fait en une dernière scène, mêlée d'effusions sentimentales, un peu traînante, surtout embarrassée, l'embarras de l'auteur se traduisant par celui de son personnage.

Dans cette pièce qui n'en est pas une, il y a de jolis détails, des traits d'observation, un dialogue souvent agréable, de l'humour et, plus que tout, un charme de jeunesse insouciante et gaie contre lequel on n'a pas envie de se défendre. M. Marcel Achard, qui est très avisé, se sera certainement rendu compte de ce qui manque à *la Belle Marinière* pour être la comédie que nous attendons de lui : nous avons le ferme espoir qu'il voudra nous la donner un jour prochain.

Les interprètes, tous excellents, ont joué avec la plus louable conscience ces rôles, très peu Comédie-Française. M. Brunot dessine avec bonhomie une figure de mari placide. M. Yonnel est le beau ténébreux des péniches. Mlle Marie Bell a remporté dans le rôle de Marinette un grand succès personnel.

René Doumic.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Sic vos non vobis : la majorité de onze voix qui, le 23 octobre, a renversé le ministère Briand et qui se composait du bloc compact des partis d'extrême-gauche, avec l'appoint d'un petit paquet de votes du centre et de la droite, n'a pas, finalement, profité de cette chute inattendue et inopportune. Le scrutin du 23 octobre eut cet inconvénient grave de fausser les données de la politique parlementaire ; il était, en effet, de nature à produire l'illusion qu'il pouvait se révéler dans la Chambre de 1928, élue sous le signe de M. Poincaré, une majorité autre que celle qui, depuis lors, est restée fidèle à l'illustre homme d'État et, lorsque la maladie l'éloigna pour un temps, à M. Aristide Briand. Il a fallu, après diverses tentatives infructueuses, y revenir. La crise ministérielle a duré dix-sept jours, interrompant les plus importantes négociations, retardant le vote du budget, troublant le pays, pour aboutir finalement à un cabinet où M. Briand reste ministre des Affaires étrangères et M. Tardieu ministre de l'Intérieur. Seulement, cette fois, c'est M. Tardieu qui est président du Conseil ; mais M. Briand, dont le nom figurait sur toutes les listes ministérielles, paraît plus indispensable que jamais.

La crise, néanmoins, a permis certaines expériences et comporte certains enseignements qui ne devraient pas être perdus. Le haut sentiment de ses devoirs constitutionnels dont a fait preuve le Président de la République, sa stricte loyauté, en même temps que son habileté manœuvrière, en achevant d'éclaircir la situation, ont mis en lumière ces leçons de l'expérience. S'il existait une logique parlementaire, d'octobre 1929 devrait dater l'abandon définitif de certaines formules périmées, de quelques controverses vieillies, et l'instauration de méthodes nouvelles et de pratiques

politiques mieux adaptées aux besoins réels du pays et à ses aspirations. Il ne dépendra pas, croyons-nous, de M. André Tardieu que l'évolution nécessaire des mœurs parlementaires et gouvernementales ne se précipite et ne se réalise : il en est temps.

Il était impossible de constituer un cabinet qui eût à la fois la confiance de M. Daladier et de M. Blum et, en même temps, celle de M. Louis Marin. C'est donc à la masse principale des adversaires du cabinet Briand, dans le scrutin du 23 octobre, que la règle parlementaire conseillait à M. Doumergue de s'adresser : il fit appel au président du parti radical et radical-socialiste, M. Daladier, et le chargea de constituer un Cabinet. A la vérité, le congrès du parti qui tenait précisément ses séances à ce même moment, avait fait tout ce qu'il fallait pour imposer au choix du Président de la République la personnalité de M. Daladier et son programme. La motion de M. Camille Chautemps, adoptée par le congrès, ne laissait aucune place à l'équivoque : elle préconisait l'union des gauches, c'est-à-dire la reconstitution du cartel de 1924 sous une direction radicale, et repoussait toute politique de concentration qui n'aurait « pour but que de prolonger, en y associant les républicains, une formation politique désormais condamnée ».

Le programme comportait, entre autres articles : dans l'ordre laïque, renonciation à tous projets de loi sur les congrégations (1), réalisation de l'école unique; dans l'ordre extérieur, exécution des accords de La Haye, poursuite de la politique de rapprochement avec l'Allemagne et continuation de l'entente avec la démocratie anglaise, préparation de la Fédération européenne, développement de la Société des nations, arbitrage et désarmement (c'est-à-dire la politique de M. Briand, mais sans nuances et sans mesure); dans l'ordre fiscal, larges dégrèvements, notamment des impôts de consommation et de ceux qui frappent le travail et la production, etc. (c'est-à-dire l'œuvre budgétaire et financière de M. Poincaré remise en question). Au point de vue social, le parti radical-socialiste adopte le programme de la Confédération générale du travail et cherche, par ce moyen, à rallier à lui, aux dépens des socialistes, les masses syndicalistes, leurs fortes organisations et leur chef, M. Jouhaux; on y trouve, à côté de dispositions louables, l'amorce d'une réforme générale de l'État avec le concours du syndicalisme. Or, de deux

(1) On sait que les articles votés, il y a plusieurs mois, par la Chambre, après des débats mouvementés, pour autoriser certaines congrégations missionnaires à ouvrir en France des noviciats, sont encore en suspens au Sénat.

choses l'une, ou bien il ne s'agit que d'un trompe-l'œil destiné à rallier à la politique radicale les troupes ouvrières, ou bien c'est un acheminement à la réalisation d'un système d'État syndicaliste, tel que celui que préconise l'école de M. Georges Valois, et qui est incompatible avec le système parlementaire issu du suffrage universel. Entre les deux, il est nécessaire de choisir : si c'est à l'État syndicaliste que les radicaux-socialistes prétendent aboutir, il faut qu'ils le disent clairement. Sinon, qui espèrent-ils tromper ?

La motion Chautemps, votée par le congrès, ne constituait pas d'ailleurs un impératif catégorique à l'égard de celui des chefs du parti que le Président de la République appellerait à constituer un gouvernement ; le congrès lui laissait toute latitude et lui faisait confiance ; en fait, le mandataire du parti avait la faculté de constituer un ministère viable. Des déclarations catégoriques, comme celle de *l'Ère nouvelle :* « Il ne s'agit pas de garder le pouvoir ; il s'agit de montrer qu'on est capable de le prendre et de préférer la doctrine à la durée », ne sont qu'une façade. En réalité, le parti radical-socialiste a besoin, pour conserver sa clientèle, de tenir le pouvoir ; il est tout autre chose qu'un parti de doctrine et c'est parce que M. Daladier et ses amis veulent en faire un parti de doctrine qu'ils se heurtent à l'opposition sourde mais efficace des vieux routiers du radicalisme provincial qui apprécient à leur juste valeur les aspirations très prosaïques de ces états-majors de village et de sous-préfecture qui constituent la force du parti radical et pour qui la « doctrine » n'est qu'une amorce. M. Daladier, homme de principes, capable d'énergie et d'autorité, — « un vrai jacobin » dit de lui *l'Œuvre*, — n'est pas assez opportuniste au gré d'un grand nombre de ses amis politiques. Il n'a pas trouvé, parmi les anciens chefs du parti, tout le zèle et le dévouement qu'il escomptait ; il a suffi, pour s'en convaincre, de lire, au cours de la crise, les articles de *la Volonté* qui passe pour refléter les opinions et les préférences de M. Caillaux.

Pour que M. Daladier réussît, il eût fallu qu'il trouvât chez les socialistes le concours qu'il espérait et auquel il sa hâta de faire appel après s'être assuré la collaboration de M. Briand pour les Affaires étrangères. Par une lettre à M. Léon Blum, M. Daladier posait nettement la question de la participation des socialistes au pouvoir et leur offrait le partage équitable des responsabilités ministérielles, des portefeuilles et des « postes de commande ». M. Blum saisissait aussitôt de ces offres la délégation exécutive du groupe parlemen-

taire du parti socialiste et le débat s'engageait. Sont, en général, partisans de la participation au pouvoir ceux qui ont quelques chances d'en être les bénéficiaires. La tendance « participationniste » a fait des progrès parmi les socialistes, surtout parmi les parlementaires ; l'exemple de l'Angleterre, de l'Allemagne, de la Prusse, de la Suède, de la Tchécoslovaquie, où les groupes socialistes sont devenus des partis de gouvernement, était de nature à influencer les hésitants; mais elle se heurtait à l'opposition irréductible d'une partie des chefs du parti, tels que M. Léon Blum, M. Paul Faure, M. Lebas (du Nord). Les uns invoquent les traditions du parti et la nécessité de ne pas donner beau jeu à la propagande communiste en participant à un gouvernement « bourgeois » qui ne pourrait pas réaliser intégralement le programme irréalisable du socialisme marxiste. D'autres, comme M. Léon Blum, sont prêts à prendre le pouvoir, ils y aspirent, mais ils exigent « sinon la majorité des portefeuilles, du moins l'initiative et la direction »; ils se refusent à compromettre, par une tactique d'opportunisme et de concessions, leurs chances d'arriver aux affaires avec tout leur programme et toute leur équipe.

M. Daladier vint lui-même s'expliquer devant le groupe parlementaire et se montra disposé aux concessions les plus étendues : amnistie générale et arrêt de toute poursuite contre les communistes, monopole d'importation du blé et de la vente des engrais, application très prochaine des assurances sociales même à l'agriculture et affectation de 500 millions pour suppléer à l'insuffisance des cotisations, attribution des excédents budgétaires, qui doivent aller à la caisse d'amortissement, aux fonctionnaires, aux anciens combattants, à l'outillage national, politique de dégrèvements, larges abattements à la base pour l'impôt sur les salaires et traitements, réduction massive des crédits pour la défense nationale, etc. Le groupe, par 30 voix contre 12, se déclara favorable à l'acceptation des propositions de M. Daladier.

Le président du parti radical paraissait donc l'emporter et déjà circulaient des listes ministérielles ; le nouveau cartel s'apprêtait à débuter par les mêmes fautes, et de pires encore, qui ont fait échouer M. Herriot en 1924. Mais les concessions que M. Daladier accordait aux socialistes, si elles pouvaient lui gagner des partisans à sa gauche, éloignaient par contre-coup ceux qui, à sa droite, auraient pu se laisser tenter par ses offres. Non seulement les « républicains de gauche », mais encore la plupart des membres du

groupe de la « gauche radicale » se prononçaient nettement contre tout gouvernement dans lequel entreraient les socialistes : dès lors l'espoir de trouver une majorité à la Chambre s'évanouissait. Dans la soirée du 28, le Conseil national du parti socialiste, où le vote a lieu par fédérations, discutait à son tour les propositions radicales, rejetait, après un débat très animé, la résolution du groupe parlementaire, défendue par M. Renaudel, et votait la motion de M. Paul Faure par 1 590 mandats contre 1 451. C'était l'échec de l'union des gauches.

M. Daladier n'avait qu'à le constater et à se retirer. Jusque-là, le chef du parti radical-socialiste représentait une politique, à nos yeux dangereuse, mais cohérente et logique. Il cherchait à réaliser une opération comparable, comme le disait M. Chaumet, à celle de Waldeck-Rousseau en 1899; il se proposait de constituer un grand parti démocratique à tendances socialistes qui pourrait avoir, dans un système parlementaire bien constitué, son rôle et son efficacité, mais à la condition qu'il admît l'existence, sur l'autre plateau de la balance, d'un parti républicain de centre et de droite. Rien de pareil ne sera possible tant que les hommes sérieux, comme M. Daladier, prétendront réserver le nom de « républicains » à eux seuls et à leurs amis et n'admettront pas que l'on puisse être « républicain » sans adhérer aux mêmes articles de foi sur les problèmes généraux de politique extérieure ou intérieure, et que même cette diversité est nécessaire au bon fonctionnement de l'État démocratique. M. Paul-Boncour, dont le nom a été souvent prononcé au cours de la dernière crise, qui aurait peut-être réussi à constituer un gouvernement de concentration à gauche, mais que les exigences du parti radical-socialiste à Reims ont évincé, exposait récemment, dans *la Dépêche de Toulouse*, les inconvénients de cette absence d'organisation des partis qui empêche la formation de majorités ayant une orientation précise et un programme net. Jusqu'à la décision du Conseil national socialiste, la tentative de M. Daladier avait un sens, une raison d'être; elle n'en avait plus après, lorsque le président du parti radical-socialiste essaya, en édulcorant son programme, de regagner au centre ce qu'il perdait à gauche; il crut alors habile de rejeter sur M. Briand la responsabilité de son second échec. Que reprochait-il au ministre des Affaires étrangères? De parler d'« union républicaine » quand la formule orthodoxe serait, parait-il, « union des gauches ». Quoi qu'il en soit de telles chinoiseries, auxquelles le pays ne saurait rien comprendre, dans la dernière phase

de ces tentatives gouvernementales, c'est M. Briand qui a représenté le bon sens et l'esprit politique.

L'œuvre à laquelle M. Daladier avait dû renoncer, M. Clémentel, sénateur du Puy-de-Dôme, reçut du Président de la République le mandat de la mener à bien, sans la participation des socialistes mais avec l'appui de leurs bulletins, en étendant plus loin vers le centre « l'union des républicains ». Mais il se heurta aux mêmes obstacles que M. Daladier; il n'aurait pu les franchir que si les radicaux-socialistes avaient fait preuve de quelque abnégation et de plus d'esprit politique. Mais ne s'agissait-il pas de cette « concentration » que le congrès de Reims a condamnée? M. Daladier, fort de ce scrupule d'orthodoxie, s'arrangea pour empêcher la combinaison Clémentel d'aboutir. A la suite de cet échec, qui ne laissait plus d'autre issue qu'une combinaison modérée, il y eut, au sein du groupe radical, entre M. Daladier et quelques-uns de ses collègues, certaines explications sans aménité. Les hommes politiques radicaux, qui savent bien que leur force dans le pays est liée à la distribution des places, des décorations, des faveurs, et à l'appui des fonctionnaires, risquent de perdre leur clientèle s'ils sont trop longtemps absents du pouvoir. Aussi veulent-ils mal de mort à M. Daladier qui les en prive.

Le Président de la République, ayant donné, sous trois formes successives, au parti radical-socialiste l'équitable faculté de constituer un gouvernement, se trouvait en présence du devoir urgent de mettre fin à la crise : il fit appel à l'homme qui, dans la Chambre de 1928, apparaît, en l'absence de M. Poincaré, comme le vrai chef d'une majorité d'union républicaine, M. André Tardieu, et le chargea de constituer un ministère.

M. Tardieu représente, dans la politique d'aujourd'hui, un type nouveau; il n'est pas un politicien, il est un homme politique en passe de devenir un homme d'État; la politique n'est pour lui ni une carrière, ni un tremplin, elle est un moyen de donner à la France, après la plus terrible des guerres, une organisation qui lui permette de soutenir, en face de la concurrence des nations plus jeunes ou mieux outillées, la lutte pour la vie et d'assurer la continuité d'une glorieuse histoire. Diplomate, administrateur, formé à la discipline gouvernementale par Waldeck-Rousseau, M. Tardieu a d'abord pratiqué la politique à la grande école du journalisme. Personne n'a oublié avec quel éclat et quelle vigueur il a dirigé la politique extérieure du *Temps* et mené, durant les années où l'on sentait venir la

guerre, les plus utiles et les plus brillantes campagnes de presse. La guerre venue, il y fit son devoir comme officier jusqu'à qu'il fût envoyé aux États-Unis pour organiser la collaboration pratique des Américains à la guerre. C'est là qu'il eut, pour la première fois, l'occasion de mettre en œuvre ses talents d'organisateur et d'administrateur. Ordonné, méthodique, précis, rapide et net dans ses décisions, il a le sens de l'autorité, la compréhension de la politique et, ce qui est plus rare, le goût d'une administration organisatrice et réalisatrice. Il représente, au gouvernement, une génération nouvelle, celle des combattants de la guerre, et une conception rajeunie de la politique. Il est dégagé de « la mystique des partis », libéré des vieilles passions périmées et des haines désuètes : aussi les politiciens professionnels d'extrême-gauche le regardent-ils avec un effroi mêlé d'admiration et de stupeur, car ils sentent que cet homme vigoureux, clair et, quand il le veut, séduisant, est une force en mouvement. A la tribune, M. Tardieu est simple, précis et, selon les besoins du moment, incisif, entraînant ou charmeur ; mais l'éloquence n'est pour lui qu'un moyen, l'un des instruments les plus efficaces, dans les démocraties, pour mener les hommes. Bref, un chef, un organisateur, un constructeur. Et c'est pourquoi les politiciens le redoutent, parce que la plupart d'entre eux ont d'instinct la haine de ce qui est fort et la crainte des supériorités; mais les plus clairvoyants parmi eux sentent aussi qu'il est précisément l'homme qui, par ses qualités hors de pair, répond aux besoins actuels d'un pays qui a souffert et qui veut vivre, se dégager des vieilles formules, travailler, prospérer. Une intelligence claire et avisée, au service d'une volonté résolue, tenace et consciente d'elle-même, ce sont là, dans les luttes pour la vie politique, de puissants leviers; mais c'est aussi l'explication de certaines hostilités qui ne désarment pas et qui, au moment où nous sommes, s'agitent et font rage contre le nouveau président du Conseil.

M. Tardieu a mené rondement la constitution de son Cabinet. Il s'est assuré d'abord le concours de M. Briand pour les Affaires étrangères, lui-même restant à l'Intérieur, puis il s'est tourné vers le groupe radical-socialiste et lui a offert plusieurs portefeuilles dans une large combinaison « d'entente et d'action républicaines ». Il s'est heurté à l'intransigeance anonyme du groupe, d'avance décrétée au congrès de Reims, et dont les personnalités qui avaient reçu les offres de M. Tardieu tentèrent vainement de se dégager. Une collaboration avec M. Tardieu, quelle horreur, quelle trahi-

son de « l'idéal républicain » ! « Ne rien faire ou faire de la réaction, voilà, selon l'*Ère nouvelle*, « le dilemme » d'où M. Tardieu ne s'évadera pas. Organiser la vie économique et sociale de la nation, la mettre au niveau de ses concurrents, consolider la stabilité budgétaire, engranger peu à peu la moisson semée par M Poincaré, renforcer la paix européenne et la sécurité de la France, si tout cela c'est faire de la « réaction », faut-il donc croire que l'orthodoxie républicaine et démocratique exige le gaspillage et l'anarchie? Au grand regret des hommes de gouvernement que compte encore le parti radical-socialiste, la collaboration fut rejetée et il fut interdit aux députés et sénateurs inscrits au groupe d'accepter, même à titre individuel, d'entrer dans une combinaison Tardieu. On se flattait sans doute de la faire échouer; mais M. Tardieu s'était promis à lui-même et avait promis au Président de la République de mettre fin à une crise qui alarmait le pays et dont ses intérêts souffraient. Il mit donc sur pied rapidement une combinaison de centre qui fut achevée le 3 novembre et qui s'efforce, au-dessus des groupes et des compartiments artificiels, d'associer les hommes les plus aptes à donner au pays l'impulsion dont il a besoin.

A côté d'hommes politiques aguerris et expérimentés comme M. Briand qui reste aux Affaires étrangères, M. Chéron aux Finances, M. Loucheur au Travail, M. Leygues à la Marine, voici beaucoup d'hommes nouveaux, fermes dans leurs convictions, mais dégagés des préoccupations de parti et de groupe, hommes de gouvernement avant tout: M. Flandin au Commerce, M. Pernot aux Travaux publics, M. Lucien Hubert à la Justice, M. Piétri aux Colonies, M. Germain-Martin aux P. T. T., M. Rollin à la Marine marchande. Cette préoccupation de former une équipe gouvernementale explique, au moins autant que le besoin de donner satisfaction à de nombreux groupes et sous-groupes, le maintien ou la création de douze sous-secrétariats d'État, avec des hommes d'avenir tels que MM. Champetier de Ribes, François-Poncet, Marcel Héraud, Baréty, Manaut, Serot, Petsche, etc. M. Maginot remplace à la guerre M. Painlevé et un grand blessé, le sénateur Gallet, va aux Pensions.

Au premier moment, le succès de M. Tardieu fut accueilli, même à gauche, avec quelque satisfaction; ne mettait-il pas fin à une crise dont le pays commençait à s'irriter ? Les radicaux-socialistes promettaient une neutralité objective ; ils jugeraient le nouveau ministère à ses actes. Mais, bien vite la malveillance reparut et les journées qui précédèrent le 7 novembre furent employées à ameuter

contre M. Tardieu et son ministère « réactionnaire » l'hostilité des « républicains », des vrais, ceux qui font passer leurs préférences haineuses avant l'intérêt du pays. A l'heure où nous écrivons, le ministère comparaît devant les Chambres et les destins sont suspendus. La déclaration ministérielle, dont nous recevons communication au moment de mettre sous presse, est conforme au caractère et aux intentions de M. Tardieu : tout entière tournée vers l'avenir. La politique engagée par M. Briand sera continuée, mais « l'évacuation de la troisième zone rhénane est subordonnée à la réalisation de toutes les mesures propres à assurer la mise en vigueur du plan Young ». C'est surtout sur la nécessité et les moyens de « s'équiper pour les luttes de la paix » que s'étend la déclaration. Les disponibilités de l'exercice 1929 serviront à cet équipement économique de la nation, et M. Tardieu donne le détail, avec chiffres, de la répartition qu'il se propose d'en faire. Il s'agit « d'inaugurer en France une politique de la prospérité ». Cette formule correspond à merveille aux vœux du pays. Mais la Chambre permettra-t-elle au nouveau ministère de la réaliser? On est en droit d'espérer que le bon sens l'emportera et que l'hostilité déclarée de l'extrême gauche contre le ministère aura pour effet de rallier à lui les dissidents qui ont voté le 23 octobre contre M. Briand. Dans les circonstances actuelles, une nouvelle crise ministérielle aurait les plus graves conséquences; elle acculerait le Président de la République à une dissolution de la Chambre; le système parlementaire ferait un lamentable et décisif aveu d'impuissance.

La difficulté provient de la personnalité de M. Briand et de sa politique : les journaux et les députés du centre et de droite, qui ont voté contre lui le 23 octobre, allèguent qu'il a accepté de donner son concours à M. Daladier comme à M. Clémentel et à M. Tardieu et demandent qu'avant de procéder à l'évacuation de la troisième zone occupée, des garanties plus sérieuses nous soient données pour la sécurité de la France et pour que le plan Young ne devienne pas une mystification. Les événements, sans donner raison à leur pessimisme, justifient dans une certaine mesure leurs alarmes, mais ils donnent aussi à M. Briand et au nouveau gouvernement l'occasion de redresser la direction et d'apaiser ce qu'il y a de très légitime dans certaines anxiétés patriotiques.

En effet, la proposition soumise par M. Hugenberg et ses amis nationalistes au referendum préliminaire a obtenu de justesse le chiffre de signatures requis par la Constitution pour qu'elle soit

obligatoirement discutée au Reichstag et ensuite soumise au plébiscite. Ce chiffre est le dixième de celui des électeurs. Sur 41 278 890 électeurs inscrits, la motion Hugenberg a obtenu 4 136 384 signatures : c'est là, évidemment, un succès très relatif, puisque le nombre des signataires est loin d'être égal à celui des voix que récoltent aux élections les candidats nationalistes et racistes; il ne laisse pas cependant que d'être impressionnant et il entraîne l'Allemagne vers une période d'agitation et de querelles intérieures. Aux termes de la Constitution, le gouvernement va présenter incessamment au Reichstag la loi qui a obtenu plus du dixième des signatures requises; elle y sera discutée et, sans aucun doute, rejetée; malgré cela, la règle constitutionnelle prescrit qu'elle doit être soumise à un plébiscite, les électeurs votant au scrutin secret.

Or, que propose le projet de M. Hugenberg? D'abord le gouvernement du Reich notifiera solennellement aux autres puissances que l'aveu de la responsabilité allemande imposé par le traité de Versailles est contraire à la vérité historique et n'a aucune valeur juridique internationale; que, par suite, doivent être déclarés caducs l'article 231 et les articles 429 et 430 du traité de Versailles qui prévoient l'occupation et, au besoin, la réoccupation de la Rhénanie; que, donc, aucune charge résultant de cet aveu de responsabilité ne peut être assumée, notamment les engagements fondés sur le rapport des experts (plan Young); le chancelier ou les ministres qui prendraient de pareils engagements seraient poursuivis pour haute trahison.

Les dirigeants du Reich recueillent aujourd'hui le fruit dangereux de leur double politique. Ils n'ont jamais cessé d'encourager la campagne contre « le mensonge des responsabilités »; ils s'y sont associés; ils ont déchaîné, à force de répéter les mêmes absurdités, un courant d'opinion qui risque de les emporter eux-mêmes et de ruiner l'œuvre diplomatique de M. Stresemann. En tout cas, les circonstances nous obligent à une vigilance renouvelée et, provisoirement du moins, à l'expectative. Il faut savoir, avant tout, où va l'Allemagne et ce qu'elle veut. Avant l'acceptation définitive et la mise en vigueur effective du plan Young, il ne saurait être question d'abandonner par anticipation nos gages.

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : René Doumic.

LE ROMAN DE LA CONQUÊTE

1830

PREMIÈRE PARTIE

SUR LES TERRASSES DE SAINT-CLOUD

Cet après-midi d'avril de l'année 1830, il faisait un temps exceptionnellement beau, un beau temps qui durait depuis plus d'une semaine. Et c'est sans doute ce qui avait décidé la Cour à s'installer à Saint-Cloud pour les vacances de Pâques, afin de jouir pendant quelques jours de ce joli printemps, déjà presque aussi chaud qu'un été.

Sur le pont de Saint-Cloud, indifférents à l'admirable paysage, des badauds stationnaient, uniquement occupés à regarder le défilé presque ininterrompu des équipages et le va-et-vient des estafettes qui faisaient la navette entre le château, les Tuileries et les ministères... Tout à coup, un cabriolet, lancé au grand trot, passa en coup de vent. Les curieux eurent à peine le temps d'entrevoir l'équipage et le cheval, un magnifique pur sang anglais, que conduisait un militaire engoncé dans une épaisse capote, mais, de loin, reconnaissable au plumet de son shako écussonné d'une cocarde blanche. A côté de lui, sur l'étroite banquette de la voiture, se tenait un personnage dont on distinguait à peine le visage à demi dissimulé par le triple collet d'un carrick en drap verdâtre. On n'apercevait que son haut-de-forme, à la vérité considérable, des favoris enca-

Copyright by Louis Bertrand, 1929.

drant des joues au teint vif et le bout d'un nez pointu...

— Çui-là, dit un ouvrier sans travail, ça doit être quelqu'un de la rousse!

— C'est Mangin, le préfet de police! affirma dogmatiquement un bourgeois accoudé au parapet.

— Ah! tonnerre de Dieu! hurla l'ouvrier, en brandissant son poing dans la direction de l'homme au carrick.

Mais déjà l'attelage était loin. Il tourna au bout du pont et se mit à escalader la montée du château, toujours au grand trot. Il franchit la grille de la première cour et s'arrêta devant le poste. Le conducteur, tirant fortement sur les rênes pour maintenir son pur-sang, jeta au sous-officier de service :

— Son Excellence le général de Bourmont, ministre de la Guerre!

C'était lui, en effet, l'homme que les journaux libéraux insultaient tous les matins, en l'appelant « le traître de Waterloo », celui qui, pendant des années, avait lutté, en Vendée, contre les armées républicaines et tenu tête à Napoléon lui-même. Sachant son impopularité, il s'était mis en civil, dans la crainte d'être reconnu, en traversant Paris, et de provoquer peut-être de fâcheux incidents Le jeune militaire qui l'accompagnait était son fils cadet, Amédée, lieutenant de grenadiers au 49e de ligne, et l'un de ses officiers d'ordonnance. Devant le péristyle de la cour d'honneur, ils stoppèrent. Le jeune homme jeta les guides aux valets accourus et ils pénétrèrent dans le vestibule.

D'un pied leste et toujours très ferme, malgré ses cinquante-sept ans, le général monta l'escalier d'honneur.

Dans le salon d'attente, après avoir parlementé avec un huissier, il se retourna vers son fils, qui se tenait à une distance respectueuse et il lui dit à mi-voix :

— Amédée, le Roi n'est pas encore rentré de Saint-Cyr, où il est allé passer une revue! Le Conseil aura du retard et se prolongera sans doute assez longtemps : tu sais qu'il s'agit d'affaires d'importance et surtout d'une certaine affaire...

La-dessus, il échangea avec son fils un regard d'intelligence, tout chargé de malice et de mille sous-entendus. Et, se tournant vers le second salon, dont l'huissier entrebâillait la porte, il ajouta, avec un petit rire :

— Tu as tout le temps de voir ta cousine!

L'œil malicieux du général prit une expression de raillerie intense qui contrastait avec la bonhomie de sa face rondelette aux joues un peu tombantes, mal soutenues par le haut col empesé et la cravate à triple tour. Amédée, visiblement contrarié par le ton de son père, baissa les yeux sous ce regard perçant. Il salua militairement et tandis que le général, sur les pas de l'huissier, se dirigeait vers le cabinet du Roi, lui, en homme qui connaît tous les détours du château, il s'achemina vers les appartements de Madame la Dauphine.

Amédée de Bourmont, à vingt-six ans, était vraiment un joli garçon et un plus bel officier. Très brun, le teint chaud, une petite moustache noire soulignant la pourpre ardente de ses lèvres, qui eussent paru sensuelles, si l'expression voluptueuse de la bouche n'avait été corrigée par la lumière candide et l'exaltation des yeux, il avait l'air d'un Espagnol du XVI^e^ siècle, à la fois chevaleresque et mystique. Avec cela, une distinction et des allures, qui annonçaient un être de race. On le considérait comme un officier d'avenir, surtout depuis que son père était devenu ministre. Mais, par ce temps de calme plat, les occasions d'avancement étaient rares pour un très jeune militaire, sans compter que Monsieur le Dauphin, qui surveillait jalousement les promotions dans l'armée, ne voulait guère admettre d'autre titre que l'ancienneté. Et ainsi, à moins d'une campagne prochaine, Amédée courait le risque de rester lieutenant fort longtemps encore. Son avenir, pour l'instant, c'était d'épouser sa cousine, Adèle de Becdelièvre. De là le sourire railleur du général, qui ne voyait pas cette alliance d'un très bon œil.

Adèle était la petite-fille d'un conseiller au Parlement de Rennes, guillotiné pendant la Révolution. Orpheline de bonne heure, elle avait été recueillie par sa tante, la comtesse de Bourmont. Et c'est ainsi qu'elle avait grandi avec Amédée, son aîné de quelques mois à peine, qu'elle avait joué avec lui, subi les hauts et les bas de la maison, partagé la bonne et la mauvaise fortune de la famille. Dès que le général l'avait pu, il s'était déchargé de cette orpheline, lui qui avait sept enfants, dont deux filles, à établir. Usant de son crédit à la Cour, il l'avait fait entrer aux Tuileries en qualité de demoiselle d'honneur de Madame la Dauphine. La pauvre Adèle vivait assez chichement et assez tristement dans l'entourage austère de la fille de

Louis XVI. On l'avait logée dans un réduit sous les combles du pavillon de Marsan et elle ne mangeait pas toujours à sa faim, Madame la Dauphine n'ayant que du mépris non seulement pour les raffinements de bouche, mais même pour toutes les choses corporelles. En revanche, elle était assez somptueusement nippée aux frais de la cassette princière, le Roi tenant beaucoup à la représentation.

Le milieu dévot et guindé de Madame Royale ne contribuait pas précisément à égayer son visage à l'ovale régulier et un peu froid. Avec son nez trop aquilin et sa bouche trop grande, elle n'était même pas jolie. Mais elle était gracieuse et très bonne, à la fois très sage et très aimante, ayant, comme on dit, une foule de belles qualités et annonçant déjà une femme pratique et qui saurait se conduire dans la vie. Cette cousine et cette amie d'enfance se présentait aux yeux d'Amédée comme la compagne rêvée. Le jeune lieutenant, âme enthousiaste et naïve, n'imaginait rien de comparable à sa chère Adèle. Tout semblait donc plaider pour ce mariage. La grande objection, c'est que la jeune fille était orpheline et sans fortune! Le général, en vieux soldat, qui s'est fait lui-même, qui s'est marié sans autre dot que son épée et qui a connu des jours de détresse dont il a allégrement triomphé, le général eût bien donné son consentement à cette union. Mais il voulait que son fils, avant de se marier, eût au moins le grade de capitaine. Quoique ministre de la Guerre, il n'osait pas le proposer pour un avancement au choix : une telle nomination eût été exploitée immédiatement par les feuilles libérales et cela eût fait un beau tapage dans toute la presse d'opposition. L'unique chance qui restât à Amédée, c'était cette expédition d'Alger résolue depuis plus de six semaines et au cours de laquelle il pouvait se distinguer. Mais l'opinion publique se déchaînait violemment contre cette campagne. Une capitulation du ministère et de la volonté royale était toujours à redouter. Enfin Amédée, officier d'ordonnance de son père, serait-il désigné pour faire partie du corps expéditionnaire? Tout dépendait du général...

Au milieu de ces incertitudes, de ces appréhensions et de ces délais interminables, l'impatience des deux jeunes gens s'exaspérait. A cette impatience se mêlait une exaltation sentimentale que la fièvre romantique du moment surexcitait

encore. Pour ces jeunes lecteurs de MM. de Vigny et de Lamartine, leur mutuelle passion prenait une teinte religieuse qui, à leurs yeux, la rendait presque sacrée.

C'est dans ces dispositions que le lieutenant de Bourmont demanda à être reçu par sa cousine. Celle-ci, qui savait qu'il y avait conseil des ministres, ce jour-là, comme tous les mercredis et tous les dimanches, devait guetter son arrivée. Car, tandis qu'un valet de chambre l'allait quérir chez Madame la Dauphine, elle débusquait brusquement de la bibliothèque et se jetait dans les bras d'Amédée ! Et puis, comme honteuse de cet élan trop instinctif, elle se recula vivement, en lançant, de droite et de gauche, des regards apeurés : l'appartement était désert. Adèle se rassura. Elle jouit de l'émerveillement du jeune homme à la vue de sa toilette, qu'elle avait tout particulièrement soignée pour cette rencontre. Selon la mode un peu lourde d'alors, elle portait une jupe de velours réséda garnie de bouillonnés de soie jaune et qui découvrait ses petits pieds chaussés de bottines en prunelle mordorée. Auréolant ses cheveux frisés en triples boudins autour de ses tempes, s'enlevait un grand chapeau de jardin, sommé, sur le devant, de trois plumes en panaches. De ses épaules sur son bras replié, tombait mollement une magnifique écharpe de cachemire, présent de Madame la Duchesse de Berry, qui avait des bontés pour elle. Ainsi atournée et transfigurée par la flamme d'amour, la douce et gracieuse créature en devenait presque belle. D'un joli mouvement de possession elle prit le bras de son cousin :

— Amédée, lui dit-elle, allons au Trocadéro ! Vous savez qu'ici je ne suis pas chez moi ! Je n'ai même pas une chambre !... Et, dans la bibliothèque, nous serions constamment dérangés !...

En même temps, elle coulait un tendre regard vers l'épaulette fleurdelysée du lieutenant, cette épaulette qui devenait comme le symbole de sa destinée. Leurs regards se croisèrent. L'un et l'autre avaient un air enivré. Leur présence les émouvait mutuellement. Mais cette émotion superficielle cachait un trouble plus profond. Une même angoisse étreignait les fiancés. Tous deux songeaient que, dans un instant, quelque chose de capital allait se décider pour eux et, à travers le vertige d'amour qui les saisissait, ils sentaient grandir une inquiétude...

Ils traversèrent le pont de fer qui reliait les appartements princiers au nouveau jardin du Trocadéro. Tout à leurs pensées, ils n'eurent pas un coup d'œil pour ce lieu charmant, pour les pelouses à l'anglaise, les beaux arbres exotiques, les cèdres géants, le lac en miniature, le pavillon chinois. Ils ne voyaient rien de tout cela. Dans leur avidité d'être seuls et surtout de se soulager mutuellement de tout ce qui les oppressait, ils s'assirent sur le premier banc venu, celui qui était à l'angle de la terrasse, en débouchant du pont de fer. A perte de vue, Paris se déployait devant eux. Mais ils ne donnèrent pas plus d'attention à l'énorme ville qu'aux beautés minuscules du jardin anglais. Adèle, ayant déployé sa belle écharpe de cachemire, y blottit frileusement ses épaules, car cet air printanier était un peu vif :

— Eh bien ? fit-elle : c'est pour aujourd'hui?...

Sa gorge haletait légèrement, bien qu'elle essayât de dominer son trouble.

— Je le crois ! fit Amédée. Je dirai même pour vous complaire que je le crains. Le bruit court que c'est aujourd'hui que le Roi doit désigner le commandant en chef de l'armée d'Afrique... Vous savez que la mobilisation est commencée depuis bientôt deux mois. L'amiral est déjà désigné : c'est l'amiral Duperré, vous le savez ! Reste à nommer le généralissime. Le Roi fait attendre sa décision, et cela depuis des semaines. On se demande pour quelles raisons. L'expédition serait-elle décommandée? On parle de menaces et même d'un ultimatum de l'Angleterre. Pourtant, je crois savoir que ni le Roi, ni son ministère ne se laisseront intimider. Et alors, si le projet tient toujours, il y a beaucoup de chances pour que mon père soit nommé !... S'il est nommé, je pars avec lui ! Chère Adèle, il faudra que je parte !... Lui-même vous l'a répété cent fois : il veut que je gagne là-bas mon épaulette de capitaine. Son consentement à notre mariage est à ce prix...

La jeune fille eut un mouvement d'impatience.

— Mais il n'est pas sûr du tout que mon oncle soit nommé. Ignorez-vous que Monsieur le Dauphin préfère le duc de Raguse !

— Ah ! bah ! Monseigneur déteste Marmont ! Il déteste surtout l'expédition !... Oui, dans le secret de son cœur, il y est hostile : il ne veut pas que d'autres éclipsent ses lauriers

espagnols. S'il défend Marmont, ce sera uniquement pour la forme... Alors, le duc de Raguse étant écarté par le Roi, c'est mon père qui a le plus de chances...

— Et vous le suivrez?...

— Il le faut bien ! Songez à ce que l'on dirait de nous dans ces affreux journaux de Paris... Ce *National* qui ne cesse de nous traîner dans la boue ! et même les monarchistes *Débats* !... Quelles insinuations atroces, quelles diatribes, si je restais à la Cour, ou dans un bureau, tandis que mes camarades vont se faire égorger en Afrique !

Le lieutenant baissa la voix, comme s'il allait dire une chose honteuse :

— Et puis, chère Adèle, oubliez-vous que j'ai à venger l'honneur de mon père? Ce mot de « traître » accolé à son nom, au nom que je porte, m'est insupportable. On l'accuse d'avoir trahi Buonaparte, à Waterloo. Mais il n'a jamais servi Buonaparte !... Sous les drapeaux de l'usurpateur, il n'a servi que la France et le Roi. Le jour où il a vu que la France était perdue par la faute de Buonaparte, que le Roi devenait le suprême recours, il s'est retourné vers le Roi, dans la sincérité et la joie de son âme et cela sans que sa décision ait eu la moindre influence sur la catastrophe finale... Mais comment faire comprendre cela à nos ennemis? Comment raisonner avec la haine?... Or, la haine nous épie, elle a les yeux sur nous. Si l'on se bat quelque part pour la France, il faut que nous soyons là, nous les fils du général de Bourmont, serrés autour de notre père... Oui, tous, tous ! Autrement, on l'accuserait, on nous accuserait encore une fois de trahir !...

Il avait prononcé ces dernières paroles avec une exaltation soudaine. Dans ses yeux se lisait l'acceptation héroïque du sacrifice. Il était devenu très beau, en cette minute : il semblait transfiguré, au point que la pauvre fiancée en fut épouvantée, comme devant un être nouveau qu'elle ne reconnaissait plus :

— Cher ami, soupira-t-elle, ce que vous me dites me ravit et me désespère !... Je n'ose pas vous avouer la pensée qui me torture... Et pourtant, si ! il faut que je vous avoue...

— Parlez, ne me tourmentez pas à votre tour !

— Eh bien ! j'ai peur. Amédée, j'ai peur de ne plus vous revoir jamais.

— Taisez-vous, taisez-vous, je vous en supplie ! Ne m'en-

levez pas mon courage. Si vous saviez ce qu'il m'en faut pour vous quitter.

Leurs deux mains, qui se cherchaient, s'étreignirent désespérément. Ils se turent quelques instants, ne trouvant plus de paroles pour dire leur peine et tout ce qu'ils pressentaient de funeste et d'angoissant. Tout à coup, Adèle se releva en un mouvement de révolte et, s'appuyant contre l'épaule de son fiancé :

— Pourquoi partiriez-vous? Pourquoi suivre votre père? Trois fils sacrifiés, ou exposés à la mort, il me semble que c'est bien assez. Et lui-même, mon oncle, ne sera-t-il pas exposé, lui aussi? Est-ce qu'il ne paiera pas de sa personne, en acceptant le commandement de cette terrible expédition, en pays barbare, inconnu, plein de dangers de toute sorte?... Vous avez lu ce que racontent les journaux?... Lui, mon oncle, il n'a pas peur. Il n'a jamais eu peur sur un champ de bataille. On peut tout lui contester, sauf sa bravoure. Eh bien! il me semble que cela suffit pour donner satisfaction à l'opinion publique : un père et ses trois fils qui se sacrifient!... Mais vous au moins, Amédée, restez! ne fût-ce que pour défendre la mémoire paternelle... Écoutez! j'ai trouvé une combinaison. Voilà déjà longtemps que j'y pense... J'ai quelque crédit auprès de Madame la Dauphine. Je puis obtenir par elle que Monsieur le Dauphin vous attache à sa personne en qualité de secrétaire ou d'officier d'ordonnance. Cela peut se faire tout de suite, Amédée. Dans les huit jours, le décret peut paraître à l'*Officiel*!... Ah! cher, cher ami, quel bonheur pour nous! Imaginez notre existence! Tous les deux ici, dans ce beau château, dans ce beau jardin! Nous aurions un petit appartement au-dessus de l'Orangerie. J'en ai déjà dit un mot à Madame... Nous ne sortirions de notre solitude que pour la représentation et pour les fêtes de la Cour. Amédée, quel rêve! quelle réalité délicieuse, si vous voulez!...

Le lieutenant, peu convaincu, secouait la tête :

— Adèle, encore une fois je vous en conjure : ne brisez pas mon courage!... Il faut que je parte.

Il se tut un instant, comme pour bien enfoncer cette idée dans son esprit et dans l'esprit de sa fiancée. Puis, d'un ton plus calme, en homme qui veut être raisonnable, il prononça fermement :

— Il le faut!.. pour l'honneur de mon père!... pour l'honneur de la famille!... pour le Roi et pour la France!... Mais, chère Adèle, vous voyez tout en noir. Vous vous exagérez le danger. Vous faites comme les journalistes de l'opposition : vous voulez nous effrayer, nous détourner d'une campagne qui doit être glorieuse!... Oui, oui! nous reviendrons avec la victoire! La campagne ne durera pas deux mois. L'armée sera de retour avant la fin de l'été. Je serai capitaine, peut-être quelque chose de mieux... Chère amie, rassurez-vous : nous nous marierons à l'automne...

La jeune fille, comme en un geste de défense, se pelotonna plus frileusement sous son cachemire. Elle ne répondit rien. Elle tenait toujours la main d'Amédée, mais machinalement, sans la presser. Elle regardait tout droit devant elle, les yeux perdus dans le vague... Peu à peu, le paysage, tragique en cette minute, de la grande ville étendue à leurs pieds, s'imposa à ses regards avec la force d'une hallucination. Paris sombrait sous les brumes crépusculaires, ce Paris d'où, quelques mois plus tard, l'émeute hurlante allait sortir, pour renverser le trône et chasser le Roi, pour tout détruire et tout remettre en question encore une fois. En ce paisible soir de printemps, les nuées fuligineuses qui flottaient sur les toits et les dômes de la ville lointaine, semblaient les premières fumées d'un incendie qui couve... Certes, la petite fiancée d'Amédée de Bourmont ne devinait rien de tout cela. Elle sentait seulement son angoisse augmenter avec la montée des ombres et l'aspect de plus en plus sinistre de la ville submergée et comme empoisonnée par ses propres exhalaisons et par les âcres vapeurs de ses usines... Mais ce silence inquiet leur pesait à tous deux :...

— Amédée, dit-elle, d'une voix faible, je suis pleine de tristes pressentiments!

Et, brusquement, une nouvelle révolte secoua cette fille si douce, si craintive et si soumise en apparence :

— Pourquoi trembler ainsi devant votre père? Vous êtes majeur, il me semble. Vous avez le droit de servir là où vous voulez. Et si Monsieur le Dauphin...

— En attendant, dit Amédée, mon père est mon supérieur hiérarchique. Il est ministre de la Guerre. S'il me commande, je dois obéir...

Les petits pieds d'Adèle trépignèrent d'impatience dans les jolies bottines mordorées.

— Mais, puisque rien n'est encore décidé!... D'ailleurs, c'est le duc de Raguse qui aura le commandement de l'expédition. Madame me le disait, hier encore...

— Chère Adèle, fit Amédée, sarcastique, vous connaissez Monseigneur! Il est bon royaliste : on le serait à moins! Il est même *ultra*. Cela ne l'empêche pas d'être prodigue de ses sourires pour les libéraux et les républicains. Il est prêt à leur sacrifier les plus fidèles serviteurs du trône. Et c'est pourquoi il montre tant de zèle pour le maréchal, mais, croyez-moi, tout cela n'est que feinte, et j'ai peur que mon père...

— En tout cas, on doit le savoir maintenant. Le Conseil doit toucher à sa fin... Amédée, je vous en prie, courez aux renseignements! Moi, je vous attends ici. Songez que je ne vivrai plus jusqu'à votre retour!...

Et, tandis que le jeune homme, après lui avoir baisé la main, s'engageait sur le pont de fer, Adèle, enveloppée dans son cachemire, essayait de détourner sa vue de l'effrayant Paris. Ses yeux caressaient le spectacle riant et magnifique des collines fluviales où se creusaient et ondulaient déjà les gouffres des verdures bocagères. Tout ce paysage sylvestre, avec ses fonds gris, ses mauves et ses verts si doux, avait une suavité de vitrail, au soleil couchant...

LE CONSEIL DES MINISTRES

Ces messieurs étaient au grand complet, le Conseil ayant, ce mercredi-là, une importance toute particulière : on espérait, en effet, qu'au cours de la séance, le Roi se déciderait enfin à déclarer son choix pour le commandement en chef de l'armée d'Afrique. Le vieux monarque temporisait par politique. Il savait d'avance que ce choix, quel qu'il fût, allait soulever les critiques de tous les partis et il préférait se les épargner jusqu'au dernier moment.

Dans le cabinet royal, autour d'une grande table d'acajou, du plus pur style Restauration, les ministres avaient pris place : au centre, en face du fauteuil réservé à Sa Majesté, le président du Conseil, le prince Jules de Polignac, ministre des Affaires étrangères, dont l'affectation d'anglomanie se trahissait

non seulement dans sa mise, mais jusque dans sa prononciation. Il affectait, en parlant, d'escamoter les *r*, à la façon des « merveilleux » du temps du Directoire : ce qui prêtait beaucoup à rire... Puis, à sa droite et à sa gauche, par ordre de préséance, M. de Courvoisier, garde des Sceaux, le général comte de Bourmont, ministre de la Guerre, le baron d'Haussez, ministre de la Marine, M. de Chabrol, ministre des Finances, le comte de Montbel qui venait de passer à l'Intérieur et M. de Guernon-Ranville qui avait pris sa succession à l'Instruction publique... En redingotes noires et pantalons à sous-pied, tous ces personnages plus ou moins titrés avaient déjà l'aspect un peu prudhommesque de bourgeois Louis-Philippe. Le ministre de la Guerre lui-même, en redingote sombre comme ses collègues, ne se distinguait d'eux que par des demi-bottes à glands de soie, que, sans doute, il avait jugé convenir à son caractère militaire. La plupart de ces figures dissimulaient sous un masque un peu quelconque des capacités très réelles, dont quelques-unes de premier ordre. Seules se faisaient remarquer les physionomies vraiment originales de MM. d'Haussez et de Courvoisier : ce dernier, type de grand magistrat d'ancien régime, que drapait toujours à longs plis une simarre invisible et qui, par-dessus le hausse-col et la cravate modernes, érigeait un visage impassible de proconsul romain ; l'autre, un ancien préfet à poigne, aussi intelligent qu'énergique, très grand, bien découplé, avec un beau visage régulier et classique que l'on comparait à celui de M. de Lamartine, enfin ayant dans sa tournure et ses allures quelque chose d'un officier de cavalerie.

Tout en taillant un crayon, le ministre de la Marine se disait, avec un petit ricanement intérieur : « Tout à l'heure, le Dauphin va me servir sa plaisanterie habituelle : « Mon cher d'Haussez, quand entrez-vous dans les grenadiers à cheval ?... » Et il jeta son crayon devant lui, en réprimant un léger haussement d'épaules... Ces messieurs s'impatientaient. Le Conseil commençait habituellement à quatre heures. Il en était quatre et demie et aucun bruit de voiture n'avait annoncé le retour de Sa Majesté. Déjà M. de Polignac rentrait dans son portefeuille des liasses de documents étalés, lorsque, soudain, la porte du salon d'attente s'ouvrit en coup de vent. L'huissier eut à peine le temps d'annoncer :

— Messieurs, le Roi !

Charles X était là. Avec une impétuosité toute juvénile, il pénétra dans la salle du Conseil, et, aussitôt, dans cet appartement austère, sur ces hommes en redingotes funèbres, ce fut comme un rayonnement de soleil, quelque chose de brillant, de léger, de spirituel et de charmant qui faisait son apparition, — l'apparition d'un passé merveilleux, à jamais évanoui, toutes les grâces et toutes les magnificences de l'ancienne cour... Le monarque était couvert de diamants et paré comme un jeune homme. On sentait, dès le premier abord, que ce septuagénaire voulait être jeune autant qu'aimable. Et, avec ses cheveux encore blonds, frisés et ramenés en boucles sur les tempes, son teint vif et frais, ses favoris en accroche-cœur, ses mouvements toujours lestes de beau cavalier, sa haute taille, son élégance et son aisance, il donnait, en effet, l'illusion de la jeunesse, et il avait un air de majesté vraiment royal. Ce jour-là, il était en grand uniforme, éperonné et botté, le cordon bleu du Saint-Esprit en sautoir sur un habit entièrement couvert d'aiguillettes et de broderies d'argent. Dans tout cet azur et tout ce blanc, scintillants de pierres précieuses, éclataient les deux petites taches rouges de la Toison d'or et de la Légion d'honneur...

Le Roi paraissait radieux. Allégrement, il prit place dans son fauteuil. Le Dauphin s'assit à sa droite, figure ingrate et triste, complètement effacée par le prestige et l'éclat paternels. Le Roi dit tout de suite :

— Messieurs, j'arrive de Saint-Cyr : ç'a été, pour mon fils et moi, un vrai triomphe. Des protestations de dévouement, des acclamations si enthousiastes que j'en étais ému aux larmes ! Et quels beaux soldats ! ah ! la dynastie peut compter sur cette chère jeunesse !

A l'exception de MM. de Polignac et de Bourmont, qui manifestaient une allégresse de commande, les ministres accueillirent ces paroles de candide confiance avec des sourires contraints. La mine sévère, ils baissaient les yeux, en feignant de contempler leurs serviettes. Toutefois, M. de Montbel, le ministre de l'Intérieur, osa élever la voix :

— Sire, prenez garde à Polytechnique ! L'esprit n'y est pas bon. J'ai des rapports de mes agents. On y lit *le National* ; des émissaires plus ou moins mystérieux pénètrent jusque dans l'école...

— Bah! bah! fit le Roi, en jouant avec sa tabatière de vermeil, — vous exagérez comme toujours, mon cher Montbel! Vous êtes du Midi... Je sais, moi aussi, ce qui se passe à Polytechnique. Ils lisent de mauvais journaux? La belle affaire! C'est de leur âge... Mais nous sommes en retard, messieurs! Allons au plus pressé : cette expédition d'Alger, qui, pour l'instant, est la chose urgente...

Le Dauphin s'agitait, avec l'air de quelqu'un qui a envie de parler et qui ne s'y décide point. Brusquement, il ouvrit la bouche et, l'air toujours timide et balourd, d'une voix sourde et déplaisante :

— Je vais peut-être dire une bêtise... Cependant, il me semble que, pour l'instant, les affaires urgentes sont celles de l'intérieur... cette Chambre prorogée et qu'il faudrait dissoudre...

— On la dissoudra en temps opportun, interrompit vivement M. de Polignac; mais, pour avoir de bonnes élections, il nous faut la prise d'Alger...

— Sans doute, dit le Roi, il sera beau de nous présenter devant la nouvelle Chambre avec les clefs d'Alger à la main. Mais cela, en somme, est secondaire. Il y a une considération qui domine tout : c'est que l'honneur de la nation est engagé dans cette affaire. Il ne sera pas dit qu'un chef de pirates aura impunément insulté le représentant de la France... Et puis enfin, messieurs, il y a une honte plusieurs fois séculaire à effacer, celle des nations chrétiennes obligées de payer tribut à ces barbares. Nous allons rendre la liberté aux mers. Notre commerce, d'abord, en profitera, et aussi celui de nos voisins. Je crois, messieurs, qu'une liberté comme celle-là, la France peut être fière de la donner au monde, et que c'est une œuvre digne d'elle et de la monarchie...

Ces paroles, évidemment préparées, le vieux souverain les prononça avec une émotion et même une pointe d'exaltation non moins évidentes. Elles parurent se briser contre le silence glacial du Dauphin et de la plupart des ministres. Seuls le président du Conseil et MM. d'Haussez et de Bourmont ébauchèrent de discrets applaudissements. Avec sa franchise habituelle, d'Haussez s'empressa de déclarer :

— Sire, la nation semble aller au-devant des vœux de Votre Majesté : la marine, d'abord récalcitrante, prépare l'expédition

avec une diligence et un zèle dignes de tout éloge. Le vice-amiral Duperré, vous le savez, avait d'abord demandé de longs délais pour l'organisation de la flotte... Eh bien ! grâce à l'activité des bureaux et des arsenaux, à la bonne volonté et à l'entrain de tout mon monde, depuis l'amiral lui-même jusqu'au dernier des matelots, nous serons prêts beaucoup plus tôt qu'on ne pouvait l'espérer : dès les premiers jours de mai, la flotte sera en état de lever l'ancre... Le reste regarde mon collègue de la Guerre !

Avec une expression légèrement ironique, ses yeux se fixèrent sur le général de Bourmont D'Haussez, au fond, n'aimait pas beaucoup le général. S'il estimait sa bravoure, sa volonté énergique, la promptitude et la fermeté de ses décisions, il se défiait de son habileté, de son génie fertile en ruses et en accommodements, de son caractère nuancé et secret. Il avait l'air de lui dire, par-dessus la table d'acajou : « Toi, mon bonhomme, tu seras toujours de mon avis, comme tu es toujours de l'avis de tout le monde. Mais tu n'en feras qu'à ta tête !... »

Bourmont soutint parfaitement le regard perçant de d'Haussez. Il leva vers lui ses yeux un peu bridés par l'empâtement des joues, « ses beaux yeux doux de couleuvre », avait dit méchamment M. de Chateaubriand. Mais ce n'était qu'un effet de style du grand écrivain. Les yeux de M. de Bourmont n'avaient rien de serpentin. Ils ne reflétaient qu'une assurance tranquille, lorsqu'il prononça, en regardant le Roi et toute l'assemblée :

— J'accepte le rendez-vous de M. le ministre de la Marine !

Et, tirant des papiers de son portefeuille, il fournit des précisions sur la mobilisation commencée. D'après lui, l'armée de terre montrait le même entrain, le même enthousiasme que la marine. Le vieil esprit guerrier de la nation la ressaisissait. Partout, les engagés volontaires affluaient. Des étrangers, des Levantins, des Autrichiens, des Anglais même demandaient à servir dans les rangs de l'armée française. Enfin l'élan était général et du meilleur augure. Pour les munitions et le matériel de campagne, tout serait prêt à la date fixée. Quant à la question si importante des approvisionnements, elle avait fait l'objet des études les plus attentives, et elle avait reçu les solutions les plus satisfaisantes... Et, à ce

propos, le ministre demanda au conseil la permission de lui lire un rapport circonstancié de M. l'intendant général Denniée...

Bourmont lisait d'une voix monotone et traînante, qui hésitait devant les mots. Ces défauts étaient moins sensibles dans la conversation, parce que, à travers cet espèce de bredouillement, on sentait une grande lucidité d'intelligence et une grande fermeté de jugement. Lecteur, il risquait d'endormir son monde.

Tandis que le ministre de la Guerre, de son débit uniforme et incolore, déroulait les phrases quelque peu pompeuses et sentencieuses de M. l'intendant général Denniée, le Roi s'était mis à déchiqueter une feuille qui était devant lui et, avec son coupe-papier, il s'amusait à rouler des papillotes. A sa droite, le Dauphin, plus renfrogné que jamais, feuilletait machinalement l'*Almanach militaire*, qu'il se piquait de savoir par cœur. M. de Polignac, tout en feignant de prendre des notes, dessinait des bonshommes sur un cahier. Il avait l'air de s'appliquer extrêmement, posait de temps en temps sa plume, en se reculant pour contempler son ouvrage. Sournoisement, comme un écolier sous l'œil du maître, il passa à son voisin, M. de Courvoisier, la caricature qu'il venait de griffonner sur son cahier : cela représentait une manière de pédagogue affublé d'une redingote, avec un collet prodigieusement haut et un nez pyramidal :

— Vous ne devinez pas qui? souffla tout bas M. de Polignac... Mais c'est Royer-Collard!

Pendant ce temps, M. de Montbel, qui dessinait avec non moins d'application, passait lui aussi un papier à son voisin, M. de Guernon-Ranville. Et c'était la caricature de M. de Polignac lui-même, un Polignac travesti en Anglais d'opéra comique et, les mains pleines de valises, courant après une diligence. M. de Guernon-Ranville, ancien procureur du Roi, qui, sans doute, avait le sens de la hiérarchie, repoussa doucement le papier, avec une mine scandalisée...

Et M. de Bourmont lisait toujours le rapport de M. l'intendant Denniée sur les fournitures militaires. Il fallait bien avouer que ce morceau de prose était un peu long. M. de Chabrol, qui d'abord avait étouffé quelques légers bâillements, finit par s'endormir pour tout de bon. Et même un ronflement non

équivoque s'échappa de ses lèvres entr'ouvertes. Le Roi, qui continuait à rouler ses papillotes, dressa l'oreille, — sa bonne oreille, car il était un peu sourd de l'autre. Il toucha du coude M. de Montbel :

— Qu'on lui passe, dit-il, ma tabatière !

M. d'Haussez s'empara de la tabatière royale, fit jouer le ressort et le couvercle sauta sous le nez du dormeur, qui s'éveilla brusquement au milieu des rires...

Bourmont, visiblement agacé de l'incident, s'était arrêté de lire. Mais, immédiatement, l'auditoire avait repris son sérieux, et, sur l'ordre du Roi, le général dut poursuivre sa lecture. Par bonheur, elle touchait à sa fin.

Il résultait de ce document que, pour l'alimentation des troupes, tout avait été prévu dans le plus extrême détail. Rien, absolument rien, n'avait été laissé au hasard. Le ministre de la Guerre conclut que, tout étant à pied d'œuvre et la mobilisation devant être achevée dans les délais fixés, il n'y avait plus qu'à désigner le commandant en chef de l'expédition...

Là-dessus, il se fit un grand silence. La question était prévue. Sa Majesté jugerait-elle enfin opportun de nommer le généralissime?... Le ministre alléguait que l'armée s'impatientait, qu'il était urgent de lui faire connaître son chef, un chef qui méritât toute sa confiance. Et, comme le Roi, souriant, ne répondait rien, Bourmont en s'inclinant, ajouta :

— J'ai eu l'honneur de soumettre plusieurs noms au choix de Votre Majesté : monsieur le maréchal duc de Raguse, monsieur le maréchal Gouvion-Saint-Cyr...

— N'allez pas plus loin, mon cher comte, interrompit joyeusement le Roi : c'est vous que je choisis !...

Le général qui, pourtant, s'attendait à l'événement eut un éclair de triomphe dans les yeux. Mais ce ne fut qu'un instant. Ses collègues l'épiaient. La mine officielle, il se confondit tout de suite en remerciements, en protestations de fidélité et de dévouement. Sauf le prince de Polignac, aucun de ces messieurs du ministère n'avait cru sérieusement au choix de Bourmont. C'était une surprise et, pour certains, une déconvenue. Quant au Dauphin, on devinait assez qu'il ne tenait pas plus au duc de Raguse qu'à Bourmont. Et il était trop bon fils pour ne pas s'incliner docilement devant la volonté de son père. Toutefois, comme il avait la fâcheuse manie d'envisager toutes

choses par le pire côté, il ne put s'empêcher de faire cette remarque :

— Voilà un ministère sans ministre de la Guerre ! N'est-ce pas bien imprudent, s'il survient, à l'intérieur, des complications ?...

— J'y ai déjà songé, dit le Roi : un de ces messieurs fera l'intérim de la Guerre pendant l'absence du général !

Et, se tournant vers le prince de Polignac :

— Mon cher Jules, dit-il, voulez-vous vous en charger ?

La chose devait être concertée de longue main entre le Roi et son président du Conseil, car le prince accepta sans hésitation. Et même il crut devoir ajouter :

— Quant aux complications dont a parlé monseigneur le Dauphin, je crois pouvoir vous certifier, messieurs, qu'il ne s'en produira pas... Et si, par hasard, il s'en produisait, j'en fais mon affaire !

Sur cette belle déclaration, prononcée avec un accent de forfanterie qui n'échappa à personne, la séance fut levée.

Tandis que le Roi, suivi de son fils, rentrait dans ses appartements, ces messieurs se pressèrent, pour le congratuler, autour de leur collègue, le général de Bourmont, un peu gêné par l'insincérité du ton, qui contrastait avec l'exagération des paroles.

Le prince de Polignac sortit le premier. Mais, le seuil franchi, il se retourna brusquement, en poussant un cri de stupeur... Contre l'autre battant de la porte, le jeune Duc de Bordeaux, un enfant de neuf ans, juché sur un tabouret, écrivait quelque chose avec de la craie. A la vue du ministre, le petit garçon s'enfuit à toutes jambes, en emportant son tabouret. D'une main maladroite et hâtive, il avait tracé ces mots : *Maison à louer...* Non moins stupéfaits que le prince, les ministres se répandaient en exclamations de surprise, ne sachant trop s'ils devaient rire ou se scandaliser. Les huissiers accoururent, puis le Roi, attiré par la rumeur. Quand il eut déchiffré l'inscription et qu'on l'eut mis au fait, il fronça le sourcil, en déclarant :

— On lui aura soufflé cela dans l'entourage de sa mère.

Et il envoya chercher le coupable. Le petit prince, tout déconfit et pleurnichant, reparut, l'instant d'après, suivi de la duchesse de Gontaut-Biron, gouvernante des Enfants de France.

— Bordeaux, dit le Roi, d'un ton sévère, pourquoi avez-vous fait cela?

L'enfant fondit en larmes :

— Mais, bon papa, puisque vous avez dit, hier soir, au salon, que « *c'était à mettre la clé sous la porte...* »

Effectivement, la veille, le Roi, exaspéré par les résistances de la Chambre, avait laissé échapper ces paroles imprudentes, immédiatement commentées et colportées par la malice des *ultras*. Cette candeur, mêlée d'espièglerie enfantine, désarma Charles X. Pour toute punition, il embrassa son petit-fils. Mais il frémissait, percé jusqu'au fond de l'âme, par la cruelle blessure de cette main innocente.

Après quoi, il se retourna vers la duchesse de Gontaut et il dit simplement :

— Dorénavant, madame, surveillez mieux votre élève!...

Pendant ce temps, Amédée de Bourmont, averti par son père, allait porter à sa fiancée la funeste nouvelle. Il la retrouva, se consumant à l'attendre sur son banc solitaire, à l'angle de la terrasse du Trocadéro.

Il était tard. La nuit descendait lentement. Des feux s'allumaient çà et là, sur l'immense cuve de vapeurs où s'envelissait Paris. Le crépuscule, frigide et blême, donnait, ce soir-là, à la ville fantôme un aspect terrifiant...

— Adèle, dit à mi-voix le jeune homme, soyez courageuse : il faut nous séparer.

Elle poussa un cri déchirant :

— Ah!... Tout est perdu pour moi!

Et elle se renversa, inanimée, contre le dossier du banc, dans l'écharpe de cachemire, présent de la Veuve tragique....

MAMMA NÉFISSA

Tandis que ce petit drame ignoré se passait sur la terrasse de Saint-Cloud, une intrigue d'amour commençante agitait le harem de Sidi Mustapha Bou-Mezrag, bey de Tittéri et le plus prochain vassal du Dey d'Alger, — intrigue qui devait avoir les conséquences les plus inattendues pour la conquête et même pour la destinée du lieutenant, Amédée de Bourmont...

Au moment même où Adèle de Becdelièvre s'évanouissait sur le banc du Trocadéro, devant Paris submergé par les brumes crépusculaires, un grand garçon vêtu en cavalier rôdait, d'un air anxieux, autour de la maison de campagne que le Bey possédait aux portes de Médéa, sur la route du Nador. Ce grand garçon était le fils aîné de Mustapha-Bey, Si Messaoud. Il rentrait à peine du Sud où il avait passé l'hiver à courir la contrée et à visiter les cheiks, amis ou alliés de son père. Bien qu'il eût tout au plus vingt-six ans, son rude visage, bruni et durci par la vie en plein air, donnait l'impression d'un homme fait. Avec ses bottes de cuir rouge broché d'or, ses éperons aux larges molettes, son épais burnous en laine de brebis, son cache-col et son haut turban lié de cordons en poils de chameau, c'était le cavalier du Sud dans toute sa rudesse martiale. Et cependant, ce Bédouin, à la peau tannée par le soleil et les vents, avait des moustaches blondes et des yeux bleus : ce qui surprenait d'abord.

Si Messaoud tournait à pas prudents autour du logis aux murs aveugles et secrets, non sans jeter, de ci de là, des regards inquisiteurs. Mais tout était muet aux alentours ; la campagne semblait déserte. Il était tard, d'ailleurs : tout près de six heures à la franque, l'heure de la prière vespérale. C'est pourquoi les fellahs qui rentraient des champs et qui apercevaient très bien le cavalier entre les branches des lauriers-roses, au bord de la route, se demandaient ce qui, à pareille heure, pouvait bien attirer Si Messaoud autour du harem paternel.

Pour des raisons de prudence très compréhensibles, le bey, qui était déjà vieux, avait installé ses femmes à la campagne. Il en avait une cinquantaine et il estimait que l'air de la ville ne leur valait rien. Et puis enfin son palais de Médéa était bien exigu pour abriter une famille aussi nombreuse. Et c'est pourquoi il avait fait aménager à l'usage exclusif de ces dames cette ancienne maison de campagne, qui joignait à la salubrité du site une foule d'autres avantages fort appréciés de ses hôtes féminins. C'était une haute bâtisse quadrangulaire aux murs rougeâtres percés de rares ouvertures extérieures et qui avait l'air d'une forteresse ou d'une prison. Mais de beaux jardins ombragés et rafraîchis par des vasques d'eaux murmurantes environnaient cette demeure farouche. De l'extrémité des jardins, entre les quenouilles rigides des cyprès, on apercevait un

grandiose paysage de montagnes, qui eût réjoui d'autres yeux que des yeux musulmans.

Si Messaoud, après avoir longuement épié les fenêtres closes et les entours du corps de logis, finit par obliquer à droite, vers un pavillon construit sur une éminence, au bout du jardin où il était enclavé, et qui avait dû être autrefois une dépendance de la maison de campagne des Beys de Tittéri. Il en était maintenant séparé par un mur de moyenne hauteur, un mur percé d'une porte basse qui s'ouvrait sur la sente bordée de figuiers et de lauriers-roses, où le jeune homme se tenait aux aguets. Dépité de ne rien voir du côté de la grande maison, il se rabattit sur le pavillon, qu'on aurait pris de loin pour un marabout avec sa kouba et ses murailles toutes blanches de chaux.

Il souleva doucement le heurtoir de la porte extérieure ouvrant sur le sentier. La planchette d'un judas glissa dans l'épaisseur du vantail et une grosse voix rauque articula :

— C'est toi, Sidi ?

— C'est moi, ô femme ! Moi, Sidi Messaoud !

— Bien ! Entre !... Mamma Néfissa t'attend !

Et, derrière une négresse mamelue, pesante et tanguante comme une barque, le beau cavalier, mystérieusement, franchit le seuil de la porte surbaissée, traversa une courette, puis pénétra dans un petit salon octogone, surmonté, lui aussi, d'une kouba et éclairé par d'étroites fenêtres de stuc aux verres de couleur.

C'est là que vivait, comme une maraboute retirée du monde, la veuve d'un ancien ministre de la marine sous le prédécesseur de l'actuel Dey d'Alger, Hussein Pacha. Par l'ordre d'Hussein, le ministre avait été décapité, après l'assassinat de son maître. Alors, la veuve, affolée, demanda en grâce à Sidi Mustapha, le Bey de Tittéri, de lui donner l'hospitalité, ou plutôt de la cacher dans une de ses maisons de Médéa. Mustapha, à qui le ministre de la Marine avait rendu maints services, consentit à accueillir la pauvre femme. Il lui avait cédé, dans les dépendances de son harem, ce petit pavillon, où la malheureuse était à l'abri des fureurs d'Hussein et où elle avait pu sauver quelques débris de son ancienne opulence.

Sidi Mustapha avait grande confiance en cette veuve et grande considération pour elle, — son mari étant un Coulougli,

descendant d'un janissaire turc, par conséquent un homme de race supérieure aux yeux d'un indigène algérien. Il estimait tellement cette noble personne qu'il lui avait confié l'éducation de son fils aîné Messaoud, la mère de celui-ci, une Kabyle, créature délicate et charmante, étant morte en le mettant au monde. L'enfant avait grandi sur les genoux de la veuve, avec une singulière petite fille, une orpheline aussi, qu'on appelait Khadidja, mais qui, parfois, se mettait en colère, trépignant et criant :

— Je ne m'appelle pas Khadidja ! Je m'appelle Laure !... Laure de Malbosc !

Elle disait cela en français. Car elle était née à Marseille d'une mère française et d'un père musulman. Elle affectait même de ne parler que le français, bien qu'elle eût appris très vite l'arabe. Et c'est pourquoi les femmes du harem l'avaient surnommée la *Roumia*... Avec Messaoud, son compagnon de jeux, elle ne parlait guère que le français; elle avait eu tôt fait de lui apprendre sa langue maternelle. Messaoud adorait sa petite amie française; il l'admirait, lui obéissait, ne pouvant la quitter, ne jouant qu'aux jeux inventés par elle. Et, tout de suite, naïvement, il avait fait le rêve de l'épouser... Et puis, un beau jour, on les avait séparés, un peu tard d'ailleurs et même trop tard ! Les enfants africains sont précoces. Khadidja avait treize ans, Messaoud en avait quatorze. A la rigueur, ils auraient pu être nubiles, de sorte que ce fut une grande imprudence de les laisser si longtemps ensemble. Mais Si Mustapha avait une telle confiance dans l'aimable veuve qui consentait à servir de mère aux deux orphelins !...

On les avait donc séparés ! Et, depuis ce temps-là, Messaoud n'eut plus jamais de nouvelles de sa petite amie. Le silence se fit brusquement sur Khadidja. On refusait de répondre aux questions de l'adolescent, quand il s'enquérait d'elle. Ce fut absolument comme si elle était morte.

Il en eut d'abord un très grand chagrin. Et puis, avec la mobilité de sa race et son étrange faculté d'oubli, il finit par ne plus penser à elle. Il fut bientôt en proie à toutes les fureurs de la puberté. L'adolescent devint rapidement un jeune homme, presque un homme fait. Très brave, d'une force et d'une adresse extraordinaires, il n'avait de goût que pour les exercices violents, les chevauchées dans la steppe ou dans la mon-

tagne, la chasse, les razzias. Très porté, comme tous les Africains, aux plaisirs de l'amour, il se tuait de volupté autant que de fatigues et de prouesses guerrières. Son père, qui redoutait son caractère violent et son humeur altière, le tenait, autant que possible, éloigné de lui. Il l'envoyait dans le Sud surveiller ses vassaux, procéder au recouvrement toujours difficile de l'impôt, ou bien dans ses fermes veiller à la rentrée des récoltes et au dénombrement des troupeaux. Mustapha Bou-Mezrag, bey de Titteri, réservait toute son affection pour son fils cadet, adolescent de seize ans, rejeton tardif qu'il avait eu d'une métisse, une danseuse des Ouled-Naïls fortement teintée de sang noir. C'est pourquoi les femmes du harem appelaient le fils chéri de Si Mustapha : « l'enfant de la négresse. » Ce jeune garçon offrait tous les stigmates de son origine douteuse et de sa naissance presque servile : il était lâche et fourbe, d'une faiblesse physique et d'un affinement tout féminins. Celui-là ne faisait pas peur à son père !...

Or, voici qu'en arrivant du Sud, Messaoud avait appris une grande nouvelle, qui se chuchotait dans toute la domesticité du bey : Khadidja avait reparu ! Elle était devenue l'épouse favorite du Dey Hussein, le Pacha d'Alger, à qui Bou-Mezrag l'avait offerte autrefois par courtisanerie, comme on offre une cavale de prix ou une lionne apprivoisée. Elle était venue passer quelques jours à Médéa, pour revoir, disait-on, ses compagnes de harem, se montrer à elles dans sa gloire de favorite toute-puissante, et peut-être aussi pour des raisons secrètes qui touchaient à la politique du Dey...

A la pensée que Khadidja était là, Messaoud était devenu subitement un autre homme. Brusquement, ses souvenirs d'enfance s'étaient ravivés, avec un tel éclat, une attirance tellement irrésistible que, tout de suite, il lui avait fallu revoir la petite fiancée oubliée. Entreprise ardue et même terriblement périlleuse ! Il ne s'agissait pas encore de s'emparer d'elle, mais simplement de la revoir. Il semblait au jeune homme que cette simple vue serait pour lui un soulagement, quelque chose comme l'apaisement d'une soif dévorante. Et c'est alors qu'il avait songé à l'entremise de celle qu'il appelait toujours *Mamma Néfissa*, l'hôtesse du pavillon blanc, la veuve qui lui avait servi de mère et qui lui gardait une tendresse toute maternelle. Certes, il pouvait entrer à sa guise chez Mamma Néfissa, la

veuve le traitant toujours comme un fils. Mais il se savait surveillé étroitement par les espions de son père. Et, du fait de la présence de Khadidja au harem, ses assiduités auprès de la vieille dame pouvaient paraître suspectes.

C'est pourquoi il avait choisi, pour sa visite, cette heure tardive. Et c'est pourquoi il se glissait si furtivement par la porte entrebâillée de la courette.

Il trouva la veuve de l'ancien ministre, à demi ensevelie entre les coussins d'un divan, au fond du petit salon octogone, à la voûte en kouba, la principale pièce du logis, où elle avait accumulé, avec une sorte de passion jalouse, les débris de son ancienne splendeur. Messaoud, qui n'y avait pas remis les pieds depuis plusieurs années, s'ébahissait de reconnaître là tous les objets qui avaient charmé son enfance et celle de Khadidja : les épais tapis de Smyrne, les tentures de velours rouge brochées d'or qui revêtaient jusqu'à mi-hauteur les murs blanchis à la chaux et les sveltes colonnettes de marbre, les étagères ventrues, peintes de roses, de coquelicots et d'œillets aux couleurs vives, encombrées de miroirs, d'armes de prix aux incrustations de corail et de turquoises, et surtout les pendules, — les nombreuses pendules, présents des consuls étrangers au ministre de la Marine de Sa Hautesse. Enfin, il y avait toujours, sur une petite table basse incrustée de nacre, une cage aux fils dorés, qui ravissait autrefois Messaoud et Khadidja, parce qu'on y voyait un serin, un serin empaillé, lequel, grâce à un ingénieux mécanisme inventé par les Roumis, se mettait tout à coup à battre des ailes et même à chanter... Et voici que sur une autre petite table, Messaoud retrouvait deux engins énigmatiques que ses petits doigts d'enfant et ceux de Khadidja avaient bien souvent manipulés : à savoir une lunette d'approche et un baromètre d'acajou offerts jadis par un consul d'Angleterre et que Mamma Néfissa conservait pieusement comme des témoignages de sa grandeur passée et aussi comme de mystérieux talismans.

Au milieu de ce capharnaüm, la maîtresse du logis trônait avec des airs de grande dame. Assise à l'orientale sur le divan, parmi des coussins admirables, elle tenait à la main un éventail de sparterie, à la vérité assez grossier, mais qui lui servait à mettre en évidence et à faire chatoyer les splendides émeraudes de ses bagues. Elle était couverte de bijoux

du plus grand prix et vêtue à la turque, de petits sabots de bois à ses pieds nus, et, au lieu des pantalons bouffants et de la veste des Mauresques, une espèce de dalmatique en soie gorge-de-pigeon, toute chamarrée d'applications d'or et d'argent, de boutons de cristal et de jade. Des parfums violents s'exhalaient de sa personne et de ses coussins : essences de rose et de pomme, effluves d'ambre et de jasmin. Elle avait l'air d'une vieille momie empoisonnée d'aromates. Malgré ses rides, ses paupières rongées par le kohl, elle minaudait, tout en jouant de l'éventail. On devinait que Mamma Néfissa, au temps de sa jeunesse, avait dû être coquette. Elle l'était toujours. Le bruit courait même qu'elle avait eu des faiblesses pour des esclaves de son mari, des esclaves chrétiens de haut rang, des gentilshommes, prétendait-on, qui l'avaient initiée aux raffinements et même aux élégances sentimentales des Roumis : le fait est que, lorsqu'elle quittait l'arabe, c'était pour parler une espèce de *sabir*, où se confondaient toutes les langues de la Méditerranée. Et cela lui rappelait sans doute la diversité de ses anciennes amours...

Affectant une dignité un peu risible, elle tendit d'abord sa main à baiser à Messaoud. Puis, à la vue de ce beau cavalier qui s'inclinait devant elle, elle ne put se tenir de s'exclamer :

— Messaoud, ô mon fils, bienheureuse celle qui partagera ta couche !...

Et, dans un élan de tendresse quasi maternelle où se mêlait peut-être un autre sentiment, elle lui ouvrit ses bras. Le jeune homme, étreint par une émotion subite, s'y précipita, en sanglotant :

— O Mamma Néfissa ! Mamma Néfissa !

Ces mots pleins de mignardise, qui signifient en arabe *Petite maman Précieuse*, il les prononçait avec une telle douceur qu'il s'en émouvait lui-même. Mille souvenirs charmants se levaient dans sa mémoire et, dans le même moment, il avait un sentiment si vif et si cruel des fatalités qui le séparaient de Khadidja, qu'il en était désespéré. Et ce grand garçon, ce rude guerrier, déjà habitué au meurtre et au pillage, pleurait comme un enfant sur le sein de la vieille femme, qui était sa mère d'adoption.

Mais elle se ressaisit bien vite, en personne qui sait ce que les convenances exigent et aussi le rang. Du bout de son éven-

tail, elle désigna à Messaoud le divan qui était en face du sien. Le jeune homme s'y accroupit dans les plis candides de son burnous. Tous deux semblaient un peu gênés et honteux de leur attendrissement passager. Mamma Néfissa, pour renouer le conversation, prononça machinalement :

— O mon fils, qu'as-tu fait si longtemps dans ce Sud?...

Mais le jeune homme ne s'intéressait plus aux gens du Sud, ni à leurs troupeaux, ni à leurs haras, ni à leurs zaouïas, ni à leurs marabouts. Dominé par son idée fixe, il demanda tout à coup avec exaltation :

— Elle est là, n'est-ce pas?

Et il tendait la main vers le logis du harem.

Mamma Néfissa devina tout de suite qu'il s'agissait de Khadidja. A voir la figure décomposée, les yeux fiévreux du jeune homme, elle comprit le drame secret qui le bouleversait. Épouvantée, elle prononça, en baissant la voix :

— Mon enfant, je t'en supplie, il ne faut plus penser à elle, jamais, jamais! Tu sais que c'est une chose impossible!

— Et si je l'enlève? Si je la prends de force...

— O mon fils, la folie d'amour t'égare. Tu veux te mesurer avec Hussein Pacha, avec ton père qui est son vassal et son ami : tu es vaincu d'avance!

Messaoud releva la tête d'un air de défi :

— Non, je ne serai pas vaincu! Me connais-tu si peu, ô mère, pour ne pas savoir que quand je veux une chose, il faut que je l'obtienne, fût-ce au risque de la vie... Comprends-tu? il me faut Khadidja! Je ne puis pas chasser son image de mon esprit... Mais tu l'as vue, n'est-ce pas? Elle est venue au moins t'embrasser, toi sa mère!... Oh! dis-moi : comment est-elle? Elle est toujours belle, n'est-ce pas?...

Un voile de tristesse passa sur le visage de la vieille femme. Après un silence lourd de rancœurs, elle finit par avouer :

— Non! elle n'est pas venue... Je crains que cette fille ne soit une ingrate. En tout cas, elle est étrange. Elle a toujours été étrange... Et puis elle est si froide!

— Elle l'était aussi avec moi! dit Messaoud. Après des moments d'expansion, elle se fermait tout à coup. Elle devenait lointaine et distante... Et pourtant, pourtant!... même en ces moments-là je sentais qu'une force obscure l'attirait vers moi!... Elle me dominait, mais je la dominais aussi...

— Je ne l'ai jamais bien comprise, confessa la veuve... Vois-tu, ô mon fils, elle n'est pas de notre race. Il y a comme un mur entre elle et nous. Sa mère, la Française, lui a fait un cœur français. Et pourtant, tu t'en souviens, quand elle était ici, elle disait qu'elle détestait les Français... Qui était sa mère ? je ne sais à ce sujet que ce qu'elle a bien voulu me dire. Et, tu t'en souviens aussi, elle ne parle pas volontiers... J'ai su par ailleurs que cette femme, qui appartenait à une grande famille ruinée, était tombée dans la galanterie. C'est ainsi que le père de Khadidja, Si Hamdan, qui s'était établi négociant à Marseille, a connu cette créature. Si Hamdan était le parent éloigné de mon mari. C'est pourquoi, lorsqu'il revint à Alger, ayant perdu toute sa fortune en de mauvaises affaires et lorsque, peu après, il mourut dans la misère, je crus devoir recueillir cette enfant, déjà orpheline de mère. Je te le répète, je ne sais rien de cette femme qui ensorcela Si Hamdan. Je sais seulement qu'elle était très belle...

Mais Messaoud n'écoutait pas les propos de Mamma Néfissa. Il ne songeait qu'à l'inaccessible Khadidja. Dans un sursaut de colère, il s'écria :

— Pourquoi mon père l'a-t-il livrée à Hussein Kodja ?... Ah ! ce Turc, je le trouverai donc toujours sur ma route !... Je l'exècre. J'exècre tous les Turcs. Ces étrangers qui nous ont réduits en esclavage, nous les fils de la terre ! Moi, par ma mère, je suis un Kabyle, un fils de la plus ancienne Afrique... Et tu sais, ô femme, comme ils nous traitent ! Ils nous mettent plus bas que les Juifs, nous infligent des impôts plus écrasants...

A ces mots, la vieille releva son visage flétri et fardé. Une singulière expression de haine passa dans ses yeux éteints :

— Hussein ! fit-elle crachant avec dégoût, Hussein a fait tomber la tête de mon mari. Cette tête, je l'ai vue fichée, comme celle d'un criminel, aux crocs de Bab-Azoun !...

Et, furtive, épiant tous les recoins de la pièce, elle ajouta d'une voix sifflante :

— Mais patience ! L'heure de la vengeance sonnera... Les Roumis vont venir !

La vieille femme et le jeune homme se regardèrent un instant. Et ce fut comme si une complicité secrète se nouait

entre eux. Mamma Néfissa, subitement épouvantée de ce qu'elle avait dit, se pelotonnait, se faisait toute petite entre ses coussins. Messaoud, en homme résolu à jouer son destin, ne gardait aucun ménagement :

— Les Français ! prononça-t-il avec dédain. Ils viennent faire une parade devant nos murs. Ils se tiennent à une distance prudente sur leurs vaisseaux, ils tirent quelques coups de canon qui ne font de mal à personne. Et puis ils s'en vont comme ils sont venus...

— Si j'en crois les nouvelles apportées d'Alger, dit la veuve, il paraît que, cette fois, ce sera grave, très grave, ô mon fils !...

— Eh ! que m'importe tout cela ! fit impétueusement Messaoud. Que le Pacha s'arrange comme il pourra avec les Roumis !... Une seule chose m'intéresse, ô ma mère ! Écoute. Réponds-moi sans détours... Peux-tu faire tenir ce papier à Khadidja ?

La vieille hésitait. Elle avait très peur. Une foule d'yeux et d'oreilles étaient aux aguets dans ces alentours du harem. Et puis elle considéra Messaoud, cette jeunesse, cette figure guerrière, ces yeux tout enflammés d'amour. Elle dit enfin :

— Mon enfant, je le ferai pour toi... Donne le papier.

Le jeune homme tenait à la main un billet qu'il avait extrait avec mille précautions d'une sacoche en cuir ouvragé dissimulée sous son burnous. Mamma Néfissa le cacha vivement sous un coussin. Et, comme si cette vieille amoureuse prenait goût à l'aventure, comme si la seule idée de cette intrigue et du danger couru remuait en elle une foule de souvenirs et de sentiments mal éteints, elle chuchota, d'un air de plus en plus circonspect :

— Écoute ! Je sais par mes femmes qu'*elle* doit aller au cimetière, demain, un peu après la troisième heure...

— Tu en es sûre ?

— Je te dis que je le sais ! Trouve-toi sur son passage... Elle sera avertie.

Mamma Néfissa mit un doigt sur sa bouche et elle fit signe au jeune homme qu'il était temps de terminer l'entretien :

— Qu'Allah te garde, ô mon œil ! dit-elle, avec un accent de dilection singulière.

— La bénédiction soit sur toi ! répondit respectueusement Messaoud... Et que demain soit heureux pour nous !

— Que ton vœu soit exaucé, ô mon fils !...

La nuit était tout à fait venue. A pas discrets, la négresse Aïscha venait de pénétrer dans la chambre. Elle alluma des bougies de cire rose sur un candélabre doré. Après quoi elle accompagna Messaoud jusqu'à la porte basse qui s'ouvrait sur la sente, et le burnous blanc du cavalier se fondit dans la pénombre nocturne.

LA RÉVOLTE DE MESSAOUD

Tout en cheminant vers le triste logis paternel, ce qu'on appelait pompeusement le palais des Beys de Tittéri, le jeune homme se répétait pour la centième fois les phrases du billet qu'il avait confié à Mamma Néfissa et où il pensait avoir mis toute la ferveur de son amour : « *O Kadidja, un sort inique nous avait séparés. Nous voici presque réunis. Je reviens enfin pour t'arracher à un vieil époux indigne de toi, à un tyran ennemi de ta race et de la mienne. Je suis prêt à te conduire là où le désirera ton cœur. Le mien n'est plus dans ma poitrine, il est dans la tienne. O Khadidja, souviens-toi de notre double promesse !* ».

Il jugeait cette adjuration tout à fait irrésistible. Mais si Mamma Néfissa reculait devant le péril d'un tel message ?... Non, elle ne reculerait pas. Il le sentait : Mamma Néfissa l'aimait d'une affection plus que maternelle. Grâce au dévouement et à l'astuce de cette vieille, Khadidja lirait les phrases brûlantes de son ami ; elle serait instruite de tout. Elle ne résisterait pas : il la verrait le lendemain, un peu après la troisième heure, sur le chemin du cimetière... N'était-il pas le fils du bey, presque un fils de roi ? Et il connaissait aussi son pouvoir sur les femmes. Et puis n'y avait-il pas entre eux la douceur de leurs communs souvenirs ? Cette enfance aux jeux partagés, sous l'œil indulgent de la veuve, c'était l'éden de leur vie. Sûrement Khadidja, enfermée dans le sombre harem de la Casba d'Alger, devait y rêver toujours. Elle devait avoir la nostalgie de Médéa, de ses jardins enchantés, du pavillon blanc de Mamma Néfissa, de son petit compagnon, si complaisant, si soumis à tous ses caprices, qui se laissait, comme une fille, parer et enguirlander par elle de colliers de jasmin et de fleurs d'oranger...

Ces images riantes le poursuivaient encore dans la misé-

rable chambrette du palais, nue et obscure comme une cellule de cachot, qui lui servait de chambre à coucher, et où il finit par s'endormir d'un sommeil fiévreux et plein de cauchemars...

Le lendemain, une lumière radieuse exaltait la campagne printanière. L'âme du jeune homme débordait de joie et de confiance, lorsque, docile à l'avertissement de Mamma Nélissa, il prit de nouveau la route du Nador pour épier le passage de Lalla Khadidja. Devant lui, à perte de vue, la houle des montagnes s'enflait, telle une mer glauque labourée par un fort Zéphyre. Baignée de vapeurs opalines, les cimes arrondies ou dentelées du Zaccar et de l'Ouarsenis, émergeaient dans le lointain comme les pylônes et les dômes de grands palais merveilleux. Le long des chemins creux, les haies étaient en fleurs, des glycines pendaient en festons entre les branches des platanes et des peupliers, et partout, sous l'herbe haute, on entendait des bruits frais d'eau courante.

Messaoud longea l'éminence où était le harem. Il obliqua, sur la droite, vers un sentier en pente qui suivait le cours torrentueux d'un oued et qui aboutissait au petit cimetière où étaient ensevelis les membres et les serviteurs de la famille beylicale. Le jeune homme descendit quelques pas, puis, avisant un massif de lentisques, il se cacha derrière et il attendit.

Il se demandait pourquoi Khadidja allait au cimetière, un jour comme celui-là, qui n'était point le rituel vendredi. Voulait-elle, pour se recueillir sur la tombe d'une amie de harem, éviter la cohue indiscrète des femmes, qui, au jour licite, viennent bavarder et croquer des friandises parmi les tombes? Voulait-elle être seule au milieu des morts?... Quel étrange caprice!

Lui, il se souciait fort peu des morts. Il ne savait même pas où l'on avait enterré sa mère, la petite Kabyle, qui était morte en le mettant au monde... Puis dans sa fatuité de coureur d'aventures, il accueillit l'idée que Khadidja, préoccupée de lui, avait prétexté cette visite funèbre uniquement pour le rencontrer... Oui! pourquoi était-elle revenue à Médéa, précisément lorsque lui-même rentrait du Sud?

Les minutes s'écoulaient. La troisième heure était depuis

longtemps passée, et Lella Khadidja ne paraissait point. Déjà, il désespérait, lorsqu'une rumeur de voix lui fit dresser l'oreille. Un véritable cortège s'engageait dans la sente, un cortège de femmes et d'eunuques noirs, ceux-ci ouvrant la marche, vêtus de vestes et de culottes bouffantes en velours vert et rouge soutaché d'or. Derrière eux, environnée de ses servantes, sur une mule somptueusement caparaçonnée, une femme était assise. Strictement voilée, enveloppée des pieds à la tête dans un haïck de soie blanche, elle se dressait sur sa monture, immobile et hautaine, comme une statue mystérieuse. C'était l'équipage et la suite d'une souveraine. Nul doute que ce fût Khadidja!...

La prudence conseillait à Messaoud de ne pas bouger. Mais le jeune homme avait banni toute prudence; il ne pouvait plus dissimuler. Du plus loin qu'il l'aperçut, il quitta sa cachette et, feignant le calme et l'indifférence, il s'avança au-devant d'elle. Le chemin était très étroit : il la frôlerait presque au passage. Et les eunuques, reconnaissant le fils de leur maître, n'oseraient pas l'écarter...

C'est, en effet, ce qui arriva. Il se rangea au bord de la sente, sur le talus qui dominait le lit de l'oued. Les eunuques, qui le reconnurent, lui lancèrent la rauque salutation arabe. Mais lui n'entendait rien, ne voyait rien qu'elle. Ses yeux s'attachaient éperdûment à cette longue forme blanche, qui s'avançait raide et toute droite, à peine secouée par le trot de la mule splendide... Qu'elle était grande! Était-ce bien Khadidja, la petite fille qui, par jeu, lui nouait au front des guirlandes de jasmin?... Et puis elle passa, tout près de lui, toujours immobile et comme hiératique, sur sa monture. Par la fente horizontale du double voile, il lui saisit les yeux au passage, ces yeux gris, tirant sur le mauve, qu'il connaissait bien, qu'il avait si souvent baisés en jouant avec elle sur les nattes du patio... Les yeux, froids et perçants comme deux pointes d'acier, le fixèrent un instant, mais sans trahir la moindre émotion, même un signe de vie. Ni colère, ni dédain, aucune expression de quoi que ce fût! Elle ne l'avait même pas vu. Il était devant elle comme s'il n'était pas...

Le cortège s'éloignait. Il disparut derrière les haies en fleurs. Alors une fureur s'empara de Messaoud, une rage contre elle, rage d'autant plus violente qu'il sentait son impuissance. Un

moment il balança s'il n'allait pas se précipiter contre les eunuques, les disperser, eux et les femmes, s'emparer de Khadidja. Et puis le sentiment de l'inutilité, de la démence d'un tel acte le rendait honteux de lui-même.

Il rentra au Dar-el-Bey dans un grand trouble qui ne faisait que s'accroître. Pour calmer son agitation, il fit seller son cheval favori, un superbe étalon noir, et il se lança à travers les broussailles et les précipices de la montagne. Il ne rentra qu'à la tombée de la nuit, l'air égaré, haletant, couvert de poussière et de sueur et brisé de fatigue.

Comme il était dans l'écurie, à surveiller les palefreniers qui pansaient le cheval tout blanc d'écume, les gourmandant, les injuriant à tort et à travers, Aïscha, la négresse de Mamma Néfissa, qui s'était approchée de lui à pas de loup, l'interpella à voix basse d'un « ya sidi! », qui le fit se retourner. Elle l'attira dehors, dans une petite ruelle obscure, lui glissa un billet sous sa gandoura et s'éclipsa avec une merveilleuse promptitude. Le billet était de Mamma Néfissa. Il ne contenait que ces quelques mots : « *Tout est fini! ne t'obstine pas! Impie qui résiste à la volonté d'Allah!* »

Cela lui fit l'effet d'un soufflet. Ainsi, *elle* ne lui avait même pas répondu! Cette favorite insolente le repoussait, le dédaignait! Lorsqu'il l'avait rencontrée sur la route du cimetière, elle avait pu être retenue par la crainte de se compromettre, elle et lui. Maintenant, il n'y avait plus moyen de douter des sentiments de Khadidja : il était rejeté par celle qu'il considérait toujours comme sa fiancée! Pas un seul instant, il ne se reprocha à lui-même son long oubli. Il était convaincu qu'il avait tous les droits sur elle. Et voici qu'elle les foulait aux pieds avec une cruelle indifférence! Le paroxysme de la colère amena en lui une brusque volte-face. Avec une ironie cinglante, il tourna en dérision son attachement pour cette fille. Il voulut lui rendre mépris pour mépris, et, afin de se prouver à lui-même la liberté de son esprit et de son cœur, de se démontrer qu'il la dédaignait, qu'il n'avait pas besoin d'elle, il s'en alla passer la nuit chez les Naïlias, qui sont des danseuses et des servantes d'amour. Là, au moins, il était sûr d'être accueilli, caressé, consolé peut-être... Le lendemain, il revint de chez ces femmes, saturé de dégoût et l'âme chavirée de tristesse.

Lorsqu'il repassa le seuil du Dar-el-Bey, un esclave, qui, sans doute, guettait son retour, l'avertit que son père le mandait chez lui... Messaoud tressaillit comme à l'approche d'un danger. D'habitude son père, qui ne l'aimait pas, l'évitait, le tenait à l'écart. Et voici qu'il le faisait appeler! Que se passait-il? Avait-il fini par se douter de quelque chose? Mais, d'avance, le jeune homme, qui, dans sa fougue, avait négligé les plus élémentaires précautions, était résigné à tout ce qui pouvait arriver...

L'esclave le conduisit jusqu'au bout de la galerie du premier étage, sur laquelle s'ouvrait une petite pièce voûtée en kouba, comme le pavillon de Mamma Néfissa, et mêmement éclairée par des lucarnes stuquées et serties de verres de couleurs, — réduit obscur qui tenait à la fois de l'alcôve et de l'oratoire.

Dans un angle, une boiserie peinte comme une porte d'armoire dissimulait un passage secret qui conduisait à la mosquée prochaine par une voûte enjambant la ruelle. Mustapha Bou-Mezrag, — ce qui veut dire, en arabe : l'Homme à l'épée, — le terrible bey de Tittéri était là, attendant son fils. Contrairement au protocole et à la coutume musulmane, il se tenait debout, l'air menaçant. C'était le type du vieux pilleur de tentes, d'autant plus impitoyable envers ses peuples qu'il était plus servile et aplati devant le Beylick. Ses longues moustaches tombantes, trop noires et évidemment teintes, son nez fortement aquilin, donnaient une expression plus brutale à sa figure d'oiseau de proie. Et cependant, drapé dans les plis immaculés de son burnous, il prenait, à de certains moments, comme une majesté sacerdotale. Tortillant, d'un geste fébrile, le manche de sa courbache, sans même répondre aux salutations de son fils, il lui dit, d'un ton de commandement et qui n'admettait pas de réplique :

— Tu vas partir pour Alger ! Il ne sert à rien de protester. Je sais tes agissements depuis ton retour ici. Hier, tu as commis une action, qui mériterait le plus sévère châtiment... Et voilà à quoi tu t'occupes, au moment où les Français nous menacent, où la guerre sainte est déclarée !... Demain, à la pointe du jour, tu partiras avec quelques cavaliers. Tu porteras, de ma part, à Hussein-Pacha un message que te remettra mon secrétaire. Ton message accompli, tu tu retireras dans

ma maison de campagne des Deux Moulins, au bord de la mer, et là, tu attendras mes ordres... Maintenant va! Et prends garde d'exciter ma colère!...

Messaoud connaissait de longue date la volonté inflexible, les colères homicides de son père. Il n'y avait qu'à s'incliner. La rage au cœur, il employa le reste de la journée à ses préparatifs de départ. Le soir, il sortit de la ville, et, comme s'il voulait faire ses adieux à cette terre de délices où il avait vécu des années enchantées, il escalada un monticule, d'où l'on dominait toute la campagne, et l'immense horizon montagneux.

A cette heure du couchant, le Zaccar et l'Ouarsenis se détachaient en noir sur une coulée d'or qui incendiait tout le ciel. Mais les magnificences crépusculaires touchaient peu cette âme farouche. Les yeux du jeune homme cherchaient, à l'autre bout du paysage, le pavillon blanc de Mamma Néfissa et les hautes murailles du harem où sans doute Khadidja était encore.

A cette pensée, toutes ses fureurs se ranimèrent. Elles se tournaient en exécration, — exécration contre elle, contre son père, contre Hussein-Pacha. Non seulement, on lui avait volé sa fiancée, mais on l'espionnait comme un malfaiteur! Au lieu de lui donner une place d'honneur dans l'armée qu'on réunissait pour la guerre sainte, on le reléguait dans une villa, au bord de la mer!... Sans doute, Mustapha réservait un premier rôle à son cadet chéri, au « fils de la négresse »!... On verrait à l'œuvre ce jouvenceau débile et plus vain qu'une femme. Un bel allié, vraiment, pour le Pacha!...

En songeant à Hussein, à ce vieux Turc qui, par la courtisanerie de son père, était devenu l'époux de Khadidja, il eut un ricanement féroce :

— Ah! ah! les Français vont venir!...

Peu lui importait que quelqu'un l'eût entendu! Il ne daignait plus se contraindre. Il redescendit vers la ville, le cœur tumultueux, prêt à toutes les représailles, à toutes les vengeances et à ce que les Roumis, faute de comprendre les âmes africaines, appellent, fort improprement sans doute, la trahison...

POUR LA GLOIRE

Lettre d'Amédée de Bourmont à sa cousine, Adèle de Becdelièvre.

En rade de Toulon.
A bord de la *Provence*, 25 mai 1830.

Chère Adèle,

Voilà un mois, — déjà ! — que nous sommes ici. Tant d'événements se sont succédé en ces quatre semaines, tant de fêtes, accompagnées de corvées pour moi, que je n'ai pu vous écrire aussi longuement que je l'aurais voulu. Vous ne m'en avez point tenu rigueur, puisque j'ai reçu de vous trois grandes lettres, depuis notre départ de Paris. Vous m'avez envoyé un véritable journal de la Cour, de la ville et même de la politique. C'est par vous que j'ai appris, avant que la presse locale en eût publié la nouvelle, le remaniement du ministère et le remplacement de MM. de Chabrol et de Courvoisier par MM. de Chantelauze et de Peyronnet. Mon père est très froissé de n'avoir pas été consulté à ce sujet par M. de Polignac. Il blâme de tels choix et il appréhende les pires choses... Je vous dis tout cela, parce que je sais que ce sera répété en bon lieu et à bon escient.

Mais en voilà assez sur ce désagréable sujet. Ma chère Adèle, je voudrais ne vous parler que de vous, que de nous seuls! J'ai peur d'être par trop égoïste, surtout en un moment comme celui-ci. Il faut pourtant que je vous remercie de votre beau courage. Vous avez été admirable à l'instant de la séparation. Je tremblais pour vous. Et c'est vous qui m'avez réconforté! Soyez-en bénie encore une fois!... D'ailleurs, vous le savez bien, ce n'est qu'une très courte épreuve à subir. Nous comptons toujours que la campagne ne durera pas plus de trois mois. Comme je vous le disais, tout sera terminé avant la fin de l'été. Vous verrez, nous nous marierons en septembre. Notre mariage aura lieu dans la chapelle de Saint-Cloud, et Mme la Dauphine assistera à la cérémonie. Quelle joie! quel honneur pour nous!...

D'ailleurs, tout s'annonce de la façon la plus heureuse. Vous n'imaginez pas l'enthousiasme de ce pays. Le reste de la France ne peut pas comprendre l'importance de l'expédition d'Alger.

Pour sentir cela, il faut, comme les Provençaux, avoir été razziés pendant des siècles, exposés aux descentes des corsaires, emmenés en captivité, rançonnés et torturés!... Marseille a fait à mon père une réception magnifique, mais ç'a été bien plus splendide pour monseigneur le Dauphin, qui est arrivé quelques jours après. Partout des drapeaux blancs, toutes les fenêtres pavoisées, depuis la Porte d'Aix jusqu'à la Préfecture! Et un enthousiasme inimaginable, des acclamations sans fin : *Vive le Roi! Vive Monseigneur le Dauphin!* Ce peuple, si prompt à s'exalter lui-même, était dans un véritable état d'ivresse et presque de folie. M. d'Haussez, qui accompagnait Monseigneur, n'a pu s'empêcher de le lui faire remarquer. Mais vous connaissez M. le Dauphin : il n'est jamais content. Il a répondu d'un ton bourru : « Il n'y a pas beaucoup de bons électeurs dans tout cela. » Quelle tristesse! Ne voir dans cette expédition d'Alger qu'une manœuvre électorale! Décidément, c'est mon père qui a raison, lorsqu'il nous répète : « Il n'y a que le Roi qui ait le sentiment de la grandeur et de la dignité de la France... »

Ici, à Toulon, l'accueil à l'héritier du trône a été moins cordial. Mais la ville est en joie. On y accourt de tous les points de la France, on y vient contempler un spectacle certainement unique : une flotte de plus de six cents navires réunie dans une rade immense, dans un cadre de montagnes admirables, pour transporter toute une armée et un énorme matériel de campagne!... La ville est devenue un véritable hôtel garni. Une foule de gens ne trouvent même pas à se loger. Mais la gaîté provençale n'en est point altérée. On danse, on illumine tous les soirs. De mémoire d'homme, jamais on n'aura tant dansé à Toulon. Et tous les jours, des réceptions de régiments, musique en tête! Des harangues, des banquets à l'hôtel de ville, des aubades aux généraux, avec tambourins et galoubets! Nous vivons littéralement en musique...

La rançon de tout cela, ce sont les longueurs de l'attente. Songez qu'il a fallu tout au plus cinq jours pour l'embarquement des troupes, — et voilà un mois que nous nous morfondons à attendre le signal du départ! M. l'amiral se retranche derrière son expérience et sa prudence de marin : il dit que le temps n'est pas sûr. Il faut avouer que la conduite de cette flotte énorme est pour lui une terrible responsabilité. Il ne faudrait qu'un coup de vent un peu fort pour dissiper et peut-être pour

détruire cet appareil formidable. C'est pourquoi M. Duperré veut être le seul maître à son bord et choisir son heure... Mais l'armée s'impatiente. Elle est étonnante d'ardeur et d'entrain. Il faut voir ces jeunes conscrits, ces volontaires qui sont venus à nous de toutes les provinces françaises et même de l'étranger, comme pour une nouvelle croisade. Mon père subit le contre-coup de ces impatiences. Il trouve excessive la circonspection de l'amiral et, dans sa hâte d'être à pied d'œuvre, il nous dit tous les jours : « J'ai l'ordre de prendre Alger dans le plus bref délai. Avec l'aide de Dieu, je compte ne pas tromper l'attente du gouvernement! »

Et pourtant il sait toutes les lacunes de la préparation, si minutieuse qu'elle ait été. Ce pays où nous allons, nous en ignorons presque tout. Nous ne connaissons ni la topographie des environs d'Alger, ni même cette baie de Sidi-Ferruch où nous devons débarquer. Pourra-t-elle contenir une flotte comme la nôtre? Pourrons-nous seulement atterrir?... Enfin, à la grâce de Dieu!... Mon père, qui songe à tout cela, ne s'en ouvre à personne. Il se fie à son étoile, à son flair du terrain, en homme qui a fait la guerre de broussailles et d'embuscade.

A ces soucis de métier s'ajoute, pour lui, le supplice quotidien d'être insulté par ces abominables journaux de Paris. On réédite l'histoire de Waterloo, on calomnie ses intentions, on l'accuse de courtisanerie. C'est pour avoir le bâton de maréchal, pour rétablir ses affaires, pour « faire du fourbi », comme ils disent cyniquement, qu'il aurait sollicité le commandement de l'expédition !... Il dissimule son indignation, comme ses inquiétudes et ses impatiences, sous un air de calme inaltérable, une maîtrise parfaite de soi, une politesse, une courtoisie de tous les instants, qui contrastent avec les façons malgracieuses de certains personnages. C'est visiblement un chef, — qui inspire la confiance à tous par sa certitude de vaincre. Mes trois frères et moi, nous sommes fiers de lui. Et lui, à son tour, je crois qu'il est fier de nous. Il est si heureux d'être entouré de ses quatre fils! Son orgueil paternel se lit sur son visage... Chère Adèle, vous êtes capable, vous me l'avez prouvé, de comprendre ces sentiments virils... Eh bien ! je vous l'avoue : la joie qu'il éprouve à nous voir autour de lui, prêts à tout pour l'honneur du nom, pour le Roi et pour la Patrie, cela me ferait oublier,

s'il était possible, le chagrin que je vous ai causé et que je vous cause encore...

Chère Adèle, il me tarde de vous revoir. Je voudrais que tout cela fût fini au plus vite... Ah ! quelles lenteurs désespérantes ! Songez que nous sommes depuis une semaine sur la *Provence* et toujours à l'ancre. Mon père croyait que sa présence à bord hâterait les choses. Il n'en est rien !... Ce matin, le bruit courait qu'on allait enfin partir. Ce n'était qu'une fausse alerte. L'amiral, fronçant ses gros sourcils noirs, se promenait sur le pont, d'un air tellement sombre que personne n'osait l'aborder. Pourtant, le vent semblait favorable, et mon père, ayant examiné le ciel et l'état de la mer, a dit : « Ma foi ! s'il ne profite pas de ce temps-ci, je ne sais plus que penser... »

2 heures du soir. — J'ai interrompu ma lettre, attiré sur le pont par un vacarme soudain de branle-bas. Cette fois, c'est bien le départ. L'amiral a donné le signal d'appareiller. A cinq heures, nous partons. Mon père m'appelle... Chère Adèle, je vous dis au revoir ! Mon cœur bondit vers vous ! Puisse ma prochaine lettre être datée d'Alger et vous apporter, avec la ferveur constante d'un amour plus fort que tout, la nouvelle de la victoire !...

AMÉDÉE.

En effet, le signal d'appareiller venait d'être lancé. Ce fut comme une traînée de poudre. Instantanément, les quais du port, les collines prochaines, et jusqu'aux roches arides qui dominent Toulon, tout fut couvert d'une multitude compacte et bariolée qui agitait des mouchoirs, qui poussait des vivats. Sur le quai de l'Hôtel de ville, où se pressaient les uniformes et les toilettes féminines, les cariatides de Puget, nimbées de soleil, semblaient, de leurs bras repliés avec effort, élever des couronnes par-dessus la foule. Le mistral, qui commençait à souffler, dilatait les poitrines, fouettait les énergies et les enthousiasmes, faisait claquer les pavois des navires. C'était une détente délicieuse, quelque chose comme l'éclatement d'un prodige longuement désiré.

Le rade et le port étaient, en vérité, un spectacle merveilleux : les voiles frissonnantes de plus de six cents navires, ce déploiement inouï de toiles, qui dérobaient la vue de la mer,

qui obstruaient tout l'horizon, cette vaste palpitation d'ailes géantes comme pour un départ fabuleux... Et ces pavois éclatants, ces longues banderoles échevelées qui tombaient du sommet des mâts, cet immense parterre de couleurs mouvantes et bougeantes qui se balançaient sur l'eau, tel un grand jardin flottant... Et, au milieu de tous ces navires parés comme des femmes, le vaisseau-amiral, la *Provence*, image symbolique de toute cette région maritime, — enguirlandée et resplendissante de tous les feux de ses fenêtres obliques et de toutes les dorures de son château d'arrière, — la belle frégate peinte en rouge, bleu et or, avec son quadruple étage et ses balcons fleurdelysés, ses trois lanternes colossales et son écusson sommé du pavillon royal, — et, sur la dunette, l'amiral, en pantalon blanc, l'épée au côté, le bicorne en tête, brandissant un portevoix épanoui comme une conque et, du tonnerre de sa voix, dominant le tumulte, comme un dieu marin qui aurait donné ses ordres à la Méditerranée...

Les musiques jouaient sur les quais, sur les navires, à tout instant dominées par les vivats et les clameurs. La foule criait :

— Alger! Alger!

Et à ce cri répondait le cri des matelots dans les hunes :

— Alger! Alger!... Vive le Roi!

Les deux bricks, le *Du Couédic* et la *Créole*, sortirent les premiers de la rade. Puis le défilé des grandes unités navales commença. Enfin, vers cinq heures, le vaisseau-amiral s'ébranla dans le fracas des canonnades, tandis que les musiques des équipages jouaient l'air gaillard et guerrier *Vive Henri IV!*... A la poupe de la frégate, au-dessus de l'écu de France, le pavillon royal déployait les dorures neuves de ses lys. Dans une rumeur triomphale et dans une splendeur d'apothéose, le vieux drapeau de la monarchie quittait le rivage de cette France qu'il avait faite si grande et où il ne devait pas revenir...

En mer, le spectacle fut plus merveilleux encore. L'immense flotte s'ordonna. L'armée navale se forma immédiatement sur trois lignes : à droite, l'escadre de réserve; au centre, l'escadre de débarquement; à gauche, l'escadre de convoi, avec la *Provence* en tête. Plus au large, à l'est, une partie de l'escadre de convoi, le reste des embarcations devant partir 24 ou 48 heures plus tard.

Cette flotte de six cents navires, ces toiles grondantes qui couvraient des lieues, qui s'avançaient d'un mouvement impérieux et farouche, ce triple sillage qui fendait toute la Méditerranée visible, qui se perdait à l'infini dans les féeries du couchant, c'était quelque chose de magnifique et de gigantesque, qu'on n'avait jamais vu et que, sans doute, on ne reverrait jamais plus. Cela éveillait des idées de grandeur et de puissance, qui transportaient, et cela allait exciter, chez nos voisins, des jalousies inexpiables... Amédée de Bourmont, accoudé à l'arrière, contemplait cette pompe marine. Les musiques des équipages jouaient toujours sur les autres navires. Sur la *Didon* qui était la frégate la plus proche, il distinguait nettement un groupe de sapeurs alsaciens à la longue barbe blonde, qui chantaient un chœur d'un accent grave, presque religieux. Ailleurs, c'étaient les refrains légers ou gouailleurs des méridionaux et des Parisiens. Et toujours ces cris :

— Alger! Alger!... Vive le Roi!...

Une clameur frénétique poussée par soixante mille poitrines.

Le jeune homme s'exaltait à ce spectacle, à cette rumeur belliqueuse et formidable. Il défaillait de trop de beauté, de trop de magnificence. La signification de cette clameur, le sens de ce spectacle, cela allait plus loin, beaucoup plus loin que la minute présente, cela dépassait l'Afrique, le Roi et la France. C'était le signal d'un départ pour on ne savait quel grand destin, quelque chose qui écrasait toutes les destinées particulières et dont Dieu seul avait le secret, — quelque chose que le jeune soldat envisageait avec ravissement et terreur, quelque chose où s'abîmaient son amour et lui-même. En cette minute, il ne pensait plus à sa fiancée. Il avait envie de mourir, comme on a envie de respirer, — pour rien, pour la beauté de l'aventure, pour la gloire...

Louis Bertrand.

(La deuxième partie au prochain numéro.)

LA QUESTION

DU

SURMENAGE SCOLAIRE

Par arrêté en date du 25 juillet, M. Marraud, ministre de l'Instruction publique et des Beaux Arts, a institué une commission spéciale chargée de procéder à une enquête sur la question des horaires et du surmenage scolaire.

Depuis un an surtout, la question de la surcharge des études est agitée, non seulement dans les milieux universitaires ou médicaux, ou au sein des groupements qui s'occupent de l'enfance, mais dans la presse quotidienne. Ainsi que le ministre l'a dit en ouvrant la session de juillet du Conseil supérieur de l'Instruction publique, cette question, quoi qu'on en pense, est posée devant l'opinion publique. Et comment ne pas s'émouvoir, à la pensée que la santé physique et intellectuelle de la jeunesse française, et par suite l'avenir de la race et celui de la nation, risquent de se trouver compromis par des disciplines scolaires dont on peut dire qu'elles sont universellement condamnées.

En raison même de la multiplicité des articles parus un peu partout, et des déclarations faites aux représentants de la presse politique, nous croyons utile d'exposer à tous ceux qui se préoccupent, comme parents ou comme Français, des choses de l'éducation, de quelle façon la question va se présenter devant la commission d'enquête.

LE POINT DE VUE PHYSIOLOGIQUE

Et d'abord, y a-t-il surmenage ? Charcot en niait la possibilité, estimant que l'enfant auquel est imposé un travail excessif finit par l'exécuter machinalement et que, sa capacité intellectuelle dépassée, il cesse d'absorber ce qu'on lui enseigne et rejette le surplus. D'autres psychiatres ont émis la même opinion, notamment un des maîtres de la psychologie pathologique, le professeur Georges Dumas, et le docteur G. Heuyer qui déclare n'avoir jamais vu un enfant surmené.

D'autres cliniciens, et des médecins traitants, affirment au contraire que nombreux sont, parmi les meilleurs élèves et à mesure que l'année scolaire s'avance, les enfants qui présentent des signes manifestes de surmenage : agitation nerveuse chez les uns, dépression chez les autres, troubles gastro-intestinaux et prédisposition à contracter des maladies aiguës ou chroniques.

L'Académie de médecine, qui déjà, en 1887, s'était préoccupée de la question, a entendu, le 18 juin dernier, un rapport sur le surmenage scolaire établi par le docteur Lesage (1), et qui, discuté le 2 juillet, fut renvoyé pour étude à la Commission composée des docteurs Paul Le Gendre, Marfan, Nobécourt, Léon Bernard, Jules Renault et Lesage, et à laquelle ont été adjoints MM. Lapique, Portier, Georges Dumas et Mme Curie.

La Commission avait décidé de ne pas intervenir dans les questions de pédagogie et de discipline, mais de limiter son étude à l'examen des phénomènes purement physiologiques.

Le rapporteur a fait ressortir le fait que « la vie normale de l'enfant est toute de mouvement », que « l'immobilité lui pèse », que « la croissance a besoin de mouvement, d'air et de soleil » et que « la vie au ralenti, en vase clos et en inertie, atrophie l'organisme qui, gêné dans sa croissance, résiste moins aux diverses infections (tuberculose, etc...).

« L'enfant, dit-il, doit dormir :

Quinze heures de trois à cinq ans ;
Treize heures de cinq à sept ans ;

(1) *Bulletin de l'Académie de Médecine*, 3e série, tome CI ; Masson et Cie éditeurs.

Douze heures de sept à neuf ans ;
Onze heures de neuf à quatorze ans ;
Dix heures de quatorze à dix-huit ans.

« Dès le réveil, une heure doit être réservée au petit déjeuner et aux soins corporels (bains, douches, tubs) qui doivent être journaliers et non hebdomadaires comme ils le sont à ce jour dans les lycées.

« A midi et le soir, deux heures doivent être réservées pour le repas et la détente familiale.

« Dans le reste de la journée, les heures d'immobilité (classe, études, leçons et devoirs) doivent être progressivement croissantes suivant l'âge, car c'est une erreur de physiologie de vouloir identifier toutes les périodes de l'enfance.

« Ces heures d'immobilité ne doivent pas dépasser (sous réserve d'un repos complet l'après-midi du jeudi et la journée du dimanche) :

Deux heures de six à sept ans ;
Trois heures de huit à neuf ans,
Quatre heures de dix à onze ans ;
Cinq heures de douze à quatorze ans ;
Six heures de quinze à seize ans.

« Les travaux intellectuels se feront le matin et à la fin de l'après-midi. Les heures libres l'après-midi seront réservées à l'enseignement physique, aux jeux de plein air et à certaines disciplines qui n'exigent pas l'immobilité et qui stimulent la curiosité naturelle de l'enfant.

« En un mot, le but que l'on doit poursuivre est d'éviter le plus possible l'immobilité en limitant au strict nécessaire les heures de classe et d'études.

« L'enfant ne doit pas travailler avant huit heures et après dix-neuf heures. On ne doit plus voir l'enfant peiner sur des leçons et des devoirs, le matin dès le réveil et le soir à vingt et une heures et vingt-deux heures.

« Les exercices physiques ne doivent plus être pratiqués en chambre. Le jeu de plein air, comme l'a bien montré Claparède, a une très grande valeur éducative au point de vue du dressage sensoriel et de l'éducation de la volonté. Il faut entraîner l'enfant en variant le travail et en suscitant con-

stamment sa curiosité. On doit éviter l'abus des exercices physiques, qui provoque un surmenage intellectuel, comme l'a dit, il y a bien longtemps déjà, notre collègue Paul Le Gendre.

« Enfin, on doit complètement s'abstenir des jeux violents tout de suite après le repas. »

De ces considérations strictement médicales les auteurs des deux articles principaux du numéro de juin 1928, que *le Journal Médical français* (1) a consacrés au surmenage, se sont un peu écartés, mais les faits qu'ils ont apportés, les idées qu'ils remuent, offrent un si grand intérêt qu'il faut nous y arrêter.

Les docteurs Lesné et Charles Richet fils dénoncent « la grande erreur scolaire ». « Croire que la somme des connaissances de l'enfant est proportionnelle au nombre d'heures où il est assis à sa table dite de travail, est une de ces douces naïvetés, chères aux parents, et que l'enseignement public traîne avec lui au moins depuis Gerson. Si cette technique pédagogique n'était qu'inutile, il n'y aurait pas trop lieu de s'inquiéter, mais elle est néfaste. »

Et les auteurs de l'article rappellent ce principe physiologique que, pour bien travailler, on ne doit pas aller jusqu'à la fatigue. Ils demandent quatre heures de jeu ou de sport dirigé l'après-midi. Enfin, ils déclarent funeste à la jeunesse l'atmosphère des grandes villes. Ils voudraient voir les lycées du centre de Paris disparaître, et les enfants être élevés dans des établissements situés à la campagne ou dans les petites villes, où ils seraient non pas internes, mais en pension chez des professeurs ou des correspondants. Ils reconnaissent l'existence de deux obstacles principaux à la réalisation de ce rêve en France : la séparation d'avec la famille qu'ils adjurent de renoncer à ce qu'ils considèrent comme de l'égoïsme, et la dépense. Ces obstacles sont réels, et il est bien certain que, pour ne parler que du second, les familles de la bourgeoisie française ne sont pas en général en situation de dépenser pour leurs enfants ce que coûte l'éducation des leurs aux familles bourgeoises anglaises dont les revenus, à égalité de situation, sont quatre ou cinq fois supérieurs.

Le deuxième grand article, consacré par *le Journal Médical français* au surmenage scolaire, n'est pas écrit par un médecin,

(1) A. Poinat, éd., 21, rue Cassette.

mais par Mme Marguerite Reynier, professeur au lycée Montaigne et secrétaire générale du Bureau français d'éducation, que cette double qualité met à même de posséder, à côté de son expérience propre, une documentation précieuse.

Mme Reynier apporte des « chiffres relevés depuis octobre 1927 dans une classe de trente-six élèves, de huit à neuf ans, d'un des lycées de Paris les mieux situés au point de vue hygiénique et appartenant à une section dirigée par un professeur particulièrement soucieux d'épargner aux enfants les efforts inutiles ou exagérés. Deux élèves ont dû, pour cause de fatigue générale, abandonner le lycée à la fin du premier trimestre ; pour les mêmes raisons, deux autres ont fréquenté de façon tout à fait intermittente ; un cinquième a dû quitter à la mi-février; enfin, au 25 mars, cette classe comptait onze absences, soit presque un tiers des élèves. »

Nous pouvons actuellement conclure déjà de l'ensemble des opinions recueillies que, si l'on veut sauvegarder la santé des jeunes générations, il y a danger à laisser les choses en l'état. La complication et l'agitation de la vie, surtout dans les grandes villes, ont leur contre-coup sur l'enfance. A la fatigue résultant du travail s'ajoute, de façon fâcheuse, celle qui résulte de l'existence urbaine : pour les élèves des écoles primaires des grandes villes, le mauvais air, les logis surpeuplés et malsains dont les effets viennent accabler des enfants parfois chargés de lourdes hérédités ; pour les élèves de l'enseignement secondaire, l'habitation loin du lycée, les distractions, les sorties mondaines.

L'exaspération du mal a attiré l'attention sur les conditions mêmes de la vie scolaire et fait éclater aux yeux la nécessité d'organiser celle-ci sur d'autres bases, de réduire les heures d'étude et d'attention, les heures aussi d'immobilité. Un examen plus précis des conditions mêmes de la croissance a montré la nécessité de permettre à l'enfant de remuer, d'agir, de jouer aussi. La difficulté est énorme de réserver des espaces libres au centre des grandes villes, ou de transporter chaque jour la population scolaire sur des terrains de jeux de la périphérie, mais la solution doit être recherchée, et il y aura lieu de savoir quelles sont celles auxquelles on s'est arrêté, à l'étranger, dans tels pays où la question se pose avec la même douloureuse acuité.

Le gouvernement a fait voter par la loi du 20 juillet 1928 des crédits pour organiser l'enseignement physique. La gymnastique, telle qu'elle est pratiquée dans les établissements d'enseignement secondaire, ne donne satisfaction à personne, ni aux élèves qu'elle n'intéresse pas, ni aux parents qui ne la trouvent pas efficace, ni aux professeurs d'éducation physique qui, ne dépendant pas de la Direction de l'enseignement secondaire et n'étant pas soumis à l'inspection académique, se plaignent de voir l'Administration se désintéresser de leurs efforts. Il semble qu'à l'école primaire la situation soit meilleure, tout au moins dans les grandes villes, où l'enseignement physique est donné sous la surveillance d'inspecteurs qui s'inspirent notamment de la méthode dite naturelle. Les instructions prévoient que les instituteurs et institutrices doivent pouvoir eux-mêmes donner la leçon, et les essais tentés, il y a déjà vingt ans, par le docteur Tissié de Pau, dans le département des Basses-Pyrénées, ont montré la possibilité d'arriver à d'excellents résultats. Malheureusement, les maîtres n'ont pas encore compris la nécessité de l'éducation physique et esquivent pour la plupart l'obligation d'en donner la leçon ; il est indispensable que dans les Écoles normales on les entraîne à cette nouvelle et importante forme de leur activité, et qu'en s'adressant à leur jeune enthousiasme on leur en fasse éprouver le besoin pour eux-mêmes et sentir les bienfaits pour les enfants qui leur seront confiés.

Combien nous sommes loin de la réalisation du magnifique projet que vient d'exposer dans un livre remarquable : *Pour l'éducation intégrale* (1), un universitaire, M. J. Gotteland, agrégé de l'Université, directeur général de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Antiquités au Maroc ! M. Gotteland voit dans l'éducation physique non seulement un entraînement du corps et une garantie de santé, mais une formation du caractère. Elle fait partie d'un système d'éducation où seraient remis en honneur les autres « modes proprement éducatifs de l'activité pédagogique..., ceux qui ne visent et ne servent qu'à façonner l'homme dans l'enfant et l'âme dans l'homme, savoir le dessin, la musique, la gymnastique ».

Il voudrait voir « poser ces règles : qu'il y aura tous les

(1) Fernand Nathan éd. (bibliothèque des *Éducateurs*).

jours pour tous les groupes d'élèves une séance d'éducation physique d'environ une demi-heure ; toutes les semaines une demi-journée d'éducation sportive sur le terrain de jeu, — que ces séances ne se confondent pas avec les récréations, — qu'elles doivent être placées aux heures favorables suivant les saisons. Un cadre et des règles d'emploi du temps étant ainsi définis, on ne se laisse aller, en aucun cas, à enfreindre l'une des règles, ou à déborder le cadre. On se trouve alors conduit à ne conserver, de toutes les matières d'enseignement, que les plus nécessaires, c'est-à-dire les plus éducatives, et dans chaque matière à se borner à l'essentiel, c'est-à-dire aux éléments d'abord, aux méthodes ensuite. »

Puisque, ainsi que nous l'avons vu, la Commission d'enquête devra entendre le cri d'alarme poussé par les médecins, elle devra examiner les suggestions de M. Gotteland et les méthodes si hautement éducatives qu'il préconise. Elle ne pourra négliger en même temps de rechercher dans quelle mesure le sport, « revanche spontanée de l'éducation sur l'instruction, de l'esprit constructif sur l'esprit critique (1) », ne risque pas, comme certains le signalent, d'avoir parfois de fâcheuses répercussions sur la santé. Il ne s'agit pas de faire quelques athlètes, mais de préparer l'ensemble des générations futures à aborder la vie dans un parfait état d'équilibre physique, intellectuel et moral.

LE POINT DE VUE INTELLECTUEL

Or, c'est cet équilibre tout entier qui serait menacé. On n'accuse pas seulement les programmes scolaires de fatiguer les élèves : on leur reproche encore d'en faire des jeunes gens sans culture. Non seulement les heures nombreuses qu'ils consacrent au travail seraient nuisibles à leur santé, mais elles seraient perdues pour leur formation intellectuelle. Et ce ne sont pas seulement les médecins et les hygiénistes qui s'émeuvent, mais les universitaires et les professeurs.

Dans son dernier rapport sur le concours d'admission à l'École normale supérieure et l'obtention des bourses de licence ès lettres (2), M. Bouglé a signalé que, sur 204 concurrents, le

(1) Lucien Romier, *Nation et Civilisation*, Paris, 1926, p. 149.
(2) *Revue universitaire*, numéro de mars 1929.

jury a trouvé 30 copies excellentes, 42 détestables ayant mérité des notes allant de 1 1/2 à 4 1/2, et 43 franchement mauvaises avec des notes allant de 5 à 6 1/2. « On est confondu, dit-il, devant le vide, l'incohérence, la sottise et l'incorrection de certains devoirs. On se demande comment certains candidats ont pu réussir à passer leur baccalauréat décemment; comment ils ont pu conserver cette débilité de pensée, cette absence de logique, cette vulgarité de sentiment et d'expression qu'on trouve dans leurs copies. L'orthographe est passée au dernier rang de leurs préoccupations. Dans telle copie, nous relevons trente fautes d'orthographe; on y fait accorder les singuliers avec les pluriels. Ailleurs, on trouve des choses extraordinaires... ou bien, et c'est le dernier degré de la faiblesse, il n'y a plus rien que bavardage puéril... On imagine difficilement que de pareils défauts puissent être corrigés... En latin, c'est à peu près la même chose qu'en français. »

Des professeurs de l'enseignement supérieur ont fait entendre les mêmes doléances. Le doyen de la Faculté de droit de Caen me disait à moi-même, que, si j'avais le loisir d'examiner avec lui des compositions d'étudiants de première année, je serais « sidéré ». Ces jeunes gens ne savent pas l'orthographe, ils ne savent ni penser ni écrire.

Dans le rapport qu'il a présenté à la Commission de l'éducation du Redressement français (1), M. Galletier, doyen de la Faculté des lettres de Rennes, signalait que, dans la plupart des cas, qu'il s'agisse des étudiants ou des étudiantes, l'éducation littéraire est à reprendre de fond en comble : en français, on écrit mal et souvent sans orthographe; en langues vivantes, on manque de l'entraînement suffisant pour la lecture rapide et copieuse des textes étrangers; en latin et en grec, on a trop souvent une ignorance presque complète de la grammaire la plus simple. Cela est si vrai que les Universités ont dû créer, à l'usage des nouveaux venus, de vrais cours de faibles, dissimulés sous le nom de cours complémentaires : c'est le seul moyen pour que la majeure partie des étudiants arrive à suivre sans trop de peine les cours d'enseignement supérieur.

En même temps qu'il signale le mal, M. Galletier indique quelle en est, suivant lui, la cause. Les Facultés réclament

(1) Publié par l'*Éducation*, numéro de juillet 1929; F. Lanore, éd., 48, rue d'Assas, Paris.

de leurs auditeurs qu'ils aient, avec un honnête bagage de connaissances, des esprits bien faits, pourvus d'idées nettes et de vues d'ensemble, ayant le goût de la clarté et de la logique. Or, la plupart des élèves se révèlent incapables de saisir l'ensemble d'une question, de classer les idées et de les exprimer nettement. Ils sont les victimes d'une sorte de cinéma scolaire qui leur a interdit la continuité de la pensée et la réflexion : pour eux tout demeure fragmentaire et placé sur le même plan. A leur entrée dans les Facultés, ils sont comme noyés, incapables de s'orienter au milieu des diverses disciplines et de se donner eux-mêmes une méthode de travail.

« Il faut enfin des esprits curieux et actifs. Jusqu'à dix-sept ou dix-huit ans, les enfants ont été abreuvés de cours et de conférences ; ils n'ont presque pas eu de temps pour réfléchir en dehors des classes, pour lire à leur gré, pour laisser à leur esprit quelque initiative. Les programmes ont beau prescrire « les lectures complémentaires », nous savons tous que le collégien d'hier et celui d'aujourd'hui arrivent à peine à trouver le temps nécesaire pour faire les devoirs réguliers, apprendre les leçons, préparer des textes. L'enfant transporte à la Faculté cette dangereuse croyance à la seule vertu du cours. L'étudiant croit avoir fini sa tâche quand il a écouté un cours et pris des notes; il n'a pas la curiosité ni la force du travail personnel : il y a chez lui une passivité inquiétante qu'il serait fâcheux d'aggraver.

« Dans ces constatations ou ces doléances, qu'on ne voie pas l'ombre d'une critique à l'adresse de nos collègues de l'enseignement secondaire : leur dévouement et leur compétence sont hors de cause, et jamais leurs méthodes n'ont été plus sûres et plus vivantes. Leurs plaintes rejoignent du reste les nôtres et ils savent très bien que, si l'enseignement secondaire ne porte pas tous les fruits souhaitables, la faute en est à la surcharge des programmes et à la dispersion qu'ils imposent à l'esprit. »

Dans l'enseignement primaire élémentaire ou supérieur, les mêmes défauts se retrouveraient. Un directeur d'école primaire supérieure se plaignait devant moi qu'on eût dernièrement ajouté au programme du concours d'entrée aux Écoles normales l'étude des logarithmes, dont jamais le futur instituteur n'aura besoin de se servir.

Bien qu'il n'entre évidemment pas dans l'esprit des auteurs des programmes d'ajouter de nouvelles matières pour permettre l'élimination des candidats en surnombre, il arrive que la sélection se fasse, en fin de compte, plus sur la multiplicité des connaissances que sur la valeur des qualités fondamentales de l'esprit. Et le même phénomène se produit presque fatalement avec des programmes surchargés, aux concours des grandes écoles, autant qu'aux examens universitaires.

Le groupe régional parisien de l'Union nationale des membres de l'enseignement public, dont l'importance et l'originalité viennent de ce qu'elle réunit des professeurs des trois ordres d'enseignement, a procédé à une enquête dont les résultats ont été publiés dans les bulletins de janvier et de mars 1929 (1).

La conclusion qui se dégage des réponses des membres de l'Union nationale appartenant à l'enseignement primaire supérieur est la suivante : il faut réformer les programmes; surtout limiter leur étendue et « concentrer l'attention des élèves sur deux matières principalement chaque trimestre : faire apprendre moins de choses, mais étudier en profondeur. Dresser les élèves à la réflexion personnelle, en les faisant plutôt lire qu'étudier; en les promenant, en organisant des visites instructives ».

Pour l'enseignement secondaire, en ce qui concerne les programmes, les réponses sont à peu près toutes affirmatives : les programmes sont démesurés. En ce qui concerne les manuels, on hésite entre deux théories : les uns voudraient voir les manuels rester touffus, comme ils le sont, et les professeurs faire un cours résumé; d'autres voudraient au contraire que les livres scolaires fussent résumés, et que le professeur en développât certaines parties. Quant aux horaires, on les juge excessifs ; on désire les voir se rapprocher de vingt heures. C'est aussi à ce chiffre que les proviseurs et directrices de lycées se sont arrêtés, lorsqu'ils ont examiné la question à leur dernier congrès.

Les réponses ne varient pas avec les opinions politiques. Deux compagnons de l'Université nouvelle, groupement qui est aux antipodes de l'Union nationale, ont rédigé des rapports (2) dont voici les conclusions :

(1) Au secrétariat administratif, 9, rue de Provence, à Versailles.

(2) Rapport Bouvier (*la Prophylaxie mentale*, n° 13, 1er semestre 1928 et

« Caractère encyclopédique des programmes, dus à l'augmentation rapide des connaissances humaines, à l'intérieur de chaque discipline ; à la rédaction des programmes par des spécialistes, qui considèrent tous, en toute naïve bonne foi, que leur science est le centre fondamental des connaissances, la base de la culture, et s'efforcent d'augmenter le temps qui lui est réservé dans les horaires, — insuffisance des méthodes d'enseignement : abus des cours dictés, malgré les instructions ministérielles ; abus des exercices à préparer ; abus des devoirs écrits, — mauvaise hygiène scolaire : monotonie des horaires, — exigences injustifiées des familles... manque d'homogénéité des classes... (1). »

Je signalerai à ce propos que jadis, à l'École Monge, les classes étaient divisées en trois sections : les forts, les moyens et les faibles : on avait ainsi des classes homogènes, alors qu'actuellement les instructions données aux chefs d'établissement sont, lorsqu'une classe trop nombreuse doit être divisée, que l'on répartisse également dans chaque division les élèves les meilleurs et les moins bons. A l'École alsacienne, où l'on divise les classes en deux, on laisse dans la division la moins forte quelques bons élèves pour servir d'entraîneurs.

On peut discuter sur la meilleure façon de diviser les classes, mais tout le monde est d'accord sur la nécessité de le faire. Les professeurs ont dénoncé avec autant de vigueur que les parents le surpeuplement comme une cause indéniable de ce que nous continuerons à appeler surmenage à défaut d'une appellation plus exacte du mauvais fonctionnement de l'enseignement. Il est impossible à un professeur de s'occuper utilement de plus de trente élèves, chiffre qui ne devrait jamais être dépassé. A peine peut-il connaître les quarante ou cinquante élèves qui fréquemment sont entassés dans une même classe. Ceux-ci ne sont, pour autant dire, jamais interrogés et le professeur se trouve amené presque fatalement à faire un cours au lieu de faire participer ses élèves à la vie de la classe.

Les succès remportés dernièrement au Concours général par de petits lycées et collèges [illegible]e et qui ont surpris l'opi-

Progrès civique, 2 juin 1928). R[illegible] (*L'[illegible]versité nouvelle*, avril-mai 1928. — Librairie Crémieu, 11, rue de Cluny, Pa[illegible]

(1) Conférence de M. Henri Laugier (*Bulletin [illegible]été française de pédagogie*, n° 31, mars 1929).

nion, habituée à voir arriver toujours en tête les grands lycées de Paris, a peut-être pour cause principale la différence d'effectifs des classes.

La difficulté réside dans l'insuffisance du nombre des professeurs. Il manque actuellement plus de cent agrégés, ce qui est la conséquence de la modicité excessive des traitements surtout dans les années qui ont suivi la guerre. La situation s'améliore, mais dans nombre de collèges et même de lycées, les classes sont faites par des licenciés et dont parfois les certificats ne correspondent pas aux matières qu'ils enseignent. La situation n'est sauvée que par le dévouement et l'intelligence dont fait preuve le corps enseignant.

Le Conseil supérieur des Femmes françaises, qui a convoqué en février dernier les États généraux du féminisme (1), avait inscrit à l'ordre du jour le surmenage scolaire. La présidente de la section d'éducation, Mme Evard, inspectrice générale des écoles maternelles, dont les deux enfants ont suivi l'enseignement secondaire, avait procédé à une enquête. Dans son rapport, Mme Evard, indiquant que, dans presque toutes les familles, les parents ou les frères et sœurs aînés sont obligés d'aider les plus jeunes à faire leurs devoirs, a fait remarquer le caractère déplorable d'une telle préparation à la vie, d'une telle formation de l'esprit et de la conscience.

Au cours de la discussion, Mlle S. Collette, déléguée de la Société des Agrégées, a présenté des observations (2) du plus vif intérêt.

« Le surmenage dans l'enseignement secondaire, qu'est-ce ? C'est une question de méthodes, c'est une question de programmes, c'est une question d'horaires, c'est une question de répartition extérieure du travail scolaire.

« Le malaise actuel vient de ce que nous sommes à un tournant où il va bien falloir que l'humanité se résolve à renoncer à tout connaître de son passé, afin de pouvoir se tourner vers la connaissance du présent et une préparation meilleure de son avenir.

« Ce problème-là n'est pas particulièrement français, il est

(1) C'est le Conseil national des Femmes françaises qui a saisi de la question l'Académie de Médecine. Cette Assemblée avait d'ailleurs été alertée par son président sortant, le professeur Gley, lors de l'installation du bureau de 1928.

(2) *Bulletin de la Société des Agrégées*, juin 1929.

international, il est celui de toute l'humanité cultivée d'aujourd'hui. La preuve en est que, l'été dernier, au Congrès international de l'enseignement secondaire, qui s'est tenu à Bucarest, et où vingt nations étaient représentées, la discussion essentielle de l'ordre du jour portait précisément sur la question suivante : « Comment concilier, dans l'enseignement secondaire, l'élargissement continu des connaissances humaines, et la possibilité pour les enfants d'assimiler ce savoir? »

« Le Congrès de Bucarest a conclu que, le but de l'enseignement secondaire étant de donner la culture générale, il y avait lieu de reculer jusqu'à l'enseignement supérieur la spécialisation trop marquée des études, et, pour ne pas écraser la génération actuelle sous le poids des connaissances qu'elle avait à acquérir, d'éliminer de nos programmes tout ce qui ne concourt pas directement, dans chaque matière, à la formation générale de l'esprit. »

Voilà le point auquel tout nous ramène : l'enseignement secondaire doit avoir pour but la formation générale de l'esprit, et les programmes étendus, accusés de tenir les enfants trop longtemps assis soit en classe, soit à l'étude, ou à leur table de travail, et d'entraver ainsi leur développement physique normal, le sont encore de les amener à un état de passivité où seule la mémoire joue encore un rôle, d'où ont disparu l'initiative, la réflexion, l'effort pour comprendre et juger.

LA PRÉPARATION A LA VIE

De ce résultat les témoignages abondent. Nous avons vu ceux qu'ont apportés quelques représentants de l'enseignement supérieur. Je voudrais en fournir deux autres qui concernent de jeunes hommes embrassant des carrières actives. En voici un que je tiens de M. Hitier, secrétaire perpétuel de l'Académie d'agriculture. Ayant eu l'occasion de remplacer un professeur de l'Institut national agronomique, il avait été frappé de voir les élèves retenir des détails sans intérêt, tels que des noms de fourrages, exceptionnellement utilisés, comme aussi s'empresser de noter sur leurs cahiers, pour en conserver la trace et peut-être les apprendre par cœur, des statistiques qui leur étaient indiquées seulement pour leur permettre d'en tirer des conclusions utiles. L'autre témoignage est celui d'un

ingénieur, ancien élève de l'École polytechnique, à la tête d'une affaire de pêcheries. Il avait chargé un de ses jeunes camarades placé sous ses ordres, de rechercher la meilleure forme à donner à des filets, et avait été surpris de le voir lui fournir un résultat qui dès l'abord lui parut extravagant. Remarquez que ce jeune homme avait fait un stage sur les lieux de pêche, avait été à même de voir de ses yeux, pouvait apprécier par le bon sens et la réflexion les données du problème. Mais il s'était borné à appliquer à la recherche de la solution une formule retenue à l'École et qui dans l'espèce évidemment ne pouvait être utilisée. Des ingénieurs m'ont dit qu'ils font souvent semblable constatation; il y a donc là l'indice d'un défaut général.

J'ai pris contact avec les représentants les plus éminents de la magistrature, de l'armée, de la grande industrie, de l'armement maritime, du haut commerce. Tous sont unanimes, et demandent que l'on suscite avant tout chez les jeunes gens les qualités actives : observation, jugement, initiative, décision, persévérance, volonté. Ce sont ces qualités primordiales qui leur manquent, et cela à une heure particulièrement grave pour notre pays.

* * *

Puisque le mal est reconnu par tous et que le diagnostic en est fait avec netteté, il nous reste à rechercher, à la lumière des idées que nous avons dégagées au cours de ces pages, les remèdes à employer pour le guérir. La difficulté est grande et l'emploi d'un seul remède ne peut suffire. Le mal est profond, et il s'agit non pas seulement de combattre le virus, ni même de prescrire un régime, mais aussi de réveiller l'atonie des organes, de les mettre en état de lutter victorieusement contre l'envahissement de la maladie, enfin de permettre à l'organisme de s'adapter aux nouvelles conditions de vie dans lesquelles il se trouve.

C'est pourquoi il ne suffit pas, comme nous le verrons par la suite de cette étude, de changer les programmes, de revenir en arrière en se fiant aux méthodes expérimentées jadis avec succès sur les anciennes générations, mais il faut envisager à nouveau la question dans son ensemble, l'examiner dans sa complexité : ce n'est qu'en nous livrant à cette patiente

recherche que nous pourrons indiquer les réformes qui devront être opérées concurremment, réformes s'inspirant des grandes traditions de l'esprit français dont elles doivent permettre aux qualités séculaires de se manifester à nouveau dans leur plénitude.

Ces qualités, et même le besoin de clarté qui était jusqu'ici la caractéristique de notre esprit national, sont en train de disparaître. Dans un article récent (1), M. Albert Grenier, professeur à la Faculté des lettres de Strasbourg, et qui, depuis plus de vingt ans, fait partie des jurys du baccalauréat, écrit ceci : « Les élèves ne s'étonnent plus de ne pas comprendre... Le plus frappant est l'absence de tout effort intellectuel pour comprendre le sujet et le traiter. L'élève ne cherche pas ce qu'il faut démontrer..., ce n'est pas à son intelligence qu'il fait appel, mais à sa mémoire... Jamais ils n'ont réfléchi par eux-mêmes. On trouve dans leurs copies des souvenirs; une idée rarement; un sentiment jamais. »

L'auteur accuse les programmes. Il croit, ce qui est une idée à retenir, que l'année de philosophie (que M. Chacornac voudrait rendre obligatoire) suffirait pour initier les littéraires aux sciences physiques et naturelles, qui sont le complément de la philosophie. Mais une constatation qu'il a faite, et qu'il signale, me montre que ces réformes ne seraient pas suffisantes pour corriger un défaut qui vient de plus loin.

« Une seule composition, dit-il, sur quarante-cinq environ, faisait exception. C'était celle d'un jeune homme né en Amérique. Son français était médiocre, ses connaissances littéraires assez étroitement mesurées. Seul entre tous, il avait essayé de se servir de ces connaissances pour raisonner et pour comprendre le sujet. Sa formation avait-elle été autre que celle de ses camarades? Je ne sais. En tout cas, il avait échappé à la déformation paresseuse de l'élève qui ne sait plus que répéter ou réciter : il avait conservé sa liberté d'esprit. La faiblesse de ses autres compositions l'a fait malheureusement échouer. Ce n'était peut-être pas un « bon élève », mais combien son originalité n'est-elle pas plus pleine de promesses que l'atonie des autres ! »

Voilà donc un enfant qui a été soumis aux mêmes pro-

(1) La préparation et les programmes du baccalauréat (à propos de la session d'octobre 1928) : *Revue universitaire* d'avril 1929

grammes encyclopédiques que ses camarades et qui a cependant conservé son initiative et sa liberté d'esprit; preuve en est que les racines du mal plongent plus avant dans la formation de l'enfant, que cette « atonie » vient du milieu où il a vécu ses premières années d'enfance, d'habitudes qui lui ont été données par sa famille, alors que le caractère du jeune étranger s'est trouvé trempé de bonne heure par le fait des conditions de vie d'un peuple plus neuf où l'énergie et la décision constituent le capital indispensable à l'individu. Et, par un fâcheux revirement, c'est chez le peuple dont des siècles de culture raffinée ont lentement formé l'esprit, que tendent à disparaître, avec le goût de la vie et de l'action, la vigueur de la personnatité morale et jusqu'aux qualités sans lesquelles aucune culture n'est possible : la spontanéité et la réflexion.

L'Université, on peut dès à présent le pressentir, n'a donc pas seulement à réagir contre des programmes, ni même contre des méthodes. A elle incombe le lourd mais beau devoir de lutter contre l'engourdissement qui envahit la nation tout entière, de favoriser les initiatives qui exciteront son activité et retremperont son énergie. Mieux aurait valu, écrit M. Grenier des autres candidats, « mieux aurait valu pour eux passer leur temps au grand air à faire les boy-scouts. Ils auraient au moins appris des qualités de discipline, d'ordre et de savoir faire, alors qu'en classe ils n'ont fait que brouiller leur bon sens naturel. Nous ne craignons pas de le dire : ils ont fait pis que perdre leur temps ». C'est donc à une œuvre morale que l'Université se trouve appelée à faire face, une œuvre immense à laquelle elle doit dès maintenant se préparer. Il n'est que temps de s'y mettre. Je dirai avec M. Grenier : « Il en va, nous ne craignons pas de le dire, de l'avenir de l'intelligence française », et j'ajouterai : il en va de l'existence même de notre pays.

PAUL HUNZIKER.

(A suivre.)

NOS SAVANTS
DANS L'AFRIQUE DU NORD
DEPUIS UN SIÈCLE

Voilà cent ans que l'Algérie est devenue terre française; on se prépare à célébrer le centenaire de la conquête par de grandes fêtes en 1930. Voilà cinquante ans que la Tunisie est soumise à notre protectorat. Voilà vingt-cinq ans que nous avons étendu notre autorité sur le Maroc, achevant ainsi l'occupation de la plus grande partie de ce qui constituait autrefois les provinces romaines d'Afrique, de ce que l'on appelait dans l'antiquité la Proconsulaire, la Numidie et les Maurétanies. A toutes ces étapes de notre extension a correspondu un effort d'exploration scientifique, d'organisation archéologique, de publications, qui, en dehors d'un certain public, assez restreint, n'est connu qu'imparfaitement, et qui mérite pourtant d'être apprécié à sa juste valeur, qui est grande. C'est une très belle œuvre que nous avons accomplie là-bas, et l'on peut répéter ce que Renan écrivait dans la *Revue* en 1873 : « L'exploration scientifique de l'Algérie, — l'Algérie seule faisait alors partie de notre domaine, — sera l'un des titres de gloire de la France au XIX^e^ siècle, et la meilleure justification d'une conquête qui a mis en lumière chez la nation conquérante tous les talents, *excepté ceux de colonisateur*. » Le dernier membre de phrase, on l'a reconnu depuis, est une contre-vérité et une injustice à l'égard de ceux qui ont été les premiers à la peine. Pour le reste, on ne peut que s'unir au maître illustre quand il salue,

dans l'ordre des sciences historiques, « toute cette forte école qui a su appliquer les plus solides qualités d'esprit à l'exploration ethnographique, linguistique, archéologique, épigraphique du sol nouvellement acquis à la civilisation. De la part de l'autorité militaire et de la population civile, le zèle a été le même; la rivalité ici n'a existé que pour le bien ». Les quelques pages qui suivent, et dont le centenaire qui se prépare à Alger sera la justification, le montreront, j'espère, au lecteur.

LA CONQUÊTE IMPOSE DES DEVOIRS

Ce n'était pas la première fois que la France se trouvait en mesure de faire tourner au progrès de la science archéologique le progrès de nos armes, et elle n'y avait jamais manqué. Bonaparte n'avait-il pas appelé à l'accompagner, dans la vallée du Nil, l'élite des savants de son époque? Le maréchal Maison n'avait-il pas, en 1828, créé une Commission de Morée, chargée d'étudier les ruines du Péloponèse, appelée à découvrir les merveilles d'Olympie? Maîtres d'Alger, nous ne devions pas laisser perdre la tradition. Assurément, durant les premières années de la conquête, alors que nos soldats étaient confinés à Alger même et dans la Mitidja, on avait à tenir tête à d'autres besognes; mais lorsque les troupes se furent donné un peu d'air et purent pousser des pointes dans différentes directions, il devint loisible de faire sa part à l'archéologie. Dès 1840, on adjoignait au corps d'armée une commission scientifique qui devait explorer, à la suite des colonnes expéditionnaires, la province d'Alger et même une grande partie de la province de Constantine. L'architecte Ravoisié recueillit ainsi les matériaux de ses *Monuments antiques et modernes de l'Algérie*, et le commandant Delamare ceux de son *Exploration archéologique de l'Algérie*, ouvrage en deux volumes pleins de dessins, de plans, de copies d'inscriptions. L'un et l'autre ils avaient trouvé des auxiliaires ardents parmi les officiers du corps d'occupation, qui s'étaient épris de cette chasse aux antiquités, pleine d'imprévu et féconde en trouvailles. Les savants de profession pouvaient dès lors se mettre en mouvement à leur tour.

L'un d'eux, le maître, Léon Renier, allait faire, de l'exploration archéologique de l'Algérie, son domaine. Ce qui l'attira

tout d'abord, ce fut la ville de Lambèse, où existaient encore les ruines d'un grand camp légionnaire, établi au temps de l'empereur Hadrien et où resta en garnison jusqu'au IVe siècle la légion IIIe Auguste, celle qui assurait la garde du pays. Une année entière, disait Delamare, ne suffirait pas pour copier toutes les inscriptions qui s'y trouvent. Or on pouvait craindre que ces précieux documents ne vinssent à périr; car, lors de la révolution de 1848, on avait transporté en Afrique les insurgés de juin et, pour les loger, il avait été décidé qu'on construirait à cet endroit un pénitencier. Pour construire, il faut des pierres, et les pierres couvertes d'écriture offrent des matériaux tout taillés et rendus sur place qui, toujours et partout, ont tenté les constructeurs. Léon Renier s'émut du danger et écrivit au ministre : « Si tous ces monuments venaient à être détruits, sans qu'on eût pris seulement le soin de les copier ou de les estamper, ce serait pour la science une perte immense; ce serait pour notre pays et notre Gouvernement qui, au milieu du XIXe siècle, aurait laissé commettre un tel acte de vandalisme, une honte ineffaçable. L'Europe savante recueille avec sollicitude l'annonce de toutes les découvertes que font nos soldats sur la terre d'Afrique; elle en attend avec impatience la publication et elle ne manquerait pas, si cette attente était trompée, de nous adresser le reproche de nous être, sans profit pour la science, substitués, dans ces contrées, à des barbares qui, du moins, n'en détruisaient pas les monuments. » Il eut gain de cause : une mission lui fut confiée; il partit pour Lambèse.

Il y resta près d'un an et revint avec un butin de plus de trois mille inscriptions. Pendant ce séjour, il s'était fait, par sa droiture et sa bonhomie, beaucoup d'amis, même parmi ces insurgés de 1848, dont il s'était injustement défié; si bien que, quand, l'année suivante, il retourna en Algérie, chargé d'une nouvelle mission, il ne trouva pas de collaborateurs plus empressés. L'un lui écrivait pour lui dire que, depuis le jour où il avait perdu sa liberté, les seuls instants de bonheur qu'il avait éprouvés étaient ceux où il travaillait avec lui; un autre lui adressait l'avant-propos d'un livre qu'il intitulait : *la Lambésiade;* un troisième, un dithyrambe sur l'archéologie avec une dédicace :

Trop heureux le savant qui, semblable aux abeilles,
Va butinant partout et produit des merveilles!
Qui couramment sait lire en cet obscur passé
Dont l'immense vulgaire ignore l'A. B. C., etc.

Et toute cette sympathie se traduisait par des trouvailles archéologiques dont le maître profitait.

Au cours de cette seconde mission, Léon Renier ne se contenta pas de séjourner à Lambèse; toutes les occasions lui étaient bonnes pour explorer le pays : il accompagnait les détachements lancés à travers la campagne pour pacifier les tribus, pour relever les garnisons, pour ravitailler les postes détachés. Et ce n'était pas là des excursions exemptes de fatigues et de dangers : sans parler des risques que réservaient la nature des pays malsains qu'on traversait, l'hostilité des Arabes, les fatigues de semblables voyages, il était exposé à bien des imprévus. N'a-t-on pas écrit qu'un jour, au moment où il allait prendre copie d'une inscription, il s'était trouvé en présence d'un lion..... peut-être seulement celui de Tartarin?

En tout cas, il était reconnu par tous comme le maître incontesté des antiquités algériennes; militaires et civils étaient devenus ses auxiliaires empressés; on l'avisait de tout ce qui se découvrait là-bas, comme en fait foi la volumineuse correspondance que nous avons trouvée après sa mort. En même temps, sous son impulsion, se fondaient, en Algérie même, des Sociétés savantes, celle de Constantine, la Société historique algérienne, plus tard, à leur imitation, celle de Bône et celle d'Oran. Et ainsi, sur place aussi bien qu'à Paris, on travaillait à l'exploration de la nouvelle conquête et à la publication des innombrables documents archéologiques qu'elle renferme.

Nulle terre n'est, en effet, en dehors de l'Italie, si riche en souvenirs du passé romain et la raison en est bien simple : presque partout ailleurs, ce qui subsistait des temps d'autrefois a disparu peu à peu, utilisé par les hommes pour leurs besoins; les pierres ont été remployées pour la construction des églises, des murailles de villes, des maisons; les inscriptions ont été retaillées, les statues réduites en chaux, les bronzes ont servi à fondre des cloches et des canons. Rien de tel en Afrique où les nomades ne connaissent d'autre abri que

leurs tentes ou leurs gourbis; où, lors de la conquête arabe, les grandes cités de l'intérieur ont été évacuées sans espoir de retour et se sont désagrégées sur place. Telles elles étaient à la fin de l'ère byzantine, telles on les retrouve aujourd'hui sous le linceul de pierres et de végétation qui les a peu à peu ensevelies.

« Ah ! messieurs les archéologues, s'écriait Boissier, au Congrès des Sociétés savantes d'Alger en 1898, vous qui êtes habitués, dans notre pays, à vous contenter de si peu, vous qui éprouvez des transports de joie quand vous rencontrez dans vos recherches une amphore brisée, une inscription fruste, une brique qui porte dans un coin la marque du fabricant, que vous seriez heureux là-bas ! Ce ne sont pas seulement quelques pans de murs, quelques pavés de route, quelque tombe inconnue qu'on y trouve à grand peine, mais des villes entières qui n'attendent que quelques coups de pioche pour revoir le jour. Elles sont là devant nos yeux ; on les devine sous la terre qui en dessine les contours. Cette ligne continue et légèrement relevée au milieu de la plaine unie, c'est l'enceinte qui enfermait la ville. Nous sommes sûrs que dans cet espace si parfaitement délimité, chaque relief du sol cache un monument antique. On les reconnaît, on pourrait les nommer à la forme du tertre qui les recouvre. Il n'y a donc pas d'erreur ou de mécompte à redouter ; nous travaillerons à coup sûr. » C'est cet attrait de l'inconnu, cette certitude d'en déchirer aisément les voiles qui explique l'ardeur apportée par les archéologues du début de la conquête à la recherche des antiquités algériennes.

Le résultat de ces efforts combinés de tous aboutit à la publication, en dehors des travaux déjà cités de Delamare et de Ravoisié, d'un grand ouvrage, *les Inscriptions romaines de l'Algérie*, qui a fait la réputation de Léon Renier. Le soin qu'il a apporté à citer, à chaque page du recueil, le nom de ses collaborateurs réguliers ou occasionnels, montre leur nombre et l'excellence de leurs travaux.

Cependant l'enthousiasme du début se calmait petit à petit ; les premiers fervents de l'archéologie disparaissaient, les uns après les autres, par la mort, par les changements de poste ; les promenades militaires en pays peu connus devenaient moins fréquentes et, par suite, les découvertes. Seules ou à peu

près, les Sociétés savantes poursuivaient leur travail, patiemment, grâce à quelques érudits convaincus, comme Masqueray, à Alger, Poulle, Reboud, Cherbonneau, Mercier à Constantine. A Paris, Léon Renier continuait à concentrer les trouvailles et formait un disciple, Héron de Villefosse, qu'il envoyait à son tour étudier sur place les antiquités d'Algérie. Les archéologues savent la place que ce dernier occupa, durant toute sa vie, dans l'étude des documents de l'Afrique du Nord.

APRÈS L'ALGÉRIE, LA TUNISIE

Mais voici qu'un renouveau se préparait pour l'archéologie d'outre-mer. L'occupation de la Tunisie et l'établissement de notre protectorat dans la Régence allaient nous imposer les obligations que nous avions déjà connues au moment de la conquête de l'Algérie ; encore une fois, missionnaires, officiers, colons allaient se trouver en présence d'un champ immense qu'il était de notre devoir d'explorer. A vrai dire, la France n'avait pas attendu jusque-là pour s'en occuper. Dès 1852, Tissot, élève consul à Tunis, à la suite des troupes beylicales qui parcouraient le pays pour percevoir l'impôt, visitait les ruines des principales cités romaines ; en 1860, V. Guérin traversait la Régence dans tous les sens sous le patronage et aux frais du duc de Luynes ; Beulé, que venaient d'illustrer ses fouilles sur l'Acropole d'Athènes, interrogeait les restes de Carthage, de ses ports, de la hauteur de Byrsa. L'œuvre était à reprendre et à continuer avec des moyens plus puissants, ceux que l'on peut employer quand on se sent chez soi.

C'est par Carthage que l'on commença. Sur le sommet de la colline de Byrsa la France possédait un terrain, où avait été bâtie une petite chapelle consacrée à la mémoire de saint Louis, à l'endroit où l'on supposait qu'il était mort. La garde en était confiée aux Pères Blancs du cardinal Lavigerie ; c'est à eux aussi que le grand archevêque résolut de donner la mission d'étudier les ruines ; il fit choix d'un de ses prêtres, le P. Delattre, lui enjoignant de recueillir tous les débris antiques qu'il pourrait trouver ou acquérir et d'en faire l'amorce d'un musée local. Le P. Delattre est trop connu de tous ceux qui ont visité la Tunisie, son musée a émerveillé trop de visiteurs, son obligeance inlassable à en faire les

honneurs, a satisfait trop de curiosités pour qu'il soit utile d'insister ; les profanes aussi bien que les érudits savent que l'abondance et la valeur de ses découvertes lui assurent une place éminente dans l'histoire de l'archéologie africaine à notre époque.

Toutefois l'exploration de la Tunisie d'autrefois ne pouvait être l'œuvre d'un seul homme : il était besoin de toute une équipe de travailleurs. On fit appel pour commencer à des missionnaires isolés, professeurs, architectes, amateurs même, qui sillonnaient la Régence en tous sens, poussant jusqu'aux oasis du Djérid, et relevant partout les traces de l'occupation romaine, copiant des inscriptions par milliers, photographiant ou dessinant les édifices antiques, en un mot renouvelant avec des moyens plus étendus et dans une province plus riche encore en restes du passé, l'effort que leurs devanciers avaient fourni lors de la conquête de l'Algérie. Avoir fait partie de cette équipe de pionniers est pour moi un honneur, et le plus attachant souvenir de ma carrière.

Cette fois encore, le rôle des officiers fut considérable ; bon nombre d'entre eux mirent à profit les loisirs des camps ou des garnisons pour interroger les ruines du voisinage, organiser même sur certains points, avec la main-d'œuvre militaire, des fouilles régulières; par leurs soins, l'Académie des Inscriptions et le ministère de l'Instruction publique étaient tenus au courant de bien des découvertes qu'ils s'empressaient de publier. Dans le même ordre d'idées, il fut convenu avec le directeur du Service géographique de l'armée, que les brigades topographiques appelées à dresser la carte du pays et par suite à l'explorer méthodiquement signaleraient tous les restes antiques qu'elles rencontreraient, estamperaient les inscriptions, dessineraient les édifices, lèveraient le plan des gisements de ruines. C'est à l'aide de leurs relevés qu'a pu être établie, aux frais du ministère de l'Instruction publique, la grande carte archéologique de la Tunisie, dont les parties les plus importantes ont été publiées. En Tunisie, comme jadis en Algérie, les officiers français ont bien mérité de la science.

Le moment était venu de coordonner tous ces efforts dispersés. M. Xavier Charmes, porteur d'un nom cher à la *Revue*, était alors directeur des missions scientifiques au ministère. Il comprit qu'il convenait d'établir sur place, en relation

avec une commission parisienne chargée de la publication des documents archéologiques, une direction permanente; M. Paul Cambon, à ce moment résident général, partageait cette pensée. On s'adressa à de jeunes savants déjà au courant des choses d'Afrique. Le premier en date, R. la Blanchère, avait fait ses débuts à l'École des Lettres d'Alger, au sortir de l'École française de Rome; c'est lui qui créa le Musée du Bardo, le plus beau musée de l'Afrique du Nord, aussi connu des touristes que celui de Carthage. La fonction échut ensuite à P. Gauckler, nature ardente, chercheur avisé, dont l'audace et le coup d'œil furent bien souvent servis par la chance; puis à M. Alfred Merlin, l'heureux auteur des fouilles sous-marines de Mahedia; enfin à M. L. Poinssot, le titulaire actuel, héritier des traditions de ses prédécesseurs, patient continuateur de leur œuvre, malgré les difficultés matérielles des temps présents. Il faudrait des pages entières pour énumérer leurs fouilles, leurs découvertes, leurs publications. Depuis cinquante ans les revues françaises et étrangères en ont entretenu le monde savant. Il suffira de dire qu'à eux et à ceux qui les ont aidés nous devons une masse considérable de connaissances nouvelles pour toutes les époques de l'histoire de l'Afrique, préhistoire, période punique, romaine, vandale, byzantine et dans tous les domaines de l'archéologie, épigraphie, architecture, statuaire, céramique, mosaïque. Le Musée du Bardo seul suffirait à témoigner de la valeur de leur œuvre.

Et voici qu'en présence de cette activité féconde sur le sol tunisien, les Algériens ont senti renaître en eux leur ferveur du temps passé; ils ont trouvé à Paris des encouragements efficaces et n'ont pas hésité à consacrer aux recherches archéologiques des sommes importantes. Le Service des monuments historiques qui, jusqu'alors, s'inquiétait plus des édifices de la France que des ruines d'outre-mer, s'est souvenu fort à propos qu'il en avait aussi la charge et s'est apprêté à y faire face. De grandes fouilles sont entreprises à Timgad et à Lambèse, à Djemila, à Announa, à Khamissa, à Tébessa, sous la direction d'architectes de marque, dont le dernier venu, M. Albert Ballu, a donné au travail une vive impulsion. Peu à peu des villes reparaissent, qui dormaient depuis plus de dix siècles sous leurs propres décombres, avec les édifices qui les ornaient, les rues qui les traversaient, avec leurs maisons, leurs marchés,

leurs bains, avec tout ce qui rendait la vie facile et plaisante à leurs habitants. Aussi bien en Algérie qu'en Tunisie, l'Afrique ancienne ressuscitait et son histoire se précisait jusque dans le détail.

Restait une partie de l'ancienne Afrique du Nord qui demeurait pour nous mystérieuse : le Maroc actuel, fraction de l'antique province de Maurétanie. Malgré les doctes recherches de Tissot et les courageuses explorations de M. de la Martinière, nous savions fort peu de chose de cet immense territoire et de son passé romain. Là encore l'établissement de notre protectorat devait amener la création d'un Service des antiquités régulièrement organisé. On le confia à un ancien membre de l'École de Rome, M. L. Châtelain. Par malheur, le Maroc est loin d'offrir les ressources archéologiques du reste des provinces africaines, du moins pour la période antique. Une seule grande ville, Volubilis, subsiste en plein cœur du pays, avec son enceinte, ses édifices, ses inscriptions; les fouilles y ont déjà donné des résultats importants.

CE QUE NOUS APPRENNENT LES RUINES

En quoi la science de l'antiquité en général, des antiquités africaines en particulier, a-t-elle profité de cet immense effort archéologique, de tant d'argent dépensé, de tant de bonnes volontés appliquées aux mêmes études et aux mêmes recherches? Et, tout d'abord, qu'avons-nous appris de cette Carthage qui, au dire des auteurs, a joué un si grand rôle dans le bassin de la Méditerranée jusqu'au jour où la politique âprement jalouse de Rome la frappa à mort? Beaucoup, si nous considérons l'état de notre savoir au début du XIX^e^ siècle; peu encore, si nous considérons ce que nous aurions l'ambition de connaître.

En dépit des travaux de Falbe et de Dureau de la Malle, en dépit des projets ambitieux de la Société créée à Paris pour l'exploration de Carthage, on était loin encore, il y a un siècle, de pouvoir, ainsi qu'on l'écrivait, « suivre le tracé des anciennes rues de Carthage, comme dans ces deux célèbres villes d'Italie que la science a déterrées sous les laves du Vésuve ». Les fouilles de Beulé jetèrent bien quelque jour nouveau sur la topographie de la ville antique, en particulier sur le quartier

des ports; mais il subsistait, il subsiste encore tant d'incertitudes, quelques efforts qu'aient tentés le P. Delattre et la Direction des antiquités de Tunis, qu'il vaut mieux avouer humblement notre quasi-ignorance. Les ruines de la ville punique ont été transformées tant de fois depuis sa prise par Scipion, si profondément saccagées par les chercheurs de pierres, durant le moyen-âge et depuis, que le présent ni même l'avenir ne semblent pas pouvoir nous réserver à cet égard beaucoup de révélations : *etiam periere ruinae*. D'autre part, on n'a pas retrouvé, comme ailleurs, de ces grandes inscriptions officielles qui éclairent la vie publique ou municipale d'un peuple.

Par bonheur, il n'en est pas de même pour la connaissance de la vie intime des Carthaginois, de leurs coutumes, de leur religion, de leur art. Les tombes creusées par eux dans les collines qui enserraient la ville, qui ont été fouillées par milliers, nous donnent sur cette civilisation les renseignements les plus précis. Elles nous ont rendu les ustensiles dont ils se servaient durant leur vie, les figurines des divinités qu'ils adoraient, les masques qui rappelaient leurs visages, les bijoux dont se paraient les femmes, les rasoirs dont se servaient les hommes; elles nous ont révélé le costume de leurs prêtres et de leurs prêtresses; elles nous livrent le secret de leurs goûts artistiques, tributaires successivement des peuples avec lesquels le commerce les mettait en relations, asiatiques, égyptiens, grecs. Aux yeux de certains, cette quantité incroyable d'objets funéraires pourrait passer pour de simples curiosités; il en est tout autrement pour les savants; c'est grâce à l'étude minutieuse de ce mobilier sorti des nécropoles de Carthage, grâce aussi à de nombreuses stèles puniques recueillies sur toute l'étendue de la ville que M. Gsell a pu écrire les volumes admirables qu'il a consacrés à l'histoire de Carthage, appuyés sur des documents indiscutables.

Les certitudes que les fouilles d'Afrique nous ont si parcimonieusement mesurées pour l'époque punique, elles nous les ont libéralement accordées pour l'époque romaine; la lumière nous est cette fois venue en abondance. Le résultat nous intéresse d'autant plus que nous sommes dans le pays les successeurs des Romains; notre situation ressemble à bien des égards à la leur; nous avons à lutter avec les mêmes difficultés, à vaincre les mêmes obstacles; le destin nous a amenés à conti-

nuer et à finir une grande œuvre de civilisation latine, interrompue pendant des siècles. Nous pouvons, nous devons leur demander des exemples, sinon des leçons. C'est ce qu'ont compris dès le premier jour ceux qui se sont occupés d'archéologie locale; c'est le secret de leur ardeur.

Tout d'abord, un problème se posait pour nous, qui s'était posé jadis aux vainqueurs de Carthage. La prise d'Alger, comme la destruction de la puissance punique, était-elle un commencement ou une fin? Marquait-elle seulement la disparition d'un ennemi, ou bien était-ce l'amorce d'une occupation plus étendue? La question fut vivement discutée au Sénat de Rome comme elle le fut chez nous dans les Chambres, comme elle l'est encore à propos du Maroc. Rome hésita longtemps; jusqu'à la fin de la République elle n'occupa qu'une petite bande de terrain, le long de la mer; au delà, elle se contenta d'organiser le protectorat chez les Numides et les Maures, ses voisins, réservant aux roitelets du pays la charge de gouverner des peuplades peu soumises. Et puis, elle s'aperçut qu'il ne pouvait suffire de s'accrocher à la côte, qu'une domination aussi limitée était stérile et exposée à tous les périls, qu'il fallait se couvrir par des extensions territoriales sans cesse renouvelées, marcher toujours en avant pour ne pas être obligé de reculer. C'est ainsi qu'après des étapes successives, au bout de trois siècles, le territoire soumis à la domination romaine s'étendait depuis la côte tripolitaine jusqu'à celle de l'Océan : la frontière méridionale, ce qu'on appelait le *limes*, longeait le bord sud du Chott-el-Fedjej, englobait les oasis de Nefta et de Tozeur, suivait la limite du Sahara, enveloppait la plaine du Hodna et gagnait par une route militaire jalonnée de postes nombreux la ville de Lalla-Maghnia, courant ainsi à la limite des Hauts-Plateaux. De là partait une voie qui, par Taza et Oujda, rejoignait Fez et le littoral. Le Maroc a toujours formé en fait une province à part très faiblement pénétrée de la civilisation romaine.

Cet immense territoire, il fallait, pour le garder contre les attaques des populations du Sud et souvent aussi contre les tribus mal soumises de l'intérieur, une armée solide. Le noyau en était formé par une légion, la troisième, surnommée Auguste, celle qui occupait le camp de Lambèse, en plein cœur de la Numidie. Les fouilles qui y ont été faites au temps de L. Renier et plus récemment par le Service des monuments

historiques nous ont abondamment renseignés sur son histoire : les inscriptions très nombreuses qui y ont été recueillies, nous révèlent son organisation dans le détail; nous suivons les soldats dans leur vie quotidienne, dans leurs exercices, dans leurs combats; on a déblayé leurs casernes, leur arsenal, leurs salles de réunion, leur chapelle, où ils déposaient leurs économies sous la garde de l'aigle légionnaire et de leurs enseignes. De Lambèse, le général en chef envoyait des détachements de tous les côtés jusqu'à Ghadamès; à Lambèse était établi et resta établi jusqu'à la fin de la domination romaine le centre puissant de l'organisation militaire de la Numidie. Pour la province voisine de Maurétanie, qui, réunie postérieurement aux possessions de l'empire, formait un corps d'armée différent, les fouilles et les inscriptions n'ont pas été moins éloquentes; nous savons les noms des troupes qui le constituaient, l'emplacement de chacun de leurs camps, le nombre de leurs effectifs. Nous avons pu ainsi calculer que, pour occuper le pays, il a suffi aux Romains de moins de 30 000 hommes de troupes régulières. A quoi il faut ajouter les goums qu'ils enrôlaient sur place et qu'ils envoyaient parfois même outre mer, comme fit Trajan lors des guerres de Dacie. Les bas-reliefs de la colonne Trajane nous montrent une charge de ces guerriers, avec leurs cheveux frisés, solides sur leurs petits chevaux qu'ils montent à poil et guident à la baguette. A leur tête, on plaçait ce que nous avons nommé des chefs de bureaux arabes ou officiers des affaires indigènes, chargés de recruter ce personnel d'irréguliers, de le commander, de le maintenir dans l'obéissance, de l'utiliser pour le plus grand bien du gouvernement central. Là encore nous avons agi comme les Romains.

La sécurité et la paix ainsi assurées, malgré quelques coups de mains d'insoumis, vite réprimés, que nous font connaître les textes épigraphiques, permirent au pays d'acquérir peu à peu un degré de prospérité et de civilisation qu'il n'avait pas encore connu. Les ruines de l'Afrique nous ont permis de constater et de comprendre les étapes de cette transformation ; elles nous fournissent tous les éléments d'une sorte d'enquête qui nous apprend comment le peuple qui a su le mieux gouverner le monde s'y est pris pour tirer le meilleur parti de sa conquête. Son intérêt seul l'y conviait. Rome avait besoin des blés de l'Afrique pour ne pas mourir de faim. Juvénal a dit :

« Ce sont les moissonneurs africains qui nourrissent Rome pendant qu'elle perd son temps au théâtre et au cirque. » Chaque année des convois quittaient les ports de la province à destination de Pouzzoles et d'Ostie, chargés de blés. En Italie on les attendait avec anxiété ; on guettait leur venue, on offrait aux dieux des sacrifices pour obtenir l'heureux succès de la traversée ; si la flotte venait à être contrariée ou malmenée par la tempête, c'était un désastre. Aussi était-il de toute nécessité de développer dans les plaines de l'Afrique et de la Numidie la culture des céréales et subsidiairement de l'olivier et de la vigne.

Mais pour y arriver on avait à vaincre un très gros obstacle, que nos colons connaissent bien, la pénurie de l'eau, le régime torrentiel des pluies en hiver, leur extrême rareté dans les autres saisons. Il n'existait qu'un moyen de combattre ce fléau de l'agriculture, la construction de travaux hydrauliques nombreux et solides. Les explorations des missionnaires archéologiques, les constatations des colons, les enquêtes méthodiques des officiers topographes ont permis d'en constater le nombre incroyable, l'ingéniosité, la puissance. Partout les sources étaient captées ; on les entourait de bassins de retenue, on les protégeait par des voûtes, on les canalisait ; on barrait les rivières et l'on créait ainsi des réceptacles qui, par des aqueducs plus ou moins importants, alimentaient les villes et les campagnes voisines.

On n'avait garde, non plus, de laisser perdre les eaux de pluie. Gauckler, qui s'est occupé spécialement de la question pour la Tunisie, a écrit : « Dans les régions où la pente est peu prononcée et où les eaux se rassemblent dans des dépressions sans issue, les bas-fonds étaient revêtus à l'époque romaine de cuvettes bétonnées à bords plats où les eaux de pluie venaient s'accumuler; elles en sortaient par un déversoir muni de vannes qui les conduisait, soit aux cours d'eau, soit au réservoir collecteur des eaux de la région. Dans les régions de pente rapide et de ruissellement violent, des barrages rustiques en pierres sèches, se succédant par degrés, brisaient l'élan de l'eau et l'obligeaient à entrer dans des rigoles qui la recueillaient pour la diriger vers des citernes ou des réservoirs à ciel ouvert. Enfin les ruisselets étaient surveillés, tenus en lisière, dès leur naissance ; dans les plus petits ravins de

la montagne, des barrages fermaient les vallons où venaient se réunir tous ces filets d'eau; à l'entrée de chaque vallée principale, un système de canaux et de réservoirs réglait le passage du liquide dans les conditions de lenteur et d'absorption voulues. »

Bien entendu, on creusait aussi des puits pour atteindre les eaux souterraines: le nombre en est considérable et beaucoup d'entre eux servent encore aujourd'hui. Toute cette eau de la terre ou du ciel était emmagasinée, dans les grandes villes, en d'immenses citernes compartimentées, dont le spécimen le plus remarquable, à Carthage, est bien connu des touristes.

Ainsi étaient rendues possibles et faciles la vie dans la campagne et le séjour dans les cités. Aussi la prospérité se développa-t-elle rapidement sous l'impulsion du gouvernement central et grâce aux mesures qu'il prit de très bonne heure pour organiser de tous côtés le régime municipal à la romaine, qu'il tenait pour un principe fécond d'assimilation.

Au début de l'Empire, il existait bien dans le pays un certain nombre de villes; elles étaient habitées par des Phéniciens ou des Liby-phéniciens et gouvernées par des magistrats analogues à ceux que nous fait connaître l'histoire de Carthage, des sufètes. Le problème pour Rome consistait à transformer ces cités phéniciennes en cités romaines et à créer des centres de romanisation là où il n'y avait rien. Le premier moyen auquel on recourut fut l'envoi de colonies militaires. Le procédé offrait un double avantage : on récompensait par là le zèle de vétérans qui ne pouvaient plus trouver de terres vacantes en Italie, et l'on installait dans des régions plus ou moins étrangères à la civilisation latine des colons à la fois capables de les défendre les armes à la main, en cas d'alerte, et de répandre autour d'eux le culte de Rome. Ainsi naissaient autant de foyers installés au cœur de la province pour que leur influence rayonnât autour d'eux. Une colonie, c'était un prolongement de la capitale ; sa constitution était modelée sur celle de Rome ; ses citoyens jouissaient en tout des droits assurés aux citoyens romains. Il y avait là de quoi tenter les Africains et il est naturel que, dans l'espoir d'obtenir plus tard de tels avantages, ils n'aient pas hésité à accepter, à solliciter même, en se résignant aux lenteurs de l'attente, l'absorption dans la communauté latine. C'est ce que les fouilles de Tunisie,

d'Algérie, du Maroc nous ont appris d'une façon éclatante.

Tous les voyageurs qui ont visité nos belles provinces africaines ont entendu nommer et beaucoup d'entre eux ont été voir ces ruines devenues des buts d'excursions touristiques : Timgad, Djemila, Lambèse, en Algérie, Dougga, en Tunisie, pour ne citer que les plus connues.

Timgad est le type de la colonie militaire, créée en un jour, conformément aux lois constantes de la castramétation romaine : ville enfermée dans une enceinte quadrangulaire divisée en quatre parties par deux grandes rues parallèles aux côtés de l'enceinte, qui se coupent au centre, là où est aménagé le forum ; quatre portes s'ouvrent dans l'enceinte aux extrémités des deux rues ; à l'intérieur, des rues secondaires, parallèles à celles-ci, dessinent un quadrillage exact. C'est un plan que les cités modernes neuves n'ignorent pas et que nous avons appliqué nous-mêmes en Afrique. La ville de Batna en est un exemple. Le jour où la population de Timgad se fut accrue au point d'être gênée par sa muraille de pierre, elle la supprima, tout naturellement, et déborda dans des faubourgs ; tel est l'état que les ruines nous présentent aujourd'hui. Nous savons par les inscriptions qui surmontaient les portes d'entrée que la fondation de la ville est l'œuvre de l'empereur Trajan, exactement en l'année 100 de notre ère.

Djemila aussi est une colonie de vétérans, de quelques années antérieure, puisqu'elle date de Nerva. Elle fut installée sur un promontoire au confluent de deux rivières ; dans cet espace relativement restreint on éleva tous les monuments nécessaires à l'existence des colons ; ce sont des particuliers qui les édifièrent à leurs frais au courant du IIe siècle, avec un soin qui témoigne de leur aisance. Puis, comme à Timgad, l'espace devint trop étroit pour la population ; la ville se développa du seul côté resté libre, vers le Nord, s'élargissant autant que le terrain le permettait ; un second forum, une série d'autres monuments furent bâtis, mais cette fois avec l'argent de la municipalité devenue florissante.

C'est également aux soldats que Lambèse doit sa naissance, mais non plus à des vétérans colonisateurs envoyés tout exprès ; elle est une émanation directe de la légion Auguste. Quand celle-ci vint s'établir à l'endroit où l'on voit les restes de son camp, elle amena à sa suite un grand nombre de ces mercantis,

compagnons habituels des troupes en campagne, qui leur fournissent le superflu nécessaire à leurs distractions ou à leurs caprices. Ces hardis commerçants, que nous avons vus à l'œuvre à côté de nos garnisons africaines, se logent comme ils peuvent, pour commencer, sous des tentes, dans des baraques, dans des gourbis; avec le temps, les affaires prospérant, les cabanes font place à des maisons et un véritable village se forme. Telle est exactement l'histoire de la naissance de la cité de Lambèse. Et comme la légion avait intérêt à fixer, dans le voisinage immédiat du camp, ces fournisseurs bénévoles, elle intervenait pour leur rendre la vie plus aisée; elle captait les sources, édifiait des bains, élevait des temples à leur usage. Des relations s'établissaient entre les soldats et les habitants, voire les habitantes du bourg; il naissait des enfants qui, devenus hommes, pouvaient être appelés à fournir d'excellentes recrues. D'autre part, les légionnaires libérés, au lieu de retourner dans leur pays natal, légitimaient sur place leurs unions illicites ou se mariaient légalement avec des filles de l'endroit; et ainsi se développait peu à peu une ville, organisée à la romaine, foyer spontané de civilisation.

Telle n'est pas la genèse de la cité de Dougga; elle nous est un exemple de groupement indigène, transformé assez tardivement en municipalité romaine. Nous trouvons là, tout d'abord, deux éléments juxtaposés : une agglomération de berbères et une réunion de grands propriétaires terriens domiciliés à Carthage ou dans d'autres villes importantes. Les deux catégories vivent à côté l'une de l'autre dans une petite bourgade et dans la campagne, ayant bien des intérêts communs, mais une administration propre, jusqu'au jour où la fusion complète se fait entre les deux et où cette communauté hybride devient une colonie romaine semblable aux autres. Cette fois, il ne faut pas s'attendre à trouver un plan régulier dans le tracé des rues et dans l'alignement des édifices; la ville s'est construite petit à petit, au gré des convenances individuelles et des commodités de chacun.

Il en a été de même pour toutes ces cités répandues sur l'étendue du pays, qui naquirent les unes après les autres ou se développèrent à mesure que la civilisation romaine gagnait du terrain.

Tous ceux qui ont entrepris de rendre à la lumière par des

fouilles méthodiques ces antiques cités, aussi bien que les curieux qui les visitent, ont été frappés de la similitude qu'elles présentent. Partout nous retrouvons les mêmes édifices, reproductions des monuments de la ville de Rome : au centre un forum, place dallée entourée de portiques, autour de laquelle sont disposés, toujours comme à Rome, des sanctuaires, une basilique judiciaire, la salle de réunion du Conseil municipal, avec les bureaux des magistrats, des boutiques; çà et là, suivant la disposition des lieux, le long des rues, des marchés, des bains publics, souvent assez nombreux, — à Timgad, on en compte plus d'une douzaine, — des théâtres, des amphithéâtres, voire des bibliothèques; bref, tout ce que les Romains avaient inventé pour satisfaire leurs besoins journaliers, leur goût du bien-être et du plaisir. Toujours aussi on rencontre un temple capitolin.

Rien ne montre mieux jusqu'à quel point les conquérants avaient su transformer à leur image ce monde si différent d'eux qu'ils avaient annexé à leur empire.

Comment étaient-ils arrivés à un tel résultat? C'est encore ce que nos fouilles et nos découvertes archéologiques nous ont appris, en nous permettant de saisir le secret de leur politique, faite de fermeté, de tolérance et avant tout de réalisation pratique. Pas de théories humanitaires. Rome avait besoin de l'argent et des produits de l'Afrique, de son blé, de son huile, de son vin, de ses bois, de ses chevaux, célèbres dans le cirque, de ses mines, de ses esclaves, de ses soldats; il fallait donc amener les habitants non seulement à supporter le joug, mais à le souhaiter par l'appât des avantages qu'ils en retiraient et par suite à travailler eux-mêmes à l'œuvre romaine. La transformation spontanée des indigènes fut, pour l'Afrique, le grand bienfait dont Rome paya sa mainmise sur eux. Elle n'exigeait rien d'eux en dehors de l'obéissance politique dont le symbole était le culte officiel de l'empereur; encore ce culte était-il lié à l'existence d'un grand conseil où chaque cité envoyait un député et qui formait un pouvoir consultatif et défensif, intermédiaire entre le souverain et la population.

Mais elle ne s'avisa pas de toucher à la vie intime des hommes; elle ne violenta point les sentiments, les coutumes, les traditions; surtout elle ne s'attaqua point aux croyances religieuses; au contraire, elle fit place dans le panthéon romain

aux divinités locales. Elle les assimila à des divinités romaines, comme Saturne ou Junon, ou même se contenta d'accoler à leur nom l'épithète d'*Augustus* ou *Augusta*, qui était un brevet suffisant de naturalisation. Au lieu d'inonder les villes de fonctionnaires ou d'administrateurs métropolitains, grassement payés ou se payant eux-mêmes sur leurs administrés, elle laissa les habitants se gouverner tout seuls; les magistrats municipaux étaient des indigènes, plus romanisés que les autres et plus riches, qui, fiers des titres purement latins qu'ils portaient, ne songeaient qu'à seconder les gouverneurs et à embellir le pays de ces constructions qui rappelaient tant celles de la capitale.

Mais voici le revers de la médaille. Si les découvertes archéologiques nous ont appris comment Rome répandit la civilisation latine dans les provinces d'Afrique, pour le plus grand profit d'elle-même et de leurs habitants, elles nous ont appris également à ne rien exagérer et à nous garder des illusions : malgré les apparences, l'assimilation du pays ne fut pas complète. Jamais la masse des Africains ne renia son passé. Elle accepta une transformation apparente en se conformant aux habitudes romaines; elle se logea à la romaine, s'habilla à la romaine, prit des noms romains, parla le latin dans le commerce journalier avec ses maîtres, fréquenta les écoles des grammairiens et des rhéteurs latins, rendit un culte aux dieux de Rome. Mais tout cela n'était qu'une brillante façade derrière laquelle le vieux fonds berbère et punique subsistait : les noms romains ne sont que la traduction de noms indigènes; la langue punique continuait à être le langage courant, même dans les familles de rang élevé; on continuait à adorer Baal, Tanit, les Dieux Maures. Que Rome l'ait toléré par sage indifférence ou qu'elle ait dû l'accepter par impuissance, la population indigène n'a jamais oublié ses traditions, ni désappris sa nature. Elle a accepté la conquête romaine parce qu'elle ne pouvait pas agir autrement et parce qu'elle y trouvait, somme toute, de grands avantages matériels, mais sans abdiquer sa personnalité. On le vit bien le jour où s'écroulèrent, avec sa puissance militaire, son autorité et son prestige.

L'AFRIQUE BYZANTINE

La chute de l'Empire romain ne marque pas la limite chronologique de ce que nous ont appris les ruines éparses en Algérie et en Tunisie. On dit couramment que ces deux pays sont couverts de ruines romaines. On pourrait aussi bien, sinon mieux, substituer au mot *romain* le mot *byzantin*. Ce qui subsiste à la surface du sol, ce que chacun a vu et peut voir sans remuer une pelletée de terre, c'est l'œuvre des Byzantins. Élevées sur les restes des villes romaines, leurs constructions couvrent encore le sol de leurs pans de murs toujours imposants, souvent éloquents. Elles nous racontent plus clairement que les récits des historiens du temps l'effort gigantesque tenté par Justinien et ses successeurs pour réparer en Afrique les effets de la décadence impériale et les misères de l'occupation vandale.

Ce fut surtout et particulièrement au commencement un effort militaire. Arracher le pays au joug vandale ne fut pas le plus difficile : en moins de six mois, l'Afrique en était délivrée, au grand étonnement de ceux-là mêmes qui avaient entrepris l'expédition; mais il fallait aussi l'arracher aux populations indigènes qui avaient repris ou brûlaient de reprendre leur indépendance et menaçaient de toutes parts les nouveaux maîtres. La paix ne pouvait être assurée que le jour où le sol serait hérissé de forteresses depuis la côte jusqu'au désert. C'est à quoi Justinien et ses successeurs se résolurent, et c'est là que l'archéologie intervient. La plupart de ces fortifications sont restées debout. Les unes servent encore aux villes arabes qui leur ont succédé : telles Béjà en Tunisie, Sétif et Tébessa, en Algérie. D'autres s'élèvent en rase campagne au milieu des ruines de l'époque antérieure. Rien de plus imposant que leur aspect actuel sous les teintes fauves dont le soleil les a dorées; rien de plus étonnant aussi que leur conservation; plus d'une fois j'ai entendu se demander autour de moi, comment les Byzantins avaient pu, en si peu de temps, improviser de si puissants ouvrages ; comment, aussi, les ayant élevés, ils n'avaient pas su mieux les défendre contre les envahisseurs arabes. Il semble qu'avec de tels appuis on doive résister victorieusement aux attaques les plus acharnées.

Grâce à ces constructions militaires, la tranquillité put renaître dans l'Afrique du nord et, par suite, un semblant de prospérité lui fut rendu. « Alors, dit un poète, le calme le plus profond régnait dans le pays; ni les guerres, ni les ravages des pillards, ni l'avidité des soldats ne venaient s'abattre sur le toit du paysan; les propriétés étaient respectées. Alors Cérès prodiguait ses dons, alors les pampres étaient chargés de grappes, et les arbres verts s'émaillaient d'olives brillantes comme des pierreries. Le soldat vivait heureux et paisible sur sa terre; partout le cultivateur avait commencé à planter des vignes et liant sous le joug ses taureaux dociles, il jetait gaiement la semence en faisant sur la montagne résonner son joyeux refrain. La paix était féconde et prospère; partout le marchand chantait, le laboureur était plein de joie, le voyageur était tranquille et les Muses venaient adoucir et charmer les travaux des hommes. »

Faut-il ajouter une foi entière à ces affirmations quelque peu dithyrambiques, ou convient-il d'en atténuer la chaleur? Cette fois encore recourons à l'archéologie. Chaque établissement agricole qu'on rencontre en parcourant la campagne, surtout dans le centre et dans le sud, est doublé d'un fortin; à côté de la maison d'exploitation, bâtie en petits matériaux, qui s'est écroulée depuis longtemps et que recouvre la végétation, s'élève un chétif réduit, bâti, lui, en pierres de taille, ramassées souvent dans les cimetières voisins et assemblées à la hâte, juste assez grand pour abriter les hommes et les bêtes en cas d'alerte. Voilà un détail qui en dit plus que les descriptions poétiques et les récits optimistes de quelques historiens.

Mais il ne suffisait pas au pouvoir central de faire régner, autant que possible, la sécurité dans l'Afrique du nord; les successeurs lointains de Constantin ne pouvaient se désintéresser de la religion chrétienne et de ses sanctuaires. On sait quel fut l'éclat du christianisme africain au temps des Cyprien, des Tertullien, des Augustin, et de cette vie intense de l'Église africaine les documents archéologiques, surtout les inscriptions, nous ont apporté des preuves abondantes; ils ont permis à M. Monceaux d'en tracer un tableau complet dans son *Histoire littéraire de l'Afrique chrétienne*. On sait aussi quel trouble l'occupation des Vandales ariens avait jeté dans la société et

quelles persécutions ils avaient déchaînées contre l'Église orthodoxe ; ses domaines avaient été confisqués, ses édifices sacrés profanés et pillés, ses prêtres exilés ou martyrisés. Il fallait réparer ces calamités et rendre au culte son éclat du temps passé. Nous en avons pour garant le nombre des sanctuaires, grands ou petits, que l'on rencontre à chaque pas aussi bien dans les villes qu'en pleine campagne; nous en connaissons de somptueux : à Carthage où le zèle religieux du P. Delattre a été récompensé par de belles découvertes, au Kef, à Haïdra, à Tébessa, ailleurs encore. Nous en connaissons surtout de modestes, édifiés dans tous les coins et recoins du pays. La plupart ne sont que des reconstructions, des réfections de chapelles antérieures, beaucoup sont des édifices neufs faits de pierres remployées; mais si leur apparence est humble, leur nombre seul est singulièrement éloquent. Pour qui parcourt la Tunisie et l'Algérie, la période byzantine se caractérise par des forteresses de toute grandeur et des églises de toute dimension.

Naturellement cette recrudescence de la vitalité chrétienne en Afrique s'évanouit avec l'arrivée des Arabes. Les communautés de fidèles continuèrent pourtant à entretenir, autant qu'elles le pouvaient et aussi longtemps qu'elles en eurent les moyens, les sanctuaires où elles étaient accoutumées à se réunir. Timgad nous en fournit une preuve. A l'extrémité des ruines, non loin de la citadelle byzantine, on voit encore deux rangées de colonnes à moitié enterrées. On a fouillé l'édifice auquel elles appartenaient et l'on a reconnu qu'elles reposaient, non pas sur des bases véritables, mais sur de grosses pierres de taille qui en tenaient lieu ; c'est donc une construction de fortune ; ces colonnes avaient été prises dans la ruine et utilisées. En outre, on avait pareillement utilisé comme montant de porte un entablement où se lit une inscription ; on y apprend que du temps du patrice Grégoire, Jean, duc de Tigisi, avait bâti cette « maison de Dieu ». Le patrice Grégoire est le dernier gouverneur byzantin de l'Afrique; c'est sous son administration que le sanctuaire avait été établi, au milieu du VII^e^ siècle de notre ère. Peu de temps après, les Arabes occupaient la région. Mais les chrétiens qui y vivaient n'avaient pas disparu ; ils avaient besoin de chapelles pour pratiquer leur religion. De là les réparations grossières que l'édifice avait subies

et qui sont contemporaines de l'agonie du christianisme dans la région.

Les successeurs des Byzantins sur la terre africaine ont laissé, eux aussi, des monuments et des inscriptions dont il ne nous était pas permis, non plus, de nous désintéresser. Il serait donc naturel d'en parler ici pour compléter le tableau de notre activité scientifique en Afrique.

Mais, outre que ce serait entrer dans un domaine totalement différent de celui qui nous a occupés au cours de cet article, il existe, me semble-t-il, une raison pour garder le silence; le moment de présenter à cet égard une esquisse d'ensemble ne semble pas encore venu. Assurément c'est là un chapitre de l'histoire locale qui n'a pas été négligé depuis un siècle; il a paru sur les antiquités musulmanes de l'Afrique des études excellentes, mais l'œuvre n'est pas encore assez avancée. La raison en est bien simple. Il s'est produit, pour la civilisation arabe, un phénomène contraire à celui que nous notons à propos des antiquités romaines : c'est du côté du Maroc que cette civilisation s'est montrée la plus féconde et la plus brillante, le rayonnement y étant arrivé, non plus d'Italie, mais d'Espagne. En Algérie et en Tunisie, la matière est relativement assez pauvre : les mosquées de Tlemcen ou de Kairouan sont des exceptions. Au Maroc, elle est d'une richesse incomparable. Toutefois, malgré leur ardeur, les jeunes savants qui se groupent autour de l'Institut des Hautes Études marocaines n'en sont encore qu'au début de leur mission; durant le peu d'années écoulées depuis que nous occupons le pays, ils n'ont pas eu le temps de pousser à fond l'étude méthodique du passé; il faut leur accorder le crédit qu'ils méritent. Leur génération fera pour la totalité de l'Afrique musulmane française ce que la nôtre et celles qui l'ont précédée ont fait pour l'Afrique punique, romaine et byzantine.

R. Cagnat.

MÉMOIRES

III[1]

L'AVÈNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE (II)

L'ORGANISATION DU SÉNAT

Cette attente, en quelque sorte, un pied en l'air entre deux régimes, se prolongea plus qu'on ne l'avait prévu. Le fameux vote avait eu lieu le 31 janvier, et le carême arrivant de bonne heure, nous dûmes suspendre tous nos travaux pour prendre le repos traditionnel des jours de Carnaval. Ce ne fut donc que le 11 février que nous nous réunîmes de nouveau pour examiner la loi du Sénat. Mais il s'en fallait bien que le temps eût porté conseil. Pendant ces dix jours, en effet, tandis que la droite jetait feu et flamme, la gauche s'exaltait dans l'ivresse d'un triomphe inespéré. Se croyant maîtresse du terrain, elle ne songea qu'à exploiter la situation au profit de ses principes favoris et de la fausse popularité qu'elle cultive. Un amendement de Pascal Duprat, déposé dès la première heure, proposa de déclarer en principe que les électeurs du Sénat seraient les mêmes que ceux du Corps législatif : c'était faire de la seconde Chambre la succursale impuissante de la première, l'enfant puîné et bientôt désavoué et déshérité du suffrage universel. Telle était la garantie conservatrice qu'on nous offrait en échange du vote de la République.

Quand ce beau chef-d'œuvre fut apporté à la tribune par

Copyright by duc de Broglie, 1929.

(1) Voyez la *Revue* du 15 novembre.

son auteur, il n'y eut qu'un cri sur tous les bancs de la droite et du centre pour lui infliger la qualification qu'il méritait. Les dissidents qui avaient concouru au vote républicain étaient couverts de confusion et ne savaient comment excuser la sottise de leurs nouveaux alliés. Ceux qui avaient refusé ou seulement ajourné leur adhésion au projet Wallon triomphaient ironiquement. « Voilà, disait-on à mon neveu et à ses amis, où conduit la pente rapide de votre *vallon*! » La consternation n'était pas moindre dans les rangs du centre gauche, qui voyait sa victoire compromise par cette imprudence. Si quelqu'un de ce groupe, si Dufaure, Casimir Périer ou Bérenger, eût eu alors le courage de se lever, de désavouer hautement Pascal Duprat, et de rester fidèle au projet de la Commission, l'effet eût été considérable, et peut-être fût-on arrivé à constituer sur ce terrain cette majorité indépendante des extrêmes qui était mon rêve et qui devait rester un rêve jusqu'à la fin. Mais aucun ne bougea. Quand le président mit aux voix la proposition de substituer au projet de la Commission le contre-projet nouveau, tout le centre gauche vota affirmativement et, comme une grande partie de la droite s'abstint, le suffrage universel se trouva adopté en principe comme la base du futur Sénat.

Ce n'était que le principe; on renvoya au lendemain l'application et l'organisation. Dans l'intervalle, le Maréchal qui ne comprenait plus rien à ces changements de scène à vue me fit demander pour savoir ce que je pensais de cette décoration nouvelle. Cette fois, je n'hésitai pas à lui déclarer qu'à mon sens il ne pouvait en aucune manière donner les mains à une niaiserie pareille, et qu'il devait à lui-même et à l'Assemblée de ne laisser sur ce point aucune incertitude. Je m'exprimai avec une certaine chaleur, parce que je trouvais, en effet, que la mesure était comble, que c'était déjà beaucoup pour lui d'accepter la République, mais que la laisser organiser par Pascal Duprat, c'était décidément passer sous les fourches caudines.

— Et que ferai-je, me dit-il, si la Chambre passe outre à ma déclaration?

Mon silence lui laissa entendre que la retraite, en ce cas, me paraissait le seul parti à prendre.

— Vous êtes le premier, reprit-il avec surprise, qui m'ayez donné un conseil.

Je vis, par ce mot, combien on avait réussi à lui mettre en tête que sa présence au pouvoir était un devoir qu'il devait remplir jusqu'au bout, et je me reprochai un peu de ne pas avoir pris les devants pour ébranler cette fausse conscience Quoi qu'il en soit, il suivit mon conseil, et le général Cissey vint, en son nom, déclarer le lendemain à la tribune, que ni le gouvernement, ni le président de la République, ne s'associerait au vote du projet de Pascal Duprat. Immédiatement après le général, un des membres du groupe dissident qui avait voté le projet Wallon vint exposer, à son tour, que dans ces conditions la République était inacceptable, aux yeux de ceux qui ne s'y étaient résignés que par un effort pénible de patriotisme.

Cette déclaration était décisive, et l'œuvre de Pascal Duprat était condamnée d'avance puisque l'appoint qui avait fait la majorité républicaine allait lui manquer. Aussi la discussion qui suivit ne fut-elle qu'une affaire de forme, et si elle dura une partie de la séance, c'est qu'il plut aux bonapartistes, pour tourner toute la tentative constitutionnelle en ridicule, de voter l'un après l'autre les articles du projet et de les faire passer, sauf à rejeter ensuite tout l'ensemble. Mais en définitive, le vote final fut négatif, et la République se trouvant ainsi privée d'un de ses organes vitaux parut frappée de mort dans son berceau. Nous étions rejetés de nouveau dans l'impuissance et dans le néant.

Le trouble qui suivit fut tel qu'aujourd'hui même, en relisant dans le *Journal officiel* la fin confuse de la séance, j'ai quelque peine à la comprendre. Les propositions les plus diverses se croisaient au milieu d'un tumulte assourdissant. Bonapartistes et extrême gauche réclamaient la dissolution immédiate de l'Assemblée; la droite insistait pour la levée de la séance. Je ne sais comment, ni à propos de quel incident, M. Gambetta réclama la parole et dans une des improvisations les plus heureuses que j'aie entendues non seulement de lui, mais d'aucun autre orateur, il se plaignit amèrement de la défaillance (pourtant assez bien motivée) qui venait de couper le fil des destinées à peine commencées de la République. Il désigna très clairement le groupe orléaniste (en le regardant en face et presque en le montrant du doigt) comme ayant manqué à tous ses engagements. Ni Bocher, ni Pasquier, ni Lambert

Sainte-Croix, qui pourtant auraient eu de quoi répliquer, n'osèrent le faire : ils restèrent cloués à leur banc, la tête basse, s'avouant ainsi coupables d'avoir tramé un complot avec la gauche, sans oser lui reprocher à leur tour l'abus qu'elle avait essayé de faire elle-même de leur première concession. Enfin, vers neuf heures du soir, aucun de nous n'ayant dîné, et chacun mourant de faim, on se sépara sans attendre que la séance fût officiellement levée.

Dans cette retraite précipitée, personne, sauf moi, je crois, ne fit attention à un fait assez inattendu. Tout à fait au dernier moment, deux membres du centre gauche, Bérenger et Waddington, déposèrent sur le bureau une nouvelle proposition pour la constitution d'un Sénat sur des bases tout à fait différentes de celles qui venaient d'être rejetées. Quelques exclamations de surprise s'élevèrent sur un petit nombre de bancs, mais Buffet se hâta de donner acte du dépôt, et de prononcer le renvoi du projet à la Commission constitutionnelle. Ce renvoi parut une pure affaire de forme, car, en présence des dissidences qui venaient d'éclater, personne ne pensait que le Sénat qui achevait de mourir de sa belle mort pût renaître sitôt de ses cendres.

A peine la séance fut-elle finie, que je courus de nouveau chez le Maréchal qui m'avait déjà mandé plusieurs fois. Mais je ne pus sortir des couloirs de l'Assemblée qu'en me dégageant à grand peine d'une foule d'officieux, bonapartistes, extrême droite etc., qui, croyant cette fois la République et la Constitution bien mortes et enterrées, me pressaient d'offrir à l'Élysée leurs services pour la campagne électorale qui allait sans doute commencer. Arrivé, non sans embarras, à la Présidence, je me refusai à prendre et même à conseiller aucun parti, tombant de fatigue ou d'inanition, comme je faisais, et je demandai jusqu'au lendemain pour me retourner. Je rentrai à Paris, plus mort que vif et dans un grand trouble d'esprit.

Je ne dormis guère, et pendant de longues heures de veille, j'achevai de me rendre compte de la nouvelle face des événements. A la réflexion je trouvais la situation, non bonne sans doute ni à mon gré, mais un peu moins mauvaise peut-être que si l'Assemblée ayant rejeté sans discussion toute constitution républicaine, le tort de son impuissance eût été exclusivement imputable aux conservateurs. Cette fois les rôles

étaient changés. L'Assemblée, de bonne ou de mauvaise grâce, s'était prêtée à l'organisation de la République. C'étaient les républicains, qui, par leurs exigences déraisonnables, avaient étouffé leur propre gouvernement dans son germe. S'il fallait en venir à des élections nouvelles, il y avait là un terrain pour les conservateurs et un langage à tenir pour le Maréchal. Il pouvait dire au pays : « J'ai tout fait pour vous tirer de peine, même au prix des convictions de toute ma vie. C'est la République elle-même qui s'est placée en dehors des conditions de la raison. » On pouvait reprendre le mot fameux de M. Thiers : *La République sera conservatrice, ou elle ne sera pas* ; et dire : « Elle n'a pas voulu être conservatrice, donc elle ne peut pas être. » C'était un thème à développer, auquel le corps électoral pouvait ne pas rester insensible.

Je ne répugnais donc pas absolument à prendre le pouvoir pour aborder la lutte électorale dans ces conditions : en tout cas, je croyais le moment du grand sacrifice arrivé, et j'étais résolu à m'offrir en victime au Maréchal, s'il réclamait de moi cette marque de dévouement. Une seule difficulté m'arrêtait : c'était le souvenir de ce projet du Sénat présenté à la dernière heure, et dont Buffet avait accepté le dépôt, presque sans consulter l'Assemblée. Que signifiait cette décision précipitée de Buffet? La légalité du procédé était plus que douteuse. Aux termes du règlement, toute proposition rejetée ne pouvait être reprise avant six mois. A la vérité, le nouveau projet différait de l'ancien; mais c'était toujours au fond la même discussion qu'on voulait recommencer et ce que le règlement avait voulu empêcher, c'était justement la prolongation et le renouvellement indéfinis des mêmes discussions. S'il suffisait d'un mot changé dans un texte pour rouvrir un débat au moment où il venait d'être clos, c'était à n'en plus finir, et le règlement était tourné, sinon violé. Le bon esprit de Buffet, son amour scrupuleux de la règle n'avaient su s'y méprendre. Quelle était donc sa pensée ? Avait-il voulu, sans le dire, ouvrir à la folie des républicains une porte de repentir ? Avant tout, il m'importait de le savoir ; pour l'épreuve suprême que je devais tenter, j'avais besoin de tout le monde, surtout de mon meilleur ami et du président de l'Assemblée. Je résolus donc de me rendre tout droit chez lui avant de paraître chez le Maréchal. En passant pour me rendre au chemin de fer, je m'arrêtai chez Lambert

Sainte-Croix, l'orléaniste le plus notoire de l'Assemblée, que je trouvai tout déconfit de l'issue de la séance, et, pour tout dire, humilié du rôle ridicule que ses amis personnels y avaient joué. Je lui enjoignis en quelque sorte de m'accompagner à Versailles : il s'y prêta de bonne grâce, et nous fondîmes ensemble à l'improviste chez Buffet en lui laissant à peine le temps de s'habiller pour nous recevoir. Je trouvai un homme désolé, éperdu, ne voyant plus clair devant lui, et se refusant absolument à me donner un conseil. Quand je lui parlai du nouveau projet de Sénat qu'il avait admis à la dernière heure, un peu illégalement suivant moi, il parut un peu embarrassé, mais ne convint pas de son erreur. Bref, il fut évident pour moi qu'il avait agi en connaissance de cause, qu'il voyait dans ce projet, déposé *in extremis*, un dernier moyen d'échapper à une ridicule déclaration d'impuissance, qui serait nécessairement suivie d'une dissolution immédiate. J'en fus plus convaincu encore quand j'eus pris à part pendant quelques minutes son chef de cabinet Dufeuille, le confident, quelquefois l'instigateur de ses pensées.

Cette découverte me rendit toutes mes perplexités. Ainsi, si j'acceptais le pouvoir, j'aurais le lendemain une nouvelle discussion à soutenir sur un projet de Sénat peut-être raisonnable, appuyé en ce cas par mon meilleur ami, et que je devrais pourtant combattre sous peine de devenir moi-même l'organisateur de la République, rôle qu'il ne me convenait pas de remplir. Je rentrais dans ces débats constitutionnels où ma position serait à peu près impossible, et auxquels j'avais résolu de ne pas prendre part. Et si le nouveau projet de Sénat était adopté, comme l'adhésion évidente de Buffet le rendait probable, que deviendrais-je après cette équipée ? J'aurais tiré du fourreau un grand sabre pour l'y remettre après avoir frappé un coup dans l'eau. Force fut donc de revenir chez le Maréchal en déclinant encore une fois le pouvoir. Buffet n'a jamais su et ne saura jamais l'action qu'il exerça alors sur moi, et par moi peut-être sur la destinée de la France. S'il m'eût encouragé à tenter l'aventure, et promis de m'y seconder, j'aurais joué la partie. J'eus quelque peine cependant à me dégager des instances du Maréchal. Cette fois, il était à bout de patience : son ministère démissionnaire depuis quinze jours déjà refusait de faire un pas de plus. Des candidats au minis-

tère (il y en a toujours) hantaient ses antichambres, brûlant de mettre la main sur des portefeuilles. Je tins bon cependant, aidé, je dois le dire, par Decazes qui, lui aussi, voulait jeter une dernière fois le filet dans la mer constitutionnelle. Bref, après trente-six heures de lutte, il fut convenu que le ministère resterait jusqu'à ce que le nouveau projet de Sénat eût été examiné par la Commission, et que la Chambre se fût prononcée à son égard. La droite se flattait encore qu'il serait rejeté comme le premier et que ce n'était que partie remise.

Mais la gauche avait senti sa faute, et nos amis orléanistes ne voulaient pas non plus rester sous le coup du rôle un peu ridicule qu'ils avaient joué. Pendant que la Commission constitutionnelle se mettait à l'œuvre, un peu pour la forme, et sans avoir cœur à l'ouvrage, à côté d'elle, des conférences officieuses s'établirent, auxquelles prirent part, d'un côté Bocher, Pasquier, Lambert Sainte-Croix et d'Haussonville, de l'autre Casimir Périer, Waddington et, je crois, Ricard. Naturellement, je n'y avais point de part. Mais je fus tenu assez régulièrement au courant par mon neveu de ce qui se passait dans ces entretiens dont le siège avait lieu, je crois, chez Pasquier.

On se promit tout d'abord de ne pas reparaître en séance publique avant de s'être mis cette fois tellement d'accord sur tous les points que le vote fût assuré d'avance et que l'on ne fût exposé à aucun hasard de discussion. Puis on remit sur le tapis le projet de Sénat, avec une ferme résolution d'arriver à s'entendre... Pour faciliter la transaction, les gens de la gauche déclarèrent tout de suite qu'ils abandonnaient l'idée de faire élire le Sénat par le suffrage universel consulté directement comme pour la Chambre des députés. Mais ils ne pouvaient, dirent-ils, aller plus loin que la concession de plusieurs degrés d'élection, le suffrage universel restant la base du premier. Il fallait que, sous une forme et dans une mesure quelconque, le suffrage universel eût part à la nomination sénatoriale, sans quoi, à leurs yeux, il y aurait attentat à la souveraineté populaire. Le peuple étant l'origine dont tous les pouvoirs émanent, un pouvoir législatif ne pouvait être constitué en dehors de lui.

Cette théorie métaphysique un peu subtile pouvait cependant recevoir une application assez simple qui fut tout de suite proposée : c'était de remettre l'élection aux conseils généraux,

élus eux-mêmes par le suffrage universel, et qui, représentant les départements, aurait fait du Sénat français quelque chose d'analogue au Sénat suisse qui représente chaque canton, ou au Sénat de Washington qui représente chacun des États de la confédération. Le second degré d'élection était ainsi tout trouvé. Mais on pensa, non peut-être sans raison, qu'un collège électoral aussi restreint que le serait un conseil général de département, lequel ne compte souvent pas plus de quinze à vingt membres, serait trop accessible à l'esprit de coterie et à l'activité des intrigues et on chercha le moyen de l'élargir. L'idée alors la plus naturelle, était de descendre un échelon et de s'adresser aux conseils municipaux. Mais on tombait cette fois dans l'inconvénient contraire. Près de trente mille conseils municipaux convoqués le même jour, cela ressemblait trop au suffrage universel direct, et on perdait ainsi toute garantie conservatrice, d'autant plus que, le nombre des membres du conseil municipal croissant dans chaque ville en raison de la population, l'ascendant eût été assuré aux grandes cités dont l'esprit turbulent et révolutionnaire est précisément l'opposé de l'esprit conservateur.

Dans cet embarras, je ne sais qui imagina un expédient fort peu rationnel, et même, au point de vue purement logique, un peu ridicule, mais qui avait des avantages pratiques, comme c'est souvent en politique le cas de ce qui s'écarte du puritanisme logique : ce fut de constituer au chef-lieu du département un collège composé des délégués de tous les corps électifs, sans exception, conseils généraux, conseils d'arrondissement, conseils municipaux, mais avec cette clause singulière que chacun d'eux ne nommerait qu'un seul représentant, quel que fût le nombre soit de ses membres, soit de ses propres électeurs. Ainsi le conseil général de la Seine, composé de quatre-vingts membres et représentant une population de deux millions d'âmes, ne désignerait qu'un seul électeur sénatorial, tout comme le conseil général de la Lozère qui n'a que vingt membres, et représente une population de deux cent mille âmes tout au plus. Mais le même principe appliqué aux conseils municipaux conduisait à un résultat plus singulier encore. On arrivait à ne donner aux plus grandes villes que le même nombre de délégués qu'au plus petit hameau perdu dans le fond d'une montagne. Le conseil municipal de Lyon

n'eût eu qu'un délégué, comme celui de Poissy ou de Pantin.

J'ai dit que rien n'était moins logique et rien même n'était plus contraire à l'esprit du suffrage universel, dont l'unique mérite (si c'en est un) est d'être la représentation du nombre. Si le suffrage universel ne représente pas la majorité numérique, je cherche ce qu'il représente, car ce n'est assurément ni la capacité ni le mérite. Mais la combinaison avait l'avantage d'accroître l'influence des campagnes aux dépens des villes, puisqu'on compte en France plus de cent communes rurales pour une urbaine. Les conservateurs de la réunion s'y rallièrent donc avec empressement, et ce fut la base de la transaction qui mit les deux parties d'accord. De fait, l'expédient (au point de vue théorique si peu défendable) a produit à peu près le résultat qu'on en attendait. Le Sénat, nommé deux fois déjà d'après ce système, dans des circonstances différentes, a donné le spectacle d'une assemblée différente par son esprit de celle qui est nommée directement par le suffrage universel, et assez apte à jouer le rôle modérateur que les institutions lui assignent. De toute cette machine constitutionnelle, si hâtivement bâclée, c'est le rouage qui soutient le mieux l'épreuve de l'expérience.

Ce premier point une fois réglé, un autre se présenta immédiatement. Le Sénat serait-il tout entier électif, ou réserverait-on, comme M. Dufaure s'y était montré disposé, une part à la nomination du pouvoir exécutif, pour ouvrir l'accès des fonctions législatives aux grandes notabilités sociales ou même politiques que l'ignorance ou l'ingratitude des électeurs aurait méconnues? Sur ce point une contestation très vive s'éleva et tout faillit encore une fois être rompu. La gauche ne voulait à aucun prix réserver même un seul choix au Maréchal, et il n'y eut jamais moyen de l'en faire démordre. Sa résistance, m'assure-t-on, fut invincible. Je dis : « m'assure-t-on, » et je me sers à dessein de cette forme dubitative, car je ne suis pas certain que des efforts tout à fait sérieux aient été faits pour vaincre cette opposition, et ma raison d'en douter est celle-ci. Le motif allégué par la gauche pour refuser tout droit de nomination au Maréchal n'était pas puisé, cette fois, dans des considérations théoriques. C'était tout simplement la crainte que le Maréchal ayant, par son passé, des attaches avec le régime impérial ne fût porté à user de sa prérogative en faveur de ceux qui, ayant servi ce régime avec lui, lui gardaient encore un secret attache-

ment. La raison ne valait pas grand chose, car si l'on voulait mettre au Sénat les grandes illustrations du pays, comme l'illustration ne s'acquiert pas en un jour, il fallait bien s'attendre qu'on ne la trouverait que parmi les rangs de ceux qui avaient servi le pays pendant les vingt dernières années, c'est-à-dire parmi les serviteurs plus ou moins fidèles de l'Empire. Mais comme la haine du bonapartisme et la crainte de le voir revivre étaient le lien et l'âme de la négociation, et à peu près égales chez les deux parties contractantes, je ne suis pas certain que la répugnance de la gauche ne fût pas secrètement partagée par ceux-là mêmes qui firent mine de la combattre.

Quoi qu'il en soit, devant cette impossibilité réelle ou tenue pour telle, le choix du Maréchal fut abandonné, et l'on chercha quelque autre moyen de ne pas tout remettre au hasard de l'élection. C'est alors que vint la pensée de faire élire un certain nombre de membres à vie et inamovibles une première fois par l'Assemblée nationale et ensuite par le Sénat lui-même se recrutant comme une Académie. Aucune imagination, l'expérience l'a démontré, ne pouvait être plus malheureuse. Déjà, dans les Académies, les élections deviennent aisément un foyer d'intrigue et ne vont pas souvent chercher tout droit le mérite. Mais dans une Assemblée parlementaire, avec les haines politiques et l'ardeur constamment excitée des compétitions personnelles, on peut être sûr que l'esprit de parti dictera tous les choix et que les supériorités, acquises ailleurs que dans l'arène législative, entreront plus difficilement par cette porte-là que par aucune autre. Mais de plus, dans les circonstances où nous étions, avec les dissensions intestines qui travaillaient le parti conservateur, lui demander de faire soixante-quinze nominations au scrutin de liste, c'était jeter dans ses rangs un véritable brandon de discorde. Les plénipotentiaires de la gauche, qui mirent en avant cet expédient perfide, devinèrent-ils quel funeste présent ils nous faisaient? Je l'ignore. Mais en tout cas, le moment venu, on sait comment ils en ont tiré parti. Ce fut véritablement la robe de Nessus attachée aux flancs du parti conservateur, ou, pour ne pas sortir des comparaisons mythologiques, ce fut le cheval de Troie introduit dans les remparts de la constitution.

Nos amis orléanistes devenus républicains n'y virent qu'une manière de mener à bien une négociation qu'ils se croyaient

maintenant tenus à honneur de faire aboutir. Une seule chose les arrêtait encore : ce fut la crainte de manquer de respect et d'égards pour le Maréchal en le privant d'une prérogative que tous les conservateurs s'étaient jusque-là accordés à lui offrir et de conclure ainsi le marché à ses dépens. On le savait peu républicain de goût et assez tenté de quitter la partie. En usant ainsi à son égard d'un procédé peu courtois, on pouvait le dégoûter tout à fait, et le pousser à quelque coup de tête. Ils déclarèrent donc qu'ils ne feraient rien, sans avoir auparavant demandé son assentiment, mais ils s'engagèrent à tâcher de l'obtenir.

Ils avaient en effet des intelligences dans la place, c'est-à-dire dans le ministère démissionnaire qui respirait encore. Decazes en effet, et par lui le général Chabaud-Latour, entraient de jour en jour davantage dans les vues des négociateurs. Nul doute qu'ils n'en eussent reçu l'instruction des princes d'Orléans eux-mêmes, qui, bien que ne se montrant pas et n'exprimant pas tout haut leur avis, étaient évidemment les inspirateurs de l'entreprise. On vint donc trouver les deux ministres pour les prier d'obtenir du patriotisme du Maréchal un nouvel acte d'abnégation.

La mission, en elle-même, n'avait rien de redoutable. Car les sacrifices personnels ne coûtaient rien au Maréchal, et en les lui demandant, on ne risquait même pas d'encourir son déplaisir. Jamais chef d'État ne fut moins jaloux de son influence et de son crédit. L'ennui d'être sollicité l'emportait de beaucoup chez lui sur l'agrément de disposer des faveurs. Entièrement dépourvu d'ambition personnelle, par une application nouvelle de la maxime évangélique, il traitait ses amis comme lui-même, et ne songeait jamais à rien réclamer pour eux. La perspective d'avoir une centaine de sénateurs à nommer, c'est-à-dire des pétitions à recevoir et à refuser, un choix à faire entre ses compagnons d'armes et de se trouver ensuite en face de quelques ingrats et de beaucoup de mécontents, ne lui souriait nullement. On l'aurait donc, je crois, facilement amené à y renoncer, à la seule condition de le convaincre que l'intérêt public l'exigeait. Mais la loyauté commandait qu'on prît la peine de lui faire cette démonstration, et de le mettre en mesure de bien apprécier toutes les conséquences de son sacrifice.

On ne s'y prit pas, j'en ai peur, avec cette franchise : on abusa au contraire de la simplicité un peu gauche d'un esprit qui ne pouvait suivre la rapidité et la complication des évolutions parlementaires. Voici ce que j'ai entendu raconter par un témoin oculaire, collègue de Decazes et de Chabaud-Latour, et nullement leur ennemi. Ce pauvre cabinet expirant tenait conseil à l'Élysée, assez semblable à *l'ombre du cocher* de Scarron, brossant avec l'*ombre d'une brosse*. On parlait un peu des affaires courantes ; un peu aussi de l'embarras de la situation et de la conduite qu'on aurait à tenir quand la discussion renouvelée du projet de Sénat allait arriver. Au milieu de cette délibération un peu languissante, Decazes, qui sans doute avait été prévenu d'avance, reçut un billet que lui apporta un huissier. Il le parcourut rapidement et s'écria : « Mais voici qui arrange tout : on me fait savoir que si M. le Maréchal veut renoncer au droit de nommer des sénateurs et passer ce droit à l'Assemblée, tout le monde sera d'accord, et le nouveau Sénat sera organisé sans difficulté. » Entre l'abandon d'un privilège auquel il ne tenait guère et le plaisir de terminer une crise pénible, le Maréchal ne pouvait hésiter. Mais on négligea de lui expliquer ce qui était et entre qui avait lieu cet accord dont on lui parlait et qui devait tout accommoder. Il ignorait absolument les conférences officieuses tenues chez Pasquier, et dont personne ne lui avait parlé. Il crut bonnement que l'accord était fait entre les diverses fractions de la droite, secondées tout au plus par quelques membres du centre gauche. L'idée que le traité qu'on lui demandait de contresigner était conclu au contraire entre toutes les gauches réunies et tout au plus trente ou quarante membres du centre droit, et qu'ainsi, au lieu de reconstituer une majorité conservatrice, son consentement allait concourir à en former une nouvelle dont presque tous les conservateurs seraient exclus, ne le traversa même pas. S'aperçut-on de cette méprise ? Je l'ignore ; en tout cas, on ne fit rien pour dissiper le malentendu.

Séance tenante et sans désemparer, le général Chabaud La Tour reçut la mission d'aller porter la renonciation du Maréchal à la commission constitutionnelle : car il y avait encore une commission constitutionnelle qui se réunissait officiellement à Versailles, tandis que la vraie négociation se poursui-

vait à Paris sous le manteau de la cheminée. Cette commission travaillait, je l'ai dit, pour la forme, d'assez mauvaise grâce, sur le projet qu'avait déposé M. Waddington et que la droite cherchait à faire échouer, tandis que le centre gauche, informé de ce qui se tramait ailleurs, ne cherchait qu'à traîner en longueur. On pesait, on discutait toutes les questions tour à tour et en général on les laissait tomber sans les résoudre. On m'a assuré que justement ce jour-là, par le plus grand des hasards, on débattait la part qu'il conviendrait de faire au pouvoir exécutif dans le choix des sénateurs. Au beau milieu de je ne sais quel discours, la porte s'ouvrit et le ministre de l'Intérieur demanda à être introduit. On lui fit place, et sur-le-champ, sans préparation, sans commentaire, il déclara qu'il venait, au nom du Président et de sa part, renoncer à la prérogative que les projets précédents lui avaient accordée, et transférer à l'Assemblée la nomination des sénateurs inamovibles qui n'émanaient pas directement de l'élection.

Ce fut un véritable coup de théâtre. La gauche de la Commission qui était dans le secret des négociations de Paris prit un air de triomphe qu'elle ne se donna pas la peine de dissimuler. La droite fut d'abord consternée, puis passa de la stupeur à la fureur.

Effectivement le procédé était cavalier, et d'honnêtes gens qui venaient de faire depuis six mois un métier assez ingrat méritaient plus d'égards. Le moins qu'on leur dût, eût été de les prévenir et de leur expliquer le sacrifice du Maréchal, pour les engager à imiter son exemple. Mais le leur laisser apprendre à l'improviste, et faire tomber sur eux comme une douche d'eau froide la nouvelle qu'un arrangement était conclu en dehors d'eux et à leur insu avec leurs adversaires, c'était les blesser au vif. La blessure allait même plus loin que l'amour-propre : car plus d'un membre de la droite, peu sûr de sa réélection, avait compté qu'en donnant au Maréchal une large distribution à faire des marques de sa confiance, il trouverait moyen d'en user de manière à leur témoigner sa gratitude.

La Commission leva la séance dans la confusion, et à peine était-elle close que tout le Versailles et bientôt tout le Paris parlementaire fut rempli de la nouvelle que le Maréchal, nouveau Louis XVI, venait de trahir sa cause et ses amis, et de livrer à l'entreprise usurpatrice des factions l'un des droits essentiels

du pouvoir exécutif. Le soir, c'était réception à la Présidence. Au lieu du petit cercle d'habitués et de fonctionnaires qui fréquentaient seuls depuis quelque temps son salon un peu désert, le Maréchal vit tout d'un coup fondre sur lui un essaim de gens furieux, l'écume et la menace à la bouche, qui lui mettaient presque le poing sur le nez, en lui prodiguant les reproches les plus injurieux. Ses meilleurs amis, ses ministres de la veille n'étaient ni les moins ardents ni les plus réservés en parole. Le Maréchal, tout surpris, les regardait d'un air stupéfait, ne comprenant pas comment il avait pu tout brouiller en essayant de tout concilier.

Les jours suivants, ce fut de même une procession de protestataires en colère ou au désespoir. Cette irritation, je le répète, était assez compréhensible de la part de ceux qui avaient travaillé sincèrement à donner au Maréchal la prérogative qu'il venait d'abandonner ; mais elle était moins justifiée assurément, chez ceux qui avaient obstinément refusé de se prêter à toute organisation constitutionnelle, et en particulier à la constitution d'un Sénat quelconque. Ce furent cependant ceux-là mêmes, les membres les plus entêtés de l'extrême droite, qui firent retentir les airs des plaintes et des accusations les plus bruyantes. Ce furent eux qui dénoncèrent avec l'indignation la plus amère la concession coupable du Maréchal. Il aurait bien pu leur demander comment ils pouvaient le blâmer d'avoir renoncé à un droit qu'eux-mêmes s'étaient toujours refusés à lui accorder. Mais les partis ont de singulières grâces d'état pour oublier leurs fautes dès que les conséquences en deviennent trop visibles et pour en imputer sincèrement la responsabilité à leurs adversaires. Le Maréchal, d'ailleurs, était si troublé par le concert de reproches qui l'accablait qu'il ne songeait même pas à se défendre. Avec sa modeste défiance de lui-même, il était toujours prêt à se donner tort. D'ailleurs, s'il avait voulu se justifier, il aurait trouvé dans son intérieur même assez peu d'appui. Je ne sais ce que pensait la Maréchale, assez naturellement disposée à juger comme l'extrême droite. Mais sa nièce la marquise de Mac Mahon, veuve du chef de la famille, déclarait tout haut qu'elle était honteuse de porter son nom et qu'elle ne le reverrait de sa vie. Elle n'a pas tenu parole, car moins d'un an après, elle le recevait, en grande pompe, dans son château de Sully. Mais ce jour-là, cet abandon de sa famille fut pour le

Maréchal le coup de grâce. En venant le lendemain pour le consoler, je le trouvai littéralement en larmes. Ces pleurs coulant sur la moustache du vieux soldat fendaient le cœur. Il croyait en vérité, je pense qu'il croit encore à l'heure qu'il est, qu'il était le seul et le grand coupable. Car, il n'y a pas longtemps qu'ayant eu occasion de m'entretenir avec lui du peu de fonds qu'on pouvait faire sur le courage du Sénat actuel : « Ah! me dit-il, je m'accuserai toujours d'avoir renoncé au droit de faire des sénateurs. Ce jour-là, je conviens que j'ai eu tort! » Naturellement je n'ai rien répondu, mais je n'ai pu m'empêcher de penser que le jour où nous ferions ensemble son examen de conscience, je pourrais lui signaler d'autres occasions où son scrupule serait mieux fondé.

Après lui-même, la personne à laquelle il avait le plus de peine à pardonner, c'était Decazes. « Celui-là m'a trompé », disait-il avec amertume. C'était trop sévère. Tout au plus aurait-il pu dire : « il a vu que je me trompais et ne m'a pas détrompé » ; voilà tout, et la différence vaut la peine qu'on en tienne compte. Jamais le Maréchal n'a oublié ce grief, et j'explique ainsi la difficulté que j'ai eue le jour où nous prîmes ensemble congé de lui, plusieurs années après, à lui faire donner à Decazes, avec la grande croix de la Légion d'honneur, une marque d'estime qui n'était pas une marque de confiance politique. Mais je me hâte d'ajouter que cette opinion que rien n'a pu effacer de son esprit ne s'est pourtant jamais manifestée que dans l'intimité. Depuis lors, il a gardé Decazes comme ministre des Affaires étrangères, le défendant contre les attaques qui, Dieu merci, ne lui manquaient pas. Il croyait sa présence utile au bien de l'État, et je ne connais rien qui indique mieux combien le sentiment patriotique l'emportait chez lui sur le ressentiment personnel.

Pendant qu'on se désolait à la Présidence, et qu'on s'exaspérait dans les rangs de la droite, nos nouveaux coalisés étaient dans la joie qui succède aux douleurs de l'enfantement. Au retour de la mission de Versailles, le général Chabaud trouva réunis chez lui, au ministère de l'Intérieur, les principaux négociateurs de l'arrangement républicain, Decazes, Pasquier, Ricard, Casimir Périer, je ne sais qui encore. A la nouvelle que tout était réglé, il y eut un cri d'enthousiasme et on se jeta en pleurant dans les bras les uns des autres. Toutefois,

comme les plus belles effusions n'ont qu'un temps et qu'on n'était pas bien sûr du fond sur lequel reposait cette union, on convint, pour prévenir tout malentendu, qu'on ne remettrait plus rien en question. Il fut arrêté qu'aucun amendement ne serait admis au nouveau projet, de quelque part qu'il vînt, qu'on ne discuterait même pas et que tout se bornerait à un enregistrement silencieux des divers articles. En n'ouvrant pas la bouche, on était à peu près sûr de ne pas se quereller. Le moyen était ingénieux, mais plus prudent peut-être que digne. En tout cas, ce n'était pas la manière d'éclairer le pays sur la nature d'une transaction où chacun sacrifiait une partie de ses convictions. Des royalistes qui fondaient la république, des radicaux qui votaient une constitution semi-monarchique auraient eu besoin d'expliquer les motifs de leur conversion et de justifier ce qu'il y avait d'inattendu dans leur rapprochement. Une transaction fondée sur des sacrifices réciproques peut être une œuvre patriotique, et je crois qu'en effet le patriotisme eut sa part dans celle-là : mais elle a besoin d'être expliquée, et le silence lui donne l'apparence d'une intrigue.

EXAMEN DE CONSCIENCE

Je suis d'autant plus libre de porter ce jugement sévère qu'il tombe sur moi tout autant que sur mes amis. Il est temps en effet de parler de la situation pleine d'angoisse dans laquelle me plaçait ce dénouement de nos longues incertitudes. Des deux solutions que j'avais redoutées et essayé de conjurer presque à l'égal l'une de l'autre, la dissolution de l'Assemblée dans le vide et par impuissance, et la constitution de la république avec l'aide du parti révolutionnaire, la seconde venait enfin de prévaloir. Était-ce la pire ? Je n'aurais osé l'affirmer, mais c'était celle à laquelle j'avais été conduit à m'opposer personnellement, et que le parti conservateur dont j'étais le chef depuis trois années accueillait avec la répugnance la plus marquée ; c'était celle que j'avais fait écarter six mois auparavant, par un discours qui était resté dans toutes les mémoires. Il me semblait impossible d'y adhérer. Mais, d'autre part, c'était un fait évidemment accompli, et l'organisation proposée, celle du Sénat notamment, présentait quelques avantages dont on pouvait tirer parti. Je ne voyais donc plus aucune utilité

à la combattre. Dans de telles conditions, l'abstention au moment du vote me paraissait le parti le plus naturel, le seul même convenable; c'était celui auquel je m'étais arrêté, et que, de ma part, tout le monde aurait compris.

Mais j'avais compté sans le Maréchal et son désespoir qui croissait d'heure en heure. Dans l'amertume de son âme, abandonné de ses amis habituels, en butte dans son intérieur aux plus vives récriminations, il me faisait venir à toute heure pour me conter ses peines. Je passais mon temps à le consoler et à lui persuader qu'il n'avait pas perdu l'honneur. Mais mes paroles n'auraient rien pu sans mon exemple. Aussi, quand il m'échappa de dire devant lui que je comptais annuler mon vote, il poussa de véritables cris de fureur. « Ainsi moi aussi je l'abandonnais! Ce que je lui laissais faire était si compromettant, qu'en l'y encourageant, je ne voulais pas cependant y associer mon nom et ma personne! Ce qui était bon pour lui ne l'était pas pour moi! On voulait donc le laisser avec un petit nombre d'intrigants et les ennemis de toute société! C'était pour le mener là qu'on lui avait de force fait accepter le pouvoir et qu'on le forçait à le garder! »

Ces appels pathétiques faisaient d'autant plus d'impression sur moi, que je ne pouvais me dissimuler que beaucoup de membres de la droite, qui avaient confiance en moi, se proposaient de conformer leur ligne de conduite à la mienne, de sorte que, si j'avais persévéré dans l'abstention, l'exemple eût été suivi, et le Maréchal se serait trouvé ainsi dans une compagnie bien restreinte pour être si mêlée. Après bien des incertitudes, je me crus obligé à un dernier sacrifice, et je promis au Maréchal de voter la nouvelle constitution, et de donner à mes amis personnels le conseil d'en faire autant.

A la réflexion, et malgré tout ce qui a suivi, bien que ce vote m'ait été souvent reproché, ce n'est pas cela que je me reproche. Je ne pouvais risquer de jeter le pays dans de nouvelles crises, en poussant le Maréchal à prendre un parti désespéré. Mon véritable tort ne fut donc pas de sacrifier à cette considération très désintéressée le petit amour-propre de ne pas me démentir, ce fut de ne pas monter résolument à la tribune pour expliquer à mon pays et à mes amis le changement de ma conduite. Je le pouvais sans long discours; car l'été précédent, dans le discours même contre la proposition

Casimir Périer, j'avais prévu le cas où, malgré mon opposition, l'Assemblée se rallierait à la République et j'avais déclaré qu'une fois le principe de la forme républicaine adopté, le devoir de tout bon citoyen serait d'aider à la constituer dans les meilleures conditions possibles. Je n'avais qu'à lire ce passage, en dix paroles l'explication était donnée, et le lien qui rattachait ma nouvelle résolution à la précédente, rendu visible à tous les yeux. A la vérité, on m'aurait répondu, peut-être forcé à répliquer ; c'était engager le débat, manquer à la consigne convenue du silence. Mais je n'étais nullement obligé à respecter cette consigne, à laquelle je n'avais pas souscrit, aux dépens de ma considération personnelle ; et j'aurais même rendu service à ceux qui s'étaient engagés au silence en leur fournissant un thème auquel ils auraient pu se rattacher pour repousser, comme moi, l'accusation d'inconséquence qu'on ne leur épargnait pas. Je manquai donc de résolution, je le confesse ; la crainte de paraître à la tribune entre les murmures de la droite et le silence railleur de la gauche me fit oublier qu'un des devoirs de l'homme public est de justifier sa conduite aux yeux de ceux qui ont placé en lui leur confiance. Il y a un soin de sa considération qui importe à la cause qu'on défend et qu'il ne faut pas confondre avec une vaine recherche de popularité. On n'a droit de mépriser l'opinion, que quand on a tout fait pour l'éclairer. Mes motifs étaient purs, je devais les faire connaître : tant pis pour ceux qui ne les auraient pas compris, tant pis pour ceux qui m'en auraient prêté d'autres. Mais je devais à la conscience des honnêtes gens de leur faire lire dans la mienne. De toutes les fautes de ma vie publique, c'est la seule dont je conserve un véritable repentir, et qu'il me soit même aujourd'hui pénible de me rappeler.

Si j'eus tort d'ailleurs, je ne tardai pas à en être puni. Quand vint le moment, je ne dirai pas de la discussion (on avait résolu de n'en point avoir) mais de la représentation publique de cette scène préparée à argument communiqué, ce fut pour moi un véritable supplice. La droite, dans ses nuances les plus modérées, une bonne partie même du centre droit (celle qui n'avait avec les princes d'Orléans aucun rapport direct), tout ce qui avait un soupçon, un souvenir, une arrière-pensée bonapartiste était dans un état d'aveugle fureur. Le

mot seul de République avait le don de l'exaspérer. Tout effort pour lui faire apprécier la valeur sérieuse des garanties conservatrices obtenues en échange de ce mot, était peine absolument perdue. Les expressions les moins ménagées, les plus injurieuses même étaient sur toutes les lèvres : et comme ces douceurs s'échangeaient entre amis de la veille, assis sur les mêmes bancs, aucune n'était perdue pour l'oreille à laquelle elle était destinée. Le parti pris de ne répondre à aucune attaque, et de ne rien discuter, bien que destiné à abréger cette scène pénible, la rendait cependant encore plus douloureuse pour nous. Car accepter de véritables outrages sans y répondre est une conduite plus chrétienne que politique, qui peut être appréciée dans un couvent mais ne fait pas honneur dans une assemblée politique.

Nous ne mîmes pas moins de trois jours à boire ce calice : car il fallut voter d'abord la nouvelle organisation du Sénat, puis revenir à la troisième délibération de la loi générale des pouvoirs publics qui demeurait si singulièrement accrochée depuis trois semaines. A chacun des articles des deux lois, la même scène se reproduisit. Un orateur de droite ou un bonapartiste montait à la tribune, attaquait violemment soit l'article lui-même, soit la coalition de partis qui en rendait l'adoption possible. Le rapporteur (ce n'était plus M. Batbie, qui n'avait pas voulu s'associer à ce changement de front, mais M. Paris) répondait quelques mots très courts et on passait au vote. Le contraste entre la vivacité de l'attaque et la sobriété pour ne pas dire la nullité des réponses n'était pas à notre avantage et fournissait à l'attaque suivante de nouveaux sujets de raillerie et d'amertume. Un orateur d'un rare talent, M. Raoul Duval, se signala surtout par une âpreté éloquente dans cette suite de coups portés à des adversaires qui ne répondaient même pas, et comme il avait toujours un ressentiment particulier contre moi pour n'avoir pas été compris parmi les vainqueurs récompensés du 24 mai, je fus peut-être celui que ses traits visaient le plus souvent. M. de la Rochejaquelein, au nom de l'extrême droite, m'attaqua aussi avec violence.

TRANSACTIONS

L'arrangement étant le résultat de concessions mutuelles entre les deux partis coalisés et celles de la gauche étant

importantes, c'eût été une consolation de voir au moins quelques violents de l'extrême gauche reprocher de leur côté à leurs modérés les pas qu'ils avaient faits à notre rencontre. M. Grévy qui avait autrefois combattu l'institution d'une présidence de la République et qui l'adoptait en ce moment, M. Gambetta qui en faisait autant pour l'institution d'une seconde Chambre, pouvaient se trouver alors dans un embarras à peu près pareil au mien, ce qui aurait rétabli une sorte d'équilibre et fait comprendre au public que ce qui se passait sous ses yeux était une transaction et non une capitulation. Mais la gauche fit preuve de sens politique : elle comprit que quelles que fussent les conditions imposées à la République, le seul fait que l'institution républicaine prenait pour la première fois régulièrement place au nombre des formes de gouvernement régulières, et entrait dans les lois par la porte d'un vote de majorité paisible et légal, et non comme en 1792 et en 1848 par la brèche de l'insurrection, était un succès dont elle devait prendre acte pour lui faire porter ensuite toutes ses conséquences. Elle comprit que dans un pays qui réfléchit peu comme le nôtre, la forme avait au moins autant d'importance que le fond, et qu'au degré de confusion où l'opinion publique en était arrivée, celui-là serait le victorieux, et passerait pour tel, qui se vanterait très haut de l'être, tandis que le vaincu serait celui qui se plaindrait de son sort. Elle résolut de paraître satisfaite à tout prix, et, dans le fait, elle l'était, car elle avait la vraie satisfaction que tous les partis apprécient : elle voyait ses ennemis furieux et désespérés.

J'ai lieu de penser que cette habileté, qui fit contraste avec le désordre éperdu qui régnait dans les rangs de la droite, fut due presque exclusivement au coup d'œil politique et à l'action très heureusement exercée de M. Gambetta. J'ai entendu depuis lors, j'entends encore beaucoup vanter l'adresse de ce tribun italien dont on a voulu faire un émule de son compatriote Machiavel. Je ne partage pas entièrement cette admiration, et je me permets de trouver que ses finesses, toujours assez visibles, font moins d'honneur à son invention que de tort à l'esprit de ceux qui s'y laissent prendre. Mais, dans le cas présent, il fit vraiment preuve d'habileté pratique. Il vit tout de suite le parti qu'il pourrait tirer du mot de *République*, surtout commenté par les lamentations et les fureurs de

l'extrême droite, et il résolut de tout sacrifier pour obtenir que ce mot fût enfin inscrit en tête d'une constitution régulière.

Cette résolution très sagement conçue fut mise plusieurs fois à de rudes épreuves. A plusieurs reprises, après avoir combattu en principe les divers articles de la loi constitutionnelle, la droite proposa et même réussit à faire passer des amendements qui devaient être particulièrement désagréables à M. Gambetta et à ses amis. Ainsi M. de Ravinel mit en post-scriptum à la loi des pouvoirs publics ces simples mots : les pouvoirs publics résident à Versailles. C'était un coup droit à l'adresse des envahisseurs du 4 septembre et pour les députés de Paris il paraissait difficile de consentir à cette marque de défiance constitutionnelle donnée à leurs électeurs. Il y eut bien quelques rumeurs sur les bancs de la gauche, et au scrutin la proposition ne passa qu'à cinq voix de majorité : mais en définitive, la pilule, si j'ose parler ainsi, fut avalée et sans trop de grimace.

Pour suivre la métaphore, je dirai qu'un point plus difficile encore à digérer fut une disposition portant qu'à l'ouverture de chaque session, des prières publiques seraient dites auxquelles assisteraient les autorités constituées. Ce fantôme de religion d'État aurait en temps ordinaire fait frémir toutes les puissances infernales qui siégeaient à l'extrême gauche. Je ne sais qui eut cette idée si bonne en soi, mais si étrange, le temps et les personnes donnés : je ne sais pas bien non plus à quel moment de la discussion elle fut produite. Mais toujours est-il qu'elle fut admise presque sans opposition, et nous voyons encore aujourd'hui chaque année la République, coiffée de son bonnet rouge, s'agenouiller d'assez mauvaise grâce à Notre-Dame. Je me rappelle qu'après le vote, je dis à un de mes voisins qui ne s'en désolait et s'en indignait pas moins : « Voilà la République bénie, ou si vous voulez exorcisée : cela ne doit-il pas vous décider à l'admettre à pénitence? »

Mais où la gauche fit preuve de sens politique, tandis que la droite en manqua absolument, ce fut dans la manière dont fut accueilli par les deux partis un certain article dont je n'ai pas encore parlé, quoiqu'il fût à vrai dire le point essentiel et comme la clef de voûte de la transaction. Cet article avait trait au mode de revision éventuelle de la constitution. Il stipulait (je devrais dire, il stipule, car l'article subsiste encore) que le

pacte constitutionnel pourrait être revisé par un congrès formé des deux assemblées, Sénat et Chambre des députés, réunies en une seule, délibérant et votant ensemble. De plus, pour qu'un tel congrès ait lieu, il faut que la décision en ait été prise par chacune des deux assemblées votant séparément et désignant le point particulier sur lequel la revision pourrait avoir lieu. Il demeurait entendu (et ce point avait été nettement expliqué dans les conférences) que la revision pouvait être totale aussi bien que partielle et porter sur la forme même de gouvernement, en un mot que le congrès pourrait mettre fin à la république et rétablir la monarchie.

Il faut le dire! C'était là de la part des républicains une concession très considérable. C'était renoncer en effet à leur théorie favorite, le droit absolu et inaliénable de la souveraineté populaire : c'était investir deux Assemblées (dont l'une devait émaner d'un suffrage indirect et restreint) d'un pouvoir constituant qui, d'après la métaphysique républicaine, ne réside que dans l'universalité des citoyens. C'était de plus, en laissant à la monarchie un mode de restauration légal, autoriser tous les royalistes à rester tels, attendant l'avenir et s'efforçant de le préparer. Car du moment où un changement législatif peut être opéré légalement, il est loisible à tout citoyen de l'appeler de ses vœux et de consacrer ses efforts à l'amener.

Si la droite eût été sage en présence du fait accompli et de son échec certain, elle se fût jetée en quelque sorte sur cet article qui lui ouvrait une porte honorable pour se déjuger sans se démentir et entrer en quelque sorte enseignes déployées dans les institutions nouvelles. Elle serait venue à la tribune faire acte d'adhésion à la Constitution en prenant acte avec solennité que cette adhésion, aux termes mêmes de l'article 8, n'était que temporaire et conditionnelle, avec réserve et de l'avenir qu'elle n'engageait pas et du droit qu'elle entendait conserver de provoquer par tous les moyens légaux de persuasion et de propagande le rétablissement de la royauté. Elle aurait conquis ainsi le droit de rester et de se dire royaliste sous la République, sans encourir le reproche de conspiration, et sans que ce titre fût un motif d'exclusion d'une fonction quelconque. Elle réduisait ainsi à néant le triomphe inespéré des républicains et maintenait la République à l'état provisoire. En réalité, l'article 8, rendant les institutions républicaines révocables à

volonté, était ce qu'on appelle en droit une clause potestative qui annule toute l'efficacité d'un contrat. C'est ce que j'exprimai à quelques amis en disant : « L'article 8 une fois adopté, le nouveau projet va ressembler comme deux gouttes d'eau à celui que je proposais, au moins sous ce rapport. Je disais, il y a six mois : en 1880, époque de l'échéance des pouvoirs du Maréchal, nous pourrons changer d'état à moins qu'il ne nous plaise de continuer. On nous dit aujourd'hui : en 1880, époque de la première revision possible, nous continuerons à moins qu'il ne nous plaise de changer. Je ne vois pas bien la différence. »

Je me suis toujours demandé ce qu'aurait produit une conversion hardie de la droite faite à la dernière heure dans le sens que j'indique. Un orateur, par exemple, venant à la tribune expliquer qu'après l'adoption de l'article 8, il n'avait plus aucune objection à donner à un expédient sans consistance une adhésion sans conséquence, et à la suite de cette déclaration, un vote unanime et par là même dérisoire qui aurait enlevé à la décision finale tout caractère de révolution politique. Il est probable que la colère eût été grande sur les bancs de la gauche : peut-être des explications seraient devenues nécessaires et auraient-elles rompu le silence concerté qui seul assurait l'accord de partis d'ailleurs si peu faits pour s'entendre. On se serait peut-être querellé sur la portée de cet article 8 ainsi commenté tout haut; la droite aurait eu alors les rieurs pour elle et peut-être le succès final. En tout cas, l'article 8 devenait le plus et même le seul important article de la Constitution, et la République avertie d'avance qu'elle était mortelle serait venue au monde portant au front le sceau de son infirmité.

Mais on était, à droite, bien loin de pouvoir donner les mains à cette tactique ou à aucune autre. L'irritation dominait tout autre sentiment et rendait tout calcul impossible. Au lieu de tâcher d'atténuer ainsi d'avance l'effet de la résolution que l'Assemblée allait si évidemment prendre, on ne songeait qu'à en exagérer la conséquence pour pouvoir s'en indigner et s'en désoler tout à l'aise. Au dernier moment, un excellent homme nullement dépourvu d'intelligence ni même de talent mais qui avait quelque chose d'illuminé dans le regard et de sépulcral dans la voix, ce qui lui donnait l'air d'un prophète, et parmi les prophètes, de Jérémie, M. de Belcastel, vint nous

adjurer, avec des larmes et des supplications, de ne pas égorger de nos propres mains une monarchie qui avait donné à la France dix siècles de gloire et de grandeur. Je n'ai jamais mieux vu quelle est sur les hommes rassemblés la puissance de l'imagination. En réalité, le vote que l'Assemblée allait émettre ne détruisait pas la monarchie qui n'existait pas, et qui avait refusé elle-même de se laisser ressusciter. Nous ne prenions pas contre elle d'engagement définitif, puisqu'on venait d'établir un mode légal pour sortir de la République. Avant comme après le vote, nous allions rester dans un état très fâcheux sans doute, mais transitoire, et assez semblable à celui dans lequel nous languissions depuis quatre années. Telle est pourtant la puissance des mots que l'effet du discours de M. de Belcastel fut grand. Une émotion contagieuse, une sorte de frisson parcourut l'Assemblée, et quand le Président proclama le résultat du dernier scrutin, il était pâle : un silence de mort s'établit : on eût dit que nous étions des régicides et que nous venions de voter la mort de Louis XVI.

MINISTÈRE BUFFET

Cette disposition d'esprit qui accroissait, par un effet moral et imaginaire, la défaite des conservateurs et le triomphe des républicains rendait singulièrement difficile le lendemain d'une telle journée. Ce n'était pas tout, en effet, d'avoir fait une constitution, il fallait trouver un ministère pour l'appliquer. C'était au Maréchal, tout éperdu et bourrelé de remords, que cette tâche délicate entre toutes allait échoir. Après une évolution parlementaire comme celle qui venait de s'accomplir, il fallait bien admettre au partage du pouvoir les vainqueurs de la veille. Mais le lui remettre tout entier c'eût été livrer la France aux mains d'un parti dont les aspirations allaient beaucoup plus loin que les tempéraments et les expédients constitutionnels dont lui-même venait par prudence de se contenter. On ne pouvait demander au Maréchal de présider ainsi à l'intronisation du parti révolutionnaire. Il fallait donc que le nouveau ministère fût constitué de manière à former le noyau d'un parti intermédiaire composé des modérés des deux bords, contenant les impatiences de la gauche extrême, et calmant le désespoir des conservateurs. Le problème à résoudre était

d'élargir la base du gouvernement sans en déplacer l'assiette.

Je devais au Maréchal un dernier conseil sur la manière d'aborder une opération si peu faite pour un esprit simple et tout d'une pièce comme le sien. Le nom que je lui prononçai et qui d'ailleurs était déjà sur toutes les lèvres, fut celui de Buffet. C'était un conservateur résolu, un des héros du 24 mai. Mais du haut du même fauteuil d'où il avait proclamé la chute de M. Thiers, il venait de donner, en quelque sorte, le premier coup de gouvernail qui avait engagé la France dans les eaux républicaines. Sa présence au ministère rassurerait les vaincus et était acceptée par les vainqueurs.

Le difficile était de le résoudre à prendre la tâche en mains. Il a par nature peu de goût, et (je le dirais à lui-même sans l'offenser) peu d'aptitude pour le pouvoir. Son esprit qui manque de souplesse, et son caractère qui pousse la fermeté jusqu'à l'exagération le rendent peu propre au maniement des hommes, des intérêts privés et surtout des vanités qui est la condition imposée aux ministres dans un régime parlementaire. Il le sait et se rend à cet égard une justice qui ne coûte rien à sa grandeur d'âme. De plus, il occupait dans la présidence de l'Assemblée nationale le premier poste de France pour lequel il était, il se sentait, et tout le monde le reconnaissait admirablement fait. Descendre de cette hauteur d'où il dominait les orages, pour s'engager dans la mer houleuse et pleine d'écueils d'une existence ministérielle lui coûtait extrêmement. Il s'y serait résigné cependant, s'il eût vu clairement qu'un devoir l'y appelait : car il n'est pas homme à reculer devant un devoir et à fuir une responsabilité. Mais j'ai dit qu'il comprenait mal la situation et l'obligation qu'elle lui imposait. N'ayant vu dans ce qui venait de se passer qu'un simple changement législatif, me répétant sans cesse qu'on pouvait être conservateur aussi bien en république qu'on monarchie, il me demandait sérieusement (comme je l'ai déjà raconté) pourquoi ce ne serait pas moi qui serais le ministre de l'une aussi bien que de l'autre. Je lui répondais sans m'émouvoir, mais en tâchant de me faire comprendre, qu'à des situations nouvelles il fallait des hommes nouveaux, et que le but à atteindre étant d'apaiser les inimitiés, il fallait éloigner les noms qui avaient le don de les susciter. Je ne voyais que lui qui pût faire une transaction devenue nécessaire.

Nous avions déjà eu plus d'une fois cet entretien sans que je fusse parvenu à le convaincre. Le moment était venu cependant où il fallait le déterminer au sacrifice qui lui répugnait et dont il ne comprenait pas la nécessité. Je promis au Maréchal de lui rendre encore ce service et je revins le lendemain du fameux vote à Versailles sans savoir si je réussirais dans mes instances.

Comme je descendais du train, je rencontrai dans la gare Buffet lui-même qui accourait en sens contraire, pâle, le visage décomposé et visiblement sous le coup d'une profonde émotion. J'eus à peine le temps de l'arrêter et d'apprendre de lui, par quelques mots entrecoupés, qu'il avait reçu la nouvelle que sa mère était tombée subitement malade, au fond de la Lorraine, et qu'il partait en toute hâte, sans être sûr de la retrouver en vie. Pour le coup, je crus tout perdu : il nous échappait, par le meilleur des motifs, au moment où sa présence était indispensable et je ne savais plus ce que le pauvre Maréchal allait devenir.

Chose étrange, ce contretemps si fâcheux fut précisément ce qui servit à nous tirer d'affaire. De quelques mots que m'avait dits Buffet, je compris qu'il ne comptait partir que dans la soirée, et que, pour l'heure, il n'allait passer que quelques moments à Paris pour mettre ordre à ses affaires. Il allait revenir à Versailles faire sa malle. Je me rendis tout droit chez le Maréchal, et je lui conseillai hardiment de faire mander Buffet, dès qu'il remettrait le pied à Versailles, et de tâcher, de gré ou de force, de lui arracher une bonne parole avant son départ. Je savais que le Maréchal, habitué au commandement militaire, avait, dans les moments de surexcitation, un ton d'autorité qui faisait d'autant plus d'effet, qu'il en usait moins souvent.

Je ne me trompais pas. Buffet arriva sur l'appel du Maréchal, parvenu deux heures après, toujours fort troublé et n'ayant guère l'esprit à la politique. Le Maréchal, tout en prenant à sa peine une part très vive de sympathie, le pria, en termes touchants, de penser aussi un peu à la sienne, et lui promit d'attendre patiemment son retour, s'il voulait en échange s'engager à lui venir en aide. Buffet comprit-il bien de quel genre d'aide il s'agissait, ou crut-il qu'il pourrait s'en tirer avec des conseils, et qu'en tout cas, il serait toujours à temps de refuser

son concours personnel ? Je ne le sais pas, et ne tâchai pas alors de le savoir. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il assura au Maréchal, en termes assez peu clairs, qu'il ne l'abandonnerait pas, et reviendrait au plus vite, dès qu'il serait hors de peine. Je n'en demandai pas davantage, je le laissai prendre son chapeau et partir en grande hâte. Puis sur la table du Maréchal, je rédigeai une petite note destinée au *Journal officiel* du soir, annonçant que le Maréchal avait confié à M. Buffet le soin de former un cabinet, que celui-ci avait demandé quelques jours pour remplir un pieux devoir, et se mettrait à l'œuvre dès son retour. Je joignis quelques lignes sur la certitude où les intérêts conservateurs devaient être que confiés à de telles mains, ils n'auraient point à souffrir du changement de la situation politique.

J'eus soin que la note ne parût que quand Buffet fut assez loin pour ne pouvoir la démentir. J'appris, dans l'intervalle, que la pauvre mère venait d'expirer, et que son fils ne la retrouverait plus. C'était donc seulement une attente de quelques jours à imposer à l'opinion publique. Il y eut bien quelques murmures : quelques puritains firent mine de trouver mauvais que le Maréchal prît sur lui de rassurer les conservateurs. Mais l'opinion n'était pas si pressée que les coureurs de place et de portefeuille, et on attendit.

Huit jours à peu près se passèrent : le temps des funérailles et des soins à donner à une famille en deuil. Le jour annoncé pour le retour, j'attendis Buffet de pied ferme au palais de Versailles, où il demeurait, et j'eus encore plus d'une heure de lutte à soutenir pour le décider à entreprendre la tâche qui lui seyait si peu et lui répugnait si fort. Il n'avait pas tort de la redouter et ne s'en exagérait pas les difficultés.

Je vis rarement, en effet, une crise ministérielle plus douloureuse. Les éléments du cabinet à former étaient naturellement indiqués, je l'ai dit, par la composition même de la majorité qui avait adopté la constitution : les nuances avancées de la gauche ne pouvaient y figurer, le Maréchal n'y aurait jamais consenti, et personne ne songeait alors à le lui proposer. Restaient les deux autres de droite et de gauche. Leur union formait la base naturelle de la nouvelle combinaison. Les difficultés ne vinrent pas, comme on aurait pu s'y attendre, du centre gauche.

M. Dufaure, à qui M. Buffet s'adressa le premier, n'éleva que peu d'exigences. Peut-être même ne se montra-t-il pas assez difficile dans ces pourparlers préliminaires. Car il eût mieux valu que ces deux hommes, qui allaient entreprendre une œuvre commune, se fussent mieux expliqués sur les conditions de leur alliance. Mais ils étaient l'un et l'autre des esprits un peu raides, vivant en dehors de la société dans une sphère étrangère aux faiblesses et aux passions humaines. Ils ne se rendaient bien compte nettement, ni l'un ni l'autre, ni des conditions de leur tâche ni des obstacles qu'elle rencontrerait.

Ce qui était difficile, ce n'était pas d'accorder en théorie la forme républicaine et les principes conservateurs, mais de faire vivre ensemble et marcher de concert sur le terrain pratique, des conservateurs qui n'avaient pas confiance dans la République, et des républicains animés de sentiments peu conservateurs ; ce qui l'était plus encore, c'était de faire oublier aux uns et aux autres les blessures d'amour-propre, les ressentiments et les préjugés qui les séparaient : c'était de partager entre eux le pouvoir que chacun voulait garder ou prendre tout entier. Tous ces sentiments leur étant étrangers, ils crurent donc trop facilement que l'accord fait entre eux et dans leur esprit pourrait s'établir sans peine entre leurs amis, et ils entrèrent en besogne sans avoir bien prévu les écueils contre lesquels ils viendraient se heurter. Une seule contestation s'éleva un instant entre eux. M. Buffet voulait absolument faire entrer dans le cabinet un membre au moins de la minorité conservatrice qui n'avait pas voté la constitution. C'était à ses yeux le seul moyen de rallier cette minorité, et de ne pas donner au nouveau parti ministériel un caractère exclusif. M. Dufaure hésita un instant, puis céda sans trop de peine aux arguments très pressants de Buffet. Le nom de M. de Meaux, gendre de M. de Montalembert, que M. Dufaure avait défendu autrefois devant les tribunaux et dont il était resté l'ami, lui rendit la concession encore facile.

Tout alla donc en douceur de ce côté. D'où vint l'embarras, ce fut des amis naturels de Buffet, de ceux du moins qui se rapprochaient le plus de lui par le caractère général et, si on peut s'exprimer ainsi, par la température moyenne de leurs opinions. Ce fut du groupe orléaniste. De ce côté, deux noms

étaient indiqués : celui de Pasquier et celui de Bocher. Ce fut à Bocher que furent adressées les premières propositions. Son caractère aimable, son éloquence insinuante, bien que vive et puissante, ses connaissances administratives et financières, en auraient fait, en tout temps, un excellent ministre, mais il était particulièrement désigné pour un cabinet de transaction et de conciliation.

Je dois à Buffet la justice qu'il fit, pour se ménager un tel auxiliaire, tout ce qui était humainement possible. Il lui offrit le ministère de l'Intérieur, le ministère politique par excellence, ce qui le réduisait à ne garder pour lui-même que la présidence du Conseil sans portefeuille. Car M. Dufaure avait naturellement la justice; personne ne songeait à enlever à Decazes les Affaires étrangères où sa compétence était reconnue. Les Finances auraient bien convenu à Buffet qui les avait déjà gérées sous l'Empire. Mais M. Dufaure les réclamait pour son ami Say. Buffet en était donc réduit à se contenter d'une haute direction sans attribution définie. C'est une situation que je n'eusse jamais acceptée à sa place, parce qu'elle impose plus de responsabilité qu'elle ne donne d'autorité. Mais elle ne lui déplaisait pas, et en tout cas, il n'en demandait pas d'autre.

Ce fut Bocher qui fut intraitable. Cette fois encore, aucune instance ne put le déterminer à accepter même une ouverture. J'eus beau lui représenter qu'ayant engagé le pays dans une aventure périlleuse, il devait en conscience se mettre à l'eau pour la mener à bien. Son caractère indécis et nerveux ne trouva d'énergie que pour persister dans une résolution négative.

A son défaut, il fallut bien revenir à Pasquier. Mais ici, autre obstacle, non moins grave, quoique tout opposé. Non que Pasquier désirât ou exigeât le pouvoir. Je lui dois la justice que s'il l'a quelquefois regretté, il n'y a jamais prétendu. Mais chez lui, point d'humeur conciliante, point d'habitude de ménager les hommes, point de tempérament fait pour les accommodements et les transactions; au contraire, une nature âpre et impétueuse, une éloquence toute de fougue et d'élan, des éclats de colère peu durables à la vérité, mais impétueux comme l'ouragan, une humeur inconsistante et mobile. Aussi, si tout le monde l'estimait comme homme, tout le monde le

redoutait comme collègue. Le Maréchal surtout éprouvait contre lui une répugnance à peu près invincible. La haine impitoyable que Pasquier portait aux bonapartistes lui paraissait un outrage, non pour lui (il ne pensait jamais à lui-même), mais pour de fidèles compagnons d'armes auxquels il restait attaché. Il était persuadé que, sous l'empire de cette injuste prévention, Pasquier voudrait faire sortir de l'administration tous ceux qui avaient servi le régime déchu, et priverait par là l'administration d'excellents auxiliaires. Je ne puis dire que cette crainte fût absolument dénuée de fondement.

Tout resta donc quelques jours en suspens, le Maréchal se refusant à faire venir Pasquier, et Buffet hésitant même à l'en presser. Pasquier lui-même informé de la méfiance dont il était l'objet, commençait à jeter feu et flammes. Ce fut encore à moi qu'on eut recours. Le quatrième ou le cinquième jour de la crise, je dînais chez Lambert Sainte-Croix avec Pasquier lui-même, mon neveu d'Haussonville et Decazes, en pleine eau orléaniste. Decazes et mon neveu me prirent à part pour me supplier de lever les incertitudes du Maréchal. Cette mission ne me plaisait guère. J'étais las du rôle de faiseur de rois, de Warwick qu'on me faisait jouer, et qui me rendait, aux yeux du public, responsable des difficultés mêmes que je m'efforçais d'aplanir. D'ailleurs, la main sur la conscience, je ne pouvais dire que Pasquier me parût un ministre de l'Intérieur sans inconvénient. Je me laissai fléchir pourtant, et puis pris congé de mes hôtes de bonne heure pour me rendre à l'Élysée où le Maréchal couchait ce soir-là. Dans un entretien qui ne dura pas moins d'une heure, je le décidai non sans peine sinon à donner le pouvoir à Pasquier, au moins à causer à cœur ouvert avec lui. Il aurait voulu que je fusse témoin de leur conversation. Je m'y refusai, pensant que Pasquier verrait dans ma présence une preuve de méfiance qui le blesserait. Le Maréchal voulut au moins que je restasse à l'Élysée jusqu'après l'entretien, pour en connaître le résultat, et quand on annonça Pasquier, il me fit entrer dans une pièce voisine de son cabinet.

Je n'y étais pas resté deux minutes et Pasquier n'avait pas échangé deux paroles avec le Maréchal, que je m'aperçus que j'entendais absolument tout ce que les deux interlocuteurs

allaient se dire. Comment était-ce possible? A l'heure qu'il est, je ne puis le comprendre, car sûrement la porte était fermée. Si je ne consultais que mes souvenirs, j'affirmerais que les fenêtres étaient ouvertes dans le cabinet du Maréchal et dans la chambre où il m'avait relégué, et que ces deux pièces étant placées en équerre l'une par rapport à l'autre, le son passait facilement de l'une à l'autre. Mais nous étions au mois de mars, à dix heures du soir, et à cette heure-là, dans cette saison, on ne laisse guère les croisées ouvertes. Quoi qu'il en soit, le fait est certain, et ne pouvant prévenir mes gens, je ne perdis pas un mot de leur entretien. Il n'eut, du reste, rien que de satisfaisant.

Pasquier, que cet appel, depuis longtemps attendu, flattait et touchait à la fois, et dont rien, d'ailleurs, en ce moment n'excitait l'humeur irritable, fut d'une modération exemplaire. Rien n'est doux comme les gens colères, dans les moments où rien ne les irrite. Le Maréchal l'interrogea d'ailleurs assez naïvement, lui demandant si on avait dit vrai en le représentant comme décidé à bannir de l'administration tout ce qui de près ou de loin avait touché à l'Empire. Présenter ainsi l'idée était si absurde que Pasquier n'eut pas de peine à s'en défendre. Son accent de sincérité toucha le Maréchal. Buffet, si j'ai bonne mémoire, entra en ce moment, et l'embrassade fut générale; on promit tout à Pasquier, même le ministère de l'Intérieur, et rendez-vous fut pris à Versailles le lendemain pour la signature des ordonnances.

Nos gens sortis, le Maréchal me fit rentrer et me raconta avec allégresse tout ce que je savais déjà. Je retournai sans perdre un moment chez Lambert Sainte-Croix faire partager cette satisfaction à nos amis, et exprimer moi-même plus de contentement qu'à la réflexion, je n'en éprouvais. Car la combinaison me paraissait encore sujette à plus d'un accident fâcheux. Mais je me gardais d'en rien dire et de me faire trouble-fête dans le contentement général.

Malheureusement ce que je pensais à part moi, Buffet, dont la responsabilité commençait en même temps que finissait la mienne, ne fut pas longtemps à s'en apercevoir. A peine rentré chez lui, il réfléchit qu'en donnant la Justice à M. Dufaure, dont il ne partageait pas toutes les opinions, en laissant les Affaires étrangères et l'Intérieur à Decazes et à Pasquier,

dont pour des raisons diverses le caractère ne lui inspirait pas de confiance, il ne gardait absolument pour lui-même qu'une présidence nominale et que son rôle complètement effacé aurait une teinte de ridicule. La peur le prit de servir à son insu de couverture à des tendances et à des actes qu'il ne pouvait approuver. Il avait pleinement raison, et son seul tort était de n'avoir pas fait plus tôt cette découverte. Prenant alors son parti avec une décision qui, chez lui, avoisine la brusquerie, il se leva avant l'aube et, venant trouver le Maréchal avant l'heure fixée pour le rendez-vous, il lui déclara que malgré ses répugnances, il se résolvait à prendre le ministère de l'Intérieur, et demandait l'autorisation d'offrir à Pasquier celui de l'Instruction publique. Le Maréchal à qui le changement agréait ne fit aucune objection, et ni l'un ni l'autre ne sachant ce que c'était que la susceptibilité, il leur parut que rien n'était plus simple, et que tout irait sur des roulettes.

Aussi ne firent-ils pas mystère de leur résolution nouvelle aux habitants de la Présidence, secrétaires et aides de camp, et par eux aux reporters de journaux, aux intrigants politiques qui étaient à l'affût de toutes les nouvelles et ne quittaient pas le pavé de Versailles et les couloirs de l'Assemblée. La conséquence fut que quand Pasquier arriva à Versailles à l'heure convenue, il fut salué à la gare du chemin de fer par l'annonce de la modification inattendue et assez désobligeante de la position qu'on lui réservait.

Le procédé avait mauvaise mine et même au fond ne valait rien. Il n'en fallait pas tant pour lui faire monter le sang au visage. En un instant les éclats de sa colère ébranlèrent tous les échos de Versailles. Il vouait tout haut Buffet et le Maréchal aux dieux infernaux, et, fort injustement aussi, moi qui ne savais rien et qui dormais encore tranquillement à Paris quand le changement s'opérait à Versailles, je fus compris dans l'excommunication. Je ne sais comment on avait su et répété que j'étais resté à l'Élysée pendant l'entretien de la veille, et rentré chez le Maréchal après la sortie des futurs ministres. Il n'en fallut pas davantage pour persuader à Pasquier que c'était moi qui avais brouillé les cartes. Rien depuis lors n'a pu lui enlever cette opinion : et je suis convaincu que s'il y pense encore aujourd'hui, il le croit encore. De lui faire agréer le portefeuille de l'Instruction publique dans une telle

humeur, il ne pouvait même être question. Nous nous retrouvions donc rejetés loin du port au moment où nous pensions y être entrés.

Mais j'ai eu occasion de remarquer, dans les crises ministérielles que j'ai traversées, comme dans celles que j'avais entendu raconter à mon père dans ma jeunesse, que c'est souvent au moment où tout paraît manqué que comme par enchantement, tout s'arrange inopinément. Quand l'esprit public est resté tendu et dans l'attente pendant quelques jours, l'impatience et la lassitude s'emparent de tout le monde et devant un cri général qui s'élève et commande d'en finir à tout prix les prétentions rivales se taisent, les exigences baissent de ton, et ce qui paraissait impossible la veille se fait tout d'un coup comme de soi-même. C'est ce qui arriva ce jour-là, bien plus vite et plus complètement que je n'aurais osé l'espérer.

Devant le triste résultat de ses défaillances, Bocher, qui pouvait tout rendre facile le premier jour, et à qui tout le monde reprochait l'embarras où il nous avait jetés, fut pris de remords et sortit de son inaction. Il s'entremit avec une activité et une adresse qui montrèrent ce qu'on aurait pu attendre de lui pour rapprocher directement M. Dufaure et M. Buffet, et leur persuader qu'ils pouvaient se mettre en campagne ensemble, sans chercher dans le centre droit un intermédiaire qu'ils ne pouvaient trouver. Gambetta, qui craignait de voir crouler assez ridiculement l'ouvrage auquel il avait travaillé, et pour lequel il avait risqué une popularité dans son monde, se joignit à lui, et à eux deux, ils brassèrent une liste ministérielle, qu'ils s'épuisèrent ensuite à faire accepter aux deux intéressés. Ce fut pendant une séance de l'Assemblée et dans un bureau qu'ils se réunirent et firent venir successivement tous ceux dont ils demandaient le consentement. Les messages étaient échangés, au su et vu de quelques initiés, entre la réunion du bureau et le fauteuil du président, pendant que la séance allait son train. A un certain moment, si j'ai bonne mémoire (et je crois en être sûr, quoique le fait ne soit pas mentionné au compte rendu officiel de la séance), Buffet qui présidait jusque là avec son calme accoutumé, se leva et céda le fauteuil à un de ses suppléants. Ce fut, pour tout le monde, le signal que l'arrangement était

conclu. Effectivement, tout était convenu, et le partage des portefeuilles était fait ainsi : Dufaure prenait les Sceaux, Buffet l'Intérieur, de Meaux l'Agriculture, et Say les Finances. M. Wallon, qu'on nommait en riant le père de la Constitution, reçut l'Instruction publique. Le général de Cissey, Decazes, l'amiral Montaignac et Caillaux gardaient leur situation. Il fut convenu de plus que Pasquier remplacerait Buffet à la présidence. Craignant toujours quelques nouvelles mésaventures, je conseillai de signer les ordonnances le jour même et de faire paraître dans la soirée un supplément au *Journal officiel*. Ainsi fut fait, et le premier ministère républicain vint au monde.

Je respirais, le public et le Maréchal aussi, et dans le premier moment tout céda à la joie de la délivrance. J'entrevoyais pourtant bien des embarras dans un avenir même assez prochain. Les deux hommes éminents, M. Dufaure et M. Buffet, qui allaient se trouver tête à tête, étaient doués d'un caractère aussi intraitable l'un que l'autre : l'un peu communicatif, rancunier, d'un commerce peu sûr, l'autre candide mais entêté, et marchant droit sur les obstacles, souvent sans les voir, et assez peu sagace, par la bonne raison qu'incapable de certaines faiblesses, il ne les soupçonnait jamais chez autrui. Il était à craindre que, dès les premiers pas qu'ils feraient ensemble, Buffet ne fît à Dufaure sans s'en apercevoir quelque blessure d'amour-propre que celui-ci ressentirait sans le témoigner, jusqu'au jour où il s'en vengerait sans en prévenir. Derrière ces deux hommes allaient marcher à la rencontre l'un de l'autre deux partis, l'un mécontent d'avoir à partager le pouvoir, tandis que l'autre était plus alléché que satisfait par la faible part qu'on lui en laissait prendre. Buffet allait être en butte aux ressentiments des vaincus sans pouvoir satisfaire les appétits des vainqueurs. Le plus habile aurait eu peine à sortir de ce défilé, et Buffet était le plus honnête, le plus éloquent, mais non pas le plus habile des hommes. En un mot, entre lui et ses nouveaux alliés, l'accord n'existait qu'à la faveur d'une équivoque. Il n'avait fait la République que pour l'offrir aux conservateurs : les républicains entendaient la garder pour eux, et peu à peu, s'en attribuer l'usage exclusif. Or, Buffet était l'homme du monde le moins fait pour rester dans une équivoque.

Aussi, dès le lendemain de son avènement, il n'eut rien de plus pressé que de déchirer le voile.

Ces inconvénients étaient à peu près inévitables. Mais ce qui ne l'était pas et ce qui allait être particulièrement fâcheux, c'était l'attitude maussade que devait prendre, dès le premier jour, contre le nouveau ministère et contre Buffet en particulier, le groupe orléaniste, celui qui par la nature de ses opinions aurait dû au contraire lui servir de principal auxiliaire. L'étrange maladresse qui avait irrité Pasquier avait laissé une trace qu'on ne prit pas assez de soin d'effacer : il restait lui et ses amis dans une disposition de neutralité malveillante, et Buffet, qui ne se doutait pas de la blessure qu'il avait faite, parce qu'il ne l'aurait pas ressentie lui-même, s'il eût été le patient, ne prenait aucun soin de la panser. La magnifique compensation qui était réservée à Pasquier, dans la présidence de l'Assemblée, ne le calma pas, et lui donna au contraire un moyen de satisfaire son ressentiment. La présidence allait devenir le quartier général d'une hostilité d'abord sourde, mais qui ne devait pas tarder à éclater.

Je prévis tous ces périls, que Buffet n'apercevait pas. Mais n'y voyant pas de remède, je ne crus pas devoir le décourager de sa tâche pénible en les lui signalant trop tôt. Mon rôle d'ailleurs était fini; le parti conservateur avait maintenant un autre chef que moi, et le Maréchal un autre conseiller. Les obligations que j'avais contractées le 24 mai étaient acquittées. Je n'avais plus désormais qu'à suivre et non à donner la direction.

LES RESPONSABLES

J'arrête ici ce trop long récit. J'ai raconté, — avec des détails un peu minutieux peut-être, mais indispensables pour l'intelligence des faits, et d'une rigoureuse exactitude, — par quel concours de fatalité et de fautes une assemblée qui comptait le jour où elle se réunit une majorité conservatrice et monarchiste de près de cinq cents membres sur sept cents a été amenée à constituer la République malgré les conservateurs, et avec le concours du parti radical et révolutionnaire contre lequel elle avait été élue. J'ai tâché de rendre justice à tous les partis et n'ai dissimulé ni mes torts personnels, ni ceux de mes amis.

J'ai pu me tromper encore dans mes appréciations, mais j'ai fait effort pour ne tromper aucun de ceux qui liront ces pages, si tant est qu'elles trouvent jamais des lecteurs.

Si, — comme cela est bien à craindre, à voir le tour que prennent les événements, — la nouvelle République est destinée, après une existence agitée, à finir, comme les deux épreuves précédentes, par une catastrophe, la postérité sera très sévère pour cette pauvre Assemblée, et pour les divers partis dont la division a causé son impuissance. Sa sévérité s'exercera principalement sur le groupe conservateur qui s'est détaché à la dernière heure pour apporter au vote de la Constitution républicaine un appoint décisif. Les orléanistes, pour les appeler par leur nom, seront rendus responsables des malheurs qui affligeront le régime qu'ils ont contribué à fonder.

Ce jugement, bien que naturel, n'en sera pas moins, à mon sens, aussi inique qu'erroné. Je ne crois pas m'être montré trop indulgent pour cette fraction de l'Assemblée à laquelle j'ai appartenu en commençant ma carrière politique, où j'ai compté mes meilleurs amis, mais dont je n'ai pas hésité à me séparer avec éclat dans plus d'une circonstance. J'ai signalé sans ménagement le mal que m'avaient fait plus d'une fois ses impatiences, ses alarmes puériles, sa crainte inintelligente du bonapartisme.

Si j'avais à poursuivre ce récit, et à raconter le ministère de Buffet, je devrais insister plus encore sur ces reproches, car ils furent alors encore plus mérités, et Buffet, tout aussi peu coupable que moi, eut bien plus que moi à se plaindre de nos amis communs. Mais dans le moment critique où eut lieu le vote de la Constitution républicaine, je ne puis vraiment, même après la réflexion et l'expérience, blâmer leur conduite. Réduits alors, comme nous l'étions tous, à choisir entre le ridicule et l'impuissance ou le péril de l'établissement républicain, je ne puis dire qu'ils aient eu tort d'opter pour le dernier parti. Le véritable tort fut à ceux qui avaient, de propos délibéré, amené l'Assemblée à se trouver serrée dans cette déplorable alternative.

A ce titre, le premier, le plus grand, le seul vrai coupable, le véritable auteur de la République, c'est M. le Comte de Chambord. Par deux fois ce prince si étrangement aveugle tint la monarchie dans sa main, et ne voulut pas l'ouvrir. On ne lui

demandait que la plus insignifiante, la plus inoffensive, mais en même temps la plus indispensable des concessions. Il aima mieux rendre la monarchie impossible. C'était déjà nous faire faire la moitié du chemin vers la république.

J'avais réussi cependant à arrêter le char sur la pente. Le septennat du maréchal de Mac Mahon, constitué au lendemain de l'échec de la fusion, nous donnait un délai de quelques années pendant lesquelles la porte restait ouverte à la monarchie : le Comte de Chambord pouvait réfléchir et revenir sur ses prétentions, ou la France se résigner à les accepter. Nous donnions ainsi du temps et en quelque sorte de la marge aux événements. Le trône restait vacant et j'avais réussi à y faire asseoir, sous le nom de Président, un véritable lieutenant général du Royaume, prêt à céder la place, le jour où le Roi aurait été en mesure de la prendre.

Mais pour que cette situation intérimaire pût durer, il fallait qu'elle pût survivre à l'Assemblée qui l'avait créée. Faire durer cette Assemblée sept années était impraticable, et il était certain que le suffrage universel, consulté directement, ne renverrait pas sa pareille. Toutes mes combinaisons tendaient, en constituant un Sénat puissant, composé d'éléments conservateurs, à faire durer l'œuvre de l'Assemblée, sans la perpétuer elle-même.

Ce plan a échoué, par la résistance des légitimistes extrêmes et des bonapartistes. De la part de ceux-ci, c'était une tactique naturelle sinon patriotique. Ils avaient dans le Prince impérial un candidat au trône tout préparé, qui ne mettait pas comme le nôtre à son avènement des conditions impossibles à remplir. Ils n'avaient donc aucune raison pour attendre. De plus, ils pouvaient espérer que le suffrage universel, fatigué d'agitation stérile, se jetterait dans leurs bras comme il l'avait fait en 1852. Dans la grande loterie d'une élection nouvelle, ils avaient un billet qui pouvait sortir. Ils étaient excusables d'en vouloir courir la chance.

Mais l'extrême droite n'avait rien de pareil à attendre, même de la plus lointaine et plus chimérique perspective. Personne de sensé ne pouvait croire que les comices populaires feraient pour la légitimité ce qui s'était trouvé impossible dans une Assemblée composée d'éléments aussi monarchiques que la nôtre. Le bonapartisme pouvait compter profiter des

craintes qu'inspirait l'anarchie et de la lassitude générale. La légitimité n'avait rien à espérer ni du désordre, ni du désespoir.

Quel pouvait donc être le calcul de l'extrême droite en rejetant une combinaison qui lui gardait sa part de pouvoir dans le présent, et qui réservait l'avenir? Espérait-elle que l'Assemblée, acculée à l'impuissance, se déciderait à subir, à la dernière heure, toutes les fantaisies de son prétendant? Déplorable illusion : la moindre connaissance des hommes l'aurait avertie, qu'à jouer ce jeu périlleux, la carte forcée ce ne serait pas la monarchie, mais la république.

C'est donc cette fraction extrême de la droite qui, avec et après le Comte de Chambord, a fait la France républicaine. A vrai dire, la monarchie frappée à mort le 30 octobre 1873 a été ensevelie le 16 mai 1874 avec la chute du Cabinet que je présidais. C'est ce jour-là, et non le 25 février 1875, que la République est venue au monde.

On peut dire de la République ce qu'on a dit de la guerre. Le véritable auteur, ou si l'on veut le vrai coupable, n'est pas celui qui la déclare, mais celui qui la rend nécessaire.

BROGLIE.

NOUS AVONS FAIT UN BEAU VOYAGE...

I

DE BOMBAY A DELHI

Novembre 1928.

La maladie, avec son lit gardé et solitaire, m'a rendu mes regards étonnés d'enfant. On a posé contre le mur la civière qui m'a transporté dans ma chambre. Sa toile roulée ne laisse voir que deux longs portants de bois qui, jumelés, ressemblent à des skis. Des skis !... Est-ce possible que j'en aie chaussé, il y a trois mois, franchissant des ravins et culbutant dans la neige ? Où êtes-vous, intrépides amies aux petits nez rouges sous vos passe-montagnes gelés ? Et vous, bondissants camarades ? La neige de nos chutes brillait sur nos *jumpers* glacés. Mais, dans nos gants de laine rigides et qui craquaient, nos mains demeuraient souples et chaudes. Santé ! Miracle perdu !

Je ne suis pas triste, pourtant. Tout a pris tant d'importance ! La cigarette que je vais fumer me semble extraordinaire, et le plaisir de l'allumer m'étourdit. La convalescence, comme une fragile primeur, pousse autour de mes draps. Amère douceur d'être malade. Méditation des traversées. Ma T. S. F., branchée sur le Savoy de Londres, m'apporte une gaieté plus jeune que la nôtre.

Copyright by F. de Croisset, 1929.

Dire qu'il y a des gens qui sortent, qui dansent, qui prennent un train ou un bateau ! Dire que j'ai connu cela ! Mon corps amaigri, que l'oreiller fatigue, s'en étonne. Pourrai-je jamais refaire un voyage ?

J'ai là, sur mon lit, l'invitation tentatrice. Depuis hier, je l'ai relue plus de vingt fois. Elle est signée de l'aimable prince Karam : « Mon père me charge de vous inviter aux fêtes qu'il donne à Kapurthala, le 24 novembre, pour le cinquantième anniversaire de son règne. Il faudrait partir au plus tard à la mi-octobre. Guérissez vite et venez. Vous ferez chez nous la connaissance de beaucoup de princes hindous qui, j'en suis sûr, vous inviteront à leur tour... »

Je contemple ce prétexte dont tout Français a besoin pour partir. J'ai une raison, enfin, de réaliser mon rêve : visiter l'Inde des rajahs. Je pense à des lectures enfantines, touchantes, un peu absurdes. Comme, lorsque nous sommes malades, nous sommes près de notre enfance ! *Le Capitaine Corcoran !* Cela se passait aux Indes ; il y avait une tigresse qui s'appelait Louison et, après plus de trente ans, je me rappelle à peu près le dialogue entre la princesse hindoue, assiégée dans son palais, et son vaillant défenseur, le capitaine Corcoran :

— Ma redoutable tigresse Louison, je vous la prête, princesse, s'écriait le capitaine. Elle vous protégera.

— Merci, s'écriait à son tour la princesse.

Puis, après un temps, de reprendre :

— Mais qui me protégera de Louison ?

Quand j'étais petit, je trouvais ces phrases merveilleuses. Un palais assiégé, une tigresse, les Indes... Décidément, on ne change pas !

...« Il faudrait que vous partiez au plus tard à la mi-octobre... »

Hélas ! est-ce possible ?

L'abbé M... est venu me voir. Il m'apporte le vieux Paris dans les plis de sa soutane. Il s'est assis devant ma fenêtre, ouverte sur le boulevard Flandrin. Il est tout noir contre le ciel. Je vois aussi le printemps de Paris, ce printemps maigre, avec des arbres au fusain ; mais des bourgeons, déjà, comme de petites pointes d'asperges. Une poésie citadine monte du trottoir réchauffé. Il y a quinze jours, c'était presque l'hiver avec,

dans le ciel de métal, des nuages solides qui bloquaient le soleil. Quelle grâce ont ces printemps de chez nous, ces printemps courageux qui, chaque année, réussissent !

— A quoi pensez-vous? me demande l'abbé.

— A rien. C'est charmant à vous d'être venu me voir.

Il se lève, penche sur moi son visage émacié, son sourire spirituel et ses yeux indulgents, puis il se rassied. Il a une bonté gênée. Il se demande sans doute jusqu'à quel point je suis atteint. Il ne sait pas s'il doit me préparer ou me distraire.

J'ai peur. Il a soudain le même regard que mes parents, que la garde. J'ai peur de la gêne que je lis dans tous les yeux. C'est étrange comme un malade intimide.

L'abbé me dit en partant :

— Vous guérirez. Vous irez aux Indes, j'en suis sûr.

L'impression qu'il m'a fait l'aumône.

Le docteur vient de m'ausculter : il se relève. C'est le verdict. Il y a des circonstances atténuantes dans son sourire.

— Il faut vous lever, me dit-il.

Je le regarde, ébloui.

— Me lever? C'est sérieux? Mettre le pied par terre?

— Ah ! la première fois, ce sera dur. Mais vous ne seriez pas content d'aller jusqu'à votre cabinet de travail?

— Ah ! si, m'écriai-je, je serais bien content d'aller là-bas.

Le docteur me regarde en riant.

— Vous dites cela comme vous diriez : « Je suis très content d'aller aux Indes. »

Je lui montre, sur mon lit, l'invitation.

— Vous croyez que, dans six mois, je pourrai?...

— Oui, je crois.

Le départ. Un port. La mer. J'ai, sur mes lèvres, comme un goût salé. J'entends le vent du large. J'ai les yeux pleins de larmes.

— C'est vrai, docteur, c'est vrai?

— Voulez-vous bien ne pas vous mettre dans ces états-là. Demain, vous ne vous lèverez que demain.

Il sort, la porte se referme. Je suis tout seul. Est-ce que j'ai rêvé cette visite?

La visite était vraie. J'y crois, ce soir. Je veux guérir !

Un départ ! Ce mot magique me tient éveillé. Tous mes vieux voyages, sur la mer des souvenirs, viennent vers moi, rompant leurs amarres. J'éteins ma lampe, pour mieux les revoir.

Matins aigres et venteux du port de Marseille, où l'âme pleine de projets met à la voile sous le mistral ensoleillé.

Balcons bariolés du vieux Naples où, dans le soir embué, toute une famille qui transpire sèche avec son linge.

Pompéi avec la vision de ses dernières fouilles : radieux, un Hermès de marbre à demi déterré, et deux jeunes ouvriers épongeant leur front bas, buvant un coup de vin à côté du dieu qui leur ressemble.

Cloches et canaux de la Hollande endormie. Prés laqués où paissent, immobiles, des vaches adhérentes.

Odeur de Londres : charbon, cuir et tabac blond. Londres, avec, sur la Tamise, sa jeunesse heureuse, musclée et muette. Les deux factionnaires équestres, rouges dans le brouillard, Londres, le seul pays du monde où les uniformes fassent des statues !

Ceylan, avec ses pistes aromatiques dans l'antique forêt spongieuse.

Partir !...

OU L'ON RETROUVE HOLLICOTT

Ce matin, on m'a téléphoné de la part du marquis de Duringham, de passage à Paris. Je n'ai pas réalisé tout de suite que c'était Hollicott. Il part pour Marseille demain, où il s'embarque pour les Indes, Il est en poste là-bas, sur la frontière d'Afghanistan, au Khyber-Pass.

J'ai fait dire qu'il passe me voir cet après-midi. Sa visite m'angoisse un peu : je me souviens qu'il n'aime pas les malades. Il m'a confié un jour qu'il ne savait jamais quoi leur dire. Hollicott, — décidément je n'appellerai jamais qu'ainsi le marquis de Duringham, — vient de retéléphoner pour me faire demander si ce que j'ai est contagieux. Si ce n'est pas contagieux, il amènera une jeune amie. Je lui ai fait répondre que ce n'était pas contagieux, mais que deux personnes à la fois, cela me fatiguerait tout de même.

J'ai presque envie qu'il ne vienne pas. Mon col est trop large, je suis maigre. Et lui a toujours trop bonne mine.

Un bruit d'échappement libre et des pétarades sur le boulevard. Le tapage est trop somptueux pour une auto véritable, ce doit être une voiturette, Hollicott, probablement : un camarade l'aura conduit jusqu'ici, avec la jolie dame, peut-être?

La porte s'ouvre, c'est lui.

Je savais qu'il ne serait pas en uniforme, mais son complet me déconcerte. Tous mes souvenirs de lui sont kaki.

Il s'est arrêté sur le seuil et ne m'aperçoit pas tout de suite. Il n'a pas l'air d'être en veston, il a l'air d'être en civil. Il arbore la cravate de son régiment. Est-il possible d'avoir des joues qui se portent aussi bien!

Comme il paraît jeune! Autrefois, je croyais que c'était la faute de son uniforme. Les Anglais semblent encore plus jeunes quand on est malade...

Son regard a fait le tour de la chambre et s'arrête sur mon lit. Offusqué, en me voyant il fait :

— Oh!

Il m'a reçu en pleine figure. Il se reprend et me dit :

— Pauvre du Croussett! Vous avez le teint boueux.

— Je le sais, mon vieux.

— Vous devriez prendre un médecin anglais. Vous permets que je boive mon thé?

Il s'assied, beurre une rôtie, la dévore, se verse du thé, beurre une autre rôtie, tape une cigarette contre son étui, me regarde, réfléchit et répète :

— Pauvre du Croussett!

— Voyons, dis-je, parlez-moi de vous. C'est gentil de m'avoir téléphoné. Vous êtes à Paris depuis quand?

— Depuis deux jours.

— Il y a deux ans que je ne vous ai pas vu. Qu'est-ce que vous êtes devenu?

— Oh! beaucoup de choses. Vous savez que j'ai eu une longue permission? J'ai passé six mois en Angleterre.

— Oui, à la suite de la mort de votre cousin. Dans une lettre, vous parliez même de quitter l'armée.

— Oui, au premier moment. J'avais un peu d'argent,

j'héritais d'une château dans le nord de l'Angleterre. Une vraie vieille château de chez nous. Très jolie : de la grosse muraille, pas de calorifère, de vieilles tours dans du gazon et beaucoup de pluie par-dessus.

— Sinistre.

— Un jour, chez des voisins, j'ai déjeuné avec le général Stones, qui partait pour les Indes et m'a proposé de l'accompagner. Ce jour-là, il pleuvait encore plus que d'habitude. Vous connaissez la fille du général Stones?

— Non. Pourquoi?

— Pour rien... Mais j'ai accepté, et c'est comme ça que je suis maintenant au Khyber-Pass.

— Eh! bien, moi j'ai une grande nouvelle à vous annoncer, mon vieux : je vais peut-être aller aux Indes!

— No! Et quand?

— Dans quatre ou cinq mois, quand je serai guéri, du moins physiquement.

— *By Jove!*

Il a l'air vraiment heureux. Il frappe de son poing fermé la paume de sa main gauche, ce qui est, en Angleterre, le signal national de la décision et de la joie.

— Mais pourquoi, demande-t-il soudain avec un air soupçonneux qui le rend si puéril, pourquoi avez-vous dit que vous ne seriez guéri que physiquement?

— Parce que, moralement, ce sera plus long.

Il ne répond pas tout de suite. Il a l'air soucieux, avec une grosse barre au front que je ne lui connaissais pas.

— Du Croussett, me dit-il enfin, si vous es encore déprimé, n'allez pas aux Indes.

— Pourquoi?

— C'est dangereux.

— La fièvre?

— No, la mauvaise déesse. Elle grimpe sur le bateau à partir d'Aden.

— Hein?

— C'est la déesse noire, Kali la destructrice. C'est elle qui dissout les énergies. C'est la grande ennemie de l'Angleterre.

— C'est une blague?

— Oh! ne riez pas : c'est vrai. On croit que c'est l'Égypte, le pays de la mort. En Égypte, il n'y a pas de morts, il n'y a que

des tombeaux, ou alors des momies qui en ont pris leur parti. C'est aux Indes que reviennent les morts. Les fakirs squelettiques qui leur ressemblent les appellent avec leurs cris et leurs prières. C'est pourquoi ce pays est si triste.

Je le regarde avec stupeur.

— C'est de vous, cela?

— C'est connu. Tout cela ne prend pas sur l'officier anglais, du moins dans les trois ou quatre premières années du séjour, parce qu'il a pour se garder trois choses : l'uniforme, le sport et le whisky. Et puis après, cela prend.

— Vous avez toujours eu la manie de dramatiser les déplacements.

Il va pour protester, mais une trépidation d'auto l'interrompt. Je reconnais l'échappement libre de tout à l'heure. Un klaxon hurle trois fois.

— C'est pour moi, s'écrie Hollicott.

D'un bond, il est à la fenêtre, tire de sa manchette, avec un geste de prestidigitateur, un gigantesque mouchoir de soie, l'agite, l'escamote dans sa manchette, me serre la main avec une phrase cordiale d'adieu, fait une fausse sortie, rentre, rougit, hésite et enfin :

— Du Croussett, je tiens à vous dire, j'ai beaucoup d'amitié pour vous. Alors, le jour où, aux Indes, vous serez tout à fait malade, vous peux compter sur moi : je m'arrangerai.

— Merci tout de même, mon vieux.

Il me regarde une dernière fois, sourit avec une pitié affectueuse, murmure : « Pauvre du Croussett », ouvre la porte et cette fois disparaît.

J'aurai sûrement 39 ce soir!

EN MER

J'ai beau me dire que cela n'a aucune importance, cette continuité, cette persistance ne sont pas naturelles : chaque nuit, je rêve à un mort. C'est depuis Aden.

Je sais bien que c'est cette absurde histoire de Hollicott qui m'a impressionné. J'essaie de réagir, mais c'est une obsession. Ce ne sont pas des cauchemars, j'aimerais mieux des cauchemars. Ceux qui viennent me voir sont vivants. Ils causent avec moi comme lorsqu'ils étaient là. Ils ne sont jamais morts, ce

n'est pas vrai. Même, à mon réveil, je me dis : « Eh bien, cette fois, j'ai rêvé d'un vivant. » Et puis, je me rappelle qu'il est mort. Est-ce que cela va continuer ?

Étendu, je fume tout là-haut, sur la passerelle, où le commandant m'a invité. Dans le ciel ovale, une mouette est accrochée. Une autre, acrobatique, imite l'avion. La mer est immobile. L'air atone. Nul bruit d'hélice. Aucune fumée. Mais, sous mes pieds, un invisible *band* rythme et martèle un fox-trott. Et soudain, je m'explique le silence de l'hélice : c'est le jazz qui fait marcher le bateau !

Depuis Aden, on recherche l'ombre comme, il y a quelques jours, on recherchait le soleil. Il commence à faire trop chaud. Le bateau est trop plein. On a envie de jeter des gens par-dessus bord : j'ai déjà choisi !

Discipline des bateaux anglais ! Cet après-midi, deux minutes de silence ont pieusement évoqué l'armistice.

Le navire filait seize nœuds sur une mer calme. Soudain, un coup de clairon : tout se tait, les machines stoppent. Le cœur du navire cesse de battre. C'est une détente, comme, en avion, le vol plané. Surpris, tous, par peur d'un geste sacrilège, se figent. Passagers et marins ont l'air d'être saisis par la lave.

Je chasse le souvenir de mes rêves macabres avec l'espoir du merveilleux avenir que je vais vivre bientôt. Ces fêtes de Kapurthala où, pareils aux rois mages, les princes de l'Inde se dirigent déjà, avec leurs cortèges somptueux... (1). A l'avance, je savoure mon voyage : Djaipur, la cité de corail; Udaipur, qui résume les contes des Mille et une nuits dans la plus belle vallée du monde; Bikaner, avec ses fabuleuses chasses d'oiseaux, Bikaner, la perle rose du désert !... L'attente du plaisir me tient éveillé et dissipe les fantômes nocturnes.

Dans une heure, nous serons à Bombay. J'ai de la bonne humeur pour tout le monde. Il y a des jours où le cœur pourrait faire l'aumône.

Je ne pense plus à rien, qu'à l'ivresse du voyage. Mon âme précède le bateau !

(1) J'en ai rendu compte à l'époque. Voir la *Revue* du 1er juillet 1928.

BOMBAY

UNE PRINCESSE HINDOUE

J'AI retrouvé Bombay comme l'on retrouve, le cœur hésitant, une amie que l'on est sur le point d'aimer, mais qui, chaque fois, vous décourage.

A l'arrivée, le premier matin est tout verni d'espoir. L'horizon est presque limpide, les jardins arrosés ont presque de la fraîcheur et le golfe est presque clément. Mais plus la journée avance, plus l'âme mollit. Un poison insidieux s'infiltre dans les veines. A cinq heures, l'illusion se fane, — j'ai les tempes qui battent et les jambes cassées.

Qu'il faudrait peu de chose pour que la ville fût adorable : un autre climat, probablement !

Je m'habille pour le dîner. Je m'y reprends à trois fois. L'air gluant semble solide. Boutonner son faux-col devient une entreprise.

J'ai invité à dîner la princesse X., que j'ai connue à Paris et que j'ai rencontrée ce matin à l'hôtel. Elle se rend chez son frère, le maharajah de Z.

J'ai convié également un jeune ménage anglais. Nous irons dîner au bord de la mer, dans un club sportif de la campagne de Bombay où le gouverneur, sachant mon arrivée, a bien voulu me faire inscrire. Peut-être là-bas aurons-nous un peu de fraîcheur.

J'ai le temps. Il n'est que sept heures. J'ai raté ma cravate. Je m'assieds, accablé, sur mon balcon. Il domine le boulevard Maritime et surplombe une place ovale que ferme devant la mer une manière d'arc de triomphe.

Le ciel, indécis, attend ses étoiles. Pas de lune et, pourtant, cette ombre étincelante d'Extrême-Orient : les projecteurs sont en coulisse.

La place est éclairée par les costumes. Ils sont blanc, vert, rose, safran.

Le long des boulevards, des autos arrêtées où, drapées comme des Tanagras, des dames Parsis s'éventent. Elles renaissent aux approches de la nuit, comme les fleurs au premier

soleil. Une foule de carnaval halète, avide de fraîcheur. Pas de cris, pas de rires : un murmure continu, un gazouillement aigu, mais étouffé, quelque chose comme un langage de soupirs.

J'ai besoin de bruit. Je descends.

La princesse X. m'attend dans le hall de l'hôtel, près de la vaste véranda, où des Hindous et des Anglais prennent l'apéritif.

N'était sa dame de compagnie, une vieille dame au visage nocturne, drapée dans un châle orange, personne ne la prendrait pour une Hindoue. Elle est petite, mince, le teint à peine ambré, l'air d'une Espagnole ou d'une Sicilienne, peut-être, avec une robe signée de Paris. Ses yeux la trahissent : d'admirables yeux allongés, trop beaux pour une Européenne.

Elle a passé son adolescence à Londres, élevée par la sœur d'un des derniers vice-rois. A Paris, l'on donnait des dîners et des thés en son honneur. Elle parle français comme une Parisienne, a lu les derniers livres, vu la dernière pièce ou le dernier film, tutoie quelques-unes de mes amies. C'est un peu de Paris que je retrouve.

— Je vous enlève, lui dis-je. Nous dînons au Club sportif. Ce sera plus éventé qu'ici. J'ai invité le colonel Benverley et sa femme, je sais que vous les connaissez.

Elle lève sur moi un regard décontenancé, murmure en hindoustani quelques mots à sa compagne, et, avec un petit rire gêné, me répond :

— Je suis contente que vous ne soyez pas seul. J'ai une affreuse migraine. Je voulais vous demander de m'excuser pour ce soir.

— Vous étiez si bien tout à l'heure !

— Non. Dès que j'arrive à Bombay, — je suis arrivée par le bateau précédant le vôtre, — je suis reprise de paludisme. Je vous en supplie, ne m'en veuillez pas.

— Mais vous attendrez bien lady Benverley? Elle sera ici d'un instant à l'autre.

Elle se lève précipitamment, avec un visage soudain inquiet.

— Il vaut mieux que je remonte chez moi, me déclare-t-elle.

— Enfin, voyons, madame, qu'est-ce qu'il y a?

Elle va pour parler, hésite, puis brusquement, posant sa petite main sur mon bras, d'une voix changée, me dit :

— Cher ami français, vous ne savez donc pas que si j'entrais

avec vous au Club sportif, les dames britanniques se lèveraient de table et le maître d'hôtel, avec les marques du plus profond respect, me prierait de sortir?

— Qu'est-ce que vous dites?

— Je suis fille de maharajah et sœur d'un prince régnant. Mais je suis une hindoue, une femme de couleur. Vous comprenez, maintenant?

— Mais, fais-je, éperdu, nous allons dîner ici. Mes amis seront ravis! Ou, plus simple encore, je vais les décommander et...

— Chut! D'ailleurs, il serait trop tard, les voilà.

Elle me donne à baiser sa main patinée, où, pour la première fois, malgré moi, sous le carmin violent de ses ongles, je remarque, comme un stigmate, la fine lunule orange, sourit d'un petit sourire orgueilleux et triste et, s'éloignant de ce pas indolent qui traversa si souvent les salons les plus fermés d'Europe, gagne l'ascenseur.

Le boy hindou s'incline, les mains jointes comme dans un geste de prière, — tout est religieux aux Indes, même la politesse, — referme la porte du *lift* : la petite princesse a disparu.

— Vous étiez en flirt avec une *native*? me dit, de sa chaude voix cordiale, lady Benverley. J'ai attendu que vous eussiez fini. C'est la princesse X., n'est-ce pas?

— Oui, une femme exquise. J'espérais qu'elle nous ferait l'honneur de dîner avec nous. Mais vous la connaissez très bien?

— Oh! réplique lady Benverley, je la connais en Angleterre.

WELCOME

Je me refuse à revoir les vautours trop nourris des Tours du Silence et les environs de Bombay que je connais.

Je pars demain et je viens de recevoir du capitaine Hollicott cette lettre réconfortante :

« Cher du Croussett,

« Je vous souhaite la bonne venue aux Indes, puisque, malgré mon avis, vous avez voulu venir.

« Je vous écris du Khyber-Pass, où nous avons la récréation du tir local. Chaque indigène, des petits trous de son demeure,

vise le voisin d'en face dès qu'il pousse sa tête dehors. C'est comme quand, à la foire, vous cassez des pipes. Le voisin riposte quand ça n'est pas trop tard, parfois même il gagne.

« En attendant que vous veniez voir cela, comme vous ne devez pas voyager mieux que quand vous étiez cinghalais, voici quelques avertissements :

« *Bedding.* — Vous dois tout d'abord savoir que, quand vous passes deux mois aux Indes, vous vivez un mois dans le train. L'endroit le plus rapproché est toujours à deux nuits de voyage. Donc, munissez-vous de couvertures, d'oreillers, de matelas et de draps, car vous ne trouverez rien dans le train où vous coucherez que la planche du prisonnier. La *sleeping*, c'est vous qui la fabrique et, comme dit le proverbe anglais, « comme on fait son *bedding*, on se couche ». Ayez soin de fermer à clé votre compartiment, parce que, dans toutes les gares, des gens essaient d'entrer, et ce ne sont jamais des voyageurs.

« *Boy.* — Choisissez aussi un boy. Le boy a de quinze à soixante ans. Vers trente-cinq ans, il est préférable. Le boy est toujours honnête, parce qu'il a intérêt à ce qu'on ne vole pas dans vos bagages ce qu'il finira par vous prendre.

« Quand vous arrêtez à une petite station dans le désert, ne descendez pas pour allumer une cigarette et soupirer : « Comme il fait bon ! », car vous vous retournes et le train a disparu.

« Le boy est nécessaire aussi pour vous défendre contre le mendiant qui est, aux Indes, la carrière la plus encombrée ; pour faire bouillir l'eau poisonnée, — elle est toujours poisonnée ; — pour vous nettoyer toutes les demi-heures de la poussière et pour chercher sur la planche du train si, parmi toutes les puces normales, on n'a pas ajouté un extra de punaises.

« Vous donnez au boy dix-huit roupies par semaine pour sa nourriture : c'est le tarif. Il met dix-sept roupies et demie de côté et, avec le reste, il mange. Ne vous occupez jamais de son logement. Un boy n'a pas besoin de lit : vous le déposes sur des clous ou sur des couteaux et il s'endort en rêvant qu'il est monté chez Vichnou.

« *Hôtels.* — Le meilleur hôtel est mauvais. L'invitation chez le particulier vaut mieux.

« *Alimentation. Boissons.* — Si vous peux ne rien boire en

voyage, cela est préférable. Si vous as trop soif, ne buvez pas le vin qui fermente aux Indes, ni la bière qui fermente aussi, ni l'eau qui est pourrie. Buvez du whisky et du thé. Jamais la minérale du pays : elle est poisonnée aussi.

« *Nourriture.* — Tout mammifère comestible étant sacré, il est supposé mourir de vieillesse, mais aux Indes il meurt toujours de faim ou de maladie. N'y touchez pas. Mais si votre dentition est suffisante pour déchirer le poulet indien, vous peux toujours essayer.

« Ne mangez jamais les fruits qui n'ont pas d'écorce. Vous peux manger les fruits qui en ont une et en cette saison ils sont très rares.

« Je joins à cette missive la liste considérable, mais incomplète des maladies mortelles qui déciment annuellement les Hindous et les touristes : Peste bubonique. Typhus exanthématique. Lèpre. Choléra. Diphtérie. Malaria. Cirrhose du foie. Ulcère spontané. Gale. Paludisme. Fièvre jaune. Tuberculose. Anémie du mouton (il y a beaucoup de touristes qui l'attrapent). Fièvre comateuse. Fièvre bilieuse. Fièvre articulaire des tropiques. Fièvre catarrhale. Variole noire. Typhus abortif avec ulcère. Scorbut. Urticaire palustre, etc....

P. S. — « Je serai à Delhi, en permission, dans quinze jours, où vous me trouverez de dix heures à midi au golf et de deux à sept au Polo.

« Je suis très content. Elle est une chérie ! »

AMRITSAR

Dans la torpédo où j'ai froid, sous un ciel du nord, je m'efforce de m'intéresser au paysage. Mais il est monotone et des collines brouillées ferment l'horizon.

Je me demande si la route sur laquelle nous roulons et qui m'ennuie tant est le fameux Trunk-Road. Si j'en étais sûr, elle m'ennuierait moins.

Je voudrais me raconter quelque chose, je n'y parviens pas. Il y a des jours où l'on n'a plus rien à se dire.

J'escompte, pour me distraire, le plaisir d'admirer bientôt le Temple d'Or d'Amritsar et la joie de connaître Lahore. Mais je lutte contre une invincible et envahissante tristesse. Peut-être est-ce la faute de ma nuit d'insomnie.

Le maharajah de Cachemire, dont les fenêtres surplombaient mon petit pavillon, avait retenu des danseuses qu'accompagnait un chanteur. Sa voix lancinante et aiguë perçait la nuit comme une vrille, et m'envoûtait. C'était comme la plainte même de tous ces visages aperçus sur les routes depuis mon départ de Bombay et que n'anime jamais un sourire.

Déjà l'autre soir, parmi les lumières, dans le petit salon de nacre du vieux palais, ces chants stridents et funèbres m'avaient traversé d'angoisse; mais l'insomnie et l'obscurité me les rendaient presque intolérables. Ils me transportaient dans une autre planète, un monde sans pitié, sans joie et sans espérance. J'ai encore dans l'oreille cette musique de sanglots.

Je me gronde. Je tente de réagir. Je consulte mon carnet : j'y ai noté mes invitations. Leur nombre dépasse mes espérances, mais, précisément, je n'ose pas les situer sur la carte. J'ai accepté, à dates fixes, de me rendre chez plusieurs maharajahs et je n'ai pas dû tenir compte de la distance formidable qui sépare leurs États. Dans ma hâte à tout voir, j'ai tout accepté comme, à Paris, j'eusse accepté de dîner à Marly ou à Versailles. Il va falloir faire un plan, choisir. Tout est trop tentant, trop beau...

Il y a trop de maharajahs aux Indes, je suis découragé!

Mon boy, assis à côté du chauffeur, frappe au pare-brise et me réveille. Je m'étais endormi. Nous sommes arrivés. Il me demande si je veux visiter le Temple d'Or ou déjeuner.

— *Primum vivere*... Déjeuner, dis-je.

A la porte de l'hôtel, notre atterrissage dans l'auto du maharajah fait sensation. Toute la jeunesse pouilleuse d'Amritsar l'entoure.

Le soleil s'est levé, il fait presque chaud. Dans la salle à manger déserte, des mouches font le bruit de l'été.

Un serviteur sikh, aux longs cheveux et à la barbe guerrière, a d'autorité déposé sur ma table un curry. Il verse sur le riz d'une blancheur éclatante un liquide sanglant qui doit être la sauce. Cela fait très « crime dans la neige ». Je mêle le tout, j'absorbe une bouchée et je fonds en larmes : l'impression d'avoir avalé du jus de fournaise.

Tout en transformant en sirop un café imbuvable, je cherche mon *Traveller's Book*. Je l'ai perdu. C'est dans de tels moments

que j'apprécie Hollicott. Dès qu'il est là, tout Baedeker fait double emploi. Mais, au fait, j'ai sur moi une lettre de lui, reçue hier à Kapurthala. C'est le moment de la lire. Il y en a huit pages. C'est divisé par paragraphes. Je cherche Amritsar. Voici :

« Amritsar (eau de l'immortalité).

« Quartier général de la fanatique et belliqueuse région Sikh.

« Si avant de visiter, vous n'êtes pas au courant de l'histoire religieuse des Sikhs, vous ne comprends rien. C'est comme si vous visitiez le Vatican sans savoir qui est le pape.

« Donc, sachez d'abord que leur grand livre sacré, écrit en caractères Guruki, et qui s'appelle la Granth, est conservé dans la coupole du Temple d'Or. Vous peux voir la coupole en déjeunant, de la troisième fenêtre du restaurant. »

Je me lève précipitamment, mais je suis myope, je ne vois rien.

Je reprends la lettre :

« Pour comprendre l'importance et le mérite de la religion Sikh, vous dois savoir, à la préalable, que le Punjab était, il y a trois siècles, le centre de toutes les superstitions, idolâtries et magies de l'Inde hindouiste et brahmane. Aussi, dégoûté de tant de superstitions, au xv^e^ siècle P. C., le grand Mogol Akbar, qui était musulman, essaya de cocktailiser toutes ces religions diverses dans un but monothéique. Il ne réussit pas à cause des grands prêtres déchaînés. Mais un nommé Guru Nanak, né en 1467 P. C. ... »

Il a beau m'apprendre des choses que j'ignore, c'est curieux comme son ton professoral m'ennuie ! Il a dû avoir un grand père clergyman. Évidemment, il a dû passer en écrivant cette lettre un des meilleurs moments de sa vie.

« ... né en 1467 P. C., a inventé un culte nouveau qui expulsait l'idolâtrie et croyait en un seul Dieu. C'était enfin une religion civilisée, pure, sans imageries. Le culte Sikh, du Croussett, c'est très joli, car c'est le protestantisme de l'Inde. »

« Le reste de la lettre, vous la lis quand vous traversez le tank, pour atteindre le Temple d'Or. »

Profitant de cette autorisation, je me lève, documenté et, sous un soleil blanc, je monte dans la Rolls, dont l'étincelant démarrage éparpille une nuée de petits Hindous. Je cherche Kim.

La rue est grouillante d'échoppes qui exposent tout à la fois

marchandises et marchands, lesquels, assis sur leurs jambes repliées, trônent au faîte de leurs étalages. Les bazars se pressent, s'enchevêtrent dans des amoncellements de selleries, de cuivres, de jouets, d'orfèvrerie et d'armes damasquinées. Et partout, importés du Népâl, du Cachemire, du Turkestan, d'Afghanistan, de Bikaner, des centaines de tapis déployés pavoisent la longue rue polychrome.

Le chauffeur qui mène au ralenti a l'air de connaître chaque passant. Il m'explique qu'il est d'Amritsar et que la rue dans laquelle nous roulons est celle où, chaque printemps, passe la procession des roses.

Aussitôt, je me souviens. A Kapurthala, l'un des hôtes hindous du Maharajah m'avait décrit cette fête qu'il appelait la procession des cavaliers du Printemps et je m'amuse à la faire revivre dans son cadre.

LES CAVALIERS DU PRINTEMPS

Dès la fin de l'hiver, les jardins d'Amritsar disparaissent sous les roses. Mais l'on n'en découvrirait pas une seule huit jours avant la fête du printemps. Les jeunes filles de la ville les cueillent et leurs pétales, amoncelés dans des coffrets, des coupes ou des corbeilles, attendent le passage des jeunes cavaliers nobles, qui, le jour de la grande procession, escortent le Livre sacré.

Formés en colonnes par deux, ils apparaissent, vêtus d'argent vert, d'or rose ou d'azur. Caracolant sur des petits chevaux aussi parés qu'eux-mêmes, il défilent derrière les ombrelles d'or des prêtres, déroulant dans l'étroite rue passionnée une étincelante fresque persane. Aussitôt, sur les terrasses, toutes les filles se dressent dans un tel éparpillement de pétales, qu'elles-mêmes, dans leurs voiles tendres, évoquent soudain des milliers de rosiers qu'une brise vigoureuse effeuille.

La neige pourpre, blanche, rose, safran, tombe si drue, qu'elle monte le long des trottoirs, embarrasse le pas des chevaux, attardant quelques instants le scintillant cortège au pied des terrasses amoureuses.

La légende raconte qu'un jour l'héritier adolescent d'un des plus puissants maharajahs fut à tel point arrêté par cette rafale de roses qu'il eut tout loisir de s'éprendre des deux belles

mains qui la déchaînaient. Un mois plus tard, l'Inde comptait une future Maharani de plus. Et c'est pourquoi, depuis vingt ans, huit jours avant la procession du printemps, l'on n'aperçoit plus une seule rose dans les jardins d'Amritsar.

LE TEMPLE D'OR

Nous avons débouché sur une place et, devant nous, baignant dans une eau transparente et bleue, s'élève une petite île de marbre et d'or. C'est le Temple.

Posé sur une plate-forme comme presque tous les temples de l'Inde, sa base est en marbre blanc. Le reste, incrusté de versets Guru, est en cuivre doré et flamboie.

Une longue avenue de marbre y accède, traversant l'eau azurée. De dix mètres en dix mètres, évoquant les pontons vénitiens, des piliers bordent l'allée brillante. Ils supportent de larges lanternes rappelant celles des vieux palais italiens. Mais, nationalisant ces lampadaires, d'imprévues coupoles de marbre les coiffent comme des turbans.

La vaste coupole qui surmonte le temple a la rondeur brillante de la lune. Montées sur colonnades et encadrant l'astre central, quatre petites lunes sur le toit jouent aux quatre coins. Mais chacune d'elles, à son tour enveloppée de satellites, inaugure un système planétaire. Tout cela est compliqué et trop joli : l'eau est trop propre, les marbres trop blancs, les ors trop brillants, — l'aspect d'un décor d'opéra-comique.

Je me demande de quand cela date. Je parie que la lettre de Hollicott me l'apprend à six mois près. J'ai gagné :

« Bâti par le quatrième pape des Sikhs, Ram Das, en 1577. Détruit en 1763 et reconstruit en 1764. »

Je descends d'auto. Un prêtre chevelu me passe autour du cou un lourd collier de fleurs de frangipane et de jasmin, me fait asseoir, m'enlève mes chaussures et m'emprunte trois roupies.

— Je suis le guide officiel, m'annonce, dans un anglais rauque, un second Sikh vénérable.

Flottant dans mes savates, je traverse le beau chemin de marbre. Des pigeons nous survolent et leur troupe reflétée découpe sous l'eau limpide d'agiles ombres triangulaires.

Je m'habitue aux savates et fais de longues enjambées. C'est amusant comme un sport.

Mais plus j'approche de l'édifice, plus, dans la lumière étincelante, les ors et les marbres m'offusquent. Je préfère contempler dans l'eau qui les atténue les brillantes planètes renversées.

Que me disait donc Hollicott à propos du lac dans sa lettre? Il y a un post-scriptum... Voici :

« Chaque goutte du lac est terriblement sacrée. Le grand prêtre y trempe son sabre pour exciter les jouvenceaux à la guerre. Ils boivent à genoux les gouttelettes qui chutent, en jurant de vaincre ou de trépas.

« Ayez soin de ne pas entrer dans le temple par une autre porte que la porte du nord : elle est réservée aux barbares. Et le barbare, dans l'occasion, c'est le pauvre du Croussett. »

Le temple sent la tubéreuse, le jasmin et l'encens. Il y fait frais. Mais, décidément, je m'y ennuie. L'architecture est banale et la salle du Trésor trop neuve, en dépit de sa haute et grêle forêt de piliers d'argent (1). J'admire avec indifférence, dans l'ombre somptueuse des coffres, les sceptres incrustés, les rubis, les diamants, les diadèmes de perles, tout ce qui sert à parer la procession lorsque, à travers la cité prosternée, les prêtres transportent le grand livre sacré. Tout cela ne m'intéresse plus. J'ai vu trop de bijoux à Kapurthala, et tellement plus vivants! sur les turbans et les épaules des princes.

Je ressors par la « porte des barbares ».

OUBLI

Lahore... un si beau nom, pourtant, mais comme je me souviens mal! c'est que je devais voir par la suite des cités tellement plus surprenantes. La mémoire rejette pour admirer. Le temps agit sur la nourriture de l'esprit comme le foie sur celle du corps : c'est un filtre. Peut-être, pour bien se souvenir, le voyageur doit-il un peu oublier.

Quand je songe à Lahore, ce n'est pas le Fort qu'il me plaît d'évoquer. Tout n'y est que désordre, dans une succession d'édifices reconstruits, détruits, modifiés au gré des envahisseurs et que les Sikhs surtout ont dévastés.

Dans un pays où tout est religieux, l'architecture devient une opinion. Celle qu'exprime le « protestantisme de l'Inde »

(1) Trente et un piliers, neuf pieds de long, quatre et demi inches de diamètre (Hollicott)

marque peut-être, comme dit Hollicott, un progrès dans l'ordre moral, mais dénonce, au point de vue plastique, la plus effroyable décadence.

Commencé sous le règne des premiers Mongols, rebâti au début du XVII^e^ siècle par le fils d'Akbar, Jahanjir, complété par Shah Jahan, son fils, déshonoré ensuite par les Sikhs, abîmé au milieu du XIX^e^ siècle par les troupes de l'occupation et enfin restauré grâce à lord Curzon, je n'ai rien retenu de ma longue promenade à travers le Fort qu'une petite pièce de marbre, ciselée comme un coffret, et certaines fresques des murailles. Mais là, quelques panneaux m'ont ravi : combats d'éléphants, traités à la manière des miniaturistes persans, fées persanes en robes d'anges, portant un démon cornu dans leurs longues mains stylisées ; ou encore, jouant au polo, en longues vestes d'or et pantalons juponnants, les précurseurs de Hollicott, piquant de leurs éperons mongols leurs courts petits chevaux cabrés.

Pourtant, quand j'évoque Lahore, ce ne sont pas ces fresques qui m'apparaissent. C'est une odeur de jardins que je respire et de jardins que je revois : ceux dont les belles murailles vertes masquent la laideur des palais neufs du quartier européen, mais surtout ceux qui, hors la ville, pleins de lotus, de fontaines étouffées et d'oiseaux, bercent par leur bruissant silence, sous les pures coupoles de marbre, les grands empereurs mongols dans leurs tombeaux orgueilleux.

DELHI

RIKKI-TIKKI-TAVI

Renversé dans un fauteuil d'osier, sur la terrasse ensoleillée de l'hôtel, je m'offre ce grand luxe des voyages : la paix.

Réchauffé par l'hiver printanier de Delhi, restauré au sortir d'un bain bouillant par le *porridge* et les *eggs and bacon* de mon *breakfast*, je fume et je ne pense à rien. Je suis physique.

Une seule ombre : ces Américains bavards qui, avides mais défiants, marchandent des tapis à des Persans mielleux et des ivoires à de minces Chinois obliques. J'ai hâte qu'ils achètent ou renoncent. Ils font longueur, car au pied du perron, un fakir déguenillé attend son tour, accroupi sur le sable rouge de l'allée, entre sa flûte et deux outres, dont la plus

grande, gonflée de serpents, oscille un peu. Mais c'est la plus petite qui m'intrigue.

Je voudrais que le fakir entrât en scène. Il a compris. Il se lève, monte sur la terrasse et, déballant son sac venimeux, fait reculer instantanément marchandeurs, marchandises et marchands.

Maintenant, assis dans son *no man's land*, il fait siffler sa stridente flûte monotone. Une petite tête méchante et plate sort du grand sac et se balance. Un cobra. C'est sans intérêt. Mais, soudain, posant sa flûte, le fakir plonge dans l'autre sac une main de prestigiditateur et en sort une grosse petite boule agressive, blanche et touffue. Cela a l'air d'un chat fourré, mais le museau est pointu, les yeux sont roses et la queue belliqueuse fait panache. Mon cœur bat : une mangouste. Je vais vivre un chapitre du *Livre de la Jungle*. Je connais par cœur les péripéties du combat. Je sais que Rikki-Tikki, les yeux soudain comme « deux braises », doit sauter sur Nag, lui crocher les dents sur la tête, au-dessus du capuchon, et que Nag la secouera en tous sens, la cinglant de son corps annelé comme d'un « fouet de charrue ».

Mais cela ne se passe pas du tout ainsi et il est évident que ni la mangouste, ni le cobra, n'ont lu attentivement Kipling. Il est vrai que le fakir ne joue pas franc jeu.

Devant le grand cobra qui, dressé, fait un angle droit, pointant sous son capuchon enflé sa tête malfaisante, la mangouste, modeste, se dérobe. Mais le fakir la rattrape. Maintenant, c'est au tour du cobra de filer, avec une vitesse d'anguille, vers une dame américaine qui détale. Une brusque détente du bras : le fakir le rattrape et referme son poing rapide sur Nag, à l'endroit précis où il est écrit que Rikki-Tikki devait crocher. Maintenant, il maintient chaque combattant dans chacune de ses mains et les excite l'un contre l'autre, mais sans trop les rapprocher.

— Laissez-les boxer, s'écrie l'un des Américains, jetant un dollar, tandis que la dame poursuivie a grimpé sur une chaise.

— C'est trois dollars, dit le fakir.

— Deux, marchande l'Américain, non sans raison, car pour la moitié d'un dollar on peut avoir dix cobras.

Le fakir acquiesce et le tournoi commence.

Mais, décidément, les adversaires ne suivent pas leur texte, car si, d'un bond, Rikki-Tikki est sur Nag, ce n'est pas au capuchon qu'elle mord, mais ouvrant son petit museau téméraire, y engloutit le bout de la gueule du serpent, et Nag qui s'asphyxie ne cogne point Rikki-Tikki en tous sens. Le fouet, au lieu de cingler, s'est enroulé autour du petit corps fourré et serre, serre, serre... Les yeux de la mangouste font deux taches de sang. Son corps ficelé penche, comme s'il allait mourir. Mais, économe, le fakir, d'un arrachement brusque, les sépare.

Rikki-Tikki a le museau plein de sang. Le cobra, ouvrant sa gueule féroce, en sort le noir éclair zigzaguant de sa langue et respire. Le fakir plonge Nag dans le grand sac, Rikki-Tikki dans le petit. C'est fini. Ils ont boxé.

— Pays de voleurs ! murmure, déçu, l'Américain qui s'en va.

SUNT LACRYMÆ RERUM

La terrasse est déserte.

Mon indifférence obstinée a découragé les marchands. Les touristes sont partis faire leur dur métier de touristes. Mais il fait bon ne rien faire et la paresse me tient embusqué. La vie est douce. Surmenés, les moustiques noctambules se reposent. L'air est fluide. Ce n'est pas encore l'heure où j'ai mal à l'estomac. Je suis heureux. Le bonheur est un entr'acte.

Tout m'amuse, momentanément.

Cela m'amuse de dîner ce soir chez le Vice-Roi. Cela m'amuse de jouer demain au golf dans la capitale de Shah Jahan. Surtout, cela m'amuse de m'être jalousement réservé cette matinée pour flâner seul dans Delhi, sans mon mentor officiel Hollicott, que je ne retrouve que dans l'après-midi. J'ai l'âme d'un collégien qui fait l'école buissonnière.

Je ne visiterai point Delhi en détail. Je veux avoir de la ville cette première impression d'ensemble qui, lorsque le temps vous est mesuré, supplée à une connaissance plus profonde. Une ville est comme une femme : on la devine tout de suite ou on ne la comprend jamais.

L'auto est là. Il faut bouger.

— Je veux, dis-je au chauffeur, aller partout et n'entrer nulle part.

Quelle bonne idée j'ai eue de faire cette promenade tout seul et qui m'eût dit, qu'en visitant la capitale des empereurs mongols, c'est à Bossuet que je penserais. Rien, pourtant, ne m'a donné un tel sentiment de la fragilité des grandeurs que cette promenade à travers tant de cités abolies.

« Vanité des vanités, tout n'est que vanité... »

Delhi... Quel étrange destin l'a fait, depuis trois mille ans, dominer l'Inde, mourir et ressusciter !

Sept capitales, sur les bords du Jumna, ont fleuri et sont mortes. Toutes, au cours des siècles et oublieuses les unes des autres, n'ont conservé de leur puissance écroulée que ce nom entêté et fragile : Delhi.

Sans doute, la capitale actuelle ne semble pas menacée. Je viens de longer, sur une route sillonnée d'autos et de petits chars qui sont des fiacres, les six kilomètres de hautes murailles qui, entre le quartier européen et le quartier hindou, entourent de leurs chaudes pierres rouges les mosquées, les terrasses et les palais du Fort de Shah Jahan. Forum formidable, dont les palais déserts ne sont plus que des musées, mais dont les mosquées, sans cesse en prière, symbolisent aux yeux des musulmans de l'Inde l'espoir belliqueux de leur race.

J'arrête mon auto. Derrière moi aussi, c'est bien le mouvement d'une capitale prospère. Et devant moi, pressés autour de la longue avenue encombrée qui mène à la porte de Kashmir, des milliers de boutiques, de maisons en terrasses, de dômes, de minarets, de coupoles attestent la vie grouillante d'un peuple affairé. Mais tout cela, déjà, est condamné à mort. Car, là-bas, à quelques kilomètres de la vivante cité, une dernière capitale se construit, s'élève, s'achève : la dernière Delhi, la neuvième.

Je l'aperçois de très loin. Au milieu d'une plaine immense, elle monte comme un cri de victoire, dressant contre le ciel ses larges coupoles orientales et ses hautes tours britanniques. L'avenue s'élargit. Je roule sur un chemin de triomphe. A présent, la Delhi de demain surgit tout entière, avec son palais dominateur, ses ministères, ses cathédrales, ses casernes, ses hôpitaux, ses jardins irrigués, ses statues. La ville impatiente d'être au point érige, au seuil de l'avenir, un problème de pierre et de marbre. C'est Rome attendant ses Césars.

« Ici, dit une inscription, durera Delhi. »

Combien de temps durera-t-elle ?

Maintenant, sur la route tragique qui me mène au Koutub Minar, le silence de la plaine broussailleuse me répond. Ces jungles qui, sur des lieues et des lieues, déroulent leurs basses forêts épineuses, furent naguère des jardins, des temples, des fontaines et des palais. Des cités dix fois plus vastes que l'orgueilleuse et suprême Delhi emplissaient du fracas de leurs chars et du tumulte de leurs armées ce qui n'est plus rien qu'un désert. En vain, au gré d'un morceau de colonne, d'un fragment de pilastre, d'un débri de pierre tombale, j'essaie d'inventer les cités disparues. L'histoire de trois mille ans de gloire et de conquêtes s'est effacée, lavée par les pluies ou envahie par les ronces et des sept capitales formidables qui, de l'âge védique à l'empire d'Akbar, ont dominé l'Asie, il ne reste plus rien, en fin de compte, que la poussière soulevée par l'auto et dont la cendre jaune monte un instant dans le soleil, brille, s'atténue et disparaît.

CONFIDENCES

Retour à l'hôtel, j'aperçois à ma surprise Hollicott qui m'attend sur la terrasse, attablé devant un *gin-fizz*.

Pourquoi a-t-il devancé l'heure de notre rendez-vous ? Cette hâte ne lui ressemble guère, son amitié paisible n'étant pas sujette à l'impatience.

— Vous n'avez rien visité sans moi ? me demande-t-il, soupçonneux.

— Non, dis-je, une petite promenade sentimentale avec moi-même.

Rasséréné, il commande un second *gin-fizz* que je m'apprête à refuser, mais c'est à lui qu'il pensait. Il a l'air embarrassé. Il doit avoir envie de me parler de la fille du général Stones. Si je ne l'aide pas, cela prendra longtemps : la confidence n'est pas un don britannique.

— Eh bien ! dis-je, comment va « elle est une chérie » ?

Il tressaille, rougit, — les Anglais rougissent de leur naissance à leur mort, — me regarde avec une brusque tendresse et soudain explose :

— Elle est la chose la plus merveilleuse de tout l'univers.

Un temps. Son regard est parti la rejoindre.

— Du Croussett, reprend-il enfin, vous savez que j'ai passé

quelques jours à Paris. Cela m'a beaucoup perturbé. Quand un Anglais veut conserver intact son idéal féminin, robuste et sain, il y a des comparaisons qu'il ne doit pas faire.

Je le regarde, abasourdi. Il ne s'agit donc plus de la fille du général Stones ?

— Vous vous rappelez, continue-t-il, mes préjugés contre l'Amérique ? Je n'en ai plus.

— C'est une Américaine ?

— Desdemona Van den Basalt.

— Mais quand et où l'avez-vous rencontrée ?

— Je vais tout dire.

C'est long, mais je résume.

Il l'a connue le mois dernier à Peshawar où, arrivée avec une escorte de malles, une valise de lettres de recommandation, une dame de compagnie, un chauffeur, deux femmes de chambre et trois pékinois, elle a révolutionné l'état-major. Hollicott a été chargé de lui montrer le Khyber-Pass. Il faisait froid, l'auto était découvert, elle s'est serrée contre lui pour avoir chaud : c'est comme cela que c'est arrivé. Elle n'a que vingt-deux ans, a été mariée deux fois, est en instance de divorce et il songe à l'épouser.

— Mais, dis-je timidement, vous n'avez pas peur qu'une femme qui a pour le divorce une vocation aussi précoce ?...

— No, m'interrompt-il, parce que, quand on a une pareille vocation du divorce, cela prouve aussi qu'on a une réelle vocation du mariage. Et maintenant, je dois vous demander un service gravital. Je vous ai promis d'aller avec vous à Udaipur.

— Oui, fais-je, inquiet. Vous me lâchez ?

— Dans le contraire : je vous demande de partir plus tôt. Desdemona, qui est arrivée à Udaipur, me demande de la rejoindre. Elle ne sait pas voyager : une vraie Américaine.

— Mais je croyais les Américaines si pratiques !

— Elles sont pratiques sur les lignes civilisées, mais elles ont trop de malles perfectionnées pour les lignes ordinaires. Elle a si peur pour la damnée boîte à bijoux et pour tous les chiens, et aussi pour les femmes de chambre, qui ne sont jamais contentes, et pour la dame de compagnie, qui n'aime pas les Indes. Alors, il faut partir demain.

— Demain, fais-je suffoqué. Mais je n'ai fait qu'entrevoir Delhi !

— Puisque vous revenez ici, qu'est-ce que ça vous fait de remettre la visite de détail au retour ? Et demain, c'est le dernier délai. Même, nous trouverons Desdemona de mauvaise humeur.

— Vous savez, dis-je, empoisonné, je voyage pour mon agrément.

— Vous ne pouvez pas me refuser cela, du Croussett. Et Udaipur, c'est le plus magique pays du monde.

— C'est possible, mais...

— C'est plein d'oiseaux, de palais et de tigres.

— Cela m'ennuie de partir demain, fais-je, ébranlé.

— Vous trouverez aussi, renchérit Hollicott, des crocodiles, des sangliers, un ciel toujours bleu et vous aurez trop chaud.

— C'est vrai ?

— Et ce sera la presque pleine lune et, la nuit, les petites palais sur le lac deviennent tout blonds. Et vous trouverez partout plus de singes qui sautent que de puces à Bénarès.

— Continuez, continuez.

— C'est tout.

Mais je pars demain : il m'a eu.

UNE JOURNÉE ANGLAISE

Radieux il consulte son bracelet-montre, se lève et déclare :

— Il est temps pour déjeuner. Les Berley déjeunent à midi et demi et ils nous attendent.

J'ai beau me dire qu'il n'est pas de pays où le dicton : « Les amis de nos amis sont nos amis » soit plus vrai qu'aux Indes, je voudrais tout de même savoir chez qui je déjeune.

— Qui sont les Berley ?

A peine dans l'auto, Hollicott me documente :

— Lui est un homme très jeune pour un colonel : il a trente-sept ans. Sa femme, qui est très jolie, en a trente-trois et le petit garçon en a onze.

— C'est inouï que vous sachiez aussi l'âge des gens!

— La maison est très gaie, beaucoup à cause de Johny, le petite garçon qu'on appelle le ballon.

— Il est si gros ? dis-je.

— Non, il est toute fluette, mais on l'appelle ainsi parce

que mes amis, le lieutenant Danville et le capitaine Quinston, qui sont deux des officiers les plus sportifs de l'armée, s'en servent comme d'un ballon après déjeuner, pour se faire les bras. Il est très souple. On jette le petit du balcon du premier étage et on le rattrape sur la pelouse.

— Mais c'est horrible ! Qu'est-ce que dit sa mère ?

— Que c'est bon pour ses nerfs. Elle prétend que c'est comme ça qu'on devient un homme. Mais elle est moins contente quand on le lance du second étage. Elle trouve que c'est trop haut.

— Et le petit ?

— Il aime ça, mais il préfère aussi le premier étage.

— Et si le capitaine ou le lieutenant, un jour, ne le rattrapaient pas à temps ?

— Oh ! me répond Hollicott péremptoire, le petit est le fils du colonel et ni l'un ni l'autre de ces officiers subalternes ne prendrait une telle responsabilité.

A peine sortis de la ville, nous longeons un affluent du Jumna et, brusquement, nous roulons en pleine jungle.

— Où sommes-nous donc ? dis-je, stupéfait.

— Dans le Holy Land.

Hollicot m'explique, en effet, que ce terrain est sacré. L'on n'y peut ni chasser, ni construire, et sa jungle livrée à elle-même depuis trois quarts de siècle commémore, par sa désolation voulue, l'héroïsme des soldats britanniques tombés pour la mère patrie, lors de la mutinerie des Cipayes.

Je m'acclimate peu à peu au désert des ronces quand, soudain, j'étouffe un cri de surprise : un paysage anglais a surgi, mais à ce point anglais, avec ses verts parcs heureux et ses parterres de fleurs brillantes, que, sur les pelouses, je cherche les joueurs de cricket. Les voilà, près d'un terrain de foot-ball, où bondissent de jeunes athlètes en kaki.

Au loin, j'aperçois un spacieux pavillon d'un seul étage, que pavoise le drapeau britannique. C'est la résidence du Vice-Roi. Et, groupés çà et là, dans les jardins arrosés, les cottages et les pavillons de ses officiers, de ses secrétaires et de ses gardes. Tout cela clair, propre, ordonné et que couvre à présent un ciel bas où flottent des nuages, un ciel complice.

Un piano, dans un bungalow, joue un fox-trot. Je voudrais

que Hollicott allume une de ses cigarettes « qui sent Londres ». C'est fait. L'illusion est complète.

— N'est-ce pas, du Croussett, s'écrie-t-il, *Looks like England!* Regardez, quels beaux tennis!

Ce n'est pas le tennis que je regarde, mais bien la simplicité paradoxale de cette demeure des vice-rois. Contraste entre le gigantesque forum de Shah Jahan qui, là-bas, dominant la ville, dresse vers le ciel la gloire de ses palais déchus et ce pavillon modeste que dédaignerait le plus obscur des petits rajahs de montagne et d'où irradie, cependant, à travers tout l'empire, la formidable puissance de l'autocrate suzerain des Indes.

— Heureusement, la nouvelle Delhi va être terminée, grogne le capitaine, car cette pavillon n'est pas digne de l'Angleterre.

Mais, pour la première fois depuis que je le connais, il me semble que Hollicott vient de dire une sottise.

Que les Anglais sont charmants quand ils vous adoptent, et que leurs femmes sont jolies quand elles y consentent!

Il y a deux heures à peine que je connais les Berley et j'ai l'impression de les avoir connus toute ma vie.

En Angleterre, l'amitié a des coups de foudre! Chez nous, alors même que le cœur accepte, l'esprit contrôle et se défie. L'amitié passe un examen. Nous perdons, avec la jeunesse, cet enthousiasme crédule dont l'ignorance voit si clair. Eux conservent, à travers toute une existence, une fraîcheur sentimentale qui fait partie de leur hygiène.

Je n'ai pas rattrapé Johny du premier étage, mais je l'ai fait sauter sur mes épaules. En courant dans le jardin, Mrs Berley, qui avait oublié au réveil ses exercices respiratoires, s'est servie de mon bras et de celui de Hollicott pour faire des rétablissements. Son mari m'a fait promettre de loger chez lui quand il serait rentré en Angleterre : nous sommes liés pour la vie et quand, dans dix ans, nous nous rencontrerons à nouveau, nous retrouverons notre amitié intacte comme, démobilisé, l'on retrouvait jadis, dans sa garde-robe d'avant-guerre, certains vieux manteaux achetés tout faits mais inusables.

Sans doute, notre amitié spontanément établie est déjà à son cran d'arrêt. Mais, au fait, n'est-ce point suffisant? Et

sans doute, je ne sais rien des Berley, mais cela importe-t-il? Pourquoi vouloir analyser, compliquer et définir? Quelle manie latine, dirait Hollicott!

Pour l'instant, pareil à mes hôtes, je veux « saisir le jour », comme faisait Horace et comme font les Anglais. Je vis dans le présent. J'ai déjeuné en pensant au déjeuner, pris le thé en pensant au thé, joué au tennis en pensant au tennis et maintenant, dans un rocking-chair, je ne fais rien et je fume en pensant que je fume et que je ne fais rien.

Mon Dieu, mon Dieu, la vie est là.
Calme et tranquille...

Mais comme, attendri, je confie à Hollicott ma joie d'avoir rencontré de nouveaux amis et qui me demeureront fidèles, il me répond avec une sereine douceur :

— C'est vrai, du Croussett, une fois qu'un Anglais vous aime, il vous garde, à travers toute la vie, une indifférence dévouée.

Mrs Berley survient. Elle est habillée pour sortir, c'est-à-dire qu'elle a un feutre à la main.

Elle me tend un livre, un stylo et, après un sourire complice à Hollicott, me dit :

— Je savais que vous viendriez. Voulez-vous me dédicacer ce volume?

Comment a-t elle fait pour se procurer un livre de moi à Delhi?... Mais c'est le premier tome des *Mémoires d'Outre-Tombe!*

— Je ne peux pas, dis-je, déconcerté, vous dédicacer du Chateaubriand!

— Oh! si, nous faisons toujours en Angleterre. Jeffry, ajoute-t-elle, en montrant Hollicott qui approuve, m'a dédicacé hier si joliment des poèmes de Lord Byron!

LES CHACALS

Nous partons pour la jungle, en passant par le polo.

Le colonel Berley a convoqué dans le Holy Land un fakir qui connaît le « mot des chacals ». Il imite, paraît-il, avec une telle perfection la joie gloutonne du chacal qui dévore une

proie, qu'au bout de quelques instants, tous les chacals de la brousse apparaissent pour prendre leur part du festin.

Je suis redevenu Français : je regarde le polo, mais je pense au chacal.

Mrs Berley a pitié de mon impatience et nous repartons.

Dans la Ford, que mène Laura Berley, — évidemment, je sais aussi qu'elle s'appelle Laura, — nous sommes sept : le ménage, trois jeunes officiers, debout sur les marchepieds, Hollicott et moi. Sept et demi, parce qu'il y a Johny, assis au-dessus de nos têtes, en équilibre sur la capote.

L'auto stoppe devant le fakir qui nous attend sur la route. Munis de deux plaids, nous pénétrons à sa suite dans la jungle. L'impression d'excursionner dans une brosse, mais les crins dépassent Johny qui disparaît. Des fuites bruissantes sous nos pas. Sont-ce des lapins?

— Attention sur quoi vous posez le pied, murmure Hollicott qui lutte avec des épines.

Entre les arbres, nous frayons à Mrs Berley un passage qui nous déchire les mains. Une petite clairière sur une éminence domine la brousse. Le fakir nous y arrête. Nous étendons les plaids et, couchés, attendons dans un actif bourdonnement d'insectes.

J'allume une cigarette : on me l'enlève.

— Vous croyez, vraiment, qu'il y a des chacals ici? dis-je à Hollicott.

— Il n'y en aura pas, si vous parlez, me répond-il.

Où a pu passer le fakir? Je ne le vois plus. Mais pourquoi, puisqu'il n'y a pas de vent, ce buisson, là, devant nous, bouge-t-il? Il doit y avoir un animal derrière. Je mets mes lunettes. Mais ce n'est pas un animal et ce n'est pas un buisson : c'est une grosse branche touffue que secoue, d'un mouvement frénétique, le fakir, abrité derrière elle.

Soudain, un halètement, de courts souffles rauques entrecoupés de gémissements de plaisir, d'une sorte de rire vorace. Ce sont des glapissements de jouissance, un prodigieux bonheur bestial, d'une vérité si inquiétante et d'une réalité si animale, qu'autour de nous, — mais où se cachaient-ils? — de lourds paons somptueux se réfugient dans les arbres, d'un vol empêtré de bijoux.

Est-ce possible qu'un homme fasse ce bruit-là? Je veux me

dresser pour constater que l'on ne me trompe pas, mais Hollicott, la main sur mon épaule, me recouche.

Maintenant, un chacal glapit, puis deux, puis trois. Ce sont les vrais. Je les reconnais. « Cela fait beaucoup moins chacal. » Ce sont eux qui ont l'air d'imiter.

Le concert s'amplifie et comme chez nous, dans la campagne endormie, les chiens, de ferme à ferme, se répondent, à présent, des quatre coins de la jungle, les chacals invités saluent l'annonce du festin. La fuite d'un fauve petit peuple terrifié me les signale. Les voici. Leurs museaux pointus émergent des fourrés. Ils ne foncent pas encore sur la grosse branche secouée. En arrêt, ils font cercle, l'œil méfiant, mais la gueule bavant de convoitise.

Johny indique quelque chose derrière eux. Plus grand qu'un chacal, c'est jaune et roux, avec un dos en arc de cercle : une hyène.

Brusquement, je tressaille. Un bref aboiement sinistre : le cri du loup! Le cœur battant d'espoir, j'écarquille les yeux sous mes lunettes. Mais, hélas! le fakir se relève. Aussitôt, des grognements de peur, des glapissements de dépit, une hargneuse fuite éperdue : il n'y a plus un chacal dans la jungle.

Rassuré, un paon, sur une branche, déploie son soleil polychrome.

Je suis comme les chacals, je regrette le festin interrompu.

— Pourquoi, dis-je à Hollicott, le fakir, en se relevant trop vite, nous a-t-il privés du loup?

— Ce n'était pas une loup.

— Qui était-ce alors?

— Le fakir, répond Hollicott. Il a fait une imitation en extra pour avoir une roupie de plus.

LE CADEAU

C'est ce soir, avant dîner, que nous partons pour Udaipur.

Pendant qu'avant le *high-tea* je m'habille pour le voyage, Hollicott, nerveux, arpente ma chambre et m'énerve. Je le trouve à chaque instant entre ma ceinture et mon *jumper*, mon col et ma cravate.

Dans sa peur de manquer le train qui le mènera vers Desdemone, il me presse, ce qui me retarde. Enfin, je suis prêt et

je descends. Hollicott est sur mes talons, comme un grand chien agité.

Nerveusement, il expédie le *high-tea*, mais je lui prouve que nous avons plus d'une heure devant nous et il se calme. J'en profite pour lui demander si, à Udaipur, nous logerons chez le Résident ou chez le Maharajah.

Il m'explique que nous ne logerons pas dans l'antique palais du prince, celui-ci étant « un très vieux gentleman orthodoxe qui n'aime plus qu'à tirer dans la banlieue sur le tigre ». Mais nous serons tout de même ses invités dans un palais hors la ville où nous trouverons, dans un décor hindou, le dernier confort anglais.

— Mais, ajoute-t-il sévèrement, si vous ne voulez pas vous faire mal voir de toute la population d'Udaipur, vous ne dois pas dire le Maharajah, mais le Maharanah.

— C'est plus?

— Beaucoup. D'abord, il est toute seule de son espèce. Il est le premier prince de l'Inde. Le *Ramayana* parle déjà de son aïeul, qui était Rama, et il est très possible.

— Rama? C'était un dieu.

— No, une demi. C'était un héros comme Thésée, Hercule ou Napoléon.

Il s'interrompt. Mis en appétit, il me demande si nous avons le temps de manger un poulet froid, ce qui nous éviterait le dîner suspect du wagon-restaurant. Ma réponse affirmative l'enthousiasme et c'est en dévorant qu'il termine son petit cours généalogique :

— Le Maharanah descend de plus loin encore. On croit que son premier grand père était le soleil, sa grand mère, la lune et les étoiles ses tantes. Alors, quand il lève les yeux, la nuit, il contemple toute son famille.

Je songe à *Phèdre :*

> Le ciel, tout l'univers est plein de mes aïeux.

Soudain, l'ordonnance du capitaine entre, essoufflé, annonce d'un air mystérieux que tout est bien et qu'il a trouvé un biberon.

— Vous comptez emmener un nouveau-né? dis-je.

— Presque, me répond-il. Vous savez que j'avais acheté pour Desdemona un levrier persan, afin de remplacer un de ses trois

pékinois piqué par une abeille d'Udaipur et qui a mouru?

— Oui, je sais : une rude abeille!

— Le chien de Desdemona, c'est une puérile petite chose japonaise et, par la chaleur, sa langue pend toujours comme une drapeau : l'insecte en a profité.

— Oui. Alors?...

— Alors, enchaîne-t-il, me tendant un télégramme, regardez ceci.

La dépêche est de Desdemona. Je lis :

« Levriers persans portent malheur. Mais serais heureuse que vous m'apportiez demain un grand thermos et un petit lion. Love. Desdemona. »

— Un lion aux Indes? fais-je.

— Oui, cette fille est une amour, mais elle ne sait pas. J'ai remplacé par une tigre d'un mois. J'aurais trouvé plus facilement à Udaipur, mais je ne peux pas arriver les mains vides.

Il ajoute :

— Desdemona change souvent d'avis, mais, sur le moment, elle sait ce qu'elle veut.

Je commence à me faire une idée de Mrs Van den Basalt : elle doit être insupportable.

FRANCIS DE CROISSET.

(A suivre.)

L'HISTOIRE DE LA GUERRE
PAR LES TÉMOINS

La Grande Guerre, qui, à tous, combattants ou non, nous paraît encore si proche, est, d'ores et déjà, entrée dans l'histoire. Elle est inscrite au programme des classes, même pour les plus petits, qui en trouvent un résumé à leur portée dans les livres mis entre leurs mains. Elle figure au programme du baccalauréat. Il n'est plus, aujourd'hui, de manuel qui n'en donne un résumé.

L'étude des « sources » sur ce prodigieux événement qui domine toute notre époque, est donc d'une importance capitale. Parmi les « sources », la principale est, sans conteste possible, le témoignage de ceux d'entre les acteurs du drame qui ont su voir et rendre ce qu'ils voyaient.

— Mais, dira-t-on, ils sont bien nombreux ! Que de livres de guerre ont paru depuis 1914 ! Et tous ou presque tous sont l'œuvre d'auteurs qui prétendent parler de ce qu'ils ont vu. Comment nous y reconnaître dans cette foule ? Comment distinguer ceux qui ont véritablement été des combattants, et ceux qui se sont targués d'une qualité usurpée ? Ceux qui disent vrai, et ceux qui laissent courir leur imagination ?

C'est précisément l'œuvre que vient d'accomplir un professeur d'université américaine, M. Jean Norton Cru, — Français et ancien combattant, — dans un ouvrage essentiel, qu'il a

très justement intitulé *Témoins* (1). Œuvre admirable par la méthode et par le soin, qui représente plus de douze années de travail.

Dès la fin de 1915, en effet, M. Jean Norton Cru, caporal au 240e régiment d'infanterie, a occupé ses loisirs de tranchée à étudier les récits de guerre à mesure qu'ils paraissaient, et à en faire la critique serrée à la lumière de sa propre expérience (il était au front depuis le 15 octobre 1914). « Je lus sans discontinuer, écrit-il dans son introduction, jusqu'à l'armistice. Alors, loin d'y trouver une raison pour me détacher de la guerre, je n'y vis qu'une occasion de me donner plus complètement à mon sujet, grâce aux facilités plus grandes pour rechercher les ouvrages et pour me munir de tout un appareil de références et de critique permettant de mieux suivre les récits, de les contrôler, d'estimer leur véracité. Dès 1919, je me procurai une série complète de cartes du front au 50 000e (en noir), des chronologies, des tableaux d'unités, des bibliographies... Et je dois dire ici que je n'ai pas voulu travailler sur des ouvrages de bibliothèque : j'ai acquis personnellement tous les textes, toutes les œuvres de référence que je mentionne, car je tenais à y marquer des passages notables, à y inscrire des renvois à d'autres pages, à d'autres volumes, à d'autres auteurs, à les annoter d'un commentaire marginal, à les doter d'une table et d'un index quand ils en étaient dépourvus, à les munir d'un *erratum*, à inscrire mon jugement provisoire sur les feuilles de garde, jugement que je revisais d'année en année à mesure que la lecture d'autres textes jetait plus de lumière sur celui-là, à garnir la page de titre d'indications bibliographiques, etc. »

Notons que, dès 1923, M. J. Norton Cru a achevé de se procurer tout un ensemble de cartes des plus complets : séries au 200 000e (armée), 100 000e (intérieur), et, pour les secteurs importants, feuilles au 50 000e (couleurs), 20 000e et 10 000e.

La minutie avec laquelle le travail de contrôle critique a été fait tient du prodige.

Nous avons sous les yeux l'*erratum* que M. Jean Norton Cru nous adressait le 25 février 1925 (en même temps qu'une longue lettre) à propos d'un de nos livres de guerre, *les Opéra-*

(1) J. N. Cru, *Témoins, Essai d'analyse et de critique des souvenirs de combattants édités en français de 1915 à 1928*. Éd. les Étincelles.

tions de la 1re armée dans les Flandres. Voici le début : (je ne puis le citer entièrement : il est trop copieux). « Page 25, ligne 12, *Lyons* pour *Lihons*; page 40, ligne 25, *3 mètres de hauteur*, au lieu de : *3 mètres de largeur* (il s'agit des blockhaus en béton établis par les Allemands dans leurs lignes des Flandres ; ici M. Norton Cru se trompe : c'est bien « hauteur » qu'il faut, mais la phrase pouvait l'inciter à cette remarque); page 66, ligne 10, *la ligne du Sreenbeek* au lieu de : *du Streenbeck* (j'ai lieu de croire, dit-il, qu'il s'agit de l'objectif final : le cours du Streenbeck qui sort de la forêt d'Houthulst et se jette dans l'étang de Blankaart, et non pas le cours du Steenbeek, situé plus au sud, et partie amont du ruisseau qui plus en aval se nomme Saint-Jansbeek et plus bas Martjevaart), etc. »

L'on voit quelle est la méthode. Les fervents de la rigueur scientifique la plus absolue reçoivent entière satisfaction. Lorsque J.-N. Cru nous dit que sur un seul texte il a accumulé assez de notes pour faire un volume, nous le croyons sans peine.

* * *

Cette étude à la loupe ne lui a pas suffi. Il s'est enquis de la biographie et surtout des services de guerre de chacun. Ces biographies, imprimées en petits caractères en tête des chapitres, sont des plus intéressantes à compulser. L'on y verra que pour tel des romanciers de guerre les plus réputés, il est impossible d'établir son véritable séjour au front. Tel autre n'y a paru que quelques jours, au début. Tel autre a été évacué à la veille de la première bataille. Celui-ci, enfin, n'a pas fait une heure de campagne. Son livre néanmoins, répondant parfaitement, — et pour cause, — aux idées sur la guerre que l'on se faisait dans les salons parisiens, a bénéficié d'un tirage impressionnant. Que de supercheries dévoilées ! Que de fausses renommées dégonflées ! M. J. N. Cru accomplit là une œuvre d'assainissement attendue par les combattants depuis fort longtemps.

Et cependant, pour son travail personnel, ces biographies n'étaient pas absolument indispensables. La sûreté de sa méthode critique est telle qu'en certains cas, sans renseignements biographiques, il avait décelé la supercherie. Un romancier, par exemple, écrit un livre sur les premières batailles. « Dans mes annotations sur le texte, dit M. Norton Cru, j'avais indiqué

qu'à partir du 25 août le récit prenait une allure étrange, les mouvements du régiment devenaient illogiques, la topographie ne répondant plus à ce que je pouvais savoir alors des opérations... » Or, en 1924, le romancier apprenait à notre critique qu' « il avait été évacué justement le 25 août ». « On ne peut pas raconter la guerre sans l'avoir faite, déclare J. N. Cru, et tout le talent du monde ne pourra remplacer l'expérience » (p. 571).

Ces biographies, toutefois, ont aidé, dans bien des cas, M. Norton Cru à préciser le danger d'être trompé que court le lecteur non averti. Voici des *Souvenirs* écrits par un journaliste qui a servi dans un régiment de coloniale. Il s'agit du secteur des *Marquises*. « Rien n'avertit le lecteur que les 157 premières pages sont une pure fiction, et s'il n'a pas fait la guerre, il les prendrait pour des souvenirs au même titre que les 114 pages qui suivent. Mais tous ceux qui ont fait campagne doivent éprouver une surprise à la première lecture : comment expliquer les profondes différences entre les deux parties, la première fantastique, exagérée, tissue d'absurdités, la seconde en somme normale et parfois fort juste ? C'est pourtant bien le même auteur, car on reconnaît le même style dans les énormités du début et dans les récits vrais de la fin. Si on a les moyens de vérifier, on s'aperçoit que les coloniaux n'ont jamais occupé les lignes vers les *Marquises* en 1914 ... » « Ce livre peut servir de démonstration à un principe que j'ai à cœur de voir accepter. *Quand on est combattant, il ne faut pas écrire de roman de guerre, il faut toujours donner des souvenirs réels.* Dès qu'on se lance dans la fiction, où tout est permis, on se laisse entraîner malgré soi par les suggestions de l'esprit d'invention et on se met à raconter des choses qui sont en contradiction absolue avec ses souvenirs, son expérience de la réalité » (p. 399).

*
* *

M. Jean Norton Cru a étudié ainsi 246 auteurs, 300 volumes. Ayant voulu « rassembler les relations des narrateurs qui ont agi et vécu les faits, à l'exclusion des spectateurs », il s'est limité au témoignage des combattants, « du simple soldat au capitaine ». Ce furent bien là les limites du front combattant. Aucun « poilu » ne le contredira. « Pour connaître la guerre, il

faut l'avoir vécue comme commandant de compagnie au maximum, ainsi que le dit Rimbault (*Propos d'un marmité*, p. 128). « Seul celui qui vit nuit et jour dans la tranchée sait la guerre moderne... Notre maître, c'est notre misère quotidienne... Les camarades, ce sont ceux qui vont du commandant de compagnie au poilu... Les autres, ce sont les chefs. »

La seule exception faite par M. Norton Cru l'est en faveur du contre-amiral Ronarc'h, commandant la brigade de fusiliers-marins, et quiconque lira les extraits donnés des *Souvenirs de guerre* de l'amiral (Dixmude) acceptera cette exception.

Voilà donc 246 auteurs, seuls retenus comme qualifiés pour parler de la guerre. Sans doute, certains devraient être écartés comme n'ayant pas été au feu du tout ou l'ayant été trop peu; d'autres comme n'ayant pas bougé d'états-majors où ils n'ont pu connaître la guerre « dans leur chair ». Mais ceux-là se trouvent avoir écrit des livres ayant eu grand succès et ceux-ci ont tenu des journaux pleins de vues intéressantes. M. J. Norton Cru les a donc retenus.

Et maintenant, que se dégagera-t-il de l'examen consciencieux (nous avons vu avec quelle minutie) de ces 246 auteurs? de ces 300 volumes?

Un premier fait : l'insuffisance documentaire de certains ouvrages ayant obtenu les plus grands succès de librairie pendant la guerre ou immédiatement après. L'un a flatté l'optimisme de 1915 en prenant pour héros un troupier « qui ne s'en fait pas »; l'autre a bénéficié de la réaction contre cet optimisme et du goût morbide du public pour l'horrible.

Il n'y a pas plus de vérité ici que là.

« Juger la guerre d'après ces livres, c'est juger nos classes rurales d'après *la Terre* de Zola. »

Les citations empruntées au *Feu*, par exemple, remplissent plusieurs pages de *Témoins*. Par exemple : « Poterloo, avec la connivence des Boches, va voir sa femme à Lens (*le Feu*, p. 169-171). — A Lens, on craint si peu les obus français que la ville est pleine de civils et qu'on y voit des scènes d'intérieur paisible comme à 50 kilomètres des lignes (p. 170). — On trouve Eudoxie, amoureuse d'un poilu, morte depuis un mois, toute droite, en première ligne, dans une tranchée comblée. Lamuse, qui l'a aimée, se trouve, on ne sait pourquoi, amené à embrasser ce cadavre décomposé (p. 213-214). »

Ailleurs, dans *Clarté*, un régiment erre douze jours dans les boyaux pour arriver en ligne (p. 130-141), etc.

On éprouve quelque douleur à constater la faveur que de pareilles inventions ont rencontrée auprès du public et des plus graves critiques.

Encore, si l'auteur s'en était tenu là! Mais il n'a pas hésité à lancer les plus atroces accusations et les plus fausses, qui, ainsi répandues dans le public, auront la vie dure. Il fait fusiller dans *Enchaînements* un territorial qui s'est endormi étant de faction. Comme par hasard, il s'agit d'un « vieux de quarante-cinq ans qui a trois enfants ». Que les combattants d'infanterie qui ont vu l'un des leurs fusillé pour un pareil motif veuillent bien se faire connaître.

J. Norton Cru dit, très justement : « Si on l'avait fait, pas un seul des millions de poilus du front n'aurait échappé à l'exécution capitale, car tous sans exception ont dormi étant de faction, non pas une fois par accident, mais cent fois. » Et ils s'en sont tirés avec une bourrade du capitaine ou de l'officier de service.

La fosse du condamné est creusée dans le *no man's land*...

Ailleurs, un soldat ne pouvant s'empêcher de chanter en patrouille (???), l'adjudant « l'a fait taire avec un couteau de tranchée, comme un cochon ». Un autre est fusillé pour avoir crié : « V'là les Boches!... »

On se demande vraiment dans quel secteur a bien pu servir M. Barbusse pour être témoin d'aussi étranges pratiques.

Les romans allemands, en vogue dans les deux mondes aujourd'hui, celui de Erich Maria Remarque en particulier, ne sont pas moins fantaisistes.

« Roman pacifiste, dit J. N. Cru dans un *Addendum* sur *A l'ouest rien de nouveau*, ayant tous les défauts du genre représenté par Barbusse et Latzko : outrance du macabre, meurtre à l'arme blanche, ignorance de ce que tout fantassin combattant doit savoir. L'auteur, volontaire à dix-huit ans en 1915, devrait connaître les choses du front; mais il les déforme et accumule les invraisemblances : Effets des obus (p. 73), Usage de la baïonnette (p. 111-112 et 125-126), Aspect du poilu français de 1917 (121-122), Type de mitrailleuse française (126), etc. La psychologie est aussi fausse, aussi traditionnelle que les faits : la peur terrasse les recrues (cas de folie furieuse) mais

les vétérans sont indemnes. Topographie et chronologie nulles. Un non-combattant ne commettrait pas plus d'erreurs. Mais aux yeux de la critique la thèse pacifiste et le sensationnel purement littéraire excusent toutes les inventions gratuites et saugrenues (p. 80). »

Erich Maria Remarque a vu un mort, dont « le bas-ventre » est « emporté ainsi que les jambes », « planté sur le tronc, dans la tranchée ». « Son visage est jaune citron et sa cigarette luit encore dans sa barbe; elle rougeoie jusqu'à ce qu'elle atteigne les lèvres. » (*A l'ouest rien de nouveau*, p. 139.) Il a vu cela! Il a lardé de coups de couteau un Français qui avait boulé dans le trou d'obus où lui-même s'était planqué (p. 226)!

Et Renn (*Guerre*) est un témoin de véracité identique. Il a vu, lui, des Français en uniformes bleu-horizon à Charleroi (p. 48). On a apporté devant lui un blessé aux jambes par des balles dum-dum (p. 141), etc. Inutile de dire que la topographie et la chronologie sont aussi inexistantes que chez Remarque.

Or, la grande presse allemande, anglaise, française exalte ces pauvretés! L'on ne peut que se joindre à M. J.-N. Cru lorsqu'il souhaite la naissance d'une « critique sérieuse... adaptée à la littérature du front (p. 80) ».

* * *

Lui-même, par *Témoins*, l'a inaugurée, cette critique, magnifiquement.

Ce livre va devenir le *vade-mecum* obligé de quiconque voudra étudier la guerre. Même s'il ne partage pas toutes les façons de voir de l'auteur, — et il s'en faut que nous-même les partagions toutes, — il sera obligé de le consulter comme un répertoire critique fondamental.

L'étude de ce répertoire critique donne lieu à une constatation assez inattendue : le nombre infime des journaux de marche publiés tels quels, des vrais « journaux de marche ». Ils ne sont pas plus de dix. Ce sont les carnets de : Brunel de Peerard (*Carnet de route*, Crès, 1915); Delvert (*Histoire d'une compagnie*, Berger-Levrault, 1918); Fabrice Dongot (*Soixante jours de guerre. Journal d'un fantassin*, Georges Baranger, 1917); Duval (*Carnets de guerre d'un sergent de mitrailleurs*, Beauchesne, 1919); Joubaire (*Pour la France*, Perrin, 1917); Lintier (*Le tube 1.233*, Plon, 1917); Mairet (*Carnet d'un com-*

battant, Crès, 1919); Melera (*Vers la montagne de Reims*, La Lucarne, 1926); Philippe Reynier (*Journal d'un soldat de dix-huit ans*, Sansot, 1919), et Jacques de Visme (*Carnet de route de Jacques de Visme*, Berger-Levrault, 1927).

Encore ceux de Brunel de Peerard, Duval, Joubert, Melera et Jacques de Visme n'offrent-ils qu'un intérêt tout personnel, et celui de Philippe Reynier est-il écourté.

Il est vrai qu'aux quatre qui restent, il convient sans doute d'ajouter La Mazière (*L'H. C. F. L'Hôpital chirurgical flottant*, Albin Michel, 1919), et Tézenas du Montcel (*Dans les tranchées*, Eleuthère Brassard, Montbrison, 1925), l'un et l'autre du plus haut intérêt. D'autre part, il semble bien que Jacques Meyer (*La Biffe*, Albin Michel, 1928) ait fort peu retouché son carnet.

Un seul ouvrage (*Histoire d'une Compagnie*) offre au lecteur le fac-similé photographique d'une page du carnet, afin de permettre le contrôle avec le texte imprimé.

Au total, sept carnets authentiques et importants.

Tous les autres *Journaux* ont été plus ou moins rédigés.

Il en est d'excellents, ceux, par exemple, des fantassins Maurice Genevoix (*Sous Verdun*, Hachette, 1916; Flammarion, 1925; *Nuits de guerre*, Flammarion, 1916; *Au Seuil des guitounes*, Flammarion, 1918; *la Boue*, Flammarion, 1921; *les Éparges*, Flammarion, 1923), Pézard (*Nous autres à Vauquois*, Renaissance du Livre, 1918), Galtier-Boissière (*En rase campagne 1914. Un hiver à Souchez, 1915-1916*, Berger-Levrault, 1917), Cazin (*l'Humaniste à la guerre*, Plon, 1920), de l'artilleur Lintier (*Ma pièce*, Plon, 1916), et celui du médecin Deauville (*Jusqu'à l'Yser*, Calmann-Lévy, 1917).

* * *

L'on peut s'étonner que, dans l'énorme masse des trois cents volumes étudiés, il n'y ait pas plus de dix carnets qui soient authentiquement des carnets.

Il y a à cela plusieurs raisons.

La première est que la majorité des carnets de combattants se trouvent dans le cas des cinq ou six n'offrant d'intérêt que pour leur possesseur. Les notations sont trop succinctes. Elles se réduisent à des itinéraires, « des petits événements du secteur ou de la cagna », comme dit J.-N. Cru à propos du carnet de Duval. Et cela se conçoit. Écrire, quoi qu'on en ait, est un

métier. Tous les poilus ne pouvaient *écrire* un carnet intéressant, pas plus que tous n'étaient capables d'exécuter un cahier de croquis, le crayon à la main.

Ce n'est pas un effet du hasard si deux, sur les quatre auteurs de carnets authentiques, sont des normaliens-lettres. Le troisième, Fabrice Dongot, est un artiste, — c'est le peintre Valdo Barbey, — et le quatrième, Lintier, est un étudiant en droit, qui était écrivain-né.

Quant aux auteurs des carnets peu retouchés, Jacques Meyer est encore un normalien-lettres, La Mazière est homme de lettres et Tézenas du Montcel est un avocat, ancien bâtonnier. C'est dire que ce sont tous des hommes sachant manier une plume et capables de trouver « du premier coup la forme qui convient le mieux » au sujet.

Mais il y a d'autres raisons au petit nombre de journaux authentiques qui aient été publiés. D'abord la volonté des auteurs. Certains ont craint de ne pas être compris du public. Jacques Meyer n'a publié son livre qu'en novembre 1928. Or il nous dit dans sa préface : « Ce que l'on voyait d'une offensive... quand on y participait dans « la biffe »... c'étaient des choses bien différentes de celles que le public imaginait alors ; *il les comprendrait peut-être mieux aujourd'hui...* »

C'est, d'ailleurs, parce que le public peut les comprendre mieux aujourd'hui que Jacques Meyer a trouvé un éditeur. Il est fort douteux que son ouvrage eût été accueilli en 1918. Nous nous souvenons de ce qui s'est passé pour ceux de nos carnets qui constituent l'*Histoire d'une compagnie*. Sans le retentissement de l'affaire du Fort de Vaux et la publication, ici même (1), par Henry Bordeaux de deux articles citant des fragments du texte, jamais le livre n'aurait paru. Encore fut-il quelque peu échoppé par la censure. Il en arriva de même à celui de Lintier (*le Tube 1223*) et à celui de Mairet, bien que ce dernier n'ait paru qu'en 1919 : ce sont les éditeurs qui l'ont expurgé.

Seul, celui de Fabrice Dongot a échappé aux coups de ciseau. Pourquoi « ce petit chef-d'œuvre, exemple parfait de témoignage de soldat », a-t-il été épargné, même par la censure, bien qu'il soit de 1917? Sans doute parce qu'il est passé inaperçu.

(1) Voyez la *Revue*, 1er et 15 octobre 1916.

***

La difficulté d'éditer les carnets bruts, jusqu'ici, a donc été très grande. Le public n'était pas préparé. Trop de légendes, d'idées toutes faites l'empêchaient de les accepter. « Jadis le public voulait une guerre romancée avec drapeaux déployés et flamberge au vent; aujourd'hui, il aime une guerre non moins romancée, avec boyaux dallés de morts aux grimaces infernales et baisers aux cadavres. »

Or, l'humble vérité seule importe, « puisque le seul espoir en une humanité moins féroce est de former une humanité curieuse de vérité... à qui l'on dira le maximum de précisions sur la guerre... » Et la vérité ne saurait être que dans les notes prises au moment même. Nous en avions la conviction : l'étude de *Témoins* nous en a donné l'absolue certitude.

La vérité est dans ces notes; elle est dans des lettres sincères comme celles de Derville, Henches, Lemercier et Bourguet; dans un roman encore comme la *Percée* de Bernier, parce qu'il n'est qu'un carnet à peine transposé; enfin dans quelques *Souvenirs* publiés peu de temps après les événements, tels que l'ouvrage du lieutenant de vaisseau Pinguet, *Trois étapes de la brigade des marins, la Marne, Gand, Dixmude*, lequel est un admirable témoignage.

Mais cet ouvrage est une rare exception parmi les *Souvenirs*. Les *Souvenirs*, en général, sont vagues, imprécis; les faits y sont déformés, — la plupart du temps conformément aux idées en cours à l'époque où ils ont été écrits. Les carnets rédigés n'échappent pas à ce dernier danger. Dans celui des deux ouvrages de Lintier qui est un journal rédigé, *Ma pièce*, l'auteur cite, à la date du 7 septembre (1), le texte de l'ordre du jour de la Marne. Il l'accompagne de commentaires qui sont pure littérature. Et cela se conçoit. Le fait même de citer l'ordre est déjà, sans doute, littérature. Seulement, en 1916, aucun éditeur n'aurait accepté un ouvrage où il était question de la bataille de la Marne, et dans lequel le fameux ordre de Joffre n'eût pas figuré, et en bonne place.

Ce sont là des traits qui portent leur date : 1916; comme

(1) *Ma pièce*, p. 191.

aussi le récit de charge à la baïonnette (1), et les monceaux de cadavres faits par le 75 (2).

Des constatations analogues peuvent être relevées dans tous les carnets « rédigés » qui ont été publiés à cette date.

Ce n'est pas là, d'ailleurs, le seul danger de la « rédaction » pour ces documents. Elle a encore donné, à certains de leurs auteurs, une tendance à allonger outre mesure, à développer, à délayer. On ne retrouve plus la langue ferme, directe, qui était celle du front, mais une langue recherchée, parfois quintessenciée, une langue de romancier moderne, qui est un contre-sens.

C'est dans les notes brutes, avant tout, que peut apparaître la vérité, — vérité historique et vérité littéraire, — que la vie peut surgir telle qu'elle s'est présentée au combattant, acteur en même temps que témoin. Les notes rédigées sont comme le tableau exécuté tranquillement à l'atelier. Les notes brutes sont la toile brossée devant la nature, singulièrement plus émouvante que l'œuvre méditée, arrangée.

Vous avez raison, M. J. N. Cru, lorsque vous dites : « Si Lintier eût survécu, s'il eût remanié ses notes, il n'aurait pu que les affaiblir par un renforcement des effets littéraires, et c'est probablement ce qu'il a fait pour son premier livre. » La véritable littérature se moque de la littérature.

— Laisserons-nous alors non développées ces notes brèves, qui « n'ont leur pleine valeur que pour l'auteur »?

On les laissera. Si on les explique, on le fera en note, ou par un texte qui se différenciera typographiquement de celui du carnet. Il faut que celui-ci soit religieusement respecté. Et aussi que l'éditeur se porte garant de l'existence et de l'état du document reproduit.

Ainsi on aura la vérité. Mais on le devra, pour une grande part, à M. J. N. Cru, qui par son travail formidable, aura déblayé la scène des indignes, et fait place nette pour les vrais « témoins ».

* * *

Nous rêvons d'une bibliothèque de la guerre qui ne serait constituée que par les ouvrages de ces vrais témoins : carnets

(1) *Op. cit.*, p. 134.
(2) *Ibid.*, p. 209.

authentiques annotés ou non par leurs auteurs, recueils de lettres, journaux ou souvenirs probes, rédigés peu après les événements (ceux qui seraient rédigés maintenant seraient, certainement, au point de vue documentaire, de valeur quasi nulle).

Cette collection d'ouvrages serait placée dans toutes les bibliothèques d'officiers, et, en premier lieu, à l'École de guerre. Petit à petit vont venir au commandement des officiers qui n'auront pas fait la guerre. Chez ceux qui y ont pris part, les souvenirs s'effaceront. Il serait souverainement dangereux que les uns et les autres n'eussent pas à leur portée, sous la main, les témoignages véridiques qui leur rappellent ou leur apprennent les réalités de la bataille.

Ils y verront, tout d'abord, qu'aucun témoin digne de foi ne parle de chocs à la baïonnette, — ces chocs qui ont tordu tant de lames chez les romanciers ou les hâbleurs. « Le poilu est convaincu, dit M. J. N. Cru, que si l'on avait laissé la baïonnette à la caserne, on n'en aurait pas moins gagné la guerre et les morts ou les infirmes seraient moins nombreux. La baïonnette a fait tuer beaucoup de monde, elle en a tué fort peu » (p. 29).

Nulle part, il ne sera question de l'« ivresse du combat », de la « griserie de la poudre », sensations qu'aucun poilu n'a jamais éprouvées.

— Comme ce doit être beau une attaque ! nous déclarait naguère un historien avec une expression d'extase. Et sa main s'enthousiasmait d'un geste arrondi.

Nous lui répondîmes que l'on allait à l'attaque la gorge serrée, la tête en feu, le corps fléchi comme pour tenir moins de place, et qu'en général, on ne chantait pas la *Marseillaise*. Nous vîmes ses bons yeux naïfs s'assombrir de désillusion incrédule.

Cependant, cette angoisse, tous les témoins sincères la notent. Les hommes ont la mine exsangue, les traits creusés ; ils apparaissent subitement vieillis de dix ans...

***

Est-ce à dire que la lecture des *Témoins* sera pour les futurs chefs de notre armée et pour leurs instructeurs une étude déprimante ? Que non pas.

Sans doute, parmi ces écrivains, il s'en trouve qui n'étaient pas faits pour remplir la haute et noble mission qui est celle du soldat, défenseur du sol sacré ; il leur manquait ou la résistance physique ou la résistance morale, — parfois les deux, car *il n'y a pas d'égalité devant la peur de la mort*. Ceux-là seront vite discriminés. Leur témoignage, toutefois, sera loin d'être négligeable, parce qu'il révélera aux futurs chefs comment réagissent, dans leur subconscient, une partie de leurs troupiers.

Mais chez les autres, que de fois trouveront-ils l'exemple du devoir simplement accompli ! Qu'ils étudient les admirables pages dans lesquelles le lieutenant de vaisseau Pinguet montre comment il ramena aux tranchées devant Dixmude ses sections prises de panique, — un accident qui est arrivé à plus d'un. Ils verront là un magnifique modèle de capitaine au combat. Et combien d'autres pourrions-nous citer !

Oui, l'idée de la mort nous serre d'angoisse. Mais la volonté de sacrifice au Devoir, à la Patrie nous en fait triompher.

Les poilus ne parlaient guère de ces sentiments profonds. Dans tous nos carnets, l'interjection « Vive la France ! » ne paraît qu'une seule fois : le samedi 22 août 1914, au moment où notre compagnie se déployait. Encore nous souvenons-nous que nous avions pudeur à l'écrire. Le mot « France » sur la page est inachevé.

Mais chez la plupart, — les « hommes du peuple » comme les autres, quoi qu'en pense Mairet (1), — ce sentiment ne fait que sommeiller. Qu'il se présente une occasion et il éclate. Voici ce que nous notions sur notre carnet (inédit) le lundi 17 juillet 1916. (Il y avait à peine un mois que le régiment était descendu de Verdun.) « Ce soir, il y a eu représentation improvisée dans un hangar du cantonnement. Point n'est besoin de professionnels pour remplir un programme. Les talents d'amateurs suffisent, et au pied levé. Il en est d'impayables comme celui de mon caporal Sauvage. Quelques musiciens envoyés par le colonel ont clôturé la fête en jouant le *Chant du Départ, que les Poilus ont accompagné avec une conviction qui faisait chaud au cœur.* »

Contrairement à ce que croient certains auteurs étudiés par

(1) Cité par J. N. Cru, p. 192.

M. Norton Cru, nous avons pu souvent parler de ces devoirs à nos troupiers. Les survivants ne manquent jamais de nous le rappeler : « Mon capitaine, vous nous disiez... » Lorsqu'ils sont convoqués pour voir le film de *Verdun*, ils nous demandent d'aller évoquer devant eux les souvenirs communs. Nous savons ce qu'ils pensent sur ces questions, — tout fervents amis de la paix qu'ils soient...

Paul Chack, un jour, nous racontait comment le 16 février 1916, alors que la *Provence*, que commandait le capitaine de frégate Vesco, venait d'être torpillée en pleine Méditerranée, à cent cinquante milles au large du cap Matapan, le commandant, après avoir assuré le sauvetage, était monté sur la passerelle. Spontanément, les chefs des deux régiments transportés, le lieutenant-colonel Thomasset du 176e R. I., et le lieutenant-colonel Duhalde du 3e colonial, étaient venus se ranger auprès de lui.

— Et eux, nous disait Paul Chack, ce n'était pas leur métier.

Eh bien! qu'on le sache de toute certitude : si la vie ou l'honneur de la France le demande, monter sur la passerelle, c'est à tous notre métier.

Charles Delvert.

JOURNAL
DE L'EXPÉDITION RIVIÈRE

(1882-1883)

II [1]

DANS L'ATTENTE

3 août. — Le commandant a reçu de Saïgon sa voiture, la première qui pénètre au Tonkin. Il est trop fatigué pour monter à cheval même au pas, et c'est désormais dans cette voiture que tous les soirs il va prendre l'air dans une promenade d'une heure ou deux, de préférence sur la route de Sontaÿ, la meilleure du pays.

21 août. — Courrier par l'*Hamelin*. Le gouverneur déclare que les événements d'Égypte obligent à accentuer ici la politique de paix. Il ne faut pas qu'il y ait l'apparence d'une expédition militaire. Comme Kergaradec rentre en France, le consul d'Haïphong, de Vernéville, prend la gérance des deux consulats. Le gouverneur se réserve les pouvoirs politiques, mais comme il ne peut prévoir à distance les incidents qui peuvent surgir, il laisse le commandant libre de reprendre ces pouvoirs le jour où il le jugera nécessaire.

(1) Voir la *Revue* du 15 novembre.

23 août. — Le médecin de division Maget rentre en France. Il trouve que le commandant est épuisé, et croit l'avoir décidé à demander dans un mois son rapatriement.

Le soir, nouvelle sensationnelle. Quatre cents soldats réguliers chinois ont passé la frontière en jonque à Laokay, et, descendant le fleuve, sont venus s'installer à Tan Quan, un peu au-dessus d'Hung Hoa. Ils sont disciplinés et déclarent qu'ils sont l'avant-garde de troupes nombreuses qui les suivent.

24 août. — Le commandant juge le cas assez grave pour qu'il prenne une décision politique. Il envoie à la *Fanfare*, mouillée à la Rivière Claire, l'ordre de ne laisser passer aucun régulier chinois. Il envisage avec calme l'idée de son désaveu et de son rappel.

28 août. — Le commandant Gadaud annonce qu'il a arrêté et refoulé une jonque portant 25 réguliers chinois. Il y aurait à proximité de lui 5 compagnies d'Impériaux annonçant qu'ils vont passer malgré nous.

30 août. — Le gouverneur accentue encore ses recommandations d'éviter toute complication. Il ignore l'arrivée des Chinois. Néanmoins, le commandant révoque ses ordres aux canonnières. Il n'en restera qu'une en observation devant Bac Hat et elle laissera passer les Impériaux.

4 septembre. — Un espion, retour de Tan Quan, annonce que l'armée chinoise se mettra en mouvement dans peu de jours pour descendre à Hung Hoa, Sontaÿ et Hanoï. Elle affiche des proclamations disant : « La Chine vient au secours de l'Annam contre les Français comme un père au secours de son fils blessé. »

6 septembre. — Alerte à Hanoï. Un mandarin chinois est entré dans la citadelle avec quelques reguliers. Immédiatement la population s'est enfuie et la compagnie de la Pagode s'est mise en défense. Le Tuan Phu explique que ce mandarin est venu chercher un condamné et est reparti de suite.

La *Surprise* rapporte de Bac Hat que les Impériaux ont fait la tache d'huile et occupent Sontaÿ et Bac Ninh. Mais ils ont opéré tous leurs mouvements par terre en évitant de passer devant la canonnière.

7 septembre. — En envoyant ces rapports au gouverneur, le commandant lui écrit : « Je crois qu'il faut agir diplomatiquement le plus tôt possible à Pékin et à Paris. »

11 septembre. — Un nouveau Tuan Phu, qui passe pour nous être hostile, vient voir le commandant, et lui dit d'un air malin qu'il craint un conflit avec les Chinois, et qu'il ne peut répondre qu'on ne tirera pas sur nos canonnières si elles circulent sans prévenir. Le commandant répond que la navigation étant libre, les mouvements de nos navires continueront comme par le passé. Puis, s'impatientant, il rompt l'entretien en disant : « Rappelez-vous qu'il n'y a à Hanoï qu'un seul mandarin militaire, moi, et que le jour où vos Chinois m'ennuieront, c'est moi qui les mettrai à la porte. »

14 septembre. — Le fleuve baisse rapidement. Il faut rappeler la *Surprise* de Bac Hat et n'y laisser qu'une chaloupe canonnière.

30 septembre. — Détente. On annonce l'arrêt de l'avance chinoise. Les Impériaux semblent avoir terminé leur mouvement, et s'installer pour un long séjour. La température aussi s'améliore et le commandant va beaucoup mieux.

5 octobre. — Le général chinois qui commande à Bac Ninh fait afficher à Hanoï une proclamation contre nous. Le commandant somme le Tuan Phu de la faire enlever, ce que celui-ci n'exécute qu'en manifestant beaucoup de répugnance et de frayeur.

10 octobre. — Courrier par le *Drac*. Le gouverneur est sérieusement inquiet. Il demande à Paris l'ouverture de négociations avec la Chine et l'envoi de renforts devenus nécessaires, quelle que soit notre position en Égypte.

20 octobre. — La baisse du fleuve oblige à rappeler la chaloupe canonnière de Bac Hat, où nous n'aurons plus de surveillance.

26 octobre. — Le gouverneur écrit au commandant qu'il insiste près du ministre pour lui faire donner la croix de commandeur.

31 octobre. — Nous sommes au calme et la température est agréable. Le commandant m'envoie faire une tournée dans le Bas Delta sur la *Hache*, commandant Linard.

Je vois d'abord Mgr Puginier à Késo. Il est pessimiste et convaincu que les événements ne pourront se terminer pacifiquement. Vous voyez, disait-il, comme le pays a changé depuis l'époque de Garnier. La cruelle politique des massacres de 1874 a été efficace. La population reste inerte. Elle se laissera

enrôler et entraîner contre vous, et les chrétiens seront les premières victimes.

A Phat Diem, je vais remercier le curé annamite, le Père Six, d'avoir toujours entretenu le balisage du Day pour nos canonnières. Cet ancien lettré, pour lequel les mandarins comme l'évêque ont une grande considération, s'est rendu en fait indépendant dans ses marécages où il traversera toute la période critique sans être inquiété.

A Nam Dinh comme à Ninh Binh je ne puis voir les hauts mandarins qui, selon leur usage, se déclarent malades ou absents. La population nous regarde sans manifester autre chose qu'une curiosité encombrante.

6 novembre. — En rendant compte au commandant à mon retour, je le trouve étonnamment remonté par la fraîcheur (le thermomètre a baissé jusqu'à 7° dans un typhon). Il a peine à quitter une situation si intéressante et m'annonce qu'il ajourne à un mois sa demande de rentrée en France. Les bruits les plus fantaisistes circulent. En réalité, nous ne savons rien de ce qui se passe à dix lieues d'ici. Le commandant accepte cela avec sa calme sérénité, comparant sa position avec ce qu'elle eût pu être en Europe, il y a trois siècles, ou dans l'Espagne de Don Quichotte au temps de Cervantès.

7 novembre. — L'*Hamelin* apporte un courrier sensationnel. Cette fois, les ordres du gouverneur sont catégoriques. Ils déclarent que la République ne saurait souffrir aucune immixtion entre l'Annam et elle. En conséquence, le commandant déclarera de suite aux autorités que nous ne pouvons tolérer la présence d'aucun soldat chinois dans la vallée du Song-Koï. Nos troupes devront arrêter tout individu de ce genre qu'elles trouveront et l'expédier à Saïgon, d'où on l'internera à Poulo Condore. S'il fait de la résistance, on le fusillera. Le gouverneur autorise nos canonnières à couvrir d'obus les postes occupés par les troupes chinoises dans le haut fleuve.

Ce dernier paragraphe est absolument inexécutable en raison de la baisse des eaux.

Est-ce donc la guerre avec la Chine que veut provoquer cette autorisation? D'où provient une volte-face aussi brusque et aussi complète? Les dépêches du courrier n'en disent pas un mot.

C'est encore dans l'ouvrage de Cordier, p. 357 et suivantes,

que j'en trouve, bien des années après, l'explication en lisant les dépêches échangées entre le gouvernement et M. Le Myre de Vilers.

La dépêche du 29 septembre 1883 du ministre de la Marine est la plus significative.

« Vos lettres des 6, 7 et 13 août m'ont fait connaître le revirement complet qui s'est produit dans votre esprit. J'ai peine à m'en expliquer les causes...

« Cette politique à laquelle j'adhérais se trouve infirmée par vous. Prenant texte des événements d'Égypte, vous voulez limiter notre occupation à la Pagode royale et aux douanes.

« Quels sont les incidents qui ont motivé ces changements? J'en cherche en vain trace dans votre correspondance... Nous sommes bien résolus, traité de 1874 en main, à repousser toute intervention de la Chine. Je ne vois pas de raison de modifier notre politique. »

18 novembre. — Le commandant écrit au Tong Doc pour lui signifier ces nouveaux ordres du gouverneur.

20 novembre. — Un télégramme reçu à Hong Kong annonce que M. Le Myre est relevé de ses fonctions. Nous considérons d'abord cette nouvelle comme un canard.

22 novembre. — La *Surprise* arrête à la Douane, à leur débarquement du bac de Bac Ninh, douze Chinois en vêtements ordinaires. Dans leurs bagages on trouve des casaques de soldats impériaux. Ils reconnaissent être des réguliers envoyés pour chercher des vivres à Hanoï et réquisitionner des coolies. Ils sont donc de bonne prise.

23 novembre. — Par le courrier de Saïgon, le gouverneur ne dit rien de ses ordres belliqueux et se borne à annoncer sa disgrâce. Dans une lettre particulière il prédit au commandant qu'il aura sans doute lieu de regretter son départ.

Le commandant envoie le chancelier Aumoitte dire au Tong Doc qu'il ne relâchera pas les soldats chinois. Cette décision lui coûte. Il lui semble qu'il commet une sorte de déloyauté de guerre en les expédiant au bagne de Poulo Condore. Et il craint d'engager à faux la partie sur un ex-abrupto du gouverneur. Il en est troublé.

A seize heures, visite du Tong Doc rappelé à Hué et qui vient faire ses adieux. Ce vieillard qui a fait ce qu'il a pu pour vivre en bonne intelligence avec nous supplie le commandant,

les larmes aux yeux, de relâcher les soldats. Il dit que leur arrestation arrive par sa faute personnelle, parce qu'il n'a pas osé prévenir le général chinois. Le commandant prend la perche qui lui est tendue, et répond au Tong Doc qu'il lui rend les Chinois en témoignage d'amitié et d'estime personnelle. Il est allégé et joyeux de cette solution.

28 novembre. — Le commandant annonce au gouverneur la décision contraire à ses ordres qu'il a prise dans cette affaire. Il dit qu'étant sur place il est seul à même d'apprécier les incidents journaliers, qui ne peuvent être jugés de loin à quinze jours d'intervalle et qu'il est prêt à être remplacé, s'il ne devait continuer cette manière de faire. Il n'y eut jamais de réponse.

En France, l'âpreté des luttes politiques détournait l'attention de ce qui se passait au Tonkin et les deux ministres intéressés ne se tenaient réciproquement au courant que par des communications peu suivies.

Un autre personnage intervenait forcément du moment que la Chine ne se désintéressait pas de sa suzeraineté sur l'Annam. Notre ministre à Pékin continuait à n'être pas renseigné par M. Le Myre, lequel s'en tenait à ce que l'intervention de la Chine devait être écartée sans discussion. M. Bourée, vivement pris à partie par le Tsong li Yamen, crut que cette intervention allait être poussée à fond, quand les Impériaux se répandirent au Tonkin. Persuadé que, si nous n'arrivions pas à un arrangement amiable, la Chine allait en venir à une guerre à laquelle nous n'étions pas préparés, et que nous serions tout d'abord écrasés à Hanoï, il entama des négociations qu'il poussa peut-être plus qu'il n'y était autorisé.

Le 5 décembre, il pouvait télégraphier au ministre Duclerc : « Guerre avec la Chine semblait inévitable. Je crois ce danger écarté. La Chine consent à rappeler ses troupes. L'ordre en est expédié. » Duclerc répondait le lendemain : « La marine a donné des ordres de n'engager aucune action contre les troupes chinoises, à moins d'attaque de leur part. »

17 décembre. — Cet ordre arrive en effet par le courrier du 17, et il faut de suite contremander les instructions des canonnières sans que nous nous rendions compte des motifs de cette nouvelle volte-face. Le ministre annonce aussi qu'il demande des crédits pour l'occupation du Tonkin.

Le commandant accueille avec grand calme ces nouvelles

confuses. Il travaille à son roman d'*Édith* en jouissant d'être au coin du feu par une température de 10°. Il trouve que la fraîcheur remet sa santé, et, puisqu'il sera sans doute remplacé par un personnage plus important si on fait l'expédition, il décide de ne pas demander son retour en France.

31 décembre. — Lettre particulière de l'amiral Peyron, chef d'état-major au ministère, disant au commandant que le ministre trouve qu'il a parfaitement mené son affaire. Les louanges des journaux sont toujours unanimes.

7 janvier 1883. — Le ministre et l'amiral Meyer annoncent simultanément que notre division navale de Chine reçoit l'ordre de rester concentrée à Hong-Kong et de s'y tenir prête à envoyer au commandant tout secours qu'il pourrait lui demander.

15 janvier. — M. Le Myre de Vilers annonce qu'en exécution d'instructions ministérielles, il expédie l'*Alouette* porter à Hué un ultimatum déclarant au Roi que la situation actuelle ne peut durer, et qu'il lui faut reconnaître le protectorat effectif de la France.

De Hong-Kong c'est un son de cloche bien différent. L'amiral Meyer envoie copie d'une correspondance de M. Bourée. Notre ministre raconte qu'il a eu connaissance vers le 15 novembre des instructions du gouverneur prescrivant au commandant Rivière de faire tirer sur les troupes impériales. Il se précipita au télégraphe pour demander à M. Le Myre si cela pouvait être vrai. Le gouverneur répondit avec son laconisme habituel que « c'était bien là son intention ». M. Bourée en fut stupéfait, puis désespéré, car selon lui nous sous-estimons complètement les forces militaires de la Chine et restons à tort sur les souvenirs de Palikao. Les troupes actuellement au Tonkin ne sont que l'avant-garde d'une armée de trente mille hommes disciplinés, formés par des instructeurs allemands, et pourvus d'un matériel moderne. M. Bourée, épouvanté des conséquences de coups de fusil, a bondi au télégraphe pour implorer de Paris des ordres formels empêchant les hostilités, et poussé un soupir de soulagement quand on lui répondit que des ordres dans ce sens avaient été donnés par la dépêche du 6 novembre.

Puis l'amiral Meyer écrit au commandant que M. Bourée a entamé à Pékin avec Li Hung Chang, le grand vice-roi du Tchili, des négociations pour le partage du Tonkin entre la

France et la Chine. L'arrangement nous concéderait le Tonkin-riz et laisserait à la Chine le Tonkin-mines. A première vue, cela ne semble pas avantageux, car nous n'avons guère besoin des riz pour faire concurrence à ceux de la Cochinchine, et, quoique les mines de charbon soient les seules sommairement explorées jusqu'à présent, on soupçonne que la vraie richesse du pays est dans le sous-sol.

Les conditions de cet accord, agréé par le Tsong Li Yamen, et qui stipulait le retrait des troupes chinoises, ne furent connues que longtemps après. L'amiral fut le seul à indiquer officieusement cette négociation au commandant.

22 janvier. — Le courrier nous apprend que le nouveau gouverneur de Cochinchine, M. Thomson, est arrivé à Saïgon. Temps froid et pluvieux.

3 février. — Dépêche ministérielle annonçant que la *Corrèze* a dû partir de Toulon le 30 décembre pour porter au Tonkin un bataillon de 500 hommes avec un lieutenant-colonel. Aucune autre explication.

17 février. — Le ministre déclare que ces troupes ne sont qu'un renfort et que nous devons nous borner à surveiller la retraite des troupes chinoises. Pas d'indications sur la conduite à tenir dans les incidents que va, sans aucun doute, provoquer cette nouvelle transgression de notre part des stipulations du traité de 1874. Ne doit-on pas penser que les mandarins seront fondés à y voir une intention de conquête?

24 février. — Arrivée à Hanoï du bataillon débarqué dans la baie d'Along, dont on a fait une hydrographie provisoire. Il défile en ville au milieu d'un silence morne, et va se loger dans les magasins à riz de la citadelle, le seul endroit possible qu'une recherche attentive ait fait trouver. Les magasins, à peu près vides, sont mal clos et on y aura froid.

Le bataillon ayant à sa tête le lieutenant-colonel Carreau et le chef de bataillon Badens a été formé en France sous le titre de Bataillon expéditionnaire du Tonkin, et les officiers ont reçu les avances d'entrée en campagne. Ils arrivent pleins d'ardeur pour prendre toutes les citadelles du pays et sont fort désappointés d'apprendre que nous avons seulement l'ordre de surveiller la retraite des Chinois.

26 février. — Le Tuan Phu, actuellement en tournée dans le nord de la province, où on rassemble des troupes considéra-

bles, envoie au commandant une lettre insolente. Il écrit que notre occupation de la Pagode royale et des magasins à riz constitue une oppression qui ne peut plus être supportée. Si elle ne cesse promptement, le peuple se révoltera et les mandarins se retireront de la ville d'Hanoï. Le commandant déclare au Tong Doc que le Tuan Phu doit venir lui faire personnellement des excuses d'ici trois jours, sinon, il prendra des mesures en conséquence.

D'autre part, cette arrivée inopinée de troupes cause une fermentation générale dans le pays. Peut-on s'en étonner? Et des catholiques sont jetés en prison sans motif.

27 février. — La *Fanfare* prévient que le mandarin de Bin Haï a fait détruire le balisage de l'entrée du Day. Gadaud demande l'autorisation de saisir ce mandarin dans son fortin du Bas Day.

1er mars. — Le Tong Doc amène le Tuan Phu, tremblant comme la feuille, faire ses excuses au commandant.

4 mars. — Le commandant envoie à la *Fanfare* l'ordre de saisir le mandarin de Bin Haï.

5 mars. — Mais le lendemain Gadaud annonce qu'on lui signale de grands préparatifs de barrages dans le canal de Nam Dinh. Il juge plus urgent d'aller y voir. Une lettre de Mgr Puginier apporte confirmation de cette nouvelle. Le Tong Doc de Nam Dinh, vieillard de soixante-dix-sept ans, passe pour énergique et est l'âme de l'opposition contre nous dans le Delta.

6 mars. — Le commandant prévient les mandarins que tout barrage est un acte d'hostilité déclarée. Il expédie la *Hache* rejoindre la *Fanfare* dans le canal. Toutes deux s'opposeront par la force à toute exécution de barrage, puis stationneront devant Nam Dinh sans engager d'hostilités.

UN PAS DÉCISIF

8 mars. — Journée capitale pour les destinées du Tonkin. Le commandant reçoit à quinze heures la visite de M. Roque accourant en hâte de Hong-Kong.

M. Roque a été, avec ses deux frères, un des colons de la première heure en Cochinchine. Intelligents et actifs, les Roque y ont conquis par un labeur acharné la première situation commerciale du pays, notamment en établissant un service de

navigation fluviale qui longtemps a desservi seul l'intérieur de la colonie. Quand M. Le Myre créa la compagnie officielle des Messageries fluviales, ils se retournèrent vers l'extérieur, et établirent entre autres une ligne régulière de bateaux d'Haïphong à Hong-Kong par laquelle nous arrivaient maintenant les courriers anglais.

Celui qui vient voir le commandant est actuellement le seul des trois frères présent en Indo-Chine. C'est celui des négociants français du Tonkin qui a le plus gros crédit sur la place de Hong-Kong.

Roque reste plus de deux heures avec le commandant. Il lui affirme, d'après des renseignements dont il garantit la sûreté, que la puissante compagnie de navigation chinoise, la *China merchant C°*, est en instance à Hué pour obtenir la concession des mines de charbon de Hong-Kaï. La *China merchant* est protégée par le vice-roi de Canton, toujours à court d'argent, et par de hauts fonctionnaires chinois. Mais dans cette affaire, elle ne serait qu'un prête-nom, et aussitôt la concession obtenue, elle la céderait à une compagnie anglaise déjà en formation, et dans laquelle le vice-roi aurait de gros intérêts. Il n'y a plus un moment à perdre si on veut faire échouer cette combinaison, qui est peut-être même conclue à l'heure actuelle. Les mines de Hong-Kaï, dont la richesse est certaine, sont le dernier espoir que la France puisse avoir du charbon à elle en Extrême-Orient, et on sait quelle importance aurait cette question en cas d'un conflit armé quelconque. Roque prétend que M. Bourée se laisse berner à Pékin, que sa politique d'abandonner le Tonkin-mines est néfaste, et que l'intervention immédiate du commandant peut seule sauver la situation, s'il n'est déjà trop tard.

Le commandant avait déjà reçu de M. Rheinart une lettre du 2 février dans laquelle celui-ci l'informait avoir connaissance de tractations suspectes de la *China merchant* sans qu'il pût en préciser la nature. Il congédie M. Roque en lui disant de revenir dans la soirée et qu'il lui annoncera alors sa décision. Une demi-heure après, il fait prévenir le commandant de Villers de se tenir prêt à partir en mission.

L'hésitation du commandant n'est pas longue, mais elle est naturelle quand il s'agit d'une mesure qui va engager notre drapeau et précipiter les événements. Il est bien certain qu'il

ne peut trouver ni dans ses instructions, ni dans sa correspondance, ni dans la situation locale à Hong-Kaï, rien qui autorise une prise de possession. Hong-Kaï dépend du gouverneur de Quang Yen, contre lequel nous n'avons aucun grief. Mais allons-nous encore reculer devant les éternels rivaux de toutes nos entreprises coloniales? Les déceptions de la Nouvelle-Zélande et de Périm, les affronts de Tahiti vont-ils se renouveler? Et si nous laissons les Anglais, et peut-être des Allemands aussi, s'installer dans les mines, que faisons-nous au Tonkin, et que pouvons-nous garder de ce prestige qui nous permet de nous maintenir avec une poignée d'hommes au milieu d'une multitude frémissante? Et n'est-ce pas le commandant que l'opinion publique incriminera s'il laisse s'accomplir l'intrusion étrangère?

Aussi il décide qu'il n'a à prendre conseil que de lui-même, et il déclare avec son grand calme habituel qu'il fera ce qu'il estime son devoir sans que d'autres considérations entrent en ligne de compte.

Au retour de Roque, il lui annonce que notre pavillon va être planté à Hong-Kaï sans délai et il passe la nuit à rédiger ses instructions.

9 mars. — Le commandant de Villers et M. Roque partent de grand matin. La question du Tonkin vient de faire un pas décisif.

Dès son arrivée à Haïphong, le commandant de Villers ira avec le *Parseval* arborer notre pavillon à Hong-Kaï et choisir l'emplacement d'un poste de cinquante hommes. L'*Hamelin* suivra emportant des travailleurs pour la construction dès qu'on aura pu les recruter.

11 mars. — La *Fanfare* et la *Hache* rendent compte qu'elles sont mouillées devant des amoncellements de matériaux préparés pour des barrages dont leur présence seule empêche l'exécution. Tout le pays est en armes. On ne peut plus communiquer avec Nam Dinh.

14 mars. — Le commandant expédie un *tram* chiffré à M. Rheinart pour le prévenir que, ne pouvant laisser porter atteinte à ses communications, il va fatalement être amené à attaquer Nam Dinh. Il l'engage à quitter Hué et lui enverra un navire en temps utile.

15 mars. — Il est confirmé que Luu Vinh Phuoc est à

Sontaÿ avec un millier de Drapeaux Noirs et 4 000 soldats du prince Hoang. La panique se répand en ville. Tous les gens aisés s'enfuient.

16 mars. — Il nous est impossible d'éterniser une canonnière devant chaque point où l'on menace de faire un barrage. Le commandant décide qu'il attaquera Nam Dinh si le prochain courrier n'apporte rien qui le retienne.

17 mars. — Le commandant Badens avait été envoyé faire une reconnaissance de Nam Dinh sans descendre à terre. Il rend compte que la place est en parfait état de défense et qu'il y a sous ses murs une armée de 8 à 10 000 hommes.

Lettre de l'amiral Meyer annonçant une nouvelle de haute importance : M. Bourée est désavoué par notre gouvernement et rappelé en France, la Chine menacerait de réoccuper toutes les positions qu'elle a évacuées récemment.

La disgrâce de M. Bourée provient évidemment de ce que l'on n'a pas trouvé sa politique assez française dans les affaires du Tonkin. Son abandon des mines eût en effet compromis l'avenir de notre colonisation.

Mais M. Bourée appréciait clairement ce que les négociateurs du traité de 1874 avaient eu le tort de ne pas voir. C'est que la Chine, qui avait accepté avec indifférence notre conquête de la Cochinchine, contrée éloignée et séparée d'elle par toute l'étendue de l'Annam, ne pouvait se désintéresser de notre occupation du Tonkin, pays limitrophe des deux Quang et qui commande les débouchés du Yunnan.

Convaincu que la Chine irait jusqu'à la guerre, M. Bourée s'était hâté d'intervenir et avait réussi à obtenir ce retrait des troupes impériales, pour lequel Li Hung Chang l'a accusé de l'avoir trompé. Il nous a ainsi sauvés à Hanoï, aux moments critiques de 1882, d'un danger que nous ignorions presque.

Certes nous nous doutions bien que les Chinois de 1882 n'étaient plus les Chinois de paravent de Palikao, nous savions qu'ils avaient des canons Krupp et quelques fusils à tir rapide, mais nous mésestimions complètement la valeur dont ils ont donné la preuve les années suivantes, et nous aurions été légèrement à un conflit. Qu'eussions-nous pu faire cependant à Hanoï avec nos quatre petites compagnies d'infanterie, si nous avions été attaqués réellement par les armées du Yunnan et de

Quang Si, sinon nous faire écraser honorablement, malgré l'appui de nos canonnières, en grande partie paralysées par la baisse des eaux?

On sait que la disgrâce de M. Bourée dura jusqu'en avril 1885, époque à laquelle une commision d'enquête le réhabilita en déclarant qu'il n'avait manqué ni à ses devoirs ni aux règles professionnelles (Cordier, p. 367). Il fut ensuite pourvu de postes importants.

PRISE DE NAM-DINH

19 mars. — Le courrier n'apporte rien. Le commandant expédie le *Parseval* porter à M. Rheinart l'avis que l'attaque de Nam Dinh est imminente. Il sera donc prévenu des hostilités plusieurs jours avant que le Comat ne puisse l'être. Le *Parseval* restera à sa disposition.

22 mars. — Les ordres sont donnés pour le départ demain. Le commandant emmène 520 hommes de troupe sur des jonques remorquées par la *Hache*, le *Yatagan* et trois chaloupes. Le commandant de Villers gardera Hanoï avec trois compagnies et demi et le *Léopard*.

23 mars. — Départ à dix heures. Mouillé pour la nuit dans le canal de Phu Ly. Temps froid et pluvieux.

24 mars. — Le convoi défile à quatorze heures sous la citadelle de Ninh Binh, devant laquelle la *Carabine* a pris position. L'énorme rocher de la forteresse nous domine de haut. Ses canons bien manœuvrés pourraient nous anéantir. La garnison est aux postes de combat. Mais tout reste silencieux. Le gouverneur est un de ces Asiatiques qui ont pour règle de ne pas s'occuper des embarras de leurs collègues quand ils ne les touchent pas directement. Passé la nuit à l'entrée du canal de Nam Dinh où nous trouvons le *Pluvier* et la *Surprise*.

25 mars. — A dix heures, nous mouillons tous devant la face sud de la citadelle, près de la *Fanfare*. Le commandant envoie au Tong Doc un ultimatum le sommant de venir de sa personne à bord du *Pluvier* et de lui rendre sa citadelle avant huit heures demain. A la nuit arrive le refus du Tong Doc.

26 mars. — Quand le délai expire, nous nous trouvons dans une brume si épaisse qu'on ne pourrait tirer utilement un coup de canon. Force est d'attendre.

A quatorze heures le temps commence à s'éclaircir. Le commandant fait avancer la *Fanfare* en face du milieu du rempart sud. Elle ouvre à 700 mètres un feu lent et précis pour démonter les pièces qui nous sont opposées, tandis que le tir des canons-revolver de ses hunes et de celles du *Pluvier* éloigne les défenseurs. Au bout de deux heures, le feu du rempart semble éteint et la *Fanfare* se retire. Elle a reçu deux boulets qui n'ont causé que des dégâts matériels. Les Annamites ont aussi tiré sur l'église de la mission. Le curé indigène, le Père Majestas, a refusé de se mettre à l'abri sur nos bâtiments.

27 mars. — A six heures, les navires commencent sur la citadelle un bombardement dont les effets sont terribles. Il cesse à onze heures, heure fixée pour l'assaut. Les troupes ont été débarquées en pleine ville, et peuvent s'avancer à couvert des maisons jusqu'aux fossés. Ceux-ci, profonds et pleins d'eau, ne permettent pas l'escalade comme à Hanoï. Il faut défoncer successivement à la dynamite la porte de la demi-lune est, puis la porte est. La supériorité de notre mousqueterie écarte les défenseurs qui utilisent mal leurs armes. Le commandant, toujours crânement en avant, enlève les troupes qui s'élancent d'un bel élan. Les Annamites tiennent jusqu'au bout derrière leurs murailles encombrées de cadavres. Le Dé Doc et le Quan An ont été tués. Le Tong Doc n'imite pas celui d'Hanoï. Il se sauve honteusement avec les éléphants de guerre.

L'armée de secours a esquissé à huit heures un mouvement hors de ses lignes vers nos navires. Mais prise en terrain découvert par le feu des canonnières, elle s'est vite débandée.

De notre côté nous avons quatre blessés graves; dont le colonel Carreau, qui a eu le pied broyé par un boulet. On l'ampute de suite et il fut le seul à payer de sa vie notre succès après de longues souffrances.

La citadelle de Nam Dinh, plus petite et moins soignée que celle d'Hanoï, reste en bon état de défense. Elle était armée de 98 canons, dont 4 ou 5 de nos canons rayés de 30 cédés par le traité de 1874. Ses dimensions restreintes (600 mètres de côté, au lieu de 1 000 à Hanoï) nous permettent de l'occuper et de protéger la ville par elle. Le commandant Badens y est installé comme commandant supérieur.

31 mars. — Dès le lendemain quelques maisons se rouvrent

et les jours suivants bon nombre d'habitants reviennent. Le commandant Badens se montre organisateur. Il a vite trouvé, avec l'aide du Père Majestas, un préfet et un sous-préfet. Tout est en bonne voie, et le commandant comptait séjourner encore une semaine quand, le 31 au soir, les nouvelles reçues d'Hanoï le rappellent dans cette ville, et il part sur le *Pluvier* laissant au commandant Badens 440 hommes et 2 canonnières.

A Hanoï, la Pagode royale a subi une attaque peu sérieuse dans la nuit du 26 au 27. Le 27, de nombreuses troupes venant de Bac Ninh se sont installées sur la rive gauche en face de la ville dans les villages de Gia Couc et Gia Tuy qu'elles fortifiaient. Le 28 le commandant de Villers faisait bombarder les deux villages par le *Léopard*. Puis, franchissant le fleuve avec 250 hommes, il les enlevait en prenant deux canons. Nous avions 4 blessés.

2 avril. — Le commandant est de retour à Hanoï où aucune alerte ne s'est produite. Le Tong Doc proteste qu'il désapprouve la conduite de ses collègues de Sontaÿ et de Bac Ninh et fait tous ses efforts pour maintenir l'ordre.

9 avril. — L'amiral Meyer a reçu l'ordre de se rendre au Tonkin avec tous ses navires, mais le commandant Rivière conserve la direction et la responsabilité des événements sous la haute autorité du gouverneur de Cochinchine.

Le cabinet Ferry est maintenant au pouvoir en France avec M. Challemel Lacour comme ministre des Affaires étrangères et M. Charles Brun comme ministre de la Marine. Celui-ci avait déjà écrit le 16 mars à M. Thomson que l'occupation du Tonkin était décidée en principe, mais le gouvernement absorbé par la politique intérieure semble n'avoir pas fait attention à ce que l'arrivée inopinée du bataillon Badens devait forcément faire croire aux mandarins que cette occupation commençait.

Le 5 mars, Challemel avait télégraphié à M. Bourée qu'il mettait fin à sa mission parce que l'arrangement dont il avait pris l'initiative accordait des concessions auxquelles le gouvernement ne voulait pas souscrire (Cordier, p. 370 et suivantes). M. Bourée répondait que ce refus nous rejetait dans l'inconnu le plus inquiétant, et que Li Hung Chang ne reprendrait de pourparlers qu'avec des exigences bien plus grandes. Et en effet, bien des années après, Li affirmait encore qu'à cette

époque il avait risqué sa tête en faisant retirer les troupes chinoises et accordant trop de concessions aux Français.

Challemel ne changeant pas sa ligne de conduite, Bourée poussait le 16 avril un véritable cri d'alarme : « Si vous persistez, préparez-vous à la lutte. »

LES ALERTES SE MULTIPLIENT

12 avril. — Le quartier chinois attaqué cette nuit a repoussé les assaillants qui laissent quatre tués. On nous amène dix prisonniers que l'on fusille et le Tong Doc fait couper la tête à sept autres.

14 avril. — M. Thomson, qui au premier moment avait paru étonné, approuve l'occupation de Nam Dinh et de Hong-Kaï, et ouvre un crédit pour Hong-Kaï. Paris télégraphie de conserver le *statu quo* en gardant Nam-Dinh jusqu'à ce que des crédits aient été votés par le Parlement.

Nous apprenons avec joie que le départ de Hué de M. Rheinart s'est effectué dans les meilleures conditions. Il a quitté la légation avec son personnel sur des jonques battant pavillon français, gardant jusqu'au bout son attitude d'indomptable fermeté. Traversant la lagune, il s'est embarqué à Choumay sur le *Parseval* qui l'a porté à Saïgon.

27 avril. — L'amiral Meyer dont tous les navires sont à Along ou à Haïphong vient à Hanoï et y reste deux jours. Le commandant lui montre tout et le mène en voiture jusqu'à la pagode Balny, sous la protection de nos compagnies de débarquement.

La chaleur arrive brusquement. Le commandant en est de suite fatigué, et il est douteux qu'il eût pu supporter encore toute une saison chaude. Mais la tournure des événements l'empêche de songer à se faire rappeler. Son état d'âme a été exactement décrit par lui-même dans les lettres qu'il adressait alors à Mme Arman de Caillavet, et que la *Revue* a publiées en février 1926. J'en extrais les phrases suivantes :

« J'ai fait ce que je devais. Je compte ce calme de conscience comme un élément de bonheur. »

« Je fais de la marine, de la politique, de la guerre. Cela ne dérange pas, distrait un peu. »

« C'est si facile les choses sérieuses ! L'imagination et la paresse, voilà ce qui remplit les longs jours qui sont très courts.

« J'ai une philosophie tranquille qui s'attend à tout et s'y résigne. »

« Comme ce gouvernement qui ne se décidait à rien avait eu l'imprudence de m'envoyer 500 hommes, je me suis mis à faire ce qu'il ne se décidait pas à me faire faire. »

Mais on le jugerait mal en prenant trop au sérieux toutes les boutades qu'il adressait à ses correspondantes de ces salons de Paris qu'il aimait tant : ces salons dans lesquels sa pensée errait complaisamment pendant les heures de farniente qui lui étaient chères, et auxquels il ne confiait pas l'anxiété des longues heures d'hésitation par lesquelles il a passé à plusieurs reprises.

Il ne fallait pas non plus prendre au pied de la lettre les paradoxes par lesquels cet esprit si original s'amusait parfois là-bas à démonter des interlocuteurs éblouis ou intimidés, qui ne trouvaient pas la riposte et se méprenaient sur ses intentions et ses sentiments réels.

6 mai. — Aucun paysan ne vient plus en ville. Il n'y a plus rien au marché.

En l'absence d'Aumoitte, son correspondant ordinaire, je reçois du phu (préfet) de Phu-Hoaï, l'avis que 3 000 Drapeaux Noirs sont à 5 kilomètres de lui et ont envoyé dans son village une reconnaissance qui y a tout inspecté puis s'est retirée.

Ce phu est un personnage assez décrié parmi ses compatriotes, que Kergaradec a payé pour avoir des renseignements. Il nous en a en effet fourni parfois d'utiles. Mais il est avéré maintenant qu'il espionnait pour les deux côtés, et ses chefs n'auraient assurément pas toléré ses relations presque amicales avec nous, s'ils n'avaient pas cru en retirer profit.

8 mai. — Le commandant envoie le *Léopard* et la *Carabine* remonter le fleuve pour faire une diversion. Pendant qu'ils sont devant Giay à tâtonner pour trouver un passage, ils sont subitement criblés de balles par un ennemi invisible caché derrière les hautes digues. La riposte ne peut avoir d'efficacité, les canonnières se retirent sans mal, mais en perdant la face.

A 23 heures, la soirée finissait comme à l'ordinaire dans le salon du consulat, quand un coup de canon part de la rive gauche du fleuve et un boulet s'enfonce dans la berge de notre

front de bandière. En un instant tout le monde est aux postes de combat.

Une vingtaine de coups sont tirés par l'ennemi jusqu'à minuit et demi. Cinq ou six boulets pleins tombent dans nos jardins sans faire de mal. Le *Pluvier* a riposté immédiatement et à chaque fois, avec ses canons-revolvers.

9 mai. — Une reconnaissance envoyée sur la rive gauche, trouve tous les villages voisins abandonnés. Les deux emplacements, d'où l'on a tiré sur nous, sont bien apparents. Les canons ont été apportés à dos d'éléphant et enlevés de même avant le jour. L'épaisseur des hautes digues leur a procuré un abri excellent. La riposte du *Pluvier* a du être inoffensive.

Nous avons besoin d'une aide immédiate. Il n'y en a pas d'autre à portée que les compagnies de débarquement de la division de Chine. Le commandant se décide à écrire à l'amiral Meyer de les lui envoyer.

10 mai. — Toute la journée, on tire des coups de fusil de la rive gauche sur la ville, et les troupes de Sontaÿ font une démonstration inoffensive contre la citadelle.

A 19 heures, le Tong Doc nous envoie une proclamation de Luu Vinh Phuoc, que l'on a trouvée affichée à la porte sud-est de la citadelle.

Dans cette proclamation, Luu commence par nous couvrir copieusement de ces injures imagées, dont le vocabulaire chinois est si riche. Puis il déclare qu'il a l'ordre de nous faire la guerre, qu'il nous donne rendez-vous à Phu-Hoaï, et que pour nos soldats, le seul moyen de ne pas être massacrés est de lui envoyer les têtes coupées de leurs officiers et de rentrer en Europe.

11 mai. — A une heure et demie, nouveau bombardement dans les mêmes conditions que l'avant-veille. La tactique de l'ennemi semble de nous harasser par de fréquentes alertes que la température rend fatigantes.

13 mai. — Dans la nuit, la mission a été attaquée par deux ou trois cents Chinois. Les chrétiens abrités derrière de bonnes barricades les ont repoussés et ont ramassé deux cadavres. Comme l'attaque se renouvellera sans doute, le commandant envoie à la mission un petit canon annamite et les officiers prêtent leurs fusils de chasse. La *Fanfare* enverra chaque soir un petit poste de 5 hommes.

14 mai. — Les deux dernières nuits, répétition du bombardement. Il ne cause que des dégâts matériels, mais c'est une chance, car chaque fois 4 ou 5 boulets tombent dans la concession et les navires ont été touchés deux fois. On ne trouve rien en fouillant les villages voisins de la digue qui sont sous le feu des canonnières. Il faudra aller plus loin avec des forces plus importantes.

A dix-sept heures, arrivée des compagnies de débarquement de la *Victorieuse*, lieutenant de vaisseau Le Pelletier des Ravinières, du *Villars*, lieutenant de vaisseau Sentis, de l'*Hamelin*, enseigne de Driésen : au total, 248 hommes et 3 canons de 65, sous le commandement du lieutenant de vaisseau Pissère.

16 mai. — Dans la nuit, la mission a été attaquée sérieusement par un fort parti de Pavillons Noirs qui a tourné les barricades en perçant les haies de bambous des jardins. Les chrétiens se sont réfugiés dans les deux maisons en briques qui ont été fortifiées. Le combat est vif devant ces maisons jusqu'à ce que les Chinois, désespérant de les forcer, se retirent en emportant leurs morts, sauf deux restés devant le petit canon. Les chrétiens ont trois tués, sept ou huit blessés sont soignés par la mère de Beire réfugiée là depuis une semaine. L'église incendiée est complètement détruite ainsi que toutes les habitations en paillote.

L'opération projetée sur la rive gauche commence à quatre heures. Deux compagnies d'infanterie et les compagnies de la *Victorieuse* et du *Villars* traversent le fleuve à la Douane, sous les ordres du commandant de Villers. Elles trouvent devant elles toute l'armée de Bac Ninh avec ses innombrables drapeaux. Mais elle résiste à peine, ne se laissant pas approcher. On la pousse vigoureusement pendant six kilomètres jusqu'au canal des Rapides où il faut bien s'arrêter. On lui a tué beaucoup de monde et pris quatre canons. De notre côté pas un seul blessé. Les troupes rentrent à midi et on voit l'ennemi réoccuper les villages à mesure que nous nous retirons. Le seul résultat réel obtenu est que le tir nocturne de la rive gauche ne reprendra pas avant une semaine.

Ce si facile succès contre une armée vingt fois supérieure en nombre nous pousse malheureusement à croire que notre prestige et la supériorité de notre armement auront toujours facilement raison de tous les ennemis que l'on nous oppose actuellement.

18 mai. — Le commandant décide de ne plus différer une opération devenue nécessaire sur la rive droite pour nous donner de l'air et enrayer les pillages de nos environs immédiats. Et n'est-il pas indispensable de relever l'insolent défi de Luu Vinh Phuoc? Le retard que nous y mettons ne nous fait-il pas déjà perdre la face aux yeux de cette innombrable population indifférente ou hostile, au milieu de laquelle nous sommes isolés? Le commandant, comme la plupart des officiers, croit à une rodomontade à la chinoise de Luu, et se demande si on le trouvera au rendez-vous de Phu-Hoaï. Sauf à la récente attaque de la mission le 15, on n'a jamais revu de près les Pavillons Noirs depuis la fatale journée de décembre 1873 où ils ont tué Garnier et Balny, accompagnés chacun d'une dizaine d'hommes seulement. On pense bien que ce sont des bandits braves et déterminés, mais on sait qu'ils ne peuvent avoir en fait d'artillerie que les mauvais canons lisses prêtés par le prince Hoang, et on croit à tort qu'ils ont peu de fusils à tir rapide sans beaucoup de munitions.

On ira donc demain matin à Phu-Hoaï avec deux compagnies d'infanterie de marine, les compagnies de la *Victorieuse* et du *Villars* et leur artillerie, et les services accessoires; au total un peu plus de 400 hommes. Le commandant accompagnera la colonne dans sa voiture. Les ordres sont donnés dans l'après-midi.

Le soir, réunion au consulat devant la roulette comme à l'ordinaire. Tout le monde est gai, et l'on entend affirmer que l'affaire de demain sera une répétition de celle d'avant-hier. Seul le commandant de Villers semble soucieux et ne fait qu'une courte apparition. On se sépare d'ailleurs de bonne heure, le réveil étant à trois heures.

LE COMBAT

19 mai. — Le récit du combat de Cau-Giaï a été fait assez souvent pour qu'il soit inutile d'en répéter les détails. Dès le premier contact au Pont de Papier, brillamment enlevé par l'avant-garde, nous avions déjà sept blessés graves, et le commandant de Villers était mortellement atteint peu après. Rivière prenait alors personnellement la direction du combat. Il crut, qu'une fois la première résistance brisée, il suffirait de

pousser audacieusement en avant pour voir se renouveler l'effet de notre prestige, et notre petite colonne, luttant en avant et sur la gauche, s'allongeait sur la route, ne se préoccupant plus du gros village de Thien Tong sur notre droite, qui, visité par la compagnie Jacquin, avait été trouvé vide. C'est de ce village que trois quarts d'heure plus tard partait un mouvement tournant que nulle troupe européenne exercée n'eût pu mieux exécuter. Une première vague de tirailleurs armés de fusil à tir rapide s'avança lestement à travers la rizière desséchée, bien alignée, l'arme à la hanche, sans tirer, jusqu'à cent mètres, où alors, au commandement, elle se coucha et nous accabla d'un feu violent qui jeta vite la confusion parmi nous.

Rivière, au premier rang comme à Hanoï et à Nam Dinh, essayait en vain d'arrêter le désordre. Tombant blessé d'une balle qui lui fracassait l'épaule, il recommandait de ne plus s'occuper de lui, et ce Parisien raffiné qui trouvait la vie si belle et si bonne disparaissait en héros.

Heureusement la digue qui longe la rivière de Papier, en dominant le pont et le marché de Cau-Giay, constituait une excellente position de défense. Un échelon de retraite, que je m'efforçais d'y établir, fut enfin formé par une partie de la compagnie de la *Victorieuse*, le seul des éléments engagés qui fût resté dans la main de son chef, l'énergique Le Pelletier des Ravinières, et y arrêta net les Pavillons Noirs.

Le plus ancien des officiers, le lieutenant de vaisseau Pissère, prit avec sang-froid le commandement de la retraite. Ralentie par les blessés qu'il fallait porter à bras, elle ne fut pas sérieusement inquiétée pendant les 6 kilomètres qui restaient à parcourir jusqu'à la concession. Nous ramenions dans la voiture le commandant de Villers qui mourait le soir. Nous laissions à l'ennemi, outre le commandant Rivière, les corps du capitaine Jacquin, tué en le couvrant héroïquement de sa personne, du lieutenant de Brisis, de l'aspirant Moulun et de 25 marins ou soldats. Nous ramenions 3 tués et 52 blessés, dont 6 officiers : le lieutenant de vaisseau Sentis, le commissaire de division Ducorps, les enseignes Clerc, officier d'ordonnance, et Le Bris (1), le lieutenant Marchand, l'ingénieur Garnier. Le lieutenant de vaisseau Duboc était contusionné.

(1) Actuellement vice-amiral, membre du Conseil de l'ordre de la Légion d'honneur.

Qu'aurait pu être ce combat s'il n'avait été témérairement poursuivi au delà du marché de Cau Giaï, et si nous nous étions bornés, sans le dépasser, à canonner de loin les villages qui forment autant de petites forteresses derrière leurs haies de bambous impénétrables?

Probablement une de ces affaires indécises comme l'ont été en août et septembre les deux combats du général Bouët. Comme dans ceux-là, nous aurions dû nous retirer les premiers; ce qui constituait en somme un échec nous faisant perdre la face et nous rendant impuissants à protéger la ville d'Hanoï.

A neuf heures et demie l'arrière-garde rentrait à la concession, précédée des Européens de la ville et des catéchistes de la mission qui s'y réfugiaient en hâte en abandonnant tout.

Les officiers auxquels leur ancienneté attribua brusquement des commandements se montrèrent à la hauteur des circonstances. Le commandement des troupes passait au capitaine Puech, un solide vieux soldat arrivé depuis une semaine seulement à Hanoï. Plus inattendue encore était la situation du lieutenant de vaisseau Capetter, arrivé de l'avant-veille sur la *Trombe*, et que son ancienneté faisait commandant supérieur sans qu'il connût rien du pays et des événements antérieurs. Il ne chercha pas à se dérober et fit preuve d'un grand bon sens.

Le désarroi du premier moment fut d'autant plus sensible que l'échec avait été plus grave et plus imprévu. Au Conseil de guerre tenu à quatorze heures, l'évacuation de la Pagode royale, qui allait être investie et isolée, fut proposée et ne fut écartée qu'à une voix de majorité. La discussion avait été chaude, et nous sentions bien que, si les partisans de cette première évacuation l'emportaient, ils étaient prêts à poser la question de l'abandon d'Hanoï même et du repli sur la mer.

Les jours suivants, tandis que la ville, incendiée et pillée sous nos yeux, était complètement détruite, les attaques décousues et maladroites de nos ennemis contre la Pagode et la concession étaient repoussées sans trop de difficultés, mais non sans grandes fatigues. Le 25 mai, le commandant du *Parseval*, le capitaine de frégate Morel Beaulieu, arrivait d'Haïphong prendre le commandement supérieur à Hanoï. Dès le début de juin les renforts envoyés en hâte par la Cochinchine commençaient à débarquer, et le 7 juin le général Bouët prenait à Haïphong le commandement de l'expédition.

SUR LA MORT D'UN HÉROS

Une controverse sur la façon dont le commandant Rivière est mort s'est poursuivie longtemps après ces événements. Elle a été résumée en mai 1897 chez Mme Adam, dans une de ces causeries-conférences que l'éminente directrice de la *Nouvelle Revue* savait parer d'un si vif intérêt. Mon éloignement ne me permit pas d'en avoir connaissance à cette époque. Deux de mes camarades, les lieutenants de vaisseau Duboc et Sentis, tous deux acteurs du combat du 19 mai, venaient affirmer que le commandant était mort sur place. C'était bien sur le moment la conviction de nous tous, qui avions vu les Chinois arriver tout près avec leurs grands coutelas, et qui savions à quel prix étaient tarifées les têtes françaises apportées au chef des Drapeaux Noirs: 100 taëls par tête de soldat, 20 taëls en plus par chaque galon d'officier. Comment douter qu'il n'y eût eu concurrence pour enlever la tête la plus haut cotée? Le rapport officiel du combat s'était prudemment borné à dire que le commandant avait disparu et n'avait pas repassé le Pont de Papier. Mais tous nous étions convaincus qu'il avait été tué immédiatement, et c'est ce que j'écrivis moi-même à Mme Rivière. Cependant personne n'avait constaté sa mort, et le dernier qui soit resté près de lui, le capitaine Puech, affirmait que les Chinois avaient dû le trouver vivant.

A cette version, un ancien résident au Tonkin, M. de Pouvourville, opposait les récits indigènes, connus de tous les Européens du pays (1), récits qu'il avait recueillis lui-même, à Sontaÿ, de la bouche d'anciens combattants, et sur place à Phu-Hoaï du préfet, notre vieille connaissance de 1883.

D'après ces récits le commandant, que Luu Vinh Phuoc avait recommandé de prendre vivant, avait été porté avec des bambous, tout pantelant et sans doute inconscient, à deux kilomètres, dans la pagode où se tenait Luu. Là il aurait repris connaissance et prononcé quelques paroles que personne ne comprit. Luu, exaspéré par la mort de Ba Duong, son premier lieutenant et fils adoptif, dont on lui rapportait le cadavre au même moment, aurait immédiatement ordonné la mise à mort

(1) M. de Pouvourville a reproduit en détail ces récits dans son curieux livre, *l'Annam sanglant*; Paris, Chamuel, 1898.

du commandant à qui l'on trancha la tête dans une rizière voisine, et l'un des interlocuteurs de M. de Pouvourville fut même le petit mandarin militaire qui présida à l'exécution.

La confrontation de ces deux versions chez Mme Adam n'amena aucune conclusion.

Cependant un soupçon m'était venu dès le 17 septembre 1883. Ce jour-là le grand évêque, Mgr Puginier, me fit appeler. Sur notre demande il faisait rechercher par des chrétiens, pauvres diables qui seuls pouvaient aller à l'extérieur avec de grands risques, ce qu'étaient devenus les restes de nos compagnons d'armes. Il venait d'apprendre que leurs têtes coupées, après avoir été exposées à Sontaÿ, avaient été portées et enterrées à Ké Maï, dans les lignes des Pavillons Noirs, là où l'attaque du général Bouet contre eux échoua le 15 août. Il en prévenait les autorités militaires pour qu'on allât les chercher dans ces lignes évacuées depuis un mois.

Les émissaires disaient aussi que le commandant avait été pris vivant et peut-être torturé. Monseigneur n'ayant pas les moyens de contrôler cette dernière information, qui paraissait douteuse, nous convînmes de n'en pas parler.

La colonne envoyée trouva en effet ces tristes débris à l'endroit indiqué. Vingt-huit têtes européennes et une indigène, dans les paniers de bambou qui avaient servi à les exposer, avaient été jetées pêle-mêle dans une rizière inondée et étaient méconnaissables. La tête du commandant Rivière, au contraire, fut reconnue très facilement. Elle avait été placée seule, avec ses mains coupées, dans une boîte de laque enterrée à quelques centimètres seulement au milieu de la grande route, pour que chaque passant marchât au-dessus en signe de mépris et d'insulte.

Le corps du commandant, quoiqu'il fût plus près de nous, ne fut retrouvé que le 8 octobre, encore sur les indications de Monseigneur, à peine recouvert d'un peu de terre, dans la rizière où il avait péri. Les autres corps n'ont pas été retrouvés.

Les récits indigènes cadrent bien avec ces funèbres découvertes. En fait, ils ne présentent aucune contradiction réelle avec les souvenirs de ceux des nôtres qui sont restés les derniers près du commandant. Ceux-ci l'ont vu épuisé et atteint d'une blessure grave, mais non mortelle; personne n'a pu affirmer l'avoir vu mort.

Il n'y a pas de raisons sérieuses de mettre en doute les affir-

mations répétées et concordantes d'indigènes qui n'avaient aucun intérêt à les faire, et on doit accepter maintenant comme vérité historique que le commandant Rivière est tombé vivant encore entre les mains des Pavillons Noirs et a été décapité dans la rizière de Phu Hoaï.

D'aucuns ont reproché au commandant d'être un ambitieux. Lui-même m'a dit plusieurs fois qu'il était heureux d'avoir deux carrières; qu'il visait à être académicien et amiral, et que le premier des deux qu'il obtiendrait lui ferait avoir l'autre facilement.

Académicien! Quelques jours avant sa mort il me montrait une lettre de Dumas fils lui affirmant qu'il était temps de se présenter, et lui répétant qu'il pouvait compter sur son plus chaud patronage.

Amiral! Les péripéties de la campagne extraordinaire qu'il faisait le mettaient bien en vue pour y arriver.

Mais cet officier, qui avait écrit *l'Histoire de la Marine française sous Louis XV* et *la Marine française pendant l'expédition du Mexique*, avait aussi au plus haut degré, malgré ses apparences de scepticisme, la culte et l'ambition de la grandeur de la France. Sa fin tragique secoua tout le pays et le détermina à faire l'effort nécessaire pour empêcher une si belle contrée de tomber aux mains de nos rivaux. Et la noble ambition du commandant Rivière de donner à la France et à la civilisation ce joyau de nos colonies fut alors réalisée.

Vice-Amiral de Marolles.

VICTOR HUGO
CHEZ LOUIS-PHILIPPE

Au temps de Louis-Philippe, Victor Hugo a beaucoup fréquenté les Tuileries, ou, comme on disait alors, le « Château ».

Les Tuileries, ce n'est plus pour nous qu'un nom. A peine en demeure-t-il à ceux qui ont largement dépassé la soixantaine une vision de lamentables ruines, rougies par la flamme et noircies par la fumée. Seuls, les pavillons de Flore et de Marsan avaient en partie échappé aux incendies de la Commune. A vrai dire, l'édifice en lui-même n'était pas d'une beauté comparable à celle du vieux Louvre ou de Versailles : un corps central surmonté d'un dôme assez lourd à pans coupés, et relié par deux façades symétriques aux pavillons qui subsistent. Mais que de souvenirs glorieux ou tragiques s'y rattachaient, et comme ils devaient parler à l'imagination d'un Hugo ! Là, Louis XVI et Marie-Antoinette avaient vécu leurs derniers jours de royauté ; là, le peuple en furie avait pénétré le 20 juin et le 10 août ; là, un peu plus tard, avait siégé la Convention ; là, s'était joué le drame du 9 Thermidor ; là, enfin, après le 18 Brumaire, le Premier Consul avait établi sa résidence. En s'y installant, il avait dit à son ancien camarade de l'école d'artillerie, devenu son secrétaire intime : « Eh bien ! Bourrienne, nous voilà donc aux Tuileries ! Il s'agit maintenant d'y rester. » Il y était resté quinze ans, ne s'en éloignant que pour aller remporter quelque nouvelle victoire, y revenant présider le conseil de ses ministres et donner des fêtes où il se montrait en culotte courte et bas de soie. Et il y était revenu une fois

encore en 1815, dans cette soirée du 20 mars où soudain acclamé, entouré par des centaines d'officiers en demi-solde, hissé sur leurs épaules, il fut ainsi porté jusqu'au salon des Maréchaux, au premier étage, flottant en quelque sorte au-dessus d'eux, les mains à l'abandon sur leurs épaules, pâle, les yeux mi-clos, comme en un dernier songe de gloire, — songe dont il allait se réveiller le 18 juin, à la tombée de la nuit, au milieu d'une armée en déroute, sur le champ de bataille de Waterloo.

Louis-Philippe n'a pas pris possession des Tuileries dès le lendemain de la révolution de Juillet. Il lui en coûtait de quitter le Palais Royal qui était depuis plus d'un siècle la propriété des d'Orléans. Mais il n'y était pas en sûreté ; en cas d'émeute, et il y en eut plus d'une sous son règne, le Palais Royal eût été difficile à défendre. Il se fixa aux Tuileries en octobre 1831.

Ses appartements et ceux de la reine Marie-Amélie étaient au rez-de-chaussée à gauche, face au jardin. La Reine et lui faisaient, comme on dit, chambre commune, et volontiers, il laissait visiter cette chambre, contempler le lit conjugal, pour bien rappeler à tous que le temps des favorites était passé. Au premier, dans le corps central, le salon des Maréchaux conservait son ancienne appellation, et de là jusqu'au pavillon de Flore s'étendaient de longues suites de salons: sur le jardin, une galerie, le salon de famille ou salon bleu, naguère chambre à coucher de Napoléon, le cabinet du Roi, le salon des Ministres, une antichambre : sur la cour du Carrousel, le salon de réception, le salon d'Apollon, la salle du Trône, le salon du Roi, la galerie de Diane.

Ce beau décor historique qui allait lui devenir si familier, Victor Hugo n'y a pas pénétré sans s'être fait un peu prier. Élevé dans le culte des Bourbons, tout enivré ensuite de gloire napoléonienne, il avait eu d'abord à l'égard du nouveau souverain une attitude très réservée et même presque hostile. L'ode *A la Colonne* et l'ode *A l'Arc de Triomphe* disaient bien haut à qui il gardait sa foi. Mais en 1837, des avances lui vinrent à l'improviste, sinon du roi, du moins de son fils aîné, le duc d'Orléans. Celui-ci, qui donnait un grand bal à l'occasion de son mariage avec Hélène de Mecklembourg, ne se contenta pas de l'y inviter; il tint à le présenter à sa femme, et peu de

jours après le fit nommer officier de la Légion d'honneur. Le prince était accueillant et très populaire à cause de ses idées libérales, la princesse était belle, d'esprit cultivé, elle connaissait et aimait les œuvres du poète; dès leur première rencontre, elle lui avait récité quelques-uns de ses vers : comment résister à tant de séductions? Ses relations avec eux devinrent de jour en jour plus étroites et plus confiantes. Il était de ceux qu'ils recevaient le soir en petit comité au pavillon de Marsan, et après le funeste accident de 1842 où le duc d'Orléans trouva la mort, il fut aussi de ceux qui s'associèrent le plus sincèrement au deuil de sa veuve; un jour devait venir où il lui donnerait la mesure de son dévouement. C'est probablement par elle qu'il fut introduit dans l'intimité du roi. Déjà, d'ailleurs, des ambitions politiques commençaient à s'éveiller en lui, la pairie le tentait, et le discours qu'il venait de prononcer, le jour de sa réception à l'Académie française, était un acte d'adhésion au gouvernement de Louis-Philippe. Il n'y a donc pas à s'étonner de le voir aux années suivantes fréquemment reçu aux Tuileries; à partir de 1844, il y vient même sans être convié, il y a ses libres entrées.

Et la chance est que, grâce au recueil de ses *Chose vues*, nous y entrons avec lui ; grâce aux notes presque quotidiennes qu'il inscrivait sur son carnet, grâce à son art de peindre, tout un passé lointain ressuscite. Le « Château » qui n'est plus réapparaît et se repeuple.

***

Ce qui, bien entendu, l'y frappe dès le premier regard, c'est la simplicité du roi citoyen et de son entourage. Il a peine à se croire à la cour. Dans sa mise, Louis-Philippe n'a rien qui le distingue d'un riche rentier de son époque : « Chez lui, le soir, il ne porte habituellement aucune décoration. Il a une cravate blanche, des bas de soie et des souliers vernis. Il porte un toupet gris, peu dissimulé, et coiffé à la mode de la Restauration. Point de gants. Il est gai, bon, affable et causeur. »

Simplicité qui va facilement jusqu'au sans-gêne :

« Il faisait venir ses ministres à toute heure du jour et de la nuit, dans quelque négligé qu'il se trouvât. « Quand on a l'honneur de servir le Roi, disait M. Dumont, on le voit dans tous les négligés possibles. » Un matin, le Roi manda M. Dumont.

Le ministre entra dans la chambre à coucher. Le Roi était en chemise. M. Dumont fut quelque peu interdit et embarrassé du costume. Sa Majesté causa affaires naturellement, simplement, longuement, sans mettre ses culottes, c'était l'été. M. Dumont put remarquer que le Roi avait la peau blanche comme une femme. Tout à coup, le Roi se jette sur une vieille redingote qu'il avait là, et l'endosse en disant : « A propos, j'ai fait demander Mme Adélaïde, elle va venir, il faut que je sois décent. Mme Adélaïde vint, et causa avec le Roi sans paraître scandalisée, ni surprise. Toute la décence se borna à une redingote. »

N'est-ce pas le comte de Montalivet qui rapporte dans ses *Mémoires* qu'entrant un jour chez Louis-Philippe, — on y entrait apparemment sans être annoncé, ni frapper à la porte, — il surprit la Reine occupée à lui donner un bain de pieds?

Chaque soir, après le dîner qui a lieu à six heures, on se rassemble dans le salon de famille ou salon bleu. Les brus du Roi sont assises autour de la petite table à ouvrage de Marie-Amélie. Celle-ci, grande, mince, très pâle, le visage encadré de longues boucles blanches, travaille à l'aiguille, de même que Mme Adélaïde, sœur du Roi, tout en disant de temps à autre un mot aux visiteurs. Hugo, comme tous les hommes qui sont admis là, se tient debout; c'est à quoi se réduit l'étiquette. Encore arrive-t-il que le Roi le prenne à part et le fasse asseoir à ses côtés, sur un canapé, pour s'entretenir familièrement avec lui. Le Roi aime à conter des anecdotes; il n'en manque pas, ayant vu la Révolution et l'émigration, ayant vécu dans bien des pays et dans les milieux les plus divers. Il conte un dîner de 1791 ou 92, près de Poissy, où il a conversé avec Pétion et Robespierre; ou bien, il se reporte au temps de sa jeunesse où il habitait Londres.

« Le Roi me dit : — Êtes-vous allé en Angleterre? — Non, Sire. — Eh bien, quand vous irez, — car vous irez, — vous verrez, c'est étrange, ce n'est plus rien qui ressemble à la France; c'est l'ordre, l'arrangement, la symétrie, la propreté, l'ennui, des arbres taillés, des chaumières jolies, des pelouses tondues, dans les rues un profond silence. Les passants sérieux et muets comme des spectres. Dès que vous parlez dans la rue, — Français que vous êtes, vivant que vous êtes, — vous voyez ces spectres se retourner et murmurer avec un mélange inexpri-

mable de gravité et de dédain : « *French people!* » Quand j'étais à Londres, je me promenais donnant le bras à ma femme et à ma sœur, nous causions, parlant pas très haut, vous savez, — nous sommes des gens comme il faut, — tous les passants se retournaient, bourgeois et hommes du peuple, et nous les entendions grommeler derrière nous : « *French people! French people!* »

Il remonte quelquefois plus loin dans le passé, jusqu'aux jours où il n'était qu'un adolescent sous la tutelle de Mme de Genlis :

« Le Roi me dit un jour : — « Je n'ai jamais été amoureux qu'une fois dans ma vie. — Et de qui, Sire? — De Mme de Genlis. — Bah! mais elle était votre précepteur. » Le Roi se mit à rire et reprit : — « Comme vous dites. Et un rude précepteur, je vous jure. Elle nous avait élevés avec férocité, ma sœur et moi. Levés à six heures du matin, hiver comme été, nourris de lait, de viandes rôties et de pain; jamais une friandise, jamais une sucrerie; force travail, pas de plaisirs. C'est elle qui m'a habitué à coucher sur des planches. Elle m'a fait apprendre une foule de choses manuelles; je sais, grâce à elle, un peu faire tous les métiers, y compris le métier de frater. Je saigne mon homme comme Figaro. Je suis menuisier, palefrenier, maçon, forgeron. Elle était systématique et sévère. Tout petit, j'en avais peur; j'étais un garçon faible, paresseux et poltron; j'avais peur des souris. Elle fit de moi un homme assez hardi et qui a du cœur. En grandissant, je m'aperçus qu'elle était fort jolie. Je ne savais pas ce que j'avais près d'elle. J'étais amoureux, mais je ne m'en doutais pas. Elle, qui s'y connaissait, comprit et devina tout de suite. Elle me traita fort mal... Elle me disait à chaque instant : « Mais, monsieur de Chartres, grand dadais que vous êtes, qu'avez-vous donc à vous fourrer toujours dans mes jupons? » — Elle avait trente-six ans, j'en avais dix-sept. »

Le Roi ne se borne pas, dans ses tête-à-tête avec Hugo, à lui narrer des historiettes; il lui parle à cœur ouvert, il lui confie ses plus graves soucis, l'entretenant des tracas que lui causent ses ministres, Molé, Thiers, Guizot, ou des mauvaises querelles qu'à tout propos l'Angleterre cherche à la France, et notamment à propos de Tahiti. L'entretien, durât-il plus d'une heure, n'est presque jamais qu'un monologue : à peine Hugo peut-il placer un mot de temps à autre; il écoute attentivement, res-

pectueusement. Il écoute si bien qu'en 1845 il va être nommé pair de France.

***

Autour du Roi, les *Choses vues* nous peignent non seulement sa femme et sa sœur, mais ses enfants et petits-enfants. Famille très unie et certainement très aimable. Le vaste tableau d'Horace Vernet qui, à Versailles, représente Louis-Philippe à cheval au milieu de ses fils, ne prouve pas que Vernet soit un grand peintre ni que Louis-Philippe fût très majestueux; mais les physionomies des cinq jeunes gens qui l'accompagnent se gravent à jamais dans le souvenir, tant elles plaisent. Le duc d'Orléans n'étant plus à l'époque où nous reportent les récits de Hugo, restent Nemours, Joinville, Aumale et Montpensier; tous quatre mariés, « tous charmants, écrit Hugo, vifs, gais, gracieux, spirituels, sincères, pleins de cette aisance qui se communique ». Et leurs très jeunes femmes, — en 1847, la duchesse de Montpensier n'avait que quinze ans, — ne lui semblent pas moins charmantes. Il note le « doux accent méridional » de la princesse de Joinville, née Francesca de Bragance et sœur de l'empereur du Brésil, et le langage plus méridional encore de la duchesse d'Aumale, fille des Bourbons de Naples :

« M^me^ la duchesse d'Aumale parlait malaisément le français ; mais dès qu'elle se mettait à parler italien, l'italien de Naples, elle tressaillait comme le poisson qui retombe dans l'eau, et se mettait à gesticuler avec toute la verve napolitaine. — Mets donc tes mains dans tes poches, lui criait M. le duc d'Aumale. Je te ferai attacher. Pourquoi gesticules-tu comme cela ? — Je ne m'en aperçois pas, disait la princesse. — Le duc me dit un jour : « Cela est vrai, elle a raison. Elle ne s'en aperçoit pas. Tenez, vous ne le croiriez pas, ma mère, si grave, si froide, si réservée tant qu'elle parle français, si par hasard elle se met à parler napolitain, se met à gesticuler comme Polichinelle. »

Le boute-en-train du château, c'est le prince de Joinville, l'officier de marine, celui qui naguère, sur la *Belle Poule*, est allé à Sainte-Hélène chercher les cendres de Napoléon. Il a en partie hérité de la popularité dont jouissait le duc d'Orléans, son frère aîné. Caractère assez fantasque, sombre par moments jusqu'à l'hypocondrie, parce qu'il est presque sourd et que sa surdité l'attriste, et le moment d'après, joyeux jusqu'à la folie.

Un jour il coupe tous les cordons de sonnettes, un autre jour il ouvre les robinets de toutes les fontaines et inonde les appartements.

« En 1847, il avait imaginé une scie qui exaspérait la Reine. C'était un vieil orgue de barbarie qu'il s'était procuré. Il arrivait chez la Reine jouant de cet orgue et chantant des chansons enrouées... La Reine commençait par rire. Puis cela durait un quart d'heure, une demi-heure. — Joinville, finis! La chose continuait. — Joinville, va-t-en! — Le prince, chassé par une porte, rentrait par l'autre avec son orgue, ses chansons et son enrouement. La Reine finissait par s'enfuir chez le Roi. »

Il y eut aux Tuileries dans le courant de la même année 1847 un bal masqué et costumé, mais seulement entre princes, princesses et dames d'honneur. « M. de Joinville y vint tout déguenillé, en costume chicard complet. Il y fut d'une gaîté violente, et fit mille danses inouïes. Ces cabrioles, prohibées ailleurs, faisaient rêver la Reine : — Mais où donc a-t-il appris tout cela ? — disait-elle. Puis elle ajoutait : — Les vilaines danses! fi! — Puis elle reprenait tout bas : — Comme il a de la grâce! »

Si peu qu'on ait feuilleté les albums de Gavarni qui datent de ce temps-là, on sait de quelles danses et de quels costumes il est ici question. Les « chicards » du Carnaval portaient un casque à plumet rouge, un tricot de laine en loques, une culotte blanche, et des bottes à l'écuyère qui ne les empêchaient pas de gambader étrangement ; et les « débardeurs » des deux sexes promenaient au bal Musard ou au bal de l'Opéra leur tricorne posé de travers sur une perruque poudrée, leur cravate noire à large nœud bouffant, leur petite veste pincée à la taille, leur large pantalon de velours noir à boutons d'argent ceinturé d'une écharpe rouge, et leurs petits souliers vernis noirs qu'animaient des galops effrénés. Hugo nous apprend un peu plus loin qu'à dater de ce bal, le prince de Joinville n'appela plus sa femme autrement que *Chicarde*, et que leur fille, encore toute petite, ne fut plus connue à la cour que sous le nom de *Chiquette*.

Le Château servait de cadre à d'autres fêtes, officielles celles-là, tantôt réservées à une élite mondaine, tantôt ouvertes à la foule des fonctionnaires. Dans ce dernier cas, les princes

endossaient l'uniforme des lieutenants généraux, et à tour de rôle aidaient leur père à recevoir. Ils appelaient cela « faire la fonction », et sauf le plus jeune d'entre eux, Montpensier, ils n'y prenaient nul plaisir. Le prince de Joinville donne dans ses *Mémoires* quelques détails de plus que Hugo sur ces grands bals qu'il nomme « des bals-cohue ». « C'était pour nous une forte corvée... Je me souviens cependant d'avoir ri de bon cœur, un jour que cette corvée m'était échue, en voyant un officier de la garde nationale, dont la vision était un peu troublée par le souper qu'il venait de faire, vouloir absolument prendre pour danseuse le suisse d'appartement, en hallebarde et baudrier, qui se tenait à l'entrée du bal. Il cherchait à l'entraîner avec ivresse, et il n'interrompait ses tentatives que pour essayer de le séduire en exécutant devant lui des pas de la chorégraphie la plus excentrique. »

Hugo ne semble pas avoir assisté à la scène dont s'était amusé Joinville, mais il revient à maintes reprises sur le manque de tenue au Château, et il en paraît assez choqué. Après les attentats, alors si fréquents, dirigés contre la personne du Roi, il observe que l'on va « s'écrire » chez le Roi sur des registres à dos de parchemin vert comme nos livres de blanchisseuse : « Je ne suppose pas qu'on *s'écrivît* ainsi chez Louis XIV ou chez Napoléon. » De même, quand on a dîné chez le Roi, on est tenu de lui faire une visite de digestion.

« M. Lebrun me contait qu'il y a quelques années le roi des Belges était aux Tuileries. M. Lebrun va le voir. Il parle au portier : — Le roi des Belges, s'il vous plaît? — Le roi des Belges? Ah ! tenez, monsieur, dans la seconde cour : la petite porte. Vous monterez au troisième, vous prendrez le corridor à gauche. Le roi des Belges, c'est le n° 9.

« M. le prince de Joinville habite une mansarde aux Tuileries. M. le duc de Saxe-Cobourg est logé au Louvre, dans un corridor, comme le roi des Belges, et il a sur sa porte sa carte clouée . *Duc de Saxe-Cobourg*... Ces manières bourgeoises ont du charme et de la grâce, cependant elles vont un peu loin quelquefois. A force de bourgeoisie on finira par ne plus voir la royauté. Alors, pourquoi pas un président? »

C'est bien ce qui allait arriver ; il voyait clair. Mais en attendant, et en dépit de ses réserves, il était très aise d'être reçu à la cour et invité aux fêtes que donnaient le Roi ou ses

fils. Il en décrit plusieurs. La plus brillante lui semble celle qui eut lieu chez le duc de Montpensier, le 6 juillet 1847, dans le parc des Minimes, à Vincennes. Sa description est trop longue pour être reproduite en entier, mais trop curieuse à certains égards pour que je n'en cite pas quelques lignes.

« La fête a coûté au prince deux cent mille francs. On avait dressé dans le bois une foule de tentes empruntées au garde-meuble et au trésor d'armes de France, quelques-unes historiques. Cela seul a coûté dix mille francs.

« On dansait sous une immense marquise où se tenaient les princesses... Les tables étaient dressées sous d'autres tentes. Il y avait profusion de rafraîchissements, et des buffets partout... L'allée principale du parc était éclairée en verres de couleur. On croyait voir au milieu des arbres les colliers d'émeraude et de rubis des nymphes...

« Je crois, je ne sais pourquoi, que le souvenir de cette fête restera ; elle m'a laissé quelque chose d'inquiet dans l'esprit. Depuis quinze jours on en parlait, et le peuple de Paris s'en occupait beaucoup... Depuis les Tuileries jusqu'à la barrière du Trône, une triple haie de spectateurs garnissait les quais, les rues et le faubourg Saint-Antoine, pour voir défiler les voitures des invités. A chaque instant, cette foule jetait à ces passants brodés et chamarrés dans leurs carrosses des paroles hargneuses et sombres. C'était comme un nuage de haine autour de cet éblouissement d'un moment.

« Il semblerait pourtant que cette fête n'eût rien et ne pouvait rien avoir d'impolitique ; au contraire, M. de Montpensier en dépensant deux cent mille francs a fait dépenser un million. Voilà, dans cet instant de misère, douze cent mille francs dépensés au profit du peuple : il devrait être content. Eh ! bien, non...

« Ce qui irrite surtout le peuple, c'est le luxe des princes et des jeunes gens ; il est en effet trop évident que les uns n'ont pas eu la peine et que les autres n'ont pas eu le temps de le gagner. Cela lui semble injuste et l'exaspère ; il ne réfléchit pas que les inégalités de cette vie prouvent l'égalité de l'autre. »

N'est-ce pas chose singulière d'entendre Hugo raisonner ainsi, et ne dirait-on pas qu'à force de fréquenter la plus bourgeoise des cours il s'est embourgeoisé lui-même ? Il s'étonne que le peuple en guenilles ne se réjouisse pas de voir

danser les riches en grande toilette, et que l'espoir d'une autre vie ne suffise pas à lui faire accepter ici-bas l'inégale répartition des biens. Telle n'est pas d'ordinaire sa façon d'envisager le problème social; d'ordinaire, il demande que la réparation soit moins tardive. Et il le demandait, il y travaillait à cette même heure, puisque c'est de 1845 à 1848 qu'il a rédigé, sous le titre de *Misère*, le premier texte des *Misérables*.

Il ne faut sans doute pas prendre au pied de la lettre toutes les réflexions qui lui échappent dans ses *Choses vues*, dans des notes hâtives, décousues, écrites au courant de la plume. Elles n'ont été imprimées qu'après sa mort, et il est probable que, s'il les avait publiées lui-même, il y eût fait plus d'une retouche. Mais elles valent par leur sincérité même, leur spontanéité, leur caractère d'improvisation. Elles révèlent ou elles accusent certains côtés de sa personne morale, qui ailleurs ne se montrent pas si clairement. Elles montrent, — et qui serait assez sot pour s'en indigner? — qu'avec tout son génie, toute son élévation d'esprit, toute sa générosité de cœur, il était homme après tout, et comme les autres hommes avait ses faiblesses ou ses petitesses. Il était facilement ébloui, émerveillé par ce qui brille, que ce fussent des verres de couleur ou des diamants, les lampions du parc des Minimes ou les lustres des Tuileries. Il cachait mal la satisfaction qu'il éprouvait à frayer avec les grands de la terre, à vivre dans leur intimité. Il recueillait tous leurs propos, même les plus insignifiants, non seulement ceux du Roi ou de ses fils, mais ceux de tous les hauts personnages avec qui peu à peu il se liait, — duc de Saxe-Weimar, ou lord Normandy, ambassadeur d'Angleterre, — et il se plaisait à noter sur son carnet qu'il était accueilli par eux « avec une grâce parfaite »...

***

Mais ce qui est tout à fait à son honneur, c'est qu'il ne s'abaissait devant aucun d'eux, pas même devant le Roi. Il a été son confident sans jamais être son courtisan. Et jamais non plus il n'a oublié la dette de reconnaissance qu'il avait contractée envers lui. Il se peut qu'en se voyant si avant dans sa confiante familiarité il ait conçu de hautes ambitions. Ce Roi qu'il estimait, auquel il était attaché, ce Roi qui lui livrait si volontiers le fond de ses pensées, il se peut qu'il espérât

vaguement devenir un jour son premier ministre, jouer le rôle opposé à celui de Lamartine, être le défenseur de l'ordre et de la monarchie constitutionnelle. Beaux rêves dont on sait ce qu'il allait advenir. En février 1848, la bataille s'engage dans les rues de Paris, l'armée ne tarde pas à fraterniser avec le peuple et la garde nationale; la partie semble perdue pour la maison d'Orléans. Que va faire Victor Hugo?

En abdiquant le 24 février, le Roi a cru pouvoir sauver les droits de son petit-fils le comte de Paris, et a déclaré qu'il laissait la régence à la duchesse d'Orléans, mère du jeune prince. Hugo en est informé dès le matin par Odilon Barrot qui est, — pour quelques heures, — président du Conseil. Il revient place Royale et annonce la nouvelle au peuple qui l'accueille froidement, puis il se dirige en toute hâte vers la place de la Bastille où s'agite et gronde une foule ardente, armée de fusils. Il monte sur le soubassement de la colonne, il parle au milieu d'une tempête. Dès qu'il prononce le mot de régence, de toute part éclatent les dénégations violentes et les cris de : « Vive la république! » D'autres voix crient : « A bas le pair de France! » En vain il essaie de se faire entendre, il est forcé de se retirer. En ce même moment, au Palais Bourbon où la duchesse d'Orléans a cherché asile avec ses deux fils, Lamartine combat le projet de régence qui est aussitôt repoussé, et le gouvernement provisoire dont il va être l'âme, le vrai chef, est constitué. C'est fini; Hugo ne peut plus rien pour les vaincus, — sinon leur conserver sa sympathie et son respect. Le lendemain, quand il va voir Lamartine à l'Hôtel de Ville, celui-ci lui offre le portefeuille de l'Instruction publique dans le nouveau gouvernement, c'est-à-dire dans un gouvernement républicain : il refuse. Le jour approche, il est vrai, où il se ralliera à la république; au fond du cœur et presque à son insu, peut-être est-il républicain déjà. Mais il se souvient que la veille il était pair de France, qu'il a été élevé à la pairie par le Roi, et il refuse de passer ainsi, en un clin d'œil, d'un parti à l'autre. Ce qui l'intéresse, ce qui le préoccupe, c'est de savoir si le Roi et la famille royale ont pu échapper aux fureurs populaires. Il se renseigne, et reprenant son carnet il y enregistre tous les détails de leur fuite, — Crémieux disant au Roi : « Sire, il faut partir », et tandis que la fusillade grandit, se rapproche du palais, le Roi échangeant son uniforme de

général contre une redingote et un chapeau rond, donnant le bras à la Reine pour traverser le jardin des Tuileries, ne trouvant pas, place de la Concorde, ses voitures dont les cochers viennent d'être tués, se jetant dans un fiacre avec la Reine, puis toutes les péripéties du voyage jusqu'à un port de la Manche, la nuit passée près de Dreux dans une ferme, le souper pris avec les garçons de ferme, les incessantes alertes, les angoisses poignantes, jusqu'à la minute où le paquebot anglais sur lequel ils ont pu s'embarquer à Honfleur lève enfin l'ancre, et où ils voient la terre de France s'effacer à jamais derrière eux. Très beau récit documenté, réaliste, dramatique, où l'on sent courir un frémissement d'émotion.

Ce n'est pas le dernier témoignage qu'il nous ait laissé de son attachement à Louis-Philippe. Il le suivait en imagination, lui et tous les siens, comme s'il eût pressenti ces tristesses de l'exil qu'il devait lui-même connaître bientôt. A deux reprises il y revient dans les *Choses vues*, une fois en mai 1848, une fois encore en 1850. Par qui a-t-il connu les menus faits qu'il relate? Il est malaisé de le savoir, mais il se voit bien qu'il ne les invente pas. Il y a lieu de croire qu'il restait en correspondance avec l'un des proscrits. Il nous les montre réduits aux privations, presque à la misère. Ils sont vingt-deux à table, et boivent de l'eau. Le Roi semble accablé de stupeur; il ne parvient pas à comprendre que la révolution qui l'a chassé n'est imputable qu'à son propre aveuglement, mais il supporte son infortune avec une parfaite dignité. Il a reçu dix lettres des principaux pairs d'Angleterre qui lui ouvraient leur bourse et le priaient d'y puiser; il a répondu : « Je garde les lettres. » Tout ce que sa famille et lui ont pu obtenir du gouvernement français, c'est la restitution de leurs effets personnels, du moins ce qui a pu s'en retrouver. On a dressé dans la salle de spectacle des Tuileries trois longues tables, sur lesquelles on a entassé tout ce que les combattants de février avaient déposé après la prise du château entre les mains du gouverneur. Cela formait un pêle-mêle bizarre : des robes de cour tachées et déchirées, des grands cordons de la Légion d'honneur traînés dans la boue, des épées, des couronnes de diamant, un collier de la Toison d'or, etc. Chaque fondé de pouvoir des princes, aide de camp ou secrétaire des commandements, a pris ce qu'il a reconnu, très peu de chose au total, et les exilés manquent de tout.

La dernière note, celle de 1850, nous peint le Roi presque à l'agonie. Il est sur une plage anglaise de la Manche, à Saint-Léonard. Il est atteint d'une hydropisie de poitrine; sa fin est proche. Il est maigri, très changé; il n'a plus ni toupet ni favoris; il porte ses cheveux blancs et toute sa barbe, ce qui lui donne l'air plus vénérable que lorsqu'il était roi : « Il est en effet plus que roi, il est proscrit; il est plus que proscrit, il est mourant. Il a perdu une majesté, celle du trône, et il en a retrouvé deux autres, la majesté du malheur et la majesté de la mort. »

Ainsi, s'exprimait le poète à une date où pourtant ses opinions politiques s'étaient bien modifiées, où il était député de Paris, où il siégeait à l'extrême gauche de l'Assemblée. Et chose plus remarquable, douze ans plus tard, alors qu'il était en exil à son tour, alors que le coup d'État de décembre 1851 avait fait de lui l'implacable ennemi de tous les rois comme de tous les empereurs, dans ce même livre des *Misérables* où si souvent il leur jette l'anathème, dans ce même livre où il glorifie les barricades, il traçait un suprême portrait de Louis-Philippe qui lui fait autant d'honneur qu'à Louis-Philippe lui-même. Là, de nouveau, il accumulait les détails qui peignent un homme et un temps ; mais il faisait plus : il s'élevait jusqu'au jugement d'ensemble, rendant pleine justice aux vertus du dernier de nos rois, sans taire ce qui lui avait manqué.

« Louis-Philippe, concluait-il, serait classé parmi les hommes éminents de son siècle et serait rangé parmi les gouvernants les plus illustres de l'histoire, s'il eût un peu aimé la gloire, et s'il eût eu le sentiment de ce qui est grand au même degré que le sentiment de ce qui est utile. »

Il est permis de se demander, après avoir relu le très long et très impartial chapitre des *Misérables*, si personne a jamais jugé ce roi mieux que ne l'a fait Victor Hugo. Personne, en tout cas, ne nous a fourni plus de renseignements sur sa vie intime et sur sa cour des Tuileries. Il nous en donne tant, et de si minutieux, et de si piquants, qu'on se sent presque tenté de l'appeler le Saint-Simon de Louis-Philippe. Périlleuse tentation ! Dès qu'on le rapproche de Saint-Simon, que de différences se marquent entre eux, et quel contraste presque comique entre les figures ou les mœurs qu'ils nous ont peintes!

L'un vient de nous montrer Louis-Philippe dans toute sa bourgeoise bonhomie : voici paraître le roi-soleil devant qui tout tremblait à Versailles, même ses enfants. Le voici tel que dans le médaillon de cire grandeur nature, modelé en 1706 par Antoine Benoît, — coiffé de l'ample perruque grise, la tête un peu renversée en arrière, rengorgé dans son col de dentelle, avec sa lippe hautaine, cette terrible moue de dédain qui lui remontait la lèvre inférieure. Ce n'est pas lui qui se fût laissé surprendre en négligé, ou devant qui un officier un peu gris eût fait danser un suisse d'appartement. De son lever à son coucher, sa vie était une somptueuse et magnifique parade inflexiblement réglée par l'étiquette, une succession de spectacles grandioses où chacun avait son rôle et son rang déterminés d'avance. Et c'est tout cela qui se ranime sous le pinceau de Saint-Simon et de telle manière qu'en le lisant nous redevenons ses contemporains; nous assistons à chacune des scènes qu'il raconte; nous voyons, nous entendons chacun de ceux qu'il met en scène. Qu'est-ce que la curiosité de Hugo, ou qu'est-ce que sa bonne grosse vanité, auprès de cette passion débordante, de cette folie d'orgueil, de cette ambition sans bornes qui rendait le fougueux petit duc attentif à tout, et qui prête une vie si intense à ses moindres croquis? On se souvient de lui, c'est vrai, en lisant les *Choses vues*, tant il y a là de menus faits historiques, d'informations précises et documentaires, de portraits pris sur le vif; mais comparées aux grandes fresques des *Mémoires* elles ne semblent plus que du petit reportage. Et pourquoi se faire scrupule de le dire, pourquoi hésiter à reconnaître que dans la peinture d'histoire Hugo n'égale pas son immortel devancier? L'auteur des *Feuilles d'automne*, de la *Légende des siècles* et des *Misérables* avait à lui tant d'autres domaines qui n'ont jamais appartenu à M. le duc de Saint-Simon !

André Le Breton.

REVUE LITTÉRAIRE

NOUVEAUX COURANTS DE LA LITTÉRATURE (1)

Dans les études que les lecteurs de la *Revue* connaissent bien, puisqu'ils en ont eu la primeur, M. André Berge s'est efforcé de prouver que la notion du « moderne » en littérature implique le culte de l'instantané et la religion du fugitif. D'après l'auteur, la jeune école contemporaine se moque de vieillir et d'être vite démodée ; elle est indifférente à l'immortalité de l'œuvre d'art ; elle est persuadée que le monde se transforme constamment et avec rapidité ; elle s'attache donc à prendre des vues de ce qui passe. Ce principe posé, M. André Berge en tire toutes sortes de conséquences : il nous montre les plus récents écrivains tout occupés à saisir les manifestations multiples d'un univers qui serait physiquement, intellectuellement, moralement très différent de ce que leurs aînés ont cru.

Le petit ouvrage de M. André Berge est un inventaire très adroitement fait par quelqu'un qui est très informé, qui a réfléchi et qui a l'esprit philosophique. Il m'a paru souvent qu'il était plein de subtilités contestables. Beaucoup de remarques cependant, prises en soi, sont fort justes. Au cours des articles publiés dans la *Revue* sur

(1) *L'Esprit de la Littérature moderne*, par André Berge, à la librairie Perrin. — *Charleston*, par Pierre Zenda, chez Albin Michel. — *Accusé, lève-toi*, par E. Robin, chez Plon. — *Le Grand homme*, par Philippe Soupault. Éditions Kra. — *Le Charbon ardent*, par André Thérive, chez Grasset. — *Le Club des Lyonnais*, par G. Duhamel, au Mercure de France. — *Quand le Navire*, par Jules Romains, à la *Nouvelle Revue Française*. — *Ethelka*, par Jean Mistler, collection le Prisme, chez Calmann. — *Patte blanche*, par Helen Mackay, Éditions des Portiques. — *Tchouk*, par Albert Marchon, chez Grasset. — *L'Ame obscure*, par Daniel Rops, chez Plon.

les tendances de la jeune littérature, il nous est arrivé souvent de faire des observations qui s'accordent à celles de M. André Berge. C'est ainsi que nous avons noté l'influence indéniable du cinéma, le goût des successions d'images, la suppression de toute l'armature intellectuelle des transitions et de la composition, les tentatives pour exprimer ce qu'il y a de plus inexprimable dans la sensation, la dislocation et le désarroi de la personnalité. Cette esthétique a naturellement conduit à un style haché, tout en comparaisons hâtives, tout en phrases serrées, abrégées, souvent dépourvues de syntaxe, tout en fulgurations.

Il y a eu là une mode. Était-elle aussi nouvelle que M. André Berge semble le croire ? Était-elle durable ? Dure-t-elle même encore? L'auteur ne s'est pas soucié de ces questions, qui, d'ailleurs, n'étaient pas son objet. Il nous explique lui-même qu'il a voulu établir un bilan, non une histoire : il a voulu décrire, non juger. C'est ce qui permet d'ajouter à son essai quelques traits qui pourraient servir à une conclusion future. Parmi les influences auxquelles M. André Berge croit la littérature moderne très soumise, il y en a qui ont déjà existé à différentes époques, et qui n'ont pas produit les mêmes effets. Il est très vrai que les conditions de la vie ont changé très vite depuis quelques années. Ont-elles suffi à donner l'idée du mouvement et à inspirer l'inquiétude? Le changement a toujours été un objet de réflexion, et une raison de tristesse. Le philosophe Héraclite disait jadis que tout s'écoule, et qu'on ne se baigne pas deux fois dans les eaux du même fleuve. C'est peut-être pourquoi il pleurait toujours. Le pessimisme était né plusieurs siècles avant l'ère chrétienne, la mélancolie également; leur carrière a été brillante dans toutes les littératures.

M. André Berge attache aussi une grande importance aux bouleversements économiques et sociaux. « La societé, dit-il, se réorganise sur de nouvelles bases qu'elle cherche en tâtonnant, et par suite certaines idées, qui jusqu'alors faisaient simplement partie des théories des philosophes et dont les autres gens ne se préoccupaient guère, se sont insinuées dans la sensibilité même de l'homme, quittant les régions purement intellectuelles où elles étaient préalablement confinées et atteignant les cœurs au plus vif d'eux-mêmes : art et littérature sont donc obligés de les accueillir. » Sans doute. Mais est-ce un phénomène si nouveau? L'histoire est une série de catastrophes, séparées par quelques époques plus paisibles. On ne voit guère de temps où les écrivains aient cru le monde définitif.

Tout au plus pourrait-on dire qu'il y a des siècles où la littérature s'est attachée davantage à la condition humaine, et n'a pas été très attentive aux phénomènes sociaux, considérés comme transitoires, et d'autres où au contraire elle a été moins attentive à la destinée, et s'est attachée davantage à la forme des sociétés. C'est ce qui a longtemps donné l'illusion que le XVIII^e^ siècle avait ajouté beaucoup à la connaissance de l'homme. Dans la suite, on a pensé que le XVIII^e^ siècle s'était occupé des contingences sociales, mais que le XVII^e^ siècle avait été plus loin dans l'étude de l'esprit.

Enfin M. André Berge croit à l'influence des découvertes scientifiques sur la littérature; il y croit, à vrai dire, avec mesure. Il écrit cependant : « L'exemple de la science a forcément déteint sur les lettres. L'esprit d'invention et l'esprit de découverte paraissaient jusqu'alors des qualités purement scientifiques, mais voici que les écrivains se mettent à rechercher, à inventer, à découvrir. L'on expérimente des genres nouveaux, l'on utilise les théories des savants, le freudisme par exemple, l'on se sert de la littérature comme d'un instrument d'investigation que l'on est toujours libre de perfectionner et de transformer. » Et ailleurs il note l'aspect nouveau des paysages, les idées neuves que nous devons aux machines ou aux théories scientifiques. Ce sont là des considérations fort intéressantes et ingénieuses. Mais il est difficile d'en tirer des conclusions certaines. Les sciences transforment les conditions matérielles de la vie; les inventions, qui sont l'orgueil des hommes, déterminent parfois les modes de leur activité, et c'est un des enseignements de la guerre. Mais le mouvement scientifique n'a qu'une influence très restreinte sur les littératures. C'est ce qui fait que les mythologies, les contes égyptiens, les écrivains de l'antiquité ont toujours leur intérêt. Les poètes, aux différentes époques, rassemblent ce que l'on sait des grandes lois de la nature, parfois même ils les devinent. Mais j'avoue que je serais bien embarrassé de définir quelles conséquences ont eues pour la littérature les découvertes d'Henri Poincaré ou de Einstein. Ce sont des domaines séparés, des ordres différents.

Ce n'est pas à dire d'ailleurs que les écrivains contemporains n'aient pas décrit le monde moderne. Il y a certainement une poésie de la civilisation matérielle, une poésie des avions, des chemins de fer, des grands paquebots, des ouvrages d'art, de toute l'industrie humaine. Elle a trouvé son expression la plus éclatante dans l'œuvre d'un Rudyard Kipling, qui a joint au sens épique de *Kim* l'art tout

moderne d'évoquer et de glorifier la machine. Elle a souvent inspiré chez nous de jeunes écrivains comme Alexandre Arnoux, René Bizet, Pierre Mac-Orlan. Tous les spectacles de la nature et de la vie appartiennent aux poètes, mais ce n'est pas à proprement parler ce qu'on peut appeler une influence de la science sur les idées des écrivains. Et je ferai cependant, après avoir indiqué ces réserves, une concession à M. André Berge. Étant désespérément classique, et par conséquent assez éloigné de la plupart de ses théories, je m'empresse d'ajouter qu'il y a dans la jeune littérature une dépense de talent considérable, une ingéniosité séduisante, une agilité souvent merveilleuse, et que de ce mouvement un peu incertain qui s'est développé au cours des dix années d'après guerre il surgira certainement quelque chose, qui sera peut-être tout différent de ce qu'on a cru apercevoir. Mais l'esprit souffle où il veut, et l'essentiel est qu'il commence par souffler.

***

J'en étais là de mes réflexions sur le livre de M. André Berge quand le hasard m'a fait lire un roman qui semble lui donner raison. Aussi, par impartialité, commencerai-je en signalant *Charleston* de M. Pierre Zenda. Dès la première page, on lit : « Il n'y a plus de Parisiens. La guerre a tout brassé. Les capitales sont sorties de leurs lits, comme les fleuves, les nations ont pris l'habitude de découcher, et désormais personne n'est plus chez soi. Si tu veux voir des Indiens et des Nègres, va à Deauville, où ils pullulent. Si tu désires apprendre l'anglais ou le chinois, loue une chambre dans un hôtel quelconque du quartier de l'Étoile... Parmi les affiches lumineuses qui poudroient et pleuvent sur nous en sucrant notre œil de réclames, parmi la congestion des autos qui s'alignent à la file sans pouvoir filer, ici comme à Londres, comme à Berlin, c'est la Babel des nations, le capharnaüm des langues, le caravansérail des passions. » On est déjà fixé. Mais on ne sait pas encore tout. Le héros du livre, qui se nomme Simon, vient de faire ou à peu près le tour du monde, je n'ose dire par amour, mettons par obéissance à une femme. Sur la qualité de cette aventure, il s'exprime ainsi : « Aujourd'hui la musique est aux nègres et l'amour à Freud. Joséphine Baker règne sur la terre... On a songé de faire du sentiment avec son cœur. Le sentiment c'est comme tout,... c'est du jazz. »

Il serait assez difficile d'analyser le récit, souvent fort osé, de M. Pierre Zenda. La belle Angustias entraîne son captif jusqu'à

Bornéo, jusque sur les bords de l'Orénoque, en passant par Venise, une Venise qui n'a plus rien de celle de Musset. Elle l'initie au peyotl, aux idées des Mormons, aux danses hindoues, aux mystères des Dayaks du Kaza, au boudhisme, à beaucoup d'autres histoires d'empoisonneurs, d'hypnotiseurs, de faux prophètes, de ruffians, le tout accompagné d'un nombre considérable de visites dans les bars et ailleurs, de cocktails, etc. En deux cent cinquante pages, M. Zenda nous fait faire avec allégresse, et même avec un certain emportement, un circuit fantastique. Il s'y emploie avec bonne humeur, avec audace, parfois même, m'a-t-il paru, avec ironie. On se demande par instants si l'auteur ne tient pas pour son plaisir et pour notre confusion une sorte de gageure. Il donne au public ce que le public attend. Il justifie cette petite note, destinée à présenter son livre : « Au monde affamé, trépidant, d'après-guerre, à la vie fièvreuse et cosmopolite, convient une littérature nouvelle. C'est à cette littérature pimentée d'exotisme, scandée sur un rythme de jazz, qu'appartient *Charleston*, le roman de Pierre Zenda. » On ne saurait mieux dire. M. André Berge ne trouvera pas tous les jours un ouvrage répondant aussi bien à la définition qu'il a donnée de l'école moderne.

Il en trouvera cependant quelques-uns, et même beaucoup plus que je ne vais en citer. Dans *les Quatre lectures de Lucien Doemberck*, M. Robert Sébastien a moins conté des histoires qu'il n'a expliqué des maléfices et des sortilèges. Les récits ne sont que des occasions à créer du mystère, à mêler des impressions de malaise et d'épouvante. C'est là une musique assez savante, destinée à nous faire sentir le tourment de quelques contemporains. Dans le roman de M. Robin, *Accusé, lève-toi*, le lecteur ne se sentira pas plus rassuré. C'est l'histoire d'un criminel, qui ne peut donner aucune explication à son crime. Il le décrit sans le justifier, en racontant toute sa vie. Il n'est pas à proprement parler méchant, il n'est pas cruel, il n'est pas sadique. Il portait son crime en lui, depuis toujours et sans le savoir. Il est coupable d'être ce qu'il est, non d'avoir brusquement accompli un acte qui n'est pas en harmonie avec le reste de son caractère. Le sortilège que M. Robert Sébastien trouvait dans quelques épisodes singuliers émerge ici d'une vie assez banale. Dans les deux cas, et avec toute sorte de différences dans les sujets, même désarroi de la personnalité humaine.

C'est peut-être à M. Philippe Soupault qu'on doit les analyses les plus poussées des incohérences contemporaines. M. Philippe Soupault a ses idées qui ne sont pas du tout les nôtres. Il les défend

avec tranquillité et avec obstination. Son dernier livre, *le Grand Homme*, n'appartient nullement à la littérature trépidante. Bien qu'on y trouve, comme dans tout ouvrage moderne, des autos et même des courses d'auto, des foules, des grèves, des fêtes, des restaurants de nuit, des palaces, des musiques exotiques et un nègre, M. Philippe Soupault n'a pas cherché des effets de film. Il y a même un contraste singulier entre sa manière de composer et la substance du récit. L'auteur s'exprime avec simplicité, avec minutie, parfois avec lenteur. Il accumule de petits traits, qu'il ne souligne par aucune ornementation. Il a de la souplesse, de la précision. Il ne cherche pas la rareté des mots ou la bizarrerie des images. Pour décrire une usine, il dira bien : « Les nouveaux ateliers étaient rouges. On voyait des rangées de visages penchés sur des reflets d'acier. Il y avait surtout des mains, des bandes de mains qui s'agitaient comme des oiseaux. Un ronflement tournait au-dessus des têtes et sur la terre. L'intensité faisait peur. » Mais il n'ira pas au delà. Et tout son récit est conduit d'une allure égale, obstinée, impitoyable.

Cette analyse agit à la façon d'une puissance dissolvante. Les spectacles que peint l'auteur n'ont rien d'exceptionnel. Il en fait le tour, et à force de les expliquer, de les définir, de les compléter par des retouches successives, il en fait surgir les conclusions les plus irritantes, les plus désolantes. Au début du livre, il nous montre un jeune homme, Lucien, qni fait de médiocres études et dont la famille n'attend pas grand chose. La famille se trompe. Le jeune homme a une intelligence réelle de tout ce qui est mécanique et de tout ce qui est industrie. Il fabrique des automobiles, réussit très honorablement dès ses débuts, puis étend ses affaires avec une puissance et une sûreté qui font l'admiration de tous. Il aime à créer et il aime ce qu'il a créé. C'est « le grand homme ». Mais c'est aussi un pauvre humain, borné dans sa nature, victime en outre de son temps. Il est marié à Claude, une femme très belle, mais très indifférente, dont il s'occupe peu et qui s'occupe de lui moins encore. C'est un don que la beauté, et c'est une raison d'être que de la représenter sur terre. Claude, malheureusement, ne rayonne pas ; elle est d'une majesté froide et inutile ; elle est si peu sensible qu'elle n'a pas même l'air de s'ennuyer. Lucien en est maître comme il le serait d'un bibelot précieux ou d'un château historique. Telle qu'elle est, elle est cependant le symbole d'une supériorité merveilleuse, celle que confère la nature. Voici un troisième personnage qui, en son genre, figure, lui aussi, la gloire sous son aspect le plus récent. C'est

un nègre, Putnam, ténor illustre, qui a une voix magique, qui a naturellement fait fortune aux États-Unis, et qui vient recueillir à Paris les applaudissements qui vont consacrer sa royauté artistique.

Nulle part, M. Philippe Soupault ne dit qu'il considère ces trois personnages comme équivalents, mais le livre tout entier nous invite à avoir au moins cette idée. Claude elle-même, Claude si fière de son indépendance et de sa faculté de dominer, se sent troublée par Putnam, intimidée par ce qu'il y a en lui de charmant et de féroce, par sa voix câline et ses yeux brutaux. Et ce prince des chanteurs, qui doit tout à sa voix, dont il n'est pas le maître et dont il ne veut pas être l'esclave, ce prince dérisoire, acclamé par l'univers entier, et rejeté par l'univers entier, fier et irrité, sait la vanité de toutes choses, de sa célébrité et des ovations chaleureuses et méprisantes qu'on lui prodigue. Et Lucien, du moins, garde-t-il le sentiment de sa force? Non point. Son usine lui paraît petite, sa puissance lui paraît petite, l'Europe lui paraît petite. « J'ai vu, dit le nègre, les flammes de l'Europe et la tempête qui lui donne l'assaut, j'ai vu la rage de tout cet Occident vaniteux... » Tout cela, dans le livre de M. Soupault, semble devenir cendre; ce n'est plus seulement l'individu qui doute de lui, c'est l'occidental qui doute de sa civilisation.

* * *

Il a paru, en ces derniers temps, un certain nombre de livres qui donnent une idée toute différente des tendances de la littérature contemporaine. Ce sont des ouvrages qui semblent plus traditionnels à la fois par la composition et par la philosophie générale qu'ils impliquent. Voici, par exemple, le roman de M. André Thérive qui a pour titre *le Charbon ardent*. J'ai déjà eu occasion de signaler ici les qualités solides de M. André Thérive, qui est à la fois critique et romancier et qui, même quand il est un romancier, demeure un critique par le goût qu'il a d'exposer ses idées, d'argumenter et de convaincre. *Le Charbon ardent* est certainement un de ses meilleurs livres, un de ceux, en tout cas, où il manifeste le plus d'autorité et d'envergure.

De la discipline naturaliste, M. André Thérive a retenu la nécessité de donner à ses personnages un état civil et il les prend volontiers parmi les petites gens, soumis à des soucis matériels, à des obligations de métier, à des servitudes semi-volontaires. Il ne cache rien de leur médiocrité, il la constate sans satisfaction, avec une amertume sévère; mais il sait que dans le nombre il en est qui

ont tout de même une vie intérieure, qui ont des désirs, qui luttent contre eux-mêmes ou contre les mauvaises chances, qui ont ce qu'on appelle d'un beau nom un caractère. Son héros, Jean Soreau, est un inquiet, il n'a pas d'illusion sur la vie et sur ses facultés, il rêve parfois d'être heureux et il sait qu'il ne le sera pas. A sa façon, sans métaphysique, mais avec une sorte de sentiment religieux, il s'incline devant sa destinée en laquelle il n'a pas foi. Amoureux, il a le sentiment qu'en cédant à l'amour, il romprait le sortilège qui lui fait manquer sa vie. Il aperçoit sa délivrance. Et au dernier moment, il n'a pas la décision nécessaire Manque de courage? Manque de confiance en soi? Manque de confiance dans la condition humaine? Il n'a pas le goût du malheur. Mais il a l'habitude de l'échec. La résignation est sa vocation. Il est plus en sûreté avec ses déceptions qu'avec ses espérances. Le sujet est dramatique. M. André Thérive l'a traité sans jamais chercher d'effets par l'attendrissement ou par l'exaltation de l'infortune. Soreau est un employé de banque qui n'a rien en soi d'éclatant. Mais il réfléchit, il examine sa situation avec sincérité, il cherche douloureusement son chemin. Tout l'intérêt du livre est dans la vie spirituelle de ce personnage complexe, qui est, sans faire jamais les honneurs de sa personne, une sorte de symbole de ce qu'il y a de triste dans le destin et qui est comme la figure du pessimisme philosophique dont toute l'œuvre de l'auteur est remplie.

On éprouve des impressions analogues à la lecture du *Club des Lyonnais* de M. Georges Duhamel. Mais il y a probablement entre les deux auteurs une grande différence. M. André Thérive exprime un tourment, tout en cherchant une consolation ou une explication; il est marqué fortement par la tradition chrétienne. M. Georges Duhamel paraît avoir un pessimisme définitif, et à la limite de ses livres on discerne une sorte de stoïcisme tout antique. A mesure que son œuvre se développe, M. Georges Duhamel manifeste des qualités supérieures. Il a de la sûreté. Il use d'une langue sobre, souvent colorée. Il n'écrit rien qui ne soit plein de substance. Tout ce qu'il livre au public est de l'ouvrage solide et bien fait. On peut critiquer ici et là tel épisode un peu conventionnel ou tel dénouement un peu facile. Mais ce ne sont pas tant les événements qui intéressent l'auteur, que leurs causes et leur enchaînement. Il est avant tout psychologue et philosophe. Comme les classiques, il est passionné pour l'histoire de l'esprit humain.

Dans *le Club des Lyonnais*, on retrouve le personnage si curieux

qu'il a peint dans ses précédents ouvrages et qui s'appelle Salavin. Tous ceux qui ont lu *les Confessions de minuit* et *les Hommes abandonnés* ne l'ont pas oublié. Salavin est un petit bourgeois français, c'est même le petit bourgeois français, qui ne sait pas très bien ce qu'il est ni ce qu'il veut, mais qui a le désir d'être autre chose que ce qu'il est. Il se cherche sans jamais se trouver. Il se cherche même parfois dans des aventures un peu insensées et qui le dépassent. Il s'entire, parce qu'il n'y est jamais tout entier engagé et qu'au fond il a le sentiment obscur que ce qu'il poursuit, c'est encore une expérience et qui sera manquée. Salavin est un curieux personnage, attirant par sa complexité même et par tout l'imprévu qu'il recèle. Il a de terribles défauts. Son égoïsme a beau être sacré, il est tranquillement monstrueux par moments. Salauvin se conduit fort mal avec sa mère, fort mal avec sa femme. Il ne pense vraiment qu'à lui ; mais combien il s'intéresse à tout ce qui lui arrive ! A ce degré, le culte du moi prend une sorte de grandeur inconsciente et déplorable. Il faut tout le talent de M. Duhamel pour nous faire accepter Salavin. L'auteur obtient même davantage On ne le lit pas sans avoir pour son héros une sorte de curiosité qui est voisine de l'attachement.

Pour changer d'âme, Salavin fait une tentative risquée. Il se mêle à une troupe de révolutionnaires, prend part vaguement à un complot, est arrêté, puis relâché. Mais la perquisition qui a eu lieu chez lui, son arrestation, les préparatifs du procès, ont vivement affecté sa mère, qui meurt. Lui se trouve plus désemparé que jamais, et quitte sa femme pour essayer de se créer une vie nouvelle. Nous le retrouverons dans un prochain livre de M. Duhamel. Fera-t-il jamais un choix ? Aura-t-il une volonté ? Se fixera-t-il ? C'est le secret de son historien. Salavin rêve l'impossible ; il voudrait, comme Fantasio, être un autre. Dans ses explications avec les révolutionnaires, il dit un mot profond sur lui-même : il leur démontre que leur ambition consiste simplement à remplacer la classe au pouvoir et à modifier le régime. Mais ils ne changeront pas Salavin. Alors, conclut-il, « vous n'aurez rien changé du tout ». Au terme de toutes ses expériences, il découvre la conclusion du philosophe ancien sur les voyages : on varie les paysages, disait ce sage, on ne change pas d'âme.

Il est à remarquer d'ailleurs que les compagnons de Salavin, qui sont tous différents de lui, n'ont pas une meilleure fortune. Le joyeux Devrigny, qui aime l'amour et qui enchante son existence par la variété de ses aventures, finit très mal. Il devient si malade

qu'il préfère se tuer. Le prudent Auclère, qui s'intéresse à tout, mais ne veut pas se compromettre, n'a pas beaucoup plus de chance. Par passion pour une Polonaise, il est malgré lui impliqué dans une affaire communiste, et ne s'en tire qu'avec un an de prison. Tout est heur et malheur dans le livre de M. Duhamel. En lisant une étude que M. Pierre Humbourg lui a consacrée, et qui est fort pénétrante, on remarque une observation fort juste : M. Duhamel est bien moins révolté contre l'ordre social que contre l'absurdité de l'esprit humain, qui tourne à tout vent. Peut-être la secrète philosophie de l'auteur est-elle pareille aux doctrines antiques des épicuriens et des stoïciens. Il croit que l'homme ne serait meilleur et plus heureux que s'il était libéré des passions, lesquelles causent tous les ennuis, toutes les souffrances, toutes les injustices et tous les crimes, et sans lesquelles cependant on ne conçoit pas l'existence. Et c'est assez dire le mérite de l'ouvrage de M. Duhamel, que d'indiquer les problèmes qu'il soulève avec un incontestable talent.

Avec M. Jules Romains, nous retrouvons l'espérance dans les énergies spirituelles. Des trois volumes réunis sous ce titre *Psyché*, le premier, *Lucienne*, nous contait l'histoire toute simple des fiançailles de Pierre, commissaire de la marine marchande, avec une jeune fille pauvre ; le second, le *Dieu des Corps*, nous peignait avec une précision physiologique, dépourvue de tout libertinage, mais non d'audace, la vie des nouveaux mariés pendant les semaines qui précèdent le départ de Pierre. Voici le troisième volume, *Quand le navire* eut levé l'ancre, qui commence à l'heure même où Lucienne est seule. Et c'est un ouvrage vigoureux, d'une singulière ardeur. Séparés, Pierre et Lucienne souffrent. Leur intime union, à la fois spirituelle et matérielle, dure pendant l'absence; elle s'exaspère, elle s'épure. A force de volonté et d'exaltation, Lucienne arrive à accomplir une sorte de miracle. Elle pense si fortement à Pierre, qu'elle finit par apparaître matériellement dans sa cabine, par l'effet d'un dédoublement de l'être mystérieux et triomphant. Et ce phénomène étrange n'est pas réservé à des névropathes ou à des hallucinés. Pierre et Lucienne sont des êtres équilibrés et même des êtres forts, mais ils se dépassent. Un mot de Lucienne explique ce qu'a voulu l'auteur : « Je me demande, dit-elle, si nos âmes font tout ce qu'elles peuvent. » Et ainsi M. Jules Romains fait rentrer, avec une grande puissance psychologique, le surnaturel dans la littérature et dans la vie.

Le roman de M. Jean Mistler, *Ethelka*, est un livre fort bien réussi. On y trouve une aisance qui en rend la lecture très agréable. Il y a là une sûreté, une concision, un art de varier les détails, de les choisir, de les faire servir sans qu'il y paraisse à l'effet de l'ensemble qui est d'un bon écrivain. C'est d'abord une histoire d'amour, où l'on voit Ethelka, une jeune Hongroise mal mariée, à la recherche d'une grande passion qu'elle n'éprouve pas, qu'elle croit un instant rencontrer près d'un Français bientôt abandonné, qu'elle espère trouver près d'un de ses compatriotes dont elle finit par devenir la femme sans vraiment l'aimer. Mais ce n'est là que l'enveloppe romanesque du livre. M. Jean Mistler qui connaît bien l'Europe centrale a fait un tableau vivant et pathétique d'après guerre. Dans ce pays encore bouleversé par les événements de ces dix années, tout se mêle à l'amour, les nostalgies, les rancunes, les conspirations, les espérances des partisans. Le mari d'Etelka est ruiné; il entre dans une banque, il spécule. Pour échapper à la ruine, Ethelka danse dans les restaurants de nuit; son mari finit par pactiser avec les bolchévistes et organiser une émeute. Il échoue et il est condamné à mort. Ethelka se jette dans le Danube. Son corps est retrouvé un peu plus tard par un paysan. C'était la veille du jour des morts. Les filles du village allument un cierge sur la tombe de l'inconnue. Et ainsi Ethelka, comme les autres, avait, ce soir-là, une petite flamme qui brûlait près d'elle au ras de terre, pareille, dit M. Jean Mistler, « à l'âme d'une race qui ne voudrait pas mourir ». Par une série de tableaux très sobres, l'auteur a réussi cette entreprise de nous faire assister à une aventure privée, qui est prolongée sans cesse par l'aventure plus générale de tout un pays, et nous faire passer sans cesse et sans contrainte d'un plan à l'autre, si bien que notre intérêt et notre émotion s'étendent et grandissent à mesure que nous avançons dans la lecture du livre : à la fin, le désespoir d'Ethelka nous semble le désespoir même de sa patrie déchirée. L'ouvrage est traité avec beaucoup d'adresse et de force.

Avec *l'Ame obscure* de M. Daniel Rops, nous revenons à l'étude de l'inquiétude psychologique. Les mêmes préoccupations chez des auteurs différents conduisent à des sujets qui ont entre eux une certaine parenté. Bien qu'ils ne se doivent rien l'un à l'autre, les héros de M. Daniel Rops et de M. André Thérive se ressemblent par leur impuissance à être heureux. Le roman de M. Daniel Rops est intéressant par son ampleur même. L'auteur a voulu nous montrer l'âme instable et complexe de Blaise Orlier. C'est presque

toute la vie tourmentée de son personnage qu'il nous a présentée. Ainsi les moments divers d'une existence se complètent et se lient, et le lecteur finit par avoir une impression d'ensemble. Cette méthode de conter et de suivre l'histoire d'un tourment à travers les épisodes variés fait penser à la manière de Dostoïevsky. C'est par l'accumulation des faits, par l'emportement continu des esprits inquiets, par l'incohérence même des démarches successives des personnages que nous finissons à la lecture par éprouver une sorte de malaise, et par sentir la fatalité pesante de certaines destinées. A notre époque, l'abondance est un défaut devenu rare. M. Daniel Rops a une facilité de développement remarquable. On sent qu'il n'a jamais épuisé les observations et peut-être même pourrait-il alléger son récit. Toujours est-il qu'il a fait de son héros le type moderne de l'inquiet qui n'est délivré ni par l'amour ni par l'amitié secourable d'un religieux, qui se sent malade d'une maladie morale incurable et qui a l'allure pathétique, sinon d'un réprouvé, du moins d'un homme à qui est refusée la grâce.

On aimera dans *Patte blanche* d'Hélen Mackay la simplicité charmante du récit et la simplicité limpide de la langue. L'ouvrage a obtenu le prix des Éditions du Portique et il le mérite, étant d'une qualité exquise. C'est l'histoire d'une petite Vénitienne, mais n'attendez rien de somptueux sur Venise. Il s'agit d'une petite fille du peuple, qui n'a plus sa mère et dont le père est boulanger. C'est elle qui a mission d'élever toute une petite troupe de frères et de sœurs. Elle s'en acquitte avec un courage quotidien. Tout le livre est formé des modestes aventures de cette petite fille qui lutte contre la misère, et qui a parfois, bien rarement, une heure exceptionnelle de contentement ou même de joie. Mais il est composé avec tant d'harmonie, avec tant de mesure, de netteté et de tact, il est constamment d'un ton si pur, si éloigné du mélodrame et de la sensiblerie, qu'on y goûte un plaisir rare. Cette Venise des pauvres reste dans l'esprit comme un tableau d'une délicatesse exceptionnelle.

C'est aussi une histoire d'enfant que *Tchouk*, de M. Albert Marchon. Mais ici nous sommes beaucoup plus près des formules naturalistes, appliquées avec discernement et sans excès. Tchouk est un petit garçon trop sensible qui n'est heureux ni chez lui ni en classe. Nous voyons par ses yeux une série de scènes, assez brutales au fond, contées brièvement, et tout le long du livre, ce qui en fait la trame et l'unité, c'est la sensibilité heurtée du petit être malheureux. Si vous aimez les histoires paysannes, lisez *Un de Beau-*

mugnes, de M. Jean Giono, l'auteur de *Colline*. Le récit est net, ardent, les personnages pleins d'obstination silencieuse. M. Jean Giono fait penser à M. Ramuz, avec quelque chose de plus dépouillé et de plus nerveux. C'est un récit d'amour aussi, et très touchant, que le *Quartier de sagesse* de M. Henri Bosco, récit plein de voyages odorants dans les champs, plein de rêverie aussi et de finesse. Nous voilà très loin du jazz, des nègres et du cinéma.

A côté des livres qui justifient les considérations et les définitions de M. André Berge sur la littérature moderne, il existe donc des ouvrages nombreux et importants qui relèvent d'une tout autre esthétique. La jeune école a eu le mérite d'attirer notre attention sur la vie, la sensibilité et sur les émotions ; elle a poussé très loin l'analyse des phénomènes psychiques, qui affleurent à peine à la conscience ; elle a tenu le plus grand compte des faits physiologiques. Ce ne sera pas en vain. Il est fort possible, et je le souhaite, que les écrivains reviennent enrichis de ce voyage aux régions les plus obscures de l'esprit humain. Mais pendant ce temps, d'autres écrivains ont continué de suivre la grande route, tracée depuis longtemps. Ils ont raconté des histoires pour plaire, pour contenter leur propre désir, pour libérer leur imagination, pour donner un air de beauté aux événements dont ils faisaient le récit, heureux, si par surcroît leurs contes ont une signification, ou suggèrent quelque chose à qui les lit. C'est ainsi que de tous temps ont procédé les écrivains. Il est bien vain de vouloir les faire rentrer dans telle ou telle école. Si cependant on veut essayer de les classer, du moins par rapport à leurs aînés, on aboutit à peu près à cette conclusion. La tendance présente des écrivains est de revenir à un réalisme nécessaire, parce qu'il n'y a pas de littérature sans soumission à l'objet. Mais leur réalisme est de plus en plus complet. Il tient compte de tout ce qui existe, des forces spirituelles, comme des forces matérielles, de l'âme comme du corps. Il est plus proche ainsi de ce qu'a toujours été le réalisme français. A la fin de la préface qu'il a écrite pour sa pièce *Toi que j'ai tant aimée*, M. Henri Jeanson résumait assez drôlement les conditions permanentes de l'art littéraire par ces mots : « Si le nez de l'Europe est plus petit ou plus grand, la face de Cléopâtre n'a pas changé. Et Cléopâtre porte toujours le cœur à gauche. »

André Chaumeix.

REVUE MUSICALE

Théâtre de l'Opéra-Comique : reprise du *Roi malgré lui*; livret d'Émile de Najac et Paul Burani, version nouvelle de M. Albert Carré, musique d'Emmanuel Chabrier. — *La Pie borgne*; paroles de M. René Benjamin, musique de M. Henri Busser. — Théâtre de l'Opéra : reprise de *Guillaume Tell.*

Il y a quarante-deux ans, après la première représentation du *Roi malgré lui*, nous écrivions ici : « La note sentimentale est peut-être la note fondamentale du talent d'Emmanuel Chabrier. » Quelque vingt ans plus tard, ayant mieux étudié l'homme et le musicien, la vérité nous sembla tout juste le contraire. Elle nous le paraît encore aujourd'hui.

Telle est aussi l'opinion d'un bon connaisseur en matière de théâtre. C'est pourquoi, par des retouches heureuses, M. Albert Carré a résolument poussé le livret du côté comique, et même bouffe, où penchait la musique. L'équilibre de l'ouvrage y a gagné. Il n'en subsiste pas moins, dans l'ensemble, entre « les endroits forts », très hauts en couleur, et les autres, plus tempérés, un peu d'incertitude, voire de contradiction. Non pas que l'esprit de finesse manque partout. Mais le meilleur de la partition consiste décidément en une verve exubérante et gaillarde, en une gaîté robuste, truculente, souvent tapageuse à l'excès, et qui ne craint pas la vulgarité.

Rappelons le sujet franco-polonais de la pièce. A la veille d'être couronné roi de Pologne, notre Henri de Valois s'ennuie fort en son royaume étranger. Encore inconnu de son peuple, il languit au fond de son palais, avec des amis amenés de France, n'ayant d'autre désir que de renoncer au trône où l'a placé la volonté de sa mère et de retourner à Paris. Or il arrive justement que les Polonais

se preparent à l'y renvoyer. Un complot se forme à cet effet. Pour se divertir, Henri se hâte d'y prendre part *incognito* et de conspirer contre lui-même. Sous le nom de son ami Nangis, il se fait présenter aux conjurés et pendant une fête chez l'un d'entre eux, il s'engage par serment à les débarrasser du roi. Survient le vrai Nangis. Il va tout gâter, mais sur un signe, un mot d'Henri, il consent à se donner, lui, pour le roi. Et voilà deux rois malgré eux. Alors il arrive... oh! bien des choses, qui ne vous importent guère. Elles se brouillent, puis se débrouillent, et pour finir, le roi, le vrai, se résigne à le rester.

En cette histoire, l'amour se mêle à la politique. Il y est même l'occasion d'un fort joli duo, mélodieux, non moins harmonieux, où le roi (le véritable) évoque avec une belle conspiratrice le souvenir de leur ancienne et galante rencontre. C'est à Venise qu'elle advint, et la flottante, glissante barcarolle en décrit assez bien le décor. Si bien même, qu'en l'écoutant, quelqu'un près de nous, un amoureux peut-être, disait à sa voisine : « C'est chromatique, c'est tout trempé d'eau, c'est ravissant. Avez-vous été à Venise ? — Non. — Eh bien! vous y êtes. C'est tout à fait ça. »

Dans l'ordre du sentiment, il n'y a rien ou presque rien de pareil. Mais le comique abonde. L'esprit, j'allais dire le génie de l'opérette inspire maint passage. Tel chœur de soldats n'est pas indigne du rapport également soldatesque, ou plutôt stratégique : « *Or je vais vous conter, Altesse* », adressé par Fritz après la bataille à la grande-duchesse de Gérolstein. Les couplets sur le Français et le Polonais comparés nous offrent, avec des effets analogues de rythme, de déclamation et d'accent, une étude d'ethnographie musicale assez voisine de celle dont l'Espagnol est l'objet en des couplets aussi de *la Périchole*. Quant à la conspiration, le centre ou le sommet dramatique et musical de l'ouvrage, elle prête à l'équivoque. La musique y hésite entre le sérieux et la plaisanterie, voire la parodie. Nous ne savons pas trop comment la prendre, ou l'entendre. De qui se moque-t-on ici? Apparemment des grands et célèbres modèles du genre : telle imitation ou réminiscence le donnerait à penser. Mais il se peut aussi qu'on ne s'y moque pas et que cette musique d'opéra soit telle avec sincérité. En tout cas, il y a dans cette grande scène, — ou qui prétend l'être, — bien de l'emphase et le plus terrible fracas. A vacarme égal, mieux vaut, beaucoup mieux, la polonaise chantée et dansée au début du second acte avec une violence et même une fureur inouïe. Voilà les pages maîtresses de

l'œuvre, celles où se retrouve, ou plutôt se surpasse, se débride et se déchaîne, le Chabrier de la rutilante *España*. Il est un mot familier, et même deux, que ne craint pas d'employer le langage de la critique : c'est la « patte » et la « poigne ». Ils expriment fort bien la rudesse, l'outrance, les coups et les à-coups de cette musique enragée. « Chabrier a quelque chose dans le ventre. » Cela se disait aussi naguère, au temps où la critique même, avec le reste de la littérature, se piquait de naturalisme. Après tout, ce n'était pas mal dit, et l'image un peu vulgaire, un peu basse, rendait avec assez d'exactitude ce qu'il y eut dans la manière de Chabrier, dans sa meilleure, de gras, de copieux et comme rabelaisien.

On a très bien noté comme un des principaux traits, sinon le principal, du tempérament de Chabrier « une verve vigoureuse, une éclatante et savoureuse trivialité » (1). La correspondance de l'artiste en porte à chaque page des marques toujours franches, souvent un peu grosses. Quelque sujet que traite Chabrier quand il écrit à Nanine, sa vieille et fidèle servante, quelque anecdote qu'il conte, il le fait sur le mode burlesque. « Un voisin de campagne a perdu dernièrement sa vache, d'une fièvre de lait. J'ai cru qu'il prendrait le deuil. Il pleurait comme un veau. » Sur l'histoire de France, il a des vues sommaires et cocasses : « Louis XI, un sale bougre. Il paraît quand même que c'est un des plus beaux règnes de notre histoire. » Autres impressions, de campagne, celles-là : « Rien de nouveau dans le pays. Personne ne claque, tout ça se cramponne. Aperçu la belle vachère, qui laisse repousser sa moustache. » Dans ses lettres à son humble correspondante, le joyeux « Mavel », comme elle l'appelait et comme il signait lui-même, ne se gêne pas. Il écrit volontiers « se flanquer au pieu » pour « se mettre au lit » et « claquer », ou « crever », sont évidemment pour lui les synonymes préférés de « mourir ». Quand il a faim, il se « colle une forte platée de bouillon » ou « se flanque des tasses de chocolat à travers le corps ». Et voici, pour finir, une impression de nature, un effet d'orage : « M^me^ F., qui n'aime pas ces plaisanteries-là, est dégringolée dans sa cave et y est restée plus d'une heure avec ses jupes sur la tête pour ne pas voir les éclairs. Maintenant que le soleil a reparu, elle écosse des petits pois dans la salle à manger avec la grand'mère, qui se fiche pas mal du tonnerre et se colle matin et soir sa demi-livre de fraises sur l'estomac. »

« On s'attendait de voir un auteur, on trouve un homme. » Voilà

1) M. Legrand-Chabrier, préface des *Lettres à Nanine*.

l'homme qu'était Chabrier. Et par ses meilleurs côtés l'auteur, le musicien qu'il était aussi, lui ressembla.

L'une instrumentale et l'autre vocale, les deux troupes de l'Opéra-Comique se sont distinguées. M. Masson a dirigé l'une avec l'exactitude et la délicatesse qu'il faut quelquefois, avec la fougue, la *furia* nécessaire plus souvent encore. Mme Yvonne Brothier joue et chante fort bien, ce qui s'appelle chanter. Dans un rôle bouffe, M. Musy bouffonne avec un goût très sûr. Enfin M. Roger Bourdin, chanteur et comédien parfait à son ordinaire, est décidément aujourd'hui le prince de la jeunesse lyrique.

La Pie borgne est à peine une comédie : plutôt un *sketch*, comme on dit maintenant et comme nous dirions nous-même, si nous savions mieux ce que cela veut dire. Il s'agit ici d'une petite, intarissable, insupportable bavarde, à qui sa famille exaspérée finit pourtant en criant plus fort qu'elle, par imposer silence. Simple étude, ou plutôt esquisse de caractère, d'un caractère assez musical ou musicable. Et ce qu'il prête à la musique, elle le lui a gentiment rendu. Elle bavarde elle-même et tout bavarde en elle, non seulement la voix, mais l'orchestre incessamment jaseur, et de plus d'une façon, par les mouvements, les rythmes, les timbres. Tout cela forme une vive, ingénieuse et spirituelle symphonie en miniature, qu'achève un ensemble vocal excellent. Quant aux paroles, nous ne les avons guère entendues. C'est dommage : étant de M. René Benjamin, elles ne sauraient manquer d'être plaisantes. Aussi bien elles parurent telles naguère, toutes seules, au Vieux-Colombier, puis à l'Odéon. Et sans doute, en cette musique, les chanteurs ne chantent guère. Mais depuis longtemps, comme on dit dans les *Huguenots* : « *Ils ne chantent plus* ». De quoi nous ne sommes pas les derniers à nous plaindre.

L'un des meilleurs ouvrages qu'ait joués l'Opéra depuis quelques années est assurément *Guillaume Tell*. Voici que Rossini se voit traiter avec autant, sinon plus d'honneur que Wagner. Songez donc : l'entrée de la salle est interdite au public pendant l'exécution de l'ouverture. Et ce public, une bonne partie au moins, arrive à temps pour l'écouter et l'acclamer avec enthousiasme. Et ce même public ne quitte pas la place avant d'applaudir également la fin, l'extrême fin, aussi belle que le commencement. A la vérité, le génie du maître italien n'a pas rempli tout l'entre-deux. Il y a des taches,

comme au soleil. Mais c'est comme le soleil aussi que rayonne encore, un siècle déjà passé, le clair, le pur, le bienfaisant chef-d'œuvre. Dès l'ouverture et durant tout le premier acte, la musique illumine les âmes et les choses. Les chœurs se succèdent sans trêve. Tous égaux en splendeur, par le caractère, les idées mélodiques, les mouvements et les rythmes, ils diffèrent tous. Il en est d'aussi calmes que le miroir du lac tranquille ; il y en a d'emportés et de triomphants, où les montagnes, comme dans l'Écriture, semblent bondir. Elle marque, cette magnifique « lyrique chorale », elle marque tous les degrés, elle exprime tous les modes de la joie, d'une double joie, celle d'un peuple et celle de la nature même, associée, comme elle ne le fut jamais depuis les dernières pages de la Symphonie *Pastorale*, à l'allégresse et aux actions de grâces de l'humanité.

« Demandez le livret, la pièce complète. » Les gens, — s'il en existe encore, — qui ne connaissent pas l'une, trouveront dans l'autre des choses extraordinaires. Aucun opéra ne démontre avec plus d'éclat que *Guillaume Tell*, par la misère, que dis-je, par l'extravagance, la folie des paroles, le merveilleux, vraiment divin pouvoir des sons. En vérité, le grand Italien aurait pu dire de sa musique ce que plus tard on a dit de sa patrie : « *Farà da se* ». Elle a tout fait toute seule.

Dans l'ordre verbal, ou parolier, le personnage d'Arnold est incomparable, peut-être unique. Soit qu'il parle de Mathilde, soit qu'il lui parle, c'est toujours dans le même style. Deux de ses tirades surtout, en forme d'apostrophe, mériteraient de figurer dans une anthologie de la « poésie » d'opéra. Mais de ce « je ne sais quoi » qui n'a de nom dans aucune langue, » la musique fait le plus noble langage. Dans le courant, dans le torrent sonore, la parole, entraînée et comme roulée, se perd et pour ainsi dire se noie.

Ailleurs, quand elle n'est pas ridicule, — tout arrive, — quelle plénitude de sens, quel surcroît d'expression et d'énergie lui confère la musique ! Pour s'en rendre compte, il n'est que de les séparer d'abord l'une de l'autre, puis de les réunir. Parlez d'abord, parlez seulement quelques mots de ce « poème ». Que ce soit l'invocation fameuse : « *O Mathilde, idole de mon âme* », ou la plainte poignante : « *Mon père, tu m'as dû maudire* », ou le sublime anathème des conjurés du Rütli : « *Si parmi nous il est des traîtres.* » Chantez-les ensuite. Alors, devant l'éclosion, ou plutôt l'explosion d'une mélodie, vous sentirez quels coups frappe la mu-

sique et tout ce que d'un mot, ne fût-ce que d'un syllabe et par un seul accent, elle fait jaillir de force et de beauté.

Autant qu'une action dramatique, il y a dans *Guillaume Tell* un vaste poème de la nature en plusieurs chants ou tableaux : au premier acte, paysages de jour, nocturnes au second, tous admirables de dessin et de coloris. Classiques pour la plupart, j'en sais un pourtant, l'introduction d'orchestre à la célèbre romance de Mathilde, où passe un souffle de mélancolie et d'inquiétude romantique, à la Chateaubriand, sur « la cime indéterminée des forêts », des « sombres forêts ».

Taine estimait que l'œuvre d'art supérieure se reconnaît à deux signes éminents : la généralité et la bienfaisance du caractère. *Guillaume Tell* est marqué de cette double empreinte. Le premier acte est l'idylle de tout un peuple, le suivant prépare sa libération, le dernier la consomme et la consacre. Dès les premières scènes il n'est pas un épisode que la musique n'étende et n'élève à l'infini. Ce n'est pas seulement aux personnages principaux, c'est à la foule et c'est aux paysages non moins qu'aux âmes, qu'elle communique une souveraine grandeur. Une immense bonté s'y ajoute. En cette musique-là tout est magnanime, tout est pur. Héroïque, mais sans haine, elle ne prête aux conjurés du Rütli que des passions nobles. Les trompettes qui sonnent ici ne sont pas de celles que Shakspeare quelque part appelle « hideuses ». Les dernières pages de l'opéra, les toutes dernières, ne sont pas les moins belles, et de cette beauté-là. *Guillaume Tell* s'achève en apothéose, dans la lumière, dans la joie de la liberté reconquise. D'autres chefs-d'œuvre, un *Fidelio*, un *Freischütz*, finissent de même. On les a nommés les opéras de la délivrance. *Guillaume Tell* est digne de s'appeler comme eux.

Un ou deux interprètes exceptés, un surtout, l'exécution de *Guillaume Tell* à l'Opéra fut au-dessous du médiocre. Pour représenter Arnold, il manque à M. Thill la stature du héros de grand opéra. Mais la voix du chanteur est magnifique et charmante. Il a chanté, non crié, un rôle terrible entre tous et qui même pour lui n'est pas sans danger. Nos compliments à l'orchestre. Conduit, animé par M. Ruhlmann, il a mis dans l'ouverture autant de poésie d'abord que de généreuse ardeur après.

Camille Bellaigue.

A TRAVERS LES THÉATRES

Je commencerai ces pages par un aveu dénué d'amertune sinon d'artifice : comment jugerait-on des autres si l'on n'était porté à se condamner soi-même? N'ayant point d'abord assisté à la répétition générale d'*Histoires de France*, je m'étais laissé persuader par la quasi-unanimité de la critique que la dernière œuvre de M. Sacha Guitry était fort loin de justifier une signature si heureuse. Je ne me suis rendu au théâtre Pigalle que par acquit de conscience et d'assez maligne humeur contre le temps que j'allais perdre. Bref, j'occupai mon fauteuil de la plus mauvaise foi du monde.

Or, il faut bien avouer qu'on ne saurait passer une meilleure soirée qu'à entendre et voir les *Histoires de France* de M. Sacha Guitry. Si c'est par sortilège que M. Sacha Guitry enchante l'attention avec des pièces indignes de l'occuper, voilà je crois un pacte que les plus fières plumes signeraient sans regret ; mais, pour moi, je n'ai vu la malice nulle part, et mon plaisir, à la sortie, ne s'est pas changé en feuilles sèches.

Certes, M. Sacha Guitry prend de l'âge et de la gloire : il ne nous donnera peut-être plus de l'endiablé et du bouffon, comme *Jean III* et *la Prise de Berg-op-Zoom*. L'image de lui, qu'il a choisie pour le programme, est celle d'un penseur recueilli. (Encore a-t-il dû dire au photographe ce que M. de Talleyrand, célébrant la messe au Champ de Mars, soufflait au général de La Fayette : « Ne me faites pas rire. ») Sa gaîté est sereine, son ironie mesurée. Elle évoque ce dont Anatole France se plaignait doucement à Jean-Jacques Brousson : « Mon cher enfant, quand je m'abreuvais aux vignes et qu'un blanc girondin, cette espèce de Sauternes aimable, égayait mon verre, j'écrivais *le Lys rouge* et *Thaïs*. Aujourd'hui, avec cette

tisane, je fais *Sur la pierre blanche.* » C'est de camomille qu'il s'agissait pour le vieillard illustre : la tisane de M. Sacha Guitry embaume la verveine et la violette.

Il ne s'agissait ici que de fournir la trame à un spectacle d'apparat, aussi divers et fastueux que possible : tâche aussi ingrate que d'écrire une comédie pour une vedette qui ne rêve qu'à montrer des robes. C'était donc fort ingénieux et très noble de choisir la France et ses robes couleur de siècles, de savoir nous présenter à la fois les reculs des décors et ceux de l'histoire, les nuages du théâtre et ceux de nos destinées nationales.

Le mérite est plus plus grand encore, ayant choisi un si haut sujet, de l'avoir traité avec une si parfaite absence de prétention, avec une intelligente et pieuse humilité qui ne sente ni son pédadogue, ni son écolier. Hormis le tableau de la mort de Louis XI, un peu guindé, chacune des scènes des *Histoires de France* a la douceur, le fruit, la grâce familière d'un conte de veillée. Et c'est grande sagesse d'avoir choisi entre tant d'événements illustres ceux qui ne pouvaient manquer de trouver avertis les auditoires les moins... informés.

Que d'esprit dans la scène où Richelieu enveloppe un moment les épaules de Mazarin jeune dans la pourpre cardinalice de sa cape : « *Te gusto, questa colore?* » Et les réflexions des candidats souverains, de 1815 à 1850, rendant à leur prédécesseur de sournoises visites : « Il est bien, ce grand salon..., » murmure l'impatient, tandis que le maître en place s'étonne doucement in petto : « On dirait qu'il attend quelque chose... » Et enfin, Napoléon III, s'asseyant languissamment au pouvoir, balayant d'une main lasse les feuillets épars sur le bureau, puis, le regard perdu, d'un ton de voix blasé donnant pour toutes instructions à son chambellan : « Et maintenant, que la fête commence... »

Quelle émotion dans la scène de Jeanne d'Arc, dans la rencontre de Greuze et de David le 21 janvier 1793, dans le dialogue entre M. Clemenceau et Claude Monet !

On a reproché à ce tableau, — le dernier, — de conclure chétivement un fastueux parcours. Pour moi, je remercierai M. Sacha Guitry de n'avoir pas voulu coudre à ces tableaux d'histoire la parade anonyme d'une apothéose de music-hall, et au bas de son œuvre d'avoir posé sa signature, non un vain paraphe.

Les « compositions » de personnages historiques : François Ier, Molière, Greuze, Napoléon III, Claude Monet, par M. Sacha Guitry.

sont remarquables d'intelligence. Mlle Yvonne Printemps chante avec la plus jolie voix de France, où toujours, si gaie soit la chanson, une larme tremble. Le reste de la distribution est plus effacé : il faut mettre hors de pair M. Numès, inoubliable en Louis XVIII et M. Samson Fainsilber dont le Mazarin tout en soie et en révérences est d'un comédien vraiment étonnant.

« C'est pauvreté d'esprit que le naturel, c'est minutie que la pureté, c'est négligence que la clarté. » Ainsi parlait, en 1600, le grand et direct ancêtre de M. Jean Giraudoux, Luis de Gongora, chapelain de Philippe III.

Car, si des esprits malins ont voulu comparer l'*Amphitryon* de M. Giraudoux, joué à la Comédie des Champs-Élysées, à celui de Molière, qu'ils en soient pour leur peine : l'*Amphitryon* de M. Giraudoux appartient à une époque où celui de Molière n'était pas encore écrit, celle où *les Précieuses ridicules* entraient en répétitions.

L'européanisme en littérature ne débute pas au XVIIIe siècle, au contraire de ce que l'on nous a appris : jamais le romantisme, aux beaux jours de *Childe Harold*, de *Werther* et des *Orientales*, ne connut vogue plus internationale que l'école de préciosité qui sévit à la fois en tous pays à la fin du XVIe siècle, sous le nom de gongorisme en Espagne, d'euphuisme en Angleterre, de marinisme en Italie, de scudérisme en France, quand la carte du Tendre était à peu de chose près celle de l'Europe. J'imagine, que sous le nom de Galaor ou de Barmécis, M. Jean Giraudoux eût fait fureur chez Mlle de Rambouillet, et que la lecture d'*Amphitryon 38* eût empli d'aise la Chambre bleue : « Tu obliges, ce soir, l'Olympe à parler une langue bien précieuse! » soupire à Alcmène Jupiter-Giraudoux. Tout mortel qu'il soit, Amphitryon-Giraudoux n'emploie pas un langage moins quintessencié : « D'où te vient cette gravité dans l'œil droit, demande-t-il à Alcmène, d'où te vient, dans l'œil gauche, cette joie hypocrite? » Voilà qui est couper les cils en quatre!

Il n'est pas une réplique qui ne se propose bien plus un accomplissement littéraire qu'un dessein dramatique. Non que l'action soit maigre et négligée : là encore la pièce de M. Jean Giraudoux relève de sa date vraie qui est aussi celle de *la Galerie du Palais*, du *Docteur Faustus* et de *las Firmezas de Izabela* : l'intrigue surabonde. A la péripétie classique du roi de Thèbes supplanté par le Maître des dieux, riche pourtant à souhait en supercheries et en faux-semblants, l'auteur n'a pas craint d'ajouter un super-quipro-

quo, qui est d'amener Léda dans l'affaire, et de la jeter par confusion dans les bras d'Amphitryon. Le malheur de ces inventions superflues n'est pas qu'elles chargent l'action à l'excès, mais qu'elles demeurent froides ; la maladresse même à les employer ne nous indique que trop leur dessein secret et nullement dramatique : amener sur la scène des personnages qui ont plus à y parler qu'à y agir, et dont l'ingéniosité ne dépasse pas les propos. On sort de là l'esprit en fête, et le cœur peu éprouvé.

Les ouvrages de ce ton sont pour la plupart d'une fadeur insupportable. Mais, par bonheur, il est écrit quelque part que jamais M. Jean Giraudoux ne donnera une œuvre sans attraits : celle-ci, ramenée au rang des divertissements, y peut prendre la première place par l'humour et la poésie. Même il est au troisième acte une courte scène où Jupiter, accordant à Alcmène l'oubli de sa rencontre avec lui, propose à la reine de Thèbes de lui révéler les immenses secrets de l'avenir du monde. La majesté de l'un, la mélancolie de l'autre élèvent soudain le ton et font voisiner la comédie avec une tragédie, ce que M. Giraudoux ne se proposait pas, tout occupé à faire figure de précurseur du XVII^e siècle, sinon du nôtre.

La troupe habituelle de la Comédie des Champs-Élysées s'est montrée, une fois de plus, une des plus sensibles et des plus intelligentes qui soient. Depuis *le Carrosse du Saint Sacrement*, M^lle Valentine Tessier n'avait pas rencontré de rôle où elle se trouvât si prestigieuse et d'une féminité si nuancée. M. Renoir a su mouvoir un Zeus qui n'est pas échappé de l'*Énéide travestie* et garde un pied dans l'Olympe où que l'autre se pose. Le rôle de M. Jouvet n'est pas de premier plan, mais on ne s'en aperçoit qu'à la réflexion.

Et maintenant la série des pièces étrangères, dont on sait que nos théâtres parisiens sont, — comment dire ? — inondés.

Le Grand voyage de M. Sheriff, adapté par M. Lucien Besnard et M^me Virginia Vert et joué au théâtre Édouard VII, est une pièce étrangère. Et c'est bien dommage. Car si quelqu'un, — et j'entends qui que ce soit, — se trouvait à Paris en ce moment, qui ne puisse aller au théâtre qu'une fois avant que toutes les pièces aujourd'hui sur l'affiche en aient disparu, c'est *le Grand voyage* et non une autre que je lui conseillerais d'aller voir.

Les mérites par lesquels cette pièce se distingue de beaucoup d'autres ? la limpidité, la simplicité, la grandeur dépouillée, où il

semble que l'art n'ait eu que faire tant il demeure insaisissable et effacé. Pour la première fois des soldats comme il en fut par millions, vont et viennent devant nous comme inconscients de notre présence, tout entiers et vivants replongés dans leur martyre. Peu leur chaut que nous soyons là ; ce ne sont plus des personnages occupés à nous plaire ou à nous émouvoir : nous sommes des intrus communiants et respectueux, qu'ils ne voient pas.

Certes, la pièce se ressent profondément de son origine britannique. Les quelques officiers que nous voyons vivre et mourir sont anglais, et non seulement d'uniforme, mais d'âme, de nerfs et de race : leur tranchée sent le tabac blond, le bacon, la pudeur sentimentale, de sourdes et sincères hiérarchies mondaines circulant à l'aise sous la hiérarchie respectée des grades. Ils s'appellent « Sir », et une bien curieuse atmosphère de cercle londonien baigne leur cagna pourrie de rats, de poux, de paille rance. Mais ce n'est pas là un effet cherché et leur affectation serait d'être autrement. Nous oublions vite que ces officiers ont des caractères propres à une nation, tant ce qu'ils ont de commun avec la simple humanité l'emporte.

L'histoire de ces hommes va sans coups de théâtre, sans tirades, sans détours. Elle ne s'étend que sur quelques heures, et sur quelques mètres de tranchées : quatre officiers subalternes dans le poste de commandement de leur compagnie, à la veille d'une offensive allemande. Un cinquième officier leur est adjoint. Celui-ci, tout jeune arrivé, frais comme un page, brave comme Almanzor, est affecté là non par le hasard d'une désignation administrative, mais sur sa propre demande : le capitaine Stanhope commandant la compagnie est le fiancé de sa sœur. Au collège (entendez ce mot dans un sens anglais) Stanhope était pour Ralegh, le jeune sous-lieutenant, un modèle vivant de bravoure et de droiture ; en quoi Ralegh ne dirigeait pas mal son culte des héros, car Stanhope parti à la guerre est devenu un soldat magnifique, un chef adoré : ce genre d'hommes qui sait tout, voit tout, comprend tout, ose tout, communique le courage et impose la prudence.

Cependant Stanhope paraît fort contrarié que Ralegh ait été affecté à sa compagnie : il s'emporte violemment, lui si flegmatique, contre le jeune homme tout heureux de le retrouver. C'est que Stanhope cache un secret navrant, un secret pour Ralegh, car ce n'en est plus un pour les officiers déjà sous ses ordres : oui, Stanhope est un héros, un grand soldat, mais son âme profonde est pleine de lâcheté et d'épouvante. Livrée à elle même, elle serait

pareille à celle de Hibbert, un lieutenant à qui toutes les ruses sont bonnes pour échapper à l'attaque prochaine, et que Stanhope menace d'abattre comme un chien, s'il parle encore de se faire porter malade. C'est au whisky, à l'ivrognerie froide, d'abord méthodique, puis habituelle, que Stanhope doit l'indifférence de ses nerfs et une morne maîtrise de soi-même. Que lui importait ? jusqu'à l'arrivée de Ralegh, il s'agissait d'être brave jusqu'à la fin inévitable. Mais quelle horrible déchéance si, dès ses premières lettres, ce petit Ralegh écrit à sa sœur qu'elle ne doit plus penser à un ivrogne et que celui qui l'aimait est devenu un alcoolique invétéré !

Et voici que Ralegh a écrit cette lettre ; sans doute. La scène est superbe où Stanhope qui ne se connaît plus donne l'ordre à Ralegh de lui remettre ce pli, puisque, comme commandant de compagnie, il exerce la censure. L'étonnement révolté, puis soumis de Ralegh, l'emportement de Stanhope à déchirer l'enveloppe, le pieux silence que Ralegh a gardé dans sa lettre, tout cela est d'une beauté sans tache.

Le lendemain, Ralegh est tué.

Le rideau tombe sur les premiers éclatements d'une offensive « grand style », comme on disait. On sent, le cœur serré, que ce sont les dernières minutes de Stanhope, de ses officiers et de ses hommes maintenus sur leurs positions avec défense de se retirer en aucun cas...

Il n'y a pas seulement Stanhope et Ralegh dans cette pièce. Il y a Osborne, le bon bourgeois anglais pacifique et un tantinet maniaque, officier de hasard, le plus héroïque de tous dans sa simplicité résignée; Hibbert, celui qui tremble et crie son épouvante ; et combien, combien de silhouettes, chacune évoquant tout un homme en quelques phrases, en quelques gestes ! Parmi les pièces inspirées par la guerre, voilà l'une des plus véridiques et des plus émouvantes.

Les artistes sont tous également excellents, et ce n'est pas seulement des plus connus, MM. Debucourt et Marcel André, qu'il s'agit là, mais de chacun jusqu'aux moins favorisés par la renommée. Ils oublient tous et nous font oublier qu'ils sont des acteurs et jouent un texte.

La mise en scène, sobre et habile, crée sans emphase toute l'ambiance nécessaire.

La faveur avec laquelle le grand public accueille, au Théâtre de l'Athénée, *la Lettre* de M. Somerset Maugham, adaptée par M. Horace

de Carbuccia est, pour les auteurs dramatiques de chez nous, une leçon qu'ils auraient tort de dédaigner.

Le théâtre français ne saurait aller plus loin qu'il n'a fait en notre temps dans les nuances des sentiments et dans les subtilités du dialogue; mais ce n'est pas sans avoir épuisé toutes les surprises du genre où il passait maître. Il a blasé ses auditeurs en les comblant. Voici que des genres réputés inférieurs prennent soudain une revanche peu soucieuse des hiérarchies et des préséances de principe. Et c'est d'un grand public jusqu'alors dédaigné que se font aujourd'hui les audiences innombrables de tant de pièces américaines ou anglaises.

Une action directe et fournie ; des péripéties nombreuses, logiques et concises ; un secret à découvrir; une coupable à soupçonner, des excuses à trouver à cette coupable; un dialogue courant, mais de bon aloi; des scènes substantielles ; des personnages simples et peu portés aux finesses de l'esprit, mais agis et réagis sans cesse ; la possibilité pour le spectateur de s'émouvoir sans se trouver dupe à la sortie; une atmosphère évocatrice et des personnages secondaires pittoresques ; quelques coups de théâtre prestement rajeunis, voilà ce que nous apporte de neuf, — à force d'être oublié, — le théâtre anglo-saxon quand il est bon et à quoi fait fête un public saturé de subtilités sentimentales ou autres.

Le sujet de *la Lettre* est celui même de la nouvelle de M. Somerset Maughan : un coup de feu la nuit, dans un bungalow de Singapour ; un homme tué, une femme tremblante, le revolver à la main ; à son mari accouru, à l'ami de son mari qui sera son avocat, elle narre son meurtre : la victime est leur voisin ; sachant qu'il trouverait seule la jeune femme, il est accouru, s'est enivré et a voulu la violenter. Elle a tiré. Le mari croit aveuglément à ce récit, mais l'avocat semble faire quelques réserves. En quoi il n'a pas tort, car l'instruction personnelle qu'il mène comme défenseur de l'accusée lui révèle que si le voisin est accouru, c'est sur la prière instante de la jeune femme : une lettre d'elle en fait foi. Poussée aux aveux par l'avocat, la meurtrière s'effondre : depuis longtemps la victime était son amant. Il voulait rompre, elle l'a tué.

La lettre produite aux débats, c'est pour la jeune femme la pendaison. Mais ceux qui la détiennent, — des Asiatiques subtils et sans scrupules, — se soucient moins de la produire que de la négocier à un prix exorbitant. Pour parer au plus pressé, l'avocat rachètera cette lettre, et la coupable, aux prises seulement avec la

version de son crime qu'elle a choisie, est acquittée triomphalement.

Mais force est ensuite de révéler au mari le prix et le contenu de la lettre qu'il croyait insignifiante et achetée pour quelques dollars. L'homme titube, non d'être ruiné, mais de l'effondrement de son foyer et de son amour. Cependant il n'est pas certain que ce soit lui qui, de la catastrophe, portera la plus lourde part. Car la femme subit en elle plus que le remords : le désespoir d'avoir tué celui qu'elle aime, qu'elle aimera toujours; et cela du moins, en expiation, elle le cachera à son mari qui n'a pas eu la force de se séparer d'elle, et lui reviendra un jour tout entier, au moins nous donne-t-on à le deviner.

Une artiste telle que Mlle Madeleine Soria ennoblit les rôles où elle s'emploie. D'un drame simplement habile et plausible, elle a fait de temps à autre, — ceux où elle est en scène, — la tragédie même d'un cœur féminin dévoyé et déchiré, poussé jusqu'au bout de ses misérables forces. M. Lucien Rozenberg s'essayait dans un emploi qui lui est nouveau : il l'a tenu avec aisance et a composé son personnage d'avocat sceptique et compatissant sur le ton, non du drame, mais de la comédie sérieuse, pour le plus grand bénéfice de la pièce.

M. Pierre Etchepare a marqué un point éclatant de sa carrière dans un rôle de secrétaire chinois, véreux comme une poire d'hiver et souriant comme un cerisier en fleurs. M. Capellani, le mari, peu servi par son rôle, en a esquivé tous les périls : c'est peu dire et dire beaucoup.

Jacques Deval.

L'INAUGURATION DES CENT ANS DE VIE FRANÇAISE

On sait dans quelle intention nous avons organisé l'exposition des *Cent ans de vie français*. Nous avons voulu rendre sensibles aux yeux l'abondance et la continuité des collaborations illustres qui ont fait la grandeur et la force de la *Revue*. Ç'a été pour nous une manière d'acquitter un peu de la dette que la *Revue* a contractée envers tous ceux qui nous ont si largement apporté le concours de leur talent et de leur dévouement. Nous avons pensé que cet ensemble créerait une atmosphère, qu'il s'en dégagerait une belle image de la Culture française.

Le succès a dépassé nos espérances.

L'Exposition a été inaugurée le vendredi 22 novembre par le ministre de l'Instruction publique, M. Pierre Marraud, et le sous-secrétaire d'État aux Beaux-Arts, M. André François-Poncet. Durant toute la journée, une foule, composée de toutes les personnalités les plus marquantes du monde des lettres et des arts, de la diplomatie et de la haute société parisienne, n'a cessé de défiler dans les salons de l'hôtel Jean Charpentier. Ainsi, nous avons eu la joie de constater que notre pensée avait été comprise et notre initiative approuvée.

Ce public d'élite, familier avec notre littérature contemporaine, prenait un plaisir visible à reconnaître, parmi les toiles exposées, des figures amies. Beaucoup de ces portraits, jalousement gardés dans les trésors de famille ou dans les collections particulières, n'avaient jamais paru dans une exposition publique. Certains ont connu de fâcheuses aventures, tel ce tableau de Delacroix, — repré-

sentant Chopin au piano et George Sand s'arrêtant de travailler au crochet pour battre la mesure, — qui, victime d'un véritable vandalisme, fut coupé en deux. Une moitié appartient au Louvre, qui nous l'a prêtée. L'autre est venue de Copenhague la rejoindre à l'hôtel Charpentier, grâce à l'amabilité du collectionneur danois bien connu, M. Hansen.

Je cite, au hasard du souvenir, quelques-unes des œuvres devant lesquelles l'affluence était le plus considérable. Dès l'abord, on s'arrêtait devant le buste en marbre de François Buloz, œuvre d'Eugène Guillaume, — placé, comme il convenait, à l'entrée de l'Exposition. Tout de suite, l'attention était attirée vers le portrait en pied de Lamartine, jeune gentilhomme autour de qui jouent ses lévriers, et qu'on devait retrouver plus loin, figure ravagée par les ans et, comme disait Jules Lemaitre, pareil à un vieil aigle. On s'est incliné respectueusement devant le portrait du Duc d'Aumale en costume de général, venu tout exprès de Chantilly. On a souri devant la barque romantique où Devéria a réuni la famille de Victor Hugo. On s'est amusé de l'espièglerie avec laquelle « ce gamin » d'Alfred de Musset a conté le mariage de Pauline Viardot en dix-sept dessins humoristiques à la manière de Topffer. On a stationné avec émotion devant le panneau de gloire où le maréchal Foch est entouré d'un Mangin et d'un Weygand.

Non moins grande a été la curiosité pour les vitrines qui sont, à vrai dire, une des plus piquantes attractions de cette Exposition. Les fervents de l'histoire anecdotique ont assiégé celle où se trouvent, près de bibelots de théâtre ayant appartenu à Rachel et du moulage de son pied, le coffret où Balzac mettait ses lettres d'amour, et la fameuse canne... L'histoire de cette canne ? M. Marcel Bouteron était là, qui ne se lassait pas de la conter : on faisait cercle autour de lui. Et il se promet de recommencer. Avis aux balzaciens.

Quant à la réunion des manuscrits et autographes, il n'y avait qu'une voix pour la déclarer incomparable. On allait de l'*Intelligence* de Taine aux *Déracinés* de Barrès et aux *Trophées* de J.-M. de Heredia. En contraste, la lettre de Thiers à Manteuffel au sujet de la capitulation de Paris, et, — tracé de cette haute, énergique, noble écriture qui était à la ressemblance de son âme, — le rapport de Foch sur la bataille de l'Yser.

Les collectionneurs étaient venus en grand nombre et ont bien voulu se montrer satisfaits de la façon dont étaient exposées les œuvres qu'ils nous ont prêtées avec une bonne volonté et une

confiance sans limite, dont nous ne saurions assez les remercier.

Belle journée, dont il me reste à dire à qui revient l'honneur.

Tout le mérite doit en être reporté au Comité d'organisation qui s'est constitué en vue de l'Exposition et sans lequel il nous eût été impossible de la mettre sur pieds. Ces dévoués artisans de notre œuvre ont été : MM. Robert de la Sizeranne; Louis Metman, conservateur du musée des Arts décoratifs; Jean Guiffrey, conservateur du musée du Louvre; Gaston Brière, conservateur-adjoint du musée de Versailles; Jean Robiquet, conservateur du musée Carnavalet; Raymond Escholier, conservateur du musée Victor Hugo; Gronkowski, conservateur du Petit Palais; André Joubin, conservateur de la bibliothèque d'Art de l'Université de Paris; Marcel Bouteron, bibliothécaire à l'Institut; Paul Alfassa et Jacques Guérin, conservateurs-adjoints du musée des Arts décoratifs; Louis Gillet, conservateur du musée Jacquemart-André à Chaalis; Jean-Louis Vaudoyer; Jacques-René Doumic; Jean Charpentier.

Pendant toute une année, avec un dévouement qui n'a eu d'égale que la perfection de leur méthode, ils n'ont cessé de travailler pour nous. En de longues séances pleines des plus intéressantes suggestions, ils ont mis en commun idées et souvenirs. Ils ont multiplié recherches et démarches. L'Exposition est leur œuvre, et son succès est leur récompense. Reste un mystère, celui de savoir comment MM. Louis Gillet, Raymond Escholier, Jean-Louis Vaudoyer, qui s'étaient chargés du placement, ont pu, en trois jours, — auxquels il est vrai qu'il faut ajouter les trois nuits, — disposer plus de mille pièces, en un ordre dont tout le monde s'est accordé à louer l'harmonie.

« Il faudra revenir, revoir, étudier... » Cette phrase, qui était sur toutes les lèvres, est du meilleur augure. Le but de notre Exposition aura été atteint, si les amateurs de notre passé artistique et littéraire estiment qu'ils ont intérêt à profiter de l'enseignement que comporte la réunion d'œuvres de provenance si diverse, qui, dans un mois, seront de nouveau dispersées.

René Doumic.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Le ministère Tardieu, accueilli avec une faveur marquée par l'opinion publique, a triomphé au Parlement avec un nombre de suffrages qui a dépassé les prévisions les plus optimistes : 332 contre 253, soit 79 voix de majorité. Cette séance, qui fut l'une des plus brillantes et des plus réconfortantes que le Parlement ait vues depuis longtemps, a mis en lumière une double vérité. C'est d'abord qu'il existe, dans la Chambre de 1928, une majorité nationale, une seule, celle qui a soutenu successivement les cabinets Poincaré, Briand et Tardieu et qui doit, si elle sait se discipliner, garder jusqu'à la fin de la législature, la responsabilité des destinées du pays et la faculté de réaliser son programme. C'est, en second lieu, que cette majorité a été pleinement rassurée par les discours très nets de M. Briand et du président du Conseil. Le ministre des Affaires étrangères a retracé en termes émouvants son œuvre de paix et les efforts constants qu'il a dû faire pour rester en accord avec nos alliés, car nous n'avons pas gagné la guerre tout seuls, et nous n'occupons pas seuls la Rhénanie. Quant au problème de la Sarre, des pourparlers sont entamés, mais il est indépendant de la question de l'occupation et de l'exécution du plan Young. M. Tardieu, dont l'éloquence précise et directe a fait la meilleure impression, a donné, avec sa clarté habituelle, des assurances complémentaires. « L'évacuation ne commencera qu'après la ratification et la mise en exécution du plan Young... Après la ratification du plan Young, la création de la Banque des règlements internationaux et la remise à cette banque de la première tranche des titres émis, le délai de huit mois qui doit précéder l'évacuation commencera à courir. C'est clair, c'est net. Il n'y a pas d'ambiguïté. » Depuis les séances des 8 et 9 novembre, le ministère Tardieu a retrouvé en toute

occasion une majorité fidèle. Le vote du budget est en bonne voie et pourra être achevé avant le 1er janvier. Si certaines fièvres parlementaires s'apaisent, il n'y a pas de raisons pour que nous n'entrions pas, avec M. Tardieu pour guide, dans une ère féconde de stabilité, de réalisations, de réformes pratiques.

En Autriche, la politique énergique du chancelier Schober, en Tchécoslovaquie les récentes élections législatives, méritent à plus d'un titre d'attirer notre attention et nous apportent d'intéressantes indications sur les courants d'opinion et les luttes d'influence dans l'Europe centrale.

Lorsqu'un organisme national se trouve livré, comme un champ d'expériences, aux entreprises téméraires d'un parti de doctrinaires et de révolutionnaires, tantôt il se résigne, lorsque sa constitution sociale ou son apathie morale ne lui permet pas la résistance, et il se meurt, comme la Russie ; tantôt il réagit, lorsqu'il lui reste assez d'énergie vitale et de ressort pour secouer le joug et éliminer le poison : c'est ce que nous voyons se produire actuellement en Autriche. Après la dislocation de la vieille monarchie des Habsbourg, le parti socialiste s'empara du pouvoir et dota l'Autriche d'une constitution paradoxale, la plus étrange sans doute qui soit en Europe et celle qui permet le moins l'exercice nécessaire et normal du pouvoir exécutif. De plus, la ville de Vienne, capitale trop grosse et trop peuplée pour le corps diminué dont elle est la tête, jouit des prérogatives presque souveraines d'un *Land*, c'est-à-dire d'un État dans la fédération. Les provinces élisent une majorité de chrétiens-sociaux, d'agrariens et de pangermanistes, dont Mgr Seipel a été longtemps le chef et reste l'âme; mais la politique raisonnable de cette coalition « bourgeoise » est paralysée par les obstacles constitutionnels et les entreprises démagogiques du conseil municipal et du bourgmestre socialistes de Vienne. Certaines réalisations de la municipalité viennoise peuvent être en elles-mêmes intéressantes et utiles, telles ces gigantesques maisons bien aménagées, sortes de phalanstères où la ville loge à bon marché 40 000 familles d'ouvriers ou de petits employés ; mais la plupart sont entachées de passion politique et ont l'inconvénient grave de ruiner le commerce et l'industrie en les écrasant d'impôts et d'empêcher le relèvement des finances de la ville et de l'État. Ainsi, par incidence, les ouvriers eux-mêmes deviennent les victimes des mesures prises sans précautions et trop vite pour leur procurer

le bien-être. Ces vastes bâtisses sont avant tout un moyen de favoriser les socialistes inscrits au parti, et eux seulement, de les enrégimenter, de les tenir toujours en haleine pour une action révolutionnaire, de les déchristianiser et de les démoraliser. Les impôts nécessaires pour de telles prodigalités pèsent à peu près uniquement sur les anciens propriétaires d'immeubles de Vienne déjà ruinés par la dévalorisation de la couronne.

Le despotisme sans frein des chefs marxistes n'est en faveur qu'auprès des privilégiés qui en profitent directement. Afin de se prémunir contre la propagande d'un socialisme ruineux, les campagnes et les villes des États qui constituent la fédération autrichienne ont fini par s'organiser et par réagir. Tout excès amène presque fatalement une réaction. Des abus de la démagogie on vit bientôt sortir une organisation d'allure fasciste, les *Heimwehren*, qui se flattent de balayer les partis politiques, de mettre à leur place la dictature d'un parti d'État et de briser le despotisme du socialisme à Vienne. Ces associations comptent 400 000 membres, pour la plupart armés, instruits, convoqués à des exercices périodiques ; ils sont plus nombreux, il est vrai, dans les provinces éloignées, telles que le Tyrol, le Vorarlberg, la Styrie, qu'en Autriche proprement dite. Mgr Seipel, édifié par de multiples expériences sur l'impossibilité pour le chef du gouvernement de réaliser, dans les conditions actuelles, aucune réforme sérieuse, passe pour encourager l'action des *Heimwehren* dans la mesure où elle ne serait ni violente, ni révolutionnaire. Leur action parut d'autant plus salutaire quand, au mois de mai, le bourgmestre Seitz prétendit remplacer l'excellente et dévouée police d'État de Vienne par une police municipale qui ne serait que l'avant-garde du *Schutzbund* socialiste. Le mouvement des *Heimwehren* est vu avec faveur par les provinces. A Vienne même, le despotisme socialiste a lassé une forte partie des employés et ouvriers ; près d'un tiers des employés des tramways, plus d'un tiers des mécaniciens de chemins de fer sont inscrits aux *Heimwehren* qui ont, un dimanche d'août, organisé simultanément dans la capitale deux manifestations de 20 000 personnes.

Après les incidents sanglants de Sankt-Lorenz (18 août) qui mirent aux prises socialistes et membres des *Heimwehren*, il semblait qu'un choc brutal fût inévitable entre les deux forces antagonistes ; le cabinet Streeruwitz, qui avait assumé le pouvoir en mai, après la démission de Mgr Seipel, se retira, le 23 septembre et fut remplacé, avec une rapidité qui décelait une opération combinée

d'avance, par un ministère où l'énergique et ferme préfet de police de Vienne, M. Schober, qui plusieurs fois déjà a sauvé l'État, devint chancelier, gardant à peu près les mêmes ministres, notamment M. Vaugoin, chef respecté et obéi de l'armée. La situation était devenue si dangereuse que les socialistes eux-mêmes se montrèrent satisfaits de l'avènement d'un ministère capable de maintenir l'ordre. Aussitôt, la température révolutionnaire baissa sensiblement; une détente se produisit. M. Schober, avec courage, a entrepris d'une part, de prévenir toute action révolutionnaire de quelque côté qu'elle vienne, d'arrêter toute tentative de « marche sur Vienne » qu'organiseraient les *Heimwehren* et, d'autre part, de donner satisfaction aux légitimes revendications des partis d'ordre par une radicale revision de la constitution de 1920.

L'action des *Heimwehren* pourrait, en effet, provoquer des troubles graves en Europe; elles auraient, dit-on, l'intention de fusionner bientôt avec les organisations allemandes du « Casque d'acier » dont on connaît l'action pangermaniste et nationaliste. C'est déjà un major prussien, nommé Pabst, qui commande les *Heimwehren* d'Autriche. Ce Pabst semble bien avoir été l'instigateur du meurtre de Liebknecht et de Rosa Luxembourg. Il a mené dernièrement des négociations avec M. Seldte, chef du « Casque d'acier », et la fusion des forces fascistes autrichiennes et allemandes aurait été décidée. On compte que M. Mussolini ne verrait pas d'un mauvais œil cette alliance qui serait cependant un prélude de l'*Anschluss*, et que les puissances slaves n'auraient pas les moyens de s'y opposer. Le salut de l'Autriche, lié à son indépendance et à la paix de l'Europe, dépend donc du succès de la réforme constitutionnelle que M. Schober a entreprise.

Le nouveau chancelier a présenté son projet au Conseil national le 25 octobre. En voici les grandes lignes. Le Président de la République deviendrait le chef effectif de l'État; il serait élu pour sept ans non plus par l'Assemblée, mais par le peuple, comme en Allemagne. Si, au premier tour de scrutin, aucun candidat n'obtenait la majorité absolue, l'élection serait faite par les deux Assemblées réunies (Conseil national et Conseil fédéral) et par les gouverneurs des provinces qui désigneraient au scrutin l'un des trois candidats les plus favorisés par le suffrage universel. Le Président ainsi élu aurait un pouvoir quasi dictatorial, notamment le droit de choisir les ministres et de les remercier, le droit de dissoudre le Parlement et de suspendre par décret l'exercice des lois; l'armée fédérale serait à sa disposition. Le Conseil fédéral, entièrement remanié, serait com-

posé pour moitié des représentants des provinces et pour moitié des représentants des grandes corporations. Les prérogatives des États, notamment en matière de finances et d'enseignement, seraient réduites au profit du pouvoir central; ainsi se trouveraient arrêtées les expériences ruineuses de Vienne. La capitale cesserait d'être l'un des neuf États de l'Autriche; tout en gardant certaines prérogatives d'autonomie communale, elle subirait un contrôle beaucoup plus étroit et direct de l'État fédéral. En un mot M. Schober voudrait arracher l'État, l'armée, l'administration, à la politique qui tue pour développer l'économique qui fait vivre : là aussi, « politique de la prospérité », tel est le programme.

Mais une réforme constitutionnelle de cette envergure et de ce caractère pourra-t-elle jamais réunir, au Conseil national, les deux tiers des voix nécessaires, en vertu de la vieille constitution, pour être adoptée? Les partis « bourgeois » ne disposent que de 91 voix environ contre 70 socialistes. La crainte d'une nouvelle menace des *Heimwehren* suffira-t-elle à décider les socialistes ou une partie d'entre eux à accepter des réformes qui enlèveraient à la IIe Internationale son pouvoir despotique sur l'une des capitales de l'Europe? On ne peut guère l'espérer. Pourtant les socialistes ont à choisir entre les réformes proposées par M. Schober par les voies légales, ou une violente poussée fasciste à laquelle ils ne pourraient s'opposer que par d'atroces luttes civiles avec le risque de provoquer des interventions extérieures. A l'issue de ce conflit dramatique, toute l'Europe est intéressée. Les projets de M. Schober devront être sans doute amendés, mais son succès serait, pour la consolidation de la paix, une précieuse garantie; il rendrait à l'Autriche, après tant de vicissitudes politiques et financières, le goût de la vie et le sentiment de sa personnalité; il lui assurerait, avec la possibilité d'un ordre durable, le désir et le moyen d'une ère plus heureuse.

Le 27 octobre, la Tchécoslovaquie a procédé à des élections générales, au scrutin de liste avec représentation proportionnelle. Ce mode de scrutin, en diminuant l'amplitude des oscillations politiques, en accentue l'importance. La Tchécoslovaquie était gouvernée par un ministère de coalition soutenu par une majorité de coalition où n'entraient pas les socialistes, ni les communistes, mais dont faisaient partie les catholiques. Il s'agissait de savoir si cette majorité, dont les agrariens formaient le noyau, constituerait encore, dans la nouvelle Chambre, la constellation dominante ou si, les éléments de

gauche se trouvant renforcés, une nouvelle coalition plus radicale se nouerait. M. Udržal, chef du groupe agrarien, resterait-il président du conseil? Les élections marquent à la fois un glissement vers la gauche et une défaite des communistes. Le parti social-démocrate tchèque et le parti national-socialiste en sortent renforcés. Le premier gagne 10 sièges (39 au lieu de 29) et passe de 630 000 voix en 1925 à 970 000. Le second passe de 28 à 32 mandats et de 610 000 voix à 760 000. Ces deux groupes bénéficient de la désagrégation du communisme qui constituait, dans la Chambre de 1925, le second groupe par son importance; il perd 200 000 voix et 11 sièges (de 41 à 30). Le communisme groupait tous les mécontentements, politiques, sociaux, nationaux; il réunissait, outre un contingent de marxistes extrémistes, des voix allemandes, magyares, et même ukrainiennes; le lamentable spectacle de la Russie ruinée, l'apaisement relatif des luttes nationales, les divisions intestines provoquées par Moscou, ont contribué à discréditer le communisme. Le parti national-socialiste tient, dans la vie politique tchécoslovaque, une place particulièrement importante, parce qu'il est prépondérant en Bohême, et parce qu'il a maintenant pour chef l'homme d'État qui dirige avec tant d'autorité et de souplesse clairvoyante la politique extérieure de la Tchécoslovaquie depuis la constitution de son indépendance, M. Édouard Beneš. Dans la précédente législature, M. Beneš, son groupe ne faisant pas partie de la coalition gouvernementale, avait donné sa démission de député, à la prière du président Masaryk et sous la pression de l'opinion publique, afin de pouvoir rester ministre des Affaires étrangères. Cette fois, il a pris la direction de son groupe et s'est mêlé activement à la campagne électorale dont le résultat constitue pour lui un succès personnel, qui le place au premier rang des hommes politiques tchécoslovaques et semble le désigner pour les plus hautes destinées.

L'axe de la nouvelle Chambre comme de l'ancienne reste le groupe agrarien ; quelle que soit la coalition gouvernementale de demain, il en demeurera le noyau ; solidement organisé par des chefs tels que MM. Švehla et Hodza, il représente les grands intérêts économiques et sociaux des campagnes tchécoslovaques au-dessus des passions et des luttes politiques ; il garde, depuis 1920, le premier rang et se renforce cette fois de 100 000 suffrages (1 100 000) et de deux sièges (47 au lieu de 45). Les nationaux-démocrates, dont le chef est M. Kramář, reviennent un peu plus nombreux avec 15 sièges et le groupe « du commerce et de l'artisanat », légèrement

diminué, avec 12. Le parti le plus éprouvé au récent scrutin est celui des catholiques. Leur succès de 1925 était dû à des circonstances particulières qui ne pouvaient se reproduire cette fois, et ils étaient en butte à l'hostilité très active des éléments de gauche et de la petite église nationale hussite. Ils gardent 25 sièges, mais en perdent 6 avec 100 000 suffrages. Leur force s'accroît du voisinage du groupe des catholiques slovaques autonomistes dirigé par l'abbé Hlinka qui, de son côté, perd 80 000 voix et 5 sièges (de 23 à 18). Son échec relatif est un signe de la décroissance progressive de l'autonomisme slovaque. Le jour où le gouvernement de Prague a eu la sagesse de conclure un concordat avec le Saint Siège, l'autonomisme a reçu un coup mortel; seule la personnalité de M. Hlinka lui garde un reste de cohésion et de vitalité. L'ancien député Tuka qui fut récemment, à la suite d'un procès retentissant, jugé à Bratislava, condamné à quinze ans de prison pour complot contre la sûreté de l'État, est battu à Košice.

Chez les partis allemands de Tchécoslovaquie, on constate à peu près la même évolution que dans les groupes slaves : recul des nationalistes et des catholiques, avance des social-démocrates. Les « activistes », qui se refusent à toute collaboration avec les partis tchèques, ne sont plus qu'une douzaine. Si les autres ont cessé de bouder, s'ils ont compris que la participation au pouvoir avec les groupes tchécoslovaques servait leurs intérêts, ils n'ont renoncé à aucune de leurs revendications nationales, particulièrement sur le terrain scolaire et linguistique; le pouvoir est avant tout, pour eux, un moyen d'obtenir plus aisément certaines concessions et avantages. Nous ne croyons pas que les dirigeants de la politique tchécoslovaque soient dupes du loyalisme actuel des partis allemands; leur opportunisme, toutefois, a, pour la Tchécoslovaquie, l'avantage d'affirmer, en face des groupes irrédentistes, l'unité fondamentale de l'État au-dessus des diversités de race et de langage et d'habituer les citoyens de langue allemande à regarder vers Prague et non pas hors des frontières : cette tactique de tolérance, de collaboration, de fusion, portera ses fruits à longue échéance. Il faut, dans ces questions délicates, laisser du temps au temps.

Pour le moment, la question qui se pose est celle du gouvernement de demain. L'ancienne majorité de M. Udržal n'a plus que 147 voix sur 300 ; il va donc falloir l'élargir en y faisant entrer les social-démocrates et les nationaux-socialistes. L'axe de la majorité restera le groupe agrarien, mais, autour de lui, des combinaisons

variées peuvent se constituer. La première englobera sans doute les deux partis socialistes tchécoslovaques ; mais, selon que la coalition sera plus ou moins large, s'étendra plus ou moins loin, la direction appartiendra aux partis « bourgeois » ou aux partis socialistes Il s'agit de savoir si les agrariens accepteront de constituer une majorité et un gouvernement seuls avec les deux groupes socialistes ou s'ils exigeront la collaboration d'une partie au moins de l'ancienne majorité. De toute façon, le gouvernement restera profondément national. La cohésion de ce peuple qui ressuscite, après trois siècles, à une vie indépendante, se renforce chaque jour ; sa jeune liberté puise dans les souvenirs de sa vieille gloire des éléments de fière unité et des raisons de joyeuse espérance.

Les fêtes millénaires de Saint Vaclav, que nous sommes habitués à nommer Saint Wenceslas, la nouvelle consécration, après restauration, de la cathédrale de Prague, œuvre splendide du Français Mathieu d'Arras, ont été, en septembre, des fêtes du patriotisme tchèque en même temps que du sentiment chrétien. Le saint martyr n'était-il pas en même temps et l'apôtre et le roi de la Bohême? La mort seule put empêcher le regretté cardinal Dubois de se rendre à ces solennités religieuses et nationales où Mgr Baudrillart, assisté de plusieurs prélats, représenta dignement la France. Il put constater avec quelle ferveur les Tchèques vénèrent les grands souvenirs de leur dramatique et glorieuse histoire et les symboles de leur forte unité. Le maréchal Pétain, qui fut, vers la même époque, l'objet, partout où il passa, d'un accueil déférent et enthousiaste, put, comme son éminent confrère de l'Académie française, constater que le nationalisme tchécoslovaque associe au culte de sa patrie restaurée l'amitié la plus sincère pour notre pays.

En Yougoslavie aussi se poursuit, dans des conditions plus difficiles, un travail d'unification et de cohésion nationale. Le roi Alexandre ayant, le 6 janvier dernier, dissous le Parlement et assumé pour lui-même la dictature, travaille, sans précipitation comme sans faiblesse, à faire, des morceaux d'origines diverses qui constituent ses États, un organisme vivant, bien articulé et coordonné. L'important décret du 3 octobre consacre officiellement le vocable, déjà usité, de « Yougoslavie » ; le nom interminable de Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, disparaît. Double avantage : l'égalité de tous les citoyens, de quelque origine qu'ils soient, est impliquée dans le nom même du pays ; ensuite la porte de la Yougoslavie reste ouverte à

toutes les fractions du groupe racial yougoslave, même à celles qui constituent actuellement des États indépendants.

Une nouvelle répartition administrative abolit le souvenir des anciennes frontières et des divisions qui n'ont plus leur raison d'être (Bosnie, Herzégovine, Montenegro, Dalmatie, etc.) et répartit les populations en neuf grands gouvernements ou *banoviné*, qui jouissent d'institutions décentralisées et qui, tout en respectant à peu près les anciens groupements politiques, portent d'autres noms et sont dessinés en tenant compte surtout de la géographie et de l'économie. Si la *banovina* de la Morava englobe à peu près toute l'ancienne Serbie, la *banovina* de la Zéta fusionne le Montenegro avec l'Herzégovine ; toute la Croatie n'est pas renfermée dans la province de la Save. C'est le commencement d'une œuvre nécessaire d'unification et de simplification administrative qui n'exclut pas une large décentralisation. Les pouvoirs des *bans* ou gouverneurs seront très étendus. Il s'agit maintenant d'unifier la législation, d'adopter, comme langue officielle, l'un des deux principaux dialectes yougoslaves et de choisir entre l'alphabet cyrillique qui est celui des Serbes et l'alphabet latin qui est usité en Croatie, Slovénie, Dalmatie. Le gouvernement se heurte ici à des résistances d'ordre religieux contre l'alphabet latin, dont les avantages sautent aux yeux et que les gouvernements de Moscou et d'Angora ont récemment imposé aux Russes et aux Turcs. Les Yougoslaves constituent un seul et même peuple ; le roi Alexandre, fort de sa popularité et de ses services, a entrepris de développer chez tous le sentiment de leur unité, d'effacer peu à peu les particularismes et de créer une nation ; avec le temps il y réussira et il aura mérité le titre de bienfaiteur de ses peuples.

M. Clemenceau est mort. Il a été donné à cet homme, dont la carrière, — comme un fleuve puissant qui jaillit d'un glacier, — roule pêle-mêle le meilleur et le pire, d'incarner, en un moment critique de notre histoire, l'âme même de la patrie et ses destinées immortelles. A l'heure la plus difficile, quand, après la défection des bolchévistes et avant l'arrivée des Américains, les énergies fléchissaient jusque dans le cœur héroïque de nos soldats, quand le doute, semé par la trahison et nourri par la lâcheté, s'insinuait dans les esprits, il assuma le suprême péril de la patrie et, mettant chacun à sa place et les coquins en prison, rétablit rapidement la confiance à l'intérieur et la patience sur le front. Le vieux jacobin, qui avait

usé sa vie à des manœuvres parlementaires où il brisait tout, était bien plutôt fait pour l'action et l'autorité. Lui qui avait tant divisé, il réalisa l'union. Lui qui avait tant médit des généraux et des états-majors, il fit confiance à un Foch. Il fut à la hauteur de toutes les grandeurs. Sa bouche, qui avait lancé tant de sarcasmes, trouva, pour parler aux soldats et aux chefs dans les tranchées, des mots tendres et simples qui partaient du cœur et que parfois une larme venait mouiller. Alors se révéla l'unité profonde de cette vie heurtée et tumultueuse : un patriotisme parfois mal éclairé, — comme au temps où il s'opposait âprement à l'expansion coloniale française, — mais ardent, toujours en éveil, et qui nourrissait secrètement le regret de l'Alsace-Lorraine arrachée à l'unité nationale. Les aspirations de toute une génération, il lui fut donné de les réaliser. A lui qui avait tant détruit, un destin favorable accorda de refaire l'intégrité de la patrie Tant il est vrai qu'aux heures de suprême péril, les institutions, les lois, les doctrines des sages ne sont que fétus de paille ; c'est l'énergie d'un chef, sa volonté de vaincre, sa foi, qui s'imposent et triomphent.

On ne juge pas en quelques lignes, au bord d'une tombe, l'œuvre d'un Clemenceau. Nous ne voulons aujourd'hui que saluer ce qu'il y eut, en cette âme de Français, de vraie grandeur, de foi communicative, d'énergie exécutive. Nous évoquons, avec une patriotique gratitude, cet élan sublime qu'il sut, à l'heure décisive, donner à la guerre pour la conduire à une issue glorieuse. Il est entré vivant dans la légende. « Le père la Victoire », avec son bâton et son chapeau mou, avec ses yeux mongoliques et sa mâchoire de fauve, restera, parmi les poilus, dans l'âme populaire et dans nos annales, une figure inoubliable, dessinée en un saisissant relief.

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : René Doumic.

DISCOURS PRONONCÉS

AU

NEUVIÈME DINER DE LA REVUE

Le mercredi 13 novembre, à l'Union interalliée, la Revue *donnait son 9e dîner annuel, sous la présidence du Professeur Charles Richet, de l'Académie des Sciences. Nos lecteurs trouveront ici le texte des discours prononcés par M. Pierre Benoit au nom des écrivains de la* Revue, *et par le Professeur Charles Richet.*

M. PIERRE BENOIT

Président de la Société des Gens de Lettres

Monsieur le Président,
Messieurs,

Je me figure que mon titre essentiel à prendre ce soir la parole parmi vous est d'avoir été, à une époque assez saugrenue de mon existence, l'heureux usufruitier de la collection complète de la *Revue des Deux Mondes*. Cette collection, je ne l'ai plus. Je ne l'ai point vendue, « comme Sion vendit son Dieu », pour cette raison fort simple qu'elle ne m'a jamais appartenu. Je la détenais à titre de bibliothécaire du ministère de l'Instruction publique. J'avais été appelé à ce poste par un Grand Maître de l'Université avec qui je n'avais pas deux idées communes, mais qui savait reconnaître le vrai mérite partout où il se cache : le vénérable M. Laferre. J'en fus dépossédé sous le règne d'un autre ministre, ami des Lettres, celui-là, Léon Bérard. Léon Bérard m'aimait pourtant bien, mais il jugeait que j'apportais dans l'exercice de mes fonctions une fantaisie peut-être excessive.

En quoi il exagérait ses scrupules amicaux, puisque, précisément, le plus clair de mes heures de présence, je le passais à compulser la collection de la *Revue*, veillant avec soin à ce que la bibliothèque ne fût ouverte qu'aux instants de la journée où

j'étais sûr que personne ne viendrait m'y déranger. Cette façon d'agir avait bien des excuses. On n'avait pas encore songé à relever les traitements des petits fonctionnaires. Le mien ne dépassait guère cinq cents francs par mois. Je sentais un très impérieux besoin d'améliorer un si piètre ordinaire. Je commençai à y parvenir du jour où j'eus découvert dans la *Revue* cette prestigieuse série d'articles de Blaze de Bury sur *les Koenigsmark*. Depuis, je n'ai plus cessé de recourir à la même rivière pour faire tourner mon petit moulin.

L'amitié que je porte à la *Revue des Deux Mondes* est, on le voit, à base de reconnaissance. Mais je pense que tous, ici, tant que nous sommes, nous nous trouvons dans le même cas, et je voudrais bien voir se lever celui qui pourrait affirmer qu'il n'est pas une page de son œuvre qui doive quelque chose à cet incomparable trésor.

Le dîner qui nous réunit est devenu un événement si marquant de la saison parisienne que, cette année, la seule annonce de l'avance de sa date habituelle a suscité aussitôt, de tous côtés, maints commentaires. Chaque fois qu'il m'a été donné de prendre part à cette réunion, je me suis toujours trouvé en proie à la même pensée baroque. Imaginez, messieurs, une machine infernale réduisant en miettes la salle où l'élite de la France aurait été, pour quelques heures, rassemblée. Semblable disgrâce venant à atteindre la Chambre des députés, ou, pis encore, le Sénat, jetterait évidemment tous les Français dans la consternation. Ne croyez-vous pas cependant que le pays s'en relèverait peut-être plus vite que si un cataclysme de ce genre s'abattait, en une soirée comme celle-ci, sur l'*Union interalliée*? Il me semble en effet que le choix dont est issue l'assemblée que voilà l'emporte en équitable perspicacité sur les choix du suffrage universel, même à deux degrés.

A l'inverse de ce qui se passait au banquet de Timon d'Athènes, vous ne comptez en cette soirée que des amis autour de vous, M. le Directeur. Il sont tous heureux d'être là, de vous affirmer qu'ils sont prêts à commémorer de façon solennelle, avec le centenaire de la *Revue*, une date importante de l'histoire littéraire de la France, et même de l'histoire de France tout court. Néanmoins, vous ne trouverez pas mauvais, — ni eux non plus, j'en suis certain, — que ce ne soit point

vers ces présents illustres, célèbres ou notoires, que je laisse aller de préférence ma pensée.

Mais si cette pensée aime mieux se tourner vers la foule absente de vos lecteurs anonymes, auxquels de ces derniers se décidera-t-elle à s'arrêter? Ah! qu'il me soit permis de puiser dans le souvenir de longs voyages à travers le monde le droit de motiver, de préciser quelque peu mon choix.

J'évoquerai d'abord un mess d'officiers, en Syrie. Ce n'était qu'une cahute de terre battue, mais il y avait un bar, un vrai bar, ma foi! Sa muraille crépie portait, tracée au charbon, cette charmante fanfaronnade : « L'alcool tue, mais l'armée du Levant ne craint pas la mort. » A côté du bar, il y avait une petite pièce, avec une table sur laquelle étaient quelques livres, des journaux. Accoudé à cette table, un très jeune officier lisait. Que lisait-il? Une page de Barrès parue dans la *Revue des Deux Mondes*, exactement la page de l'*Enquête au pays du Levant* où est contée la visite à la tombe d'Henriette Renan. La personnalité de l'auteur de la *Vie de Jésus* passionnait ce jeune homme, tombé depuis, trois ans plus tard, au Maroc. Chose touchante, il admirait Renan.

Si féru que je sois de prestige littéraire, je me demande, ce faisant, s'il ne se sous-estimait pas lui-même, et laquelle de ces deux destinées reste en définitive la plus admirable, celle du fameux vieillard amoureux du doute, ou celle de l'enfant obscur qui a donné sa vie pour une grande réalité?

A côté de ces lointains amis qui luttent sur le plan terrestre, comment ne pas nous souvenir de ceux qui poursuivent parallèlement, sur le plan divin, la croisade française, nos religieux, vos amis, eux aussi, M. le Directeur?

En Océanie, à Port-Vila, dans le parloir de Mgr Douceré, vicaire apostolique des Nouvelles Hébrides; à Séoul, sur la table de Mgr Mütel, évêque de Corée, j'ai vu des numéros de votre *Revue*, de pauvres exemplaires jaunis, vieillis, dépareillés. Et ce métier de bibliothécaire, que j'avais exercé, rue de Grenelle, dans le plus notoire de nos sanctuaires laïques, je l'ai repris un jour, dans le Liban, au collège d'Antoura, lieu glorieux entre tous, immortalisé par le passage de Lamartine et la description qu'il en a laissée. J'essayais d'aider

le supérieur, le R. P. Sarloutte, à mettre un peu d'ordre dans ses collections saccagées par les Turcs. « Ah! me disait-il, entre temps, avec un soupir, si au moins, quand vous serez revenu en France, vous pouviez nous décrocher un abonnement à la *Revue des Deux Mondes*! »

Le Père Sarloutte, Monsieur le Directeur, ne manquera pas d'être un peu surpris de la publicité avec laquelle je vous transmets sa requête. Mais qu'importe, si cette requête aboutit!...

Et je sais qu'elle aboutira. Je sais que vous y ferez droit, parce que, de toutes les vertus que nous aimons en vous, il en est une que nous saluons avant toutes les autres, c'est votre culte pour tout ce qui peut concourir au rayonnement moral et intellectuel de ce pays. Toute œuvre qui tend à ce but est assurée d'avance de votre appui. Pour en fournir la plus récente des preuves, vous m'autoriserez bien à trahir le secret de la correspondance privée. Rappelez-vous donc votre lettre du 23 octobre dernier. M'y parlant de l'exposition organisée à la galerie Charpentier, à l'occasion du Centenaire de la *Revue*, vous m'annonciez votre intention de partager les recettes produites par cette exposition entre les caisses de secours de deux sociétés, l'Association des écrivains combattants, et la Société des gens de lettres.

La bonté véritable est celle qui agit sans espoir de réciprocité. Je n'ai pas qualité pour examiner ce qui se passera lorsque l'Association des écrivains combattants, fondée en 1919, fêtera son centenaire. D'ailleurs, ce serait besogne vaine, car, dans quatre-vingt-dix ans, on nous l'a assez promis, n'est-ce pas, il n'y aura plus de guerres, donc plus de combattants. Mais, dans dix ans, date à laquelle sera célébré le centenaire de la Société des gens de lettres, nous sommes à peu près sûrs qu'il y aura encore des écrivains.

Ce jour-là, Monsieur le Directeur, je vous le répète, perdez toute espérance de voir une partie du produit des fêtes qui seront organisées aller aux œuvres de la *Revue des Deux Mondes*. Vous avez présidé notre Société. Vous savez que sa pauvreté lui commande l'égoïsme. N'importe, je ne peux oublier que c'est également en son nom que j'ai le devoir de parler ce soir ici, et lorsque je lève mon verre en votre honneur, j'apporte à la vieille maison fondée par Buloz le salut et les vœux de la presque aussi vieille maison fondée par Balzac.

M. LE PROFESSEUR CHARLES RICHET
de l'Académie des Sciences

Messieurs,

Pour présider une réunion à la fois solennelle et amicale comme celle-ci, on est nommé tantôt au choix, tantôt à l'ancienneté.

Jusqu'ici, c'est le choix qui a décidé. Et quels choix illustres ont été faits !

Le maréchal Lyautey, le noble conquérant du Maroc ; le maréchal Foch, à qui la France doit la vie, et le monde, sa liberté, tout simplement, le maréchal Foch, dont tout bon Français a déploré la mort, deuil national ; M. Cambon, qui dans des jours difficiles a tenu si haut le drapeau de la France, et enfin Paul Bourget, la gloire de notre littérature, Paul Bourget qui rehausse par un merveilleux langage et une ingénieuse invention, une profonde et savante psychologie.

Mais, aujourd'hui, il n'est plus question de choix. C'est à l'ancienneté que je dois le grand honneur de présider cet auditoire d'élite. Mon vieil âge me permet d'avoir été, il y a cinquante-quatre ans, un des collaborateurs de cette glorieuse *Revue*, et d'être, après Paul Bourget, le plus ancien des écrivains de notre admirable *Revue*. Certes, j'ai été très ému quand mon éminent ami, le directeur de cette *Revue*, m'a proposé de vous adresser quelques mots de reconnaissance. Mais je crois bien que mon émotion jadis fut plus grande quand, — il y a longtemps, très longtemps, — j'ai pu me dire collaborateur de la *Revue*. Peut-on imaginer l'orgueilleuse joie d'un étudiant qui voit son nom à côté des noms les plus brillants de l'intelligence française?

La *Revue* avait alors quarante-cinq ans de gloire. Elle a cent ans de gloire aujourd'hui, et nous fêtons son centenaire.

En général, quand on fête une centenaire, il s'agit d'une bonne vieille, ridée, ratatinée, voûtée, dont la tête chenue vacille. Mais la *Revue* n'est pas décrépite. Elle ne donne aucun signe de vieillesse, elle est plus vivante, plus ardente que jamais. Elle est, passez-moi la comparaison, comme une jeune femme dont les formes admirables excitent encore des convoi-

tises amoureuses, et volontiers je dirais d'elle ce qu'un des plus chers amis de la *Revue* disait d'une déesse :

> Et la jeune Vénus, fille de Praxitèle,
> Sourit encor, debout dans sa divinité,
> Aux siècles impuissants qu'a vaincus sa beauté.

Et pourtant, à cette *Revue* toute jeune, on reproche parfois de ne pas faire place aux jeunes? Quelle singulière injustice ! J'ai connu tous les directeurs de la *Revue*. Son puissant fondateur d'abord, puis Charles Buloz, puis Ferdinand Brunetière, puis Francis Charmes, et je puis vous certifier que jamais aucun d'eux, de même que vous, mon cher directeur, n'a cherché à s'enquérir, avant d'accueillir un article, de l'âge de l'écrivain.

Puisque je parle du grand Buloz, je dois vous dire que j'ai été, à propos d'un de mes premiers articles, en bien mauvaise posture vis-à-vis de lui. Il s'agissait d'une fausse citation et vous comprenez combien je tremblais quand, après que l'article eut paru, M. Buloz, en ayant l'air très irrité, me la reprocha.

J'avais écrit : « Macaulay a dit : Rien n'est plus simple que de vivre; rien n'est plus compliqué que la vie. » — « Êtes-vous sûr, me dit M. Buloz, que ce soit de Macaulay? — Parfaitement sûr, ai-je répondu, j'en avais pris note. »

Alors Buloz se mit à rire. « Je viens de voir Mario Uchard, il m'a dit que la phrase était de lui, et que, pour lui donner plus de relief, il l'avait attribuée à Macaulay. »

Franchement, si j'ai cité Macaulay à tort, ce n'était pas tout à fait de ma faute. En tout cas, M. Buloz me pardonna. Et j'espère que vous ferez comme lui.

Place aux jeunes, dit-on. Mais si c'est être jeune que de martyriser notre langue, les jeunes n'entreront pas ici. L'immortel fondateur de cette *Revue* avait avant tout le culte de notre chère langue française. On m'a conté qu'à la mère inquiète d'un très jeune écrivain ayant donné un premier article, le grand Buloz dit un jour en termes quelque peu emphatiques : « Remerciez Dieu, madame, votre fils sait écrire en français. »

Et c'est en effet une des formes les plus hautes du patrio-

tisme que le respect de cette chère langue française à la perfection de laquelle ont contribué tant de grands esprits depuis trois siècles ; depuis Montaigne et Amyot jusqu'aux illustres contemporains que je vois autour de moi. La langue française, à la fois lumineuse et profonde, est le plus merveilleux instrument de l'intelligence humaine.

Et je vais prendre une comparaison géographique. Le plus vénérable fleuve du monde est formé par la réunion de deux Nils différents : le Nil bleu qui tombe des montagnes et le Nil blanc qui sort des sables et des plaines. Ces deux Nils se réunissent pour former un flot majestueux qui apporte la vie et la fécondité à la plus antique des nations.

Eh bien ! il y a dans notre riche littérature comme deux flots différents : tantôt la phrase sonore et audacieuse, l'éblouissante métaphore, l'image éclatante : c'est Pascal, Bossuet, Chateaubriand, Victor Hugo ; tantôt la finesse joyeuse, la subtile ironie, l'esprit plein de grâce alerte et de bon sens : c'est Molière, La Fontaine, Voltaire, Anatole France : et ces deux splendeurs de la littérature française savent se confondre ici en vos personnes, à vous, mes chers collègues, qui, comme le Nil bienfaisant, venez apporter, non seulement à la France, mais à l'humanité entière, la fécondité et la vie.

Est-il besoin de vous dire que la langue française a une vertu suprême qu'on cherche parfois (sans succès d'ailleurs) à lui enlever ? c'est la clarté. Nulle langue, même le latin, notre seconde langue maternelle, n'a cette étrange puissance de faire comprendre tout ce qu'elle dit et de ne dire que ce qu'elle veut.

Il y a quelquefois, très loin d'ici, le délire de l'obscurité, mais il n'est pas une erreur récente... Au XVII[e] siècle déjà, Molière a raillé certains écrivains de son temps :

> On cherche ce qu'il dit après qu'il a parlé.

Voilà un reproche qu'on ne fera jamais aux écrivains de la *Revue des Deux Mondes*.

Et cependant, — ce qui est la consécration du succès, — la *Revue* a été poursuivie par des sarcasmes impuissants, mais

> Que peut contre le roc une vague animée ?
> Hercule a-t-il péri sous l'effort de Pygmée ?

Je crois même, Dieux justes! qu'on a incriminé la couverture saumon! Dans une pièce qui fut jouée au Théâtre-Français, une scène se passe au bal de l'Opéra et un *Monsieur en habit noir* ne trouve pas d'injure plus formidable à adresser à son interlocuteur que cette apostrophe : « Va donc, abonné à la *Revue des Deux Mondes.* » L'individu interpellé, au lieu de s'affaisser, anéanti, sous le poids de cette mortelle injure, aurait pu se redresser fièrement et dire : « Eh! bien, oui. Je suis abonné à la *Revue des Deux Mondes* ! C'est-à-dire que le bon goût, l'intelligence, la documentation saine, l'art, l'histoire et la science, m'amusent plus que les jazz, les dancings, les combats de boxe, les matchs de motocyclette, les sketchs de music-hall, — quelle terminologie barbare! — qui ont désavantageusement remplacé les drames d'Eschyle, de Shakspeare, de Hugo et de Rostand. Abonné à la *Revue des Deux Mondes*, cela signifie qu'on est un vrai civilisé, et non un demi-nègre.

Oui ! cette noble maison, c'est le temple serein du goût, de la sagesse et de l'esprit français. Pourtant, ce qui est rare dans le palais de la sagesse, il y est fait aussi de la politique.

Eh! bien, soit. Parlons politique un peu.

La *Revue* a une tradition qui s'est perpétuée pendant cent ans et qui se perpétuera, soyez en sûrs. Elle est *libérale*, sans que ce mot de libéralisme s'adapte, comme chez nos voisins d'Angleterre, à un groupe politique déterminé. Elle est libérale, non seulement parce qu'elle a toujours défendu la liberté, la liberté sans phrases, mais encore parce qu'elle laisse résolument à tous les rédacteurs leur pleine indépendance.

Il faut cependant qu'elle fasse un peu de politique. Un jour, Gladstone rencontra un jeune homme qui lui dit avec une fierté assez mal placée : « Je ne m'occupe pas de politique. — Eh bien! jeune homme, lui dit Gladstone, en lui mettant la main sur l'épaule, la politique s'occupera de vous. »

Mais la politique passe, les mœurs changent, les événements et les ministères se succèdent, tandis que les choses de la science et de l'art survivent à nos fragiles dissentiments.

Les Dieux eux-mêmes meurent;
Mais les vers souverains
Demeurent,
Plus forts que les airains.

Si Mme Gérard d'Houville était ici, je crois bien qu'elle comprendrait... Certains vers, aussi robustes et aussi purs que les marbres de Carrare, chantent dans nos mémoires et chanteront dans les mémoires de nos descendants.

MESSIEURS, voici cent ans que notre *Revue*, toujours jeune, continue sa marche conquérante. Tout nous permet d'espérer que dans cent ans on célébrera son second centenaire. Beaucoup d'entre nous n'y assisteront pas; mais la *Revue* y sera encore.

Nous vous remercions, vous tous, mes chers Collègues, qui avez, par votre talent, contribué à sa prospérité. Nous vous remercions d'être venus nous apporter votre hommage. Merci, aussi, mon cher Directeur, vous qui avez, par votre énergie, votre courtoisie, votre sagacité, si vaillamment conduit cette troupe d'élite à la Victoire.

Notre *Revue* fut jadis la vraie pensée française. Elle l'est encore aujourd'hui. Elle le sera certainement demain, et elle prendrait volontiers pour devise cette phrase lapidaire qu'une antique citadelle de nos frontières, souvent assiégée, jamais conquise, arbore fièrement : *mon passé répond de mon avenir !*

A la *Revue des Deux Mondes*, et à son cher Directeur.

Le directeur de la Revue *a remercié le professeur Richet et rappelé les liens étroits qui unissent l'illustre savant à la* Revue. *Il a donné à M. Pierre Benoit l'assurance que le R. P. Sarloutte recevrait régulièrement la* Revue *comme un hommage à la belle besogne française que font nos missionnaires à l'étranger. Et il a exposé le programme des diverses manifestations par lesquelles la* Revue *a décidé de célébrer son centenaire.*

Nous reproduisons dans les pages qui suivent la liste de celles qui auront lieu en ce présent mois de décembre.

PROGRAMME
DES
FÊTES DU CENTENAIRE

I. CONFÉRENCES

Vendredi 6 décembre à 5 h.

M. ANDRÉ BELLESSORT. **LE THÉATRE D'ALFRED DE MUSSET.**

Vendredi 13 décembre à 5 h.

M. HENRY BORDEAUX..... **OCTAVE FEUILLET.**
de l'Académie française.

Samedi 21 décembre à 5 h.

M. LOUIS BARTHOU..... **PIERRE LOTI.**
de l'Academie française.

UNE CONFÉRENCE : **10** FRANCS

II. REPRÉSENTATIONS DE THÉATRE

Les 16, 17, 20 décembre en matinée (17 heures)

LES PRÉCIEUSES DE GENÈVE

UN ACTE

par ROBERT DE FLERS et M. FRANCIS DE CROISSET

précédées d'une causerie de M. Francis de Croisset

et interprétées dans l'ordre d'entrée en scène

PAR MM.

ANDRÉ LEFAUR....	Le baron Grégoire, 55 ans.
LUCIEN DAYLE.....	Hector, maître d'hôtel.
BERTHIER.....	Van Petersbom, représentant du Luxembourg.
ANDRÉ LUGUET....	Sir Yvor Rosetry, attaché britannique, 27 ans.
PIERRE STEPHEN...	Jacques Grandier, industriel, 28 ans.
VICTOR BOUCHER..	Marcel de la Vieuville, diplomate.

Mmes

JEANNE CHEIREL..	La baronne Grégoire, 44 ans.
GABY MORLAY....	Yvonne Grandier, 22 ans.

UNE ENTRÉE : **20** fr.

Ces Conférences et ces Représentations auront lieu à l'Hôtel Jean Charpentier, 76, Faubourg Saint-Honoré.

AUDITIONS MUSICALES

Jeudi 12 décembre à 17 heures

UNE HEURE DE MUSIQUE

Le Vallon. Sérénade.... GOUNOD.
M. Roger Bourdin, de l'Opéra-Comique

Les Adieux de l'hôtesse arabe..... BIZET.

Aimons-nous..... GOUNOD.
Mme Luart, de l'Opéra-Comique

Absence..... BERLIOZ.

Au pays où se fait la guerre..... DUPARC.
Mlle Sibille, de l'Opéra-Comique

Duo de Béatrice et Bénédict..... BERLIOZ.
Mmes Luart et Sibille.

L'horizon chimérique. FAURÉ.
M. Roger Bourdin

Duo de Véronique..... MESSAGER.
Mme Luart et M. Roger Bourdin

Airs et chansons d'hier et d'aujourd'hui.
M. Lucien Fugère, de l'Opéra-Comique

Au piano d'accompagnement M. CAMILLE BELLAIGUE
Piano Erard

~~~~

Mercredi 18 décembre à 17 heures

RÉCITAL CHOPIN

PAR M. ROBERT CASADESUS

I. *A.* **7e Nocturne,** op. 27, n° 1 en ut dièze mineur.
B. **Polonaise,** op. 26, n° 2 en mi bémol mineur.
C. **1re Ballade,** op. 23, en sol mineur.

II. **Six études** en la bémol, écrites pour les méthodes Moscheles et Fétis.

III. **Sonate,** op. 35, en si bémol mineur.
Grave, Doppio movimento, Scherzo, Marcia funebre, Presto.

Piano Pleyel

UNE ENTRÉE : **20** fr.

Ces auditions auront lieu à l'Hôtel Charpentier

On peut louer des places pour les conférences, les représentations de théâtre, et les auditions musicales à l'hôtel Jean Charpentier et aux bureaux de la Revue. — Pour traiter par correspondance écrire au Service du Centenaire de la Revue des Deux Mondes, en joignant le montant des billets demandés.
~~~~

SOIRÉE ALFRED DE MUSSET

à la Comédie-Française

Se souvenant que presque toutes les comédies d'Alfred de Musset ont été publiées à la *Revue* avant d'être mises à la scène, l'Administrateur général de la *Comédie-Française*, M. Emile Fabre, veut bien préparer un spectacle composé d'œuvres de Musset parues à la *Revue*, qui sera donné en soirée le vendredi 13 décembre.

On trouvera des places aux bureaux du Théâtre, comme pour les représentations ordinaires.

SÉANCE SOLENNELLE A LA SORBONNE

en présence de

M le Président de la République.

Le dimanche 15 décembre à 14 heures, au grand amphithéâtre de la Sorbonne, aura lieu une séance solennelle en présence de M. le Président de la République.

Des discours seront prononcés par des personnalités littéraires de France et de l'Etranger. — Une partie de Concert suivra.

Nos abonnés de France, de Belgique, de Suisse et de Luxembourg recevront des invitations personnelles. Ceux des autres pays qui désireront assister à la Cérémonie de la Sorbonne sont priés de le faire connaître en écrivant au Service du Centenaire de la *Revue des Deux Mondes*, 15, rue de l'Université.

LE ROMAN DE LA CONQUÊTE

1830

DEUXIÈME PARTIE (1)

DEVANT ALGER

On était en mer depuis bientôt trois semaines...

L'énorme flotte, après avoir traversé la Méditerranée en moins de six jours et paru quelque temps devant Alger, avait dû, sur l'ordre de l'amiral, rétrograder vers les Baléares et, pour se regrouper, faire escale à Palma. De là, grands murmures dans l'armée. Les chefs comme les simples soldats se refusaient à comprendre les raisons de prudence de l'amiral, qui avait un sentiment très vif de ses responsabilités. Grave affaire que de mener à bien une pareille expédition, de maintenir la cohésion entre les unités d'une flotte de six cents navires, chargée d'un tel matériel de campagne et de ravitaillement !... Les militaires ne considéraient qu'une chose : c'est qu'on était arrivé en vue d'Alger et qu'on avait fait demi-tour sans motifs compréhensibles. Par la faute de la marine, on allait continuer, — pendant combien de temps encore ? — cette vie ennuyeuse et inconfortable du bord : mal de mer, mauvaise nourriture, mauvais gîtes, promiscuité étroite des entreponts... Ils étaient furieux, surtout lorsqu'ils se virent immobilisés, pendant une huitaine de jours, à Palma.

Copyright by Louis Bertrand, 1929.

(1) Voyez la *Revue* du 1er décembre.

Enfin, le 10 juin dans l'après-midi, le temps paraissant favorable, l'amiral donna le signal d'appareiller. Ce fut une explosion de joie dans toute la flotte. Cette fois, c'était donc sérieux! On allait donc voir l'Afrique et l'ennemi pour de bon! Les musiques jouèrent, les chansons des troupiers reprirent : tout était de nouveau à la confiance et à la gaieté. Le soir, il y eut un coucher de soleil admirable sur une mer calme, une de ces mers laiteuses, moirées d'ambre et de rose, comme il s'en voit quelquefois en Méditerranée : frissons d'or et de soie, féerie lumineuse, trop vite éteinte, dont l'extraordinaire magnificence ne resplendit un instant que pour faire paraître ensuite plus vide et plus glacé le désert des eaux. Cette bénignité de la mer et du ciel détendait les plus contractés, cette splendeur crépusculaire relevait les courages, réjouissait les hommes. Ce soir-là, sur *La Provence*, le dîner, — habituellement assez morne, — des aides de camp et des officiers d'ordonnance du général de Bourmont fut animé et joyeux.

Amédée s'était attardé à écrire une longue lettre à sa fiancée, pour modérer ses impatiences, essayer de lui expliquer les lenteurs de la marine et enfin pour lui annoncer l'heureuse nouvelle du départ de Palma. Tous ses camarades et commensaux ordinaires étaient déjà attablés, lorsqu'il parut. Il y avait là son frère aîné, le capitaine Louis de Bourmont, et le capitaine de Trélan, tous deux aides de camp du général, les capitaines de la Myre et d'Artel, les lieutenants de Maillé et d'Ault-Dumesnil, officiers d'ordonnance ; un Anglais, qui s'était présenté comme capitaine de vaisseau, le commandant Murrer, autorisé par le général en chef à suivre l'expédition, et enfin, un vaudevilliste, ex-directeur des *Délassements comiques*, le sieur Loiseau, lequel avait obtenu le titre de secrétaire particulier du général, bien que celui-ci n'eût d'autres secrétaires que lui-même et ses fils. Mais ces fonctions platoniques permettaient au vaudevilliste parisien, comme à l'Anglais, de faire un voyage non dépourvu de pittoresque, sinon toujours d'agréments, et de voir une foule de choses intéressantes pour des esprits curieux.

D'ordinaire, c'étaient ces deux personnages qui tenaient le dé de la conversation et qui faisaient fonction d'amuseurs. Mais toutes les facéties de Loiseau et tout l'humour de l'Anglais n'arrivaient pas à dissiper les préventions et les dédains de

messieurs les militaires à l'égard de ces deux intrus. L'Anglais surtout inspirait d'invincibles défiances. Lorsqu'il s'était présenté sur *La Provence* avec une lettre de son gouvernement, l'amiral Duperré avait refusé de le recevoir : ce qui faillit créer un incident diplomatique. Il fallut l'intervention énergique du général en chef pour que le commandant Murrer pût rester à bord. Le comte de Bourmont voulait-il éviter ainsi d'inutiles complications, quitte à surveiller de très près cet hôte un peu encombrant? Ou prétendait-il en tirer de précieux renseignements sur les Algériens et sur la région où on allait atterrir ? Car le commandant Murrer avait, quinze ans auparavant, fait partie de l'expédition de l'amiral Exmouth contre Alger. Il se donnait comme un vieux marin connaissant à merveille tout le littoral méditerranéen...

Quoi qu'il en soit, il était mal vu de tous les officiers. On ne se gênait pas pour le traiter d'espion. Les plus indulgents disaient :

— C'est l'Anglais qui suit la ménagerie pour voir le lion manger le dompteur!... *Ils* sont tellement sûrs de notre défaite que ce Murrer a voulu se procurer une place de choix pour en faire un beau compte rendu à ses compatriotes. Il est vrai qu'il risque gros !...

Le seul qui eût une réelle sympathie pour le commandant était le vaudevilliste Loiseau. Aux yeux de ce Parisien, le commandant était un bon type d'Anglais, original et ridicule à souhait, qui avait la passion des voyages et des aventures extraordinaires et qui ne reculait devant aucun danger pour satisfaire sa manie. Loiseau était, d'ailleurs, fort ébloui par l'étendue de ses connaissances. Et cet homme de théâtre voyait en Murrer ce qu'on appelle aujourd'hui un « numéro », un personnage de vaudeville ou de mélodrame. Accoutré d'un habit noir tout râpé, d'une culotte et d'un gilet couverts de taches de tabac, d'une casquette crasseuse, ce vieil Anglais, maigre et dégingandé, excitait l'imagination du directeur des *Délassements comiques*. Il lui disait avec une aimable familiarité :

— Mylord, vous avez une bonne tête !... Je vous vois, à Franconi, avec votre casquette et votre habit noir, figurant dans un mélo sur la prise d'Alger !...

Le commandant Murrer, qui sans doute avait son idée de derrière la tête, dédaignait ces inconvenantes plaisanteries. Et

même il y ajoutait de son cru, comme s'il s'appliquait à se rendre ridicule autant qu'inoffensif. Ce soir-là, pendant tout le dîner, il fut d'une verve éblouissante, faisant, avec Loiseau, assaut de bouffonneries, d'excentricités, de fantaisies burlesques ou macabres. Tout à coup, regardant, par le hublot, le ciel qui s'assombrissait, il dit d'un ton moitié sérieux, moitié plaisant :

— Messieurs, dans vingt-quatre heures au plus, nous allons être sous les canons d'Alger... Ah! ah! messieurs les officiers, nous allons voir du nouveau !...

Et, levant son verre avec une gravité comique :

— Sur mon honneur, messieurs, je ne changerais pas ma place pour celle de vice-roi des Indes !...

— Pourvu, dit le capitaine de Trélan, que l'amiral ne s'avise pas encore une fois de rétrograder !

— L'amiral, dit Murrer, n'a pas été aimable pour moi : vous en conviendrez, messieurs! mais je dois reconnaître que c'est l'amiral qui a raison! Croyez-en le vieux marin que je suis !... Un débarquement est toujours une entreprise des plus difficiles.

Il ajouta, d'un ton sarcastique :

— Surtout quand on porte sur son dos toute la flotte française !...

— Soyez tranquille, mon cher commandant, dit Louis de Bourmont, avec l'assurance d'un personnage officiel : cette fois, nous débarquerons!...

— Je n'en doute pas, mon cher capitaine. Et quelle belle fête pour vous, messieurs !... Vous allez trouver en débarquant 300 pièces de canon, dissimulées dans les broussailles... Gare à ceux qui se feront prendre ! Vous savez que les Bédouins ne pardonnent pas : ils vous coupent le cou, ils vous empalent fort proprement... Eh ! eh! je me vois déjà sur la place Bab-Azoun, empalé avec M. l'amiral !... Chrétiennement, soyez en sûrs, je lui pardonnerai ses offenses et je l'exhorterai à bien mourir...

Ces propos féroces, dont on ne savait si l'on devait rire ou s'offusquer, tellement l'Anglais y mettait d'apparente bonhomie, jetèrent un froid par toute la table. Visiblement agacés, les capitaines se levèrent les premiers : les autres suivirent, échangeant des remarques acerbes sur l'attitude de l'Anglais. Loiseau haussait les épaules. Il disait à ces messieurs :

— Vous vous trompez !... D'ailleurs, cet Anglais est impayable ! Sur un théâtre de Paris, il ferait salle comble tous les soirs !...

Vers dix heures, le temps recommença à fraîchir. Le lendemain, il était plutôt mauvais. Grande émotion à bord. Le branle-bas avait été annoncé pour quatre heures du matin, car on approchait d'Alger. Et voici que la mer devenait de plus en plus houleuse. A tout instant, on essuyait des grains; les navires, secoués par de grosses vagues, tanguaient, et, du côté de l'ouest, tout l'horizon était bouché. Très perplexe, l'amiral se décida, une seconde fois, à rebrousser chemin. Alors, ce fut un véritable désespoir sur toute la flotte.

Le général en chef était certainement le plus contrarié de tous. Volontairement renfermé dans sa cabine, par crainte d'altercations pénibles avec l'amiral, il se remémorait les ordres donnés au départ : faire la plus grande diligence, tâcher d'obtenir d'emblée un succès, sinon décisif, du moins assez éclatant pour influencer les élections qui devaient avoir lieu à la fin de juin. Et voici qu'on était au 12 ! Et l'amiral voulait encore différer le débarquement !... Cela reportait les débuts de la campagne à l'époque la plus chaude et la plus défavorable de l'année... Très inquiet et, lui aussi, très dépité, il envoyait de temps en temps son fils Amédée aux renseignements. Lui-même, malgré les lames déferlantes, sortait sur le balcon d'arrière, pour examiner l'état de la mer...

A la fin, il n'y tint plus. Il boutonna son uniforme, ceignit son épée, prit son bicorne et, par l'étroit escalier oscillant aux coups du roulis, il gagna les dunettes. L'amiral allait et venait sur le pont, le dos courbé, la tête basse, l'air abîmé dans des calculs profonds. Les officiers, qui étaient là, pressentirent qu'une explication décisive allait se produire entre les deux chefs. On s'écarta d'eux respectueusement. Amédée, qui savait la résolution ferme de son père, frémissait à la pensée du choc imminent de ces deux volontés contraires. Et c'était, en effet, un spectacle émouvant que celui de ces deux hommes sur qui reposait le destin d'une armée et d'une flotte immense : Bourmont en grand uniforme, avec toutes ses décorations sur la poitrine, l'épée au côté et, devant lui, Duperré en simple capote de marin, son bonnet de soie noire enfoncé jusqu'aux yeux.

L'amiral était le plus grand des deux. Dans son simple appareil, il écrasait le général tout rutilant de croix et de chamarres. Personne ne put rien entendre de cet entretien capital. On vit seulement Bourmont porter tout à coup la main à la poche intérieure de son habit, comme pour y chercher quelque chose, puis laisser retomber sa main vide. Ce n'est que longtemps après que l'on put savoir ce qui s'était dit alors...

De la façon la plus courtoise, le général en chef avait abordé l'amiral, qui se promenait de long en large, le visage toujours sombre et soucieux :

— Monsieur l'amiral, dit Bourmont d'un ton mesuré mais ferme, cette fois, il faut débarquer !

Duperré ne répondit pas tout de suite. Puis il prononça, non sans humeur :

— Cela dépend du vent.

— Non, dit Bourmont, cela dépend de moi... Et je vous assure que, cette fois, nous débarquerons.

— Nous débarquerons quand nous pourrons... J'ai une responsabilité que vous n'avez pas... Et du moment que la mer n'est pas favorable...

— Monsieur l'amiral, la mer n'est pas mauvaise. Vous savez que j'ai le droit de vouloir...

Et, là-dessus, il fit le geste de chercher dans sa poche le décret royal qui lui donnait tous pouvoirs sur la flotte comme sur l'armée. Puis, toujours très calme, mesuré et courtois, il ajouta :

— Je veux que nous débarquions !...

Il fallut bien s'exécuter. L'amiral paraissait furieux. Car la mer était plutôt inquiétante. Mais, par une chance inespérée, elle se calma vers midi. La flotte avait remis le cap sur Alger. Le lendemain, à l'aube, à travers les brumes matinales, on vit réapparaître la Ville Blanche...

Des cris d'enthousiasme, des acclamations qui partaient de tous les navires, saluèrent l'apparition si longtemps attendue :

— Alger ! Alger ! Vive le Roi !

La première fois, on avait à peine entrevu la cité mystérieuse. Mais, ce matin du 13 juin, elle était si proche qu'on distinguait tous les détails du paysage : d'abord le grand triangle blanc que dessinait l'entassement des maisons percées d'innombrables petites fenêtres, étroites comme des trous de

guêpes, les môles et le phare, les bâtiments du port, et, tout autour, au flanc des collines, la campagne verte, parsemée de villas d'une blancheur éclatante. Sur le pont, la lunette à la main, les officiers de l'état-major se pressaient curieusement. Certains croyaient apercevoir des palmiers. Mais on voyait très nettement des gens montés sur les terrasses des maisons et regardant le déploiement formidable de la flotte. Au sommet du triangle, la Casbah, où flottait le drapeau deylical, semblait déserte...

Tout à coup, Amédée de Bourmont qui, de sa lunette marine, fouillait tous les quartiers de la ville, cria au commandant Murrer, lequel, deux pas plus loin, scrutait lui aussi, l'horizon ;

— Voyez-vous, sur la dernière terrasse de la Casbah, un pavillon au toit pointu, qui vient de s'ouvrir?... Une femme s'avance sous une ombrelle écarlate!...

— Saluons-la! dit l'Anglais narquois!... Et espérons que cette aimable personne nous portera bonheur!...

— D'autres femmes la suivent! dit Amédée, l'œil toujours collé à la lorgnette.

— Cher monsieur, vous allez voir bientôt tout le harem venir au-devant de nous!

Cette facétie se répandit instantanément d'un bout à l'autre de *La Provence*. Les canonniers acclamèrent galamment les dames d'Alger. Ils s'imaginaient qu'on allait commencer tout de suite le bombardement de la ville et des forts et qu'après quelques coups de canons échangés, on ne tarderait pas à débarquer. Ce serait la terre, la liberté, Alger avec ses femmes, ses trésors, tous ses enchantements!...

Mais, au grand désappointement du troupier, on vira de bord dans la direction de Sidi-Ferruch. Le soir on était en vue de la presqu'île, qu'on longea à une distance prudente, dans la crainte que des batteries dissimulées entre les rochers n'ouvrissent le feu contre la flotte. On en fut quitte pour la peur. Pas le moindre bruit, pas un homme! La presqu'île paraissait inhabitée. Et, par un surcroît de chance, la mer était devenue tout à fait calme... Alors, il se passa sur *La Provence* une véritable scène à la Plutarque. L'amiral, tout surpris et tout heureux que cette périlleuse manœuvre se fût exécutée sans encombre, sans le moindre coup de vent, sans le moindre coup de

fusil, l'amiral s'avança, les bras ouverts, vers le général de Bourmont, qui, au milieu de ses officiers, observait le rivage :

— Maintenant, lui dit-il, c'est entre nous à la vie et à la mort ! Nous débarquerons demain !

Bourmont s'inclina, et, le sourire aux lèvres, avec la parfaite aisance d'un homme de cour, qui sait parler comme un chef, quand il le faut :

— Voilà qui est à merveille, monsieur l'amiral, dit-il, j'étais bien sûr que nous débarquerions !...

SIDI-FERRUCH

On passa la nuit dans l'attente, une attente quelque peu angoissée, car on redoutait, d'un moment à l'autre, une attaque des Bédouins.

Aucune attaque ne se produisit. Aucun mouvement, aucun bruit suspect. Sur les navires à l'ancre, on ne percevait que le déroulement rythmique et doux de la vague expirant, là-bas, dans les ténèbres, le long des plages de sable fin. L'obscurité nocturne s'ajoutant à l'appréhension d'une vague menace faisait peser sur toute la flotte un sentiment de malaise et d'incertitude. On ne savait qu'une chose, c'est qu'on devait débarquer au petit jour. Personne ne dormit, ce soir-là, sauf peut-être le général en chef, brisé par les fatigues et les émotions de la journée précédente.

Vers trois heures du matin, Amédée de Bourmont, qui se consumait d'impatience, quitta sa couchette, descendit dans l'entre-pont, où des groupes de soldats, assis sur leurs sacs, prenaient le café, tandis que d'autres fourbissaient leurs armes à la clarté des lanternes de bord. Le branle-bas commençait. Bousculé par la presse et les mouvements brutaux des manœuvres, il regagna la dunette et vint s'accouder au bastingage. Bien que l'aube fût proche, l'obscurité était toujours profonde. Une fraîcheur délicieuse, après les premières heures d'une nuit brûlante, montait des eaux. Le roulement du flot sur la plage lointaine faisait comme une musique cristalline. Et pourtant le jeune homme ne pouvait vaincre le sentiment d'oppression qui régnait autour de lui. Ce silence, dans ces ténèbres, était quelque chose d'effrayant. Que se préparait-il derrière toutes ces noirceurs et toutes ces épaisseurs silen-

cieuses? Pourquoi ces Bédouins n'attaquaient-ils pas? La veille, en plein jour, ils n'avaient même pas daigné tirer un coup de fusil contre les premières chaloupes qui venaient sonder le rivage. L'armée tout entière en était comme mortifiée. On aurait dit que l'ennemi dédaignait son agresseur! Tout cela n'était pas naturel. Quelque formidable surprise devait se machiner, en ce moment même, dans toute cette nuit et tout cet inconnu!...

Le lieutenant essayait de percer les ténèbres denses, de découvrir une lueur dans la direction de la terre. Toujours rien! Il s'abîma dans une songerie, qui allait de sa fiancée aux terribles responsabilités dont son père avait assumé la charge... Puis, peu à peu, il vit la blancheur mate des eaux émerger de l'ombre, puis toute la baie avec son peuple de navires et les contours de la presqu'île se dessiner sous un rideau de brumes. La baie était plus étroite qu'il ne l'avait cru d'abord. C'était miracle, vraiment, qu'une telle flotte pût s'y abriter sans trop d'encombre! Et la presqu'île aussi paraissait singulièrement étroite. Comment faire tenir quarante mille hommes sur cette langue de terre? Trouverait-on même un peu d'eau sur ce sol sablonneux et pauvre, où l'on ne distinguait, çà et là, que de rares traces de végétation, quelques arbustes malingres qui ressemblaient à de grosses éponges abandonnées sur le rivage? A la pointe de l'isthme se dressait la fameuse *Torre-Chica*, signalée par tous les guides de navigation, cette tour de guet bien plus que de défense, qui flanquait le marabout de Sidi-Ferruch... Dans l'aube grise, ces choses avaient un aspect blafard et morne, l'air irréel et sans profondeur d'une épure...

Mais le soleil montait lentement derrière des amoncellements de nuages. Bientôt, la côte émergea de ses vapeurs. Et le déploiement des rivages, avec leur ceinture de montagnes, dans le lointain, parut immense. A l'ouest, à l'extrême limite de l'horizon, le massif du Chenoa s'arrondissait comme une énorme coupole. Cela ne rappelait en rien les belles lignes architecturales des montagnes provençales. C'était une grandeur uniforme et sévère, avec quelque chose de hautain, de fermé, d'inhospitalier. Et toujours cette impression de silence et d'immensité un peu angoissante!... Amédée en était vivement frappé. Instantanément, dès qu'il embrassa d'un coup d'œil cette désolation du rivage africain, une vague de tristesse

s'abattit sur lui, comme s'il pressentait, derrière cette grandeur inaccessible et farouche, l'énormité des sacrifices qui allaient s'imposer plus tard au conquérant et peut-être aussi quelque chose de son propre destin. Très probablement, une impression pareille était ressentie même par les humbles troupiers qui, dans l'entrepont, attendaient, l'arme au pied, l'heure du débarquement. Tout le monde se taisait instinctivement, sans que l'ordre en eût été donné. Les rames des remorqueurs qui se pressaient contre les flancs des navires, faisaient le moins de bruit possible...

Déjà les chalands s'emplissaient de monde. Aucune démonstration hostile ne gênait la manœuvre. Amédée vit les premiers fantassins sauter à l'eau et, pliant sous le poids de leurs armes et de leur havresac, toucher la terre sans coup férir... Il était cinq heures du matin. Les colonnes de débarquement s'élancèrent immédiatement à l'assaut du marabout, qui paraissait désert comme toute la presqu'île... Quelques instants après, le drapeau blanc flottait au sommet de la *Torre-Chica*...

Ce fut une minute d'intense émotion. Amédée ne put se tenir de battre des mains, tandis que, d'un bout à l'autre de la flotte, des acclamations frénétiques retentissaient, saluant l'étendard fleurdelysé et le premier pas de la France sur cet immense continent, où s'ouvrait, pour elle, un empire... Mais un coup de canon fit taire brusquement cette clameur triomphale. Un boulet venait de tomber à quelques toises de *La Provence*. D'autres boulets suivirent : c'était l'artillerie turque qui ouvrait le feu, embusquée dans une redoute qui dominait la plage ouest de la presqu'île. Rapidement, elle fut mise hors de combat par *L'Actéon*, *La Badine* et *La Bayonnaise*, qui la prirent à revers. Le débarquement se poursuivit avec un élan de plus en plus confiant et irrésistible, tandis qu'on voyait des cavaliers bédouins, dans l'envol de leurs bournous, s'enfuir du côté de Staouëli. Cette batterie si vite éteinte, cette fuite éperdue de l'ennemi, c'étaient les prémices de la victoire... Dans sa joie, Amédée étreignit son frère Charles, qui était venu le rejoindre sur la dunette avec quelques officiers d'ordonnance. Ces messieurs ne cachaient pas leur impatience. Selon les dires des officiers de marine, l'état-major ne serait pas à terre avant neuf ou dix heures...

Quelques instants après, le jeune homme était dans sa

cabine, et, d'une main hâtive et tremblante d'émotion, il écrivait à sa cousine, Adèle de Becdelièvre :

En rade de Sidi-Ferruch, 13 juin 1830.

« Chère Adèle, j'ai antidaté ce billet que je vous écris avant de quitter *La Provence*. Je veux qu'il porte la date glorieuse du jour où nous sommes arrivés en vue de la terre africaine. Au moment où je vous écris, le débarquement n'est pas encore terminé. Mais le drapeau blanc est arboré sur le marabout de Sidi-Ferruch... Quelle joie ! La mer est absolument calme. Bonne santé. Moral excellent... Et quel spectacle que cette baie où sont mouillés les navires du Roi, des centaines de beaux navires portant des noms héroïques ou mythologiques, comme aux temps de la Grèce et de Rome ! Je voudrais avoir le temps de vous en donner une idée. Je ne puis vous dire qu'une chose : c'est admirable ! Tout est beau, tout est grand dans ce prodigieux pays !... Hier, jour de notre arrivée, c'était la Fête-Dieu. Quelle coïncidence ! J'y ai pensé tout de suite. N'y a-t-il pas là comme un signe et comme une annonce de résurrection pour cette vieille terre chrétienne !... Ah ! la tâche sera facile, si cela continue. Tout se passe avec le plus grand ordre. L'armée descend à terre, les bataillons succédant aux bataillons, et tout ce monde s'installe dans la presqu'île sans le moindre encombre. Nous allons prendre Alger à revers, au lieu de l'attaquer de front, comme se l'imaginaient candidement nos troupiers... Chère Adèle, mes calculs ne m'avaient pas trompé. Tout sera fini dans six semaines. Nous nous reverrons bientôt... »

Marabout de Sidi-Ferruch, 18 juin.

« Je reprends ma lettre, que j'ai dû interrompre, vous devinez trop pourquoi. Mon père et son état-major ont débarqué le 14 à neuf heures du matin, au fracas des salves et musique en tête. Je ne voulais pas manquer cette scène historique. Et puis j'ai eu les mille corvées que vous pouvez supposer, sans parler des alertes, des émotions de toute sorte. Avant-hier, nous avons subi une tempête affreuse, qui a duré toute la matinée et qui, peut-être, a failli causer le naufrage de toute la flotte. Nos frégates et nos corvettes chassaient sur leurs ancres, les chalands qui transportaient les vivres et les

munitions étaient dispersés, coulaient à pic, se brisaient contre les roches du marabout. L'amiral était au désespoir. De notre côté, on ne tremblait pas moins. Le général Tholozé sortait à tout instant pour voir si le temps changeait. Mais le vent redoublait de furie. Le drapeau qui flottait sur la tour avait été arraché jusqu'à la hampe. Et le général, frappé de ce présage sinistre, rentrait en gémissant : « C'est un désastre ! un vrai désastre ! » M. l'intendant Denniée faisait écho à ces lamentations et, tout en arpentant la terrasse, il ne cessait de répéter : « Vous verrez ! Ce sera le second tome de l'expédition de Charles-Quint ! »

Seul mon père conservait son sang-froid. Vous le connaissez ! Il excelle à cacher les plus grands troubles intérieurs sous une apparence de calme ou d'indifférence souriante. Pendant toute cette tempête, je le regardais. Ses yeux ne quittaient pas la plage, tandis que son esprit combinait les moyens de salut. On ne devinait son inquiétude qu'à la façon un peu fébrile dont il passait la paume de sa main droite sur le couvercle de sa tabatière... Et puis, vers midi, tout s'est apaisé ! L'escadre était sauvée, on peut dire par miracle ! Que serions-nous devenus, avec quinze jours de vivres tout au plus et les trois quarts de nos munitions restés sur les bateaux ! Mais tout est miracle pour nous, depuis quelque temps !...

Après cette alerte, les travaux du campement ont repris avec plus d'ardeur. Nous autres officiers, nous sommes logés provisoirement dans le marabout. Si vous voyiez les appartements du général en chef et de son état-major, vous ririez bien ! Mon père occupe la chapelle funéraire du marabout, laquelle lui sert à la fois de salle à manger et de chambre à coucher. Mes camarades et moi nous couchons dans des écuries et dans des espèces de cellules sans doute réservées aux pèlerins. Certainement nos troupiers sont mieux installés que nous !... Que ne pouvez-vous contempler avec moi du haut de la terrasse de *Torre-Chica* le tableau si coloré et si animé de notre camp !... En quelques jours, que dis-je ? en quelques heures, une ville entière a surgi du milieu des sables, une vraie ville de France, avec ses cafés, ses restaurants, ses hôpitaux, son bureau de poste et même son imprimerie. Chez un certain Hennequin qui a pris pour enseigne : *Au pourvoyeur de Nantes*, on sable le champagne, tous les soirs. On retrouve autour de ses tables

les artistes, les journalistes, les volontaires, qui accompagnent l'expédition, notamment un certain Loiseau, ancien directeur des *Délassements comiques*, et un Anglais des plus excentriques, le commandant Murrer, qui amusent le public par leur humour et leur verve intarissable. On y voit encore le prince de Schwartzemberg, qui, comme le commandant Murrer, a sollicité l'honneur de combattre avec nous sous la cocarde blanche. Vous dirai-je enfin que nous avons vu le lieutenant de Montalembert, volontaire lui aussi, se battre en combat singulier contre un cavalier arabe qui était venu le défier jusqu'aux portes du camp?... C'était beau comme un épisode de *la Jérusalem délivrée* !

Je vous conte tout cela, chère Adèle, parce que je sais bien que ce sera lu dans le petit cercle de Madame la Dauphine!... Ah! que la nuit doit être belle, ce soir, dans les jardins de Saint-Cloud! Que ne suis-je à vos côtés, sur *notre banc* du Trocadéro! Y revenez-vous quelquefois? Moi, ma pensée y revient sans cesse, en une perpétuelle alternative de tristesse et d'amoureuse exaltation...

Il ne nous reste plus maintenant qu'à attendre le débarquement complet de nos vivres et de nos munitions. On critique beaucoup M. l'amiral au sujet de ces retards continuels. Songez que la plus grande partie de nos convois est encore à Palma! C'est pourquoi mon père, malgré sa confiance dans le succès final, n'ose pas trop se lancer en avant. Le terrible exemple de Charles-Quint est toujours sous ses yeux. Il ne veut pas marcher sur Alger sans son artillerie... Mais j'ai bon espoir, moi aussi! Tout a été si facile jusqu'ici ! Visiblement, Dieu est sur nous ! Songez donc ! Nous avons pu débarquer sans tirer, pour ainsi dire, un coup de canon. Et il aurait suffi de quelques batteries ennemies pour nous mettre dans la position la plus critique. Aucune attaque ne nous a empêchés de nous fortifier dans l'isthme et avant-hier, — j'en frémis encore! — nous avons échappé à une tempête qui aurait dû nous anéantir ! Ne trouvez-vous pas, comme moi, qu'il y a quelque chose de providentiel dans tout cela? Et c'est pourquoi j'ai si bon espoir!... Que sera demain pour nous? Je pressens qu'un grand combat est proche. Des burnous arabes s'agitent du côté de Staouëli. Des batteries se disposent sur les hauteurs voisines du camp... Chère Adèle, je ne veux pas penser au danger!

D'abord, il n'y a pas de danger ! Je ne pense qu'à vous, à la gloire d'être digne de vous. Partout où j'irai, partout où je serai, vous êtes avec moi, je suis avec vous, toujours !...

« Amédée. »

SOUS LA COCARDE BLANCHE

On se battait depuis le petit jour. Le soleil n'était pas encore levé que l'artillerie turque avait tiré son premier coup de canon.

Le général en chef crut d'abord qu'il ne s'agissait que d'un combat d'avant-poste. Il était mal renseigné sur les forces de l'ennemi. Toutefois on pouvait juger, même de loin, qu'une armée considérable, au moins égale à celle des assaillants, était massée sur le plateau de Staouëli. Pour des raisons de prudence trop compréhensibles, son artillerie lourde n'étant toujours pas débarquée, Bourmont hésitait à s'éloigner de ses bases et à marcher témérairement sur Alger.

Mais il se trompait sur les intentions des Turcs. C'était une véritable bataille qui devenait imminente, un engagement général des forces en présence. L'agha Ibrahim, le gendre du Dey Hussein, le généralissime de l'armée algérienne, ayant constaté la faiblesse de notre gauche mal appuyée au rivage, la fit attaquer à fond par ses janissaires et par les troupes de Bou-Mezrag, le bey de Tittéri. Pendant ce temps, les contingents oranais se portaient contre notre centre, et le bey de Constantine marchait sur notre aile droite. D'abord notre gauche faillit être débordée. Puis, après maintes alternatives sur tout le front, l'avantage sembla passer de notre côté. La brigade Damrémont et la brigade d'Uzer réussirent à déloger les Arabes d'un ravin qu'ils occupaient de l'autre côté d'un ruisseau. Alors, l'élan de nos soldats devint furieux et irrésistible. Ils brûlaient de venger leurs camarades ignoblement massacrés et mutilés par les Bédouins au cours des escarmouches récentes. Un peu partout, dans les broussailles qui environnaient le camp, ils avaient retrouvé leurs cadavres décapités, le ventre ouvert, les entrailles arrachées. Ils se racontaient que le Dey payait cinquante piastres à quiconque lui apportait une tête de Français, et ils savaient que l'ennemi ne faisait pas de prisonniers. Tout Français, qui se laissait prendre, les Arabes lui coupaient

immédiatement la tête, quelquefois avec des raffinements de cruauté horrible. Et c'est pourquoi le troupier se ruait si furieusement contre des ennemis en qui il ne voyait plus que des bourreaux. Les deux brigades victorieuses finirent par gagner presque tout le terrain qui s'étendait jusqu'aux batteries turques.

Bourmont qui, des hauteurs du marabout, suivait les phases de la bataille, jugea opportun de poursuivre un tel avantage. Il crut possible de tourner les batteries, de s'en emparer et peut-être de disperser le camp de Staouëli.

Sans tarder, il descend du marabout avec tout son état-major et se porte sur la ligne d'attaque. Il fait donner l'ordre à la brigade d'Uzer de se lancer à l'assaut de la batterie centrale. Comme les premières colonnes s'ébranlent, voici qu'on entend tout à coup une immense clameur du côté des Turcs, et qu'on aperçoit une confusion indescriptible dans leurs rangs. C'étaient les Kabyles qui se débandaient en criant :

— Nous sommes vaincus ! sauve qui peut !...

Pris entre leurs propres troupes et les nôtres, beaucoup furent décimés sur le terrain même. La plupart s'échappèrent par la gauche, alors dégarnie, et gagnèrent le littoral. D'autres se glissèrent entre les mamelons qui montent vers le plateau de Staouëli. Mais un gros de cavaliers fut cerné par un détachement de la brigade d'Uzer. Cela risquait de retarder et même d'entraver la marche de nos troupes contre la batterie. Le général, inquiet, envoya immédiatement son fils Amédée voir ce qui se passait...

Lorsque le lieutenant arriva sur le terrain, le peloton avait été anéanti. Il ne restait plus qu'un cavalier vêtu d'un burnous rouge à frange d'or, un homme de haute taille, qui avait l'air d'un chef. Il fut aussitôt désarçonné, jeté par terre. Le cheval, blessé, fut achevé d'un coup de baïonnette en plein poitrail, tandis que le cavalier, gisant, s'arcboutait sur un coude et déchargeait inutilement un dernier coup de pistolet. Des voltigeurs se ruèrent sur lui. Il fut maintenu contre terre par des mains enragées. Les yeux pleins de haine, un sergent corse, dont le frère avait été massacré et mutilé la veille, arracha au cavalier son yatagan et il s'apprêtait à lui trancher la tête. Fonçant vers le groupe, des sapeurs alsaciens accouraient, brandissaient leurs haches...

Amédée, voyant la chose atroce qui allait s'accomplir, éperonna sa monture, en criant de toutes ses forces :

— Arrêtez ! Arrêtez !... Ordre du général commandant !

Lâché par le sergent, qui jetait à Amédée des regards furibonds, l'homme s'était remis debout. Drapé dans son grand manteau rouge, il levait fièrement la tête, l'air impérieux et quasi royal. C'était Messaoud, — le fils du bey de Tittéri, dont les escadrons s'enfuyaient en ce moment même, talonnés par les grenadiers de Berthezène. Il s'avança vers le lieutenant et, à la stupeur des assistants, dans le plus pur français, il déclina son nom, ses titres et qualités. Puis il ajouta :

— Je suis ton prisonnier !... mais je n'oublie pas que je te dois la vie ! Je saurai m'en souvenir à l'occasion !... A présent, tu es le maître ! Fais de moi ce que tu voudras !

Il parlait toujours avec le même air souverain. Amédée n'était pas le moins abasourdi, en entendant de tels propos sortir d'une telle bouche. Tout de suite, il comprit le parti qu'on pourrait tirer d'une pareille capture : ce fils du bey de Tittéri était un otage des plus précieux. Il fit le salut militaire, tandis que Messaoud, se touchant le front, le cœur et les genoux, s'inclinait en une longue salutation à la mode de son pays. Un peu surpris par ce tutoiement oriental, le fils du général-comte de Bourmont dut faire effort pour répondre, avec la même familiarité hautaine :

— C'est bien !... Le général en chef décidera de ton sort !... En attendant, tu vas suivre ces hommes !

Et il donna l'ordre à une escouade de voltigeurs de conduire le prisonnier dans la petite cour intérieure du marabout et de l'y garder à vue, sans s'écarter de lui un seul instant, jusqu'à ce que le général eût pris une décision à son égard.

Là-dessus, il éperonna son cheval, pour rejoindre son père et lui rendre compte de l'aventure. Le général, avec son état-major, était toujours au même endroit, sur un tertre, d'où l'on découvrait tout l'espace mamelonné et sablonneux qui s'étend jusqu'au plateau de Staouëli. Il écouta à peine les explications d'Amédée : c'était le moment le plus chaud de la bataille. Mais cela tournait, pour nous, à la victoire complète. La brigade Achard enlevait la redoute principale, tandis que les janissaires, en pleine déroute, s'enfuyaient dans la direction de Sidi-Khalef et d'Alger. A dix heures, tout était terminé. Nos

troupes pénétraient dans le camp abandonné, où la magnificence des tentes arabes et la richesse des armes leur furent de grands sujets d'ébahissement.

Le général ne rentra à Sidi-Ferruch qu'après s'être assuré par lui-même que l'ennemi était en fuite et que la position de Staouëli pouvait être conservée. Lorsqu'il parut, l'armée, se formant en bataille, le salua de ses acclamations. Il passa au galop, sur le front des troupes, tandis que les musiques jouaient *Vive Henri IV* et que le cri de « Vive le Roi » retentissait, en une immense clameur, d'un bout à l'autre de la presqu'île...

Les quelques mots, qu'il avait pu échanger avec Amédée, avaient laissé entrevoir à Bourmont, lui aussi, l'importance de la capture faite par les voltigeurs du 20e de ligne. Le fils du bey de Tittéri était non seulement un otage de prix, mais il pouvait servir d'intermédiaire pour les tractations futures. Tout de suite, en descendant de cheval, il voulut voir le prisonnier. Dans la crainte de blesser les sentiments religieux de ce musulman, en le recevant dans la chapelle funéraire du marabout transformée, faute d'un autre logement, en chambre à coucher, il le manda dans le bureau du général Desprez, chambrette aveugle, qui ne prenait jour que par une porte ouverte sur la grande cour intérieure.

A l'apparition du prisonnier, Bourmont fut quelque peu surpris et même ébloui par la prestance de ce magnifique cavalier. Il le dévisagea un instant sans mot dire. L'éclat soudain de ce burnous écarlate dans la pénombre de la petite chambre blanchie à la chaux l'avait saisi. Il regardait avec curiosité ce costume exotique, encore tout nouveau pour lui : ces bottes de maroquin rouge, brochées d'or et d'argent, cette veste et cette culotte bouffante toutes couvertes de chamarres, le chapelet d'ambre qui pendait au col de ce soldat, les bagues qui chargeaient ses doigts. Mais en homme de commandement qui va tout de suite à l'essentiel, il pénétra d'un coup d'œil cette physionomie martiale, ce visage aux yeux bleus et aux moustaches blondes, ce front bas, encore rétréci par la bordure blanche du turban, cette figure qui exprimait une bravoure un peu brutale, avec une certaine candeur réticente. Nul doute que la première impression fût favorable. Le

général, après avoir répondu militairement au salut de Messaoud, le convia à s'asseoir sur l'unique chaise restée libre : le jeune homme préféra s'accroupir, à la mode africaine, sur un amas de couvertures, qui occupait un des angles de la chambrette.

— Comment savez-vous si bien le français ? demanda Bourmont à brûle-pourpoint.

Un soupçon soudain lui était venu : si cet homme était un espion ! s'il s'était laissé prendre à seule fin de pénétrer dans le camp français !...

Messaoud évita de répondre directement, afin de se donner le temps de la réflexion. Il demanda d'abord au général la permission de le tutoyer. Certes, il connaissait bien les formules de politesse employées par les Roumis. Mais l'habitude lui manquait. Avec Khadidja, qui avait été son maître de français, il n'usait jamais que du tutoiement. Il dit, en ayant l'air de chercher ses mots :

— Comment j'ai appris le français ?... Mais auprès des serviteurs de mon père !

Et, regardant Bourmont bien en face, avec l'air calme et raisonnable d'un homme qui propose un marché :

— Nous avons des esclaves français !

Bourmont crut comprendre qu'il faisait miroiter à ses yeux la possibilité d'un échange et qu'il se donnait l'air de traiter avec lui d'égal à égal. Cela lui fit froncer le sourcil. Pour détourner une conversation qui pouvait devenir délicate, il interrogea Messaoud sur son père, sur les fonctions et le grade du jeune homme dans l'armée ennemie. Celui-ci répondit simplement, que son père était le bey de Tittéri et que, quant à lui, il commandait les contingents de Kabylie, des hommes rudes, à demi sauvages, qui détestaient la tyrannie des Turcs... Et, subitement, à la grande stupeur du général, il confessa :

— C'est moi qui ai donné le signal de la débandade !

— Vous... tu as fait cela ! s'exclama Bourmont qui, de plus en plus, redoutait il ne savait quel piège.

— Oui, j'avais à me venger de mon père et d'Hussein Pacha !... Et aussi des Turcs. Car je les exècre encore plus que mes Kabyles ne les détestent... Ceux-ci étaient furieux contre les janissaires d'Hussein. Et c'est pourquoi ils ont obéi à mon signal !

Alors, il conta, comme la chose la plus naturelle du monde, que le Dey Hussein, ayant promis cinquante piastres à tout homme qui lui apporterait une tête de Français, les janissaires turcs avaient imaginé de couper les têtes de quelques Kabyles et de les présenter au Pacha comme têtes de Français, en réclamant la récompense promise. Bien que la supercherie eût été découverte, le Dey avait refusé de punir les coupables. De là la fureur et le ressentiment des Kabyles, qui s'étaient juré de fuir à la première occasion...

Le général ne savait trop ce qu'il devait croire de cet étrange récit. Il ne put s'empêcher de s'écrier :

— Mais c'est une trahison !

— Nous nous sommes vengés, voilà tout !... D'ailleurs, la bataille était perdue, lorsque j'ai crié : « Sauve qui peut ! » Nous n'avons fait qu'accélérer la déroute !...

— Mais quel motif as-tu d'en vouloir si fort à ton père et au Dey ?

Incontinent, le visage de Messaoud se rembrunit. Une barre se marqua sur son front. Bourmont sentit qu'un mur de silence et d'obstination invincible se dressait entre lui et son prisonnier. Il n'insista pas. Finalement, celui-ci prononça de son ton le plus ferme :

— Maintenant, je t'ai dit tout ce que j'avais à te dire Fais de moi ce que tu voudras... Quoi qu'il arrive, je n'oublierai jamais que ton fils m'a sauvé la vie et que le représentant de la France m'a traité avec honneur...

— Et moi, dit Bourmont, je n'oublierai ni ta franchise, ni les sentiments de gratitude que tu viens de m'exprimer...

Et, rappelant ses officiers d'ordonnance qui se promenaient dans la cour, il prescrivit de faire installer le prisonnier au dernier étage de la *Torre Chica* et d'avoir pour lui tous les égards dus à son rang, puisqu'il était personne de qualité, sans négliger, toutefois, les précautions requises.

Messaoud avait saisi les derniers mots du général. Il ricana :

— Inutile de me faire garder à vue : je ne m'enfuirai pas... Où veux-tu que j'aille à présent ? Si les Turcs me prenaient, je suis sûr de mon affaire...

— Justement, dit Bourmont avec un fin sourire : j'ai le devoir de veiller à ta sécurité !...

Pour les vainqueurs de Staouëli, c'était une belle proie que le fils du bey de Tittéri, une proie d'autant plus précieuse qu'il était à peu près l'unique prisonnier qu'on eût fait jusque-là. En effet, les Bédouins, convaincus que l'ennemi les traiterait aussi férocement qu'eux-mêmes, s'efforçaient d'emporter tous leurs blessés hors du champ de bataille. Ceux qui restaient par terre aimaient mieux se poignarder que de se laisser prendre. Messaoud, lui aussi, redoutant les pires supplices, avait pris ses précautions. A l'annulaire de la main droite, il portait une bague que lui avait donnée Mamma Néfissa et dont le chaton, formé d'une grosse émeraude un peu fumeuse, contenait une goutte d'un poison terrible : la mort était, paraît-il, instantanée. Dans les familles beylicales, on conservait jalousement le secret de ce poison dont la formule, transmise par les alchimistes arabes, remontait peut-être aux fameux empoisonneurs du temps des Césars romains. Princes ou ministres, favoris ou favorites, on pouvait toujours s'attendre à une fin tragique. Le poison devenait le recours suprême pour qui voulait échapper au poignard des janissaires ou aux crocs de la porte Bab-Azoun. Mamma Néfissa, qui appréhendait toujours le sort de son mari, s'était munie de ce remède désespéré et elle avait obligé Messaoud d'accepter cette bague sinistre... Si les voltigeurs du 20e de ligne ne s'étaient pas précipités sur lui au moment où il tombait de cheval et ne lui avaient pas saisi les bras en le collant la face contre terre, on devine ce qui serait arrivé...

Aussi avait-il été prodigieusenent surpris de l'intervention salvatrice d'Amédée. Un ordinaire Africain, un homme du bled, n'eût vu dans cette clémence qu'un signe de faiblesse : la peur de représailles. Mais Messaoud était de race noble, et Lalla Khadidja avait fait passer en lui quelques-uns des sentiments raffinés, qu'elle admirait, sans trop les comprendre, chez les Roumis. Il eut tout de suite, pour celui qui l'avait sauvé, une sincère et très grande reconnaissance.

Cela facilita singulièrement les relations entre les deux jeunes gens. Le général avait chargé son fils d'interroger adroitement le prisonnier, non seulement sur les défenses d'Alger et les forces réunies par le Dey, mais sur les voies d'accès, les points d'eau, les possibilités de ravitaillement en cours de route. Car l'état-major ignorait tout cela. Mais, dès la

première tentative, Amédée avait senti se cabrer ce farouche cavalier. Le front barré, Messaoud s'était renfermé dans le même mutisme invincible que, tout à l'heure, devant le général. Il semblait dire à son nouvel ami : « Tout ce que tu voudras ! mais pas cela !... »

Le commandant Murrer, immédiatement attiré par le bruit de cette capture illustre, se heurta au même parti pris de silence. Il avait demandé au général en chef l'autorisation d'interroger, lui aussi, le captif, se faisant fort, grâce à sa connaissance de l'arabe, d'en tirer d'utiles indications. Par prudence, Amédée fut chargé d'assister à l'entretien. L'Anglais, dépité de n'avoir rien obtenu, ne cacha pas sa mauvaise humeur. En descendant de la tour, il dit au lieutenant :

— Décidément, il est très fort !

Puis, comme se parlant à lui-même :

— C'est égal, un jour ou l'autre, il pourra servir...

Mais il se tut tout aussitôt, comme s'il craignait d'en avoir trop dit.

En dépit de cette réserve observée par le prisonnier, une véritable intimité ne tarda pas à s'établir entre les deux jeunes gens. Ils se voyaient tous les jours, et même plusieurs fois par jour, dans la cellule de Messaoud, ou sur la terrasse de la *Torre-Chica*. On tuait le temps comme on pouvait. Car, malgré les alertes fréquentes, on n'avait pour ainsi dire rien à faire. Les vainqueurs de Staouëli restaient sur leurs positions, toujours pour le même motif : le matériel de siège n'était pas débarqué. Après un moment d'affolement, cela finit par rendre courage aux troupes du Dey, groupées sous le commandement de Bou-Mezrag, le père de Messaoud. Celui-ci, bien entendu, ne savait rien de tout cela. Mais il s'étonnait des lenteurs et des hésitations des Français à poursuivre leur avantage. Il blâmait surtout leur tactique. Ce cavalier du Sud ne comprenait rien à la guerre moderne. Il disait à Amédée :

— Votre guerre est impie !... ce n'est plus la guerre, c'est l'assassinat ! Ces boulets, ces balles qui vous tombent, on ne sait d'où et qui tuent sans qu'on ait vu l'agresseur !

Et, d'autres fois :

— Vous n'êtes pas braves ! La vraie bravoure, c'est de se battre homme contre homme, à armes égales !...

Amédée essayait vainement de lui faire admettre qu'il y a

peut-être plus d'héroïsme à mourir ainsi, d'une mort anonyme et inévitable, d'une mort acceptée comme un devoir et comme un sacrifice, qu'en se défendant pied à pied contre un adversaire. Messaoud s'entêtait à lui répéter :

— Non ! vous n'êtes pas braves ! Ce n'est pas ainsi qu'on se bat !...

Alors, dans la crainte d'irriter davantage son amour-propre, Amédée détournait la conversation. Il lui parlait de son père, ce terrible bey de Tittéri, dont la renommée guerrière était venue jusqu'à l'armée française. Mais Messaoud ne voulait rien dire de son père, sinon qu'il le détestait. Il se rejetait sur Médéa et ses jardins, qu'il décrivait comme des lieux enchanteurs. Il célébrait aussi avec enthousiasme la vie errante qu'il avait menée dans le Sud, ces longues courses à cheval à travers les steppes. A l'en croire, il avait noué là-bas de précieuses amitiés. Le cheick des Tedjanis, notamment, l'aimait comme un fils. Enfin, il avait des intelligences partout. Il lui suffirait de faire un signe pour soulever les tribus. Visiblement, il s'efforçait de donner de lui-même et de son influence une idée avantageuse à un officier français, qui tenait de si près au généralissime. Au fond de tout cela, Amédée devinait des arrière-pensées trop manifestement intéressées, un peu de la ruse retorse du barbare, et il se chagrinait de constater ce mélange d'artifice et de sincérité en cet étranger, dont la rudesse et la naïveté l'attiraient et qu'il se laissait aller de plus en plus à considérer comme un ami. Lui-même était tout attendri à la pensée d'avoir sauvé Messaoud et d'autant plus que celui-ci semblait l'avoir déjà oublié. Cette insensibilité, réelle ou feinte, ne faisait qu'exciter son inclination pour lui et son désir de pénétrer plus avant dans cette âme obscure et violente.

Mais Messaoud, soit prudence calculée, soit pudeur instinctive devant un homme qui n'était ni de sa race, ni de sa croyance, se refusait toujours à parler de soi. Il disait à Amédée :

— Parle-moi plutôt de Paris ! Un Français comme toi ne peut avoir que du mépris pour nos pauvres bourgades africaines !

Il ajouta, avec un clin d'œil significatif et une expression sensuelle qui choquèrent le romantique Amédée :

— J'ai ouï dire qu'il y a, dans votre Paris, un lieu de

délices, nommé le Palais-Royal, et tout plein de houris les plus ravissantes du monde !...

— Je l'ignore, dit Amédée.

Et, d'un ton grave, qui entendait bannir toute plaisanterie :

— J'ai, là-bas, une fiancée !...

Messaoud, brusquement frappé par ce mot, resta un instant silencieux. Puis, il prononça, d'un air grave, lui aussi, et comme se parlant à lui-même :

— Moi, j'en avais une !...

— Elle est morte ? demanda Amédée, en un soudain élan de compassion.

— Non ! c'est pire...

La barre de mutisme reparut sur le front de l'Africain. Amédée comprit qu'il ne devait pas insister. Encore une fois, cette âme sauvage se dérobait à une sympathie qu'il aurait voulue toute fraternelle.

Ces conversations se renouvelaient chaque soir et même se prolongeaient assez tard dans la nuit. Messaoud ne se lassait pas d'entendre Amédée lui vanter les splendeurs de Paris. Et même il le questionnait sur Marseille, dont Khadidja, avec une enfantine admiration, lui avait conté cent merveilles. Et, tout en causant avec le jeune Roumi, il lui apprenait à fumer un narghilé, qui avait été trouvé à Staouëli, dans la tente de l'agha Ibrahim. Les heures passaient. On était en juin. Une chaleur étouffante rendait à peu près inhabitable les chambrettes du marabout. Impossible de dormir, dans ces étroits réduits envahis par les moustiques et la vermine. Là, au moins, sur cette terrasse de la *Torre-Chica*, on jouissait d'un peu de fraîcheur. Un clair de lune épanoui enchantait le silence, que rompait seul le brisement rythmique du flot sur les écueils, ou, de temps en temps, le qui-vive d'une sentinelle...

Cependant ces conciliabules trop fréquents et trop prolongés faisaient murmurer bien des gens. Même parmi les officiers de l'entourage du général, on trouvait que celui-ci traitait son prisonnier avec une indulgence et des égards excessifs. Les troupiers, exaspérés par la cruauté des Arabes, qui continuaient à assassiner et à mutiler leurs camarades, s'indignaient de ne pouvoir se venger sur un de leurs chefs. Le sergent corse, qui avait failli égorger Messaoud, en voulait tout particulièrement à Amédée, d'avoir empêché sa vengeance. Il était furieux aussi

qu'on lui eût fait rendre les dépouilles du cavalier désarçonné, le yatagan incrusté de pierreries, la selle caparaçonnée de velours rouge, dont il s'était emparé sous les yeux mêmes du lieutenant. On voulait, disait-on, offrir à M. le Dauphin ces prémices de la victoire... Dans les bivouacs du 20e de ligne les commentaires allaient leur train. On ne ménageait ni le lieutenant de Bourmont ni son père : « ces aristocrates, cela ne se battait pas !... Ils ne se montraient que pour arracher au soldat son maigre butin !... »

Colportés par l'envie et la malignité, les propos du troupier revinrent bientôt à Amédée. Si injustes qu'ils fussent, ils le blessèrent au vif, lui qui, dès le premier moment, s'était exposé avec une bravoure quelquefois même inutilement téméraire, aux endroits les plus périlleux des avant-postes. Ces calomnies réveillèrent en lui certains échos de ses conversations avec Messaoud : « Vous n'êtes pas braves, vous autres Roumis ! » avait dit l'Africain. L'opinion méprisante de ce barbare l'humiliait, tout en l'indignant. Il brûlait de forcer son estime et même son admiration, de se signaler enfin par quelque action d'éclat. Et puis n'avait-il pas son épaulette de capitaine à gagner ? Son mariage, son bonheur futur ne dépendaient-ils pas de cet avancement, et le général n'avait-il pas mis son consentement à ce prix ? C'est pourquoi il demanda à son père de résigner ses fonctions d'officier d'ordonnance et de reprendre sa place dans son régiment, le 49e de ligne, à la tête de ses grenadiers. Et il se mit à guetter une occasion...

LA BAGUE VÉNÉNEUSE

La tranquillité relative, dont on jouissait à Staouëli comme à Sidi-Ferruch, ne fut pas de longue durée. Bientôt les attaques clandestines, les embuscades et les engagements d'avant-postes recommencèrent : ce qui, d'ailleurs, n'empêchait pas les troupiers, dans leur appétit de butin et de maraude, de commettre les pires imprudences. Beaucoup, attirés par des apparences de verdures et d'arbres fruitiers, s'égaillaient dans la campagne. Ils voulaient à toute force trouver partout des orangers et des citronniers, et ils se piquaient aux dards des aloès ou aux raquettes épineuses des cactus. Ils se laissaient éblouir de loin par les fleurs écarlates des lauriers-

roses qu'ils prenaient pour des grenadiers. Un certain nombre d'officiers, entraînés par la passion de la botanique ou de la géologie, imitaient leurs hommes et se faisaient impitoyablement massacrer.

C'est ainsi que le lieutenant Amoros, du 6e d'artillerie, mourut d'une mort affreuse pour s'être aventuré, hors des lignes de Staouëli, jusqu'aux environs de Sidi-Khalef. Il fut pris par un gros de Bédouins qui patrouillaient en ces parages et conduit au cheick du plus prochain douar. En vain essaya-t-il d'émouvoir la pitié de ses bourreaux. On lui appuya la tête sur l'arçon d'une selle, et le cheick, armé de son sabre, lui scia le cou lentement, afin de prolonger le supplice...

Lorsque ce traitement barbare fut su dans l'armée, il y excita une véritable fureur. C'était au point qu'Amédée regrettait presque d'avoir soustrait Messaoud aux représailles des voltigeurs corses. Il se sentait le point de mire de toutes les colères et de toutes les rancunes, et il n'osait plus se montrer dans le camp. Ce qui redoublait l'indignation, c'est que de tels faits n'étaient pas isolés. On vit des choses plus atroces encore. Non loin d'une de nos redoutes, un soldat blessé fut achevé à coups de couteau par une femme, qui lui fendit la poitrine et lui arracha le cœur. Pour cette sinistre besogne, elle avait déposé par terre son enfant qu'elle allaitait. Quand elle se vit cernée par une de nos patrouilles, elle écrasa la tête de son enfant sur une pierre et, pour ne pas tomber vivante aux mains de l'ennemi, elle se poignarda elle-même avec le couteau tout ensanglanté.

De telles barbaries exaspéraient les hommes. Dans leur soif de vengeance, ils ne comprenaient pas les temporisations forcées ni la tactique prudente du général en chef, lequel avait toutes les peines du monde à contenir ses troupes... Enfin, comme on commençait à débarquer l'artillerie de siège et les munitions, le bey de Tittéri reprit brusquement l'offensive, dans l'espoir de reconquérir le camp retranché de Staouëli. Le 23 juin, au matin, à des indices non équivoques, on s'attendit à être attaqués le lendemain : Amédée, rendu à ses grenadiers, passa toute la journée en préparatifs. Le soir, après le souper, il rejoignit ses camarades chez le fameux restaurateur Hennequin, lequel tenait boutique dans un hangar couvert de toile à voile, à l'enseigne du *Pourvoyeur de Nantes*. C'était une véri-

table veillée d'armes, qui avait attiré grande affluence. Autour des tables, où l'on buvait le champagne et les vins mousseux d'Anjou et de Touraine, on remarquait, parmi les volontaires, le commandant Murrer et le prince de Schwarzemberg. A celle où s'était assis Amédée, il y avait les peintres Gudin et Isabey, — et, flanqué de deux apothicaires, le vaudevilliste Loiseau qui, comme d'habitude, couvrait de sa faconde le bruit des conversations. Loiseau était plus que jamais fier de lui. Il venait d'organiser au camp une imprimerie, — la première imprimerie algérienne, — à l'exemple de Bonaparte qui, disait-il, en avait fondé une au pied des Pyramides. Et déjà il rêvait de lancer un journal qui s'appellerait : *le Phare du Sidi-Ferruch*, ou *l'Éclaireur de la Régence*... Bavard, cordial, ami de tout le monde, il se mettait particulièrement en frais d'esprit et d'amabilité pour le lieutenant de Bourmont, dont il avait été le commensal sur *La Provence* et qui enfin était le fils du général en chef. Naturellement, on ne parlait que de l'attaque en perspective. Tout en se défendant d'être un grand stratège, Loiseau indiquait le point où elle se produirait :

— N'est-ce pas, mon lieutenant? fit-il d'un ton péremptoire, en se tournant vers Amédée.

— Loiseau, dit le jeune homme, vous êtes plus fort que nous tous !... Mais, avec ces Bédouins, peut-on savoir? Peut-être que nous en serons quittes pour une fausse alerte !

— Comme avant-hier, dit Loiseau, lorsque des imbéciles ont tiré sur le bonnet de coton d'un infirmier, qu'ils ont pris pour le capuchon d'un burnous !...

Amédée, qui rêvérait vaguement, dans le vaudevilliste, la puissance obscure et redoutable de la presse, s'efforçait de son mieux de répondre à ses plaisanteries. Mais au fond, il était grave et il estimait que ce n'était pas trop le moment de rire. Toutefois il n'en voulait rien laisser paraître. De son air le plus aimable et le plus enjoué, il prit la main de son voisin :

— Mon cher Loiseau, dit-il, vous savez que je vous veux du bien. Si je ne reviens pas de la bataille, je tiens au moins à vous laisser un souvenir...

Là-dessus, il se leva et, détachant l'étui de son pistolet d'ordonnance, il en tira une grosse sauterelle d'Afrique, un de ces énormes criquets, que le vent du Sud pousse quelquefois jusqu'au littoral et qu'il avait ramassé, la veille, sur la

terrasse de *Torre-Chica*. L'insecte mort semblait sculpté dans du jade. Amédée l'insinua, comme un cadeau précieux, dans la paume de Loiseau :

— Mon cher ami, dit-il, quand vous serez de retour à Paris, vous montrerez cet animal à ces messieurs du *Constitutionnel*, comme un échantillon des monstres que nous avons à combattre ici et dont ils étourdissent leurs lecteurs.

Et laissant le vaudevilliste ahuri devant sa flûte de champagne, avec sa sauterelle dans le creux de la main, il s'en alla retrouver ses hommes...

Comme on le prévoyait, le lendemain, à la pointe du jour, l'attaque s'engagea sur les hauteurs de Sidi-Khalef. Elle fut extrêmement violente et d'autant plus redoutable, qu'elle embrassait un front très étendu.

A gauche, la brigade Damrémont, dont faisait partie le 49e de ligne, le régiment d'Amédé, progressa rapidement dans une région, pourtant fort accidentée, coupée d'oueds et de ravins profonds, barrée à tout instant par des haies et des broussailles, ou par des murettes de jardins, des clôtures de fermes et de villas qui annonçaient le voisinage d'Alger. On venait de s'emparer d'une grande maison crénelée qui était un véritable fortin et qui, pour l'assaillant, devenait une position stratégique des plus importantes. C'est pourquoi les Turcs, quoique décimés par notre artillerie, tentèrent de la reprendre.

Protégés par les accidents du terrain et la végétation inextricable des broussailles, ils lancèrent une contre-attaque. Déjà, un gros de Bédouins s'était glissé dans un verger voisin de la maison et, à l'abri d'un petit mur en pierres sèches, ils ouvraient sur nos lignes un tir des plus meurtriers. Il y eut un mouvement de surprise et de recul parmi nos fantassins. Le colonel Magnan, qui commandait le 49e, avait déjà donné l'ordre à ses voltigeurs de se jeter baïonnette en avant, contre les Bédouins. Alors, Amédée, impatienté de voir que les voltigeurs étaient toujours au premier rang dans toutes les affaires un peu chaudes, réclama pour ses grenadiers l'honneur de mener la charge. Cette périlleuse faveur lui fut accordée d'enthousiasme. L'épée à la main, il montra le mur derrière lequel s'abritaient les tirailleurs ennemis. Et il se précipita à l'assaut, entraînant ses hommes...

Il avait à peine fait quelques pas, qu'une balle l'atteignait sous le sein gauche. Brusquement, il s'affaissa, rendant le sang à pleine bouche. On le releva, on le porta quelque cent mètres en arrière. Soutenu par son ordonnance, un gars vendéen nommé Bourron, et par un camarade de celui-ci, il eut encore la force de se traîner jusqu'à l'ambulance où on lui donna les premiers soins. Après quoi, il fut placé sur un brancard par les deux grenadiers et l'on prit le chemin de Sidi-Ferruch, où était l'hôpital.

Ce fut, pour le blessé, un véritable calvaire qui dura des heures. D'abord, foudroyé par le choc et affaibli par l'hémorragie, il avait perdu toute conscience. Bientôt, les secousses continuelles du brancard le réveillèrent. La route, à peine tracée par le génie, était des plus fatigantes. A tout instant, les porteurs s'arrêtaient, harassés d'un trajet si long, ou craignant une embuscade. C'est seulement alors qu'Amédée se rendit compte de son état : il crut qu'il allait mourir. Il fit signe aux deux grenadiers de s'arrêter. Il demanda l'aumônier. Mais le sang l'étouffait de nouveau : il ne pouvait plus parler. Dans le même moment, un cavalier s'approchait à toute bride : c'était son frère Charles qui venait porter un message à l'amiral. A la vue de son frère, l'agonisant se ranima. Il lui tendit les bras, et, avec une expression infiniment douloureuse, qui disait son grand effort, il put articuler :

— Embrasse-moi !

Et, touchant sa poitrine ensanglantée :

— Charles, je suis heureux !... pour notre père !

Épuisé par son effort et par l'émotion d'une telle rencontre, il retomba sur le brancard, la face livide, les traits immobiles et pétrifiés comme ceux d'un cadavre.

On le déposa dans la baraque en planches, qui, avant le départ de l'état-major pour Staouëli, avait servi d'appartement à son père. A cause de la présence de Messaoud, qui aurait pu voir là une profanation, une insulte à sa croyance, le général avait décidément évacué la chambre funéraire du marabout, qui était, d'ailleurs, un logis des plus inconfortables. La baraque en planches, élevée par le génie, ne valait guère mieux pour la commodité. La chaleur y était beaucoup plus insupportable. C'est dans cet enfer, envahi par les mouches et les moustiques, où une foule d'autres blessés agoni-

saient, que les brancardiers installèrent le pauvre Amédée...

Son père n'apprit que très tard ce qui était arrivé. Il avait passé la journée sur le champ des opérations militaires. C'est seulement dans la soirée qu'il put venir à Sidi-Ferruch, et encore en coup de vent. Amédée, accablé, dormait. D'ailleurs, le médecin exigeait, pour lui, le repos absolu. On ne le réveilla pas. Le général, rentrant ses larmes devant son enfant sans doute blessé à mort, ne put que le contempler, un instant, avec tendresse :

— J'espère le sauver, monseigneur! lui dit le chirurgien.

— Ah! sauvez-les tous!...

Et, avec le sentiment sans cesse présent qu'il se devait à tous les siens, le chef montrait les autres blessés, dont quelques-uns se soulevaient péniblement pour le voir, avec un reproche muet dans leur regard sombre, comme s'ils enviaient à leur camarade, à l'égal d'un privilège immérité, ce suprême adieu paternel. Alors Bourmont, se retournant vers les autres lits de souffrance, prononça, la voix brisée par un sanglot :

— Messieurs, en ce moment, je suis votre père à tous!

Et il s'approcha de chacun avec des paroles de réconfort et d'affection. Mais les minutes lui étaient mesurées. Il donna un dernier regard à son fils, toujours plus semblable à un cadavre, dans la blancheur de l'oreiller. Puis, il dut remonter à cheval immédiatement et rentrer au galop au camp de Staouëli, où mille besognes l'attendaient. Avant de se coucher, il lui fallut encore dicter un long rapport au ministre de la Guerre sur l'ensemble des opérations qui avaient eu lieu dans la journée. Le rapport se terminait par ces simples mots : « Le nombre des hommes mis hors de combat a été peu considérable. Un seul officier a été blessé dangereusement. C'est le second des quatre fils qui m'ont suivi en Afrique. J'ai l'espoir qu'il vivra pour continuer à servir le Roi et la Patrie! »

Cependant Messaoud, dans sa cellule de la *Torre-Chica*, avait su tout de suite que son ami Amédée était blessé. Il lui avait suffi de prêter l'oreille à la rumeur du camp. Cela le frappa comme un présage funeste. Le lendemain, la mauvaise nouvelle lui fut confirmée par Charles de Bourmont, qui était venu le visiter sur l'ordre de son père : on continuait à surveiller discrètement un prisonnier de cette importance. Messaoud

demanda aussitôt l'autorisation de visiter celui qu'il proclamait maintenant son sauveur. Elle lui fut accordée sans difficulté.

Il trouva le blessé toujours assoupi et dans un grand abattement. Un voile de gaze verte, pour le préserver des mouches et des moustiques, recouvrait son visage. Ses mains, d'une lividité terreuse, semblaient déjà nouées par la mort. Pour ceux qui étaient là, cette confrontation avait quelque chose de singulièrement pathétique : les fils des deux chefs ennemis, rapprochés momentanément par une amitié chevaleresque, allaient se séparer à jamais, emportés l'un et l'autre par un destin contraire. L'Africain, bouleversé par ces spectacles d'hôpital, s'était approché impétueusement du lit d'Amédée. Il fit le geste de soulever le voile de gaze :

— Ne le réveillez pas ! dit vivement le médecin, qui s'interposa... Aujourd'hui, je me demande s'il en réchappera : la fièvre le mine et les poumons commencent à se prendre !

Messaoud ne l'écoutait pas. Il ne voyait que les mains cireuses du moribond et les linges sanglants qui bandaient sa blessure. A cette vue, cet homme rude, peu habitué à la souffrance, faillit s'évanouir. Il éclata en sanglots. On dut l'emmener hors de la salle. Ce chagrin bruyant risquait de démoraliser les autres malades et de réveiller Amédée.

Le jour suivant, par un hasard inespéré, le blessé parut se trouver mieux. Il avait recouvré son entière connaissance et, malgré l'interdiction du médecin, il s'entêtait à parler. Tout de suite, il demanda à voir son père et ses frères : ceux-ci étaient bien loin, au milieu des engagements qui se multipliaient, car l'armée se rapprochait d'Alger. Il n'y avait, auprès de lui, d'autre figure amicale que celle de son ordonnance, le brave Bourron, qui avait tenu à veiller son lieutenant, ne quittant le chevet d'Amédée que pour aller, de temps en temps, fumer sa pipe à la porte de la cambuse et écarter les visiteurs importuns. Alors, il songea à Messaoud, il le réclama avec insistance.

Lorsque celui-ci parut, drapé dans les longs plis de son burnous et coiffé du haut turban, ayant dans toute son attitude quelque chose de solennel et d'hermétique, Amédée lui prit la main et l'approcha de sa blessure :

— Tu vois, dit-il d'une voix faible comme un souffle, *elle* est à côté du cœur !

— Tu es un vrai soldat, répondit l'Africain : je l'avais bien deviné, et c'est pourquoi je t'ai aimé tout de suite.

Mais, encore une fois, le médecin s'interposait. Défense au malade de parler! Le moindre effort pouvait amener une nouvelle hémorragie. Amédée serra la main de son ami, en prononçant du bout des lèvres :

— Merci!

Ses yeux se fermèrent. On eût dit qu'il allait se rendormir, lorsque, tout à coup, le fidèle Bourron entra dans la salle, brandissant d'un air joyeux une lettre qui venait d'arriver à l'adresse de son lieutenant. Le *Sphinx*, bateau à vapeur, qui faisait la navette entre Marseille et Sidi-Ferruch, l'avait apportée à l'instant même : elle était de sa cousine, Adèle de Becdelièvre. A la pensée de sa fiancée, ce fut comme une résurrection soudaine du blessé. Il voulut absolument lire cette lettre lui-même, après l'avoir baisée, comme si elle contenait un talisman de guérison. Le médecin, inquiet, surveillait tous ses gestes, en échangeant des clins d'yeux effrayés avec Messaoud. Bientôt, le visage déjà si pâle d'Amédée sembla pâlir encore, ses traits se contractèrent avec une expression si douloureuse qu'on voulut lui retirer la lettre. Mais il s'obstina à poursuivre sa lecture...

Elle était cruelle pour lui, en un pareil moment. Par un incompréhensible caprice féminin, Adèle accablait son fiancé de reproches et paraissait s'évertuer à le blesser et à le décourager. Évidemment, elle souffrait de son absence et, par un obscur besoin de représailles, elle voulait le faire souffrir à son tour. Elle lui disait : « Vous me parlez de vos manœuvres, de vos opérations militaires. Tout cela est très bien. Mais, dans tout cela, il n'y a que vous à qui je m'intéresse! Si vous saviez combien les faits et gestes de M. Duperré me sont indifférents! Je donnerais toute la flotte, toute l'armée et toute l'Afrique pour que vous fussiez ici! Vous n'avez pas l'air de vous en douter! Vous êtes toujours aussi aveugle qu'au temps où nous jouions ensemble autour du grand bassin des Tuileries. Vous vous souvenez, vous lanciez des petits bateaux de votre invention. Votre père disait que vous aviez une vocation d'ingénieur. Et vous, vous n'aviez d'yeux que pour vos bateaux! Vous prétendiez m'obliger à les admirer! Ah! comme je m'en moquais de vos chers bateaux! J'aurais préféré à tous vos

enthousiasmes un seul regard de vous, — et que vous vous occupiez un peu plus de moi et un peu moins de vos bateaux! De grâce, pensez-y un peu moins et pensez un peu plus à moi, qui commence à douter de votre affection... Et, puisque les choses de la Cour et de la politique vous tiennent toujours au cœur, sachez que nous avons eu récemment la visite de Leurs Majestés napolitaines, retour de Madrid, où Elles étaient allées marier leur fille. Grande réception, au Palais-Royal, chez M. d'Orléans. Feu d'artifice, illuminations, bal féerique. J'avais une toilette ravissante, offerte par Madame. Aussi j'ai fait tourner bien des têtes. Le petit de Rivière ne m'a pas quittée, de toute la soirée... »

Amédée ne put supporter plus longtemps ce bavardage frivole, cette cruauté inconsciente, qui ravalait jusqu'à son sacrifice. En somme, c'était pour elle, pour la mériter, qu'il s'était exposé ainsi!... Il laissa tomber la lettre sur ses draps, en renversant sa tête d'un air si désespéré que Messaoud, qui l'observait anxieusement, se pencha sur son visage et sur ses yeux clos :

— Qu'as-tu, ô mon ami?

— C'est ma fiancée qui m'écrit des choses affreuses, des choses qui me font mal...

Et en disant cela, il porta la main à sa blessure.

L'Africain haussa les épaules sous les plis massifs de son burnous et il ne put réprimer un ricanement brutal :

— Les femmes! On en trouve tant qu'on en veut! Es-tu sot de t'affliger ainsi!...

Mais Amédée s'était évanoui.

A partir de ce moment, il alla de mal en pis. Le médecin interdit toute visite au blessé. Et ainsi Messaoud, enfermé dans sa cellule de la *Torre-Chica*, fut privé de l'unique diversion qui fît trève à ses pensées chagrines. Il maudissait cette blessure, qui certainement allait devenir mortelle. Et qui sait? Peut-être que, par esprit de vengeance, le général en chef allait resserrer sa captivité?... Il se sentait aussi plein de remords! N'était-ce pas lui qui, par ses vantardises, ses dénigrements de la bravoure française, avait poussé Amédée à des exploits téméraires? Celui-ci lui avait sauvé la vie et lui, en récompense, il l'avait envoyé à la mort!... Il songeait à tout cela devant la mer splendide, les deux mains appuyées sur le parapet de la

terrasse. Tout à coup, son regard tomba sur la bague vénéneuse, présent de Mamma Néfissa, dont la grosse émeraude fumeuse luisait, au soleil, d'un louche éclat. Il tressaillit : un troublant soupçon venait de traverser son esprit superstitieux d'Africain. Certainement, cette bague maléfique lui portait malheur! Depuis qu'il l'avait reçue, les événements contraires s'étaient multipliés pour lui : d'abord l'infidélité de Khadidja, puis sa capture à lui, sans parler de la mort atroce à laquelle il n'avait échappé que par miracle, — et enfin cette blessure d'Amédée, cette lente et cruelle agonie de son ami!... Un moment, il eut la tentation de jeter la bague dans la mer. Et puis un sentiment obscur qui le domina complètement, une sorte de crainte religieuse devant la puissance secrète de cet instrument de mort, le lui fit garder.

Et pourtant, à mesure qu'il réfléchissait, Messaoud découvrait de nouveaux motifs de s'inquiéter. Les jours passaient : il y avait plus d'une semaine que les deux armées étaient aux prises. Et il ne semblait pas que l'avantage inclinât du côté des Français. De la *Torre-Chica* on entendait un grondement presque continuel de canonnade, parfois un bruit sinistre d'explosion. Et, dans un va-et-vient angoissant, tandis que des convois d'artillerie et de munitions partaient sans cesse pour les champs d'opération, il en revenait, à tout instant, des voitures d'ambulances, d'où l'on voyait sortir de longues files de morts et de blessés!... Si les Français ne gagnaient pas, qu'allait-il advenir de lui, Messaoud ? Il sentait que sa fortune était liée à la leur, que sa vie même dépendait de leur victoire. Ni son père, ni Hussein ne lui pardonneraient jamais la débandade des Kabyles, à Staouëli, et ce qu'ils pouvaient appeler sa désertion... En revanche, si les Roumis triomphaient, tous les espoirs lui étaient permis. Les Turcs, mis en déroute, Hussein et son père vaincus, prisonniers ou tués, lui Messaoud il devenait l'homme du destin. Sans doute, ni le général ni Amédée ne lui avaient rien dit d'explicite à ce sujet. Mais, à la façon dont ils le traitaient, il devinait qu'il était à leurs yeux, d'ores et déjà, un allié et, très probablement, le futur bey de Tittéri. N'avait-il pas, d'ailleurs, tous les droits à la succession de son père ?... Que le sort se hâtât donc de se décider!... Par malheur, la situation semblait devenir de plus en plus trouble !

Enfin, le 4 juillet, dans la matinée, une explosion terrible, beaucoup plus formidable que toutes celles qu'on avait entendues, fit trembler jusqu'aux fondements de la tour : c'était comme le tonnerre d'un cataclysme souterrain. Au camp de Sidi-Ferruch, où il n'y avait plus guère que des marins et des blessés, on ne savait que penser de cette explosion terrifiante, dont les assaillants pouvaient avoir été victimes. Déjà, certains s'affolaient. Des rumeurs alarmantes couraient d'une tente à l'autre, lorsque, vers midi, une estafette parut, annonçant que le Fort-l'Empereur venait de sauter et que la prise d'Alger était imminente. En même temps, il était porteur d'un pli officiel pour Messaoud. Le général en chef mandait celui-ci dans le plus bref délai. Qu'il eût à rallier immédiatement l'état-major, qui se trouvait aux portes d'Alger, dans la villa du Consul de Suède. Enfin, le commandant du camp de Sidi-Ferruch devrait fournir au prisonnier un cheval et une escorte...

Ainsi toutes ses craintes avaient été vaines ! Sans doute il allait toucher au but ! Avant de monter à cheval, et tandis que les navires à l'ancre commençaient à arborer leurs grands pavois, il voulut aller dire un dernier adieu à Amédée.

En pénétrant dans l'hôpital, il avait l'affreuse appréhension de ne plus le trouver vivant... Quelle surprise ! Le moribond était presque ressuscité. La nouvelle de la victoire prochaine et définitive le transfigurait. L'éclat de ses yeux s'était ranimé. Sa figure devint tout à fait radieuse, lorsqu'il vit paraître Messaoud. Il lui tendit les bras, les deux soldats s'étreignirent longuement ; Amédée, d'une voix lointaine et si faible qu'on l'entendait à peine, prononça :

— Au moins ma mort n'aura pas été tout à fait inutile !...

— Que parles-tu de mourir ? fit rudement Messaoud... Tu vivras pour assister au triomphe des vôtres !

— Et à la défaite de vos oppresseurs ! ajouta doucement le blessé.

Messaoud ne répondit rien. Un instant, ce silence lourd de réticences où il se retranchait devant l'ennemi et l'étranger, arrêta leurs effusions.

Alors Amédée, comme traversé d'un pressentiment, qui décomposa instantanément son visage, lui prit la main, le fit

approcher de lui et, avec un accent d'ardente supplication, il murmura :

— En souvenir de ce que j'ai fait pour toi, promets-moi, au moins, de ne jamais porter les armes contre la France !

— Je te le jure, dit Messaoud, dans un grand élan d'affection et de sincérité.

A son tour, il lui serra la main, comme pour donner plus de force à son serment. Mais une hâte fébrile, l'appréhension d'il ne savait quoi de capital, le poussait à abréger cette entrevue presque funèbre.

— Au revoir, dit-il... Au revoir ! A Alger !

Le blessé secoua tristement la tête. C'est à grand peine qu'il put articuler :

— Adieu, Messaoud !...

Et la tête exsangue retomba.

L'Africain sortit sans se retourner. Il était pressé de quitter cette salle de souffrance et de mort. Il allait à grands pas, comme pour chasser devant lui et pour dissiper tous les sorts hostiles, toutes les influences mauvaises... A la porte, un cheval harnaché, avec une escorte de chasseurs, l'attendait. Lestement, il sauta en selle et, dans les plis de son burnous rouge, pareil à un manteau de pourpre, farouche, superbe, il piqua des deux...

LOUIS BERTRAND.

(*La troisième partie au prochain numéro.*)

POUVAIT-ON SIGNER L'ARMISTICE A BERLIN?

Supposons que les Alliés, le 4 novembre 1918, à Versailles, au Conseil suprême de ce même jour, au lieu de répondre à M. Wilson qu'ils étaient prêts à signer un armistice avec l'Allemagne, aient décidé, au contraire, de continuer la guerre, quels résultats étaient-ils en droit d'espérer?

Au point de vue stratégique pur, rien ne les empêchait de poursuivre les hostilités : le maréchal Foch lui-même l'a formellement reconnu le 31 octobre au Conseil suprême.

Donc la guerre continue : dans ce cas, qu'auraient fait les Allemands? C'est très net : étant donné la situation stratégique et la situation politique presque désespérées dans lesquelles ils se trouvaient, il est fort probable qu'ils auraient, de nouveau, demandé un armistice et accepté toutes les conditions imposées par les Alliés, donc la signature de cet armistice à Berlin même, avec toutes les conséquences qu'il entraînait et en particulier l'occupation de la plus grande partie de l'Allemagne.

Mais ils pouvaient aussi continuer à combattre : la jeune République allemande, s'inspirant de l'exemple donné par la République française en septembre 1870, était peut-être capable de réaliser la levée en masse préconisée par Rathenau et de se lancer dans la lutte jusqu'au bout. En tout cas, comme le fit remarquer le général allemand Grœner à la séance de Cabinet du 5 novembre 1918, cette lutte « pour l'honneur » ne pouvait durer très longtemps. En admettant même, en effet, que le nouveau gouvernement ait réussi à étouffer la révolution et à

insuffler, aussi bien à la population de l'intérieur qu'à l'armée, cette force morale qui était tombée si bas et qui était cependant indispensable, le manque de vivres, de matières premières, d'essence, etc., enfin d'argent, rendait absolument impossible une longue continuation des hostilités.

J'admettrai toutefois l'hypothèse la plus favorable pour les Allemands, c'est-à-dire qu'ils aient voulu et pu poursuivre la guerre.

Il reste dès lors à examiner, dans le cas où l'attaque décisive des Alliés aurait été déclenchée en novembre 1918 en France, en Bavière et en Orient, quels auraient été les résultats qu'ils auraient pu obtenir. Ces résultats auraient-ils été aussi considérables que certains écrivains l'ont prétendu? Pouvait-on, en particulier, obtenir l'encerclement complet des armées allemandes et leur capitulation en rase campagne?

A mon avis, j'estime que les résultats, à tous points de vue, auraient été considérables, mais, là aussi, il ne faut peut-être pas exagérer et se tenir d'autant plus dans une sage mesure, qu'il ne s'agit que d'hypothèses.

Il est bien certain que depuis le mois d'août, ainsi que l'on en a la preuve maintenant, le fedlgrau était très démoralisé : il n'avait plus confiance dans la grande victoire que le haut commandement allemand avait fait tant de fois luire à ses yeux, mais enfin, même dans les premiers jours de novembre, il se battait encore bravement, malgré les pertes terribles subies depuis le commencement de l'offensive générale des Alliés (septembre 1918) (1).

Le 5 novembre 1918, les Allemands, sur le front occidental, disposaient encore de 184 divisions, dont 17 en réserve; sur ces 17 en réserve, 2 pouvaient être considérées comme fraîches, les autres (15) étaient très fatiguées. Il leur restait environ 880 000 fantassins.

Du côté des Alliés, on trouve à cette même date : 205 divisions (102 françaises, 60 anglaises, 12 belges, 29 américaines) (2)

(1) Le chiffre des tués ou blessés n'est pas exactement connu, mais les armées allemandes avaient laissé entre les mains des Alliés : 350 000 prisonniers, plus de 6 000 canons, 38 000 mitrailleuses, 5 000 minenwerfer (rien que sur le front occidental).

(2) Les divisions américaines ayant un effectif double de celui des divisions françaises ou anglaises, c'est donc en réalité 205 divisions, plus 29 dont disposaient les Alliés, soient 234 divisions.

dont 103 en réserve; le nombre des fantassins s'élevait à 1 500 000 en chiffres ronds.

Les armées allemandes qui, le 5 novembre, avaient commencé leur retraite sur la Meuse, n'auraient pu, par suite du déclenchement de l'attaque de Lorraine, s'y maintenir longtemps; c'était donc une retraite générale sur le Rhin qui s'imposait.

Au Nord, le groupe d'armées du Kronprinz de Bavière (4 armées, 68 divisions), qui opérait en face du groupe d'armées des Flandres (roi Albert), se serait forcément orienté vers la région Dusseldorf-Cologne. Il aurait éprouvé certainement les plus grosses difficultés, étant donné l'étroitesse de sa zone de marche, d'abord à franchir la Meuse, ensuite à contourner le saillant que forme le Limbourg hollandais (1). Dans de pareilles conditions, ce groupe devait laisser, fatalement, entre les mains des Alliés un nombre de prisonniers considérable et un énorme matériel.

Au Sud, le groupe d'armées du Kronprinz impérial (4 armées), poursuivi par les armées anglaises et une grande partie de l'armée française, aurait battu en retraite sur la région du Rhin située au nord de Coblentz : là encore, grosses difficultés pour le franchissement de la Meuse et embouteillage certain par suite de la pénurie en routes et voies ferrées.

Venait ensuite le groupe de von Gallwitz qui ne comprenait que deux armées, dont la retraite sur Mayence s'imposait. Il disposait d'une zone de marche assez large, d'un nombre de routes suffisant et d'un terrain se prêtant facilement à la défensive; toutefois la manœuvre stratégique de Lorraine menaçait singulièrement ses lignes de communication et pouvait le conduire au désastre : seule une retraite excessivement rapide était susceptible de le sauver, mais en abandonnant alors une quantité de matériel considérable.

Restait le groupe d'armées du duc de Wurtemberg, dont le front s'étendait de la région de Metz à la Suisse, avec trois armées seulement : les deux armées (XIX et Détachement d'armée A) qui se trouvaient en face du secteur choisi pour l'attaque de Lorraine ne comprenaient que six divisions.

(1) Après l'armistice, une des armées de ce groupe se vit obligée de traverser le territoire hollandais, — ce qu'elle aurait très probablement fait également *avant*.

Ainsi le général de Castelnau, avec 22 divisions, 1 corps de cavalerie et une armée américaine, allait attaquer 6 divisions allemandes ! Il est fort probable qu'une partie des armées du groupe du duc de Wurtemberg aurait peut-être pu gagner le Rhin, mais la XIX[e] (général von Bothmer) avait de grosses chances de laisser la plus grande partie de ses effectifs et de son matériel entre les mains des Français.

Telle eût été la situation dans *le cas le plus favorable* pour les Allemands, mais, étant donné la démoralisation qui régnait alors dans leurs armées et d'autre part l'enthousiasme qu'aurait forcément suscité une telle poursuite chez les troupes alliées, on peut affirmer que ces résultats auraient été presque sûrement dépassés : en pareil cas, tout est possible. Dans leur retraite, les groupes d'armées des deux Kronprinz, comme on l'a vu ci-dessus, se seraient heurtés à des difficultés vraiment énormes, et, ce qui le montre bien, c'est qu'après l'armistice elles mirent près d'un mois à gagner le Rhin.

I

Admettons toutefois l'hypothèse la plus favorable : les armées allemandes, après de très fortes pertes en hommes (surtout en prisonniers) et en matériel de tous genres, ont pu gagner le Rhin. Il est certain qu'en pareil cas, — j'ai étudié longuement, sur place, la question, — un fleuve comme le Rhin constitue, pour des armées en retraite, un point d'appui excessivement puissant et pour les poursuivants un obstacle très sérieux.

Supposons également que ces armées, singulièrement diminuées comme effectifs et matériel, aient pu atteindre le Rhin vers le 30 novembre.

A ce moment, que se serait-il passé? Pour s'en rendre compte, il faut envisager la question non seulement au point de vue stratégique, mais également au point de vue politique. L'Allemagne avait un nouveau gouvernement. Qu'aurait-il fait à cette date et en pareille occurrence? Ou bien il aurait demandé un armistice et les Alliés pouvaient en exiger la signature là où bon leur semblerait, donc à Berlin s'ils le désiraient (la cavalerie y étant poussée, après le désarmement et le licenciement des armées allemandes), ou bien la guerre aurait continué.

Mais, dans ce cas, il devenait encore impossible aux Allemands d'utiliser longtemps ce point d'appui si solide, si puissant que constitue le Rhin. Les Alliés, dans le nouveau plan d'opérations du 5 novembre 1918 contre l'Allemagne, avaient pris les dispositions suivantes :

1° Une armée de 10 divisions (italiennes) devait être concentrée à Insbrück.

2° Une autre de 10 à 12 divisions à Salzbourg (divisions françaises et italiennes).

3° Une troisième de 10 à 12 divisions également (divisions anglaises et italiennes) entre Salzbourg et le Danube.

Ce groupe d'armées (30 à 34 divisions) devait avoir pour mission d'attaquer l'Allemagne à revers par le Tyrol et la Bavière.

La première armée (celle d'Insbrück) allait se trouver à dix étapes à peine de Münich!

Dans de telles conditions, toute résistance de longue durée sur le Rhin devenait absolument impossible. Il y avait de fortes chances en effet pour que, dans les premiers jours de décembre, deux de ces armées au moins : celles d'Insbrück et de Salzbourg, eussent débouché des Alpes et atteint la plaine bavaroise.

Il fallait donc que les armées allemandes battissent en retraite (et avec quelle rapidité!) dans la direction de l'Elbe. Seraient-elles arrivées à atteindre cette ligne d'eau, même au prix de très grandes pertes? Il est permis d'en douter, car on ne saurait oublier que l'Allemagne n'avait plus de forces sérieuses à opposer aux Alliés en Bavière (1).

En tout cas, ces armées ne pouvaient défendre la ligne de l'Elbe, car là encore elles auraient été prises à revers par la droite du groupe d'armées du général Diaz qui aurait opéré forcément par la Bohême. Est-il besoin d'ajouter qu'à ce moment, Polonais et Tchèques n'auraient pas manqué de se soulever et de se joindre aux armées alliées?

Quant à l'armée d'Orient, aucune difficulté ne pouvait se présenter à sa coopération à « l'opération décisive » montée

(1) D'après le général Grœner : « Outre les troupes des dépôts, deux divisions seulement étaient disponibles pour le Tyrol. » Séance du 5 novembre. (Documents officiels allemands : *Origines de l'armistice.*)

par les Alliés contre l'Allemagne (1). Rien ne s'opposait à la concentration, dans la région de Belgrade, d'un nombre aussi élevé que possible de divisions d'infanterie françaises et anglaises et à leur envoi dans la zone Salzbourg-Braunau pour y être mises à la disposition du général Diaz. Peut-être, à la suite des destructions sur les voies ferrées opérées par les Allemands en Hongrie et en Autriche, n'aurait-on pu transporter ces troupes aussi rapidement qu'on l'eût souhaité, mais, de toutes façons, en employant des camions et autres moyens de fortune, on était en droit de compter opérer la concentration précitée, au plus tard au commencement de décembre.

En Roumanie, les divisions roumaines surgissaient de toutes les provinces du royaume prêtes à appuyer, si besoin en était, l'action de l'armée Berthelot qui, d'ailleurs, n'ayant devant elle que des fuyards, pouvait parfaitement se passer de l'aide de nos alliés.

L'occupation de la Bulgarie, des Dardanelles et du Bosphore représentait une simple marche militaire.

Quant à l'action éventuelle en Russie méridionale avec la participation de l'armée britannique de Palestine, elle ne présentait rien d'urgent et pouvait être remise, dans le cas où une nouvelle résistance de l'Allemagne aurait imposé l'envoi contre elle de toutes les forces disponibles de l'armée d'Orient.

Restait enfin l'application de l'armistice en Serbie, c'est-à-dire l'occupation des points intéressants en Bosnie-Herzégovine et au nord du Danube et de la Save, pour assurer la couverture militaire de la Serbie et la garantie de ses intérêts politiques. Le général Franchet d'Esperey disposait largement de tous les moyens voulus pour remplir cette mission.

On peut même dire qu'étant donné les facilités que présentaient, dans leur exécution, les différentes missions imposées à l'armée d'Orient, son chef, dans le cas d'une résistance énergique de l'Allemagne sur le Rhin, était parfaitement en état d'envoyer de nouvelles troupes coopérer en Bavière à l'action décisive des Alliés.

Comme toujours en pareil cas, — et fidèle à la méthode que j'ai l'habitude d'employer quand je me trouve en face d'hypo-

(1) Instructions envoyées, le 5 novembre 1918, au général Franchet d'Esperey par les Alliés.

thèses, — il me paraît intéressant de rechercher ce que les Allemands auraient fait, s'ils s'étaient trouvés dans la même situation que les Alliés au début de ce mois de novembre 1918. L'un d'eux a déjà répondu. C'est le général Grœner à la séance des Secrétaires d'État allemands du 5 novembre : pour lui, il ne pouvait y avoir doute et il s'attendait tout naturellement « à ce que le haut-commandement militaire allié s'efforcât d'obtenir la décision militaire *complète* : l'encerclement et la capitulation du peuple allemand ».

Mais l'histoire elle aussi a répondu ; comme toujours, lorsqu'on s'y reporte et surtout que l'on sait s'y reporter, c'est toujours elle qui fournit les enseignements les plus suggestifs ; malheureusement, chez les peuples comme chez les individus, il n'y a que l'expérience personnelle et pour ainsi dire immédiate, récente, qui serve véritablement, pratiquement.

En somme pour faire la guerre et, dans le cas envisagé, pour la continuer, que fallait-il aux Allemands ?

1° *Un haut-commandement et des états-majors :* ils les avaient.

2° *Des cadres :* officiers et sous-officiers; sans doute ils étaient très réduits en tant que quantité et qualité, mais pour quelques mois encore ils pouvaient, à la rigueur, suffire.

3° *Des hommes :* la levée en masse ou des mesures draconiennes prises à l'intérieur étaient susceptibles de fournir les renforts nécessaires pour la période limitée envisagée.

4° *Du matériel :* sans doute, comme Ludendorff l'avait lui-même reconnu, les tanks faisaient défaut, mais pour le reste on pouvait encore s'en tirer.

5° *Des munitions :* faute de matières premières, la fabrication était très ralentie, cependant là encore et pour peu de temps, on pouvait se tirer d'affaire.

6° *Les forces morales* indispensables aussi bien à l'intérieur qu'au front. C'était là, pour la continuation de la guerre, la question *sine qua non*. Il faut donc la *supposer* résolue.

7° *Des ressources financières.*

Étant donné la lutte à outrance qu'allait livrer le gouvernement allemand, peut-être aurait-il trouvé sur le sol national même les ressources suffisantes pour poursuivre les hostilités encore quelques mois.

8° Restent les importantes, les capitales questions des *vivres* et de l'*essence*.

Là on peut se demander comment, à ce point de vue, les Allemands auraient pu continuer la guerre pendant quelques mois. De leur propre aveu, — comme il ressort d'ailleurs des documents officiels allemands, — ils étaient littéralement à bout. En ce qui concernait particulièrement l'essence, à la fin d'octobre, aussi bien pour l'aviation que pour les camions, les tanks ou les autos, il leur restait, en tout et pour tout, un approvisionnement d'un mois et demi (1); en mettant deux mois au maximum, cela conduisait à la fin de décembre 1918. C'était là l'extrême limite; les Allemands devaient donc s'attendre à demander, à nouveau, un armistice aux Alliés au plus tard en janvier 1919.

En tout cas, quelles que soient les hypothèses envisagées, toute continuation de la guerre, longue ou courte, conduisait forcément à de nouvelles pertes, et c'était précisément ce qu'avait voulu éviter le maréchal Foch, quand les hommes politiques de l'Entente lui demandèrent son avis au sujet de la poursuite des hostilités. Ce fut là son argument principal en faveur d'un armistice immédiat. Il n'était pas le seul, d'ailleurs, à considérer, à ce moment, cette question comme capitale : les peuples des deux côtés de la barricade étaient fortement impressionnés par le sang versé au cours de cette longue guerre et en particulier pendant les derniers mois. Ils avaient hâte d'y voir mettre un terme et ne comprenaient pas surtout les tergiversations du gouvernement allemand qui, après avoir engagé des négociations de paix depuis le 3 octobre, les faisait traîner maintenant depuis plus de quatre semaines. Cette question avait donc pris pour tous, en ces premiers jours de novembre 1918, une importance de premier plan doublée d'une nervosité presque maladive : les nerfs étaient à bout.

Je ne crois donc pas que les peuples précités, — et surtout le peuple allemand, — auraient pu supporter les lourdes pertes qu'aurait entraînées fatalement une longue continuation de la guerre, mais une telle hypothèse ne pouvait être envisagée. Les hostilités, en cas de prolongation de la lutte, devaient être

(1) Déclaration du ministre de la Guerre : le général Scheüch à la séance du 17 octobre 1918. (Documents officiels : *Origines de l'Armistice.*)

courtes, très courtes même, et par suite il ne fallait pas s'attendre à des pertes très sensibles. Il y en aurait eu évidemment, mais elles auraient été largement compensées par les résultats qu'elles auraient fait obtenir et, en particulier, la certitude de mettre fin pour de très longues années à cet horrible cauchemar, la guerre, qui hante encore maintenant, — malgré tout, — le cerveau et le cœur de toutes les mères, françaises ou autres. C'eût été une véritable assurance pour l'avenir contre l'éventualité de nouveaux carnages. Le destin en a décidé autrement, il faut s'incliner, et cela d'autant plus que le Destin, à ce moment, était représenté par des hommes qui, en France tout au moins, firent passer, avant toutes autres considérations, non seulement l'intérêt de leur pays, mais aussi l'intérêt même de l'humanité.

En résumé : de la rapide étude qui vient d'être esquissée sur les résultats probables qu'auraient pu obtenir les Alliés, il ressort nettement que, s'ils s'étaient décidés, le 4 novembre 1918, à poursuivre la guerre avec l'idée bien arrêtée de ne signer la paix qu'à Berlin, il y avait *neuf chances sur dix* pour qu'ils obtinssent, en quelques jours, la réalisation de ce nouveau but de guerre; l'Allemagne était trop épuisée, à tous points de vue, pour continuer à combattre.

Si l'on admet toutefois que la nouvelle République allemande eût réussi à ranimer en Allemagne « le feu sacré » et par suite à poursuivre la lutte jusqu'au bout, jusqu'à l'épuisement des dernières ressources, jusqu'à la défaite (suivant l'expression même du maréchal Foch), cette lutte ne pouvait continuer longtemps (1) : quelques semaines auraient suffi aux Alliés pour que leur cavalerie atteignît la capitale allemande et que l'on y signât l'armistice en décembre 1918 ou en janvier 1919.

Donc, dans les deux hypothèses, rien ne pouvait s'opposer à l'occupation de l'Allemagne par les Alliés et à leur entrée à Berlin.

Pourquoi ne l'ont-ils pas fait? c'est ce que je vais chercher à expliquer.

(1) C'était bien l'avis également du général Grœner, interrogé à ce sujet au Conseil des ministres allemands, le 5 novembre 1918 : « La résistance que l'armée peut opposer à l'assaut de nos ennemis extérieurs ne peut être que de courte durée. »

II

Les différentes attaques d'ordre stratégique relatées ci-dessus ne furent pas déclenchées parce que « politique et stratégie » furent unanimes à ne pas vouloir continuer la guerre, la politique (les hommes d'État alliés) fondant sa décision sur l'avis très catégorique de la stratégie représentée par le commandant en chef des armées alliées, le maréchal Foch. Voilà le fait très net.

Cependant, le maréchal estimait que la guerre pouvait être prolongée. Faut-il rappeler l'une de ses opinions à ce sujet :

« De notre côté, nous pouvons, à l'entrée de l'hiver, continuer cette bataille de 400 kilomètres. Les effectifs de nos armées le permettent. Les armées française et britannique ont certes été éprouvées, *mais peuvent continuer*. L'armée américaine est encore fraîche et ses réserves arrivent tous les jours. Le moral des troupes est excellent. Cela nous permet de continuer, si l'ennemi le désire, jusqu'à la défaite complète (1). »

On peut se demander, dès lors, quelles sont les raisons qui ont pu inciter le maréchal Foch à ne pas poursuivre les opérations et à accorder un armistice aux Allemands dès le 11 novembre. Ces raisons, on les trouve dans l'état d'âme du maréchal à cette époque. Je l'ai déjà en partie exposé dans *la Vérité sur l'armistice* (2), mais il me paraît indispensable d'y revenir encore une fois. Le maréchal lui-même a indiqué le principal motif qui l'a incité à faire accorder un armistice aux Allemands dès qu'ils l'ont demandé : c'est qu'il estimait qu'étant donné les conditions imposées, les résultats cherchés étaient acquis et que par conséquent il ne se croyait plus en droit de demander aux peuples de nouveaux sacrifices de vies humaines, argument très noble, très généreux et devant lequel, en principe, on ne pouvait que s'incliner (3).

(1) Séance du 31 octobre 1918 au Conseil supérieur de guerre.

(2) Édition Tallandier, Paris, 1929.

(3) Je rappelle sa déclaration à ce sujet le 4 novembre 1918, au cours de la séance du Conseil suprême de Versailles : « Continuer la lutte plus longtemps serait jouer gros jeu. Ce serait peut-être 50 000 ou 100 000 Français de plus que nous ferions encore tuer, sans compter les Alliés, et pour des résultats bien problématiques Je me le reprocherais toute ma vie. Il y a eu, hélas ! déjà assez de sang versé : cela suffit. »

Toutefois, il ne faut pas oublier que le maréchal, comme tous les Français d'ailleurs, fut victime de son âme généreuse et chevaleresque et ne pouvait supposer que les Allemands, malgré la dure leçon de cette longue et terrible guerre, resteraient cependant « le peuple du chiffon de papier de 1914 ». D'autre part, lui aussi, bien que très jeune encore en 1870, avait vu cette guerre et forcément gardé une impression profonde de la victoire allemande. Aussi, en 1918, quand il aperçut tout d'un coup ces grands vainqueurs d'autrefois venus se rendre à merci, il n'en crut pour ainsi dire pas ses yeux, et se demanda, forcément, tout d'abord si ce rêve de sa vie entière était bien effectivement réalisé. Il l'était en effet : dès lors, pourquoi insister?

De plus, le maréchal, assez mal renseigné sur la situation morale de l'armée et de l'intérieur en Allemagne dans les premiers jours de novembre 1918, était en droit de supposer que la signature d'un armistice à Berlin exigerait encore plusieurs mois de guerre, avec toutes les conséquences qu'entraînerait pour tout le monde, Alliés et Allemands, cette prolongation des hostilités, en particulier des sacrifices d'hommes peut-être considérables. Il était en effet profondément convaincu que si les Alliés n'accordaient pas, en novembre, un armistice aux Allemands, la guerre durerait encore plusieurs mois. Il le déclara nettement le 29 octobre 1918 à M. Lloyd George et au colonel House qui lui posèrent des questions à ce sujet.

« Je ne suis pas en mesure et personne n'est en mesure de vous fournir une précision exacte. Cela peut durer trois mois, peut-être quatre ou cinq mois. Qui sait (1)? »

Dans les nombreuses réunions du Conseil suprême ou du Conseil des Quatre auxquelles il avait été convoqué, il s'était parfaitement rendu compte que les hommes d'État des pays alliés et même certains de leurs généraux étaient complètement opposés à la continuation de la guerre.

De plus, au cours des négociations engagées au sujet de l'armistice entre l'Allemagne et le président Wilson, ce dernier s'était beaucoup avancé et leur avait fait entendre que s'ils acceptaient les conditions qu'il leur avait indiquées, les Alliés accorderaient cet armistice. Les Allemands, de leur côté,

(1) *La Paix*, par M. Tardieu (Payot, éditeur).

le 25 octobre, avaient accepté les conditions précitées. Dès lors, il eût fallu que lui, commandant en chef des forces alliées, pour obtenir la poursuite des hostilités à la séance du 4 novembre, produisît des arguments bien forts, s'appuyât sur des faits nouveaux des plus précis, sur des renseignements absolument sûrs. Or ces renseignements il ne les avait pas. D'autre part, l'opération montée en Lorraine n'était pas prête, les Italiens ne montraient pas un très grand enthousiasme pour la marche sur Munich, et la coopération de l'armée d'Orient, pour cette opération, allait demander un certain temps. Il y avait de quoi hésiter.

D'autre part, comme beaucoup de Français encore à l'heure actuelle, le maréchal se faisait de singulières illusions sur la mentalité allemande et la voyait beaucoup trop... à travers sa propre mentalité. D'où sa tendance à la générosité envers les vaincus, — générosité que ces derniers n'ont pas encore comprise, — parce qu'ils ne peuvent pas la comprendre, en raison même de leur tempérament si particulier. Ainsi que je l'ai constaté, pendant un long séjour en Allemagne, et ainsi que je l'ai rappelé maintes fois dans *la Mentalité allemande* (1), la masse germaine et surtout la masse prussienne (2) (celle qui gouverne) ne connaît que la force, ne s'incline que devant la force et par conséquent, pour elle, toute concession est synonyme de faiblesse. L'évolution est plus lente que l'on ne croit en général : ce n'est pas en quelques années que peut peut changer la mentalité d'un peuple : nous avons pu nous en rendre compte d'ailleurs depuis la fin de la guerre.

Quoi qu'il en soit, il serait souverainement injuste de reprocher ces *illusions* au maréchal Foch : ne les avons-nous pas nous-même partagées?

On peut enfin se demander si des scrupules d'ordre religieux n'ont pas exercé une certaine influence sur la décision du maréchal de ne pas pousser plus loin l'effusion du sang. Cette idée m'est venue à la suite d'un souvenir personnel, d'une

(1) *La Mentalité allemande* (Plon et Nourrit, éditeurs, 1925).

(2) C'est avec juste raison que les gens qui connaissent bien le Reich distinguent deux Allemagne : l'Allemagne de l'est, c'est-à-dire la Prusse, et l'Allemagne de l'ouest, la Rhénanie, qui n'ont pas la même mentalité, mais il ne faut pas oublier que c'est l'Allemagne de l'est, la Prusse, qui *mène*, donc qui gouverner

certaine scène qui s'est déroulée devant l'église de Bombon au cours de l'été 1918.

Un matin, j'étais arrivé, de très bonne heure, au grand quartier du maréchal (Bombon), en vue d'une communication des plus urgentes dont m'avait chargé M. Clemenceau. L'officier d'état-major de service me prévint que le maréchal, après être passé à son bureau, s'était dirigé vers l'église. Je m'y rendis aussitôt, et bien entendu ne voulant pas déranger le maréchal en pareille occurrence, je l'attendis à la sortie et l'attendis assez longtemps. Enfin je le vis paraître; il se dirigea vers moi et me demanda aussitôt s'il y avait longtemps que j'étais là; je lui répondis affirmativement : il m'entraîna vers son bureau. En cours de route, après quelques paroles banales sur la santé du Président, il ajouta : « Voyez-vous, quand j'ai quelques instants de liberté, — et cela ne m'arrive pas souvent, — je vais passer ces quelques instants dans cette maison (et il me désignait l'église); toutefois, je suis un mauvais chrétien, car fréquemment, au lieu de prier, je me laisse aller à méditer, et naturellement à méditer sur des questions profanes, sur les opérations que je prépare, mais le Seigneur, j'en suis persuadé, ne m'en voudra pas. En tout cas, quand je sors de son temple, je me sens plus fort et surtout moins indécis, — c'est là bien souvent où j'ai pris les décisions les plus graves sur la guerre. »

Cette conversation depuis m'a beaucoup frappé. Voilà pourquoi je me demande si cette résolution de mettre fin à la guerre ne fait pas partie de ces graves décisions auxquelles le maréchal faisait allusion. On ne saurait d'ailleurs, à tous points de vue, le lui reprocher : grand chrétien, religieux convaincu, avec une largeur d'idées bien connue, le maréchal, non seulement n'essaya jamais d'exercer, à ce sujet, la moindre influence sur son entourage, mais on le vit même, aussi bien avant que pendant la guerre, appeler à son état-major des officiers appartenant à une autre religion que la sienne. Tout chez lui, tempérament comme mentalité, l'éloignait du sectarisme.

Il n'en est pas moins vrai, que dans des cas de conscience tels que celui qui est envisagé, les principes de la morale chrétienne ne peuvent pas avoir été sans influence sur la décision d'un homme qui en était profondément imbu, et cela depuis sa jeunesse. Quelle a été la part de cette influence ? il est assez

difficile de la déterminer et je suis convaincu que le maréchal lui-même aurait été très embarrassé pour la fixer, cette influence très probablement s'étant exercée à son insu. Personnellement, ayant eu l'occasion, pendant de longues années, d'étudier la mentalité du maréchal, je reste persuadé, après cette analyse psychologique, que sa conscience de chrétien convaincu a joué un rôle important dans cette décision d'arrêter les hostilités pour éviter de nouvelles effusions de sang. On ne peut que s'incliner devant de tels sentiments, ce qui n'empêche pas d'ailleurs, en se plaçant à d'autres points de vue, ceux-là d'ordre plus général, de se livrer à certains regrets.

III

Mais, après cette analyse de l'état d'âme du maréchal Foch dans les premiers jours de novembre 1918, il reste à poser un problème qui me paraît des plus intéressants, des plus suggestifs : dans l'hypothèse où il aurait été renseigné sur la situation en Allemagne et dans le cas où l'attaque stratégique de Lorraine aurait été prête dans ces premiers jours de novembre, aurait-il proposé la continuation de la guerre ? C'est très possible et cela malgré l'opinion qu'il avait manifestée dans la dernière quinzaine d'octobre au Conseil suprême, car les avantages qu'aurait pu procurer *à la France*, dans de pareilles conditions, la continuation des hostilités, pouvaient être immenses. J'ajouterai que le maréchal pouvait parfaitement prendre cette nouvelle décision, même si l'attaque de Lorraine ne partait qu'à la date prévue, c'est-à-dire le 14 novembre (on pouvait, en pareil cas, gagner 3 à 4 jours).

Seulement, en pareille occurrence, il fallait que les Alliés prissent, dès le 3 ou 4 novembre, la décision de poursuivre la guerre, puisque c'est le 4 novembre qu'ils envoyèrent à M. Wilson le fameux télégramme par lequel ils lui faisaient connaître « qu'ils étaient disposés à accorder un armistice à l'Allemagne ».

Alors on voit la scène : le maréchal Foch se présentant au Conseil suprême et déclarant qu'étant donné la situation nouvelle, — renseignements faisant connaître que l'Allemagne ne pouvait plus présenter la moindre résistance, et d'autre part résultats considérables qu'étaient susceptibles de procurer les

attaques de Lorraine, de Bavière et d'Orient, — il demandait de continuer la guerre et de ne signer l'armistice qu'à Berlin.

Ce n'était là d'ailleurs que l'application stricte du principe napoléonien que le maréchal connaissait mieux que personne, *le principe de destruction totale*, rappelé maintes fois par Clausewitz : « Anéantir les forces ennemies est le *principe primordial de la guerre* et celui qui mène le plus directement au but, dans tout ce qui tient à l'action positive (1). »

Malgré la force de ces nouveaux arguments, je dois reconnaître que le commandant en chef des armées alliées, à ce moment, 4 novembre, n'aurait pas eu grand succès auprès des hommes d'État alliés et très certainement n'aurait pas obtenu l'autorisation de poursuivre les hostilités.

Sans doute l'armée américaine et son chef le général Pershing ne demandaient qu'à aller de l'avant (2) : après tant d'efforts pour venir en France, s'y organiser, s'y entraîner et entrer en ligne, elle avait hâte de cueillir les glorieux et nombreux lauriers qui se présentaient maintenant à sa portée.

Mais tel n'était pas l'avis du président Wilson (et du colonel House qui le représentait au Conseil suprême); il trouvait absolument inutile de laisser encore couler le sang de ses soldats, alors que le but de guerre américain était atteint : l'Allemagne criait grâce, elle n'était plus dangereuse pour les États-Unis et d'autre part, au point de vue moral, les morts du *Lusitania* étaient vengés! Homme à principe par excellence, le Président, dans de telles conditions, n'aurait certainement pas laissé continuer la guerre, cela d'autant plus que depuis près d'un mois, il était en pourparlers avec le gouvernement allemand en vue d'un armistice qu'il lui avait, virtuellement, promis, dès qu'il avait reçu l'assurance de l'acceptation des fameux 14 points. Or cette acceptation, les Allemands l'avaient envoyée dès le 3 octobre. Il ne faut pas oublier également que dans tout le courant de ce mois d'octobre, le parti allemand aux États-

(1) Livre II, chapitre XI.

(2) Les Allemands étaient très exactement renseignés à ce sujet, grâce à leurs agents auprès des États neutres. Voici en effet le télégramme adressé à Berlin le 16 octobre par le conseiller de légation Lucius : « J'entends dire dans les milieux suédois ayant *de bonnes attaches* avec l'Entente que les Français et les Américains veulent porter la guerre en Allemagne. » (Documents officiels allemands : *Origines de l'Armistice.*)

Unis, dont l'influence s'étendait de plus en plus, exerçait une très forte pression sur le président Wilson.

L'Angleterre, dans ces premiers jours de novembre 1918, se montrait très lasse de la guerre; ses généraux, dans toutes les réunions interalliées relatives à l'armistice, ne cessèrent d'insister sur l'état d'épuisement de leurs troupes; les déclarations du maréchal Haig, le 25 octobre, à la réunion de Senlis, furent formelles à cet égard. Il alla même jusqu'à demander l'adoucissement des conditions imposées aux Allemands, dans la crainte que ceux-ci ne les acceptent pas et continuent la guerre. La poursuite des hostilités semblait être, pour lui, une véritable obsession.

Quant aux hommes d'État anglais, ils étaient tout aussi catégoriques; pratiquant toujours l'antique politique de l'Angleterre, ils estimaient que « la victoire était suffisante »; en Orient comme en Occident, ils avaient obtenu les résultats cherchés; aller au delà, c'était travailler uniquement au bénéfice de la France qui prendrait dès lors, en Europe, cette influence prépondérante si redoutée par l'Angleterre. Enfin les grands commerçants et industriels de la Cité étaient d'avis, eux aussi, que la guerre n'avait que trop duré et qu'il fallait se hâter de profiter de l'écrasement économique de l'Allemagne pour rendre au commerce et à l'industrie britanniques leur ancienne prépondérance mondiale.

En résumé, hommes politiques, aussi bien qu'industriels ou financiers étaient complètement d'accord. D'après eux, que l'Angleterre aurait-elle à gagner à la continuation de la guerre? encore du sang versé et pour quels résultats? des résultats non seulement négatifs, mais nuisibles même à ses intérêts politiques et économiques. C'est ce que M. Lloyd George, sans cesse hanté par la continuation de la guerre, ne chercha même pas à dissimuler au cours des réunions du Conseil supérieur de guerre qui eurent lieu en octobre et dans les premiers jours de novembre 1918.

L'Italie de son côté, — en la personne de M. Orlando (1), —

(1) M. Orlando avait fait en Italie une carrière politique des plus brillantes. Très fin, très cultivé, esprit des plus ouverts, possédant des connaissances générales très étendues, de relations commodes et agréables, parlant admirablement le français dont il connaissait toutes les finesses, il présentait, comme homme

ne se montrait nullement enthousiaste pour la poursuite des hostilités. Elle venait de signer l'armistice avec l'Autriche, ses buts de guerre étaient atteints : l'ennemi héréditaire, séculaire, non seulement était battu, mais n'existait plus sur la carte de l'Europe, en tant que grande puissance. Les opérations prévues dans le Tyrol et en Bavière allaient être menées en grande partie par les armées italiennes. Là encore, peut-être beaucoup de sang italien versé et pourquoi? pour que la France signe la paix à Berlin! Qu'importait à l'Italie? elle était déjà servie. N'avait-elle pas intérêt d'ailleurs, elle aussi, d'abord à ne pas laisser la France devenir la puissance prépondérante en Europe, puis à ménager, au point de vue de l'avenir politique et économique, son ancienne alliée : l'Allemagne?

Il ne faut pas oublier, en effet, que si l'Italie était entrée en guerre aux côtés des Alliés, ce n'était pas poussée par une nécessité absolue. Cette guerre ne représentait pas pour elle une question de vie ou de mort; on peut même dire que la masse du peuple qui constituait alors le parti neutraliste (1), suivant l'expression usitée en 1915, se montrait plutôt opposée à une intervention. L'entrée en guerre fut provoquée et obtenue par une minorité patriote et consciente qui se rendit bien compte de l'intérêt capital qu'avait l'Italie à prendre part à la guerre mondiale à côté des Alliés. La victoire de Vittorio-Veneto permettait évidemment à cette « minorité » de demander tout ce qu'elle voulait au peuple italien, mais elle estimait d'autre part que l'Italie avait peu à gagner à prolonger les hostilités et, en revanche, pouvait avoir à supporter de nouvelles pertes que les

politique et comme diplomate, un ensemble de qualités vraiment remarquables. Malheureusement il manquait souvent de psychologie et comme Lloyd George se laissait complètement dominer par la polique intérieure. D'autre part, en face d'hommes comme M. Clemenceau, il pratiquait une politique qui manquait de netteté et de continuité, s'en remettant presque toujours « au temps » pour trancher les questions délicates : d'où fatalement certains heurts, malgré toute la sympathie qu'inspirait personnellement M. Orlando. Son fameux *Vedremo* (nous verrons...) avait fini par exaspérer ses collègues du Conseil des 4. Il faut reconnaître enfin qu'il n'avait pas, en Italie, une situation politique lui permettant de parler haut et ferme devant les Alliés. D'où sa chute le 19 juin 1919, en pleines négociations du Traité de Paix, à propos de la question de Fiume.

(1) Comme leur nom l'indiquait, les neutralistes n'étaient pas partisans, en 1915, de se ranger aux côtés de l'Allemagne, mais un très grand nombre d'entre eux étaient en profonde admiration de sa puissance militaire, de son gouvernement fort, de ses grandes qualités d'ordre, de discipline, d'organisation, enfin de son immense développement économique.

anciens « neutralistes » ne lui pardonneraient certainement pas.

Dans de telles conditions, on s'explique les atermoiements du gouvernement italien, quand on lui soumit, le 5 novembre, le nouveau plan d'opérations contre l'Allemagne. Politique à courtes vues évidemment, mais il ne faut pas oublier que ce genre de politique fut celui de l'Italie, dès qu'elle se rendit compte que le succès de la guerre était assuré, et elle ne cessa de le pratiquer pendant toute la durée des négociations pour le traité de paix... ce qui d'ailleurs fut loin de lui réussir.

La Belgique, elle aussi, avait atteint en partie ses buts de guerre : l'Allemagne était vaincue, elle demandait grâce, la question n'était donc pas discutable. Mais, à cette date du 4 novembre, le territoire belge n'était pas encore entièrement libéré; le front des armées alliées s'étendait sur une ligne passant légèrement à l'est de Gand, Grammont et Mons. On était donc encore loin d'avoir chassé complètement les Allemands de toute la Belgique. La continuation de la guerre, c'étaient encore de nouvelles dévastations sur toute l'étendue de cette partie non libérée : grosse question qui donnait à réfléchir aux hommes d'État belges. D'autre part, il est bien certain que la Belgique, comme l'avaient prouvé pendant la guerre les magnifiques gestes de son roi, et comme ils le prouvèrent encore après la guerre, n'aurait certainement pas abandonné la France si celle-ci, *même seule*, avait poursuivi les hostilités.

Il semblait donc qu'après les dures épreuves qu'elle avait subies, la Belgique n'avait pas un intérêt capital à continuer la guerre. Elle n'y tenait d'ailleurs pas et c'est ce que firent comprendre ses hommes d'État et ses généraux dans les réunions interalliées. Eux aussi commirent là une double erreur: politique et stratégique.

Quant à la Grèce et à la Serbie, leurs armées qui combattaient depuis si longtemps (guerres balkaniques et grande guerre 1914-1918) étaient littéralement épuisées et cela à tous points de vue.

A cette date du 4 novembre, elles avaient chassé Bulgares, Turcs, Allemands et Autrichiens non seulement du sol national mais encore des territoires qu'elles convoitaient. On conçoit

qu'elles attendaient avec impatience cette paix si nécessaire pour panser leurs profondes blessures.

Seule la Roumanie aurait peut-être vu, au point de vue moral, dans la continuation des hostilités, une occasion intéressante de venger les cruelles défaites que lui avaient infligées, en 1916, les armées allemandes ; toutefois ses hommes d'État estimaient, qu'en dehors de ce point de vue d'ordre sentimental, leur pays n'avait pas grand intérêt à poursuivre la guerre.

Voilà pourquoi les représentants de ces différentes puissances auprès du Conseil suprême à Paris ne se montrèrent pas eux non plus très chauds partisans de la continuation de la guerre avec l'Allemagne et saluèrent avec enthousiasme et avec joie l'annonce de l'armistice qui devait être signé à Rethondes.

Les Polonais et les Tchécoslovaques, officiellement, n'avaient pas à intervenir en l'occurrence, puisqu'ils n'existaient pas encore, en tant que peuples, et n'étaient pas représentés au Conseil suprême : ils n'avaient donc pas « voix au chapitre ». En réalité, les comités qu'ils avaient organisés à Paris, très actifs, très remuants, exerçaient à la fin de la guerre au cours de cette période, octobre-novembre 1918, une influence considérable dans les milieux politiques alliés, et cela parce qu'ils avaient, à leur tête, des hommes de tout premier ordre, à la fois patriotes ardents et politiques des plus habiles (1). Évidemment les éléments qu'ils organisaient en toute hâte, en Bohême et en Pologne, n'auraient pu livrer des batailles aux troupes allemandes dans ces régions, mais en les harcelant, en les prenant à revers, ces éléments étaient susceptibles de faciliter singulièrement l'offensive générale des Alliés.

Ces comités avaient-ils intérêt à faire prolonger la guerre ? Certainement, car plus les conditions imposées à l'Allemagne seraient dures, plus ils avaient des chances de voir augmenter leur part au moment du partage. Voilà pourquoi certains représentants de ces comités n'hésitèrent pas à proclamer, *urbi et orbi*, qu'il fallait poursuivre la guerre jusqu'au bout et plusieurs vinrent me trouver à ce sujet. Malheureusement, malgré

(1) En particulier MM. Paderewski, Dmowski, Benès, Masaryk.

l'influence qu'ils exerçaient sur les hommes politiques alliés, ces patriotes polonais ou tchécoslovaques comprenaient bien que le sort de leurs futurs pays respectifs dépendait étroitement de ces hommes politiques et que, par conséquent, il serait d'une insigne maladresse d'avoir l'air de leur faire de l'opposition. C'est ce qui les incita à mettre une certaine sourdine à leurs propres convictions.

Je ne parlerai pas du Japon. Venu tard aux côtés des Alliés, il avait profité de l'effondrement de la Russie pour établir solidement son hégémonie dans l'Est asiatique et avait obtenu en Chine ce qu'il convoitait. Il ne pouvait donc que considérer avec une certaine indifférence cette question de la continuation de la guerre... et c'est bien ce que firent ses représentants à Paris.

En France, un grand nombre de généraux et d'officiers étaient partisans de continuer la guerre, mais, il faut le reconnaître, ils ne représentaient pas la majorité. Cette majorité et le haut commandement furent, une fois de plus, victimes de leur générosité et de leur méconnaissance de la mentalité allemande qui n'avait pas changé depuis le début de la guerre. D'autre part, insuffisamment renseignés, ils ne pouvaient se rendre compte de la désorganisation morale de l'armée allemande et ils ignoraient, bien entendu, les événements politiques qui se déroulèrent à Berlin dans les dernières semaines d'octobre et les premiers jours de novembre. Enfin, les conditions imposées aux Allemands leur paraissaient si draconiennes qu'ils se demandaient si ces derniers les accepteraient. Dès lors, à quoi bon sacrifier de nouvelles vies humaines ? En tout cas, — ainsi que l'a déclaré le maréchal Foch lui-même, — le moral était excellent et permettait de continuer la guerre jusqu'au bout.

Quant aux hommes d'État français, ils s'inclinèrent devant l'avis des hommes de guerre, ce qui, en pareil cas, était des plus naturel. D'ailleurs, ils comprenaient bien, eux aussi, que s'ils avaient exigé la continuation de la guerre, *certainement* ils n'auraient pas été suivis par leurs collègues des pays alliés.

Il ressort de ces différentes considérations que si ces puissantes attaques stratégiques sur le front occidental, en Bavière

et en Orient, ne furent pas déclenchées dans cette première quinzaine de novembre 1918, c'est que les Alliés, hommes d'État aussi bien que généraux, ne voulurent pas continuer la guerre : politique et stratégie en l'occurrence furent complètement d'accord. Ont-ils eu tort, ont-ils eu raison, pouvait-on faire autrement ? Telle est la question que je vais essayer de résoudre.

Au point de vue purement militaire, au point de vue stratégique, je crois avoir montré que rien n'empêchait les Alliés de continuer la guerre et qu'il était parfaitement possible de signer l'armistice à Berlin. Faut-il rappeler encore une fois, l'opinion du maréchal Foch à ce sujet. « De notre côté, nous pouvons, à l'entrée de l'hiver, continuer cette bataille de quatre cents kilomètres. Les effectifs de nos armées le permettent. Les armées française et britannique ont certes été éprouvées, mais peuvent continuer. L'armée américaine est encore fraîche et ses réserves arrivent tous les jours. Le moral des troupes est excellent. Cela nous permet de continuer, si l'ennemi le désire, jusqu'à la défaite complète (1). »

D'autre part, après avoir analysé les différentes formes que pouvait présenter la résistance allemande, — dans le cas où les hostilités auraient continué, — je pense avoir démontré que ces hostilités ne pouvaient durer très longtemps : quelques semaines tout au plus. Là encore, à l'appui de ma thèse, je rappellerai à nouveau l'avis de l'homme qui dirigeait la guerre à cette époque, du côté allemand : le général Grœner : « La résistance que l'armée peut opposer à l'assaut de nos ennemis extérieurs ne peut être que de courte durée », phrase qu'il prononçait le 5 novembre 1918 à la fameuse Conférence des secrétaires d'État. Les hommes politiques allemands ont reconnu très loyalement aussi que la continuation de la guerre était impossible. Ils en font l'aveu dans l'avant-propos des *Origines de l'Armistice*. « La conclusion de l'armistice a eu lieu ensuite. Les conditions de la cessation des hostilités dépassent toute mesure. *Mais un refus est impossible*. Le chemin où on s'est engagé le 3 octobre doit être suivi jusqu'au bout. Le gouvernement allemand, à l'instigation du grand quartier général,

(1) Séance du 11 octobre 1918 du Conseil supérieur de guerre.

ayant reconnu dans les 14 points de Wilson une base sérieuse pour la paix et les ayant acceptés, l'ennemi s'étant engagé lui aussi vis-à-vis de ces points, le peuple allemand considère la guerre *comme terminée.* »

De son côté, Von Lernsner, représentant des Affaires étrangères au grand quartier général et bien placé, par conséquent, pour émettre une opinion au sujet des possibilités de résistance de l'Allemagne, téléphonait à Berlin le 25 octobre 1918 : « Aujourd'hui la situation militaire est aussi désespérée qu'il y a trois semaines. Il ne faut pas s'attendre à une amélioration et ce n'est plus qu'une question de semaines, au plus de quelques mois, si *l'ennemi pénètre chez nous* (1). »

Cependant les Alliés n'ont pas continué la guerre et ont consenti à signer un armistice à Rethondes le 11 novembre 1918, *après accord complet* entre les hommes d'État et le haut commandement, politique et stratégie marchant complètement la main dans la main.

Or il est indiscutable que si l'on voulait se conformer au principe stratégique bien connu (2), sanctionné par toute l'histoire des guerres passées, *on devait continuer la guerre* jusqu'à la défaite complète des empires centraux, suivant l'expression précitée du maréchal Foch. C'était alors pour l'Allemagne « la catastrophe ».

Au point de vue matériel j'estime, contrairement à l'opinion du maréchal Foch (3), qu'à Berlin on aurait imposé aux Allemands des conditions d'armistice beaucoup plus dures, étant donné que les Alliés n'auraient plus été hantés par cette idée : que si on allait trop loin dans ce sens, les vaincus pourraient encore continuer la résistance. Il eût été possible alors de se conformer aux traditions habituelles en pareil cas, pour la conclusion d'un armistice, c'est-à-dire d'exiger ce que demandait le général Bliss dès le mois d'octobre : « désarmement complet et démobilisation intégrale de l'armée allemande », opinion que personnellement je soutins de toutes mes forces... mais vainement. Quant aux pertes, elles auraient été forcément assez faibles.

(1) Documents officiels allemands : *Origines de l'armistice* (traduit par le commandant Kœltz, Renaissance du livre).

(2) Principe de la destruction totale.

(3) « Si les Allemands acceptent les conditions arrêtées par les conseillers militaires, il est inutile de continuer la bataille.» Séance du Conseil supérieur du 29 octobre 1918.

Au point de vue moral : la signature de l'armistice à Berlin aurait eu des conséquences considérables pour la paix future. La masse allemande aurait alors compris, — ce qu'elle n'a pas encore fait jusqu'ici, — que les armées impériales avaient été véritablement vaincues, et toutes les légendes que symbolise maintenant celle du *Dolchstoss*, du fameux « coup de poignard dans le dos », n'auraient jamais pu se créer et se développer. Là encore il faut se reporter à la psychologie, à la mentalité germanique et ne pas oublier que l'histoire a toujours montré que l'Allemand ne s'incline que devant la force. Or l'armistice de Rethondes ne lui a pas montré cette force. Il ne l'a pas vue s'étaler, à ses yeux mêmes, dans toute l'Allemagne. Sans doute, cette chevauchée des soldats alliés à travers l'Allemagne n'aurait pas montré au Michel allemand les horreurs de cette guerre telles que le Français et le Belge ont eu à les subir ; matériellement, il n'en aurait pas énormément souffert, mais ce n'était pas moins la guerre sur le sol national. Au point de vue moral, je ne saurais trop le répéter : c'était énorme (1) !

Quoi qu'il en soit, les Alliés ont commis là une erreur, aussi bien au point de vue stratégique qu'au point de vue politique : j'espère l'avoir prouvé. J'ajouterai même que si l'Europe est en proie actuellement à une immense inquiétude et à un véritable malaise, elle le doit non seulement aux mutilations continuelles du traité de Versailles, mais en grande partie aussi à cette erreur même.

Faut-il en incriminer les hommes qui ont dirigé cette guerre : hommes politiques et commandant en chef? Ils ont le droit d'invoquer, en leur faveur, un très grand nombre de circonstances atténuantes. Je les ai déjà exposées, je me contenterai donc, ici, de les résumer.

Une première circonstance atténuante, et celle-là est générale, concerne aussi bien le stratège que les hommes

(1) Les Anglais eux-mêmes l'ont reconnu. L'un d'eux, M. Steed, le célèbre correspondant du *Times*, déclare dans son livre *Mes Souvenirs* (1914-1922) : « Nombre de difficultés qui surgirent dans la suite entre les Alliés et l'Allemagne, ne se seraient pas produites si le peuple allemand avait vu passer sous ses yeux la preuve vivante de sa défaite, c'est-à-dire si les Alliés eussent été jusqu'à Berlin. La croyance que la chute de l'Allemagne était due uniquement à des mutineries dans l'armée, favorisées par des intrigues ennemies, ne se fût pas si profondément implantée dans les esprits germaniques. »

politiques : c'est que l'on se battait depuis plus de quatre ans, que les pertes en hommes, — et je ne veux pas, dans une discussion de si haute envergure, faire intervenir les pertes matérielles, — étaient énormes : elles avaient même été particulièrement lourdes au cours des dernières semaines d'octobre. Il régnait dans tous les milieux, aussi bien au front qu'à l'intérieur de chaque pays, une lassitude immense et générale de la guerre. Les peuples en avaient décidément assez, et cela des deux côtés de la barricade. Les demandes successives d'armistice du côté des Empires centraux avaient fait ressortir nettement cet état d'âme. Chez les Alliés, dans chaque pays, l'opinion publique réclamait également la paix et, sans chercher naturellement à voir plus loin, ne comprenait pas, en face de l'effondrement de l'Allemagne, que l'on ne signât pas immédiatement cette paix.

Évidemment, en pareil cas, il appartient aux hommes d'État de montrer à l'homme de la rue que, dans des situations aussi graves, il ne faut pas faire les choses à moitié, ne voir que les contingences immédiates, mais, au contraire, envisager largement l'avenir. Or, on a pu constater que ce n'étaient pas plus les hommes d'État anglais que les hommes d'État américains ou italiens qui étaient susceptibles de jouer un tel rôle, par la raison bien simple que, dans leur farouche égoïsme et leur étroitesse de vues, ils mirent tout en œuvre pour empêcher la continuation de la guerre.

Que pouvait faire, dès lors, l'homme qui parlait au nom de la France ? s'incliner, et cela d'autant plus que le commandant en chef des armées alliées, celui qui représentait le pouvoir militaire, le maréchal Foch, donc un Français, et quel Français ! était nettement d'avis, lui aussi, d'accorder un armistice aux Allemands. C'est alors qu'on a été conduit à se demander pour quels motifs ce grand chef, — qui, au cours de ses longues et si fécondes études historiques, avait pu, mieux que personne, se rendre compte de l'importance du principe stratégique : *de la destruction intégrale des forces ennemies*, — n'a pas cherché à l'appliquer et par conséquent pour quelles raisons, le 4 novembre 1918, il n'a pas demandé la continuation de la guerre.

Ces raisons ont été exposées ci-dessus : je n'insiste donc pas.

* * *

On peut se demander, d'autre part, ce qu'auraient fait les Allemands s'ils s'étaient trouvés dans la même situation que les Alliés. La réponse ne saurait être douteuse, mais, au lieu de se lancer dans une discussion plus ou moins théorique, il me paraît plus logique de m'adresser aux Allemands eux-mêmes qui, précisément, y ont répondu. Voici en effet quelles étaient, le 5 novembre 1918, les prévisions du général Grœner (remplaçant de Ludendorff) sur les décisions qu'allait prendre le maréchal Foch (1). « La conduite politique de la guerre, résolue et certaine de ses buts, fait prévoir que le haut commandement militaire des Alliés s'efforcera lui aussi d'obtenir la décision militaire *complète : l'encerclement et la capitulation du peuple allemand.* »

C'est net et surtout très logique (2).

Cette réponse fait ressortir, d'autre part, combien le général Grœner, — comme beaucoup d'autres officiers du grand état-major allemand, — était profondément imbu des principes stratégiques.

Je n'ai pas besoin d'ajouter que cette étude n'a pas eu pour but de critiquer; car, après-coup, après les événements, alors que l'on dispose de tous les renseignemonts que ne possédaient pas les hommes qui ont assumé, dans ces périodes tragiques, les plus lourdes responsabilités connues dans l'histoire, ce serait véritablement tâche trop facile. J'ai simplement cherché, en me fondant sur ce que j'ai vu et sur des documents officiels, à jeter quelques lueurs sur une question qui passionne particulièrement l'opinion publique, lueurs qui permettront, peut-être, à ceux qui ont pris part à cette longue tragédie, de se faire, à leur tour, une idée personnelle.

Toutefois, arrivé à la fin de cette étude, je conclus et je n'hésite pas à déclarer en toute conscience : que les Alliés ont commis une grave faute en ne continuant pas la guerre et en

(1) Conférence des Secrétaires d'État du 5 novembre 1918.

(2) A la séance des Secrétaires d'État du 28 octobre 1918, le général von Gallwitz émettait la même opinion: « Sur les bases de la situation actuelle, l'ennemi nous demanderait *purement et simplement de capituler.* »

ne signant pas l'armistice à Berlin. Comme j'ai essayé de le montrer, *ils le pouvaient et ils le devaient*. Ils auraient dû comprendre, en effet, qu'il était une question qui planait très haut au-dessus des intérêts particuliers des peuples. En somme cette guerre, qui a été appelée si justement par l'opinion publique, la guerre mondiale, en était bien une en réalité. Elle représentait, avant tout, la lutte du droit et de la justice contre la force. Il s'agissait de savoir « si l'Allemagne allait imposer au monde son fameux *Deutschland über alles*, c'est-à-dire : le régime de la force. Les peuples l'ont tellement compris que l'un d'eux et non des moindres, l'Amérique, n'a pas hésité à traverser l'Océan et à venir combattre en Europe, pour empêcher ce véritable crime contre la civilisation. Mais alors il ne fallait pas faire les choses à moitié, et l'on ne devait s'arrêter qu'une fois bien certain que le rêve de l'Allemagne était évanoui à jamais.

Or, en signant l'armistice de Rethondes le 11 novembre 1918, c'était laisser à ce peuple germanique, qui a toujours vécu de la guerre, l'espérance de se relever et de retrouver, quelque jour, l'occasion de réaliser le *Deutschland über alles*, c'est-à-dire son hégémonie sur l'Europe d'abord, sur le monde ensuite. Voilà ce que les hommes d'État alliés n'ont pas su ou pas voulu envisager, et ce qui permet de les accuser d'avoir eu là, vraiment, la vue un peu courte.

En tout cas, ce sont bien eux qui sont responsables de l'erreur commise, puisque la politique doit commander la stratégie ; il faut ajouter, en toute bonne foi, qu'ils ont droit à beaucoup de circonstances atténuantes.

En ce qui concerne plus particulièrement la France, d'autres hommes que ceux qui ont dirigé la fin de la guerre : Clemenceau pour la politique, Foch pour la stratégie, auraient-ils mieux réussi ? Je ne le crois pas.

En résumé, on peut, évidemment, avoir des regrets et déplorer que l'armistice n'ait pas été signé à Berlin vers la fin de décembre 1918 ou janvier 1919, mais on ne saurait en incriminer les deux hommes précités qui, tous deux, « ont bien mérité de la patrie », ainsi que l'a si justement proclamé la loi du 7 novembre 1918, dont voici le texte exact : « Art. I^er^. Les armées et leurs chefs ; le Gouvernement de la République ; le citoyen Georges Clemenceau, président du Conseil, ministre de

la Guerre ; le maréchal Foch, généralissime des armées alliées, ont bien mérité de la Patrie. — Art. II. Le texte de la présente loi sera gravé, pour demeurer permanent, dans toutes les mairies et dans toutes les écoles de la République. »

Je ne saurais trop répéter, en effet, qu'en admettant même que la France, le 5 novembre 1918, ait voulu poursuivre la guerre *seule*, ce qui lui était possible au point de vue militaire, jamais ses alliés, avec leur étroitesse de vue et leur méconnaissance des grands principes stratégiques, n'y auraient consenti. Passer outre, c'eût été, au point de vue politique, une faute des plus graves. Cette action isolée, après quatre années de guerre côte à côte, eût rendu les négociations de paix non seulement particulièrement difficiles pour la France, mais presque impossibles. Pour s'en rendre compte, il suffit de se reporter aux séances si orageuses du Conseil des Quatre, au cours des mois de mars, avril, mai et juin 1919. Qu'eussent-elles été si la France, en novembre 1918, reprenant sa liberté d'action vis-à-vis de ses Alliés, eût continué, seule, la guerre contre l'Allemagne ?

Général Mordacq.

LA COMPAGNIE DE JÉHU

ÉPISODES DE LA RÉACTION LYONNAISE

1794-1800

I

LE DIEU CHALIER

LE PRÊCHEUR ROUGE

M. Roland de la Platière, inspecteur des manufactures, occupait à Lyon, depuis 1787, un appartement de l'hôtel Chamburcy, quai Monsieur, tout près de la Charité. C'était, à vrai dire, un simple pied-à-terre qu'il s'était aménagé à proximité de son bureau de l'Intendance, située rue Saint-Joseph; mais il se rendait souvent à sa vieille maison patrimoniale de Villefranche où résidaient habituellement sa femme et sa fillette Eudora. Pendant l'hiver, M^me^ de la Platière s'installait pour plusieurs semaines à Lyon, chez son mari; elle l'aidait dans ses travaux, si arides fussent-ils, et s'appliquait à lui créer des relations.

Aux premiers temps de la Révolution, M. et M^me^ Roland de la Platière, devenus bien vite Roland tout court, manifestèrent hautement leurs sympathies pour le parti populaire : Roland était un sage, fort instruit des questions économiques et considéré pour son savoir dans nombre d'académies de province; sa femme, née de petits bourgeois parisiens, s'ennuyait loin de la capitale et concentrait des ambitions encore sans but précis,

Copyright by G. Lenotre, 1929.

justifiées, d'ailleurs, par le singulier génie dont à son insu elle était douée. Elle vit donc sans regret son mari, dont elle connaissait et appréciait le mérite, s'embarquer dans la politique, bien qu'il y débutât par un grade sans prestige : en mars 1790, il était élu membre du conseil général de la Commune de Lyon, mais seulement en qualité de simple notable; au mois de novembre suivant, il passait officier municipal et, avec cinq de ses collègues, il fit partie du bureau de Ville que présidait le maire, Vitet, médecin estimé, modéré d'opinion et très charitable.

Au nombre des nouveaux municipaux comptaient quelques démagogues dont le plus turbulent était Joseph Chalier; Piémontais de naissance, pourvu d'une certaine instruction, il était entré jeune aux Dominicains où il étudia la philosophie. Déjà il se posait en ennemi de la société et ses extravagantes prosopopées stupéfiaient le séminaire : il proclamait son goût pour « l'audace, les cataclysmes, les révolutions... » « Si j'étais Dieu, déclarait-il en une sorte d'extase, de mon petit doigt je remuerais les montagnes, de mon haleine j'éteindrais les étoiles, de ma soif je sécherais les mers; je bouleverserais le monde enfin, pour tout refaire, pour tout renouveler. » Il quitta bientôt la communauté qui ne dut point s'évertuer à le retenir et il essaya du professorat, puis entra chez le négociant Muguet qu'il quitta pour s'engager comme voyageur au service de la maison de soieries Bertrand, emploi qui satisfaisait ses dispositions instables et lui permit, en 1789, d'accourir à Paris pour être témoin du grand culbutis dont il rêvait depuis longtemps. Les séances de l'Assemblée nationale « l'électrisèrent »; il se levait à quatre heures du matin pour s'y assurer une place; il eut le bonheur d'assister à la prise de la Bastille, spectacle dont il éprouva une telle jouissance qu'il en faillit perdre la raison. Il recueillit dévotement un petit morceau de la forteresse qu'il se promit de rapporter à Lyon comme un souvenir du plus beau jour de son existence. Ce qui paraît singulier, c'est qu'un pareil énergumène, sans relations à Paris, fût parvenu à se créer des répondants parmi les coryphées du clan révolutionnaire; il est certain qu'il se lia, dès ce premier voyage et plus encore au suivant, avec Prudhomme, l'éditeur du journal avancé des *Révolutions de Paris*, et même avec des personnalités telles que le boucher Legendre,

Camille Desmoulins, Marat peut-être, Robespierre à coup sûr qui, tous encore défiants et sur leurs gardes, n'auraient vu en cet agité inconnu qu'un vulgaire agent provocateur s'il n'eût été muni de références témoignant de son affiliation au parti des séditieux. Reçut-il de ces maîtres en bouleversement quelque mot d'ordre ou quelque investiture? C'est vraisemblable, car, en quittant Paris, il en rapportait un programme : Lyon, en son esprit, était déjà condamné : « O mon Dieu! où en sommes-nous? écrivait-il à Prudhomme; quelle ville infâme que celle-ci! Ville ingrate, ville perfide qui renferme plus que toute autre les ennemis jurés de la plus heureuse comme de la plus étonnante des révolutions. »

Chalier entreprend, au printemps de 1790, un voyage en Italie au compte de son patron et associé Bertrand; il met à profit son séjour « chez les despotes » pour y répandre la bonne parole et il prêche la révolte aux sujets du roi de Naples : il est dénoncé, expulsé; une princesse s'intéresse à lui; il menace « d'assembler pour sa défense la nation française ». Serait-ce la guerre? Il cingle vers Malte, où il n'est pas mieux reçu; rentré en France, il rédige un récit des persécutions que lui a values chez les tyrans son titre de patriote français et adresse cette relation à l'Assemblée constituante. Il y comptait certainement des affidés, car un décret, rendu le 28 octobre 1790, invita Louis XVI à protester par la voie de son ambassadeur contre le manque d'égards de Sa Majesté Ferdinand IV, roi des Deux-Siciles, envers le commis voyageur lyonnais.

C'est à cette époque que Chalier devint le collègue de Roland à la municipalité de Lyon. Quels rapports s'établirent entre le grave et sentencieux inspecteur des manufactures et le braque frétillant auprès duquel il siégeait à l'Hôtel de ville? Cela n'est pas dit. Politiquement, ils s'accordaient, épris tous les deux de l'utopie républicaine; il est même probable qu'ils sympathisaient, ayant un ami commun en Champagneux, leur collègue, directeur du *Courrier de Lyon*. D'ailleurs on n'en était pas encore à se diviser pour les nuances et, unis par l'espoir du but à atteindre, tous les démocrates se serraient les coudes en dépit des dissemblances de caractères et d'éducation. Pourtant le rigide Roland doit parfois juger insupportable et compromettante l'exubérante insociabilité de son compagnon

de lutte. Chalier, alors âgé de 43 ans, est un petit homme au teint bilieux, au crâne complètement chauve; les traits de son visage glabre sont réguliers; mais l'expression égarée de ses yeux, sa démarche convulsive, les tics nerveux qui, dans la colère, crispent ses lèvres, rendent son abord assez inquiétant. Il habite la maison dite du *Tambour*, à l'extrémité de la rue du Bât-d'argent, place du Collège; galvanisé par sa fureur démagogique, il est en mouvement jour et nuit, se mêle de tout, bouleverse tout, démolit tout : tripots, garde nationale, police, subsistances, cultes même, il aborde tous les problèmes, les résout à sa manière qui est expéditive et péremptoire. Doué de cette verve et de cette abondance d'expressions et d'images qui émerveille et conquiert les simples, il pérore infatigablement avec une volubilité singulière, appuyée d'une gesticulation fébrile. Si les fragments de son éloquence recueillis par la tradition lyonnaise ne sont point apocryphes, ils dénotent d'étranges disparates. Mais qui démêlerait, en ce qui concerne cet homme, occasion de si terribles catastrophes, la part de la légende?

Grand ennemi du « fanatisme » des prêtres, il les incite à prêter le serment civique. Il s'introduit dans les couvents de femmes et, d'un ton de vertueuse componction, il exhorte les nonnes à rompre leurs vœux : « Mes chères filles, avez-vous quelque peine? Ne me déguisez rien. Chalier est votre père spirituel. Votre piété me touche; votre modestie m'enchante et m'enivre. Mon Dieu! mon Dieu! que je serais heureux de me choisir une compagne parmi les belles et saintes filles de votre sanctuaire! » Il se met à genoux, frappe de son front la terre, lève les yeux au ciel, étreint avec ferveur un crucifix... Le voici maintenant tonnant contre « les absurdités du catholicisme », raillant le culte des reliques et faisant baiser à ceux qui l'entourent la pierre qu'il a ramassée dans les ruines de la Bastille. « Il se replie sur lui-même, comme un serpent, à la vue d'un homme riche »; mais aussi prompt à prendre feu qu'à s'éteindre, il s'épanouit à l'aspect d'un enfant du peuple qui lui sourit et lui tend les bras. Du reste, sous prétexte qu'il n'a jamais pu supporter aucun joug, même celui du mariage, il vit maritalement avec sa domestique, la femme Pie, complètement illettrée, que, en son imagination, il pare de tous les attraits et de toutes les vertus.

Tel était le déroutant collègue avec lequel Roland, le plus posé et le plus réfléchi des hommes, dut vivre, discuter et s'entendre... Pas longtemps; car, quoiqu'un abîme les séparât, ils apparaissaient, dans l'opinion erronée du public, comme deux têtes sous un seul bonnet, et la perspective d'être englobé dans la même popularité que Chalier séduisait peu Roland qui partit pour Paris, chargé de défendre auprès du gouvernement les intérêts de la ville de Lyon, endettée de 40 millions. Il revint à l'époque où se terminaient les scrutins pour la nomination des députés à la Législative; il se croyait assuré d'être élu en reconnaissance de ses services; son nom n'avait même pas été prononcé et sa déception fut grande, celle de sa femme plus vive encore. Celle-ci languissait en province; depuis que son mari passait pour être un jacobin farouche, la bonne société s'écartait d'elle; à Villefranche même, le vide se faisait autour du compère de Chalier. D'autre part, étant instruit et propriétaire, il ne gagnait pas les sympathies du bas peuple; Mme Roland, toute républicaine qu'elle fût déjà, entendit chanter sur son passage : *les Aristocrates à la lanterne!* Discernant qu'il n'y avait point de place à prendre dans ce département encroûté, entre l'exagération dévastatrice d'un Chalier et l'opiniâtreté dédaigneuse des hobereaux, elle décida Roland à rallier Paris, où ils s'installèrent en décembre 1791. On sait comment, ayant ouvert un salon où les hommes politiques affluèrent, Mme Roland dirigea si bien la barque conjugale que, trois mois plus tard, son mari était nommé par Louis XVI ministre de l'Intérieur. Le ménage prenait possession du magnifique hôtel de la rue Neuve des Petits-Champs qu'avait habité Calonne et, pour la première fois, des petits bourgeois pénétraient en maîtres dans l'une de ces majestueuses demeures jusqu'alors fermées aux « gens du commun ».

Lorsque cet événement fut connu à Lyon, beaucoup s'étonnèrent; quelques-uns se réjouirent : Chalier, lui, écume de rage. Le fond de son exaltation est un formidable orgueil : il hait tout ce qui le dépasse; il voit rouge à l'idée harcelante que ce collègue qu'il a coudoyé habite maintenant un palais, traite ses courtisans et ses flatteurs et dort sous un dais empanaché. L'âme jacobine est faite d'envie, de suffisance et de soupçon. Mme Roland n'ignore pas les haines attisées par l'élévation de son mari; elle y fera plus tard allusion en un mot

dédaigneux sur « le vulgaire, content de ce qu'il a tant que d'autres n'ont pas davantage ». Deux hommes surtout jalousent le nouveau ministre dont ils guignaient la place; c'est Robespierre et Collot d'Herbois. Chalier accourt à Paris en avril ou en mai, et c'est chez Robespierre qu'il va épancher sa bile; on n'en peut douter, puisque, au dire de Robespierre lui-même, c'est Chalier qui, le premier, « lui découvrit la perfidie de Roland et le lui dénonça comme un traître cherchant à allumer la guerre civile ». Ici la connivence du démagogue lyonnais avec les grands révolutionnaires parisiens apparaît de nouveau manifeste; un lien secret les unit et ils manœuvrent de concert. A leur contact, Chalier prend audace et prestige; sa néfaste influence grandit après chacun de ses voyages à Paris. Il mène la Commune de Lyon; les deux autres administrations locales, le département et le district, après quelque velléité de résistance, subissent le joug du corps municipal; il règne sur les 31 clubs de la ville et sur le club central qui en est la quintessence; assemblée bruyante et batailleuse d'où un étranger de passage, fourvoyé dans cet antre, sort dégoûté : « le local, l'assistance composée en majorité de gens de la plus basse classe, les débats consistant en dénonciations ou calomnies diffamatoires, tout cela nous a paru si repoussant, si malpropre, si écœurant que nous n'avons pu y tenir. »

Telle est l'armée de Chalier; il en est le chef et l'idole; une sorte d'état-major s'est groupé autour de lui, petite troupe d'individus rapaces, prétentieux ou tarés. Si arrogants soient-ils, on ne les redoute pas et personne ne prend au tragique leurs convoitises non dissimulées. Qui supposerait que cette bande d'agitateurs, remorquée par un grotesque à demi fou, fût un danger pour la seconde ville du royaume, peuplée de 125 000 habitants dont l'immense majorité est composée d'ouvriers laborieux, attachés à leur profession, de bourgeois modérés et pacifiques, de riches négociants experts en affaires et désireux de tranquillité? Tous, en 1789, ont accueilli avec faveur la révolution et si, dégrisés par trois ans de désillusions, ils commencent à regretter leur premier engouement, ils ne peuvent cependant imaginer qu'on a bouleversé le vieil ordre établi pour en arriver à mettre un Chalier sur le pavois.

On le laisse donc se trémousser et tempêter à son aise; nul ne paraît se douter qu'il est l'agent de la jacobinière pari-

sienne qui, en juin 1792, se fait expédier par ses affiliés des adresses réclamant la déchéance du roi : celle de Lyon est portée à l'Assemblée législative par « soixante braves sans-culottes avec ordre de ne revenir que lorsque Monsieur Veto, — Louis XVI, — ne serait plus ». En ces heures de crise, Chalier est en contact permanent avec Paris ; d'un de ses « aides de camp » qui y séjourne, il reçoit, à l'approche du 10 août, cet avis : « Tenez-vous prêt, ami ; disposez-vous à recevoir le signal du grand branle-bas... » Il part aussitôt, assiste à l'attaque des Tuileries, à l'emprisonnement de la famille royale; il obtient même, le 15 août, l'insigne honneur de paraître à la barre de l'Assemblée et d'y exposer ses griefs contre l'administration départementale du Rhône et celle du district de Lyon « qui le persécutent, » et il a la joie d'entendre proclamer le décret destituant, sur sa plainte, les magistrats qui le gênent. Le 25 août, il rentre, frénétique, dans sa bonne ville. Le 28 est abattue, malgré les protestations du maire, Vitet, la statue équestre de Louis XIV, orgueil de Bellecour. Le 9 septembre, on brûle en cérémonie, au Champ de Mars, un monceau de titres de noblesse, d'archives, de tableaux, « dépouilles du préjugé et de l'orgueil » ; on continue la fête par le massacre des prisonniers, huit officiers internés à Pierre-Scize et trois prêtres retenus dans les geôles de la ville. Puis, toujours à l'instar de ce qui se fait dans la capitale, on promène les têtes des victimes dans les cafés de la place des Terreaux, dans les rues et sur la scène de l'un des théâtres dont les spectateurs s'enfuient épouvantés.

Chalier n'avait point paru au cours de ces heures tragiques : à l'imitation de Robespierre, il se terrait aux jours d'action et découchait même, par prudence, laissant agir, invisible et présent, les bandits qu'il endoctrinait. Telle était la conviction de Vitet qui le connaissait bien et a laissé une relation du drame de Pierre-Scize. Chalier lui-même lèverait tous les doutes, s'il en subsistait, sur sa participation aux massacres ; il suffit de l'écouter pour s'en convaincre : le 27 novembre, il est nommé président du tribunal du district, et son installation est l'occasion d'un discours où, comme exorde, avec sa manière imagée, il fait allusion « aux serpents qui s'efforcent de se glisser dans le berceau de la liberté pour

l'étouffer... » « Ces furibonds rentreront dans leur repaire : la massue d'Hercule est levée pour écraser leurs têtes... » Il s'élève contre la Convention qui diffère le jugement de Louis XVI : « Faut-il donc mettre autant d'appareil et d'importance pour décoller un scélérat ? » Et il conclut que « l'arbre de la liberté ne peut fleurir que sur les cadavres des despotes ».

Ce qui manque à Chalier, c'est une guillotine : Lyon ne possède pas le nouvel instrument du supplice, inauguré à Paris le 22 avril 1792 sur un voleur nommé Pelletier. Tous les départements devaient recevoir une « machine à décapiter » ; mais le constructeur Schmidt, soumissionnaire de la commande, au prix de 329 francs par appareil, accessoires compris, n'en commença la livraison qu'en fin d'année : c'étaient des instruments faits « en série », pour la plupart défectueux et mal établis. N'importe ; la guillotine fut accueillie à Lyon par la bande de Chalier avec une sorte d'idolâtrie ; on exposa ce jouet inédit sur la place Bellecour, puis sur celle des Terreaux, l'endroit le plus passant de la ville, face au bel Hôtel de la municipalité. Le tribunal criminel tenta de mettre fin à cette scandaleuse exhibition : les sans-culottes s'insurgèrent, sortirent la sinistre machine du local ou on l'avait remisée et, en hommage de bienvenue, immolèrent à ses pieds, faute de savoir la manœuvrer, deux jeunes gens inculpés de propos malsonnants à l'égard de la Convention. On verra bientôt quelle tête plus fameuse étrenna l'invention nouvelle.

Chaque jour, désormais, amènera un mouvement populaire, une rixe, une collision entre militaires et civils. Lyon bouillonne au souffle attisant du petit homme incessamment en transes et des clubistes qu'il tient en haleine. Le 24 janvier, le tambour bat, des tables sont dressées sur les places publiques : tous les citoyens sont invités à signer une adresse à la Convention, réclamant la prompte exécution de *Louis le traître*. Ceux qui s'y refuseront seront notés sur une *liste noire*. Le nombre des signatures spontanées varie suivant les historiens : 200, disent les royalistes ; 40 000 assurent les jacobins ; entre ces deux chiffres, il y a de la marge. Quand la pétition parvint à Paris, appuyée de 15 à 16000 noms extorqués ou imaginaires, Louis XVI n'était plus et Chalier, frétillant de joie à la nouvelle de l'heureux événement, tint à le célébrer

par une cérémonie patriotique. Il se rendit sur la place des Terreaux où, pour la circonstance, on avait dressé sa chère guillotine, tirée de son hangar et entourée d'une garde de cent piques. C'est à elle qu'il rendit hommage et il en profita pour exposer son programme politique : « extermination de tous les aristocrates, feuillantins, modérés, égoïstes, agioteurs, accapareurs, usuriers, ainsi que de la caste sacerdotale fanatique ». Lyon, particulièrement, a besoin « d'une forte purgation, vomitif, lavement, apozèmes... » « Purgeons ! Purgeons ! » écrivait-il quelques jours plus tard ; et, suivant son diagnostic, la cure, pour être complète, exigeait encore quelques autres détersifs violents : dissolution radicale du gouvernement, bannissements et massacres universels ; — seuls les clubistes sans-culottes auront le droit de vivre ; — suppression des départements, des tribunaux de district, des juges de paix dans les villes dont la population n'est pas de 10 000 habitants. Pour les autres, cour martiale jugeant tous les traîtres dans les vingt-quatre heures.

Cinq jours plus tard, il récidive, à Bellecour cette fois, car, pris d'une frénésie destructive, « à peine prend-il le temps de se moucher ». Guerre à ceux qui possèdent, tel est le mot d'ordre. C'est poser un tison enflammé sur un baril de poudre ; Lyon compte, en effet, 25 000 ouvriers sans ouvrage ; les métiers chôment ; les convulsions politiques ont tué le commerce de luxe auquel la ville devait son opulence, et les canuts oisifs et affamés ont pour seul réconfort les sanguinaires outrances de ce frénétique qui les empoisonne de sa haineuse et venimeuse faconde. Tout est prêt pour le massacre des riches : on leur a vendu des certificats de civisme leur conférant, croient-ils, la sécurité ; mais la plupart de ces sauf-conduits portent un signe secret qui, aux yeux des initiés, transforment ces certificats « en véritables arrêts de mort ».

Dans la nuit du 4 au 5 février, visites domiciliaires, arrestations. Banquiers, agents de change, négociants fortunés sont écroués dans les vastes caves qui règnent sous l'Hôtel de ville : huit pièces de canon en gardent les accès. Le 6, convocation, à la Maison commune, du Club central ; Chalier et ses « coopérateurs » sont invités à y « organiser » les sans-culottes. Tous ceux de Lyon s'y trouvent à l'heure dite : la séance

sera secrète; serment exigé de ne jamais divulguer, sous peine de mort, les décisions qui vont être prises. Chalier se dépense en ordonnateur autoritaire ; il se tient à l'entrée pour dévisager ceux qui entrent et empêcher de sortir les prudents soucieux de ne pas se compromettre ; et, quand la discussion commence, il ferme la porte et dépose la clef sur le bureau. Malgré ces précautions, l'un des assistants, un grenadier dit-on, réussit à s'esquiver; il court chez le maire, Nivière-Chol, succédant à Vilet député à la Convention ; il rapporte qu'il vient d'entendre l'assemblée ratifier par ses bravos les propositions les plus sanguinaires : création d'un tribunal expéditif pour juger les riches, détenus depuis la veille : l'échafaud, dressé sur le pont Morand, « afin que les têtes tombant d'un côté et le corps de l'autre, soient à l'instant ensevelis dans les flots du Rhône ». Dès la nuit précédente, on s'est assuré que la guillotine « est en bon état », qu'il n'y manque rien, et que le guichetier de la prison, qui en a la garde, la livrera sans difficulté. Mais il faut un exécuteur, et l'on n'a pas confiance en Ripet, le bourreau patenté ; un citoyen s'est donc offert à remplir cet office, à la condition qu'il porterait un masque et serait avantagé dans le partage des biens laissés par les suppliciés. Cet « amateur », de son métier « tireur d'or », comptait au nombre des officiers municipaux.

Le maire, sachant qu'il serait l'une des premières victimes, fait sonner le rappel; la garde nationale prend les armes, l'Hôtel de ville est cerné. Les conjurés se dispersent en désordre ; la partie est perdue pour eux; mais Chalier ne désarme pas; il ne renie rien ; un journaliste l'accuse de prôner l'institution d'un tribunal de sang ; il riposte effrontément, et il faut citer encore cet échantillon de sa sauvage éloquence : « Oui, je l'ai voulu, de sang, de sang, pour punir les monstres qui en boivent... Misérable! Que t'importe? Tu ne crains pas que l'on verse le tien ; tu n'as que de la boue et du venin dans les veines... Les modérés ont du jus de pavot, les accapareurs de l'or fluide, les perturbateurs une écume de soufre, les réfractaires un extrait de ciguë... Or il y a du sang à Londres, en Autriche, chez les Tolpaches et chez les Pandours de la Forêt noire ; mais ce sang est loin de nous ; il ne peut pas rougir notre tribunal et notre tribunal ne peut être que de

sang... Jésus-Christ était un bon Dieu ; il prêchait la miséricorde, la modération... Fi ! Fi ! mes camarades, vous m'entendez ? La vengeance est mon cri ! »

Pourtant il se cache. Le maire, Nivière-Chol, a donné sa démission ; Lyon s'émeut enfin et s'indigne que le sort et l'honneur de la fière cité soient à la discrétion d'une méprisable tourbe de gueux criminels, stimulés par un dangereux dément. Les groupes de jeunes gens parcourent les rues, criant : « A bas Chalier ! A bas sa tête ! » Ils se dirigent en force vers le Club central, enfoncent les portes, brisent les bancs et les tables, emportent ou lacèrent les registres. Tous les Brutus du club s'étaient enfuis, éperdus ; un seul fut rattrapé et c'était un ami de Chalier, Gaillard, ci-devant comédien et membre du tribunal du district. On le roua de coups et il se tira de la bagarre fort mal en point. A tous les carrefours la troupe des manifestants se grossit aux applaudissements de la population ; elle arrive aux Terreaux, se masse devant l'Hôtel de ville : « A bas la municipalité ! A bas les brigands ! La tête de Chalier ! » Les municipaux paraissent sur le haut perron : ils sont salués par des invectives, houspillés, frappés, secoués, crossés, fouaillés ; un détachement des troupes de ligne, requis en hâte, mit fin à cette bousculade et dispersa les manifestants.

Quant à Chalier, il n'osa de quinze jours rentrer chez lui : réfugié chez son compère Laussel, prêtre renégat et incestueux, procureur de la Commune, il ne cesse de fulminer, du fond de sa cache, contre les nobles, les riches et les prêtres. Ces scélérats sont seuls responsables des dissensions lyonnaises ; une foule d'émigrés, de conspirateurs royalistes, réfugiés à Lyon, préparent un complot pour assassiner les meilleurs patriotes, abolir la République et proclamer Louis XVII. L'ami Dodieu, ancien prote, devenu le collègue de Chalier au tribunal du district, s'évertuera à répandre cette légende en l'amplifiant de cette assertion extravagante : « Plus de quatre-vingts ducs, monstres qui déchirent la patrie, ont été arrêtés... » Or il est avéré que toute la province du Lyonnais « ne comptait guère plus de six familles nobles de gentilhommerie ». Des bourdes de si forte taille pouvaient émouvoir de pauvres canuts sans instruction ; mais comment expliquer que la Convention les acceptât sans broncher ? Sur le rapport que

Tallien lui présenta, le 25 février, et dont le thème était manifestement fourni par Chalier et ses cabaleurs, elle dépêcha trois de ses membres à Lyon, afin d'y rétablir l'ordre. Au nombre de ces représentants se trouvait le boucher Legendre; Chalier le connaissait de longue date, et dès que les députés furent installés à l'*Hôtel de Milan*, place des Terreaux, c'est lui qu'ils convoquèrent pour qu'il les renseignât. On devine quel apologétique tableau il traça de l'innocuité de son patriotisme, des vertus de ses compagnons de lutte et de la perfidie de « ses assassins ». Car à l'entendre, c'est lui l'assassiné ; c'est lui qu'on menace et dont la tête est en danger. L'un des billets qu'il écrit à Legendre se termine par ce post-scriptum : « Il est temps enfin que ma vie, qui n'est employée que pour le salut du peuple, soit en sûreté. »

Aussi, quand une douzaine de républicains modérés se présentèrent à l'*Hôtel de Milan*, apportant une pétition, signée de 800 Lyonnais, et protestant contre la tyrannie jacobine qui paralysait le commerce et terrorisait les paisibles citoyens, ils furent mal reçus par Legendre qui leur arracha des mains le papier, les traita de misérables, de factieux et les menaça de les faire charger par la troupe. Il garda la pétition... pour la remettre à Chalier qui, au vu de ces 800 signatures, bondit à son club afin d'annoncer l'aubaine à ses amis : « Nous les tenons ! criait-il; j'ai leurs noms, tous leurs noms ! Ils ne nous échapperont plus, les scélérats ! Ils seront tous égorgés par le glaive des patriotes. »

Comme, dans les jours qui suivirent, les représentants dotèrent Lyon d'un comité de salut public, investi de pouvoirs absolus et composé exclusivement de démagogues éprouvés; comme le négociant Bertrand, l'associé de Chalier, fut nommé maire de la ville, Lyon se trouvait livré sans défense au Piémontais qui depuis plus d'un an était l'horreur et l'épouvante de l'immense majorité de la population. Cette besogne accomplie, les conventionnels s'en allèrent; il était temps : déjà Chalier et sa clique, qui pourtant leur devaient la toute-puissance, les jugeaient mous, les traitaient de rétrogrades et les accusaient de comploter la restauration de la monarchie. L'ami Achard, — perruquier place Grenouille, se disant chirurgien, — mettait le boucher Legendre au nombre des « scélérats à guillotiner ».

D'ailleurs, pour ces fanatiques, en dehors de leur petite

phalange, bien peu de têtes devaient échapper à la juste vengeance du peuple; les lettres qu'ils échangeaient entre eux ou qu'ils recevaient de leurs instigateurs parisiens dénotent le singulier sadisme dont ces hideux personnages se transmettaient l'un à l'autre la contagion. A présent, ils traînent aux gémonies Roland, leur ancien collègue, ainsi que les Champagneux, les Gibert, les Lecamus et tous les camarades lyonnais qu'il a nantis, étant ministre, de lucratifs emplois, négligeant Chalier et les autres : « C'est un monstre que ce Roland et son parti est épouvantable. Tonnez! tonnez, mon ami, recommande Chalier à Gaillard, il faut que le vertueux Roland et sa secte connaissent et épousent la guillotine »; « tremblez, modérés égoïstes, ignares; tremblez!... les ondes ensanglantées de la Saône et du Rhône charrieront vos cadavres aux mers épouvantées. »

Il est évident que Chalier a, dans la Convention même, des informateurs avertis. Par les stratèges de la politique, il sait, longtemps à l'avance, que la perte des Girondins est résolue; dès la fin de mars, l'un de ces meneurs l'avise du coup d'État qui se machine : « Que Lyon prenne les armes aussitôt, sans attendre que Paris le dise...; vous désarmerez tous les gens suspects..., vous formerez dans chaque canton un comité révolutionnaire pour juger promptement les coupables et utiliser votre guillotine qui se rouille faute de servir... » Un autre précise : « Nous touchons au grand moment... Les Brissotins, Rolandins, Gensonné, Barbaroux, les Guadet et Vergniaud... se voient f... Avant qu'il soit huit jours, il faut qu'ils dansent la carmagnole. Tous les sans-culottes sont debout, le Père Duchesne en tête... La guillotine est en permanence, elle ne passe pas de jour sans travail... » Catéchisé de la sorte, sûr d'être épaulé par les grands naufrageurs de Paris, Chalier, vers le milieu de mai, put montrer ce qu'il savait faire; exerçant une véritable dictature, il a, pour le seconder, « trois cents romains », écume des clubs les plus forcenés et qui ont tous juré « de poignarder les modernes Porsenna et de s'ensevelir avec leurs anthropophages ennemis sous les décombres fumants de la nouvelle Sagonte ». Pas moins. Pour parer à toute résistance, est formée une armée révolutionnaire de 6400 hommes recrutés « parmi les vrais amants de la liberté » et placés sous le commandement spécial et l'autorité absolue du comité local;

on désarme en même temps les citoyens réputés suspects et, pour sa section, Chalier dresse lui-même la liste de ces « êtres vils », en accolant à chacun des noms un qualificatif équivalant à un « bon pour la guillotine » : « vieux coquin »; « royaliste effréné »; « expert en friponnerie »; « premier scélérat du quartier »; « aristocrate hébété »; « monopoleur coalisé avec les prêtres »; « dévastateur du centre (?)... » En outre, est prescrit un emprunt forcé de six millions à prendre sur les capitalistes, riches propriétaires ou négociants de la ville et cela dans le terme fatal de vingt-quatre heures. Six millions dont la répartition est aussitôt bâclée, non point d'après les fortunes, mais d'après les opinions; on sent la joie féroce des taxateurs au ton sarcastique des mandats impératifs : « *Degrais*, comme son patriotisme n'est pas violent, il donnera 50 000 livres; *Félix*, comme cela pourrait priver quelques prêtres de ses gratifications, il offrira en expiation 25 000 livres; *Veuve Debrosse*, attendu qu'elle n'a point encore fait de sacrifice pour la patrie, elle aura le plaisir d'offrir 10 000 livres; *Claudine Pouteau*, attendu qu'elle alimente les prêtres, nous avons cru qu'elle ne serait pas sourde aux cris de la patrie en danger, 10 000 livres. » En revanche, les amis sont ménagés : « J. G..., cadet, est peu fortuné..., il n'est pas besoin de fixer son patriotisme, sa générosité est assez connue, 0 000 livres. » Celui-là, c'était « un frère ».

La perception s'effectua au moyen de visites domiciliaires. Les maltôtiers se présentaient, armés comme des brigands d'opéra, farouches, brutaux, menaçant de la guillotine les récalcitrants. On cite un officier municipal, nommé Sautemouche, qui, dans une maison de la rue Confort, « ne pouvant obtenir des demoiselles Cognet une somme de 400 livres qu'elles ne possédaient pas », les malmena de telle sorte, pour qu'elles lui livrassent, à défaut d'écus, leurs boucles d'oreilles, leurs anneaux d'or et trois couverts d'argent, que l'une de ces malheureuses mourut de frayeur le lendemain; l'autre devint folle quinze jours plus tard.

Les caves de l'Hôtel de ville se remplissaient de suspects; en ces derniers jours de mai, les habitants de Lyon, frémissants, mais désarmés, cherchaient en vain d'où leur viendrait le secours. De part et d'autre, chez les anarchistes qui tenaient la ville sous leur talon, comme chez ceux qu'indignait cette

déshonorante tyrannie, on discernait qu'une catastrophe était imminente. Chalier se disait sûr du succès et rassurait ses clubistes, inquiets, tout de même, de leur puissance : « Réjouissez-vous, disait-il, le 27; réjouissez-vous, braves sans-culottes, les 300 têtes que nous avons marquées ne nous manqueront pas aujourd'hui. Allons nous emparer des membres du département, des présidents et des secrétaires des sections; formons-en un faisceau, mettons-les sous la guillotine et lavons nos mains avec leur sang. » Il n'était pas, néanmoins, très rassuré, car l'Hôtel de ville, où siégeait sa bande, était entouré de canons; une forte troupe de carmagnoles en gardait les accès et campait dans les cours. Lui-même, au matin du 29, instruit qu'un vent de révolte soufflait sur la ville domptée, réclamait de son ami Bertrand, une escorte qui « l'accompagnerait sans que cela paraisse » jusqu'au tribunal où il avait affaire...

LYON CONTRE CHALIER

Chalier ne tremblait pas sans raison. A cette même heure où, pour aller des Terreaux à la place de Roanne, il exigeait une garde de sûreté, de forts attroupements se groupaient sous les quinconces de Bellecour, à l'autre extrémité de la ville. Une députation de notables commerçants était allée, dans la nuit, à l'*Hôtel de Milan*, afin d'obtenir des conventionnels Nioche et Gauthier, arrivés à Lyon le jour même, la déchéance de la municipalité anarchique et l'emprisonnement de ses sicaires. Les deux représentants, déjà circonvenus par les amis de Chalier, avaient rebuté les pétitionnaires. Restait donc un seul moyen de salut, la force. C'est pourquoi se massaient, dès l'aube, à Bellecour, 4 ou 5000 hommes, — ouvriers des ports, négociants, canuts, boutiquiers, bourgeois de tous rangs, pêle-mêle, appartenant à vingt-six des sections de la ville qui en comptait trente et une. Nulle divergence d'opinions, une seule intention : en finir avec « les désorganisateurs ». L'arsenal, tout voisin de Bellecour, fournit des armes à cette troupe improvisée; un modeste apprêteur de drap, Madinier, va la commander. La matinée se passe en pourparlers et en conciliabules; des deux représentants du peuple présents à Lyon, l'un, Nioche, est retenu par les sectionnaires à l'arsenal où siège le Directoire du département; l'autre, Gauthier, est avec la Commune à

l'Hôtel de ville, défendu par un millier de sans-culottes, tout autant de soldats et huit pièces de canon. Vers cinq heures de l'après-midi, la colonne des manifestants se met en marche vers les Terreaux, aux cris de *Vive la Convention! Vive la République!* Dès la rue Saint-Pierre, le combat s'engage et va se prolonger jusqu'à la tombée du jour. Presque à bout portant, les adversaires se mitraillent; de toutes les fenêtres, la fusillade crépite. Quand la nuit vient, — une nuit de printemps, toute brillante d'étoiles, — les défenseurs de la Commune sont refoulés et les assaillants bivouaquent sur la place conquise parmi les morts gisant sur le pavé, contre les devantures éventrées des cafés. Alors, on voit apparaître sur le perron de la Maison Commune, un homme empanaché qui agite un mouchoir blanc; c'est le conventionnel Gauthier : il tente de parlementer. Il est aussitôt happé par les vainqueurs et conduit, sans douceur, à travers les rues en tumulte, jusqu'à l'arsenal où il retrouve son collègue Nioche; fort piteux l'un et l'autre, ils voudraient ergoter encore et parlent de conciliation; mais les sectionnaires, forts de leur triomphe, sont inflexibles et les représentants du peuple, rétractant leur hautain refus de la veille, doivent signer l'arrêté ordonnant la dissolution de la Commune et l'emprisonnement de ses indignes agents.

Nul ne dort dans la ville haletante, et voilà qu'une sonnerie de trompettes attire les gens aux fenêtres, au seuil des portes; un cortège s'avance par les sombres voies de la vieille cité; précédée de gendarmes, une troupe de citoyens portant des torches, escorte un membre du département qui, aux carrefours, proclame l'heureux événement. Eh quoi! c'est fini? On est délivré des factieux, de la tyrannie de leur club et de ses odieux comparses! On respire, on applaudit, on rit, on acclame : « Vivent nos frères de Lyon! Vivent les sections! » Bien des croisées s'illuminent et, jusqu'aux lucarnes des toits, s'allument, en signe de joie, des chandelles. Le cortège est parvenu aux Terreaux, le combat a pris fin, mais les adversaires sont toujours en présence. Autour de l'Hôtel de ville bivouaquent les quelques centaines de soldats restés fidèles à la Commune qui siège encore, mortifiée, en détresse. Tout à coup la sonnerie de trompette éclate. Puis une voix monte dans le silence: « *Considérant que le Conseil général de la Commune de Lyon a fait un emploi barbare et criminel de la force que la loi lui*

confiait... » C'est le verdict de déchéance, et, à mesure que la proclamation comminatoire se poursuit, le cordon de troupes qui encadre l'Hôtel de ville se désagrège, les soldats pour rentrer à leurs casernes, les volontaires pour fuir et se cacher. Au petit jour, Madinier, voyant la place libre et montrant à ses braves le palais municipal dont l'entrée est close : « Citoyens, voici votre Capitole, crie-t-il. En avant! » Le sabre d'une main, un pistolet de l'autre, la bride aux dents, lançant sa monture, il lui fait franchir les quatorze marches du haut perron et l'arrête au seuil où ses sapeurs enfoncent à coups de hache les vanteaux de la porte.

L'Hôtel de ville était vide : par les galeries des longues ailes du monument qui se prolongent jusqu'à la place de la Comédie, toute la bande des terroristes s'était échappée. On n'y trouva qu'une centaine de miliciens qui, trop ivres pour fuir, furent désarmés et poussés dehors. On ouvrit les caves pour rendre à la liberté les détenus que la municipalité défunte y avait entassés depuis quelques jours et on arbora au balcon un grand drapeau tricolore brodé de cette légende : *Résistance à l'oppression.*

Sous le titre de Conseil général provisoire, les présidents et secrétaires de chacune des sections, joints aux administrateurs du département et du district, allaient présider aux destinées de la ville. Le 30 mai, avant de prendre séance, les nouvelles autorités s'arrêtèrent au pied de l'arbre de la Liberté, — un grand peuplier dressé sur la place des Terreaux, — répétèrent solennellement le serment de « défendre la liberté, l'égalité et l'indivisibilité de la république » et jurèrent « la plus entière soumission à la loi ». Leur intention était de pacifier; elles souhaitaient ne pas sévir; mais trop de sang avait coulé au cours de la bataille des rues et, sous la pression du ressentiment public, le Conseil ordonna l'arrestation des jacobins les plus honnis. Chalier était en tête de la liste qui comprenait encore ses amis et collègues de son tribunal, les officiers municipaux de la ci-devant Commune et d'autres sans-culottes particulièrement compromis.

Cinq jours plus tard, Lyon apprenait les événements de Paris : tandis que la seconde ville de France se débarrassait des anarchistes, ceux de la capitale triomphaient des modérés : la Convention, soutenue par l'émeute, s'amputait de trente-deux

députés girondins, les plus éloquents, les plus célèbres; Roland était en fuite et sa femme en prison. Ce coup d'État transformait la victoire des sectionnaires lyonnais en un acte insurrectionnel et, tout de suite, ce synchronisme fatal affermit l'audace des partisans de Chalier. Celui-ci, arrêté, le 30 mai, traduit à l'Arsenal, puis écroué le 8 juin à la prison du district sur mandat délivré la veille par le citoyen Ampère, juge de paix, était transféré, le 13, à la geôle du tribunal criminel qu'on appelait la prison de Roanne. On l'avait mis dans une cellule sous les toits; les gens qui passaient sur la place de la prison, sachant qu'il était là, s'arrêtaient, s'attroupaient et poussaient des cris de mort. Pendant la nuit, ces bruits sinistres « réveillaient en sursaut le détenu ». Ses gardiens étaient plus pitoyables; il exigea d'eux et obtint l'autorisation de « correspondre avec le gouvernement de Paris ». Son ami le plâtrier Bernascon faisait passer les lettres. D'abord le prisonnier s'était imaginé que Lyon se soulèverait à la nouvelle de son arrestation; détrompé, il adressa un pressant appel à ses puissants soutiens de la jacobinière parisienne : « N'y a-t-il donc pas un être qui puisse dire à la Convention que Lyon est en contre-révolution, écrivait-il à Bernascon; allez à pied à Paris, mon ami, allez y à mes dépens; allez vite et sauvez les patriotes qui sont sous le couteau... Je suis au désespoir de voir que toute la terre m'abandonne, connaissant mon innocence... O malheureuse et trop aveugle ville de Lyon! »

Ses patrons parisiens n'avaient pas attendu qu'il les implorât pour intervenir; dès le 4 juin, Marat, écrivant l'histoire à la manière jacobine, présentait l'insurrection de Lyon comme un mouvement royaliste : « Les ennemis de la liberté ne se sont pas contentés de faire périr un grand nombre de patriotes; ils ont jeté dans les cachots les plus zélés de ceux qui ont échappé à la mort. » Le thème est fourni, le branle est donné, et tous les compères ratifient en une solidarité imposante. Dussent-ils perdre Lyon, ils sauveront Chalier : le 8, Robespierre proclame : « Lyon l'aristocrate plonge le fer dans le sein des meilleurs citoyens. » Dubois-Crancé, l'ex-mousquetaire du roi, en mission à Grenoble, écrit : « Un tyran, voilà ce que demande Lyon; un tyran avec ses prêtres, ses inquisiteurs, ses bourreaux et ses nobles; un tyran pour manger le pain du peuple et boire sa sueur... » Marat revient

à la charge, le 21 juin : « Il est urgent de mander Chalier à la barre de la Convention pour le soustraire à la férocité des aristocrates lyonnais, » et Laussel lui-même, le prêtre renégat, ex-procureur de la commune de Lyon, présentement détenu pour malversation, intercède, lui aussi : « Lyon s'apprête à guillotiner Chalier; c'est un patriote « du bon genre »; si vous ne le connaissez pas, *informez-vous auprès du Comité de sûreté générale où il est très connu.* » C'est ainsi que naquit la légende de Lyon repaire d'émigrés, de prêtres et de conspirateurs redoutables, suppôts de Pitt et Cobourg; il fallait en finir avec cette ville rebelle et former une armée pour l'arracher aux ennemis de la République.

Or, rien n'était moins vrai, et l'on aurait pu opposer à ces affirmations mensongères les rapports mêmes des conventionnels : Nioche et Gauthier, témoins forcés de la journée du 29 mai, affirment que les sections victorieuses « ne désirent point une contre-révolution; elles sont, au contraire, animées de patriotisme et de sentiments républicains ». L'austère et froid Robert Lindet, qui revient de Lyon, résume ainsi son impression : « Lyon est calme; on n'y veut ni roi ni tyran; les mots de république, d'unité, d'indivisibilité n'ont cessé de s'y faire entendre; je puis assurer que l'administration qui s'y est nouvellement formée, tient les rênes avec fermeté; il n'y a rien à craindre pour la liberté. »

Cette administration multipliait, en effet, les professions de sa ferveur républicaine : par une proclamation en date du 2 juin, elle ordonnait de livrer aux tribunaux et de juger dans les vingt-quatre heures tout individu coupable d'arborer ou de porter sur lui un insigne contre-révolutionnaire. Et les trente et une sections de la ville s'unissent en une adresse à l'armée des Alpes, « protestant de leur patriotisme et du bonheur dont jouit leur ville... » « L'étendard tricolore flotte de toutes parts; la sérénité est sur tous les visages et la joie dans tous les cœurs; au lieu de cris de sang on n'entend plus que celui mille fois répété de *Vive la République!* » Mais ces manifestations ne touchaient pas les protecteurs de Chalier : ils les déclaraient factices et hypocrites; pour sauver leur homme, il fallait que Lyon fût coupable; et même on ne comprend pas bien pourquoi ils prenaient tant d'intérêt à cet inquiétant fantasque dont l'exubérant fanatisme aurait, par contre-coup,

ainsi que l'a dit Michelet, « royalisé » les Lyonnais mieux que ne l'auraient fait tous les nobles et tous les prêtres. Il y avait certainement entre les « montagnards » de la Convention et lui un lien mystérieux, plus puissant que la communauté d'opinions : ce n'était pas un simple agent; c'était un chef.

Au vrai, — il faut y insister pour l'intelligibilité du récit qu'on va lire, — Lyon, indissolublement attaché à la république, se refusait à subir le joug des jacobins; il était prêt à se soumettre à la Convention nationale, sous la condition que « ce centre de puissance existât dans son intégrité; que ses membres fussent inviolables et qu'une fraction du peuple n'agît pas comme si elle faisait seule la nation tout entière ». Condamnant en conséquence le coup d'État qui proscrivait les Girondins, le Conseil départemental arrêta que « la représentation nationale n'étant plus entière ni libre, il y avait lieu de réunir une assemblée nouvelle. Jusque-là, les citoyens ne devaient plus obéissance aux décrets rendus depuis le 31 mai. » Or, l'un de ces décrets ordonnait de surseoir à toute poursuite contre les patriotes détenus : c'était proclamer l'inviolabilité de Chalier et interdire la mise en jugement du tribun dont la population lyonnaise réclamait à grands cris le châtiment. Le tribunal criminel était déjà saisi : le Conseil départemental passa outre. D'ailleurs, agir autrement, c'eût été risquer un soulèvement populaire : les Lyonnais n'admettaient pas l'indulgence envers ceux qui les avaient trop longtemps tyrannisés; on put s'en convaincre quand le tribunal acquitta Sautemouche, ce collecteur de l'impôt forcé, signalé, en mai, pour sa brutalité homicide. Il sortit de prison le 27 juin, à la nuit tombante, entra dans un café du quai de l'Archevêché, s'assit au fond de la salle et commanda un verre de bière. Aussitôt reconnu, il est hué, invectivé, poussé dehors, bousculé; les passants s'amassent : « C'est Sautemouche, le meurtrier des demoiselles Cognet! » Le malheureux ne se défend pas; il implore pitié; une foule s'acharne contre lui : « à la lanterne Sautemouche! » Un réverbère est descendu; déjà Sautemouche a la corde au cou, quand un jeune homme, un parent, dit-on, de ses victimes, l'abat d'un coup de sabre. Le corps, jeté à la Saône, s'enfonce, reparaît, surnage, tournoyant dans le courant et s'engloutit enfin sous une pluie de pierres.

Par l'étroite fenêtre de son cachot, sous les toits, Chalier

put voir cette scène atroce, présage funèbre. Il écumait dans sa cellule; l'isolement harassait cet agité perpétuellement fébrile. Parfois il s'attendrissait à la pensée de sa petite maison de Caluire qui n'était pas achevée; au potager qu'il se plaisait à soigner, à ses légumes, à ses fleurs, à ses arbres; un penchant à la pastorale rassérénait parfois son âme orageuse; certain détenu de la cellule voisine lui donna un pigeon vivant auquel Chalier s'attacha; il le caressait, lui parlait, le nichait sous sa chemise contre sa poitrine. Quand ses fureurs reprenaient, il se lamentait sur la liberté perdue, sur l'ingratitude de ses concitoyens, avec des retours sur le mysticisme de son jeune âge. On lui prêta cette parole blasphématoire mais prophétique : « Comme le sang du Christ, mon sang retombera sur les Lyonnais et sur leurs petits enfants; car je serai le Christ de la révolution ; l'échafaud sera mon Golgotha, le couteau de la guillotine la croix où je mourrai pour le salut de la République. »

Le 15 juillet il fut jugé. L'audience s'ouvrit à six heures du matin dans la salle du tribunal criminel où s'écrasait une cohue frémissante. Des murmures accueillirent l'entrée de Chalier; il avait la tête nue et portait un habit rayé, dit *à la Marlborough.* « Sa contenance était calme et assurée. » On entendit soixante témoins à charge; un seul, le fidèle Bernascon, se présentait en faveur de l'inculpé. Puis l'accusateur public rendit ses conclusions qui, tendant à une condamnation capitale, furent applaudies frénétiquement. Ulcéré par cette inconvenante et cruelle manifestation, Chalier, pour la première fois, courba tristement la tête. Aucun avocat n'avait consenti à le défendre; un avoué, Moulin, se présenta courageusement au dernier moment et plaida de son mieux, mille fois interrompu par les ricanements et les huées du public : il fit valoir principalement que, le 29 mai, pendant la bataille des rues, Chalier n'était pas à l'Hôtel de ville : rentré chez lui, à une heure de l'après-midi, il avait passé la journée et la nuit avec sa gouvernante, la citoyenne Pie; le lendemain « il était arrêté dans son lit ». Après Moulin, l'accusé prit la parole pour récuser le tribunal qui le jugeait en violation d'un décret de la Convention nationale : « Si vous méprisez une autorité devant laquelle la vôtre disparaît..., voilà ma tête : elle déposera éternellement contre votre barbarie. »

L'audience s'était prolongée durant quatorze heures; Chalier fut conduit dans une pièce d'attente où, épuisé, il s'endormit profondément; il fallut le réveiller, le 16, à quatre heures du matin, pour lui signifier son arrêt de mort. Alors éclata « l'orage de colère qui grondait depuis longtemps dans son cœur ». « Juges et jurés, tremblez!... Vous avez condamné un homme vertueux, juste, bienfaisant, enfin un fier républicain... Vous me verrez aller à l'échafaud comme un jeune homme vigoureux va à la noce... Mais je serai vengé : si ce n'est dans huit jours, ce sera dans deux mois, quatre au plus! » Du ton d'Ézéchiel menaçant le peuple de Dieu, il prophétise : « Tremblez! Tremblez tous, tant que vous êtes! Craignez le retour de Matines... Je vous plains! » En rentrant dans sa prison, où le poursuivait le bruit des cris, des imprécations, des sifflets, ripostes de la foule à sa suprême harangue, il y fut rejoint par son ami Bernascon qui sanglotait : « Ce n'est pas sur moi qu'il faut pleurer, dit Chalier, c'est sur *eux*, sur mes ennemis et mes juges iniques; tout leur sang ne suffira peut-être pas à effacer la trace de celui qu'ils vont répandre. » Il se mit aussitôt à écrire pour inviter Moulin, son défenseur, à faire imprimer son plaidoyer, *avec les noms des jurés et des juges*, — la dernière de ses listes de proscription. A midi se présenta le prêtre constitutionnel dont il avait, dit-on, réclamé l'assistance : c'était l'abbé Lassausse que le condamné embrassa en pleurant. Son ami et associé, le maire destitué Bertrand, emprisonné lui aussi, était là. Chalier ayant désiré lui adresser un suprême adieu : « Souviens-toi de ton frère, lui dit-il, *souviens-toi de ce que je t'ai confié; tu m'entends?* Adieu pour toujours. »

Dès le 30 mai, jour de son arrestation, il avait fait son testament, *au nom de l'Éternel*, instituant pour son légataire universel son collègue Fernex : c'était un ouvrier en soie, jacobin exalté, vivant seul, ruminant contre les riches une haine implacable. A sa gouvernante, la femme Pie, Chalier léguait une somme de 6000 livres, tous ses objets mobiliers et hardes, et la jouissance viagère de sa petite maison inachevée de Caluire; elle devait conserver cette propriété qui reviendrait *à son fils après elle*. Fernex était chargé de récupérer les fonds engagés par Chalier dans son commerce, soit environ 40000 francs de créances sur diverses maisons de Lisbonne, de

Palerme et d'ailleurs, et de partager cette somme entre François Chalier, frère du condamné, et les pauvres. Au citoyen Robespierre était légué « un temple à la liberté commencé depuis cinq à six ans ». A défaut de Fernex, c'est à la Convention nationale que le testateur remettait le soin d'exécuter ses dernières volontés.

L'heure marquée pour le supplice approche ; Chalier distribue ce qu'il a d'argent aux gendarmes désignés pour le conduire à l'échafaud. « Tout le monde, écrivit l'abbé Lassausse, fond en larmes » ; lui-même « est dominé par un sentiment de douleur et d'admiration ». « Pourquoi t'affliges-tu, lui dit Chalier..., quand je ne serai plus, mon âme ira se perdre dans le sein de l'Éternel, dans cette immensité qui nous environne. » L'exécuteur est là ; c'est un homme déjà âgé, — cinquante-huit ans, — nommé Jean Ripet ; il exerce à Lyon depuis vingt-sept ans ; il s'apprête à lier les mains du condamné qui résiste : « Crois-tu que je veuille m'échapper ? » Il lui faut se soumettre pourtant. Quand il est entravé, il demande qu'on attache à sa boutonnière un petit bonnet de la liberté suspendu à la cocarde de son chapeau. L'ecclésiastique s'apprête à le satisfaire ; mais, sur l'ordre des juges, le bourreau lui arrache des mains cet insigne révolutionnaire et Chalier gémit : « Ils m'ôtent tous les emblèmes de la liberté ; mais Chalier a la liberté dans le cœur ; rien ne pourra la lui ravir... Partons, l'heure de mon triomphe a sonné. » Les magistrats présents réclamaient « qu'on lui passât la chemise rouge, » mais Ripet objecta « qu'elle ne servait qu'aux assassins et aux faux assignats » (*sic*).

A cinq heures du soir, on se mit en marche. Les sections armées s'alignaient depuis la prison de Roanne jusqu'à la place des Terreaux. Tout Lyon s'était porté sur le parcours ; pas une fenêtre où ne se penchassent des curieux. Par le quai de la Baleine, la place de l'Herberie, les rues de l'Enfant-qui-pisse, de la Lanterne et des Carmes, le condamné, encadré de soldats, marchait d'un pas ferme, s'entretenant avec l'abbé Lassausse. Une jeune fille noble nota dans ses souvenirs : « Je le vis passer ayant l'air de dire toujours *non* au prêtre qui s'avançait à son côté ; sa tête chauve et jaune se détachait fortement au milieu des troupes nombreuses déployées autour de lui. » L'abbé a consigné que, arrivé rue de la Lanterne, le moribond

lui fit cette confidence : « Mon ami, on dira que Chalier est un lâche, que je devais me tuer ; mais il y a plus de faiblesse à se donner la mort qu'à la recevoir. Cependant, il faut que je déclare que, lorsque je fus traduit à l'arsenal, j'avalai deux clous qui étaient dans ma poche, ainsi qu'une poignée de mes cheveux que j'avais arrachée. » On tourna à droite, dans la rue des Carmes et, après quelques pas, on était au pied de la guillotine, dressée dans l'angle nord-ouest de la place des Terreaux, noire de foule. L'instrument des supplices n'avait jamais fonctionné à Lyon; l'horrible attraction de le voir étrenner par l'homme qui en avait si souvent menacé ses concitoyens, attisait à ce point les détestables ressentiments que plus de soixante curieux avaient escaladé l'échafaud et encombraient la plate-forme pour ne rien perdre de l'affreux spectacle.

Chalier parut « tranquille et gai », promenant ses regards sur cette place qui lui était si familière, l'Hôtel de ville, où il avait trôné, les cafés bondés de clients... Avant de se séparer du prêtre, il lui adressa cette suprême recommandation : « Dis au peuple que je meurs pour la liberté... » Dans le vacarme des huées et le bruit des tambours qui roulaient sans désemparer, Lassausse ne put se faire entendre. Déjà le condamné était sur l'échafaud, brutalement saisi par l'exécuteur Ripet, qui, pour la première fois, employait la guillotine et par son « commis », Jean Bernard, garçon de vingt-six ans, tisserand de son état et qui n'avait jamais participé à une exécution. Il aida « son bourgeois » à lier Chalier sur la planche. Ce qui advint fut si affreux qu'on s'excuse d'en faire mention; si l'on s'en abstenait, certains épisodes de ce récit demeureraient inexpliqués : soit donc que l'encombrement de l'échafaud et les bousculades qui s'y produisirent eussent faussé l'aplomb de la machine, soit par suite de l'inexpérience de l'exécuteur et de son aide, le couteau tomba, mais s'arrêta à mi-hauteur; Ripet dut le remonter. Au second coup, le couperet entama seulement la nuque du supplicié. Chalier, la tête prise dans la lunette, criait : « Je meurs pour la République ! » Il fallut un troisième coup... Cet épouvantable massacre, dont la légende s'empara pour l'amplifier de répugnants détails, explique l'émotion que souleva dans les milieux révolutionnaires la mort de Chalier et l'importance que cet événement allait prendre dans l'histoire de Lyon.

Cette tête hachée était une déclaration de guerre à la Convention. Ripet et son aide enterraient à peine le corps de Chalier que, le soir du 16, un courrier arrivant de Paris entrait à l'Hôtel de ville porteur d'un décret, daté du 12, destituant les administrateurs et autres fonctionnaires publics de Lyon, considérés comme rebelles et traîtres à la patrie. Le Comité de salut public prescrivait de faire marcher sans délai contre la ville coupable une force armée supérieure, pour y rétablir l'ordre et mettre en liberté tous les patriotes emprisonnés à la suite des événements du 29 mai. La sommation était sans ambages : pour sauver Chalier, la Convention déchaînait la guerre civile, Lyon ayant répondu d'avance en le faisant mourir; déjà, pour le venger, accouraient de Bourg les représentants Gauthier et Dubois-Crancé, à la tête de « 20 000 braves républicains », commandés par le vieux général Kellermann, ancien officier de la guerre de Sept ans et ci-devant maréchal de camp aux armées royales. Cette troupe prenait position sur les hauteurs de Caluire, entre le Rhône et la Saône, au nord de la grande cité qui, dans l'admirable décor de ses collines, apparaissait de là, resserrée entre ses deux fleuves, forêt de toits et de cheminées, hérissée de clochers et de flèches et terminée, à l'ouest, par la vieille église de Fourvières, à l'est par la plaine des Brotteaux, semée de quelques guinguettes, cabarets, jardins et maisons de plaisance. Pour protéger de ce côté les avancées du pont Morand, les Lyonnais, résolus à la lutte, élevèrent dans cette plaine une forte redoute. Comme il leur faut un chef, ils ont tiré de sa retraite un ancien colonel de l'armée royale, Perrin de Précy qui, en 1792, a fait partie de la garde constitutionnelle de Louis XVI. Il a cinquante ans, le teint basané, les cheveux grisonnants et crépus, le regard d'une pénétration et d'une autorité singulières. Royaliste, il n'en faut pas douter, il arbore stoïquement la cocarde républicaine, acceptant, comme bien d'autres, d'imposer silence « à ses regrets et à ses opinions » pour se rallier à la cause de l'ordre et de la liberté.

On doit se défendre ici contre la tentation d'esquisser, même à grands traits, un tableau du siège de Lyon : ce serait

trop prolonger la présente introduction à une étude dont le sujet est tout autre. Il faut cependant insister sur ce point : la seconde ville de France faisait la guerre, non à la République, mais à la tyrannie jacobine dont elle avait, au temps de Chalier, évalué les détestables effets. Sa population, favorable, pour l'immense majorité, à la révolution, était trop laborieuse, trop soucieuse de ses intérêts et de la gloire de ses industries pour ne point désirer un gouvernement fort, sage et tutélaire. Or, le parti montagnard de la Convention, pouvoir souverain, en proscrivant la députation modérée, se livrait à la démagogie des clubs et de la Commune parisienne. Lyon, pénétré et respectueux de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, savait que l'article XXXV de ce *credo* du nouveau régime est ainsi conçu : « *Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs.* » La Convention ayant violé les droits du peuple, Lyon s'insurgeait, et, tout aussitôt, ceux qui, lorsqu'ils n'étaient pas le gouvernement, avaient exalté cette maxime, ne tarissaient pas maintenant de malédictions contre cette ville infâme, cette ville rebelle et souhaitaient déjà « passer la charrue sur ses ruines ».

En vain, dans les jours qui précédèrent les premières hostilités, Lyon s'évertue à donner des gages de sa ferveur républicaine : il célèbre le premier anniversaire du 10 août, date de la chute du trône; il sanctionne la constitution nouvelle votée par la Convention, et il illumine à cette occasion. Précy lui-même, abnégation héroïque, préside à ces réjouissances révolutionnaires. Il a, en hâte, formé une armée de volontaires unis par une communauté de sentiments bien rare dans l'histoire de nos discordes civiles : 20 bataillons, composés chacun de 4 compagnies, au total 5 à 6000 soldats improvisés dont la moitié seulement pourra être utilement employée. Il ne tolère pas la moindre manifestation dont les ennemis de Lyon pourraient s'autoriser pour suspecter sa résistance d'intentions royalistes : au point qu'il se refuse à mettre en jugement les jacobins, amis de Chalier, emprisonnés depuis le 30 mai : en revanche, il ne délivrera qu'à la fin du siège les prêtres enfermés comme réfractaires au serment constitutionnel; il poussera même trop loin ce scrupule quand il laissera fusiller une jeune fille inconnue, saisie dans une bagarre,

porteuse de cocardes blanches et qui, « les yeux au ciel, les mains jointes autour de son chapelet, » tomba, frappée de dix balles, place des Terreaux, à l'angle de la rue de Clermont. Les gentilshommes qui s'étaient glissés dans l'état-major du général et dont, manquant d'officiers, il avait accepté le concours, se désignaient, pour la plupart, par un simple prénom ou par un pseudonyme des plus roturiers : M. de Melon était le citoyen *Armand*, M. de la Pujade le citoyen *Morel*, le comte de Clermont-Tonnerre le citoyen *Gaspard*, ainsi des autres. Précy refusa les services des deux frères de Saint-Julien parce qu'ils avaient émigré. Tous n'avaient qu'un mot d'ordre et qu'un but : *Résistance à l'oppression.*

Au camp républicain, on n'en qualifiait pas moins le chef des Lyonnais « chevalier du poignard » et son armée « ramassis d'aristocrates, de prêtres et de suppôts de l'étranger ». Kellermann temporisait, répugnant à la besogne qu'exigeait de lui la Convention. A ses sommations et à celles de Dubois-Crancé les citoyens de Lyon ripostaient par de véhémentes apostrophes, disant leur ferme résolution de « défendre en vrais républicains leurs foyers, leur liberté, leurs propriétés et la loi ». A la menace d'un prochain bombardement et à l'accusation d'être les *agents de Pitt*, — vieille rengaine jacobine, — ils répondaient : « Ceux qui servent Pitt sont ceux qui veulent détruire une ville dont le ministère anglais paierait bien cher la ruine. » Les soldats de Kellermann ne montraient pas plus d'entrain que leur chef, ne comprenant pas qu'on les forçât d'attaquer une cité française parce qu'elle avait chassé sa municipalité. Leur peu d'ardeur explique pourquoi les assiégeants, dont le nombre dépassa 30 000, ne parvinrent pas à prendre de vive force une ville ouverte, protégée sur certains points seulement par de vieilles murailles dont certaines dataient du XIV^e^ siècle et défendue par 3 000 combattants dont la majeure partie n'avaient jamais manié un fusil.

Les délégués de la Convention, installés, loin du danger, au château de la Pape, situé à une forte lieue de la ville, sur la route de Genève, trépignaient d'impatience ; on vit là, réunis, outre Gauthier et Dubois-Crancé, Javogues, brute sanguinaire, ex-avocat à Montbrison, Chateauneuf-Randon, ci-devant gentilhomme du comte d'Artois, régicide et futur fou, Maignet,

qui sera l'incendiaire de Bedouin, Laporte, naguère avoué à Belfort, Couthon, l'infirme *alter-ego* de Robespierre, Reverchon, député de Saône-et-Loire, d'autres qui ne firent que passer, tous brûlants de *venger Chalier*. Comme ces personnages ne se battaient pas, ils étaient les plus ardents à pousser « aux grandes mesures ». Dubois-Crancé surtout témoignait un acharnement étrange contre la grande cité insurgée; il convoitait de la détruire et c'est sur ses instances réitérées que, dans la nuit du 22 août, commença le bombardement.

La première bombe, lancée par les batteries de la Guillotière, tombe sur la place Bellecour, à l'endroit même où s'est élevée la statue de Louis XIV. Elle est bientôt suivie de boulets rouges qui mutilent les façades de cette place réputée « la plus belle du monde ». Puis le tir dévie à droite sur le quartier le plus compact et le plus populeux de la ville : huit maisons brûlent dans les rues Raisin, Ferraudière, du Plat-d'argent, des Quatre-Chapeaux. Au feu de la Guillotière se joint celui des batteries de Caluire : il cesse avec le jour, mais reprend dans la nuit du 24 et Dubois-Crancé peut adresser à la Convention ce rapport triomphal : « Bellecour, l'Arsenal, le pont du Temple, la rue Mercière, la rue Tupin sont totalement incendiées : on peut évaluer les pertes de ces deux nuits à 200 millions. »

Dans Lyon, c'est l'enfer; désormais, jour et nuit, à intervalles irréguliers, un ouragan de projectiles s'abat sur la ville ; on évacue dans les couvents désaffectés les femmes épouvantées, les vieillards, les enfants, qui n'osent rester dans les maisons et tournaillent affolés sous les bombes. A chaque porte est un baquet plein d'eau, placé par ordre en prévision de l'incendie; le tocsin sonne à tous les clochers, les tambours scandent le rappel. Un grand feu s'allume au sud de la ville : le quartier de l'Arsenal brûle; un fort vent du nord rabat sur les toits d'opaques enroulements de fumées ; tout effort est vain contre ce formidable brasier que nul ne peut approcher. Et c'est maintenant sur l'hôpital, bâti face au Rhône, que s'acharne la canonnade : une bombe fait éclater la voûte d'une salle où trente malades sont couchés; une seconde tombe dans la rotonde contenant deux cents lits et s'abat sur le seul qui n'est pas occupé. Six cents projectiles fracassent les toits et les murailles de l'immense hospice où 1 200 malades ou blessés sont

enfermés. L'effroi, les cris, les gémissements, les appels désespérés des malheureux qui ne peuvent fuir, et qu'on emporte en hâte, provoquent des scènes « dont ceux qui n'en furent pas les témoins ne se peindront jamais l'horreur ». Du quartier général des conventionnels, le 26, le citoyen Lafaye, secrétaire des représentants Javogues et Reverchon, écrit à ses amis de Paris : « Les muscadins de Lyon sont au bout de leur peloton... Hier, un boulet est tombé sur la voûte d'une cave où plus de 500 de ces gredins étaient renfermés avec leur séquelle... Saute muscadin ! Ils sont allés dans l'autre monde donner des nouvelles de la contre-révolution. Nous ne voulions pas tirer sur l'hôpital, mais nous nous sommes aperçus que cet asile leur servait de retraite : nos grenadiers y mettent le feu. Le magasin à poudre vient de sauter. Grand Dieu ! Le joli feu d'artifice ! *Je n'ai jamais eu de spectacle plus divertissant...* »

Les jacobins de Lyon, espions et informateurs des assiégeants, leur ont en effet signalé l'hôpital comme « le repaire d'une quantité d'émigrés ». Ils prétendent même que le comte d'Artois y séjourne ! Car il y a encore des jacobins à Lyon : les amis de Chalier, toujours emprisonnés, et rassurés maintenant par la débonnaireté de Précy, sont en communication constante avec leurs partisans de la Grande côte et de la Croix-Rousse. Plusieurs femmes sont surprises, plaçant sur les toits des matières inflammables « pour servir de cibles à l'artillerie ennemie »... Toute une racaille attend la victoire des assiégeants pour se ruer sur la maison des riches, et l'armée de la Convention s'est renforcée d'une horde de réquisitionnaires amenés d'Auvergne et du Velay par Javogues, « laboureurs, pâtres, artisans, rétameurs de chaudrons ou ramoneurs de cheminées », auxquels, pour les enrôler, on a promis le pillage de Lyon; beaucoup se sont munis « d'énormes sacs qu'ils comptaient bien remplir ».

Durant quarante-cinq jours, la ville vécut sous le tonnerre des bombes, sans que sa résolution faiblît : on s'accoutumait. Pendant que, aux avant-postes, la fusillade faisait rage, « on voyait des femmes, assises devant leurs maisons, et, comme en pleine paix, occupées à de petits ouvrages ». On écoutait les chanteurs des rues; l'un d'eux, le petit Frédéric, avait la vogue. Pourtant, dès septembre, c'est la famine : on a du vin, de l'huile à discrétion; mais on rationne la nourriture : une

livre de pain, une demi-livre d'avoine par bouche et par jour. Au quartier général, Précy et ses officiers « abandonnent leur ration d'avoine et se contentent d'herbes cuites dans la graisse réquisitionnée aux approvisionnements des parfumeurs ». A la fin du mois, panique : des projectiles nauséabonds, dernière gracieuseté de Dubois-Crancé, tombent en divers quartiers : on crie que la peste va sévir. Toujours, toujours, le canon tonne, tantôt aux Brotteaux, tantôt à la Croix-Rousse, tantôt à la Mulatière, souvent partout à la fois. Et soudain, le 9 octobre, à six heures du matin, son grondement cesse ; un silence sinistre pèse sur la grande ville ; elle est à bout ; elle capitule. Précy a réuni dans le faubourg de Vaise ses officiers et tous ceux des défenseurs de Lyon qui, trop compromis, tâcheront de se soustraire aux représailles de la Convention, — deux à trois mille hommes environ. Il les conduira vers les montagnes du Forez dans l'espoir d'y poursuivre la lutte.. Sauf une cinquantaine, dont Précy lui-même, tous périront.

A l'autre extrémité de la ville, à Sainte-Foy, les délégués des sections sont allés se soumettre aux conventionnels. Couthon, *le général ingambe*, sans ménagement pour les héroïques vaincus, Couthon le féroce cul-de-jatte, les a reçus la menace à la bouche, les traitant de « rebelles pour qui la guillotine serait trop douce ». « Craignez, dit-il, que la justice de la nation ne l'emporte sur sa miséricorde, que la charrue ne trace avant un mois des sillons de sang dans vos rues ensemencées par le bourreau... »

Ceux qui savaient l'histoire locale, se souvinrent que, deux siècles auparavant, Henri IV, prenant possession de cette même ville qui l'avait combattu et dont les échevins lui présentaient les clefs, disait : « Mes amis, quelque controverse de discorde qu'il y ait eu par mon royaume, j'ai toujours cru que vous étiez Français : vous me l'avez bien montré... » Mais ce n'est pas sur Henri IV, c'est sur Attila que se modelaient, en 1793, ceux qui se prétendaient les pionniers de la fraternité.

G. Lenotre.

(A suivre.)

NOUS AVONS FAIT UN BEAU VOYAGE...

II [1]

UDAIPUR

VERS UDAIPUR

Je me rends compte que je dors. C'est une sensation que vous procure le train hindou : on sait qu'on ne sait plus.

La faim me réveille. Depuis combien de temps ai-je dormi? J'ouvre un volet et je recule, ébloui : hier, c'était l'hiver; aujourd'hui, c'est l'été. Quel bon entr'acte que le sommeil quand le paysage fait longueur!

A cinq heures, je rejoins Hollicott dans le *dining-car* et, pour la première fois depuis mon départ de Delhi, le paysage m'occupe et me distrait. Non seulement, toutes vitres baissées, je respire une autre saison, mais, ravi, je pressens un nouvel univers.

La morne jungle basse, à force d'ennui, a renoncé et maintenant, à l'horizon, des mamelons broussailleux s'indiquent. Maladroits tout d'abord, ils hésitent, comme ébauchés. L'on dirait que le paysage tâtonne. Leurs courts blocs confus s'élèvent insensiblement, se pétrissent, s'affirment à la recherche d'une perfection que la Nature, transformée, semble à son tour pressentir.

Copyright by F. de Croisset, 1929.

(1) Voyez la *Revue* du 1er décembre.

Maintenant, sans que je sache à quel moment s'est produit le miracle, la longue chaîne en travail a exécuté ses maquettes. Je contemple, surpris, les nobles collines réalisées, dont j'ai suivi les essais raboteux. Et, devant leurs belles formes oublieuses, j'admire avec quelle maîtrise la Nature efface, sous un aspect spontané, le long burin de ses chefs-d'œuvre.

Très loin encore devant nous, un monstrueux roc chevelu apparaît, ses vastes flancs tout bardés de murailles.

Les kilomètres de bastions se rapprochent, étreignant farouchement la montagne. Mais où donc est la cité fabuleuse? Seuls, deci, delà, l'élan d'un mausolée, une tour, la rondeur d'une coupole, attestent l'orgueil colossal de ses forums disparus. Tout le reste s'est effrité. Les armées forcenées de la jungle ont fait basculer la ville et, sur les palais écroulés, campent leurs bataillons épineux.

Le rêve seul enfante ces repaires de légende. Quels sièges de Titans ces créneaux ont-ils soutenus ?

Les portes cyclopéennes qui commandent la cité sont hautes comme des temples. Contre l'une d'elles, la ville actuelle, tassée, a l'air d'une fourmilière.

Je demande à Hollicott quels sont les dieux qui ont habité cela.

— Les ancêtres du maharanah d'Udaipur, me répond-il. C'est Chitorgah.

Et il me raconte l'épopée.

Deux féroces invasions mongoles, à deux siècles d'intervalle, se sont, par une brèche aux remparts, ruées dans la ville. Le sang qui coulait des rues faisait déborder les citernes.

Une femme, comme au siège de Troie, fut le brandon de cette guerre ; mais ici Hélène, c'est la belle Padmini, Ménélas, c'est Bhim Singh, son époux, régent du royaume, Pâris, c'est le sombre empereur afghan Ala-ud-din Khilgi, et nul Offenbach n'eût pu réussir à composer une opérette sur cette atroce Iliade.

Chitorgah prise, la reine Padmini ne se laisse pas enlever, mais, dans les souterrains de son palais envahi, fait allumer des bûchers et, suivie de toutes ses femmes, s'y jette et brûle.

L'horreur, cependant, ne fait que commencer. L'empereur,

dans son sauvage désespoir, fait sabrer sous ses yeux le roi régent, cherche toute une journée, à travers les palais, les onze petits princes, ses fils, autorise qu'ils soient, par rang d'âge, sacrés rois du Mewar et, l'un après l'autre, les abat. Le dévouement d'une nourrice, qui substitue son enfant au dernier petit prince, sauve la race.

Deux siècles plus tard, l'empereur Akbar dirige lui-même le second siège.

La cause en est moins galante, mais la barbarie aussi odieuse : trente mille habitants sont massacrés, douze mille nobles, douze mille rajputes tués ; neuf reines, cinq princesses, leurs familles, leurs suivantes, allument elles-mêmes l'incendie qui les consume.

Le roi et ses héritiers tombent l'un après l'autre. Un jeune prince de seize ans, qui prend le commandement, est tué de la main même d'Akbar. Ce jour-là était pourtant la fête de l'éblouissant aïeul, la fête du Soleil. Mais ici encore, un miracle sauve la race : Rana Udai Singh, le seul jeune prince survivant, échappe au sac de la cité, se réfugie dans la forêt, groupe ses derniers rajputes et, peu après, fonde Udaipur.

J'aurais voulu bondir du train, maintenant arrêté, et, sur cet éléphant qui, là-bas, s'élève de son pas minutieux vers les ruines, gravir la montagne guerrière pour, tout là-haut, parmi les pierres aux beaux noms, — tour de la Lampe d'Akbar, fontaine du Soleil, porte des Lions, — évoquer dans le soir qui vient les jeunes fantômes des belles reines malheureuses.

Hélas ! le train repart. Le couchant dore avec indifférence l'humble gare et l'orgueilleuse cité morte. Penché à la fenêtre, je cherche à la revoir : les jungles l'absorbent, puis la nuit. Seuls, les remparts s'éclairent encore, baignés d'un tendre feu rose, comme si le soleil déclinant leur dévouait son adieu.

Longtemps, jusqu'à ce qu'elles disparaissent, je contemple ces intrépides murailles blessées montant, sur des lieues et des lieues, une garde entêtée qui ne protège plus rien, pareilles à ces paladins que leur chef tombé ne commande plus et qui, dans leurs armures trouées, agonisent debout, pour sa gloire.

UDAIPUR

La nuit est montée. Plus nous approchons d'Udaipur, plus Hollicott semble nerveux. Il doit se demander si Desdemona l'attendra sur le quai.

Nous entrons en gare. La dame doit être là, car par la portière, Hollicott, coupé en deux, gesticule.

J'essaie de voir. Mauvais éclairage. Je ne distingue qu'une silhouette longue et fine et une toque beige sur un visage enfantin : une ravissante poupée photogénique.

— Vous avez le lion ? s'écrie-t-elle.

Mais déjà Hollicott et la petite tigresse qu'il a baptisée Gwendoline ont bondi sur le quai.

— *Oh ! Jeffry, she is too marvellous !*

Exclamations. Caresses. Griffes. Léger recul. Présentations. Remise du thermos : nouvelles exclamations, plus sincères, cette fois.

Une auto et un omnibus pour les bagages nous attendent.

— Nous prenons Gwendoline avec nous ? demande Hollicott.

— Chère petite bête, soupire Mrs. Van den Basalt, elle sera tellement plus heureuse avec les bagages.

Dans l'auto, Hollicott cause à voix basse avec Desdemona, que j'affecte d'ignorer. Dans certains cas, le seul moyen de faire des frais est de se taire.

Sauf la route, je ne vois rien. Nous devons rouler en pleine campagne : les gares, au pays des rajahs, sont presque toujours à des lieues de la ville.

Ce n'est pas du vent que déplace l'auto, ni même de la brise, mais un air dense, lourd d'essences, une sorte d'été concentré dont les aromes inconnus m'intriguent. L'impression de respirer un bouquet les yeux fermés, avec ce thème : devinez quelles sont ces fleurs ? Je ne dois pas les connaître, je n'ai encore jamais senti ce poivre sucré qui étourdit.

J'écoute la riche nuit active. Elle est pleine d'appels d'oiseaux, des oiseaux que j'ignore, et d'un charivari d'insectes.

Que l'ombre opaque est contrariante : je voudrais tant voir ce que je devine !

Je lève les yeux. Les étoiles sont apparues. Elles se pressent si nombreuses, si larges, si serrées, que l'éther ne circule plus entre elles, dans ce ciel qui refuse du monde. Leur lumière égoïste n'ajoure que la voûte criblée. Sous leurs petits soleils impuissants, le paysage ne se révèle que par des gradations dans les tons noirs. L'imagination s'aveugle devant ces ombres chinoises. A présent, je vois que je ne vois rien.

Quelque chose m'émeut et m'inquiète, que je ne parviens pas à préciser. C'est ardent et doux à la fois, fluide et pourtant matériel, invisible, mais réel comme une présence. Cela se dégage de la terre chaude, monte des plantes, tombe des branches, traverse l'air avec le cri des oiseaux, se pose sur moi, m'imprègne et m'emplit le cœur d'une sorte de tendre tourment.

Le vaste bungalow où nous logeons offre même le luxe du confort.

Baigné et rhabillé, j'inspecte les murs blancs de ma chambre où mes petits alliés, les lézards, le gosier battant, guettent les moustiques. Un voile de mariée enveloppe mon lit protégé.

Je sors sur la large galerie circulaire qui, à la hauteur du premier étage, — le seul, — prolonge les chambres. Quelles sont les fleurs qui, dans l'obscure nuit condensée, embaument mon balcon? J'étends la main pour cueillir : il n'y a rien.

LE RENDEZ-VOUS

J'ai dîné seul et hâtivement, afin d'aller voir la ville. Elle doit être assez éloignée, car je n'en distingue pas les lumières.

Bien qu'il soit plus de neuf heures et que Hollicott m'ait prévenu qu'elle fermait à cette heure-là, je trouverai bien le moyen d'entrer.

J'éprouve à son approche cette impression mystérieuse qui ne m'a jamais déçu. Je sais que j'aimerai Udaipur. Je l'aime déjà.

Ces effluves, ces oiseaux, ces chuchotements écrasés qui remplissent la nuit d'un immense baiser, ce sont les messagers qu'elle m'envoie. Elle m'attend et, précédé de mon boy, qui balance son ombre au bout d'une lanterne, je me hâte vers mon rendez-vous.

Hélas! c'est vraiment de l'amour, puisque je souffre déjà : la ville, retirée derrière ses murailles, ne reçoit pas. Il est trop tard, elle n'est plus chez elle. Au delà des remparts, j'entends des chansons, un bruit de voix jeunes, des rires... Décidément, l'illusion est complète : elle me trompe.

Et dans la nuit peuplée de tous ces bruissants silences qui, maintenant, se moquent de moi, je repars pour mon bungalow où, à pas de loup, je regagne ma chambre pour éviter, dernière disgrâce, le sourire railleur de Hollicott.

De nouveau, j'ai rêvé des morts, mais, cette fois, le cauchemar était presque joli : les fleurs inconnues dont j'avais respiré les parfums sont toutes entrées dans ma chambre. Fanées, elles avaient, comme dans une scène de revue, de charmantes figures de femmes.

Je reconnaissais les visages. Ils s'approchaient, se penchaient vers moi, me regardaient, tristes et doux. Leurs corps de pétales me frôlaient, bruissants comme ces roses desséchées lorsqu'on les remue dans les coupes. L'on eût dit que tous ces fantômes portaient sur eux les fleurs comprimées de leurs albums d'enfance. Et cependant, les corolles étaient brillantes de rosée. J'ai regardé les visages : c'étaient leurs larmes.

Je me suis levé impatient et neuf comme un marié de village : la nuit est colorée, dit le proverbe arabe, mais le jour est blanc. Hollicott et Desdemona n'ayant nulle envie de me voir, et moi-même ne me souciant pas d'eux, j'aurai, pour me guider dans Udaipur, un haut fonctionnaire du palais et son fils. Ils se relaient.

Le père n'a pas cinquante ans, mais, avec sa barbe blanche et sa démarche cassée, il symbolise le vieillard. Il parle avec fierté du bref veuvage de sa mère : le jour de la mort de son époux, et bien que le *johar* fût interdit par les Anglais, elle s'est enduite de pétrole et a flambé comme une torche.

Ils sont de bonne caste. Lui et son fils, non seulement n'entrent pas dans la salle à manger où j'achève mon *breakfast*, mais quand, de loin, ils aperçoivent notre cuisinier mahométan, ils se détournent avec horreur et, si c'est en plein air, ils crachent.

C'est le fils qui m'accompagne ce matin. Il a l'air d'avoir

quinze ans, mais il a deux enfants, a déjà répudié une femme et, ces jours-ci, en épouse une autre. Desdemona le déteste : il paraît que, lui ayant tendu la main à son arrivée, il a joint les siennes, s'est courbé en deux, mais a évité l'impure.

Il est étudiant. L'an prochain, il aura au palais de Jaipur une situation analogue à celle que son père occupe ici.

Il est mince, fragile, avec des yeux de chevreuil, ces lèvres trop rouges qu'ont les mâcheurs de bétel, et une politesse huileuse.

LA VILLE HEUREUSE

Ce n'est pas l'heure prosaïque de l'horloge qui commande l'accès de la divine cité rose : elle est réglée par le jour, ferme au crépuscule et s'ouvre à l'aurore comme les corolles dont elle a la couleur.

Naguère, ses terribles voisins, Jodhpur et Amber-Jaipur, lui imposaient cette prudence, assiégeant sans cesse la ville convoitée. Paisible, elle continue, par une de ces traditions immuables aux Indes, ce battement rythmé qui la réveille et l'endort.

Comment la cité que fonda, avec ses derniers rajputes, l'orphelin royal échappé au sac de Chitorgah, n'a-t-elle pas été prise vingt fois ? Quelle proie plus facile ? Udaipur ne semble défendue que par le sortilège de sa beauté.

Arrêté, je la contemple, le cœur battant. Vue ainsi, d'un peu loin, elle offre un air irréel. Elle s'élance, aérienne et fervente comme une prière heureuse, comme un hymne de pierre, vers un prodigieux palais suspendu. Il s'érige entre ciel et terre, dominant la forêt mystique des coupoles et des temples.

— Montez sur cette roche, me dit mon guide, vous vous rendrez compte : c'est la ville la plus imprenable de l'Inde.

Sceptique, je ne puis m'empêcher de sourire. J'ai encore dans les yeux le terrible repaire de Chitorgah, dont le roc farouche et les lieues de donjons n'ont pu conjurer le désastre. Je compare la vision guerrière avec cette cité confiante qui semble d'elle-même s'offrir. Mais peu à peu, je comprends. Je ne le pouvais pas, tout d'abord.

Comment, en effet, concevoir qu'au sud de la ville, ces

montagnes de bouquets soient là pour autre chose que pour être admirées ? Dénudée, une montagne plus haute les commande, le mont fortifié d'Eklinggarh. Ses flancs miroitants ont bu des siècles de soleil ; il a l'air d'une pyramide d'aurores.

Au nord et à l'est, comment s'imaginer aussi que ces bleus canaux vénitiens soient des douves? La cité y accède par des portiques gorgés d'azur, de nobles marches sculptées, des terrasses, des perrons, toute une frise de marbre qui court le long des remparts et contre laquelle la ville rêve et respire, comme appuyée à ses balcons.

A l'ouest, aussi loin que la vue peut s'étendre, et donnant la réplique au ciel, c'est le lac de Pichola. Lac artificiel, dit mon guide : quel mot sacrilège pour ce beau lac inventé !

Est-il possible qu'il n'ait pas toujours été là ? Il est bleu comme la nuit hindoue. Il semble qu'il ait apparu, entre les montagnes qui l'entourent, comme ces astres que les cartes célestes ignorent et qui soudain se révèlent. Il est plus beau qu'un lac naturel : il est humain comme un chef-d'œuvre.

Il a dû naître en une nuit, sous la baguette d'un fakir, avec ses deux îles enchantées. Chacune d'elles est un palais, mais un palais coupé par des forêts de fleurs.

C'est par la Porte des Éléphants que nous pénétrons dans Udaipur. Maintenant je comprends, ébloui, la vigilance de ses frontières passionnées : douves bleues, murailles ardentes, montagnes embrasées, lac mystique, tout ce qui veille pour la défendre n'a surgi là que pour l'aimer.

LA RUE

Je n'ai jamais ressenti une exaltation plus immédiate, respiré une allégresse plus entière. Mes yeux ont quinze ans. Mon bonheur s'amuse. Je marche dans un conte de fées. Les fresques mortes, déchiffrées naguère sur des ruines ou sur des tombeaux, se recomposent et s'animent. Je suis monté dans la machine à explorer le temps ; je me réveille il y a mille ans. Tout ressuscite.

La vie est un cortège. Voici, peints comme des temples et trop larges pour la rue étroite, les éléphants royaux dont les flancs bousculent les fruits dorés des étalages ; les cavaliers, dansant sur leurs courts chevaux barbares, avec leurs lances

et leurs sabres d'argent. Voici les faucons agrippés, les ailes battantes, au poing grillé des pages.

Voici de petits chars bas, aux roues tonnantes et que mène, debout, les bras écartés, un aurige cuivré au bonnet phrygien. Voici, balancées au dos de chameaux que leurs broderies multicolores parsèment de confettis, des maisons d'étoffes d'où fusent des rires et qu'entr'ouvre, parfois, une petite main baguée.

Voici les fées elles-mêmes, dans leurs mousselines de voie lactée : astres sur fond noir, roses sur fond argent. Elles sont drapées comme des statues grecques. La rue est pleine de Tanagras.

Chaque pas lève un vol de colombes. Des zébus aux cornes vermillon éparpillent des paons polychromes. Éventés par le lac, les jardins à l'étroit sont gonflés de singes et d'oiseaux. De pourpres bougainvilleas, séparant les maisons, partent comme des feux d'artifices.

Où donc sont la saleté et la tristesse de l'Inde ? La ville, aérée, est lumineuse. Des rires clairs égaient des visages virils. Tous les corps semblent bondissants. Et, partout autour de nous, cet enveloppement de montagnes dont les plans étagés prolongent l'horizon et qui, gonflées et vertes comme des vagues, ondulent, se creusent, s'enflent et retombent et se perdent comme l'Océan.

LES PALAIS

C'est une ascension. La rue montueuse escalade la ville, tourne, s'escarpe, s'élargit, monte encore et, le sommet enfin atteint, la montagne soudain recommence : ce sont les palais.

Ils sont trois, quatre, plus peut-être, dressés comme des géants de granit et tout cuirassés de marbres. Leurs blocs ciselés s'enchaînent, se prolongent, comme ces montagnes dont ils sculptent la crête, à ce point mêlés, enchevêtrés par des labyrinthes de jardins, d'arches, de cours intérieures, de degrés, que jusqu'ici j'avais cru voir un seul palais vertigineux.

Haute de trente mètres, une triple rangée d'arches suspend à leur pied l'aérienne esplanade qui leur sert de cour d'honneur. Un double porche la commande, si haut que des éléphants passent, minuscules.

Mais « cour d'honneur » n'est qu'un terme européen : c'est une plaine. Dès l'entrée, c'est le carrousel pour les combats d'éléphants. Tout campe sur l'esplanade formidable : l'armée du Mewar, avec ses escortes empanachées, sa cavalerie d'éléphants, ses hallebardiers, ses gardes, ses chevaux.

Tout y pénètre dans un désordre de légende : zébus aux cornes peintes, chèvres, chameaux onduleux, vaches sacrées, chiens errants; on nourrit tout ce qui entre. Aristocrates et recevant, des gazelles, un collier de turquoises au cou, bondissent d'un étage du vieux palais, un étage qui est un jardin. De blancs nuages de ramiers survolent les tours, neigent sur les coupoles ou s'abattent dans les cours prodigieuses et, jaillis du pied des remparts, des arbres démesurés, chargés comme des sapins de Noël, offrent des paons avec des fleurs. Deux jeunes rajputes, couronnés d'aigrettes, font une course de chars, épouvantant des cigognes. Je songe aux jardins d'Hamilcar, à la Bible, aux ballets russes.

Comme, précédé de mon guide, je pénètre dans le palais de Djiraj Fateh Singh, j'aperçois, au pied des marches, des prisonniers qui, les fers aux pieds, jouent aux cartes avec leurs gardiens fraternels. Leur bras gauche seul est libre : de temps en temps, ils l'étendent pour écarter les ramiers.

LE LABYRINTHE

L'on ne décrit pas plus un vieux palais hindou que l'ensorcellement d'un labyrinthe : on s'y perd et c'est convenu. Quand le guide juge que le jeu magique a assez duré, il dévide le fil d'Ariane et vous rapatrie, exorcisé.

Depuis une heure j'erre, éperdu et ravi, dans le palais inextricable. Chaque porte que je vois cache une surprise, et c'est toujours par la porte que je ne vois pas qu'elle apparaît.

Le sommet d'un donjon relie deux jardins. Un salon de nacre rose sépare deux petits bois d'orangers. Les salles, les piscines, les cours se succèdent à travers des tunnels où des dieux monstrueux grimacent. Des portraits persans, qui semblent des miniatures agrandies, décorent la chaux vive des couloirs. Voici des fresques : sont-elles millénaires ou actuelles? Presque rien n'a changé : des cavaliers juponnants, debout sur leurs étriers, arrêtent de la lance la charge d'un sanglier

ou, à dos d'éléphant, un bel archer anguleux abat de sa flèche un tigre qui meurt de profil.

Des salles encore, pavées de mosaïques ou dallées de marbre, qu'interrompent des antichambres où, adossés aux murs, des soldats accroupis veillent, somnolents, leur sabre sur les genoux.

Je traverse des salles de cristal vert, au dôme miroitant, des salles glissantes et glauques, des salles blondes comme des clairs de lune. Puis c'est, flamboyante, la salle officielle : du vide autour d'un trône. Il est en or, son dossier est un soleil de pierreries.

Le chambellan costumé qui m'accompagne cause avec mon guide et me laisse le loisir d'admirer. Chaque fenêtre de marbre ajouré, chaque baie d'azur me sollicite. Elles encadrent tantôt l'esplanade des éléphants et des chars et les blancheurs étagées de la ville; tantôt des jardins intérieurs où des éléphants de granit arrosent de leurs trompes pluvieuses des parterres neigeux qui sont des roses; tantôt les palais et les pavillons des îles dont les colonnes brisent et allongent sous l'eau bleue leurs belles ombres marmoréennes. Et toujours, à chaque fenêtre, derrière le rideau des ramiers, l'ondulation des montagnes avec leurs reprises infinies.

Je suis monté au sommet du palais, sur les balcons bleus de la piscine du Roi. Elle est tout entière en vieilles faïences de Delft. Pour quel caprice de favorite un navigateur de la Compagnie des Indes est-il venu, au temps de Beaumarchais, apporter jusqu'à Udaipur ces petits tableaux hollandais?

Maintenant, je descends l'escalier d'une tour. Je descends indéfiniment : c'est un jardin qui m'accueille. Étrange jardin en contre-bas que surplombe, dallée de marbre, une galerie circulaire, et au milieu duquel un grand aigle de jade déploie son vol immobile. Sur de hauts perchoirs de corail, des paons de porcelaine l'entourent, des perroquets en or, des ramiers en jade, tout cela survolé par d'étincelantes perruches querelleuses, des ramiers et ces curieux oiseaux au col gonflé, au bec de faucon, qui ne chantent que par les nuits lumineuses et qu'on appelle les oiseaux de la lune. Quand le mâle meurt, la femelle reste chaste : ils sont très à l'honneur au pays implacable où les veuves se faisaient brûler.

Sitôt que les oiseaux se posent, l'on ne sait plus quels sont les vrais.

Une torpeur embaumée engourdit le jardin. Sur les larges degrés qui y accèdent, et entre deux caisses d'orangers, un jeune page sommeille, une gazelle dans les bras. Des singes, des langours aux yeux écartés, avec, comme au pinceau, des sourcils à la mode, sautent d'un arbre sur l'autre ou, sur une balustrade, font du trapèze.

Sur un signe de notre chambellan, le page, réveillé, pousse un bouton. Aussitôt, la balustrade devient une fontaine; l'aigle de jade diffuse l'eau par ses plumes, les paons et les oiseaux d'or par leur bec; chaque perchoir est un jet d'eau et le jardin noyé devient une piscine miroitante où les ailes fausses et les ailes vraies reflètent leurs ombres confondues.

De nouveau des galeries, des couloirs, des marches mystérieuses qui aboutissent à des retraites de silence et d'ombre. Des siècles de jalousie, de terreur ou d'amour ont inventé ces dédales.

A présent, une complainte m'arrive : d'où vient-elle? Qui chante ainsi, d'une voix si fraîche, une mélopée si désespérée? Une femme? Mais non, les zénanahs sont ailleurs, plus loin encore, au delà des jardins, au delà des piscines, à travers d'autres donjons, d'autres labyrinthes. Pourtant, pas une fois parmi ces salles désertes où souvent mes compagnons, attardés, me laissent rêver, je ne me suis senti seul. Une mystérieuse présence me surveille derrière les murs hermétiques.

Un malaise, peu à peu, m'envahit. Je songe à tous les drames que ces murs ont recélés. Du sang a coulé, il y a quelques siècles, hier peut-être, sur ces marbres où nous avançons.

Le chambellan lui-même m'inquiète, à présent, avec sa courtoisie oblique : il a l'air de tout me montrer et je sens bien qu'il me cache tout. Cependant, avec un air de secret, il a ouvert une dernière porte, causé un instant à voix basse avec mon guide et a disparu, on ne sait comment.

J'ai peine à distinguer tout d'abord combien la chambre est adorable. Les ciselures de marbre qui composent la fenêtre ont une trame si serrée que le jour s'y obscurcit. La pièce est tout entière en vieux cristal; elle est lilas et amande, exquise et d'une tristesse infinie.

Le guide m'explique que l'on ne montre guère cette salle.

Je lui demande :

— Qui donc a habité ici ?

Il hésite, puis, après un craintif regard circulaire, m'entraîne dans un coin plus sombre où je devine, plutôt que je ne la vois, une adorable miniature : c'est le portrait d'une toute jeune fille qui respire une rose. J'allume une allumette.

— Non, me dit à voix basse le guide, nous ne pouvons pas rester ici.

Mais dans l'auto qui me ramène au bungalow, il me demande :

— Ne racontez pas que je vous ai montré le portrait.

De retour au bungalow, je suis décidé à ce que Hollicott, qui doit savoir, me documente. Je le trouve dans la salle à manger, attablé seul devant des plats qui me laissent deviner que j'aurais eu des hors-d'œuvre.

— Desdemona, me dit-il, ne déjeune pas. Elle a son migraine. — Il soupire et ajoute : — Elle ne sait pas du tout voyager.

Il me semble qu'il a un air découragé, mais tout de suite il se reprend et me questionne :

— Vous as pu vous en tirer sans moi dans Udaipur ?

— A peu près, dis-je, pour ne pas le vexer.

— Et vous as vu quoi ?

J'ai souvent, avec lui, l'impression de passer un examen. Je fais un compte rendu fidèle et lui demande s'il connaît le portrait mystérieux.

— Oh ! je connais très bien, me dit-il. Vous veux l'histoire ?

— Ah ! oui.

Et il me raconte.

IPHIGÉNIE

Bien avant la conquête anglaise, mais il n'y a pas si longtemps, un siècle à peine, Udaipur, convoitée par ses rapaces voisins, Jodhpur et Jaipur, était prise entre deux feux. Aussi, dès que naquit sa fille unique, Krishna Komara, le maharanah d'Udaipur s'empressa-t-il de la fiancer au jeune héritier de Jodhpur. Le jour même des fiançailles, celui-ci mourut. Le maharanah proposa alors sa fille à l'héritier du roi

voisin, mais, le frère du prince défunt revendiquant la fiancée, une guerre éclata, longue et sanglante, tandis que Krishna Komara grandissait.

Son père, tantôt allié de Jodhpur, tantôt de Jaipur, louvoyait entre les deux camps, mais la guerre décimait ses armées et fondait son trésor. Il fallait en finir.

Un seul dénouement, mais tragique : la mort de Krishna Komara. Son père la supplia en pleurant de sacrifier sa vie au salut du royaume. Elle avait quatorze ans, vivait dans un univers de féerie, les deux princes qui se la disputaient étaient jeunes, beaux et ils seraient rois... Mais, de siècle en siècle, le brûlant holocauste de ses aïeules l'avait préparée à la mort. Elle accepta, demandant toutefois qu'on lui épargnât le bûcher et qu'on voulût bien la faire mourir sous le poignard.

Son père et ses frères refusant de l'immoler eux-mêmes, qui donc serait d'une naissance assez altière pour frapper une descendante du Soleil? Ce fut un jeune prince, son cousin, que l'on chargea du sacrifice. Il la voyait pour la première fois, et c'était pour la tuer. Elle le reçut dans la pièce de cristal amande et lilas, décolletant, pour qu'il pût mieux la frapper, sa petite gorge enfantine : voyant sa cousine si belle, le prince jeta le poignard et s'enfuit.

Le maharanah décida alors que la guerre continuerait. Mais, la nuit venue, Krishna Komara, traversant le zénanah endormi, alla trouver une vieille servante du palais experte dans l'art subtil de préparer les breuvages. Elle regagna sa chambre, se drapa dans ses plus belles mousselines et s'étendit sur son lit.

Le lendemain, le palais d'Udaipur hissait l'étendard de la paix, à l'heure où les ramiers s'éveillent dans les orangers des jardins.

DESDEMONA ET GWENDOLINE

Maintenant que je connais Krishna Komara, il faudra que demain je décide le guide à me laisser revoir le portrait. Tout en finissant de déjeuner, je pense à elle.

Mais les repas sont trop longs, la vie est trop courte et je m'impatiente. Il n'est que deux heures, j'ai déjà envie de repartir.

— Rasseyez-vous, me dit Hollicott. Si vous commencez

à galoper dans cette pays tout de suite après déjeuner, vous tomberas malade.

Je lui dis ma hâte d'aller visiter les petits palais, la presqu'île des sangliers, le mausolée des Maharanahs, le Temple, tout ce que lui-même m'a annoncé et que, dans mon impatience, je voudrais avoir déjà vu. J'ai l'esprit bondissant, mais c'est vrai que j'ai le corps un peu las.

— Vous avez raison, dis-je, je ferai une petite sieste. Mais c'est si beau, Udaipur.

— Ah ! soupire-t-il, ce n'est pas l'avis de Desdemona.

— Elle n'aime pas Udaipur ?

— Vous as cinq minutes avant la sieste ? me demande-t-il, le visage crispé.

Et il explose.

— Elle a trop chaud. Elle dit que le maximum qu'elle peut supporter, c'est Monte-Carlo ou Palm-Beach en janvier. Et elle est furieuse parce qu'on ne l'a pas laissée entrer dans la temple, alors qu'elle avait déjà monté tous les escaliers sous la soleil. Et elle n'aime pas la style hindou, surtout la coupole, parce qu'elle dit que les monuments, alors, n'ont plus de cou. Et elle déteste tous les fakirs mendiants parce qu'elle dit qu'ils ont tous un œil qui tombe avec une mouche dedans. Mais, continue-t-il d'un ton plus grave, il y a surtout la drame...

Il s'interrompt. Je suis son regard : il s'est posé sur Gwendoline, que l'ordonnance promène sur la route. La tigresse gronde, feule et tire sur sa chaîne, à la joie d'enfants attroupés. Il me semble qu'elle a singulièrement grandi depuis deux jours.

— ... il y a surtout, reprend-il, en ne perdant pas de vue Gwendoline, la drame de la pékinois.

— Qu'est-ce qui est arrivé ? dis-je, inquiet.

— Chacune, répond-il, a une double entorse et une tour de rein.

— Comment ont-ils attrapé cela ?

— C'est Gwendoline. L'Hindou qui me l'a vendue m'a trompé : elle a plus de trois mois. Alors, elle a joué avec les petits chiens un peu fort. Cette jeune tigre, soupire-t-il, est pleine de bons sentiments. mais elle a un mauvais atavisme. Je suis même arrivé dans le juste à temps.

— Et Desdemona est au courant ?

— Oh ! Dieu soit loué, non, s'écrie-t-il. Elle croit que c'est une rhumatisme fiévreux. Si elle savait, ce serait terrible, elle qui n'aime déjà pas la tigre parce qu'elle dit que c'est de la famille des chats.

— Elle voulait bien un lion ?

— Elle dit qu'un lion c'est la famille des chiens. Je ne sais plus du tout quoi faire de la chose.

— Donnez-la au Zoo.

— Desdemona ne veut pas non plus, elle dit que c'est cruel.

Desdemona commence à me porter singulièrement sur les nerfs.

— *No*, reprend Hollicott qui suit son idée, il n'y a qu'un moyen : c'est de la ramener dans la forêt du tigre. Là, elle trouvera des petites camarades résistantes pour jouer.

— C'est loin, cette forêt ? dis-je.

— C'est tout ce qu'on voit du lac ou d'ici.

— Vous n'allez pas me dire que ces paisibles montagnes en fleurs...

— Oh ! me déclare-t-il, c'est tout ce qu'il y a de plus sauvage. C'est la réservation de chasse du Maharanah. Alors, si vous veux, nous irons demain, avant dîner, y déposer Gwendoline, à l'heure où Desdemona se fait masser.

Il réfléchit quelques instants et, avec une tendresse désabusée, soupire :

— Du Croussett, je me demande si les femmes que nous n'aimons pas sont aussi insupportables que les femmes que nous aimons !

Reposé et au moment de repartir, je trouve Hollicott qui m'attend, un kodak sous le bras.

— Comment, vous venez avec moi ?

— Oui, je suis libre, me répond-il, non sans une certaine jubilation. Desdemona ne veut pas sortir à cause de la fièvre de la pékinois. Alors, nous vois trois choses cet après-midi : la Temple, les sangliers et l'île Jagniwat. Et ne vous crois pas obligé de me parler : quand je fais de la photo, j'aime la tourisme silencieux.

Il a devancé mes désirs et nous partons.

LE TEMPLE

Vais-je l'aimer autant que les palais ? De loin, je l'ai entrevu ce matin : contre le ciel intense, le feu blanc de ses pyramides m'aveuglait comme un éclair, ternissant les blancheurs de la ville.

Son approche me déçoit. L'édifice est compliqué : l'architecture des temples hindous se contorsionne comme leurs dieux. Mais, au sommet de la rue étroite qui s'évase, j'admire sa base harmonieuse, ses sobres assises équilibrées et le style aryen de ses arcs.

Surtout, entre les blancs éléphants de granit qui, la trompe en bataille, défendent l'accès du sanctuaire, j'aime cet escalier infini, ces marches usées par des siècles d'agenouillements et dont la lente ascension semble déjà une prière.

MIRAGES

Nous sortons des remparts par la Porte du Soleil.

Au pied des palais et en bordure du lac, une piste ombragée de figuiers géants nous arrête devant de petits monuments de marbre d'où s'échappent des bosquets de roses. Sont-ce des pavillons ? Sont-ce des temples ?

— C'est l'embarcadère, me dit Hollicott.

Deux rameurs nous y attendent dans une curieuse gondole évasée. Près des rives l'eau, si bleue ailleurs, est toute blanche des grands palais reflétés.

Limpide fuite glissante. Symphonie d'or, de ciel et d'eau. Silence bleu. Battements d'ailes. Cadence des rames. Parfums. Harmonie des sens accordés. C'est toute la douceur du monde

Un aigle passe, très haut : cette ombre que j'aperçois un instant dans le lac, est-ce la sienne ?

— Ne laissez pas pendre votre main dans l'eau, me conseille Hollicott, c'est dangereux.

La première île se rapproche, encerclée de marbres. C'est un jardin prisonnier d'une frise. Sous les hauts palmiers du sud, le palais s'enfonce, invisible.

Se détachant sur l'horizon onduleux, la seconde île vient sur nous. Elle se dessine, se découvre, s'épanouit au rythme de

nos avirons, inventée, créée, l'on dirait, par le glissement même de la barque. Cette île, à son tour, est toute gardée de marbres : menus palais, arceaux, balcons légers, coupoles, offrandes de terrasses et de marches, petits palais encore, encadrant un palais central tout assiégé de forêts.

Au pied d'une rangée d'arches, quatre éléphants de marbre, arc-boutés dans le lac, semblent porter l'île sur leur dos.

Arrêter la gondole! Sauter dans l'île! Écarter les branches qui menacent les petits palais envoûtés, réveiller des princesses d'ombre dans le silence bleu des salles, errer dans les jardins dont je respire le bouquet!

Mais déjà, l'île irréelle s'éloigne, réduite par la cadence des rames et se perd, entre ciel et lac, dans le rêve qui l'avait formée.

LES MONSTRES

C'est tout là-bas qu'on les nourrit, à l'extrémité du lac, au pied d'une de ces sauvages montagnes où le Maharanah chasse le tigre.

Dix minutes avant que d'aborder, je vois le nuage qu'ils soulèvent. La presqu'île boisée qui fend l'eau comme une proue est toute suffoquée de leur poussière.

A peine débarqués, c'est eux qui nous reçoivent. Il y en a trois qui barrent la piste montant au pavillon de chasse, à Kash-Odi. L'un d'eux me frôle, s'arrête, souffle, grogne et repart : l'envie d'être soudain ailleurs.

Ils débouchent à présent de tous les coins de la jungle, dévalent de la montagne, surgissent des fourrés, tassés, rapides, soufflants et noirs comme de petites locomotives. Un mâle erre seul, à pas comptés, baissant un groin méditatif. Il doit être apprivoisé. Je m'approche, Hollicott m'immobilise :

— Féroce, me souffle-t-il. La vieux sanglier célibataire, comme la rogue éléphant, est misanthrope.

Nous atteignons enfin le plateau. Je grimpe sur un talus, à dix mètres des monstres. J'ai encore dans les yeux l'incroyable spectacle.

Sous une dense fumée de volcan, trois cents, quatre cents sangliers peut-être, dans un furieux grondement d'orage, se bousculent et tourbillonnent. Circulant parmi eux comme une

fermière dans sa basse-cour, un Hindou, assiégé d'obus, éparpille des sacs de maïs. Comment n'est-il pas déchiqueté? La terre vole. Les bolides pacifiques qui foncent sur les graines évitent l'homme d'un virage foudroyant ou, à quelques millimètres de son corps, braquant dans le sol qui tremble leurs raides petites pattes d'acier, freinent, dérapent et s'emboutissent dans le troupeau.

Assourdi de grognements, je regarde, effaré, ce sabbat de poils hérissés et de boutoirs, de groins et de sabots. Je voudrais voir de plus près. Hollicott, me happant le bras, m'arrête : nous sommes, paraît-il, sur une frontière que nul, sauf celui qui nourrit les monstres, n'a jamais franchie vivant. Des Hindous contemplent le spectacle, juchés sur les remparts du pavillon qu'une ceinture de murailles, lisses comme un marbre et où nulle griffe ne peut s'agripper, protège du bond démesuré des tigres. C'est au pied du fort, en effet, sur la vaste plaine bosselée, que se déroulent les jeux féroces : combats de tigres ou de panthères contre sangliers ou éléphants.

Nous regagnons le lac par la petite piste inquiétante où d'autres monstres s'entrecroisent, affamés ou repus.

Maintenant, voyant à nouveau, de ma glissante gondole, se recréer sur l'eau bleue les palais de l'île enchantée, il me semble vivre un de ces vieux contes qui émerveillaient mon enfance et dont le héros, évadé de la caverne du Dragon, abordait au royaume des Fées.

LA RELÈVE DES OISEAUX

De royales amours inventèrent ces petits palais enchantés. Naguère, ils s'éveillaient au bruit des rires et des chansons et, le soir, voyaient sous leurs arceaux s'enlacer, dans le couchant rose, de jeunes bonheurs confondus. La nuit aussi les animait ; la petite île scintillante, au bord de l'eau pleine de ciel, ajoutait au lac une étoile.

Mais solitaires, aujourd'hui, les palais s'effritent, désœuvrés. Ils ne vivent plus, ils se souviennent.

Les jardins les ont envahis. Des rosiers se penchent aux fenêtres, une porte est obstruée par les lis, des branches ont assiégé les salles, offrant à travers les baies des fleurs désormais inutiles. D'étranges ibis dorment sur une patte au bord des fontaines taries.

Vision mélancolique ! Intacts, les pavillons et les salles ont déjà la vieillesse des ruines, pareils à ces jeunes visages pathétiques qui portent les stigmates de la mort.

Tout est silence, tout est regret. Chaque colonne est une fin précoce et les palais sont là, dans leur vie arrêtée, comme des projets interrompus.

La fin du jour réveille leur torpeur résignée. Dans toute l'Inde, l'heure où le soleil se couche pourrait s'appeler l'heure des oiseaux. Dans un hymne de vocalises, de roucoulements, de trilles, ils saluent les derniers rayons, si nombreux, si serrés, si denses et, à la fois, si invisibles, que chaque arbre qu'ils alourdissent semble lui-même une chanson.

Mais aux jardins de Jagniwat, sitôt que le soleil décline, toutes les ailes sont évidentes. On y contemple un spectacle qui ne s'offre nulle part ailleurs, et c'est la relève des oiseaux.

Le jour, l'île appartient aux ramiers, mais, dès la nuit, aux perruches. De très loin et de très haut, entre l'azur du ciel et l'azur du lac, leur nuage vert apparaît. Il est si vaste et si intense qu'il change la couleur du soir. Sa trombe querelleuse s'approche, drainant dans les saphirs du lac une longue coulée d'émeraude. Aussitôt le mystère des feuillages s'entr'ouvre et, dans le ciel vert et blanc, l'on voit un nuage mettre en fuite un autre nuage effrayé.

Plus un roucoulement, plus une plainte, mais, dans l'île surchargée qui jacasse, des arbres nouveaux ont surgi avec, pour feuilles vertes, des plumes et des becs roses pour bourgeons.

Nous venons de déposer Gwendoline dans un coin broussailleux de forêt, là-bas, sur une de ces sauvages montagnes où le Maharanah chasse le tigre.

Hollicott et moi n'avons pas abandonné la grosse chatte ronronnante sans une légère émotion. Elle ne voulait pas nous quitter, et, chaque fois que nous pensions l'avoir perdue, nous la retrouvions sur nos talons. Le capitaine, l'index tendu, avait beau lui crier comme à un chien : « Allez ! Allez ! » elle n'entendait point ce langage, se couchant, au contraire, penchant un peu sa tête cruelle et nous regardant de ses beaux yeux irresponsables.

Lâchement, nous avons profité d'une de ses distractions, la laissant à l'affût devant un buisson où quelque chose remuait.

Nous nous éloignons, pas très fiers, avec l'âme des parents du Petit Poucet.

Je songe que Gwendoline est encore bien jeune pour chasser. On lui apportait ses repas à heures fixes. Quand elle aura faim tout à l'heure, elle nous cherchera avec inquiétude. Je la revois, il y a quelques jours, sur mon lit, partageant mon déjeuner du matin. J'ai encore dans l'oreille sa gratitude ronronnante :

— Je me demande, dis-je à Hollicott, ce que Gwendoline mangera ce soir.

Mais Hollicott m'interroge à son tour.

— Vous n'as pas remarqué que j'avais une paquet avec moi?

— Si, dis-je. Où l'avez-vous oublié?

— A côté de Gwendoline, me répond-il. C'étaient des sandwiches.

LES MAUSOLÉES DES MAHARANAHS

Hollicott rentrant retrouver Desdemona, je me fais conduire aux mausolées des Maharanahs.

Juchés très haut sur leurs socles, et surmontant deux étages de colonnes circulaires, leurs dômes émergent par centaines, sans ordre, parmi des frondaisons pourpres, vertes et roses. Leurs blanches coupoles ont la rondeur des planètes et semblent être tombées là par une de ces nuits prodigues où le ciel est trop encombré.

Personne qu'un jeune jardinier qui émonde les rosiers sauvages. Nul être humain, mais tous les oiseaux : comme s'ils portaient le deuil des Maharanahs disparus, de grands flamants aux ailes blanches et noires gravissent, de leurs échasses méticuleuses, de belles marches dégradées ; des paons, des bandes d'oiseaux que j'ignore et peints comme des papillons, et toujours ces vols de ramiers qui sont la frise du paysage.

Aucune émotion. Les morts ne sont pas là : ils sont dans les flammes qui les ont brûlés et dont la fumée s'est perdue. Reposent-elles même sous les mausolées, ces pincées de cendres qui furent leurs enveloppes terrestres? Sans doute, des mains pieuses les ont-elles dispersées là-bas, à Bénarès, dans le Gange qui les sanctifie. Nul, sauf les touristes, ne vient visiter ces monuments de parade. Ce n'est pas un cimetière, c'est une galerie de tombeaux.

Le jeune jardinier qui s'amuse, sans piété, à sauter d'une balustre à l'autre, me demande si je veux voir les singes que son acrobatie préparait. J'accepte : c'est deux roupies.

Bien que prévenu par le « langage chacal », je ne croyais pas qu'une bouche humaine pût proférer une telle cacophonie de cris inarticulés, d'aboiements, de hurlements, de croassements affolés, tout cela sur le mode aigu, dans le haut de la tête, avec une manière d'accent de clown anglais qui me fait éclater de rire.

Mille échos répondent, s'approchent, amplifiant les cris. Chaque arbre est un haut-parleur et, du plus loin que je puisse voir, les branches se mettent à bouger sous de petites tempêtes qui gagnent de feuillage en feuillage : les singes sont là.

Les arbres projettent leurs petites balles poilues qui rebondissent sur les mausolées. Ils grimpent aux balustres, se poursuivent sur les coupoles ; c'est une mêlée de mains, de grimaces, de petites barbes courtes, et tout cela jongle, roule, tombe, se rattrape, profanant de culbutes criardes la paix embaumée des tombeaux.

Avant de rentrer au bungalow, je veux revoir une dernière fois les petits palais des îles.

Est-ce ma fatigue ou la tristesse de ce bref crépuscule ? Je me sens exilé. Les montagnes ont perdu, dans la nuit qui les fonce, leur air d'offrande et de douceur. L'eau du lac est trouée tantôt de plongeons affamés, tantôt de sauts de terreur et d'agonie.

Les tristes cris des rapaces planent maintenant sur les jardins obscurcis. Les hautes herbes bruissent dans les parterres, et ce n'est pas sous le vent. Je sens autour de moi monter, avec la nuit, une férocité insidieuse, et je retrouve, dans la nature pleine de pièges, cette beauté un peu criminelle qui m'inquiétait dans les palais.

Hélas ! c'est demain que je quitte Udaipur. La ville a déjà ce visage menacé et fragile que prennent à nos yeux les êtres et les choses quand nous sentons que nous ne les reverrons plus...

FRANCIS DE CROISSET.

(A suivre.)

LETTRES

A LA COMTESSE DE MONTIJO

1866-1867

*S. A. le duc d'Albe, se conformant au désir manifesté par l'Impératrice Eugénie, a résolu de publier la correspondance de Prosper Mérimée adressée à la comtesse de Montijo, mère de l'Impératrice. Mérimée avait, comme on sait, connu l'Impératrice enfant. Après le mariage, il était devenu l'un des familiers de la Cour impériale. L'Empereur le consultait souvent pour la préparation de l'*Histoire de César. *Nous sommes heureux de publier un fragment de cette spirituelle correspondance, qui se rapporte à la période culminante du second Empire : 1866-67, — les années de Sadowa et de l'Exposition universelle. Le duc d'Albe a confié le soin de la publication à M. Gabriel Hanotaux : la* Revue *leur exprime à tous deux ses plus vifs remerciements.*

Cannes, 20 février 1866.

Chère comtesse,

Je reçois ici votre aimable lettre adressée à Paris et je suis charmé d'apprendre que la dernière secousse politique vous a été légère (1). D'ici, et je crois aussi de Paris, on n'y comprend rien du tout. C'est d'ailleurs, comme vous savez, ce qui arrive en général pour *las cosas de España*. Que les troupes *fidèles*

(1) Le 3 janvier 1866, deux régiments de cavalerie espagnole s'étaient soulevés. A la suite de l'échec de cette émeute, son instigateur, le général Prim, s'était enfui en Portugal.

n'aient pas été engagées, je le comprends jusqu'à un certain point; mais que Prim n'ait pas recherché la bataille, cela me confond. J'avais meilleure opinion, je ne dirai pas de sa tête, mais de son esprit d'aventure. Il me semble que le Cabinet ne sort pas beaucoup plus fort de la crise et que l'union libérale n'en est pas plus unie. Je ne vois pas la fin de ce lamentable imbroglio. Il y a une chose qui m'effraie beaucoup, c'est qu'un jour la patience n'échappe aux paysans, et qu'ils ne se vengent sur la « gente de frac » de toutes les sottises faites par les soi-disant hommes d'État.

Chez nous les choses vont assez tranquillement. Le grand cheval de bataille de l'opposition, l'expédition du Mexique, ne tourne pas si mal qu'on avait pu le craindre : et d'ailleurs, dans l'état de la question, avec des négociations pendantes, il est impossible d'en faire une grosse affaire au Corps législatif. Il me semble qu'on regrette assez généralement une phrase de l'adresse (1). Je veux parler de celle où l'Empereur annonce l'intention de s'en tenir à la Constitution et de ne plus faire de concessions nouvelles. Il eût mieux valu, à mon avis, n'en pas faire et ne rien dire, ou même donner un peu d'espérance pour l'avenir. Ce n'est pas que j'aie soif de libertés nouvelles et je trouve que nous en avons même plus que nous n'en méritons. Ceux qui demandent la liberté de la presse me font l'effet d'enfants qui veulent qu'on leur donne de la poudre après avoir fait sauter deux fois la maison. Mais vous savez quelles gens sont les Français. Ils ne veulent pas être traités comme des enfants, ni surtout qu'on le leur dise.

Il me revient que le costume de Marie-Antoinette dans un bal masqué n'a pas produit un bon effet (2). D'abord le souvenir est peu gai pour être présenté dans une fête; en second lieu, il n'y a rien de commun, Dieu merci, entre Marie-Antoinette et S. M. L'Impératrice a de l'esprit, du bon sens et de la fermeté, trois qualités qui ont fait défaut à la pauvre reine.

Mgr Dupanloup vient de marier la fille de M^me^ de Flavigny. Sa mère voulait la faire religieuse et lui avait découvert une

(1) Discours de l'Empereur prononcé lors de l'ouverture de la session du Corps législatif, 22 janvier 1866.

(2) Costume, d'après le tableau de M^me^ Vigée-Lebrun, porté par l'Impératrice à un bal costumé des Tuileries en février 1866.

vocation extraordinaire. L'évêque, en homme d'esprit qu'il est, a trouvé qu'elle aimait un jeune homme fort comme il faut, et les marie. Cela vaut mieux que ses sermons et ses oraisons funèbres.

On vous a mandé, sans doute, que la crinoline est abandonnée et que les femmes se mettent à présent dans des fourreaux de parapluie, au grand avantage de celles qui sont bien faites. Que vont devenir les os de votre amie lady Aylesbury? On me dit à propos de robes un joli mot de Mme de La Rochefoucauld. On reprochait en riant à une petite nièce à elle d'être *bas bleu*. « Il n'y pas de mal, dit-elle, à avoir des bas bleus, mais il faut porter des robes longues. »

La pièce de Ponsard a un succès fou, mais l'auteur est bien malade (1).

Adieu! chère comtesse. Veuillez agréer tous mes vœux et mes tendres et respectueux hommages

Cannes, 16 mars 1866.

Chère comtesse,

J'ai reçu votre bonne lettre dont je vous remercie. J'ai tort d'y répondre si tard, mais j'ai eu des visites et le métier de cicerone dans ce pays-ci consiste à mener ses hôtes par des chemins impossibles à des points de vue magnifiques. On les ramène courbaturés et mourant de faim. On mange soi-même, et on se repose, mais on n'a jamais le temps de rien faire.

J'ai reçu, il y a une quinzaine de jours, une lettre de l'Impératrice au sujet de M. Cousin (2). Il lui avait envoyé son livre sur les femmes illustres avec une fort jolie lettre, dans laquelle il lui disait que les beaux et nobles sentiments à la mode au XVIIe en France avaient été introduits par une reine espagnole et qu'il serait digne d'elle de les remettre en honneur. S. M. a riposté par une lettre autographe fort bien tournée, pour le remercier et lui dire que le conseil était plus facile à donner qu'à suivre. Le philosophe a été transporté au septième ciel, comme vous pouvez le deviner. J'ai été charmé de la lettre, non seulement parce qu'elle a fait beaucoup de plaisir à un de mes amis, mais encore et surtout parce qu'elle était admi-

(1) L'Odéon jouait *le Lion amoureux*. Ponsard devait mourir le 7 juillet 1867.
(2) Victor Cousin.

rable de grâce et de dignité et qu'elle peignait le caractère de l'Impératrice.

J'attends la fin des débats de l'adresse pour retourner à Paris et il paraît que ces messieurs conspirent pour que je reste le plus longtemps possible dans un pays où je me trouve si bien. Jusqu'à présent, les choses n'ont point été mal. Thiers s'est montré fort arriéré et M. Rouher a eu l'avantage dans la discussion de la manière la plus éclatante (1). Messieurs les parlementaires se font vieux et me rappellent les émigrés de ma jeunesse qui n'avaient rien appris. Je crois que la discussion sera plus vive et plus difficile au sujet de l'amendement des 46 (2). Nous sommes toujours comme les enfants qui, après s'être brûlés avec de la poudre, veulent qu'on leur en donne encore pour recommencer.

L'état de votre pays m'inquiète beaucoup. C'est une terrible chose qu'une armée sans discipline, dont tous les sergents veulent devenir généraux. Je voudrais bien savoir la vérité sur l'équipée de Prim. Il semble que les troupes étaient si peu sûres que les poursuivants n'ont jamais osé se trouver trop près du poursuivi. Mais comment Prim, qui passait pour hardi jusqu'à la témérité, n'a-t-il pas cherché la bataille? Faiblesse d'un côté, niaiserie de l'autre, comment cela finira-t-il?

On croit ici que l'affaire du Chili s'arrangera par une médiation (3). Le président des États-Unis se montre galant homme (4) et les États-Unis sont encore heureusement assez malades, à ce qu'il paraît, pour ne pas donner cours à leurs projets sur Cuba et sur une alliance antieuropéenne.

On m'écrit de Paris que les bals costumés ont été fort beaux et un peu scandaleux (5). La princesse Korsakof s'y est

(1) La discussion de l'adresse en réponse au discours de l'Empereur, commencée au Corps législatif le 26 février, dura jusqu'au 30 juin. Elle s'était ouverte par un très long discours de M. Thiers contre l'expédition du Mexique. On sait que Mérimée était sénateur.

(2) Ces députés, à la tête desquels était M. Buffet, demandaient le droit d'interpellation pour les Chambres et les libertés de la presse et de réunion. Cet amendement, mis aux voix à la fin de mars, ne recueillit que soixante et une voix.

(3) Le Chili s'était fait l'allié du Pérou en guerre avec l'Espagne. Valparaiso allait être bombardé par l'amiral espagnol Nunez.

(4) Le 12 février, les États-Unis avaient promis de ne pas intervenir en cas de retraite de nos troupes du Mexique.

(5) Il y en eut trois en février : l'un aux Tuileries, l'autre au ministère des Affaires étrangères, le troisième à celui de la Marine.

distinguée par la brièveté de son costume. Elle avait une robe très longue, mais fendue sur les côtés, qu'elle avait soin de mettre en mouvement de façon à donner toute satisfaction aux curieux. D'un autre côté, on fait beaucoup d'hypocrisie à l'occasion du carême. Nous avons ici Jenny Lind (1) qui nous chante quelquefois des chansons suédoises. Elle a perdu beaucoup de sa voix, mais elle a encore un timbre délicieux et elle sait parfaitement en tirer parti.

Adieu, chère comtesse. Je vous souhaite santé et prospérité, peu de *pronunciamientos* et un temps comme celui que nous avons ici. Mille tendres et respectueux hommages.

Paris, 18 avril 1866.

Chère comtesse,

Me voici enfin à Paris. J'y suis arrivé en assez médiocre état de conservation et plus oppressé que jamais. L'air est si différent de celui que je respirais à Cannes, que je n'ai pu encore m'y habituer. L'Impératrice, que j'ai vue dernièrement, a eu la bonté de m'envoyer une jolie petite mécanique à l'usage des asthmatiques, pour leur faire respirer du goudron. Elle s'en est bien trouvée, m'a-t-elle dit, mais elle a de jeunes poumons et les miens sont bien vieux. Enfin, je trouve en regardant sa boîte à goudron plus de plaisir à me rappeler sa bonté pour moi, que de soulagement à mes oppressions.

Vous me faites un triste tableau de l'état de l'Espagne et je crains malheureusement qu'il ne soit trop vrai. M. Rosales m'a dit l'autre jour que si toute l'escadre espagnole eût attaqué les vaisseaux chiliens, ils eussent été détruits, mais que l'opération avait été conduite à la diable et que les Espagnols avaient plus souffert que les Américains (2). Il paraissait croire la paix plus difficile que jamais depuis cet échange de coups de canon sans résultats, et il se flatte que vous vous lasserez bien vite de l'énorme dépense que cause un blocus tout à fait illusoire. Le fait est que le commerce anglais et américain n'est pas interrompu, il n'est que gêné. Ici notre Bourse baisse et monte selon les nouvelles d'Allemagne. On s'est un peu rassuré depuis quelques jours par l'assurance donnée

(1) La célèbre cantatrice suédoise.

(2) Bombardement du Valparaiso, 31 mars 1866.

dans un journal officiel que la France observerait la neutralité. Mais s'il y a une guerre entre la Prusse et l'Autriche (1), il en résultera assurément un remaniement complet de la carte et peut-être une révolution. Dans l'un et dans l'autre cas, il nous serait fort difficile de demeurer neutres. Heureusement les Allemands sont comme les héros d'Homère qui se disent longuement des injures avant de se battre, et il se passera peut-être bien du temps avant qu'ils en viennent aux coups. C'est pour les Allemands qu'a été fait le proverbe : « *Entre dicho y hecho hay gran trecho.* »

J'ai trouvé le Prince impérial grandi, mais je le voudrais plus large d'épaules. J'ai conseillé de le faire tirer à l'arc. C'est un exercice dont je me suis très bien trouvé et qui développe la poitrine et fortifie les bras. Comme il est très raisonnable et prudent, il ne crèvera les yeux à personne et se fortifiera en s'amusant. Je regrette qu'on ne lui donne pas un maître de dessin, car il a des dispositions vraiment extraordinaires. On craint, à ce qu'il paraît, qu'il ne prenne trop de goût à la chose, et, en effet, ce n'est pas pour faire des dessins qu'on l'a mis au monde.

M^lle Bouvet (2) se marie à un M. Carette, un tout petit homme fort riche, pas beau, mais qui a l'air assez intelligent. J'ai dîné chez S. M. avec les futurs conjoints, qui *pelaban la pava*, avec tout le sérieux usité en France en pareille occasion. On me dit que le duc de Mouchy passait son temps à habiller sa femme, et qu'il lui suggérait les plus charmants costumes (3). Je les ai vus passer en calèche pour aller à des courses, chevaux, grooms et maîtres, tous pomponnés et ficelés dans le plus grand chic. Je m'apprête à me chamailler au Sénat à l'occasion de la loi sur les serinettes (4). Il paraît que ce n'est rien moins que M. Rouher qui doit me combattre. Comme je

(1) Depuis le milieu de mars, la Prusse et l'Autriche préparaient leur mobilisation pour la campagne qui devait aboutir à Sadowa.

(2) M^lle Bouvet, petite-fille de l'amiral, était lectrice de l'Impératrice.

(3) Antoine de Noailles, duc de Mouchy, avait épousé l'année précédente la princesse Anna Murat.

(4) Mérimée était rapporteur au Sénat d'un projet de loi retirant le caractère de contrefaçon à la reproduction des compositions musicales pour des instruments mécaniques; la haute assemblée, au nom des droits de la propriété intellectuelle, avait repoussé le projet, le 7 juillet 1865. Cette loi, que le gouvernement s'était engagé à faire passer, fut votée par le Sénat le 8 mai 1866; il n'y eut que vingt-deux opposants.

crois avoir le bon droit pour moi, je me résigne avec assez de sang-froid à cette lutte très inégale. Je pense qu'elle aura lieu la semaine prochaine.

Adieu, chère comtesse, portez-vous bien et veuillez me rappeler au souvenir de nièce et neveu et agréer l'expression de tous mes tendres et respectueux hommages.

Paris, 24 mai 1866.

Chère comtesse,

Mille remerciements de votre aimable lettre qui me donne de si bonnes nouvelles de votre santé. J'espère que vous avez beau temps à Carabanchel (1) et que vous ne sortez pas trop le soir, car c'est alors qu'on gagne les pires rhumes. Lundi dernier, j'ai vu LL. MM. en très bonne santé et paraissant l'un et l'autre en belle humeur. Les oisifs s'amusaient beaucoup à *voir* une conversation entre le prince de Metternich et l'Empereur, assis sur un canapé dans le petit salon qui précède le cabinet de l'Impératrice. Le premier, paraissant très ému, gesticulant beaucoup, s'essuyant le front à tout moment ; l'autre, impassible, ayant l'air d'écouter la lecture d'un roman de Paul de Kock. Ajoutez à peu de distance M. de Goltz rouge, gonflé, prêt à étouffer, et Nigra, ténébreux et concentré à son ordinaire (2).

Le malheur, c'est que je ne puis vous dire le dialogue des deux principaux personnages. Aujourd'hui les espérances de paix sont plus grandes. On ne doute pas du congrès et on croit qu'il aura quelques résultats (3). L'effet de la phrase d'Auxerre, si désastreux pour les gens d'affaires, et en particulier pour Rothschild et Péreire, est fort atténué (4). On croit assez généralement que ce n'a été qu'une explosion de la mauvaise humeur causée par le discours de Thiers et par le succès qu'il a

(1) Propriété de la comtesse de Montijo, à 12 kilomètres de Madrid.

(2) MM. de Metternich, de Goltz et Nigra étaient les ambassadeurs d'Autriche, de Prusse et d'Italie.

(3) Il était bruit en ce moment d'une conférence qui devait se tenir à Paris sur l'initiative des puissances neutres.

(4) Le 3 mai, Thiers avait prononcé au Corps législatif un véhément discours, insistant pour l'abstention dans la lutte émouvante entre la Prusse et l'Autriche. L'Empereur lui avait répondu par un discours au comice agricole d'Auxerre, le 6 mai, dans lequel il s'élevait avec force contre les traités de 1815,

obtenu en conseillant la paix. Thiers, encore tout enivré de son triomphe, dit « qu'il a fait parler un homme qui ne dit jamais rien et qu'il lui a fait dire une bêtise ». Si cette phrase malencontreuse a causé ici beaucoup de mécontentement, il est possible qu'elle ait produit un effet très calmant en Europe, et particulièrement en Allemagne. L'idée que la France songe à pêcher en eau trouble peut, en effet, donner fort à réfléchir aux quasi-belligérants. Cependant il me paraît bien difficile que les choses se passent en douceur.

L'Autriche et l'Italie sont l'une et l'autre à la veille d'une banqueroute dont rien ne peut les sauver. La guerre, supposé qu'elle fût heureuse, leur offrirait une chance et, avec les dépenses énormes que causent les préparatifs militaires, il vaut autant se tirer des coups de canon. Ils ne coûtent pas plus cher sur un champ de bataille que dans les magasins. L'armement des volontaires en Italie et le commandement donné à Garibaldi est une autre chance de guerre et, qui pis est, de révolution. Je crois qu'au fond la révolution aura partout le dernier mot, et c'est une raison de plus pour que nous ne nous mêlions pas de la querelle, étant aussi inflammables que nous le sommes. C'est, à ce qu'on dit, la dernière résolution de l'Empereur. Il serait difficile, cependant, qu'il la tînt, si, par exemple, les Italiens étaient bien battus et si les Autrichiens reprenaient le Milanais. Mais on prétend qu'ils se borneront à la défensive. La supériorité navale des Italiens obligera sans doute les Autrichiens à se concentrer dans le fameux quadrilatère et à n'en pas sortir. On est ici très indigné contre vos ministres pour avoir ordonné le bombardement de Valparaiso et surtout pour avoir annoncé qu'ils n'y songeaient pas. La dépêche de votre amiral est bien mal tournée et les résultats qu'il annonce sont étranges : quatre vieilles femmes tuées, quelques magasins brûlés et vingt millions de marchandises *étrangères* détruites, c'est-à-dire cent millions de réclamations que vont faire les Américains et les Anglais. Toute cette affaire est déplorable. Comment O'Donnell ne cherche-t-il pas à plâtrer les choses au plus vite (1)?

Agréez, chère comtesse, l'expression de tous mes tendres et respectueux hommages.

(1) Léopold O'Donnell, duc de Tetouan, premier ministre espagnol.

Paris, lundi 4 juin 1866.

Chère comtesse,

Il me semble que vous me traitez en Chilien. Je garde dans toute cette affaire une stricte neutralité. Si vous avez usé du droit de la guerre à Valparaiso, cela prouve que la guerre a tort. Je trouve que nous avons mieux fait en 1854 à Odessa; nous avons brûlé les bâtiments de guerre, mais nous n'avons pas brûlé une maison de la ville (1).

Nous sommes toujours dans des alternatives d'espérance et de crainte. Aujourd'hui, c'est la peur qui domine. L'Autriche ne se montre plus disposée à accepter la conférence. Ses armements sont terminés : elle a une immense armée et se croit assurée de l'appui des puissances secondaires de l'Allemagne. D'un autre côté, le prince Gortschakof a la goutte et M. de Bismarck ne se soucie pas de quitter son roi. Ce roi de Prusse est comme une montre qui a besoin d'être remontée tous les jours. C'est un bon homme au fond *prodigieusement bête*, qui, s'il n'était pas sans cesse excité par M. de Bismarck, serait plus pacifique que personne (2). Tout cela donne peu de chances pour l'ouverture de la conférence.

Voici ce que j'ai entendu dire à des gens qui viennent de parcourir l'Allemagne. Les Autrichiens sont prêts et remplis de confiance. Les Prussiens n'en manquent pas non plus, mais leurs soldats sont très médiocres et la Landwehr est aussi peu disposée à se battre que peut l'être une honnête garde nationale en tous pays. Il y a en Italie un enthousiasme extraordinaire, mais beaucoup de désordre, et le parti révolutionnaire paraît être aussi puissant que le gouvernement. S'il le devient davantage, il faut s'attendre à bien des sottises. L'Italie a une flotte magnifique avec laquelle elle pourra faire beaucoup, soit en attaquant Venise, Trieste ou la côte de Dalmatie, soit en jetant une armée sur la rive gauche de l'Adige. En dernière analyse, les forces semblent assez exactement partagées et la lutte sera vive. D'ailleurs nulle part il n'y a d'argent : mais la guerre d'Amérique a montré qu'on

(1) En avril 1854, pendant la guerre de Crimée, une escadre franco-anglaise avait bombardé les forts d'Odessa en ménageant la ville.

(2) Ce roi de Prusse était le futur empereur d'Allemagne Guillaume I[er].

peut très bien se tuer sans argent. Pour nous, nous parlons beaucoup de notre neutralité en ce moment et nous sommes à cent lieues du discours d'Auxerre. Je crois que depuis cette ébullition d'impatience, on s'est aperçu qu'on ne devait pas faire les affaires de la révolution et on a mis des sourdines. L'effet, qui a été fort malheureux au premier abord, est passé maintenant, car vous savez qu'en ce pays, il n'y a rien qui dure quinze jours. Vous aurez su sans doute que Bermudez de Castro a voulu occire M. de Goltz à propos d'un souper où il ne s'est pas trouvé assez bien placé. Le général Mellinet a arrangé l'affaire (1).

J'ai vu la duchesse d'Ossuna qui est une assez belle personne, qui a l'air, comme on dit, de porter les culottes. Lady Ashburton, la sœur du duc de Bassano (2), vient de perdre son fils cadet, un grand et bel officier aux gardes, qui est mort presque subitement à Nice. C'est une douleur épouvantable pour cette pauvre femme habituée à être si heureuse. Votre ami Stanhope est aussi malheureux. Aux courses d'Epsom, son fils, qui s'en revenait à cheval avec lui, est tombé sur la tête et s'est tué tout roide. Je suis toujours fort souffrant et le moindre changement de temps me met dans l'état d'un poisson hors de l'eau. Adieu ! chère comtesse, agréez tous mes vœux et l'expression de tous mes tendres et respectueux hommages.

Veuillez me rappeler au souvenir de M^lles^ d'Alvear.

18 juillet 1866.

Chère comtesse,

Mille remerciements de votre lettre qui me rassure sur le sort de votre trop stratégique maison. J'espère que vous aurez maintenant de la tranquillité pour quelque temps, bien que ce dernier changement de Cabinet semble annoncer que le terrain n'est pas encore bien sûr. A vrai dire, personne n'y comprend rien. On suppose que le refus de la Reine de nommer des sénateurs n'est qu'un prétexte et qu'il y a au fond quelque cause plus sérieuse. Quelle chose extraordinaire qu'après cette

(1) Le général Mellinet, qui arrangea ce duel, commandait alors les gardes nationales de la Seine.

(2) Hortense Maret, fille du premier duc de Bassano, mariée à Francis Baring, lord Ashburton.

émeute si formidable (1) et, comme il paraît, si habilement conduite, on ne trouve que des chefs obscurs et des gens qui n'ont été évidemment que des instruments dans la main de quelques grands personnages! (2) Au reste, nous avons eu le même mystère en 1848, et, encore à l'heure qu'il est, on ignore les noms de ceux qui ont soulevé les faubourgs de Paris.

Toujours la même incertitude au sujet des affaires allemandes. Les Prussiens continuent à avoir le vent en poupe et rien ne leur résiste (3). M. de Bismarck est un grand homme que Machiavel admirerait fort. Il a fait ses préparatifs avec un secret prodigieux, et lorsqu'il criait bien haut que les Autrichiens faisaient des préparatifs de guerre, lui était déjà prêt. En outre, la Prusse avait un trésor en réserve, tandis qu'à Vienne on n'avait pas le sou. Cet argent, cette armée toute prête ont fait encore plus que les fusils à aiguille ou les bêtises du général Benedek (4). On ne doute pas ici qu'ils n'aillent à Vienne et n'y dictent la paix aux conditions qu'ils voudront. Les badauds ont pris ici au sérieux la cession de la Vénétie (5). On a mis des drapeaux aux fenêtres, on a fait des illuminations, car on a, à Paris surtout, la peur la plus effroyable de la guerre. Les Autrichiens auraient eu bonne envie de nous engager dans une médiation armée, mais votre gendre n'a pas voulu prendre ce rôle. Il a été prophète, il a donné de bons conseils à tout le monde et maintenant on se mord les doigts de ne pas les avoir suivis. Je crois qu'en Europe cette sagesse sera fort appréciée, mais je crains qu'en France il n'en soit pas de même. Les bourgeois de Paris se sont imaginé que nous allions gagner la Belgique ou les provinces rhénanes sans tirer un coup de fusil et sans dépenser un écu. Thiers et ses amis vont dire que nous avons laissé créer en Allemagne une puissance nouvelle qui va tout dévorer. Pour moi, je crois plus probable que d'ici à longtemps la Prusse aura besoin de repos pour

(1) Le 22 juin une émeute avait éclaté à Madrid, au cours de laquelle Narvaez avait été blessé.

(2) Le cabinet O'Donnell avait été remplacé le 10 juillet par un cabinet Narvaez dans lequel Gonzalez Bravo était ministre de l'Intérieur.

(3) La bataille de Sadowa avait été livrée le 3 juillet.

(4) Commandant en chef de l'armée autrichienne.

(5) Le 4 juillet, la France avait offert sa médiation sur la demande de l'Autriche qui consentait à nous céder la Vénétie en vue d'une autre cession à l'Italie.

digérer ce qu'elle vient de dévorer, et s'il arrive un jour que nous ayons maille à partir avec elle nous aurons avec nous toute l'Allemagne du sud. Il en était ainsi dans les beaux temps de Louis XIV, lorsque l'électeur de Bavière était notre allié naturel contre l'Empire.

Je vais passer quelques jours à Londres et je pars demain. Panizzi ne m'écrit jamais sans me demander de vos nouvelles (1). Le voyage de l'Impératrice est un triomphe continuel (2). Il paraît que les récits des journaux ne disent pas la moitié de l'enthousiasme qu'elle excite partout où elle passe. Je suis charmé qu'on la voie ainsi seule avec son fils, et je suis sûr qu'elle sera non seulement charmante et gracieuse comme toujours, mais encore qu'elle sera politique et habile comme le plus fin diplomate. Adieu ! chère comtesse, je retourne à mes paquets. Veuillez me rappeler au bon souvenir de sœur, neveu et nièce. Je suis, depuis la chaleur, en meilleure santé. J'espère que vous avez un aussi beau temps à Carabanchel. Veuillez agréer tous mes vœux et l'expression de mes tendres et respectueux sentiments.

On craint fort que les volontaires de Garibaldi ne fassent quelque sottise contre Rome, tout au moins qu'ils ne nous y retiennent.

Château de Saint-Cloud, 16 août 1866.

Chère comtesse,

Je suis revenu d'Angleterre, il y a huit jours, sur l'invitation de l'Impératrice et j'ai été aussitôt installé ici, dans une partie de votre ancien appartement. On vit à Saint-Cloud comme à Biarritz, sans la moindre étiquette, et il n'y a personne d'étranger au service de la maison que la duchesse de Malakoff (3) et moi. Ce serait charmant si le temps n'était pas abominable. Il pleut tous les jours et il fait froid comme à la fin d'octobre.

L'Empereur est revenu de Vichy fort souffrant (4). Il

(1) Panizzi était conservateur du British Museum.

(2) L'Impératrice et le Prince impérial étaient allés présider à Nancy, le 15 juillet, les fêtes anniversaires de la réunion de la Lorraine à la France.

(3) La duchesse était veuve du maréchal Pélissier depuis le 22 mai 1864.

(4) L'Empereur, arrivé à Vichy au début d'août, avait été pris de fièvre dès son premier bain. Le docteur Rayer, appelé en hâte, l'avait fait revenir à Saint-Cloud d'urgence et lui avait interdit son déplacement habituel au camp de Châlons.

paraît qu'il a des douleurs rhumatismales et quelquefois de la fièvre. Rien de sérieux pourtant. Tout cela me paraît avoir été provoqué ou développé par des excès de travail, peut-être par la mauvaise humeur que les événements d'Allemagne ont pu lui donner. Il est sensiblement mieux depuis son retour. Hier, il a passé presque toute la soirée au salon, et je lui retrouvai l'expression de visage qu'il a en santé et lorsqu'il est content. Je ne crois pas pourtant qu'il aille au camp de Châlons, et ce serait à mon avis une grande imprudence de sa part. On parle de Biarritz. L'Impératrice m'a fait l'honneur de m'inviter. Viendrez-vous ? Tous ces projets malheureusement sont peut-être subordonnés aux caprices de M. de Bismarck avec lequel il faut compter à présent.

L'accident du Prince impérial, dont sans doute vous avez entendu parler, n'a pas eu de suites. Il se porte très bien, est toujours très actif et un peu diable, au demeurant un bon petit garçon qui apprend bien et est plein d'intelligence. L'Impératrice suit le régime de Bunting pour ne pas engraisser. Je suis auprès d'elle comme le docteur Pedro Recio auprès de Sancho Pança. Je l'empêche de manger des pommes de terre et autres farineux, bien que je ne croie guère à ce système. Cependant Édouard Delessert, qui était menacé de devenir un éléphant, s'en est bien trouvé. Il est resté un petit taureau.

Pour moi, je suis toujours poussif : quelquefois cela est presque insupportable, mais d'ordinaire, cela n'est que gênant. Il faut en prendre son parti et vivre avec son ennemi, quand on ne peut s'en débarrasser.

Mme de Montebello s'est promenée l'autre jour au bois de Boulogne, avec une chienne de chasse non muselée. Les gardes accourent et veulent saisir la délinquante. Elle leur dit avec sa voix si douce et ses jolis yeux : « Ah ! messieurs, mais vous ne savez donc pas que c'est la femme du chien de l'Empereur ? »

Que vous dirai-je de la politique ? C'est la boîte au noir. Jamais je n'ai vu la France si peu guerrière et si poltronne. L'impératrice du Mexique est venue ici et a presque forcé la porte du cabinet de S. M. (1) Je ne pense pas qu'elle ait fait

(1) L'impératrice Charlotte, venue en Europe pour demander des secours, était arrivée à Paris le 9 août, et fut reçue par Napoléon III à Saint-Cloud le 11, après des hésitations. Fille de Léopold Ier de Belgique et de la reine Louise, elle était la petite-fille de Louis-Philippe. Elle était née à Laeken le 7 juin 1840.

ses frais. Maximilien n'a plus le sou et ne sait comment se tirer d'affaire. Il me paraît peu probable qu'on lui donne encore de l'argent ou des hommes. Elle ressemble à Louis-Philippe d'une manière étonnante et, bien qu'elle ait vingt-cinq ans, elle a l'air d'avoir dix ans de plus que votre fille. Le déjeuner m'avertit de finir mon bavardage. Agréez, chère comtesse, tous mes vœux et l'expression de mes tendres et respectueux hommages.

Panizzi me charge de le mettre à vos pieds. Il est en route pour l'Italie.

Biarritz, 5 septembre 1866.

Chère comtesse,

Permettez-moi de recommander à votre bienveillance une jeune artiste d'un rare talent, M^lle^ Lebouys, fille d'un pensionnaire de notre École, mort à Rome il y a peu de temps. Sa fille, à l'âge de dix-huit ans, est une violoniste de premier ordre et une grande musicienne. Je vous serais bien reconnaissant de lui accorder votre protection et de la recommander à des personnes qui puissent lui être utiles. Si la baronesa de Ortega et M^me^ de Lujan daignent encore se souvenir de moi, veuillez leur demander leur appui pour ma protégée. J'adresse la même prière à la comtesse de Nava del Tajo, aux pieds de qui je vous prie de me metttre.

S. M. y el principe siguen sin novedad en su importante salud.

Veuillez agréer, chère comtesse, l'expression de tous mes respectueux hommages.

Biarritz, 21 septembre 1866.

Chère comtesse,

Vous savez par expérience qu'à la Cour, on ne peut jamais faire ce qu'on désire, quand on le désire. Il y a un temps infini que je veux vous écrire, et je ne sais comment il se fait que je n'aie pu encore en venir à bout. L'Empereur est arrivé hier. Il m'a paru un peu pâli, mais assurément mieux que je ne l'avais laissé à Saint-Cloud. Il a encore quelquefois, le soir, des ressentiments de fièvre qui n'ont, dit Corvisart, aucune espèce d'im-

portance. Il espère que le changement d'air fera disparaître cette dernière trace de son indisposition.

Votre petit-fils Carlos (1) est ici, bien faible, mais rien d'alarmant. Pourtant, si cet enfant était à moi, je prendrais un grand parti : je l'enverrais ou je le conduirais à Madère, en Égypte, ou dans l'Inde. C'est de cette manière qu'on guérit radicalement les affections du poumon. M. Fould, qui n'en a qu'un seul, a été guéri en passant dix-huit mois à la mer.

Quant à l'autre petit-fils, il se porte à merveille (2). Nous avons fait l'autre jour une course très longue et assez pénible à la Rhune (3). Il nous a accompagnés à cheval, a été trempé jusqu'aux os, et ne s'est pas enrhumé et n'a pas paru fatigué. L'Impératrice est parfaitement bien. Panizzi, qui dans toutes ses lettres me charge de ses hommages pour vous, a été assez gravement malade. Il a voulu revoir son pays délivré des Autrichiens et, dès son arrivée, il y a attrapé quelque chose comme le choléra. Il est à présent à peu près rétabli et de retour en Angleterre, d'où il prétend qu'il ne bougera plus.

Après ce bulletin général, il faut que je vous donne aussi le mien, qui est assez bon. L'air de la mer me fait du bien et je me trouve plus à mon aise que je n'étais à Londres ou à Paris. Vous me faites venir l'eau à la bouche en me parlant de Carabanchel et de Madrid, mais je ne me sens pas assez fort pour tenter le voyage et d'ailleurs, j'ai maintes petites affaires que je dois terminer à Paris, avant d'aller hiverner à Cannes. On fait une publication nouvelle des lettres de V. Jacquemont (4) et c'est moi qui revois les épreuves. Je suis presque le seul de ses contemporains qui soit encore de ce monde et il n'y a que moi qui puisse faire les notes explicatives, ou marquer ce qui doit être conservé ou ce qui doit être supprimé dans ses lettres.

Il y a ici un assez grand nombre d'Espagnols, entre autres la duchesse de Frias, qui a des façons de reine, la grande-duchesse Marie et son fils, le grand-duc de Leuchtenberg, qui est un beau jeune homme très élégant, mais j'ai découvert

(1) Le futur seizième duc d'Albe, fils de la sœur aînée de l'impératrice Eugénie. Il était né à Madrid le 4 décembre 1849.

(2 Le Prince impérial.

(3) Contrefort des Pyrénées qui domine Saint-Jean-de-Luz.

(4) Le célèbre voyageur et botaniste, Victor Jacquemont, était mort à Bombay en 1832. Sa *Correspondance* avait paru pour la première fois en 1834.

qu'il avait de petites tendances très socialistes (1). Les rois s'entendent avec les démagogues pour démolir l'institution. Vous savez que je suis dans le lieu où l'on ne comprend rien à la politique et où l'on apprend les nouvelles par les journaux de Paris. Je ne puis donc vous en donner. Seulement, il me semble qu'on est très pacifique. Malheureusement, la question d'Orient mûrit, et ce n'est pas une petite affaire que d'arranger l'Orient, lorsque l'Occident vient d'être si terriblement ébranlé.

Adieu, chère comtesse, agréez l'expression de tous mes vœux et de mes tendres et respectueux hommages.

Biarritz, 3 octobre 1866.

Chère comtesse,

Je ne veux pas laisser partir votre petit-fils, que nous vous rendons en assez bon état, comme vous trouverez, sans vous donner signe de vie et vous faire part des nouvelles de ce pays. Le temps continue à être des plus maussades et, lorsqu'il ne pleut pas, les nuages sont menaçants. Les inondations (2), à ce qu'on prétend, seront moins funestes qu'on ne l'avait cru à la première alarme et, quoique les dégâts soient considérables, on espère qu'ils ne seront pas comparables à ceux de 1856. Il semble qu'une espèce de fatalité ramène tous les dix ans une inondation. Celle-ci est d'autant plus extraordinaire qu'elle est venue dans une saison où les rivières sont basses et qu'il n'y a pas eu de fonte de neiges, comme c'est le cas ordinaire. Le Cher n'a pas débordé en même temps que la Loire, ce qui a rendu la catastrophe moins grave. Si cela était arrivé, toute la Touraine était sous l'eau.

M. Fould est venu passer deux jours ici. Il ne paraît pas mécontent des affaires et il espère *avec de l'économie* faire face à tous les besoins. Il est vrai que l'économie est chose assez rare parmi nous.

L'Empereur est beaucoup mieux. Il a de temps en temps

(1) La grande duchesse Marie Nicolaevna, fille de Nicolas Ier, avait épousé Maximilien, fils du prince Eugène; son fils Maximilianovitch, duc de Leuchtenberg, était né à Saint-Pétersbourg le 4 août 1843.

(2) Elles sévirent dans tout le centre, dans l'ouest et le sud-ouest de la France et dans la région de l'Oise.

de petites reprises de douleurs qui n'ont rien de grave ni de dangereux, mais il est difficile de lui faire suivre un régime, ce qui le tirerait d'affaire en fort peu de temps. On nous parle de la venue prochaine de M. de La Valette (1) qui, probablement, visite en ce moment les départements inondés. Le Prince impérial a été un peu enrhumé. Aujourd'hui il est à peu près guéri.

J'ai recommandé à la duchesse de Malakoff de vous empêcher de demeurer trop tard à Carabanchel, ce qui vous coûte à peu près tous les ans un gros rhume (2). En revanche, prêchez-la pour qu'elle ne gâte pas trop sa fille qui est charmante, mais qui gouverne sa mère aussi tyranniquement que possible. Je crains qu'à vous deux vous n'ayez pas le courage de vous insurger contre la petite despote. A propos d'insurrection, je vous félicite de n'avoir pas eu celle qu'on annonçait. Je crois que les messieurs les progressistes ont été *escarmentados* l'année passée et qu'ils ont besoin d'un peu de temps pour reprendre des forces. On dit que Narvaez se crôit sûr de l'armée. C'est le grand point. S'il trouve quelque remède aux finances, tout ira bien. Adieu ! chère comtesse, à un rhume près, je suis assez bien. Mais vous connaissez nos habitudes, nous passons notre vie dans une serre et quand on ouvre une porte, tout le monde est enrhumé.

Mille tendres et respectueux hommages.

Cannes, 20 novembre 1866.

Chère comtesse,

Je suis charmé d'apprendre que vous êtes rentrée à Madrid plus tôt qu'à votre ordinaire. Vous savez mes craintes sur les fraîcheurs de Carabanchel; je leur attribue tous les rhumes que vous avez eus. J'en ai apporté un bien gros ici, mais le temps vraiment merveilleux qu'il a fait depuis mon arrivée m'a remis à peu près bien : c'est-à-dire que je respire assez tolérablement pour quelqu'un qui n'en fait pas son état. J'ai reçu hier de Compiègne de bonnes nouvelles. Je ne crois pas qu'on s'y amuse fort : ce sont des ministres, des maréchaux, des ambassadeurs, tous gens qui ne sont jamais très portés à la

(1) Le marquis de La Valette était alors ministre de l'Intérieur.

(2) La maréchale Pélissier était née Maria-Isabel de Valeta et était apparentée à M. de Montijo. Elle se trouvait en Espagne avec sa fille, Louise de Malakoff.

gaieté. Je pense que les autres séries seront moins sérieuses.

Mme Fould a eu un anthrax : c'est toujours une très mauvaise affaire, mais particulièrement pour une personne de son âge. Cependant, on la dit hors d'affaire à présent. Son mari en a été très affecté et a quitté Compiègne, où il était.

Vous connaissez sûrement lord Ashburton, le mari de la sœur du duc de Bassano. Il est devenu fou, fou de chagrin, à ce qu'il paraît, de la mort de son second fils. C'était un charmant garçon, le portrait de sa mère, qui, ayant de la fortune, une figure qui en dispensait et une excellente position dans le monde, s'était détruit la santé à vingt-six ans à force de boire. Il n'y a que les Anglais pour avoir des inventions comme cela. Son père, après l'avoir saboulé comme il le méritait, l'avait envoyé en Égypte, où, bien que le pays soit musulman, le vin et l'eau-de-vie pénètrent. Il s'y est trouvé plus mal qu'il n'était et est venu mourir à Nice, le printemps passé.

Il me semble que D. Ramon fait merveille (1). Lorsque j'étais à Biarritz, on nous annonçait un *pronunciamiento* sans faute, pour le lundi de chaque semaine. Il n'y en a pas eu et on n'en parle plus maintenant. Je crois que les progressistes de tous les pays sont des gens prudents et qui craignent les coups.

On m'assure de très bonne source que M. de Bismarck est toujours assez malade, plus que malade, gravement atteint et, comme Cavour, frappé au milieu de ses triomphes. Il lui avait fallu des efforts surhumains pour persuader à son Roi, qui est bête, bigot et très entiché des anciennes idées de la Sainte-Alliance, que la Providence exigeait qu'il procédât à l'unification de l'Allemagne. Le succès a si bien persuadé au Roi qu'il était l'élu de la Providence, qu'il a maintenant des idées d'annexion un peu trop vives et M. de Bismarck est nécessaire à présent pour le retenir. On croit que, s'il vient à manquer, ce peut être un grand danger pour la paix, dont tout le monde a besoin.

M. de Sartiges (2), Odo Russell (3) et les Italiens que je connais sont d'accord pour dire que le Pape demeurera à Rome après le départ de notre corps d'armée (4). Je crois que Rica-

(1) Narvaez.
(2) Ambassadeur de France auprès du Saint-Siège.
(3) Représentant diplomatique de l'Angleterre auprès du Saint-Siège.
(4) La division Montebello quitta Rome au début de décembre 1866.

soli (1) lui-même ne désire pas autre chose, mais notre clergé, dont vous connaissez l'esprit, envoie d'ici les plus détestables conseils au Pape. De son côté, Mazzini et consorts en donnent de non moins mauvais, ce qui rend la situation peu rassurante. Si la première semaine se passe tranquillement, il est à présumer que les choses n'iront pas mal, mais avec des têtes inflammables comme celles des Italiens, une catastrophe peut arriver à propos de bottes. Adieu, chère comtesse. Je vous souhaite santé, joie, et un temps comme celui de Cannes. J'ai été assez bête pour dormir la nuit du 13/14 où le ciel a donné, dit-on, un merveilleux feu d'artifice. Je compte être plus éveillé pour la seconde représentation, dans trente-trois ans.

Veuillez agréer, chère comtesse, tous mes vœux et mes tendres et respectueux hommages.

Cannes (Alpes-Maritimes), 21 décembre 1866.

Chère comtesse,

J'ai reçu avec bien du plaisir votre dernière lettre qui me donne de bonnes nouvelles de votre santé. La mienne est des plus médiocres. Je suis toujours très embarrassé pour respirer, malgré le beau temps et le soleil, et le plus magnifique climat du monde. Que deviendrai-je le jour où je serai obligé de passer un hiver dans le Nord?

L'annonce du voyage de l'Impératrice à Rome, dont il avait été déjà question à Biarritz, m'a fait beaucoup de peine, car je ne crois pas qu'elle pût faire rien qui lui fût plus nuisible personnellement (2). Il me semble qu'en ce moment il y a un temps d'arrêt, et c'est une nouvelle preuve de la vérité du proverbe : *Entre dicho y hecho.* Je viens de causer cinq minutes à la gare de Cannes avec le général Fleury (3) qui revient d'Italie et qui m'a assuré qu'il n'y avait encore rien de décidé. Je crois que l'inconcevable discours du Pape au général de Montebello a dû produire son effet sur l'Impératrice et lui montrer les

(1) Ministre de l'Intérieur et président du Conseil de Victor-Emmanuel.

(2) L'Impératrice eut en effet l'idée de se rendre à Rome, mais tous les ministres furent d'accord pour la détourner de ce projet.

(3) Le général Fleury était alors grand écuyer de l'Empereur. Il venait d'être envoyé à Florence pour l'exécution de la Convention du 15 septembre 1864, qui prévoyait l'évacuation du territoire pontifical par les troupes françaises dans un délai de deux ans.

dangers ou du moins les difficultés d'une affaire dont elle n'a encore aperçu que le côté chevaleresque (1). Fleury, d'ailleurs, est très content des Italiens et de Ricasoli en particulier qu'on représentait comme le pire de tous. Le discours de Victor-Emmanuel (2) est aussi bon qu'on aurait pu le désirer et il paraît que, de ce côté, il y a le plus grand désir d'un accommodement. Malgré le grand nombre de mazziniens et de garibaldiens qui sont à Rome, on espère qu'il n'y aura pas de tapage. Les ordres du côté de l'Italie sont très positifs de s'opposer à tout mouvement. Maintenant, il faut penser aux détestables conseils que donne notre clergé et à toutes les folies qu'il peut suggérer à une petite cour qui n'a jamais brillé par le bon sens ni par la connaissance des hommes et du temps. A ce propos, dites-moi pourquoi l'ambassadeur d'Espagne a jugé à propos d'illuminer le jour où le dernier détachement français a quitté Rome. Cela a semblé fort étrange à tout le monde.

Je vois avec grand plaisir que le voyage de la reine s'est bien passé (3). J'étais un peu inquiet de savoir Narvaez si loin de Madrid. Il est vrai que l'hiver n'est pas la saison des *pronunciamientos*. Il faut, comme pour les courses de taureaux, un certain degré de température propre à échauffer les cervelles.

Il y a un déchaînement général de la presse contre le nouveau système de recrutement militaire (4). Après avoir jeté feu et flamme contre l'imprévoyance du gouvernement qui laisse la France sans défense, l'opposition réunit tous ses efforts pour qu'on ne prenne aucune mesure. Cette loi sera une des difficultés de la session qui en a déjà un si grand nombre. M. Fould m'écrit que l'état de nos finances est des plus satisfaisants et qu'on ne fera pas d'emprunt. Je compte beaucoup sur l'Exposition universelle pour faire une diversion utile aux préoccupations politiques. On s'attend à une inondation d'étrangers,

(1) Le général de Montebello, qui commandait les troupes françaises, avait pris congé du Pape le 6 décembre. Dans sa harangue, Pie IX avait témoigné plus de tristesse que de reconnaissance.

(2) A l'ouverture du Parlement italien, 15 décembre 1866.

(3) Le 12 décembre, la reine Isabelle était partie de Madrid pour rendre visite à la Cour de Portugal.

(4) Le 12 décembre, une note du *Moniteur* avait exposé les vues du gouvernement pour une réforme de l'armée, qui devait être portée à 800 000 hommes, avec service de six ans.

et, pour ma part, j'en suis si effrayé que je songe à me sauver quelque part pour ne pas être envahi.

Adieu ! chère Comtesse, soignez-vous, portez-vous bien ! Je vous souhaite une bonne fin d'année et vous prie d'agréer l'expression de tous mes tendres et respectueux hommages.

Cannes, 6 janvier 1867.

Chère comtesse,

J'espère que vous avez bien fini l'année 1866 et bien commencé l'année 1867. On parle de grands *routs* chez vous, j'en conclus que vous vous portez bien. J'aurais bien envie de dire à D. Ramon ce que Catherine de Médicis disait à Henri III : « Voilà qui est bien coupé, à présent il faut coudre. » Pour nous autres au nord des Pyrénées, le coup d'État est inexplicable (1). Et d'abord le pourquoi nous échappe. Il semble que le public de Madrid a pris la chose assez en douceur, du moins si j'en crois l'adresse de la municipalité. Mais nous savons ce que valent ces adresses, comment elles se font et comment elles se votent. L'important, c'est qu'il n'y a pas eu de tapage à Madrid et probablement il n'y en aura pas davantage dans les provinces. Si l'armée est fidèle, je pense que le pays restera tranquille. On dit que vous avez un bon ministre des Finances, c'est le grand point. Quelques années d'économie et de despotisme éclairé font souvent grand bien.

Chez nous, les choses ne vont pas trop mal, bien que l'opposition fasse feu des quatre pieds. La question du Mexique est si vieille qu'elle ennuie tout le monde, et le gouvernement s'excuse en rapatriant les troupes de l'expédition et en disant : « Je cède aux vœux du pays, vous me faites manquer de très beaux résultats (2). » La loi sur la réorganisation de l'armée a été tellement modifiée qu'elle ne rencontrera probablement pas beaucoup de contradicteurs (3). Rien de plus triste d'ailleurs que la frayeur causée par le nouveau système. Un moment, il a été question d'adopter le système prussien, où tout homme

(1) Le 29 décembre, Narvaez avait fait arrêter le président des Cortes et plusieurs hommes politiques. Le 30, il avait fait signer le décret de dissolution des Cortes.

(2) Les dernières troupes françaises quitteront le Mexique le 14 février 1867.

(3) Notamment, le Conseil d'État avait réduit la durée du service de six à cinq ans et supprimé la réserve du premier ban.

est obligé d'être soldat sans pouvoir se faire remplacer. Pour un pays démocratique comme le nôtre cela semble très juste, et probablement, si la loi sur la conscription n'était pas si ancienne et si passée dans les mœurs, l'opposition jetterait de beaux cris, s'il s'agissait d'établir que les gens qui ont de l'argent sont dispensés de se faire casser les bras pour la patrie. A présent, au contraire, on a crié beaucoup contre le projet qui supprimait le remplacement pour la réserve. La France a été si bien travaillée par les Bourbons et par Louis-Philippe que sa vertu guerrière est ébranlée. L'amour du bien-être et la peur des coups ont remplacé l'amour de la gloire et le mépris du danger qui étaient à la mode sous le premier Napoléon. Au fond, cela est fort triste. Nous ne serons jamais un peuple commercial et industriel comme les Anglais et les Américains et j'ai grand peur que nous ne donnions à nos voisins une si mauvaise idée de notre courage, qu'ils ne nous cherchent querelle. Vous savez qu'on n'en cherche jamais aux gens qui se battent volontiers.

M. Fould m'écrit souvent. Il est très content de la manière dont les contributions rentrent au Trésor. Malgré tous les désastres et les imprévus de l'année passée, il reçoit près de cinquante millions en sus des prévisions du budget. On pense que l'Exposition de cette année attirera chez nous beaucoup d'argent. Il paraît que les travaux marchent rapidement et qu'on sera prêt pour l'époque indiquée. Viendrez-vous voir cela, chère comtesse?

Je suis toujours poussif, tantôt plus, tantôt moins, selon le temps qu'il fait. Et comme ici la saison est magnifique, je suis en somme assez bien.

Adieu! chère comtesse, veuillez agréer tous mes vœux et l'expression de mes tendres et respectueux hommages.

Cannes, 24 janvier 1867.

Chère comtesse,

J'ai reçu hier votre bonne lettre et je suis bien heureux d'apprendre que vous avez échappé aux rhumes. J'espère que l'hiver tire à sa fin et que ces affreuses neiges sont les adieux qu'il nous fait. Nous n'avons eu ici de la neige que ses conséquences : pendant trois jours les courriers n'ont pu passer.

Toute la vallée du Rhône était envahie et dans quelques endroits la neige s'élevait plus haut que le toit des voitures. Par-dessus le marché les fils du télégraphe étaient cassés, en sorte que nous étions absolument séparés du monde.

Ce pauvre Cousin est mort de la manière la plus imprévue (1). Il avait été la veille gai et causant à son ordinaire. Le matin même il semblait en parfaite santé. Après avoir déjeuné, il a dit qu'il se sentait pris d'une grande envie de dormir. Il s'est assoupi sur son canapé et ne s'est pas réveillé. Le corps a été encore près de quinze heures à mourir, mais la connaissance n'est pas revenue et il n'a pas même ouvert les yeux. C'était un horrible spectacle à voir que ce corps dont s'échappaient des râlements inarticulés, tandis que la figure avait conservé le plus grand calme. C'était les derniers efforts d'un agonisant avec le sommeil d'un enfant. La placidité inconcevable de tous ses traits me fait croire qu'il n'a pas souffert et que la congestion cérébrale l'a frappé comme un coup de foudre. J'ai mandé sa mort à l'Impératrice qui l'aimait et elle m'a écrit une lettre bien sympathique à cette occasion.

Vous vous étonnez sans doute des changements qui viennent d'avoir lieu (2). Je ne les comprends pas trop, étant trop loin de la scène pour bien juger les acteurs. Je regrette les concessions faites au parlementarisme qui les trouve trop faibles, n'en sait aucun gré à l'Empereur, mais qui en profitera pour lui faire tout le mal possible (3). Je regrette aussi la retraite de M. Fould, qui avait mis les finances dans un très bon ordre, et qui inspirait de la confiance, non seulement aux gros banquiers, mais même aux petits rentiers. Il a pris son congé très dignement sans mauvaise humeur, et dans une lettre qu'il m'écrit il se loue de la façon dont l'Empereur s'est séparé de lui. Quelque biais qu'on ait pris, c'est un grand pas fait vers le gouvernement parlementaire. M. Rouher est premier ministre et responsable. C'est un très habile homme, mais il aura une rude besogne cette année. La Chambre, qui sent approcher le terme de son mandat, sera d'autant plus difficile à manier que chaque député

(1) Victor Cousin mourut à Cannes, le 14 janvier 1847.

(2) Le 19 janvier 1867, l'Empereur avait adressé au ministre d'État une lettre et un décret promettant et accordant des réformes libérales. En même temps, plusieurs ministres étaient changés; M. Rouher, notamment, remplaça M. Fould aux Finances en conservant le ministère d'État.

(3) Le décret avait rendu le droit d'interpellation aux députés et aux sénateurs.

croit nécessaire de faire un peu d'opposition pour s'assurer ses électeurs. On parle beaucoup d'un grand emprunt et la retraite de M. Fould qu'on y savait très opposé rend la chose assez probable. On m'écrit de Paris qu'on attribue ce changement au mari de la *jardinière*, qui aurait été poussé par M. Thiers (1). Je n'en crois pas un mot et, lorsque j'ai quitté Paris, ni la jardinière ni lui n'avaient plus le moindre crédit.

J'ai bien peur que le pauvre Calderon n'ait qu'un court répit (2). Une première attaque est presque toujours suivie d'autres plus fortes, à moins d'un régime très sévère que je le crois incapable de suivre. Je ne vais pas plus mal, mais je suis loin d'être bien, le plus petit froid m'abat tout à fait et m'oppresse de la manière la plus pénible. Heureusement, nous continuons à avoir un temps assez doux.

Adieu ! chère comtesse, veuillez agréer l'expression de tous mes tendres et respectueux hommages.

Cannes, 8 février 1867.

Chère comtesse,

J'espère que vous commencez à sentir les premières visites du printemps. Ici nous avons les amandiers en fleurs, et, pour beaucoup de gens, le soleil est déjà trop chaud. Panizzi est venu me voir. J'essaie de lui faire faire de l'exercice, mais il est rebelle, bien que je lui prédise qu'il finira comme Cousin. Je voudrais que vous fussiez ici avec votre activité pour l'obliger à marcher et à se donner du mouvement.

Malgré l'ouverture prochaine de la session (3), je ne me dispose pas encore à reprendre le chemin de Paris. D'un côté, je suis toujours assez souffreteux et je ne puis me débarrasser d'un rhume qui accroît beaucoup mon oppression habituelle. D'un autre côté, les affaires vont d'une façon qui ne me réjouit pas trop et je n'ai guère envie d'y prendre ma toute petite part. On dit qu'on va augmenter nos privilèges, dont je me soucie peu, et rendre nos séances publiques, ce qui ne

(1) Une phrase de Mérimée, que l'on lira plus loin, autorise à croire qu'il est fait ici allusion au comte Walewski, président du Corps législatif, et à sa seconde femme, née de Ricci.

(2) Le littérateur espagnol Sérafin-Étienne Calderon devait mourir le 10 février.

(3) Elle eut lieu le 14 février.

les fera pas plus intéressantes. L'opposition, tout en criant très haut qu'en supprimant l'adresse et en la remplaçant par les interpellations, on prend tout et qu'on ne rend rien, est cependant ravie du changement et ne manquera pas d'en profiter. Rien de plus commode que d'accepter les présents qu'on vous fait en se dispensant d'en avoir de la reconnaissance. Hier au soir, on m'écrivait de Paris, qu'Émile Ollivier avait de grandes chances d'être appelé au ministère de l'Intérieur, où il faut un orateur, et M. de La Valette craint la tribune (1). Il passerait au ministère d'État où il n'y a pas grand chose à faire et où la Chambre n'a guère d'occasions de s'immiscer. Si la chose a lieu, c'est un très grand pas vers la gauche. Je suis fort effrayé de tous ces changements. A mon avis, nous avons autant de liberté que nous en pouvons supporter et tout ce qu'on y ajoutera risque fort de ne produire que du désordre. Je me rappelle deux vers d'un vieux *cancionero* qui s'appliquent parfaitement à nos hommes politiques :

Quien mas puede mas face non de bien mas de mal.
Quien mas tiene mas quiere morra por ganal.

Nous attendons ici M. Fould la semaine prochaine; il m'avait écrit pour me proposer d'aller avec lui en Algérie, mais je suis trop poussif pour entreprendre ce voyage et je crois que lui-même y a renoncé. Il se pourrait, d'ailleurs, qu'au commencement de la session, on jetât des pierres dans son jardin et il est bon qu'il puisse répondre. Il semble que tout soit chez vous parfaitement tranquille. Je m'en réjouis fort. J'ai toujours eu assez de confiance dans Narvaez. Le malheur est qu'il ne soit pas plus jeune. Lorsque vous le verrez, dites-lui que je suis un de ses admirateurs. Adieu ! chère comtesse. Agréez l'expression de tous mes tendres et respectueux hommages.

Cannes, 16 février 1867.

Chère comtesse,

Hier, en ouvrant un journal, j'ai appris la mort de ce pauvre Calderon, du moins, je ne suppose pas qu'il s'agisse d'un autre que lui. Serafin n'est pas un prénom très commun et le journal

(1) M. de La Valette ne quitta que le 13 novembre 1867 le ministère de l'Intérieur où il fut remplacé par M. Pinard.

ajoute « littérateur distingué ». Votre dernière lettre, d'ailleurs, me préparait à cette mauvaise nouvelle. Si vous avez quelques détails à me donner, vous m'obligerez en me les communiquant. Veuillez également me dire ce que deviennent ses enfants. Sa fille, à ce que je crois, était à Malaga chez des parents très proches et les deux garçons avaient des places. Je ne sais s'il a laissé quelque fortune. Il avait une bibliothèque qui pouvait avoir quelque valeur, mais elle était dans un désordre abominable et il sera difficile d'en tirer parti, si les enfants ne sont pas en état d'y distinguer les livres rares du fatras. Cette mort m'a fait beaucoup de peine. C'était un si bon garçon et qui avait tant de plaisir à vivre !

Vous avez lu le discours d'ouverture des Chambres (1). On m'écrit de Paris qu'il a produit bon effet. Il me paraît très habile, considérant la difficulté de la situation surtout, qui est très grande. La partie faible est celle qui a rapport aux Finances, où on promet à peu près l'impossible, c'est-à-dire un dégrèvement d'impôts, tout en augmentant notre état militaire et en complétant les travaux de routes et de chemins de fer. Les deux résultats sont incompatibles, à moins d'un emprunt, et un emprunt est précisément ce qu'on craint le plus. L'affaire de la circulaire du directeur des Postes fait beaucoup de bruit et très mauvais effet (2). En vérité, la circulaire du Comte de Chambord ne valait pas la peine qu'on a prise pour la supprimer. Le Comte de Chambord et la légitimité n'ont pas la moindre chance de succès en France, et il est très malheureux que le gouvernement ne songe pas assez au danger qui le menace de la part d'un autre parti très fort, très énergique et très puissant qui est le parti républicain, dont toutes les autres factions font les affaires. Je pense rester ici au moins jusqu'à la fin du mois. Panizzi est venu me voir. Il me charge de le rappeler à votre souvenir. Les hivers de Londres lui ont donné des rhumatismes et il me semble que le changement de climat depuis quinze jours lui a fait du bien (3).

(1) Discours de l'Empereur du 14 février.

(2) Le comte Vandal, alors directeur des Postes et père de l'académicien, avait adressé, le 24 janvier, à tous les receveurs des Postes, une circulaire leur enjoignant de surveiller toutes les correspondances privées, afin de découvrir et d'expédier au ministère les exemplaires d'un manifeste du Comte de Chambord.

(3) Panizzi venait de prendre sa retraite comme conservateur au British Museum.

Adieu ! chère comtesse. Je suis pour moi assez bien portant depuis quelques jours. J'espère que vos fêtes, dont les journaux me font le récit, ne vous ont pas trop fatiguée. Veuillez agréer l'expression de tous mes tendres et respectueux hommages.

Cannes, 8 mars 1867.

Chère comtesse,

Je suis toujours ici et très peu pressé d'en partir. Je suis toujours souffrant et respirant très mal. D'après ce qu'on me dit du temps qu'il fait à Paris, je crois que c'est encore ici que je suis le mieux, ou pour parler plus exactement le moins mal. Avant-hier, un autre de mes amis est mort ici, non point foudroyé comme Cousin, mais à la suite d'une longue et douloureuse maladie. Il était seul ici avec sa femme et deux petites filles. Toutes ces morts qui se succèdent si rapidement me mettent du noir dans l'âme.

M. Fould est venu passer une dizaine de jours à Cannes. Il est très bien, mieux que lorsqu'il avait son portefeuille. Il parle de sa disgrâce en très bons termes, sans la moindre amertume, ou s'il en a un peu, c'est à cause de la façon dont il a été remercié, qui n'était peut-être pas celle que devait attendre un ancien serviteur comme lui (1). Il est d'ailleurs moins inquiet de la situation que la plupart des gens que je vois et, pour lui, l'avenir ne se présente pas plus sombre qu'avant sa retraite. Il se loue beaucoup de l'Impératrice à laquelle il supposait une certaine aversion à son égard. Au contraire, elle lui a montré dans les derniers arrangements la plus grande bienveillance et il y a été très sensible. Grâce à la bêtise de l'opposition, les premières interpellations n'ont pas été aussi mauvaises qu'on aurait pu le craindre. M. Jules Favre, en prenant le ton de 1848, a donné un avertissement à la majorité et lui a fait voir la nécessité de ne pas se désunir (2).

Je crains le discours de Thiers sur les affaires d'Allemagne, surtout s'il y apporte un peu de modération, non pas qu'à mon avis le gouvernement ait rien à se reprocher dans l'affaire (3),

(1) L'Empereur avait demandé une démission collective à tous ses ministres, mais, en fait, quatre seulement avaient été changés.

(2) Séance du 26 février, au cours d'une interpellation sur la suppression de l'adresse.

(3) M. Thiers interpella le 14 mars sur nos relations avec l'Allemagne et l'Italie.

son seul tort est d'avoir fait trop de bruit de sa médiation et d'avoir fait croire pendant vingt-quatre heures aux bourgeois de Paris que nous faisions la loi en Europe. Nous ne nous sommes pas mêlés des querelles des Allemands entre eux, et nous avons bien fait, mais nous n'avons pas trop bonne grâce à dire que M. de Bismarck s'est arrêté parce que nous lui avons dit de ne pas passer le Danube. Il y a, je crois, dans toute cette affaire, beaucoup de la faute de M. Drouyn de Lhuys (1), mais malheureusement il n'est pas l'éditeur responsable. Le grand mal des interpellations est dans le goût qu'a la Chambre pour la faconde oratoire. Jamais elle ne se refusera le plaisir d'entendre M. Thiers ou même J. Favre. Avant tout elle aime à s'amuser. Une interpellation attire beaucoup de belles dames dans les tribunes comme une première représentation et les députés éprouvent la même satisfaction qu'une maîtresse de maison lorsque la fête qu'elle donne réussit et que ses salons sont pleins. Nous sommes, au fond, le peuple le moins propre au gouvernement constitutionnel et au *self-government*. Ce qu'il nous faut, ce sont des orateurs habiles qui amusent, dussent-ils envoyer le pays à tous les diables.

Je suppose que vous avez vu déjà M. Frémy à son retour d'Afrique (2). Il a, comme moi, peu de goût pour l'eau salée, et je pense qu'il reviendra par l'Espagne, afin d'avoir le moins longtemps possible affaire à la Méditerranée. Si je n'étais pas si patraque, j'aurais beaucoup aimé à faire cette petite tournée avec lui. On dit qu'il n'est pas trop content des derniers changements et qu'il espérait y gagner un portefeuille. A sa place, j'aimerais bien mieux me borner à gagner beaucoup d'argent comme il fait. On me dit qu'il emmène avec lui un littérateur. Est-ce qu'il veut publier ses impressions de voyage?

Savez-vous ce que devient la bibliothèque du pauvre Serafin Calderon? Ses enfants la conservent-ils, ou bien vont-ils la vendre? Si on en publiait un catalogue, je vous serais bien obligé d'en faire demander un exemplaire pour moi. Adieu! chère comtesse, veuillez me rappeler au souvenir de nièce et neveu et agréer l'expression de tous mes tendres et respectueux hommages.

(1) Drouyn de Lhuys avait été ministre des Affaires étrangères du 15 octobre 1862 au 1er décembre 1866.

(2) Louis Frémy, député de l'Yonne, gouverneur du Crédit foncier.

Paris, 6 avril 1867.

Chère comtesse,

Me voici à Paris depuis deux jours, et le temps d'hiver que j'y trouve me montre que j'aurais dû demeurer encore quelques semaines à Cannes. L'Impératrice a un de ces enrouements que vous lui connaissez, et je n'ai pas encore eu l'honneur de lui présenter mes hommages. Le prince va de mieux en mieux (1). La princesse Mathilde, que j'ai vue hier, m'a dit que l'affaire n'avait jamais été bien sérieuse, et je suppose que Nélaton a été bien aise de *ponderar* un peu. J'espère que vous avez eu des bulletins suivis, et que vous n'avez pas eu d'inquiétude.

Je ne vois ici que des mines allongées, et des gens mourant de peur sans pouvoir dire pourquoi. C'est précisément parce que personne n'a une idée bien nette du danger, que tout le monde s'effraie. M. de Bismarck est passé à l'état de *coco* ou de croquemitaine. On pèse et repèse chacune de ses paroles, et on s'imagine qu'il a grande envie de nous avaler. Je nous crois encore un morceau assez difficile, pour ne pas craindre de sa part quelque violente provocation. Mais il me semble que nous jouons un peu avec le feu, lorsque, pour un mince profit, nous risquons une chance de guerre. Si vous voyiez la division de ce pauvre pays, son manque de patriotisme, son amour de l'argent et du bien-être, vous ne reconnaîtriez pas les Français d'autrefois, et vous redouteriez pour eux une guerre, même contre un ennemi inférieur en forces. Il paraît à peu près certain que la loi sur la réorganisation de l'armée, ou sera rejetée par le Corps législatif, ou bien tellement amendée, tronquée et mutilée qu'elle sera sans effet. La majorité est de mauvaise humeur. Le discours de Thiers contre lequel elle a voté lui a plu au fond, plus que le discours de M. Rouher, parce que la Chambre est bourgeoise et arriérée (2). Ajoutez à cela qu'elle est très riche. C'est la plus riche qu'on ait vue depuis longtemps, et par conséquent, elle a une peur horrible des

(1) Le Prince impérial venait d'être opéré par le docteur Nélaton d'un abcès à la hanche.

(2) L'interpellation Thiers s'était terminée par l'ordre du jour gouvernemental voté par 219 voix contre 44.

aventures. La nomination du mari de la jardinière ne l'avait pas peu irritée, et son départ l'a irritée encore (1). Il est vrai que tout cela a été bien légèrement mené. Qu'on se trompe une fois sur un homme, c'est déjà une faute, surtout quand on l'a pratiqué, mais la seconde fois on se fâche. Si on avait le courage de s'amuser du côté comique de tout cela, quelle nouvelle journée des dupes ! C'est le mari de la jardinière qui a conseillé et préparé le changement. Il est un des premiers renversé par la mine qu'il a creusée. Malheureusement, les effets en sont sentis par bien d'autres, et le premier et le plus triste a été de décourager et de diviser la majorité. Il n'y a pas maintenant un député qui ne veuille faire acte d'opposition pour être bienvenu de ses électeurs. On parle de crise financière et entre autres on dit que les Péreire sont très menacés. Si l'Exposition universelle réussit, peut-être fera-t-elle une diversion à l'inquiétude, et au malaise général. Il y a déjà beaucoup d'étrangers à Paris, mais je crains que l'avidité des maîtres d'hôtels et des boutiquiers n'arrête les visiteurs. J'ai passé le mois dernier dans ma chambre, presque dans mon lit, toujours souffrant. Le voyage m'a très fatigué, et je suis tout à fait patraque. Je sens que je m'affaiblis tous les jours. Léon de Laborde, le frère de Valentine, est aussi malade (2). Il est parti pour Venise, et je crains qu'il n'en revienne pas. On le dit attaqué d'une affection de la moelle épinière. Adieu ! chère comtesse. Hidalgo, que j'ai vu à Cannes, me dit que vous vous portez à merveille. Tâchez de venir nous voir. Agréez, chère comtesse, l'expression de tous mes tendres et respectueux hommages.

Paris, 11 mai 1867.

Chère comtesse,

Je vous écris de mon lit, où je suis depuis une huitaine de jours. Malgré un temps magnifique, j'ai la grippe, ce qui redouble mes oppressions et m'abat complètement. Il y a long-

(1) Le comte Walewski, président du Corps législatif depuis 1865, avait donné sa démission le 29 mars 1867. Il avait été, de 1855 à 1860, ministre des Affaires étrangères.

(2) Le marquis Léon de Laborde, directeur général des Archives de l'Empire et sénateur, ne mourut qu'en 1869. Sa sœur Valentine avait épousé Gabriel Delessert, qui fut préfet de Police.

temps que j'ai un régime d'anachorète. Je ne sors plus le soir, je ne dîne jamais en ville, je fuis le monde absolument, mais rien ne me réussit et tous les jours je suis plus souffrant.

J'ai vu Morillo qui m'a donné de bonnes nouvelles de votre santé. Je suppose que Carabanchel doit être à présent dans toute sa beauté. Je voudrais bien essayer d'y respirer sous vos grands arbres, mais je crains bien qu'il n'y ait plus pour moi de lieu où je puisse respirer.

J'ai déjeuné, il y a quinze jours, en tiers avec LL. MM. que j'ai trouvées remarquablement bien. L'Empereur, que j'avais laissé l'année dernière après ses indispositions de Biarritz, ne m'a pas paru en avoir le moindre ressentiment. Je m'attendais à trouver l'Impératrice engraissée, et il n'en est rien : peut-être même le *Bunting* a-t-il opéré un peu. Je n'ai pas vu le Prince impérial, mais de tous les côtés on me dit qu'il va bien. Ce qui est à désirer, c'est qu'on change sa façon de vivre, qu'on le tienne beaucoup à la campagne, et qu'on ne le fasse pas dîner à table tous les jours à une heure différente.

Je suis allé deux fois chez la duchesse de Malakoff, mais sans la trouver.

Toutes les nouvelles sont à la paix, et on me dit même que la convention a dû être signée aujourd'hui (1). L'avenir montrera s'il faut s'en réjouir ou non. L'arrogance des Prussiens avait commencé à nous rendre un peu de patriotisme. Il est possible que la guerre eût réparé le mal moral, qu'une longue paix et le culte des intérêts matériels ont fait à la société française. Les provinces de l'Est surtout avaient pris des dispositions belliqueuses comme on n'en avait pas vu depuis 1789. Je crains que cela ne se change en criailleries d'opposition. La loi nouvelle sur la réorganisation militaire ne plaît guère à la Chambre et encore moins aux généraux. N'admirez-vous pas que, dans la seconde moitié du XIX^e^ siècle, il faille pour être tranquille chez soi, avoir un million de soldats, et des fusils et des canons plus meurtriers qu'ils n'ont jamais été?

Adieu ! chère comtesse. Agréez les vœux et les respectueux hommages d'un malade bien découragé.

(1) Le 11 mai, en effet, fut signé le traité de Londres, qui écartait toute menace de guerre entre la France et la Prusse au sujet de la question du Luxembourg.

Paris, 7 juin 1867.

Chère comtesse,

J'ai bien reçu votre bonne lettre du 3 et me réjouis de vous savoir bien installée à Carabanchel, vous disposant à nous faire visite. Depuis que le temps s'est remis au chaud, je me trouve un peu mieux; cependant je suis toujours souffreteux et je n'ose encore sortir le soir. Je n'ai rien vu des fêtes qui font courir tout Paris, sinon le roi de Prusse que j'ai rencontré par hasard et qu'on a reçu mieux qu'on ne s'y attendait (1). Le coup de pistolet d'hier, bien qu'il n'ait tué que le cheval de Raimbaux, a consterné tout le monde (2). Les deux Empereurs ont montré le plus grand sang-froid, bien que chacun d'eux pût croire que la balle lui fût destinée. L'empereur de Russie a dit aussitôt : « C'est un Polonais. » Il paraît que son pistolet était tellement chargé que le canon a éclaté et lui a fracassé la main, ce qui n'indique pas un homme connaissant les armes. Cela n'a pas empêché une soirée aux Tuileries, très brillante et très belle, à ce qu'on m'a dit ce matin (3).

Je ne crois pas que votre maison soit habitée. J'ai passé dans votre rue l'autre jour, et tous les volets étaient fermés comme à l'ordinaire, mais je prendrai des informations à ce sujet (4). Je serais surpris que le duc et la duchesse de Mouchy restassent à Paris après le 1er juillet. Cependant, peut-être que le désir de voir le Sultan les retiendra. Je vous engage bien à vous arranger pour voir Sa Hautesse (5). Il ne manque pas de rois en Europe et on en rencontre tous les jours sur son chemin, tandis qu'un sultan est un oiseau rare et qui vaut la peine qu'on se dérange. Je me demande quelle figure il fera, lorsque l'Impératrice prendra son bras pour aller dîner. Pour un Turc, donner le bras à une femme est quelque chose de monstrueux.

(1) A l'occasion de l'Exposition universelle, Guillaume était venu rendre visite à l'Empereur et était arrivé à Paris le 5 juin. Le Tsar y était depuis le 1er juin.

(2) Le 6 juin, le Polonais Berezowski avait tiré sur l'empereur de Russie revenant de la revue de Longchamps. La balle était allée frapper à la tête le cheval de M. Raimbaux, écuyer de l'Empereur, qui se tenait à la portière de droite.

(3) Mérimée se trompe. Ce bal eut lieu à l'ambassade de Russie.

(4) L'hôtel de la comtesse de Montijo se trouvait avenue des Champs-Élysées, sur l'emplacement de la rue Lincoln, autrefois rue d'Albe.

(5) Le sultan Abd-ul-Aziz arriva à Paris à la fin de juin et y resta jusqu'au 13 juillet.

On lui prête un mot assez joli. Lorsqu'il annonça au Divan son intention d'aller à Paris, tous ses ministres faillirent tomber à la renverse. Chacun essaya de lui présenter quelque objection. Le grand vizir lui dit qu'il n'y avait pas de mosquée à Paris : comment Sa Hautesse fera-t-elle le vendredi? Le Sultan répondit qu'il avait entendu dire qu'il y avait une mosquée à l'Exposition universelle et d'ailleurs, ajouta-t-il, si vous voulez que je continue d'aller à la mosquée, il faut que je voie l'Empereur des Français. Bien qu'on ait crié quelque peu : « Vive la Pologne! » autour de l'empereur Alexandre dans ses promenades (1), il paraît très content de sa réception et surtout de ses hôtes. Vous ne pouvez vous imaginer rien de plus drôle que M. de Bismarck en habit blanc avec un grand casque d'acier sur la tête. Le roi de Prusse a assez bonne mine et a paru aussi très content de sa réception. M. Fould est de retour de Tarbes depuis quelques jours. Il me demande toujours de vos nouvelles. Après avoir supporté sa disgrâce avec beaucoup de sang-froid, je le trouve maintenant de moins bonne humeur. Après avoir été ministre pendant dix-sept ans, on a perdu l'habitude de l'oisiveté et on ne sait que faire des vingt-quatre heures du jour. J'attends Panizzi vers le 15 de ce mois ; il est à Milan en ce moment, et vient loger chez M. Fould. Il sera votre voisin si vous venez avant la fin du mois.

Adieu! chère comtesse, à bientôt j'espère. Veuillez agréer l'expression de tous mes tendres et respectueux hommages.

Sénat, Paris, le vendredi 21 juin 1867.

Chére comtesse,

Je reçois ce matin votre bonne lettre et je m'empresse d'y répondre. Mille remerciements pour le pain qui me fait déjà venir l'eau à la bouche et dont je me régalerai pendant huit jours. J'aurais dû vous dire plus tôt combien j'étais heureux de vous savoir prête à venir ici. A présent que je suis si patraque, je n'ose faire des projets de voyage, et Dieu sait si jamais je pourrai revoir l'Espagne. Pour la troisième ou quatrième fois, j'ai été repris de la grippe, ce qui complique très désagréablement mon asthme. J'ai de très mauvaises nuits et je mène la vie

(1) On connaît l'incident du Palais de justice auxquels furent mêlés Floquet et Gambetta.

la plus retirée et la plus triste au milieu de toutes les fêtes. Je suis allé, il y a quelque temps, présenter mes hommages à l'Impératrice, et trouvant un roi dans son antichambre, je me suis enfui. Demain j'aurai l'honneur de déjeuner avec elle.

J'accepte avec beaucoup d'empressement l'offre que vous voulez bien me faire, et vous serai extrêmement obligé si vous m'apportez quelques graines de melons de Valence. Il y a à Cannes des melons de cette espèce, mais ils dégénèrent au bout de quelques générations et tendent à devenir citrouilles. Je pense qu'en renouvelant la graine on obtiendra de bons produits.

Je ne crois pas qu'on ait beaucoup parlé politique dans ces entrevues des souverains, bien que l'un eût son Bismarck et l'autre son Gortchakof, mais il est impossible que, de cette vie en commun de plusieurs jours, ne soit pas résultée une appréciation plus exacte des caractères et des idées. Il est certain qu'étant donné l'esprit de l'empereur Alexandre, l'aventure du bois de Boulogne a dû le frapper beaucoup et lui paraître comme une sorte d'avertissement d'en haut. Des Russes qui le connaissent bien m'assurent qu'il est parti avec un sentiment d'affection très vif pour l'Empereur. La démarche (hors de la sotte étiquette des cours) de l'Impératrice qui est accourue à l'Élysée aussitôt qu'elle a su l'attentat, a profondément touché l'empereur Alexandre. Je sais aussi, de bonne source, que le roi de Prusse, qui s'attendait à être assez mal reçu, a été enchanté de l'accueil qu'on lui a fait. Tout cela est une garantie de calme pour quelque temps ; mais, d'un côté, les ambitions insatiables de la Prusse, de l'autre la perpétuelle agitation de ce pays-ci, peuvent faire craindre du tapage dans un an ou deux. Nous sommes tellement habitués à vivre au jour le jour, que l'on est ravi d'avoir au moins une année devant soi. Les fonds publics haussent et on fait des projets. L'Empereur est très bien et a supporté merveilleusement bien les fatigues abominables de toutes ces réceptions. On me dit que l'Impératrice y a pris un peu d'enrouement, mais qu'elle est très bien d'ailleurs et en beauté. Le Prince impérial marche comme une personne naturelle. Les fêtes ont été magnifiques. Je n'en parle que par ouï-dire, parce que je n'ose encore sortir le soir. Cependant, je tâcherai de voir le Sultan, car c'est un visiteur qui ne se trouve pas tous les jours.

Adieu, chère comtesse, et à bientôt, je pense. Veuillez agréer tous mes vœux pour votre heureux voyage et l'expression de tous mes tendres et respectueux hommages.

Paris, 6 septembre 1867.

Chère comtesse,

Vous êtes, j'espère, bien et dûment installée à Carabanchel et reposée des fatigues de la route (1). Quand vous êtes partie, un bel orage semblait se préparer, mais nous n'avons eu que quelques gouttes de pluie et je crois qu'elles auront eu pour effet de vous éviter la poussière. Je continue entre le ziste et le zeste, tantôt tolérablement, tantôt mal. La nuit dernière, j'ai souffert beaucoup. Ce matin, je recommence à respirer. L'Impératrice m'a fait inviter par Viollet-le-Duc à l'accompagner à Biarritz, en me promettant de me soigner si j'étais malade. Je lui ai répondu que je n'aurais pas l'indiscrétion d'accepter, que je n'étais plus bon à rien, triste comme un bonnet de nuit, et que je devais imiter la délicatesse des chats, qui, lorsqu'ils se sentent malades, vont crever dans un trou sans faire de scandale. Viollet-le-Duc avait accompagné LL. MM. dans leur dernier voyage en Flandre (2). Vous savez que c'est un garçon froid et qui voit toujours les choses sans exagération. Il m'a dit qu'il n'avait jamais vu et ne croyait pas possible un enthousiasme pareil. C'était du délire et de la frénésie. Il y avait à Lille quelques officiers prussiens envoyés selon toute apparence par M. de Bismarck, qui aime à être bien informé de tout ce qui se passe. Je pense qu'ils auront rapporté une assez bonne opinion du pays, de l'Empereur et de son prestige.

Ici, dans ce quartier général de l'incrédulité, on parle toujours de la guerre au printemps. Quelqu'un disait pourtant que chaque jour fournissait trois mille arguments pour la paix, c'est-à-dire qu'on fait à présent trois mille nouveaux fusils par jour. Pour moi, je ne crois pas à la guerre, parce qu'il me semble que tout le monde y risque beaucoup plus qu'il ne pourrait y gagner, et, quelque joueur qu'on soit, on hésite à jouer

(1) La comtesse de Montijo venait de passer quelques semaines à Paris.

(2) Le 17 août, l'Empereur et l'Impératrice avaient quitté le camp de Châlons pour aller rendre visite à Salzbourg à l'empereur d'Autriche. Au retour, ils avaient visité le nord de la France, s'arrêtant à Lille, Arras et Amiens.

son va-tout à pile ou face. Il est question d'un remaniement ministériel où La Valette passerait de l'Intérieur aux Affaires étrangères et M. de Moustier à quelque ambassade. On prétend encore que M. Fould serait rappelé aux Finances, mais je n'en crois rien et pour lui je ne le désire pas. Tout ce qu'on nous dit de votre pays est fort rassurant et il paraît qu'il n'y a plus le moindre danger. Je lis dans un journal qu'on a pris un *cabecilla* ayant une commission signée de Prim. Pour un homme qui a la réputation de témérité, je trouve qu'il a été diablement prudent. Il a poussé quelques imbéciles et s'est tenu à l'écart (1). Cela n'est pas de nature à augmenter son crédit en Espagne. M. Fould est toujours à Tarbes, et je crois qu'il y passera le reste de l'automne. Il n'y a plus de monde à Paris qu'à l'Exposition, encore est-ce un très vilain monde. J'y suis allé l'autre jour et suis devenu amoureux de trois petites Japonaises couleur de café au lait, qui sont vraiment très gentilles. Elles ont des mouvements de chat et on dirait qu'elles n'ont pas d'os.

Adieu ! chère comtesse, veuillez agréer l'expression de tous mes tendres et respectueux hommages.

Paris, 23 septembre 1867.

Chère comtesse,

J'ai appris avec beaucoup de joie votre heureuse arrivée et votre établissement à Carabanchel. J'espère que vous y trouvez un temps meilleur que celui que nous avons à Paris. Ici nous sommes déjà en hiver et on m'écrit de Biarritz, qu'il y pleut, qu'il y vente et qu'on y passe le temps pas trop bien. Je pense que vous avez des nouvelles encore plus fraîches que les miennes et que vous n'avez pas été effrayée des bruits qu'on a fait courir sur la santé du Prince. Le voyage de Nélaton, qui y est pour son propre compte, y a donné lieu. Le fait est que le Prince est parfaitement bien.

Vous me faites venir l'eau à la bouche en me parlant de Carabanchel, mais je n'y dois pas penser. Je suis tout à fait hors d'état de faire un long voyage et je ne suis tolérablement qu'à la condition de vivre comme une tortue, enfermé dans ma carapace.

(1) Les généraux Pierard, Moriones et Contreras venaient de provoquer une nouvelle sédition militaire.

Paris est un grand désert et je n'ai guère de nouvelles à vous donner. Le Crédit mobilier, c'est-à-dire les Péreire, sont à ce qu'on dit à l'agonie, malgré tous les efforts du gouvernement pour leur venir en aide. La crainte de la guerre, que toutes les assurances officielles de paix ne peuvent dissiper, paralyse les affaires et malgré l'Exposition le commerce de Paris se plaint très aigrement. Le renchérissement du pain et la mauvaise récolte est un autre sujet de mécontentement. En attendant les lois nouvelles sur la presse, les journaux disent tout ce qu'ils veulent et dans le plus mauvais temps de Louis-Philippe on n'a parlé plus librement, ou plutôt plus grossièrement, des choses et des hommes les plus respectables. Quant au droit d'association qu'on va nous donner, le Congrès de Genève montre l'usage qu'on ne manquera pas d'en faire (1).

M. Fould est à Tarbes avec sa femme et son fils, en très bonne santé, et plus gai qu'il n'a été depuis bien longtemps. Ses chevaux gagnent des prix et il en est heureux comme s'il avait vingt-cinq ans. Il m'écrit toutes les duretés possibles, parce que je ne vais pas le voir, comme si cela dépendait de moi! On parlait de son retour probable aux Finances il y a quelque temps, mais il en est à cent lieues. Non seulement on ne lui a fait aucune ouverture à ce sujet, mais encore il est bien déterminé à ne plus rentrer dans le tourbillon politique et il me semble qu'il a bien raison.

Je passe mon temps ici à corriger les épreuves d'un roman de mon ami Tourguéneff, qu'a traduit un prince Galitzine pour le *Correspondant*. Vous savez que c'est un journal ultra-catholique. Le prince Galitzine supprime les passages un peu scabreux et moi je les rétablis. Je ne sais à qui de nous deux restera la victoire, mais j'espère bien scandaliser les douairières qui lisent le *Correspondant*. Il s'agit d'un fait absolument sans exemple : d'une grande dame russe qui s'ennuie et qui prend un amant pour passer le temps...

Votre chocolat est excellent et fait mon honheur.

Adieu, chère comtesse, portez-vous bien, respirez le bon

(1) Le 8 septembre 1867, les associations politiques accueillirent à Genève Garibaldi qui, de son balcon, préconisa la destruction de tous les trônes et de la Papauté. Le lendemain s'ouvrit un Congrès, dénommé Congrès de la paix, où Garibaldi parla encore longuement et violemment et qui dura jusqu'au 11 septembre.

air de Carabanchel, mais n'y restez pas trop longtemps. Agréez tous mes tendres et respectueux hommages.

Paris, 15 octobre 1867.

Chère comtesse,

J'ai été bien profondément affecté par cette mort de M. Fould si inattendue (1). Votre lettre m'est arrivée une heure après celle qui m'annonçait sa mort. Vous me disiez de vous l'amener à Carabanchel. J'avais vu un de ses amis arrivant la veille de Tarbes, qui l'avait laissé plein de santé et très heureux de se voir entouré de sa femme, sa fille et ses petits-enfants. Le dimanche, il était allé voir ses chevaux de très bonne heure et en rentrant il s'est plaint d'avoir pris froid. D'ailleurs il a écrit une douzaine de lettres et a reçu beaucoup de monde. Dans l'après-midi, il a voulu se coucher, s'est fait apporter un bouillon, l'a mangé de bon appétit, a fumé un cigare et a dit à son valet de chambre qu'il voulait dormir une heure ou deux. Il était alors cinq heures et demie. Vers sept heures est arrivée une dépêche télégraphique. Le valet de chambre est entré et, voyant ou croyant qu'il dormait, a déposé la dépêche sur la table de nuit et s'est retiré marchant sur la pointe du pied. Une heure après, M^me^ Fould, inquiète qu'il n'eût pas sonné, est montée à sa chambre et l'a trouvé mort et déjà froid. On ne voyait nulle contraction dans ses traits. Il avait l'air de dormir du sommeil le plus tranquille. Il n'avait que soixante-sept ans et je ne l'avais jamais vu malade. C'est une mort comme on se la souhaiterait, mais elle est bien cruelle pour ses amis. Le pauvre Adolphe (2) faisait pitié à voir à l'enterrement. M^me^ Fould est à Tarbes. Sa nièce part aujourd'hui pour aller la chercher. Vous feriez une bonne œuvre en lui écrivant un mot. Voilà un fidèle serviteur que perd l'Empereur et qu'il remplacera bien difficilement.

Vous aurez su sans doute les détails du naufrage de Saint-Jean-de-Luz (3). Les marins disent que cela est arrivé parce qu'il

(1) M. Fould était mort subitement, le 5 octobre 1867, à la Loubère (Hautes-Pyrénées).

(2) Adolphe Fould, fils de l'ancien ministre, fut lui-même député des Hautes-Pyrénées.

(3) A la fin de septembre 1867, au retour d'une excursion à Fontarabie, le yacht impérial *le Chamois*, assailli par le mauvais temps, ne put entrer dans le port de

y avait un prêtre à bord (1). Je suppose que Sa Majesté vous aura dit le mot du prince. Il est si beau qu'on n'a osé le mettre dans les journaux de peur qu'on ne le crût apocryphe. Il m'est rapporté par deux témoins. Un matelot le portait sur ses épaules vers un rocher. La mer était grosse et la vague passait souvent par-dessus sa tête. L'Impératrice lui criait : » N'aie pas peur, Louis. » Il a répondu avec un grand sang-froid : « Je m'appelle Napoléon. » Il y avait un danger réel, puisque le pilote en est mort et il faut avoir une bonne tête et un brave cœur pour faire des mots dans ces moments-là. Les affaires de Rome vont mal et inquiètent beaucoup. Entre le peu de foi des Italiens et l'obstination du Pape, il est bien difficile d'espérer un arrangement. Il est toujours question d'un changement de ministère. On dit que La Valette irait aux Affaires étrangères, Alfred Leroux aux Finances, Rouher à l'Intérieur et que le ministère d'État serait supprimé (2). Je ne garantis rien.

Adieu ! chère comtesse, agréez l'expression de tous mes tendres et respectueux hommages. Mille remerciements pour le catalogue de Serafin. Je crois difficile une vente en bloc.

Paris, 27 octobre 1867.

Chère comtesse,

Nos lettres sur la mort du pauvre M. Fould se sont croisées. J'ai vu l'autre jour Mme Fould qui arrivait de Tarbes. Elle est dans un abattement complet. Son beau-frère, M. Furtad, est très gravement malade d'un rétrécissement des intestins. C'est, dit-on, une maladie mortelle. Adolphe, qui a beaucoup pleuré, est à présent plus calme et résigné.

Je suis allé lundi à Saint-Cloud. Bien que la reine des Pays-Bas y fût en visite (3), Sa Majesté a bien voulu me recevoir. Je l'ai

Saint-Jean-de-Luz. Un canot fut mis à la mer où prirent place l'Impératrice et son fils. Ce canot, ballotté sur la mer déchaînée, se brisa sur les rochers. Le pilote disparut et son corps ne fut retrouvé que le lendemain. La souveraine et le Prince furent sauvés par les marins.

(1) L'abbé Bauer, alors aumônier aux Tuileries.

(2) Le 13 novembre 1867, M. Pinard remplaça le marquis de La Valette à l'Intérieur, mais ce dernier ne fut nommé ministre des Affaires étrangères que le 17 décembre 1868. M. Rouher fut remplacé aux Finances ce même 13 novembre par M. Magne. Quant à Alfred Le Roux, député de la Vendée, il ne fut ministre de l'Agriculture que dans le ministère du 17 juillet 1869.

(3) La reine Sophie, fille de Guillaume Ier de Wurtemberg, et femme de Guillaume III.

trouvée en très bonne santé. Le Prince impérial est très hâlé, mais fort bien portant, marchant et courant à son ordinaire. L'Empereur m'a parlé de M. Fould avec beaucoup de sensibilité et m'a paru très affligé de sa perte. En effet, il aura peine à trouver un ministre qui lui soit plus sincèrement attaché.

L'Impératrice m'a raconté son naufrage de Saint-Jean-de-Luz, qui a été encore plus sérieux qu'on ne l'avait dit. Vous aurez su le mot du Prince impérial : « Quand on s'appelle Napoléon, on n'a pas peur. » Sa mère dit qu'il avait peur et que son cœur battait très fort. Mais cela rend le mot meilleur suivant moi. Sentir le danger et faire bonne contenance est mieux que de ne pas s'en douter.

Nous voici de nouveau engagés dans ces diables d'affaires italiennes. Rattazzi et Victor-Emmanuel se sont moqués de nous et nous ont indignement trahis (1). Le pire de la chose, c'est qu'ils nous attachent un boulet au pied dont nous aurons bien de la peine à nous débarrasser. Ici, il est fort difficile de dire de quel côté est l'opinion. Vous savez que Paris est toujours contre toutes les décisions du gouvernement. Je crois que dans les provinces il y a un mouvement d'indignation très prononcé contre la conduite du gouvernement italien. Mais lorsque viendra la carte à payer, il est à craindre que cela ne se dissipe promptement. Je crois que la session sera très mauvaise. Les faiseurs d'affaires sont pour la plupart en perte et selon l'usage de ce pays-ci, ils rendent le gouvernement responsable. Il paraît que Charles Laffitte est en faillite et les affaires des Péreire sont en assez médiocre état. Je crois cependant qu'ils ont mis à l'abri en biens-fonds des valeurs considérables.

Je suis un peu mieux depuis un beau temps inespéré dont nous jouissions, mais je fais mes apprêts pour Cannes. Je pense partir la semaine prochaine, je veux dire dans les premiers jours de novembre, à moins de quelque circonstance extraordinaire. Nous sommes dans un temps où il est difficile de faire des projets.

Adieu ! chère comtesse. J'espère que vous êtes de retour à Madrid. Je crains pour vous les rhumes de la fin d'octobre. Veuillez agréer l'expression de tous mes tendres et respectueux hommages.

(1) Devant les menaces de Garibaldi, soutenu par Victor-Emmanuel et son ministre Rattazzi, un nouveau corps expéditionnaire français était envoyé à Rome.

Paris, 9 novembre 1867.

Chère comtesse,

Je pars demain pour Cannes. Nous avons un froid de janvier qui me fait grand mal. Il me semble respirer des lames de canif. Si je suis en état de revenir pour les grandes discussions, je retournerai peut-être pour quelques jours à Paris, mais j'espère bien que la chose publique pourra se passer de ma présence.

Les Italiens ont justifié la bonne opinion que vous aviez d'eux (1). Garibaldi a été au-dessous du médiocre. Quand on porte une chemise rouge et un chapeau de *majo* avec des plumes noires, quand on a signé les proclamations de mélodrame qu'il a faites, on n'a qu'une ressource, c'est de se faire tuer. Nos gens ne se sont pas mêlés de l'affaire (2), à ce qu'on dit, seulement on a donné aux zouaves pontificaux et à la légion d'Antibes (3) des fusils Chassepot qui ont fait un effet terrible et qui a surpris les vainqueurs et surtout les vaincus. Parmi les prisonniers, les deux tiers sont des soldats de l'armée italienne qui avaient déserté leurs régiments pour suivre Garibaldi.

Maintenant, malheureusement tout n'est pas fini. Le Saint-Père ne croit pas que l'Empereur, ni le fusil Chassepot soient pour quelque chose dans l'affaire. Il attribue tout à la *madonna*. Vous aurez remarqué que, dans son encyclique, le nom de l'Empereur n'est pas même prononcé. On s'attendait à des désordres plus grands en Italie et bien des gens offraient de parier que Victor-Emmanuel serait obligé de céder la place à M^me^ la République. Jusqu'à présent, il ne paraît pas que cette sinistre prédiction se vérifie. Les tapageurs dans ce pays-là ont peur des coups et ils ne recommenceront probablement pas de sitôt. Il paraît que M^me^ Rattazzi a eu une certaine influence dans tout ce gâchis (4). Elle voulait être présentée à l'Impératrice, qui bien entendu n'en a pas voulu entendre parler. De là sa fureur. Son

(1) Garibaldi avait été mis en déroute le 3 novembre à Mentana.

(2) Mérimée fait erreur. Les zouaves pontificaux participèrent seuls aux premières phases du combat, mais, vers trois heures et demie, le général Kamzler, qui les commandait, fit appel aux Français. Une colonne française, sous les ordres du colonel Frémont, acheva la victoire.

(3) Composée de volontaires français sous les ordres du colonel d'Argy.

(4) M^me^ Rattazzi, petite-fille de Lucien Bonaparte et d'Alexandrine de Bleschamps.

mari est sans volonté auprès d'elle et elle en a fait ce qu'elle a voulu. On prétend qu'elle a persuadé au Roi qu'elle avait le secret de l'Empereur et qu'il laisserait faire, que d'ailleurs elle venait de tâter le pouls aux Français et qu'il n'y avait ni possibilité, ni volonté d'intervenir. On dit du bien du général Menabrea (1). Il me semble qu'il a déjà montré plus de fermeté qu'on n'en avait vu en Italie depuis bien longtemps.

Voilà donc O'Donnell mort (2). Que deviendra son parti et qui en prend le commandement ? C'était une ressource après Narvaez. Les gens en état de gouverner deviennent bien rares. Il en meurt tous les jours et je n'en vois pas se former à leur place. Panizzi m'écrit de Londres que les Fenians commencent à donner beaucoup de préoccupations, non seulement au gouvernement, mais encore à tous ceux qui ont quelque chose dans leur poche. Ne trouvez-vous pas que c'est justice, que les Anglais, qui ont encouragé un peu partout les révolutionnaires, apprennent à leur tour à les connaître et à les apprécier? Non seulement le mal a pris des proportions considérables en Irlande, mais il n'y a pas une ville manufacturière où la secte n'ait des adeptes très dangereux par leur nombre et leur audace. Adieu, chère comtesse. J'espère avoir chaud dimanche et respirer plus facilement. Veuillez agréer tous mes vœux et mes tendres et respectueux hommages.

J'ai vu M^me^ Fould qui est toujours bien accablée. Elle a été très sensible à votre bonne lettre. Je ne sais si elle vous a répondu. Elle est comme une âme en peine hors d'état de rien faire.

Cannes, 16 décembre 1867.

Chère comtesse,

Il y a un siècle que je ne vous ai écrit, mais je suis dans un trou où la vie se passe si uniformément que je n'ai pas le courage de vous dire que je suis toujours assez souffreteux, que je respire quand il fait du soleil et qu'il n'y a pas de vent, et que j'étouffe quand le temps change. Je vois par les journaux que vous passez mieux votre temps à Madrid, que vous faites danser des archiducs et toutes les belles des Castilles et de l'Anda-

(1) Menabrea avait remplacé Rattazzi comme président du Conseil, le 27 octobre
(2) 5 novembre.

lousie. Pourvu que cela ne vous fasse pas coucher trop tard et que vous ne vous enrhumiez pas, tout est pour le mieux.

Les badauds de ce pays-ci, moi compris, croyaient que l'Impératrice allait passer quelques semaines à Nice. Le *Constitutionnel* nous a dit que nous étions des niais. Maintenant, le marquis de Roccagiovine (1), qui a passé un jour ici, me dit que nous n'étions pas si bêtes, qu'il y a eu projet de visite, mais quant à la cause de l'ajournement, il n'en sait pas plus que moi.

Vous aurez lu les débats de la Chambre, beaucoup d'éloquence, encore plus de passion et à mon avis très peu de saine politique. M. Thiers, qui a passé sa vie dans les assemblées et qui a entendu des discours de toutes les couleurs, a perdu la tête, l'autre jour, en entendant un Marseillais débiter des lieux communs. Il l'a interrompu et lui a répondu *agité d'un tremblement nerveux*. Si les vétérans du régime parlementaire en sont là, on peut se demander si ce pays-ci est fait pour un pareil gouvernement. Il y a dans toutes ces discussions une aigreur qui me rappelle 1847. J'espère que nous n'en sommes pas là, mais nous y marchons, ce me semble.

Je ne crois pas à la durée du ministère de M. Menabrea, mais ce qui me paraît probable, c'est qu'avant trois mois l'Italie sera en banqueroute et dans la plus complète anarchie. La chose m'affligerait peu, s'il n'y avait pas dans ce pays des gens beaucoup plus habiles à se servir de poignards que de fusils de munition.

Il me semble que chez vous tout va *piano* et *sano*. J'ai trouvé D. Ramon habile et galant homme de faire un speech sur le tombeau d'O'Donnell (2). Je le crois homme à avoir fait la chose moins par politique que par sentiment chevaleresque. Aux deux points de vue je trouve qu'il a eu raison. Adieu! chère comtesse. J'espère que vous avez un hiver clément. On le dit horrible dans le nord. Ici nous avons eu de la neige, ce qu'on n'avait pas vu depuis vingt ans. Veuillez me rappeler au bon souvenir des nièce et neveu et agréer l'expression de tous mes tendres et respectueux hommages.

(1) Alexandre del Gallo, marquis de Roccagiovine, avait épousé la princesse Julie Bonaparte, petite-fille de Lucien.

(2) Navaéz avait pris l'initiative des honneurs à rendre à O'Donnell, mort à Biarritz.

Cannes, 28 décembre 1867.

Chère comtesse,

J'ai reçu votre bonne lettre qu'on m'a renvoyée de Paris et je vois avec plaisir que vous supportez gaillardement l'hiver et les soirées. Ici, où je n'ai à craindre ni le froid ni le monde, je ne vais toujours que cahin-caha, étouffant le matin et le soir et parfois me trouvant assez bien dans la journée. On m'a envoyé des serviettes qui sont préparées par des religieuses de Tarascon et dont on me disait merveille, mais je trouve qu'elles n'ont pas plus de vertu que les drogues des médecins. Ce pauvre M. Fould disait : « Il ne faut pas vouloir guérir, c'est trop d'ambition. » Je m'accommoderais parfaitement de ne pas *trop* souffrir.

Je vois, par ce qu'on m'écrit de Paris, qu'on est toujours inquiet. De quoi ? On ne saurait trop le dire, mais il y a un certain malaise, que tout le monde éprouve. Je ne crois pas qu'il y ait la moindre chance de guerre avec la Prusse, et pas davantage avec l'Italie. Je voudrais être aussi rassuré sur l'intérieur. Le langage de l'opposition et de ses journaux tient toujours les badauds dans un état d'excitation qui peut devenir des plus dangereux au moment, qu'on dit rapproché, d'une élection générale. L'opposition fait flèche de tout bois et ne montre pas le moindre souci des intérêts du pays, pourvu qu'elle puisse nuire au gouvernement. Il y a chez ces messieurs absence complète de patriotisme et ils laisseraient volontiers la France désarmée contre les étrangers, parce qu'alors le pouvoir serait entre les mains des tapageurs de faubourgs.

Vous aurez appris avec regret la mort de la pauvre duchesse de Bassano (1). C'était une excellente femme ayant de la distinction et de *la tenue*, chose bien nécessaire et trop rare aujourd'hui, même à la Cour. Il sera difficile de la remplacer. On dit que son mari va passer l'hiver à Menton avec ses enfants. C'était un ménage très uni et le pauvre duc est inconsolable.

Je suis un peu inquiet de Panizzi. Il est à Londres malade depuis une huitaine de jours. Je crois qu'il souffre de rhuma-

(1) Pauline van der Linden d'Hooghvorst, des comtes de Hombeck, femme du deuxième duc de Bassano, était décédée, le 9 décembre 1867, au château de Meysse (Belgique). Elle était dame d'honneur de l'Impératrice.

tismes et surtout du chagrin que lui causent les affaires de son pays. J'espère en avoir des nouvelles avant la fin de l'année. La dernière fois que j'en ai reçu, il avait été obligé de dicter sa lettre à un de ses amis. Il n'a pas de femme auprès de lui pour le soigner et il n'y a rien de plus triste qu'un vieux garçon réduit aux soins de ses domestiques. Je lui avais conseillé de venir passer l'hiver ici, mais il n'a pas voulu me croire.

Je suis charmé pour la famille de Calderon que le gouvernement ait acheté sa Bibliothèque. S'il y avait eu une vente publique, la bibliothèque impériale aurait envoyé quelqu'un pour acheter un certain nombre de livres et de manuscrits. On dit que le mariage du duc de Sesto avec M^me^ de Morny est tout à fait décidé (1). Le veuvage lui a très bien réussi, elle est engraissée et n'a plus du tout l'air de la mère de quatre enfants déjà grandelets. Adieu! chère comtesse, je vous envoie tous mes souhaits pour la nouvelle année.

Cannes, 27 janvier 1868.

Chère comtesse,

Je suis bien enchanté des bonnes nouvelles que vous me donnez de votre santé. Depuis le retour du beau temps je vais un peu mieux, ou un peu moins mal. On me fait prendre de la digitaline qui me réussit assez bien pour rendre la respiration moins difficile, mais qui m'agite d'ailleurs assez désagréablement. Enfin je suis une vieille machine détraquée et on n'a pas plus tôt raccommodé une pièce qu'une autre se dérange aussitôt. J'ai de bonnes nouvelles de Panizzi. Je crois vous avoir dit qu'il avait été fort malade et dans un moment on n'avait que fort peu d'espoir de le sauver. Maintenant il paraît être hors de danger et le dernier bulletin que j'ai reçu hier me dit qu'il était levé et qu'il avait mangé une côtelette de bon appétit. Les affaires ne vont guère bien dans son pays. On nous dit ce soir qu'on a fait un coup d'État à Florence, contre le parti progressiste, bien entendu. Je ne crois pas qu'ils puissent échapper à la banqueroute et probablement bientôt après à une division entre le Nord et le Midi, mais je doute fort que la restauration des Bourbons à Naples soit possible. Dans le gâchis général il

(1) La duchesse de Morny, née princesse Sophie Troubetskoy, épousa le duc de Sesto le 2 avril 1868.

n'y aura que le parti républicain qui gagnera quelque chose.

On m'écrit de Rome que le Pape est rajeuni et se porte à merveille. Il paraît qu'on cherche partout quelqu'un pour remplacer la pauvre duchesse de Bassano, chose selon moi assez difficile. Il a été question, me dit-on, de la duchesse de Malakoff, ce qui m'aurait fait beaucoup de plaisir. L'objection est qu'elle est Espagnole; cependant le Code civil dit que la femme suit la condition de son mari. On ne veut pas de la comtesse de Montebello, qui paraît avoir été un instant préférée. Je crains qu'on ne fasse pas le meilleur choix. J'ai eu, ce matin, la visite de la duchesse Colonna qui est en ce moment à Nice. J'espérais qu'elle me donnerait des nouvelles, mais elle ne m'a apporté que des cancans qui ne valent pas la peine de vous être envoyés.

Il y a ici une énorme quantité de monde et tous les hôtels sont pleins. Tous les gens qui ont l'habitude de chercher le soleil s'arrêtent ici ou à Nice, à cause du tapage probable en Italie. Je crois qu'il y a présentement à Cannes plus d'Anglais que de Français. Les Russes aussi commencent à s'y acclimater. C'est peut-être ce qui nous a valu un hiver si froid. Tous ces gens-là ont sans doute de la neige dans leurs malles. Je vois par les journaux que vous n'avez pas été très bien traités vous-mêmes, qu'il y a eu de la glace et de la neige à Madrid. J'espère que vous en êtes débarrassés à présent. Vous ai-je mandé que le beau-frère de M^me^ Achille Fould était mort? Cette pauvre famille a été bien cruellement éprouvée cet hiver. Je ne sais où est en ce moment M^me^ Fould. La dernière lettre que j'en ai reçue n'était pas bonne. Elle était très souffrante et plus désespérée que jamais.

Adieu! chère comtesse, veuillez me rappeler au souvenir de neveu et nièce et agréer l'expression de tous mes vœux et respectueux hommages. Je compte rester ici le mois prochain encore, car on me dit que le temps est affreusement froid à Paris.

PROSPER MÉRIMÉE.

POÉSIES

STANCES DANS LE GOUT ANCIEN

Cher visage où j'ai vu couler de longues larmes,
Beaux yeux qui souriiez aux roses du chemin,
Vous voici donc enfin fermés à nos alarmes;
Il n'est donc plus pour vous d'hier ni de demain.

La vie avec ses chants, ses voix et ses murmures
Ne vous apporte plus ses trop lointains échos;
L'été ne vous dit plus que ses moissons sont mûres
Et que ses blés féconds vont s'offrir à la faulx.

Le taciturne Hiver est mort, morte l'Automne,
Et ce jeune Printemps que vous avez été
Et qui sur votre front a posé la couronne
Dont, à genoux, l'amour fait don à la beauté.

Tout ce que vous étiez et tout ce que vous fûtes
N'est plus, ô cher visage en larmes, ô beaux yeux,
Et pas plus que le chant ne dure au bois des flûtes
N'a duré votre souffle, ô corps harmonieux!

Mais qu'importe à nos cœurs le silence où retombe
Tout ce qui se dissout, tout ce qui se détruit,
Si votre souvenir, comme un vol de colombe,
Du soir jusqu'à l'aurore à traversé la nuit,

Et si, dans la clarté d'un jour que rien n'altère,
Je vous vois à jamais, vivants et ranimés,
Au fond de ma mémoire où l'amour les éclaire,
O cher visage, et vous, beaux yeux trop tôt fermés!

PROMENADE

Chaque jour, je m'en vais à travers la prairie.
Il me semble qu'auprès de moi marche ma vie.
Je ne suis ni triste ni gai. Je suis vivant
Comme la terre, l'eau, l'air, le ciel et le vent;
Comme l'arbre qui croît et l'oiseau qui s'envole.
Au silence, en marchant, je parle sans parole
Et le muet écho de sa voix me répond,
Tandis que, méditant les figures que font
Les nuages qu'un souffle assemble et que disperse
Le caprice soudain d'un autre souffle inverse,
Je pense à ce qui est pareil à tout destin,
A ce soir, cet après-midi, à ce matin,
Car l'homme, hélas! quoi qu'il se croie et quoi qu'il fasse,
N'est guère plus, étant mortel, qu'un jour qui passe.
Notre aube, à peine née, atteint vite sa nuit,
Quelque chose de nous à chaque heure s'enfuit,
Et chacun de nos pas, sur le chemin qu'il tente,
Nous rapproche du but qui s'offre à notre attente.
C'est pourquoi il faut être prêt à voir là-bas
L'étoile se lever qu'on ne reverra pas.

LETTRE A UN PEINTRE

J'aime votre art subtil, mon cher Georges Barbier.
Une plume, un crayon, un pinceau, du papier,
Quelques godets remplis où votre main prélève
Les couleurs de la vie et les couleurs du rêve,

C'est assez pour qu'un texte à nos yeux soit vivant
Ou pour qu'un Nijinski souple, svelte et dansant,
Brûlant oiseau de feu du pays de la neige
Que ni le sol ni l'oiseleur ne prend au piège,
Sur la feuille où votre art tout vif le dessina,
Vienne voler autour d'une Karsavina
Qui, fraîchement pareille à quelque fleur éclose,
Rêve si tendrement au spectre d'une rose
Que pleure, encor nocturne et déjà matinal,
Le suprême, le langoureux écho du bal.

J'aime votre art, Georges Barbier : scènes antiques,
Chansons de Bilitis, Cantique des cantiques,
Où la lune se lève au delà du Cédron,
Sur le lis de la pente et le lis du vallon,
Sulamites à leurs terrasses accoudées
Qui songent à l'amour du fond de leurs Judées;
L'Égypte où le Nil luit dans le sable désert,
Où comme Cléopâtre est belle Tahoser,
L'Égypte des ibis, des sphinx et des momies
Où la mort farde des princesses endormies;
Venise où, sous la baüta vous évoquez
Des amantes en masque et des amants masqués
A qui l'amour sournois tend de tendres embûches,
Et les modes, les falbalas, les fanfreluches....
Les jeux de votre esprit, Barbier, qu'ils sont divers!
Et dans le somptueux Carrosse aux lézards verts
Vous parcourez le monde à votre fantaisie,
Du pays de la Fable et de la Poésie
Jusques à ce Paris qui vous offre en riant
Ce qu'il a de joyeux, d'exquis, de chatoyant
Pour que, sur le vélin enluminé des pages,
Vous en fassiez passer les vivantes images
Et que vous en tiriez, spectateur enchanté,
Un spectacle vivant de grâce et de beauté.

Tandis que, vous et moi, nous rêvons côte à côte,
Voici venir, le nez au guet, la mine haute,
Monsieur Casanova de Seingalt qui remplit
Du fabuleux renom de ce qu'il accomplit,

D'abord Venise, puis l'Europe, un illustre homme,
Aventurier d'amour que partout on renomme
Et qui, breloque au ventre et dentelle au jabot,
Traîne derrière lui Monsieur de Galandot
Avec son air de Nicolas et sa dégaine,
Piteux amant romain d'Olympia la romaine,
Lui qui, raillé, honni, nazardé, mis à rien,
Quoique bon gentilhomme et quoique bon chrétien,
Jusques à la folie et jusqu'à la détresse,
Fut le pauvre jouet de sa Double Maîtresse,
Et tous les deux, à moi venus de votre part,
M'apportent des feuillets animés par votre art
Qui mêle, en son métier qui de lui seul relève,
Les couleurs de la vie à la couleur du rêve.

TOUT MEURT...

Tout meurt. La lampe qui l'éclaire,
Éteinte, enfume la maison,
Et, des flammes de la colère,
Il ne reste qu'un noir tison.

L'amour qui brûlait comme un astre
N'est plus que cendre dans un cœur
Qui connaît ton sombre désastre,
O visage de la douleur!

L'hirondelle qui, d'un vol brusque,
Éblouissait les yeux surpris
Quitte, au soir, le ciel où l'offusque
L'aile de la chauve-souris.

Le sentier fleuri qui s'enfonce
Dans les verdures du printemps,
En hiver, n'est qu'ornière et ronce,
Fange, boue et cailloux coupants.

La rue aux vieux hôtels où passe
L'ombre en perruque du passé
Aboutit à l'aveugle impasse
Qu'obstrue un vil tesson cassé.

Tout meurt, tout se détruit. Aux portes
Les serrures ont d'autres clés,
Mais, de toutes les choses mortes,
Jours perdus, oiseaux envolés,

Lampe qui fume, cœur en cendre,
Chemin où l'on ne passe plus,
Échos où l'on cesse d'entendre
La voix des mots que l'on a crus,

De tout ce qui fut, change et tombe
Le souvenir, qui le reprend
A l'oubli, à l'ombre, à la tombe,
Fait la flamme d'un feu vivant,

Et, vainqueur du temps qui tout ronge,
En un semblant d'éternité,
A notre mesure, il prolonge
L'instant que nous avons été.

VIGNETTE

Vous étiez amoureux de Rose, en ce temps-là.
De son nom sur sa joue elle portait l'éclat.
Tout le printemps riait en sa fraîche jeunesse.
Avril la regardait éclore, avec tendresse,
Lorsqu'elle s'en allait jusqu'au fond du jardin
Surprendre la rosée en l'herbe du matin.
L'aurore, chaque jour, semblait naître pour elle,
Et l'oiseau qui passait, la frôlant de son aile,
Lui confiait tout bas les secrets du ciel bleu.
Ah! vous me sembliez, mon ami, presque un dieu,
Vous qui marchiez près d'elle et lui disiez dans l'ombre
Des mots qui, me perçant le cœur, me rendaient sombre,
Car j'aimais Rose aussi, mais vous étiez aimé.
O printemps disparu, souvenir embaumé,
Où nous allions ainsi, tous trois, Elle, divine,
Vous, respirant la fleur, moi, blessé par l'épine!

A JOSÉ-MARIA DE HEREDIA

Le temps passe, tout meurt. Le marbre même s'use.
J.-M. DE HEREDIA, *Les Trophées.*

« Le marbre même s'use », avez-vous dit. En vain,
Dans l'orbe dont l'empreinte à mesure s'efface,
La médaille offre au temps qui la ronge sa face,
Qu'illustrait au métal quelque « profil divin ».

Le poète peut seul, impassible et serein,
Regarder l'an qui fuit avec le jour qui passe,
Puisqu'un vivant trophée attestera sa trace,
Mieux que le bloc de marbre ou le disque d'airain.

« Tout meurt », avez-vous dit. Pour vous, mourir fut vivre.
Plus qu'au bronze un beau nom survit dans un beau [livre ;
L'un par l'autre conquiert son immortalité.

Votre Muse est ailée ainsi qu'une Victoire,
Et je vois, sur la cime où sa main l'a planté,
Votre laurier grandir au soleil de la gloire.

HENRI DE RÉGNIER.

SILHOUETTES CONTEMPORAINES

Mme MARIE-LOUISE PAILLERON

La petite-fille de François Buloz a droit, elle aussi, aux hommages en ces jours où la *Revue des Deux Mondes* fête le centenaire de sa fondation. Héritière d'une noble tradition, portant un nom célèbre, elle a su se montrer digne de sa lignée, elle a ajouté à la gloire familiale par son talent personnel et sa bonne grâce de femme passionnée pour la littérature. Tous ceux qui ont eu l'honneur d'approcher Mme Marie-Louise Pailleron savent l'intérêt qu'elle porte à tout ce qui touche l'histoire et le renom de la *Revue*, les lettres françaises et le rayonnement intellectuel de notre pays. Il y a autant de plaisir que de justice à associer aujourd'hui son nom à tant de noms illustres qu'évoque la célébration du centenaire.

Mme Marie-Louise Pailleron habite rue de Verneuil, sur cette rive gauche qui a toute son affection, tout près de la rue des Beaux-Arts qui fut le berceau de la *Revue*, tout près de la rue Saint-Benoît, où Buloz s'installa dans la suite, tout près de la belle demeure de la rue de l'Université, où sont aujourd'hui les bureaux. Tout ce quartier est pour elle plein de souvenirs, elle y est chez elle, proche des quais qui ont sa prédilection, des bouquinistes et des antiquaires qui sont ses amis. C'est là qu'elle est née, qu'elle a appris à comprendre et à écouter. Elle avait dix-huit mois et étrennait une pelisse de drap bleu somptueusement garnie de rat musqué, quand elle alla pour la

première fois dans la cour de l'Institut et y vit Jules Sandeau qui s'écria : « Oh ! la belle petite fille ! » Devenue plus grande, c'est dans ces parages qu'elle se promenait le matin : elle aimait à passer en revue l'étalage bigarré des libraires ambulants; elle considérait avec plaisir la maison en briques roses du *Monde illustré*, et elle contemplait le balcon de fer forgé où s'appuyait son ami Gustave Droz pour fumer sa pipe en rêvant.

La rue de Verneuil est à la fois toute simple et fort noble. On y voit des boutiques populaires et de magnifiques façades avec des porches harmonieux. M^me^ Pailleron habite le rez-de-chaussée d'un hôtel entre cour et jardin. La cour a des vieux pavés et des remises, transformées en garage. Le jardin a le prestige de passer pour être le dernier vestige du Pré-aux-Clercs. Dès qu'on a franchi le seuil de cette aimable maison, on est tout de suite transporté dans un monde enchanté, qui serait le passé vivant. Les murs de l'antichambre sont couverts de lithographies de toute sorte qui ont l'air de vous préparer avec allégresse à entrer dans le sanctuaire qui est la bibliothèque. On ne résiste pas à sa magie. Vous êtes accueilli par le plus beau portrait connu de George Sand, peint par Delacroix, par vingt visages célèbres, des dessins, des photographies, des autographes. Voici le portrait si vivant d'Édouard Pailleron et en face sa femme, peinte avec un grand charme par Lévy-Dhurmer. Voici une charmante gravure représentant Prosper Mérimée enfant d'après une peinture de sa mère, une lithographie de Benjamin Constant, un médaillon d'Alfred de Musset par David d'Angers, une étonnante image de Rachel, un dessin d'Édouard Pailleron figurant Gaston Boissier, des photographies de Renan et d'Anatole France. Sur les rayons, des livres à l'infini, dont beaucoup ont été donnés à François Buloz par les grands romantiques, la collection de la *Revue des Deux Mondes*, une lettre de Victor Hugo, une note de Juliette Drouet, quelques lignes de l'écriture de Sainte-Beuve. Et les tiroirs sont pleins : des lettres de Musset, de Hugo, de Vigny, de George Sand, de Taine, de Renan, des lettres familières où toute sorte de petits incidents, de querelles, de réconciliations sont notés, des lettres qui relatent sans apparat, sans solennité, toute une vie intime, toute l'humanité simple des grands personnages.

Gardez-vous de vous croire dans un musée paisible. Sur cette échelle qui atteint les rayons supérieurs de la bibliothèque,

vous voyez tout à coup grimper un chat, qui a l'air d'un gardien amateur. Par la porte entr'ouverte vous apercevez un beau chien qui va tranquillement se coucher sur un coussin. Un petit cri aigu vous fait retourner : c'est le singe de Madagascar, au beau pelage gris, qui gambade dans sa cage. Tout près de lui, sur la cheminée, dans l'aquarium, des poissons du Pacifique déploient en se promenant des nageoires transparentes et irisées qui semblent des écharpes. Et l'été, la porte fenêtre s'ouvre sur le jardin où l'on aperçoit sur la pelouse deux tortues centenaires. Près de la bibliothèque qui conserve les plus belles manifestations de l'art et de la pensée, se poursuit toute une simple vie animale. Et cela est très philosophique.

Mais voici Mme Marie-Louise Pailleron elle-même. Mme Pailleron est tout entrain. Elle arrive dans sa bibliothèque d'un pas décidé, elle parle d'une voix nette, elle a des yeux clairs et enjoués, le visage mobile encadré de cheveux bruns, et bientôt elle rit ; elle aime la gaîté, elle est passionnée pour tout ce qui est vivant. Elle a eu, comme tous ici-bas, ses tristesses et ses tourments. Elle a connu l'angoisse des années de guerre avec deux fils engagés tout jeunes au front qui en sont heureusement revenus et qui sont sa fierté. La tradition de Buloz, ce n'est pas seulement l'amour des lettres, c'est l'amour du travail, la volonté, le culte de l'énergie, les belles qualités de cœurs français, et tous les continuent. Mais il est rare que Mme Pailleron se laisse aller à parler de ces sujets. Dans sa bibliothèque, elle est toute à la littérature. Nul dogmatisme dans sa manière de s'exprimer. Tous ces auteurs dont l'histoire relate l'image légendaire, sont pour elle des amis présents. Elle sait tout ce qui les concerne, elle connaît leurs caractères, leurs supériorités, leurs faiblesses. Elle voit où ils habitaient, et comment ils vivaient. Ils sont aussi réels que les contemporains, plus réels que certains. A telle date celui-ci a eu des difficultés avec Buloz. Il était dans son tort. Voici la lettre qu'il écrivit, voici la réponse ferme et paternelle de Buloz, voici comment finit le malentendu. Mme Pailleron sort des tiroirs une lettre amusante, elle cite un mot d'esprit, elle raconte une anecdote. Et elle conclut : « Quels gens ! quels gens étonnants ! » Elle n'ignore rien d'eux, elle les peint avec une verve exubérante, elle les juge, elle les admire, elle les aime, elle s'est

formée avec eux la société la plus pittoresque, la plus tumultueuse et la plus séduisante qu'on puisse imaginer.

C'est parmi eux qu'elle a été élevée. Elle a entendu parler des uns dès qu'elle a été en âge de comprendre. Elle a été connue des autres avant même de savoir qui ils étaient. Mme Pailleron garde précieusement un album que son père fit circuler parmi les familiers, quand elle était encore une enfant. On y lit les réflexions que beaucoup d'hommes célèbres inscrivaient après dîner. Louis Ratisbonne y griffonne ces deux vers :

Lorsque tu grandiras, enfant délicieuse,
Sois du monde ... où l'on est heureuse.

Octave Feuillet tout simplement dit : « J'embrasse de tout cœur Mlle Marie-Louise Pailleron pendant qu'elle me le permet encore. » Philippe Gilles, qui était chauve, s'écrie : « O Mademoiselle, si j'avais vos cheveux ! » Jacques Normand tourne ce quatrain :

Pourquoi vouloir qu'on vous aligne
Quelques vers qui ne valent rien,
Quand vous avez au moindre signe
Un papa qui les fait si bien.

Jules Claretie se récuse : « J'aimerais mieux écrire dix volumes qu'une ligne d'album. » Et il ajoute avec sa signature : « Pensée d'un producteur. » Eugène Labiche écrit gaiment : « Ba be bi bo bu, je n'ai pas d'idées. » Et Alexandre Dumas signe en notant : « Je n'en ai pas non plus. » Voici Pasteur : « Aux mouvements de son cœur, il faut toujours demander pourquoi ? Ah ! c'est qu'il y a pour l'animer toute sorte d'*étincelles*. On les compterait par centaines. Celle qui a jailli de ma pensée et sous ma plume tient à votre jeunesse, ma chère enfant, ce mouvement de la vie aux grandes espérances, et aussi aux illusions, et surtout à ce que peut être la fille d'un homme de cœur et de grand esprit » Et enfin voici quelques lignes très émouvantes :

« Mademoiselle Marie-Louise,

« Vous verrez le xxe siècle. Comme je vous en félicite ! Faites-lui mon compliment. Quand ils vous diront alors trop de mal

de ces pauvres enterrés du XIXe siècle, allez prendre votre vieil album, montrez-leur comme quelques-uns des amis de monsieur votre père faisaient de jolis vers et de jolis dessins.

« Votre bien dévoué serviteur,

« E. RENAN. »

Quel alphabet pour une petite fille qui commence à lire! Et quel recueil pour celle qui sera l'héritière intellectuelle de François Buloz et d'Édouard Pailleron! C'est en cette compagnie que s'écoule une jeunesse dont le souvenir reste lumineux. Édouard Pailleron recevait tous les lundis soirs, il ne recevais que des hommes, mais sa fille n'oubliait rien des histoires qu'il racontait le lendemain. Elle était primesautière et gaie, et d'une franchise qui faisait le bonheur de son père. Pailleron habitait, quai Malaquais, une maison où résidait aussi une vénérable dame, qui recevait souvent Émile Ollivier et beaucoup de membres de l'Institut. La jeune Marie-Louise Pailleron était souvent réclamée pour dire des fables de Ratisbonne. Le lendemain d'un dîner où on ne s'était pas beaucoup amusé, l'enfant fut priée de réciter *le Gourmand*. Après quoi on lui demanda si son père avait passé la veille une bonne soirée. « Il est venu m'embrasser avant le dîner, dit la petite fille, il n'avait pas l'air gai. Il a dit que nous avions bien de la chance de manger du bouilli. » Quand elle connut cette histoire, la mère fut désolée de cette brusquerie. Mais le père en rit beaucoup et dit : « J'aime mieux qu'elle soit franche. » Et Mme Pailleron, en rappelant ce trait, ajoute : « Je le suis restée, hélas! » Mais on l'aime ainsi et chacun regretterait qu'elle eût changé.

On était de bonne humeur dans ces réunions; on se plaisait à la conversation ; on était entre soi, et l'existence était pleine de bonhomie. Harpignies était un des familiers. Il appréciait fort une eau-de-vie qu'on lui donnait volontiers et il s'en servait copieusement en disant : « Il n'est pas mauvais, Édouard, ton petit vin blanc. » Une fois, un auteur voulut donner lecture d'une tragédie en vers qu'il avait composée. Épreuve redoutable qu'on aurait bien souhaité d'éviter. Un des invités se chargea d'arrêter net l'aventure. Au deuxième vers, il interrompit en s'excusant et dit simplement : « Le premier vers est faux. » Et l'auteur ne lut pas plus avant. Un autre jour, Édouard Pailleron avait à se plaindre d'une locataire qui habitait au-dessus

de lui. On sonna à la porte avec insistance. Il était seul et en robe de chambre. Il alla ouvrir. Il se trouva en présence d'une quêteuse qui lui fit sa demande les yeux baissés et attendit la réponse. Elle les leva enfin et en apercevant devant elle un moine, elle devint toute rouge et s'écria : « Oh ! pardon, mon frère. » Et Pailleron de répondre : « Plus haut, ma sœur, plus haut ! »

Toutes ces anecdotes qu'aime à rappeler Mme Pailleron attestent son penchant pour le détail vrai, pour la réalité quotidienne de la vie, pour le fait humain. Elle a horreur du convenu. Elle éprouve une antipathie vigoureuse pour toutes les déformations biographiques qui réduisent la figure des personnages, exaltent certaines vertus, les dépouillent de leur humanité. Elle est éprise de vérité, admet les écrivains tels qu'ils ont été, avec leurs qualités mais avec leurs défauts. Elle ne trouve aucun agrément dans les portraits stylisés. Ce qu'elle veut, c'est leur vie même. Elle a entendu parler d'eux, elle les a connus, elle les voit tels qu'ils ont été. Ceux qui ont eu récemment le plaisir de l'entendre et de l'applaudir, quand elle a fait, à l'occasion des fêtes du Centenaire de la *Revue*, sa conférence sur François Buloz, savent avec quel feu et quelle exactitude elle parle de tous les amis de son grand père. Ils ne sont point d'un siècle disparu. Ils vivent toujours dans sa mémoire et dans son affection. Et comme un « enfant de la balle », devenu à son tour de la confrérie, elle sait que, pour être grands, ils n'ont pas besoin qu'on retouche leur chère image.

C'est à sa mère que Mme Marie-Louise Pailleron doit tant de récits charmants qui ornent sa mémoire La fille de Buloz était encore une enfant quand elle vit chez son père, à la *Revue* qui siégeait alors rue des Beaux-Arts, tous les représentants d'une époque éclatante, Alfred de Musset, Mme Récamier, Rachel, Prosper Mérimée, tant d'autres, tous les amis, tous les collaborateurs de la publication qui commençait sa carrière. Car la vie était simple alors et familiale et l'on ignorait l'installation des bureaux à l'américaine. La fille de Buloz a toujours conservé l'empreinte de ces années. Devenue la femme d'Édouard Pailleron, vivant dans un monde spirituel et brillant, elle a gardé toute son existence le culte des choses de l'esprit et une tendresse vigilante pour la *Revue* qui avait été l'œuvre de son père. Très lettrée, sachant le latin et le grec, lisant tout, se tenant

au courant de tout, Mme Édouard Pailleron était la simplicité même. De la bonne tradition des éducations d'autrefois, elle avait le tact, l'honnêteté qui ne se pique de rien. Beaucoup de ceux qui la fréquentaient ne connaissaient d'elle que son esprit enjoué, sa gaîté étourdissante, son sens comique pour peindre les caractères et définir d'un mot les traits essentiels d'un personnage. Plus tard ils apprenaient à apprécier la sûreté de son jugement, ils découvraient la profondeur de sa culture. Jusqu'à la fin de sa vie, elle a lu attentivement la *Revue*, notant le fort et le faible des collaborateurs, s'inquiétant de l'avenir, se préoccupant des jeunes dont elle discernait le talent naissant avec un instinct qui rappelait celui de François Buloz.

Avec quelle admiration Mme Marie-Louise Pailleron parle de celle à qui elle doit tant! « Elle savait tout, dit-elle, elle se souvenait de tout, elle avait une intelligence étonnante. Ah! si vous l'aviez connue, elle vous aurait plu, c'était une créature délicieuse. » Et dans ces paroles enthousiastes, on sent une émotion qui se contient avec pudeur, une piété filiale reconnaissante et attendrie. C'est dans de longues causeries intimes que la mère a raconté à la fille toute l'histoire vécue de la *Revue*, de sa fondation et de son développement. C'est aussi par ces mémoires parlés que peu à peu Mme Marie-Louise Pailleron a pu connaître dans tous ses détails et avec toutes ses péripéties ce qu'a été l'œuvre du grand-père obstiné et laborieux dont la devise était : « Il faut durer. » La *Revue*, elle, a duré. Comment l'image de son fondateur subsisterait-elle, authentique et véritable? Avec les années, le souvenir se déforme, de fausses idées naissent, l'ignorance et l'oubli font leur lent et triste travail. Mme Édouard Pailleron souffrait de voir peu à peu se substituer au François Buloz réel la légende stupide d'un Buloz paysan et illettré. C'est elle qui eut la pensée de publier un récit exact et de révéler la correspondance du fondateur de la *Revue* avec ses collaborateurs. Mais, malgré la prière de sa fille, elle ne voulut rien écrire elle-même. Elle confia ce soin à Mme Marie-Louise Pailleron, elle la documenta de son mieux, elle évoqua tout le passé, elle le fit voir et elle laissa, comme une volonté dernière, ce legs touchant et qui a sa grandeur : la petite-fille devait écrire l'histoire de son grand-père.

On sait avec quel art Mme Marie-Louise Pailleron s'est acquittée pieusement de sa mission. Elle était en possession des

archives de la *Revue* depuis la fondation jusqu'à l'année 1877 : c'était là le trésor des textes. Elle était en possession de tous les récits de sa mère ; et c'était là le trésor de l'imagination. Les volumes qu'elle a publiés sous ce titre : *François Buloz et ses amis* ne sont pas seulement un fort bel hommage rendu à un homme exceptionnel. Ce sont des livres indispensables à qui veut connaître le XIX^e^ siècle, la littérature sous Louis-Philippe et le second Empire. Ils sont pittoresques, mouvementés, passionnants. Ils forment une documentation de premier ordre et appartiennent à l'histoire littéraire.

M^me^ Marie-Louise Pailleron, quand elle quitte Paris, retrouve tous ses amis à la campagne, les uns parce que leur souvenir y est présent, les autres parce qu'ils en ont été tour à tour les hôtes. François Buloz avait acheté sous l'Empire, pour être tranquille, à dix pas de ce qui était alors la frontière, cette délicieuse maison de Ronjoux, pour laquelle M^me^ Pailleron a un si profond attachement. Et comment ne l'aimerait-elle pas? Ronjoux est dans un beau paysage, non loin de Chambéry, tout près de la Motte-Servolex. La maison est large et basse, sans prétention, solidement assise dans la prairie, habillée de vigne vierge et de roses. De la terrasse qui domine toute la vallée, on aperçoit au premier plan les villages de la plaine et des coteaux, et, à l'horizon, les hautes montagnes, parfois les pics couverts de neige. Une nature riche, de beaux vieux arbres, un air léger, pur et parfumé, un décor splendide et harmonieux, c'est tout cet ensemble magnifique que M^me^ Marie-Louise Pailleron a appris à aimer et à admirer quand elle était enfant. L'enchantement a été durable. Et elle a su parler de toute la région avec un grand charme dans son petit livre sur Chambéry.

Que de souvenirs dans ces beaux paysages ! Elle s'est promenée, par la pensée, dans tous ces champs avec son grand père Buloz qui cheminait appuyé sur sa canne et surveillait la rentrée des foins. Elle sait que George Sand y est venue avec son ami Manceau et son fils Maurice, avant d'aller aux Charmettes et au château de Bourdeau sur le lac du Bourget où se passe l'action de *M^lle^ La Quintinie*. Elle sait que M. de Quatrefages est venu voir les arbres de son grand père, que Victor Cherbuliez et Émile Montégut ont séjourné là, que le soir Klaczko plaida pour la cause de la Pologne et qu'Ernest Renan y tint de

subtils discours. Plus tard le peintre John Sargent y fit le portrait de sa mère et le sien. Émile Ollivier, David d'Angers, le docteur Daremberg, Gilbert Augustin-Thierry, Henri Lavoix, Coquelin aîné qui voulait jouer *Cabotins*, Paul Hervieu, deux, trois générations de lettrés et d'amis ont passé sous les arbres aujourd'hui vénérables, et devenus plus chers encore avec les années. Buloz se souciait peu du luxe de sa propriété, mais il adorait sa terre. Il disputa à son voisin, le marquis Costa de Beauregard, la vigne destinée à l'arrondir. Il le protégea contre un projet de chemin de fer qui devait abîmer le pré. Elle est intacte, elle est même agrandie, et toute pleine de sa mémoire.

Grâce à cette campagne accueillante, Mme Marie-Louise Pailleron peut satisfaire ce goût des animaux, que Paris limite si étroitement. A Ronjoux, il y a des bêtes dans tous les coins. La grande cour de ferme qui termine le jardin est pleine de pigeons blancs familiers, de grosses poules jaunes, noires, blanches, d'oies majestueuses, de lapins blancs, de lapins bleus. Dans la prairie, l'âne paît, et les petites chèvres noires broutent autour de lui. Et il y a partout des chiens. Dans un charmant petit livre qui s'appelle *Souvenirs de Miette*, et auquel nous empruntons tous ces détails, une dame qui ressemble fort à Mme Pailleron, et qui se promène heureuse et légère, coiffée d'un grand chapeau, au milieu de cette ménagerie, fait cet aveu en parlant des animaux : « C'est vrai, je les aime, et je les comprends, je crois, je me plais à les regarder vivre autour de moi, ils ont leurs habitudes et leurs caractères, leurs manies ; ils n'ont ni méchanceté, ni vices, et leur confiance en nous est si touchante ! »

C'est dans la bibliothèque de la maison de la rue de Verneuil, habitée par tant d'ombres illustres, que Mme Pailleron aime à rassembler l'hiver tout ce que Paris et la province comptent de lettrés. Il n'y a jamais rien de solennel dans ces réunions qui, par tradition, restent familières. Comme Buloz, elle se plaît à voir près d'elle tous ceux qui ont été, qui sont ou qui peuvent devenir les collaborateurs de la *Revue*. Elle ne se soucie pas de leurs opinions, bien qu'elle ait les siennes fort arrêtées. Elle ne leur demande que d'avoir de l'esprit et du talent, de faire partie de cette grande famille des écrivains et des artistes qui sont les bons serviteurs des lettres nationales.

Elle sait les interroger, les mettre à l'aise, les inviter à parler de ce qui leur plaît et de ce qu'ils savent. Elle gagne tout naturellement leur confiance et leur respectueux attachement. Car, pour sa part, elle est toujours le naturel même, la netteté qui s'accommoderait au besoin de la véhémence plutôt que d'un manque de clarté, et on sent en elle une amitié chaleureuse et spontanée. Dans un siècle, lorsque la *Revue* fêtera son second centenaire, les historiens de l'avenir pourront écrire un joli livre, qui sera la suite de *François Buloz et ses amis* et qui s'appellera *Marie-Louise Pailleron et ses amis*. La maîtresse du logis se plaît à réunir tous ceux qu'elle goûte, tous ceux qui continuent la tradition. On rencontre chez elle les maîtres et aussi les jeunes. On y voit Paul Bourget, Maurice Donnay, René Doumic, Henri de Régnier, Gérard d'Houville, Abel Hermant, Pierre de Nolhac; on y voit aussi Jérôme et Jean Tharaud, André Thérive, François Mauriac, Pierre Benoit, Jacques de Lacretelle, le présent et l'avenir, la *Revue* d'aujourd'hui et la *Revue* de demain.

Mais M^me^ Marie-Louise Pailleron ne reçoit pas souvent. Elle travaille, elle travaille même beaucoup. Elle lit tout ce qui se publie. Elle se livre à des recherches personnelles. Les ouvrages sur François Buloz représentent plusieurs années de labeur méthodique. Quand elle veut se délasser de l'histoire, elle raconte pour son plaisir des aventures qui lui plaisent. *Le Coucou, la Ratoune, l'Enlèvement à la belle étoile* sont des romans pleins de mouvement et de vérité. Pour peindre les mœurs campagnardes et pour évoquer les personnages, l'auteur a des traits heureux et directs, une liberté d'esprit et de langage devenue bien rare, un goût profond des caractères. Tout ce qu'elle écrit est plein de substance, et ses livres ont comme elle le don magnifique de la vie. Si, de son séjour suprême, François Buloz contemple sa petite-fille, il lui garde assurément une grande reconnaissance d'avoir été sa biographe si vigilante et si affectueuse, mais il doit éprouver un autre sentiment, il doit être fier. Et cet homme obstiné qui voulait tant « durer » peut songer avec douceur que le destin lui accorde la plus charmante manière de se survivre.

FIDUS.

FRANÇOIS BULOZ

ET LES DÉBUTS DE LA REVUE

Mesdames, Messieurs,

Croyez que la délicatesse de ma situation ne m'a pas échappé. Il est toujours absurde et périlleux de parler de soi en public : parler des siens l'est tout autant. Faut-il les louer? On est taxé d'orgueil. Les juger? D'ingratitude. Les traiter avec détachement? Quel mauvais cœur! Célébrer leur gloire? Quelle pose!

Comment faire? Je sais bien qu'en me présentant devant vous, pour vous parler de François Buloz, même en abordant mon sujet avec la meilleure modestie, je cours le risque de rappeler certain personnage du *Monde où l'on s'ennuie*, célébrant la science et la notoriété de son « illustre père »... Peut-être même y a-t-on déjà pensé? Je n'y peux rien. Ma supériorité sur le baron Eriel de Saint-Réault est que je ne vous parlerai pas du « concretum de la doctrine bouddhique ». Enfin, si je suis venue moi-même ici, au lieu de charger de cette causerie un conférencier plus autorisé, c'est précisément parce que je suis *la petite-fille* : cette qualité seule me vaut le plaisir de vous entretenir aujourd'hui.

Je ne voudrais d'ailleurs pas le faire longtemps : il ne saurait être question d'une longue narration, ni d'une vie romancée, ni d'une analyse psychologico-freudienne, mais seulement

(1) Conférence prononcée, le 29 novembre, pour les fêtes du Centenaire de la *Revue*, à l'Exposition des *Cent ans de vie française*, en l'hôtel Jean Charpentier.

d'une esquisse rapide de l'homme volontaire et redoutable, dont j'ai l'honneur de descendre.

François Buloz est né au commencement de l'autre siècle, en 1804. Ses parents, sans fortune, ne le gâtèrent point : il y en avait déjà sept comme lui à la maison ! Son enfance fut rude, sans joie, et ne lui laissa que des souvenirs amers.

Lorsque, plus tard, il les évoquait devant ses enfants (pour leur donner, je pense, des leçons d'énergie), ils ouvraient de larges yeux, bien qu'eux-mêmes ne fussent pas, à beaucoup près, aussi gâtés que les nôtres. Il leur disait sa détresse et sa solitude au lycée Louis-le-Grand, ses efforts qu'un mot de tendresse n'encourageait jamais; la méchanceté des autres élèves, qui s'acharnaient aux récréations après le nouveau venu; vingt autres, hargneux et méchants; ils en firent tant qu'ils l'éborgnèrent d'un coup de poing... Les enfants, quels loups !

C'est ainsi que ce petit bonhomme-là connut l'éloignement, la solitude, les engelures et la cruauté : le découragement, jamais. A cette école, il apprit encore l'énergie et la ténacité, une singulière endurance (du reste, taillé en hercule, il n'eut rien d'un malingreux). Il apprit aussi à ne compter que sur lui-même, ce qui est excellent. Quand il sortit du lycée, il travailla seul, pour la Muse, ses classes terminées; il poussa ses études de latin, il étudia l'anglais. Bien plus tard, sa fille, à seize ans, fort studieuse, lui demanda, en guise d'étrennes, de lui faire donner des leçons d'anglais... Il se mit à rire silencieusement, lui tendit un dictionnaire de Sadler, et répondit : « Fais comme moi. Ai-je eu dans ma jeunesse des professeurs de langues ? Les exigences des enfants, aujourd'hui, sont vraiment inconcevables ! »

Comme il débuta sans le sou, et qu'il réussit, contre vents et marées, à édifier une œuvre, et une œuvre durable, la légende s'est accrochée à son histoire, car il nous faut enjoliver le bonheur autant que les catastrophes. On a dit que François Buloz était venu de Savoie à Paris à pied, et en sabots, naturellement. Le pauvre petit ! On a dit qu'il n'avait reçu aucune instruction; pour un peu, on aurait affirmé qu'il n'avait jamais eu de parents... C'est à faire rire. La vérité est beaucoup plus savoureuse. François Buloz quitta sa maison de Vulbens en 1814 et alla rejoindre à Paris son frère aîné Antoine, alors

élève à l'École normale. Le petit garçon — dix ans — fit un voyage inoubliable, car il traversa la campagne française à l'heure de la Campagne de France, et passa plusieurs jours en route; le souvenir de ces jours-là ne s'effaça pas de sa mémoire.

L'enfant, sortant d'une mauvaise carriole, abordait une terrible patache, et de là passait dans les diligences de l'époque, qui allaient, en temps ordinaire, de Lyon à Paris, en quarante-neuf heures. Mais peut-on dire que 1814 fut une année ordinaire? Songez à ce que dut être pareil trajet pour un petit gars de dix ans, seul, timide, sortant de son nid pour la première fois!

En février, l'Empereur arrêtait Blücher à Champaubert, dispersait l'armée ennemie à Montmirail, à Château-Thierry, à Vauchamps; Mormant, Nangis, Montereau vinrent ensuite; pour nous, en huit jours, sept victoires, mais le pays sens dessus dessous; et les Cosaques dans chaque chaumière, au grand effroi de la population française.

Blücher, qui avait fui d'abord jusqu'à Châlons, fuyait de nouveau dans les Ardennes, et ne se remettait de son émoi qu'avec l'appui de 150 000 alliés autour de Paris. Les Autrichiens occupaient Lyon, Wellington menaçait Toulouse, les pilleurs rôdaient partout. Que l'on veuille bien imaginer l'aspect que présentaient les routes de France à cette époque. Défoncées, pleines d'ornières et de boue, aux approches de Paris, souvent coupées, partout envahies par les pluies, traversées par des hordes si lasses et si noires, que l'on ne pouvait distinguer si elles faisaient partie d'une armée en fuite, ou de bandes en maraude. En outre, les services réguliers devenaient, avec la menace de l'investissement, de plus en plus problématiques, et pour achever le tableau, depuis Villeneuve-la-Guiard, on entendait ronfler le canon.

C'est ainsi que le petit François Buloz, en 1814, fit la connaissance de Paris; il n'eut garde d'en oublier l'image. Elle a de l'allure: je la préfère à celle du petit garçon en sabots... D'ailleurs, je n'ai pas le choix. A Paris, je l'ai dit, il fut enfermé dans un pensionnat, et connut la tristesse du lycée, la solitude du préau, la méchanceté des camarades... Mais quoi! il fit son apprentissage de l'humanité, et devait connaître de plus mauvais jours encore. La vraie misère vint ensuite, lorsque la

bande de ses frères et sœurs se partagea un héritage de quatre sous, et que le dernier venu dut renoncer à l'École normale où il voulait entrer, pour gagner sa vie sur l'heure. Il avait dix-sept ans. Son frère aîné lui annonça cette déconvenue, l'engagea à se tirer d'affaire tout seul, et ne s'en occupa plus. Bien.

Que va-t-il faire? Toutes sortes de métiers. Et d'abord, il sera chimiste dans une fabrique solognote; ensuite il deviendra rédacteur à la *Biographie des Contemporains*, courra chez les hommes illustres, rédigera leur biographie, montera des étages, prendra des notes, établira des fiches, le tout pour cinquante francs par mois; puis il apprendra le métier de typographe, l'exercera quelque temps, et passera un jour correcteur à l'imprimerie de l'Archevêché.

Cette fois la besogne lui plaît, il s'y entend, travaille ses douze heures par jour; la nuit, pour se délasser, il traduit des livres d'anglais, des livres assommants sur la chimie. Je les ai lus; comment ne s'endormit-il pas sur cette prose azotée? Cela se passait en 1825. Trois ans plus tard, le voici à l'imprimerie d'Éverat, rue du Cadran; il est monté en grade, sans changer d'emploi. Toujours correcteur, sa situation ici est plus importante, l'employé négligeable et obscur n'est plus. François Buloz connaît admirablement son métier : tous les gens de lettres qui viennent à l'imprimerie, les Alfred de Vigny, les Brizeux, les Eugène Sue, les Véron, le réclament et le consultent. Nécessaire, bientôt indispensable, il demeure néanmoins taciturne : on le voit appliqué à sa tâche, travaillant dans tous les coins, dérangé par les nouveaux arrivants, emportant en maugréant ses papiers ailleurs! Sociable, il ne l'est guère, il ne se lie pas facilement; son enfance rude, sa jeunesse difficile, lui ont appris à douter des nouveaux venus, des autres aussi, d'ailleurs. Ah! ce ne fut pas un homme qui se jeta au cou des gens! Non.

Entre le correcteur de la rue du Cadran et le fondateur de la *Revue des Deux Mondes*, il n'y a rien. François Buloz passera directement de l'un à l'autre. Le Hasard, qui est le maître, et se plaît à ces jeux, organisera une rencontre entre le correcteur et l'un de ses anciens camarades de lycée; précisément ce camarade dirige l'imprimerie d'Éverat : M. Auffray. Un beau jour, M. Auffray, enchanté de cet ami retrouvé, qui ne lève jamais le nez de dessus sa tâche, lui proposera une entre-

prise. Et voici l'occasion offerte. François Buloz doutera-il de lui ? Hésitera-t-il ? Acceptera-t-il de diriger une revue ? Dira-t-il : « C'est de la folie ! Sans argent, sans relations, on n'entreprend pas une telle tâche ? » S'il prononce ces paroles, s'il les pense même, tout est perdu ; le Hasard s'en va, emportant sa chance, et sous son bras, la *Revue des Deux Mondes* (*Journal des Voyages*).

Mais François Buloz n'hésitera pas ; il dira *oui* immédiatement. C'est convenu. Auffray imprimera, Buloz dirigera, et, pour commencer, il recevra le traitement somptueux de 1 200 francs par an, et 2 francs par abonnement. C'est peu ? Le directeur n'est pas de cet avis, il n'a pas l'habitude de mener une vie fastueuse ; du reste, puisque l'entreprise est maintenant entre ses mains, c'est à lui de l'agrandir, et on le verra à l'œuvre

Cette entreprise, aujourd'hui, paraît insensée. On sait ce qu'il en coûte de fonder une revue, et ce directeur-là n'a ni sou ni maille : il lui faudra emprunter pour apporter sa propre participation à l'affaire. Des abonnés, il n'en a guère que 350 la première année. En janvier de l'année suivante, il en aura le double, 909 en décembre. En 1835, il en aura 1 243 ; dix ans après, il n'en aura encore que 2 500. Patience : quand vient l'Empire, l'opposition que la *Revue des Deux Mondes* fait à la politique du 2 décembre, tout en la mettant en grand péril, lui apportera la fortune tant attendue : les abonnés en masse. La voilà au pinacle : 16 000 abonnés, 18 000, elle ne s'arrête plus.

Le miracle n'est pas là. A l'époque de l'Empire, les noms les plus glorieux étaient déjà inscrits à la table, connue des deux mondes et de tous les autres ; la carrière de la petite brochure saumon était faite. Non, non, le miracle est aux débuts.

« Miracle facile, direz-vous. Il n'existait alors aucun recueil capable de lui faire concurrence. » Erreur, il y avait d'autres revues. Il y avait *le Globe*, de Dubois, ennuyeux, il est vrai, et lourd comme son titre ; *le Mercure du XIX^e^ siècle*, toujours expirant, c'est exact, mais renaissant aussi ; la *Revue encyclopédique* ; enfin la *Revue de Paris*, née d'hier, également... Sans bruit, petit à petit, les premières s'éclipsèrent ou disparurent ; quant à la *Revue de Paris*, elle ne fit pas concurrence à la *Revue des Deux Mondes*, pour la bonne raison que François

Buloz s'en empara au bout de quelques années, la dirigea, et en fit une sorte d'annexe de l'autre. Il y mit les jeunes, les fantaisistes, comme Nodier, les inexacts, comme Balzac; elle ne lui nuit donc pas, on le voit, elle le servit, et ensuite disparut comme les autres.

Toutefois, quand il s'embarqua sur cette galère, François Buloz n'avait que de l'espoir et aucune certitude. Il fallut par conséquent tout construire, n'abandonner rien au hasard, surveiller chaque besogne par lui-même : cela n'était pas difficile, il était seul; M. Auffray s'était retiré, remplacé bientôt par les Bonnaire, aimables associés, qui se réservèrent la partie mondaine de l'entreprise : visites aux auteurs, sourires, refus ou encouragements, bons dîners... ils remplirent leur rôle à merveille.

Les auteurs ne manquèrent pas.

Ah! ce monde des lettres en 1830, chez nous, qu'il est vivant, pittoresque, imprévu, gai, désintéressé! Tout le monde à la fois demande la parole, chacun a quelque chose à dire, et cela ressemble à l'acte du paradis dans *l'Oiseau bleu*, où chaque marmot à naître doit apporter sur la terre un chef-d'œuvre, une invention, une grappe de raisin inconnue, ou une maladie nouvelle! Et l'on se presse, et l'on discute, et l'on récite des vers, et l'on se fâche, et l'on applaudit, c'est charmant. On est convaincu, on tient à ses idées, on ne pense pas à l'argent, on ne pense qu'à la gloire! Paris est devenu soudain une ruche bruissante et bourdonnante. La veille on se taisait; où étaient donc toutes ces abeilles? Aujourd'hui elles sont partout, l'air en est obscurci.

Comment nous faire une idée de ce temps? Actuellement la politique a pris dans notre vie une fâcheuse importance : on accorde aux crises ministérielles la solennité que l'on réservait au temps d'Hugo aux événements littéraires : ceux-ci maintenant n'ont plus droit qu'à une attention médiocre. S'il est louable (et je n'en suis pas sûre) de s'enthousiasmer pour l'éloquence dépensée au Congrès radical, à y bien réfléchir, je crois qu'il fut plus amusant, le temps où l'on se battait à la première d'*Hernani*, où la lecture de *Rolla* chez les abonnés de la *Revue* faisait scandale, où la présence de Rachel mettait la Comédie-Française à flot ou à sec. Il n'y a pas à le nier,

l'émotion avec laquelle les Parisiens accueillaient ces événements, révèle une société plus lettrée que la nôtre, possédant des goûts plus délicats, et plus recherchés.

Après les Trois Glorieuses, chacun se déclare. Le tyran est par terre, la Garde nationale parcourt les rues, donc on est libre, puisque voici l'armée ! On va pouvoir parler tout haut, les femmes vont écrire des horreurs, les poètes blasphémer à l'aise, les peintres figurer enfin des scènes d'orgie et de massacre, les musiciens réunir dans l'orchestre et faire entendre à la fois le cuivre et la petite flûte, la harpe céleste et la peau d'âne : — Taisez-vous, le Roi, c'est à nous de parler !

Ils arrivent en foule. George Sand, de son Berry, tenant Sandeau d'une main, *Lélia* de l'autre, s'installe quai Saint-Michel, y écrit tout le jour, sous l'œil sévère de Hyacinthe de Latouche, des récits de voyage, des contes, cherche sa voie enfin, s'habille en homme, fume des cigares longs d'une aune, se déclare contre la société, le mariage, les bourgeois, dîne au cabaret, et regarde les poètes avec des yeux si beaux, si beaux, si lourds, et si noirs, qu'ils s'éprennent d'elle séance tenante.

Qu'y a-t-il encore? Tous, tous, Vigny, mélancolique, susceptible et passionné, portant *Chatterton* et *Laurette* dans ses bras; Hugo, magnifique, entouré de ses poèmes comme de rayons sonores, Hugo, travailleur infatigable, qui a toujours un drame en répétition et cent rimes dans la tête; Musset, tout mince, tout blond, si jeune et si rose qu'il peut se costumer en servante cauchoise et servir un dîner sans être reconnu, avant d'avoir versé, par jeu, le contenu d'une carafe d'eau sur la tête du professeur Lerminier. Rentré chez lui après ces agapes, il écrira la dernière strophe de *Rolla*. Quel siècle ! Et encore, voici Murger, toujours désargenté et toujours paresseux, mais plein de bonnes intentions, qui promet sans cesse et ne tient que quelquefois, Murger qui, rêvant, s'arrête devant un coffre-fort, et reçoit de Sandeau, déjà chauve, cette apostrophe : « Un coffre-fort pour vous? Qu'en feriez-vous? Autant vaudrait, pour moi, d'acheter un peigne ! »

Alexandre Dumas, disert, vantard, plein d'idées et de projets, qui arrive de Villers-Cotterets sans rien apporter qu'une belle écriture moulée, se met à lire, et crée incontinent des types inoubliables : d'Artagnan, Milady, Porthos, Bussy, tous d'une charmante fausseté, du reste; Balzac, ce maître, qui vivra

sans doute plus vieux que Milady sans vieillir autant qu'elle, gardé par César Birotteau, Mme Marneffe, et la Muse du département: Balzac, observateur, qui a tout vu, tout senti, tout deviné, hormis que Mme Hanska ne l'aimait point. Ah! ces romantiques! qu'ils sont attendrissants, et que de naïveté sous leurs blasphèmes!

Nous avons aussi le bataillon des dames politiques : princesse Belgiojoso (genre sérieux), qui écrit des livres sur *la Formation du dogme catholique*, traduit Vico, avale du « datura-stramonium » pour se donner un teint livide, s'entoure de crânes et de squelettes, de bibles et de Pères blancs, mais enchante les hommes de son temps en exerçant à leur égard, une infernale coquetterie... Mignet, Cousin, Thiers, lui-même, Musset et Heine, peut-être le plus épris de tous.

Heine fait aussi partie de la belle équipe de la *Revue*, avec ses *Reisebilder*, ses voyages passionnés, son rationalisme bizarre enveloppé de paroles romantiques; Heine, dont l'esprit est la joie et le mouvement des petits bureaux de la rue des Beaux-Arts. Un jour, pourtant, il y demeure silencieux, si bien que le directeur, inquiet de ce silence inaccoutumé, l'interroge :

— Qu'avez-vous, Heine, vous ne dites rien, êtes-vous souffrant?

— J'ai, répondit Heine d'une voix lugubre, que sur le pas de la porte j'ai rencontré X... (un rédacteur); nous avons échangé nos pensées, je me sens tout bête!

Heine n'était pas toujours aussi discret; il avait souvent la plaisanterie cruelle. Très amoureux de la belle princesse, il détestait Bellini qui entourait aussi la Belgiojoso de son admiration fervente. Heine, irrité, poursuivait le musicien, doux, aimable et frisé, de ses sarcasmes.

Un soir, Bellini arrive chez la princesse, tout dolent.

— Ah! dit Heine avec férocité en examinant Bellini, comme vous êtes pâle, vous devez être malade!

L'autre s'en défend, mais Heine poursuit :

— Croyez-moi, vous devriez rentrer chez vous et vous soigner.

Bellini prend peur (je n'ai pas dit que ce fut un héros), salue à la ronde, rentre, se couche et... meurt.

La princesse, tout en larmes, l'annonça le surlendemain à Heine qui répondit triomphant :

— Eh bien! ne le lui avais-je pas prédit? De quoi se plaint-il?

Il y eut encore, dans le bataillon des dames rebelles, Daniel Stern, la comtesse Merlin et la duchesse d'Abrantès qui, veuve et endettée, devint amoureuse du marquis de Custine, et poursuivit alors les directeurs de revues d'articles élogieux sur les œuvres de ce dernier, dans le dessein de se faire épouser par Astolphe. Mais Astolphe préférait d'autres jeux : « Cette vieille farceuse, écrivait François Buloz, au dos d'une lettre de la dame, voulait se faire épouser par le marquis de Custine : deux cent mille livres de rentes font faire bien des turpitudes! »

Il y eut encore Michelet, les Thierry, Gustave Planche, sévère, mais juste; Nodier, aimable et inexact; Blaze de Bury, poète de vingt ans, puis critique musical. Il y eut Scudo, Philarète Chasles, Fontaney, Saint-René Taillandier, puis Montégut. Il y eut Sainte-Beuve, le critique de son siècle, et de tous les siècles... classique dans sa critique, romanesque dans sa vie et dans son œuvre poétique, des *Consolations* aux *Rayons jaunes*, de *Volupté* au *Livre d'amour*. Critique, oui, mais inventeur aussi, d'un genre si neuf et si intelligent, que s'il ne l'avait pas créé, il nous manquerait un arbre à la forêt.

Cette troupe magnifique allait collaborer à la *Revue* naissante, et petit à petit, l'un amenant l'autre, en faire un des recueils les plus ornés, les plus divers, les plus puissants de son siècle.

J'ignore quelle idée l'on se fait aujourd'hui d'une revue en 1830.

Actuellement les grands journaux sont installés aussi somptueusement que le Crédit lyonnais; ils ont comme lui des salles d'attente, des garçons de bureau bien vêtus, des dactylos bien coiffées, des coffres-forts bien pansus qui intimident les néophytes, s'il existe toujours des néophytes!

La *Revue des Deux Mondes* ne fut pas, à beaucoup près, aussi agréablement pourvue; elle fit trembler pourtant, malgré son aspect rudimentaire, Jules Simon, agrégé volant de vingt ans, frappé d'effroi d'y rencontrer tant de célébrités, si mal assises. J'ai visité jadis avec les miens, ces locaux augustes et déplorables, dont quelques-uns existent toujours.

Rue des Beaux-Arts, numéro 10, François Buloz fut accablé par un loyer imposant : 400 francs par an! L'appartement, divisé

en deux parties, comprenait, d'un côté le logement du fondateur et de sa famille, quatre ou cinq petites pièces, la plupart noires et étroites où vécurent six personnes, dont quatre enfants bondissants et indisciplinés. De l'autre côté du palier, une entrée et deux pièces : on appelait ces locaux « les bureaux de la *Revue* »!

François Buloz occupait une de ces pièces; au mur on y voyait des casiers de bois blanc pour déposer manuscrits et épreuves ; une table, cinq ou six chaises composaient le mobilier. Dans ce local étroit défilèrent les pontifes de ce temps : les Guizot et les Thiers, les Montalembert et les Lamartine. Ce pauvre décor fut témoin de scènes inénarrables entre le directeur souvent irascible, et les collaborateurs souvent infidèles. C'est là que vint pleurer George Sand, mugir Lerminier, grogner Gustave Planche, ironiser Musset, que Vigny se plaignit, que Rachel s'emporta, que Sandeau gémit, que Guizot pontifia. C'est là qu'on enfermait à double tour le chroniqueur politique Forcade, avec un rumsteack aux champignons et une bouteille de Beaune, s'il vous plaît, jusqu'à ce qu'il ait terminé un article trop long à venir... Car, à cette heure, la *Revue* est familiale : M^me^ François Buloz soigne ses rédacteurs quand ils sont malades, et George Sand, lorsqu'elle voyage, lui confie Maurice les dimanches et fêtes.

En sortant des bureaux, les amis traversaient souvent le petit palier, pour aller rendre visite à la maîtresse du logis, casanière et fort occupée de ses quatre marmots.

Au fond du salon de drap rouge, elle était assise dans un fauteuil d'acajou et, le plus souvent, brodait. Coiffée de longues anglaises noires, qui sautaient autour de son petit visage, habillée d'une robe de soie puce, sa chaîne d'or au cou, comme elle est peinte sur le portrait de l'Exposition voisine, elle avait l'air, disait Sainte-Beuve, « de revenir des vêpres ». Souriante, douce, la jeune femme apaisait les querelles, éteignait les jalousies. George Sand l'avait baptisée une fois pour toutes : le petit ange de paix. Elle vit, en effet, se dérouler sous ses yeux les drames et les bouffonneries de ce temps ; prise à témoin, quelquefois consultée sur toute sorte de sujets dont quelques-uns fort scabreux, elle ne se départait pas de sa douceur et de son calme, prononçait son mot, et ne se laissait intimider par personne.

Elle partagea, inutile de le dire, les anxiétés du fondateur pour son entreprise hasardeuse, traversa avec confiance les orages, et demeura la seule, avec son mari et Sainte-Beuve, à ne jamais douter du succès. Il fut un temps où l'argent, qui commençait de venir, manqua soudain ; sous le ministère Guizot, en 1841, certaine combinaison compliquée fut élaborée pour racheter la *Revue* trop indépendante, et en faire un organe officiel. On offrait, pour désintéresser le fondateur, une somme importante : tous l'engagèrent à céder, mais il résista à cet assaut, et l'avenir lui donna raison.

La vie patriarcale du début de la *Revue* amenait des scènes épiques ; les rédacteurs vivant dans l'intimité du directeur de la *Revue* et de ses enfants, une grande bonhomie, le plus souvent, régnait. Gustave Planche, pourtant, ne fut pas aimé d'eux. Négligé dans sa tenue, rude dans son langage, la main leste, il n'eut rien pour leur plaire : de fréquents conflits se produisirent.

Louis, le second fils de François Buloz, fut surpris un jour par l'intéressé, prenant tranquillement un bain de pieds dans l'immense haut de forme gris de Planche. Au fond de ce récipient plein d'eau tiède, les petits pieds du délinquant se jouaient à l'aise ; jamais bain ne lui avait paru plus agréable ! Mais quand Planche sortit du salon et chercha son chapeau, quelle affaire ! Quand il découvrit le méfait, quelle poursuite, quand il atteignit le coupable, quelle fessée !

On peut citer aussi le mot de ma mère, âgée de cinq ans, à Sainte-Beuve récemment élu à l'Académie française. Lorsqu'il annonça qu'il allait commander son épée d'immortel, la petite fille déclara avec autorité : « Tu ferais mieux d'aller t'acheter une perruque ! »

Ces traits enfantins montrent mieux que ne pourrait le faire n'importe quelle glose, l'intimité de cette vie, et la simplicité de tout ce monde. Le temps grandit et amplifie le passé ; aujourd'hui, les maîtres consacrés dans leur gloire, qui peut se les figurer au milieu du train-train de l'existence quotidienne, et souvent médiocre ? George Sand, par exemple, auteur d'*Indiana* et du *Marquis de Villemer*, on consent bien à se la représenter amoureuse, désolée ou triomphante, mais la voit-on dans son intimité écrivant sans façon à Boucoiran : « Faites carder mon matelas, je ne veux pas être mangée aux vers de mon vivant ! »

Ma mère l'avait vue, coiffée de longues boucles brunes, une rose sur l'oreille, assistant aux modestes soirées de la *Revue*, sacrant après la bonne, qui, comme ses pareilles, ne fermait jamais les portes ; elle avait aperçu aussi Louise Colet et Jules Janin, pénétré chez Mérimée, et se souvenait très bien de Mme Mérimée, qui s'efforçait de rendre douce la vie de Prosper, allumait elle-même son feu, préparait sa lampe, afin qu'il trouvât sa chambre prête, à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit. Les images de son enfance demeuraient vivantes dans la mémoire de Marie Buloz : pouvait-elle oublier que Jules Sandeau l'avait une fois assise sur ses genoux, et lui avait dit d'une voix tragique en lui montrant une photographie de George Sand : « Regarde-bien cette femme, petite, c'est un cimetière, tu entends ? un cimetière ! » Les histoires rocambolesques de vols de Libri dans les bibliothèques, se racontèrent devant elle ; elle entendait encore la voix grêle de Pontmartin, la voix grave de M. Saint-René Taillandier, le vieux père du critique qui, renseigné par son oncle, procureur au Châtelet, affirmait rue Saint-Benoît : « Les fossés de l'Abbaye étaient là, près de cette place ; pendant les massacres, le sang y coulait comme de l'eau ! »

La fille de François Buloz se souvenait encore de Mme Récamier, entrevue l'année de la mort de Juliette, aux Italiens. On y avait mené l'enfant pour qu'elle entendît Mario, célèbre ténor... elle ne se souvint que de Mme Récamier toute en blanc, déjà entrée dans la légende. Elle connut encore Mme de Bawr, qui parlait de la « Grande Révolution », d'une voix cassée qui sortait du fond d'un chapeau cabriolet comme du fond d'un tuyau; vit Delacroix, Edgar Quinet, Blandine Liszt, Rossini, Rachel, Alfred de Musset !

Une mémoire qui s'enrichit de tant de souvenirs, on ne se lasse jamais de la consulter, de l'assiéger même. Par ma mère qui en fut le témoin, ce passé ressuscita devant mes yeux d'enfant; j'ai été élevée au milieu de ces ombres ; elles me sont devenues, à travers sa vision, familières ; bientôt je les ai chéries autant qu'elle les chérissait.

Nous avons vu le décor et les acteurs ; voyons maintenant les obstacles qui surgirent au milieu d'eux. D'abord, les procès. Il y en eut fréquemment, il y en eut d'absurdes, qui

auraient pu se terminer par un dîner anx *Frères Provençaux*. C'est le fait de presque tous les procès. Mais les hommes de loi sont là : à quoi serviraient-ils, s'ils ne soufflaient sur le feu ?

François Buloz dut subir le fâcheux plagiat. On lui vola son sommaire ! A ce moment-là, les droits des auteurs étaient continuellement méconnus, la contrefaçon courait les rues : *le Petit Courrier des Dames et des Demoiselles* reproduisit, sans autorisation, l'admirable nouvelle de Vigny, *Laurette ou le Cachet rouge*. François Buloz poursuivit *le Petit Courrier* : procès que la *Revue* gagna.

Procès avec Balzac, qui commençait de publier *Séraphita* dans la *Revue de Paris*, en interrompait la publication, la remplaçait par une autre, malgré les réclamations des abonnés éperdus, en promettait une troisième, et finalement disparaissait sans rien terminer : brouille.

Brouille avec Alexandre Dumas, déçu de ne plus toucher de primes à la Comédie-Française (François Buloz, alors Commissaire royal, les avait supprimées). Dumas attaquait avec vigueur le fondateur de la *Revue* dans *le Mousquetaire*, le houspillait et le raillait, lui reprochait son ignorance, sa férule, affirmait qu'il n'était bon qu'à ennuyer son monde, et *à faire de l'horlogerie* !

— Vous ne disiez pas cela, rétorquait le directeur, quand je corrigeais vos épreuves, il y a quelques années pour la *Revue de Paris*, et que vous écriviez dans le *Voyage au Sinaï*, en parlant de la pile de Volta : « Ce minerai que l'on trouve au fond des entrailles de la terre. » Quelle bourde je vous ai évitée ce jour-là ! » Brouille avec Dumas.

Procès avec George Sand qui, devenue célèbre, devint difficile, et accusa François Buloz d'idées étroites et réactionnaires ! N'a-t-il pas laissé Lerminier blâmer l'attentat d'Alibaud contre le Roi ? Voilà des idées étroites ! Pour couronner tout, n'a-t-il pas refusé *Horace*, ce directeur ? Le procès, qui était dans l'air, éclata pour une vétille. Brouille qui dura longtemps, mais ne fut jamais complète.

Procès à propos de l'affaire Libri. Mérimée, qui prit sa défense dans la *Revue des Deux Mondes*, et se moqua par la même occasion de notre magistrature sacro-sainte, fut poursuivi, condamné à quinze jours de prison, et la *Revue* à une amende.

Procès en diffamation contre Barbey d'Aurévilly, qui le perd, et, furieux de son échec, gourmande son avocat en sortant du Palais (il se nommait Gambetta). « Vous m'avez comparé à Voiture, lui dit Barbey, mais vous avez plaidé comme un fiacre! »

Procès en diffamation contre Philarète Chasles qui, dans ses *Mémoires*, publiés prudemment à Saint-Pétersbourg, couvrait d'injures son directeur, et les collaborateurs aussi, par la même occasion (injures fort comiques, d'ailleurs), etc.

Toutefois, on s'accommode d'un procès (surtout quand on le gagne), et puis c'est encore de la publicité, et la publicité n'a jamais fait de tort à une revue. L'écueil, le plus terrible dans les commencements, fut la mise en train : les collaborateurs inexacts, infidèles, oublieux, qui promettaient, recevaient une avance sur leur futur travail, partaient en voyage avec leur avance, et... ne revenaient plus!

Il y eut aussi les chroniqueurs fantaisistes, qui disparaissaient pour se livrer à d'autres occupations, plus frivoles sans doute, et volontiers au moment de la chronique : il fallait relancer ceux-là chez eux, plusieurs fois par jour. Quand on les y trouvait, il n'y avait que demi-mal, on en était quitte pour revenir, attendre, et imprimer à mesure; mais souvent ils s'évaporaient complètement. François Buloz faisait alors retentir les airs de ses appels désespérés ; il écrivait à Forcade, rédacteur politique, des billets frémissants d'indignation : « On vous attend! Que faites-vous? Votre chronique? C'est après-demain que l'on termine... Vous n'êtes nulle part, introuvable : vous oubliez de rentrer! »

Quand, par un hasard providentiel, Forcade, après cela, passait à la *Revue*, il n'en sortait que sa chronique terminée. Certains, comme Sainte-Beuve, réguliers et consciencieux, réclamaient d'autres soins : « Je n'ai pas le temps, mon cher ami, de courir, de m'occuper de ma documentation; informez-vous donc; sachez s'il n'a pas paru, il y a quelques années, telle brochure ayant pour titre *l'Hermès dévoilé* (il écrivait une étude sur *la Peau de chagrin*). Je suis obéré par mes travaux, sortir serait pour moi une distraction..., etc. » Et voilà. Par miracle, on trouvait généralement entre deux portes un très jeune érudit, qui s'élançait, dénichait le livre, souvent même préparait le travail, enchanté de s'attirer l'attention et la gratitude de Sainte-Beuve.

Ces mœurs familiales, pour absorbantes qu'elles fussent, assurèrent au début, j'en ai la conviction, l'existence de la *Revue*. On a beaucoup parlé du caractère du fondateur, de sa rudesse, de son exclusivisme; cela est peut-être exact. Néanmoins, ceux qu'il a servis ont négligé de rappeler son obligeance, car il fut obligeant en même temps que rude et exclusif. Quand ils passaient le seuil de la *Revue*, ses collaborateurs devenaient sacrés : il n'en parlait plus qu'avec admiration et respect. En outre, il les défendait, les encourageait, habillait Planche plusieurs fois par an des pieds à la tête, bourrait les chroniqueurs qu'il mettait en loge, de « côtelettes premières », entourait ses rédacteurs de soins, les envoyait aux eaux, quand leur foie l'exigeait, faisait interner les fous, — il y en eut beaucoup, — à ses frais, et soigner les autres de la même manière, à la maison Dubois. Qui donc l'a dit? Personne. Hélas! ce silence n'a rien de surprenant; pour moi, le problème est dans ses moyens d'action. Comment faisait-il? car la caisse au début était presque toujours vide. Pendant la triste aventure de Venise, n'est-il pas toujours prêt à rendre un service, à faire une avance à George, à payer d'anciennes dettes?

S'il ne se fût servi pour mener sa *Revue* que de sa seule autorité, eût-il gardé autour de lui jusqu'au bout sa troupe magnifique, alors jeune et libre de le quitter au moindre caprice?

Les trois prédilections du fondateur de la *Revue* furent : George Sand, Alfred de Musset, Gustave Planche. Ce dernier eut, dit un contemporain, sur François Buloz plusieurs moyens d'action : « son talent d'abord, son humeur rétive et... sa pauvreté ».

Pour Sand, le fondateur se découvrit des trésors de patience, d'admiration et de gentillesse. Ce bourru la laissait dire (quand elle renonçait à la rêverie, Lélia avait la langue bien pendue); quoiqu'elle lui décochât des duretés, il ne sut garder rancune à celle qu'il nommait la « Reine de France ». Malgré ses caprices, George compta sur lui, et la preuve se trouve dans leur correspondance, surtout dans celle de Venise, écrite pendant une des époques les plus troublées de sa vie sentimentale.

A qui donc se confie-t-elle lorsque Musset, brûlant de fièvre, halluciné, se débat dans sa chambre, à l'hôtel Danieli? A François Buloz, et sa première lettre est précédée de ces mots :

« Lisez quand vous serez seul », car il s'agit de garder secrète la maladie du poète... Si on venait à l'apprendre! Et dans la lettre, que de recommandations! « Ne dites à personne au monde qu'Alfred est malade. Si sa mère l'apprenait (et il suffit de deux personnes pour dire un secret à tout Paris), elle en deviendrait folle... » Et puis : « Dites à Sainte-Beuve... » — « Ne dites pas à Boucoiran », etc., etc.

Quant à Musset, il fut toujours reconnaissant à François Buloz d'avoir (le terme est du poète) « respecté sa vocation »... « Ces choses-là ne s'oublient pas », ajoutait-il. Cœlio, on le sait bien, n'eût accepté aucun joug; lui rappeler une date promise pour l'envoi d'un conte ou d'un poème, l'eût exaspéré : il voulait travailler à ses heures, et qu'on ne l'ennuyât pas en lui mettant ses promesses sous le nez.

« Voilà, mon cher, une pièce de bœuf que j'ai tirée de mes côtes cette nuit, écrivait-il à François Buloz. Il faut, sacrédieu, que ce soit pour vous. Il ne m'est guère arrivé d'en faire tant sans démordre. Je vais me coucher, la prose m'embête. A vous. »

On voit le ton. Il est libre, et n'a rien d'un martyr de la copie. Alfred de Musset, souvent désargenté, savait où s'adresser en temps de presse. A la *Revue*, où l'or coulait rarement à flots, on en trouvait pour Musset, qui recevait des « avances », sans qu'on lui demandât rien en échange. C'est ainsi, travaillant à son gré, et libre de son choix, qu'il s'attacha à ce recueil et y publia son œuvre.

La présence du poète est partout dans la maison; rien ne révèle mieux cette présence que la pièce intitulée : *le Songe d'un reviewer* (le reviewer : François Buloz), gaminerie crayonnée un soir sur la table, après le repas rue des Beaux-Arts, et qui fait un sort à tous les collaborateurs de l'époque. Cette pièce est connue, je n'en rappellerai ici que des fragments, pour mémoire; elle commence ainsi :

Buloz est sur la grève
Pâle et défiguré...
Il voit passer en rêve
Gerdès (1) tout effaré.

(1) Le caissier.

La matière abonnable
Se meurt du choléra ;
L'épreuve est déplorable,
Il faut un errata.

Il voit son typographe
Transposer ses placards.
Des fautes d'orthographe
Errent de toutes parts...

Voici venir quelques collaborateurs :

. . . . . .

Loève a fait héritage
De quatre millions ;
Dumas meurt en voyage
Faute d'*Impressions*.
Dans les filles de joie,
Musset s'est abruti ;
Ampère, en bas de soie,
Pour l'Afrique est parti.

Brizeux est à la Morgue,
Sainte-Beuve au lutrin ;
Quinet est joueur d'orgue,
A Quimper-Corentin.
Delécluze est modèle
A l'atelier de Gros ;
Roulin est infidèle
A ses choux les plus beaux.

George Sand est abbesse
Dans un pays lointain ;
Fontaney sert la messe
A Saint-Thomas d'Aquin...

Cette nuit Lacordaire
A tué de Vigny ;
Lerminier veut se faire
Grotesque à Franconi ;

Planche est gendarme en Chine;
Magnin vend de l'onguent;
Le monde est en ruine,
Bonnaire est sans argent!!

Dès 1848, le succès de la *Revue* était acquis. Libérale et indépendante, elle représentait une force dont les ministres sollicitaient l'appui, et que l'étranger interrogeait. Vint l'Empire. François Buloz, très attaché à la famille d'Orléans, y fut nettement hostile. Il publia en outre, malgré les avertissements, des articles contraires au régime, que les princes exilés lui faisaient parvenir d'Angleterre. Plusieurs fois menacé, le fondateur tint tête. C'est alors que l'Empereur demanda à le voir, et qu'il dut aller aux Tuileries. Il écouta trois quarts d'heure le chef de l'État, et revint chez lui, non pas ébranlé, mais séduit. Il confia même à son beau-frère : « C'est un charmeur; je n'y retournerai pas. »

Quoique le succès eût consacré son œuvre, le fondateur ne cessa jamais de s'inquiéter à son propos. Il craignit sous l'Empire la suppression pure et simple, les perquisitions dans les bureaux ou à son domicile, l'obligation de transporter les presses à Bruxelles. Il craignit ensuite de manquer de bons rédacteurs et prononçait : « Quand j'avais des auteurs, je n'avais pas d'abonnés; maintenant que j'ai des abonnés, je n'ai plus d'auteurs! »

Tout ce que j'ai découvert de lui, tout ce que les miens m'en ont dit, me le montre combattif et vigilant jusqu'à sa dernière heure. Lorsque, malade, il est forcé de confier le sommaire à un secrétaire, et que le docteur l'oblige de passer quelques jours en Savoie, rien ne le satisfait. Il gourmande le secrétaire, sollicite (malgré l'ordre formel du médecin de ne s'occuper de rien) ses rédacteurs, les poursuit, exige un article sur le sujet actuel, ou qui va l'être demain : il le devine, il le sent! Il leur écrit d'une main tremblante... de vieillesse?... non, d'impatience, et de colère : « Que faites-vous? Qu'attendez-vous pour parler de la constitution du 25 février? Le sujet vous revient, l'événement est capital, l'orage va éclater, faire du bruit! Pendant ce temps, vous vous prélassez à la campagne : vous vous reposez! *Est-ce qu'on se repose? C'est insensé!* »

Et à son secrétaire : « Qu'avez-vous pour le numéro pro-

chain? Un tel?... un tel? (permettez-moi de taire les noms)... des mazettes! Cela ne vaut rien. Non, non, il faut réveiller Fromentin, parler à Renan, écrire à Cherbuliez... Je me charge de Mme Sand! »

Les fautes de français, car bien entendu il revoit les textes, le mettent au comble de l'exaspération. Un rédacteur qui s'occupe d'agronomie, un grand savant, et de l'Institut, s'il vous plaît, a écrit : « les germes semés ! » La colère de François Buloz éclate : « Est-ce qu'on sème des germes? Non, monsieur, on sème des graines, on ne sème pas des germes! » A Mérimée, il déclare : « Pas un de vous ne sait la grammaire ! » Et Mérimée répond : « Il a peut-être raison ! »

On a pu voir ici (à l'Exposition des *Cent ans de vie française*) un beau buste du fondateur par Guillaume. Il a été sculpté en 1876-1877, terminé quelque temps après la mort du modèle. Le masque est magnifique et porte l'empreinte d'une volonté irréductible. On m'a bien souvent conté que l'artiste modela son œuvre, caché à demi par un rideau, dissimulé dans la pièce voisine de celle où François Buloz, assis sur un fauteuil, se mourait.

— S'il avait su que Guillaume travaillait là, disait ma mère, tout près de lui, il aurait encore trouvé la force de se mettre en colère! » Car, pour lui, les portraits étaient des enfantillages absurdes. D'après ce dernier trait, on voit que le fondateur resta jusqu'à sa fin l'homme de son temps, et que l'enfant qui avait subi un si dur apprentissage, en porta, sa vie durant, l'empreinte.

Maxime du Camp connut longtemps et intimement le vieux fondateur; il écrivit à son sujet des lignes émouvantes : « Sourd, presque aveugle, il se soulevait encore pour essayer de corriger la *Revue*... »

François Buloz prononçait dans sa vieillesse : « *Ma* fille, *ma* Revue. » Il les considérait comme ses deux chefs-d'œuvre. Il mettait en première ligne sa fille ; mais ma mère, qui me répéta ce propos, me confiait en souriant : « Je ne suis pas sûre qu'il ne me préférât pas *la Revue!* »

Marie-Louise Pailleron.

GEORGES CLEMENCEAU

J'ai vu M. Clemenceau sur son lit de mort. Pour la première fois, je le voyais reposant. Son visage, un peu amaigri, était calme et déjà empreint de la majesté de la mort. Sa famille était seule dans sa chambre où la foule ne devait pas pénétrer. Il était coiffé du bonnet de police qu'il aimait à porter. Il avait ainsi une tête sévère de soldat. Il m'apparaissait comme un grognard des armées de la République qui, enfin, avait fini son service.

C'était un héros. Il a rempli le monde de son nom et sauvé son pays. Quelle vie passionnée ! Avant la guerre de 1914, qui l'a révélé à la France, et peut-être à lui-même, il avait, pendant plus de quarante ans, joué un rôle qui avait accumulé sur son nom d'implacables inimitiés. Ce grand républicain, amoureux d'un idéal toujours inachevé, s'était attaqué à des hommes qui, comme lui, avaient fondé et honoré la République. Son âme impatiente dédaignait les ménagements. Je l'ai entendu reprocher à Gambetta et à Jules Ferry d'avoir été des politiques, ou, pour parler la langue d'alors, des opportunistes. En réalité, il n'était pas d'aujourd'hui, ni même d'hier : c'était un homme d'autrefois, d'un autrefois à jamais disparu. C'était un Breton, un enfant de la Révolution, un fils de cette Vendée, qui a toujours été la terre des réfractaires. Il avait l'âme violente et têtue d'un chouan, et il faisait comprendre les luttes épiques, qui, de 1792 à 1796, ensanglantèrent son pays, où Blancs et Bleus se fusillaient sans merci. Il le savait bien. Il disait de lui-même un jour, en 1906, dans un discours qu'il adressait

à ses compatriotes, à la Roche-sur-Yon : « Comment nier que je doive peut-être à certaines tendances du caractère vendéen, le meilleur des inimitiés que j'ai pu recueillir sur mon chemin : l'instinct d'indépendance, la liberté de la critique, l'obstination, la combativité ? »

Au temps de ma jeunesse, j'ai rencontré quelques hommes dont les idées étaient analogues aux siennes : c'étaient de vieux républicains de 1848, dont la vie n'avait été que révolte et protestation : pour la plupart de braves gens, enthousiastes, et animés d'une foi mystique dans les progrès de l'humanité. Combien différents des réalistes d'à présent! Ils avaient hérité de leurs pères de la Révolution et de l'Empire un profond orgueil national. Ils souffraient encore des traités de 1815, et, comme Barbès, ils s'enorgueillissaient des succès de nos armées, quand la victoire couronnait des drapeaux qui n'étaient pas le leur. Ils étaient amoureux de la gloire. Victor Hugo les a peints dans *les Misérables*, sous la figure d'Enjolras. Ces hommes-là n'étaient pas des pacifistes, mais, tout au contraire, des chauvins, des cocardiers. Charlet dessinait pour eux et Béranger était leur poète. Il avait chanté leurs héros, les soldats de Sambre-et-Meuse, qui parcoururent l'Europe

> Pieds nus, sans pain, sourds aux lâches alarmes,
> Leurs habits bleus par la victoire usés,

en jetant par le monde les germes des révolutions prochaines.

Au fond, M. Clemenceau tenait de ces hommes-là. Il adorait la Révolution en bloc : patriote comme Danton, hostile à tout ce qui était étranger, défiant; impitoyable pour ses adversaires, un pur jacobin en un mot. Pendant longtemps, il demanda la suppression de la présidence de la République et du Sénat : il souhaitait de revenir à une sorte de gouvernement d'Assemblée, qui aurait ressemblé beaucoup au régime de la Convention. Cet homme de progrès vivait du passé et dans le passé. En 1871, il avait profondément souffert : nos défaites, la perte de l'Alsace-Lorraine, la Commune, les efforts inutiles qu'il fit pour réconcilier Paris et Versailles, les soupçons injustes dont sa conduite, comme maire de Montmartre, avait été l'objet, l'avaient blessé au cœur. Il lui semblait que la vie justifiait trop le dédain qu'il avait des

hommes, et ce sentiment donnait souvent à ses paroles un goût d'amertume.

Il fermait volontiers sa porte, ayant souci d'éviter la banalité des conversations inutiles. Était-ce timidité, comme quelques-uns l'ont pensé? N'était-ce pas plutôt hauteur d'âme et sentiment de sa personnalité trop méconnue? Cet homme de discussion, ce révolutionnaire, ce démocrate n'aimait pas la foule. Il ne lui reprochait pas son ingratitude, comme font quelques-uns : il la jugeait simplement indifférente, et il disait qu'elle devait être ainsi justement parce qu'elle était la foule. Aussi l'a-t-il écartée de son cercueil; il a voulu être seul dans la mort comme dans la vie. Cette âme forte méprisait les faibles « qui, a-t-il écrit, se contentent d'une adhésion verbale aux formules dogmatiques, hors de toute réaction de personnalité pensante ». Il dédaignait les honneurs « qui, à ses yeux, cachaient mal des redditions de conscience ». Que lui importait la pompe des funérailles d'un jour? La dette de la France, c'est le cœur de la nation qui devait la payer et son éternel souvenir.

Il était profondément individualiste. Son individualisme n'était pas purement intellectuel : il le transportait dans l'action. Citant un mot d'Ibsen dans *l'Ennemi du peuple* : « l'homme le plus puissant du monde, c'est celui qui est le plus seul », il ajoutait que c'est celui qui peut développer le plus d'énergie personnelle, « puisque aucune partie de son activité n'est neutralisée par les forces divergentes, avec lesquelles un commun concours l'obligerait à composer ».

Cependant, le temps approchait où cette grande force, bandée pour l'action, et qui se dépensait sans grand profit pour le pays, allait enfin pouvoir montrer de quoi elle était capable. En 1906, il fut appelé au ministère de l'Intérieur par M. Sarrien : il lui succéda comme président du Conseil. Il semblait que la fortune le tâtât en quelque sorte et le préparât pour les tâches héroïques qui devaient l'illustrer. A l'intérieur, il eut à réprimer des désordres anarchistes : il le fit sans hésitation. A l'extérieur, l'affaire de Casablanca lui permit de montrer à l'Allemagne quelle était sa manière de faire. Des soldats de la Légion étrangère, de nationalité allemande et autrichienne, avaient été débauchés par le consul d'Allemagne. Ils se trouvaient sur le port, sous la conduite d'un agent du consulat,

prêts à s'embarquer sur un paquebot allemand qui les attendait en rade. Des officiers français les firent arrêter. Le consul protesta au nom de ses privilèges consulaires. L'autorité française maintint l'arrestation. Le conflit prit rapidement entre les deux gouvernements une tournure menaçante. J'étais alors ambassadeur à Berlin et naturellement chargé de négocier le règlement de ce conflit. Il se termina à La Haye par un arbitrage qui nous donna raison. La fermeté de l'attitude et du langage de M. Clemenceau impressionna certainement la Wilhelmstrasse et contribua plus que ne l'eussent fait d'aimables complaisances à la solution de cette méchante affaire.

Ce n'étaient là que des avertissements qui annonçaient l'orage. Il éclata en 1914.

La guerre durait. Malgré les efforts des gouvernements qui se succédaient, on avait vu d'étranges propagandes ébranler la discipline de l'armée et la confiance du pays. Enfin, quand en novembre 1917, M. Poincaré appela M. Clemenceau à la présidence du Conseil, on sentit qu'il y avait quelque chose de nouveau, une volonté qui ne ferait plus attention aux petits côtés de la politique, aux chuchotements des couloirs, aux intrigues des partis, mais qui, par son énergie et sa ténacité, s'imposerait au pays et à l'ennemi lui-même.

Je connaissais M. Clemenceau depuis de longues années, mais je n'avais jamais été de ses familiers. Aussi fus-je surpris quand il me fit l'honneur de m'appeler près de lui au ministère de la Guerre. Son accueil me toucha profondément, mais comme il aimait qu'on fût net et sincère avec lui, je lui rappelai, lorsqu'il me proposa d'être un de ses collaborateurs, que j'avais été l'intime ami de Jules Ferry, dont il s'était montré le cruel, et, à mes yeux, l'injuste adversaire, et j'ajoutai que je resterais fidèle à mes amitiés. « C'est entendu, me répondit-il, mais tout cela est passé, nous avons quelque chose à faire à présent, et j'ai besoin autour de moi d'hommes en qui j'aie confiance. »

Il fit connaître sa politique aux Chambres par sa déclaration du 20 novembre 1917. Que ne puis-je la citer tout entière? Il y disait : « Tout pour la France saignante dans sa gloire, tout pour l'apothéose du droit triomphant. Demeurer avec le soldat, vivre, souffrir, combattre avec lui. Abdiquer tout ce qui n'est pas de la Patrie. L'heure nous est venue d'être unique-

ment français, avec la fierté de nous dire que cela suffit. »

Il disait encore : « S'aimer, ce n'est pas se le dire, c'est se le prouver. Il y a eu des fautes, n'y songeons plus que pour les réparer. » Mais il ajoutait : « Hélas! il y a eu aussi des crimes, des crimes contre la France, qui appellent un prompt châtiment. Nous serons sans faiblesse. Plus de campagne pacifiste; plus de menées allemandes; ni trahison, ni demi-trahison. La guerre, rien que la guerre. Nos armées ne seront pas prises entre deux feux. »

Quand il prononça ces paroles, un frisson parcourut l'auditoire. C'était la France de 1792 qui apparaissait à la tribune, mais dans un élan prophétique, Clemenceau terminait en s'écriant : « Un jour, de Paris au plus humble village, des rafales d'acclamations accueilleront nos étendards vainqueurs, tordus dans le sang, dans les larmes, déchirés des obus, magnifique apparition de nos grands morts. » Quelles espérances de pareilles paroles n'éveillaient-elles pas dans les cœurs!

Il fit aussitôt comme il avait dit. Il ne s'inquiétait pas des sentiments intimes des officiers : il n'avait égard qu'à leur talent, à leur courage, à leur dévouement au pays. Il voulut aussi, comme il l'avait dit, vivre avec le soldat. Il savait qu'il est prêt à tout supporter et à tout braver, si ses chefs l'aiment et partagent ses dangers. Il allait souvent au front. Il visitait les troupes, il causait avec les hommes, il s'exposait et s'avançait quelquefois si loin qu'il inquiétait ses compagnons. Les troupiers sentaient qu'il s'intéressait à eux : il avait conquis leur cœur. Il n'était plus question d'indiscipline et, quand les poilus le voyaient venir : « N'ayez pas peur, lui disaient-ils, on les aura. »

Il m'a souvent dit que ce qui lui donna le plus de souci et le plus de peine, ce fut la lutte contre le défaitisme. Il y avait certes des traîtres et des coquins, qui cherchaient systématiquement à briser le ressort moral de la nation, et qui, en exagérant le moindre échec, se portaient fort des bonnes intentions de nos ennemis pour ébranler notre volonté de lutter et de vaincre; mais, malheureusement, il y avait aussi des niais et des dupes, des humanitaires qui pleuraient sur les victimes de la guerre, mais qui ne s'occupaient que de rendre leur sacrifice inutile : il y avait même des gens honnêtes mais friands de l'intrigue, prompts à écouter les agents marrons de l'ennemi et

à s'aboucher avec les neutres qui manœuvraient dans les coulisses. Clemenceau mit fin à ces agitations dangereuses : il frappa haut et fort; on ne le lui pardonna pas, mais l'opinion était avec lui. La France se ressaisit et ramassa ses forces.

Pour que les armées alliées pussent vaincre, il était nécessaire qu'elles obéissent à une seule direction. Il y avait longtemps qu'on réclamait le commandement unique, mais on s'était toujours heurté à l'opposition des gouvernements alliés, et particulièrement à celle des Anglais. En mars 1918, l'avance des Allemands du côté d'Amiens, leur intention manifeste de séparer l'armée anglaise de la nôtre, prouvèrent l'urgente nécessité de mettre de l'ordre dans la marche des opérations. C'était une question de salut public. M. Clemenceau entreprit d'emporter toutes les résistances. Le 26 mars 1918, à Doullens, M. Poincaré, M. Clemenceau et M. Loucheur se rencontrèrent avec M. Lloyd George et lord Milner, ainsi qu'avec les généraux des deux armées. L'énergie du président du Conseil triompha. Le général Foch fut chargé de coordonner l'action des armées alliées. « Aujourd'hui, me dit, le soir même de cette grande journée, le général Mordacq, la France a été sauvée. »

Ce n'était pourtant pas assez. Coordonner n'est pas diriger. On le sentit et, le 3 avril, on se réunit à Beauvais. Le terme de commandement en chef offusquait les Anglais. « Si le War office l'adoptait, disait M. Lloyd George, jamais le Parlement n'approuverait une telle décision. » Une heureuse formule, suggérée à M. Clemenceau par le général Mordacq, fut proposée par lui : « Les gouvernements britannique, français et américain confient au général Foch la direction stratégique des opérations militaires. » — Étonnante influence des mots! En réalité, le commandement unique était institué, mais le mot n'y était pas. — Ces grandes journées virent poindre l'aurore du succès final. Grâce à la ténacité de M. Clemenceau, les conditions étaient remplies qui le rendaient possible.

Cependant l'esprit d'intrigue n'était pas maté. Des parlementaires s'acharnaient contre Foch et Pétain, et, à travers ces généraux, cherchaient à atteindre Clemenceau. L'attaque allemande du 27 mai 1918, qui obligea nos troupes à reculer jusqu'à la Marne, leur parut une occasion favorable à leurs desseins. L'affaire fut portée à la tribune de la Chambre le 4 juin. La séance fut terriblement agitée. Clemenceau fit

tête à l'orage. Il défendit les grands chefs, dignes, disait-il, de nos grands soldats. Il se refusa à leur demander des explications. « Chassez-moi de la tribune, s'écria-t-il, si c'est cela que vous demandez. Je ne le ferai pas. Nous remporterons la victoire, si les pouvoirs publics sont à la hauteur de leur tâche. Je me bats devant Paris, je me bats à Paris, je me bats derrière Paris. »

Son courage fit reculer ses adversaires. A l'abri de sa parole, Foch et Pétain purent désormais lutter librement contre l'ennemi.

L'heure approchait où la guerre allait finir. Le 11 novembre, l'armistice fut signé : l'Allemagne s'avouait vaincue. Quelle joie pour ceux qui avaient vécu les désastres de 1870, et pour Clemenceau quel triomphe! Son âme se détendait. Peu de temps après, je me trouvais dans la pièce qui précédait son cabinet. J'en vis sortir M. Dutasta qui lui était profondément attaché. Il était ému. Il vint à moi. « Savez-vous, me dit-il, ce que M. Clemenceau vient de me dire? Il m'a dit : « Jusqu'au 18 juillet dernier, j'ai douté de la victoire, mais personne n'en a rien su. » C'est cette maîtrise de soi qui lui a donné la victoire.

Clemenceau présida la Conférence de la paix. Il avait le souci d'effacer tout ce qu'au temps de sa jeunesse, l'Allemagne nous avait infligé d'amer et d'humiliant. En 1871, le prince de Bismarck qui, comme on sait, disait qu'il faisait la guerre à Louis XIV, avait voulu que le roi de Prusse fût proclamé empereur d'Allemagne, dans la Galerie des glaces à Versailles. C'est dans cette même galerie que, suivant la volonté de Clemenceau, fut signé le traité de paix qui consacrait la défaite de l'Allemagne. — S'il m'est permis de parler de moi à propos de ces grands événements, j'ajouterai que, lorsque les plénipotentiaires allemands arrivèrent à Versailles, c'est à moi que M. Clemenceau confia le soin de recevoir leurs pouvoirs : « Ils vous ont traité avec un orgueil insolent, quand vous avez quitté Berlin, me dit-il : il est juste qu'ils vous retrouvent aujourd'hui. »

On critique beaucoup le traité de Versailles. Cela est naturel, mais je doute que personne eût pu mieux faire. On oublie trop que nous ne pouvions pas négocier le traité tout seuls. Un jour, pendant la Conférence de la paix, dans une commission que je présidais, j'émis l'avis que la France devrait au moins

recouvrer ses frontières de 1814, qui étaient celles de l'ancien régime, et non celles de 1815, car le retour de l'île d'Elbe nous avait coûté cher. Personne ne voulut entendre de cette oreille. Le représentant de l'Amérique déclara que nous devions seulement rentrer dans nos limites de 1870, et, pour un peu, il m'aurait reproché mes visées impérialistes, parce que je trouvais qu'on pouvait nous rendre ce que le Congrès de Vienne nous avait laissé après la première abdication de l'Empereur.

La Paix de Versailles s'est conformée aux traditions de la politique française qui a toujours été favorable aux puissances secondaires. Elle en a augmenté le nombre, en réalisant ce que la démocratie avait réclamé au cours du XIX^e^ siècle au nom du principe des nationalités, et c'est ainsi que la Pologne et la Tchécoslovaquie ont recouvré leur indépendance. Il a fallu lutter pied à pied pour y parvenir, et Clemenceau dans cette lutte, fit preuve d'une énergie qui parfois étonnait ceux qui l'entendaient.

C'est alors que l'Académie française lui fit une place parmi ses membres. Il consentit à être élu, mais non pas à se présenter, non plus qu'à siéger. Il avait toujours affecté de fuir les honneurs, les honneurs académiques comme les autres.

Quand les pouvoirs du Président de la République, M. Poincaré, expirèrent, quelques personnes estimèrent qu'il était convenable de lui donner pour successeur l'homme qui nous avait donné la victoire. Il s'en défendit, mais enfin il se rendit aux sollicitations de ses amis. Ce fut M. Paul Deschanel qui fut nommé. On raconte que M. Lloyd George ne put s'empêcher de dire, quand il apprit l'échec de M. Clemenceau : « Décidément les démocraties sont ingrates. »

M. Clemenceau se retira alors de la vie publique; il vécut dans la retraite, recevant quelques amis, et parlant des hommes et des choses avec la sévérité mordante qui lui était familière.

Il avait une rare valeur de polémiste, et il était écrivain. Dans sa retraite, il publia d'abord *Au soir de la pensée*, deux volumes où il résumait ses idées sur toutes choses, sur l'univers, sur les sciences, sur l'homme, et ensuite *Démosthène*, où il peignit les luttes du grand orateur athénien pour défendre sa patrie. Plus d'une fois sans doute, en écrivant ce livre où il parlait de la Grèce qu'il aimait, il songea aux combats qu'il avait lui-même soutenus.

La mort vint le prendre quand il travaillait encore. Il sentait qu'elle approchait, il le disait. Il n'avait abandonné aucune de ses idées, aucune de ses passions vigoureuses qui avaient été le soutien de ses actions et il ajoutait que, durant les jours d'épreuves, il avait senti qu'il aimait la France bien plus qu'il ne le pensait dans les jours où rien ne la menaçait.

Son dédain des hommes se marqua dans les dispositions qu'il prit pour ses funérailles. Il ne voulait pas être accompagné par des indifférents et il demanda à être seul jusque dans la mort. Il a été obéi, mais, grâce au ciel, le gouvernement a voulu que les anciens combattants vinssent apporter, sur la tombe du soldat inconnu, l'hommage qu'ils devaient à celui qu'ils appelaient le « Père la Victoire ». Ainsi la nation a pu manifester quelque chose des sentiments que lui inspirait la mort de ce grand citoyen.

Nos alliés se sont associés à notre deuil. Je ne sais s'il eût été touché de leur souvenir, mais un journal allemand a écrit que l'Allemagne eût vaincu, si elle avait eu un Clemenceau. J'imagine qu'il eût été sensible à cet hommage. Nos ennemis nous l'ont envié.

JULES CAMBON.

A L'EXPOSITION DES CENT ANS DE VIE FRANÇAISE

Ceci n'est pas une Exposition des maîtres de la peinture, mais des maîtres de la pensée. Il est arrivé que ceux-ci ont rencontré ceux-là et alors nous avons un beau portrait. Il est arrivé aussi qu'ils n'ont rencontré qu'un peintre médiocre et alors nous n'avons qu'un document parfois aussi révélateur, l'artiste n'ayant pas interposé sa personnalité entre son modèle et nous. Mais, en toute hypothèse, les figures en ce moment réunies à l'hôtel Jean Charpentier à l'occasion du Centenaire de la *Revue*, n'ont pas été choisies pour leur beauté, ni pour le talent de leur peintre, mais pour leur esprit et pour leur talent à elles, ni parce qu'elles sont représentatives d'un art ou d'une école, mais parce qu'elles représentent les auteurs d'œuvres qui furent admirées de leur temps ou que nous admirons.

C'est la première fois que pareille chose advient. Les portraits groupés dans les autres rétrospectives étaient pour la plupart ceux de gens qui n'ont pas laissé d'autres traces et qui ne doivent qu'à leur « double » une survie spirituelle. Ici, la personnalité du modèle prime celle de l'artiste ; parfois même elle traîne l'artiste à sa suite et l'introduit là où il n'aurait pas été reçu pour ses seuls mérites. Pourtant, l'ensemble de ces figures, qui seraient célèbres sans leurs portraits, se trouve être en même temps un ensemble de portraits célèbres : Prud'hon, Girodet, Delacroix, M. Ingres, Devéria, David d'Angers, Etex, Ary Scheffer, Chassériau, Courbet, Ricard, Baudry, Bonnat,

Henner, Degas, Gabriel Ferrier, Rodin, John Sargent, Lenbach, Dagnan, Bourdelle, pour ne citer que les morts, sont représentés par quelques-uns de leurs meilleurs ouvrages. D'autres, très à la mode jadis et injustement oubliés, Södermarck, Louis Boulanger, Auguste de Chatillon, Champmartin, Hilaire Ledru, Lehmann, Émile Deroy, Paulin Guérin, Hirsch, nous sont rappelés, ou révélés, par des exemples surprenants de leur talent.

Ainsi la présente réunion se trouve être une fête pour les yeux et une précieuse contribution à l'histoire de l'art. Mais c'est surtout l'histoire de la physionomie humaine qu'elle nous retrace et plus précisément les traits physionomiques du génie, ou au moins du talent, en France depuis cent ans. S'il en est de spécifiques dans la nature et observés par les artistes, l'occasion est unique pour les saisir.

I

Ce n'est pas que le masque physionomique décèle le talent. Mais il décèle le tempérament et le caractère, ce qui peut influer sur la nature du talent. Il y a dans celui-ci quelque chose de physiologique tout à fait indépendant du fonds intellectuel et de l'abondance des idées. Peut-être un jour la science sera-t-elle en mesure d'en fixer les lois, de dire par exemple à quoi tient le lyrisme ou le tour oratoire, ou la longueur du souffle et au contraire l'aptitude à l'analyse, le goût des propositions courtes et juxtaposées, puis l'afflux nerveux et l'imagination créatrice. En attendant, le passant, ignorant de ces problèmes et sans aucune prétention à les résoudre, ne peut s'empêcher d'être frappé par la répétition de certains phénomènes. C'est ainsi qu'il trouve chemin faisant deux sortes de masques bien distincts : ceux des sensitifs lyriques ou romanciers évocateurs d'impressions personnelles, inventeurs de fables, orateurs ou apôtres, les Chateaubriand, les Lamartine, les Musset, les Émile Deschamps, les Lamennais, les Henri Heine, les Baudelaire, les Nodier, les George Sand, les Émile Ollivier, les Fromentin, les Octave Feuillet, les Coppée, les Chopin, les Michelet, les Vogüé, harpes éoliennes qui frémissent à tous les soufflles de leur époque, et transforment parfois les plus redoutables en harmonies enchanteresses. Chez ceux-là, le front est ou fuyant ou bombé, mais jamais court, ni

tout à fait vertical, l'angle facial accentué, les maxillaires inférieurs peu proéminents, la tête beaucoup plus volumineuse au sommet qu'à la base.

A côté, il y a les constructeurs, ceux qui édifient leur système en dehors et parfois en dépit des mouvements qui font vibrer les harpes éoliennes. Ce sont les créateurs de philosophie ou d'histoire, ou encore des critiques qui ont donné leur nom à une thèse, des romanciers qui ont, comme Balzac, « porté une société tout entière dans leur tête ». Le sommet n'est plus le même, ni surtout la base. Le front quelquefois court tombe plus droit, l'angle facial est moins saillant, la mâchoire est beaucoup plus forte, non pas du tout en longueur comme chez les prognathes, mais en largeur, par l'écartement des maxillaires inférieurs. La base est plus large que le sommet.

Il n'y a pas, d'ailleurs, antinomie absolue entre les deux caractères. Il peut y avoir équilibre parfait comme chez Taine ou Victor Hugo par exemple. Mais s'il est rompu, c'est toujours au profit du front chez les lyriques et des maxillaires inférieurs chez les constructeurs. On sait que ce dernier trait indique la ténacité. Et, en effet, on ne voit guère de grand chef qui n'en soit pourvu. Non que celle-ci puisse tenir lieu de toutes les vertus militaires, mais parce que, sans elle, les autres ne servent quasi de rien. Les exemples en sont saisissants tout le long de l'histoire et ici même les portraits des vainqueurs de la dernière guerre par M. Marcel Baschet et par M. Bouchor, nous en fournissent une singulière démonstration. Or, c'est la même chose qu'on observe chez les grands constructeurs d'idées, comme si, pour édifier un système et s'y tenir, malgré toutes les objections qui le traversent ou les événements qui l'achoppent, il faille, comme pour tenir ferme dans les incertitudes du combat, une formidable ténacité. En tout cas, les portraits de Stendhal par Södermarck, de Balzac par Bertall, de Thiers par Paul Delaroche, de Sainte-Beuve par Heim, de Renan par Ary Scheffer, ou par Bonnat, ou par M. Jean Béraud, ou par Zorn, de M. Paul Bourget par M. Paul Chabas, pour ne citer que les plus célèbres, voilà des témoignages qui accusent ce caractère au plus haut degré.

Regardons d'abord les sensitifs. Leur rencontre, ici, est évocatrice de tant de choses! Dans le grand salon, Baudelaire jeune, hirsute, méditatif et bistourné comme un paraphe par

le puissant coloriste que fut Émile Deroy, semble scruter en face de lui les portraits d'Hugo et de Delacroix, qu'on a la manie de citer ensemble et qui enragent de l'être. Et qu'en pense-il? Ceci : « M. Victor Hugo, dont je ne veux certainement pas diminuer la noblesse et la majesté, est un ouvrier beaucoup plus adroit qu'inventif, un travailleur bien plus correct que créateur... Pour Delacroix, au contraire, ses œuvres sont des poèmes et de grands poèmes naïvement conçus, exécutés avec l'insolence accoutumée du génie. Dans ceux du premier, il n'y a rien à deviner, car il prend tant de plaisir à montrer son adresse qu'il n'omet pas un brin d'herbe, ni un reflet de reverbère. Le second ouvre dans les siens de profondes avenues à l'imagination la plus voyageuse... »

Est-ce vrai? Tournons-nous vers le panneau que regarde Baudelaire. De l'œuvre immense d'Eugène Delacroix qui a déferlé sur tout le XIX^e^ siècle, qu'est-il venu jusqu'ici : deux fragments qui ne sont que des ébauches. Ce sont les restes mutilés et méprisés jadis d'une grande toile laissée inachevée dans un coin de son atelier, vendue à sa mort, déchirée en deux par les marchands, livrée à tous les hasards de l'Hôtel des Ventes, une moitié envoyée au Danemark, l'autre au Louvre, et que voici réunies pour la première fois. Ce n'est donc là qu'une épave. Mais cette épave nous apporte un exemple de tout son génie. C'est la figure de proue miraculeusement sauvée du naufrage. Chopin est au piano et joue : il joue du Beethoven ou de ses propres œuvres. George Sand, dans un coin sombre, l'écoute, le profil incliné, sans rien voir pour que rien d'autre que l'onde musicale ne vienne baigner ses sens, et elle bat la mesure de son bras nu. Delacroix les regarde. Liszt observe Delacroix : « Eugène Delacroix, dit-il, restait silencieux et absorbé devant les apparitions qui remplissaient l'air et dont nous croyions entendre les frôlements. Se demandait-il quelle palette, quels pinceaux, quelle toile il aurait à peindre pour leur donner la vie de son art ? » Ce jour-là, en rentrant dans son atelier, il a pris ce qu'il a trouvé. Il a tenté de matérialiser ce fluide qui enveloppe l'être qui écoute et qui est « ravi » hors de lui-même, et aussi cette *aura* qui flambe autour du sorcier de l'harmonie exaltante. Il a peint ces figures. Pour la première, celle de George Sand, il a appelé à lui les ressources du clair-obscur qui laisse indécises les frontières

de la personnalité et de l'ambiance, celle-là paraissant pénétrée par celle-ci. Pour le second, au contraire, il a sillonné de traits profonds et caractéristiques le masque du créateur, détaché en haut relief sur son milieu. Et puis, il les a laissées à l'état d'ébauches.

Ce sont des ébauches très poussées et avec toutes leurs valeurs, mais non revêtues des couleurs habituelles au peintre. Si c'est un hasard, il est providentiel. Le mystérieux prestige de l'ébauche et ce qu'il y a de mystérieux dans l'émotion musicale, voilà les deux problèmes qui ont le plus hanté la pensée du grand philosophe dissimulé chez ce grand peintre. Le 20 avril 1853, après une soirée de musique chez la princesse Marcellini, il écrit : « En revenant avec Grzymala, nous avons parlé de Chopin. Il me contait que ses improvisations étaient beaucoup plus hardies que ses compositions achevées. Il en était pour cela sans doute comme de l'esquisse du tableau comparé au tableau fini. Non, on ne gâte pas le tableau en le finissant. Peut-être y a-t-il moins de carrière pour l'imagination dans un ouvrage fini que dans un ouvrage ébauché.... Il en est de même dans une ruine.... L'édifice achevé renferme l'imagination dans un cercle et lui défend d'aller au delà. Peut-être que l'ébauche d'un ouvrage ne plaît tant que parce que chacun l'achève à son gré.... » Nous demeurons longtemps, il est vrai, devant celle-ci, à tenter d'achever la scène entrevue. Le diagnostic de Baudelaire est confirmé.

Et son masque au peintre lui-même, le possédons-nous? Peint avec cette fougue? Non. Mais véridique, oui sans doute et par plusieurs pinceaux très dissemblables qui se confirment l'un l'autre. D'abord par le sien propre : sa tête toute jeune en 1823, puis sa silhouette entière minuscule en travesti noir, en Hamlet peut-être; enfin par Eugène Lami, dans l'aquarelle inachevée n° 689 qui représente un salon parisien. Ici, la dignité de la tenue, le port de la tête décèlent chez Delacroix, aussi bien que la construction de la figure, des sourcils, du nez, de la bouche, du menton, sa ressemblance avec M. de Talleyrand. Il y manque, à cause de l'exiguïté de ces images, le regard. Mais le voici dans un crayon par Pauline Villot, qui le figure travesti en Arabe et se trouve catalogué n° 286, dans la vitrine placée au-dessous du portrait de Maurice Barrès. C'était là, au dire des intimes du peintre, son portrait le plus

ressemblant. Et le regard voilé, impassible et secret, si particulier à Talleyrand, avec sa bouche dédaigneuse et son air hautain, est saisissant.

A côté, nous voyons un autre grand sensitif. Lamennais peint par Paulin Guérin, le regard fixe sous le front lourd, osseux, raviné déjà, brûlant de cette sombre flamme qui va par delà les déserts embraser jusqu'aux typographes occupés à composer ses pages célèbres, les épaules pliées sous un poids invisible, la poitrine rentrée par la contention de la pensée, dans un ciel orageux et une lande sinistre où l'on aperçoit plantée une croix fine comme une épée.

C'est le solitaire de la Chesnaie perdu dans les orgies de la méditation et pourtant enveloppé par les effluves de cette multitude immense d'âmes qui, de tous les rivages de la Chrétienté, s'élancent vers lui. C'est lui que Chateaubriand, son « pays », proclame l'héritier de son manteau, Victor Hugo son ami, Sainte-Beuve son directeur de conscience. Il est au zénith de sa vie. Pourtant, son masque recèle déjà une douleur durcie, la même qu'on verra un jour dans le *Doellinger* de Lenbach. Comme nous voilà loin du tranquille Sainte-Beuve, du paterne Renan, de tous ceux qui ont trouvé dans le doute l'oreiller à reposer une tête bien faite! Sur sa face est lisiblement écrit ce qui est virtuellement en lui, ce que nul ne voit, ce qu'il ne pressent peut-être pas lui-même : la chute de l'aigle qui a étendu ses ailes, se croyant dans l'espace sans fin, qui a pris son vol, mais qui a heurté du front un plafond, si haut qu'il puisse être, — le plafond de la Sixtine, — et est retombé brisé.

C'est maintenant qu'il faut regarder, si l'on veut mesurer le contraste, le masque de Stendhal peint par Södermarck, sans doute au cours d'une *Promenade dans Rome* : le front uni et plein, l'os malaire assez fort et loin des yeux, la tête tout en largeur, l'écartement des maxillaires inférieurs bien marqué, les lèvres longues, minces et serrées, — l'aspect d'un paysan madré qui ne se livre pas, mais qui « voit venir », le regard non plus du visionnaire comme chez Lamennais, mais de l'observateur, et la charpente osseuse non plus de l'oiseau de haut vol, mais du terrien, qui reste les deux pieds sur le sol de la vie réelle. D'un bout à l'autre de cette galerie, nous retrouvons, dans les visages des constructeurs et des sensitifs, la même antithèse.

II

Cette Exposition ne contient pas seulement les portraits des grands écrivains peints par d'autres, mais leurs propres œuvres d'art quand eux-mêmes ils ont peint ou au moins dessiné. Nous voyons, là, s'exprimer en deux langues Hugo, Musset, Théophile Gautier, Delacroix, Fromentin et quelques autres. Il n'y a, d'ailleurs, aucune analogie. Sauf Hugo qui dessinait comme il décrivait, c'est-à-dire par oppositions brutales d'ombre et de lumière, et Henri Monnier, la plupart des artistes qui se sont exprimés en deux langues semblent avoir exprimé deux pensées, ou mieux deux âmes qui cohabiteraient dans le même être, sans se mêler. C'est, d'ailleurs, la loi commune. Chez leur grand ancêtre Léonard de Vinci, « l'homme aux quatre âmes », rien de la poésie mystérieuse, ni la libre grâce de ses figures ne nous fait présager que « poussant nos connaissances en statique et en dynamique au delà du point où les avaient amenées Aristote et Archimède, il a déterminé la renaissance de la mécanique », au dire de Duhem.

Chez notre Delacroix, le plus universellement doué des artistes modernes, pareille antithèse. Coloriste et dynamiste fougueux jusqu'à l'incorrection lorsqu'il peint, allant jusqu'au solécisme s'il le faut et jusqu'au barbarisme pour se faire entendre, il devient, quand il écrit, la pondération même et ne peut souffrir chez les autres aucune outrance. La sérénité, la mesure, la clarté, voilà son idéal ; Marc-Aurèle, Voltaire, on encore les hommes du XVII^e^ siècle, tels sont ses dieux. Il a horreur de la confusion des genres : « L'enflure et l'exagération », voilà ses bêtes noires. « L'antique ne surprend jamais, ne montre jamais le côté gigantesque et outré ; on se trouve comme de plain pied avec ses admirables créations », nous dit-il. Ne croit-on pas entendre M. de Talleyrand, avec lequel, d'ailleurs, sa ressemblance physique s'accentue d'année en année, dire devant la duchesse de Dino, qui l'écoute ici comme elle savait écouter : « Tout ce qui est exagéré est insignifiant. »

Même contraste encore chez Fromentin. Regardons son portrait par Ricard. Il y a en lui une âme fine, nuancée, hypersensible à l'extrême, et même inquiète, un masque mobile et

expressif autant que celui de Delacroix est impassible, une âme légère et s'exprimant telle quelle dans sa peinture qui semble une poussière colorée empruntée à l'aile d'un papillon: horizons fluides et transparents, inconsistants fantômes, entr'aperçus dans la lumière et la vitesse d'une *Chasse au faucon*. Il y a, aussi, une âme profonde, capable de longues souffrances quand il écrit. Il y a, enfin, un esprit solide et précis quand il fait de la critique, — critique nullement subjective, et variant selon les humeurs du moment, mais à base d'observation continue, soumise à la contre-épreuve expérimentale et par là, jusqu'à un certain degré, scientifique. Dans ses *Maîtres d'autrefois*, soit qu'il dégage les caractères spécifiques de la peinture hollandaise et qu'il formule sa loi célèbre de la « concavité », soit qu'il étudie les rapports très subtils de la « valeur » et de la « couleur », soit qu'il énonce les conditions auxquelles on pourrait serrer vraiment d'un peu près les problèmes que pose une œuvre d'art et la ramener à ses éléments constitutifs, Fromentin témoigne d'un esprit libre de toute émotivité. On croirait entendre Brunetière.

Les caricatures d'Alfred de Musset ne rappellent point non plus le moins du monde la nature de son génie, mais elles sont bonnes à consulter, parce qu'elles vérifient une loi constante en art plastique chez les grands idéalistes et tous les êtres passionnés : l'absence de finesse. C'est le comique de Wagner, c'est l'ironie de Victor Hugo. On y sent le délassement d'être sublime plus que la joie d'être plaisant. Telles, les caricatures de Léonard de Vinci, de Prud'hon, de Puvis de Chavannes, incapables ou dédaigneux de ce qui n'est, dans une figure, ni la beauté précisément, ni précisément la laideur, mais cet état équivoque où quelque tare, un excès ou un manque, une prétention ou un fléchissement se suggèrent sans que l'on sache si l'artiste se moque ou non. Les grands idéalistes, dès lors qu'ils ne louent plus la forme humaine, ils la condamnent. Comme ils exaltent la beauté, ils chargent la laideur, lourdement, violemment, sans quartier : *caricare*, disaient-ils.

Une contre-épreuve nous est donnée, ici, par les aquarelles d'Henri Monnier : *Une lecture*, *Un rasoir*, les *Diseurs de riens*. On n'y voit pas de déformation. A peine peut-on y distinguer de l'ironie. On hésite entre la « charge » et le rendu fidèle d'une réalité naturellement comique. Jamais une caricature de

Léonard de Vinci n'a fait, comme celles-ci, pénétrer dans la psychologie des êtres. Seuls, les artistes ou les écrivains réalistes ont exprimé, en caricature, des idées.

III

Une femme de grand talent, mais de peu de beauté, qui dissimulait sa personnalité véritable dans l'ombre d'un pseudonyme et d'une vie très retirée, vit arriver un jour ses amis tout émus de cette nouvelle : une autre femme, jeune et mondaine, se disait ou se laissait croire l'auteur de ses ouvrages. « Il faut la démentir et la confondre! » s'écriait-on autour de la célèbre romancière. « Démentir, oui, démentir... répondit-elle pensive. Mais, dites-moi, cette jeune femme est-elle jolie? — Oh! oui, pour cela, oui, et pleine de grâce. — Et vous voulez que j'aille empêcher les gens de me croire telle! Je ne démentirai rien du tout. » Et elle continua de cacher soigneusement sa figure, tout en répandant sa pensée.

Les collaboratrices de la *Revue* ont eu plus de courage. Elles ont toutes, ou presque toutes, laissé faire leur portrait. Il est vrai qu'elles ne risquaient pas grand chose.La plupart avaient assez de beauté pour se passer de talent. Plusieurs, assez de talent pour se passer de beauté. Et l'on a composé le plus aisément du monde une galerie complète de la grâce féminine en groupant ces figures qui, pourtant, n'ont dû leur entrée ici qu'à leur esprit.

Les deux furent portées à l'extrême par celles qui semblent faire les honneurs du grand salon : la duchesse de Dino et la princesse Belgiojoso. Chez la première, vue par Prud'hon, l'ovale parfait d'une tête penchée sur la tige flexible d'un cou nu, la clarté lunaire d'un front pur jaillissant de la nuée sombre des cheveux, le glissement du regard, la bouche entr'ouverte, exhalent un parfum de naturel, de candeur et de sérénité. Tel est le masque : le visage est un peu plus complexe. Ce qu'a mis Prud'hon y est bien, mais il y a autre chose, par quoi l'on a souvent comparé son modèle à la princesse des Ursins : l'esprit, la vivacité, l'éloquence. La beauté seule n'eût sans doute point suffi à son influence si durable sur son oncle, M. de Talleyrand, et sur les hommes d'État de son entourage. Ce dont on ne trouve pas non plus le moindre indice, c'est un

trait fort marqué de son caractère, la hauteur. Balzac, qui est ici tout auprès, et George Sand, qui n'est pas loin, reconnaîtraient-ils, dans cette grèce abandonnée et quasi implorante, l'altière châtelaine de Valençay, qui recevait l'une à la porte du château sans lui en faire les honneurs, et disait de l'autre venu un soir en voisin : « Malheureusement, il faisait un temps horrible, ce qui m'a obligée de le retenir à dîner. »

Tout autre, pour les écrivains et les artistes, fut la descendante pourtant très hautaine aussi des Trivulce, la princesse Belgiojoso, que Lehmann a peinte. Nous la voyons, longue, ardente et mince comme une flamme : la coupole d'un front exagérément vaste et fuyant, soutenue par la voûte d'immenses sourcils et éclairée par des yeux qui font le tour de la tête, une longue face blême tombant en pointe, sans offrir aucun contrepoids de sensualité ni de volonté au cerveau trop lourd de songes, puis un cou blanc émergeant d'une draperie aux ondulations si épaisses, qu'elle semble suspendue à un porte-manteau. Enfin, de longs doigts comme cassés aux jointures; telle est l'enveloppe presque immatérielle de cet être qui ne semble vivre que par en haut. Si elle se dépliait et se relevait toute droite, les plis tombant en cannelures, elle tiendrait fort bien dans la plus étroite niche qu'on voit au portail des églises romanes, entre deux fûts de pierre et y figurerait, sans rien changer, une sainte ou une sibylle.

Mais quelle sainte au juste ou quelle possédée? Il y a de l'exophtalmie dans ces yeux qui, à quarante ans, affolaient encore les blessés du siège de Rome et faisaient monter leur fièvre au passage de l'étrange infirmière. Il y a de l'épilepsie latente dans ces mains qui tinrent l'épée, le pistolet, le drapeau de l'indépendance italienne sur les barricades, en face des troupes de Radetzky, et dans cette structure frêle et résistante d'amazone qui galope sans selle et sans étriers, qui entreprend de longues chevauchées à travers la Syrie et l'Asie-mineure, qui fonde une ferme modèle, un *Tchiftick*, en Anatolie, comme une autre « Circé du désert », qui reçoit un jour sept coups de stylet sans faiblir, se panse elle-même, en pleine brousse, et, tout enveloppée encore de bandages, écrit des nouvelles pour la *Revue*, avec la seule crainte que Buloz ne les trouve pas à son gré. Il y a enfin tous ces symptômes à la fois dans cette immatérialité même, dont Arsène Hous-

saye, ici présent dans son manteau rouge, nous dit : « Elle servait avec une grâce adorable le festin de l'amour, puis elle s'envolait au point de se mettre à table. » Tout cela se voit, sinon assuré, du moins virtuellement possible, dans le portrait de Lehmann, — tout, sauf la solidité dans les idées, la suite dans les desseins. Or la base qui manque dans son masque manque aussi dans son génie, et ses grands yeux ouverts sur toutes les choses humaines n'ont pas le regard qui les mesure exactement.

Plusieurs autres effigies de la « belle et savante Uranie » peuvent servir à contrôler ce témoignage. D'abord le crayon de Chassériau. Les caractéristiques sont plus adoucies, la silhouette moins étroite, les lèvres plus épaisses, presque voluptueuses et sans doute moins exactes, car la bouche dès lors n'est plus d'accord avec le front et les yeux. Mais la construction est la même. Ensuite, nous voyons, dans une vitrine, la caricature de la belle princesse faite d'après nature chez Mme Jaubert par Alfred de Musset, un soir qu'il était en train de se divertir. La chronique raconte qu'elle n'en fut pas divertie du tout et qu'un froid sensible s'ensuivit. Mais nous nous réjouissons de cette irrévérence, parce que, grâce à elle, nous possédons le profil de cette face, et par là, l'angle facial et aussi la courbe du cou que les autres portraits ne nous permettraient pas de très justement évaluer. Et aussi, nous voyons que Lehmann ne nous a pas menti.

Beaucoup de ces femmes furent entourées de leur vivant par les hommes célèbres dont les portraits sont revenus entourer ici leurs images. C'est ce qu'on appela les « salons littéraires ». La duchesse de Dino y réunit la plupart des hommes d'État et des historiens de son temps, la princesse Belgiojoso plus encore. Sa cour habituelle est réunie ici, pour la dernière fois sans doute : Mignet qu'elle appelle son ami et qui est plus encore, Augustin Thierry qu'elle appelle « son frère », Victor Cousin qui voit en elle une autre Mme de Longueville, Alfred de Musset, qui tantôt la chante et tantôt la maudit, Henri Heine, Villemain, Arsène Houssaye, tant d'autres encore, qu'elle a cherché à enrôler dans sa troupe lancée à l'assaut de l'Autriche, pour l'indépendance de l'Italie. Non loin est le portrait de sa rivale en royauté littéraire, la comtesse d'Agoult, peinte aussi par Lehmann.

Puis, dans les petites salles, en face l'une de l'autre, deux grandes effigies, celles du Duc d'Aumale et de la princesse Mathilde, évoquent deux salons littéraires séparés par la politique, mais unis par l'art et qui, dans leur crépuscule, échangèrent leurs derniers rayons. Tous deux protégeaient les artistes, sinon l'art, pourvu toutefois qu'ils fussent de l'Institut, ou en odeur d'Institut. Cela pouvait tourner bien quelquefois, et parfois tourner mal. Le portrait du Duc d'Aumale par Bonnat, officiel et froid, n'est pas de ses meilleurs. Il a l'air commandé pour la salle d'honneur d'un régiment. Celui de la princesse Mathilde vue par M. Albert Besnard sous la lampe, assise auprès de la table ronde de son petit salon, telle qu'elle apparaissait tous les soirs à ses invités, illumine les alentours par les somptuosités de sa couleur. Même les sortilèges de ce pinceau de flamme ont singulièrement allégé et transfiguré l'aspect de cette figure. Elle était déjà vieille à l'époque où il l'a interprétée, quoique le buste bien droit et les épaules bien effacées témoignassent encore de sa volonté de « tenir ». Telle qu'elle est, elle serait reconnue cependant par les habitués de son salon groupés, ici, autour d'elle : Théophile Gautier, Edmond About, Renan, les deux Houssaye, Coppée, Heredia, Barrès, Frédéric Masson, d'Haussonville, Taine même jusqu'au jour où sa conscience d'historien lui dicta une page que la « nièce du militaire » ne put lire plus avant. Son voisin, le Renan méditatif et pesant de Bonnat, semble être là pour lui faire encore cette réflexion mélancolique : « Ah ! pour dire ma pensée, je me suis brouillé avec une bien plus grande dame que celle-là : l'Église. »

La diversité, l'antinomie même de ces esprits groupés dans le même milieu ne doit pas nous surprendre. C'est la tradition des salons littéraires, depuis le plus fameux de tous, celui de Mme Récamier jusqu'à celui de Mme Aubernon. La présente réunion de portraits n'en est qu'un exemple de plus. Elle nous donne la même sensation de vie intellectuelle. Elle nous fournit le même enseignement. Ne le laissons pas perdre. Un des mots que le Duc d'Aumale aimait à rappeler à Chantilly, quand on parlait devant lui du passé, était celui-ci de Victor Hugo écrivant à l'un des siens après les désastres et les deuils : « Nous sommes séparés par des abîmes, mais le rayonnement des âmes passe par-dessus. » Il y a, ici, des hommes d'État qui

se sont âprement combattus : il y a, surtout, des hommes de pensée qui ont construit des systèmes tout contradictoires et antithétiques, des poètes qui ont chanté des dieux bien irréconciliables, semble-t-il. Pourtant, un passant qui ne saurait rien de cette histoire, reconnaîtrait qu'il est bien toujours dans le même pays à certains traits qui, répétés et superposés, finissent par former le type de famille. Dans ses admirables *Mémoires d'Outre-Tombe*, d'où il suffirait d'effacer l'éloquence pour saisir la solidité prophétique, Chateaubriand adjure ainsi la génération montante : « Et pourtant, France du XIX^e^ siècle, apprenez à estimer cette vieille France qui vous valait. Vous deviendrez vieille à votre tour et l'on vous accusera, comme on nous accusait, de tenir à des idées surannées. Ce sont vos pères que vous avez vaincus. Ne les reniez pas ; vous êtes sortis de leur sang. S'ils n'eussent été généreusement fidèles aux antiques mœurs, vous n'auriez pas puisé, dans cette fidélité native, l'énergie qui fait votre gloire dans les mœurs nouvelles. Ce n'est, entre les deux Frances, qu'une transformation de vertu. »

« Une transformation de vertu »... voilà qui nous fait mieux comprendre l'unité maintenue chez un peuple en dépit des idées qui s'affrontent et des sentiments qui se combattent : celle du tempérament national. C'est quelque chose de plus profond et de préexistant à tout système, je dirai à toute culture et à toute tradition. Quand une de ces traditions vient à être rompue, les hommes tournés vers le passé disent : « Tout est perdu ! » les autres : « Tout est heureusement renouvelé ! » mais les uns et les autres se trompent, parce que l'essentiel, la chaîne qui unit les générations d'un même pays n'est pas brisée. Elle ne l'est même pas par l'apport de l'étranger. Les penseurs qui sont ici ont presque tous célébré les génies étrangers, plusieurs s'en sont nourris, aucun n'en a été dévoyé. Pas plus que l'Espagnol ne l'avait fait au grand siècle, l'Allemand, au XIX^e^, ni l'Anglo-saxon ni le Slave n'ont pu chez nous détourner l'art ou les lettres de leurs qualités natives. Aussi n'est-ce pas cent ans de vie littéraire seulement que représente cette Exposition, mais bien « cent ans de vie française ».

ROBERT DE LA SIZERANNE.

AUTOGRAPHES ET BIBELOTS

Peut-être qu'un des éléments du succès de notre Exposition a été de joindre aux portraits des souvenirs d'un autre genre et des reliques personnelles. Parmi les visiteurs qui s'empressent à l'hôtel Jean Charpentier, la moitié des visages ne regardent pas ce qui est accroché aux murs ; le plus grand nombre se penchent sur les vitrines, vitrines plates ou vitrines hautes où l'on a entassé miniatures, dessins, reliures, manuscrits, objets de toute sorte qui vous appellent, chargés de confidences et de secrets. Il a fallu en doubler, en tripler le nombre, de ces vitrines : elles deviennent presque encombrantes, sans lasser la curiosité, la piété du public. Tout le jour, des attentions butinent sur ces trésors. Beaucoup y sont revenus à trois et quatre fois et se promettent d'y revenir encore.

Ce n'est pas à nous à faire la louange de notre ouvrage. Mais en réalité il est si peu le nôtre ! Tout ici est l'œuvre de l'amitié. Sans MM. Louis Barthou, Gabriel Hanotaux, Armand Godoy, Édouard Champion, Gabriel Thomas, Georges Claretie, Léon Lafoscade, Camille Hémon, Robert Schuhmann, Aristide Marie, Marcel Bouteron (et vingt autres que je ne nomme pas), nous n'aurions rien fait, rien pu : c'est à ces amateurs que nous devons d'avoir réuni des richesses dont l'ensemble, je crois, sera difficilement surpassé : tout un grand siècle français, de Chateaubriand à Loti, de Musset à Renan, de George Sand à Anatole France et à nos contemporains, Henri de Régnier, Henry Bordeaux, François Mauriac, Pierre Benoit, J.-J. Tharaud.

La curiosité des autographes est toute récente. Les bibliophiles d'autrefois l'ignoraient. Il n'y avait rien de pareil chez Jules Lemaitre ou chez Ferdinand Brunetière. Les auteurs ne prenaient eux-mêmes

nul soin de leur « copie. » On se moquait de Barbey d'Aurevilly ou d'un Stéphane Mallarmé, qui donnaient à la calligraphie des soins d'enlumineurs. Déjà pourtant le romantisme avait passé par là. C'est alors que commence la manie des albums et que les maîtresses de maison se mettent à poursuivre leurs hôtes avec des demandes de « pensées », rançon du dîner qu'elles offraient. Un de ces albums fait partie de la collection de M. Louis Barthou; Victor Hugo y a transcrit de sa main la pièce des *Orientales*, mise en musique par Bizet, les *Adieux de l'hôtesse arabe*. D'autres procédaient autrement. Il existait vers 1840 des feuilles de vélin toutes préparées, pareilles aux feuilles de « compliments » dont on se servait dans mon enfance, sur lesquelles l'homme célèbre à qui une dame les envoyait était tenu de recopier un morceau de ses œuvres et de faire sa page d'écriture.

Nous sourions aujourd'hui de ces proses endimanchées; mais il n'y a pas longtemps que nous avons le goût du vrai, le goût du manuscrit de travail, du brouillon, de la rature, le goût de l'œuvre qui se fait, de la pensée en devenir, à l'état jaillissant. Il n'y a pas si longtemps qu'un livre annoté dans les marges nous semblait un livre perdu, ou du moins déprécié; nous aurions dédaigné comme des exemplaires gâtés ces livres où Sainte-Beuve consignait à mesure ses réflexions, préparait ses articles, ceux dont Stendhal se servait pour noter une impression, une date, un souvenir d'amour ou d'égotisme, ces brochures où le vieux Hugo se jetait avec une indifférence grandiose pour l'ouvrage d'autrui, surchargeant le texte de brouillons de sa propre écriture, comme une végétation sauvage disloque les ruines d'une architecture anéantie.

Ce n'est pas en trois pages qu'on ferait l'inventaire de nos quarante vitrines. Je demande seulement où l'on pourra trouver quelque chose de comparable à celles de Stendhal, de Baudelaire ou de Gérard de Nerval. Pour la beauté des documents, on pourrait hésiter entre le prodigieux album où Judith Gautier a recueilli ses reliques de Victor Hugo, toutes les lettres du poète (et son unique sonnet) avec le manuscrit du *Tombeau de Théophile Gautier*, qui est peut-être la pièce la plus extraordinaire de la poésie française : M. Paul Valéry ne me contredira pas; mais en fait de curiosités de premier ordre, le manuscrit de *Stello* ou celui des *Destinées* d'Alfred de Vigny le cèdent à peine à celui-là, à moins que vous ne préfériez le manuscrit inédit de la *Fin de Don Juan* de Baudelaire, ou la correspondance, inédite aussi, de Mérimée, ses lettres (en anglais) à Fanny, cette jeune femme qui portait un prénom d'héroïne d'André Chénier.

On pourra remarquer une chose singulière, c'est la qualité différente de l'écriture d'un Hugo, non seulement suivant les époques, mais selon la nature des choses qu'il écrivait. Il y a son écriture pressée, celle du prosateur, son écriture de tous les jours, qui lui sert à noter sur ses carnets un renseignement, une rime, le prix d'un fiacre, un rendez-vous, une dépense de ménage; et il y a l'écriture des poèmes, celle du *Tombeau de Théophile Gautier*, qui est une grosse ronde très appuyée et très bâtie, une sorte d'écriture seconde, où les mots prennent une valeur d'incantation, comme si une autre personne se substituait à la première et prenait la plume à sa place. D'autres poètes, au contraire, ont toujours la même écriture (presque tous l'ont d'ailleurs magnifique) : celle de Heredia est célèbre. Dans le manuscrit des *Trophées*, les jambages superbes, l'aspect héraldique et décoratif atteignent un caractère d'immobilité triomphale, comme dans les inscriptions gravées sur le marbre et le bronze; l'écriture a ici presque la valeur d'un dessin ou d'un hiéroglyphe, d'un de ces idéogrammes chinois où le caractère n'est pas un signe abstrait, mais une véritable représentation des choses. L'écriture de M^me^ la comtesse de Noailles, pleine de ligatures, de boucles, d'arabesques, presque semblable à une écriture persane, fait apparaître entre les mots un mouvement qui les unit comme une chaîne de fleurs, et sentir presque physiquement la mélodie qui les engendre, comme si elle écrivait de la musique.

Je ne suis pas graphologue, mais à voir une page de France, et cette ravissante écriture fleurie, à côté d'une de ces pages fiévreuses de Barrès, si rapides, où les mots ne sont jamais achevés, n'a-t-on pas l'impression matérielle de leurs personnes? N'est-ce pas comme si on entendait leur voix, cette voix intérieure qui leur dicte leurs rythmes et constitue leur style? Il nous semble que nous les voyons faire, penchés avec admiration par-dessus leur épaule. Nous croyons surprendre leurs secrets. Il n'y en a qu'un qui échappe et qui déconcerte toujours, c'est cette prose de Loti, cette petite écriture féminine, et pourtant décidée, si nette et si charmante, sans ornement et sans ratures, qui couche tranquillement sur le papier, en phrases toutes simples, des choses d'une inexplicable magie.

Je ne peux tout énumérer, tout dire ; quelquefois la chance a permis des groupements heureux, des rapprochements muets d'une puissante éloquence. Ainsi cette vitrine où l'on voit deux autographes de Thiers, les minutes de sa lettre au général de Manteuffel et de sa démission de président de la République, au-dessus

d'un brouillon de chronique de M. Raymond Poincaré et du rapport de Foch sur la bataille de l'Yser. Dans ces quatre feuillets de papier, quel raccourci d'histoire! On a pu joindre à ces beaux textes deux lettres du maréchal Joffre et du maréchal Lyautey, et un autre papier, — combien évocateur! — le procès-verbal du duel Clemenceau-Déroulède, où l'auteur de *Leurs figures* a signé comme témoin. De part et d'autre, nous avons rangé les écrits des maréchaux de lettres, les manuscrits de Taine (*l'Intelligence* et les *Origines de la France contemporaine*), couverts des bataillons compacts, des blocs puissamment agrégés et du mortier indestructible de sa minutieuse écriture de myope, et ceux de son grand disciple, notre cher patron M. Paul Bourget, non loin d'une des vitrines de son maître Balzac, pieusement rangée comme une chapelle par M. Marcel Bouteron...

Que d'autres rencontres curieuses à faire le long de ces vitrines: les notes du *Voyage en Orient* de Lamartine, celles de Gérard de Nerval au Caire et à Jérusalem, à côté des cahiers du *Désert* de Loti et des brouillons du *Nil* inédit de Barrès...! J'oubliais l'album du Maroc d'Eugène Delacroix. Tout le monde voudra voir les dessins de Musset, la bouffonne série du mariage Viardot, et ce croquis qu'il fit de la princesse Belgiojoso, de profil avec l'œil de face, comme dans les peintures égyptiennes, cause d'une brouille restée fameuse : la belle se fâcha, le poète s'émut à son tour et de là les vers pleins de colère :

Elle était belle si la nuit...

Voici encore le *Saint-Simon* de Michelet, son exemplaire griffé, balafré de coups de crayon par une lecture rageuse qui souligne, désosse, accuse, désarticule, fait saillir dans la phrase le mot pittoresque, le trait justicier et vengeur, comme un fauve dépèce sa proie, — un repas de lion. Mais peut-être le plus tragique de tous ces autographes est-il ce testament de Lamennais, ces quelques lignes glaciales où il règle ses funérailles, avec un dénuement, une inhumanité sinistres, document d'orgueil, de détresse et de misanthropie, affreux glas de défroqué, adieux du désespoir.

Et je n'ai rien dit des autres vitrines, peut-être les plus touchantes de toutes : sanctuaires du bibelot, chapelles de reliques, vieux bric-à-brac plein de romans, objets-fétiches qui conservent quelque chose de l'âme des poètes qui les possédèrent. C'est la canne de Balzac, cette illustre canne aux turquoises, bâton de pacha et de sorcier, qui inspira un livre de Delphine de Girardin, et dont M. Paul Bourget a toujours devant les yeux la photographie; et c'est la canne

de Michelet, à pommeau de vermeil ciselé, d'un goût ancien régime, comme la badine qu'on eût pu voir sur la terrasse des Feuillants aux mains de Condorcet ou de Fabre d'Églantine, et c'est merveille de penser que ce jonc aristocrate, venu des idéologues à jabot de la première Révolution, battait la mesure aux émeutes de Juillet et de Juin. Voici la plume et l'encrier, la cafetière et le gobelet, voici même la soupière, l'assiette et le couvert ; voici le nœud de rubans, les aiguillettes de corsage, les boucles d'oreilles en strass, joyau de quatre sous, vrai cadeau de collégien à sa première maîtresse, acheté par Alfred pour George dans une boutique de la Piazza ou de la Merceria ; — comme ces grands enfants se contentaient de peu! Humbles choses qui nourrirent une flamme impérissable. Voici les bijoux de théâtre, le réticule, le calepin de M^lle^ Mars, la couronne de M^lle^ George et le diadème de clinquant de Rachel, l'épée de Frédérick Lemaître, un corset de piqué rose qui fut celui de Doña Sol, une mule de satin, et le pied de Rachel, le pied de cette créature divine qui fut, — et comme on le comprend ! — pour toute une génération la figure de la poésie. Pied menu, pied parfait, aussi délicat, expressif qu'une main ou qu'un visage, sur sa semelle de roses : fermez les yeux et sur cette tige se balance l'immortelle.

Devant de tels objets, je suis volontiers idolâtre ou, si vous voulez, animiste : et ce qui me touche, ce n'est pas seulement qu'ils existent, c'est tout ce que leur existence parvenue jusqu'à nous représente d'amour et de piété. Combien j'aime que la plume de Victor Hugo se trouve conservée par un Henri de Régnier ! Comme il me plaît que le chibouck de Théophile Gautier appartienne aujourd'hui à Jérôme Tharaud, autre peintre oriental, et que le sous-main d'Henriette Renan (donné à celle-ci par Feydeau, l'ami de Gustave Flaubert) lui soit également venu en héritage, — lui qui vit une partie de l'année sur la Rance, près de Combourg, et dont le premier livre, par une vocation fraternelle, fut dédié à Lucile de Chateaubriand « morte d'avoir aimé son frère ». Ainsi ces objets s'enrichissent de mille associations d'idées. Ils continuent de vivre, ils transmettent de la tendresse et de la vénération. C'est tout cela qui donne à notre Exposition son atmosphère particulière, son sortilège d'intimité. Ce sont des reliques de famille, — la famille des lettres françaises, notre famille de la *Revue*.

Louis Gillet.

LES LIVRES D'ÉTRENNES

Depuis quelques années le « régionalisme » est à la mode. Qu'il s'agisse de mobilier rustique, d'usages ou de costumes locaux, nos contemporains semblent retrouver de l'amour pour nos vieilles provinces, et ceux qui ne peuvent aller en auto savourer un cassoulet à Toulouse ou une omelette de la mère Poulard au Mont Saint-Michel, vont dîner dans tel restaurant périgourdin proche de Notre-Dame ou dans telle auberge normande voisine des Champs-Élysées.

A ne s'en tenir qu'à ces manifestations, cet engouement pour la province pourrait paraître un peu bien superficiel. Nous avons la preuve du contraire, car la curiosité du public pour l'histoire, les paysages et les trésors d'art de chaque région a suscité maints volumes, rivalisant d'ingéniosité pour faire valoir les divers aspects de la France. Grâce à eux nous pouvons retrouver les impressions fugitives qu'ont laissées les dernières vacances passées sur la grand route; grâce à eux, il est possible d'étudier le passé de villes et de monuments trop hâtivement visités; grâce à eux encore, et sans quitter notre fauteuil, « nous pouvons faire un beau voyage », comme dit à peu près M. Francis de Croisset.

Deux collections déjà abondamment fournies, *les Beaux Pays* et *Sites et Monuments*, poursuivent ce dessein de décentralisation : leurs derniers ouvrages parus, *Chartres et la Beauce chartraine*, par M. Marcel Robillard, le *Languedoc rouge, Toulouse, Albi, Rodez*, par M. Armand Praviel, ouvrages d'une belle tenue littéraire, sont illustrés de nombreuses gravures en sépia et se montrent dignes de leurs prédécesseurs, qu'une couverture à l'aquarelle a rendus familiers à tous (1). *Le Visage de la France*, en deux volumes de grand format préfacés par M. Henri de Régnier, et renfermant des textes de nos meilleurs écrivains, forme une sorte d'anthologie de nos plus beaux sites, évoqués par mille héliogravures artistiques et

(1) Arthaud, à Grenoble.

dix-huit hors-texte en couleurs. Les ouvrages de la collection des « Provinces de France » s'attachent aux types, aux costumes et aux mœurs plus qu'aux monuments. Parmi les derniers parus, citons *Ceux de Gascogue*, racontés avec une émotion tempérée d'humour par le brillant écrivain qu'est M. Raymond Escholier. *Ceux d'Auvergne*, par M. Henri Pourrat, et *Ceux d'Alsace*, par M. Charles Spindler, ont trouvé en M. Ed. Elzinger un illustrateur délicat et nuancé (1). Tous ces volumes sont propres à tenter les bibliophiles.

L'Alsace est également le titre d'un livre de M. F. Dollinger, le onzième d'une collection sur les provinces de France qui réunit, après une étude régionale, des choix de textes concernant la contrée étudiée, de Montaigne à M. René Bazin. Cette conception est heureuse, et on lira avec grand intérêt ces recueils illustrés qui comptent parmi leurs auteurs MM. Paul Berret, historien du Dauphiné, et Émile Ripert, qui, l'an dernier, consacrait à la *Provence* un volume tout ensoleillé (2). M. A. Kleinclausz publie *la Bourgogne*, dans la collection « les Pays d'Art » ; les cent soixante gravures qui accompagnent sa pénétrante étude, font admirablement valoir les richesses archéologiques de Dijon, de Vézelay, de Beaune et d'Autun (3). L'histoire régionale est étudiée à fond dans la collection « les Vieilles provinces de France », dirigée par M. A. Albert-Petit, et dont le douzième volume, une *Histoire d'Aunis et de Saintonge*, par M. de Vaux de Folletier, est aussi solidement charpenté, et nourri de faits que ses devanciers (4).

Avant d'examiner les nouveaux volumes qu'il faut ranger cette année sur le rayon des livres d'histoire, signalons deux ouvrages de luxe : l'un, *Fès, ville sainte*, dû à une collaboration qui a déjà fait ses preuves, puisque les auteurs en sont M. Camille Mauclair et M. J.-F. Bouchor, peintre de ces portraits du général Mangin et du général Weygand, si remarqués à notre Exposition du Centenaire (5) ; l'autre est un magnifique in-octavo, *Kiev, ville sainte de Russie*, texte et aquarelles de M. J. K. Loukomsky, dont la *Revue* publiait récemment une étude, et dont les compositions sobres, aux reliefs puissants, se gravent dans la mémoire (6).

L'*Histoire de France* de M. Jacques Bainville réapparaît cette année sous les aspects d'un fort in-octavo, — qui sera suivi l'an prochain d'un second, — dont l'illustration comporte quinze cents reproductions en noir, et des planches en couleur. Le succès que

(1) Ces cinq volumes aux Horizons de France. — (2) H. Laurens. — (3) Hachette. — (4) Boivin. — (5) H. Laurens. — (6) J. Danguin.

l'œuvre a connu dans le format courant est un gage de la faveur avec laquelle sera accueillie cette édition de luxe (1). Sur le même rayon on devra ranger l'*Histoire de l'Armée française* du colonel Revol, splendide musée de l'armée, reproduisant, par la photographie, des documents authentiques de toutes les époques, depuis la Gaule jusqu'à nos jours (2). La dernière guerre est également évoquée dans *Verdun vision d'histoire*, album de photogravures tirées du beau film de M. Léonce Perret (3). Ces deux ouvrages apportent, à des titres différents, leur contribution à l'histoire militaire de notre pays.

Parmi les héros de cette histoire, *Jeanne d'Arc* reçoit cette année les hommages du maréchal Foch, de Maurice Barrès, de MM. Louis Bertrand, Georges Goyau, Henri Lavedan, Louis Madelin, Henri-Robert, Mgr Baudrillart et M. Gabriel Hanotaux, dont les textes, illustrés de miniatures de l'époque, forment un volume d'une noble inspiration (4). Une autre sainte française est glorifiée par le R. P. Martin dans *le Pèlerinage de Lisieux et ses origines* (5).

D'autres ouvrages traitent de questions d'art et d'esthétique. Parmi ceux-ci, *la Femme et la Beauté*, où M. Marcel Braunschwig montre le rôle de la beauté féminine dans la nature, et l'évolution de celle-ci (6). Les amateurs de peinture apprécieront un petit recueil, — artistique et facile à mettre en poche, — de deux cent cinquante toiles choisies parmi *les Plus beaux tableaux du Louvre*; elles sont accompagnées de notes précieuses (7).

Les chefs-d'œuvre de notre littérature sont réédités dans la collection des « Chroniques des lettres françaises » qui, après les *Essais* de Montaigne, publiés par M. Fortunat Strowski, offrent les *Lettres persanes*, et le *Discours de la Méthode*, sous de charmants cartonnages dans le goût ancien; un texte soigneusement établi, un vergé de fil, une typographie impeccable inciteront les donataires à relire leurs classiques (8). *Le Capitaine Fracasse*, *le Roman de la Momie*, les poèmes et les critiques de Théophile Gautier font l'objet d'une réédition soignée et bien reliée (9).

Pour les jeunes gens, voici *Dominique* de Fromentin, illustré par M. L.-J. Soulas et les chefs-d'œuvre de Kipling, le *Livre de la Jungle* et le *Nouveau livre de la Jungle*, illustrés avec maîtrise par R. Reboussin, dans la « Bibliothèque des belles œuvres », dont l'éloge n'est

(1) Tallandier. — (2) Larousse. — (3) Tallandier. — (4) Horizons de France. — (5) Mame. — (6) Armand Colin. — (7) Hachette. — (8) Horizons de France. — (9) Larousse.

plus à faire; voici *les Héros de l'air* de M. Jacques Mortane qui est un bel hommage rendu à nos aviateurs par un écrivain qui les a presque tous connus (1); et voici *la Relève du matin*, de M. Henri de Montherlant dans la collection à tirage limité de *l'Arbre* (2). Ces livres développeront chez leurs lecteurs le goût des belles éditions.

* * *

Parmi les innombrables livres d'enfants parus ou réédités cette année et qui, dans l'ensemble, marquent un réel progrès sur les années précédentes, quelques-uns méritent, par leur présentation artistique et bien qu'ils soient de prix très différents, d'être cités les premiers.

La *Jeanne d'Arc* de M. Funck-Brentano, illustrée par M. O. D. V. Guillonnet avec une richesse d'inspiration et un art du coloris remarquables (3); la *Jeanne d'Arc* de M. J.-J. Brousson pour laquelle M. Sigismond Olesiewicz a composé de naïves images, inspirées du XV^e^ siècle, mais d'une saveur très moderne (4); le *Don Quichotte*, où M. Félix Lorioux déploie les ressources de son incomparable virtuosité (5); le *Bolivar*, imagé par le délicat artiste qu'est M. Edy Legrand (6); les délicieuses *Aventures et Grandes chasses de Nestor Fenleroc*, de M. Louis Pelletier (7); les *Mémoires d'un perroquet*, de M. Pierre Noury (8) qui a également illustré un charmant *Robinson suisse* (9); *Monsieur Terrible à la chasse*, petit album dû à la collaboration de M^me^ du Genestoux et de M. Henry Elliott (10), révèlent ou confirment les dons incontestables de leurs auteurs. A côté de ces ouvrages dont la présentation et l'équilibre nous ont particulièrement séduit, combien méritent de retenir l'attention pour leur texte ou leurs images!

Les meilleurs auteurs écrivent maintenant pour les enfants. M. Louis Bertrand, dans un *Napoléon* savoureusement imagé par M. Albert Uriet, fait revivre l'épopée impériale en un récit passionnant (11). M. André Maurois a écrit avec un rare bonheur un charmant conte pour les enfants, *le Pays des trente-six mille volontés*, illustré, dans le goût anglais, par M^lle^ Adrienne Ségur, où il nous montre la petite Michelle devenant, par la grâce d'un rêve, une fée... une fée moderne avec des ailes non de plume, mais de monoplan (12). M. Ernest Perrochon, dont *le Livre des quatre saisons*, faisant peau

(1) Ces trois vol. chez Delagrave. — (2) Spes. — (3) Boivin. — (4) Duchartre et van Buggenhoudt. — (5) Hachette. — (6) Tolmer. — (7) Nathan. — (8) Laurens. — (9) Flammarion. — (10) Hachette. — (11) Mame. — (12) Hachette.

neuve, réapparaît sous un rutilant cartonnage et orné de dessins à l'encre de Chine de Ray-Lambert (1). *La Vieille Garde impériale* aux belles compositions de Job et à laquelle Henry Houssaye, Coppée et d'autres écrivains ont apporté leur contribution, rééditée cette année, retrouvera des lecteurs fervents (2). *Filleuls de Napoléon* nous retrace l'histoire d'une famille de soldats contée avec émotion par le capitaine Danrit (3). M. Émile Hinzelin exalte les grands chefs français de Duguesclin à Foch, peints par Job, dans *Quand nos grands capitaines étaient petits* (4). Deux romans historiques : *l'Idylle dans la ville rouge*, de M. Jean Drault, et *le Tailleur d'images*, par M. Charles Dodeman, exaltent eux aussi l'énergie et le courage (5).

Voulons-nous remonter dans le passé? *Les Assiégés de Compiègne*, de Robida, nous plongent dans le XV^e^ siècle (6), *Gil Blas*, dans le XVI^e^ (7). *Flore et Blanchefleur* est un de ces contes médiévaux auxquels MM. Gassies des Brulies et Maurice Berty savent infuser de la vie (8). Les *Contes de la légende dorée*, pour lesquels Maurice Lalau a gravé des bois en deux tons, deviennent accessibles aux jeunes lecteurs (9).

Cent autres contes de tous les temps et de tous les pays prouvent la vitalité du genre : *Contes d'or de ma Mère-grand*, où Lorioux, Berty et d'autres artistes rivalisent de fantaisie (10); *Contes d'Andersen* adaptés par M^lle^ H.-Giraud et pour lesquels M. Maurice Berty a composé une très belle suite de gravures (11); contes persans, tel *le Tapis enchanté*; contes de fées, tel *le Château imaginaire* (12); *Contes et légendes de Shakespeare* adaptés par Clot; *Contes et légendes de Pologne*, par M^me^ Laguirande-Duval (13); contes de tous les temps, comme ceux de M. H. Monquet dans *le Bon roi Ortolan* (14), contes modernes comme ceux que M. Léon Pineau a réunis dans *Contes de grand père* (15), ou M. Maurice Venoize dans *l'Arlequin aux jacinthes*, orné par M. Carlègle de dessins à la plume d'un style exquis (16); contes de bêtes comme celles que M.-M. de Saint-Exupéry fait vivre dans les *Amis de Biche* au cours de récits fourmillant de jolies images et de détails de la plus juste observation (17) ; ou *Petit-Bec* d'Olwen Bowen que M^lle^ Louise-Dominique Gillet a adapté avec beaucoup de charme et d'adresse (18); ou encore *la Souris blanche* d'Hégésippe Moreau, pour laquelle M. Henri Morin a déployé les ressources

(1) Delagrave. — (2) Mame. — (3) et (4) Delagrave. — (5) Mame. — (6) et (7) H. Laurens. — (8) Delagrave. — (9) Garnier. — (10) Boivin. — (11) Delagrave. — (12) Larousse. — (13) Ces deux volumes chez F. Nathan. — (14) Hachette. — (15) Delagrave. — (16) Boivin. — (17) H. Lardanchet, à Lyon. — (18) Hachette.

de son ingéniosité de décorateur (1). Contes encore : *Dame tartine* et *la Servante coquette*, deux charmants albums pour lesquels Marisol et M^lle^ Renée Maze ont heureusement collaboré (2), et le *Mariage du Petit Poucet*, qui fait honneur aux dons de M. E. Morel, conteur, et du charmant illustrateur Pécoud (3).

Les enfants, a-t-on dit, ne comprennent pas l'humour : ce jugement doit être rapporté lorsqu'on voit le succès des albums de Benjamin Rabier qui, dans le *Roman du Renard*, dans les *Contes du Renard blanc* (4) ou dans *Gédéon comédien* (5), trouve le moyen après vingt ou trente albums d'être toujours drôle et de découvrir mille cocasseries nouvelles qu'il met au service de ses inénarrables bêtes. *Zig, Puce et Alfred* par Saint-Ogan prouvent également que l'esprit français ne perd pas ses droits chez les enfants qui suivent avec tant de joie les deux garnements et leur célèbre pingouin. Bicot en grandissant n'a rien perdu de sa gaîté et *les Farces de Bicot* sont empreintes de la drôlerie qui fit la fortune des précédents albums (6). *Les Aventures de Chafustard* par J. d'Agraives et Hautot débordent de malice et les récits de ce vieux capitaine au long cours seront écoutés avec avidité (7). Parmi ces figures réjouissantes, Bécassine maintient depuis bien des années sa réputation méritée de grande amuseuse; le comique qui éclate à chaque page de *Bécassine maîtresse d'école* fera rire aux larmes ses jeunes lecteurs (8).

Les grandes aventures dont Jules Verne a développé le goût chez plusieurs générations continuent à passionner la jeunesse. Du vieux maître toujours lu on réédite *les Cinq cents millions de la Begum* et *De la terre à la lune* en de petits volumes cartonnés soigneusement illustrés par M. H. Galland (9). *Dans les brumes du grand banc* par M. Henri Bernay, pour lequel M. Haffner a dessiné de sobres et vigoureuses marines, tiendra les jeunes lecteurs haletants (10). Ils liront avec un intérêt égal le *Secret des sables*, roman du transsaharien qui valut à M. Gaston Pastre le prix Jules Verne (11).

Les collections déploient beaucoup d'activité : « Des fleurs et des fruits » nous donnent *Mon raid au paradis rouge*, par J. Drault, *la Crise d'un chef*, par Cam et *M. Pickwick*, de réjouissante mémoire (12). La « bibliothèque de Suzette » s'enrichit de *Lisotte au nez camard*, *Napoléone*, *Petit Oiseau* et *Reine Marguerite* (13). La

(1) H. Laurens. — (2) Flammarion. — (3) Hachette. — (4) Tallandier. — (5) Garnier. — (6) Ces deux albums chez Hachette. — (7) Boivin. — (8) Gauthier-Languereau. — (9) Hachette. — (10) Boivin. — (11) Hachette. — (12) Spes. — (13) Gauthier-Languereau.

« Bibliothèque Blanche » s'accroit d'un délicieux roman de Mlle Thérèse Lenotre, *Pototo et la T. S. F.* Pototo est le surnom d'un petit garçon qui se nomme François et qui, pour se procurer un poste radiophonique, doit traverser mille aventures cruelles ou plaisantes; croqué par Saint-Ogan, Pototo fera le tour de France (1). La « Bibliothèque Rose » nous offre cette année trois nouveautés : *Toutou à Paris*, où l'a conduit son auteur, Mme Magdeleine du Genestoux, qui fait évoluer son petit héros avec beaucoup d'esprit et de fantaisie ; *Un trio turbulent* que Gyp fait dialoguer avec cette vivacité qui a su charmer toutes les grandes personnes; et *les Fureurs du Colonel*, par Mlle Mary Nicollet (2). Dans d'autres collections, signalons, pour les jeunes filles, *Colette et son frère*, roman de Mme Charlotte Chabrier-Rieder (3), et pour les petits garçons, *Caddy-Caddy*, par Saint-Ogan et M. Pierre Humble (4).

Enfin, parmi les plus beaux albums, citons *Nane policière*, par M. Lichtenberger, et *Mioula la négrillonne*, par Hellele, dans lesquels une abondante illustration se marie à un texte entraînant (5); *le Beau coq de la Picoulette*, poème de M. G. de la Baume et images de J. Duché (6); *les Deux cartouches*, de Montfrileux et Robida (7); *Tom et Tim*, par Chaffurin (8); et *l'Avion*, album ingénieux de Garcin Jo (9). Enfin, pour les tout petits, voici les *Albums Camo*, qu'ils épèleront plutôt qu'ils ne les liront et qui alimenteront leurs premiers rêves (10).

Au moment de mettre en pages, nous recevons un volume de MM. J.-F. Bouchor et Robert Burnand, *Je suis Français*, dont les pages vibrantes d'enthousiasme et de foi ont une fière allure (11). Ce beau livre, aux plaisantes aquarelles et aux ornements typographiques sobres et décoratifs, est le bienvenu; il nous permet de conclure par un ouvrage destiné à la jeunesse et qui exalte, lui aussi, la beauté de nos provinces françaises.

André Gavoty.

(1) et (2) Hachette. — (3) F. Nathan. — (4) Hachette. — (5) Ces deux albums chez Gauthier-Lauguereau. — (6) F. Nathan. — (7) Delagrave. — (8) Larousse. — (9) Hachette. — (10) Plon. — (11) Quillet.

REVUE DRAMATIQUE

Représentations de la *Petite Scène* pour le Centenaire de la *Revue*.

Les représentations données par la Petite Scène pour la célébration de notre Centenaire ont été des plus brillantes. Fines comédies, intelligence de l'interprétation, ingéniosité de la mise en scène, public d'élite, tout était réuni pour composer une fête de l'esprit et des yeux. Le cadre ajoutait encore à cette heureuse impression. Ce cadre, c'était l'Exposition des *Cent ans de vie française*. On jouait, on écoutait sous le regard de Victor Hugo et de Musset, en présence de George Sand et de la Belgiojoso. Théophile Gautier était là, et Octave Feuillet, dont on croyait voir les portraits s'animer...

La Fausse Conversion ou *Bon sang ne peut mentir*, est, sous forme dialoguée, une spirituelle critique des idées de Jean-Jacques. Une danseuse de l'Opéra, riche, adulée, fêtée, se retire aux champs pour y vivre selon la nature avec le jeune Saint-Albin. Heureusement pour elle, cet autre Saint-Preux s'empresse de l'abandonner, préférant décidément à l'idylle pauvre le mariage riche. Il n'est pas trop tard pour que Célinde reprenne sa place dans la grande vie parisienne.

Mlle Mathilde de Heeckeren a donné grande allure au rôle de Célinde; Mlle Germaine Porcher a été, à côté d'elle, une soubrette pétillante de gaîté et d'émotion; et Mlle Marcelle Sarret, une Rosimène de la plus divertissante fantaisie. MM. Frédéric de Heeckeren (Saint-Albin), H. de Longrais (le Duc), André Alphand (le Chevalier), Jean Villard (de Vaudoré), Maxime Lebocq (le Commandeur), Édouard Mac Avoy (le Marquis), Régis Comte (l'avertisseur), Mlle Marion Morris (Suzon) ont complété un remarquable ensemble.

Si *la Fausse conversion* était totalement inconnue, *le Fruit défendu*

d'Octave Feuillet était, tout au moins, un peu oublié : il a obtenu un éclatant succès. Le chevalier de Rosalba chevauche avec son valet Mazetto, en quête d'aventures. Ils arrivent au château de la comtesse Corisanda, veuve et qui s'ennuie. Rosalba se donne pour chevalier de Malte, la comtesse affuble son notaire du nom de mari : ainsi l'amour qui attire l'un vers l'autre ces deux jeunes gens à l'attrait du fruit défendu. Cependant la comtesse apprend que le prétendu chevalier de Malte n'a jamais fait vœu de célibat, le chevalier découvre que le prétendu mari de la comtesse n'est que son ridicule notaire. Changement à vue : l'amour, depuis qu'il est permis, s'évanouit... On a été ravi par le frais coloris et l'air de jeunesse de cette charmante bluette.

Mme Marie-Ange Rivain, qui est, avec une si jolie voix, une si fine diseuse, a joué à ravir le rôle de la comtesse Corisanda. M. Jean Vergrannes a été, dans celui du chevalier, le type même du jeune homme avantageux. MM. Le Marc Hadour en Mazetto et Maxime Lebocq en mari honoraire ont été d'un comique large et savoureux. On a eu plaisir à revoir Mlle Marcelle Sarret en suivante et M. Régis Comte en paysan lettré.

Nos lecteurs connaissent, pour l'avoir lue dans la *Revue*, cette délicieuse rêverie poétique qu'est le proverbe de Gérard d'Houville : *La nuit porte conseil*. Au cœur de cette Lilette, prudemment élevée par de tendres vieilles gens, monte sa jeunesse, et toutes les voix de la nature, celle du grillon et celle de l'étoile, le souffle de la brise, le frémissement du cyprès, l'haleine de la rose, le chant du rossignol lui conseillent de ne pas sacrifier son bel amour.

Mlle Marie-Madeleine Gautier a joué avec émotion le rôle de Lilette, MM. Raymond Daroles (l'oncle Astolphe), Jean Villard (l'ami Zéphirin), Mlles Suzanne Moureaux (Zélie) et Mathilde de Heeckeren (Flore), ont été les aimables fantoches crayonnés par l'auteur.

La partition du regretté compositeur Galeotti, exécutée pour la première fois, a été jugée, elle aussi, un délicat bijou.

Ces représentations ont fait grand honneur à la Petite Scène et à son directeur M. de Courville. Quant à l'ingéniosité que déploient M. de Courville et M. de Heeckeren pour la mise en scène, il me suffira de rappeler qu'ils ont réussi, sur un plateau minuscule, à nous donner l'illusion d'avoir devant nous des cavaliers au galop et d'assister à une poursuite de gondoles.

R. D.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Un cyclone s'est abattu, le mois dernier, sur la bourse de New-York. Lorsqu'une crise financière atteint de pareilles proportions, elle entraîne avec elle des conséquences économiques, sociales et finalement politiques considérables. Sans doute, les sources permanentes et profondes de la richesse des États-Unis n'en sont pas atteintes ; car leurs ressources naturelles, mises en œuvre et développées par leur travail, constituent en définitive la seule valeur réelle ; mais le *slump* qui a déferlé sur Wall-street montre tout ce que garde encore d'instable la fortune des États-Unis. Il faut des siècles pour former un paysan ; l'Amérique a des fermiers, des agriculteurs qui sont aussi des spéculateurs, plutôt qu'elle n'a des paysans. La récolte, comme tout le reste, est objet de spéculation. Nombreux sont les ouvriers ou employés qui possèdent des actions des entreprises dont ils sont en même temps les salariés, et c'est là un élément de stabilité sociale ; mais beaucoup, parmi eux, achètent des titres en Bourse non avec leurs économies, mais avec de l'argent emprunté ; ils jouent à la hausse, mais, si c'est la baisse, les voilà obligés de vendre à vil prix et ils s'endettent. Toute l'énigme de l'avenir des États-Unis, c'est de savoir s'ils arriveront à sauver ou à créer un idéalisme, ou bien si l'intérêt unique de la vie sera de s'enrichir rapidement. Un pays où changent de mains, en une seule journée de fièvre, 22 millions de titres, a encore besoin d'acquérir de la stabilité et de l'aplomb. D'ailleurs, toute production, si intense et rationalisée soit-elle, doit trouver sa limite dans la limite même de la consommation et par la concurrence extérieure. Il n'est pas de marché, si fermé soit-il, qui ne soit, en quelque mesure, dépendant des marchés voisins et qui ne prenne sa place dans le circuit de l'économie mondiale.

Mais déjà se dessinent, en divers domaines, des contre-coups d'ordre politique. Certains marchés européens, notamment celui de Berlin, ont été éprouvés par la vague de fond venue d'outre-Atlantique. Il sera, au moins pendant quelques mois, difficile à celles des nations européennes qui ont besoin de capitaux pour financer leur outillage économique (telles la Pologne, la Roumanie, la Yougoslavie, etc.) de trouver des emprunts aux États-Unis. Le règlement des réparations par la commercialisation des annuités du plan Young en sera rendu plus malaisé. Enfin, il va sans dire que l'Amérique songera moins que jamais à une remise quelconque sur les dettes interalliées : la question est réglée pour longtemps. Quant à la France, elle recueille les fruits de la prudence avisée de M. Poincaré : pour la première fois, une masse d'or a traversé l'Atlantique d'Amérique en France. C'est une date que nous pouvons marquer d'une pierre blanche.

Dans quelle mesure la politique de M. Hoover sera-t-elle affectée par la crise financière? Si elle s'en trouve modifiée, ce sera, sans nul doute, dans la direction où déjà nous la voyons s'orienter. Le candidat républicain, au cours de la dernière campagne électorale, a promis au peuple américain, particulièrement aux fermiers, une prospérité grandissante : une récolte déficitaire et un formidable krach financier démentent ces prédictions. C'est donc d'un autre côté que le Président cherchera, pour le peuple américain, des satisfactions qui flatteront son amour-propre plus que ses appétits. A propos de la conférence navale qui doit se réunir à Londres, le 21 janvier, se précise l'usage que le Président se dispose à faire du pacte Kellogg pour organiser sur le globe le contrôle moral et politique des États-Unis. Le pacte imaginé par M. Briand, déformé par M. Kellogg, surajouté au pacte de la Société des nations, avait semblé, au premier abord, sans inconvénients. On se figurait rattacher par là, en quelque mesure, les États-Unis au système européen et à la politique de Genève. Mais voici que, par une tactique imprévue, le président Hoover transforme peu à peu un engagement pacifique en une machine à démolir cette Société des nations que le président Wilson avait largement contribué à fonder, mais à laquelle ses successeurs républicains ne se sont jamais ralliés.

La conférence navale, suite de la conférence de Washington de 1921, a pour objet premier, il ne faut pas l'oublier, de rendre possible et praticable la réduction générale des armements prévue par les traités de 1919 et de faciliter le rôle de la Société des nations.

Or, qu'a dit le général Dawes, ambassadeur des États-Unis à Londres, le 16 novembre, au banquet de l'Institut des journalistes? « C'est sous l'égide du pacte Kellogg qu'est convoquée la prochaine conférence navale et c'est dans son esprit que se réuniront les grandes puissances navales. » M. Kellogg lui-même, naguère secrétaire d'État, au cours d'un voyage en Angleterre, a développé la même thèse dans un discours au Pilgrim's club. M. Ramsay MacDonald, à son retour des États-Unis, se flattait, « grâce à l'hameçon britannique, d'attirer les États-Unis dans l'orbite de la Société des nations ». Il rassurait ainsi ses amis de la IIe Internationale. Et voici que maintenant le langage des hommes d'État américains nous prouve qu'ils sont plus éloignés que jamais de Genève, qu'ils entendent au contraire supplanter la Société des nations. Ainsi, à l'étonnement de l'Angleterre, Washington se pose en face de Genève. L'Amérique rejette toute sanction, repousse toute précision : le pacte Kellogg agira comme une force morale, soutenu par la puissance de l'opinion. Et l'on sous-entend qu'il aura surtout pour lui la puissance financière et navale des États-Unis.

Nous retrouvons, dans ces paroles de MM. Dawes et Kellogg, un écho du discours que M. Hoover a prononcé pour l'anniversaire de l'Armistice et qui marque de plus en plus nettement le dessein des États-Unis de prendre le direction de l'humanité et de supplanter l'Angleterre dans la maîtrise des mers. Le Président y pose la question de la liberté des mers, sur laquelle, en d'autres temps, l'Angleterre ne se montrait guère accommodante. Il fait un premier pas pour amener l'Empire britannique à renoncer au droit de visite et au droit de blocus; il déclare qu'à son avis les vivres ne devraient plus être saisis; « le temps est venu de faire disparaître l'affamement des femmes et des enfants comme instrument de guerre. » Les fermiers du Middle-West ont besoin de vendre leurs denrées même en temps de guerre. Mais il y a autre chose. Le pacte de la Société des nations prévoit et réglemente certaines sanctions, d'ailleurs insuffisantes, contre l'agresseur, le violateur de la paix; M. Hoover et le pacte Kellogg n'en admettent aucune. Les sanctions économiques, prévues par l'article 16 du pacte, pourraient être très efficaces pour contraindre un agresseur récalcitrant. M. Hoover annonce son intention de ne plus admettre la saisie des vivres ni le blocus, et M. Kellogg ne veut pas que l'on alourdisse par des sanctions la beauté morale de la guerre mise hors la loi. C'est, de toute évidence, la Société des nations qui est visée.

Le message du Président au Congrès accentue encore cette impression. Les États-Unis se mêleront très activement à la politique mondiale, afin d'établir la paix américaine sur la base du pacte Kellogg, mais ils resteront plus éloignés que jamais de Genève. « Notre entrée à la Cour de justice internationale de La Haye, telle qu'elle est maintenant constituée, n'implique pas le moins du monde une démarche de notre part pour une entrée dans la Société des nations. » De cet impérialisme de la paix et de la raison qu'entend pratiquer M. Hoover, de cette morale internationale sans obligations ni sanctions qu'il se propose de faire prévaloir, il convient de rapprocher les chiffres formidables du budget militaire des États-Unis. Les dépenses consacrées à la défense nationale dépassent 730 millions de dollars (soit plus de 18 milliards de francs stabilisés). Et l'on annonce, pour les années prochaines, de plus fortes allocations! Et encore ces chiffres font état des réductions d'armements que l'on espère réaliser à la prochaine conférence de Londres! M. Hoover, dans son message, spécifie que les États-Unis ayant renoncé, par le pacte Kellogg, « à jamais recourir à la guerre comme instrument de politique nationale », il s'agit là d'armements purement défensifs « proportionnés aux besoins nationaux ». D'où peuvent donc venir, pour les Américains, de si grands dangers? Du Canada? Du Mexique, du Costa-Rica ou de la Patagonie? Serait-ce du Japon qui gît à 4 000 milles marins? Ou bien serait-ce de l'Angleterre? Hypothèses invraisemblables qui obligent à conclure qu'il s'agit d'accroître le prestige des États-Unis, de les mettre à la tête de l'humanité civilisée et de l'économie mondiale, bref, de leur conférer l'empire universel avec la mission évangélique d'organiser la paix. Nous touchons sans doute là au phénomène le plus original et le plus nouveau de notre époque. Avons-nous sujet d'en appréhender les suites? Du moins est-il bon de le voir.

Les Anglais, selon les tendances des partis, réagissent diversement. Ils restent très fidèles à l'institution de Genève, mais ils sont, davantage encore, enclins à s'attacher de plus en plus à une entente avec les Américains. M. Lloyd George, qui est le vrai chef du gouvernement et de la majorité, a délibérément fait son choix. Il jette Genève par-dessus bord. Il a prononcé, le 4 décembre, un long discours aux Communes où il a vivement critiqué la Société des nations et loué le président Hoover, apôtre du désarmement, et M. Mussolini qui, à son avis, aborde le problème du désarmement dans un esprit de bonne volonté. Il ne s'attaque, naturellement,

qu'à la France dont les armements lui paraissent formidables.

A quoi tend, en ce moment, un tel langage ? M. Lloyd George nous a habitués à prendre la France pour tête de Turc et nous n'en sommes pas autrement émus. Mais il n'était guère tendre, naguère pour le fascisme et son Duce, tandis qu'il réservait ses sourires à la Société des nations. Il s'agit tout simplement d'intimider le gouvernement de la République afin de l'amener à composition dans les négociations qui sont engagées avec les gouvernements qui s'apprêtent à participer à la conférence navale. Londres et Washington suivent avec la plus grande attention la préparation de cette conférence. Ces deux gouvernements visent à établir, non seulement en fait mais en principe, c'est-à-dire irrévocablement, la suprématie navale du consortium américain et anglais. Un seul obstacle, depuis la conférence de Washington, les sépare de cette hégémonie universelle, c'est l'existence des sous-marins, arme par excellence des puissances les moins fortes, arme essentiellement défensive. La France ne prétend pas contester aux États-Unis ni à l'Empire britannique la suprématie sur les mers, mais, fidèle à ses traditions et consciente de l'intérêt de tous les autres États maritimes, elle dit : liberté des mers. La suprématie navale d'une ou deux puissances n'est tolérable que si elle n'apporte aucune atteinte à l'indépendance des autres. Le sous-marin ne menace personne, il ne permet pas de disputer la royauté navale aux puissances qui la détiennent, mais il est une garantie de libre arbitre pour les puissances moins fortes, car il empêche le blocus des ports et des côtes et sauvegarde la liberté des communications. En proposant l'abolition des sous-marins, l'Angleterre et les États-Unis révèlent leurs intentions : c'est de la domination universelle de l'anglo-saxonisme qu'il s'agit. En face de toute tentative de suprématie mondiale, la France s'est toujours dressée et se dressera toujours. Elle refuse de renoncer à l'arme sous-marine et, par là, elle défend la cause de tous les États, car la paix n'est pas, pour les peuples, le seul bien précieux; l'indépendance n'est pas moins indispensable.

Le Japon et l'Italie, dont les intérêts sont évidents, ne paraissent pas non plus disposés à renoncer aux sous-marins. Mais l'Italie, appuyée par la diplomatie britannique, cherche à obtenir ce que l'on appelle la parité, c'est-à-dire la faculté d'entretenir des forces navales égales à celles de la France. Cette égalité, nous l'avons acceptée à Washington pour les *capital ships*, c'est-à-dire pour les forces offensives ; mais quant aux navires défensifs, des-

tinés à protéger les communications, il suffit de regarder sur une carte la France, ouverte sur deux mers, et ses possessions, répandues dans les cinq parties du monde, pour reconnaître que ses besoins sont plus importants et variés que ceux de sa voisine méditerranéenne. D'ailleurs cette réglementation, poussée à l'extrême, est absurde et intolérable ; chaque puissance sait à quelles nécessités doit répondre son programme naval défensif ; chacune doit rester libre de l'établir selon ses capacités. L'Amérique et l'Angleterre peuvent spécifier entre elles une parité qu'elles n'ont d'ailleurs pas encore réussi à définir, nous ne sommes pas pour cela tenus d'entrer dans les compartiments arbitraires où il leur plairait de nous parquer. Les États-Unis et les travaillistes et libéraux anglais ont rejeté l'accord parfaitement raisonnable que nous avions établi avec le ministère conservateur, dont ils ont calomnié les intentions ; cet accord a échoué comme a échoué la conférence tripartite de Genève. Celle de Londres aura le même sort si Anglais et Américains n'abdiquent pas leurs prétentions excessives. Il faut enfin renoncer à cet esprit de domination d'autant plus pernicieux qu'il est mieux déguisé.

Le pacte Kellogg, qui a institué le règne de la vertu sur la terre, a choisi, pour la première fois qu'il a risqué son prestige au grand jour des réalités, une dangereuse pierre de touche : l'Union des Républiques soviétiques socialistes. Washington, Paris, Londres, ont rappelé les Russes et les Chinois qui, en Mandchourie, se battaient en fait sans se faire la guerre en droit, au respect de leurs engagements pacifiques. Ce zèle pour la paix a essuyé à Moscou une rebuffade énergique. L'autorité morale des États-Unis et du pacte Kellogg subit un échec caractérisé. C'est le moment que l'Angleterre choisit pour rentrer en relations diplomatiques avec les Soviets. Cet antagonisme naissant entre le pacte Kellogg et la Société des nations, ces ambitions dominatrices qui se cachent derrière un paravent d'idéologie humanitaire, voilà bien le plus décourageant des spectacles. Qu'on épargne aux peuples de telles déceptions ! Que la France tienne fermement, sans dévier, la ligne du bon sens et de la justice raisonnable !

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : René Doumic.

CÉLÉBRATION DU CENTENAIRE

REPRÉSENTATIONS

en l'hôtel Jean Charpentier, 76, Fg Saint-Honoré

Les 16, 17, 20 décembre en matinée (17 heures)

LES PRÉCIEUSES DE GENÈVE

UN ACTE

par ROBERT DE FLERS et M. FRANCIS DE CROISSET

AVEC UNE CAUSERIE DE M. FRANCIS DE CROISSET

Interprétées dans l'ordre d'entrée en scène

MM.

André Lefaur....	Le baron Grégoire, 55 ans.
Lucien Dayle.....	Hector, maître d'hôtel.
Berthier.....	Van Petersbom, représentant du Luxembourg.
André Luguet....	Sir Yvor Rosetry, attaché britannique, 27 ans.
Pierre Stephen...	Jacques Grandier, industriel, 28 ans.
Victor Boucher..	Marcel de la Vieuville, diplomate.

Mmes

Jeanne Cheirel..	La baronne Grégoire, 44 ans.
Gaby Morlay....	Yvonne Grandier, 22 ans.

18 décembre à 17 heures

RÉCITAL CHOPIN *par M. ROBERT CASADESUS*

---

21 décembre à 17 heures

CONFÉRENCE DE M. LOUIS BARTHOU : *PIERRE LOTI*

SEPTIÈME PÉRIODE. — XCIXe ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

CINQUANTE-QUATRIÈME VOLUME

NOVEMBRE — DÉCEMBRE

Livraison du 1er novembre

Pages.

ÉPILOGUE DE LA VIE AMOUREUSE, dernière partie, par M. ABEL HERMANT, de l'Académie française. 5

L'ENTENTE ET LES BALKANIQUES. — *AUX PREMIERS MOIS DE LA GUERRE*, par M. ALBERT PINGAUD 48

DUPETIT-THOUARS ET L'EXPÉDITION D'ALGER, par M. l'Amiral DU PETIT THOUARS. 84

NOS GRANDES ÉCOLES. — L'ÉCOLE SUPÉRIEURE D'ÉLECTRICITÉ, par M. PAUL JANET, de l'Institut 113

MÉMOIRES. — *MINISTÈRE FOURTOU*, par le Duc DE BROGLIE. 130

L'ILE DES REVENANTS. — I. *SAINT-PIERRE ET LE MONT PELÉ*, par Mme HENRIETTE CÉLARIÉ. 162

LES NAVIGATIONS D'ULYSSE. — LE SAVOIR DE CIRCÉ, par M. VICTOR BÉRARD . 184

ANGLAIS, FRANÇAIS, ESPAGNOLS, par M. PAUL HAZARD 204

LES EAUX-FORTES DE REMBRANDT, par M. LOUIS GILLET. 219

REVUE MUSICALE. — *LA BASOCHE*, par M. CAMILLE BELLAIGUE 224

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. RENÉ PINON. . . . 229

Livraison du 15 novembre

LA NUIT DU CŒUR FLAMBANT, par M. DANIEL ROPS. 241

LA FRANCE CIVILISATRICE, par M. G. HANOTAUX, de l'Académie française . . 268

POÈMES EN PROSE DE TOURGUENEF, par M. ANDRÉ MAZON. 289

NOUVEAUX POÈMES EN PROSE, par IVAN TOURGUENEF, *TRADUITS PAR M. CHARLES SALOMON*. 294

JOURNAL DE L'EXPÉDITION RIVIÈRE. — I. par M. le vice-amiral DE MAROLLES. 312

A SARAGOSSE. — LES FÊTES DE NOTRE-DAME DEL PILAR, par ANDRÉ CORTHIS. . 340

MÉMOIRES. — *L'AVÈNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE*, par le Duc DE BROGLIE . . . 364

OU SERA LE SIÈGE DE LA BANQUE INTERNATIONALE? par M. LUCIEN PETIT. . . . 388

VISITES A LA PRESSE DE PROVINCE. — VI. *GRENOBLE ET MONTPELLIER*, par M. ANDRÉ DEMAISON. 394

pages.

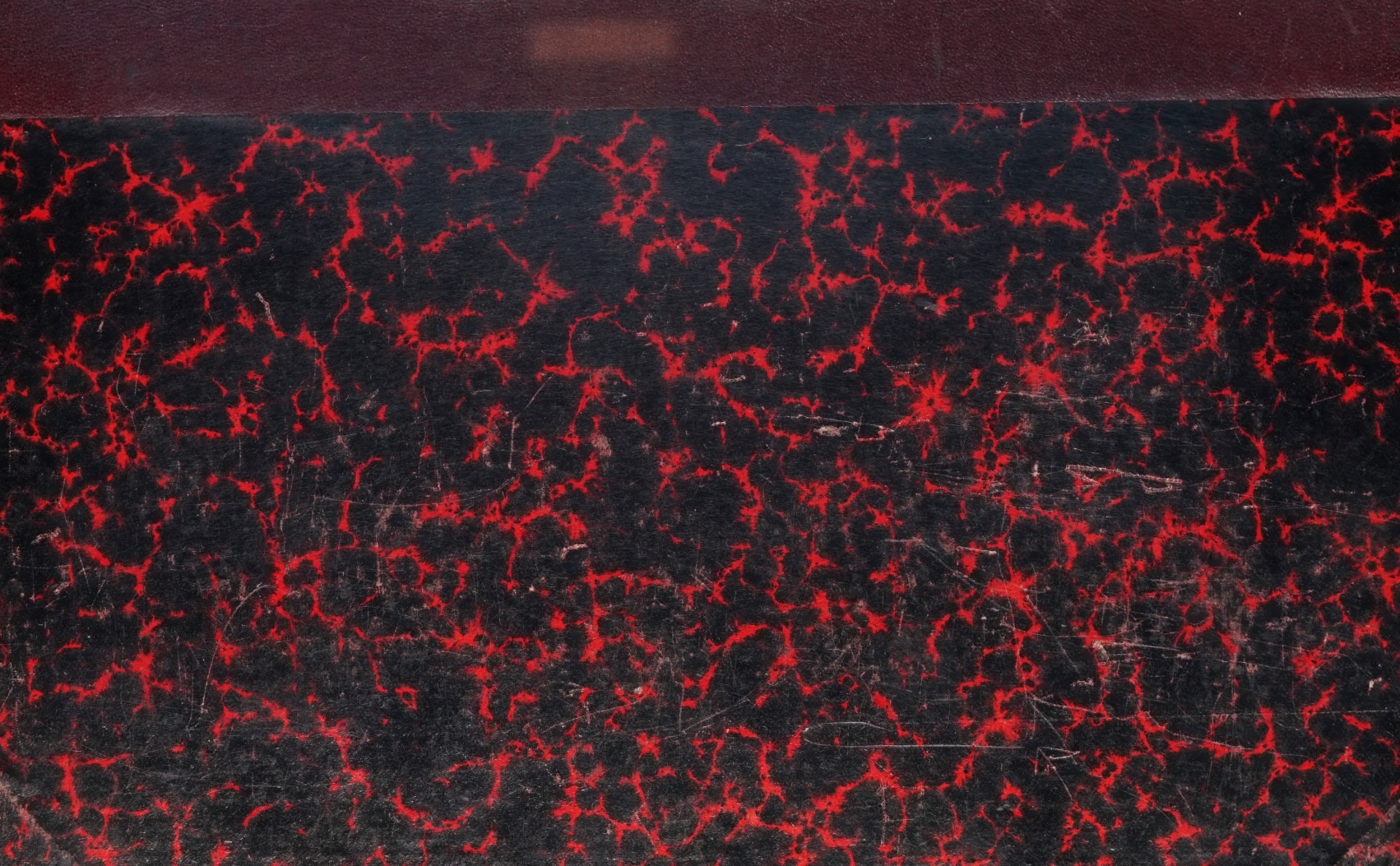
L'Assassinat de M. de Lamartine, par M. Georges ROTH 406
L'Ile des Revenants. — II. par Mme Henriette CELARIÉ. 423
A Chantilly, par M. Paul BOURGET, de l'Académie française 449
Questions scientifiques. — *Le sommeil*, par M. Lucien PLANTEFOL. . . . 456
Revue dramatique, par R. D. 469
Chronique de la quinzaine. — *Histoire politique*, par M. René PINON . . . 471

Livraison du 1er décembre

Le roman de la conquête, première partie, par M. Louis BERTRAND, de l'Académie française 481
La question du surmenage scolaire. — I. *Le mal*, par M. Paul HUNZIKER . 520
Nos savants dans l'Afrique du Nord depuis un siècle, par M. René CAGNAT, de l'Institut 536
Mémoires. — *L'avènement de la République*. — II. par le Duc de BROGLIE. 558
Nous avons fait un beau voyage.... — *De Bombay a Delhy*, par M. Francis de CROISSET. 596
L'histoire de la guerre par les témoins, par M. Charles DELVERT. 628
Le mort du commamdant Rivière, par M. le vice-amiral de MAROLLES . . . 642
Victor Hugo chez Louis-Philippe, par M. André LE BRETON 667
Revue littéraire. — *Nouveaux courants de la littérature*, par M. André CHAUMEIX. 681
Revue musicale, par M. Camille BELLAIGUE 694
A travers les théatres, par M. Jacques DEVAL 700
L'inauguration des « cent ans de vie française », par R. D. 708
Chronique de la quinzaine. — *Histoire politique*, par M. René PINON. . . 711

Livraison du 15 décembre

Le roman de la conquête, deuxième partie, par M. Louis BERTRAND, de l'Académie française. 721
Pouvait-on signer l'armistice a Berlin? par M. le général MORDACQ. . . . 756
La compagnie de Jéhu. — I. *Le dieu Chalier*, par M. G. LENOTRE. 783
Nous avons fait un beau voyage... — II. *Udaipur*, par M. Francis de CROISSET. 813
Lettres a la comtesse de Montijo, par Prosper MÉRIMÉE 835
Poésies, par M. Henri de RÉGNIER, de l'Académie française 881
Silhouettes contemporaines. — Mme Marie-Louise Pailleron, par FIDUS. . 887
François Buloz et les débuts de la Revue, par Mme Marie-Louise PAILLERON. 897
Georges Clemenceau, par M. Jules CAMBON, de l'Académie française. . . . 916
Les masques et les visages. — A l'exposition des cent ans de vie française, par M. Robert de la SIZERANNE 925
Autographes et bibelots, par M. Louis GILLET 938
Les livres d'étrennes, par M. André GAVOTY. 943
Revue dramatique. — *La petite scène a la Revue*, par R. D. 950
Chronique de la quinzaine. — *Histoire politique*, par M. René PINON . . . 952

Paris, 1929. — Typographie Philippe Renouard, 19, rue des Saints-Pères. — 59309.

GETTY CENTER LINRARY
3 3125 00675 2758